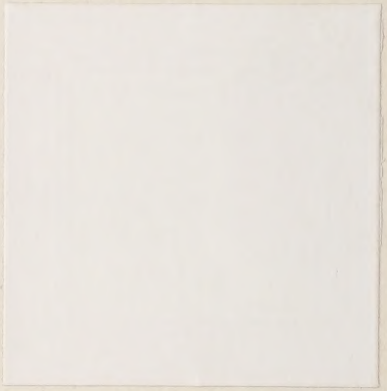
HK
1



Digitized by the Internet Archive
in 2025 with funding from
Getty Research Institute

https://archive.org/details/revuedesdeuxmon1928unse_1

REVUE

DES

DEUX MONDES

XCVIIIe ANNÉE. — SEPTIEME PÉRIODE

TOME XLV. — 1er MAI 1928.

REVUE

DES

DEUX MONDES

SCOLASTICAT — SOC. DE MARIE

XCVIIIe ANNÉE. — SEPTIÈME PÉRIODE

TOME QUARANTE-CINQUIÈME

PARIS

BUREAU DE LA REVUE DES DEUX MONDES

RUE DE L'UNIVERSITÉ, 15

1928

THE GETTY CENTER

LA RATOUNE

PREMIÈRE PARTIE

Le passé est la seule réalité humaine : tout ce qui est, est passé.

ANATOLE FRANCE.

Nous l'appelions la Ratoune.

Sa famille était l'amie de la nôtre. Bonnes vieilles gens de l'ancienne France qui habitaient la rive gauche dans une grande maison du quai des Théatins, au fond d'une cour pavée où avait dû rouler jadis le carrosse de M. d'Alembert. Au second étage d'un escalier majestueux qui, en mars, empoisonnait, on sonnait à la porte d'un appartement dont les fenêtres mansardées s'ouvraient sur des jardins infinis. Dès l'arrivée, cela sentait l'eau rougie, la toile cirée, et une odeur chronique de friture qui tenait aux murs comme le tabac chez les fumeurs.

Dans le grand salon meublé d'acajou et encombré de vitrines (contenant cent bibelots du XVIIIe siècle, avec la calotte de Rossini, et le porte-bouquet de nacre donné par la duchesse d'Orléans), dans le grand salon, dis-je, on trouvait immuablement l'aïeule.

Ah! l'aïeule, comment en parler exactement, en lui donnant toute sa valeur, son pittoresque, sa grandeur, maintenant que je sais, je sais? L'aïeule échevelée, coiffée d'une poignée de copeaux gris, les yeux toujours en feu dans sa figure maigre : enthousiasme, haine, amour, horreur, dégoût... Donc l'aïeule

Copyright by Marie-Louise Pailleron, 1928.

était toujours là, assise dans une bergère à oreilles, ses mains maigres aux ongles douteux crispées sur la manchette de velours usé.

Chez nous, où l'on avait la manie des surnoms, on l'avait baptisée (entre soi) Meg Merrilies (à cause de ses mèches, ou de ses allures de prophétesse? on ne sait). Était-elle paralysée, habitait-elle nuit et jour le salon? On ne sait. Elle vivait là, vénérée et redoutée aussi par une pieuse bru chargée d'enfants, et un fils chargé d'utopies. Tout cela faisait bien une dizaine de personnes.

La Ratoune était le cinquième enfant de Mme Delorme, la dernière fille; mince comme un jonc, de longues jambes cagneuses, le nez court, un visage gros comme le poing et toujours grave, de beaux cheveux bruns, des yeux trop grands. Elle avait un charme assez incompréhensible qui ne tenait pas à l'enfance, mais à quelque chose de mystérieux, de réservé.. Parfois, brusquement, le charme était rompu par des bonds désordonnés de poulain, ou des fusées de rire qu'elle écrasait dans ses doigts, puis tout rentrait dans l'ordre; la bouche redevenait serrée, et les yeux sombres recommençaient de regarder avidement autour d'eux sans repos.

Du fond de son voltaire à oreilles, l'aïeule conduisait toute la maison : personne ne décidait quoi que ce fût sans qu'elle l'eût permis, et son avis prévalait. Agée, peut-être infirme, collée à l'éternel fauteuil devant lequel ses jambes pendaient sans forces, usée, desséchée, peau jaune et mâchoire vide, c'était le maître omnipotent, redoutable du lieu. A la vérité, son corps paraissait peu de chose, une mince enveloppe parcheminée, mais là-dedans, comme la clarté dans le phare, il y avait une autorité implacable, qui menait tout le monde.

La famille fort pieuse (à l'exception de l'aïeule), élevait, vous pensez bien, chrétiennement les sept enfants : il y en eut sept. On allait à confesse dès l'âge de raison, on ne manquait ni une messe ni un jeûne; pourtant dans le sein même de ce tabernacle vivaient l'opprobre et le péché : vous allez voir ça.

Bien que la grand'mère, vieille voltairienne, fît subir tout le jour à sa belle-fille résignée d'étranges boutades concernant sa religion et l'observance du culte, les deux femmes s'entendaient *sur le fond;* mais il est singulier de songer que, dans

ce temps-là, deux vertus si dissemblables pussent vivre côte à côte : la vertu laïque de Meg Merrilies, enfant de Rousseau et des Encyclopédistes, et la vertu orthodoxale de la crèche de Bethléem. Si l'aïeule plaisantait (méchamment) la foi de sa bru, ne reconnaissant que Jean-Jacques pour maître, elle supportait malgré tout, dans son tyrannique empire, la religion de Jésus. Se rendait-elle compte que le culte de la déesse Raison était impraticable pour sa bru ? ou poussait-elle le respect de l'indépendance d'autrui si loin qu'elle accordât à chacun la libre disposition de sa conscience ? Je n'en sais rien. Peut-être vénérait-elle la vertu et l'observance du devoir partout où elle les rencontrait, et ne les avait-elles rencontrées chez une jeune fille de ce temps qu'à l'ombre de la croix. Toujours est-il que cette impie supportait à sa table le *Benedicite*, et pour ses petits-enfants, le confessionnal ; il y avait donc sous le toit du quai des Théatins, en quelque sorte mariées ensemble et vivant étroitement, des idées représentées, si l'on veut, les unes par Voltaire, les autres par le Père Gratry, invraisemblable union. Oh ! tout n'allait pas sans heurts ! Quelquefois l'autre aïeule, la mère de Mme Delorme, arrivait de sa province, et c'était entre les deux ancêtres des prises de bec indescriptibles. La vieille provinciale énergique ne cédait rien à l'autre, qui d'ailleurs, clouée sur son fauteuil, demeurait dans un état d'infériorité physique très nuisible à la discussion. La victoire restait donc d'habitude à la province édentée, rapetissée par l'âge, cousine de la fée Carabosse, mais solide encore, et intransigeante autant que l'autre.

Elle l'était différemment : elle ne jeûnait pas aux mêmes fêtes, voilà tout. Celle-ci habitait sa petite ville, y avait vécu, y mourrait. Elle n'avait pas cherché à comprendre, elle disait : « une épouse chrétienne doit se soumettre ; » elle l'avait fait sa vie durant, sans bien savoir comment elle pourrait faire autrement, car elle ignorait l'inquiétude et le doute. Meg Merrilies possédait d'autres vues, elle possédait aussi la leçon que donnent l'embarras, le malheur et les catastrophes sentimentales.

La provinciale aurait pu, comme sa vieille adversaire, rencontrer tout cela, pourquoi non ? Mais elle passa à côté, baignée dans sa quiétude d'honnête mère, d'honnête femme, d'honnête fille, qui a également rempli tous les devoirs que la vie a tendus

comme un appât à son activité et à son appétit de sacrifice, obscure abeille collée à sa cellule de cire, qui y trouve le repos de son instinct assouvi.

Quand elle venait à Paris, on couchait la vieille dame dans le salon sur une causeuse en citronnier que n'eût pas désavouée Mme Récamier, tout près du grand piano où Élodie avait travaillé son premier prix. Ce piano, Blandine Liszt, tout de blanc vêtue, l'avait touché jadis avec une fougue pleine de grâce, me dit-on.

La vieille arrivait, chargée de pruneaux fourrés et de bouteilles de cognac (elle était charentaise) et, dès lors, une suite de désaccords se produisait dans la maison.

Mme Delorme (Adèle) étant perpétuellement enceinte, on ne savait jamais, une fois accouchée, si elle ne l'était pas de nouveau. Lorsque la vieille mère arrivait à Paris et qu'elle trouvait sa fille épuisée, elle montrait une grande agitation. Malheureusement, cette dame ne connaissait que deux remèdes. Pour la fatigue, *un bon bain très chaud*; pour les maux d'estomac, *une tasse de thé léger*. C'est avec de telles drogues qu'elle avait élevé là-bas, sur la Boutonne, une famille de treize enfants, tous vivants, bien construits et solides, je vous le garantis. Donc, à la vue d'Adèle défaite et le teint jaune, elle ordonnait : « Ma fille va prendre un bain, je l'emmène à l'établissement de la rue Taranne ! » (Vous pensez : un événement)! Mais Meg Merrilies, dans le salon, du fond de son voltaire à roulettes, se dressait, échevelée, hors d'elle : « C'est un crime, madame ! » (si par hasard Adèle était enceinte !) et les deux augures de discuter avec véhémence et indéfiniment. En sorte que sur le sujet d'ordre familial, c'était la chrétienne qui sacrifiait à l'amour maternel, et la voltairienne qui défendait le devoir chrétien de la maternité à outrance. Néanmoins, et quoi qu'elles fissent, régulièrement, avec ou sans bain, un poupon tombait à la fin de l'année dans le berceau d'acajou des Delorme. Rien n'arrêtait dans ses obscures destinées cette Cybèle féconde, amarrée entre la Samaritaine et les Saints-Pères.

Meg Merrilies devait, — inutile de le nier, — cette belle-fille modèle à l'effort de la religion chrétienne. Était-ce par sophisme, par désir d'établir la justice entre ses deux enfants, qu'elle avait accueilli de même sous son toit, en même temps que le bon fils et la bru vertueuse, le faux ménage du cadet ?

Il habitait l'entresol de la même maison avec une vieille maîtresse séparée d'un autre époux, mais non divorcée (faute de divorce alors, je l'ignore, ou mépris de la morale bourgeoise ?). Cette maîtresse injuriait Joseph et le soignait tour à tour (car Joseph était infirme) : affreuse mégère envieuse et méchante, que Dieu confonde !

Le couple exigeait d'assister aux repas de la famille, et l'aïeule, chaque jour, imposait ce sacrifice à Mme Delorme ; mais, telle était la vénération que tous accordaient à Meg Merrilies que personne ne songeait à discuter ses arrêts. Elle avait même pour le couple affreux, l'homme crevant de fiel et sa femme tricoteuse attardée, des gentillesses que le bon fils, qui évidemment faisait vivre tout ce monde, ignorait. Inconséquence du cœur maternel ? Besoin obscur de justice pour le fils disgracié, raté, aigri ? Nul ne le sait. Le soir, on se réunissait autour de la toile cirée, dans la salle à manger qui déjà fleurait l'eau rougie et la friture avant la lettre, Joseph arrivant clopin-clopant avec sa bosse et ses béquilles, les enfants Delorme assis par rang de taille depuis Élodie, l'aînée, grande fille maigre, lauréate du Conservatoire (premier prix de piano), jusqu'à la Ratoune de quatre ans, déjà coquette et parée de colliers en perles de couleur qu'elle chipait à l'abat-jour du salon, en passant par Juliette, assez vulgaire, et le garçon Julien, externe à Sainte-Barbe. Une autre fille, Ida, était la beauté de la famille : elle fit à quatorze ans la passion d'un jeune attaché au Parquet de Poitiers qui l'épousa par la suite. D'autres enfants venaient après, dont l'histoire ne dit rien, — et toujours comme de juste il y en avait un à la mamelle, comme il y a des abricots en août. Lorsqu'au milieu du repas, la pauvre Adèle, — qui servait les potages, découpait le rôti et maintenait à grand peine l'ordre dans son troupeau, — lorsque, dis-je, la pauvre Adèle entendait vagir sans relâche son nouveau-né, le pernicieux Joseph soulignait avec affectation le vacarme, et finissait par lancer à sa belle-sœur un : « Donne-z'y à téter, Adèle », qui était un ordre. Adèle se levait, allait apaiser le moutard, et revenait docilement terminer la tranche de gigot qui refroidissait dans son assiette.

Après la Ratoune venaient un, puis deux garçons étiques et morveux ; la petite aurait dû en souffrir, étant négligée, livrée aux cuisinières et aux bonnes à tout faire. En réalité, elle

ne souffrit de rien, et, quoique malingre, poussa comme l'ortie. Elle s'accommodait de tout, et, on ne sait comment, finissait par tirer avantage des situations les plus lamentables. Pourtant, elle ne fut pas une enfant aimable comme il y en a, mais une gringalette taciturne, qui emmagasinait tout, n'ouvrait pas la bouche, et n'en faisait, somme toute, qu'à sa tête. Ah! quelle tête! du fer.

Le matin, la bonne, en allant faire le marché, l'emmenait à la pension; elle la laissait à la porte de Mlle Rochet, vieille fille velue, et en outre noire comme l'enfer, qui tenait un externat de quartier. Il fallait venir là avec son déjeuner, car les élèves n'étaient pas nourries; aussi la Ratoune apportait-elle, comme les autres petites filles, un panier contenant quelque charcuterie, du pain, et une bouteille rougissant à peine, mais dont le goulot s'élevait fièrement au dehors. Parfois la vieille bonne, accablée de travaux et de lessives, oubliait d'aller reprendre l'enfant, mais celle-ci, tôt débrouillarde, se montrait vite, sautillant par les rues, accompagnée de quelque mégère du voisinage; on la quittait devant sa porte. Sa mère, la voyant rentrer, disait : « La mauvaise graine se retrouve toujours », puis retournait languissamment offrir son sein au nouveau-né de la saison.

Pourquoi ce sobriquet de « Ratoune »? On avait dû l'appeler la Rate, je pense, et puis la Ratoune. Il est vrai de dire qu'elle trottait menu, se faufilait partout en silence, qu'elle vous arrivait sans crier gare, enfin qu'elle était toujours derrière vous à grignoter; elle grignotait tout le jour : un bonbon pour le rhume, une tartine de pain avec une noix, du raisin sec... Elle avait toujours faim, et ne mangeait jamais à sa faim, car elle détestait la viande et les gros plats; elle en eût aimé d'autres peut-être, bien accommodés et appétissants, mais l'on n'y songeait guère! Quand il s'agit de nourrir tant de monde, on ne pense pas aux friandises. Adèle, toujours accablée de fatigue, ne surveillait pas l'assiette de sa fille; d'ailleurs elle la voyait manger, mais elle était loin de se douter que la petite dînait de pain et de radis, et, — quand elle en pouvait pincer un à la cuisine, — d'un citron : elle en raffolait.

Ai-je dit que le père était bureaucrate? fonctionnaire aux Finances peut-être, employé indispensable en tout cas, qui, après une bonne journée de travail, emportait chez lui de

lourdes besognes, rapports ou statistiques à établir. Il écrivait ici ou là, au milieu du vacarme familial, mal installé dans un coin du salon, entouré du bruit des trompettes enfantines et des cris aigus des disputes. Ce brave augmentait ainsi ses faibles ressources, et l'état de mariage ne lui semblait pas lourd : le ciel accorde de telles grâces à ceux qui ont le cœur pur.

D'ailleurs, la vie coûtait moins cher que de notre temps, car je vous parle de l'époque où MM. Carnot, puis Casimir Périer, etc., présidaient aux destinées de la France, A cette époque-là, une paire de chaussures d'enfant coûtait vingt francs, et une petite fille élégante obtenait à *English Ware-house* une robe pour cent francs, payée comptant bien entendu, car depuis la guerre de Cent ans l'Angleterre ne vend plus rien à crédit chez nous.

Néanmoins, tels n'étaient pas les prix ordinaires de la Ratoune, que l'on habillait de la défroque de ses sœurs, ajustée à sa taille, naturellement. De cela peut-être souffrit-elle plus que de tout le reste, car la coquetterie d'abord fut son premier péché.

On pense que les repas étaient la terreur de la pauvre Adèle, qui en voyait arriver chaque jour l'heure avec un plus profond dégoût. Songez qu'elle contemplait ainsi face à face celle d'Héloïse, sa belle-sœur de la main gauche, grimaçante, vilaine et hors la loi de l'Église, et celle d'un beau-frère haineux, méchant comme le diable, et tordu comme Quasimodo lui-même. Pourtant, on n'entendait jamais gémir Adèle : elle soupirait seulement. Elle ne gémissait que pendant les rages de dents qui gonflaient trop souvent ses joues de quelque ridicule abcès, et lui donnaient l'apparence d'une femme mal élevée, qui parle la bouche pleine.

Ce détail me fait songer que l'hygiène ne troublait personne chez les Delorme, les ablutions non plus; l'exercice que les enfants prenaient était rare : quelques cabrioles dans la salle à manger qu'on leur abandonnait en dehors des repas, c'est tout. Aussi les teints étaient-ils jaunes, et les épaules étroites : ni muscles, ni mollets; ces mioches faisaient, j'imagine, l'effet d'une nichée de Poulbot, robes écourtées, reprises aux bas de laine, beaucoup de châles et de cache-nez, mais somme toute pas de maladie, et comment cela? Inexplicable.

Tout alla ainsi jusqu'au jour où un événement d'importance changea le cours de la vie au quai des Théatins. L'appartement du premier étage, vacant depuis des années, — il était trop cher : 4000 francs! — fut loué en vingt-quatre heures par une famille du quartier Saint-Germain des Prés, « des personnes bien comme il faut », dit M. Alexandre le concierge à M. Delorme, un soir où ce dernier rentrait chez lui, le nez dans *le Soleil*. Or, chez les nouveaux venus, quelque temps après l'installation, une petite fille naquit, et la Ratoune, qui déjà s'était fait, sans avoir l'air d'y toucher, des amis au premier étage, s'y arrêta plus souvent encore, pour examiner Mie-Rose qui vagissait dans son berceau, tout comme les marmots de Mme Delorme. Quelle différence pourtant entre les deux étages!

Au-dessus, les carreaux par terre, les fenêtres mansardées, le bruit, les mères qui ravaudent les vêtements dans le salon, les cris, les gifles, l'eau rougie et le pain sec à goûter, Joseph. Ici, le silence, des tapis par terre, et à quatre heures, des choux à la crème, — le paradis quoi! La dame du premier parlait doucement, ne giflait personne, elle n'interrogeait pas la Ratoune du tout; même, de temps en temps (ô volupté!), elle lui faisait cadeau d'un nœud neuf, ou de quelque boucle de ceinture. Le paradis, je vous dis! La Ratoune avait trouvé le filon. Maintenant, lorsque chez elle ses frères et sœurs la tourmentaient, ou qu'elle voulait éviter quelque question, un devoir à faire, elle se glissait sans bruit par l'escalier de service, grattait à la porte du premier étage, et s'introduisait chez Mme Brun. On lui faisait toujours fête; d'ailleurs la petite, maligne, se montrait obligeante, s'offrait pour tenir un écheveau, plus tard pour garder l'enfant pendant le dîner de la nourrice, etc., il y avait cent prétextes. Au premier on s'habituait à sa présence, et elle, la Ratoune, prenait goût à cette existence facile; elle aima la gentille courtoisie de ses hôtes, leur élégance : ce fut chez eux qu'elle découvrit que l'on pouvait mener une vie plus facile que la sienne. Quelle révélation! Elle s'aperçut de cela quand elle eut huit ou dix ans. Alors la maison des voisins était devenue sa maison, elle y faisait tout ce qu'elle voulait, commandait, était comblée; cependant jamais elle n'eut la pensée de vouer à ses amis la moindre gratitude. Cette voisine qui changeait pour elle le cours des astres, Ratoune l'enviait, et ne la remerciait point; elle acceptait sans s'étonner

de rien. Elle ne se disait pas : « Comme elle est gentille ! encore une étoile dans mon assiette! » Non, mais elle pensait : « Puisqu'elle fait cela, c'est qu'elle le peut! » C'était tout. Peut-être même ne pensait-elle rien. Bien que cinq ans les séparassent l'une de l'autre, la petite voisine poussait si fort qu'à six ans elle avait presque rattrapé la Ratoune. L'aînée, comme un pois planté dans un terrain pauvre, venait chétive : un fil tiré; la nouvelle venue, au contraire, sortait de terre robuste.

Entre les deux familles une intimité naissait aussi, avec un peu de protection naturellement, de la part du premier étage, bourgeois ordonnés, aux heures régulières, et que tant d'improvisation effarait. « Ces Delorme, disaient-ils, quels bohêmes! »

Mme Brun, généreuse, s'attachait à la Ratoune, plaignait cette dernière venue, négligée. Le jeudi, elle emmenait les petites se promener en voiture, ou au cirque les jours de pluie; la Ratoune revenait fort excitée de ces fêtes. Elle étonnait le soir sa famille, par la volubilité de ses relations; les jours de cirque, elle tenait absolument à lui donner une représentation des spectacles qu'elle avait vus, marchait sur les mains comme Gugusse, affublée d'un pantalon de sa grand-mère.

Malgré la vivacité de son plaisir, la nature de la Ratoune s'affirmait silencieuse : elle riait de temps à autre d'un petit ton sec « hin! hin! hin! » comme un petit cheval hennit, mais ne parlait point. Ses larges yeux bruns, presque trop grands pour sa tête, son petit museau court, son teint mat (quoique un peu jaunet), tout cela eût formé un gentil visage, mais l'effet en était détruit par l'air malingre de l'enfant, par sa fragilité; comme instruction : rien. La famille, qui avait fait des aînés de véritables artistes (piano et violon), semblait se désintéresser de l'instruction de celle-ci. Adèle prononçait de temps à autre : « C'est une fille : elle en saura toujours assez. » Peut-on être plus royaliste que le roi? La Ratoune riait sous cape, et « séchait » ses cours.

Peut-être s'était-on rendu compte chez les Delorme de l'inutilité des carrières féminines, puisque, à peine munies de leurs diplômes, les filles aînées s'étaient mariées et ne touchaient plus ni au piano ni au violon, depuis qu'elles avaient épousé, l'une un petit notaire du Faubourg Saint-Martin,

l'autre un gros entrepreneur de Suresnes. Adèle, sans doute lasse d'avoir élevé tant d'enfants, se désintéressa de la Ratoune, alors que celle-ci eût eu grand besoin d'être poussée. En apparence pourtant, la petite se préparait aux examens sans rechigner (ah! elle ne discutait jamais), mais n'en passa aucun. A quatorze ans, elle ignorait encore les exigences de l'orthographe; en revanche, elle lisait tous les romans qu'elle rencontrait, et s'intéressait passionnément à la toilette. Elle avait même gardé ses goûts enfantins des oripeaux et du déguisement, et, pour amuser Mie-Rose, apparaissait soudain, aux yeux étonnés de l'autre, en fée, une baguette à la main, ou en Ophélie, ou en Pharaon, dernier rempart de l'Égypte. Ses costumes, composés d'invraisemblables chiffons, révélaient une ingéniosité stupéfiante; jamais elle ne les cousait, car elle aimait peu s'appliquer à une tâche, mais ils tenaient mystérieusement ensemble, à l'aide d'épingles vite piquées et enlevées, et il était surprenant de la voir fabriquer un Stuart en exil, avec deux plaids et une canne à pêche.

Bientôt la voisine, Mme Brun, s'inquiéta de la santé de la Ratoune; l'ayant entendue tousser, elle prétendit qu'elle maigrissait, et qu'elle pourrait bien « faire de la phtisie ». A cette pensée la gentille femme frémissait. Elle monta confier son inquiétude à Mme Delorme, et trouva celle-ci raccommodant, au fond du grand salon, les chaussettes de Julien sur un œuf de buis.

Mme Delorme hocha la tête aux suggestions de l'autre dame, et déclara avec un calme parfait que la divine Providence avait toujours protégé ses enfants des maladies jusqu'à ce jour, et qu'elle s'en remettait pour l'avenir à la même. Mme Brun, que cette réponse ne satisfit point, emmena la Ratoune chez le professeur Dieulafoy qui diagnostiqua de l'anémie, et recommanda la viande crue et l'huile de foie de morue.

Alors, pour obtenir que le traitement fût suivi, il fut décidé chez les Brun que la petite, pendant quelque temps, prendrait ses repas avec Mie-Rose, car celle-ci aussi devait (ainsi l'avait décidé Mme Brun) goûter aux mêmes espèces. Et l'on vit la Ratoune assise matin et soir dans la grande salle à manger aux boiseries de chêne, en face de sa petite amie. Mais, tandis que la plus jeune, honnêtement, avalait les affreuses boulettes saignantes dont elle n'avait aucun besoin, et se mit à engraisser

à vue d'œil, Ratoune ne se fortifia point. Au bout de six mois de ce régime elle n'avait pas pris une livre ; en revanche, la toux sèche avait disparu, demi-succès. L'huile de foie de morue seule, disait-on, était salutaire. On supprima donc la viande crue, à la grande joie de la Ratoune, qui voulut bien ensuite confier à son amie, qu'elle n'avait jamais *une seule fois* avalé ses boulettes, mais qu'elle les crachait sous la table, pour la plus grande satisfaction de Cabot, le chien de la maison. Mie-Rose fut saisie de cette révélation, qui lui parut le dernier mot de l'audace et de la fourberie.

Telle était la Ratoune, qui n'aimait point la lutte.

Entre elles, les deux petites s'entendaient aussi bien que par le passé, l'aînée demeurant plus comédienne que jamais. Mie-Rose lui fournissait un auditoire suffisant. Elle passait chez elle toutes ses heures de liberté ; comme elle était bien élevée et complaisante avec la petite, et que les Delorme étaient respectables, Mme Brun retenait la Ratoune. Parfois la Ratoune demandait à Mie-Rose d'aller au salon quand il n'y avait personne et se campait au milieu de la pièce. Ses yeux scrutaient les murs, les boiseries et les lustres ; elle promenait ses petits doigts maigres sur les bergères de soie, et disait à la fin en soupirant :

— C'est beau chez toi ; chez nous, c'est tout usé : tes parents sont riches.

— Je ne sais pas, répondait Mie-Rose.

— Mais si, voyons ! puisqu'ils ont une voiture, c'est qu'ils sont riches. Nous autres, *on* va en tramway.

— Moi aussi j'y vais, reprenait Mie-Rose, vexée.

Mais Ratoune continuait :

— Quand je serai grande, moi, je serai riche, j'aurai ma voiture et un salon très grand, et un collier comme ta maman quand elle va à l'Opéra.

— Ah, ben ! répondait l'autre, émerveillée, et comment feras-tu ?

— *On* me les donnera.

Ratoune rapportait souvent chez elle des colifichets, des bouts de dentelle que la dame du premier étage lui donnait pour habiller ses poupées ; mais elle se souciait bien de cela, en vérité ! C'est elle-même qu'elle parait, et on la voyait essayer gravement pendant des heures des nœuds ou des ceintures éclatantes, qu'elle posait sur ses blouses tachées d'encre. Rien

ne lui semblait trop brillant. Ce goût de la parure n'avait pas échappé à Meg Merrilies, vieille stoïcienne, qui s'en indignait et ne manquait pas de gourmander la petite... en vain ; cet amour-là était en elle. Et les bijoux, comme elle en raffolait! Quelle ivresse quand elle en voyait de beaux, ou même de médiocres! En revenant de sa pension, elle se collait aux vitres comme une mouche d'octobre, devant les pauvres devantures de la rue de Buci. Tout enfant, n'avait-elle pas dit à sa sœur aînée, la maigre Élodie, qui venait de se fiancer et tournait autour de son maigre doigt un maigre petit diamant de quatre sous : « Donne-moi ta bague! » Élodie avait ri. « Donne-la moi, avait répété la petite en serrant ses poings de poupée... je la veux! » et comme l'autre l'avait chassée, Ratoune avait prononcé, rageuse :

— Eh! bien, quand tu seras morte, je viendrai chez toi, j'entrerai, et je la prendrai!

Cette avidité de jeune animal, qui était peut-être son désir de vivre, on ne pouvait la deviner que difficilement quand la Ratoune se trouvait devant des étrangers, ou même certains membres de sa famille comme le méchant Joseph, ou sa femme... D'ailleurs à mesure qu'elle grandissait, l'enfant se surveillait davantage, et ses explosions devenaient de plus en plus rares.

II

Petrucchio. « Prenez patience, monsieur, je la choisis pour moi ; si elle, et moi, nous nous plaisons, qu'avez-vous à dire à cela? »
SHAKSPEARE.

A onze ans, la Ratoune fit sa première communion. Vêtue de mousseline blanche, on la vit, la poitrine aplatie dans son corsage plissé, s'entourer du voile de mariée de ses sœurs, rafraîchi pour son usage. Elle s'en montrait fière, et le drapait coquettement sur son bras pour monter l'escalier.

Durant la cérémonie, la petite demeura impassible, fermée comme un guichet de couvent, pendant que sa mère et la tendre Élodie versaient « des torrents de larmes » dans tous les coins. Quant à M. Delorme, on le rencontra partout ce jour-là, encombrant, et pâle d'émotion. Il se promenait de long en large, disant à tous : « C'est un beau jour! C'est un beau jour! »

Parfois, pour essuyer son visage ou ses yeux humides, il tirait de la poche de sa redingote un mouchoir, grand comme une serviette à bains.

L'héroïne du jour considérait tout cela curieusement, en silence et les yeux secs, la bouche pincée, sa petite figure si close, que l'on pouvait se demander si son insensibilité était totale, ou si elle possédait déjà une maîtrise de soi si parfaite qu'elle ne trahît même pas son trouble devant l'émotion des siens. Mais parfois son grand œil brun s'arrêtait sur le bon Delorme, considérait ses gants trop longs, sa cravate de travers et son pauvre visage tiré, avec une telle sévérité que ce regard était presque une offense. Delorme le sentait vaguement, se montrait tout à coup gêné devant la petite, embarrassé de ses mouvements, puis il avait recours à son geste familier : il assujettissait nerveusement entre ses sourcils, de deux doigts fébriles, son pince-nez toujours tremblotant.

— Cette enfant, dit le soir la femme du pernicieux bossu à son mari, n'a pas de cœur! Jamais depuis qu'elle est au monde, je ne lui ai vu verser une larme. Je l'attendais à sa première communion : eh bien! c'est un monstre. M. Alexandre le portier était plus ému qu'elle.

Mais ce fut pour Joseph Delorme, l'occasion d'une belle sortie furibonde contre cette absurde religion catholique qui « multiplie les cérémonies pour s'emparer de l'imagination des enfants et des simples! » Comme il ne manquait pas d'esprit de contradiction, Joseph alla jusqu'à féliciter sa nièce de cette absence de sensibilité, ce soir-là. Ses parents ne s'en étaient-ils pas montrés ridiculement prodigues pendant la journée? « Quels idiots! conclut le pernicieux bossu. Quels romantiques attardés! »

Le vieil homme scanda ces rimes vengeresses :

> Mais je hais les pleurards, les rêveurs à nacelles,
> Les amants de la nuit, des lacs, des cascatelles;
> Cette engeance sans nom qui ne peut faire un pas,
> Sans s'inonder de vers, de pleurs et d'agendas.

Mais sa pseudo-femme hochait la tête; elle, qui se montrait si cruelle aux enfants, s'indignait en voyant paraître chez sa nièce une si étrange sécheresse. « Quel caractère elle aura! » prédit la vieille peste.

Un chapelet d'ivoire neuf parut être la plus grande préoccupation de la Ratoune le jour de sa première communion; un cadeau de Mie-Rose, ce chapelet; la Ratoune le convoitait depuis deux ans; elle en avait vu un semblable à une petite amie « riche », et avait confié sans vergogne à sa cadette : « Ah! si je pouvais jamais en avoir un aussi beau! »

Elle l'avait serré dans sa ceinture de faille, et prit grand soin de ne pas le rayer quand elle s'agenouilla devant ses deux grand mères (momentanément en bons termes), pour leur demander pardon de ses offenses (les offenses de Ratoune!). Comme si elle n'avait attendu que cette cérémonie, la Ratoune après cela se mit à grandir inconsidérément; ses manches semblaient, chaque jour, malgré les efforts de sa famille, trop courtes; on en voyait sortir un bras maigrelet, une main osseuse qui avait l'air honteux de tenir à un aussi long membre. On disait d'elle qu'elle était « dans l'âge ingrat »; le terme la vexait; aussi ses sœurs s'en servaient-elles souvent, afin de la mettre en colère. Mais elle ne se mettait jamais en colère, et n'éclatait qu'avec Mie-Rose. Elle se confiait à son amie (qu'elle appelait sa « sœur », en demandant à la petite, que ce jeu amusait, de lui rendre la pareille), elle ne se confiait d'ailleurs qu'à elle, moins par tendresse que par besoin de confidence : plaisir de raconter, de se faire valoir, de se donner un rôle, besoin de parler de soi, qui éclatait là d'autant plus fort que chez elle la Ratoune se taisait, besoin de parler des siens, de ce qui l'intéressait enfin, et touchait à sa vie. Jamais Mie-Rose ne lui rendait la pareille, jamais la Ratoune d'ailleurs ne questionnait la petite; si l'autre, par hasard, racontait une histoire qui la concernait, la Ratoune ne se faisait pas faute de montrer de l'impatience. Elle parlait aussi de ses sœurs, de leurs ménages, de ses beaux-frères : « Je n'aime pas Gaston (le mari d'Élodie); il est trop sévère, et puis toute cette barbe noire... il ressemble à saint Labre, tu ne trouves pas? Ah! ah! » Elle l'imitait. Le mari de Juliette lui plaisait davantage, elle le trouvait *distingué*. Mais celui d'Ida, un jour, l'ayant appelée « ma jolie », ce jour fit époque dans sa vie, et la Ratoune dès lors scruta passionnément son petit visage dans la glace. « Comment me trouves-tu? disait-elle à son amie? Me trouves-tu bien? »

C'est après cela qu'elle se mit à faire des mines sucrées, à

prendre des poses, ou à danser frénétiquement devant la glace des pas échevelés, en s'enveloppant d'étoffes brillantes, fruits de ses ingénieux larcins. Mie-Rose aimait ces mines et ces danses : elle les préférait aux récits interminables sur la famille Delorme, le pernicieux Joseph, l'affreuse tante. Un jour, la Ratoune confia à Mie-Rose saisie : « J'ai fait mon testament, on ne sait jamais! Par exemple, je n'ai rien laissé à tante Héloïse : elle sera furieuse. Veux-tu que je te lise mon testament? » Mie-Rose, naturellement, ne demandait pas mieux, elle ne savait pas bien ce que c'était... Mais déjà la Ratoune fouillait dans un petit sac noir, élimé, usagé, cassé aux plis, et qui certainement avait dû appartenir successivement à toutes les Delorme, avant d'en arriver là. Elle l'ouvrit de ses petits doigts osseux, et en sortit avec respect une feuille de papier rayé, arrachée à une de ses analyses de catéchisme, pliée comme le billet doux qu'au théâtre Marinette remet à sa maîtresse, ou qu'à la ville le percepteur envoie à ses contribuables. Elle lut :

MES DERNIÈRES VOLONTÉS ET TESTAMENT

*Année 1897. Siècle XIX*e

Suivait l'esquisse informe d'un petit rat, en guise de signature.

Sur la deuxième page, on voyait les ultimes dispositions de la testatrice :

Moi, Marie Delorme, étant dans mon esprit saint, donne et lègue toutes mes propriétés personnelles comme il suit :

A mon père : Mes deux chromos du Louvre, mon panier avec fleurs en relief, mon vase Japonai, mon bateau, ma petitte cafetière;

A maman, la fotografie du port de la Rochelle, mon album d'image, mon petit coffret à timbres, mon pupitre ;

A grand'mère, mon chapelais ;

A Élodie, mon couteau à papié, à Juliette ma plume écossaise, à Jules mon caniffe blan en nacre, à Ida mon plumié, à Ernest mon fouet en peau d'anguille, à Pierre ma toupie rouge ;

A ma sœur bien-aimée (c'est toi), *ma fille Béatrice* (sa

poupée), *avec prière de la conserver jusqu'à la fain de ces jours, mon lapain en peluche, mon Toto* (autre poupée). *Et maintenant, ayant disposé de mes possession les plus chères, j'espère que tous seront satisfait et que je n'emporterai pas de blâmes dans ma tombe, j'espère aussi que nous nous reverron tous dans un monde meilleurs.*

A ses dernières volontés j'appose ma main et mon seau, ce 29 novembre de l'année 1897.

Marie Delorme.

Post-scriptum : *Je veux que tous mes cheveux soient coupé et distribué à mes amis* (1). *Je veux qu'on me retire mon cœur, qu'on l'embaume comme autrefoi les rois de France, et qu'on en donne la moitié à mes parens.*

Cette idée de testament, macabre pour un enfant de cet âge, avait dû être inspirée à la Ratoune par les lamentations de son père, que l'avenir de tant d'enfants inquiétait, et qui exhalait trop souvent ses plaintes en famille. Les enfants en général ne conçoivent pas la mort, qui pour eux ne représente rien; mais la Ratoune, mûre avant l'âge, était familiarisée avec le néant, grâce aux rendez-vous de sa bonne avec le vérificateur du gaz.

Ces amours entraînaient Maria le jeudi à la Morgue, où elle rencontrait son galant. « Singulier endroit, dira-t-on, pour un rendez-vous de cet ordre? » Mais l'amour ne voit que l'amour (on ne niera pas que c'est là un de ses charmes) et Maria, toute à sa passion, se riait des noyés bleus. « Va t'amuser, » disait la bonne (sans ironie) en repoussant Ratoune dès qu'elles entraient; et pendant que l'employé du gaz enlaçait sa bien-aimée, la Ratoune, ne sachant que faire, errait parmi les dalles sinistres qui portaient un cadavre dévêtu, sur lequel coulait un filet d'eau.

La Ratoune racontait à son amie l'emploi de sa journée. Elle disait familièrement : « J'ai été à la Morgue... » et parlant des corps qui y étaient déposés : « Il n'y avait pas grand monde aujourd'hui », ou : « Ma chère, il y avait un monde!... » Comme s'il se fût agi d'une réception.

— Quelle horreur! disait la petite du premier, toute pâle,

(1) Souvenir de *la Case de l'oncle Tom*?

dis-le à ta maman, elle défendra à ta bonne de te mener là.

— Non, déclarait l'autre froidement, déjà familiarisée avec ces spectacles, je ne dirai rien, je n'ai pas peur des hommes verts puisqu'ils sont morts, et j'aime bien quand Polyte embrasse Maria.

— Pourquoi ?

— Je ne sais pas, je trouve ça poétique !

Un jour, la Ratoune (elle avait alors quatorze ans environ) revint de la pension les yeux brillants, et, en posant son chapeau sur le lit, dit à Mie-Rose :

— Tu sais ! On m'a suivie dans la rue !

— Pourquoi ? dit l'autre, qui ne saisit pas l'intérêt de cette confidence.

— Pour me faire des compliments, tiens ! C'étaient deux jeunes gens, des rapins, sans doute : ils sortaient de l'École des Beaux-Arts.

— C'était pour se moquer de toi.

— Mais non, voyons, ils m'ont prise pour une grande jeune fille !

— Et qu'est-ce que tu disais, toi ?

— Penses-tu que j'allais leur répondre, voyons ? Je suis bien élevée ! On ne parle pas dans la rue aux gens qu'on ne connaît pas, c'est élémentaire... N'importe ! c'est amusant tout de même. Oh ! ça n'est pas la première fois qu'on me parle dans la rue, des messieurs !

— Qu'est-ce qu'ils te disent ?

— Des choses...

Il fallut se contenter de cette réponse, vague révélation.

Mais un autre jour, Ratoune annonça :

— Mie-Rose ! J'ai un amoureux !

— Oh !... Qui est-ce ?

— C'est mon beau-frère Alfred.

— Eh bien ! tu es folle, dit Mie-Rose, tranquillement : puisqu'il est marié, il ne t'épousera pas.

— Que tu es bête, ma pauvre fille ! On n'a pas besoin de se marier ; toutes les fois qu'on s'aime, voyons ! On s'aime, voilà tout.

— Eh bien ! alors, qu'est-ce qu'on fait ?

— On se rencontre le soir, on se promène enlacés, on s'embrasse, on s'appelle « mon amour ».

— Ah ! fit l'autre, saisie.

— Mais oui, tu ne sais donc rien ? Dieu ! que c'est fatigant, il faut tout t'apprendre ! Tu es vraiment trop petite fille ; moi je suis une jeune fille, puisque j'ai un amoureux. Il y a longtemps qu'Alfred m'aime et que je m'en doute ! N'est-ce pas que tu le trouves beau ? Dimanche, chez la cousine Le Bourg à Versailles, j'ai entendu la cousine dire à maman qu'Alfred était beau comme Adonis. Tu sais qui c'est, toi, Adonis ?

Non, Mie-Rose ne savait pas ; elle suggéra que cette personne-là pouvait bien habiter Versailles.

— Ah ! je l'aime, je l'aime ! s'écriait Ratoune, transportée, en serrant l'une sur l'autre ses petites mains sales.

— Et Juliette ?

— Alfred m'a bien recommandé de ne rien lui dire.

— Ah ! pourquoi ?

— Mais, voyons, dit l'autre impatientée et frappant du pied, parce qu'elle serait jalouse de moi !

— Alors, si elle est jalouse de toi, insista la petite avec une logique implacable, c'est que ce n'est pas bien qu'Alfred soit ton amoureux. Moi, je crois qu'il se moque de toi.

La Ratoune haussa les épaules, et se mit à bouder : « Tiens ! tu ne comprends rien ! » et elle s'enferma dans un silence plein de hauteur.

Cette année-là, les Delorme partirent pour leur province dès que la Ratoune eut été refusée à son certificat d'études. Ils restèrent absents tout l'été. La Ratoune écrivait peu, elle n'aimait pas écrire ; en outre, elle faisait tant de fautes d'orthographe qu'elle en était à la fin honteuse ; elle corrigeait celles qu'elle voyait, raturait, grattait, et se dépitait d'expédier des feuilles trouées comme les cibles d'un bon tireur. Cependant on apprit en septembre que toute la famille était à Arcachon, que des « bandes de garçons et de filles, » cousines, neveux, sœurs et nièces, que sais-je ? de cette innombrable famille, s'étaient retrouvés sur le sable du bassin et s'y ébattaient comme pingouins à marée basse. Un jour, la Ratoune écrivit d'une écriture pointue et énorme qu'on ne lui connaissait pas, sur un élégant papier azuré, à son chiffre. Elle disait (orthographe respectée) :

« Je m'amuse beaucoup, nous somme une bande joieuse cousins et cousines et ami, dans les fôrais de pain, c'est très

amusant, on coupe les pains et on recueil le ju dans un petit po. Nous avons fait dimanche avec Élodie et son marri, Juliette, Alfred, Julien et mes deux cousin les conte de Magon-Chabrier, la promenade du Mouleau. Nous étions dans deux charette, avec des rou plattes, c'étai bien drôle. Mon cousin le plus jeune ne me quitte pas, il ai très riche, il vi dans un château historique, car ils sont des conte autentiques, je pense l'épouser dans quelque tan, si je veux, il est trai genti... »

Et Alfred? On n'en parlait plus.

De retour à Paris, le voisinage des deux enfants reprit : la Ratoune faisant figure de jeune fille maintenant, elle avait un corset, des jupes longues, et ses mains étaient presque propres. Malheureusement elle témoignait à Mie-Rose une affectueuse condescendance qui humiliait cruellement cette dernière. Malgré ce léger dédain, comme il fallait à la Ratoune une confidente à éblouir (à qui eût-elle parlé d'elle dans cette maison, je vous le demande ?) les confidences reprirent de plus belle, et il ne fut question, des heures durant, que du cousin Magon-Chabrier. Il s'appelait Rodolph ; il était doué, au dire de la Ratoune, de toutes les séductions : beau, mince, avec des yeux « exquis », distingué, riche, ma chère ! Il vivait dans ses terres, du côté de Bazas ; il se montrait fier de la Ratoune, et les familles étant consentantes, le mariage aurait lieu quand la petite aurait seize ans.

Pendant dix-huit mois, la Ratoune entretint Mie-Rose dans une atmosphère de conte de fées. Mie-Rose, inutile de le dire, était enchantée ; pensez-donc, des histoires d'amour, et qui arrivaient à la Ratoune ! Mais la Ratoune s'étendait surtout sur la gloire d'un mariage riche et « mondain » ; elle allait entrer de plain pied dans une société élégante ; on recevait beaucoup. « Je pourrai recevoir comme ta maman. » Cette phrase revenait souvent. Mie-Rose ne s'y arrêtait pas : recevoir comme sa maman lui paraissait une chose peu enviable et, somme toute, ennuyeuse. Mais la Ratoune annonçait aussi que Rodolph avait une auto, des domestiques, qu'il chassait, qu'il possédait une ferme, des hectares et des hectares de pins, des chiens et... un traîneau !

— Pourquoi faire, un traîneau ? interrompait la terrible Mie-Rose ; tu as dit toi-même, l'autre jour, qu'il ne neigeait jamais dans ce pays-là ?

La Ratoune expliqua en haussant les épaules que les familles riches possédaient des traîneaux, et puis elle daigna ajouter qu'elle comptait vivre avec sa belle-mère dans le château familial ; sa belle-mère déjà raffolait d'elle et se proposait de « la gâter », c'est-à-dire de la couvrir de cadeaux et de bijoux.

— Nous mènerons la vie de château, et, tu comprends, il faut être élégante quand on mène cette vie-là. La comtesse, ma belle-mère, m'a déjà promis la rivière de diamants de la famille, le diadème et les pendants d'oreilles, qui sont gros comme les billes de Pierre.

— Je n'aime pas les pendants d'oreilles, déclara Mie-Rose, tu auras l'air d'une vieille douairière avec cela ! A ta place, je préfèrerais une petite voiture avec un poney à pantalons comme ceux de l'Acclimatation, que je conduirais moi-même.

— L'un n'empêche pas l'autre, bêtasse ! J'aurai tout ce que je voudrai. Je viendrai te voir pour te montrer mes cadeaux. Dans ma famille, c'est moi, la dernière, qui aurai fait le plus beau mariage ; ma tante en est jaune d'envie, et l'oncle Joseph crève de fureur tous les soirs.

Le pernicieux Joseph, en effet, ne décolérait pas : les projets matrimoniaux de la Ratoune l'exaspéraient à tel point, qu'on craignit plusieurs fois pour lui la fâcheuse attaque lorsqu'il abordait ce sujet en famille ; son frère et sa belle-sœur avaient beau l'éviter, il fonçait dessus comme le taureau sur l'andrinople. Ah ! la table de famille n'était pas plus calme que naguère : c'était autre chose, voilà tout.

— Ces cousins Magon-chose, que vous avez été exhumer, criait-il à tue-tête, savez-vous seulement si leur fortune existe ? Ils vous jettent de la poudre aux yeux, vous n'êtes que des benêts. Je me méfierais de ces gens-là comme de la peste. « Un château historique », dites-vous, ils l'ont donc acheté, car ils n'ont rien d'historique, ces Magon-là ; c'est un nom à auner du drap, et je m'étonnerais que leurs ancêtres eussent paru aux croisades. Tas de fariboles ! Ces gens-là n'ont pas le sou, je le parierais ; ils ont jeté leur dévolu sur la Ratoune, parce qu'ils ont appris, — par vous deux, sans doute, car vous n'êtes guère malins, — que son parrain lui avait laissé quatre-vingt mille francs. Idiots que vous êtes !

Et il étouffait littéralement de colère.

C'est ainsi que la Ratoune apprit qu'elle possédait quatre-

vingt mille francs. Elle l'avait ignoré jusqu'à ce jour, mais cette révélation, loin de lui rendre quelque modestie, l'inonda de fierté... Pendant ces algarades de l'oncle, tout le monde se taisait; Meg Merrilies qui avait fort vieilli depuis dix ans, aujourd'hui parfaitement sourde, ne prêtait qu'une médiocre attention aux colères de Joseph; pourtant un soir, au fort d'une discussion, ne se dressa-t-elle pas dans son fauteuil pour prononcer :

— Mes enfants ! pourquoi ces querelles ? *Voici la Mort!*

Mme Delorme sursauta, les enfants frissonnèrent. « Maman ! vous m'avez fait grand peur ! » La Ratoune, de son côté, paraissait ne pas plus entendre les sorties de l'oncle que les bourrades, souvent cruelles, de la tante, qui inévitablement faisait ressortir qu'il était très difficile pour la petite d'aimer un homme qui avait près de trois fois son âge, — *mal conservé*, — elle ajoutait ce trait en regardant par-dessus ses lunettes pour marquer jusqu'où il blesserait sa victime. Mais il ne la blessait nulle part, car à son ordinaire, la Ratoune se montrait impassible, et se contentait de hennir gentiment pendant que l'autre reprenait haleine. Que lui importaient les critiques de la famille ? Les observations d'Élodie, qui « tenait pour le mariage d'amour » ? « Fais attention, petite ! Que sais-tu du mariage ? Si dans quelques mois tu t'apercevais que tu n'aimes pas Rodolph, etc... » Encore une fois, que lui importait ? Élodie se figurait-elle qu'on pouvait envier ce qu'elle appelait « sa vie d'amour » ? Au fond de trois cours noires, recommencer comme sa mère, comme ses sœurs, à élever des enfants qui chaque année naissent aux équinoxes, — est-ce une vie cela ? Veiller le soir sous le rond de lumière de la suspension en compagnie d'un homme besogneux, dont on raccommode les chemises ? Porter quatre ans les mêmes chaussures, rafraîchir chaque année ses robes, se roussir les cheveux avec les pincettes en vue du dîner de famille, parce que l'ondulation du coiffeur est trop chère, ne jamais rien voir au delà de l'horizon de cette lampe suspendue par des chaînes, dans son cirque de cuivre...

— Tiens ! le voilà l'emblème du mariage d'amour : un cercle fermé par des chaînes.

Les parents de la Ratoune, pour d'autres raisons, certes, n'étaient pas plus émus que leur fille de toutes ces discussions; rien n'attaquait leur confiance béate, leur optimisme de bons

chrétiens; ils ne doutaient pas que leur fille ne fît un superbe mariage qui réunissait l'amour, la raison, la jeunesse et la fortune; ils étaient bien trop heureux de toutes ces réunions-là, pour y aller voir.

D'ailleurs, on reçut une photographie de La Barbaste (château ancestral) et toutes les inquiétudes se dissipèrent. A la vérité, on ne découvrait pas grand chose du château. On voyait surtout un bois de pins et une assez belle allée menant à un bâtiment plat, flanqué d'une tourelle, les autres ayant été rasées, affirmait M. Delorme, pendant les guerres des protestants. Mais enfin il y avait un château, des pins, une tourelle et dans la tourelle un mari épris. Que diable voulez-vous de plus?

Le mariage se ferait l'été à Paris, au grand désespoir de Mie-Rose, qui eût désiré marier son amie dans les pins et les vignes. Elle dut se contenter de Saint-Germain des Prés.

La vue du fiancé de la Ratoune, d'ailleurs, lui causa une profonde déception. La Ratoune arriva un jour, flanquée d'un garçon couleur de pain d'épices, maigre à faire peur, ni jeune, ni beau, ni élégant comme la fiancée l'avait fait espérer, mais affligé d'un nez en bec d'aigle, de deux yeux de jais, vifs, fureteurs, inquiets parfois, de cheveux bleu de Prusse à force d'être noir d'ébène. Le tout constituant un ensemble brûlé, émacié, sans charme; un tison... Saint-Sébastien marchand de cacahuètes; avec cela, une faconde intarissable, une assurance de joueur de bonneteau et, brochant sur le tout, des histoires de commis-voyageur.

La petite Mie-Rose éprouva à la vue du Lovelace deux sentiments assez forts : une répulsion enfantine pour le personnage, et, vis-à-vis de la Ratoune, sa première grande désillusion d'amitié.

Jusqu'ici, elle n'avait guère analysé le sentiment qu'elle portait à son aînée. Elle croyait en elle, et éprouvait pour elle cette admiration de la petite pour la grande; de onze à seize ans la différence est sensible. Mie-Rose avait foi en la Ratoune; jusqu'ici elle ne doutait ni du goût de son amie, ni de ses sentiments, qu'elle supposait de même ordre et de même qualité que les goûts et les sentiments des siens. Il faut convenir qu'elle voyait peu la Ratoune chez elle, l'autre descendant toujours au premier, et se montrant ainsi dégagée de cet entourage

de bonnes gens médiocres, dont la vie étroite et difficile était sans distinction d'esprit, ni culture d'aucune sorte. Mie-Rose ne se rendait pas compte de tout cela : elle n'avait alors que onze ans ; quand elle vit Rodolph, la vulgarité du personnage la frappa, et elle commença à douter de Ratoune : ce fut la première atteinte à sa foi.

Si elle eût été plus âgée, elle se fût dit : « La Ratoune n'est pas celle que je crois, car si elle eût été celle-là, elle ne se fût pas fiancée à ce commis-voyageur... Mon cœur m'a trompée, je l'ai parée d'une finesse et d'un goût qu'elle ne possède pas, qu'elle n'a jamais possédés s'il est vrai que cet homme-là lui plaise. Et s'il lui répugne autant qu'il me répugne, elle l'épouse donc pour la fortune qu'elle lui suppose, et alors c'est elle, Ratoune, qui me répugne, à moi, Mie-Rose. »

Mais Mie-Rose ne se tint pas tant de raisonnements et de discours ; il est certain toutefois que son admiration pour la Ratoune diminua à partir de ce jour-là, et qu'elle prit en horreur ce Cyrano de boutique et ses calembours. La Ratoune écoutait impassible, souriait, hennissait gentiment : « hin! hin! hin! », et se laissait courtiser par ce Saint-Sébastien en calicot. Mais elle ne s'aperçut pas que Mie-Rose ne l'interrogeait plus sur ses projets, et n'applaudissait plus à ses narrations.

Le mariage eut lieu. Ce fut un « grand mariage » comme on les faisait dans ce temps, avec tous les suisses, enfants de chœur et suppléments (musique, solo de harpe céleste, et fleurs) : six quêteuses en pouls de soie Nattier parcoururent l'église, accomplissant ce que les journaux mondains appellent le « service d'honneur », — terme identique à celui qui désigne la veillée funèbre auprès d'un Président de la République assassiné, — ayant chacune au poing le jeune homme en jaquette, tenant un haut-de-forme de location.

Ainsi l'avait voulu la comtesse Magon-Chabrier. « Nous aurons l'air de nous cacher, prononça cette dame, si nous ne faisons pas bien les choses ! » Ratoune se réjouissait de tous ces préparatifs, et Rodolph lui-même se montrait fier de traverser l'église entre deux haies de curieux. Aussi vit-on Mme Magon-Chabrier apparaître cramoisie, dans une robe de moire grise garnie de panneaux de Chantilly sur transparent blanc. Rien ne manqua à la cérémonie, pas même

l'enfant de peluche bleue avec ceinture de surah et collerette blanche, reproduction exacte du petit *Master Lambton* de Lawrence ; c'était le dernier d'Élodie.

L'église si belle, si pauvre, si sombre, parut vide. Une amie siffla : « On aura restreint les invitations pour laisser plus de places à la noblesse, je ne vois personne de connaissance ! » Les propos allaient leur train ; en sortant de l'église, un titi lança : « T'as vu l'marié? c'est *Chocolat* ! » et une petite ouvrière, qui attendait depuis deux heures juchée sur la borne du porche, à la vue de Rodolph lança un : « Oh ! mince alors ! » que le marié, souriant, prit pour un compliment. Mais des « messieurs bien, » venus de Bordeaux tout exprès, considérèrent la jeune Ratoune un peu dégingandée dans sa robe blanche avec complaisance, et se promirent de « repasser dans deux ans ».

Au Continental, dans une énorme salle garnie de chaises capitonnées attachées ensemble (symbole des responsabilités familiales peut-être ?), un lunch était servi, et les invités défilèrent devant un buffet très garni. Toutefois, le corps des invités est ingrat par définition : les éclairs, les sandwichs et les pains au foie gras avalés au poids, ne réussirent pas à les désarmer, ni à interrompre leur verve malicieuse. Elle s'exerça contre leurs hôtes, bien entendu, car l'*invité* est l'ennemi, pendant deux heures, de celui qui le reçoit : on se réjouit des « ratés », on fait des gorges chaudes du plat manqué, ou de la cousine qui louche au milieu du « cortège ». Beaucoup de gentilles amies remarquèrent avec aigreur qu'Élodie avait très chaud, que la couleur vert pré de la robe d'Ida « faisait commun », que la Ratoune avait trop de cheveux, et Julien pas assez, etc., etc... On eût dit que tous ces amis en voulaient aux Delorme, mais il n'en était rien.

Un groupe d'invités distingués, qui se déplaçaient toujours en commun, semblait rester dans une réserve noble : c'étaient les Magon-Chabrier de Paris, branche collatérale, qui blâmaient le mariage avec une Delorme, famille roturière.

Enfin Rodolph, vers quatre heures, ému par son rôle de marié, les compliments, les vœux et... le champagne, embrassait les derniers invités et se déclarait affamé, « n'ayant rien pris depuis la veille ». On se quitta là-dessus ; d'ailleurs les enfants « du cortège » s'impatientaient d'avoir été si sages, et devenaient enfin insupportables. Élodie, sous les armes depuis

neuf heures du matin, ayant coiffé sa mère et la Ratoune, habillé les enfants, surveillé les voitures et le buffet, soupirait après son noir logis; ses souliers mordorés achetés tout faits au dernier moment la faisaient souffrir. On se quitta bruyamment avec mille vœux, chacun faisant montre de cette fausse gaieté que l'on arbore devant l'Avenir mystérieux, et qui ressemble à l'assurance des gens qui enflent leur voix quand ils ont peur de la nuit.

III

Tyltil, — Tiens! l'oiseau n'est plus bleu!... Il est noir!

MAETERLINCK.

RIEN n'éloigne l'une de l'autre deux enfants élevées ensemble comme le mariage de l'une d'elles, surtout quand une différence d'âge fait de l'une une femme, et laisse l'autre encore dans la catégorie des petites filles. Le couvent lui-même ne les sépare pas aussi complètement qu'un mari, qu'il soit couleur jus de tabac ou couleur de blé mûr. Tout un monde nouveau est bâti par cet homme-là, un monde agréable ou hideux suivant l'architecte, et dans lequel l'amie ne peut entrer. C'est en vain que la fiancée promet à son amie, avant la cérémonie, des révélations sensationnelles, en vain qu'elle assure l'autre de la constance de leur intimité et de sa confiance : une barrière s'est élevée, impalpable, ressemblant à ces nuages de théâtre qui descendent des cintres pendant les changements de décor. Si la nouvelle vie plaît à la fiancée, l'autre en sera systématiquement écartée, sa félicité l'occupera tout entière, elle n'aura pas une heure à donner à l'amie qui est de l'autre côté des nuages ; si sa déconvenue est rapide, le résultat est le même, et son amour-propre ou sa fierté l'empêchera de se confier à une jeunesse, qui ignore les catastrophes dont elle est la victime.

Ratoune, d'ailleurs, par son choix qui déplaisait à l'autre, s'était *dédorée* à ses yeux, et de toutes façons leur intimité se serait ralentie; et puis la nouvelle mariée habitait la province, une lointaine province, séparée de Mie-Rose par tant de monts et tant de fleuves, que la petite imaginait, au bout de la carte,

une Barbaste au milieu de forêts remplies de pots de résine, de traîneaux et de vendanges.

Cette nouvelle mariée, du reste, ne donnait guère signe de vie; ses parents disaient qu'elle menait « une existence de paresseuse, et que sans doute trop de luxe lui faisait oublier les siens ».

De temps en temps, une lettre arrivait, ornée d'une couronne en relief, qui s'était déjà fait remarquer sur l'enveloppe. La Ratoune, par quelques lignes immenses en forme de paratonnerre, parlait de ses équipages, de la vie au grand air, des voisins titrés et fastueux. On lisait cela chez les Delorme devant le pernicieux Joseph, pour lui démontrer que ses prophéties étaient erronées. Mais il répliquait que l'imagination des petites filles les pousse aux inventions mirobolantes, et il grognait de plus belle : « Je ne serais pas étonné qu'elle balayât sa propre chambre faute de serviteurs, et que tout ce luxe fût de son invention. » Il ajoutait que la Ratoune avait toujours été menteuse, qu'il en avait eu maintes fois la preuve sans le lui dire, car il aimait à l'observer sans qu'elle s'en doutât, que c'était une petite cabotine, d'un orgueil dont rien n'avait pu la corriger, pas même les royales fessées qu'il avait pris la peine d'administrer lui-même à cette morveuse.

Aller la voir? Se rendre compte? Le voyage était bien cher pour des gens si modestes... et puis, on se disait que le pernicieux Joseph se plaisait à jeter partout l'inquiétude dans les âmes, et le doute, — peste soit de ce fâcheux! Les lettres de la Ratoune, après tout, ne respiraient-elles pas le contentement et la joie?

Les lettres de la Ratoune ne respiraient rien du tout; c'étaient des mots assez brefs, pareils à ses lettres d'enfant, avec quelques fautes d'orthographe en moins, et voilà tout.

Mme Delorme, que ses préoccupations de puériculture absorbaient moins, se tourmentait en songeant, pour la première fois de sa vie, au caractère de sa dernière fille. Elle se comparait elle-même, sentimentale jeune mariée, à cette petite mariée d'hier. Quelle différence! Le soir des noces d'Adèle, M. Delorme n'avait-il pas fui devant les exclamations pudibondes et indignées de la mariée, preuve d'un cœur pur? Ah! tout était bien changé... Comme les lettres d'Adèle alors, — pendant sa lune de miel, — (elle l'avait passée à Montmo-

rency chez un de ses oncles), — comme ses lettres étaient longues, tendres, inquiètes, comme elle doutait d'elle-même, appelait les siens à l'aide, leur demandait un appui dans sa nouvelle existence, des conseils!... La Ratoune, elle, ne demandait rien, ne se tourmentait point. Elle paraissait même avoir oublié le quai des Théatins. Quelques rares billets secs, qui claquaient comme des amorces, atteignaient la tendre Adèle au cœur. Aucun enfantillage, aucun abandon, le papier mesuré au centimètre. La bonne Mme Delorme se demandait ce que Mateo Falcone demandait à sa femme : « cet enfant est-il de moi? »

Elle se souvenait aujourd'hui de certains mots de la petite qui lui paraissaient terribles d'égoïsme. Pourquoi n'y avait-elle pas pensé plus tôt? La Ratoune n'avait-elle pas de cœur? Le jour du départ de l'enfant pour la Barbaste, Meg Merrilies, fatiguée, avait fait venir le médecin. Comme celui-ci tardait, le couple avait quitté la maison sans revoir l'aïeule vénérée. Et si l'aïeule était morte pendant la nuit? se demandait Adèle, toute blême.

A l'âge de Mie-Rose, on oublie assez vite; elle eut d'autres amies, et sa famille, qui n'aimait pas le monde, inventa de la divertir en lui faisant passer tous les examens que les années, petit à petit, mettaient à sa portée. De sorte qu'à l'abri des cours, répétitions et conférences, elle ne connut pas l'ombre d'une envie mondaine, et arriva à son tour à l'âge de seize ans sans avoir jamais dansé à « une matinée ». Une seule fois, on obtint de ses parents qu'elle assisterait à une sauterie improvisée, mais ce divertissement était si inusité qu'on dut allonger sa robe de première communion pour la circonstance.

Un jour, Mme Delorme arriva toute pâle chez la dame du premier étage. On avait reçu des nouvelles. La Ratoune avait accouché d'une fille! Cette affaire bouleversait la mère : « Elle ne nous avait rien dit!... Nous ne savions même pas qu'elle *attendait*; vraiment cette enfant est extraordinaire... Elle ne ressemble pas à ses sœurs, elle ne ressemble à personne!... » En vain la mère de Mie-Rose voulut-elle persuader à l'autre que ce silence était une preuve d'affection, et que la Ratoune n'avait pas voulu inquiéter les siens. L'autre ne l'écoutait point, parlait en même temps qu'elle.

— Enfin, madame, comprenez-vous cela? La layette? De

quoi est habillée cette enfant? A-t-elle tout ce qu'il lui faut? et la Ratoune, songez-y, n'a pas encore dix-sept ans; quelle expérience a-t-elle? Comment est-elle soignée? J'ai écrit à mon gendre Rodolph, pour lui offrir mes services...

A ce moment même une dépêche arriva pour Mme Delorme. Une dépêche de Rodolph : « Tout bien, ne vous dérangez pas, petite fille bien vivante. — Merci. »

— Hélas! soupira cette nourrice désaffectée, j'eusse tant voulu y aller, voir l'enfant, mais je crains d'être indiscrète!

D'ailleurs, Pierre, son dernier venu, ne commençait-il pas la rougeole? Mme Delorme pouvait-elle s'en aller? Elle décida d'attendre plus amples informations de Rodolph, ou des détails, et Mme Delorme de gémir à nouveau.

Ah! les mères taillées sur le patron de celle-ci, qui joignent l'esprit dévoué des mères à la soumission des épouses bibliques, ces femmes-là n'ont plus de but dans la vie quand leur mission est terminée. Mme Delorme s'était arrêtée au nombre impair de sept. Elle eût, sans doute, continué sa mission si M. Delorme n'était tombé subitement malade. Il le demeura assez longtemps; pendant sa convalescence, il devint ambitieux et désira la croix. Il fallut la solliciter d'un ministère impie; bah! la passion l'emporta, et l'on vit M. Delorme attendre chez les députés en place, devenir mondain; tout cela l'éloigna momentanément de son foyer, changea le cours de ses idées, et arrêta les naissances quai des Théatins : mystérieuse influence de l'ambition sur la natalité.

Élodie n'avait plus besoin de personne : mariée à son notaire, elle avait pour sa part cinq marmots à fesser. Juliette n'en avait pu réussir que trois, à sa grande humiliation. Julien, capté dès la puberté par une jeune fille de Niort, fabriquait en Algérie du gros vin honnête, qu'il vendait aux Bordelais subtils, en vue de fructueux coupages. Au milieu de ces préoccupations, il n'avait pu s'accorder que deux enfants. Ida était au loin avec cinq garçons, et n'avait pas dit son dernier mot. Tout cela voguait par soi-même, et on ne dérangeait Adèle que pour les maladies contagieuses. Elle ne pouvait donc plus se dévouer continûment qu'à ses derniers fils, garçons exsangues et gauches qui entraient à toutes voiles, à leur tour, dans l'âge ingrat, et se montraient aphones et bourgeonnant à souhait. Mais les trois quarts du temps, ces garçons-là étaient

au lycée, et leur mère désemparée, inutile, errait tout le jour dans l'appartement, ou brodait sur un morceau de toile cirée verte un morceau de toile de lin blanc; parfois, du bout de son pied, elle secouait en cadence le berceau vide, — on l'avait laissé dans la salle à manger, par souvenir. Vous jugez qu'elle eût aimé recommencer sa tâche, si ce n'est pour elle, du moins pour ses filles. Mais rien de la Ratoune. En mai on écrivit que l'enfant se nommait Denise, et qu'elle était aussi brune que Rodolph.

— C'est à faire frémir, s'écria Meg Merrilies, encore un pruneau!

Quant au pernicieux Joseph, qui avait des lettres, il bougonna :

— Denise! ils ont été pêcher cela dans le répertoire de M. Alexandre Dumas fils!... Ne pouvait-on appeler ce marmot Célestine, ou Louise, comme tout le monde? Denise! quels poseurs!

L'enfant était née en mars. En février suivant, il y eut une autre fille à la Barbaste. La Ratoune écrivit plus longuement cette fois, que « les deux petites ressemblaient à Rodolph, que leur grand mère en raffolait, etc... » La lettre se terminait par l'annonce de la visite prochaine du couple Magon-Chabrier à Paris. Mais le couple ne vint à Paris ni cette année-là ni la suivante, et trois ans s'écoulèrent avant que l'on vît de nouveau la Ratoune et son noir Rodolph descendre chez les Delorme, quai des Théatins. Ce jour-là, Mie-Rose, collée derrière sa vitre, attendait à l'heure dite l'arrivée de son amie d'enfance, qui revenait à Paris pour la première fois depuis son mariage. Elle vit arriver, en effet, une mince femme brune, avec une figure comme le poing, habillée d'une robe beige visiblement fatiguée. A première vue, cette femme si luxueuse ressemblait à sa chambrière. On verrait bien.

Il ne faudrait pas pour leur amitié ou pour leur amour que des amis ou des amants se quittassent sous quelque prétexte que ce fût, et cela pour le bien de leur amitié ou de leur amour. L'absence suggère, — c'est le moins qu'on puisse dire, — quelques réflexions; on se reprend, et il semble que les mauvais procédés de l'absent, pendant ce temps-là, remontent à la surface. Sa gentillesse, sa grâce, — s'il en a, — ne font plus passer ses petites rosseries ou ses mauvais procédés; on oublie le son de

sa voix ; on ne se souvient que des entailles qu'il nous a faites au cœur. C'est ainsi que Mie-Rose, en l'absence de la Ratoune, perdit l'habitude de l'aimer, et prit celle de réfléchir et de juger par elle-même : mauvais échange, auquel la Ratoune ne gagna rien.

Pendant la visite que la provinciale fit à l'autre, elles furent gênées toutes les deux : la Ratoune, de sentir son amie changée à son égard ; l'autre, de voir son amie dépouillée aujourd'hui du charme d'autrefois : elle la voyait en face d'elle telle qu'elle était vraiment : elle la trouvait moins bien.

La Ratoune, cependant, paraissait la même : avec son visage d'enfant hermétique et souriant, elle parlait gentiment à l'autre qui se gardait maintenant. Mie-Rose remarqua, pendant ce temps-là, les gants de peau glacés usés du bout, les bottines fatiguées, la robe vieille de deux ans et remise à la mode du jour. Une femme possède pour ce genre de remarque un œil de pie, auquel rien, — mais rien, — n'échappe. Son examen terminé, Mie-Rose conclut que son amie mentait effrontément, et que Rodolph était un homme plus pauvre que ne le croyait encore le pernicieux bossu de l'entresol.

— Nous vivons très agréablement, poursuivait la Ratoune, avec de charmants voisins, le marquis de Pézenac et ses deux fils ; leurs femmes mènent la grande vie ; nous sommes invités partout, aux rallyes, à la chasse dans les Landes. Oh ! je ne me fais pas d'illusions, je suis une roturière, et si Rodolph n'était pas titré...

— Tu as donc appris à monter à cheval ? interrompit Mie-Rose, tu as eu très peu de temps...

— Bien sûr, répondit l'autre rapidement, nous faisons de grandes randonnées dans les pins...

— Ah ! alors vous êtes venus à Paris pour vous amuser ?

— Rodolph vient pour affaires, j'en ai profité pour l'accompagner, tu comprends ? me retremper un peu, et commander mes robes d'hiver chez Redfern : il faut bien être correcte !

Mie-Rose ne fut pas dupe de ces ficelles-là. Maintenant elle n'avait plus onze ans, mais seize ; elle savait le prix des choses et elle voyait que l'autre voulait lui monter la tête. Oh ! si inutilement ! Et pourquoi tenait-elle à l'éblouir ? Mie-Rose ne se l'expliquait pas. Mais Ratoune continuait :

— Rodolph a de grosses affaires d'immeubles, il voudrait

prendre une hypothèque sur la maison que nous avons dans l'indivision avec Élodie.

Ce mot d' « hypothèque » fit dresser l'oreille à Mie-Rose, qui avait fait un peu de droit, et qui savait qu'hypothèque signifie bel et bien emprunt.

— C'est pour une nouvelle entreprise...

— Je ne savais pas que ton mari se mêlât d'affaires ?

— Ça l'occupe, dit l'autre de son haut.

— Raconte-moi : tes enfants, ta vie... Ta belle-mère est-elle gentille pour toi ?

La Ratoune affirma que la comtesse douairière l'adorait, que les enfants s'annonçaient comme devant être des phénomènes de vivacité d'esprit, avec cela énormes : pour exposition.

— Tu n'as pas de photos des petites sur toi ?

Si, Ratoune en avait, mais elles étaient mauvaises... des photos d'amateur, insuffisamment lavées et déjà toutes jaunes.

Mie-Rose insista ; il fallut bien lui livrer les deux petites, qui lui parurent, malgré le dire de la mère, maigrichonnes et noires autant que les enfants d'Ourika et de Behanzin ensemble.

Puis ce fut le tour de la Barbaste. Mie-Rose apprit que la Ratoune avait exigé un remaniement de la vieille bâtisse ; on l'avait enfin rendue confortable : le chauffage central et l'électricité... C'est comme une voiture, on ne peut vraiment pas s'en passer.

— Les murs croulaient comme des châteaux de cartes, il a fallu tout étayer, et puis acheter des meubles, enfin, des tentures neuves.

— Oh ! pourquoi ? objecta plaintivement Mie-Rose, qui vivait dans les vieux bibelots comme le cousin Pons, pourquoi ne pas laisser les anciens ?

L'autre se renversa en riant dans son fauteuil.

— Quelle absurdité, ma petite ! des étoffes usagées, des nids à microbes.

Elle avait tout fait repeindre à neuf, jusqu'aux boiseries du salon, car il y avait des boiseries admirables : « Rothschild en avait offert cent mille francs », etc...

Mie-Rose assise dans son nouveau rôle de Sherlock Holmes comme dans un fauteuil, remarqua que la Ratoune ne lui posa aucune question sur leurs amis communs, ou sur sa vie à elle,

Mie-Rose. Que lui importait? Elle avait construit son nid à la Barbaste avec ce corbeau de Gascogne. L'idée, une idée naïve assurément, vint soudain à Mie-Rose, que dans l'intimité des deux époux, la Ratoune voyait chaque jour, sans doute, ce Magon-Chabrier les pieds nus, et cette vision d'intimité lui fit horreur; elle pensa à un camarade de son père à qui un professeur de Condorcet disait jadis : « Taisez-vous, monsieur, *vous me donnez des nausées incoercibles.* » Pendant que la Ratoune racontait à perte de vue en ronronnant d'attrayantes histoires, qui n'étaient peut-être pas inventées de toutes pièces, Mie-Rose songeait encore à sa compagne d'enfance, à son goût du clinquant, à cette avidité étrange pour les bijoux. Pourtant, quelles attaches bourgeoises et modestes avait la Ratoune! Elle revoyait les dîners de famille, toute cette tablée bruyante à chaque repas, et l'oncle grincheux qui marquait ironiquement les attentes trop prolongées après le potage, d'un : « Qu'est-ce qui se passe? Il y a un soufflé? » qui glaçait tout le monde.

Un grand couloir, large comme une rue, reliait au troisième étage les chambres de domestiques aux deux escaliers de service. Sur le couloir s'ouvraient aussi d'autres chambres, louées aux bouquinistes du quai, aux petits commerçants. La Ratoune aimait à y emmener autrefois Mie-Rose entre chien et loup. Elles couraient là dans l'obscurité (car il n'y avait que de pâles becs de gaz de loin en loin) d'un escalier à l'autre, peu rassurées. Comme tout cela était loin! Et le dimanche, quand tous les enfants erraient, ne sachant que faire, et que Julien du deuxième étage crachait de la grenadine sur les passants!... L'un d'eux était monté se plaindre : Julien avait disparu comme une fumée. La Ratoune, avec une présence d'esprit étonnante, fermait la fenêtre et se mettait au piano, travaillant ses gammes pour bien montrer — « quoi? qu'est-ce que c'est? » — qu'elle était étrangère à tout cela. Voyons, la Ratoune à ce moment-là devait avoir douze ans, Mie-Rose sept; oui, c'est cela, la Ratoune avait douze ans; elle avait rapporté cette année-là de la pension une mélopée que l'autre n'avait jamais oubliée, et qui agaçait prodigieusement la tante. La Ratoune, ayant découvert cet agacement, allait chanter sa complainte à la porte de l'entresol; puis, entendant approcher le pas pesant de la dame, s'enfuyait éperdue. Une fois, la Ratoune, pour fuir plus vite, avait

enfourché la rampe. Malédiction ! la rampe recouverte de velours l'avait arrêtée au premier tournant, la compagne du pernicieux Joseph avait cueilli la Ratoune sur son palier et lui avait administré chez elle une imposante fessée, malgré les protestations et les ruades de la victime.

Pauvre employé des Pomp's,
Des Pomp's funèbres, s'est tué.
Comme il savait son métier
Il a voulu s'enterrer.
Pauvre employé des Pomp's,
Des Pomp's funèbres, s'est tué.

Et la distribution des prix des garçons présidée par M. de Lesseps ! Séance mémorable ! Les deux garçons étant en septième et en huitième, avaient dû attendre leur tour, après les tout petits ; mais, au milieu de la séance solennelle, une voix flûtée, impatiente, s'éleva : elle s'adressait à M. de Lesseps : « Papa ! donne donc un prix à ce pauvre Pierre, qui n'a rien du tout, voyons, papa ! » C'était la fille du grand homme qui réclamait généreusement pour son petit ami... Quel fou rire dans la salle !

Demain la Ratoune repartira avec son corbeau et ses cartons ; ceux-ci ne porteront pas l'adresse de Redfern, comme cette jeune dame voudrait le faire croire, mais celle du *Printemps*. « Ils ont un château dans lequel la Barbaste danserait à l'aise, entendit soudain Mie-Rose, nous sommes de bien petites gens à côté d'eux !... »

Marie-Louise Pailleron.

(*La deuxième partie au prochain numéro.*)

QUELQUES MAITRES DU DESTIN

II[1]

M. ÉDOUARD BÉNÈS

Un grand ministre est comme un coefficient mis à l'importance politique de son pays. C'est le cas de M. Édouard Bénès en Tchécoslovaquie.

Un jour du sombre automne de 1916, un petit homme blond, d'aspect juvénile et fluet, se présentait à l'appontement du bateau en partance du Havre pour Portsmouth. Au fonctionnaire chargé de contrôler, avant l'embarquement, les pièces d'identité et titres de voyage des passagers, il exhiba un passeport serbe. Le nom qui y était inscrit ne se terminait pas en itch et la qualité mentionnée ensuite était celle de professeur à l'Université. « Vous êtes professeur à l'Université de Belgrade? » interrogea le contrôleur. « Non, à celle de Prague », répondit le voyageur, dont l'apparence extérieure annonçait plutôt un étudiant qu'un professeur. Sans être un « as » en géographie, le contrôleur en savait assez pour que Prague ne lui dît rien de serbe, mais évoquât à son esprit un souvenir d'Autriche-Hongrie. Il fit faire demi-tour à l'énigmatique étranger, se réservant de l'examiner le dernier : c'est ce que l'on commençait toujours par faire dans les cas douteux; on les gardait pour la bonne bouche. Quand revint son tour, l'étranger put prouver qu'il était en relations avec le grand quartier général français et, grâce à cela, s'embarquer.

(1) Voyez la *Revue* des 1er et 15 mars.

A son débarquement à Portsmouth, même cérémonie, avec cette circonstance aggravante que, là, il s'agissait, non de sortir, mais d'entrer. Comme son confrère français, le cerbère britannique, à la vue d'un passeport serbe, portant un nom qui ne l'était pas et une mention d'un vague troublant, commença par envoyer le nouvel arrivant reprendre la queue de la file. Mais il ne le tint pas quitte pour si peu. Examinateur difficile, la seconde épreuve ne le satisfit pas plus que la première. Les explications du professeur d'Université le laissèrent sceptique; il le soumit donc à la fouille, puis le garda une journée entière dans les locaux du contrôle, jusqu'à ce que le War Office et le Foreign Office, consultés par le téléphone, eussent donné l'autorisation de le laisser venir à Londres.

On eût fort étonné les vigilants fonctionnaires qui avaient « tiqué » sur le passeport de cet obscur voyageur, si on leur avait annoncé que c'était celui du futur ministre des Affaires étrangères d'un État européen de treize millions d'habitants. Et il faut convenir qu'ils auraient eu lieu d'être étonnés, que la plupart de leurs contemporains eussent partagé leur surprise de cette prédiction, et qu'il se fût trouvé bien peu de gens pour la faire, — personne peut-être, à la seule exception de M. Bénès lui-même. Car le pays dont il devait devenir ministre des Affaires étrangères n'avait pas encore d'existence politique; le nom sous lequel ce pays devait se constituer n'avait jamais été porté dans l'histoire : la première condition nécessaire, pour que cet État de l'avenir eût besoin de ministres, était que l'avenir en vît la création, et cette condition en supposait elle-même une infinité d'autres. Plus ignorée encore que la cause nationale de ses compatriotes était, en Europe occidentale, la personnalité de M. Bénès; tout aussi problématique, sinon plus, que le succès de leur cause dans la mêlée universelle, était sa propre destinée parmi eux. Bref, jamais maroquin ministériel n'avait paru moins à la portée des mains d'un homme, que celui dont M. Bénès est pourtant en possession depuis dix ans.

« Pourquoi, l'interrogeait-on un jour, ne voyagiez-vous pas, dès 1916, avec un passeport, laissez-passer ou sauf-conduit, que vous auriez sans doute obtenu sans difficulté du gouvernement français ? — C'est, répondit-il, que j'avais trop de services importants à solliciter de lui pour lui en demander de petits. »

Importants, en effet, les services qu'il attendait de la France consistaient à reconnaître et à soutenir les droits d'une nombreuse population à la liberté, les titres à l'indépendance d'une nationalité opprimée. Le propre des nationalités qui n'ont pas abdiqué devant l'oppression, qui ne se sont pas abandonnées elles-mêmes sous une domination étrangère, est de former dans leur sein les hommes qui, à l'heure propice, deviennent leurs champions. Ainsi de celle au service de laquelle s'était voué M. Bénès. Des profondeurs du sol sur lequel elle avait survécu, les circonstances faisaient surgir les défenseurs de sa cause séculaire. Les uns à l'intérieur, les autres à l'étranger, une même revendication, une même foi les consacraient à la résurrection d'un foyer national détruit, d'une patrie arbitrairement répartie entre les couronnes d'Autriche et de Hongrie. Comme ceux de ses compatriotes qui partagent avec lui l'honneur d'avoir mené à bien cette grande tâche, M. Bénès est avant tout le vivant témoignage de la vitalité d'une nationalité longtemps privée de ses droits; comme eux, il est, pour ainsi dire, le produit d'une patrie longtemps immatérielle, qui avait vécu d'une vie idéale, sous l'esclavage et l'anonymat.

UN PUR TCHÈQUE

M. Édouard Bénès est de pure race tchèque. Il a vu le jour à Kozlany, au cœur de la Bohême, un peu à l'ouest de Prague, dans une famille de paysans, originaire de Slevice, près de Krivoklat, gros bourg de la même région. Son père, cultivateur, faisait valoir à Kozlany un petit bien. Sa mère, elle aussi campagnarde et cousine germaine du père, avait apporté en dot la modeste propriété dont vivait le ménage. Dix enfants leur naquirent, dont il est le dernier. Né en 1884, il n'a donc pas quarante-cinq ans. Peu fortunés, bien que propriétaires de leur champ et de leur maisonnette, mais laborieux et économes, ses parents s'imposèrent le sacrifice de faire donner à leurs enfants une instruction moins imparfaite que la leur. Trois des garçons firent ainsi des études qui en conduisirent deux, Vaclaw et Vojta, à l'enseignement primaire et le plus jeune, Édouard, à l'enseignement supérieur, en attendant de plus hautes destinées. Ni le père, ni la mère n'ont vu leur dernier né atteindre ces imprévisibles destinées, que pouvait seul rendre possibles un

bouleversement universel ; l'une est morte en 1908, l'autre en 1910. Mais ils ont assisté de loin à son labeur d'étudiant, puis à ses débuts dans une carrière de journaliste, de publiciste et de professeur, où ce sont leurs sacrifices qui lui ont permis de prendre son essor. A l'origine de son extraordinaire fortune, il faut incontestablement placer le sacrifice que lui ont, comme à beaucoup d'hommes de sa classe, rendu des parents qui l'ont voulu plus instruit qu'eux-mêmes, mieux armé pour faire son chemin dans l'existence.

Et il y faut aussi placer l'apport des qualités et des sentiments que sa race lui a transmis, à travers une famille sans doute humble, mais typique du peuple tchèque de la campagne. De bonne heure, par l'exemple des siens, il a appris à ne rien attendre que du travail et à ne pas marchander sa peine : lui-même, enfant et adolescent, bien que de complexion délicate, a manié la bêche dans les champs, avant d'appliquer aux travaux de l'intelligence l'atavique activité de son tempérament obstiné. Deux de ses frères, sortis avant lui du sillon rural, devenus instituteurs, s'étant ouvert par l'instruction des horizons moins étroits que ceux du village, lui ont montré la voie dans laquelle il les a suivis et dépassés : le premier, son aîné de plus de vingt-cinq ans, a fait œuvre de publiciste et laissé le souvenir d'une certaine vigueur d'esprit et de caractère ; le second a eu une influence directe sur ses études et son avenir, en conseillant à leurs parents de le lui confier, le faisant entrer dans un collège secondaire de Prague et l'hébergeant de sa douzième à sa dix-huitième année, de 1896 à 1902. M. Édouard Bénès ne fut donc pas, dans sa famille, le premier « déraciné » de sa génération. Des affections fraternelles ont sollicité, provoqué, guidé ses aspirations à une existence autre que la vie végétative de la campagne, à une condition différente de celle des laboureurs.

De telles aspirations ne sont pas rares dans la classe rurale tchèque, où le nombre des enfants permet aux villages de ne pas jalousement les garder tous, sans pour cela craindre que la terre vienne à manquer de bras. Ainsi se fait-il que les villes, et même l'étranger par l'émigration, puissent sans dommage prélever chaque année un contingent de recrues prêtes à tenter leur chance autrement que derrière la charrue ; et par là est entretenu dans la jeunesse un esprit d'entreprise

et d'initiative, voire d'aventure, où n'entrent pour rien la lassitude ni le dégoût du foyer ancestral. Cet esprit, dont M. Édouard Bénès s'est ensuite montré si amplement pourvu, est caractéristique de la race tchèque, qui en a eu besoin pour éviter la misère et la stagnation, et qui s'allie à une profonde fidélité aux traditions dont elle est fière. Au foyer des parents de M. Édouard Bénès, ces traditions aussi étaient vivaces et vénérées : la langue, — aucune autre que le tchèque n'y étant parlée, — le sentiment national, la conscience d'avoir sur la terre des ancêtres un droit méconnu, mais non prescrit par une domination étrangère, le souvenir des temps d'indépendance, l'admiration de Jean Huss, honoré comme un héros par le père, de religion protestante, la mémoire de saint Venceslas, dont le nom avait été donné par la mère catholique à un de ses fils; en un mot, tout ce qui pouvait, chez des gens simples, assurer la survivance d'un patriotisme tchèque.

Ce passé de son pays, entrevu à travers l'enseignement d'une école enfantine et les traditions familiales d'un ménage du petit peuple, Prague et ses monuments le firent revivre, d'une manière autrement intense, aux yeux du jeune garçon que son frère y amena en 1896. Prague est une ville d'art et d'histoire, dont les monuments parlent à l'imagination. Là est conservé dans la pierre des citadelles, des palais, des églises, des vieilles maisons, des ponts, le souvenir de l'ancienne splendeur de la Bohême. Tout y rappelle à un Tchèque les titres de noblesse de sa race, les événements de l'histoire, les noms et les actes des souverains, les jours de gloire et d'infortune. Prague est toujours, en dépit de tout, restée une capitale, que la déchéance politique n'a jamais pu faire déchoir extérieurement, et qui a constamment gardé le décor de la souveraineté. Et Prague enfin est une ville essentiellement tchèque, où l'élément allemand, même quand il était politiquement dominant, n'a jamais été numériquement prépondérant.

Les Tchèques qui la peuplent en écrasante majorité n'avaient pas cessé d'y voir, sous la domination autrichienne, la capitale de leur patrie perdue. Elle était le centre d'un mouvement tchèque, à la fois intellectuel, politique et social, qui s'étendait à tout le reste du pays et à toutes les classes de la société, bien que plus actif dans la classe moyenne. Pendant neuf années consécutives, employées à achever le cycle de ses études secon-

daires et à parcourir celui de ses études supérieures, M. Édouard Bénès a vécu à Prague, ne la quittant que pour aller passer ses vacances à Kozlany et s'y dérouiller les muscles par un coup de main aux travaux des champs, demeurant six ans chez son frère, instituteur dans une école primaire supérieure du faubourg et fervent patriote, ensuite logé de son côté et menant la vie d'étudiant, quand, sorti du collège, il se fut fait inscrire à l'Université tchèque. Car le gouvernement autrichien n'avait pu faire moins que d'accorder à cette population tenace dans ses aspirations, jalouse de sa personnalité, quelques satisfactions scolaires ou, comme l'on dit dans le jargon politique de l'Europe centrale, « culturelles ». Ainsi une Université tchèque avait dû être concédée par l'empereur d'Autriche à ses sujets de Bohême, pour leur offrir le couronnement d'une instruction où leur idiome propre avait sa place dans l'enseignement secondaire. A tous les degrés, les écoles étaient un foyer de patriotisme, tantôt latent, tantôt ardent, la langue servant de véhicule à un ensemble d'idées, de sentiments, de traditions, dont les professeurs se considéraient comme les dépositaires et dont les élèves étaient avides de recevoir à leur tour le dépôt. Tel est le « milieu » où s'est faite l'éducation de M. Édouard Bénès, de douze à vingt et un ans, où son intelligence s'est cultivée, son caractère formé, son activité orientée.

Au collège, il n'a rien eu du « fort en thème ». D'après ses notes, il y a été un élève moyen. Non qu'il manquât d'ardeur à l'étude, ni de facilité; mais il travaillait un peu à sa guise, consacrant plus de temps et d'effort à ce qui l'intéressait ou lui plaisait qu'au reste, réagissant faiblement aux réprimandes, aussi bien d'ailleurs qu'aux éloges, ne cherchant pas la bonne note, s'en laissant peu imposer par l'autorité, volontiers en quête de ce qui pourrait lui être utile dans la vie, étudiant au besoin des matières étrangères au programme, en négligeant d'autres, qui y figuraient. En trois ans, par exemple, il apprit à parler et à écrire le français, qui n'était pas enseigné dans son collège. Avant d'avoir fini ses classes, il lui prit fantaisie de traduire en tchèque des romans français : son choix, qui aurait pu être meilleur, se porta sur *l'Assommoir* d'Émile Zola, dont il fit une traduction. Les langues étrangères ayant de l'attrait pour lui, à cause de leur utilité pratique, il s'avisa d'un moyen original de s'en instruire : c'était d'apprendre par cœur

la *Bible*, dans plusieurs langues, ce livre lui ayant paru celui dont le texte sacré avait chance d'être toujours le plus invariable. La piété, comme on voit, avait peu de part dans le choix de ce procédé. Nullement antireligieux, il n'était pas dévot, ni mystique, et plutôt enclin à fronder la doctrine : il eut des mots avec le maître de catéchisme. L'histoire l'attirait, qu'il a depuis contribué à faire. Un peu plus tard, mais encore tôt, puisqu'il n'avait pas quitté les bancs du collège, les questions sociales l'intéressèrent : il s'éprit du socialisme. Indépendant, personnel et opiniâtre, tel il apparaît dans ses jeunes années.

A l'Université tchèque, où il entra en 1904, il s'inscrivit à la faculté de philosophie : terme auquel correspond chez nous celui de faculté des lettres. Il y étudia la philologie romane et germanique, ainsi que la philosophie. En cette matière, il eut pour maître M. Masaryk, avec qui ses relations datent de ce moment-là. Il commença donc par être l'élève de l'homme éminent dont il devait devenir l'intime collaborateur pendant la guerre, dans l'œuvre de libération de leur pays, puis le ministre des Affaires étrangères, après la constitution de la Tchécoslovaquie et l'élection de son ancien professeur à la présidence de la République. En suivant le cours de M. Masaryk, il subit, comme beaucoup de ses condisciples, le prestige de cette haute, ferme et noble intelligence, qui s'imposa à son respect et à son admiration. Toutefois, sa nature indépendante n'accepta pas sans résistance l'influence d'un maître que sans doute il aimait, mais dont les idées, les jugements, les théories n'étaient pas entièrement à son gré. Son premier rapprochement avec lui, dont les suites devaient être si décisives pour sa carrière et pour l'avenir de leur commune patrie, ne le captiva pas. Cela n'empêcha pas M. Masaryk de discerner les dons intellectuels de l'élève exceptionnel que le hasard lui avait donné : ce fut lui qui conseilla à M. Édouard Bénès d'aller poursuivre ses études à Paris.

LA VIE D'ÉTUDIANT A PARIS

Au mois d'août 1905, le jeune homme se mit en route, ayant en poche pour toute fortune, une fois son billet payé, un bon d'inscription gratuite à la Sorbonne, qui lui avait été remis par l'Alliance française de Prague, et une somme de soixante couronnes. Mais ce dénuement n'était pas pour le faire reculer ni

hésiter. Il était décidé à gagner en travaillant de quoi payer, à Paris, les frais de ses études et, avant de quitter Prague, s'était fait accepter comme correspondant par deux journaux tchèques, le *Pravo-Lidu*, organe des socialistes-démocrates, et la *Volna-Ilyslenka* (la Libre pensée).

Bravement, il loua donc une chambre, 19, rue Tournefort, s'inscrivit à la Sorbonne, à l'École des sciences politiques et à la Faculté de droit à Dijon, — le lycée et l'Université de Dijon ont traditionnellement la spécialité d'une clientèle d'élèves tchèques, — et mena de front deux existences, dont l'une, celle de journaliste, avait pour but de subvenir aux dépenses de l'autre, celle d'étudiant. Il envoya à ses journaux de Prague des correspondances sur la vie d'un étudiant tchèque à Paris et bientôt put aussi placer quelques articles dans les quotidiens ou périodiques parisiens, entre autres dans la *Revue socialiste*. Simultanément, il suivait ses cours à la rue des Écoles et à la rue Saint-Guillaume.

Enthousiaste de Paris, en dépit des privations qu'il y connut et du surmenage auquel il s'y soumit, il incitait ses anciens camarades de Prague à imiter son exemple et écrivait à son frère qu'on ne pouvait réellement s'instruire qu'à Paris, que là devait se rendre quiconque voulait étudier bien, sérieusement et facilement.

Les deux années qu'il y a passées ont beaucoup contribué, non seulement à la formation de son esprit, mais à l'orientation de ses sympathies politiques. Elles ont aussi eu sur son avenir un effet alors impossible à prévoir, en lui faisant connaître d'avance le terrain sur lequel il allait avoir à opérer de 1915 à 1919.

Tout dernièrement, à Lyon, où l'avait invité la section locale de l'Alliance française, il évoquait les souvenirs de son séjour à Paris comme étudiant, voulait bien témoigner de ce qu'il doit à l'enseignement de nos écoles et facultés, et disait combien son cœur est resté fidèle à la grande ville où s'est écoulée une partie de sa jeunesse studieuse. Plus d'une circonstance fait que sa mémoire se reporte à ce temps avec émotion : car c'est à Paris qu'il a rencontré, dans une famille tchèque établie en France, la femme exquise qu'il a épousée en 1909, auprès de laquelle il a trouvé depuis bonheur et réconfort à tous les instants de sa vie, qui a courageusement traversé seule, loin de lui, la période la plus dramatique de leur existence, celle

de la guerre, et qui, élevée avec lui à une situation où elle est le point de mire de beaucoup de regards, n'en voit se poser sur elle que pour l'admirer.

Du séjour de M. Édouard Bénès à Paris date chez lui un attachement sincère à notre pays et à notre peuple, qu'il a aimés, compris, au contact desquels il a beaucoup appris, dans lesquels il a trouvé la forme de société qui lui fut la plus sympathique, le foyer de civilisation dont la chaleur tempérée pénétrait le mieux ceux qui en approchaient, le laboratoire d'idées où s'en élaborait le plus qui répondissent à son idéal. En cherchant dans la collection d'une petite revue scolaire de Prague, *Studenstsky vestnik* (le Courrier des étudiants), on trouverait, à l'année 1906, un article où il exprimait sa reconnaissance à Paris et à la France. S'en étant éloigné pour un an en 1907, il y revint en 1908, puis en 1911, comme à des lieux de prédilection.

Au cours de ses études, s'était prononcé son goût pour les sciences historiques, politiques et sociologiques. Comme sujet de thèse de doctorat en droit, il en avait choisi un où se révélait déjà la préoccupation du sort de son pays : « le problème autrichien et la question tchèque ». Ce n'était ni plus ni moins que le problème à la solution radicale duquel il a pris une si grande part quelques années après. Quand il écrivit cette thèse, qu'il soutint devant la faculté de Dijon, la solution qu'il entrevoyait n'était pas encore si radicale : elle tendait à l'autonomie de la Bohême dans le cadre de la monarchie autrichienne. C'est qu'il ne fallait pas prétendre à trop, et encore moins le paraître ; car il fallait pouvoir rentrer chez soi. Du reste, en pleine paix européenne, si mal assurée que fût déjà la paix, viser à plus qu'à changer le caractère et la structure de l'Empire austro-hongrois eût été par trop manquer de modération et n'eût pas été compris d'un jury d'examen, fût-ce à Dijon. Mais la politique intérieure et extérieure sollicitait dès cette époque le jeune Bénès, qui dirigeait ses travaux de manière à s'y préparer.

Après la France, il voulut connaître l'Allemagne et passa un an entier à Berlin. A cinq années d'intervalle, en 1906 et 1911, il fit deux séjours de plusieurs mois à Londres. Courant ainsi l'étranger pour s'instruire, il y vivait, comme à Paris, de sa plume, collaborant aux journaux socialistes de Prague dont il était correspondant.

DE LA THÉORIE A L'ACTION

A partir de 1909, il avait repris ses quartiers à Prague, où son premier soin avait été de passer son doctorat de philosophie. D'abord nommé professeur d'économie nationale à l'Académie commerciale tchécoslovaque (une sorte d'école des hautes études commerciales), ensuite chargé de cours à la Faculté de philosophie (c'est-à-dire des lettres), la situation qu'à moins de trente ans il s'était faite dans l'enseignement supérieur, constituait déjà une assez belle ascension pour un fils de paysan.

Son enseignement, toutefois, n'absorba point son activité, qu'il continua à diriger sur des sujets touchant à l'histoire ou à la sociologie, et qu'il finit par tourner vers la politique proprement dite. Il écrivit son livre sur « la question des nationalités », sujet encore significatif de l'orientation de ses idées, annonciateur des revendications qu'il élèverait bientôt en faveur de la nationalité jugulée à laquelle il appartenait. L'influence des lectures qu'il avait faites en France, des cours qu'il y avait suivis, se retrouve dans la manière dont lui apparaît le concept de nationalité, sur lequel il montre le puissant effet de la Révolution française et qu'il rattache aux progrès contemporains de la liberté et de la démocratie dans le monde. En même temps, son attention se porta sur la vie sociale et politique de ce groupe ethnique dont il faisait partie, qui n'était encore une nation qu'en puissance, mais qui s'entraînait, dans les bornes où ce lui était possible, à en redevenir une en fait. Une de ses études de ce temps-là s'intitule : L'esprit de parti.

Enfin, ne se bornant plus à réfléchir, à écrire et à publier, il passa à l'action, prit part à cette vie politique dont il avait observé les ressorts, acquit de l'influence sur la jeunesse, dans le parti auquel il avait adhéré. C'était le parti « progressiste », dont le chef était M. Masaryk. Par là se trouvèrent rapprochés de nouveau le maître et l'ancien élève, dans un autre champ d'activité que la première fois. Leur intimité s'y resserra beaucoup. Ces Tchèques de haute culture, à qui l'indépendance de leur pays semblait un but, sinon hors d'atteinte, au moins éloigné encore, combinaient d'une manière originale le dogmatisme, auquel les avaient habitués des études parfois abstraites, et le sens pratique qu'aiguisait en eux l'impatience de résultats positifs, concrets. Ainsi le philosophe Masaryk, idéaliste, avait-il

été jadis le fondateur d'un parti par lui dénommé « réaliste » Ainsi M. Édouard Bénès faisait-il, dans le langage savant de l'école, la théorie de l'empirisme politique.

« La politique scientifique examine, disait-il, les conditions une à une, pas à pas, y cherchant aux problèmes les solutions qui répondent le mieux à la situation, sans se lier les mains par un plan accepté *a priori* et exposé au démenti des événements. La science politique réaliste marche ainsi, non sur un but fixé d'avance et seulement pressenti, mais de façon empirique, d'après les exigences des conditions données, en se laissant toujours guider par son idéal démocratique. La politique scientifique possède de la sorte une tactique spéciale, une méthode propre. » Quand il prononçait ces paroles, dans un congrès de la jeunesse progressiste tchèque à Plzen, en 1912, le théoricien de cette « politique scientifique » ne se doutait pas qu'il allait avoir à en faire, deux ans après, l'application en grand au plus complexe et plus général des problèmes qui pût se poser devant son pays : celui de l'indépendance.

SON APOSTOLAT PENDANT LA GUERRE

La guerre européenne fit surgir à ses yeux, comme à ceux d'un grand nombre de ses compatriotes, la possibilité, la chance d'émanciper sa patrie. Toutes ses sympathies allaient aux adversaires de la monarchie dont il était sujet. De leur victoire finale dépendait la réalisation de ses espoirs nationaux. Rapidement, il comprit que la guerre serait longue. Les faiblesses, le défaut de cohésion de l'Autriche-Hongrie lui étaient connus. En précipiter l'effondrement lui parut la tâche dont les circonstances faisaient naître l'occasion et que commandait le devoir. Fomenter la révolution à l'intérieur, seconder les ennemis des Empires centraux, assurer aux Tchèques et aux Slovaques la conquête de leur indépendance : tels furent les buts qu'il assigna à ses efforts. C'était ceux que M. Masaryk avait assignés aux siens : le maître s'en ouvrit à son ancien élève, qui était venu se concerter avec lui, et tous deux se mirent à la besogne.

D'abord à Prague et en contact constant l'un avec l'autre. Une association révolutionnaire secrète est constituée, qui groupe l'état-major occulte des forces patriotes, que les affidés désignent entre eux du sobriquet de *maffia*, et dont M. Édouard Bénès est

le secrétaire. Secrétaire très agissant, il recrute des adhérents, met son chef en relations avec des personnes capables de participer au mouvement, recueille des renseignements, fait des collectes d'argent, du reste peu fructueuses, donne de sa poche, quoique pas riche, tant s'en faut. A tout cela, il risque gros, la vengeance des Autrichiens, plus vindicatifs qu'avisés, pouvant être rigoureuse. Son rôle devient à la fois plus important et plus dangereux encore, après que M. Masaryk, plus menacé que lui parce que beaucoup plus en vue, a été s'établir en Suisse et y a transporté le siège d'une activité moins clandestine. A deux reprises, à la fin de 1914 et à Pâques de 1915, M. Édouard Bénès va et vient entre Prague et Genève, Genève et Prague, la première fois pour avertir son chef de ne pas rentrer, sous peine d'être arrêté, la seconde pour conférer avec lui. Chaque fois, il emporte et rapporte des documents dont la découverte l'eût fait inculper d'espionnage et de trahison. Dans l'intervalle de ces voyages, il communique à M. Masaryk les renseignements politiques et militaires qu'il a pu rassembler, et reçoit de lui ceux qui ont été recueillis en Suisse.

A ce jeu-là, il attire sur lui l'attention de la police autrichienne et, irrémédiablement compromis, après que son frère Vojta a quitté le pays pour aller faire de la propagande tchèque aux États-Unis et que M. Masaryk a pris ouvertement position contre l'Autriche à Genève et à Zurich, le seul moyen pour lui d'échapper à l'arrestation est de s'enfuir à l'étranger, sous un nom supposé, avec un faux passeport. C'est à quoi il se résout, convaincu du reste que sa bataille pourra être mieux menée à l'étranger que de l'intérieur. Après avoir tenté de sauver quelque chose des modestes avoirs de son ménage et de son frère en le passant à des tiers, et proposé à sa femme de la préserver des persécutions en procédant à un divorce pour la forme, ce qu'elle refusa, il quittait Prague le 1er septembre 1915, franchissait la frontière austro-allemande en dissimulant son identité, traversait à pied une partie de la Bavière, réussissait à entrer en Suisse et, le 4 septembre, arrivait à Genève.

Il ne fit qu'y toucher barre. Dès la fin du même mois, d'accord avec M. Masaryk, qu'il avait retrouvé en Suisse, il partait pour Paris, où il se fixait. Avec lui s'y transférait le centre de l'action tchécoslovaque à l'étranger. Son installation à Paris ouvre la période essentielle de son activité politique

pendant la guerre, et inaugure une phase capitale dans la résurrection progressive de sa patrie. Lui-même a expliqué, dans un récent discours, pourquoi la capitale de la France lui avait paru, ainsi qu'à M. Masaryk, devoir être choisie comme quartier-général de leur propagande. « Du fait de la situation politique et militaire, a-t-il dit, la France et Paris étaient devenus les véritables centres de toute l'action militaire et diplomatique des alliés. Militaire, parce que le territoire français était le théâtre principal de la lutte, que la France devait offrir aux alliés les plus grandes ressources pour faire la guerre, qu'elle disposait de la plus forte armée, et enfin que, par sa tradition militaire, elle occupait la première place parmi les alliés. Diplomatique, parce qu'entre toutes les grandes puissances, c'était la France surtout et ses intérêts vitaux qui étaient en jeu. Elle était le centre géographique des alliés et, sur tout le continent européen, avait le plus grand intérêt au règlement du plus grand nombre des questions politiques posées par la guerre. Cette situation même devait nous conduire à concentrer, nous aussi, notre principal effort à Paris. » Pauvrement logé dans une petite chambre de la rue Léopold-Robert, à Montparnasse, M. Édouard Bénès recommence alors une vie comparable, pour l'intensité du travail et l'ascétisme, à celle qu'il avait menée dans la même ville, dix ans auparavant.

Mais cette fois, ce n'est plus de s'instruire qu'il s'agit, ni de gagner son pain : c'est d'exercer un apostolat, de gagner des sympathies et des concours; et c'est aussi d'organiser, de diriger. Convertir à la cause de l'indépendance tchécoslovaque, partant à la solution radicale de la question austro-hongroise que suppose cette indépendance, le gouvernement français, l'opinion publique française, l'un et l'autre absorbés par les soucis les plus urgents; organiser, diriger la levée contre l'Autriche-Hongrie de tous les Tchèques et Slovaques dispersés aux quatre coins du monde, dans les pays alliés, aux États-Unis, dans d'autres nations neutres : voilà la tâche qu'entreprend M. Édouard Bénès, sous la haute direction de M. Masaryk, qui ne fera à Paris que de courtes apparitions, appelé tantôt à Londres, tantôt en Russie, tantôt en Amérique, et avec la collaboration de compatriotes retrouvés en France ou dans les autres pays sur lesquels s'étendra rapidement toute cette organisation militante, militaire et révolutionnaire.

A Paris avait déjà élu domicile Stefanik, un patriote slovaque, en qui s'incarnait le génie de la propagande. Personnage de premier plan, qui justifierait une étude spéciale, Stefanik complète, avec MM. Masaryk et Bénès, le triumvirat des grands artisans de la Tchécoslovaquie. Tout le travail accompli à l'étranger, pour réaliser les vœux d'émancipation des Tchèques et des Slovaques et faire prendre corps à l'idée de les réunir en un État indépendant, a été dirigé par ces trois hommes d'initiative et d'action, en liaison avec ceux qui, à l'intérieur, soit au parlement de Vienne, soit à Prague et dans tout le pays en instance de libération, poursuivaient courageusement la lutte contre le gouvernement austro-hongrois, au péril de leur liberté individuelle et même de leur vie. Alors est fondé à Paris le « conseil national tchécoslovaque », qui établit son siège 18, rue Bonaparte. M. Édouard Bénès en est nommé secrétaire-général. Comme M. Masaryk, qui en est président, est presque constamment hors de France, que Stefanik remplit lui-même de nombreuses et longues missions en Russie, en Amérique, à Rome, plus tard en Sibérie, c'est sur le secrétaire général que retombe la majeure partie de la besogne à abattre dans la capitale choisie comme théâtre principal d'activité politique et centre de coordination des efforts.

Lourde, écrasante besogne. Correspondre avec le président, avec Stefanik, avec les agents de la cause nationale dans les pays belligérants ou neutres, voire avec la *Maffia* de Prague et le groupe des députés protestataires de Vienne, renouer ou nouer des relations avec des parlementaires et journalistes français, rédiger des mémoires, écrire des articles, prendre la parole dans des réunions de professeurs, de publicistes ou de politiques, curieux de s'initier à la question des Slaves d'Autriche, entrer en contact avec les diplomates et les membres du gouvernement, se mettre en rapport avec les militaires, s'ouvrir les portes du quai d'Orsay, de la rue Saint-Dominique, du Grand quartier général, obtenir l'autorisation de faire sortir Tchèques et Slovaques de nos camps de concentration, se faire aider à l'obtenir des Russes et des Italiens, qui détenaient quantité de soldats de cette origine parmi leurs prisonniers de guerre, amener en France des volontaires recrutés, soit aux États-Unis, soit en Russie : voilà quelques-uns des aspects de la complexe activité de M. Édouard Bénès pendant la guerre.

Les résultats n'en ont pas été lents à se produire, si on mesure aux difficultés vaincues le temps qu'ils mirent à venir. Dès janvier 1917, la libération des sujets austro-hongrois de race autre que germanique ou magyare, nommément des Tchèques et des Slovaques, était, sur l'initiative de la France, inscrite par les alliés parmi leurs buts de guerre, communiqués au président Wilson dans une note officielle émanant de leurs gouvernements. Un tel but, qui impliquait la destruction de la monarchie des Habsbourg, supposait donc la réalisation du vœu émis par M. Édouard Bénès dans une brochure, dont le titre était un vrai cri de guerre : *Détruisez l'Autriche-Hongrie*. Bientôt est constitué en France un embryon d'armée tchécoslovaque autonome, sous un commandement supérieur spécial, exercé par un général français. Puis, le gouvernement français fait remettre aux premiers régiments de cette armée des drapeaux à leurs couleurs nationales. Enfin il y reconnaît, par décret du président de la République, le caractère d'une armée nationale alliée.

Dans l'intervalle s'est tenu à Rome un congrès des « nationalités opprimées par l'Autriche-Hongrie », auquel M. Édouard Bénès s'est rendu. A la suite de ce congrès, est lancée par les chefs des gouvernements alliés une déclaration exprimant leurs plus chaleureuses sympathies aux revendications des sujets récalcitrants des Habsbourg. Sur les termes insuffisamment précis de cette déclaration viennent ensuite surenchérir des documents plus explicites, obtenus par M. Édouard Bénès des ministres français et anglais des Affaires étrangères. Le conseil national tchécoslovaque est officiellement reconnu comme l'organe légitime des intérêts de sa nationalité et la base du futur gouvernement de son pays. Ainsi ce conseil se trouve-t-il qualifié pour se transformer, quand il en juge le moment venu, en « gouvernement provisoire de Tchécoslovaquie », transformation à laquelle il procède avant la fin des hostilités. Enfin, lorsque l'Autriche-Hongrie s'effondre et que, par la voix de leurs représentants au parlement de Vienne, les peuples qui la composaient reprennent la disposition d'eux-mêmes, le « gouvernement provisoire tchécoslovaque » de Paris et le « conseil national de Prague » opèrent leur fusion, au cours d'une réunion où se retrouvent, à Genève, les dirigeants des deux groupes révolutionnaires de l'étranger et de l'inté-

rieur : M. Masaryk est élu président du gouvernement issu de cette fusion. Venue l'heure de fixer les conditions de l'armistice, un Tchécoslovaque est admis par les alliés à la conférence préparatoire qui en arrête les termes.

Par cette série d'actes, la Tchécoslovaquie a été reconnue par les alliés, c'est-à-dire en fin de compte par les vainqueurs, pour un État indépendant avant d'être née à la vie indépendante; elle a reçu d'eux une existence juridique avant d'en avoir une matérielle. Or, à chacun de ces actes, dont chacun fut un succès pour la cause nationale tchécoslovaque, M. Édouard Bénès a pris une part importante, souvent décisive, quelle que soit celle qui revienne à M. Masaryk et à Stefanik. Plusieurs des résultats qu'il a obtenus à lui seul, ou auxquels il a concouru en toute première ligne, ont exigé de longues et délicates négociations avec le gouvernement français, avec divers ministères français à la fois, avec les gouvernements anglais et italien. Dans ces négociations, se sont révélées chez lui de remarquables qualités de diplomate. Le négociateur s'est trouvé en lui égal au patriote, au propagandiste, au travailleur, à l'organisateur. Et ces aptitudes si variées, si riches, il en fournit la preuve dans des conditions morales qui exigent de lui, pour conserver sa liberté d'esprit, une vraie force d'âme : car, pendant qu'il besogne d'arrache-pied à Paris, les Autrichiens ont arrêté et incarcéré sa femme, en même temps que Mlle Masaryk, toutes deux conduites à Vienne et mises au régime des prisonnières de droit commun.

LA NAISSANCE D'UN NOUVEL ÉTAT

Par son rôle pendant la guerre, M. Édouard Bénès s'est trouvé désigné pour être ministre des Affaires étrangères du gouvernement tchécoslovaque constitué à Genève, après la dissolution de l'Autriche-Hongrie. En cette qualité, il est à la tête de la délégation de son pays à la Conférence de Paris. Le bail que les circonstances lui ont fait faire avec notre capitale se prolonge de toute la durée des négociations de paix. Là une tâche l'attend non moins essentielle que celle dont il s'est acquitté auparavant : constituer et délimiter géographiquement la Tchécoslovaquie ; en tracer les frontières dans leurs grandes lignes ; en définir les droits et les devoirs, les profits et les charges, dans

l'ensemble de questions financières, économiques, ethniques, que pose la liquidation de la double monarchie. Dans cette mission nouvelle, M. Édouard Bénès est servi par l'expérience diplomatique qu'il a acquise de septembre 1915 à novembre 1918, par les relations qu'il s'est faites, surtout parmi les hommes politiques et diplomates français, par l'estime que ses talents ont inspirée, par la réputation qui lui est venue. D'ores et déjà, il est connu pour un homme de valeur ; il a de l'autorité. En outre, il retrouve alors le bénéfice du résultat qu'il a obtenu, en faisant d'avance, par anticipation, reconnaître la Tchécoslovaquie pour une nation alliée. A matérialiser ce grand résultat théorique, il applique le même esprit de méthode, le même effort de travail, la même diplomatie souple et experte qu'il a mise en œuvre pendant les trois années précédentes. Par les mémoires qu'il rédige à l'intention des plénipotentiaires des grandes puissances, par les exposés qu'il leur fait quand il est appelé devant leur aéropage, par son action personnelle auprès d'eux, par son intervention dans les commissions dont il fait partie, par sa collaboration avec les diplomates français et les experts des délégations étrangères, il réussit à faire prévaloir les principes qu'il avait posés pour la délimitation du nouvel État : les « frontières historiques » de l'ancienne couronne tchèque, la frontière du Danube pour la Slovaquie, le rattachement à la Tchécoslovaquie de la Russie subcarpathique.

Encore ces stipulations territoriales ne représentent-elles qu'une faible partie de celles dans lesquelles il doit sauvegarder un intérêt politique, financier, économique de sa patrie reconstituée. Qu'il s'agisse de l'internationalisation des voies fluviales, si importante pour les débouchés de la Tchécoslovaquie qui n'a pas d'accès à la mer, de la répartition de la dette publique austro-hongroise, des règlements de comptes entre l'Autriche, la Hongrie et les autres « États successeurs », enfin de la question des réparations, il n'est pas un de ces sujets dont il n'ait à s'occuper et sur lequel il n'obtienne finalement ce à quoi il a prétendu. Sa participation personnelle à l'élaboration des traités de Saint-Germain et de Trianon est considérable. L'effet en est de nature à le satisfaire. Quand, rentré à Prague, il rend compte de sa mission au parlement tchécoslovaque, il peut, sans exagération, constater que la Tchécoslovaquie est l'un des rares États qui soient sortis de la conférence « réellement vainqueurs ». En

le répétant après lui, car c'est incontestable, on rend du même coup hommage à son succès au Congrès de la paix.

Ce Congrès a mis Édouard Bénès en contact avec les hommes d'État et les diplomates du monde entier. Sa réputation est désormais bien assise ; toutes les ressources de son intelligence, tous les traits de sa figure morale sont connus des hommes qui ont à débattre des intérêts internationaux. C'est pour lui une force de plus ; partant, c'en est une aussi pour le pays qu'il sert. Pays jeune, au moins comme État, ayant à faire sa place parmi les autres, à constituer depuis A jusqu'à Z ses relations avec eux, à participer au règlement des affaires générales, à collaborer avec ceux qui désirent consolider l'œuvre de la paix. Telle est la tâche qui incombe à M Édouard Bénès, après sa rentrée à Prague.

Il ne tarde pas à y affirmer les qualités maîtresses de l'homme d'État : la netteté des vues, la suite dans les idées, la décision, la pondération, l'esprit de conciliation, le sens pratique, alliés à un raisonnable crédit fait aux principes et aux méthodes dont peut être attendu un progrès dans la vie internationale.

LA TCHÉCOSLOVAQUIE FILLE DE LA FRANCE

Les grandes lignes de sa politique étaient tracées dans son cerveau avant que le rétablissement de la paix l'ait conduit dans son cabinet ministériel, au château de Prague. Depuis huit ans, il les suit constamment, patiemment. En dehors des cas fortuits dans lesquels on doit aviser en s'inspirant des circonstances, il n'improvise pas. Il marche vers des buts qu'il s'est assignés dans les diverses directions où son pays a des intérêts. L'improvisation, il la réserve pour les cas accidentels qui la nécessitent, un peu aussi pour le choix des moyens qu'il emploie à atteindre ses fins ou à s'en rapprocher. Encore, en matière de moyens, est-ce plutôt de sa part méthode expérimentale qu'improvisation. Même sa procédure est très étudiée, très réfléchie. Elle évite pourtant la rigidité, parce qu'elle tient compte de l'enseignement des faits.

Une de ses idées directrices est que la Tchécoslovaquie est, bon gré mal gré, obligée par sa situation géographique à pratiquer une politique active et européenne. Placée au centre de l'Europe, continentale autant qu'on peut l'être, puisqu'elle n'a

pas un kilomètre de côte sur quelque mer que ce soit, limitrophe de six pays, qui sont la Pologne, l'Allemagne, l'Autriche, la Hongrie, la Roumanie et la Russie, elle subit le contre-coup direct ou indirect d'un grand nombre de questions européennes, qui, directement ou indirectement, mettent son intérêt en cause. De cette situation de fait, souvent symbolisée par une métaphore qui compare la Tchécoslovaquie à une « plaque tournante », résultent pour elle la nécessité de participer activement aux affaires du continent au centre duquel elle est comme enchâssée, l'intérêt de travailler à la consolidation de l'ordre européen dans lequel sa place lui a été rendue, le besoin d'un retour de l'Europe au principe de collaboration et à la notion de solidarité, enfin des moyens d'influence supérieurs à ceux qui correspondraient à sa superficie et au chiffre de sa population.

M. Édouard Bénès, aussi bien d'ailleurs que d'autres ministres tchécoslovaques, rappelle quelquefois ce mot de Bismarck : « Qui tient le quadrilatère de Bohême est maître de l'Europe. » Aujourd'hui qu'un État indépendant, secondaire par l'étendue du territoire et le nombre d'habitants, a été constitué sur ce quadrilatère et sur pas mal de contrées environnantes, ce mot doit être interprété comme signifiant que l'État tchécoslovaque, tout secondaire qu'il est, reçoit de sa position même un poids et une influence, qui en font un facteur non négligeable de la politique européenne.

Ce poids, cette influence, M. Édouard Bénès a le mérite de les avoir fait sentir, dans une juste mesure, d'abord dans l'intérêt de son propre pays, cela va sans dire, ensuite dans celui des amis de son pays, enfin dans l'intérêt général. Le « d'abord, » l' « ensuite » et l' « enfin » de cette énumération n'expriment pas une succession dans le temps : c'est simultanément qu'ont été pris en considération les trois intérêts que le ministre des Affaires étrangères de Tchécoslovaquie s'est efforcé de combiner.

La Tchécoslovaquie est fille de la France. Cette filiation politique ressort assez clairement de ce que nous avons rapporté du temps de la guerre et de la Conférence de la paix. L'armée tchécoslovaque est fille de l'armée française, qui, par l'intermédiaire d'une mission militaire, l'a aidée à s'organiser et à s'instruire. Le commandement en chef en a été exercé, jusqu'à la fin de 1926, par un général français. Des officiers supérieurs

français ont exercé, jusqu'à la même époque, des commandements militaires territoriaux. L'invasion magyare de 1919 en Slovaquie a été repoussée par la force avec le concours de l'encadrement français. Un général français est encore conseiller technique de l'état-major tchécoslovaque. Toute atteinte à la situation de la France en Europe atteindrait *ipso facto* la Tchécoslovaquie et la menacerait gravement dans sa sécurité. Tout danger couru par la Tchécoslovaquie en serait un pour la France.

La politique de M. Édouard Bénès a consacré cette étroite liaison des intérêts respectifs par un pacte d'arbitrage et par un pacte d'amitié franco-tchécoslovaque, qui établissent entre les deux pays des rapports d'alliance dans le cadre de la Société des nations. Il a tracé l'axe de sa politique dans l'axe de la politique française et l'y a maintenu, en lui en faisant suivre les mouvements. La collaboration avec la France, en toute confiance, en contact permanent, a été une de ses règles de conduite, une des bases de son action internationale. Ses actes et ses paroles ont toujours tendu, jusqu'à présent, à faire de cette collaboration, au delà même du temps où il lui appartiendra de la pratiquer personnellement, une tradition politique du gouvernement tchécoslovaque. Dans l'état encore instable et précaire, d'où l'Europe ne paraît pas précisément à la veille de sortir, l'entente franco-tchécoslovaque lui apparaît, non seulement comme une garantie nécessaire à son pays, mais comme une des conditions essentielles de sa coopération à l'œuvre de stabilisation et de pacification européennes.

C'est donc en coordonnant son action avec celle du gouvernement français, pour le respect des traités, l'amélioration de la sécurité, l'organisation de la paix, qu'il apporte son concours à la tâche dont dépend la tranquillité de la Tchécoslovaquie. De Spa à Locarno, en passant par Gênes, pas une conférence importante où il ne se soit dépensé, de concert avec les représentants français, pour résoudre ou acheminer vers leur solution les questions qui maintiennent sur le qui-vive les anciens belligérants : pas une où n'aient été mis à contribution ses avis, l'extraordinaire fertilité de son esprit, son entregent. De même et combien de fois à Genève, où nous verrons bientôt son rôle. A Gênes, ses initiatives, utiles à la cause que défendent nos délégués, ne lui font pas un ami de M. Lloyd George. La grande tentative avortée dont le souvenir survit dans la lettre morte

du protocole de Genève l'a pour auxiliaire, aux côtés de nos représentants. A Locarno, il est contractant, pour le compte de son pays, à l'un des actes accessoires du traité principal.

Locarno, qui n'a pas apporté de garantie supplémentaire à la sécurité de la Tchécoslovaquie, eut pour effet de faciliter ses relations avec l'Allemagne. Des rapports de bon voisinage avec cette puissante voisine ont, dès la conclusion de la paix, fait partie du programme de politique extérieure de M. Édouard Bénès. Lorsqu'on lui parle de ce sujet-là, il se targue d'être avec Berlin exactement dans les termes où il s'était, du premier moment, proposé de se mettre peu à peu, pourvu que l'attitude de l'Allemagne le lui permît, c'est-à-dire pourvu qu'elle n'entreprît rien contre la paix et les traités.

L'établissement de relations bonnes avec tous les voisins de la Tchécoslovaquie, meilleures avec quelques-uns, est un des articles de son programme qui a demandé le plus de soins à M. Édouard Bénès. Il a trouvé les rapports de son pays avec la Pologne envenimés par des rivalités territoriales, qui avaient été jusqu'au conflit. Par un pacte d'arbitrage et une série de conventions, réglant toutes les questions nées du voisinage des deux États et de la répartition entre eux des territoires et des populations, il a obtenu d'abord une détente, ensuite une amélioration, qui leur permet de n'avoir rien à redouter l'un de l'autre, qui a déjà rendu possible leur collaboration diplomatique dans plus d'un cas, et dont on doit espérer qu'elle leur conservera cette possibilité, aussi précieuse à l'un qu'à l'autre.

Envers la Russie, nation congénère des Slaves que sont les Tchèques et les Slovaques, il s'est soigneusement abstenu d'ingérence dans les affaires intérieures, refusant constamment de céder, soit aux entraînements des adversaires que la révolution russe rencontrait parmi ses compatriotes, soit à l'engouement qu'elle faisait naître dans les partis extrêmes, ne cachant pas qu'il ne voyait pas, quant à lui, d'objection à entrer en relations diplomatiques régulières avec les Soviets, ne le faisant pas cependant, parce qu'il n'a pas vu non plus d'intérêt majeur si urgent à passer outre aux considérations de politique interne qui s'y opposaient. L'animosité contre l'Autriche a pour lui cessé d'avoir toute raison d'être avec la dissolution de la monarchie des Habsbourg. L'État républicain qui perpétue, dans des conditions entièrement différentes, le nom de l'ancien

Empire, ne lui a semblé mériter qu'assistance et concours dans la vie indépendante à laquelle l'ont appelé les traités. Chacun a pu s'en apercevoir en mainte occasion, avant même que l'ait attesté l'accueil fait par lui à Mgr Seipel à Prague. Il n'a enfin pas tenu à M. Édouard Bénès que la Hongrie ne bénéficiât des mêmes dispositions de sa part : mais de ce côté, c'est la réciprocité qui a par trop fait défaut.

L'AUTEUR DE LA PETITE ENTENTE

Une des bases de sa politique extérieure est la Petite Entente, dont la constitution est, dans une large mesure, son œuvre. Avec un grand Roumain, Take Jonesco, et un grand Serbe, Pachitch, il est l'auteur, — nous n'osons dire le père, à cause de la pluralité, toujours fâcheuse en matière de paternité, — de ce groupement qui réunit par des traités deux à deux la Tchécoslovaquie, la Yougoslavie et la Roumanie, pour la défense en commun de l'intégrité de leurs territoires et la sauvegarde des clauses de la paix, auxquelles est intéressée leur sécurité respective. C'est lui qui a négocié et signé à Belgrade et à Bucarest les conventions qui lient son pays aux deux autres, pour s'assurer mutuellement le secours que l'insuffisance des garanties prévues par les traités de paix leur a paru rendre nécessaire. Or, la Petite Entente n'est aussi que la réalisation, prompte du reste, d'une conception qui datait chez M. Édouard Bénès du temps même de la grande guerre, dont il avait dès ce moment fait part à Take Jonesco et au révolutionnaire croate, Trumbitch, dont on pourrait retrouver l'ébauche dans une note de lui contemporaine du Congrès de Rome en 1918, et qui s'était précisée ensuite dans ses entretiens avec Pachitch et J. Bratiano pendant la Conférence de la paix. Elle est donc une preuve de cette continuité dans les desseins, qui lui a heureusement été facilitée par une continuité peu commune dans l'exercice du pouvoir.

A se servir de l'instrument forgé par ses mains, à l'entretenir en bon état de fonctionnement, M. Édouard Bénès apporte l'assiduité qui est un des traits fondamentaux de sa nature. Qu'un cas grave se présente, où soit en jeu l'avenir des traités de paix, il est des premiers à faire jouer ses accords avec ses partenaires de Belgrade et de Bucarest : on a pu le constater

lors des tentatives de restauration des Habsbourg à Budapest, qui ont déclenché d'immédiates mesures militaires en Tchécoslovaquie, Yougoslavie et Roumanie. En dehors d'incidents d'un caractère aussi alarmant, le recours aux extrémités n'est pas dans les habitudes du prudent ministre des Affaires étrangères de la République tchécoslovaque. Une procédure plus circonspecte est alors celle où il voit le devoir et l'intérêt du ménage à trois de la Petite Entente : c'est plutôt à la Société des nations qu'aux extrémités, — l'une excluant les autres, on le sait, — que lui-même et ses collègues tombent d'accord pour recourir. On en a eu l'exemple dans le courant de cette année. Pas plus que les ministres roumains et yougoslaves, M. Édouard Bénès n'entend en effet donner à la Petite Entente des airs de matamore et de tranche-montagne. Il y a six mois, en recevant ses partenaires à Prague, il revendiquait pour elle le mérite de la modestie qu'elle affiche dans son nom. Mais ce n'est pas à dire que, modeste et modérée, elle doive, selon lui, être somnolente ou négligente. Au contraire, il la veut vivante, éveillée et attentive. Chaque année le réunit à ses collègues roumain et yougoslave une conférence où sont passés en revue tous les aspects de la situation internationale qui peut les intéresser et arrêtées les lignes directrices de leur action commune. Encore l'occasion d'un second échange de vues leur est-elle annuellement offerte par les réunions de Genève.

Car Genève est aussi un des pôles sur lesquels est orientée la politique de M. Édouard Bénès. D'accord en cela avec l'opinion publique de son pays, — on pourrait ajouter avec celle de beaucoup de pays du même rang, — il considère la Société des nations comme une pièce essentielle de l'ouvrage accompli par la Conférence de la paix et comme la réalisation d'un progrès, auquel il tient et dont il attend beaucoup. Il est de ceux qui voudraient qu'elle remplît ses devoirs. Dans l'intérêt qu'il y porte est une des causes du rôle actif qu'il y a joué. Dans le grand rôle qu'il y a joué est la raison de l'autorité qu'il y a acquise et dont il recueillit le témoignage le jour où, la Tchécoslovaquie devant sortir du Conseil de la Société, il y fut maintenu un an de plus à titre personnel. Ce témoignage exceptionnel de considération et de confiance n'est pas encore le seul qui lui ait été donné, puisque, à l'achèvement de son année supplémentaire de participation au Conseil, il a été

appelé à présider le Comité de sécurité, chargé d'une des tâches les plus importantes et les plus délicates dont puisse être investi un organisme de la Société des nations.

Cette tâche consiste en effet à rechercher et à indiquer, dans l'esprit du pacte de la Société des nations, mais en en comblant les lacunes, les moyens d'augmenter la sécurité des États qui jugent la leur insuffisante. Au mois de janvier dernier, M. Édouard Bénès réunissait à Prague les trois rapporteurs désignés pour étudier la matière, — parmi lesquels un diplomate d'esprit délié et d'expérience consommée, M. Politis, — et établissait avec eux les propositions sur lesquelles le Comité a ensuite délibéré sous sa présidence à Genève, en février. Les principales voies dans lesquelles les membres du Comité furent amenés par leur président et leurs rapporteurs à chercher des garanties supplémentaires de sécurité sont une procédure rendant plus expéditive et plus efficace l'intervention du Conseil de la Société des nations, en cas de recours à lui de la part d'un État menacé ou attaqué, l'extension de ses pouvoirs au droit d'exiger des États entrés en conflit qu'ils suspendent les hostilités et concluent un armistice en attendant sa décision, la conclusion de conventions d'arbitrage et d'accords régionaux, sur le modèle de ceux de Locarno, entre États d'une même région européenne.

Il reste maintenant au Conseil à se prononcer sur les solutions suggérées par le Comité de sécurité. Sans doute ces solutions ne consisteront-elles, en mettant tout au mieux, qu'en garanties juridiques, dont l'efficacité demeurera subordonnée, en fin de compte, à celle de l'action du Conseil de Genève : garanties relativement fragiles par conséquent, pour rendre possible un désarmement, dont elles devraient être la préface, si elles se traduisaient en actes. Sans doute aussi la plus pratique et la moins précaire de ces garanties, — la conclusion d'accords régionaux, l'application à d'autres frontières de la méthode inaugurée à Locarno pour la frontière occidentale de l'Allemagne, — paraît-elle encore d'une réalisation difficile, dans l'état actuel des esprits en divers pays. Il est donc loisible de demeurer sceptique; mais il ne l'est pas d'être ironique. L'effort des hommes qui, faisant crédit aux garanties juridiques, s'évertuent à les multiplier, à les étendre, à les préciser, mérite en tout cas qu'on en reconnaisse la noblesse et qu'on leur en

sache gré. Le réseau, encore bien ténu il est vrai, d'obstacles moraux qu'ils s'ingénient à tendre devant le recours aux armes représente tout de même un progrès de la notion de droit dans la vie internationale. On n'en peut sourire que si l'on admet que l'idée soit fatalement sans force contre la force.

Rien n'est plus contraire à l'esprit qui a inspiré l'œuvre entière de M. Édouard Bénès, qui a animé toute sa carrière. Ce qui en fait l'intérêt, l'originalité et l'unité, c'est précisément la place que l'idée y tient, la confiance dans le triomphe de ce qui est juste, dans l'avenir de ce qui est généreux, dans la puissance des facteurs moraux. D'un bout à l'autre d'une carrière qui n'est pas à sa fin, cet homme de pensée, d'étude et d'action a mis au service d'aspirations humaines, le plus souvent contrecarrées par des forces matérielles supérieures, tout ce qu'il a d'activité, d'énergie, de ressources et de conseil : et il en a beaucoup. Tout dernièrement, il apposait sa signature au bas d'un *modus vivendi* avec le Saint-Siège, par lequel est assuré à son pays le bienfait de la paix religieuse, dans la sauvegarde intégrale des droits de l'État. Cet accord conclu avec une puissance essentiellement spirituelle, sans aucun reniement du spiritualisme traditionnel que le peuple tchèque apporte à la vénération du martyr national Jean Huss, est encore caractéristique du cas qu'Édouard Bénès fait des forces morales, du prix qu'il attache à les mettre dans le jeu de son pays, à concilier pour le bien de la Tchécoslovaquie celles qui s'y sont combattues.

Il y a peu de temps, on pouvait entendre un diplomate français de ses amis citer devant lui cette parole d'un philosophe ou d'un poète : « Il faut toujours accrocher son char à une étoile. » D'aucun homme d'État, elle n'a été plus juste que de lui, si on la complète en ajoutant que, sur le siège du char ainsi accroché, il faut tout de même un cocher qui ait bons yeux, bonnes mains, bonne tête et métier.

VERAX.

LETTRES
DE MADAGASCAR

1896-1905

II [1]

Sur le point de se mettre en route pour une nouvelle tournée d'inspection, Gallieni écrit à J. Charles-Roux une lettre où s'exprime son affectueux intérêt pour le colonel Lyautey, leur ami commun, que la perspective de rentrer en France, — dans une France encore divisée par les suites de l'affaire Dreyfus et par la politique anticléricale du cabinet Combes, — rend perplexe sur l'avenir de sa carrière.

Tananarive, 8 juin 1902.

Mon cher monsieur Charles-Roux,

J'ai bien reçu votre longue et intéressante lettre du 23 avril dernier. Je vous réponds avant de prendre la route de Majunga, qui sera, cette année, le point d'origine de ma tournée sur nos côtes. Le ministre m'ayant demandé de continuer ma mission ici, je vais m'efforcer de donner une nouvelle impulsion à nos travaux de Diego et du chemin de fer.

J'ai eu le plaisir d'avoir ici votre fils pendant une douzaine de jours, au moment du concours agricole, où l'exposition chevaline a tenu une grande place. La ferme de l'Iboaka a eu trois chevaux primés. Charles-Roux (2) est reparti en bonne

(1) Voyez la *Revue* du 15 avril.

(2) Alors lieutenant de cavalerie hors cadre à Madagascar; ensuite capitaine en Algérie; chef d'escadrons au Maroc avec le maréchal Lyautey; passé dans

santé. Tout en lui laissant la direction de sa ferme, je lui donne le commandement du district d'Alakamisy, comprenant une population importante. Il s'habituera ainsi aux questions indigènes. J'espère qu'il décrochera le tableau pour l'année prochaine, à moins qu'il ne règne au ministère des idées spéciales d'ostracisme à l'égard des officiers détachés aux colonies.

Le colonel Lyautey rentre définitivement en France par le paquebot du 3 juillet. Cet excellent officier supérieur ayant terminé sa tâche délicate, il n'y avait plus de raison pour le maintenir dans la colonie.

Pour répondre au passage de votre lettre qui le concerne, je vous dirai que je l'ai gardé auprès de moi depuis un mois. Il a en effet des idées assez vagues sur ce qu'il veut faire maintenant. Pour ma part, je suis bien persuadé qu'il est de son intérêt et de l'intérêt de notre armée qu'il reprenne le plus tôt possible le commandement d'un régiment de cavalerie. Les notes exceptionnelles que je lui ai données lui permettront, j'espère, d'obtenir les étoiles l'année prochaine.

Il faut que Lyautey, en raison de ses qualités exceptionnelles, arrive le plus tôt possible à la tête d'un corps d'armée. Il me semble, à mon avis, qu'il accorde trop d'importance aux potins pouvant courir dans les milieux politiques de la capitale. Quant à moi, je n'oublierai jamais qu'au Tonkin comme ici, il a été pour moi le plus dévoué et le plus loyal des collaborateurs.

GALLIENI.

Une lettre de Gallieni à Alfred Grandidier, précise les conditions dans lesquelles a été décidé son maintien à la tête de la colonie et le montre réfractaire à ce virus politique, dont le corps social est alors si largement infesté en France. Jusqu'à la fin, toute son activité se concentrera sur sa tâche, dont chaque tournée nouvelle le récompense par le spectacle de nouveaux résultats.

l'infanterie pendant la guerre et colonel du 11e régiment de marche de tirailleurs algériens, mortellement blessé le 25 octobre 1918 devant La Fère et décédé le lendemain après avoir subi l'amputation des deux jambes. La plus belle des citations à l'ordre de l'armée, décernée par le maréchal Pétain à cet officier d'élite, débute ainsi : « Soldat superbe, chef aimé... »

Majunga, 20 juin 1902.

Mon cher monsieur Grandidier,

Je vous remercie de votre bonne lettre du 8 mai dernier. Comme je crois vous l'avoir écrit, j'avais jugé indispensable, à la veille d'une nouvelle législature, de me remettre à la disposition du département qui pouvait estimer que le moment était venu de me donner un successeur civil. Le ministre m'a demandé de rester encore à mon poste; j'ai accepté, en raison des difficultés qu'il y a encore à résoudre ici, notamment au point de vue du chemin de fer. De plus, dès la nomination du nouveau ministre des Colonies, je lui ai demandé s'il tenait à me continuer la confiance de son prédécesseur. Sur sa réponse affirmative, je me suis décidé à poursuivre ici ma mission pendant quelque temps encore. J'espère que je trouverai auprès du nouveau cabinet la confiance et la sécurité qui me sont indispensables et que M. Waldeck-Rousseau avait bien voulu me donner. Dans le cas contraire, je rentrerai. Les amusements de notre politique intérieure peuvent exister en France où on a du temps à perdre; mais, ici, nous ne pouvons faire œuvre utile que si nous nous consacrons sérieusement à notre affaire.

Je viens de faire la route de Tananarive à Majunga en trois jours, en déduisant les arrêts. Ceci vous prouve que nous avons fait des progrès, depuis le jour où le général Duchêne montait à Tananarive. J'ai trouvé de gros changements à Majunga, où une véritable ville commence à se dessiner. Cette région exporte des quantités assez notables de bœufs vers le Transvaal. Malheureusement, nous venons d'être empoisonnés par la peste qui sévit avec assez d'intensité et que j'essaie de combattre le plus énergiquement possible.

J'ai lu avec le plus grand intérêt *Madagascar au début du XXe siècle* et j'ai fait souscrire à une quantité assez notable d'exemplaires pour nos administrateurs. J'attends avec impatience le premier volume des *Anciens auteurs* de Madagascar. Notre Académie malgache s'est mise sérieusement au travail. Elle s'est installée au Palais d'argent et j'espère que ce confortable local lui permettra de se consacrer avec fruit à ses études. J'ai lu avec plaisir la communication de votre fils

à la Société de géographie. J'ai appris avec le plus grand plaisir qu'il ne se ressentait nullement des fatigues de son long voyage.

GALLIENI.

Cette lettre est datée de Majunga, sur le canal de Mozambique; trois mois plus tard, Gallieni est à Tamatave, sur la côte opposée de l'île. De là, il écrit à J. Charles-Roux une lettre où il déplore que, non content de le contrarier dans l'emploi indistinct des civils et des militaires, le Gouvernement entende encore le priver des services d'officiers appartenant à l'armée métropolitaine :

Tamatave, 25 septembre 1902.

Mon cher monsieur Charles-Roux,

J'ai bien reçu votre dernière lettre et je suis heureux de voir que vous avez été satisfait des nouvelles que vous a apportées Lyautey. Notre colonie va toujours bien et cela irait encore mieux si, en France, on n'avait pas quelques marottes dont il nous faut tenir compte, comme la répugnance que l'on a de voir utiliser des officiers pour des fonctions civiles, ou encore cette idée de n'avoir recours qu'aux officiers des troupes coloniales pour les missions coloniales. Les colonies se font avec des hommes et, ces hommes, on les prend où on les trouve. Ils ne sont pas si communs qu'on se l'imagine. En ce qui concerne Lyautey, il nous a fait une excellente besogne ici et, depuis son départ, personne n'a plus bougé dans le Sud.

GALLIENI.

Avant de rentrer à Tananarive, Gallieni a eu la satisfaction d'inaugurer le premier tronçon du chemin de fer destiné à mettre la capitale de Madagascar et le Plateau central, c'est-à-dire l'Imerina, en communication avec Tamatave, dont il a résolu de faire le principal port de l'île et où un wharf, en cours de construction, doit faciliter les opérations de chargement et de déchargement des navires. La lettre suivante à Alfred Grandidier atteste la volonté de Gallieni de mener à bien, avant de céder la place à un successeur, cette difficile entreprise du chemin de fer qui est, avec la création du camp retranché de Diego-Suarez, le travail auquel il attache le plus d'intérêt et dont il déplore de voir le succès trop souvent mis en doute.

Tananarive, le 22 novembre 1902.

Mon cher monsieur Grandidier,

Je tiens, au moment où la nouvelle année va s'ouvrir, à venir encore une fois vous présenter mes meilleurs vœux pour vous et pour tous les vôtres, et vous témoigner à nouveau ma reconnaissance pour l'intérêt que vous n'avez cessé de porter à notre colonie et le bienveillant et énergique concours que vous m'avez toujours donné. Mieux que personne, vous savez que ma tâche n'est pas toujours aisée. Bien des fois, en présence surtout de l'opposition sourde qui m'était faite, j'ai eu envie de demander à résigner mes fonctions et à reprendre un commandement militaire, ce qui comblerait tous mes vœux. Mais, j'ai pensé que je ne devais pas céder, et disparaître, alors que ma tâche n'était pas encore terminée, et cela, malgré les critiques violentes qui ne me sont pas ménagées. C'est cette raison qui me fait encore rester quelque temps à mon poste. Je voudrais pouvoir terminer les deux entreprises que j'ai commencées et qui probablement souffriraient de mon départ et de celui de mes collaborateurs les plus immédiats, comme Roques (1). Il s'agit du chemin de fer et de Diego.

Pour le chemin de fer, si vous avez pu parcourir notre *Journal officiel*, vous avez pu vous rendre compte de l'énorme effort accompli. J'ai la conviction absolue que nous viendrons à bout de notre tâche, dans les limites de temps et avec les prévisions indiquées. Malheureusement, nous trouvons devant nous un tel scepticisme que, vraiment, il y a de quoi décourager les hommes les plus énergiques et les plus tenaces.

Il en est de même pour Diego (2). Encore un léger sacrifice, et, en 1903, nous aurons terminé notre camp retranché et nous serons parés à recevoir la visite de nos ennemis. Mais, là encore, je sens des résistances et fort peu de désir de nous venir en aide. Aussi, vous comprenez quel bonheur j'éprouverai quand je pourrai enfin quitter Madagascar pour tout de bon.

GALLIENI.

(1) Le colonel Roques, depuis commandant d'armée et successeur de Gallieni au ministère de la Guerre.

(2) Les travaux de Diego étaient confiés au colonel Joffre, depuis généralissime et maréchal de France.

L'initiative qu'avait prise J. Charles-Roux d'utiliser dans la *Revue de Madagascar* des photographies, montrant la pittoresque circulation routière dans la grande île, amène Gallieni à lui fournir des renseignements sur l'état des routes de la colonie. Dans cette lettre apparaît le souci, d'abord de ne pas laisser s'accréditer des illusions sur le réseau routier de Madagascar, ensuite de ne pas distraire l'attention du public de ce qui doit, selon lui, l'accaparer : le chemin de fer.

Tananarive, 15 mars 1903.

Mon cher monsieur Charles-Roux,

Je vous remercie de la pensée que vous avez eue de faire reproduire dans un supplément de la *Revue de Madagascar* un certain nombre de documents relatifs à nos routes. Mais je crois, et c'est pour cela que je vous ai câblé pour vous prier d'attendre, que nous devons agir, en cette occasion, avec beaucoup de prudence. Vous savez que la construction d'une route carrossable est une très grosse affaire, et comme travail et comme argent. Jusqu'à présent, nos moyens ne nous ont permis d'exécuter qu'une seule route véritablement carrossable ; c'est la route de Tananarive à Mahatsara, constamment parcourue par nos automobiles, nos voitures postales, nos voitures à bœufs, à bras, etc. Mais les autres sont toujours des routes de fortune, y compris la route de Majunga, qui est impraticable pendant la saison des pluies. Peu à peu, nous allons la reprendre, remplacer les ponts en bois par des ponts métalliques, empierrer les parties les plus défectueuses, exécuter les variantes nécessaires, etc. Mais tout cela exigera du temps et des dépenses, que j'évalue au bas mot à 4 ou 5 millions. Quant aux autres routes, celles construites dans nos territoires militaires, notamment, Ouest et Sud, ce ne sont que des chemins de fortune, impraticables à chaque saison des pluies et que nous ne pourrons établir dans de bonnes conditions que peu à peu et au fur et à mesure de nos ressources disponibles. La route de Fianarantsoa à Mananjary sera praticable en juin ou juillet aux voitures légères, mais déjà les dernières pluies lui ont causé des dommages importants.

J'ai donc peur que votre supplément, si vous y comprenez ces routes de fortune, donne à nos colons des idées inexactes sur notre réseau de routes malgaches. Déjà, plusieurs se sont

plaints à moi que, dans le Sud notamment, ils ne pouvaient utiliser les petites voitures, qu'ils avaient achetées sur la foi de renseignements plus ou moins officiels. Comme je vous l'écris par ce même courrier, nous devons être très prudents à ce point de vue. A tout moment, nous recevons des colons qui se réclament du Comité et qui se plaignent de ne pouvoir réussir dans des entreprises commencées, à ce qu'ils prétendent du moins, d'après les indications données par nos publications relatives à Madagascar. Nous devons être, à ce point de vue, plutôt pessimistes. C'est pour cela que le moment ne me paraît pas encore venu de parler d'autres routes que de la route carrossable de l'Est.

D'ailleurs, notre album, que vous avez bien voulu apprécier, n'avait qu'un seul but : intéresser à notre chemin de fer, par les résultats déjà obtenus sur une voie de communication analogue à la future ligne ferrée, les personnages pouvant aider notre colonie à terminer cette entreprise, dont vous n'ignorez pas les difficultés. La continuation de notre chemin de fer est une question de vie ou de mort pour nous. Nous devons donc intéresser l'opinion publique en France à son achèvement et, jusqu'à présent, nous y avons réussi. Si donc vous voulez encore mettre à notre disposition la puissante influence du Comité de Madagascar, qui, jusqu'à ce jour, ne nous a pas ménagé son concours, je vous demanderai de ne comprendre, dans le supplément projeté, que des vues relatives à la route de l'Est et surtout au chemin de fer, ou plutôt d'attendre que nous ayons pu vous envoyer d'autres photographies plus récentes, relatives à nos travaux. Je viens d'envoyer un photographe sur le chemin de fer et, sous peu, nous aurons une nouvelle collection qui permettra de se rendre compte des résultats déjà obtenus et qui, si vous la publiez, nous vaudra encore l'appui des hommes s'intéressant à notre colonie. En agissant autrement, je crains que nous ne troublions les idées de nos Français, toujours si ignorants des questions coloniales, et surtout qu'un certain nombre d'entre eux ne s'abusent sur la valeur de nos routes, ne s'outillent de moyens de transport encore prématurés et ne viennent ensuite se plaindre à nous de les avoir mal renseignés.

GALLIENI.

Une lettre de Gallieni à Alfred Grandidier, montre bien quelle place l'exécution du chemin de fer a prise dans ses préoccupations, quelle influence il en attend sur la situation économique de Madagascar, et quel effet les seuls travaux de la ligne ont déjà produit sur les habitudes de la population la plus industrieuse de l'île, les Hovas.

Tananarive, le 17 avril 1903.

Mon cher monsieur Grandidier,

Je vous remercie de votre bonne lettre du 9 mars. Votre silence me faisait craindre que vous ne fussiez indisposé par les froids de la saison. Je vois avec plaisir qu'il n'en est rien et que vous avez toujours pour notre colonie la même sollicitude et pour son gouverneur le même bienveillant intérêt. J'ai pu m'en rendre compte d'ailleurs par les paroles élogieuses, que vous avez bien voulu prononcer à l'Assemblée générale de la Société de Géographie de décembre dernier. Je puis vous affirmer que nous travaillons beaucoup et que mon monde continue à me donner le plus énergique concours. Mais vous connaissez mieux que personne les grosses difficultés auxquelles nous nous heurtons chaque jour. Il y a décidément trop de montagnes à Madagascar. On me dira qu'elles forment des vallées, que ces vallées sont arrosées et constituent de bonnes terres à cultures et à rizières. C'est vrai, mais elles présentent aussi de rudes obstacles pour la construction de nos routes; et des routes, de bonnes routes, il nous en faut beaucoup. Autrement, nous ne saurons que faire de nos richesses.

Aujourd'hui, les populations du Plateau central, pacifiées, tranquilles, ayant obéi à nos conseils d'étendre leurs cultures, ne savent plus que faire de leur riz qui se vend 5 francs les 100 kilos à Antsirabé, Betafo, Ambositra, Fianarantsoa, etc., alors que, sur les côtes, nous sommes forcés de le faire venir de l'Indo-Chine à 25 francs environ les 100 kilos. Vous pouvez vous convaincre ainsi combien le problème économique est difficile à résoudre dans la Grande Ile, privée de voies de pénétration fluviales communiquant avec l'intérieur. Les routes, les chemins de fer coûtent cher et nous ne pouvons pas nous en passer, parce que, seuls, ils peuvent permettre à nos produits de s'écouler et de créer ce mouvement économique qui assurera définitivement l'avenir de notre colonie. Quelle diffé-

rence avec l'Indo-Chine, où les régions riches, les populations denses se trouvent justement près des côtes et des ports d'embarquement !

Il est vrai que les Hovas constituent réellement une race industrieuse, laborieuse et âpre au gain, par suite éminemment utilisable au point de vue économique. Il est curieux de les voir s'emparer peu à peu de branches de commerce et d'industrie, auxquelles ils étaient complètement étrangers, il y a peu d'années, et qui semblaient devoir être réservées exclusivement aux Européens. Quand ces Hovas seront dix fois plus nombreux, — et ils augmentent rapidement, grâce à notre service d'Assistance publique, — ils se répandront vers les régions côtières, le long de nos grandes voies de communication et, avec leurs étonnantes aptitudes à s'assimiler nos méthodes et nos habitudes, ils parviendront sûrement à faire de Madagascar une colonie digne de ce nom, mais à la condition formelle qu'on ne les pousse pas dans une voie autre que celle que nous avons essayé de leur faire prendre depuis six ans. Vous seriez-vous douté, il y a trente ans, que ces Hovas nous fourniraient tous les ouvriers d'art nécessaires pour nos travaux du chemin de fer? Et il en est ainsi cependant. Toutes nos écoles sont exclusivement dirigées dans le sens professionnel, agricole et commercial. Nos missions religieuses ont quelque peine à nous suivre dans cette voie, mais elles ne seront aidées par nous que si elles consentent à se conformer à mes instructions à ce point de vue. Autrement, je considérerais leur enseignement plutôt comme nuisible et propre à faire des déclassés.

Ce que je vous ai dit ci-dessus au sujet de nos voies de communication vous explique pourquoi je pousse si activement nos travaux du chemin de fer et aussi, hélas ! pourquoi je suis forcé de rester encore ici. Je crains que mon départ ne trouble nos chantiers. Mais, dès que nos locomotives auront atteint le Mangoro et que nos chantiers seront en pleine activité dans l'Angavo et en Imerina, je demanderai au ministre de me remplacer définitivement à Madagascar. Ce moment pourra arriver fin 1904, si le Parlement et le département nous fournissent le concours que nous attendons d'eux.

La lecture du premier volume des *Ouvrages anciens* a été pour moi un véritable régal et nous fait aspirer aux autres

volumes avec une grande impatience. Cet ouvrage sera unique et aucune autre colonie n'en possédera de semblable. Nous pouvons nous rendre compte facilement du prodigieux travail que cette œuvre vous aura causé. Aussi la colonie vous est-elle profondément reconnaissante pour le nouveau et signalé service que vous lui aurez rendu en cette occasion.

GALLIENI.

Cependant des chicanes viennent d'être cherchées par le ministre à Gallieni sur ses procédés d'administration, et une mission d'inspection a été envoyée de Paris à Madagascar, pour soumettre à une sorte d'enquête sur place un homme auprès de qui la plus élémentaire justice eût conseillé de n'envoyer que des élèves, pour se mettre à son école. Gallieni rapporte à J. Charles-Roux le passage des inspecteurs et les modifications qu'ils ont exigées aux procédés employés par lui. Il explique à cette occaion comment il avait conçu l'organisation de ses services administratifs.

Tananarive, 4 juin 1903.

Mon cher monsieur Charles-Roux,

... Vous avez bien pensé en ce qui concerne la mission d'inspection. Ces messieurs nous quittent en même temps que cette lettre. Mais je me demande réellement si leur passage dans notre colonie n'aura pas été plus nuisible qu'utile. Le ton de leurs notes et de leurs critiques indique que leurs dispositions sont plutôt malveillantes. Les moindres irrégularités de comptabilité sont signalées avec des commentaires déplaisants et, surtout, avec une tendance constante à faire croire qu'ils sont généralisés. Or, les investigations les plus minutieuses n'ont abouti qu'à la découverte de quelques irrégularités dues le plus souvent à la négligence et que j'ai aussitôt relevées et punies Et ces inspecteurs ne semblent pas vouloir tenir compte du fait que notre colonie date à peine de trois ans, puisque les trois premières années ont été remplies par la guerre, l'insurrection, la conquête de toute l'île. Et cependant, pendant ces trois ans, dans un pays immense, inconnu, privé de voies de communication, nous avons pu organiser une administration régulière, usant de moyens réguliers de comptabilité, et cela avec un personnel insuffisant, inexpérimenté, mal installé

et soumis par suite aux influences d'un climat malsain.

Mais surtout, ce qu'il y a de plus grave, c'est que ces inspecteurs, habitués à vérifier des caisses, à appliquer strictement des règlements faits pour de vieilles colonies, ne semblent pas comprendre nos procédés d'administration. Pour eux, la comptabilité, c'est l'essentiel, c'est tout. Peu leur importe que les modifications qu'ils proposent soient inapplicables ou nuisent à l'organisation ou à la marche de nos services. En tout et pour tout, je me suis efforcé de me laisser guider par l'intérêt de nos soldats, de nos colons, de nos indigènes. Peu à peu, nous avons modifié nos règlements, essayé de leur donner plus de souplesse, créé nos « masses » de casernement, de ravitaillement, donné à notre service des travaux publics une organisation spéciale pour obtenir le maximum d'efforts et de résultats, etc..., tout cela est mauvais. Il faut étouffer ces initiatives, revenir à l'application stricte des règlements, bons peut-être pour la métropole ou les vieilles colonies, mais mauvais pour Madagascar. Par exemple, j'ai organisé le service des travaux publics de l'île en donnant la direction, dans chaque cercle ou province, au commandant ou à l'administrateur de la province. Il a auprès de lui un agent technique, dépendant de lui; c'est à l'administrateur que les crédits sont ouverts. Celui-ci, militaire ou civil, ayant à sa disposition les surveillants, sous-officiers, militaires, gardes de milice et, de plus, les travailleurs indigènes, peut ainsi obtenir les meilleurs résultats, parer immédiatement aux dégâts, inondations, cyclones (certaines provinces ne peuvent recevoir des instructions avant un mois et plus). L'inspection voudrait que, comme en France, ce soit le directeur des travaux publics qui soit chargé exclusivement de ce service, qui donne ses ordres exclusivement à ses agents techniques, à l'exclusion des commandants de cercle ou de province. Dès lors, c'est l'impuissance, c'est le conflit organisé. L'agent n'aura pas d'ouvriers, pas de moyens. C'est par le système que j'ai établi et qui est le seul pratique dans un pays neuf, que nous avons obtenu les résultats, routes, chemins, chemin de fer lui-même (le chef des travaux du chemin de fer est en même temps l'administrateur de la province où ont lieu les travaux), que vous avez bien voulu apprécier.

Je vous dirai la même chose en ce qui concerne les masses de ravitaillement et de casernement, la justice indigène, etc.

Du reste, Lyautey pourra vous édifier à ce sujet. Enfin, je crois que le choix du chef de la mission a été mauvais. Celui-ci, d'esprit inquiet et certainement malveillant, prompt à accueillir tous les ragots qui lui étaient transmis (et Dieu sait s'il y en a en pays malgache !), a été de plus presque constamment malade, ce qui ne lui a pas permis de quitter son logement pour aller se rendre compte par lui-même de la vraie situation et ce qui lui a enlevé cette sérénité d'appréciation, indispensable à un homme chargé d'une mission semblable à la sienne. J'ai essayé de mettre beaucoup d'huile dans les relations. Mais tout le monde le voit partir avec plaisir. Quant à eux, je crois qu'ils espéraient trouver un peu plus matière à critiquer.

GALLIENI.

Les difficultés auxquelles le gouverneur général se heurte dans l'accomplissement de sa tâche, devenue de plus en plus ardue, amènent Gallieni à exposer de nouveau à M. Chailley la situation politique de la grande île ; cette lettre fort longue met le directeur de l'Union coloniale à même de répondre et, le cas échéant, de réfuter les critiques qui pourraient être adressées à celui qui a la gestion et la responsabilité de notre plus jeune colonie.

Tananarive, le 26 décembre 1903.

Mon cher monsieur Chailley,

Votre lettre du 22 novembre dernier m'apporte un nouveau témoignage du bienveillant et affectueux intérêt que vous me portez toujours. Vous croyez devoir attacher une certaine importance aux critiques de plus en plus persistantes qui seraient formulées contre mon administration à Madagascar et vous pensez qu'il est utile d'y répondre, m'offrant très aimablement votre concours pour cela. Je sais d'ailleurs que l'*Union coloniale* et la *Quinzaine coloniale* ne m'ont pas marchandé leur concours pour l'œuvre qui m'a été confiée et dont elles ont bien voulu plusieurs fois reconnaître les difficultés.

Je vous dirai tout d'abord qu'une chose m'étonne toujours, c'est de me voir encore à Madagascar depuis plus de sept ans. A mon retour en France, en juin 1899, j'avais la ferme intention de ne plus revenir ici. Je considérais ma mission politico-

militaire comme terminée. Il appartenait à un gouverneur civil, plus versé dans les questions économiques, financières, commerciales, de continuer l'œuvre commencée dans notre colonie. Mais vous devez vous rappeler que nos ministres et de nombreux sénateurs et députés, s'occupant plus spécialement des colonies, insistèrent pour me voir revenir à mon poste et comme, à ce moment, le Gouvernement venait de m'accorder une récompense inattendue, mon grade de divisionnaire, je n'osai refuser. De plus, c'est à mon intervention qu'a été dû surtout le vote de l'emprunt de 60 millions pour le chemin de fer et travaux divers, et on n'aurait pas compris que je n'aille pas moi-même diriger l'exécution de nos premiers travaux.

Quoi qu'il en soit, et bien que mon maintien ici pendant une période aussi longue prouve que nous avons fait de grands progrès en France au point de vue colonial, je crois que j'aurais mieux fait de suivre mon premier mouvement. C'est bien difficile de conserver si longtemps le même poste sans mécontenter un grand nombre de personnes : fonctionnaires inaptes ou paresseux, qu'il a fallu révoquer ou auxquels il a été impossible de donner l'avancement exagéré qu'ils réclamaient; hommes d'affaires avides et besogneux, toujours prêts à la critique, au chantage même, si on ne veut leur livrer en pâture les ressources de la colonie ou les aider à tromper les naïfs; colons inexpérimentés ou ignorants qui ont dissipé ici leurs capitaux et font retomber leurs erreurs sur l'administration; politiciens, recrutés surtout parmi les créoles Bourbonnais, qui voudraient introduire à Madagascar mœurs, élections, quémandage, accaparement de tous les emplois, qui font la ruine de notre voisine et qui, ici, auraient pour effet de mettre à l'écart les colons sérieux et d'opprimer les indigènes qui peuvent, à peu près seuls, assurer la prospérité future de notre colonie; enfin, missionnaires catholiques ou protestants, toujours jaloux des avantages faits aux voisins et qui voudraient vivre exclusivement de subventions, employées cependant pour un autre but que celui intéressant l'intérêt de la colonie, ou qui désireraient pouvoir, sans être dérangés, arracher aux indigènes des dons pour construction d'églises et de temples, délivrances de riz, etc. L'administrateur de la province de Tananarive évalue à 4 francs en moyenne

l'impôt supplémentaire, ainsi prélevé annuellement dans sa province par les missionnaires, et ce sont ceux-ci souvent qui crient le plus haut contre nos impôts.

Vous devez comprendre que ces mécontents forment une troupe de plus en plus nombreuse, de plus en plus désireuse de voir disparaître l'homme qui les connaît à peu près tous et qui sait à quoi s'en tenir sur leur compte. Ah ! je n'ai pas de peine, à ce point de vue, à imaginer ce qui attend mon successeur. Il verra se présenter à lui ces mêmes hommes, venant lui exposer les mêmes affaires et lui développer les mêmes demandes. S'il accepte, il sera un grand homme, mais pas pour longtemps, car il sera vite débordé et, comme moi-même, il devra opposer un refus énergique à tous, s'il ne veut voir dilapider son budget et envahir les cadres de son administration par une bande d'incapables.

Diminuer le nombre des mécontents ! Mais cela n'est possible, je le répète, qu'en accordant contrats, concessions, entreprises, monopoles, à des gens qui s'empresseront de disparaître, dès qu'ils auront leur papier en poche, ou en créant chaque jour de nouvelles places pour des fonctions, déjà fort bien pourvues. Et encore, le mécontentement viendra toujours, puisque, pour un satisfait, vous faites dix opposants qui n'auront pu obtenir ce qu'ils demandaient. J'en reviens à ce que je vous disais plus haut : je n'aurais pas dû revenir ici, après mon retour en France.

D'autre part, quand je rentrerai, je veux rentrer définitivement. C'est pour cela que je prolonge mon séjour ici, de manière à avoir complètement terminé la tâche que je me suis tracée et à rompre entièrement avec la vie coloniale. Pendant le séjour que j'ai fait en France, les affaires n'ont pas été dirigées ici comme je l'aurais voulu et il m'a été impossible de réparer le mal fait, comme, par exemple, de me débarrasser des fonctionnaires inutiles, nommés par mon intérimaire. Malgré tout, je reconnais qu'il est bon, pour un gouverneur, d'aller de temps en temps en France pour se montrer, pour expliquer lui-même les raisons qui l'ont fait agir et pour répondre aux critiques, adressées contre son administration. Pour moi, il est trop tard maintenant, car lorsque je rentrerai, ce sera pour toujours. J'en aurai fini avec ma carrière coloniale.

Comme vous le dites fort bien, Madagascar n'est pas une colonie riche ou peuplée. Mais avouez que cela n'est pas de ma faute. C'était à nos ministres à nous tracer, à moi ainsi qu'à mes prédécesseurs, le général Duchesne et M. Laroche, le but à atteindre, la nature de l'effort à faire, militairement et financièrement, pour rester dans les intentions du gouvernement. J'aurais compris, à la rigueur, qu'une fois la colonne française entrée à Tananarive, après avoir donné aux Hovas la leçon qu'ils méritaient, réclamé les frais de la guerre et stipulé certains avantages pour nos nationaux, nous eussions complètement évacué Madagascar. C'était au moins une solution nette et on savait exactement où on allait.

Il n'en a pas été ainsi et, quand je suis parti pour Madagascar, mes prescriptions me disaient de ramener l'ordre dans la colonie, de la soumettre à notre autorité et, pour le reste... de me débrouiller. C'est ce que je me suis efforcé de faire de mon mieux, non sans avoir appelé l'attention du gouvernement, par mon rapport détaillé de mars 1899, sur les résultats déjà obtenus et sur la nécessité de passer à la deuxième partie de notre tâche, la plus difficile, celle concernant le développement économique de notre nouvelle possession. On m'a bombardé divisionnaire et on m'a dit : partez et continuez.

Ainsi laissé à mes propres forces, je me suis efforcé de suivre le programme, aussi méthodique que possible, qui paraissait convenir le mieux à la situation et dont vous avez d'ailleurs tracé les grandes lignes dans plusieurs de vos écrits, notamment dans votre préface du bel et luxueux ouvrage : *Nos colonies* (volume de Madagascar).

Il fallait tout d'abord défendre notre possession. Nous venions de passer par la crise de Fachoda et nous nous rappelions encore les angoisses par lesquelles nous étions passés, pendant cette période, nous qui étions au loin et exposés aux premiers coups, laissés sans défense devant notre adversaire. En trois ans, nous avons construit notre camp retranché de Diego Suarez qui, avec une garnison de 5 000 hommes et un chef énergique, peut détourner sur lui, pendant plusieurs mois, les efforts d'une escadre ennemie et d'un corps de débarquement d'une trentaine de mille hommes. Nous prenions en même temps nos mesures pour défendre le reste de l'île ou, du moins, les grandes voies d'accès vers la capitale, contre une

invasion étrangère, tandis que nous achevions la pacification des vastes territoires du sud et de l'ouest, restés encore impénétrés. Aujourd'hui, il n'est pas un point de l'île dont nous ne soyons les maîtres, et ces vastes espaces, qui s'ouvrent peu à peu à nos prospecteurs et à nos marchands de bœufs, nous ne les tenons qu'avec quelques centaines de miliciens malgaches. J'ai expliqué à plusieurs reprises, — et Lyautey aussi, — combien était faux le raisonnement consistant à soutenir que, dans les colonies neuves, Tonkin, Soudan, Madagascar, il fallait laisser de côté les régions désertes et qui paraissent improductives au premier abord. C'est le vrai moyen de laisser s'éterniser le régime de la piraterie ou du fahavalisme qui a si longtemps désolé nos nouvelles possessions.

En somme, nous sommes capables actuellement de maintenir la tranquillité à Madagascar avec un régiment européen et quelques milliers de miliciens. Pour le reste, pour la défense de l'île, ou d'un point stratégique comme Diego, c'est à la métropole à examiner si elle veut comprendre notre colonie dans ses plans d'opérations, en cas de guerre avec une grande puissance quelconque. Il n'est encore venu à personne l'idée de faire payer à l'Algérie ou à la Tunisie les frais d'entretien de leurs corps d'occupation, pas plus qu'au département de Meurthe-et-Moselle la construction des camps retranchés de Verdun, Toul, etc. Pourquoi est-on plus avare pour Madagascar, qui, en cas de guerre, se trouverait dans de bien plus mauvaises conditions que nos colonies de la Méditerranée?

En même temps, j'ai songé à nos colons. C'est pour eux que nous avons préparé cette vaste enquête sur les ressources existantes, que vous réclamez actuellement pour nos colonies et qui s'ouvre en Indo-Chine et dans l'Afrique occidentale. La dernière exposition d'Hanoï a bien montré que nous avions pris les devants à ce point de vue. Dès mon arrivée ici, j'ai mis en campagne missions géographiques, géodésiques, commerciales, scientifiques. J'ai fait publier le *Guide de l'Immigrant* et une quantité de manuels du même genre, mais de moindres dimensions, le recueil *Notes, Reconnaissances et Explorations*, le *Bulletin économique*, etc. J'ai donné à nos annuaires, à notre *Journal officiel* une forme spéciale, en y insérant les rapports de tous ceux qui avaient quelque chose à nous apprendre. J'ai créé un service de renseignements commerciaux qui a été des

plus utiles à ceux qui ont bien voulu nous consulter et écouter nos avis. Évidemment, dans tous ces documents, il y a eu des erreurs, des exagérations; on a parlé de réclame, de décor savamment brossé (Rapport Dubief). Mais c'est là le défaut habituel de toutes les publications : chacun exprime son opinion, expose ses idées. C'est au lecteur à choisir ce qui lui convient. Je vous prie de comparer notre *Journal officiel* depuis sept ans avec les feuilles similaires des autres colonies et dites-moi si un colon, qui veut venir s'installer ici, n'y trouvera pas tous les renseignements qu'il désire, pour peu qu'il veuille bien se donner la peine de les y chercher. De plus, pour ce qui concerne les mesures relatives aux concessions, aux mines, aux forêts, au commerce, etc., j'ai toujours pris la peine d'exposer longuement mes idées, appelant les critiques et les contradictions, modifiant nos actes administratifs, quand elles étaient justifiées. Récemment encore, des Anglais du Transvaal me félicitaient sur notre loi minière, qu'ils trouvaient bien plus libérale que la leur, ne se plaignant que des entraves que nous mettions à la constitution des sociétés étrangères. Je n'ai pu, à ce point de vue, qu'appeler l'attention du département sur ces prescriptions de nos lois.

Mais, toujours en ce qui concerne nos colons, il n'a pas été en mon pouvoir de donner à Madagascar ce qui lui manque, habitants, fertilité, richesse, etc., ni de détourner de notre colonie ceux qui n'avaient rien à y faire. Je n'ai pas hésité à prendre, contre ceux de ces colons qui nous arrivent sans ressources, des mesures analogues à celles adoptées dans les colonies étrangères voisines. Je viens de recevoir l'ordre de rapporter nos arrêtés à ce sujet.

Quant aux indigènes, vous me rendrez cette justice que je n'ai cessé, depuis mon arrivée à Madagascar, de faire une étude spéciale de leur situation, de leurs besoins et de prendre toutes les mesures de nature à faciliter leur évolution. Et, comme pour le reste, je me suis toujours efforcé d'expliquer longuement à mes collaborateurs, aux indigènes eux-mêmes, les raisons qui me faisaient agir. Les habitants de la Grande Ile sont trois millions à peine. De suite, je me suis préoccupé de créer un système d'assistance publique très développé, auquel nous consacrons plus d'un million chaque année et que commencent à nous emprunter d'autres colonies, la Tunisie,

le Sénégal, la Cochinchine elle-même. Pour ne pas tomber dans les erreurs commises dans les possessions plus anciennes que Madagascar, j'ai créé un système exclusivement professionnel, agricole et commercial. Les résultats de cette création se font déjà sentir, puisque, à l'heure actuelle, nous n'avons plus besoin d'étrangers pour les travaux de notre chemin de fer, pour lesquels nous trouvons, parmi nos Malgaches, tous les ouvriers d'art, maçons, charpentiers, forgerons, ajusteurs, riveurs, mécaniciens eux-mêmes, qui nous sont nécessaires.

L'un des reproches qui me sont le plus souvent adressés est relatif à l'impôt dont sont frappés les indigènes. Mais, cet impôt, 20 francs par tête sur les plateaux, 15 francs, 10 francs ou 5 francs sur les côtes, suivant les régions, a été établi pour répondre au programme que je m'étais tracé, relativement à la question indigène. Nous avons supprimé la corvée et toutes les autres sujétions, auxquelles nos Malgaches étaient soumis sous l'ancien gouvernement; mais, en prenant cette mesure, j'ai déclaré hautement, et au ministre, et aux sociétés de protection des indigènes et à tous ceux qui protestaient, se plaignaient ou me demandaient des explications, que, si nous ne soumettions pas dès lors nos sujets à un impôt, les obligeant à un travail effectif, ils retourneraient tous à leur paresse et à leur indolence habituelles. Nos administrateurs, nos colons ne trouveraient plus la main-d'œuvre qui leur est indispensable. Les indigènes eux-mêmes se contenteraient de se procurer les ressources juste nécessaires pour leur nourriture, un peu de riz par jour, un mauvais lamba pour se couvrir. Ils ne pourraient ainsi s'habituer à un travail suivi et rémunérateur, comme l'expérience l'a démontré depuis quatre ans. C'est tellement vrai que les consuls anglais de la Grande Ile viennent de proposer à leurs gouvernements du sud-africain, où, comme vous le savez, il y a actuellement une crise aiguë de la main-d'œuvre, de prendre des mesures semblables à celles que nous avons adoptées ici.

Je le répète : quel que soit l'état de notre budget, ce serait une faute énorme que de supprimer cet impôt indigène. Je suis un partisan déclaré de l'abolition de toutes corvées, de tous engagements, mais à la condition absolue que cet impôt soit conservé, et qu'en même temps les indigènes soient bien et suffisamment payés pour tout ce qu'ils font. Aujourd'hui,

sur notre chemin de fer, nous avons 16 000 travailleurs à peu près. Ils reçoivent 1 franc par jour (les terrassiers), plus le riz et la viande deux fois par semaine. Ils sont bien soignés, bien logés et, *pour garder ces 16 000 hommes*, nous avons, sur nos chantiers, sur une centaine de kilomètres d'étendue, 12 gendarmes seulement, lesquels ont surtout pour objet de surveiller les quelques ouvriers étrangers que nous avons, une cinquantaine d'Italiens. Et vous vous rappelez quelles difficultés présentait pour nous cette question de main-d'œuvre, il y a quatre ans, alors que nous faisions venir à grands frais les Chinois et les Indiens qui ne nous ont rendu aucun service. Et, ce raisonnement que j'applique au chemin de fer peut être tenu également pour nos colons, prospecteurs et mineurs, agriculteurs, etc., qui trouvent toujours la main-d'œuvre qui leur est nécessaire, à condition qu'ils la paient suffisamment, et cela parce que les indigènes ont besoin de trouver l'argent nécessaire pour le paiement de leur impôt et de celui de leurs familles.

J'allongerais démesurément cette lettre, déjà trop étendue, si je voulais vous entretenir encore des questions si intéressantes, relatives à nos indigènes, telles que l'organisation des protectorats sur nos côtes, des communes sur les plateaux, de la propriété indigène, de la création des syndicats ouvriers, etc. Tout ce que je puis vous dire, c'est que je m'en occupe très sérieusement, mais que, presque toujours, je suis arrêté par des difficultés, inhérentes à nos lois métropolitaines. C'est ainsi, par exemple, que, pour la question des protectorats sur nos côtes, dans les régions Sakalaves et du sud, je viens, après un travail politico-ethnographique minutieux, de reconstituer ces protectorats, dans lesquels le chef indigène, pris parmi les familles ralliées à nous, sera complètement mon délégué à tous points de vue, ayant simplement auprès de lui un officier ou administrateur qui n'administrera pas, mais contrôlera seulement. Donc, plus de tribunaux à la mode européenne, plus de rôles d'impôts, plus de comptables! Mais je suis arrêté ici par le procureur général et le directeur du contrôle financier qui me mettent sous les yeux leurs règlements et me disent que je n'ai pas le droit d'agir ainsi. Et ainsi pour beaucoup d'autres questions.

Quelques mots encore sur le mécontentement des indigènes.

On ne s'en douterait guère à voir la facilité avec laquelle ils paient l'impôt. Nous n'aurons pas la moindre déconvenue sur l'impôt indigène cette année. Depuis un an, à Tananarive, nos Malgaches ont construit plus de six cents maisons neuves, en pierres et briques, à la mode européenne. Dans les campagnes, le nombre est encore plus grand. Le riz se vend ici, actuellement, dans les meilleures conditions, 17 et 18 francs les 100 kilogrammes, ce qui permet à nos sujets de trouver l'argent nécessaire pour leur impôt. Nous aurons une moins-value sur notre budget, mais ce sera sur les taxes de consommation, par suite des énormes stocks, emmaganisés ici depuis deux ans par nos commerçants. J'ai vu que le même fait s'était produit en Indo-Chine, où d'ailleurs, comme nous apprennent les correspondants de journaux français et étrangers, la colonisation européenne a fait un fiasco complet, plus complet certainement qu'à Madagascar.

Quant à mon désintéressement des affaires de la colonie, vous me permettrez de protester. Je ne puis évidemment voir les innombrables papiers, que nous vaut un administrateur, surtout une comptabilité d'un touffu extraordinaire, que les derniers inspecteurs ont rendue plus touffue encore. Mais toutes les communications de quelque importance sont lues, ou par moi ou par mon chef de cabinet. Les instructions relatives à l'enseignement, à l'assistance publique, à l'administration indigène, à la situation économique, ont été préparées par moi-même. Chaque année, depuis près de huit ans, je passe six mois sur nos côtes, me déplaçant comme un tout jeune fonctionnaire, allant examiner sur place les travaux, ordonnés l'année précédente, visitant les divers ouvriers, les indigènes, etc. Pas un seul moment, en route, je ne lâche les rênes du gouvernement. Dans ces conditions, je ne puis évidemment qu'être rendu responsable de tout ce qui se fait ici, bien ou mal.

Enfin, encore un mot sur les fonds destinés au chemin de fer. Il m'est absolument impossible, de par mes règlements financiers, d'appliquer au chemin de fer des fonds du budget local ordinaire. Je le voudrais que je ne le pourrais pas. C'est l'argument qui a toujours été soutenu par les personnes opposées au chemin de fer ou habitant des régions qui n'auraient pas à en profiter.

Avant de terminer cette trop longue lettre, je tiens encore une fois, mon cher monsieur Chailley, à vous remercier de la nouvelle marque d'intérêt que vous venez encore de me donner. Je ne puis encore demander à quitter mon poste, parce que je tiens auparavant à sortir notre entreprise du chemin de fer des difficultés dans lesquelles elle se trouve encore, et à prouver que la construction s'effectuera à peu près dans les limites de dépenses prévues. Mais, croyez bien que je n'ai plus qu'un désir maintenant, c'est de rentrer le plus tôt possible en France. Ce sera le seul moyen, je crois bien, de désarmer les adversaires qui trouvent que je suis depuis trop longtemps ici, qui oublient l'œuvre accomplie à Madagascar depuis huit ans, en dépit des difficultés rencontrées et qui ne veulent pas comprendre que les grands inconvénients de notre colonie, absence de population, etc., ont été un nouvel obstacle, ajouté à la tâche accomplie ici.

GALLIENI.

Tananarive, le 19 février 1904.

Mon cher monsieur Grandidier,

Je vous remercie beaucoup de votre lettre du 8 janvier dernier. Nos vœux se sont croisés et vous savez combien ceux que je vous adresse sont ardents et sincères. Vous ne serez jamais oublié à Madagascar que vous avez tant contribué à faire connaître. De plus, il vous est possible, vous qui avez traversé ce pays il y a une trentaine d'années, de dire à tous quelles sont les énormes difficultés que nous y rencontrons, pour y créer le mouvement économique qui doit assurer plus tard sa prospérité.

Nos travaux du chemin de fer vont toujours bien; mais nous sommes actuellement en plein dans les difficultés de terrain, entre la mer et la vallée du Mangoro. Pensez que nous avons plus de 21 000 travailleurs sur les chantiers! Mais, dans quelques mois, nous aurons enfin atteint notre route carrossable à Analamazoatra, ce qui nous permettra d'exploiter un premier tronçon de 120 kilomètres, et nous nous trouverons alors dans une région beaucoup plus facile à tous points de vue.

Nous attendons avec impatience le deuxième volume des *Ouvrages anciens*.

GALLIENI.

Mais un fait que les ministres pardonnent malaisément à leurs subordonnés, un dépassement des prévisions établies pour le chemin de fer, vient alors susciter à Gallieni de nouvelles difficultés avec l'administration métropolitaine. Il en écrit à J. Charles-Roux, en donnant des indications sur les obstacles naturels qui ont grevé la construction de la voie ferrée et sur les ressources financières dont s'alimente le budget de la colonie.

Tananarive, le 25 février 1904.

Mon cher monsieur Charles-Roux,

Je vous remercie de votre lettre du 8 janvier dernier et des encouragements que vous voulez bien encore m'y donner. Je suis obligé de me convaincre de plus en plus chaque jour qu'il faut une rude dose d'énergie et de philosophie pour faire aboutir une entreprise quelconque. Nous, Français, nous ne brillons guère par la persévérance, et on se demande ce qu'il a fallu de ténacité et de courage à des hommes comme F. de Lesseps, par exemple, pour arriver à faire son canal de Suez.

Ici, nous sommes en plein dans la période active et difficile de nos travaux de chemin de fer. Nous sommes dans la région des montagnes, des ravins, des rochers, de la pluie, de la fièvre, etc. On peut donc bien accorder le crédit de quelques mois qui nous est nécessaire pour atteindre la route carrossable, ce qui nous permettra de livrer à l'exploitation un tronçon de 120 kilomètres, à peu près la moitié de notre chemin de fer de Tananarive à la mer, et de beaucoup la partie la plus difficile. D'un autre côté, nous savions que le dépassement des dépenses se produirait sur cette dernière partie, pour laquelle il a fallu acheter du matériel, faire des installations, etc., qui pourront être utilisées pour la deuxième partie. Le dépassement n'empêchera pas le département, je pense, de nous laisser continuer notre chemin de fer, l'essentiel étant, pour le moment, de le terminer le plus tôt possible. Au point de vue économique, comme au point de vue militaire, il est indispensable de relier rapidement l'Imerina à la côte.

En ce qui concerne notre situation financière, je pense que nous bouclerons notre budget de 1903 dans de bonnes conditions, sans un gros excédent, mais avec un équilibre suffisant. Nous avons eu un fléchissement sur les importations et, par

suite, sur les taxes de consommation ; mais en revanche les exportations, et c'est là l'essentiel, ont augmenté de plus de 3 millions. L'impôt indigène, qui est notre grosse ressource, est très bien rentré, sauf dans le Betsiléo (là se trouve justement votre fils). Les Betsiléos sont des paresseux incorrigibles ; ils détiennent le record de la paresse dans toute l'île. C'est pour cela que je ne veux pas entendre parler de diminution de taxe personnelle. Dans ce cas, ils ne feraient plus rien du tout. N'oubliez pas qu'à Madagascar le mouvement économique dépend en grande partie de l'impôt indigène. Supprimez cet impôt et les exportations s'arrêteront. Les exportations de peaux, caoutchouc, bœufs, etc., correspondent toujours au moment de la rentrée des impôts. Dès que les impôts sont payés, plus rien n'arrive de l'intérieur et n'est exporté. Bien entendu, tout cela se modifiera au fur et à mesure que les indigènes prendront l'habitude du travail régulier et d'un certain confortable.

Bref, je ne me décourage nullement devant les grosses difficultés que nous rencontrons et j'espère bien les surmonter, si le département veut bien me continuer son appui et si l'opinion publique, sur laquelle le Comité a une si heureuse influence, suit toujours favorablement nos efforts ici. En ce qui me concerne plus particulièrement, je n'ai pas besoin de vous dire que j'attends avec une véritable impatience le moment où je pourrai, ma mission étant complètement terminée ici, remettre à mon successeur la direction de nos affaires à Madagascar. J'ai besoin de repos et ce surmenage continuel finit par avoir prise sur ma robuste constitution.

Lyautey continue à faire de la bonne besogne dans le Sud-Oranais.

GALLIENI.

Au début de janvier 1905, Gallieni s'attend à pouvoir partir au mois de mai suivant. Un délai de quatre mois, qui sera en réalité de six, paraît court à qui a derrière soi plus de huit années d'un grand gouvernement colonial. Aussi Gallieni parle-t-il déjà de sa mission comme d'une chose terminée et jette-t-il sur elle le regard d'un homme qui a conscience d'avoir éveillé un immense territoire à une vie nouvelle.

Tananarive, le 27 janvier 1905.

Mon cher monsieur Grandidier,

...Mieux que personne, vous êtes au courant des difficultés de toute sorte que j'ai rencontrées depuis mon premier débarquement à Tamatave, en septembre 1896, et vous devez bien vous douter que les organismes officiels de la métropole ne m'ont pas toujours fourni le concours qu'ils me devaient. Malgré tout, je me suis efforcé d'accomplir ce que je croyais utile pour le développement et l'avenir de notre colonie. Celle-ci, vous le savez, constituait un instrument colonial des plus médiocres et certains me reprochent de lui avoir demandé un effort supérieur à celui qu'elle pouvait fournir. Mais, alors, si nous devions laisser les Malgaches dans leur paresse sordide, s'il fallait conserver les sentiers de chèvres qui rendaient tout développement économique impossible et que je remplace par des voies de communication plus perfectionnées, si notre intention était de maintenir Madagascar dans la situation où vous l'aviez trouvée vous-même il y a trente-cinq ans, mieux valait, d'après moi, après la leçon de 1895 donnée au gouvernement de Ranavalona, exiger une indemnité de guerre et s'en aller ensuite. Quant à moi, je n'aurais jamais accepté une mission consistant simplement à toucher des appointements et à ne rien faire.

GALLIENI.

En août, Gallieni s'embarque pour la France. La tâche qui lui a incombé a de beaucoup excédé ce que lui-même appelle « l'ordinaire de la tâche d'un gouverneur de Madagascar ». L'œuvre magnifique qu'il a accomplie, met le point final à une admirable carrière coloniale, dont les phases précédentes, au Soudan et au Tonkin, eussent déjà suffi à lui acquérir des titres imprescriptibles à la gratitude nationale. Désormais, il se consacrera en France à cette activité « exclusivement militaire » dont on l'a vu plus d'une fois appeler de ses vœux l'occasion. Venue l'heure où se jouera le sort de la France, dont il avait prévu et prédit que « l'avenir se déciderait probablement au cours de ce siècle », il sera au premier rang de ceux à qui elle devra son salut.

NOS GRANDES ÉCOLES

XV [1]

CHEZ LES SÉVRIENNES

L'École de Sèvres est l'École normale supérieure des jeunes filles. Sa création et son évolution sont intimement liées à la création et à l'évolution de l'Enseignement secondaire féminin. Aussi est-il nécessaire, pour comprendre ce qu'est l'École et ce qu'elle tend à devenir, de jeter un rapide coup d'œil sur son passé et sur celui de notre enseignement secondaire.

La création de l'Enseignement secondaire féminin a été l'aboutissement des idées en cours, vers le dernier tiers du XIXe siècle, sur l'éducation des jeunes filles de la bourgeoisie française.

Certains courants travaillaient déjà en faveur de l'identité des facultés intellectuelles des deux sexes et entraînaient un petit nombre d'étudiantes à rechercher, moins par nécessité que par curiosité d'esprit, goût du travail ou snobisme, des titres masculins. D'autres courants conduisaient Mgr Dupanloup, Jules Simon, Victor Duruy, Jules Ferry, Camille Sée, à désirer pour les jeunes filles une éducation qui contribuât à les rendre plus aptes à remplir les « devoirs d'épouse, de mère et de maîtresse de maison ».

(1) Voyez la *Revue*, 1er février 1926 — 1er février 1928.

Au lendemain de la défaite de 1870, ce fut le souci de relever le pays en relevant la famille, « source sacrée d'où toutes les vertus jaillissent (1) », qui l'emporta. Donner à la jeune fille une éducation répondant à ses aptitudes et à sa mission familiale, tel fut le but que l'on se proposa. « Je condamne les femmes qui veulent être des hommes, — dit Camille Sée, dans un discours à la Chambre des députés (*Lycées et Collèges de jeunes filles*), — et je les condamne d'un seul mot : c'est qu'en poussant un peu loin leur ambition, elles cesseraient d'être des femmes, sans arriver jamais à être des hommes. » Ernest Legouvé désire « l'égalité dans la différence », et Gréard écrit dans *Éducation et Instruction* : « Ce qui est incontestable, c'est que ni leur destination n'est la même, ni leur nature. Or, le but de l'éducation, c'est le perfectionnement dans l'ordre de la nature. Fortifions donc la raison qui est le bien commun, mais sans porter atteinte aux dons qui lui sont propres. »

On aboutit ainsi à la création d'un Enseignement secondaire féminin nettement distinct de celui des garçons par son esprit, ses programmes, ses horaires et ses sanctions. La sanction finale était le diplôme de fin d'études secondaires, obtenu après un examen subi à l'intérieur du lycée, devant un jury présidé par l'inspecteur d'Académie assisté de la directrice et composé de professeurs appartenant tous, — sauf un, — à l'établissement.

UN ENSEIGNEMENT ORIGINAL

Les âpres discussions qui précédèrent la promulgation de la loi du 22 décembre 1880 avaient mis en lumière les difficultés de l'œuvre entreprise et les conditions de son succès. Elles avaient montré que ce succès dépendrait, en grande partie, non seulement du savoir et de la valeur professionnelle, mais aussi de la haute moralité, du tact et du dévouement d'un personnel qu'il était indispensable de former avec le plus grand soin. « S'il importe de donner aux futurs professeurs une instruction étendue et solide, il importe autant, pour le moins, de former leur caractère et de les habituer à une vie sérieuse et recueillie. L'État doit savoir à qui il se fie. Les jeunes filles, au sortir de

(1) Jules Simon, *la Famille*, 1869.

l'École normale, auront charge d'âmes à leur tour. Elles enseigneront à leurs élèves, outre les sciences inscrites sur le programme, la science de la vie, qui est la plus difficile et la plus nécessaire de toutes »... « L'internat est la condition d'autant plus nécessaire de la création que nous proposons qu'il s'agit d'une École normale, et d'une École normale qui sera unique en France (1). »

D'autre part, dans l'esprit du législateur, cette École ne devait pas avoir le monopole de la préparation du personnel secondaire féminin : elle ne préparerait que des professeurs de lettres et de sciences, mais elle serait le « régulateur » (2) du nouvel enseignement.

Elle fut instituée par la loi du 21 juillet 1881.

Sans doute l'heure était-elle propice aux promptes réalisations, car on trouva, en quelques mois, le local, la directrice, le personnel et les élèves.

L'École s'ouvrit en décembre 1881 dans l'ancienne manufacture nationale de Sèvres, cadre de vieille France, authentique, sobre et mesuré, propice au recueillement et au travail, et auquel l'architecte, M. Charles Le Cœur, sut, tout en l'adaptant, conserver son élégance discrète.

La direction fut confiée à Mme Jules Favre, veuve de l'illustre orateur et homme politique. Alsacienne et protestante d'origine, stoïcienne par tempérament, simple et fine, ferme et bonne, toute de droiture et d'abnégation, d'esprit ouvert et courageux, consciente de la portée sociale de sa tâche, respectueuse de la personnalité des autres, elle prit sur ses élèves une autorité incontestée et une influence durable. Par son exemple autant que par ses conseils, elle leur montra la voie.

Elle trouva, dans les professeurs de la première heure, des collaborateurs inappréciables. Ce furent : en mathématiques, Darboux, Tannery, P. Appell; en sciences physiques, Serre-Guino, Gernez; en langue et littérature françaises, Darmesteter, Terrier, Chantavoine; en histoire, Lemonnier; en géographie, Brissaud; en philosophie, Joseph Fabre; en langues vivantes, Koell et Miss Williams. Ces savants éminents, ces hommes

(1) C. Sée, *Lycées et collèges de jeunes filles* (Rapport de M. C. Sée à la Chambre), p. 442-443.

(2) C. Sée, *Lycées et collèges de jeunes filles* (Rapport de M. Ferrouillat au Sénat), p. 446.

de talent, venus soit de l'enseignement supérieur, soit des classes supérieures des lycées des garçons, placés brusquement devant une tâche dont ils ignoraient tout, sauf le but, cherchent, tâtonnent, hésitent. Puis, enthousiasmés par la perspective de l'œuvre à accomplir, encouragés par les ressources d'intelligence et de cœur qu'ils découvrent chez leurs élèves, ils se mettent au travail. Gréard, dans *Éducation et Instruction*, définit l'enseignement des lycées de filles « un enseignement sobre, bien dépouillé, un enseignement de résultats et de conclusions, qui mette avec exactitude les sentiments, les idées, les inventions, les découvertes, les grands gains de la civilisation humaine en pleine lumière ». Il ajoute que « les maîtres capables de fournir de telles leçons seront difficiles à former sans doute, car ceux-là seuls savent enseigner ce qu'il faut qui possèdent de grandes ressources de savoir et de méthode ». Les maîtres de l'École de Sèvres répondent en choisissant, dans le champ du savoir humain, ce qui leur paraît essentiel pour faire acquérir aux Sévriennes non seulement les connaissances professionnelles nécessaires, mais une solide culture générale, le goût de l'étude, le respect et la curiosité des choses de l'esprit, le désir de la recherche personnelle, l'amour du travail bien fait et de la vérité.

Ainsi se créa, à l'École, un enseignement original, ayant ses programmes et ses sanctions.

Quant aux méthodes des études littéraires, ce furent celles de l'Enseignement supérieur : méthodes pratiquées par une pléiade de professeurs qui cherchaient à introduire l'esprit scientifique dans les études littéraires, non en les surchargeant d'érudition, mais en envisageant, du point de vue historique, aussi bien les textes littéraires que les problèmes de philosophie. « La recherche méthodique du vrai, voilà... où consiste l'esprit scientifique... Les véritables humanités modernes, ce sont les sciences : au sens large du mot, en y comprenant les sciences historiques avec les sciences exactes et les sciences de la nature » (1). L'École de Sèvres fut, pendant de longues années, comme un sanctuaire des Humanités modernes.

La durée des études fut fixée à trois années. La première devait être une année d'initiation et de détente. La seconde

(1) Gustave Lanson, *l'Université et la société moderne*, p. 97-98.

aboutissait à un examen public, dit certificat d'aptitude à l'enseignement (des lettres ou des sciences) dans les lycées, collèges et cours secondaires féminins. Le concours d'agrégation couronnait les études de la troisième année. Dès leur entrée à l'École, les élèves étaient réparties en « littéraires » et « scientifiques », et constituaient jusqu'à leur sortie deux catégories distinctes Par suite de l'élévation graduelle du niveau des études, on dut, à partir de 1894, scinder chacune des deux agrégations primitives en deux autres. Il y eut désormais quatre sections en troisième année, correspondant aux quatre agrégations suivantes : lettres, histoire et géographie, mathématiques, sciences physiques et naturelles. Ces agrégations subsistent encore aujourd'hui.

Le recrutement se fit, au début, par des moyens de fortune On rassembla, comme on put, les premiers éléments qui constituèrent ce que Gaston Darboux appelait avec émotion « un auditoire si intéressant, mais si peu homogène » (1). Très tôt, l'auditoire fut recruté au concours parmi les élèves préparées dans les classes spéciales de nos grands lycées. Le nombre des candidates crut rapidement, la préparation se perfectionna, et, d'année en année, s'éleva le niveau du concours Entrer à l'École de Sèvres devint très vite une chose difficile, et le resta. Pour éviter l'épuisement des candidates obstinées à poursuivre leur chance aussi longtemps que le permettaient les règles du concours, il fallut, à plusieurs reprises, reviser ces règles et les rendre de plus en plus restrictives. Actuellement, la candidate doit avoir dix-huit ans au moins et vingt-deux ans au plus au 1er janvier de l'année du concours. Les élèves quittant l'École ont donc de vingt et un à vingt-cinq ans révolus. Il fallut aussi, en quelque mesure, faciliter l'avenir des bonnes candidates qui ne se classaient pas sur la liste d'admission à l'École. Ce fut l'objet de la réforme du certificat d'aptitude qui, à partir de 1913, fut divisé en deux parties. Le concours d'admission à Sèvres fut dès lors constitué par la série des épreuves de la première partie du certificat : les aspirantes classées en tête de liste à l'issue du concours entraient à Sèvres, les autres, déclarées certifiées (première partie), pouvaient, par leurs propres moyens, préparer la deuxième partie que les

(1) *Revue de l'Enseignement secondaire des jeunes filles*, 15 juin 1907, p. 306.

Sévriennes passaient au bout de leur seconde année d'École.

Les candidates vinrent, dès le début, comme elles viennent encore, de toutes les provinces de France et des colonies. Elles ont continué de se recruter, le plus souvent, dans la moyenne et la petite bourgeoisie, parmi les jeunes filles à qui leur situation de famille ou l'obtention de bourses ont permis de faire des études secondaires, mais qui doivent, par leurs propres moyens, assurer leur avenir.

Ceux qui connaissent les difficultés et les aléas du concours d'admission à l'École peuvent se demander pourquoi tant de jeunes filles n'ont pas hésité et n'hésitent encore pas à se présenter à Sèvres. En 1927, sur 103 candidates inscrites pour la section des lettres, on a pris 15 internes et 10 externes; sur 86 candidates inscrites pour la section des sciences, on a pris 12 internes et 6 externes. Si l'on pouvait dire, autrefois, que Sèvres ouvrait la plus séduisante des rares carrières offertes à l'activité des jeunes filles, l'explication est moins valable aujourd'hui où d'autres voies plus accessibles se présentent. C'est donc par choix, bien plus que par nécessité, que les candidates se dirigent vers l'École. Qu'est-ce qui motive leur préférence? La sécurité de la carrière? son honorabilité? des tendances héréditaires qui orienteraient vers l'enseignement secondaire les filles d'instituteurs et de professeurs? Sans doute. Mais il y a eu aussi, et il y a encore la vocation, l'instinct obscur de « cette maternité spirituelle dont la certitude soudain inonde, en voyant autour de soi des visages attentifs d'enfants » (1).

UN CYCLE DÉSORMAIS ACCOMPLI

Tout en rendant hommage à ceux et à celles, — non Sévriennes, — qui ont contribué à former et à compléter les cadres du personnel de notre enseignement secondaire, on peut bien dire que, dans une très large mesure, cet enseignement est l'œuvre de l'École, qui a fourni la majorité de ses professeurs de lettres, de sciences et de ses directrices. Cette œuvre est, essentiellement, une *œuvre d'éducation*.

En 1880, tout était à faire : il y avait non seulement à créer les méthodes d'enseignement, mais à gagner l'opinion publique

(1) Jeanne Galzy, *Bulletin des anciennes élèves de l'École de Sèvres*, janvier 1925, p. 13.

et à vaincre les résistances de municipalités peu disposées à participer à la fondation de nos maisons. Professeurs femmes et directrices donnèrent ce qu'elles avaient de meilleur : leur intelligence, leur volonté persévérante, leur activité infatigable, leur cœur; parfois même leur santé et leur vie. Beaucoup d'entre elles ont considéré leur tâche comme un apostolat. Mais, pour assurer le succès d'une aussi vaste entreprise, les qualités personnelles, pour nécessaires qu'elles fussent, ne suffisaient pas : il fallait une unité de but et de méthode, un même esprit et une même foi. Cette unité de but et de méthode, cet esprit et cette foi, l'École les donna à ses élèves, sans pour cela entraver à aucun degré leur liberté de pensée et d'action. Et, ce faisant, elle leur permit d'opérer modestement, au grand jour, dans la famille et dans la société, une révolution pacifique.

Dans la famille d'abord. La femme, ayant développé son jugement, affiné son esprit, acquis d'indispensables connaissances, devint, pour son mari, une véritable collaboratrice; et parfois, — la guerre de 1914 en a fourni de nouvelles et nombreuses preuves, — une suppléante parfaite. La mère, plus instruite, mieux préparée à sa tâche d'éducatrice, garda ses enfants auprès d'elle au lieu de les envoyer en pension, et fut leur excellent guide.

Puis, révolution dans la société. A part quelques exceptions dont on pouvait bien dire qu'elles confirmaient la règle, les femmes françaises avaient eu jusqu'ici peu d'occasions de faire des études sérieuses et élevées. Étaient-elles, dans l'ensemble, aptes à les faire? D'aucuns le croyaient et le souhaitaient; beaucoup, pour des raisons diverses, le niaient ou le redoutaient. L'expérience qui, seule, pouvait permettre de conclure, se fit surtout dans nos lycées. On vit alors, au fur et à mesure que nos maisons se créaient et se peuplaient, se répandre en France l'opinion, jusque-là confinée à certains milieux, que les jeunes filles étaient capables de faire les mêmes études que leurs frères, d'obtenir les mêmes grades universitaires et qu'elles pouvaient prétendre aux mêmes carrières. On reconnut plus volontiers à la femme une personnalité, le droit de la développer et celui de choisir sa route.

D'ailleurs, le mouvement ne se borna pas à la clientèle de nos lycées. Il se propagea aussi dans celle des établissements

libres, qui, peu à peu, élevèrent le niveau et transformèrent l'esprit de leurs études féminines.

Ainsi l'enseignement secondaire féminin, tout en offrant à la jeune fille une meilleure préparation à la vie du foyer, enrichissait ses possibilités d'avenir. A vrai dire, dans l'esprit des parents et des éducateurs et pour l'opinion publique, la fondation d'un foyer demeurait la voie normale, la préparation à une carrière étant une voie d'attente et de prévoyance.

Les choses ne tardèrent pas à se modifier. Un engouement croissant pour les études masculines, la comparaison avec l'étranger, les progrès du féminisme, l'excédent du nombre de filles sur celui des garçons, l'encombrement des rares carrières ouvertes aux femmes, contribuèrent à pousser les jeunes filles vers les carrières jusque-là réservées aux jeunes gens. La guerre de 1914 précipita le mouvement : les jeunes filles entrèrent dans les bureaux, les laboratoires... les professeurs femmes dans les lycées de garçons. En prévision du proche avenir, on commença de préparer les jeunes filles à diverses grandes écoles masculines. Certaines portes, jusque-là fermées ou entrebâillées, s'ouvrirent. Et, dès l'après-guerre, on travailla à transformer le provisoire en définitif.

Les jeunes filles, ayant désormais accès aux carrières masculines, devaient pouvoir s'y préparer aisément. Le baccalauréat, ouvrant les Facultés, cessait d'être ce qu'il avait plus ou moins été jusque-là, — un accessoire des études secondaires féminines, — pour devenir leur objectif principal. La similitude de sanction inclina l'opinion vers la similitude des études et l'assimilation progressive de l'enseignement secondaire féminin à l'enseignement masculin fut décrétée le 25 mars 1924. Elle sera achevée en 1931. A vrai dire, on laissera subsister à côté de la section « baccalauréat » une section « diplôme de fin d'études », mais, *en fait*, disparaîtront de nos programmes féminins tout ce qui les caractérisait : l'enseignement de la morale qui avait été placé en tête, de la psychologie appliquée à l'éducation, des littératures étrangères, de l'histoire de la civilisation, des notions de droit usuel, d'économie domestique, de puériculture, les travaux manuels et les arts d'agrément.

Ainsi cinquante ans auront suffi pour que l'enseignement secondaire féminin accomplisse le premier cycle de son évolu-

tion. Créé après la défaite de 1870, en vue de mieux préparer la femme à son rôle familial, il aboutit, après la paix de 1919, à placer au premier rang sa préparation à la vie individuelle et sociale.

Quelles vont être, sur l'École de Sèvres, les répercussions d'une transformation si importante? Ces répercussions se font-elles déjà sentir, ou n'intéressent-elles que l'avenir de notre maison ?

LA VIE A L'ÉCOLE

L'assimilation des études secondaires féminines aux études masculines ne devant être achevée qu'en 1931, l'École ne recevra guère avant 1933 des élèves formées par le nouveau régime. C'est donc aux alentours de cette date qu'elle commencera vraiment à ressentir les effets de la réforme de 1925.

Aussi le présent est-il encore une période où, tout en se préparant à l'avenir, elle reste très attachée au passé par son régime, ses études et ses préoccupations professionnelles.

Jusqu'en octobre 1923, elle n'a reçu que des internes. Elle a été autorisée, à partir de ce moment, à admettre comme externes, et seulement pour la préparation de la seconde partie du certificat, les certifiées première partie, ne figurant pas sur la liste des internes. Mais ces externes, dont le nombre ne dépasse pas seize, logent au voisinage de l'École, passent leurs journées dans la maison, y prennent leurs principaux repas, y sont traitées, à tous points de vue et autant que faire se peut, comme les internes avec qui elles vivent en parfaite camaraderie. Leur admission n'a donc rien changé à la vie des Sévriennes, et il est encore exact de dire que le régime de l'École est l'internat.

C'est ce régime qui, comme l'a voulu le législateur, conditionne la vie de l'École, l'organisation du travail, l'esprit et les traditions de notre maison.

L'une de ces traditions veut que l'année scolaire s'ouvre par une « séance de rentrée », simple et familiale, où la Directrice, entourée de ses collaboratrices immédiates, parle aux élèves assemblées à la Bibliothèque, souhaite la bienvenue aux « entrantes », indique les postes attribués aux « sortantes » et annonce l'essentiel de ce qui constituera les « nouveautés de l'année » : changements concernant les conférences, créations

ou suppressions de cours, améliorations et innovations qui vont être faites pour la vie matérielle, intellectuelle ou sociale de l'École. Après quoi, l'essaim se disperse dans la ruche, s'y installe et se met au travail.

Les chambres individuelles qui, la veille, paraissaient toutes semblables, avec leur mobilier uniforme, se différencient, s'égaient et se rajeunissent; les murs s'ornent de gravures, les étagères de bibelots, la table et les sièges d'étoffes claires; discrètement, le service à thé apparaît dans quelque coin. Chaque élève se crée ainsi son petit *home*, domaine privé qu'elle a charge d'entretenir et où, presque à son insu, s'affirme très vite sa personnalité. Salles de conférences, de collections, d'études, laboratoires et bibliothèque se peuplent; la salle de réunion retentit de l'éclat des voix et des accords du piano; on se hâte vers les terrains de jeux ou vers le parc, dont les allées, bordées de vieux arbres, conduisent à la terrasse de Paris et au jardin japonais.

Du haut de son campanile, la vieille horloge mesure le temps et, de la cour d'honneur, la cloche règle les occupations des Sévriennes. Sauf le dimanche, elle sonne le réveil à six heures et demie du matin; le soir, tous feux doivent être éteints à la demie après dix heures. En dehors des cours, conférences et exercices obligatoires, chaque élève répartit son temps à son gré, entre le travail et le repos, la solitude ou la vie commune. Chaque jour de la semaine, elle peut sortir, à des heures déterminées; le dimanche lui appartient. C'est là, dira-t-on peut-être, un règlement libéral. S'ensuit-il qu'il soit toujours accepté par les élèves sans velléités de résistance ? Non point ! Et le contraire étonnerait. Il fut chansonné avec beaucoup d'esprit. Peut-être l'est-il encore... Mais, à l'usage, on s'aperçoit qu'il représente le minimum des limitations nécessaires au travail, à la vie et à la bonne réputation d'une communauté de jeunes filles. Finalement, on l'observe.

Cent et quelques jeunes filles, venues entre dix-huit et vingt-deux ans, de tous les points du territoire, plus ou moins différentes par le milieu social, le caractère, la forme d'intelligence et de sensibilité, réunies à la suite d'efforts analogues, en vue d'un même but, ne peuvent que bénéficier du libre exercice collectif des forces vives qu'elles apportent à l'École, forces qui s'affrontent ou s'associent, soit pour la vie de l'esprit,

soit dans la vie courante. Très vite, une bonne camaraderie se crée parmi cette vaillante jeunesse. Les menus faits quotidiens, les services reçus et rendus, sont le point de départ d'amitiés solides et durables. On se réunit, soit entre élèves de même promotion, soit entre élèves de promotions différentes, pour examiner et discuter des questions diverses, qui ne sont pas nécessairement d'ordre intellectuel : questions artistiques, religieuses, sociales, professionnelles ou autres. On n'a jamais la prétention de résoudre les problèmes qu'on agite, chacune sent vite ses propres limites, — mais on fait en commun un effort sincère vers la clarté et la vérité, et l'on pratique la plus belle tolérance, car on tient trop à sa liberté pour ne pas respecter celle d'autrui.

On acquiert aussi de l'expérience. On se familiarise avec les responsabilités. On sacrifie aux usages du monde et on s'initie aux charges de maîtresse de maison. On participe au maintien de l'ordre de la bibliothèque, on gère la bibliothèque circulante alimentée par les cotisations volontaires des élèves ; on répartit les fonds de la caisse des œuvres, — et l'on reçoit. On reçoit beaucoup à l'École : réceptions privées, réceptions des élèves nouvelles par les anciennes, réceptions des professeurs, réceptions des jours de gala. En décembre, on prépare la grande fête commémorant la fondation de l'École et, à la Mi-Carême, celle plus intime où, avec malice, mais sans cruauté, on passe en revue la « Stration » (l'administration) et les maîtres que, pourtant, l'on vénère.

L'École offre à ses élèves de bonnes conditions hygiéniques et la possibilité de se délasser du travail intellectuel par des jeux et exercices de culture physique bien organisés.

Elle leur fournit les instruments essentiels de leur travail, instruments encore modestes, mais qui, de jour en jour, s'enrichissent et, dans beaucoup de cas, suffisent. D'ailleurs, Paris, de plus en plus proche à mesure que s'améliorent les moyens de communication (1), prête aux Sévriennes ses multiples ressources intellectuelles. Et ce n'est pas un des moindres avan-

1) L'École est à vingt minutes de la gare Montparnasse par le chemin de fer de la rive gauche ; elle est à dix minutes du métro de la porte de Saint-Cloud par le tramway Versailles-Louvre. Si, comme il y a lieu de l'espérer, le métro est prolongé jusqu'au pont de Sèvres, l'École, tout en conservant les avantages de son siège actuel, pourra être considérée comme établie à Paris.

tages de la maison que d'être une paisible retraite où les élèves, rentrant de la grande ville bruyante et affairée, peuvent se recueillir et méditer. Elles trouvent à l'École un enseignement approprié aux fins qu'elles poursuivent ; des maîtres qui, en accordant leurs efforts, arrivent, avec un nombre relativement restreint de conférences, à étudier les matières de programmes étendus et à bien connaître le public auquel ils s'adressent ; des maîtresses-adjointes qui sont à la fois les collaboratrices immédiates des professeurs, et les indispensables conseillères des élèves dont elles suivent de très près le travail personnel.

Tant d'efforts concertés n'entravent pas le libre développement des personnalités ; ils épargnent d'inutiles pertes de temps et de forces et ils aident les Sévriennes à parcourir, dans un temps limité, — trois années scolaires, pas une de plus, — la route de plus en plus pénible qui mène à l'agrégation. Assurent-ils leur succès ? Toutes les élèves sont-elles agrégées en quittant l'École ? Non. Elles ont, au dehors, de sérieuses concurrentes, parmi lesquelles d'anciennes Sévriennes à qui une ou deux années de travail personnel ou de pratique ont donné plus de maturité d'esprit et une certaine expérience de l'enseignement. Ainsi l'École se fait concurrence à elle-même. Mais les jeunes « non agrégées » emportent, en la quittant, un bagage de connaissances et des habitudes de travail qu'elles mettent en œuvre à leur tour ; elles font comme leurs aînées, et finalement réussissent.

La poursuite de l'agrégation n'est d'ailleurs pas le seul objectif de nos maîtres de conférences et de nos maîtresses-adjointes. Les uns et les autres se préoccupent aussi d'aider les élèves à acquérir la culture générale dont elles ont véritablement soif. Leur tâche est facilitée depuis 1925 où, par suite d'un changement dans le régime intérieur des études, la deuxième partie du certificat se place à la fin de la première année, en sorte que la seconde année est libérée de toute préoccupation immédiate d'examen. Au début de cette année, les élèves optent pour l'une des agrégations qu'elles prépareront en troisième ; elles commencent à se spécialiser, et abandonnent l'étude de certaines matières au profit de certaines autres laissées à leur choix : on voit alors des historiennes étudier la philosophie, des littéraires s'intéresser aux atomes, des physiciennes à l'his-

toire de l'art et des mathématiciennes à la littérature. Chacune est chargée, dans l'ordre de sa spécialité, d'un travail personnel sur deux sujets qu'elle a librement acceptés, et qui font l'objet de son « mémoire », — acheminement vers le diplôme d'études supérieures.

Les élèves qui sont entrées à l'École avec quelques certificats de licence peuvent être autorisées à préparer ceux qui leur manquent, lorsque ce genre de travail est compatible avec celui que l'École attend d'elles. Ceci contribuerait, s'il était nécessaire, à détruire la légende que l'École de Sèvres est hostile à la poursuite des titres de l'enseignement supérieur. D'ailleurs, depuis longtemps, d'anciennes Sévriennes continuent leurs études dans les Facultés, en vue de diplômes d'études supérieures ou de doctorats, — jusqu'ici de doctorats de sciences physiques ou naturelles, — tandis que d'autres, également en petit nombre, se consacrent à l'art, à la littérature et au journalisme.

Quoi qu'il en soit, la seconde année est une période bénie, une sorte d'oasis à laquelle les élèves de première année aspirent, que celles de troisième année regrettent, et que l'on est toujours tenté de charger de toutes les innovations.

UN DÉLICAT APPRENTISSAGE

L'École doit à la guerre des préoccupations d'un autre ordre que celui de la culture proprement dite, préoccupations pédagogiques et sociales qui ont abouti, d'une part, à la création d'un *Lycée annexe*, de l'autre à celle d'un *Centre d'études de documentation sociale*. Les deux se tiennent.

De tout temps, les Sévriennes ont eu l'occasion de voir appliquer par leurs professeurs, au cours des trois années d'études, l'art difficile de composer une leçon et de l'exposer avec élégance et clarté. Elles ont toujours fait des « exposés » et, en troisième année, des « leçons d'agrégation ». Cela, qui fait partie de leur préparation professionnelle, est nécessaire. Est-ce suffisant? Cela leur enseigne-t-il l'art de guider les enfants? Doit-on accepter, comme un mal sans remède, leur obligation d'apprendre toute la pratique du métier au détriment de leurs premières élèves? Le doit-on, surtout après la guerre, alors qu'on a tant de raisons de se préoccuper de l'avenir de la race, et que,

du fait même de la civilisation, les enfants ont de moins en moins de temps pour apprendre de plus en plus de choses?

L'École de Sèvres ne l'a pas cru.

Bien avant la guerre, elle envoyait ses élèves de troisième année faire un bref stage dans les lycées de jeunes filles de Paris et de Versailles. Mais ces stages désorganisaient le travail de l'École, prenaient beaucoup de temps en allées et venues, et ne pouvaient être qu'un incident de la vie des Sévriennes. La guerre entraîna leur suppression. Dès 1920, on profita du fait que la ville de Sèvres ne possédait pas d'établissement secondaire pour installer, dans les locaux disponibles de l'École normale, un petit lycée destiné à être une école d'application et comportant toutes les classes, du jardin d'enfants à la première. Il compte aujourd'hui 350 élèves. Ce sont les normaliennes de seconde année qui, depuis 1926, effectuent leur stage au lycée annexe : stage d'observation pendant lequel, simples spectatrices, elles assistent aux cours; puis stage actif où, à tour de rôle, chacune d'elles enseigne en présence du professeur, et sous sa responsabilité.

Le stage est, en général, le premier contact du futur professeur avec les élèves, contact attendu non sans appréhension, et pourtant désiré; c'est l'épreuve dont la Sévrienne comprend les avantages pour elle-même et les inconvénients pour les enfants; aussi met-elle à l'effectuer beaucoup de soin et une conscience scrupuleuse. Très vite en confiance avec sa directrice de stage, dont elle se sent devenir la collaboratrice, elle reçoit d'elle directions, critiques et conseils. La classe où elle peut revenir, son stage terminé, lui apparaît comme un véritable champ d'observations et d'expériences, une source inépuisable de documentation qu'elle utilise, avec discrétion, pour illustrer une leçon de psychologie ou un « mémoire ». Les stagiaires causent entre elles, se communiquent leurs impressions et leurs doutes. Certaines remontent des classes secondaires aux primaires et, de classe en classe, jusqu'au jardin d'enfants pour observer le développement progressif des facultés enfantines. Après leur sortie de l'École, beaucoup restent en relations de travail et d'amitié avec leurs directrices de stage. Les lettres des anciennes élèves et les encouragements répétés qui nous viennent de l'Inspection générale prouvent que le stage ainsi compris est un réel apprentissage, qui abrège

très sensiblement la période initiale de tâtonnement pour les jeunes professeurs.

D'autre part, les réformes entreprises depuis la guerre dans l'enseignement traduisent la nécessité et la difficulté que chacun sent de préparer la jeunesse en vue d'un avenir sans doute très différent du passé. Le moment approche où l'on devra faire des coupes réglées dans les programmes qui, de jour en jour, s'alourdissent. Au nom de quels principes les fera-t-on? Parmi les facteurs nouveaux qui doivent entrer en jeu dans l'examen pratique du problème général de l'éducation, il y a la connaissance de l'enfant, de son évolution physique et psychique, de ses aptitudes moyennes, à un âge donné. Avec son lycée annexe, l'École de Sèvres est admirablement outillée pour se livrer, sans perte de temps, à cette étude, et préparer des femmes capables d'intervenir efficacement dans l'élaboration des programmes, en limitant, au nom des possibilités des enfants, les inévitables exigences des spécialistes.

D'ailleurs, ces femmes seront des éducatrices d'autant plus qualifiées qu'elles joindront à la connaissance des jeunes celle des besoins et des tendances de la société contemporaine, qu'elles sauront mieux discerner, dans ces tendances et ces besoins, le général du particulier, l'essentiel de l'accessoire, le permanent du passager, et qu'elles auront ainsi plus de chances d'orienter les activités de leurs élèves, non pas vers des impasses, mais vers les voies largement ouvertes sur l'avenir.

Parvenir à une telle maîtrise nécessite un long et délicat apprentissage qui doit commencer, pour les Sévriennes, dès l'École. C'est possible, si l'on met à la disposition de cette jeunesse studieuse et réfléchie, — plus disposée à aller de l'avant qu'à prendre son point d'appui sur le passé, qui s'intéresse au présent et cherche ce qui est faisable, — les moyens de se documenter; de se documenter aussi bien sur les questions professionnelles que sur les faits et les grands courants sociaux qui contribuent à orienter notre pays et le monde. Ceci est affaire d'organisation et de ressources.

L'École doit à la libéralité d'un généreux donateur d'avoir pu créer, pour ses élèves, le *Centre d'études de documentation sociale* qui lui manquait. Elle doit à ses propres élèves le choix des questions mises à l'étude et les équipes entre lesquelles se répartit le travail : travail modeste qui, sans bruit, se poursuit à

l'École, et peu à peu, par les anciennes élèves, hors de la maison.

Ainsi le *Centre d'études de documentation sociale* et le *Lycée annexe* sont-ils en passe de devenir, pour l'École de Sèvres, deux antennes qui l'aideront à orienter ses efforts.

Est-il besoin, après ce qui précède, de réfuter cette autre légende que l'École est une collectivité repliée sur elle-même, et comme séparée du reste de l'univers? Est-il besoin de dire que les grands courants du large pénètrent à Sèvres avec nos maîtres qui continuent, en la développant et en la modernisant, l'œuvre de leurs devanciers; avec la documentation; avec les livres, revues, grands quotidiens, avec le cinéma et la T. S. F.; avec les boursières étrangères qui, venues de tout temps, et aujourd'hui plus que jamais, pour partager la vie et les travaux des élèves, apportent à l'École tant d'aperçus nouveaux sur tant de pays divers?

D'ailleurs, le grand livre du monde n'est-il pas ouvert devant les Sévriennes? Elles ont à Paris, sinon leurs propres familles, du moins des familles amies qui les reçoivent. Sous la direction de personnes qualifiées, elles visitent des œuvres sociales, de grands centres industriels, des villes d'art; elles excursionnent; pour elles, de grands voyages s'organisent chaque année en France et parfois à l'étranger. Elles ont la perspective d'obtenir, plus tard, des bourses de voyage ou de séjour à l'étranger. Certaines commencent, dès l'École, à préparer leur candidature. Actuellement, l'École a, parmi ses anciennes élèves, des boursières en Italie, en Suède, aux États-Unis et en Extrême-Orient. Elle a eu, ou a encore, d'anciennes élèves professeurs ou directrices en Indochine, à Madagascar, en Égypte, aux Instituts français de Londres, de Madrid, de Naples, de Riga, et dans les grands collèges américains.

Ainsi est-elle un triple centre de culture, de préparation professionnelle et de propagande française à l'étranger.

En somme, l'École doit surtout à son régime d'internat et à sa situation hors de Paris d'avoir pu croître librement, dans la voie qui lui avait été tracée, d'avoir acquis et conservé ses caractères propres, son originalité et sa personnalité. Organisme à la fois sensible et robuste, qui va sans cesse en se développant, elle représente avec ses douze cents élèves et anciennes élèves, dont la plupart enseignent ou ont enseigné, l'une des forces de

notre pays. Dès 1901, l'enseignement avait donné des résultats tels que M. Lanson pouvait écrire dans *l'Université et la société moderne* : « Nos lycées et collèges de jeunes filles... donnent aux esprits, avec une instruction de qualité supérieure, une forme intellectuelle et morale qui fait une excellente éducation. Il y a chez le personnel, outre un savoir solide et étendu, une largeur, une curiosité d'esprit, une ardeur au travail, un dévouement et un zèle que rien ne lasse et que rien n'égale. »

Les Sévriennes sont toujours dignes de cet éloge et leur plus grande ambition est de continuer à « servir ».

L'AVENIR DE L'ÉCOLE

Il y a tout lieu de penser, à l'heure actuelle, qu'on va progressivement rapprocher la formation intellectuelle des professeurs femmes de celle des professeurs hommes jusqu'à ce qu'on arrive à l'identification. Lorsque celle-ci sera accomplie, l'École de Sèvres aura, comme l'enseignement secondaire féminin, achevé le premier cycle de son évolution.

Serait-il tout à fait exact de dire que cette identification a pour unique cause l'identification des programmes et des sanctions des enseignements secondaires féminin et masculin? Les anciennes Sévriennes, chargées, dans la plupart de nos lycées et collèges, de la préparation des jeunes filles au baccalauréat, ne possèdent encore que les titres universitaires féminins : cela ne les empêche pas de former de bonnes bachelières. Elles ne peuvent pas les préparer pour le grec, c'est vrai; mais elles s'y mettront, comme au latin, enseigné à l'École depuis 1919. L'introduction de quelques disciplines supplémentaires dans les programmes de leurs certificats et agrégations aurait pu se faire sans entraîner la réforme totale de leurs études.

Le baccalauréat n'est donc pas la seule cause de cette réforme : il y en a d'autres. Il y a d'abord la question des traitements. La formule timidement proposée, « à égalité de travail égalité de salaire », n'a été plus ou moins acceptée qu'à titre provisoire et en attendant qu'on puisse lui substituer celle-ci : « égalité de salaire pour identité de titres ». Il y a aussi le déséquilibre causé par la guerre qui oblige un plus grand nombre de femmes à se créer des situations indépendantes. Il y

a enfin la thèse de l'identité des facultés intellectuelles des deux sexes et la revendication, par les féministes et pour les femmes, du droit d'accès aux études et aux carrières masculines.

La transformation projetée pour l'École de Sèvres résulte donc moins d'une nécessité d'ordre professionnel que de causes économiques et sociales.

A quoi aboutira-t-elle?

A faire de l'École de Sèvres une copie de celle de la rue d'Ulm? ou du moins une copie de ce que cette dernière sera dans huit ou dix ans, car elle-même évolue? D'ailleurs, étant donnés ses fortes traditions et ses éminents services, on peut bien prévoir que l'École normale supérieure des jeunes gens continuera d'être, quelle que soit son évolution, cette pépinière de savants, de philosophes, d'écrivains et de professeurs dont le pays se glorifie.

Ainsi donc l'École de Sèvres sera placée dans des conditions qui lui permettront de devenir, elle aussi, une pépinière de femmes illustres. Admettons qu'elle le devienne, et qu'il soit ainsi prouvé que les différences d'aptitudes physiques et intellectuelles constatées jusqu'ici entre les deux sexes n'étaient pas foncières, comme certaines personnes l'affirment encore, mais tenaient à une différence d'éducation et pouvaient être réduites à néant par quelques décades d'études identiques. L'École normale supérieure des jeunes filles continuera-t-elle alors d'être le régulateur de l'enseignement secondaire féminin, et de fournir, en nombre suffisant, des éducatrices réellement intéressées à leur tâche et préparées à la remplir? Les femmes faisant les mêmes études que les hommes, subissant les mêmes examens et concours, acquerront-elles aussi les mêmes aptitudes pédagogiques et leur suffira-t-il, comme à eux, de quelques expériences dirigées pour s'initier au métier? Devront-elles enfin, comme leurs collègues masculins et pour les mêmes raisons, s'occuper presque uniquement de traiter les programmes, sans avoir le loisir de veiller à la tenue, à la santé morale et physique, à la formation du caractère de leurs élèves? Abandonneront-elles le rôle d'éducatrices qui était bien le leur, jusqu'ici, pour devenir des spécialistes de l'intelligence?

Cela n'est pas une critique de ce qui est fait dans les lycées de garçons : les professeurs hommes préparent des hommes; ils savent où ils doivent les conduire, et par quelles voies. Cela

revient simplement à se demander, — une fois de plus, — si l'éducation des garçons est celle qui convient le mieux aux filles; si toutes les élèves de nos lycées et collèges doivent être soumises au régime qu'une minorité utilise pour entreprendre des études supérieures conduisant aux carrières libérales. La motion présentée à la récente session du Conseil supérieur, — celle de février 1928, — pour la réhabilitation de la section « diplôme de fin d'études », semble bien montrer que la question n'est pas tranchée, et qu'elle préoccupe vivement les esprits.

Mais est-il bien certain que l'identification des moyens de formation intellectuelle des professeurs des deux sexes entraînerait l'identité des résultats? Qu'arriverait-il si, par un renversement des rôles, les programmes féminins actuels étaient imposés aux jeunes gens? Les interpréteraient-ils comme les Sévriennes, ou ne les « masculiniseraient-ils » pas en un tournemain? Poser la question, c'est la résoudre. Peut-être en est-il de même de la réciproque.

Il semble donc qu'on puisse, sans trop d'invraisemblance, émettre l'hypothèse que l'École de Sèvres prendra, dans les nouvelles richesses ouvertes devant elle, ce qui répondra à ses possibilités et à ses besoins; qu'elle saura s'adapter en conservant son originalité, son sens des réalités, et que, fidèle à sa mission, elle continuera de former les éducatrices dont notre pays a plus que jamais besoin.

ANNA AMIEUX.

AUPRÈS DE M. TAINE

SOUVENIRS

II[1]

L'ART D'ÉCRIRE L'HISTOIRE

Taine voulait qu'on ne se méprît pas sur le caractère de la tâche qu'il avait assumée en entreprenant de retracer les *Origines de la France contemporaine*.

— Ce n'est pas mon affaire, nous disait-il, de déclarer que Napoléon devait éviter ceci ou Louis-Philippe faire cela, ni que notre gouvernement doit préparer telle mesure. C'est assez pour moi d'expliquer les événements accomplis, d'en montrer les causes et les conséquences. Mes constatations peuvent insister sur nos maux et sur nos dangers. Elles ne sont pas des conseils.

« Voici par exemple le suffrage universel. Tel qu'il existe chez nous, j'estime qu'il est une ineptie, une absurdité meurtrière. Je le dis et je le prouve. Vous, praticiens politiques, — ce « vous » s'adressait à des absents, — vous me dites qu'on ne peut pas y toucher sous peine de jeter le pays en des convulsions. Peut-être avez-vous raison ; mais c'est votre affaire et non la mienne. Je lisais hier dans Macaulay ses considérations sur l'âge du mariage chez les Hindous ; ils se marient trop jeunes ; et la race a fort à en souffrir. Un sage comme Macaulay, aussi compétent pour intervenir que bien placé pour voir, a reconnu l'étendue du mal et n'a pas cru possible de déplacer la limite d'âge. Voilà de quoi justifier ma réserve devant la pratique.

(1) Voyez la *Revue* du 15 avril.

« Il y a, disait-il encore, diverses manières de concevoir une histoire. Une histoire peut être narrative, elle peut être pittoresque. J'essaye d'écrire une histoire explicative. Un grand événement est là : la Révolution française. Il s'agit d'en montrer en action les génératrices.

« La fidélité à ce parti pris m'a imposé de grands sacrifices. Combien de récits ou de tableaux émouvants j'ai dû m'interdire de faire ! La mort du Roi, par exemple, eût été un hors-d'œuvre. Le premier, je crois, j'aurai parlé de la Révolution en m'appliquant uniquement à l'expliquer. Il y a sur la Révolution bien d'autres livres à faire, il y en aura toujours. Mais si mon livre est bien fait, il ne sera pas à refaire.

L'entretien revint sur Macaulay. Était-il vrai qu'en Angleterre il fût tombé dans une demi-défaveur ? Taine ne le nia pas.

— Les idées de Macaulay, dit-il, sont en général si solidement établies et si justes qu'une fois exprimées elles sont devenues les idées de tout le monde. Par suite, après quarante ou cinquante ans, on ne sent plus l'originalité de l'homme qui les a émises. Sa renommée souffre de sa réussite. — Et puis, en Angleterre comme chez nous, la plupart des esprits sont si peu exigeants en fait de preuves ! Ils distinguent si mal entre ce qui est intelligible, possible, probable même et ce qui est prouvé ! Ils sont donc peu préparés à estimer à sa haute valeur le mérite de l'écrivain qui prouve. Cependant la certitude scientifique existe, en histoire comme en physique ; elle est tout autre chose qu'une opinion séduisante ; et pour y arriver, tant de précautions sont nécessaires ! Elles sont comparables à celles d'un chimiste, d'un physiologiste, en train de poursuivre la vérification d'une hypothèse. Quels soins minutieux on le voit prendre pour se mettre à l'abri des chances d'erreur ! — Ajoutons que Macaulay est le dernier spécimen éminent d'une série d'esprits anglais disciplinés par la tradition classique et française. Après lui, en Angleterre, par l'action de Carlyle surtout, l'influence germanique a prévalu. L'art de la composition, du bon enchaînement des idées, a été dédaigné bien à tort comme entaché de rhétorique. — Que n'a-t-on pas reproché encore à Macaulay ! On cite ce mot de Palmerston, au sortir d'un entretien où Macaulay avait beaucoup parlé : « Je voudrais bien être aussi sûr d'une seule chose que lord Macaulay est sûr de

toutes. » On le blâme de manquer de scepticisme, de trop abonder dans son propre sens, de souligner ses assertions comme si, même prouvées et probantes, elles épuisaient son sujet. Il n'en reste pas moins le maître de l'histoire démonstrative.

Comme quelqu'un rappelait ici une règle indiquée par Renan, — donner pour certain ce qui est certain, pour probable ce qui est probable et pour possible ce qui n'est que possible, — Taine n'en a pas recommandé l'adoption. Il veut qu'on s'en tienne au certain et qu'on l'établisse avec force. Il en est, dit-il, de l'histoire comme de la peinture plafonnante, destinée à être vue de loin. L'important est que les grandes masses soient solides. L'air interposé achève la peinture ; il suffit à y mettre le *flou* qui, de près, manquerait.

Le procédé de composition de son ami Renan le retient quelques instants.

— Renan forme d'abord ce qu'il appelle sa pâte : c'est l'ensemble des faits et des idées à exprimer. Il en dégage rapidement une première ébauche, une sorte de mise en place. Il la fait copier. Il y revient alors et, tout à fait à la façon d'un peintre, il ajoute, ici, des vigueurs, là, des finesses de ton, des formules atténuantes et dubitatives. Il continue ce travail sur les épreuves et s'en fait donner de nouvelles jusqu'à ce que la peinture ait à ses yeux tout l'effet voulu. C'est, conclut Taine, un procédé de peintre. Il a produit des pages admirables. J'aime mieux pratiquer, pour ma part, le procédé tout démonstratif de Macaulay.

Ce nom ramène sur sa bouche l'éloge du maître en qui il voit le type du *vir bonus dicendi peritus*.

— Lisez Macaulay, répète-t-il, son *Histoire d'Angleterre*, ses *Speeches*. Vous n'apprendrez nulle part aussi bien ce qu'est, dans la vie d'un peuple, une Loi et ce qu'il faut d'information, de circonspection, de sagesse pour en faire une bonne. Lisez au plus tôt son chapitre sur les jésuites ; celui où il traite du caractère particulier de la Révolution anglaise ; celui où il montre comment, après avoir trouvé dans l'Écriture les raisons de rendre au roi une entière obéissance, on s'avise d'y trouver des raisons qui commandent de lui résister. Ce sont des chefs-d'œuvre d'exposition lucide et complète, de raisonnement juste. L'art de l'historien ne peut aller plus loin. Je me trouverais

bien embarrassé si j'avais à résumer en quelques pages le bien et le mal à penser des jésuites. Je désespérerais de le faire aussi bien que Macaulay. Je renverrais à son chapitre. Il est définitif.

Définitif! Il s'arrête un moment sur ce mot, suprême éloge littéraire.

— Voyez La Rochefoucauld, voyez La Bruyère. Redire ce qu'ils ont dit en d'autres termes qu'ils ne l'ont dit est impossible. Il y aurait niaiserie à le tenter.

Voilà Taine sur un de ses sujets de prédilection, l'art d'écrire, l'art qu'il a pratiqué assidûment depuis sa première jeunesse avec le souci constant de le mettre au service du Vrai et de n'apprendre à plaire que pour mieux convaincre. Sur le style, sur la méthode, il prend plaisir à penser tout haut devant des jeunes hommes qui aiment les lettres et qui l'écoutent avec affection et respect. Ils savent qu'ils sont là l'objet d'une faveur peu commune, car Taine répète volontiers cette règle qu'il s'est donnée : « Il ne faut parler métier qu'avec les gens du métier. »

— En somme, dit-il, pour la continuité comme pour l'importance des œuvres, il n'y a que trois grandes littératures : la grecque, la française et l'anglaise.

Ici, nous nous étonnons. « Et la latine? Et l'allemande, pour ne citer que ces deux-là? — Les Latins n'ont eu qu'un écrivain tout à fait génial, Tacite. Les Allemands, qui ont de si grands poètes, n'ont pas un prosateur. — Pas même Gœthe? — Lisez les premières pages de *Wilhelm Meister*; combien c'est lourd et maladroit! Et la prose de Schiller ne vaut pas mieux... A mon sens, les plus grands, les plus merveilleux effets de style ont été atteints par des anciens : les effets simples par Platon, les effets complexes par Tacite.

Il juge essentiel de n'aborder que des sujets bien définis, bien délimités, sur lesquels on ait la possibilité d'être complet et l'espoir de dire le mot définitif. Pour un observateur exact et capable de généraliser, tout est dans tout. Les sujets les plus circonscrits peuvent conduire à des vues d'ensemble. A propos des *Fables* de La Fontaine, il croit avoir lui-même établi des vérités générales d'esthétique.

— Je suis d'une autre génération, dit-il volontiers; pour le style, le pli est pris chez moi, je ne prétends pas l'imposer

à autrui. Tenez compte de cela; mais, à mon sens, on doit en écrivant éviter les licences et les inexactitudes du style parlé, beaucoup plus lâche que le style écrit; tenir à la correction, recourir souvent à Littré, au *Dictionnaire* de l'Académie, aux *Synonymes* de l'abbé Girard, aux bons auteurs, écrire comme si l'on s'adressait encore à son professeur de rhétorique, à un demi-pédant, rigoureux censeur de toute négligence et de toute expression impropre.

Parmi les difficultés de sa tâche d'historien, — d'historien soucieux de rendre la vérité sensible aux esprits par des faits concrets et frappants, — il note celle qu'il éprouve parfois à trouver de pareils faits :

— Que les romanciers sont heureux! Ils ont le droit d'inventer des faits significatifs! L'historien n'a pas ce droit-là. Il manquerait, en l'usurpant, à la loi la plus impérieuse de sa tâche. Ces actes ou ces mots qui éclairent et résument une situation, il faut qu'il les cherche dans les rapports officiels du temps, les lettres privées, les mémoires. Et il y a des époques, telles que la Révolution et l'Empire, où les traits significatifs sont difficiles à trouver : la plupart des contemporains avaient l'esprit si faussé par une détestable rhétorique qu'au lieu de voir ils faisaient des phrases.

Le sentiment de cette difficulté ne l'empêchait pas d'être sévère pour l'historien qui, entraîné par un tempérament d'artiste, cédait à la tentation de donner à un tableau d'histoire un « coup de pouce » que nul document n'autorisait. Il comparait l'historien à un voyageur qui viendrait de faire un séjour prolongé parmi les hommes et les œuvres d'une autre époque. Ce voyageur méritait d'être écouté, mais seulement dans la mesure où il restait un témoin scrupuleusement véridique.

Ayant relu un jour, dans Paul-Louis Courier, la *Conversation chez la comtesse d'Albany*, il m'en parla comme d'un chef-d'œuvre.

— C'est, me dit-il, avec certaines *Provinciales*, ce qu'on a jamais écrit de plus analogue aux *Dialogues* de Platon pour le *serré* du raisonnement.

A l'exemple de Stuart Mill, qui voulait qu'on attachât au mot de *platonicien* le sens de logicien parfait, il tenait les *Dialogues* pour des merveilles de dialectique. Quand Platon

se trompait, ce n'était jamais pour avoir mal raisonné, c'était pour avoir pris un mauvais point de départ. Cette lecture l'ayant mis en goût de logique, il ajouta que, chez les modernes, plusieurs autres écrits mériteraient d'être étudiés comme des modèles de discussion bien conduite. Il cita, chez Pascal, la lettre sur le pouvoir prochain, et chez Courier, outre la *Conversation, le Pamphlet des Pamphlets*. Chez Macaulay, maints chapitres de son *Histoire d'Angleterre*, plusieurs de ses discours, de ses Essais, seraient aussi à rappeler comme des exemples. Et s'il lui était permis de se citer lui-même après ces maîtres, il y avait certaines parties de ses ouvrages, *l'Idéal dans l'art*, *le Programme jacobin*, telle autre encore, où il espérait avoir pratiqué la méthode des sciences morales de manière à dégager des certitudes.

SOUVENIRS DE JEUNESSE

Chaque jour, vers quatre heures, quittant son cabinet de travail, il avait coutume de faire une promenade à pied. Le plus souvent il la faisait seul et laissait se poursuivre en lui la végétation intérieure où sa pensée prenait forme. Un des premiers jours de juillet, il me demanda de l'accompagner. Nous prîmes la direction de Veyrier par un petit chemin de terre qui dominait, à gauche, la nappe unie du lac et guidait les regards vers la silhouette lointaine du vieux château d'Annecy. Le séjour que nous faisions sous son toit, dans le calme de sa retraite savoyarde, rendait de jour en jour nos entretiens plus intimes. Pour la première fois, il me parla de sa jeunesse, des obstacles où il avait failli se briser au sortir de l'École normale, des affections profondes qui l'avaient alors soutenu, aidé à poursuivre la tâche de sa vie dans des conditions toutes nouvelles. Porté à la tête de sa promotion par le sentiment de ses maîtres et de ses camarades, il n'en avait pas moins, en septembre 1851, été refusé à l'agrégation de philosophie, refusé pour infraction à l'orthodoxie officielle établie par Victor Cousin. Le gouvernement issu du coup d'État, goûtant peu les hautes spéculations, supprimait bientôt l'agrégation de philosophie pour 1852. A défaut de ce concours, le jeune professeur s'était tourné aussitôt vers le doctorat. Il avait écrit ses thèses sur un sujet de psychologie qu'il jugeait de première importance, les sensations et la perception extérieure. Sur la foi de textes

officiels recommandant aux candidats d'apporter « des découvertes » dans leurs thèses, — que la Faculté d'ailleurs « n'approuvait ni ne blâmait », — il avait cru pouvoir obéir au démon intérieur qui, en tout sujet, le poussait à serrer la vérité au plus près et à mettre en relief ce qu'il tenait pour désormais prouvé. Et, de nouveau, s'était dressé devant lui le reproche d'hérésie philosophique. La Sorbonne avait refusé d'admettre ses thèses à la discussion. Quelques semaines plus tard, le dangereux philosophe était nommé professeur de sixième au lycée de Besançon. Décidément, l'*Alma mater*, suspectée elle-même par le pouvoir, devenait pour le jeune Taine une marâtre.

Il demanda un congé de disponibilité, revint à Paris, prit gîte dans un petit hôtel de la rue Servandoni, pourvut au pain quotidien moyennant quelques leçons et s'assura que la Sorbonne n'objecterait rien à une thèse littéraire sur La Fontaine fabuliste. Il concevait en même temps le projet de prendre part à un concours ouvert par l'Académie française sur le génie de Tite-Live; et, toujours psychologue avant tout, son esprit persévérait à s'orienter vers l'étude des phénomènes physiologiques où il voyait les profondes racines de la pensée : il se refaisait étudiant à la Faculté des sciences, à l'École de médecine, au Muséum d'histoire naturelle; il suivait notamment les cours de Geoffroy Saint-Hilaire et de Jussieu.

Ces souvenirs, vieux alors de trente-sept ans, Taine me les déroulait en parcourant de son pas soutenu des paysages qui lui étaient familiers et chers. Il m'arrêta un moment près de Veyrier pour me faire admirer le développement harmonieux de deux beaux peupliers jumeaux qui marquaient l'entrée d'une petite avenue. On sait que dans « le peuple paisible des êtres qui ne pensent pas », une prédilection l'attirait vers les arbres. Son imagination se plaisait à les douer d'un caractère moral. Il semblait les aimer et comme les approuver de donner avec une calme énergie l'exemple de l'application à vivre, tout en acceptant avec sérénité les conditions étroites de leur vie Nous poursuivîmes notre promenade et, revenant à ses souvenirs, il reprit :

— Quand on est jeune, sans fortune, qu'on a tout son avenir à faire, que, n'étant pas encore maître de ses idées, on n'y trouve pas un sûr appui, c'est une assez dure épreuve de voir

se fermer ainsi devant soi la carrière que l'on croyait s'être ouverte. Plusieurs circonstances m'ont aidé à me maintenir à flot. Je dois à mon père un bienfait inestimable dont je lui reste particulièrement reconnaissant : indépendamment de la modique aisance assurée à ma mère, il m'avait laissé douze cents francs de rente. Surtout, j'ai eu une mère admirable. Après m'avoir donné la vie, je puis dire qu'elle me l'a redonnée une autre fois quand, pressant à Vouziers la liquidation de la succession de mon père, elle est venue s'établir à Paris où j'étais interne dans un pensionnat, m'a repris auprès d'elle, m'a sauvé d'un isolement moral et d'un régime physique qui ruinaient ma santé. C'est à elle que je dois d'avoir eu jusqu'à l'âge de quarante ans, où je me suis marié, cette chose inappréciable, un foyer, avec tous les bienfaits moraux et matériels que le mot résume. Durant cette longue période de vie, si critique pour beaucoup d'autres, j'ai pu, grâce à elle, travailler en paix dans une atmosphère d'affection et de sécurité. La plupart de mes soirées lui appartenaient; je les passais auprès d'elle, lui parlant souvent de mes travaux autour desquels elle m'aidait à établir une barrière protectrice.

« Deux fois par semaine environ, j'allais dans le monde. Ainsi put venir à mon ami d'enfance, Planat, quand, sous le nom de Marcelin, il fonda la *Vie parisienne*, l'idée de me demander des notes sur Paris. Ces notes, qui commencèrent à paraître dans la *Revue* de Marcelin, dès le premier ou le deuxième numéro, j'imaginai de les placer sous la plume d'un personnage fictif, M. Graindorge, dont le caractère et les origines permissent de les faire plus libres et plus amères. Je fis bientôt un pas plus marqué dans la voie de la littérature d'imagination : j'écrivis la moitié d'un roman, qui reste inachevé dans mes tiroirs. Cette expérience manquée eut pour moi un avantage : elle me prouva que je n'avais pas le don de faire vivre des êtres fictifs. Je ne m'obstinai pas à ma tentative.

« Ma mère et ses frères, mes oncles Adolphe et Alexandre Bezanson, avaient pour père un homme bien intelligent qui a laissé des travaux philosophiques manuscrits. Nourri dans les idées du XVIIIe siècle, il avait eu Laromiguière pour professeur. Il vivait encore quand mes premiers écrits parurent; il eut plaisir à y trouver l'empreinte des idées philosophiques qui

régnaient de son temps et que Cousin et Jouffroy avaient détrônées.

« Quand j'atteignis ma majorité, mon oncle Alexandre me dit : « Tu as douze cents francs de rentes. Souviens-toi de ceci : si tu dépenses douze cent vingt francs, tu seras pauvre ; si tu en dépenses onze cent quatre-vingts, tu seras riche. » La règle de vie matérielle qu'il me donnait là, il l'avait lui-même suivie quand il était venu à Paris tout jeune, sans autre appui qu'une lettre de mon grand-père Bezanson pour Laromiguière. Je l'ai suivie à mon tour. Mon traitement de professeur me manquant et mes douze cents francs ne pouvant me suffire, je les doublai en donnant des leçons dans une institution. Cette combinaison assurait, moyennant un léger sacrifice de temps, la liberté de mes études et de mes travaux. L'accueil que le public fit à mes livres rendit bientôt cette liberté plus complète. Quand ma mère, retournée à Vouziers durant mes années d'école et de province, vit que Paris me retiendrait, elle y revint, y reconstitua pour moi le foyer d'où je ne suis plus sorti que pour en fonder un nouveau.

Comme nous retournions vers Menthon, l'entretien se porta sur sa tâche présente. Il espérait l'avoir achevée dans un an, dans deux ans au plus. Il reviendrait alors à la philosophie. Je lui demandai s'il projetait encore de donner comme suite à son livre sur *l'Intelligence* une étude sur *la Volonté*. « Non, me répondit-il ; j'ai passé l'âge où j'aurais pu aborder une telle entreprise avec un espoir suffisant de la mener à bien ; » et, d'un signe de tête, il me montra au loin, sur le roc de Chère, la petite tache blanche du tombeau de famille où il ne tarderait plus beaucoup à reposer. Les *Origines* achevées, s'il pouvait travailler encore, il voulait exposer des vues de philosophie générale où ses études l'avaient conduit et qu'il croyait fécondes. Il s'attacherait surtout à établir la méthode des sciences morales.

DERNIER ÉTÉ A BORINGE

L'été de 1891 nous donna une occasion de le revoir qui devait être la dernière. Revenus de Munich à Paris, puis à Menthon, nous le retrouvâmes, toujours affable et bon, toujours aux prises avec son énorme tâche. Le tome V des *Origines* avait paru en novembre 1890 ; le tome VI et dernier, —

le deuxième du *Régime moderne*, — était sur le chantier. Il en rédigeait le livre intitulé *l'École*. Resteraient à écrire *l'Association*, *la Famille*, *le Milieu moderne*, et le grand ouvrier mettrait le point final à l'ouvrage qu'il avait entrepris vingt ans auparavant, sous le coup de notre désastre, pour le service de la vérité historique et du bien public.

La vie de Boringe restait semblable à elle-même, obéissait aux mêmes rythmes. Le groupe de jeunesse formé autour de la fille et du fils du maître y faisait régner un entrain joyeux auquel, dans les intervalles de son labeur, il souriait avec une gaieté tendre. Mais la masse à soulever restait lourde et, chaque été, s'allongeait la période où la fatigue l'obligeait à déposer la plume.

Il m'avait écrit l'automne précédent : « J'ai bien du mal à reprendre mon travail; la mise en train devient plus douloureuse d'année en année »; et encore : « Vous devinez juste en jugeant que mon livre m'attriste; à quoi bon mon diagnostic, même si je parviens à l'achever et à le rédiger? A rien au point de vue pratique. Reste le point de vue scientifique. A ce point de vue, le chapitre II du 2e livre peut avoir quelque intérêt. Il me semble que j'ai dégagé une loi précise. »

Dans ces lignes, et dans nombre d'autres que les éditeurs de sa correspondance ont recueillies, perçait un doute propre à ronger le cœur d'un homme qui aimait la vérité scientifique non seulement pour elle-même, mais aussi comme la grande maîtresse de la vie. Se pourrait-il que, passé un certain point, l'effort de l'homme pour savoir et comprendre fût puni au lieu d'être récompensé? Serait-ce la forme moderne de la vieille prohibition qui continuerait de peser sur l'arbre de la science? Taine se surprenait à se demander si, au fond, la vérité scientifique n'était pas malsaine pour l'homme, du moins pour la grande majorité des hommes, et s'il ne conviendrait pas de ne l'écrire que dans une langue d'un difficile accès.

Durant les jours que nous passâmes à Boringe, il me signala comme un pur chef-d'œuvre un conte de Voltaire qui tient en quatre pages et qui s'accordait avec ces idées sombres. Me mettant le livre dans les mains, il me demanda de lui lire l'*Histoire d'un bon Bramin*. Tout le monde connaît ce sage d'Orient à qui l'étendue même de son savoir rend douloureuse-

ment sensible l'immensité de son ignorance et qui, comblé de tous les biens, mais accablé des questions qu'il se pose sans y pouvoir répondre, voudrait n'être jamais né. A sa porte vit une pauvre Indienne, imbécile, mais qui se croit la plus heureuse des femmes. Invité à comparer les deux destinées, le bon Bramin déclare que sans doute il serait heureux s'il était aussi sot que sa voisine; et cependant il ne voudrait pas d'un tel bonheur. Le conteur s'examine alors et s'avise que lui non plus ne voudrait pas « être heureux à condition d'être imbécile ». Il propose la chose à des philosophes et ne trouve personne « qui voulût accepter le marché de devenir imbécile pour devenir content ». Sur quoi il n'a pas de peine à montrer qu'« il y a une furieuse contradiction dans cette manière de penser ». Taine a suivi la lecture avec une attention souriante. L'artiste épris de perfection s'est délecté de ce qui fait, littérairement, le prix de ces quatre petites pages. Mais l'intéresseraient-elles autant si le fait moral qu'elles illustrent d'une touche si légère et si sûre ne contredisait pas amèrement ce haut espoir de sa jeunesse, l'espoir qu'il appartenait à la science de donner enfin à l'homme la sérénité?

Il avait, dans le même temps, un grand sujet de joie. Son neveu, M. André Chevrillon, aux études et à la formation de qui il avait présidé comme à celles d'un fils, venait de publier son premier ouvrage, *Dans l'Inde*. Il me parla de ce livre avec une admiration très vive. Il jouissait d'y trouver, outre une direction générale de pensée qui s'accordait avec la sienne, un sentiment supérieur de la nature, le don surtout de rendre sensibles à l'âme les profondes harmonies physiques et morales qu'une pénétration réciproque immémoriale a établies entre une contrée et ses habitants.

Auprès de Taine, vers la fin du même été, m'arriva un télégramme qui m'envoyait à Beyrouth. Ce fut aussi de Menthon-Saint-Bernard que, nos adieux faits à Munich et à Paris, j'allai avec les miens, en octobre, m'embarquer à Marseille pour la Syrie. Nous y apprîmes un an plus tard, à l'automne de 1892, que la santé de Taine avait brusquement fléchi. Sa lucidité demeurait entière, mais la force de produire lui manquait. Sa vie ne fut plus, de ce moment, qu'une attente stoïque de la mort. Il la regardait depuis cinq mois en face quand, le 5 mars 1893, elle vint à lui.

AU SERVICE DE LA VÉRITÉ

Comme conclusion de ces souvenirs sur Taine, jetons, à travers son œuvre, un coup d'œil sur la ligne de sa vie.

Tout jeune encore, au sortir de l'École normale, il était en possession de ce qu'on appela son système et qu'il nommait plus modestement sa méthode. Elle lui ouvrait une perspective enivrante : tenter lui-même et enseigner aux autres des chemins nouveaux qui conduiraient les sciences morales, devenues pleinement des Sciences, à des vérités prouvées. Attribuant à cette méthode, inspirée des sciences naturelles, une vertu qui résidait surtout dans son propre génie, il la pratiqua avec délices dans ses premiers livres, son *La Fontaine* et son *Tite-Live*, son *Voyage aux Pyrénées*, ses *Philosophes classiques au XIXe siècle*, son *Graindorge*. Ce fut le temps où la joie de pénétrer le jeu des effets et des causes en ramenant les faits à leurs lois parut lui tenir lieu de tout. Quelque sujet qu'il abordât, son unique affaire était d'atteindre et d'établir les vérités qui en étaient l'âme.

Tant pis si elles n'étaient pas agréables! Il suffit au vrai d'être le vrai. Rappelons ici la page où le jeune écrivain décrit plaisamment l'état d'esprit de l'homme à qui il permet l'accès de la philosophie : « Qu'on puisse tirer de la vérité des effets utiles, il ne l'a jamais soupçonné. A vrai dire, ce n'est pas un homme; c'est un instrument doué de la faculté de voir, d'analyser et de raisonner... Vous croyez qu'il souhaite autoriser le sens commun et prouver le monde extérieur. Point du tout... Que la matière soit une chose réelle, ou une apparence illusoire, il n'y met point de différence. « Mais vous êtes marié, lui dit Reid. — Moi, point du tout. Bon pour l'animal extérieur que j'ai mis à la porte. — Mais, lui dit M. Royer-Collard, vous allez rendre les Français révolutionnaires. — Je n'en sais rien. Est-ce qu'il y a des Français? » Là-dessus il continue... curieux de savoir ce que du fond du puits il ramène à la lumière, mais indifférent sur la prise, uniquement attentif à ne pas casser la chaîne et à remonter le seau bien plein. » Taine avait dès lors une idée fort sombre de l'homme et des conditions de vie qui lui sont faites. On le voit bien en maintes pages de ses premiers livres où son impassibilité presque cruelle devant des scènes de carnage tirées d'une vieille chronique pyrénéenne,

ses railleries sur certains arguments plus optimistes que solides de l'école spiritualiste, les dures plaisanteries de son Thomas Graindorge sur la société parisienne, attestaient à la fois une vue assez amère de la vie et le parti pris littéraire de traiter les misères humaines avec autant d'indifférence que la nature en met à les produire. Absorbé par le jeu du mécanisme universel, il semblait accorder peu d'intérêt à la qualité des produits. Laideur ou beauté, vice ou vertu, le produit le retenait peu, une fois établie la loi de sa production.

Mais la consigne d'indifférence donnée par Taine à son philosophe idéal était une gageure. Comme il était lui-même plus et mieux qu'un instrument d'analyse et de synthèse, il n'en resta pas le prisonnier. Il était homme, profondément homme ; il pensa en homme. Nos systèmes sont-ils jamais autre chose que des efforts pour mettre de la logique entre les exigences diverses de notre être intime ? — Le sentiment vif qui était en lui de tous les ordres de beauté l'amena naturellement à changer de point de vue quand il entreprit, pour ses auditeurs de l'École des Beaux-Arts, d'étudier la floraison des plus grandes écoles et, qu'au terme de ces études, il composa son traité de *l'Idéal dans l'art*.

Il remarque dans ce traité que, depuis plusieurs années qu'il parle d'art à ses auditeurs, il ne s'est pas borné à étudier devant eux les œuvres d'art comme des occasions de vérifier des hypothèses ou comme des documents plus ou moins instructifs sur les époques et les pays qui les virent naître : il ne s'est pas fait faute d'apprécier ces œuvres en elles-mêmes, de les classer, de leur assigner des rangs. Il établit qu'il en avait le droit et que son nouveau sujet d'étude exigeait de lui ce changement de point de vue. A égalité de talent dans l'exécution, il y a une hiérarchie entre les œuvres d'art parce qu'il y a une hiérarchie entre les caractères qu'elles expriment. Ces caractères, que l'artiste a choisis pour les mettre en relief, ils sont plus ou moins importants, c'est-à-dire plus ou moins stables ; ils sont plus ou moins bienfaisants, c'est-à-dire plus ou moins favorables à la force et au développement de l'être en qui ils apparaissent; et, toutes choses égales d'ailleurs, la représentation d'un héros est pour nous plus précieuse que celle d'un pleutre. Nous voilà loin de l'attitude indifférente prescrite naguère au philosophe à l'égard de ce que contient le

seau remonté des profondeurs du puits. Taine aujourd'hui recherche dans l'art de toutes les écoles, non plus seulement « ces puissances élémentaires qui sont le principe de la nature », mais aussi « ces formes supérieures qui sont, il nous le dit, le but primordial de la nature ». Comme il nous a montré « la parenté de l'art avec la science », il nous montre, pleinement conscient de son dessein, « la parenté de l'art avec la morale ».

La contemplation des chefs-d'œuvre avait ouvert au philosophe un nouvel ordre de pensées. Les désastres de la France lui furent une nouvelle et foudroyante initiation. J'ai rappelé plus haut dans quelles conditions il avait entrepris d'écrire les *Origines de la France contemporaine*. Revenons sur cette date décisive. Le courant purement intellectuel de son activité l'avait toujours tenu à distance de notre vie politique. Il faisait un voyage d'études en Allemagne au mois de juillet 1870 quand, brusquement apparue, la menace de guerre le ramena en France. Il y apprit bientôt ce qu'une âme noble peut souffrir des épreuves de son pays. « Les nouvelles deviennent de plus en plus tristes, écrivait-il à sa mère le 28 décembre; il y a des jours où j'ai l'âme comme une plaie; je ne savais pas qu'on tenait tant à sa patrie. »

Une idée s'établit alors au premier plan de sa pensée : l'idée de sa *dette* envers cette patrie vaincue, mutilée, déchirée, devant qui se dressait le grand problème de son relèvement. Se prononça-t-il la parole intérieure qu'il avait prêtée, dans ses *Philosophes*, à son maître le plus aimé : « chercher dans le grand champ du travail l'endroit où l'on peut être le plus utile, creuser son sillon ou sa fosse ? » Depuis la publication récente de *l'Intelligence*, de nouveaux projets l'attiraient, une étude sur la vie allemande, un ouvrage de fond sur *les Émotions et la Volonté*. Abandonnant ou différant ces projets, il pensa ne pouvoir mieux faire pour servir le pays que de l'aider à mieux juger de ses besoins en lui apportant une étude approfondie de « la crise terrible et féconde par laquelle l'ancien régime a produit la Révolution et la Révolution le régime nouveau ». Il avait trouvé son dernier sillon à creuser. On sait s'il le fit droit et profond.

A mesure qu'il avançait dans sa nouvelle tâche, il en espérait moins de résultats pratiques. Dès le début il avait conçu

des doutes sur la possibilité de la réforme intellectuelle et morale dont le besoin lui apparaissait comme à son ami Renan. Mallet du Pan, Rivarol, Malouet n'avaient-ils pas prophétisé juste, à chaque pas nouveau de la Révolution? Et ils n'avaient empêché ni les erreurs de se commettre, ni la légende de se faire. Le 9 août 1872, Taine écrivait à Mme Taine : « Si je réussis à écrire mon livre, il sera peut-être lu, mais il restera inutile... En politique et en morale, nous ne jugeons que d'après nos passions et nos intérêts du moment, et nous ne croyons que ce qu'il nous est agréable de croire. » On a vu que dix-huit ans plus tard, — écrivant le dernier volume des *Origines*, — en dépit de la persévérance avec laquelle il accumulait et assénait ses preuves, en dépit de la plénitude de conviction et de la force incomparable avec lesquelles il formulait ses vues, il s'était confirmé dans son doute sur l'efficacité de son œuvre historique.

Sur quoi Taine se fondait-il pour en attendre si peu d'effet? Était-ce seulement sur la légèreté, l'imprévoyance des hommes, sur leur penchant à ne croire que ce qui leur est agréable? Ou Taine sentait-il que son idéal de l'État s'accordait mal avec celui qui a prévalu en France bien avant la Révolution, avant même Louis XIV et Louis XI, dès nos origines nationales?

Taine reconnaissait à l'État une fonction fondamentale : protéger la communauté contre les agresseurs du dehors et les membres de la communauté contre les malfaiteurs du dedans. A cette fonction primitive s'en ajoutaient de complémentaires, mais celles-là seulement qui, nécessaires à l'ordre public, n'étaient pas de nature à être remplies par des organisations privées. Jusqu'à cette limite, l'État n'était que bienfaiteur; allait-il au delà, il devenait oppresseur. Il prélevait indûment sur le contribuable de quoi défrayer des contraintes, scolaires ou autres, qu'il lui imposait injustement.

Éminemment conforme à la liberté, à la dignité du citoyen, cet idéal de l'État différait sur un point capital de celui qui avait présidé à la formation de la France. Le Roi capétien était un chef de famille, le chef de la grande famille française. Dans une époque de dissolution sociale et de guerre de tous contre tous, le duc de France, Hugues Capet, a été désigné au choix de ses pairs, les grands du Royaume, comme le plus apte à tenir entre eux le rôle de pacificateur. Par l'onction qu'il

reçoit à Reims, à chaque début de règne, le roi de France devient, « comme David, le délégué sacré et spécial de Dieu lui-même » ; et en même temps, « par la théorie des légistes, il est, comme César, l'unique et perpétuel représentant de la nation ». Marqué de ce double caractère, ni sa sollicitude ni son autorité ne sauraient avoir de limites fixes; et d'ailleurs, loin que le peuple s'applique à les restreindre, il pousse le Roi à les étendre, car, jusqu'en 1789, il verra en lui, Taine l'écrit, « le redresseur des torts, le gardien du droit, le protecteur des faibles, l'universel refuge ». C'est ainsi qu'avec l'encouragement du peuple, le Roi s'est attribué en principe tous les pouvoirs; que, par la création de l'administration royale, l'État français, de proche en proche, a mis la main partout; et qu'enfin, après avoir, durant des siècles, utilisé à ses fins la monarchie, il l'a rejetée, comme un outil hors d'usage, pour activer sans elle et d'après une doctrine *a priori* son travail de centralisation.

En 1892, alors que Taine poursuit encore, pendant la présidence de Carnot, la rédaction de son dernier volume, le même courant pousse dans le même sens, vers un despotisme tatillon exercé désormais au nom du nombre, la masse grossissante de ses eaux et Taine écrit à son ami Gaston Paris : « Probablement j'ai eu tort, il y a vingt ans, d'entreprendre cette série de recherches; elles assombrissent ma vieillesse, et je sens de plus en plus qu'au point de vue pratique elles ne serviront à rien ; un courant énorme et rapide nous emporte; à quoi bon faire un mémoire sur la profondeur et la rapidité du courant? »

Ne sent-on pas dans ces lignes l'horreur sacrée d'un grand civilisé à l'approche d'un cataclysme où la civilisation risque de périr? Le courant est formidable et de plus il se généralise. Ce n'est plus, en Europe, la seule France qu'il menace d'entraîner et vers quel mystérieux destin? Vers les plaines de fleurs que nous promettent des illuminés? ou vers un abîme analogue à celui qui a englouti le monde romain? Quoi qu'il en soit, après avoir relu certains chapitres des *Origines*, nous ne dirons pas : « A quoi bon? » Il y a là des pages qui n'auront pas été écrites en vain, qui ont laissé, qui laisseront dans les cœurs autre chose que des vérités théoriques.

On se rappellera, entre toutes, celles où Taine a démontré

que la parole : « Rendez à César ce qui est à César et à Dieu ce qui est à Dieu » a ouvert dans l'histoire une ère nouvelle et meilleure. Les limites des deux domaines ainsi désignés sont sujettes à discussion ; elles ne sont pas immuables ; et César, au cours des temps, ne s'est pas fait faute, notamment dans la royale et démocratique France, de reculer de plus en plus les bornes du terrain où il agit en maître. M. Paul Bourget a très bien dit de Taine que cet indépendant n'était pas un révolté. Si indépendant qu'il soit d'esprit et de caractère, le bon citoyen sait sacrifier à la paix publique une large part de ses préférences. Il y a pourtant des limites que César, que l'État souverain, — quelle que soit la doctrine politique dont il se prévale, — est obligé de respecter sous peine de provoquer la protestation indomptable de ce qu'il y a de plus noble dans la nation.

Il suffirait à la gloire de Taine d'avoir tracé ces limites avec une force décisive dans ses pages sur la conscience et l'honneur. On sait comment il y définit, comment il y défend contre le programme jacobin le domaine réservé où toute ingérence de l'État prend le caractère d'une tyrannie et au seuil duquel tout homme de cœur doit monter la garde. La pièce capitale en est le droit que possède chacun de régler selon sa conscience son attitude envers l'infini. Ce droit sacré a pour corollaire le devoir qu'a l'État de le respecter scrupuleusement. Et il le viole « lorsqu'il m'impose, écrit Taine, sa théologie ou sa philosophie, lorsqu'il me prescrit ou interdit un culte, lorsqu'il prétend... diriger l'éducation de mes enfants ». Il le viole encore si, par une malveillance avouée ou sourde, il fait peser sa défaveur sur ceux qui ne lui reconnaissent pas le gouvernement de l'Esprit.

Quand le régime moderne se laisse entraîner à commettre ces violations, il dément, — sur le point où ce démenti est le plus funeste, — son propre principe de liberté et imite, en les aggravant encore, les abus de pouvoir du régime ancien. C'est en effet la première fois dans l'histoire, comme Tocqueville l'a remarqué, que l'on voit un État se montrer malveillant à la religion établie en vue, non de fonder une religion nouvelle, mais de généraliser l'incroyance. Le régime moderne devrait savoir gré à Taine de le mettre en garde contre la vieille et malfaisante chimère du régime ancien, — la réduc-

tion du pays à l'unité de pensée, — chimère doublement folle et condamnable quand, cette unité de pensée dont on rêve, c'est dans l'incroyance qu'on la veut. Les nations sont guérissables. Peut-être finirons-nous par comprendre, avec les États les plus florissants de notre âge, que la paix publique doit être cherchée non dans l'unité tyrannique de croyance ou d'incroyance, mais dans le respect sincère de l'État pour la liberté religieuse.

Quoi qu'il en soit, les pages où Taine a défini le domaine inviolable du citoyen; celles où il a rendu à l'action civilisatrice du christianisme le plus magnifique témoignage qui lui soit jamais venu d'un penseur demeuré étranger à sa foi, ces pages, génératrices de liberté, forment une des plus précieuses parts du riche héritage qu'il a laissé à son pays. Elles se complètent par la remarque que la prospérité de nos sociétés modernes est liée à la consigne générale : « respect de chacun pour soi et pour les autres ». Elles couronnent dignement une œuvre qui, en se développant, n'a pas cessé de gagner en élévation et en bienfaisante portée.

Sa vie fut une marche continue vers ces lumières du cœur que la juvénile raideur de sa méthode écartait d'abord de son esprit et dont sa philosophie s'est graduellement pénétrée, comme le stoïcisme s'était pénétré de bonté dans l'âme généreuse de son maître Marc-Aurèle. Le jeune normalien, le jeune professeur enivré d'idées, qui, devant le spectacle des choses, ne s'intéressa d'abord qu'au point de vue strictement scientifique, n'a jamais eu à renier sa précoce philosophie; il l'a seulement dépassée; il a élargi son horizon par l'adoption de points de vue nouveaux à mesure qu'il a vécu et vu vivre. La fréquentation des œuvres d'art l'a conduit au point de vue esthétique ; le choc d'une catastrophe nationale l'a conduit au point de vue moral. Et le logicien qu'il était a pris soin de nous marquer que ces deux points de vue sont aussi légitimes que le premier. En quelque phase que nous interrogions sa vie, elle nous montre Taine établi, par un besoin profond de sa nature, en ce degré supérieur de bonne foi où ceux-là seuls peuvent atteindre qui n'ont embrassé d'autre parti que celui de la Vérité.

G. Saint-René Taillandier.

LA JEUNESSE
DE LA TOUR D'AUVERGNE

Telle que l'ont contée Michelet, Déroulède et la plupart de ses autres biographes, — sauf pour certaines de ses campagnes le commandant Simond, — la vie de La Tour d'Auvergne tient plus de la légende que de l'histoire. Avec Trévédy, érudit magistrat breton trop tôt disparu, on commence à voir clair dans ses origines, mais elles restaient encore bien confuses. C'est que tout s'en mêlait pour nous égarer : des sources suspectes, l'esprit de parti et une atmosphère générale de *Conciones*. La Tour d'Auvergne lui-même n'est point toujours un bon témoin à consulter sur son propre cas, ni, malgré son caractère sacerdotal, Claude Le Coz, son condisciple, mort archevêque de Besançon, ni Lazare Carnot, qui l'avait connu aux armées et qui le coula en bronze de son vivant. Dans sa hâte à remplacer les grandes figures du passé, la Révolution, qui avait besoin de héros, ne reculait pas toujours à les inventer et, quand elle ne les inventait pas, elle les déformait, selon son concept d'absolu, jusqu'à n'en plus faire que des abstractions. C'est miracle que celui-ci ne perde rien et gagne même par endroits à être ramené dans des conditions et à des proportions naturelles : où l'on ne s'attendait à trouver qu'un axiome ou un théorème, on est tout surpris de trouver un homme, — et le plus émouvant qui soit (1).

(1) La Correspondance inédite et les papiers du « premier grenadier», gracieusement communiqués par un de ses descendants, M. le général du Pontavice, nous ont particulièrement aidé dans cette tâche de reconstitution. Presque tous les documents cités ici sont empruntés à cette source si riche et à laquelle n'avait recouru aucun de nos devanciers.

LE FILS DE MAÎTRE CORRET

Il n'était pas né La Tour d'Auvergne, — et cela, il ne l'a jamais caché. Les registres baptismaux de Carhaix le donnent sans plus pour « fils légitime de noble maître Olivier-Louis Corret, avocat à la cour, sénéchal de Trébivan, et de dame Jeanne-Lucresse (*sic*) Salaün, son épouse ». On sait ce que voulait dire l'expression de « noble maître » ou « noble homme » qui n'impliquait pas au XVIIIe siècle, — bien au contraire, — reconnaissance de noblesse et se donnait à tout bourgeois investi d'une charge quelconque. La profession d'avocat n'était pas sans doute, comme la profession notariale, de celles qui emportaient dérogeance et Olivier Corret aurait pu devenir avocat sans cesser d'être noble. Tel n'était point le cas et les Corret payaient la taille. De même la possession d'une terre et le titre qu'on en prenait (par exemple, ici, Olivier Corret, sieur de Kerbeauffret) n'impliquaient nullement qu'on était noble, la terre qu'on possédait l'eût-elle été. Mais la vérité est que cette terre de Kerbeauffret, dont La Tour d'Auvergne à son tour prendra le titre, n'avait rien d'une seigneurie, même « imperceptible », comme le veut Michelet. C'était et c'est resté jusqu'à nos jours un assemblage de masures coiffées de chaume et le type même de ces *ty-zouls* qui sont les plus loqueteuses habitations de la Cornouaille des monts.

Lucrèce Salaün avait-elle une ascendance plus illustre ? Point, encore qu'on voie un Salaün du Rest inscrit au rôle de 1694, lors de la montre passée par Vauban à Quimper. Mais il figure parmi les noms roturiers et il était d'ailleurs « avocat au Parlement » lui aussi et sénéchal d'un certain nombre de juridictions. Qu'est-ce qu'un sénéchal cependant? Un petit officier de justice, quelque chose comme nos juges de paix. Mais Lucrèce Salaün, férue de gentilhommerie, s'était mariée d'abord en maison noble : elle avait épousé à Collorec, le 3 février 1734, n'ayant pas encore vingt ans, le chevalier de Penandreff qui n'était point de la première jeunesse, ayant passé cinquante-sept ans. De ce mariage un peu disproportionné naquirent un fils et une fille. Tous deux disparurent assez tôt, car, Mme de Penandreff étant devenue veuve à vingt-cinq ans, le 14 juillet 1738, et s'étant remariée le 14 mai sui-

vant, il n'est fait aucune mention d'eux dans le contrat.

C'est en solliciteuse et pour l'aider à débrouiller une succession embarrassée que Mme de Penandreff s'était présentée à Me Olivier Corret qui passait pour un homme d'affaires expérimenté et habitait d'ailleurs, tout près de Collorec, au château du Kergoët, en Saint-Hernin, dont il était le régisseur. L'avocat s'éprit de sa cliente, ce qui est de tous les temps, et la cliente, tout bien considéré, ne le rebuta point, ce qui arrive aussi.

Me Olivier Corret avait trente-neuf ans, la meilleure charge du ressort, quelque bien et une régie lucrative. De surcroît il était logé gracieusement dans les dépendances du Kergoët. Il en coûtait un peu à Mme de Penandreff de tomber d'un chevalier dans un sénéchal. Mais aux veines de ce sénéchal coulaient, d'après la tradition, quelques gouttes du sang le plus noble qui fût : l'aïeul d'Olivier, Henri Corret, par sa mère, Adèle Corret, — une accorte chambrière de la maison des La Tour d'Obergues, semble-t-il, — était Lorrain et fils naturel d'Henri de la Tour, père du grand Turenne et premier possesseur du duché de Bouillon, « chétive souveraineté, dit furieusement Saint-Simon, repaire de voleurs et des partis bleus des Ardennes », dont il plaça les armes sur son écu, mais qui n'obtint jamais l'aveu du Parlement.

Ce Corret, qui garda le nom maternel, — preuve que son père putatif ne le reconnut point, sans toutefois le désavouer, puisqu'il le laissa attacher à sa maison avec quelque emploi subalterne, — suivit de Lorraine à Quintin, en 1629, la quatrième fille du duc, Catherine de La Tour, qui venait d'épouser Amaury III de Gouyon. Lui-même avait épousé Marie Dupuis, dont on ne sait rien d'autre sinon qu'elle eut de son mariage, en 1645, un fils prénommé Mathurin qui négligea de produire ses titres, au cas qu'il en eût, à la réformation de 1688, s'établit bourgeoisement à Lanrivain « notaire priseur » et se maria trois fois, les deux premières à des filles nobles, Marie de Quélénec et Hélène de Suasse, et roturièrement la troisième fois (1688), mais plus avantageusement sans doute, quant aux biens fonciers et autres, à Barbe Le Scaffunec, fille d'un notaire de Trébivan.

Des revenus de son étude, Mathurin acheta le petit domaine de Kerbeauffret, puis le manoir du Bas-Lampoul, qui valait mieux et, sans être un château, comme le laissait volontiers entendre la Tour d'Auvergne avant la Révolution, n'était pas

non plus une « chaumière », comme il l'appelait ensuite. L'édifice principal garde encore quelque grâce, — une grâce un peu sévère, comme l'est presque toujours la grâce bretonne, — avec sa façade Renaissance en pierres de grand appareil, sa tourelle quadrangulaire et son vieux puits rond délicatement mouluré ; les terres, en pente douce, descendent jusqu'au Blavet qui fait coude près de là et, du fond de la gorge où ses eaux se perdent sous un tohu-bohu de grosses roches éruptives (le Toul-Goulic), emplit tout l'horizon de son grondement. Mais ce genre de pittoresque n'avait aucune séduction pour les hommes du grand siècle qui n'y voyaient que sauvagerie. Enfin l'endroit passait pour hanté : Trévédy a trouvé mémoire, dans les archives de Quintin, de deux châtelains de Lampoul occis à cent ans de distance et le dernier, peu avant 1690, au seuil même du manoir. Les enchères, en ce pays de revenants, durent s'en ressentir. Mathurin nonobstant semble avoir coulé dans Lampoul une vieillesse fort paisible. La Tour d'Auvergne lui-même y séjournera et, dans la grande salle du rez-de-chaussée, qu'on dit avoir été sa chambre et qui a conservé ses grosses poutres enfumées, sa vaste cheminée à chambranle, ses portes de chêne massif à pentures renforçantes et aux serrures percées dans des fleurs de lys en fer forgé, rêvera de finir ses jours entre la contemplation de la nature et l'éternelle revision de ses *Origines gauloises*.

De la potée d'enfants nés des trois mariages de Mathurin, quatre seulement, tous les quatre du lignage de Barbe Le Scaffunec, avaient survécu à leur père : deux filles, Marie-Françoise, qui épousa un Kervasdoué ; Marie-Anne, qui se fit pour un temps ursuline, et deux fils, Olivier-Louis et Thomas-Olivier, celui-ci posthume. Nous retrouverons Thomas, devenu jésuite, au collège de Quimper où le suivront ses neveux. Quant à Olivier-Louis, c'est notre sénéchal de tout à l'heure, l'homme d'affaires débrouillard entre les mains duquel la veuve Penandreff est venue remettre ses intérêts et que, le délai légal de dix mois expiré jour pour jour, elle épouse à la hussarde. Et, du même coup, elle émigre du morose Collorec au Kergoët, la merveille de la Cornouaille, tout à la fois plessis et forteresse, qui, au temps de Mme de Sévigné, pouvait braquer trente canons sur les Bonnets-Rouges.

Au Kergoët, de 1739 à 1747, naissent : Marie-Anne-Michelle

(1741), qui épousera Yves Limon du Tymeur, avocat à Guingamp ; Joseph-Olivier (1741), qui mourra en bas-âge ; Thomas-Louis (1747), personnage mal déchiffrable, dont Michelet fait un saint et qui n'était peut-être qu'un mécontent. Et, entre temps, le 23 décembre 1743, dans une localité non désignée, dame Lucrèce, comme pour mieux le distinguer de ses frères et sœurs, met au monde un quatrième enfant (troisième par ordre de date) : Malo-Théophile, porté sur les registres de Carhaix comme baptisé le 25 suivant. Tout de suite les énigmes commencent.

Parce qu'il n'est pas né au Kergoët comme ses frères, parce qu'il a été baptisé deux jours après sa naissance, parce que dame Lucrèce sa mère n'a pas laissé une réputation de sévérité excessive et qu'elle n'a rien eu de la farouche vertu de son homonyme romaine, parce que La Tour d'Auvergne lui-même ne paraît pas avoir été toujours d'accord avec les registres de l'état civil et son propre témoignage, on a multiplié les suppositions, on a évoqué tous les lieux où il aurait pu naître et finalement, plus gâté sur ce point qu'Homère, dont sept villes se disputaient l'honneur d'avoir été le berceau, La Tour d'Auvergne a été revendiqué par neuf localités dont Trévédy a fourni la liste et discuté les titres pour conclure à la validité de ceux du seul Carhaix.

Je crois que Trévédy a raison.

Il n'est peut-être pas sûr que La Tour d'Auvergne soit né dans la maison de la rue Saint-Joseph qui porte sa plaque commémorative, et où l'on veut qu'Olivier Corret ait eu un pied-à-terre pour recevoir ses clients ; il naquit peut-être chez les religieuses de Notre-Dame des Grâces ou dans quelque hôtellerie, par accident. Mais il est certain que La Tour d'Auvergne est inséparable de Carhaix.

LES PREMIÈRES ANNÉES

La vieille capitale de la Cornouaille intérieure, l'antique Vorganium des Romains, point militaire de premier ordre, carrefour et nœud des voies stratégiques de la péninsule, s'exprime en lui, comme il s'explique par elle. Du haut de ce puissant socle de schiste qu'est le plateau carhaisien, on domine de vastes étendues marécageuses, un long moutonnement de cimes sombres, hêtraies et sapinières, que cerne sur l'horizon

la ligne bleue des Ménez. Rude paysage, balayé des grands souffles iodés accourus de l'Atlantique et de la Manche et qui s'y livrent bataille. La terre, par places, apparaît comme écorchée, son ossature à vif. Carhaix, la ville aux maisons noires, est à cheval sur l'échine de la Bretagne, *keign Breiz*, une échine maigre, dépouillée, sans grâce. Que nous voilà loin du plantureux Trégorrois, de la légère Cornouaille du sud ! La Bretagne, ici, a je ne sais quoi de puritain, en tout cas de plus grave et de plus sévèrement mélancolique qu'ailleurs, qui semble s'être communiqué au La Tour d'Auvergne des dernières années. L'homme qui avait pris pour devise : « Du pain, du lait et la liberté » pouvait avoir une « veine » ardennaise ou lorraine : il reste bien et avant tout le fils de ces sommets âpres et pauvres.

Le La Tour d'Auvergne des premières années, l'adolescent, l'adulte, sont un peu différents. La fièvre de la jeunesse, les appels du sang et cette atmosphère tout à la fois voluptueuse et passionnée où s'éteignait la vieille monarchie, le milieu familial, l'éducation, les rêveries inspirées de Rousseau, bientôt mêlées à cet orgueil et à ce souci du paraître dont le nourrissait sa mère entichée de considération jusqu'à donner du baron à son premier mari le chevalier, — Olivier Corret était mort comme l'enfant n'avait que six ans (11 avril 1749), — tout conspirait à faire de La Tour d'Auvergne un homme de ce XVIIIe siècle où, selon le mot profond de M. de La Gorce, l'ambition commune était de déployer ses facultés hors de son état. Pas plus que ses contemporains, il ne démêlait la contradiction de cette double tendance et comme, le moment venu, il serait difficile d'accorder l'application des préceptes du *Contrat social*, évangile de tous les robins de Bretagne, avec cette soif des honneurs, cette prétention à sortir de sa classe et à se pousser au premier rang dont nous le verrons tout dévoré. La multiplicité des juridictions avait engendré, au XVIe siècle, le pullulement des hommes de loi, et les campagnes en comptaient presque autant que les villes. Il y a encore, en 1789, des avocats à Glomel, à Braspartz, à Plounévézel, à Maël-Carhaix, etc. C'est cette terrible et avide robinocratie, encadrée, formée, dressée en vue de l'effort final dans ces « sociétés de pensée » dont Augustin Cochin a montré l'activité dissolvante, qui, plus que le vrai peuple, assez indifférent d'abord, fera la Révolution.

Les Corret, robins eux-mêmes, étaient apparentés ou liés par les Scaffunec, les Salaün, plus tard les Billonnois et les Limon; à un grand nombre de ces avocats « en parlement », obscurs encore et appelés à jouer un certain rôle dans les troubles futurs, tels le constituant Pierre Mazurié, Rupérou, de la Législative, et les conventionnels Guezno et Roujoux. C'est le sénéchal de Corlay, Georgelin, correspondant de Voltaire, qui, avec le comte de Sérent, fondera la *Société patriotique de Bretagne*, — et ce Georgelin, pour revoir les essais poétiques de Mme de Nantois, « la Muse bretonne », ne saura pas mieux l'adresser qu'à Limon du Tymeur, beau-frère de La Tour d'Auvergne.

Cependant Mme Corret, demeurée veuve, ne se résout point à le rester plus longtemps et comme, à vingt ans, elle a épousé un quasi-sexagénaire, elle épouse le 6 juillet 1755, ayant passé la quarantaine, un prétendant de six années plus jeune qu'elle et nanti de quatre enfants, « noble homme » Philippe Billonnois, dont elle fait de son autorité M. de Billonnois. Le nom, il est vrai, qui ne sent guère la Bretagne, s'accommode assez bien de la particule : « M. *de* Billonnois », a bon air, et il figurera fréquemment comme tel dans la Correspondance et sur divers papiers. Et il est vrai encore que « M. de Billonnois » a pour beau-frère Joseph-Tugdual Dagorne du Bot, qui tranchera du gentilhomme quand il aura vers 1760, au prix fort, acquis la charge de conseiller du Roy à la Chancellerie du Parlement d'Aix, mais qui n'est présentement, — fonctions de gros rapport d'ailleurs, — que receveur des devoirs de Bretagne et receveur des rentes de la maison de Coigny.

« M. de Billonnois » lui-même est simplement receveur des postes et entreposeur des tabacs à Carhaix. La nouvelle « Mme de Billonnois » l'y suivra du Kergoët où la condescendance des Gourmont, propriétaires du château, l'avait maintenue après la mort de son second mari (1749), mais d'où le petit Théophile s'évadait le plus souvent qu'il pouvait pour retrouver à Carhaix sa vieille et très simple grand mère Barbe Le Scaffunec, laquelle était du bois dont on fait les nonagénaires. S'il apprit le breton, au point de composer des chansons en cette langue et d'en régaler aux assemblées ses bonnes amies, on peut croire que ce fut de sa bouche; les servantes de l'entourage, ses petits compagnons de jeux et les bonnes amies elles-mêmes

firent le reste, car son oncle, le P. Corret, s'avouera, avec une humilité extrême, « faible en tout, mais plus encore en breton qu'en français » et, pour « Mme de Billonnois », elle n'était point femme, j'imagine, bien que brouillée avec l'orthographe et d'instruction assez courte, à s'exprimer dans le langage du commun.

Trévédy s'est montré particulièrement dur pour elle. Il est vrai qu'elle est montée sur échasse et qu'on la voit toujours prête à rappeler aux gens qu'elle a été Penandreff avant d'être Corret ou Billonnois. De ses trois fils, il serait curieux que, contrairement à l'usage des mères, elle ait senti un faible, non pour le cadet, le benjamin, mais pour l'aîné ou plutôt celui qui deviendra l'aîné par la disparition assez prompte de Joseph-Olivier. Peut-être, dira-t-on, l'humeur rebourse de Thomas, son dédain des soins corporels les plus élémentaires, déjà la rebutaient-ils : jolie, spirituelle, amie des compagnies élégantes, ses complaisances devaient aller naturellement à ce Malo-Théophile aux boucles châtain clair, grand, bien découplé, hardi de verbe, franc de collier et le plus propre du monde à relever sa maison tombée en roture par la négligence des intéressés. Mais cela encore ne suffit point, et la vraie raison de sa préférence, c'est qu'il était l'aîné ou plutôt qu'il l'était devenu. La preuve ? De son vivant même, elle fera un partage *noble* en sa faveur, lui attribuant à titre de préciput le principal manoir (Lampoul), plus un tiers des biens roturiers, — partage très « préjudiciable » à la sœur et au cadet, dont l'humeur peut-être ne s'en éclaircira pas.

Mais tout doit céder à la « nécessité » du rang et c'est le premier souci de dame Lucrèce, selon Trévédy. Que de fois ne dut-elle pas entretenir l'enfant de cette nécessité, évoquer devant lui les Bouillon, leur grand-oncle Turenne, et les majestueux barons du Pont, d'où trois amiraux de Bretagne étaient issus, et cet héroïque Salaün du Rest, son propre père, « officier au régiment de Dauphin-Dragons », qui sauva la vie du comte de Coigny enlevé par un méchant seigneur à l'âge de treize ans ! Une imagination féminine, surtout un peu échauffée, confond si aisément à distance un officier de justice, comme l'excellent Salaün, avec un officier aux armées, et M. de Coigny avec sa future femme Marie de Névet, dont le rapt par Malo de Pontbriand, qui n'en voulait qu'à sa dot, fit quelque bruit en effet

vers 1727 dans la province ! Et, au demeurant, pourquoi n'en serait-il pas des Corret comme de ce sénéchal de Châteauneuf-du-Faou, leur voisin et ami Guillaume Pic, de Pic tout court, pendant soixante-huit ans, mué tout à coup par la grâce du Parlement en Pic de la Mirandole ? Ne valaient-ils point ce Pic et n'avaient-ils point autant de droits que lui à s'asseoir aux États ?

Les cadets de noblesse, les petits gentilshommes « faisant valoir », ceux qu'on appelait ironiquement en Bretagne les Épées de fer et qui vivaient à la campagne sur leur motte, y prenaient les mœurs des lapins dont ils partageaient les terriers ; leur prolificité était telle qu'ils ne pouvaient songer à caser toutes leurs filles dans les maisons nobles et les couvents ; il en entrait un bon quart dans la bourgeoisie et même chez les paysans. Dans combien de familles bretonnes, aujourd'hui encore, le père, la mère aiment à rappeler que, pour roturier qu'on soit, on a « une cuisse noble », entendez quelque ancêtre féminin à particule ! Théophile, dans son enfance, dut en ouïr bien d'autres et, comme il était bâti, n'en point retrancher, mais plutôt y ajouter de son cru avec les années. Ainsi s'expliqueraient certains propos ou des passages de la Correspondance qui risqueraient de nous désobliger sur une telle lèvre, si nous ne savions la puissance du « mirage armoricain » et qu'aucune nation plus que la bretonne n'est en proie à cette disposition étrange connue, depuis Dupré, sous le nom de mythomanie. Les plus sévères y ont cédé, un Le Gonidec comme un La Tour d'Auvergne, et avec tant de bonne foi qu'il est malaisé de leur en garder rigueur : c'est dans le sang depuis le roi Arthur ; c'est moins un vice qu'un trait de caractère et nous lui devons après tout le cycle le plus merveilleux de notre romancero national.

Sans compter qu'à nourrir l'enfant de ces grands souvenirs, même imaginaires ou déformés, à lui proposer pour modèles les personnages illustres dont il sortait, et Turenne le premier, Lucrèce jetait en lui les semences des vertus militaires dont il étonnera un jour le monde : il y avait peut-être une Cornélie chez cette mère ambitieuse qui, par tant d'autres traits, fait songer à un Jourdain femelle. Quand, quelque trois ans après son troisième mariage, le 6 août 1758, « Mme de Billonnois » donnera le jour à un dernier enfant, Catherine-Henriette, la marraine qu'elle ira lui choisir ne sera rien de moins que haute

et puissante dame Catherine-Françoise de Gourmont, laquelle d'ailleurs, résidant en Normandie, se fera représenter au baptême par Marie-Anne-Michelle Corret.

L'ÉLÈVE DES JÉSUITES

Théophile, en vacances, dut être de la fête cette fois, car on ne l'avait point rappelé du collège lors du mariage de sa mère qui s'était célébré dans le privé. Il avait quinze ans; il était depuis trois ans au *Likès*, chez les Jésuites de Quimper. Son père et son oncle avaient eux-mêmes suivi les cours de cet établissement, où Thomas, nommé profès, était revenu « pour être employé à la prédication », puis à la direction des retraites. C'était, en sus d'un remarquable orateur, un homme d'une grande austérité de vie et qui se mortifiait plus que de raison, ce qui l'obligea maintes fois, notamment en 1742, d'aller « respirer l'air des champs et prendre le lait » au Kergoët, chez son frère Olivier.

Peut-être, au terme d'une de ces cures de saison, amena-t-il à Quimper son neveu Théophile, alors, croit-on, dans sa onzième année, et c'est encore vraisemblablement l'oncle Thomas qui s'occupa de lui trouver un lit ou une moitié de lit en ville, car les élèves prenaient leur pension et leur logement dans des maisons bourgeoises dont c'était la spécialité et dont on disait qu'elles « tenaient écoliers ». Ces écoliers, connus sous le nom de *likès* (ou laïcs, par opposition aux clercs) ne laissaient pas d'être quelque peu turbulents. Ils couraient les rues la nuit, rossaient le guet et faisaient les cent coups. L'autorité dut intervenir à plusieurs reprises et exiger leur clôture à neuf heures d'abord, puis à huit heures en hiver et à dix heures en été, sous peine aux logeurs de 50 livres d'amende. C'est une extrémité à laquelle le jeune Corret ne réduisit certainement pas le sien. Tous les témoignages s'accordent à le représenter comme l'écolier le plus discipliné qui fût, le plus appliqué aussi et qui révélait dès cette époque, suivant l'expression de son professeur, le P. Daviou, « des sentiments au-dessus du commun (1) ». Le P. Daviou saura s'en souvenir, mais,

(1) C'est dans le billet suivant du 26 novembre 1779, si important pour la connaissance des premières années de La Tour d'Auvergne et qui n'avait point été recueilli, qu'on trouve cette expression. Corret venait de recevoir du duc de

pour le moment, il est surtout sensible aux progrès de son disciple dans l'étude des langues mortes, du latin principalement

Malgré l'engouement général pour les méthodes de Rollin, qui fut le Berlitz de son temps, l'enseignement chez les Jésuites continuait de se donner en latin; les conversations mêmes avaient lieu en latin, comme chez le père de Montaigne dont le fils ne semble pas s'en être si mal trouvé. Sans qu'on veuille instituer de comparaison déplacée, il est permis encore, je pense, de rappeler l'exemple de M. de Loz, l'avocat général au parlement de Bretagne, du père de qui Olivier Corret tenait sa première charge de procureur fiscal et qui, chez les Jésuites de Rennes, était entré si profondément dans la familiarité du latin que tout le reste de sa vie il lui fut indifférent de s'exprimer en cette langue ou en français. Et c'était un peu le cas de Théophile lui-même qui, au sortir du collège, adolescent timide et désireux de soustraire à la curiosité de son entourage ses premières effusions sentimentales, se couvrira du latin comme d'un manteau pour écrire ces fameuses lettres mystiques à une inconnue que M. du Chatellier eut la bonne fortune de feuilleter et qui se sont malheureusement perdues. On peut ajouter que, si l'*Histoire romaine* du « bon » Rollin n'était pas plus en honneur chez les Jésuites que son *Traité des études*, on n'en faisait pas moins une large part chez eux, comme dans les autres établissements, aux institutions politiques de Rome et d'Athènes. « Gouvernement insensé, s'écriera Camille Desmoulins, qui croyait que nous pouvions admirer le passé sans condamner le présent! » L'inconséquence du système n'avait point encore frappé les esprits et, pour notre héros, tout fait penser, en définitive, que César et sa *Guerre des Gaules* le passionnaient

Bouillon l'autorisation de prendre le nom et les armes de sa maison, avec la barre de bâtardise.

« Je viens d'apprendre avec bien de la joie, monsieur, lui écrivait de Gourin son ancien professeur, l'heureuse découverte que vous venez de faire de l'illustre tige dont vous sortez. Recevez-en mon compliment sincère. Je vous avais toujours connu des sentiments au-dessus du commun. Il paraît, monsieur, que la Providence a des vues particulières sur vous. Elle vous ouvre une belle carrière Efforcez-vous de la remplir d'une manière digne de vous et du sang des Turennes; mais, quelque brillante que puisse être un jour cette fortune, n'oubliez jamais, monsieur et cher Théophile, les principes de religion que nous avons tâché autrefois de vous inspirer. Ce sera de ce point unique que dépendra toujours votre bonheur, même en ce monde. Quand vous écrirez à M. le marquis de Frémeur, je vous prie de lui dire quelque chose de ma part... — J'ai l'honneur, etc. — Daviou, prêtre. »

beaucoup plus que Tite-Live et son *Histoire romaine* ou Tacite et ses *Annales* : ce n'est pas un petit-fils des Gracques, comme Camille Desmoulins, mais plutôt un arrière-neveu de Dumnorix ou de Camulogène. D'aucuns veulent même qu'il ait conçu dès le collège le plan des *Origines gauloises*. J'en doute un peu, bien que la chose n'ait rien d'impossible. On est mieux renseigné sur ses relations d'écolier : et si, au Likès, il ne connut pas Le Brigant, l' « andronome » fameux, qui le passait de vingt années, il y connut certainement, outre le père et l'oncle de l'illustre Laënnec, plusieurs des futurs personnages marquants de la Révolution en Bretagne, l'aîné des Royou, qui rédigera *l'Ami du roi*, le rude et savoureux Kervélégan, surtout Claude Le Coz, de Plonévez-Porzay, un des Pères de l'Église constitutionnelle, qui, après avoir administré en cette qualité le diocèse de Rennes, mourra, en 1815, comte de l'Empire et archevêque de Besançon.

Grande et belle figure au demeurant. La Tour d'Auvergne et lui étaient faits pour se comprendre et nous les verrons unis de l'amitié la plus étroite. Mais s'assirent-ils, comme on l'a dit, sur les mêmes bancs, dans la même classe? Claude Le Coz comptait trois années de plus que Corret et, d'autre part, s'ils avaient été si liés dès le collège, le ton de leur correspondance ne s'en fût-il point ressenti? Eût-il été si guindé? Et le *vous*, comme chez Renan et Berthelot, y eût-il remplacé le tutoiement d'usage entre camarades?

LA VIE CACHÉE

Les Jésuites n'ayant été expulsés qu'à la fin de l'année scolaire par l'arrêté du Parlement de Bretagne du 27 juillet 1762, il se pourrait fort que l'écolier eût quitté le collège en même temps que ses maîtres, et le P. Corret partit peut-être pour Paris, où son neveu le retrouvera si opportunément, le jour même où celui-ci partit pour Carhaix. Qui plus est, rien n'empêche qu'ils aient chevauché de compagnie jusqu'à Carhaix et sur la même monture. Les études du jeune homme auraient pu souffrir d'un changement de direction, mais elles étaient terminées ; il avait dix-huit ans, et c'était le moment d'élire une carrière. Laquelle? Serait-il d'église comme son oncle? Ou de robe comme son père? Ou d'épée, comme le souhaitait sa mère

et comme l'y portait vraisemblablement sa vocation personnelle?

L'examen de cette importante question semble avoir pris plus de temps que de coutume chez les parents de Corret et, en 1766, c'est-à-dire quand leur fils avait déjà vingt-trois ans, la question n'était pas encore tranchée. Sur les quatre ou cinq années que le jeune homme passa dans une inaction apparente, tantôt à Carhaix, tantôt à Lampoul, tantôt à Guingamp, chez sa sœur aînée, Mme Limon du Tymeur, tantôt au Kergoët, chez la comtesse de Roquefeuil, femme d'Aymard-Joseph, vice-amiral en 1780, qui avait acheté le domaine aux Gourmont, il n'y a que des on-dit, aucun texte, et si ce n'est pas la « vie cachée » de notre héros, c'est quelque chose du moins qui s'en rapproche. Il n'est pas impossible cependant d'y faire descendre quelque lumière. Pour résumer ici les résultats de notre enquête, les lettres latines de la Tour d'Auvergne à une inconnue ne sont peut-être pas de l'invention de M. du Chatellier, mais il n'y en a pas trace dans la Correspondance inédite, qui contient pourtant nombre de lettres écrites en latin, mais adressées en général à des Espagnols. Il reste qu'une « inconnue » a traversé et fortement occupé cette période de sa vie. Je pencherais assez avec Trévédy pour Pauline Limon, l'une des belles-sœurs de sa propre sœur. Mais Pauline avait quatre ans et demi de plus que son prétendant, toujours sans charge ni état. La demande en mariage fut rejetée, et c'est alors (derniers jours de mars 1765) que Corret partit pour Paris. Pauline entra l'année suivante aux Ursulines de Guingamp. Corret ne devait plus la revoir. Mais il ne l'oublia jamais et sa « mélancolie inguérissable » serait venue de là.

Rien de plus vraisemblable au premier abord et qui s'accorde mieux avec les faits et les dates. Il n'est même pas sûr que les Limon du Tymeur aient été les seuls à refuser d'envisager un pareil mariage : M. Billonnois n'y a peut-être pas voulu donner les mains et Théophile, ulcéré, a peut-être quitté dans un coup de tête la maison paternelle. J'infère ceci, — qui est de mon cru, — d'un mot de la première lettre de Corret à son beau-père qui l'était venu voir à Paris, y faire peut-être sa paix avec lui et le présenter dans les maisons amies.

« Je vous demande, dit-il, pour mon frère et pour moi, la continuation de votre amitié et de vos bontés... Ce sera *un retour* à l'inviolable et respectueux attachement avec lequel je suis, etc. »

Un « retour » ? Il avait donc rompu avec cet « inviolable et respectueux attachement » ? Et pour quelle raison, sinon la raison qu'on en a donnée plus haut? Il ne faut point dire avec Michelet et les autres biographes de La Tour d'Auvergne qu'après son amour pour Pauline, La Tour d'Auvergne n'a plus « connu qu'un amour : la France », et je lui sais au moins deux grandes passions et partagées, l'une, à Cadix pour la nièce d'un homme d'État espagnol, sœur brûlante et pathétique de la Religieuse portugaise, l'autre à Bayonne, aux approches de la cinquantaine, et qui ne fut peut-être qu'une amitié amoureuse pour lady Stuart, comtesse de Traquaire et nièce du Prétendant. Ni cette tendre amitié, ni les petites intrigues galantes de son adolescence, ni même la folle aventure espagnole ne sont à comparer avec le grand, le profond amour qui semble avoir pris possession de lui vers sa vingtième année.

Renan attribuait le besoin obstiné de solitude dont certaines domestiques bretonnes sont travaillées jusque dans Paris, à la persistance, au fond d'elles, d'un amour d'enfance comprimé, chimérique, se doublant d'un instinct moral excessivement fort. Inavoué pour le dehors, ce sentiment règne au dedans comme en un silence absolu. Rien n'existe pour un tel état de l'âme, rien ne plaît que la pensée chère. Pendant des années cela peut suffire, et cela rend indifférent à tout le reste. En fut-il ainsi chez Corret? Occupé de la seule pensée de l'élue qu'on lui refusait parce qu'il n'avait ni état ni place, et désireux d'emporter cet obstacle en acquérant l'un ou en gagnant l'autre, on l'imagine volontiers multipliant les démarches pendant ces deux années 1765-1767 qu'il passe à Paris, courant de la maison de l'Enfant-Jésus, qui abrite la vieillesse ascétique du P. Corret, à l'atelier de ce pastelliste et graveur au burin, l'un des petits maîtres du genre Louis XV, Saint-Aubin, où l'a introduit M. Dagorne du Bot, grand amateur de son talent. On ne voit pas très bien le genre de relations qu'il put se faire chez Saint-Aubin ni les services qu'il en attendait, mais l'étude de la Correspondance nous fournit certaines précisions sur les services que put lui rendre le P. Corret.

Même après que leur ordre eut été sacrifié aux rancunes de Choiseul et des philosophes, les Jésuites demeuraient fort puissants et, pour la plupart, recueillis comme le P. Corret dans des communautés féminines ou pourvus d'un bénéfice séculier

comme le P. Daviou, qui fut nommé curé de Gourin, ils continuaient de porter attention aux affaires du monde; leurs anciens élèves n'étaient pas tous taillés sur le patron d'un Voltaire, et quelques-uns, qui avaient eu pour maître à La Flèche ou à Rennes le vénérable P. Corret, purent fort bien ne pas faire la sourde oreille quand il les pria pour son neveu. Du nombre furent le duc de Crillon, passé en 1762 au service de l'Espagne où il tâchera d'attirer Corret, et le marquis du Frémeur (1), à cette époque colonel du régiment d'Angoumois, par qui le jeune homme, de plain-pied, eut accès aux grades dans l'armée.

L'ENTRÉE AU RÉGIMENT

M. Billonnois alla voir M. du Frémeur à Versailles, avec Théophile, et le marquis leur indiqua la marche à suivre et les obstacles à emporter ou à tourner pour devenir officier.

Premier point : se procurer un certificat de noblesse. S'il n'était pas absolument nécessaire d'être noble pour devenir officier, — c'est la fâcheuse ordonnance de 1781 qui rendit la noblesse obligatoire, — il était tout de même plus expédient de l'être ou de le paraître. M. Billonnois répondit qu'il avait sous la main, à Morlaix, quatre aimables gentilshommes : MM. du Mezcouez-Pastour, de Péan fils, Chrétien de Chef-de-l'Étang et Chrétien de la Musse, disposés à signer toutes les attestations du monde, même à conférer la particule et le titre d'écuyer, *gratis pro Deo*, à son beau-fils. Sur quoi M du Frémeur passa au second point : les règlements portaient qu'on ne pouvait être d'emblée officier dans un régiment que si on y avait acheté une lieutenance ou si l'on sortait d'une école militaire. Corret ne remplissait pas la seconde condition (2) et ses parents entendaient bien se dérober à la première. Mais il y avait un moyen d'accommoder les choses : c'était d'entrer dans la maison du Roi où n'était exigé que d'être bon gentilhomme. M. du Frémeur connaissait le comte de Montboissier qui commandait la

(1) *Du* ou *de*? La Tour d'Auvergne emploie lui-même tantôt l'un, tantôt l'autre.

(2) On n'en voit pas moins le nom de La Tour d'Auvergne inscrit au Prytanée de La Flèche sur les tables de marbre du vestibule d'honneur parmi ceux des anciens élèves tués à l'ennemi. Et la caserne porte le nom de La Tour d'Auvergne en souvenir de son passage dans cet établissement, — où l'on veut qu'il ait obtenu « la croix de mérite » et où il n'est jamais entré.

seconde compagnie de mousquetaires à cheval de cette maison : que le jeune Corret fût admis à y faire un stage (et c'est où les Gourmont, Roquefeuil, Coigny et autres purent s'employer utilement), presque tout de suite il le ferait passer comme « sous-sous » (aspirant sous-lieutenant) dans son propre régiment d'Angoumois.

Et c'est ainsi que, le 3 avril 1767, « Théophile Malo *de* Corret, écuyer », fut inscrit comme surnuméraire au corps des Mousquetaires noirs qui formait, avec les Mousquetaires gris et les Cent-Suisses, la maison de Sa Majesté. On est encore sous le Bien-Aimé : l'habit de mousquetaire en drap écarlate et boutons d'argent, la soubreveste en drap écarlate bleue, sans manches, taillée, galonnée comme une chasuble, et tout le reste du harnois, des éperons au chapeau, coûte environ 4 000 livres, et, quant au train de vie, à peine s'il a changé depuis Saint-Simon qui, outre les laquais, ne marchait qu'escorté de deux gentilshommes et avait, en campagne, un équipage de trente-cinq chevaux et mulets pour lui seul. Joignez qu'aux Mousquetaires, tant noirs que gris (c'est la couleur de leurs chevaux qui les distingue), il faut verser 1 500 livres pour la subsistance et 1 900 autres pour les tambours, le manège, l'escrime, la comédie, etc.

Où diantre les Billonnois, quand ils se saigneraient aux quatre veines, vont-ils trouver tout cet argent pour leur fils? Mais ils n'eurent même point à se poser la question : stylé par M. du Frémeur, Corret, à peine nommé, demanda et obtint un congé de semestre, avant l'expiration duquel il reçut sa commission de sous-lieutenant au régiment d'Angoumois. Il n'avait pas fait un jour de service aux Mousquetaires noirs, ce qui n'empêcha pas M. de Montboissier, qui ne l'avait peut-être jamais vu, de lui délivrer un deuxième congé, définitif cette fois, dont les termes élogieux le comblèrent d'aise à un point qu'on ne peut dire :

« Il m'y donne la qualité de mousquetaire et non de surnuméraire ! écrivait Corret à son beau-père. Il n'aurait pas été possible de désirer un congé plus favorable après dix ans de service, etc. »

Le 27 septembre 1767, Corret de Kerbeauffret (il avait pris ce titre dans l'intervalle) joignait son régiment à Saint-Hippolyte en Provence et, le 27 octobre, il y prêtait serment

comme sous-lieutenant entre les mains du commissaire Cambir d'Allais qui constatait dans son certificat que le nouvel officier n'avait rien eu à payer pour « sa réception audit emploi ». Toutes les faveurs, tous les passe-droits, Corret les a connus en somme au début de sa carrière et ce farouche républicain de l'Ère future est entré dans l'état militaire faisant figure d'un « affreux » privilégié.

LA VIE DE GARNISON

Est-ce l'effet cependant de sa nomination et des agréments qu'elle lui promet ? Il n'y a plus trace chez lui de mélancolie. Sa carrière, de ce moment à ses premiers rapports avec le duc de Bouillon, va se dérouler tout unie, sans autre accident ou incident que ceux habituels aux vies de garnison et dont le plus saillant fut cette algarade du théâtre de Marseille (1773) où les officiers en vinrent aux mains avec le parterre pour un cri de « Bas l'habit blanc ! » qu'avait poussé quelque courtaud de boutique, à qui leurs façons avantageuses portaient sur les nerfs. Il fallut bien que Corret, sous peine d'être disqualifié, fît comme ses camarades. Il n'en coûta d'ailleurs qu'une jambe cassée à un musicien de l'orchestre. Mais les gazettes menèrent grand tapage de l'affaire, et le régiment fut déplacé.

C'était le quatrième changement de garnison qu'on lui infligeait en moins de sept mois, le neuvième depuis l'incorporation de Corret. Et si « la Cour », comme on disait alors, trouvait son profit à ces déplacements, « parce que les dépenses d'étapes, dit le commandant Simond, étaient payées par les provinces comme avances sur leurs tailles », la bourse des officiers s'en accommodait moins aisément. La Correspondance imprimée (1) en fournit maints témoignages. La Correspondance inédite tient quelquefois un autre langage, et, l'inconvénient de la dépense réservé, nous montre un Corret à qui sa jeunesse et son goût de la nouveauté ne laissent pas de faire trouver quelque séduction à ces changements perpétuels. Les congés de semestre s'y ajoutant, qui, chaque année, rendaient leur liberté aux officiers pour une période correspondant à celle de leur séjour au corps, on voit ce qui demeurait pour l'étude,

(1) Cf. Buhot de Kersers, Paris, 1909.

les manœuvres, l'éducation des recrues, etc. Un Corret sans doute, officier zélé et de ceux qu'on appelait les « fanatiques », mettait les bouchées doubles. Il se rattrapait en semestre, et une lettre inédite du 6 avril 1769 donne sur l'emploi de ses journées à Paris les détails les plus circonstanciés : emplettes, commissions, dîners, visites, et les consolations à M. du Frémeur qui vient de perdre sa femme, font une trame si serrée qu'on n'y peut faire entrer le spectacle et la promenade. Le voici qui, en attendant d'aller voir « M. Duvernois » pour son beau-père, court pour le même chez le passementier à la mode quérir « vingt aulnes de tresse d'or » et de là fait un saut chez un gainier fameux du nom de Galucha auquel il avait confié le boîtier de montre de sa petite sœur Henriette.

« Elle sera sans doute étonnée de recevoir son même boîtier de roussette recouvert, au lieu de celui à deux glaces que je lui annonçais. L'imprudence d'un des garçons de M. Galucha a occasionné cette méprise. Ce garçon, dans l'absence de son maître, se vanta témérairement de saisir parfaitement un boîtier qui eût convenu à la montre, quoiqu'il ne l'eût pas. Vous verrez par la note de M. Galucha au bas de son adresse qu'une pareille entreprise n'était pas à la portée d'un gainier. Celui-ci est sans contredit le meilleur de Paris; son père fut le premier ouvrier qui mit en œuvre la roussette que l'on a depuis nommée galucha, du nom de cet artiste; ma sœur n'eût pas trouvé à satisfaire ici son goût pour un boîtier à deux glaces, garni en entier en similor ; elle aurait la gloire de l'invention, si elle en faisait exécuter un en ce genre. »

Il n'a pu voir « M. de La Garde » qu'une seule fois depuis son arrivée, mais il lui a remis le paquet de M. Billonnois. Il ajoute, parlant de Mme de La Garde et des autres personnes de connaissance qu'il a dans Paris, puis, abordant divers sujets tant publics que privés, dont quelques-uns d'un assez vif intérêt pour nous :

« Je ne connaissais pas sa femme [à M. de La Garde] : sans être jolie, elle a une figure qui revient beaucoup et est d'une humeur fort contraire au chagrin. Mlle de Runan se porte toujours bien et me parle bien souvent de vous. M. Charuel n'est point venu à Paris depuis mon arrivée; je l'irai voir à sa campagne avant de partir pour lui présenter mon frère et M. du Bot ; je profiterai aussi, puisque vous le trouvez bon, de la

faculté que vous me donnez de prendre de l'argent de lui, si j'en ai besoin ; malgré les avances qu'il m'a fallu faire ici pour des commissions dont j'ai été chargé par mes camarades et celle de cent cinquante livres pour conduire de Paris mes trois hommes au régiment, je ne suis pas entièrement dénué et il me restera peut-être suffisamment pour ma route, mais vous savez que j'avais la fantaisie d'une montre d'or et comme c'est une chose (?) dont un militaire ne peut pas se passer, je pense que vous ne trouverez pas mauvais que je donne un peu d'extension à la permission que vous m'avez accordée.

« Je ne pense pas que notre régiment fasse aucun mouvement pour aller en Corse. Nous le désirons cependant tous : nous aurions l'avantage d'avoir pour général un ancien colonel du corps. Je viens encore de gagner un nouveau rang par la retraite d'un capitaine du régiment; je me trouve aujourd'hui à la tête des lieutenants en second. Le premier échelon que je monterai me mettra pour les appointements au rang des lieutenants en pied, me rendant lieutenant en second des grenadiers.

« La circonstance pour mon frère d'entrer dans le régiment était des plus heureuses, s'il avait su en profiter. M. du Frémeur, qui a appris qu'il était à Paris, a paru désirer le voir et m'a demandé plusieurs fois s'il avait du goût pour le service, mais il s'est à cet égard expliqué très clairement. Je ne sais ce qu'il veut devenir, il pousse toujours avec moi la discrétion jusqu'au mystère sur son état de vie. Il a fait emplette d'un habit vert doublé de soie jaune, veste et culotte chamois. Il ne suit en tout que sa fantaisie et ne fait aucun cas de l'avis des autres; je suis avec lui au bout de mon latin. Je crois qu'il commence à s'ennuyer à Paris.

« J'ai dîné une fois chez Mme de Coigny depuis mon arrivée : elle m'a tenu grand compte de l'écart de ma route que j'ai fait pour venir lui faire ma cour. J'ai aussi vu Mme de Choiseul, qui a été très sensible à mon souvenir; enfin je suis on ne peut plus content et plus heureux, si toutefois je puis l'être après le malheureux événement dont je viens d'être témoin.

« M. du Frémeur vient depuis peu de perdre sa femme après une maladie de neuf à dix jours. Je n'entreprendrai pas de vous décrire l'excès de la douleur dont il est pénétré, ainsi que toutes les personnes qui avaient le bonheur de connaître Mme du

Frémeur. Paris n'offrait pas deux mariages (ménages) aussi unis que le leur. Il s'était célébré sous les auspices de l'attachement et de l'inclination, et l'intérêt n'y avait eu aucune part. Je n'ai pour ainsi dire pas quitté M. du Frémeur dans cette occurrence et je fais mon possible pour l'arracher d'un séjour qu'il adorait. Il partira incessamment pour le régiment, mais, le terme de son départ n'étant pas fixé, je me verrai contraint de le prévenir; j'ai remis le mien au 12 ou 15 de ce mois.

« Je vous remercie, mon très cher père, de la bonté que vous avez eue d'arranger l'affaire du Morvan avec M. le chevalier des Jars. Mélinville, à qui j'avais laissé le choix de mes deux derniers, a pris le Guillou de Saint-Hernin. Je vous prie de réparer la faute que j'ai faite de ne pas mettre au bas de leurs engagements le certificat du subdélégué ou autre juge, à défaut d'un commissaire des guerres, qui constate que ces hommes ont été réellement engagés à Carhaix. Sans cette précaution, je ne serais point reçu à me faire payer des deux sols par lieue que le Roy nous accorde pour chaque recrue jusqu'à la garnison. J'écrirai à Mélinville de vous faire passer le troisième engagement qu'il a pour que vous puissiez me les faire parvenir tous les trois au régiment. Deschamps, dont ma chère mère était inquiète, a parti (*sic*) de Paris en très bonne santé.

« Ma sœur ne doit pas me savoir mauvais gré si je ne lui écris pas de Paris : je ne quitte point M. du Frémeur et n'ai pas trouvé encore le moment de voir une seule fois le spectacle ni d'aller aux promenades publiques; je n'ai même pas encore vu la moitié de mes connaissances ici. M. du Bot et mon frère se portent bien... J'ai retrouvé mon ancien négociant, M. Hervo, en bonne santé; M. Richou a été très malade, mais il est actuellement hors de danger... Vous voudrez bien faire dire, s'il vous plaît, à Mme de Ripon que j'ai vu Mme et Mlle Loyauté. Adieu, mon très cher père.

« Je presserai Serrant pour votre tontine, quand je le verrai, et saurai aussi de lui combien a été vendue la pomme de la canne de M... »

Vit-on jamais un homme plus chargé? Et quoi d'étonnant si sa lettre est un peu décousue? Mais ce décousu même a son prix. Saurions-nous sans lui que le marquis du Frémeur et sa femme faisaient un ménage si exemplaire et dans une société où l'on croyait que le libertinage des deux époux était la règle?

Saurions-nous encore que ce petit lieutenant en second était reçu familièrement et sur un pied d'égalité chez des grandes dames comme la duchesse de Coigny et la duchesse de Choiseul? « C'est un charmeur », dira-t-on plus tard de lui. Il a déjà ce charme, cette aisance de manières, cette élégance et cette force de parole qui le feront tant apprécier d'une lady Stuart. Et quel souci du paraître dans cette « fantaisie d'une montre d'or » dont il ne croit pas qu'un militaire puisse se passer ! Quel contraste aussi avec ce Thomas, son frère, dont la rate fume perpétuellement, qui ne veut entendre à rien ni à personne, qui s'habille comme un perroquet et qui prélude, en le rabrouant, à la vie du parfait misanthrope qu'il sera plus tard !

Enfin, sur les recrues, qui sont la grande préoccupation des officiers de ce temps, voici un premier aperçu : Deschamps, « *son* petit Deschamps », lui donne et continuera de lui donner toute satisfaction ; mais, pour Morvan et Guillou, cela commence à ne point aller tout seul. Car ce n'est point une légende sans doute que les tabarinades de ces sergents-recruteurs qui faisaient leur entrée dans les villages au son du tambour et des fifres et, pour piper les benêts, installaient leur table d'engagement aux portes des hôtelleries sous un dôme de flacons, de jambons et d'oies grasses, symbole du royaume de Cocagne qu'était un régiment : toutefois, le plus grand nombre des recrues étaient levées par les officiers eux-mêmes, quand ils se rendaient dans leur famille. Les colonels « faisaient » des recrues comme les simples sous-lieutenants. Ce n'était pas seulement une faculté, mais une obligation de leur état d'officiers et, pour les encourager à la bien remplir, la Couronne leur allouait des primes assez fortes qui allaient, à la veille de la Révolution, jusqu'à 116 livres 3 sols par recrue; on les punissait aussi et assez rudement (au moins les officiers subalternes), s'ils revenaient bredouilles. Ces recrues, ils les levaient surtout parmi les fils de leurs fermiers ou des fermiers du voisinage ; leurs familles, leurs relations s'en mêlaient et poussaient aux enrôlements, comme on le voit ici. Mais il arrivait qu'ils ne fussent pas toujours les bons marchands de l'opération : les recrues, quelque soin qu'on prît de ménager leurs étapes et de les remettre en mains sûres, se perdaient souvent en route ou décampaient avec leur prime ou passaient engagement avec d'autres racoleurs.

Ce fut le cas justement pour Guillou et Morvan. Tout surpris, à son arrivée dans Antibes, sa nouvelle garnison, de n'y trouver ni l'un ni l'autre, Corret s'informe et apprend qu'à Chalon-sur-Saône, Guillou, excédé par la fatigue de la route, est entré à l'hôpital où le chevalier de Sainte-Marie, qui en avait pris charge, a jugé bon de faire entrer aussi Morvan « pour lui tenir compagnie », parce que Morvan entendait assez bien le français et le parlait même un peu, tandis que Guillou ne connaissait que son bas-breton. Grave imprudence, car s'il est vrai que de Chalon, au bout de quatre jours, les deux béjaunes sont partis pour Lyon où l' « un de nos messieurs qui s'y trouva les fit embarquer pour Avignon », on ne sait plus ensuite ce qu'ils ont pu devenir : toutes les recherches de Corret dans les hôpitaux et les auberges du Comtat sont restées infructueuses. Il faut qu'il y ait là quelque diablerie ou qu'ils se soient fait enlever par quelque recruteur d'un régiment voisin grimé en bas-officier d'Angoumois.

« J'écris aujourd'hui une lettre circulaire à tous les majors des régiments en garnison en Provence pour réclamer ces hommes, mande Corret à son beau-père... Je ne puis m'imaginer qu'ils aient pu déserter volontairement après l'épreuve d'une route de près de deux cent cinquante lieues, livrés à eux-mêmes, et les dispositions que je leur connaissais. Dans tous les cas, leurs parents peuvent être tranquilles et je leur ferai plutôt le sacrifice des avances que je leur ai faites et des deux cents livres que j'ai consignées à l'état-major que de les dénoncer comme déserteurs. »

Voilà l'homme de cœur, crédule et généreux jusqu'à l'excès, qu'il sera toute sa vie et qui, peu content de chercher des atténuations aux fautes d'autrui, accepterait de payer les pots pour sauver l'honneur d'une famille innocente. Il ne se rend à l'évidence que contraint et en prenant soin encore de distinguer les cas : Guillou, naïf enfant de la nature, proche du bon sauvage de Jean-Jacques, n'est peut-être coupable que de faiblesse d'esprit et Corret réserve toutes ses sévérités pour Morvan, plus civilisé et plus corrompu : les deux hommes lui ont été enlevés « par des volontaires recruteurs pour différentes légions actuellement en Corse » ou qui devaient y être dirigées.

« Le Morvan s'est laissé séduire, écrit Corret à son beau-père, et a ensuite entraîné l'autre, comme je l'ai su par une personne

qui se trouva avec eux dans la diligence de Lyon qui les conduisait à Avignon et qui relâcha à Valence à cause du mauvais temps... J'avais lieu de compter sur plus de fermeté de la part de Guillou et, rendu à trente ou quarante lieues du régiment, je n'eusse pas imaginé qu'il eût songé à me quitter, étant intéressé de tant de façons à ne me pas abandonner. J'en suis plus affligé par rapport à lui que rapport à moi. Mon intention n'est pas de l'inquiéter, je ferai des efforts seulement pour le ravoir et, si la chose est possible, je ne désespère pas de son retour. Je vais à cet effet prendre toutes les mesures qu'on met en usage en pareil cas, mais il est absolument perdu pour moi, s'il est passé en Corse, le Roy accordant la grâce aux déserteurs qui y passent et approuvant qu'ils y contractent de nouveaux engagements. A l'égard du Morvan, je suis décidé à le faire sommer au lieu de son domicile, suivant l'usage, et à le dénoncer ensuite comme déserteur. C'est un coquin qui ne mérite pas d'égards : en le laissant tranquille, ce serait le récompenser de la seconde faute, après ne l'avoir pas puni de la première. »

Au résumé, cette malheureuse affaire lui coûte, « d'argent déboursé », 164 livres, dont 86 livres pour l'un des hommes et 82 livres pour l'autre, « indépendamment des 200 livres que l'état-major retient » en pareil cas aux officiers. Avec les 75 livres de la recrue qu'il avait engagée à Marseille avant son départ et qui s'est évaporée en route comme Morvan et Guillou, plus 100 livres qu'on l' « obligera peut-être à consigner [illegible] » pour la fripouille, cela fait au total une perte sèche de [illegible] livres. Et sa solde n'est que de 1080 livres! En vérité, il est bien autorisé à conclure : « Voilà un joli commerce! C'est cependant le seul qu'on nous permette. Jugez combien nous nous y enrichirons. »

Mais il ajoute tout de suite : « Cette réflexion me fait rire en cédant à la nécessité de mille événements qu'on ne saurait éviter. » Car il est encore dans sa lune de miel d'officier. On l'aime, on l'estime au régiment pour son application au service, sa droiture, sa franchise, sa chaleur à obliger, et, s'il perd d'un côté, il gagne de l'autre : « Le Roi, écrit-il d'Antibes le 1er mai 1769, vient de m'accorder une gratification de 200 livres. » Il en est ravi, il proteste bien pour la forme : « Cette grâce a d'autant plus lieu de me surprendre que je crois moins la mériter. » S'il le croit vraiment, ses chefs ne

sont point de son avis, surtout M. du Frémeur qui avait percé tout de suite le faible et le fort de ce caractère « trop inflexible et trop ardent » (1), mais incapable de transiger avec son devoir, de fer même sur ce chapitre, un peu chimérique seulement sur le reste et prompt à prendre feu pour toutes les nouveautés. Si charmant de toutes les façons, avec un tel rayonnement dans son œil bleu d'Armoricain et je ne sais quel air de fierté naturelle qui était tout le contraire de l'arrogance! Il trouvait Antibes fort supérieure à sa réputation et même de commerce agréable, si le prix des choses n'y eût passé la mesure :

« La ville est trois fois grande comme Carhaix, écrivait-il à son beau-frère, et renferme une très bonne société. La vie y est d'une cherté effroyable, et il n'y a pas d'auberge à moins de quarante-cinq livres à un repas. A cela près, je crois qu'on peut s'y plaire comme partout ailleurs. Les campagnes aux environs d'Antibes sont de véritables jardins plus abondants en fruits, en légumes et en blé que ne le sont les environs de Paris; le vin est excellent et vaut un sol la bouteille. La chaleur que nous ressentons à présent est excessive : on en est à la seconde coupe du foin et, en quinze jours ou trois semaines au plus tard, se fera la récolte. Nous mangeons à dessert des cerises; les petits pois et les fèves commencent à y passer. L'oranger vient dans ce pays sans culture. Il est aussi commun que le chêne sur nos fossés de Bretagne; les oranges du pays sont douces et fort agréables au goût... Il passe ici tous les jours un grand nombre de pèlerins et de pèlerines allant à Saint-Jacques de Galice : il s'en trouve parmi ces derniers d'une rare beauté et qui commencent quelquefois leurs stations à Antibes. Nous ne sommes qu'à une très petite distance de Nice et de Monaco : tous nos messieurs y ont été à différentes reprises, ainsi qu'à Gênes dont le trajet par mer est de six ou sept heures. Je ferai en sorte de ne pas laisser échapper à ma curiosité des objets aussi essentiels. »

Il comptait sans son hôte : de Corse abordait tous les jours à Antibes un « bateau de poste », mais les nouvelles étaient « pour la Cour » et l'on ne savait à peu près rien de ce qui se passait dans l'île, « bien qu'on la découvre des remparts ». Un jour cependant filtra « la grande nouvelle de la reddition de

(1) Le mot est de Crillon.

Corte », un autre celle de la prise de l'île Rousse, puis celle de la soumission « du général Paoli, réduit à solliciter son pardon et sa grâce » : il se hâtait d'envoyer ces heureuses nouvelles à ses parents, avec le regret mal dissimulé de n'avoir pas été de ceux qui avaient mis le mutin à la raison. Adieu paniers, vendanges sont faites, Angoumois n'ira pas en Corse et, pour comble de disgrâce, une fois de plus on le change de garnison.

« Nous partons le 18 de ce mois, écrit-il le 12 novembre 1769 à son beau-père, pour nous rendre, en sept jours de marche, à Grenoble, en Dauphiné... En quittant Antibes, nous paraissons tous fort sensibles à la perte des beaux jours que nous laissons derrière nous, mais beaucoup plus à celle des personnes qui régnaient ici sur nos cœurs... »

Du coup il voit son voyage de Gênes « accroché ». Cependant, à son retour, M. Billonnois le trouvera « assez instruit sur bien des particularités concernant plusieurs villes d'Italie » qu'il a visitées pendant son séjour à Antibes. De Grenoble d'ailleurs, il sera « assez à proximité de Turin pour faire ce voyage ». Et il ajoute : « Voilà trois ou quatre frontières que nous parcourons depuis deux ans... Je vous assure que je trouve mille délices dans ces différentes mutations, tout ce qui contribue à faire connaître les mœurs d'un pays et les particularités qu'il offre piquant singulièrement ma curiosité. » On n'est pas d'humeur plus conciliante, mais c'est qu'il entame à peine sa troisième année de régiment.

Ce ne fut pourtant pas une petite affaire que cette marche supposée de sept jours et qui en prit le triple, d'Antibes à Grenoble, en plein mois de décembre, et une partie du régiment faillit y rester. De la capitale du Dauphiné, le 26 décembre 1769, Corret mandait à M. Billonnois :

« Mon très cher père, nous venons enfin de terminer, après trois semaines de marche, la route d'Antibes à Grenoble par des temps affreux et des chemins ou plutôt des sentiers impraticables, à travers les montagnes de Provence et de Dauphiné, toujours portés sur trois ou quatre pieds de neige sans exagération. La Cour, pour s'épargner les frais de quelques jours de route de plus que nous aurions employés par celle d'Aix, nous a fait voyager à travers monts, ayant toujours des précipices à côté de nous. Peu s'en est fallu qu'une partie du régiment n'ait péri, au passage des torrents que forme le Drac auprès de

Digne. Nous l'avons passé vingt-deux fois à pied, officiers et soldats, le régiment s'étant formé sur six colonnes et nous tenant étroitement serrés suivant le fil de l'eau sans le brusquer. Nos équipages étaient heureusement partis d'Antibes avant nous et avaient pris la grande route : sans cela, c'en était fait d'eux. Nous fûmes accueillis de la neige à trois journées d'Antibes : elle nous porta pendant huit ou dix jours et ne parut se fondre qu'après nous avoir laissés aller précisément entre les torrents du Drac et de la Durance. La dissolution de la neige devint alors si considérable qu'il eût fallu périr nécessairement dans des torrents, si nous ne nous étions avisés de l'expédient qui nous sauva. Nous avons été quittes pour la perte de quelques bagages qu'il nous a fallu sacrifier. »

Mais quelle compensation à l'arrivée ! On a traversé « Grasse, Digne et Senès en Provence, Gap, Lespinasse et Lamure en Dauphiné » ; certains même de « nos messieurs » ont poussé jusqu'à Barcelonnette, « ville assez agréable appartenant autrefois au roi de Sardaigne », mais c'est à Grenoble que la vraie fête commença :

« Il n'est pas d'accueil que nous n'ayons éprouvé à notre arrivée, de la part des messieurs d'artillerie du régiment de Toul actuellement à Grenoble : ils nous ont traités splendidement. Nous avons été également traités en corps chez M. le comte de Clermont-Tonnerre, M. de Marsieu, M. du Bourset, commandant du génie, et M. Lévêque : le militaire est ici avec tout l'agrément imaginable, bien reçu dans toutes les maisons, même celles du Parlement, fêté et chéri partout. Il ne se passe pas de jour que plusieurs de nous ne mangions dans une des maisons que je viens de nommer. M. de Tonnerre et M. du Bourset tiennent table ouverte pour les officiers de la garnison, et nous voyons ici la plus brillante compagnie sans être exposés au jeu qu'autant qu'on le veut; les exercices, notre cour aux dames, la comédie, le concert, la chasse et la promenade remplissent assez agréablement nos moments; nous ne regrettons de la Provence que la beauté du climat. Nous avons une réserve à nous seuls qui abonde en perdrix, lièvres, bartavelles, faisans et gelinottes. Mes exploits à la chasse font parler d'eux. J'ai un chien de la plus grande beauté que je tiens d'un de mes camarades. Nous mangeons ici d'excellent fromage de Sassenage d'où nous ne sommes éloignés que d'une lieue, et les meil-

leures reinettes et calvilles de France. Vous parler du ratafia de Grenoble, c'est assez vous en faire l'éloge. Si quelqu'un des objets que je viens de vous décrire pouvait piquer votre goût, mon très cher père, je vous prierai de me le mander; je serais trop heureux d'avoir occasion une fois dans ma vie de pouvoir vous servir et faire quelque chose qui vous soit agréable pour ne pas la saisir avidement... »

DIX ANS APRÈS

C'est la dernière lettre inédite de cette série si pleine d'intérêt. Nous n'en avons plus d'autres jusqu'en 1773, et celles-là ont été publiées (elles roulent sur l'algarade du théâtre de Marseille). Le 24 mai 1776, Corret est à Montauban d'où il envoie ses condoléances à Limon du Tymeur qui vient de perdre son père; le 21 septembre, il est à Huningue et en assez méchant point des suites d'un terrible duel qui a tout le caractère de ce que nous appelons aujourd'hui une affaire de femme et dont il supplie son correspondant de ne souffler mot à sa mère et à sa sœur; le 30 septembre de la même année, on le trouve à Plombières où les dames chanoinesses n'ont pu résister à la séduction de ce malade si différent des autres et où il fait une cure de deux mois dans leur établissement fermé d'habitude aux hommes; le 30 avril 1779, il a rejoint Belfort, pas bien remis encore de ses blessures au bas ventre et à la cuisse qui l'obligeront de faire une nouvelle cure à Plombières ou à Bade.

Le ton de ces diverses lettres, des dernières surtout, est singulièrement plus rassis que celui des précédentes : c'est que le temps a marché et que l'accoutumance a fait son œuvre. Corret, après dix années de ces perpétuelles navettes de l'Est à l'Ouest et du Midi au Septentrion, n'est plus aussi féru des changements de garnison et ne leur découvre plus le même attrait. Il aime toujours son métier sans doute, bien qu'il commence d'en démêler la vanité; il entre de plus en plus dans les bonnes grâces de ses chefs, « au-devant desquelles » il se flatte de n'avoir « cependant pas fait un seul pas, l'inflexibilité de mon caractère, dit-il, me rendant peu propre au rôle de courtisan »; il semble bien que cette inflexibilité se soit accusée avec l'âge, que l'allègre officier de naguère soit en train de tourner au stoïcien, — un stoïcien un peu emphatique, selon le goût du

temps, avec une pointe de préciosité. De quel ton, qui serait du plus pur Scudéry, s'il n'était de Corret, il s'écrie à Plombières où il souffre le martyre : « Mon calme au milieu de mes souffrances devrait étonner mes maux! » Ce stoïcisme ne va point jusqu'à lui faire négliger l'opéra, le concert, la cour aux dames et les autres revenants-bons de son métier. Mais ce qui est l'essentiel, la raison même de ce métier, à savoir la guerre, c'est aussi justement ce qui fait le plus défaut. Corret a joué de malchance et il est entré à Angoumois comme ce régiment débarquait d'Amérique. Les événements de Corse faillirent le rendre à l'activité. Mais les choses, on le sait, tournèrent court : Paoli, qui avait battu Chauvelin, se fit battre par le comte de Vaux, et il ne fut plus question d'aller guerroyer dans le maquis.

Pour un homme chez qui le sang de Turenne parlait ou croyait parler et qui était indubitablement né, quoi qu'il en soit, avec la vocation militaire, qu'une telle inaction pendant dix ans dut être pesante! Rappelons-nous l'accablement de Vigny dans les armées immobiles de la Restauration et ces pensées de suicide auxquelles il n'échappa qu'en se donnant à la Muse.

C'est par ce même besoin de réaction, pour combattre le spleen, — comme on dit déjà, — et ses brouillards mortels, que, les premières « délices » de sa nouvelle vie une fois épuisées, et après s'être mis par scrupule professionnel à l'étude de la stratégie et de la tactique, Corret, qui n'était ni coureur, ni joueur, ni bretteur (malgré son mystérieux duel d'Huningue), se fit numismate et philologue. Il avait le don des langues d'ailleurs, comme beaucoup de ceux qui ont parlé deux langues dans leur enfance. Et l'on peut accepter aussi que, vers la même époque, touché par le vent du siècle, il se soit affilié à l'une de ces loges régimentaires dont le nombre était déjà de vingt-trois en 1776 et qui comptaient parmi leurs grands officiers les ducs de Chartres, de Montmorency-Luxembourg et de Beauvilliers. Numismatique, philologie, maçonnerie, même appuyées de la poliorcétique, qu'il avait commencé d'approfondir après la tactique, ne l'eussent pas mené bien loin, du moins dans la carrière des armes où continuait obstinément de lui manquer l'occasion de faire briller ses talents. En 1779, quand il entre en rapports avec le duc de Bouillon, Corret a sagement abdiqué toute ambition ; il est de ces officiers dont parle Dufresny, qui, « sans bassesse et sans manège », mettent toute leur gloire « à

bien servir le maître et vivent tranquilles dans cette médiocrité d'état où l'on trouve ordinairement le vrai mérite »; il sait que tout ce qu'il peut attendre, au bout de vingt-cinq ans de service, c'est un brevet de capitaine et la croix de Saint-Louis.

Et, par un coup de fortune inouï, voilà ce petit lieutenant obscur et dont tout le revenu atteint péniblement 4 000 livres qui se voit accueilli par une des plus illustres et des plus opulentes familles de l'aristocratie : Corret de Kerbeauffret se transforme du jour au lendemain en La Tour d'Auvergne Corret; le duc de Bouillon, prince de Sedan et Raucourt et chef de la maison d'Auvergne, l'autorise, le 18 novembre 1779, à s'inscrire sous ce nom « dans l'état militaire et à écarteler ses armes de la Tour et du Gonfanon barrés ».

A ce coup, « Mme de Billonnois », si flattée déjà d'avoir donné le jour à un officier d'Angoumois, n'aura plus qu'à entonner son *nunc dimittis* : tous ses vœux sont comblés; son fils a pris rang dans la plus haute noblesse de France; l'arbre généalogique des Corret est redressé. Que souhaiter de plus et que faire désormais sur la terre ? Elle la quittera en effet presque aussitôt : elle mourra le 18 février 1780 à Guingamp où, veuve pour la troisième fois, elle était allée demeurer près des Limon du Tymeur, et elle mourra, fierté suprême, dans les bras de son fils dont elle mêlera le nouveau nom dans son agonie à celui du Seigneur. La Tour d'Auvergne la pleura honnêtement, moins peut-être cependant que la petite sœur cadette qu'elle lui avait donnée le 6 août 1758, cette délicieuse et fragile Henriette Billonnois, brisée dans sa fleur, à seize ans, et dont il est si souvent et si tendrement question dans la Correspondance.

Charles Le Goffic.

ESQUISSES HAVANAISES

A MADAME GÉRARD D'HOUVILLE

La Havane, mars 1928.

Lorsqu'il s'est agi pour vous, chère amie, de partir pour Cuba, vous n'avez pas voulu venir. Pourtant, vous n'avez jamais connu l'Ile où votre père est né. Du moins ne l'avez-vous connue qu'à travers « les récits, les descriptions et les contes ». Vous avez craint de ne pas reconnaître, dans la réalité contemporaine, la vérité féerique de vos rêves d'enfant.

Peut-être avez-vous bien fait de ne pas venir. Nos douze jours havanais sont si chargés, par ce Congrès de la Presse latine, de séances, de commissions, de banquets et de « palabres » que nous n'aurons pas matériellement le temps d'aller jusqu'à la ville où José-Maria de Heredia vit le jour. Santiago est à l'autre bout de Cuba. Traverser toute l'île? Le voyage, la visite demanderaient trois ou quatre journées; et dès la semaine prochaine, hélas! *l'Espagne*, qui nous a conduit ici, sera revenue de la Vera-Cruz. Nous reprendrons aussitôt avec elle le chemin de l'Europe... Avant de m'en aller, je voudrais rassembler pour vous, comme on compose un bouquet, ce que, dans cette ville, sinon dans cette île, si vous y étiez avec nous, vous auriez probablement aimé.

Mais, d'abord, il faut que vous sachiez avec quelle amitié tendre, avec quelle ferveur d'admiration on parle à La Havane de votre père. Les Cubains sont fiers d'avoir donné José-Maria de Heredia à la France. Si l'on nous accueille en amis, c'est beaucoup parce que, voilà bientôt quatre-vingts années, un

petit insulaire de onze ans partit pour l'ancien monde, emportant avec soi, sans le savoir, les fleurs et les pierreries dont il devait plus tard couronner et parer la Muse de Pierre de Ronsard et d'André Chénier.

Puisque je ne pouvais aller ni à Santiago, ni au Potosi, ni à la Fortuna, j'ai voulu du moins chercher, à La Havane, l'ombre de Heredia, là où je savais la trouver. En septembre 1859 (José-Maria avait dix-sept ans), il vint ici pour suivre à l'Université des cours de littérature et de philosophie. Il n'y resta que quelques mois. Le temps d'apprendre l'espagnol et, aussi, d'écrire ses premiers vers. L'Université de La Havane, en 1859, n'était pas la vaste ville intellectuelle qu'elle est aujourd'hui. On n'y accédait point par ce blanc et monumental escalier au haut duquel une *Alma Mater* de bronze ouvre les bras à ceux qui viennent implorer d'elle la Connaissance. Mais, au cœur des brillants édifices nouveaux, voici les restes du vieux Collège où les jésuites enseignèrent si longtemps. Pour évoquer votre père sous les arceaux d'une cour aux apparences claustrales, je n'avais qu'à me souvenir de votre fils, quand il avait dix-sept ans. Je me représentai un beau jeune homme aux cheveux noirs et drus, aux yeux vifs, aux narines ouvertes... Heredia s'est vraisemblablement assis au pied de l'arbre immense qui occupe toute cette cour, et que le cyclone de 1926 a respecté. C'est un *ceiba*. J'aurais voulu vous en rapporter quelques feuilles ; mais certains arbres, en restant nus jusqu'à la fin de mars, ont pour mission de faire croire, sous ce ciel brûlant, qu'il existe à Cuba un hiver ; et le *ceiba* est parmi ces arbres-là.

Il faudra un jour que les admirateurs français de Heredia s'associent pour obtenir qu'on leur permette (cela sera facile) de faire graver au mur de l'Université de La Havane une inscription. Elle exprimera notre gratitude et commémorera le passage de votre père. En revenant de France et avant d'y repartir, c'est ici que Heredia accomplit en quelque sorte sa veillée poétique. Quand il se rembarqua pour l'Europe, aux approches de la vingtième année, il emportait un manuscrit : *les Bois d'Amérique*. Dans le fragment que je connais de ce poème se trouvent des érables et des papayers, des palmiers et des filaos. N'y est-il pas question, ailleurs, du grand *ceiba* de l'Université ?

Votre Cuba, l'île que vous avez créée pour votre délectation personnelle d'après ce que vous ont dit d'elle père et mère, vieilles parentes et vieux serviteurs, parfume et colore les pages du *Séducteur*. Si, comme je l'ai fait, on relit ce ravissant récit à bord du paquebot qui vous mène aux Antilles, il devient difficile au touriste de croire, comme le voudrait Stendhal, « que la chose imaginée est la chose existante ». Non; je ne vous dirai pas que La Havane d'aujourd'hui peut beaucoup servir de cadre aux personnages de votre « Créolie » d'autrefois. Cette « Créolie » serait effarouchée, mortifiée dans une ville presque indéfinie, toute neuve, et qui ne montre d'elle, d'abord, que ce que montre, dans le monde entier, toute ville qui sacrifie au progrès moderne les traditions de mœurs et d'usages auxquelles elle ne croit plus. La proximité des États-Unis et les aides variées que Cuba a reçues de sa puissante amie ont défiguré (ou transfiguré) La Havane en bien peu d'années. La Havane moderne est une capitale où les gentillesses, les flâneries, les paresses de la vie coloniale du dernier siècle n'ont plus de raisons d'être.

Pourtant, on n'étouffe jamais le passé. A peine suis-je ici depuis dix jours; grâce à la complaisance de ceux qui nous y reçoivent, je commence de retrouver les traces, éparses, mais harmonieuses et pittoresques, de ce que, d'abord, j'ai pu croire à jamais anéanti. Si je restais à La Havane plus longtemps, je découvrirais probablement que la vie « américanisée » n'y est souvent qu'un masque, posé sur un visage secret, intime, préservé; sur une existence à laquelle, au surplus, les conditions particulières du climat tropical interdisent à jamais de se soustraire complètement.

« Créolie... » J'étais invité en « Créolie », avant-hier. Il s'agissait de passer la fin de la matinée et le commencement de l'après-midi dans deux *Fincas*. On appelle ainsi non pas les maisons de campagne importantes (qui se nomment *Quintas*), mais de petits pavillons de plaisance, élevés par le propriétaire au milieu de ses élevages et de ses plantations. La *Finca Nenita* appartient au général Gerardo Machado, qui est

actuellement le Président de la République cubaine et, de l'avis de tous, un grand homme d'État. Depuis que nous sommes dans son île, il nous témoigne la plus charmante, la plus bienveillante amitié. Avant de nous recevoir officiellement dans son palais de La Havane, il a voulu nous faire les honneurs moins protocolaires de sa petite « campagne », et de la paix fleurie de son jardin.

Quatre pièces ouvrent de plain-pied sur des loggias heureuses. Dans ces pièces, rien que des meubles de style colonial. Leurs bois sombres semblent d'abord uniformément noirs; mais dans les veines de ces bois coulent des sangs variés, aux teintes amorties : des violets taciturnes, des bleus épais, des rouges profonds. Tous ces meubles, soigneusement conservés ou rassemblés, sont les frères de ceux parmi lesquels l'héroïne du *Séducteur* a vécu. Pour moi, l'amie de Panchito, la tendre Silvina, s'est assise sur cette méridienne aux pieds torses; elle a rêvé devant ce piano-forte tout incrusté de bois clairs et d'argent, effleurant d'une main qui ressemble à la vôtre un clavier dont les touches ne sont pas d'ivoire et d'ébène, mais de nacre et d'écaille. Il y avait aussi, pour Silvina, ces grandes gerbes de delphiniums, ces roses pressées dans des jattes basses; et, pour elle encore, au bout du jardin, après une allée bordée de mille espèces de crotons, sous une cabane rustique, une collection odorante et embuée de cocktails cubains.

Car, si La Havane est « américanisée », elle n'est pas du tout « sèche ». Il y a ici un cocktail national, c'est-à-dire dans la composition duquel n'entrent que des produits de l'île, rhum, sucre et citron. Rien de plus banal, direz-vous. Mais ce rhum est le Bocardi, presque blanc, très sec, aussi différent du rhum ordinaire que l'est un pur-sang d'un cheval de labour; ce sucre est du sucre de canne, parfumé comme un miel; et ces citrons sont de petits citrons verts, à la peau très fine, pas plus grands que les « chinois » des confiseries, et ronds comme eux. On m'a promis pour vous la recette d'une extraordinairement bonne boisson, couleur de topaze pâle. J'ai cru y reconnaître, à travers la saveur du rhum et du limon, un timide arome de vanille, d'une douceur quasiment sentimentale et, qui fut tout à coup contredit par celui, fort inattendu, qu'exhalait un tout petit oignon. Il brillait à peine, dans les profondeurs du verre, comme une opale submergée...

... L'autre *Finca* s'appelle *Mariana*. Je demande à M. et Mme Francisco Camps, qui y furent nos incomparables hôtes, la permission de l'appeler un moment, parce que c'est à vous que j'écris, la *Finca Silvina*.

M. et Mme Camps nous avaient conviés à un *almuerzo criollo* : à un déjeuner créole.

Demeure de même style et de la même perfection de goût que la *Finca* du président. De très beaux meubles locaux, bien choisis, peu nombreux, ornent des pièces aux murs crépis de tons unis (maïs, chamois, rosés). La seule décoration était vivante : faite de bouquets.

J'eus le privilège, en faisant le tour de la *Finca*, de rencontrer Silvina elle-même. Elle me conduisit au seuil de la salle de verdure où allait se donner le repas. Pour ce seul délicieux endroit-là, chère amie, vous auriez dû faire le voyage.

Imaginez, construite pour la circonstance, une basse et profonde caverne végétale. Le sol épaissement gazonné. Le toit fait de palmes sèches entrelacées. Épousant les douces sinuosités de la cloison de branches, la longue table dessinait un ovale irrégulier : un grand serpent moins blanc que polychrome, car la nappe était presque entièrement recouverte de roses. Certes pas moins parfumées que les nôtres, les roses de La Havane ont la violence de coloris de certains dahlias, de certains bégonias. Dans leur belle prison pénombreuse, ces mille et mille roses avaient eu le loisir de verser prodigalement leur haleine; on avait, en avançant, l'impression de couper la bonne odeur comme un corps solide. Au milieu de la salle, les arbustes du jardin étaient respectés. L'un d'eux portait une constellation d'étoiles mauves; un autre cachait sous ses feuilles de petits calices aux senteurs de gâteaux. Ici et là, entre les arbustes, sur des supports de cuivre, étaient posées des cages pleines d'oiseaux.

Rêvions-nous?... La cuisine créole nous fit croire à la matérialité de notre plaisir. Nous dégustâmes dans ce décor délicieux des œufs frits pavoisés de charcuteries rouges; des cochons de lait qu'on rôtissait, au delà de la salle de verdure, en plein air, pour nous. Un autre plat, fait de riz et de haricots noirs, est nommé : « Chrétiens et Maures » (les Chrétiens ont la blancheur du riz, les Maures la noirceur des haricots). On nous servit aussi de la compote de goyaves en même temps

qu'un fromage blanc dont le goût frais s'alliait fort bien à la saveur sucrée de ces excellents fruits...

Pendant tout le repas, un orchestre noir joua des *sons*, des *dansòns* et des *rumbas*.

Je rapporte quelques disques, où ces chœurs et ces airs de danses sont inscrits. Vous les ferai-je entendre? Ne serez-vous pas déçue? La musique des nègres cubains ne ressemble en rien aux *blues* des nègres des États-Unis, qui ont en ce moment la faveur de Paris. Toute faite de rythme, cette musique, pour être exécutée, ne se confie qu'à des instruments à percussion. Sur une basse continue qui ressemble, par son obstination, au crissement des cigales et qui évoque vite l'inéluctable vibration de l'extrême chaleur, se détachent des mélopées courtes. Elles tournent sans fin sur elles-mêmes. Un Cubain à demi français, qui rentre à Paris avec nous et qui a étudié longtemps les sources de cette musique si riche et si peu connue, M. Carpentier, vous expliquera qu'elle vient de loin, étant d'origine « siboneyenne » (les « siboneys » sont les naturels qui peuplaient l'île, lorsque Colomb y apparut). Le *son* fut par la suite adopté, enrichi par les nègres importés d'Afrique. Il est à la fois violent et mélancolique, exprimant les aspirations et les nostalgies d'une race de guerriers devenus esclaves.

Si elle surprend par ses rythmes, la musique cubaine surprend aussi par ses sonorités. Parmi les instruments qui constituent un orchestre de *sons*, il y a une grosse calebasse striée (*guiro*) que l'on gratte avec une lame d'ivoire; d'autres calebasses (*maracas*), plus petites, emmanchées sur de courts bâtons, pleines de cailloux, et que l'on agite comme des tambourins; des timbales; un pot de terre nommé *botija*, au bord duquel on souffle et qui émet les notes basses; une guitare à trois cordes, le *tres*; une caisse de résonance, la *marinboula*, sur laquelle sont fixés des morceaux de fer; une dent de charrue (*diente de harado*), la scie des *jazz* en est une variante; et enfin les *claves*, meneurs du jeu : deux petits bâtonnets taillés dans un bois très dur, très sonore; on les frappe sans répit l'un contre l'autre. Par leur parenté avec les castagnettes, ces bâtonnets ne durent pas surprendre outre mesure les Espagnols, lorsqu'ils les entendirent pour la première fois.

Ce n'est point par ses témoignages plastiques (inexistants) que Cuba pouvait nous renseigner sur son passé. Aucun monument, dans ce pays, comme au Mexique, comme au Guatemala (que je voudrais tant connaître) ! Mais la musique ancienne d'un pays ne vous renseigne pas moins sur son âme profonde que ses vieux édifices. La plupart des Européens avec lesquels je fais le voyage reviendront, comme moi, férus de cette étonnante musique cubaine. Bientôt, je l'espère, vous entendrez des *sons* à Paris. Vous y entendrez aussi des *dansòns* et des *rumbas*.

M. Carpentier m'a expliqué que le *dansòn* est la contredanse normande dégénérée en *danza*. On suppose que la contredanse fut importée à Cuba moins par les colons que par les corsaires, les boucaniers. Le *dansòn* viendrait donc de Dieppe et de Saint-Malo. Pourquoi pas? L'abricotier et le cerisier des vergers d'Ile-de-France n'ont-ils pas d'abord été des arbres persans? En écoutant les *dansons*, gais et tendres, moins élégants que familiers, je songeais aux bals-musette de 1830. Votre Silvina, chère amie, vous a-t-elle dit que sa mère dansait des *dansòns* à Santiago, en robe de tarlatane, « par des nuits qui, quoique profondes, restaient néanmoins azurées »?

Elle ne dansait certainement pas des *rumbas*. Venue d'Afrique et régal populaire, la *rumba*, lorsqu'elle n'est point édulcorée pour un public « comme il faut », ne cache pas du tout ce qu'elle veut peindre. Hélas! je n'ai point vu danser la *rumba* « nature ». Mais de charmants artistes cubains esquissèrent des *rumbas* atténuées devant nous. Le couple était vêtu aux modes désuètes de 1880. L'homme en chemise et caleçon de toile blanche. La femme, également en blanc, portait une robe à taille, à traîne, à tournure. Songez aux modèles de Toulmouche et de Stevens. Tout ce blanc fanfreluché de dentelles, de rubans, de petits plissés. Les couplets voluptueux, ardents, de plus en plus pressants, sont des prétextes à danses sur place, à promenades rythmées où des pas glissés rappellent ceux des *polonaises*. Ces piétinements et ces marches veulent être les plaisantes grimaces du désir. Mais dans les danses « naturalistes » des pays chauds, la vérité la plus crue est enveloppée de mystère, d'allusions stylisées. Une sorte de dignité hiératique les décante, pour ainsi dire. Si vous ne connaissez de la musique et des danses nègres que le jazz, le cake-walk et le charleston, je comprends que vous ne les goûtiez guère. Mais je

suis sûr que vous, fille de « Créolie », qui avez si amicalement parlé des esclaves noires de votre Silvina, vous n'écouterez pas sans un plaisir qui ira jusqu'à l'émotion les *sons*, les *dansons* et les *rumbas* de votre pays.

Après le déjeuner créole, il y eut un petit bal. Que de gracieuses danseuses ! Je crois qu'à La Havane, quand une jeune fille, quand une jeune femme est laide, on la cache, on la fait disparaître. Je ne suis pas le voyageur qui écrit, pour avoir croisé une rousse en arrivant dans une ville : « Ici, toutes les femmes sont rousses ». J'ai vu beaucoup de Cubaines. Elles sont toutes jeunes, toutes jolies, et innombrables. Elles plaisent par une ravissante souplesse du corps, par une extrême mobilité de physionomie ; par une santé, une expansion, un épanouissement qui leur donnent un charme de belle petite bête, ou de fleur, ou de fruit. Je crois qu'on peut dire qu'elles se ressemblent entre elles, comme se ressemblent entre eux, par exemple, les jeunes gens anglais, qui paraissent parfois « faits en série », mais d'après le meilleur modèle.

Je voudrais vanter aussi le naturel des Cubaines, qui n'exclut pas la coquetterie ; et leur manière élégante de se vêtir, de se farder qui n'exclut pas, dans le choix des couleurs vives, l'intrépidité. Il y a, au cœur de La Havane, une église pas bien grande, et dont les murs jésuites sont hardiment bariolés, à l'intérieur, de verts pistache, de roses tendres, de bleus frais. Le dimanche, peuplée de Cubaines en atours, rien de plus gai que cette église, un peu devenue volière, car, agitant toutes leur petit éventail, ces jeunes fidèles deviennent oiseaux.

Contre la chaleur, les belles n'ont pas le seul éventail. Il faut les voir se balancer dans les fauteuils et les chaises à bascule, plus nombreux ici que les sièges à quatre pieds, et qu'on pourrait appeler les éventails de la paresse. Il n'y a plus d'esclaves pour vous bercer. Mais voici le *sillon*. Un petit mouvement du pied suffit à l'animer ; et tout le corps reste doucement allongé, oisivement rafraîchi par l'air que déplace le siège.

Ces *sillons* ne sont pas réservés aux femmes. Il y en a partout. Il arrive, paraît-il, que les affaires les plus sérieuses se traitent entre deux hommes qui causent gravement, remuant

comme des balanciers, charmés par l'odeur de leur cigare et par la succulence de la boisson glacée que leur apportent, dans les clubs, des serviteurs souvent noirs, mais toujours vêtus de vestes immaculément blanches. Un léger empois les rend brillantes et comme micacées.

Les boissons glacées!... Les mille espèces de boissons glacées qui vous désaltèrent à Cuba! Tous les fruits de l'île servent à les composer. Malheureusement, je ne suis pas ici dans la saison où tous ces fruits sont mûrs. Je ne connaîtrai pas la mangue fraîche, que les amateurs préfèrent à la meilleure pêche ; ni l'anòn qui, sous une écorce verte aussi bien patinée qu'un bronze d'Herculanum, cache une chair qui a le parfum de la vanille sans en avoir la fadeur. Mais voici l'ananas, la banane. Dans leur fraîcheur native, ces fruits ne ressemblent en rien à ceux qui, ayant longtemps voyagé, paraissent, aux Cubains qui en mangent en Europe, moins mûrs que pourrissants. L'ananas frais a la blancheur de la cire; pas une fibre; et je crois bien que, dans l'ordre des petits bonheurs matériels, il y en a peu de plus positifs que celui qui consiste à vider, quand la chaleur tropicale vous accable, un verre rempli de jus d'ananas pur et glacé.

... J'ai adopté, au seuil du Prado, un magasin qui est une véritable bibliothèque de boissons glacées (de glaces et de sorbets). Je fais de mon mieux : mais je quitterai Cuba sans avoir pu les consulter toutes. Le *tamarindo* et le *toronja* ont une légère acidité dont le *guanabana* est dépourvu. Le *mamey*, accompagné de sirop de canne, a l'épaisseur et la profondeur d'une grosse rose. L'eau de la noix de coco, aussi incolore, aussi transparente que l'eau de source, a un goût édénique de sève; et je n'aurais jamais osé, pour en corser la vertu, presser dans un café noir granité, avant de venir ici, le jus d'un citron vert...

Je ne vous cacherai point que j'achève ma lettre à *l'Anòn del Prado*. Endroit qui n'est pas seulement agréable par ce qu'on y boit, mais par ce qu'on y voit. Rien ne le sépare d'une avenue dont le trottoir est abrité par de hautes arcades. Les passants, les passantes sont nombreux. Le soir va tomber; le grand soir brusque, libérateur des Tropiques. D'affables vieilles

mendiantes nègres, aux yeux de chien fidèle, tendent une main de momie et laissent traîner sur les dalles le bas de leurs toges maculées. Puis, fermant la main sur une toute petite pièce de monnaie, s'en vont, humbles comme un sénateur romain, du temps des Barbares. Voici les demoiselles des écoles; elles portent un uniforme. Cet uniforme signifie, dans une ville où, paraît-il, les hommes sont fort entreprenants : « respectez les étudiantes! » L'uniforme est une vareuse de marin à col blanc, une jupe de serge ou de toile, et un grand chapeau de paille noire, très *keepsake*. Voici deux jeunes mulâtresses. L'une porte une toilette mauve; l'autre une toilette citron. Par logique, la première, sur son fard, s'est poudrée de mauve; la seconde s'est poudrée de citron. Voici des jeunes gens qui ont l'air de ne rien faire, et qui, en effet, ne font plus rien; mais ils ont durement travaillé, dans une ville où « les huit heures » n'existent pour personne, et ils ont eu à supporter, au bureau, au magasin, la pesante chaleur des après-midis d'ici. Car il fait terriblement chaud à La Havane! Une chaleur massive qui se colle à vous comme un sirop. Aussi la nuit est-elle une délivrance. A La Havane on vit la nuit, comme à Naples, comme à Madrid. Dès que les écluses de la chaleur sont levées, une fraîcheur marine envahit la ville. Pour l'accueillir, les croisées sont grandes ouvertes. Dans certains quartiers, où les rez-de-chaussée n'ont pas de magasins, les fenêtres, qui descendent jusqu'au trottoir, sont écartées devant l'intimité de la vie de famille.

Mais tous les Havanais qui le peuvent, et même, souvent, me dit-on, ceux qui le peuvent moins, ont leur automobile. Elles servent, la nuit, à se promener hors de la ville. Je n'ai jamais vu de plus belles nuits. Malgré la pleine lune, que nous avons la chance d'avoir, toutes les étoiles scintillent dans une ombre couleur de pervenche. Comment définir la légèreté ineffable de cette ombre, qui n'apporte aux hommes aucune tristesse, point de mélancolie? On ne consent pas à se coucher tôt quand de pareilles heures existent. On les passe dehors, sans s'apercevoir qu'elles passent. On danse; on cause; on ne fait délicieusement rien. On se désaltère jusqu'au fond du cœur en s'enivrant de nuit. Et si quelqu'un consulte sa montre, on s'aperçoit, sans avoir le moindre sommeil, qu'il est quatre heures du matin.

Alors, dans les autos, on regagne La Havane. Si l'on a été

un peu loin (et l'on va toujours un peu loin), on s'arrête, à mi-route, au milieu de terrains déjà lotis mais encore vagues, près de petites boutiques de planches, improvisées dans l'un de ces intervalles nus qui séparent, vers l'ouest, un quartier neuf d'un autre quartier neuf. Les femmes de la société ne descendent pas de voiture. On leur apporte à boire, dans les autos, autour desquelles les hommes s'empressent. Les nègres s'approchent avec leurs guitares: ils chantent. Et il arrive que les belles jeunes femmes des voitures reprennent avec les nègres le refrain d'une chanson qu'elles chantèrent enfants. Une odeur de friture traîne doucement, mêlée aux parfums dont usent les femmes, et que la moiteur des corps a exaltée...

Demain, on se retrouvera, à midi, au Yacht-Club, devant et dans une mer si violemment lumineuse qu'elle semble émaner un phosphore bleu. Cette mer a très exactement le ton et l'éclat de certains papillons, brillants comme le lophophore. On tire de ces flots féeriques des poissons fabuleux, entièrement rouges, entièrement verts, entièrement blancs; si étrangement vêtus, et de formes si baroques, qu'on hésite à les croire comestibles et qu'on les imagine vénéneux, comme certains champignons...

... Chère amie, j'avais le dessein de vous parler encore des restaurants où l'on mange

La bête épanouie et la vivante flore...

où l'on vous sert aussi d'excellents crabes noirs, « gigantesques et vermeils », et dix espèces de bananes légumineuses... J'aurais voulu vous parler de la rue de la Paix de La Havane : la *Calle Obispo*, étroite comme le Passage des Panoramas et où, si l'on s'arrête chez le marchand de musique, une ravissante vendeuse joue et chante, pour vous attacher à elles, les mélodies que l'on veut acheter; petit concert qui attroupe en cinq minutes un public ravi : il donne son opinion et vous guide dans votre choix...

Mais le temps passe; ma lettre s'allonge démesurément. Il faut que je vous quitte. Nous sommes conviés à un petit bal de banlieue; de jeunes Cubains l'offrent à des grisettes. L'un d'eux, qui a vécu en France, m'a dit : « Rien d'américain; mais, au contraire, quelque chose qui vous parlera d'un Paris que vous n'avez pas pu connaître : celui de la Grenouillère de Renoir et

de Maupassant... » Je ne voudrais pas beaucoup manquer cette fête-là... Hélas! Nous ne restons ici que le temps de découvrir que nos premières impressions risquaient d'être injustes et que cette ville, qu'on nous avait dépeinte comme le Deauville ou le Biarritz des Américains du Nord, a de vieilles racines latines. N'est-ce pas par ce que La Havane montre le moins aisément d'elle que nous saurions le mieux l'aimer?...

CIGARES

Dans une vieille demeure espagnole qui fut élégante, luxueuse, et que l'on peut comparer aux hôtels Regence du Marais, jadis brillants, aujourd'hui déchus, nous sommes conviés à aller voir fabriquer des cigares.

Un cigare, comme autrefois un meuble, est entièrement fait à la main. Avec quels soins, quelles minuties, quelle paisible application d'artiste!

La feuille de tabac arrive de la plantation par balles. Les plus belles feuilles, celles qui feront la cape du cigare, sont mises de côté et groupées par touffes de vingt-cinq. Les feuilles destinées à l'intérieur (on les nomme *tripa*) sont distribuées au poids à l'ouvrier chargé de leur manipulation. Maurice Barrès a vanté naguère la beauté des cigarières sévillanes, lesquelles, quand nous les vîmes, si c'étaient les mêmes, étaient toutes devenues laides et vieilles. A travers l'Atlantique le bruit courait que les meilleurs havanes sont roulés par de jeunes mulâtresses sur leurs cuisses nues. Cette manière de faire n'est plus du tout pratiquée à La Havane. La grande salle, où une centaine d'hommes roulent les cigares, ressemble austèrement à un réfectoire de couvent. On y travaille en silence, chaque ouvrier assis devant son étroit établi. Au milieu de la salle, adossée au mur, s'élève une petite chaire. Là, toujours comme dans un couvent, à des heures fixes, un lecteur est chargé de distraire ceux qui travaillent. Traduits, les romans de Dumas père, d'Eugène Sue et de Paul Féval, sont, paraît-il, fort appréciés.

Ce lecteur est choisi, payé par les ouvriers. On nous a conté que ceux-ci s'attachent souvent à celui qui les distrait. Mais le voici vieillissant, édenté, essoufflé par l'âge et par la maladie ; il n'est plus bon, dans sa chaire, qu'à psalmodier un texte que personne ne comprend. L'heure serait venue de se

séparer du vieux lecteur. Cependant les ouvriers se sont attachés à lui ; ils hésitent à le peiner. Ainsi est-il arrivé qu'un lecteur de cigariers est resté en fonctions, alors que depuis longtemps son auditoire ne comprenait plus un mot de ce qu'il disait.

Rien de plus joli, de plus élégant, de plus « distingué » que la manipulation du cigare. Les cigariers modèlent la feuille comme un potier modèle l'argile. Et, quand un cigare est fait, voici qu'intervient le pur artiste. Il est chargé de répartir les havanes par nuances. Dans une salle qui reçoit un jour d'atelier (un jour sans reflet et sans rayons), il est debout devant une haute table. Tous les cigares passent devant lui. Des *claros* aux *colorados* les variations sont infinies ; il s'agit donc de grouper par vingtaines, par cinquantaines, les cigares aux mêmes robes, afin de composer des boîtes « flatteuses ». J'ai vu travailler ce personnage. Son œil est infaillible et sa main prompte... Dans d'autres pièces, on passe au doigt des havanes la bague qui les signe. Ailleurs, il s'agit de les installer dans les caissettes de cèdre odorant.

Le vrai cigare havanais, celui qui est le produit naturel du pays, est très peu un cigare d'exportation. Hors de l'île, la plupart des fumeurs n'apprécient guère le cigare noir, qui serait celui qu'on fabriquerait normalement à La Havane, si on laissait la plante mûrir au soleil. Or, dans presque tous les pays du monde, on préfère, paraît-il, les cigares clairs aux cigares foncés. Le soleil des Tropiques aurait vite fait de hâler les feuilles. Pour tempérer ses rayons, certaines plantations sont recouvertes de toiles tendues. Ainsi mûrit-on le tabac à feu couvé, comme on mijote certains plats. J'ai fumé des cigares noirs, au goût de là-bas. Ils sont très parfumés et cependant pas trop forts. Quant à la mode qui consiste, chez nous, à faire craquer, pour l'essayer, un cigare, et à être content s'il craque, elle ferait rire à Cuba. Un bon cigare ne doit pas résister à la pression du doigt ; il doit être mol et légèrement humide. Ce cigare-là n'entête pas, n'alourdit pas. On peut en fumer une demi-douzaine par jour, et bien davantage. A la place du mouchoir ou dans ses plis, on voit dépasser, de la poche extérieure du veston des hommes quatre, cinq, six cigares, couleur de bel alezan : la provision de la journée.

CHAMP DE CANNES

Le train part à sept heures. Sur nos douze journées antillaises, onze ont été données à La Havane; la dernière seule, hélas! sera pour Cuba.

A une centaine de kilomètres d'ici nous allons voir une plantation de cannes. Au retour, nous visiterons Matanzas, petite ville au bord de la mer, et qui, près de La Havane, est chargée, comme Versailles près de Paris, ou Bruges près de Bruxelles, de montrer au touriste ce qu'est, en face d'une ville d'aujourd'hui, une ville d'autrefois.

Sur le quai, un orchestre militaire attend le Président. Nous sommes ses invités. Hymne national. Voici le général Machado, grand, massif et calme. Dans un visage tourmenté, véhémentement modelé, l'œil vif sourit derrière les lunettes rondes. Impression de force, de volonté, d'intelligence.

Comment est la campagne cubaine? Nous n'avons que quelques heures pour le savoir. Sur une terre rouge, épaisse et riche de ton comme l'argile des vases étrusques, la verdure est sourde, bleutée. Elle absorbe la lumière sans prendre d'elle aucun reflet. Ce vert a quelque chose de vénéneux, de reptilien. Un vert minéral : celui du vert-de-gris, du jade, de la malachite. Gauguin, dans certains de ses tableaux océaniens, a bien rendu la valeur de ces verts-là. Les gris blafards des troncs lisses du palmier royal, alliés à ces teintes soupçonneuses, composent une harmonie qui inquiète et attriste nos yeux d'Européens, habitués à des paysages plus gracieusement nuancés. J'exprime cette impression au Cubain qui m'accompagne. Une fois de plus je m'entends répondre que nous sommes en hiver, que la terre est nue, que seuls ou presque les arbres à feuillage persistant jouent en ce moment un rôle. Dans très peu de temps, dans quinze jours, ornée de verts frais qui s'uniront aux teintes variées des arbres à fleurs, la nature n'aura plus cette sévérité... Je vois donc la campagne cubaine dans un moment où elle n'a pas son véritable caractère. Ce que je dis d'elle ici n'est peut-être pas plus juste que ce qu'un étranger dirait de la campagne normande s'il ne s'y était promené, par exemple, qu'au début de mars, lorsque les pommiers sont nus et les prairies sans sève.

... Mais voici les premiers champs de cannes ; et, avec eux, les verts légers, joyeux, nouveaux-nés que je convoitais. Dans certaines parties de l'île, on fait, par an, trois récoltes de cannes. Rien qu'à voir, du train, l'exubérance de cette verdure, on sent que, serrée, vorace, la canne envahit comme un chiendent. Elle est la grande richesse de Cuba. Une richesse presque menaçante. Si toute la canne que Cuba peut produire passait en sucre, l'offre dépasserait la demande, et Cuba devrait vendre son sucre à vil prix.

Première gare : Jovellanos. Rien qu'un bourg. Le quai, tout le long du train, et l'esplanade, au delà du quai, sont peuplés de femmes et d'enfants. Sauf quelques dignitaires municipaux, pas un homme. Touchant presque les wagons, les plus jolies filles de Jovellanos sont chargées de faire la haie. Cette décoration féminine est autrement agréable qu'une file de pompiers, de gardes municipaux. Derrière ces charmantes personnes, qui ne prennent pas beaucoup leur rôle au sérieux et que leur succès auprès des membres de la Presse latine fait rire de bon cœur, il y a des cortèges d'enfants, des théories de fillettes, des escouades de négrillonnes. Une vingtaine de mioches maintiennent horizontalement, de toute la force de leurs petits poings (dont pas un seul n'est rose) un immense carré d'étoffe aux couleurs cubaines. Le Président descend. Il est acclamé, et assiste aux gymnastiques des garçonnets. Ce sont des moulinets, très bien exécutés avec des sabres de bois, fraîchement argentés. Le soleil mange cette jeune foule très vivante, où rien ne serait sombre, ne serait noir sans les visages mélaniens, sans les beaux bras obscurs qui s'agitent au-dessus des têtes, et au bout desquels s'épanouit bizarrement, quand la main est renversée, une paume de corail pâle.

Le train s'en va. Une demi-douzaine de locomotives, rassemblées à Jovellanos dans ce dessein, lâchent toutes ensemble leurs cris les plus stridents et les plus prolongés. Manière cubaine, du moins dans les gares, de tirer des pétards en l'honneur du chef de l'État.

A Tinguaro, où se trouve la sucrerie, même accueil bruyant, bariolé. Des centaines de femmes, des centaines d'enfants. Les jeunes négresses, en l'honneur du Président, ont arboré (robes

et fards) le grand pavois. Sous le soleil, ces visages vigoureusement peinturlurés ne sont plus noirs ; ils ont la couleur du fuchsia, de la gelée de groseille, de certains puddings.

Tinguaro n'existe que par son usine, autour de laquelle un village de planteurs nègres est construit. Voilà enfin les maisons coloniales! De grands coffres de bois, couleur de cigare, et abrités par l'avancée des toits. Autour des maisons l'odeur touffue des jardins (ils ne se soucient pas des saisons, comme la campagne) rappelle, à qui vient des climats tempérés, celle des serres, où les enfants d'Europe vont renifler l'odeur du Paradis terrestre. La belle terre végétale a le brillant grumeleux de la truffe. Et toutes ces plantes, dont je ne saurai jamais les noms!... Les unes portent de grosses feuilles lourdes, épaisses comme du cuir, gaufrées, tuméfiées, jaspées, damasquinées, tigrées ; les autres ont au contraire des feuilles découpées, aiguisées, capillarisées ; elles laissent filtrer le jour dans leurs diaphanéités délicates. Un arbre au tronc presque bleu est dévoré par mille étoiles de mer roses et lilas; un autre laisse traîner et pendre des lambeaux sanguinolents. Celui-ci est l'arbre à dentelles ; celui-là l'arbre à copeaux ; celui-là l'arbre à pantoufles... Les uns sont féeriques, les autres burlesques. Comme la création s'est amusée, ici! Comme elle s'est peu souciée de choisir, d'avoir du goût!... Voilà, enfin, les Tropiques! Voilà confirmée l'image que, de loin et depuis longtemps, nous nous étions faite d'eux! Nous reconnaissons les promesses de Bernardin de Saint-Pierre et de Leconte de Lisle, de Stevenson et de Pierre Loti ; et surtout les vôtres, Charles Baudelaire, qui, en dix petites pièces éparses dans *les Fleurs du Mal*, avez condensé toute la poésie de ces climats !

Visite de la sucrerie. A cent mètres l'un de l'autre, voici le champ de canne et, dans des sacs de grosse toile, le sucre cristallisé, couleur d'or vierge, qui en est né.

Rien de plus émouvant, pour les yeux et pour l'esprit, que de se sentir pris dans un pays où l'habitant transforme sur place les richesses que sa propre terre produit. A Tinguaro, la sucrerie est assiégée par les champs de cannes, comme, en Alsace, Ribeauvillé et Riquewihr le sont par les vignobles, comme, en Provence, Arles l'est par les oliviers.

Au seuil de l'usine, les wagons, un à un, versent dans une

sorte de tranchée à fond mobile leur fraîche cargaison de cannes enchevêtrées. Ces cannes sont lentement hissées par un chemin roulant jusqu'à la gueule des machines. Les dents de la première mâchoire, qui semblent les plus terribles, broutent à peine les tiges résistantes. Cependant, des commissures de la bouche de fer, le précieux liquide commence de couler. Blessées, rompues, les cannes sont happées par de secondes mâchoires, plus délicatement féroces que les premières; et ainsi de suite, trois, quatre, cinq fois. Ce que la dernière mâchoire déguste n'est plus qu'une sorte de paille presque sèche. Déchet qui n'est pas perdu. Il sert de combustible. Ainsi la canne fournit-elle la force qui la détruira. Comme le catoblepas, elle se dévore elle-même.

De mystérieuses manipulations transforment ensuite en sombre mélasse dorée le léger jus trouble, pareil à de l'eau sale. Enfin, confiée à d'autres appareils, cette mélasse en sort cristallisée... Une belle canne intacte dans la main gauche, j'ai pu me pencher sur ma main droite pour m'emplir la bouche d'une sorte de manne tiède, à la fois molle et granuleuse. Elle avait l'air de vivre encore : frai d'abeilles, laitance de rayons...

AVEC LE PRÉSIDENT MACHADO

Des fenêtres basses de nos wagons nous vîmes, entre Tinguaro et Matanzas, le ciel devenir noir, et, dans un air plus étouffant que celui qu'on respirait près des chaudières de la sucrerie, les grands réservoirs célestes crevèrent d'un seul coup. La pluie effaça le paysage; une pluie aussi compacte que la chaleur du beau temps. La terre était si altérée et, semblait-il, si poreuse, que l'eau était bue, vaporisée avant d'avoir touché le sol.

Les affables Matanziens nous attendaient à la gare. Ils nous prirent dans leurs belles voitures. Derrière le Président, nous avancions dans un sillage d'acclamations. Toutes étaient drôlement poussées par les Matanziennes, exubérantes, hardies, si publiquement contentes de pouvoir être gaies!

Que nous étions loin de la ville d'affaires, de la ville cosmopolite! Au-dessus de Matanzas, le ciel était mi-partie noir, mi-partie transparent. Une baie, aussi parfaitement dessinée qu'une belle coupe, contenait la mer violâtre. Les tendres

badigeons des maisons ressemblaient, sous le soleil qui revenait les baiser, à des fleurs que l'averse a émues, mais rafraîchies, et qui se rassérènent. Plus un gratte-ciel ; plus une affiche lumineuse ; aucun carrousel de tramways... Nous allâmes visiter deux grottes ; l'une faite par la nature, l'autre par les hommes. La première contenait une resplendissante fantasmagorie de stalactites ; l'autre, au sommet d'une colline, était une maison pour la Vierge Marie. Ici on nous mit dans la main une sorte d'éponge pétrifiée ; là, un petit chapelet fait de graines rouges. La nuit naissait. Non pas une nuit pareille aux précédentes, calmes comme l'indifférence, mais une nuit malmenée, inquiète, qui sentait le départ, la séparation. Nous revînmes en ville.

... Vais-je encore une fois parler de la vénusté des Cubaines? A Matanzas, les charmantes cohortes avaient tout envahi. Elles peuplaient les salles d'un Cercle où il s'agissait de danser encore, malgré toutes les attractions de douze jours, de douze nuits. Le président Machado donnait l'exemple. Que l'Histoire le sache : ce personnage, qu'elle guette, dansa ce soir-là avec tant d'entrain que la chaleur lui mit au dos, sur son veston, deux belles plaques de sueur. Entre les *dansons* et les *tangos*, les femmes retournaient aux fauteuils à bascule. Ainsi le Repos lui-même refusait-il d'être l'Immobilité.

Sans le moindre soupçon de jalousie, les Matanziennes qui n'étaient point conviées à la sauterie du Président passaient et repassaient le long de l'hôtel, sur le trottoir, blanches et noires, par grappes. Selon l'aimable coutume espagnole, elles ripostaient agilement à ceux d'entre nous qui, accoudés aux fenêtres, avaient le privilège de savoir leur dire qu'ils les trouvaient belles, et pourquoi. Certes, aucun puritanisme d'importation nordique dans ces lestes entretiens ; mais, non plus, aucune effronterie. Vieilles mœurs de la chevalerie familière, où une pudeur hypocrite ne prive pas la Beauté des hommages de la Courtoisie.

Le dernier souvenir que je conserve de Cuba est le souvenir du dernier banquet. Je n'ai point parlé ici des maintes cérémonies du Congrès. Mais dans le vaste *patio* de l'hôtel de Matanzas, après tant d'heures passées ensemble, la chaleur de l'Amitié, couvée par les discours, par les brindisis, les toasts et les punchs d'honneur, s'épanouit d'un seul coup, ce dernier soir,

en « bouquet » de feu d'artifice. Si loin du berceau latin, nous étions vraiment en terre latine, reçus par des latins. Ce que ce mot « latin » a d'un peu vague permettait de ne confier notre union qu'aux souples liens du sentiment.

... Le *patio* de l'hôtel de Matanzas est, au second tiers de sa hauteur, coupé par une galerie circulaire, que rythment des arceaux. De l'un à l'autre des guirlandes de fleurs encensaient, sous chaque loge, les spectatrices du banquet. Une salle de fête peut-elle être mieux décorée que par une troupe de jolies personnes, postées à l'altitude où Véronèse et Tiepolo, dans les palais de Venise, installent leurs divinités? A l'heure des discours, nous vîmes bien que les Cubaines n'aiment pas moins l'éloquence que les Cubains. On leur offrait, il est vrai, d'écouter leur Président.

Jusque-là, le général Machado n'avait pas, depuis que nous étions dans son île, pris la parole. Ce qu'il nous dit, on nous le traduisit ensuite; mais, avions-nous besoin de comprendre? Par leur seul timbre, certaines voix touchent profondément. La voix brûlée du Président Machado et l'accent fiévreux qu'il donnait à ses paroles nous firent éprouver par le cœur que nous n'étions pas venus ici pour le seul plaisir de faire un beau voyage. Et si, comme il en est question, le président Machado vient un jour en France, nous saurons montrer que ceux qu'il traita, dans une heure où les règles du protocole ne jouaient plus, moins en hôtes qu'en amis, ne pourraient l'oublier...

Que ces lignes improvisées, hâtives, incomplètes ne s'achèvent pas sans l'acquittement d'un double devoir. Nous remercions d'abord M. Maurice de Waleffe, le secrétaire de la Presse latine : sans lui, nous n'eussions jamais été là-bas. Ensuite nous nous excusons auprès de nos hôtes cubains. Qu'ils veuillent bien admettre, s'ils nous lisent, que ces « Esquisses havanaises » ne pouvaient être sincères qu'en restant superficielles. Nous n'avons passé que douze jours chez eux!... Si ces couleurs semblent fausses et ces traits infidèles, c'est que le peintre a été victime d'une question d' « éclairage » : il avait pour la première fois la lumière des Tropiques dans les yeux.

JEAN-LOUIS VAUDOYER.

EN MARGE DE "RAPHAËL"

ELVIRE ET SA FAMILLE[1]

A mes yeux étonnés montre-toi tout entière.
Dis-moi quel est ton nom, ton pays, ton destin...
Lamartine, Invocation, *Méditations poétiques*.

Sur Julie Bouchaud des Hérettes, il semble que Lamartine ne nous ait rien laissé à apprendre. *Raphaël* ne nous conte-t-il point sa naissance « près du pays de Virginie... dans une des îles du tropique », son retour en France, après la mort tragique de sa mère, son enfance et sa jeunesse passées, celle-là, dans quelque coin perdu de Bretagne, « chez de pauvres parents », celle-ci, dans une « de ces maisons somptueuses où l'État recueille les filles des citoyens morts pour le pays », son mariage blanc avec « le vieillard », ses vertueuses intrigues avec « un homme d'un nom illustre par le génie », son voyage à Aix, ses amours avec « le beau jeune homme », sa rentrée à Paris, leurs promenades mystiques dans les bois de Saint-Cloud, sa dernière maladie? Ne s'arrange-t-il pas pour la faire figurer dans le *Cours familier*, entre Alfred de Musset et Chateaubriand? Dans les *Nouvelles confidences*, dans les *Commentaires*, dans *Lamartine par lui-même*, tout ne lui est-il pas prétexte pour parler d'elle presque aussi abondamment que de lui?

A qui se propose de reconstituer l'existence d'Elvire, suffit-il donc de classer tous ces documents épars? La méthode peut paraître séduisante. En réalité, elle est grosse de périls, et pour de nombreuses raisons.

Raisons d'ordre général. Lamartine a « le génie de l'inexactitude ». Il n'aime pas la vérité. Il ne peut s'empêcher de la

(1) *Copyright by* L. Babonneix, 1928.

traiter en suspecte. Il éprouve le besoin de la corriger. Poète lyrique, il ne voit dans la nature que « des horizons lointains, pour y laisser flotter son rêve » (1). Critique, il rédige un chapitre entier sur Musset avant d'avoir lu les *Nuits*. Historien, il prend force licences d'histoire. Dans la préface des *Girondins*, il se vante d'avoir, à plusieurs reprises, interverti l'ordre chronologique. Dans ses *Mémoires*, nulle marque de mémoire. Il ignore l'âge des siens. Il écrit, à cinquante-huit ans, les pages de la vingtième année, sans s'apercevoir qu'au moment où il rencontra Julie, il avait déjà vingt-six ans. Il la fait mourir tantôt « au printemps » et tantôt en décembre (2)...

Plus souvent encore, à la vérité, il préfère la fiction. C'est un grand inventeur. La *France parlementaire* retentit d'applaudissements qu'il pourrait bien être le seul à avoir entendus. Dans son *Voyage en Orient*, il nous fait assister à une scène dramatique. Le brick qui porte sa fortune est sur le point d'être attaqué par des corsaires. Ils sont si près que l'on peut discerner leurs traits hideux. L'attitude résolue de Lamartine leur en impose. Ils s'éloignent à toutes voiles, non sans qu'il ait eu le temps d'entrevoir, au milieu d'eux, une « jeune captive » à l'angélique beauté... Hélas ! un honnête médecin de Hondschoote, qui l'accompagnait, et qui prenait des notes quotidiennes, ne signale, pour ce jour, rien de particulier (3). Quelque temps plus tard, le voilà sur le mont Liban. Il fut saisi d'un tel enthousiasme, écrit Legouvé, qu'il improvisa soudain une admirable description de ce grand spectacle, en face du spectacle même. Un de ses compagnons, jeune officier, ne put s'empêcher de lui dire : « Où voyez-vous donc tout cela, monsieur de Lamartine? Je n'aperçois rien de ce que vous décrivez. — C'est que je regarde en poète, et vous, en capitaine d'état-major. »

Raisons d'ordre particulier. Il ne faudrait pas prendre *Raphaël* trop au sérieux. Lamartine lui-même ne nous le conseille point. Cette œuvre « tomba, dit-il, faute de naïveté et de vérité complète » (4). De fait, vrai et faux y sont étrangement

(1) P. M. Masson, *Lamartine*, Paris, 1911, in-18, p. 39.

(2) Ici, dans *Raphaël*, et là, dans le *Cours familier*, entretien XIX (t. IV, p. 73).

(3) J. des Cognets, *la Vie intérieure de Lamartine*, Paris, 1913, in-18. p. 225.

(4) Lamartine, *Cours familier*. Entretien CLXIV, t. XXVIII, p. 88. M. J. des Cognets fait justement observer que, dans *Raphaël*, se trouvent nombre de situations qui semblent empruntées à un obscur roman anglais, *Agathoclès*, dont, jeune

mêlés. Mais celui-ci l'emporte de beaucoup. Faux, les détails que donne Raphaël sur le père de Julie. Fausses, les données relatives à la « maison d'éducation nationale », qui n'a été fondée qu'en 1804, alors que Julie était déjà Mme Charles. Fausse, l'assertion qu'elle « a été élevée dans toute la splendeur du luxe », alors qu'en réalité, elle a été, de 1792 à 1804, réduite à la plus affreuse misère (1). Fausse, l'attitude des personnages. Le « vieillard » y joue un rôle odieux de mari complaisant. Le « beau jeune homme » et sa bien-aimée se tiennent de nuit, à travers une porte, des discours philosophiques entrecoupés de longs soupirs. Celui-là accepte, sans difficulté, de renoncer aux « vils désirs de la passion sensuelle ». Celle-ci ne se donnera pas à celui qu'elle aime, et parce qu'elle est vertueuse, — comme la Julie de Saint-Preux, — et aussi parce que, si elle lui appartenait, elle cesserait incontinent d'exister. Fausses enfin, — et souvent ridicules, — les situations. Quand ils se retrouvent à Paris, et que la solitude s'est faite autour d'eux, Raphaël se jette aux pieds de Julie, qui tombe *également* sur ses genoux devant lui. N'est-ce pas l'occasion, avec Émile Deschanel, de parler de « galimatias double » ?

Il serait donc bien imprudent de suivre aveuglément Lamartine. Aujourd'hui, plus que jamais, impossible de lui faire crédit. Mais que substituer à des indications auxquelles lui-même n'attache pas autrement d'importance ? Et à quelles sources puiser désormais ?

Irons-nous dépouiller la correspondance d'Elvire ? Ce serait oublier qu'elle a déjà fait l'objet de deux publications. Sans Anatole France, nous ignorerions encore que, pour Julie, écrire une lettre, c'était faire acte d'amour, et que sa tendresse épistolaire était infinie. M. René Doumic a fait sortir du tiroir secret où elles dormaient, les missives qu'elle adressait à Raphaël, et que celui-ci était censé avoir brûlées en pleurant ! Que servirait de se pencher, après eux, sur ces pieuses reliques ?

Restent donc les pièces d'archives. Elles ont déjà été mises à

homme, Lamartine avait fait ses délices. « Lorsque, trente ans après, il a dépeint, sous des couleurs si fantaisistes, sa passion pour Mme Charles, aurait-il confondu avec ses souvenirs des réminiscences d'Agathoclès ? » (*Loc. cit.*, p. 55, *in fine*).

(1) Cf. L. Babonneix, *Julie Bouchaud des Hérettes à la « maison Coigny »*, Paris, 1924, in-8°, 24 p.

contribution par Léon Séché (1) et par M. de Grandmaison (2). Que pouvons-nous leur demander à notre tour?

L'histoire de la famille Bouchaud? Pourquoi donner une suite au *Répertoire de bibliographie bretonne*? Ne vaut-il pas mieux restreindre les recherches à ceux qui ont veillé sur l'enfance et sur la jeunesse d'Elvire, et tenter de préciser le rôle que chacun a pu jouer dans la formation de celle qui devait, un jour, prendre place parmi les plus célèbres d'entre les héroïnes d'amour? (3)

PÈRE INCAPABLE

De tous ceux qui, depuis un siècle, ont évoqué son ombre charmante, il en est bien peu qui se soient intéressés au sort de son père. Lamartine ne lui accorde que quelques lignes. « Dépouillé, proscrit, malade, déclare Julie dans *Raphaël*, mon père me ramena de Saint-Domingue en France, avec une sœur plus âgée que moi. Il mourut peu de temps après son retour. » Anatole France le tient pour nul et non avenu. Il le confond avec un de ses frères. Mieux informé, Léon Séché lui restitue sa véritable personnalité et publie, à son sujet, quelques curieux documents. Mais personne n'a encore dit qui il était, ni quelles avaient été ses aventures.

Né à Nantes, le 6 août 1738, il était fils d'Eugène-René Bouchaud, conseiller secrétaire du Roi et auditeur à la Chambre des comptes de Bretagne, et de Jeanne Charet. De bonne heure, il se destine aux fonctions de commissaire de la Marine. Aspirant-élève à vingt-huit ans, élève-commissaire à trente-deux, il occupe, à terre, divers emplois (4).

En 1772, il sollicite de M. de Castries, ministre de la Marine, l'autorisation d'épouser Mlle Bergey. L' « occasion » paraît si « intéressante », que son chef direct, M. de Ruisam-

(1) L. Séché, *Lamartine de 1816 à 1830*. Paris, 1906, in-18, pp. 49-77.

(2) De Grandmaison, *l'Acte de mariage d'Elvire*. Paris, 1905, in-8, 15 p.

(3) Nous sommes heureux d'adresser ici nos meilleurs remerciements à ceux qui ont bien voulu nous aider de leurs conseils : M. Baroux, archiviste départemental de la Seine; Mlle Ducaffy, archiviste adjointe de la Seine; M Gaborit, archiviste départemental de la Loire-Inférieure; M. Roussier, archiviste au ministère des Colonies; M. Francis Leconte, docteur en droit. Qu'ils acceptent, ainsi que M. L. Favreul, de Nantes, l'expression de toute notre gratitude.

(4) Cf. *Archives nationales*, C^7^, Marine 39.

bito, intendant de la Marine à Brest, transmet aussitôt la demande avec avis favorable.

Le 16 août 1772, le mariage est célébré à la paroisse de Saint-Denis de Nantes (1). Une dispense de deux bans avait été accordée par le vicaire général. Des témoins, la plupart étaient parents du marié.

Le 12 août, le contrat de mariage avait été passé chez Me Jalaber, notaire à Nantes. Il comportait six articles relatifs, le premier, à ce qu'on appellerait aujourd'hui la communauté légale, — le second, aux dettes, — le troisième, aux droits de la future, lesquels entraient tous dans la communauté, — le quatrième, à la volonté, exprimée par les époux, de « se faire donation mutuelle et réciproque du premier mourant au survivant d'eux deux, de la jouissance par usufruit sa vie durant, de la moitié de tous biens propres qui se trouveront appartenir au prédécédé..., lequel don sera réduit à la jouissance du tiers des mêmes propres s'il y a des enfants du mariage vivants... », comme de se faire donation, dans les mêmes conditions, 1° de tous les meubles et objets mobiliers; 2° de la jouissance de la moitié des acquêts faits pendant la communauté; — le cinquième, au cas où la future croirait devoir renoncer à la communauté et à la donation; — le sixième, à ce qu'on est convenu de dénommer, depuis le code Napoléon, l'hypothèque légale de la femme.

Sur six articles d'un contrat, deux traitant des dettes, et, sur ces deux, l'un ayant spécialement trait aux dettes du mari, voilà qui en dit long sur la médiocre estime en laquelle les hommes de loi tenaient les aptitudes financières de Sébastien Raymond Bouchaud des Hérettes! L'événement devait bientôt montrer à quel point leur méfiance était justifiée.

De 1772 à 1804, il aurait pu gérer les biens de sa femme et, subsidiairement, s'occuper de l'instruction et de l'éducation de ses enfants. Or, si l'on étudie les documents qui le concernent, on voit qu'il a été mauvais administrateur autant que père incapable. Trente ans de suite, cet ancien marin lance d'innombrables affaires dont il attend merveilles et dont aucune ne peut se maintenir à flot. L'une n'a pas encore sombré, qu'il en organise une autre que guette le même sort. A ce jeu obstiné, il ne s'enrichit pas. Sa femme est obligée

(1) Cf. *Archives municipales de Nantes*, G. G, 60, Registre de la paroisse Saint-Denis, 1770-1780 (1772, n° 17, p. 21).

d'invoquer l'article V de leur contrat, et de demander la séparation de biens. Comme il ne possède rien par lui-même, qu'il doit beaucoup et qu'il dépense le reste à boire, on comprend que, finalement, il ait été réduit à la mendicité.

En 1792, ce n'est encore que la gêne. Son frère aîné, François-Joseph Bouchaud, ancien capitaine de vaisseau, n'a garde de l'oublier dans son testament :

Considérant que M. Sébastien-Raymond Bouchaud Deshérettes (1), mon frère, préfère une vie tranquille et une jouissance paisible après le défaut de succès qu'il a eu dans ses spéculations, et voulant lui assurer une existence indépendante, je lui donne et lègue une pension viagère de 6 000 livres...

Vingt ans après, c'est sa sœur aînée, Louise-Julienne Bouchaud, qui écrit dans son testament :

Après le paiement des dettes de feu mon frère aîné et de la mienne, je veux et entends que mes légataires universels et à titre universel payent chaque année à Mr Bouchaud des Hérettes, mon frère, six mille francs de rente viagère jusqu'à son décès. Cette rente sera prise sur les revenus des biens, et j'en fais tout don et lègue à mondit frère, afin de lui former, avec les 6 000 francs de rentes à lui légués par le testament de feu notre frère aîné, une rente totale de 12 000 francs, dont j'entends qu'il jouisse pendant sa vie.

En 1804, son gendre le compare à Western, « ce squire ivrogne que Fielding a peint si vivement dans le roman de *Tom Jones* ». Mais, depuis longtemps, sa propre famille l'a jugé.

Dès 1785, sa femme est « séparée de lui quant aux biens ». Abandonnant le domicile conjugal, elle est allée demeurer au couvent des Filles du Calvaire ; tombée gravement malade, elle prie les autorités de déférer à son beau-frère la tutelle de ses enfants. Ce désir ne devait se réaliser qu'au bout de six ans. Sans doute, durant cette période, Raymond-Sébastien a-t-il eu l'occasion de donner de nouvelles preuves de son incapacité ; sans doute aussi, ses habitudes d'intempérance sont-elles devenues plus tyranniques. Pour sauvegarder les intérêts de

(1) Du nom d'une petite propriété, située sur le territoire de la commune de Verton, près de Nantes. (Renseignement obligeamment communiqué par M. L. Favreul, de Nantes.)

ses enfants, sa famille se voit dans la nécessité de recourir au tribunal, pour obtenir qu'il soit destitué de ses fonctions de tuteur. Comment interpréter autrement cette phrase, extraite d'un acte en date du 22 septembre 1792, et où il est dit que Joseph-Jean-Baptiste Loménie de Marmé, son gendre, avait été « investi par justice et confirmé par assemblée des parents, par acte sur rapport de Petit et Nony, notaires à Paris, de la tutelle des demoiselles Bouchaud, et chargé de l'administration de leurs biens » (1)? Depuis quelque temps déjà, sa fille cadette, Julie, a été recueillie par sa tante paternelle, Louise-Julienne : elle ne la quittera plus jusqu'en 1800, peut-être même jusqu'en 1804.

Le 28 ventôse de l'an XII (19 mars 1804), et probablement à l'occasion du mariage de Julie, il demande un passeport pour aller à Paris.

Le citoyen Sébastien Bouchaud, profession de rentier, natif de Nantes, domicilié de la commune de Nantes depuis sa naissance, section 16, rue Voltaire, département de la Loire-Inférieure, âgé de 68 ans, taille de 1 m. 72 centimètres, cheveux gris, sourcils bruns, front dégarni, yeux gris, nez moyen, bouche moyenne, menton rond, barbe grise, visage plein, allant à Paris voir ses enfants.

A Nantes, ce 28 ventôse, l'an 12 de la République. Signé : Bouchaud (2).

Le 6 thermidor de la même année (25 juillet 1804), la cérémonie est célébrée à la Grange Saint-Paterne, « en présence de M. Sébastien-Raymond Bouchaud des Hérettes, père de la contractante, âgé de soixante-cinq ans ».

Las de vivre aux dépens des siens, il décide, comme sa sœur Louise-Julienne et pour les mêmes raisons, de s'adresser aux pouvoirs publics. Les biens de sa femme n'ont-ils pas été séquestrés? Le gouvernement n'a-t-il pas « oublié » de lui verser la rente qu'il avait promise aux anciens propriétaires de Saint-Domingue? Ici, les documents abondent. Une partie a déjà été publiée. Parmi ceux qui sont encore inédits, citons les plus intéressants.

(1) Cf. l'acte de Me Mahy Chevenelles, notaire à Port-au-Prince, 25 fructidor an X (*Archives du ministère des Colonies, Actes des notaires*).

(2) *Archives municipales de Nantes, Passeports.* 1² 33, an XII.

Première supplique, le 17 juin 1797 (1).

Le citoyen Sébastien Bouchaud, domicilié de la commune de Nantes, demeurant rue Crébillon n° 13, section 14, représente que réduit à la plus affreuse nécessité par les événements malheureux qui ont désolé la colonie de Saint-Domingue où sont situés les seuls biens qu'il possède et dont il n'a pas retiré un sol depuis les troubles qui agitent cet infortuné pays, il serait obligé de recourir à la bienveillance du gouvernement envers ceux qui, comme lui, se trouvent dénués de toutes ressources. S'il n'a pas jusqu'ici réclamé des secours, c'est qu'il ignorait qu'il y eût des fonds affectés à cet effet et qu'il a trouvé dans le cœur généreux de quelques amis des ressources qui se sont éteintes par la succession des maux qui les ont également atteints ; en conséquence, il espère de votre justice que vous ferez droit à sa demande.

A Nantes, le 29 prairial an 5.

S. Bouchaud.

Suivent les attestations habituelles.

Au bout de deux mois, l'administration commence à s'émouvoir. Elle répond à une demande de secours par une demande de renseignements, à une requête par une enquête.

Citoyen, l'administration municipale vous invite à lui faire savoir quels sont les moyens d'existence et la situation du citoyen Sébastien Bouchaud et sa fille, demeurant rue Jean-Jacques, n° 10, et de vouloir faire transmettre vos renseignements au Bureau des réfugiés.

Moi soussigné, commissaire de police de la commune et section ci-dessus, certifie que le dénommé ci-dessus n'existe qu'en vendant le peu d'effet qu'il lui reste, se trouve dans ce moment réduit à manger chez divers citoyens qui connaissent ses besoins.

Nantes, ce 9 fructidor an V (26 août 1797).

Alleron.

Bientôt, les supplications de Sébastien-Raymond deviennent plus vives. L'administration n'a-t-elle pas rejeté sa demande ? N'émet-elle point la prétention, après l'avoir privé de ses revenus, d'exiger de lui le paiement de ses contributions ?

Au citoyen préfet du département de la Loire-Inférieure.

(1) Les trois pièces suivantes proviennent des *Archives départementales de la Loire-Inférieure*, Dossier Bouchaud Sébastien, colon de Saint-Domingue.

Citoyen, le soussigné Sébastien Bouchaud, propriétaire aux Isles françaises de Saint-Domingue, vous expose :

Que dénué de toute espèce de moyens pour se procurer les premiers besoins de la vie, son nom a été employé depuis plusieurs mois sur la liste des secours que la bienfaisance du gouvernement accorde aux malheureux colons.

Que, malgré toutes les démarches qu'il a pu faire jusqu'à ce jour pour en avoir l'exécution, il n'a pu encore recevoir aucun secours, ce qui le réduit en ce moment dans l'extrême indigence.

Que, malgré sa situation pénible, il se trouve imposé au rôle de la contribution de cette commune pour une somme de cinquante francs et cinq centimes, suivant qu'il appert par la demande ci-joint du percepteur, laquelle il lui est physiquement impossible d'acquitter.

Il réclame en conséquence de votre justice, Citoyen Préfet, que vous le fassiez provisoirement décharger du payement de cette contribution et que vous ordonniez qu'il reçoive, comme les autres colons indigents, les secours que l'humanité du Gouvernement veut bien leur accorder. Sa reconnaissance égalera les sentiments respectueux avec lesquels il est votre dévoué concitoyen.

BOUCHAUD.

En vain intéresse-t-il à son sort le citoyen Dufeu, auquel il attribue le pouvoir magique de « lever toutes les difficultés ». En vain invoque-t-il, en sa faveur, le témoignage de « notables » : la Préfecture émet, à diverses reprises, des avis défavorables, et le 28 février 1801, on décrète qu'il « n'est pas susceptible de recevoir les secours du Gouvernement ».

Entre temps, le malheureux s'efforce de faire constater qu'il possède des propriétés à Saint-Domingue, et de faire lever le séquestre que le gouvernement a jugé bon de mettre sur elles.

Le 11 février 1803, après bien des démarches, le chef de l'administration émettait un avis favorable et le 16, le préfet colonial était d'avis qu'il était justice d'accorder au pétitionnaire la levée du séquestre de la propriété qu'il réclame en sa qualité de fondé des pouvoirs du propriétaire.

Le même jour, arrêté prononçant mainlevée du séquestre établi sur une habitation caféyère connue sous le nom de Bouchaud, située au petit Saint-Louis, en faveur du citoyen Bouchaud, représenté par Chauveau, négociant, au Cap (1).

(1) *Archives du ministère des Colonies, Domaines,* carton 7, dossier Bouchaud.

Avec les années, la misère de Sébastien-Raymond ne fait qu'empirer. Le voici qui, à plus de quatre-vingts ans, adresse aux pouvoirs publics une nouvelle pétition.

Nantes, le 28 janvier 1819.

Monseigneur,

Le nommé Sébastien Bouchaud, âgé de quatre-vingts ans et demi, a l'honneur d'assurer Son Excellence qu'en l'année 1772, élève-commissaire de la Marine au Département de Brest, il obtint de M. de Castries, alors Ministre de la Marine, son agrément pour contracter mariage avec Mlle Jeanne-Marie Bergey, créole du Port Paix, possédante une habitation située au quartier nommé le Petit-Saint-Louis, dépendance du Cap, établie en indigoterie, nommée le Cap Rouge, dont j'ai joui des revenus jusqu'à l'époque de l'insurrection, sans autres titres que celui du propriétaire, puisque tous nos plans concessions étaient sur l'habitation, qui, comme tant d'autres, ont été dévastés, incendiés. Les colons qui résident auprès de vous, sont les seuls aujourd'hui qui peuvent prouver authentiquement que je suis propriétaire.

Je suis avec respect, Monseigneur, votre très humble et très obéissant serviteur.

Bouchaud.

Il ne s'écoule pas moins d'un an avant que l'administration se décide à entendre cet appel. Et encore, se contente-t-elle d'informer l'intéressé que sa demande est transmise au traditionnel Qui de droit pour attributions. Rendons-lui, d'ailleurs, cette justice : elle recommande la supplique du vieillard.

Le malheureux ne profita pas longtemps d'une augmentation qu'on lui accorda peut-être. Il succombe le 7 janvier 1821, à l'âge de quatre-vingt-deux ans (1).

Il avait perdu tous les siens : son frère, François-Joseph, en 1792; sa fille aînée, en 1795; son gendre, Loménie de Marmé, en 1807; sa sœur Marie, en 1811; son autre sœur, Louise-Julienne, en 1816; son beau-frère, Prudent de l'Isle, en 1816; sa fille Julie, en 1817. Sans doute, le physicien Charles, son second gendre, vivait encore. Mais, depuis 1809, il souffrait de la gravelle et le moindre voyage lui était interdit. Il n'était pas,

(1) Le certificat de décès se trouve aux *Archives municipales de Nantes*, Registres d'état-civil, cinquième et sixième cartons, an 1821. C. D. 21.

d'ailleurs, dans une situation financière telle qu'il pût venir au secours d'autrui. Et puis, pour tout dire, il n'avait jamais éprouvé à l'égard de son beau-père qu'une antipathie grandissante. Divers événements survenus entre 1817 et 1819, et dont les plus importants sont restés ignorés, les avaient encore éloignés l'un de l'autre. Les dernières années de Sébastien-Raymond se sont donc écoulées dans la plus affreuse solitude, et pour lui, la mort a été une délivrance.

RUINÉE PAR SON MARI

Sur la mère d'Elvire, pénurie de documents presque absolue. Des pièces officielles qui la concernent, voici, en effet, tout ce que l'on peut tirer :

I. — Ses grands parents maternels, Patrice Repoux et Marguerite-Françoise Quesnel, habitaient Saint-Domingue. De leur mariage étaient issus deux enfants : Patrice-Louis Repoux de Bonsonge et Marguerite Repoux. Marguerite-Élisabeth Repoux avait, elle-même, épousé Michel Bergey et lui avait donné deux enfants : Michel et *Marguerite-Jeanne*, laquelle devait, plus tard, épouser Sébastien-Raymond Bouchaud. Michel et Marguerite-Jeanne Bergey étaient encore mineurs lorsque mourut leur grand mère maternelle. Ils auraient dû hériter de sa fortune, leur oncle Patrice-Louis Repoux de Bonsonge étant mort lui-même sans postérité. Il n'en fut rien. Pourquoi ? C'est ce qu'expliquent les deux documents dont nous citons ces extraits :

M. Repoux de Bonsonge, parvenu à un certain âge, se fit nommer pour tuteur de sa propre mère, s'empara des biens et les confondit avec les siens.

Il se maria peu de temps après et donna toute sa fortune à son épouse. Ce mariage ne fut pas de longue durée ; M. Repoux de Bonsonge mourut sans postérité et avant sa mère, laissant une veuve qui ne tarda pas à se remarier à M. Layrac de Treilles.

Mme Veuve Repoux n'ayant plus de tuteur, la justice lui nomma M. Bourlier Deslongchamps, son frère utérin. Son premier soin fut de demander compte des biens de Mme Vve Repoux, à M. Layrac de Treilles qui vient d'épouser Mme de Bonsonge et de s'emparer de tous les biens qui paraissaient être à son premier mari.

Ce compte n'était pas encore rendu lorsque Mme Vve Repoux

mourut, laissant, pour seuls héritiers, ses deux petits enfants, M. et Mlle Bergeÿ, encore mineurs.

Le peu de soin que les tuteurs ont pris de cette succession fait qu'elle est toujours entre les mains de M. Layrac de Treilles... (1)

Nous lisons dans le second document, une supplique, datée du 24 mars 1786 (2).

Il paraît que les biens dépendant de cette succession sont successivement passés entre les mains du Sr. Repoux Bonsonge et du Sr. Layrac de Treilles, second mari de la veuve donataire du Sr. de Bonsonge, et que depuis quinze ans qu'elle est ouverte, il n'a pas été possible de faire juger l'instance introduite contre le Sr. de Treilles pour l'obliger à la restitution des biens de cette succession. Le Sr. Bergey et sa sœur ont remis leurs pouvoirs au Sr. Querret du Rivage, avocat, à l'effet de suivre cette affaire. Je vous prie de lui procurer une prompte justice afin qu'elle puisse être terminée le plutôt qu'il sera possible...

Que font les destinataires de cette supplique? Ils demandent au Sr. Querret du Rivage, quelques explications. Celui-ci répond qu'il a, depuis longtemps, passé la main. Nous ne saurons jamais comment s'est terminée l'affaire. La dernière pièce du dossier est un accusé de réception, adressé au maréchal de Castries par ses subordonnés. Ils affirment avoir fait toute diligence. La formule n'est pas nouvelle...

II. — Marguerite-Jeanne Bergey était encore mineure lorsque, ses parents étant morts, leurs biens furent partagés entre son frère et elle. L'acte de partage, daté du 10 juin 1772, divisait les biens en deux lots comprenant, le premier : 1° l'habitation dite la Marigot estimée cent mille livres; 2° la moitié de l'estimation des meubles et animaux estimée trois mille huit cent quatre vingt neuf livres dix sols; 3° les nègres et négresses cy après nommés... Le deuxième : 1° l'habitation dite le Cap Rouge, estimée cent quarante mille livres; 2° les nègres dont les noms suivent...

des quels lots ainsi faits les parties étant contentes, ils ont été tirés au sort, au quel effet nous avons coupé deux morceaux de papier

(1) *Archives du ministère des Colonies.* Saint-Domingue (Série privée, dossier Bouchaud).

(2) *Archives du ministère des colonies.* Saint-Domingue (Série privée, dossier Bouchaud).

blanc d'égale [grandeur], sur l'un des quatre avons écrit ces mots *Premier lot* et sur l'autre *Second lot*, lesquels deux billets ont été mis dans un chapeau, et avons fait venir un négrillon qui a tiré l'un des dits billets, l'un pour la demoiselle Bergey sur le quel billet était écrit, *Second lot*, le quel est échu à la dite demoiselle Bergey et le *premier lot* au dit sieur Bergey son frère, des quels lots avons à l'instant mis en possession les dites parties (1).

III. — Le 16 août 1772, Jeanne-Marguerite Bergey épousait, comme nous l'avons vu, Sébastien-Raymond Bouchaud des Hérettes, élève-commissaire de la marine. Elle devait lui donner trois filles : en 1773, Marie-Jeanne-Louise Chantal ; entre 1773 et 1784, Jeanne-Marie ; en 1784, Julie-Françoise. En 1785, un acte, passé devant Me Guillaume, notaire à Paris, nous apprend qu'elle est « séparée quant aux biens » de son mari, et qu'elle demeure « à Paris, savoir... au couvent des dames du Calvaire, rue Saint-Louis-au-Marais, paroisse Saint-Gervais, tandis que son mari est domicilié rue des Filles-du-Calvaire ». Mêmes indications dans une nouvelle procuration, passée chez le même notaire, le 9 octobre de la même année. Il est donc hors de doute que, dès cette époque, (et peut-être depuis bien plus longtemps), les époux étaient séparés de corps et de biens.

IV. — En 1786, testament de Mme Bouchaud des Hérettes. Daté du 23 novembre, il a été dicté par elle à Me Guillaume et à un de ses confrères, notaires à Paris. En voici les dispositions principales :

Je supplye M. le Lieutenant civil et tous autres magistrats qu'il appartiendra de déférer à M. Bouchaud, mon beau-frère, la tutelle de mes enfants.

Et au défaut du dit Sr Bouchaud de vouloir bien... nommer en son lieu et place Mlle Bouchaud ma belle-sœur.

Je donne et lègue à Jeanne Gérard, ma femme de chambre, quand même elle ne serait plus à mon service au jour de mon décès, 400 livres de rente et de pension viagère franches d'impositions royales quelconques payables par six mois à compter du jour de mon décès, indépendamment de ce qui se trouvera lui être dû pour

(1) Extrait d'un acte passé, le 25 fructidor de l'an X, par le citoyen Joseph Jean-Baptiste Loménie de Marmé devant Me Mahy Chenevelles, notaire au Petit Trou de Nippes.

gages ou autrement. A cet égard, je déclare que ses gages lui sont dus depuis environ huit ans sur le pied de 150 livres par an.

Je donne et lègue à la communauté des Dames Religieuses du Calvaire dans la maison desquelles je demeure, la somme de 2 400 livres une fois payées, qui ne sera exigible que dans neuf années à compter du jour de mon décès. Et ce en reconnaissance des attentions que ces Dames de la dite Communauté ont toujours eues pour moi, me recommandant d'ailleurs à leurs prières.

Je déclare que depuis nombre d'années M. et Mlle Bouchaud m'ont fait, soit pour moi soit pour mon mari, beaucoup d'avances espèces d'argent dont ils n'ont point de reconnaissance et dont il me serait difficile de fixer le montant, mais qui peuvent former ensemble au moins une somme de 90 à 100 000 livres. C'est pourquoi j'entends qu'ils soient payés, et remboursés de tout ce qu'ils déclareront leur être dû, sans difficulté sur la simple demande qu'ils en feront, voulant et entendant qu'on s'en rapporte à leur simple déclaration ou de l'un d'eux.

Suit un paragraphe sur les prénoms de sa fille aînée, qui ont été transposés sur l'acte baptismal et qui doivent être ainsi énoncés : Marie-Jeanne-Louise Chantal.

Je prie M. Bouchaud mon beau-frère, en cas d'absence ou autrement Mlle Bouchaud sa sœur, de vouloir bien se charger de l'exécution de mon présent testament. Je me flatte qu'ils voudront bien me donner cette dernière marque de leur attachement : je leur recommande particulièrement mes enfants.

Dans cette seule pièce notariée, que de révélations!

1° Mme Bouchaud des Hérettes, au lieu de confier ses enfants à son mari, leur tuteur naturel et légal, « supplye » le lieutenant civil de déférer ladite tutelle à son beau-frère ou à sa belle-sœur.

2° Elle est propriétaire d'une importante propriété, qui, jusqu'aux troubles de Saint-Domingue, n'a cessé d'être exploitée et dont les revenus sont considérables. Elle devait donc vivre à l'aise. Et pourtant, il y a longtemps que la misère a frappé à sa porte. N'a-t-elle pas, « depuis nombre d'années », fait à son beau-frère et à sa belle-sœur des emprunts répétés? Les gages de sa domestique ne sont-ils pas en souffrance depuis huit ans?

En rapprochant les unes des autres ces diverses données,

en les confrontant avec les résultats déjà connus, de notre enquête, il semble que l'on puisse, sans trop de hardiesse, imaginer ce qu'a été la vie conjugale de la malheureuse. Ruinée par son époux, ce marin qui s'entend si mal à mener sa barque, elle finit par se séparer de lui. Elle reprend sa dot, — ou ce qu'il en reste. — Elle se retire au couvent des Dames du Calvaire. Sentant la mort proche, elle formule le vœu de soustraire ses enfants à la tutelle de leur père, et, pour bien montrer que ce n'est point par animosité contre la famille Bouchaud, elle les confie à son beau-frère ou à sa belle-sœur, alors qu'elle eût pu, sans doute, faire appel, pour leur éducation et pour leur instruction, aux bons offices de son frère Bergey, en France depuis 1778.

V. — Lorsqu'elle a fait son testament, elle était bien près de sa fin. Il est, en effet, du 23 novembre 1786. Le 30 janvier 1787, un acte passé chez Me Guillaume par François-Joseph Bouchaud, débute ainsi : « Au nom et comme exécuteur du testament de défunte De Marguerite-Jeanne Bergey... »

A ces quelques données se borne tout ce que nous savons sur la mère d'Elvire. Rien de plus aisé que de les résumer. Née à Saint-Domingue, en 1753, elle est venue jeune en France, l'année 1772 marque une date importante dans son existence, puisque c'est celle où elle a perdu ses parents et où elle s'est mariée. Elle a eu trois filles. Ruinée par son mari, elle commence par obtenir la séparation de biens. Puis elle se retire au couvent des Dames du Calvaire, où elle expire, vers novembre 1786, non sans avoir eu, maintes fois, l'occasion de méditer sur le danger qu'il y a à partager la vie d'un incapable.

LE « BON ONCLE » BERGEY

Dans la lettre par laquelle il annonce son mariage à son ami Morel de Vindé, Charles définit certain oncle de Julie, un « excellent homme faisant le pendant d'Ailworthy. Sans lui, sans son extrême bienveillance et ses soins obligeants, il y a longtemps que cette pauvre enfant ne serait plus... (1) »

Cet « excellent homme », quel était-il? L'oncle maternel de Julie, Michel-Louis-Théodat Bergey, né au Petit Saint-Louis du

(1) Cité par Anatole France, *op. cit.*, p. 12.

Nord, à Saint-Domingue, le 16 octobre 1751. Il commence par être officier de dragons mulâtres. Tout jeune, il vient en France. La Révolution éclate. Il n'est pas le dernier à brûler ce qu'il avait adoré, comme le prouve cette lettre du 29 brumaire, an 2 (19 novembre 1793) au citoyen ministre (1).

Je m'empresse de t'adresser une commission de lieutenant de dragons mulâtres qui m'avait été donnée en 1776 par Louis le dernier. J'obéis avec transport au décret de la Sainte Montagne qui ordonne que ces espèces de commissions seront adressées au ministre de la Guerre pour être échangées en commission au nom de la République française.

Je te prie, en conséquence, citoyen ministre, de me faire passer en retour un titre dont un républicain n'ait plus à rougir.

BERGEY,
administrateur du département d'Indre-et-Loire.

Son histoire a été très heureusement reconstituée par M. L. de Grandmaison (2). Aux documents cités par ce savant, nous n'avons pu guère en ajouter que deux ou trois.

Il avait quitté Saint-Domingue pour venir en France vers 1778. Le 8 septembre 1777, il fait établir une procuration au nom du sieur Remoussin. Dans l'acte notarié, il est intitulé « officier du bataillon de Port de Paix, habitant Saint-Louis » et se proposant de partir pour la France.

Tour à tour ardent royaliste, farouche révolutionnaire, bonapartiste convaincu, il sert tous les régimes avec fidélité. Il aurait pu figurer, en bonne place, dans le *Dictionnaire des Girouettes*. L'an VIII, par arrêté du premier Consul, il est nommé membre du conseil de préfecture. Il était, alors, « ancien administrateur de ce département et ex-inspecteur des contributions directes ». Le préfet, en le présentant, l'avait désigné comme « distingué par les talents et les connaissances qu'il a montrées dans l'une et l'autre de ces places, homme honnête, probe, républicain, père de famille, et acquéreur de biens nationaux ». Les citoyens Clément de Ris, sénateur, et Fontenay, législateur, l'avaient eux-mêmes proposé en faisant observer que « pour ses soins constants dans la révolution et

(1) *Ministère des Colonies*, *Archives*, Saint-Domingue, série privée, dossier Bergey

(2) L. de Grandmaison, *loc. cit.*, p. 9.

pour son dévouement à la cause de la liberté », il avait « des droits particuliers à la bienveillance du gouvernement ».

Dans son intéressante brochure, M. E. Le Grix écrit que Bergey est devenu veuf en 1796. En réalité, sa femme mourut à Saint-Domingue en décembre 1801. Nous avons pu parcourir le testament qu'elle a laissé, et où le nom de son mari n'est même pas prononcé. Comme exécuteur testamentaire, il avait choisi lui-même un certain Jean Gérardineau, habitant l'île de la Tortue, et qui se trouvait être, par surcroît, chargé de représenter les « enfants majeurs actuellement en France ».

A en croire Léon Séché, Mme Michel-Louis Bergey fut, pour Elvire, une seconde mère. « Julie fut admirablement élevée par eux (les Bergey) et traitée sur le même pied que leur fils et leurs filles, qui avaient de dix à douze ans de plus qu'elle (1). » Rien, dans les documents que nous avons consultés, ne nous autorise à admettre cette hypothèse. Que Julie se soit trouvée chez son oncle au moment de son mariage, rien de plus certain. Qu'elle y ait été depuis plusieurs années, voilà qui resterait à prouver. Ce ne pourrait être, en tout cas, que de 1800 à 1804, puisque, de 1796 à 1800, elle a vécu avec sa tante paternelle, Louise-Julienne Bouchaud (2).

... ET L'ONCLE A HÉRITAGE

Les biographes d'Elvire ne parlent que du « bon oncle » Bergey. En fait, elle avait un autre oncle, du côté paternel, celui-ci, et dont la vie doit nous intéresser d'autant plus que, dans un acte officiel, rédigé par lui et signé de sa propre main, il est longuement question de Julie, alors âgée de huit ans.

François-Joseph avait comme père M. René Bouchaud, tantôt trésorier des troupes, et tantôt « négotiant à la fosse », et comme mère Jeanne Charet (ou Charettes) son épouse. Il était né à Nantes, en septembre 1726, et avait été baptisé le 29 du même mois. Comme tant de ses concitoyens, la mer et les « isles » l'avaient attiré de bonne heure. Un document daté de 1792 ne nous le représente-t-il pas comme « ancien capitaine de vaisseau, cy-devant premier lieutenant de vaisseau de l'ancienne compagnie des Indes, décoré de la croix de Saint-Louis » ?

(1) L. Séché, *op. cit.*, p. 55.
(2) L. Babonneix, *loc. cit.*

Le 10 août 1791, il avait acheté à M. Pierre Lartigau Dubedou, commandant de la place des Gonaïves, à Saint-Domingue, une habitation « située aux Gonaïves, au lieu dit La Brande, paroisses Saint-Charles et Saint-Marc, consistant tant en meubles qu'en immeubles, moyennant le prix d'un million de livres tournois, dont 600 000 livres pour prix et valeur des immeubles, et 400 000 pour prix et valeur des nègres et autres objets mobiliers ». Sur ce million, il avait payé comptant 250 000 livres. 280 000 avaient été portées en déduit, comme lui étant dues. Restaient 470 000 livres, qu'il s'obligeait à payer en quatorze échéances. De son côté, le chargé d'affaires de Lartigau garantissait « à Bouchaud, qui l'a accepté... de l'indemniser de tous accidents relatifs à l'insurrection arrivée à Saint-Domingue avant la prise de possession ».

En mars 1792, il se retirait chez sa sœur, Louise-Julienne, qui demeurait alors à Paris, rue d'Angoulême. Il ne tardait pas à y mourir.

Nous avons pu parcourir son testament, daté du 21 mars, et où, selon la formule, il se déclare « malade de corps, mais sain d'esprit, mémoire et entendement ». Son premier legs est pour son frère, Sébastien-Raymond; son second pour sa sœur, Mme Prudent Delisle ; son troisième pour Julie :

Je donne et lègue à D^lle^ Julie-Françoise Bouchaud (1) Des Herettes, fille mineure du dit sieur Bouchaud Desherettes, mon frère, une pension viagère de 4 000 livres par an jusqu'à ce qu'elle ait atteint l'âge de douze années, laquelle commencera à courir aussi à compter de huit mois après l'ouverture de ma succession. Et, du jour qu'elle aura atteint l'âge de douze années, je veux que ladite pension soit portée à 6000 livres par année pour compléter son éducation et qu'elle soit payée de trois mois en trois mois jusqu'au jour de son établissement par mariage.

En cas d'établissement par mariage de la D^lle^ Bouchaud au gré de son père et de sa famille réunis, je veux que ladite pension soit éteinte, et qu'au lieu et place de cette pension, il lui soit payé six mois après son mariage et des premiers fonds qui proviendront à

(1) Ici, en marge : « J'entends que tant que ma sœur sera chargée de la tutelle à la personne et éducation de la D. Delle Françoise Bouchaud, ma nièce, les arrérages de la pension que je lui lègue jusqu'à son établissement par mariage soient administrées et appliquées par la D. Delle ma sœur à l'entretien et éducation de ma d. nièce, sans être tenue d'en rendre aucun compte. »

cette époque de mon habitation aux Gonaïves pour composer en partie sa dot, une somme capitale de 70 000 livres, et dans le cas où la Dlle Bouchaud viendrait à décéder avant son établissement par mariage, la pension demeurerait éteinte purement et simplement; si elle vient à décéder après et dans le cours dudit mariage sans enfants existant dudit mariage au jour de son décès, je veux que la dite somme de 70 000 livres que devra rendre son mari revienne et appartienne à la Dlle Bouchaud, sa sœur, épouse de M. Joseph-Jean-Baptiste Loménie de Marmé.

Suivent d'autres legs. « Au surplus, le tout à ma sœur, Delle Louise Julienne Bouchaud », avec prière, à elle, de se conformer, dans l'administration des affaires de succession, « d'après les conseils de M. de Marmé, mari de ma nièce ».

6 000 livres à Sébastien-Raymond, 1 200 à Mme Delisle, 4 000 à Julie, 4 000 à Louise-Julienne, 300 à la fidèle domestique Gérard, « cy-devant attachée au service de Mlles Bouchaud », 200 à la nièce de Me Gérard, 3 000 à un certain M. Desambias, 3 000 à M. Lavocat « comme témoignage d'amitié et espérant qu'il continuera ses bons offices » : voilà de quoi faire chérir, par les bénéficiaires des legs, la mémoire du capitaine de vaisseau !... Malheureusement, il laissait aussi quelques dettes. Et comme on doit tout prévoir, il envisage le cas où, « en raison de circonstances malheureuses », les clauses du testament ne pourront être mises à exécution. « Je veux en ce cas, qu'après le paiement de mes dettes et charges naturelles sur ce qui restera, ma sœur Louise-Julienne prenne et s'applique privilégiément à tout la somme de 600 livres et que ce qui restera soit distribué à mes légataires de rentes et pensions viagères chacun en proportion. » Une fois de plus, la montagne en travail accouche d'une souris...

Le 31 mars 1792, à la requête des parents, on procédait à l'inventaire après décès. Sébastien-Raymond Bouchaud des Hérettes, Mme Prudent Delisle et Mlle Louise-Julienne Bouchaud, héritiers chacun pour un tiers, après avoir « pris communication à loisir de l'inventaire », déclarent « s'abstenir purement et simplement » pour s'en tenir aux legs et dispositions particulières faites en leur faveur par feu François-Joseph. M. et Mme Prudent Delisle « renoncent en faveur de la demoiselle Louise-Julienne Bouchaud et aussi de la manière ci-après

énoncée en faveur de Mme Demarmé et de la demoiselle Julie-Françoise Bouchaud, leurs nièces, au bénéfice » de la rente viagère de 1 200 livres à eux laissée « par leur beau-frère et frère. Dans le cas où ladite demoiselle Bouchaud deviendrait en pleine jouissance de l'habitation des Gonaïves », cette dite rente viagère serait « par elle distribuée annuellement aux dites dame Demarmé et demoiselle Julie-Françoise Bouchaud également entre elles, s'en reportant au surplus de ce que ladite demoiselle jugera à propos de faire à cet égard, connaissant sa tendresse et son attachement pour lesdites dames et demoiselles ses nièces ».

Il n'est pas sans intérêt de poursuivre l'histoire de cette succession dont Julie finira par bénéficier dans une certaine mesure.

Bien que s'étant désistée comme les autres héritiers, Louise Julienne ne s'en intitule pas moins « légataire de tous les biens et droits, en quoi qu'ils puissent consister, de François-Joseph Bouchaud » dans une procuration déposée, le 22 frimaire an III, chez Me Guillaume. Le 19 nivôse an VI, nouvelle procuration, déposée chez le même notaire, et où elle se dit « propriétaire de l'habitation cy-devant La Brande en qualité de légataire universelle de feu François-Joseph Bouchaud ».

Longtemps, cette propriété est épargnée par les révolutionnaires. Longtemps elle continue à produire. Les revenus en sont versés à la caisse nationale. Pour dédommager les colons dont les biens sont ainsi séquestrés, l'État est censé leur accorder des indemnités, d'ailleurs si réduites, que force est à leurs destinataires de solliciter des secours, distribués avec la même parcimonie. N'empêche que les uns et les autres ont, de l'an V à 1800, aidé à vivre Louise-Julienne et sa nièce, ou, plutôt, leur ont permis de ne pas mourir.

LA TANTE ET LA NIÈCE

Les auteurs ne prononcent même pas le nom de Louise-Julienne Bouchaud, tante paternelle de Julie. Silence bien inexcusable! N'est-ce pas à elle qu'a été confiée la future Elvire, probablement depuis la mort de sa mère, jusqu'à 1800 et peut-être même jusqu'à 1804?

Née à Nantes, elle avait été baptisée le 6 octobre 1735. Ses

parrains avaient été son oncle maternel, Julien Charet, « négotiant à la Fosse », et sa tante paternelle Louise Bouchaud, femme de François Trochon. Les premiers renseignements que nous ayons sur elle datent de 1786. Le 4 septembre, procuration, déposée chez Me Guillaume, de François-Joseph à « Mademoiselle sa sœur ». Le 23 novembre, testament de Mme Bouchaud des Hérettes, en maint endroit duquel il est fait mention de Louise-Julienne. Les années suivantes, nouveaux actes chez le même notaire : procuration (4 septembre 1786) et, surtout (20 avril 1792), bail sur lequel il convient de s'arrêter quelque peu, puisque c'est dans l'appartement loué par Daniel Auber, propriétaire, que la petite Julie va passer quelques années. Ce bail de 3 000 livres, commençant à courir du 1er juillet de l'année précédente, concerne « une maison située en cette ville susdite (Paris)... rue d'Angoulême, formant l'encoignure de la rue et de celle des Fossés-du-Temple. Maison des plus confortables, où le locataire pouvait avoir ses aises, même en logeant son frère François-Joseph et sa nièce Julie, et qu'elle a habitée, sans doute, jusqu'au moment où, par suite de l'insurrection de Saint-Domingue et de la mise sous séquestre du domaine dit La Brande, elle s'est trouvée dans l'impossibilité de faire honneur à ses engagements.

Nous avons conté ailleurs (1) comment, flanquée d'abord de Julie et de la fidèle domestique, Jeanne Gérard, Louise-Julienne était allée de Paris au Havre, où elle avait résidé du 22 nivôse an II (11 janvier 1794) au 7 messidor an IV (25 juin 1796), y vivant « des débris de son revenu aux Colonies ». Le 12 messidor de la même année (30 juin 1796), elle est installée maison Coigny, avec sa nièce, Julie, et son petit-neveu, Jean-Baptiste-Sébastien de Loménie de Marmé. Elle devait y rester au moins jusqu'au 29 brumaire de l'an IX (20 novembre 1800). Le 20 septembre 1804, elle sollicite encore l'appui de l'administration, « tant pour elle, dont les infirmités et l'âge de soixante-sept ans, réclament les plus pressants secours, que pour sa nièce Julie-Françoise Bouchaud Desherettes » qui, pour le dire en passant, était, depuis deux mois, Mme Charles... En fouillant les archives, nous avons fini par savoir ce qu'était devenue, depuis 1804, l'infatigable solliciteuse.

(1) L. Babonneix, *Julie Bouchaud des Hérettes à la « maison Coigny »*, Paris, 1924, in-8°, 24 p.

Le jeune de Loménie n'est pas resté longtemps auprès d'elle. En 1804, son père était revenu en France, et, sans doute, l'avait repris avec lui. N'avons-nous pas de lui une demande de secours, adressée aux pouvoirs publics, et où il parle de « son fils âgé de douze ans » ?

Louise-Julienne devait mourir à Paris, âgée de quatre-vingt-deux ans, le 4 janvier 1817. Son testament, daté du 14 mars 1815, comporte les indications suivantes :

Je donne et lègue à Mme Charles, ma nièce, tous les droits, créances que je puis avoir à exercer contre elle.

Je donne et lègue à M. Loménie de Marmé, mon petit-neveu, tous les droits et créances que je puis avoir à exercer contre lui.

A l'égard de tous mes autres biens, meubles et immeubles, droits et créances de toute nature, j'institue M. Loménie de Marmé, mon petit-neveu, pour mon légataire universel, mais seulement pour moitié en propriété et jouissance à la charge de payer aux bonnes Gérard et Naudin, six cents francs chacune, de rente viagère pendant la vie de chacune d'elles, à compter du jour où il touchera des fonds ou revenus de ma succession.

Quant à l'autre moitié de tous mes biens et droits, je donne et lègue, savoir : pour moitié en usufruit, à Mme Charles, ma nièce, et pour l'autre moitié, formant le quart au total de mes biens, en toute propriété et jouissance à M. Guillaume Saint-Ange, auquel je donne en outre la nue-propriété de la portion léguée en usufruit à Mme Charles ; pour par ledit Guillaume Saint-Ange y réunir l'usufruit après le décès de Mme Charles, en sorte qu'à compter de ce décès, M. Guillaume Saint-Ange aura la propriété et jouissance de l'autre moitié de tous mes biens et droits, sauf ce qui sera dit plus loin.

Déposé le 20 janvier 1817, par M. Ange-François-Guillaume Saint-Ange, commissaire-priseur, dans l'étude de Me Fouché notaire à Paris, ce testament avait été enregistré le 22 suivant. Le 30, inventaire après décès. De cet inventaire, extrayons quelques détails.

Louise-Julienne avait été saisie, le 18 février 1815, et les objets qui lui appartenaient « vendus en vente publique ». Abstraction faite de deux volumes in-4° du *Dictionnaire de l'Académie* (édition de 1789), de « livres de piété et de médecine, la plupart dépareillés », et d'un maigre mobilier, le plus clair

de son avoir consistait en reconnaissances du Mont-de-Piété et en créances à exercer par son frère François-Joseph.

Bien que son loyer de 300 francs ait été payé jusqu'au bout (M. Guillaume Saint-Ange ayant payé *2 francs* pour solde de toute réparation locative), bien qu'elle touchât, depuis 1808, une rente viagère de M. Bégouen, les divers chapitres de l'inventaire montrent à quel degré de misère était tombée l'infortunée. N'y lit-on pas que les gages de la domestique s'élevant à « 250 francs par an, n'avaient jamais été payés depuis 1790 qu'elle était au service de la défunte » ?

Mme Charles et Loménie de Marmé refusèrent la succession. Ils ne pouvaient ignorer que, si l'actif se composait : 1° des droits sur une habitation qui, sans doute, n'avait jamais été payée en totalité et qui était depuis longtemps détruite (1) ; 2° du mobilier, lequel avait été vendu 363 fr. 90, le passif s'élevait à : 1° 800 000 francs dus à M. Bégouen et pour lesquels l'habitation était cédée à titre d'antichrèse, et 2° à 80 000 francs de dettes diverses. A vingt-cinq ans d'intervalle, Louise-Julienne n'agissait pas autrement que son frère François-Joseph. Elle mourait insolvable, ce qui ne l'empêchait pas de faire de nombreux legs : à son frère Sébastien-Raymond, à sa nièce Julie, à son petit-neveu de Loménie, à d'autres encore...

DEUX SŒURS

Julie a eu, non pas, comme on le croyait jusqu'à présent, *une*, mais *deux* sœurs.

I. — L'aînée, Marie-Jeanne-Louise Chantal, née à Nantes, fut baptisée le 15 août 1773 « en la paroisse de Notre-Dame ». Sur son enfance et sur sa jeunesse, aucun renseignement. Il est permis de supposer, toutefois, qu'à la mort de sa mère, elle avait été confiée, elle, à sa tante paternelle, Louise-Julienne. En octobre 1791, elle épousait Joseph-Jean-Baptiste Loménie de Marmé.

D'après le contrat de mariage, passé le 13 octobre devant Me Guillaume, son mari, ancien officier au régiment royal

(1) En 1830, lorsque l'on procéda à la « liquidation des colons de Saint Domingue », Loménie de Marmé toucha 50 000 francs d'indemnité pour le dédommager de la perte de cette propriété, qui, sur les états officiels, est désignée comme sucrerie.

Navarre Cavalerie, était fils de défunts Joseph-Gabriel, capitaine des troupes détachées de la marine, et de Charlotte Guiot de la Mirande. Il avait un frère aîné, Jean-Baptiste, chevalier de l'ordre de Saint-Louis, marié à une créole, et une sœur, Marie-Rose-Agnès, mariée à un capitaine de milice.

C'est peut-être par l'intermédiaire de ce frère que les deux époux avaient été mis en présence. Le 24 août 1791, François-Joseph Bouchaud ne passait-il pas, chez Me Guillaume, une procuration à son nom ? Quant à la sœur, elle nous intéresse aussi, puisque sa petite fille devait épouser, le 22 octobre 1823, le neveu d'Elvire.

Les Loménie devaient avoir deux enfants : Jean-Baptiste-Sébastien, né à Paris le 17 août 1792, et Louis-Jean-Baptiste-Henry. Sur celui-ci, nous manquons de renseignements : sans doute est-il mort en bas âge. Quant à celui-là, nous avons ailleurs conté son histoire, et montré quel rôle il avait joué dans l'existence de Julie. N'a-t-il pas été élevé avec elle « maison Coigny » ? N'est-ce pas à cause de lui, comme nous le verrons, qu'elle a entrepris certain voyage à Gand ?

Mme de Loménie mourut à Saint-Domingue, soit le 1er mai, soit le 30 avril 1795. Nous n'avons pu trouver trace de son décès sur les actes paroissiaux. A cela rien d'étonnant, si l'on songe qu'à ce moment Saint-Domingue était en pleine révolte.

Quant à son mari, il est resté longtemps dans « l'Isle », cherchant à sauvegarder ses intérêts comme ceux de sa belle-sœur Julie, dont il était le tuteur depuis 1792. On trouve, dans les archives notariales, de 1796 à 1800, de nombreux actes portant sa signature. Rentré en France, à une époque que nous n'avons pu préciser, il demande au ministre des Colonies de le comprendre, ainsi que son fils, dans l'état des secours accordés par le gouvernement aux colons réfugiés de Saint-Domingue. Dans sa supplique, il fait valoir que les propriétés qu'il y possède, dont une indigoterie sise au Port-de-paix, ont toutes deux « été ruinées par le malheur de la Révolution ». Cette indigoterie, n'est-ce pas celle dont sa femme lui avait apporté la moitié en dot ? Comme la lettre est de 1804, force est d'admettre qu'au moment de son mariage, Julie n'a pu faire entrer en ligne de compte la part que, sans ces événements, elle aurait dû hériter de sa mère. Il meurt, probablement dans la misère, en 1807.

II. — Sur la seconde fille de M. et Mme Bouchaud des Hérettes, tout ce que nous savons se borne à ce que nous apprend le contrat de mariage que nous venons d'analyser. De par le confrontement des dates, il est permis de conclure que Jeanne-Marie n'a pas atteint un âge bien avancé, puisqu'elle n'a pu naître qu'après 1774, et qu'elle était morte en 1791.

L'ENFANCE ET LA JEUNESSE D'ELVIRE

Les documents précédents permettent de s'imaginer ce qu'ont dû être l'enfance et la jeunesse d'Elvire. Ils jettent un jour singulier sur certaines de ses actions, dont personne n'avait pu découvrir le mobile. Ils donnent la clef des opérations financières effectuées par ses héritiers. Ils expliquent enfin pourquoi, dans son existence, la souffrance a tenu presque autant de place que l'amour.

Il est classique de la faire naître à Saint-Domingue ou à la Louisiane. Cette version « soulève d'insurmontables difficultés » (1). Son père n'a jamais quitté la France. Sa mère paraît y être restée sans interruption de 1772 à 1786. Son acte de mariage, enfin, porte la mention : *Née à Paris*, le 4 juillet 1784.

Jusqu'à sept ans, elle n'a pas d'histoire. Il est vraisemblable qu'elle a passé ces premières années auprès de sa sœur, de onze ans plus âgée qu'elle, et que, depuis 1786, la fidèle domestique, Jeanne Gérard, a pris soin des deux orphelines.

En 1791, mariage de Marie-Jeanne-Louise Chantal. Va-t-on confier la petite Julie à son incapable de père? A aucun prix! Une assemblée de famille désigne son beau-frère, de Loménie de Marmé, comme tuteur de ses biens à Saint-Domingue. Quant à elle, elle est remise à sa tante paternelle Louise-Julienne, et vit avec elle « au troisième étage d'une maison située en cette ville (Paris), rue d'Angoulême, faisant l'encoignure de celle des Fossés-du-Temple dont la dite demoiselle est principale locataire ». Elle l'accompagne au Havre, toujours flanquée de Jeanne Gérard; elles y restent de janvier 1794 au 25 juin 1796. Le 30 juin de la même année, les deux premières

(1) L'expression est d'Anatole France.

sont maison Coigny ; le petit de Loménie de Marmé, qui a perdu sa mère l'année précédente, les y rejoint. Ils y vivent dans le dénuement jusqu'en octobre 1800.

D'octobre 1800 à juillet 1804, lacune dans notre enquête. Julie est-elle, jusqu'à son mariage, restée avec sa tante? Ou bien, les ressources de celle-ci étant complètement épuisées, la jeune fille a-t-elle été recueillie par son oncle maternel Michel Bergey? Cette seconde hypothèse a pour elle la phrase déjà citée de Charles : « Sans lui, sans son extrême bienveillance, et ses soins obligeants, il y a longtemps que cette pauvre enfant ne serait plus (1). » Notre héroïne n'est point une ingrate. Lorsque, dans une de ses dernières lettres, elle écrit au baron Mounier : « Je vous recommande mon pauvre François (2) », c'est de son cousin Bergey qu'elle veut parler. Tombé dans la misère (3), tant à cause des événements de Saint-Domingue que des prodigalités de son père (4), il quête un secours ou sollicite une place. Elle qui s'est intéressée à tant d'inconnus, chez qui la « maladie de recommandation » existe à l'état chronique, n'a-t-elle pas dû déployer, pour le fils de celui qui l'avait adoptée, toute son habileté de femme rompue à l'intrigue?

Orpheline de bonne heure, elle n'en a pas moins été tendrement aimée. Non par son père, mais par tout le reste de sa famille. Son oncle François-Joseph lui assure une pension pour ses années de jeunesse, une dot pour plus tard. Sa tante Louise-Julienne l'héberge de longues années ; en 1815, elle n'a garde de l'oublier dans son testament. Son oncle par alliance et sa tante, les Prudent Delisle, se désistent en sa faveur de leur part d'héritage. Son beau-frère se charge de ses biens à Saint-Domingue. Son oncle maternel Bergey la recueille, veille sur sa santé, et, au moment de son mariage, vient à bout, non sans peine, des résistances paternelles. Ainsi, toute sa famille a su la chérir. Comment n'aurait-elle pas, à son tour, entouré d'affection son neveu de Loménie? N'a-t-il pas, jadis, vécu avec elle de longues années de misère? C'est sans doute bien plus pour préparer son avenir, que « par dévouement à la cause

(1) Anatole France, *Elvire de Lamartine*. Paris, 1892, in-18, p. 12.

(2) Id., *op. cit.*, p. 69.

(3) Cf. *Archives du ministère des Colonies*, Saint-Domingue, série privée, dossier Bergey.

(4) Cf. L. de Grandmaison, *l'Acte de mariage d'Elvire*. Paris, 1905, in-8, p. 14.

du Roi » (1), qu'elle se rend à Gand pendant les Cent-Jours. Ce n'est pas sans arrière-pensée que, parmi tant d'admirateurs, elle choisit le plus âgé, pour la plus grande joie de Chateaubriand, dont les malicieuses allusions, dans les *Mémoires d'Outre-Tombe*, ont tant indigné les amis de Lamartine (2). Elle sait bien ce qu'elle fait. Ce n'est point pure coïncidence si, au même moment, le dossier de son neveu s'enrichit d'une note aussi flatteuse que confidentielle, signée de M. de Lally-Tollendal, « vieillard à l'âme juvénile » (3). Julie a « au plus haut point l'esprit de famille » et elle ne perd aucune « occasion de mêler l'utile à l'agréable » (4).

Tâche d'autant plus aisée qu'elle est fille d'une de ces créoles « sur lesquelles l'amour a un grand empire » (5)! Elle aime à aimer. Successivement, elle s'éprend d'un Grand Maître de l'Université, d'un haut fonctionnaire, d'un favori de Louis XVIII, d'un jeune gentilhomme bourguignon. Pas de lettres d'elle où ne se manifeste son amitié amoureuse! Elle s'intéresse au baron Trouvé, personnage agité, turbulent et d'une inconstance extraordinaire, même pour l'époque, à M. de Landriève, à M. de Saint-Morys, à d'autres encore. Elle souhaite mille prospérités à la famille de M. de Lamartine, trop heureuse si son correspondant pouvait « faire quelque chose qui fût agréable à cet intéressant jeune homme et à sa famille ». Elle voudrait tant « leur rendre un peu du bien qu'ils lui ont fait! » Ah! oui, c'est vraiment une « affectueuse dame! (6) »

* * *

Aucun de ses biographes, à l'exception de Léon Séché et de M. de Grandmaison, n'a osé abordé la question financière. Et

(1) Mounier, cité par le comte d'Hérisson, *les Girouettes politiques, 2e série; un secrétaire de Napoléon (d'Iéna à Waterloo)*, 3e éd., Paris 1894, in-18, p. 391. A noter que, dans la lettre du baron Mounier, les mots *par dévouement* sont soulignés. Lamartine nous dépeint cette « belle personne » comme profondément royaliste (*Lamartine par lui-même*, Paris, 1892, in-18, 2e édit., p. 50-57).

(2) Cf. de Marcellus, *Chateaubriand et son temps*, Paris, 1859, in-8°, p. 394.

(3) L'expression est de Lamartine lui-même.

(4) Cf. L. Babonneix, *Julie Bouchaud des Hérettes à Gand pendant les Cent-Jours*, Paris, 1923, in-8°, 13 p., et *Madame Charles pendant les Cent Jours*, Revue d'Histoire littéraire de la France, juillet 1927.

(5) Moreau de Saint-Méry, *Description topographique de l'isle de Saint-Domingue*, t. II, Philadelphie, 1798.

(6) Anatole France, *op. cit.*, p. 53.

cependant, elle ne laisse pas d'offrir un certain intérêt. Au moment de son mariage, Julie apporte 120 000 francs provenant de diverses spéculations faites par elle, et Charles reconnaît avoir reçu cette somme en billets de la Banque de France. Pour ces auteurs, l'apport de Julie fut purement fictif. La chose est assez vraisemblable. Elle explique que dans sa déclaration, d'ailleurs tardive, au fisc, Charles ait affirmé qu'il n'y avait pas eu, en juillet 1804, de contrat de mariage. Ne s'exposait-il pas, s'il déclarait le contraire, à voir son ex-beau-père lui réclamer, en vertu de l'article 915 du Code civil, le quart des biens laissés par Julie ?

Ses héritiers ont eu meilleure mémoire. Quand il a été procédé à la « liquidation des colons de Saint-Domingue », ils n'ont pas manqué de rappeler, sans doute, que, d'après le contrat de mariage de Charles, les futurs se faisaient « donation mutuelle entre vifs et irrévocable, de la totalité des biens mobiliers et immobiliers qu'ils posséderaient au jour de leur décès ». Ainsi s'explique qu'en 1830, il aient touché, pour la moitié de l'indigoterie ayant appartenu à « Bouchot-Desherettes, Julie-Françoise », la somme de 3 135 francs (1).

* * *

Jeune fille, Julie attirait déjà l'attention par sa « figure pâle et maladive » (2). A la veille de leur mariage, Charles la trouvait « dans un état de délabrement de santé très inquiétant (3) ». Jeune femme, elle reste la « souffrante », la « pauvre », la « pauvre souffreteuse Julie » (4). Ch. Briffaut, qui l'a connue au début de 1817, écrit en parlant d'elle : « Une jeune femme au front pâle, à l'air mélancolique, à la démarche lente et molle » (5). Quelques mois plus tard, elle mourait de tuberculose.

Si l'on se rappelle que sa mère est morte à trente-trois ans, sa sœur aînée, à vingt-deux, son autre sœur, encore plus jeune,

(1) *Archives du ministère des Colonies. État de liquidation des colons de Saint-Domingue*, D. 66.

(2) Philippon de la Madelaine, *Annuaire de Beaugency, Loiret, pour l'année 1845*, I, p. 245.

(3) Anatole France, *op. cit.*, p. 13.

(4) Lettres de Charles à Morel de Vindé, 2 mars 1806 ; 13 juin 1808 ; 20 juin 1808 (citées par Anatole France. *op. cit.*, p, 36, 40, 41).

(5) Ch. Briffaut, *Souvenirs d'un vieux jardinier*, dans *Œuvres complètes*, Paris, 1858, t. I, p. 491.

ne peut-on supposer que toutes trois ont été emportées par le même mal, et que, si elle a fini, elle aussi, par y succomber, c'est qu'elle en avait pris le germe à leur contact, et aussi parce que, durant toute sa jeunesse, elle avait vécu « dans la plus affreuse misère (1) »? Les médecins n'admettent-ils pas que la tuberculose se contracte dans les premières années de la vie, et qu'une fois acquise, elle entre dans une période de latence jusqu'au moment où, sous l'influence d'une cause capable de mettre l'organisme en état de moindre résistance, commence une « période évolutive » ?

***

Les documents qui précèdent font comprendre pourquoi notre héroïne aimait l'amour, et pourquoi elle l'inspirait à tous ceux qui l'ont approchée. N'était-elle pas fille de créole? Ne devait-elle pas à sa maladie cette « ardeur languissante » dont brûlait Mme de Beaumont? Et Lamartine ne songeait-il pas à tant de grâce, mêlée à tant de misère, lorsque, plus de cinquante ans après leur rencontre, il écrivait les beaux vers de *la Fille du pêcheur :*

De lichens et de joncs sordidement vêtue,
De ses habits mouillés, le flot s'égoutte en vain;
Dans ses haillons verdis la charmante statue
Sous l'outrage du sort conserve un front divin...

L. Babonneix.

(1) Note du contrôleur chargé de l'enquête sur Louise-Julienne Bouchaud, qui sollicitait un secours, dans L. Babonneix, *Julie Bouchaud des Hérettes à la « maison Coigny »*, Paris, 1924, in-8°, p. 14.

L'EXPOSITION DE FRANCE A ATHÈNES

L'Exposition de France à Athènes, inaugurée le 20 mars en présence de M. l'amiral Coundouriotis, président de la République hellénique, de M. Alexis Charmeil, conseiller d'État, délégué du gouvernement français, et de M. Clément Simon, ministre de France à Athènes, occupe la totalité du Palais des Expositions olympiques. Situé dans le quartier le plus élégant de la ville moderne, à la limite sud du Jardin national attenant à l'ancien palais royal, à proximité de l'antique Ilissos, le Palais des Expositions olympiques, devant lequel s'étend, vers le sud, le jardin du Zappeion, est un monument moderne, de proportions harmonieuses, couvrant une superficie de six mille mètres carrés. Édifié aux frais des frères Zappas, sur les plans de l'architecte Théophile von Hansen, pour servir aux expositions de l'industrie et du commerce et achevé en 1881, il a connu des fortunes diverses. En 1921, lors de l'afflux à Athènes des populations fugitives d'Asie Mineure, il a servi à loger de nombreuses familles de réfugiés; plus récemment, il abritait des services dépendant d'un ministère : l'Exposition de France le rend à sa véritable affectation. Sous la direction de M. de Montarnal, architecte du gouvernement hellénique, du comité grec du Zappeion et du comité français de l'Exposition, d'importants travaux de remise en état y ont été effectués et il constitue un cadre vraiment digne de la belle manifestation artistique autant que commerciale et industrielle qu'est l'Exposition de France.

Dans ce palais, en effet, — répondant à l'appel du Comité

français des Expositions, présidé par M. Fernand Chapsal, ancien ministre du Commerce, et du Comité de l'Exposition de France à Athènes, dont le président général est M. Louis Serre, sénateur, et le président M. Edmond Yvan, assisté de M. Jean Saillens, attaché commercial de la Légation de France, — mille cinq cents industriels et commerçants français présentent au grand public hellène des spécimens choisis de l'ensemble de la production française : et l'on aura une idée de l'importance de cette manifestation, si l'on considère que les stands de l'Exposition de France à Athènes ne contiennent pas moins de six mille tonnes de marchandises et produits divers.

* * *

Le premier devoir qui s'impose à tout visiteur de l'Exposition, est, après avoir gravi le perron, de s'arrêter et, le dos irrévérencieusement tourné à la porte d'entrée, de contempler le panorama qui se déroule sous ses yeux.

A gauche, prenant valeur en perspective sur la masse lointaine de l'Hymette, au sommet duquel s'élevait autrefois la statue de Zeus Hymettios, et en partie masquée par les jardins, la grande tache blanche du stade, où, autour d'une piste de deux cents mètres sur trente, cent mille spectateurs peuvent trouver place sur des gradins de marbre. Le stade occupe un ravin naturel aménagé de main d'homme dès le IVe siècle avant J.-C., au temps de Lycurgue-l'Athénien. Deux siècles plus tard, le riche Hérode Atticus en fit garnir la cavea de gradins, « épuisant ainsi les carrières du Pentélique ». Sous la domination turque, il servit à son tour de carrière de marbre. On lui a rendu en 1895 l'aspect que lui avait donné Hérode Atticus. A proximité du stade, une colline couverte de pins forme une croupe de sombre verdure : c'est l'ancien Hélicon, où, chaque année, se déroulait la cérémonie de la prestation de serment des Héliastes. Un mouvement de terrain encore, où s'étage le pittoresque quartier de Pancrate, puis, tout au loin, mais semblant, avec la perspective, prolonger la pente douce du jardin du Zappeion, la mer, miroitant sous le soleil ; et, à l'horizon, à peine estompées d'une brume légère, les îles au nom immortel, Égine, Salamine.

Plus à droite, à la limite sud du Zappeion, les colonnes

restées debout de l'Olympeion, sanctuaire de Jupiter olympien, datant de la période romaine.

Plus éloignée, la colline du Mouseion que surmontent les restes du monument de Philoppapos, tombeau élevé par les Athéniens, au IIe siècle de notre ère, à la mémoire d'un riche prince syrien, bienfaiteur d'Athènes et dignitaire romain. C'est au pied du Mouseion que se creuse la cavité qu'une tradition, d'ailleurs incertaine, donne comme ayant été la prison de Socrate ; et c'est à son sommet qu'étaient établies les batteries du Vénitien Morosini qui, le 26 septembre 1687, bombarda l'Acropole. Et enfin, un peu au delà de l'ouest, comme s'il devait chaque soir présider au coucher du soleil, couronnant la falaise rocheuse de l'Acropole, le Parthénon !

Ainsi, c'est toute l'histoire de la Grèce antique, c'est toute sa gloire qui, en une succession puissamment évocatrice de sites et de monuments, s'inscrit, d'un bord à l'autre de l'horizon, sur le ciel radieux de l'Attique.

* * *

Dès que l'on pénètre dans le vestibule du Palais des Expositions, l'enchantement continue... ou commence. En d'élégantes vitrines, mille feux resplendissent ; c'est l'exposition de joaillerie : colliers, diadèmes, pendentifs, bracelets rivalisent d'éclat ; toutes les gemmes se trouvent là, réunies et combinées, sur des montures faites de fils d'or ou de platine, qui semblent tressés en fleurons et en arabesques par quelque fée.

Ici, d'ailleurs, l'industrie française officielle reçoit elle-même les visiteurs, en grande dame : les Gobelins et Sèvres, manufactures nationales, exposent des spécimens de leur production. Une haute tapisserie décore le grand tambour fixe qui masque en partie l'accès de la cour intérieure. Le sujet, choisi avec à-propos, célèbre le travail. Au bas de cette tapisserie, sur une simple colonne, un bronze du grand maître Bourdelle représente un sculpteur « au travail » lui aussi ; deux vitrines suffisent à Sèvres pour montrer, en des pièces de choix, biscuits et porcelaines, le degré de perfection auquel ses artistes sont parvenus ; les grands orfèvres présentent, non loin de là, toute une collection d'œuvres précieuses qui mériteraient qu'on s'attardât à les détailler, si le flot des visiteurs franchissant la porte du vestibule, et le cri des gardiens n'obligeaient

à gagner la première salle, dans la galerie de gauche.

Et c'est ici la librairie : il convenait en effet que le premier contact des Athéniens avec les exposants particuliers eût lieu dans le domaine de la pensée. Énumérer, en se bornant même à ce qu'offre de capital cette bibliothèque à faire rêver quelque Montaigne, dépasserait les limites de cet article : il y faudrait tout un catalogue. Mais une impression se dégage de l'ensemble : le soin et le goût qu'apportent les éditeurs français à la présentation des livres. Qu'il s'agisse de traités scientifiques ou de romans, de manuels classiques ou de livres de vulgarisation, voire de fascicules à prix modique, sans oublier l'édition musicale qui tient une place importante dans cette salle, c'est toujours le même souci du vêtement du livre, de son impression, de son illustration. Aussi comprend-on l'accueil toujours plus favorable fait aux livres français par le public athénien, car, si riche que soit la présentation faite par nos éditeurs à l'Exposition même, elle est dépassée encore par cette autre exposition du livre français que constituent, à Athènes, les vitrines des libraires.

La salle suivante est celle des pianos et des instruments de musique. Pianos droits, pianos à queue, demi-queue, quarts de queue et « crapauds », sont placés sur une estrade basse, imposants et malheureusement muets. Toutes nos grandes marques sont représentées. Dans deux grandes vitrines, voici toute une collection, très complète, d'instruments à cordes, à vent, de bois ou de cuivre : signe des temps, benjos et saxophones y tiennent une place importante, mais, et je ne saurais pour ma part trop m'en réjouir, il n'y a pas une seule grosse caisse.

Les murs de cette salle sont attribués aux photographes. Le rapprochement des groupes produit des effets imprévus. Voici, en pleine cimaise, le général Dubail, faisant pendant à Joséphine Baker; et le maître Messager semble au plus mal avec une demoiselle X, fort jolie d'ailleurs, qui dédaigneusement lui tourne le dos. Un panneau entier rappelle Lucien Guitry, reproduit dans ses différents rôles, et tout autour de lui on voit un essaim de gracieuses artistes. Complément indispensable, une vitrine voisine expose un choix de jumelles de théâtre; mais, détail assez imprévu, voici une collection... de ciseaux, de tondeuses et de rasoirs! Quelle classification a pu faire entrer ces objets dans la salle de la musique ?

La confection, présentée en deux stands qui se font vis à-vis, établit la liaison entre les arts et l'industrie. Et voici la salle, j'allais dire le rayon, du lin, du chanvre et du coton. En rouleaux, en pelotes, en bobines, câbles et filins, commandes et « guindes », ficelles et fils sont disposés au centre de la salle en une manière de château, ou de cathédrale, avec tours et dôme. Dans les vitrines, toutes les utilisations des matières premières sont présentées, depuis la grosse toile de tente, jusqu'à des stores aux délicates broderies.

La section des tissus se poursuit par l'exposition des soieries. Voiles, gazes, tulles, crêpes, satins, velours, et toutes leurs variétés portant des noms de fantaisie, sont disposés en cataractes, en étoiles, en cocardes, en soleils. Parmi ces pailletés, ces lamés, ces frappés, ces brochés, ces imprimés, on se croirait au sein même d'une resplendissante écharpe d'Iris, et la merveille est que toutes ces étoffes, tous ces tissus, toutes ces couleurs se combinent, se fondent, s'harmonisent au point qu'on n'est pas surpris de voir une chasuble, rehaussée de somptueuses broderies d'or, voisiner avec un châle aux ramages multicolores.

* * *

Nous entrons, maintenant, dans l'hémicycle. Il est réservé à l'industrie mécanique et aux industries connexes.

L'architecture et les travaux publics occupent la première travée. Les murs sont garnis de plans et d'épures. Voici de grands hôtels, des maisons de santé, l'Hôtel des postes de Roubaix, le viaduc de la Bonne dans tous ses détails, et encore des projets de construction de ports, avec, en bonne place, les documents relatifs aux travaux du port du Pirée, auxquels préside une grande entreprise française. Par juste compensation, voici le stand des entreprises de démolition ; et, voisinage injustifié aussi, sans doute,... des entreprises de transport. La ferronnerie, les vitraux montrent qu'art et industrie peuvent être synonymes.

L'impression est bizarre tout d'abord, au passage dans le stand suivant; on croirait qu'on a disposé sur les murs, les pièces d'un gigantesque puzzle. Ce ne sont que petits morceaux de carton colorié et découpé. A regarder de plus près, on constate que ce sont des articles de publicité, et l'on admire

l'ingéniosité, et souvent l'esprit, qui ont présidé à leur confection. Sur le mur qui fait vis-à-vis, le puzzle semble être reconstitué : c'est la présentation de la cartographie; planisphères, cartes et plans forment là aussi un ensemble où l'on ne sait trop ce qu'il convient de louer le plus, la science déployée dans l'élaboration ou l'art prodigué dans l'exécution.

Comme si ce mot, art, méritait d'être inscrit au fronton de chaque stand, voici, avec les forêts, la chasse et la pêche, une nouvelle surprise : celle que nous apporte l'industrie de l'interprétation, de la stylisation, dirais-je volontiers, des différents bois. Le palissandre, l'acajou, le cédra, l'orme, le noyer, le frêne, le thuya, le tamas, le padouk, le maï-dou, l'amboine, et combien d'autres, veinés, mouchetés, zébrés, flambés ou ramageux, fournissent la matière de panneaux décoratifs qui, par un assemblage savant de morceaux découpés et raccordés, forment de la marqueterie, qui n'est pas de la marqueterie, de la mosaïque, qui n'est pas de la mosaïque, des vitraux qui sont en bois.

Dans le même stand, une vitrine impressionnante est un véritable arsenal : tous les modèles, tous les types, tous les calibres de cartouches dont on peut rêver, ou dont on peut avoir le cauchemar, y sont réunis : j'y relève le nom de vingt-six États que cette manufacture a pour clients. A côté, c'est une collection de fusils, de carabines, de canardières, de pistolets, de revolvers et encore un ensemble des engins de pêche, depuis « la ligne meurtrière » jusqu'à « l'épervier plus dangereux encore ».

Au stand suivant, celui de la petite métallurgie, un énorme sanglier naturalisé, posé sur un socle, dirige vers les fusils de chasse d'impressionnantes défenses, tout aiguisées de rancune. Il attire l'attention sur une maison de quincaillerie dont il constitue la marque de fabrique. Mille articles garnissent ce stand, auquel participent plusieurs maisons importantes, et là encore on constate l'ingéniosité avec laquelle les exposants ont su présenter leurs produits ; si bien que cette partie de l'exposition, qui aurait pu n'intéresser que des spécialistes, est attrayante par le parti décoratif, le mot est juste, qu'on a su tirer des épingles et des clous, des fils de fer et des fils de laiton, des serrures et des clefs, et même du fil de fer barbelé, si rébarbatif, en les disposant en panoplies, en pyramides, en guirlandes, en festons et en rinceaux.

L'électricité offre peut-être plus d'articles encore, et présentés avec adresse égale. Voici les chauffe-lits, les chauffe-plats, les chauffe-liquides, les fers à repasser et les grille-pain, les piles, les phares, et le gros moteur-gigogne, suivi de toute sa progéniture de taille décroissante, dont le dernier né est à peine gros comme le poing. Ici, ce sont les compteurs taximètres pour automobiles de place. O prodige! Il n'y a pas d'automobiles... et les compteurs fonctionnent! De temps en temps, un déclic bref claque et la somme à payer s'augmente d'un franc, d'un shilling, d'un mark, d'un florin, d'une peseta, d'une lire, d'une piastre ou d'un rouble, car, — pauvres clients, mes frères, — nous sommes en plein Congrès international des « taxi ». De tous les appareils, celui qui enregistre des drachmes est celui qui marque le plus : 845 drachmes! Hasard ou préméditation, je gage que le fabricant placera ses appareils.

***

La seconde moitié de l'hémicycle est occupée par la grosse métallurgie et la mécanique. Les forges, les mines, les fonderies exposent des rails, des poutres de fer, des plaques de blindage, des tubes de tout calibre, des poteaux métalliques, des échantillons de minerais. Toutes les maisons présentent des photographies de leurs établissements et aussi des graphiques mettant en évidence les progrès des branches diverses de leur exploitation.

Oh! l'admirable, l'émouvant salon de l'énergie française! Sur tous ces graphiques le mouvement des lignes est analogue. D'abord, il y a vingt-cinq, trente ans, l'accroissement, d'année en année, se fait par paliers presque insensibles; petit à petit, cependant, la ligne monte : 1910, 1911, 1912, 1913, le mouvement s'est accéléré, la production s'est accrue à tel point que si le graphique représentait en coupe des massifs de montagne, on y verrait à gauche le profil des vallonnements, des coteaux, des collines avoisinant la plaine, et à droite, atteint par degrés, celui des pics altiers, aux neiges éternelles. Puis 1914, une chute générale; et à partir de 1915, plus rien; un large blanc : l'usine ne produit plus. Sur certains graphiques le dessinateur a cru devoir expliquer cette lacune et on lit : *Guerre* ou *Grande Guerre*, ou encore, *Usine immobilisée* et plus souvent : *Usine*

détruite... sur un seul graphique on dit par qui. L'impression produite par tous ces blancs de deuil, est tragique : ces graphiques sont plus éloquents que vingt volumes d'histoire.

1920. Avec la paix, c'est la résurrection. La courbe semble d'abord hésiter, comme un convalescent que vient de frôler l'aile de la mort. Puis, c'est l'ascension presque verticale : bientôt les sommets de naguère sont dépassés, et sur tous les graphiques 1927 atteint presque la limite supérieure du cadre.

***

A en croire le catalogue, nous entrerions ensuite dans le pavillon de l'alimentation. La vérité est que, comme dans une pièce du Châtelet, une bonne fée nous a transportés dans le temple des gourmets, dans le palais des friands. C'est un musée complet de l'épicerie et de la confiserie, des conserves et des grands crûs, du champagne et de la fine champagne.

A visiter cette salle, on se sent pris d'une indulgence presque complète pour ce pauvre Banquet qui, autrefois, fut si sévèrement condamné. Aujourd'hui il pourrait réclamer le bénéfice du sursis, car, un peu plus loin, après avoir visité le stand de la mégisserie, où les échantillons nous donnent l'impression de passer une seconde fois à la soierie, tant les couleurs sont riches et les grains délicats, nous entrons dans le pavillon de la pharmacie et cette fois, c'est Apoplexie, Paralysie, Épilepsie, Pleurésie, Jaunisse et avec elles... toutes les maladies, qui s'enfuient en déroute.

***

Montons au premier étage, où est installée la section médicale. Des tableaux, des graphiques encore et des photographies y montrent les travaux, les recherches en cours dans les cliniques et les laboratoires de nos savants, et cette partie de l'exposition mériterait à elle seule une description faite par un technicien. Toute une collection d'affiches et de documents de propagande et de vulgarisation, garnit les murs, et une vaste bibliothèque réunit plus de cinq cents volumes, — la liste n'en occupe pas moins de douze pages du catalogue général de l'exposition, — dont l'ensemble constitue un exposé général de la science médicale française, et dont il sera fait hommage à la Faculté de médecine d'Athènes.

*
* *

Au rez-de-chaussée, où nous voici revenus, les salles centrales pourraient, dans le catalogue, être réunies en un chapitre qui, lui, mériterait de s'intituler : « A quoi rêvent les jeunes femmes! »... Là, sont présentés la haute couture, la mode, les accessoires du vêtement, la fourrure, la parfumerie, les articles de Paris et les Arts décoratifs.

Au centre de la première salle, quatre grandes vitrines, attribuées à quatre grands magasins de nouveautés, sont garnies de fine lingerie; toute une gamme de roses, d'oranges et de mauves y joue sur... tout ce dont sont revêtus, ou dévêtus, les mannequins. Puis voici les chaussures, signées Cendrillon; la bonneterie de la maison Arachné; la chemiserie d'hommes du grand faiseur Tantale et, dans une vitrine d'angle, des jaillissements de cravates d'une splendeur et d'un goût tels que les fabricants, — les auteurs, — en méritent, à coup sûr, celles de tous les ordres de chevalerie.

La salle suivante abrite la haute couture. « Aux portes du bal » : sous ce titre, les grands couturiers présentent une indescriptible sélection de toilettes que d'ailleurs le visiteur non accompagné ne peut qu'apercevoir par les échappées d'une quintuple haie de visiteuses en extase. Une vingtaine de mannequins sont parés de manteaux de fourrure qui font croire qu'on présente ici la garde-robe de plusieurs impératrices.

Dans le groupe de salles symétrique, de l'autre côté de la cour d'honneur, des toilettes encore, présentées par les grands magasins de nouveautés, la parfumerie, la maroquinerie voisinant avec la sellerie de luxe et tout ce qui tient d'art, d'esprit, de science parfois et de goût toujours, dans ces trois mots : articles de Paris.

La sélection des arts décoratifs appliqués à la décoration des habitations vient ensuite. Que dire de cette salle où chaque meuble, chaque objet mériterait l'attention d'un critique d'art? Simplement, pour ma part, qu'elle me semble synthétiser l'exposition tout entière. Tout ce qu'on a pu admirer au cours de la visite : joyaux, bois, étoffes, que sais-je? on le retrouve ici, mais interprété par des maîtres dont, par une innovation heureuse, on lit avec gratitude le nom à côté de celui du fabricant, et c'est justice.

*
* *

Un groupe encore, et la visite est terminée. Dans un des jardins intérieurs, c'est l'exposition des machines agricoles, puis, dans la galerie médiane, la section des moyens de transport : navigation, chemins de fer, aviation. De véritables musées encore : musée naval, où sont présentés, en modèles réduits, les grands paquebots des compagnies de navigation françaises ; musée du pittoresque, où, en de petits dioramas fort bien réalisés, les compagnies de chemin de fer présentent des sites de France ou d'Algérie ; voici, au hasard, les gorges d'El Kantara, l'église de Brou, les grottes de l'Aven Armour, les Alpes du Dauphiné, le Puy-en-Velay, Montmajour, Dijon, le pont de Semur et des châteaux, des cathédrales...

Musée encore, le stand de l'aviation. Ces moteurs d'abord, aux lignes élégantes, aux mécanismes compliqués, puis des escadrilles d'avions en réduction. Voici les avions de commerce, Lioré, Farman ; les avions de chasse Gourdon, Newport ; l'avion militaire Bréguet ; l'avion école Morane ; la limousine commerciale Bréguet ; les hydravions Paulhan-Pilhard, Cams, Latécoère, d'autres encore. En bois verni, en métal peint, ils sont suspendus à des fils et semblent planer ; on les prendrait pour des jouets si, aux murs, n'étaient des tableaux montrant sur des cartes, en tracés de couleurs, des « performances », des « raids » : d'admirables exploits. Et en lisant les noms de tous ces vaillants, on évoque avec émotion le plus noble d'entre eux : Guymener... et l'on songe aussi au grand oiseau qui, un jour, prit son essor pour braver l'Océan, et n'est plus revenu.

Albert Roulant.

L'AUTEUR
DE LA PLACE DE LA CONCORDE

Le château de Voisins, dans la forêt de Rambouillet, est sans doute un ouvrage unique de nos jours. Son propriétaire, M. de Fels, a décidé de s'y créer un château de Gabriel, c'est-à-dire tel que Gabriel aurait pu le dessiner s'il était revenu au monde aux environs de 1900, en annexant à ses idées le peu des nôtres qui en vaut la peine : car il tient qu'en architecture tout est dit depuis longtemps, et que le progrès se réduit à quelques accessoires qui ne méritent guère qu'on leur fasse tant d'honneur. Mais la gloire de cette belle maison, ce sont les jardins. Le choix du site, la variété et la liaison des perspectives, le dessin des parterres, le double et magnifique tableau qu'ils offrent au regard, le contraste des terrasses avec la forêt brute et le profond paysage, tout cet ensemble est un chef-d'œuvre à peine croyable de notre temps. Que ne pourrait-on tirer encore des ressources de la tradition dans ce pays pénétré d'hérédités classiques, s'il ne lui manquait neuf fois sur dix des chefs dignes de lui ?

C'est pendant les travaux de Voisins que M. de Fels écrivit son livre sur Gabriel. En fouillant les archives, en feuilletant les comptes des Bâtiments du Roi, à la recherche d'un croquis, d'un dessin inédit qu'il pût s'approprier, car il s'était mis en tête de n'avoir d'autre architecte que l'auteur du petit Trianon, il se trouva avoir réuni les éléments d'une biographie : son livre s'était fait tout seul. Publié peu avant la guerre dans un format de luxe, avec une masse de documents reproduits en

fac-similé, ce fastueux volume était depuis longtemps épuisé. Une nouvelle édition accrue de quelques articles vient à propos rendre le service de mettre à la portée du public une monographie si précieuse (1).

Croira-t-on qu'un tel livre manquait et que, parmi tant de vies d'artistes qui paraissent tous les jours, nous n'avions pas encore une bonne étude sur Gabriel, comme d'ailleurs nous en attendons toujours une sur les Mansart, sur Boffrand, sur Blondel et vingt autres qui sont l'honneur et la parure de la France?

Cette indifférence à l'égard de la seule architecture, dans un temps qui pousse à la manie le goût du bibelot, est une chose incompréhensible; peut-être avons-nous tellement l'habitude d'être gâtés sous ce rapport dans une ville comme Paris, où le plus beau décor fait partie de notre existence, qu'il nous semble que ce soit là un privilège gratuit, une sorte de don anonyme qui nous est dû comme la lumière; ou peut-être y a-t-il dans l'architecture quelque chose d'impersonnel qui écarte la curiosité. Rien de moins impressionniste que l'art de bâtir. La peinture offre toujours la trace des émotions du peintre. La plus belle architecture n'a rien à nous apprendre des secrets de l'auteur. Elle ne nous dit ni ce qu'il chérit ni de quoi furent faites les rêveries de son cœur; elle nous enseigne seulement par quel système plastique son esprit s'est représenté les rapports les plus généraux de la vie civilisée, et ces sortes de choses, qui prêtent peu à l'anecdote, ont sans doute un médiocre pouvoir de passionner les gens.

Cependant on trouvera dans le livre de M. de Fels une magnifique histoire. Son héros, Ange-Jacques Gabriel, sixième du nom, appartient à une de ces dynasties d'artistes dont on peut suivre l'ascension pendant plus d'un siècle et qui faisaient en tant de manières la force de l'ancienne France. Cette famille d'entrepreneurs mi-tourangeaux, mi-normands, qui commencent à se faire connaître au début du règne d'Henri IV, s'élève en quelque sorte du même mouvement que la maison de Bourbon; déjà le père de notre artiste, Jacques (V) Gabriel, auteur du Pont-Royal, des places de Rennes et de Bordeaux, allié des Mansart, collaborateur de De Cotte, est un homme

(1) Comte de Fels, *Ange-Jacques Gabriel, premier architecte du Roi*, 1 vol. in-8, 24 pl. hors texte; Paris, H. Laurens, éditeur.

considérable, auquel Louis XIV accorde en 1704 des lettres de noblesse : « L'habileté dans les beaux-arts, dit le Roi dans ce document, *est devenue une vertu héréditaire dans sa famille.* » Paroles admirables! On ne saurait en effet considérer cette longue généalogie d'artistes sans admirer cette hygiène sociale qui mettait autrefois au service de l'esprit les conditions de l'histoire naturelle et les lois de la sélection; ces principes du darwinisme, que Nietzsche rêvait d'imposer à l'amour pour le perfectionnement de l'espèce et la production du surhomme, se trouvaient appliqués sans qu'on en fît tant d'embarras par nos vieilles familles d'artisans. L'art était une grande famille. Ces puissants espaliers d'artistes qu'on voit ramifier et mûrir en branchages innombrables dans les vieilles généalogies, c'était de la tradition et du talent fixés. Balzac n'aurait pas résisté au spectacle de cet arbre de Jessé des Gabriel, tel que l'a reconstitué M. le comte de Fels : le profond romancier, disciple de Cuvier et de Geoffroy Saint-Hilaire, aurait reconnu l'illustration d'une de ses pensées les plus chères sur la végétation des espèces sociales et sur cette lente chimie et cette circulation de la sève qui explique le génie.

Je ne vais pas raconter la vie du grand homme qui nous occupe ni énumérer ses ouvrages; c'est un détail qu'on trouvera parfaitement déduit dans le livre de M. de Fels, appuyé de cent documents et d'une foule de lettres inédites. On y verra se dessiner à mesure le caractère de l'artiste, sa mâle et fière figure, telle qu'elle nous apparaît dans le beau marbre de Lemoine, et on y prendra une idée du rôle qu'il a joué. Par un de ces bonheurs qui président aux grandes existences, il a la chance de remplir exactement un siècle, de commencer et de finir en même temps que lui : on pourrait dire le siècle de Gabriel, comme on dit le siècle de Voltaire. Né la dernière année du XVIIe siècle, l'année de la mort de Racine, il meurt à quatre-vingt-trois ans en 1782, à la veille de la grande coupure de la Révolution et du terrible coup de hache qui devait abattre l'Ancien Régime. De telles circonstances comptent plus qu'on ne croit dans le succès : ces connivences temporelles sont déjà une partie du secret de la fortune. Il n'est pas indifférent de naître au bon moment, d'être l'homme qui résume une génération; c'est ce qu'on appelait jadis avoir une bonne étoile. Ce bonheur a joué pour peu d'hommes aussi bien que pour Gabriel.

A l'heure de sa naissance, l'art français, au Grand Trianon, dans la chapelle de Versailles, arrivait à la conscience claire de sa perfection, à la possession complète de sa personnalité. Rien de plus achevé que les œuvres suprêmes de Mansart, telles que la colonnade qu'il élevait précisément en 1699, l'année de la naissance de Gabriel, dans le parc de Versailles. L'architecture française ne devait plus rien à l'Italie. Le goût, dans ces ouvrages exquis, devient entièrement national, se dépouille de toute imitation étrangère. C'est à cette école parfaite que fut élevé Ange Gabriel. Pas plus que les grands peintres contemporains, un Watteau, un Chardin, il ne crut nécessaire de faire le voyage de Rome et d'aller s'instruire aux leçons de Bernin et de Borromini. Il semble que ces étrangers n'eussent plus rien à nous apprendre. C'est à Bordeaux et à Paris, en aidant aux travaux de son père, que le jeune artiste fit ses preuves et reçut son éducation. Lorsque, vers l'âge de quarante ans, il succéda aux charges paternelles et reçut le titre envié de premier architecte, il avait déjà beaucoup vu et beaucoup réfléchi; il possédait un vaste savoir et une vaste expérience, et se trouvait prêt à toutes les tâches qu'allait lui proposer la maturité de Louis XV.

Ce prince si intelligent et si sottement décrié, si français en toutes choses et de goût exquis (beaucoup meilleur que ne l'avait son aïeul), s'entendait à l'architecture. Son architecte avait son logement à Versailles et dans toutes les demeures royales. On s'entretenait de bâtisse à la toilette de la favorite. Pendant la grande époque du règne, les dix ou quinze années qui suivent Fontenoy et précèdent les revers de la guerre de Sept ans, Gabriel à Compiègne, à l'École militaire, s'emploie sous les ordres du maître à achever de réaliser un art national. Depuis le temps de Louis XIV, il s'était produit, surtout dans les intérieurs, un retour d'italianisme et de rocaille. Gabriel ramène l'art français à la simplicité.

La seule influence décisive qui se marque sur son génie, et qui ne fit d'ailleurs que le pousser plus avant sur la voie qu'il avait choisie, ce fut celle de l'art grec. Le célèbre ouvrage de Le Roy, les *Ruines des plus beaux monuments de la Grèce*, publié en 1758, apportait la connaissance d'une antiquité véritable; à Athènes se trouvait la source dont la Renaissance n'avait bu à Rome que l'eau corrompue et altérée. Cet atti-

cisme, cette pureté qu'avait pressentis Gabriel, le livre de Le Roy lui en apportait enfin la révélation authentique. Voilà comme on écrit l'histoire! Le Petit Trianon, qui est le chef-d'œuvre de Gabriel et qui passe pour le modèle du style Louis XVI, fut construit pour la Pompadour. C'est le premier exemple de ce style châtié, de cette noblesse délicate, de cette grâce et de ce sourire obtenus sans ornements, et où l'art français, sans effort, atteint à la musique secrète d'un temple grec.

Entre tant de beaux ouvrages que multiplia Gabriel, il en est un qui mérite une gloire et un rang à part : c'est cette ancienne place Louis XV, qui s'appelle aujourd'hui place de la Concorde. Entre toutes les places royales qui décorent la province et le Paris d'autrefois, cette « place royale du Pont-Tournant » occupe une situation et possède une valeur qui en font peut-être, en son genre, la première du monde. Il s'agissait d'un terrain vague, analogue aux espaces perdus qui entourent aujourd'hui les fortifications; cette étendue était à transformer, il fallait y créer un genre de parterre inédit, une sorte d'esplanade où le triomphe de l'artiste était de s'effacer en ordonnant toutes choses, de manière que la rivière, les masses végétales, la colline de Chaillot et même les coteaux qui ferment l'horizon du côté du Point-du-Jour, comptassent plus que les monuments. L'architecte avait tout à faire en laissant, si je puis dire, chanter le paysage. Ce problème ne s'était guère posé qu'une fois au Peyrou de Montpellier. On ne saurait assez admirer la souplesse, les ressources, le tact avec lesquels le grand artiste a rempli son programme, la noblesse des pavillons qu'il a posés à droite pour caler le décor, la grâce de leurs tribunes ou de leurs colonnades, le tracé de l'ovale formé par des guérites que réunissent des balustrades, la beauté de ce cadre, la grande transversale qui traverse cette ellipse et continue la rue Royale par le pont de la Concorde, l'avenue perpendiculaire qui la coupe en son milieu et prolonge jusqu'à l'Étoile la perspective des Tuileries.

Gabriel a donné ici le chef-d'œuvre de l'architecture dans l'espace et des grandes lignes en plein air : il a créé un carrefour qui est devenu peu à peu le centre de la ville, où se donnent la main le vieux Paris de la rive droite (celui du moyen âge et de Louis XIV), le Paris récent de la rive gauche

et du faubourg Saint-Germain, et le Paris nouveau que le siècle dernier a formé autour de l'Étoile. Cette œuvre géniale est devenue la grande régulatrice, l'organe de la circulation, de la distribution du mouvement dans Paris. Et cette place du XVIIIe siècle est encore la seule qui se trouve à l'échelle moderne, la seule où l'activité centuplée, la vitesse, l'auto se trouvent à l'aise et ne coûtent rien à la majesté du décor.

Il faut savoir gré à M. de Fels de nous avoir rendu la figure d'un si grand maître. Pendant plus de trente ans, Gabriel exerça en France une sorte de ministère des Beaux-Arts. Il fut ce que Le Brun avait été sous Louis XIV, mais il le fut avec une supériorité marquée : non pas seulement l'impresario, l'entrepreneur de pompes, de fêtes et d'apothéoses, mais vraiment quelque chose de plus, celui qui donne des ordres aux arts et règle leur concert. Il est l'homme qui incarne la monarchie du goût et fait régner partout l'harmonie, l'idée même de la civilisation. Son esprit n'embrasse pas seulement les façades et les dehors, l'aspect monumental des choses, mais il gouverne l'intimité. Il se fait obéir du peintre et du sculpteur. Il soumet le tapissier et corrige l'ornemaniste. Il ne dédaigne même pas de planter des parterres et de dessiner des jardins. Le cadre entier de l'existence, depuis le mobilier jusqu'aux alentours de la maison, est dans sa dépendance. A peine a-t-il pris sa retraite, que le désordre commence et qu'on voit s'installer le futile caprice, la chinoiserie du parc « anglais ». On perd le secret de ces beaux ensembles qui devaient leur perfection à l'accord de toutes les parties, et dont nous n'avons même plus l'idée. Nous ne reverrons plus la beauté qui résultait de ces ordonnances où un grand architecte était le maître du chœur.

PIERRE TROYON.

LES ACADÉMIES DE PROVINCE

AU TRAVAIL

La Société des sciences historiques et naturelles de Semur-en-Auxois, à laquelle nous devons les célèbres fouilles d'Alésia, prouve par son exemple qu'il n'est pas besoin d'être une très grande ville pour former une intéressante et très active Société savante. Il a suffi de quelques hommes désintéressés, dévoués à une noble tâche, pour faire jaillir du sol et de la race, toute une floraison d'esprits tournés vers les beaux horizons de la pensée.

Faut-il citer, comme le fit, au dernier Congrès des Sociétés savantes, M. Toutain, l'actuel président de la Société de Semur : « un modeste propriétaire rural, cultivateur de ses propres terres, meneur de ses propres bestiaux, qui connaît à merveille tout le territoire de son village natal, qui sait que sur ce territoire a jadis existé une ville célèbre, autour de laquelle s'est joué un drame d'une importance capitale dans l'histoire du monde antique et de l'Europe moderne; il a scruté mètre par mètre ce territoire historique; il a noté au jour le jour les découvertes qui ont pu s'y faire; personne n'égale sa compétence. »

Tout le monde avait reconnu « le vétéran respecté des fouilles d'Alésia », M. Pernet, dont le nom vient d'être donné à la grande salle d'entrée du musée d'Alésia. Et tout le monde y joignait le nom pareillement sympathique de M. Toutain, qui est aujourd'hui l'animateur de cette Société.

Et il est bien vrai, comme le disait encore ce dernier, que ces chercheurs, aussi modestes qu'opiniâtres, ont leur belle part dans l'avancement de la science. Ils lui ont apporté les plus précieux matériaux : « Les conquêtes de l'archéologie gallo-romaine ont

fourni aux maîtres de notre science quelques-uns des éléments les plus importants des ouvrages considérables par lesquels, au début du siècle présent, l'histoire de la Gaule a été pour ainsi dire renouvelée. »

Les puissantes intuitions d'un Camille Jullian n'auraient pu jaillir avec tant de clarté et d'évidence si elles ne s'étaient appuyées sur tous les monuments illustres ou modestes qui, en moins d'un demi-siècle, sont sortis du riche sol de la France, des statues impériales de Vaison la Romaine au trophée de la Turbie, à la Minerve de Poitiers, au sanctuaire de Mithra près de Strasbourg, et à tant d'autres monuments sortis des ruines ou des nécropoles antiques. C'est par leurs arts, leurs dieux et leurs morts que les peuples ont le mieux marqué leurs passages ou leurs stations sur notre sol. C'est donc là, sous quelques mètres, et parfois quelques décimètres de terre, qu'il faut rechercher les témoins de notre plus lointaine histoire.

Il ne faudrait pas croire qu'une Société comme celle de Semur se bornât héroïquement aux fouilles d'Alésia. L'esprit engendre l'esprit, et rien de ce qui est humain n'échappe à ses investigations. Voici, dans ses derniers Bulletins mensuels, une étude historique très précise de M. Nodot sur la belle collégiale de Saulieu, l'une des plus anciennes de la Bourgogne, puisqu'on possède le nom d'un de ses abbés dès la fin du VIIe siècle.

Elle est suivie d'un mémoire de M. Billiotte sur les couvents et églises de Semur en 1789. On y retrouve, comme en tant d'autres lieux de France, le témoignage de la brutale flambée de barbarie qui détruisit, en quelques années, la plus grande partie des plus magnifiques monuments de notre histoire. « Constatons, non sans regret, termine l'auteur, que des neuf églises ou chapelles que possédait notre ville en 1791, une seule est encore debout... et peut-être Notre-Dame elle-même, déjà mutilée, ne dut son salut et sa conservation qu'à sa consécration au culte de la déesse Raison. »

Dans une note non moins intéressante le docteur Simon montre que, par une singulière généralisation, de l'Amérique au fond de l'Asie, la plupart des races ont attribué au tonnerre, au feu du ciel, les silex taillés par nos ancêtres de la préhistoire, et leur ont reconnu des vertus surnaturelles, notamment celle de protéger les hommes, et même les bestiaux contre la foudre.

Nous passons sur beaucoup d'autres études comme celles de M. Berthoud sur Vercingétorix, du docteur Broussolle sur Alise-Sainte-Reine, de M. Wittenet sur « Saint Thibault et l'art religieux dans la

région de Vitteaux », de Mme Adrien Simon sur Jeanne d'Arc, et même sur des études d'histoire naturelle et d'hygiène comme celles de MM. Varnier et René Bréon.

Mais la Société de Semur s'attache non moins volontiers aux problèmes économiques, qui trouvent toujours dans l'histoire des précédents, véritables leçons de l'expérience que nous oublions trop facilement. C'est ainsi qu'à propos de l'étatisme économique, qui menace nombre de sociétés modernes, M. J. Toutain nous rappelle les lamentables résultats de cet étatisme sous l'Empire romain.

Il convient d'abord de remarquer que c'est toujours pour la même raison, le besoin de ressources, que les États tentent de s'approprier, sous une forme ou une autre, impôt spécial exorbitant ou monopole, ce qui appartient aux particuliers. Les résultats sont toujours les mêmes : la violence de l'État fait disparaître les richesses, produits du travail, et par conséquent le travail lui-même, devenu sans objet. C'est la misère des particuliers et de l'État.

La crise romaine dura environ un siècle. Après les premières invasions si dévastatrices des Barbares, à la fin du IIIe siècle, des empereurs énergiques, comme Dioclétien et Constantin, refoulent les envahisseurs, répriment les insurrections intérieures et rendent au monde romain son unité. Mais il faut trouver des ressources pour réparer tant de ruines. Et c'est alors que commence l'étatisme, la terreur économique : les « curiales », les possesseurs de la petite et moyenne propriété, responsables d'impôts excessifs, disparaissent rapidement. Les colons sont alors attachés à la terre dans une situation misérable. Les corporations, qui représentent l'industrie, sont à leur tour contraintes aux travaux décidés par l'État, qui est pauvre et paie mal. C'est encore la misère. Le commerce, qui se procure difficilement des produits raréfiés, hausse les prix. Dioclétien a recours à la taxation avec des sanctions allant jusqu'à la peine de mort. Les marchandises deviennent plus rares et la hausse s'accentue. La misère devient plus générale, assombrie encore par la terreur des lois répressives.

A la fin du IVe siècle, les hommes qui vivent dans cette situation misérable n'ont plus aucune raison, aucun désir de défendre les institutions existantes. Le monde romain est mûr pour toutes les transformations, pour toutes les invasions.

Et l'auteur conclut : « Dans l'antiquité, comme à l'époque moderne, l'étatisme économique est générateur de décadence, de pauvreté, de ruine. »

*
* *

A l'Académie des Sciences, Belles-Lettres et Arts de Lyon, M. Antoine de Tarlé, qui est un historien attentif, — et que connaissent bien nos lecteurs, — a traité, dans son discours de réception, de « l'esprit public à Naples sous le règne de Murat ». Il a établi, d'après des documents inédits, que les quatre premières années de ce règne furent presque entièrement occupées par ce problème capital : la royauté de Murat prépare-t-elle la réunion à la France? La grande majorité du peuple et Murat y étaient contraires. Napoléon ne semble pas l'avoir désiré. Et pourtant le problème restait posé.

Le Bulletin de la Société de Borda nous donne une description de fouilles sommaires faites à Masseube (Gers) et qui révèlent, nous dit M. C. Daugé, l'existence d'une ancienne villa gallo-romaine.

M. Xavier de Cardaillac, chercheur inlassable, nous dit les époques des fameux bas-reliefs de Saint-Paul-lès-Dax. M. V. Montiton écrit, à l'aide de nombreux documents, une remarquable monographie de Seignosse. Et M. Marcel Gouron termine en présentant *Nos Landes*, ouvrage dû à la collaboration des Landais les plus avertis, de M. Joseph de Pesquidoux à M. X. de Cardaillac et au docteur Daraignez. C'est un livre qui fera connaître et aimer davantage cette belle région où règnent en maîtres, sous le ciel, les pins, les hautes fougères, les sables et l'océan.

La Société des Antiquaires du Centre continue, avec sa forte tradition scientifique, qui n'est pas moins nécessaire en préhistoire qu'en archéologie, son examen des monuments ou documents retrouvés dans cette région. Mme Darcel, à propos d'un ouvrage récent, *le Mystère des Cathédrales*, examine de nouveau les belles sculptures de l'hôtel Lallemant à Bourges. M. des Chaumes fait d'ailleurs remarquer que cet hôtel a reçu beaucoup de transformations dont il faudrait peut-être essayer d'établir l'histoire.

Le capitaine de Goy met la Société au courant des découvertes qui ont été faites dans les fouilles de l'ancien cimetière du Fin-Renard.

Le docteur Dirigoin décrit quatre urnes funéraires antiques, en pierre, renfermant des récipients en verre ou en terre, lesquels contiennent des os calcinés. Ces urnes, trouvées aux Guignards (Châtelet-en-Berry), rappellent celles qui furent découvertes jadis à Lavaux,

près Aigurande (Indre). Il y aurait donc une région étendue où ce mode de sépulture était en usage.

* * *

La Société des Sciences, Arts et Lettres de Bayonne, poursuit, avec sa grande activité, l'étude des nombreux matériaux que lui vaut sa situation privilégiée au débouché du Pays basque.

Son dernier Bulletin contient un curieux mémoire du savant abbé Daranatz sur l'état de l'église du Labourd, en 1702, quand René-François de Beauvau vint occuper l'évêché de Bayonne. Biarritz n'était alors qu'un modeste village de pêcheurs où vivaient seulement, à côté du curé, huit prébendiers ou prêtres habitués, tandis qu'Ascain en comptait treize, Urrugne dix-sept, Ustaritz vingt-deux, Hasparen vingt et un, Saint-Jean-de-Luz vingt-sept, sans compter les seize de Ciboure. De toute évidence, le recrutement du clergé était facile en ce temps-là.

Dans le même Bulletin, M. de Coulomme la Barthe nous donne les textes de quelques lettres inédites du XVIe siècle ; M. Charles Amestoy décrit un repas de contrat de mariage qui se termina par une vraie rixe : il y eut un mort et des blessés, — le roi fit grâce aux combattants. M. H. Charbonneau rappelle ce qu'était la forge du vicomte d'Echaux, qui, avec les riches mines de fer de Saint-Étienne-de-Baïgorry et les bois des Aldules, fondait des canons et des boulets pour le roi, au XVIIIe siècle. Ajoutons que ces minerais sont toujours exploités, ce qui prouve que les hommes n'ont pas beaucoup changé depuis 1784, année où l'abbé Palassou, minéralogiste averti, écrivait :

« Il n'y a point de contrée dans les Pyrénées où la nature ait répandu des métaux plus précieux et plus abondants que dans les montagnes de Baïgorry. En vain de profonds abîmes recélaient ces trésors ; l'avarice des nations qui ont successivement occupé la Navarre a su triompher de tous les obstacles : le fer, le cuivre et l'argent ont été la récompense de leurs pénibles travaux. »

C.-M. Savarit.

A TRAVERS LES THÉATRES

Théatre Marigny. — MM. Saint-Granier et Le Seyeux ont écrit pour le théâtre Marigny une *Revue* pleine d'agrément, et telle que depuis la Revue de Rip aux Bouffes-Parisiens, il n'en a point été donné de meilleure.

Le comique attendrissant des vieilles lunes et des neiges d'antan est d'un effet toujours certain sur la majorité des spectateurs. Dans sa belle comédie *Nous ne sommes plus des enfants*, M. L. Marchand lui dut l'immédiat et franc départ vers le succès dès le début du premier acte. Cette fois encore, l'évocation de l'an de grâce de l'Exposition Universelle 1900 déchaîne dans le public une allégresse tout épurée et embaumée de mélancolie. Avec un sens délicat de notre plaisir, une sage méfiance du pathétique et du burlesque, MM. Saint-Granier et Le Seyeux ont résumé une journée de la Parisienne il y a vingt-huit ans, en une heure de spectacle, de comédie chantée, de sketches et de tableaux dont chaque minute est un charme. Je n'en puis énumérer les détails, du lever de la Parisienne et de son habillement dans une pluie d'épingles à cheveux et des nuages de jupons, à l'apothéose d'un final de Revue en 1900 irrésistiblement comique : ce sont choses qui échappent à l'analyse et qu'il faut voir. « Amies d'enfance », « J'ai rencontré celle que j'aime », « Averse », « Le vendeur à tempérament », « Un grand dîner » sont des scènes bien jolies, sans prétention et sans vulgarité. Seul un tableau qui met en cause et nous présente M. Georges Clemenceau exhalant son amertume m'a paru inopportun et pénible, malgré une mesure et une adresse d'exécution louables.

De très loin, Mlle Jeanne Marnac dépasse nos plus grandes vedettes de music-hall : elle est jeune, elle est jolie et a la bonne grâce de ne point s'en contenter ; Mlle Nina Myral, MM. Dranem, Saint-Granier et

Raimu sont de beaux noms sur une affiche. Ils tiennent ce qu'ils promettent.

Comédie des Champs-Élysées. — M. Bernard Zimmer est certes un des plus intéressants parmi les auteurs dont l'étoile se lève. Sa libre adaptation des *Oiseaux* est d'un poète sans mièvrerie et sans peur Et il vient de donner à la Comédie des Champs-Élysées une comédie en trois actes, *le Coup du 2 décembre*, toute bouillante de qualités et de défauts, dont l'ensemble n'est certes pas un brouet fade.

Le sujet n'en est pas fort nouveau, ni d'ailleurs excellent. Un adolescent de dix-sept ans, Charles, fils de M. Lèbre, juge d'instruction, et de Mme Lèbre sa digne épouse, travaille à son bachot. Sa réputation d'écolier et de jeune homme est parfaite, lorsque soudain elle subit une rude atteinte. Convaincue d'avoir fauté, interrogée sur son séducteur, une jeune personne au service des Lèbre dénonce « Charles ». Le forfait remonte au 2 décembre, d'où le titre de la pièce. Le fils de la maison s'indigne et nie en vain : il est condamné à la réclusion dans le grenier familial ; il y fera oraison et pénitence sous l'influence rafraîchissante d'une diète végétarienne. — Le voici donc, au deuxième acte, feuilletant ses dictionnaires sous le toit, jeune dieu d'un monde de chaises dépaillées, de mannequins crevés, de baignoires trouées, de malles disjointes. Il n'a point à redouter la solitude ; sa réputation de don Juan lui réserve de charitables visites : une cousine de sa mère, freudienne militante, vient lui offrir ses charmes, plus désuets encore que le freudisme. Charles ne les repousse que pour voir apparaître Mme Bœuf, amie de ses parents, tout aussi friande de bagatelle. Il l'éloigne aussi. Mais ce n'est plus un grenier, c'est le Mont Ida. Voici paraître la femme du commandant, Mme Masse, celle-ci exquise et désirable. Elle a compris Charles : une âme d'aventures étouffée d'ennui, son âme sœur. Une faute ne peut leur suffire : c'est le scandale libérateur qu'il leur faut. Et Charles, le cerveau chaviré, accepte : ils iront tous les deux à Paris, à Paris tous les deux...

Hélas! au jour même de leur départ, la coupable avoue son mensonge : le père véritable est le président du Tribunal qui vient de mourir en reconnaissant sa progéniture, et de qui le prénom était Charles également. Voilà le fils Lèbre dépouillé à la fois de son opprobre et de son auréole. Eh quoi! la perverse Mme Masse s'enfuirait avec un placide coquebin ! Elle s'y refuse et revient à son mari qui, informé de ses coupables projets, accourait d'ailleurs la cher-

cher, revolver au poing. Mme Lèbre reçoit son fils entre ses bras; elle essaie en vain de sécher ses larmes qu'elle ne sait consoler. M. Lèbre ricane et hausse les épaules...

Si le dessin de cette comédie demeure assez flou, la caricature qui en est le propos véritable est puissante, d'un comique « énorme », comme disait Flaubert, dont le *Bouvard et Pécuchet* n'est pas sans avoir influencé cette éclatante bouffonnerie. Le rire que déchaîne M. Bernard Zimmer ne va pas sans laisser après lui quelque amertume; et la province, telle qu'il la représente, relève évidemment d'un poncif un peu reculé. Encore n'est-ce pas un mince mérite d'avoir posé des couleurs aussi éclatantes, aussi franches, aussi joyeuses, fût-ce sur les plus traditionnelles marionnettes.

M. Jouvet, comme toujours, joue rèche, sec, minutieux. Il ne renouvelle pas sa manière, il l'approfondit, la précise, la complète et enveloppe son rôle d'une lumière presque aveuglante. Son succès a été très vif. Un bel artiste aussi, M. Michel Simon, a créé une silhouette de bourgeois de province qui eût fait crier de joie Octave Mirbeau. Mme Lucienne Bogaert, Mmes Nora Sylvère et Bérubet participent de la personnalité de M. Jouvet. Mme Marthe Mellot a conservé la sienne si nuancée.

Athénée. — M. Louis Verneuil, en collaboration avec M. Georges Berr, vient de donner au théâtre de l'Athénée une comédie charmante : *Ma sœur et moi*. Et il n'y a pas un mois qu'il faisait représenter *l'Amant de Mme Vidal* au Théâtre de Paris.

J'ai toujours estimé que la critique se montrait sévère à l'égard de M. Louis Verneuil. Il a certes écrit de fâcheuses pièces, mais il en a tant donné qu'il faut bien lui accorder les circonstances atténuantes du surmenage. Rien ne l'obligeait à en donner autant, dira-t-on. Mais il est aussi difficile à certains auteurs d'écrire peu qu'à d'autres de produire beaucoup : c'est une question de tempérament, où il ne faut point disputer. Il n'en reste pas moins que telles de ses comédies, *Mademoiselle ma mère*, *le Fauteuil 47*, *Ma cousine de Varsovie*, *Maître Bolbec* sont des ouvrages fort agréables où une verve désinvolte se joue à l'aise dans les difficultés d'une construction ingénieuse et solide. M. Louis Verneuil n'entend pas courir de risques et les sujets qu'il choisit ne sont pas de ceux qui déconcertent : mais il se pose presque toujours de plain-pied avec un public qui ne cherche pas malice et demande surtout à être amusé. Je tiens par-dessus tout pour un beau trait qu'un auteur si ardent à plaire au plus grand

nombre, ait toujours échappé à la tentation du grossier et de l'indécent à laquelle tant d'autres cèdent aujourd'hui.

L'Amant de Mme Vidal est une aimable comédie, pleine d'entrain, de gambades et de gentillesses, troussée à la volée et d'un métier assez sûr pour mener notre plaisir jusqu'à la fin de la soirée. Mme Vidal, femme impétueuse, donne aux plus folles idées les plus redoutables conséquences de l'esprit de suite. Son imagination abuse des certitudes : sur la simple présomption que son mari est infidèle, elle songe à se venger, engage un secrétaire qui prendra figure d'amant ; les circonstances feront le reste ; après quoi, Mme Vidal apprendra, mais un peu tard, que son mari ne l'a point trahie. Avec son imagination, elle n'est point en peine d'oublier sa faute et de revenir aux bras de son mari, pantelante d'une vertu toute neuve. M. Louis Verneuil lui-même et Mme Elvire Popesco mènent l'aventure avec tout ce qu'il y faut de finesse et de prestidigitation.

Ma Sœur et moi, du même auteur, en collaboration avec M. Georges Berr, vivra un an, comme les almanachs. C'est charmant, d'un charme qui rappelle la manière du regretté de Flers. Il y a un jeune homme pauvre, comme dans *le Cœur dispose* et surtout comme dans *la Marche nuptiale*. Il y a des monologues, comme dans *Bataille de Dames*. Et des a-parte, comme sous Louis-Philippe : « Il me semble que ce jeune homme m'a regardée... Tâchons de le faire parler... » Il y a des expédients d'exposition et de dénouement qui ne sont plus jeunets, et les cœurs sont lisibles comme sur les cartes à jouer. Mais pourquoi inculper cette forme de théâtre? Il y a, à la fois, prescription et chose jugée. J'imagine que M. Louis Verneuil s'est posé la question même que recommande un grand homme de guerre : « De quoi s'agit-il? » Et, trois heures durant, j'ai vérifié la réponse qu'il s'est faite à lui-même : « Il s'agit d'écrire une pièce pour l'Athénée, donc aimable, lisse, souriante, distinguée; il me faut un sujet tel que, comme d'un pied de verveine, j'en puisse tirer mi-infusion, mi-parfum; il me faut des particules aux noms et des valets aux portes; il me faut l'église et la mairie; de l'émotion furtive et de la gaieté ronde ; quelques répliques où de jeunes yeux se baisseront pendant que les parents tousseront; du romanesque et du raisonnable, et que mon rideau tombe désarmé sur les sept béatitudes réalisées. » Le danger du genre est grand : on y parfume les roses, on y sucre le miel. Mais ce danger n'est que pour l'auteur et non pour le théâtre où il est joué : les pièces qu'il inspire sont aimables et innocentes comme une

promenade aux Champs-Élysées dans la voiture aux chevres.

Voici le conte, bleu comme le sang des deux héros. La princesse de Jaix (Oui, elle est jeune... Non, elle est veuve) s'est fiancée de bon gré à Gérard de Chazelles. (Oui, il est charmant... Non, il a de la fortune.) Ce n'est pas un mariage qui passera inaperçu dans les Cours européennes. La princesse de Jaix fait remettre sa demeure en état pour une telle solennité. Un jeune universitaire, Roger Fleuriot, a charge de rétablir quelque ordre en la bibliothèque. Or, ce jeune homme (Oui, il est timide... Non, il n'a pas d'argent) a étrangement troublé le cœur de la princesse de Jaix. Elle va jusqu'à croire l'aimer et risquer quelques timides avances : c'est peut-être que Gérard de Chazelles est loin. Le jeune homme paraît ne rien vouloir entendre au grand honneur qui lui échoit. Bien mieux, nommé professeur au lycée de Nancy, il rejoindra son poste sur-le-champ. Il a accepté de se charger d'une lettre pour une sœur de la princesse qui, justement, est vendeuse dans une cordonnerie de la ville : le jeune Fleuriot est dûment informé, — et nous en même temps, — que cette sœur et la princesse se ressemblent comme deux gouttes de rosée. Vous sentez bien que cette sœur est imaginaire et que c'est la princesse que Roger Fleuriot retrouvera en apportant sa lettre au second acte. C'est que Mme de Jaix, emportée par son cœur mal avisé et par une intuition mieux avisée, a deviné que la raison profonde de la timide réserve du bibliothécaire tenait à une trop grande différence de classe. En effet, le jeune Fleuriot, en présence d'une fille sans condition, se révèle plus ardent. Il se déclare vite, et gagne sa cause, dans une scène vraiment délicieuse. Le fiancé officiel, qui a couru sur les traces de l'inconstante, n'arrive que pour apprendre sa disgrâce. Il l'accepte d'un cœur vaillant, mais non sans arrière-pensée, car il pousse la princesse de Jaix à ramener à Paris sa modeste proie et à investir un aussi joli mariage d'inclination de toutes les pompes de fiançailles officielles.

Le troisième acte sauve de la roture une aussi grande princesse : instauré dans un luxe sans bornes, le bien-aimé retrouve toute la gêne et tout l'embarras qu'il nous montra au premier acte. Mais, cette fois, la timidité de Roger Fleuriot devient balourdise ; il fait la piteuse figure de l'amant de Grâce de Plassans dans *la Marche nuptiale*. Bref, le manant sent bientôt qu'il n'est bon qu'à battre le marais, et de lui-même s'efface devant les amours ressuscitées de la princesse et du comte. Il y a précisément, à l'office, une petite intendante qui, habituée à trier le linge et surveiller la

dépense, sera de fort bonne chère pour un professeur de province. Pour tout dire, ce troisième acte n'est pas le meilleur, et les contours des personnages s'altèrent un peu vite pour les besoins de la cause.

Cette comédie nous apporte la grande joie de revoir sur la scène Mme Madeleine Soria qui nous donna si belle mesure de son talent dans *Maison de poupée* et dans *Romance*. Mme Madeleine Soria est l'une des artistes le plus accomplies qui soient au théâtre en ce moment. Sa jeune maturité n'est encore tombée dans aucune affectation, et, plus grand éloge, évite avec une bien agréable modestie cette insupportable imitation de soi-même où se complaisent les artistes en faveur. M. L. Rozemberg, dans un rôle étroit pour son talent, est plein de finesse et de charme discret. M. Arnaudy est d'une bouffonnerie, d'une cocasserie, d'un humour très divertissants dans le rôle d'un cordonnier marmiteux. M. Stephen et Mlle Monthli complètent une distribution des plus harmonieuses.

Comédie-Caumartin. — *Vingt ans, Madame...*, de MM. Félix Gandéra et Claude Gével est un ouvrage fort à sa place à la Comédie Caumartin, théâtre de menus plaisirs qui vaut bien les théâtres de gros amusement ; il y faut de l'esprit et de la finesse pour tenir, et *Vingt ans, Madame...* est en bonne route. C'est, lestement contée, l'histoire de l'éveil du cœur chez un jouvenceau. Depuis Fortunio et Chérubin l'anecdote a fait fortune, comme les six ou huit autres bons éléments d'invention dramatique. *Vingt ans, Madame...* est d'un vif et délicat agrément, avec une scène de grande comédie au deuxième acte, un troisième acte à la fois alerte et émouvant ; un dialogue alerte fait passer la muscade et le piment de cette comédie assez haute en épices.

M. Paul Bernard a l'âge de son rôle et une sensibilité charmante. Mme Marguerite Pierry et M. Alcover, qui ont vu leur réputation grandir singulièrement cette saison, m'ont paru tout à fait remarquables en deux rôles bien venus, mais délicats à faire entendre.

Théatre de la Madeleine. — C'est une pièce bien étrange que *Gutlibi* au théâtre de la Madeleine; voire assez saugrenue. Gutlibi est un nègre, un déraciné de la forêt équatoriale. Sa destinée était de marteler sous la hutte des bracelets d'or vierge. La guerre l'enrôle, et des champs de bataille le roule jusqu'à Belgrade. Il y rencontre une jeune fille russe, Anna Solovine, dont le rêve est de retourner en Russie pour venger la mort du tsar. Il aime cette jeune fille. Il a

un rival, Llévitch, Slave inquiétant, agent secret des Soviets. Les ressources de la sorcellerie sénégalaise permettent à Gutlibi de convaincre Anna que Llévitch est un des assassins de la famille impériale. Sur quoi Gutlibi, pour gagner le cœur de la bien-aimée, étrangle net l'infâme Llévitch. Justice faite, l'amour n'y gagne rien : le pauvre Gutlibi comprend qu'il n'a été qu'un instrument, un Caliban noir que les blanches Mirandas n'épousent pas.

Ce n'est pas que tout soit mauvais en cette histoire; mais le meilleur et le pire y sont inextricables. La manière en est vieillotte, le dialogue suranné. De grandes idées passent sans se poser. Si puéril que soit Gutlibi, les autres personnages ne sont pas moins sommaires. Le papillotement désordonné, saccadé de la pièce, fatigue comme les coq-à-l'âne d'un film.

Mlle Marguerite Valmond n'en a pas moins prouvé, dans le rôle d'Anna Solovine, qu'elle était prête pour les plus grands rôles et qu'ils lui seraient légers. Il y a en elle une force intérieure véhémente, un pathétique intense et sobre, on ne sait quel art de réticences en profondeur, que la gracilité de son apparence et l'immatérialité de sa voix parent d'un délicat prestige. M. Benglia, dans le rôle de Gutlibi, montre de belles qualités trop rarement, hélas! susceptibles d'emploi.

Théatre Daunou. — *La Chienne aux yeux de femme*, au théâtre Daunou, vient de donner un bel élan à la réputation de son auteur, M. Yvan Noé. Comme de toutes les comédies psychologiques, il serait vain et maladroit d'en vouloir résumer le sujet, ténu en apparence, riche en réalité. Le dialogue n'y est plus une narration alternée, mais un charmant manuel de philosophie sentimentale, où l'esprit de l'auteur précipite ses pensées et ses expériences en cristaux étincelants. Certes, l'auteur s'est laissé aller à quelques touches de précieux et de romanesque parfois un peu vives, mais l'œuvre est de bien charmante qualité.

Mlle Jane Renouardt a été excellente dans le rôle principal. M. Fresnay est toute fantaisie, toute poésie.

La soirée commence par un acte de M. Henri Duvernois, *Devant la porte*, dense et parfait comme une nouvelle de Maupassant.

Jacques Deval.

CHRONIQUE DE LA QUINZAINE

Le 22 avril, les électeurs, en grand nombre, ont voté. Le chiffre des abstentions est relativement faible et l'on peut espérer qu'il le sera encore davantage au second tour qui n'a pas eu lieu à l'heure où nous écrivons. Malgré la forte proportion des ballottages, — on ne compte que 177 élus au premier tour, — le sens des élections de 1928 apparaît déjà clairement : élections au centre ; élections derrière le chef qui, depuis juillet 1926, a tiré la France du péril financier où l'imprévoyance du cartel des gauches l'avait jetée. La parole de M. Poincaré a été entendue : c'est pour sa politique que la majorité des Français ont voté. Les ministres d'union nationale sont, pour la plupart, réélus au premier tour, notamment MM. Tardieu à Belfort, Briand à Nantes, Marin à Nancy, Herriot à Lyon ; ceux qui sont en ballottage paraissent assurés de passer au second tour. M. Franklin-Bouillon, qui a eu le mérite de mener une campagne vigoureuse en faveur de la politique d'union, est en ballottage avec des chances très sérieuses de l'emporter. La formule de l'union nationale qui, à l'usage, s'est révélée salutaire, est nettement approuvée par les électeurs.

Le nombre des candidats, plus élevé que jamais (3745!), explique la forte proportion des ballottages; il a lui-même pour cause les ambitions individuelles, mais surtout l'extrême diversité des nuances politiques qui cherchent à s'exprimer; la nomenclature des étiquettes qui désignent la couleur des candidats dépasse vingt numéros. Quand les partis sont ainsi émiettés, c'est qu'il n'existe pas de partis, nous voulons dire de partis organisés et disciplinés. Seuls les communistes constituent un parti solidement charpenté, et encore ne verrons-nous pas, au second tour, malgré le maintien officiel des candidatures communistes, les troupes se débander et voter pour les socialistes ou les radicaux les plus avancés, malgré les anathèmes

de Moscou? En face de partis si multiples, les élections devraient se faire non sur des hommes, mais sur le ou les problèmes qui importent davantage, à chaque consultation, au salut et à la prospérité du pays. Cette fois, la seule question qui se posait devant les électeurs était celle-ci : « Êtes-vous partisan des méthodes et de la politique de M. Poincaré pour le salut du franc, ou bien préférez-vous le programme que préconisent les socialistes et quelques radicaux-socialistes? » En fait, c'est sur cette question que la France s'est prononcée. Çà et là, des candidats ont essayé de réveiller les passions « anticléricales »; leurs tentatives n'ont trouvé qu'un écho très affaibli. D'autres, en plus grand nombre, ont voulu dissocier la politique pacifique de M. Briand de celle de M. Poincaré; mais le bon sens national a compris que M. Poincaré, en réalisant le sauvetage des finances françaises, avait plus efficacement travaillé pour la paix européenne que tous les idéologues réunis, et que d'ailleurs personne, en France, n'est assez fou pour souhaiter de nouvelles guerres. C'est donc bien sur la question financière que la France s'est prononcée.

Malgré les coalitions immorales qui peuvent se produire en vue du second tour, on peut conclure, d'ores et déjà, que les élections de 1928 réalisent la liquidation du cartel de 1924. Après la faillite sans précédent qui l'avait obligé à recourir, pour le tirer du chaos où il s'enlisait, à l'homme même qu'il se vantait d'avoir vaincu au 11 mai, le cartel n'a pu se reconstituer sur le terrain électoral qu'en certains endroits. Il est mort et c'est une formule de concentration républicaine qui régira les destinées de la prochaine législature. La nouvelle Chambre ne sera peut-être pas une Chambre modérée, elle sera certainement une Chambre pondérée. Elle abordera, dès sa première année d'exercice, la réforme nécessaire des impôts, auxquels on n'a d'abord demandé que des rendements suffisants pour parer au plus pressé et qui maintenant doivent être plus équitablement établis pour être plus aisément supportés.

Il convient, dès le premier tour, de noter l'échec des communistes; aucun de leurs candidats n'est élu; plusieurs le seront sans doute au scrutin de ballottage, avec l'aide d'électeurs socialistes, mais le nombre des députés du groupe sera certainement en diminution. Sans nier la valeur d'un tel symptôme, il serait imprudent d'y attacher trop d'importance, car le danger communiste n'est pas au Parlement. Le total des voix recueillies par les candidats de Moscou reste impressionnant. Dans la banlieue de Paris et dans les départements voisins, les communistes semblent avoir perdu du terrain; là

où ils en gagnent, c'est aux dépens des socialistes dont ils débauchent les troupes. La Chambre ne leur apparaît d'ailleurs que comme un instrument de propagande; leurs moyens d'action sont d'une autre nature et c'est pourquoi ils ne cessent pas de constituer un danger. Si l'échec des communistes est un signe de santé sociale, le succès relatif de quelques autonomistes plus ou moins avérés, en Alsace, est un symptôme local de maladie morale. L'inquiétude de l'Alsace est un legs du cartel de 1924 et il faut espérer que les élections de 1928 qui renforcent l'autorité de M. Poincaré, contribueront à la dissiper. Mais il y aura peut-être lieu de se demander si les méthodes de coercition, sauf à l'égard de ceux qui sont ouvertement au service de l'étranger, ne sont pas, en ces matières si délicates, plus nuisibles qu'efficaces.

Dans l'ensemble, dès le premier tour de scrutin, bien que les campagnes ne saisissent pas toujours dans toute son étendue l'importance des problèmes financiers et leurs répercussions sur la vie rurale, on peut affirmer que la France, dans sa masse demeurée saine et laborieuse, a compris que son salut est dans une politique de production intense et raisonnée. Les politiciens qui prêchent la lutte des classes, détournent leurs clients de la vertu d'économie et rejettent, comme un legs des temps barbares, la coopération du capital et du travail, n'ont pas persuadé les masses laborieuses. Aux États-Unis, on peut dire, comme l'a montré ici même M. Lucien Romier, que la question sociale est résolue, non pas certes par la lutte des classes, mais par une production intense et bien organisée qui a permis de payer aux ouvriers les hauts salaires dont ils se servent pour augmenter leur bien-être et pour devenir actionnaires des usines qui les emploient. Un article de M. Georges Manchez, dans le *Temps économique et financier* du 9 avril, nous apporte à ce sujet d'intéressantes précisions. Actuellement, dans 22 grandes entreprises américaines, 315 497 salariés possèdent pour 454 936 282 dollars d'actions des sociétés pour lesquelles ils travaillent, soit, en francs-papier, plus de onze milliards. L'esprit d'épargne n'est donc pas, comme on le dit, l'apanage exclusif des vieux pays. La coopération du capital et du travail se trouve par là réalisée dans les conditions les plus favorables. L'ouvrier qui s'enrichit devient le meilleur client de l'industrie américaine qui trouve à l'intérieur des États-Unis un marché qui absorbe toujours davantage ses produits fabriqués. L'État favorise les porteurs de titres en ne chargeant pas d'impôts les valeurs mobilières. La lutte des classes, enseignée par

Marx, préconisée aussi bien par les communistes que par les socialistes, a été pratiquée par les bolchévistes; il suffit de regarder dans quel état de misère matérielle et morale la Russie se débat. La coopération du travail et du capital est réalisée aux États-Unis; ils sont la nation la plus prospère du monde, les questions sociales ont cessé d'y exister à l'état aigu, on n'y connaît presque plus les grèves. Ce diptyque devrait être mis sous les yeux des travailleurs français et des enfants de nos écoles. On peut espérer que les élections de 1928 aiguilleront la politique française dans cette voie où la patrie trouvera sa grandeur et les individus la prospérité.

Le 12 avril, à l'instant où, d'après l'horaire officiel, le roi d'Italie, arrivant à Milan pour l'inauguration de la foire annuelle, devait passer sur la place Jules César, une machine infernale dissimulée dans la colonne d'un lampadaire électrique fit explosion, tuant ou blessant une trentaine de paisibles spectateurs, surtout des femmes et des enfants. Le Roi, heureusement, échappait à ce lâche attentat. De tels actes de terrorisme sont, pour l'honneur de la civilisation, rares en Occident; ils vont presque toujours à l'encontre de leur but. Si les bombes d'Orsini ont entraîné, pour l'Italie, des conséquences, conformes aux intentions de l'assassin, le crime de Milan ne peut que renforcer l'horreur des Italiens pour un régime de désordre et démontrer la nécessité d'un gouvernement énergique qui continue l'œuvre entreprise par M. Mussolini pour l'assainissement du pays et le raffermissement de l'autorité. La popularité du fascisme s'en est accrue; si le ou les criminels, — on ignore encore s'ils se trouvent parmi les nombreuses personnes arrêtées dès la première heure, — ont voulu se livrer à une manifestation contre un régime de compression politique, ils n'ont abouti qu'à soulever la réprobation universelle et à provoquer une affirmation nationale de loyalisme à l'égard de la dynastie et du Duce. Le roi Victor-Emmanuel III, à Milan, aussitôt après l'attentat et ensuite lors de son retour à Rome, a été l'objet d'émouvantes démonstrations d'attachement et de fidélité. Il est parti pour Tripoli où il va constater et encourager les remarquables progrès de la colonisation italienne.

Ce dramatique épisode, qui a été l'occasion, pour tous les gouvernements civilisés, de témoigner leur sympathie à l'Italie, n'a pas interrompu, au contraire, la singulière excitation nationaliste qui s'est emparée de la presse à l'occasion de la coïncidence, peut-être préparée, qui a amené, en Italie, à quelques jours d'intervalle, plusieurs

ministres étrangers. Successivement sont venus rendre visite au Duce, après M. Titulesco, M. Michalacopoulos, ministre des Affaires étrangères de Grèce, M. Zaleski, ministre des Affaires étrangères de Pologne, Tewfik Rouchdi bey, ministre des Affaires étrangères de Turquie, sans parler de M. Kœhler, ministre des Finances du Reich allemand, et de M. Parker Gilbert. Le caractère parfaitement naturel, légitime et même bienfaisant des entretiens de ces hommes d'État avec le Duce, qu'ils n'ont pas l'occasion de rencontrer à Genève, a été légèrement faussé par l'entrevue, machinée comme un complot, de M. Mussolini avec le comte Bethlen. S'il est difficile de comprendre et impossible d'approuver certaines susceptibilités exagérées de la part de quelques journaux français à l'égard de l'Italie, il faut reconnaître que tout ce qui émane du gouvernement hongrois, — nous ne disons pas de la nation magyare, — a de quoi inquiéter les amis de la paix et de l'ordre européen, au moment surtout où une amnistie prématurée blanchit le faussaire Nadossy, fabricant de billets de la banque de France, et où la commission d'enquête de la Société des nations acquiert la preuve de l'insolente mystification dont le Conseil a été victime dans l'affaire des mitrailleuses de Saint-Gotthard.

M. Zaleski, qui a représenté son pays à Rome, avait des raisons particulières de rendre visite au chef du gouvernement italien et d'être l'objet, de sa part, d'un accueil chaleureusement amical. Même si ces raisons n'avaient pas existé, il serait encore légitime et heureux que le ministre des Affaires étrangères de Pologne vint resserrer les liens naturels de sympathie qui unissent la Pologne ressuscitée et l'Italie unifiée. Tout ce qui contribue à renforcer l'indépendance de la Pologne dans ses frontières actuelles ne peut être vu, en France, que d'un œil particulièrement favorable. La Pologne, malgré le travail de raffermissement intérieur qu'elle a heureusement accompli depuis sa libération, reste exposée aux entreprises de trois voisins qui souhaitent également ce que l'on appelle, en langage diplomatique, une revision de ses frontières : la Russie soviétique, la Lithuanie, l'Allemagne. Aux garanties que l'alliance de la France, d'une part, la Société des nations, de l'autre, apportent à la Pologne en voie de reconstruction, s'il s'ajoute une cordiale entente avec l'Italie, c'est un résultat dont la France est en droit de se féliciter. L'Italie, qui ferme les passes du Brenner, et la Pologne qui surveille ses frontières mal défendues, ont l'une et l'autre à se prémunir contre un réveil agressif du germanisme. Le gouverne-

ment fasciste, il y a quelques mois, avait cherché à réaliser une entente commerciale avec la Russie bolchéviste ; il est plus normal de le voir se rapprocher de la Pologne. Celle-ci, n'ayant pas réussi encore à conclure un accord économique avec le Reich, a intérêt à chercher sur la Méditerranée un débouché commercial que Trieste a tout avantage à lui offrir.

M. Mussolini, au dîner offert à M. Zaleski, a déclaré : « L'Italie, qui a toujours appuyé avec vigueur les justes et légitimes revendications territoriales de la Pologne, a constamment suivi, avec le plus grand intérêt, le travail de reconstruction de cet État qui, aujourd'hui, entièrement unifié, est devenu l'un des éléments essentiels du concert européen et de la paix sur le continent. » Que l'Italie apporte son appui amical aux « justes revendications territoriales de la Pologne », c'est à nos yeux une garantie précieuse que le jour où se trouveraient menacées les frontières actuelles de la Pologne par une coalition de ses voisins, la France ne serait pas seule à intervenir pour en assurer la sauvegarde. Une conjonction italo-allemande, comme au temps où Crispi se faisait l'agent provocateur de la Triplice, ne paraissait pas invraisemblable il y a peu de mois et peut-être n'a-t-il tenu qu'à l'Allemagne qu'elle se réalisât ; après les entretiens de M. Mussolini avec M. Zaleski et les déclarations du Duce une telle éventualité paraît devoir être écartée. C'est là un point essentiel dont l'importance ne saurait échapper à un Français.

Il est probable que, dans leurs entretiens, le Duce et le ministre des Affaires étrangères du maréchal Pilsudski ont abordé les problèmes balkaniques et cherché le moyen de développer leurs bonnes relations avec la Turquie. Pour la Pologne, l'amitié de la Turquie est une tradition historique ; elle n'a pas oublié le temps où, après la disparition de la Pologne comme puissance indépendante, le Sultan, lorsqu'il recevait le corps diplomatique accrédité auprès de lui, ne manquait jamais d'exprimer sa surprise et son regret de ne pas voir l'ambassadeur de Pologne. Les circonstances ne sont plus les mêmes aujourd'hui et la Turquie n'est plus guère qu'une puissance asiatique ; mais la Pologne cherche sans doute, comme autrefois, dans l'amitié de la Turquie, une garantie contre l'ambition de la Russie. Sans nous demander si cette garantie pourrait être efficace, nous remarquerons que tout ce qui éloigne la Turquie d'une entente avec la Russie soviétique consolide par cela même l'ordre européen. Là encore, la Pologne a trouvé des affinités d'intérêts avec l'Italie.

Lorsque la question de Mossoul, en 1926, parut sur le point d'en-

gendrer un conflit armé entre l'Angleterre et la République turque d'Angora, une entente secrète s'était sans doute réalisée entre l'Italie et l'Angleterre, car des armements et des concentrations de troupes italiennes étaient signalés à Rhodes qui constitue une base d'opérations très bien placée pour un débarquement sur la côte sud de l'Anatolie. On put croire un moment que l'entreprise où les Grecs avaient échoué allait être reprise par l'Italie avec le concours actif de l'Empire britannique. Mustapha Kemal comprit le danger et eut la sagesse de ne pas risquer une guerre pour des territoires qui ne sont pas peuplés de Turcs : il accepta une entente avec l'Angleterre au sujet de Mossoul. L'occasion était manquée pour l'Italie d'établir ses colons dans ces riches provinces de l'Anatolie méridionale qui sont à peu près dépeuplées et dont le climat et les productions conviendraient à merveille au travailleur italien; mais aussi M. Mussolini pouvait se féliciter d'épargner à son pays une guerre qui aurait été très dure et qui peut-être n'aurait pas laissé la Russie indifférente. Le Duce, prudemment, a renoncé aux méthodes de force et c'est une collaboration économique avec la Turquie qu'il recherche. Dans tout le Proche-Orient, l'Italie entend développer son rôle de puissance commerçante et de puissance catholique. Le voyage récent du prince héritier Humbert à Jérusalem et en Palestine répond au second point de vue; la visite de Tewfik Rouchdi bey à Rome se rapporte au premier.

La diplomatie turque prépare les voies à une prochaine candidature à la Société des nations ; la Pologne, qui a pris l'initiative de demander que la Turquie fût admise à la conférence préparatoire du désarmement, et l'Italie, se proposent sans doute d'offrir à Mustapha Kemal leurs bons offices pour faire agréer la Turquie à Genève. M. Mussolini est à l'affût de tout ce qui peut accroître le prestige de son pays dans le Levant. L'Italie, exclusivement méditerranéenne par sa position géographique, cherche à persuader à tous les États riverains qu'elle est la plus intéressée à leur indépendance. Une commission militaire turque parcourt l'Italie pour visiter les fabriques d'armes et de munitions. Dans tout le Proche-Orient les usines italiennes vendent des armes : affaire commerciale d'abord, car il s'agit d'écarter le chômage et de pallier la crise industrielle ; affaire politique ensuite dont la signification est assez claire. L'Italie ne disposant pas de capitaux à exporter et la Turquie refusant d'ouvrir la porte à une émigration européenne quelconque, c'est donc surtout sur le terrain commercial que l'entrevue de Milan

peut avoir des conséquences avantageuses. L'Italie achète annuellement à la Turquie pour 320 millions de lire de marchandises et elle ne lui vend que pour 160 millions; elle cherche donc à développer ses exportations en même temps qu'à assurer à son industrie les matières premières pour lesquelles elle se trouve trop étroitement dépendante de l'Europe occidentale. L'entrevue de Milan répond donc d'abord à une politique de prestige et ensuite à des intérêts commerciaux.

A qui demanderait si l'intense activité diplomatique que déploie l'Italie fasciste répond à une vue générale, à une conception nouvelle de l'Europe, il faudrait certainement répondre, en prenant la presse italienne pour guide, par une affirmation. Le fascisme, nous le montrions il y a quinze jours, a pour fondement une doctrine philosophique et, au nom de cette doctrine, il a l'ambition d'organiser le monde : la foi sincère agit. L'Italie, la Turquie, la Perse, la Hongrie et, dans une certaine mesure, la Pologne ont des gouvernements qui s'inspirent de principes analogues : l'autorité ordonnatrice et organisatrice d'un homme. Les institutions ne laissent subsister, dans la plupart des cas, qu'une façade parlementaire; la réalité de l'activité gouvernementale appartient au pouvoir exécutif concentré, en droit ou en fait, aux mains d'une puissante personnalité. Il est évident que M. Mussolini se sert de ces affinités indiscutables pour réaliser un groupement de puissances qui aurait l'Italie pour centre. Ainsi le fascisme cherche à faire accepter par la nation et à justifier la suppression de toutes libertés politiques en devenant l'instrument de la grandeur et du rayonnement extérieur de l'Italie. Et, réciproquement, les succès extérieurs que remporterait l'Italie consolideraient le régime fasciste.

L'objet direct de la politique qu'inspire M. Mussolini et que dirige M. Grandi est d'abord d'isoler la Yougoslavie qui, sur la mer Adriatique, déroule ses côtes abruptes et rocheuses en face des rives basses et privées de port naturel de la péninsule italique. A cette intention répond le protectorat établi, par les traités de Tirana, sur l'Albanie. Par là l'Italie prend pied dans la péninsule des Balkans; elle tient, à Durazzo, la tête de l'ancienne *via Egnatia*, la route de la Macédoine. Là, les consuls et les agents secrets de l'Italie répandent l'argent pour entretenir, sur cette terre classique des propagandes rivales, un foyer d'agitation et de mécontentement au sein même de l'État yougoslave. La question de Macédoine, soigneusement entretenue, rajeunie, avivée, — comme elle l'était naguère par l'Autriche,

— est la pomme de discorde qui arrête le mouvement de rapprochement si caractérisé qui solidariserait la Bulgarie avec les autres fractions de la famille yougoslave si les émigrés macédoniens n'y mettaient obstacle.

La clef de voûte du système italien est l'alliance avec la Hongrie. Nous avons montré dernièrement, à propos des déclarations compromettantes que le *Daily Mail* mettait dans la bouche de M. Mussolini, relativement à une revision des frontières de la Hongrie, qu'une telle politique serait de nature à ébranler tout l'ordre nouveau créé en Europe par la victoire des Alliés sur les Empires centraux. Se rendant à Milan pour y rencontrer Tewfik Rouchdy bey, M. Mussolini, pour échapper à la police politique dont, paraît-il, l'entourent les Puissances étrangères, s'est ménagé, dans un petit hôtel près de la gare, un entretien clandestin avec le comte Bethlen venu incognito en Lombardie. Le 17 avril, cinquante députés italiens, — ne faut-il pas que les députés servent à quelque chose ? — sont arrivés à Budapest et, acclamés et fêtés, ont visité les villes et les campagnes hongroises. Certains journaux fascistes racontent, sans en rien savoir naturellement, que, à l'entrevue de Milan, a été dressé le plan d'une politique nouvelle qui isolerait la Yougoslavie et supplanterait le système qui a pour fondement la Petite Entente. Dans cette combinaison entreraient la Turquie et la Grèce ; la Roumanie y accéderait et y entraînerait la Bulgarie; l'Albanie et la Hongrie y sont déjà acquises ; enfin la Pologne suivrait d'un œil favorable la campagne menée par la diplomatie fasciste. Ainsi Rome, la Rome des chemises noires, deviendrait le centre actif d'où rayonnerait à travers l'Europe centrale et orientale la pensée vivifiante de l'Italie.

On devine aisément que le système, s'il vise directement la Petite Entente qu'il s'agit de disloquer, vise indirectement la France dont le moment est venu de battre en brèche l'influence. A cette pensée, la presse nationaliste exulte : « Les petits peuples, écrit l'*Impero*, sentent que le sceptre de la politique est passé de Paris à Rome et qu'il est nécessaire de compter avec Rome et avec Mussolini. » Voilà le secret de toutes les intrigues réelles ou fictives où se complaît en ce moment l'imagination italienne. Par les méthodes de Machiavel rajeunies et mises au point, se réaliserait cette primatie dont l'abbé Gioberti fut le plus illustre théoricien. Après la guerre et la victoire, la France n'a prétendu à aucune hégémonie et n'en a exercé aucune : elle a cherché à organiser, en Europe, non pas sa suprématie, mais un état de paix, de stabilité et d'ordre dont tous les

peuples éprouvés par la grande lutte avaient le plus pressant besoin. Si tant est que le « sceptre de la politique » soit autre chose qu'une figure de rhétorique, c'est l'Angleterre, maîtresse des mers, qui le détient; en diverses occasions, même depuis l'avènement de M. Mussolini, c'est elle qui a pesé sur la politique italienne. L'Italie, puissance insulaire et péninsulaire, est, dans une large mesure, dans la dépendance de l'Empire qui possède la suprématie navale. Ce qui est vrai, c'est que la France a ordonné toute sa politique en fonction de la paix et de la stabilité territoriale de l'Europe. Les pactes d'amitié et d'alliance défensive qu'elle a conclus avec la Pologne, la Roumanie, la Yougoslavie, son étroite entente avec la Tchécoslovaquie, n'ont pas d'autre objet; les accords de Locarno et les entretiens de Thoiry ont été conclus dans le même dessein. Quiconque travaille à ébranler ces fortes assises de la stabilité européenne, compromet la paix. C'est ainsi que, involontairement sans doute, la politique italienne encourage les éléments de trouble, trop nombreux encore en Europe, qui aspirent à remettre en question les vieux litiges que la guerre a tranchés.

Que telles soient les vues de M. Mussolini, nous nous garderions de l'affirmer, mais ce sont les projets que lui prêtent les exégètes officieux de la pensée fasciste. Prenons, par exemple, un article récent du professeur Baldacci, de l'Université de Bologne, dans la *Volonta d'Italia*. Pour lui le travail de la diplomatie fasciste, dans les Balkans, rappelle l'époque brillante de l'empereur Trajan (qui, on le sait, conquit la Dacie, c'est-à-dire la Roumanie actuelle). Les derniers succès de notre politique, écrit le professeur, sont « le renouveau d'amitié avec la Roumanie et la Hongrie, qui fait suite à tous les traités de collaboration réciproque conclus avec la Grèce, la Bulgarie et l'Albanie. Ce programme adriatico-égéen-danubien, qui fut celui de la Rome impériale, et que M. Mussolini est en train de réaliser avec succès, portera ses fruits dans un temps très rapproché, parce que la région balkano-danubienne est économiquement très riche et que beaucoup de ses marchés attendent l'intensification du trafic italien. Il ne sera complet qu'avec la reconstitution du Monténégro, qui n'avait jamais connu d'esclavage jusqu'au traité de Versailles. Ce cercle est fait pour dominer cet ennemi fatal que l'Europe veut dresser contre l'Italie à la place de l'Autriche; il n'est pas encore complet, mais il le sera, parce que le Lovčen et les bouches de Cattaro doivent appartenir au Monténégro indépendant dont ils dépendent. »

C'est en raison des exagérations de pareils mégalomanes que la visite de M. Zaleski à M. Mussolini a pu faire naître certaines appréhensions soit en France, soit parmi les États de la Petite Entente. L'agence Stefani, après l'entretien de M. Zaleski avec le Duce, publiait une information où il était précisé que « les deux hommes d'État ont examiné différentes questions de politique générale et ont constaté l'uniformité des lignes directives de la politique des deux pays ». Comme il existe, depuis 1848, des sentiments d'amitié entre la Hongrie et la Pologne, on a pu se demander si « l'uniformité » affirmée par l'agence Stefani s'étendait au programme de revision des frontières hongroises. M. Zaleski a compris le danger et deviné le piège ; à plusieurs reprises, il a déclaré que les relations d'amitié entre la Pologne et l'Italie ne menaçaient nullement les frontières des États de la Petite Entente, notamment de la Roumanie, dont la Pologne est l'alliée, et que l'unité de vues ne signifiait pas autre chose que la commune intention de maintenir la paix. Voilà qui est rassurant. La presse polonaise et, de son côté, la presse roumaine, ont publié de nombreux articles destinés à réduire à ses justes proportions le programme imaginé par les journaux italiens : il n'est pas question d'un système nouveau où entreraient la Roumanie et la Pologne et dont l'objet serait de reconstituer une Hongrie plus puissante, et de réduire la Yougoslavie au rang d'une puissance de troisième ordre. A la vérité, on s'en doutait un peu ; mais il était bon que cela fût dit très haut. A vouloir exagérer ses avantages, la politique italienne finit généralement par les gâter.

Si la campagne que mène la diplomatie fasciste nous paraît dangereuse pour la paix européenne, on doit reconnaître que du moins elle s'appuie sur une connaissance précise des intérêts des peuples, de leurs aspirations et des mobiles qui déterminent leurs actes. On n'en saurait dire autant du pacte multilatéral que le secrétaire d'État Kellogg, au nom du président des États-Unis, propose à tous les États civilisés afin de mettre « la guerre hors la loi ». La France qui, on s'en souvient, avait imaginé cette formule défectueuse, ne proposait qu'un pacte bilatéral entre les États-Unis et elle-même. Les États-Unis ne faisant pas partie de la Société des nations, il était naturel qu'un engagement spécial, qui serait la constatation juridique d'une vieille amitié historique, fût contracté entre la France et l'Amérique. Mais, dans le projet de M. Kellogg, tout se transforme. On aperçoit, à cette manifestation d'idéologie pacifique, qui procède

à la fois de la Bible et de Jean-Jacques Rousseau, un double objet : d'abord forger à l'avantage des Républicains une arme pour la prochaine élection présidentielle, ensuite grouper autour des États-Unis toutes les puissances et faire peu à peu le vide à Genève. Il eût été plus prudent, pour la France, de décliner dès l'abord tout pacte multilatéral comme incompatible avec la Société des nations et ses lois. M. Briand, au contraire, tout en se ralliant au principe d'un pacte général, a fait des réserves et présenté un contre-projet dont les amendements ont le triple inconvénient d'être insuffisants en eux-mêmes, de servir de prétexte à certaines malveillances pour faire croire que la France entend laisser ouvertes les portes par où pourrait passer la guerre, et enfin d'être probablement rejetés par les États-Unis.

Le projet français, cherchant à tenir compte des réalités politiques et humaines, précise et distingue. La guerre est condamnée « comme instrument de politique nationale, c'est-à-dire comme instrument d'une action politique personnelle, spontanée et indépendante dont les puissances prendraient l'initiative et non d'une action dans laquelle elles se trouveraient entraînées par l'application d'un traité tel que le pacte de la Société des nations ou tout autre traité enregistré à la Société des nations ». Le nouveau traité ne devrait porter aucune atteinte aux droits et obligations résultant pour les puissances contractantes des actes internationaux antérieurs auxquels elles sont parties. En principe, « l'acceptation générale » serait nécessaire pour la mise en vigueur du traité. Il est évident que toutes les puissances membres de la Société des nations ne devraient signer le traité nouveau qu'amendé par les réserves formulées par la France; il n'est pas certain cependant que l'Angleterre, l'Allemagne, l'Italie et le Japon, auxquels les projets américain et français sont actuellement soumis, appuient en l'occurrence notre diplomatie. En Amérique son attitude risque d'être mal interprétée, et, en Europe, elle exécute un cavalier seul qui pourrait n'être, en face de partenaires qui ne sont pas tous bienveillants, ni sans inconvénients ni sans dangers. La France aura de la peine à ne pas laisser quelques plumes dans cette galère. On se demande aussi ce qu'elle allait y faire.

René Pinon.

Le Directeur-Gérant : René Doumic.

L'HABIT VERT EN SUÈDE

UNE MISSION ACADÉMIQUE

Pour remplir cette petite ambassade littéraire en Suède, j'eus l'honneur d'être désigné par l'Académie à une séance du mois de mars 1927. Notre secrétaire perpétuel nous avait donné lecture d'une lettre venue de Stockholm, où le président de l'Alliance française, M. O.-G. de Heidenstam, nous annonçait la célébration de l'anniversaire de sa fondation le 5 mai, et nous invitait à nous y faire représenter officiellement, ajoutant, non sans quelque émotion :

L'Alliance française de Stockholm compte aujourd'hui plus de deux mille membres, plus encore un tiers de ce nombre en province. Nous organisons tous les mois de l'hiver des conférences très suivies, où des conférenciers invités exprès de France viennent parler, tant ici qu'en province, de la littérature, des arts et des sciences en France.

De plus, nous avons fondé et subventionné, auprès de l'Institut civique de la ville, des classes spéciales de français accessibles aux jeunes gens de toutes les classes de la société où ils peuvent obtenir des certificats d'étude du français et de la littérature française.

Depuis que ces classes ont été fondées, il y a trente-cinq ans, plus de 10 000 jeunes gens les ont suivies régulièrement et obtenu ces certificats de connaissance du français et, en une certaine mesure, des lettres françaises...

Comment l'Académie fût-elle demeurée insensible à un tel effort, exposé par un vieillard chargé d'honneurs et d'un nom

Copyright by Henry Bordeaux, 1928.

illustre dans la diplomatie, l'histoire et les lettres? M. O.-G. de Heidenstam, ancien chambellan, est l'auteur de ce livre, *Marie-Antoinette, Fersen et Barnave*, où la correspondance politique de la Reine, confiée à Fersen, fut enfin publiée. Son cousin, Verner de Heidenstam, est aujourd'hui l'un des plus grands écrivains de la Suède et, avec Mlle Selma Lagerlöf, le plus connu en Europe. Nos Alliances françaises, répandues sur tout le globe, maintiennent ou propagent le goût de notre langue et de notre littérature. Mais l'Académie, en me chargeant de la représenter, ne soupçonnait pas qu'elle réveillait en moi d'anciens songes endormis. A l'âge où l'on bâtit des châteaux en Espagne, ou en Orient, j'en avais construit en Suède. Je me revois au collège, pendant les études du soir, rêvant sur un livre ouvert, — ouvert lui-même sur des perspectives infinies L'enfant que je suis alors imagine des crépuscules rejoignant les aurores, un ciel pur rejoignant des étendues de neige, et sur les paysages blanc et or le cortège d'un héros. Le livre, c'est un livre classique que je n'ai pas besoin de dissimuler comme tant d'autres, comme les romantiques, comme les Daudet ou les Loti que recèle mon pupitre. C'est un livre de prose, clair et lucide, aux contours arrêtés. Comment rêver là-dessus? C'est le *Charles XII* de Voltaire...

Avant de partir, me trouvant à Nice, j'eus la bonne fortune d'y recevoir audience de S. M. Gustave V, qui prenait ses vacances sur la Côte d'Azur. Il y vit le plus simplement du monde pendant quelques semaines chaque année et tire son plus vif plaisir de son sport favori, le tennis. Qui ne l'a rencontré sur la Promenade des Anglais, haut, mince, droit, sec, élégant, presque grêle, et le visage souriant?

— Repos absolu, me déclare-t-il. Le prince héritier assure le service. C'est une bonne préparation à son rôle futur. Ainsi mon père en usa-t-il avec moi.

Et, après s'être informé du sujet de mon futur discours à Stockholm, — j'ai choisi les relations de la fameuse reine Christine avec l'Académie, — il juge d'un mot sa devancière sur le trône :

— Elle eut le tort d'abdiquer. La royauté est aussi un métier, avec ses risques professionnels. Elle oblige.

Elle oblige, certes, et je pense à tous les souverains qui

prirent la fuite depuis un siècle, spécialement à l'empereur et aux princes allemands qui s'empressèrent, la guerre perdue, de gagner le large.

Je devais revoir le roi de Suède au déjeuner offert le 27 avril par le Président de la République, qui voulut bien ne pas oublier le délégué de l'Académie. Mais un déjeuner officiel glace forcément les conversations. Et le hasard fit que, l'ayant rencontré à Nice et à Paris, je ne le vis point à mon passage à Stockholm. Il voyageait lui-même à travers son vaste royaume.

Cependant je croyais bien montrer en Suède le premier habit vert. Or, j'y avais été précédé par *l'Habit vert* de Robert de Flers et Gaston de Caillavet qui, déjà, y fut accueilli à merveille. Le mien n'y parut qu'en second. Néanmoins, plus véridique, il eut un certain succès de curiosité. Le lendemain de la cérémonie où je l'arborai, comme je désirais me rendre compte des sentiments de la presse suédoise à mon endroit, je fus puni de cette frivole pensée qui n'allait peut-être pas sans quelque vanité. Car je ne pus rien déchiffrer de cette langue dont les racines avec l'allemand ou l'anglais n'apparaissent guère à première lecture, rien, sinon un mot : *frac*. Il était question de l'habit vert!

L'ARRIVÉE A STOCKHOLM

Mai 1927.

Deux nuits et presque deux jours de chemin de fer. J'aurais préféré l'avion qui, partant du Bourget le matin, vous dépose le soir même en Suède, à Malmoe. Mais nous ne sommes pas encore accoutumés à nous servir de l'avion et les sollicitudes familiales le proscrivent. Pendant la guerre, ou en Syrie, n'ai-je pas du moins profité de l'éloignement et de ma liberté pour boire les routes de l'air? Une heure d'arrêt à Cologne où je séjournai naguère, le temps de voir deux fois la cathédrale, la première au sortir de la gare, comme une apparition dans le soleil, avec sa haute nef pressée et presque écrasée par le rapprochement des deux tours ajourées, — la seconde, du pont sur le Rhin, plus élevée encore et dominatrice, entachée d'orgueil humain et achevée trop tard pour bénéficier des siècles de ferveur et de la patine de la foi.

A Hambourg, où le loisir me manque pour visiter la ville, — je m'y arrêterai au retour, — je surprends le premier geste qui, depuis la guerre, m'attire vers l'Allemagne par sa jolie franchise amoureuse. Une jeune fille a dit adieu à son fiancé, à son ami qui occupe le compartiment voisin du mien. Elle est restée gantée et les adieux ont été corrects, presque froids. Mais, comme le train s'ébranle, voici qu'elle arrache son gant et poursuit le train, la main nue offerte au jeune homme qui ne peut que la presser sans y poser les lèvres, mais qui la garde un instant pour en recevoir le contact, en sorte que la jeune fille doit se mettre à courir pour ne pas la lui arracher. Et puis la main est retombée, et la fugitive est restée à demi lancée, toute rougissante de sa tardive et timide audace. Comment ne pas la regarder avec complaisance? Par son geste qui est de partout, n'efface-t-elle pas bien des dissemblances de race?

... J'ai traversé la mer, de nuit, sans m'en douter, sur les grands bacs et je me réveille dans le port de Malmöe par un jour radieux, digne de la Côte d'Azur. C'est la grande surprise qui attend le voyageur dans les pays du nord, s'il est mal renseigné et si, par exemple, il n'a pas lu le *Charles XII* de Voltaire, où il est question de l'air pur et du ciel serein de la Suède. On croit rencontrer des brumes, et la limpidité et la transparence de l'air et du ciel sont admirables. Sur le parcours, de Malmoe à Stockholm, d'innombrables petits lacs, bordés de sapins ou de bouleaux blancs et frêles viennent encore doubler la lumière. On dirait, dans ces verts paysages, de clairs yeux qui sourient. Ajoutez des maisons de bois, peintes en blanc ou en rouge, et qui semblent posées sur le sol comme un jeu de constructions, de petits jardins où le printemps retardataire n'est pas encore entré, des champs cultivés et comme durcis, contractés, concentrés sur les moissons futures qu'il faut jalousement garder, des boqueteaux aux fûts minces et lisses, aux branches dépouillées qui ne se pressent guère de bourgeonner.

De temps à autre je voudrais jeter un coup d'œil sur la petite bibliothèque que j'ai emportée, *la Suède* d'André Bellessort, l'*Histoire de la littérature suédoise* d'Henrik Schück, mais j'ai bien le temps de lire et ces images se précipitent en arrière. Mon compagnon de route, M. Gottfried Vennersten, président

de l'Alliance française de Linköping, qui, avec cette merveilleuse courtoisie scandinave dont les prévenances ne se lassent jamais, est venu à ma rencontre jusqu'en Allemagne, est d'ailleurs saisi d'une crainte touchante. Il a pour son pays tant d'amour qu'il se méfie de tous les livres : s'ils ne contenaient pas assez d'éloges, s'ils allaient me communiquer des idées fausses? Et il prend les devants. Il m'assure que l'ouvrage de Bellessort est déjà ancien, que la Suède a bien changé depuis vingt ans. Autrefois, il pouvait y avoir quelque gêne, quelque ennui au cours des longs hivers aux journées si courtes ; les jeunes gens devaient attendre, pour se marier, des situations lentes à venir ; l'existence était dure et difficile, les mœurs rudes. Tandis que le développement industriel a répandu presque partout l'aisance. Tous les villages sont éclairés à la lumière électrique et pourvus du téléphone et de la T. S. F. Les derniers progrès de la science ont chassé la pauvreté et l'ennui, et la tristesse. Le socialisme est calme, parce que personne ne souffre. Le féminisme, exalté par Ellen Key, s'est assagi. Les exercices physiques ont achevé la beauté de la race. Enfin la Suède, malgré les influences germaniques du dernier siècle, n'a pas cessé d'être entraînée par des tendances latines vers les pays de soleil et de clarté. Je l'écoute parler et je souris de plaisir : nous ne savons pas en France dire ainsi, avec tant de bonne foi et d'élan, du bien de notre pays. Ce tableau idyllique est peut-être vrai : dans tous les cas, l'optimisme du peintre crée déjà une atmosphère favorable. Et dans le wagon-restaurant aux boiseries plaisantes et presque lumineuses, comme il lève son verre en me regardant, pour cet échange de *skauls* dont je commence l'apprentissage et qui me suivra d'une façon ininterrompue au cours de tous les repas, c'est en l'honneur de la Suède que je lui fais raison.

Stockholm, enfin, nous apparaît toute embrasée au soleil couchant. Comme elle mérite bien son surnom de Venise du nord ! Elle est toute rose et toute dorée, ses palais, ses églises, ses places, et surtout ses eaux, car, prise entre l'Archipel et le lac Mælar, elle est à demi aquatique et ses bassins intérieurs sont comme des fontaines lumineuses. Spectacle féerique et d'autant plus féerique qu'il est inattendu. Comment croire, en remontant ainsi les degrés de latitude, qu'on trouvera tout à coup une ville d'Orient? Me voici installé, au cœur même

de la cité, au Grand Hôtel : en face de moi, de l'autre côté du petit lac, c'est le Château Royal aux pures lignes droites, harmonieux comme notre Louvre, qui se découpe avec une netteté aussi franche que le Parthénon sur le ciel grec. Il se double dans les eaux dont le frisson brise et sans cesse rétablit son dessin régulier. Quel est cet autre monument, d'une architecture si heureuse, en rectangle allongé, soutenu par des colonnades incrustées dans la façade, et recouvert d'un cuivre vert aux tons sourds? Le Palais de la Noblesse. Et ces flèches et ces minarets? Et cette fuite de la ville, là-bas, vers la mer, où, dans les bouquets d'arbres, un palais se détache, mauve et lilas? Sur tout ce décor passent des ombres rapides : vols de mouettes blanches qui battent des ailes et s'interposent un instant entre le regard et ces visions colorées.

Je resterais sur ce balcon jusqu'à la tombée du soir, si le soir consent à éteindre ce bel incendie. Mais on exige ma présence dans un salon où déjà les lampes électriques s'allument. Les journalistes sont là qui me guettent et m'attendent. Ne suis-je pas leur proie désignée? Il me faut déjà leur donner mon opinion sur leur pays. Mon opinion? je n'en ai qu'une encore : celle de la fenêtre. Hélas! quand j'ai le loisir d'y retourner, je ne reconnais plus Stockholm. L'heure inoubliable, l'heure dorée est passée. Une teinte grise uniforme s'est substituée au prodigieux couchant avec une rapidité inconcevable. Est-ce donc si court, ici, le temps de la lumière? Si court le plaisir? Si courte la vie? Cependant, même dans la nuit qui vient, le Château Royal garde sa beauté, venue de cette fermeté et de cet accord des lignes qui, pour nous émouvoir, peuvent se passer de la couleur...

LE CHATEAU ROYAL

Mai 1927.

Certes, je ne viens pas découvrir la Suède. Je me contenterai donc de noter quelques visions et quelques observations, de bâtir quelques châteaux comme au collège, autrefois, pendant les études du soir, quand mon imagination, pour construire, n'avait besoin que de quelques phrases. Le premier de ces châteaux, n'est-ce pas ce Château Royal que j'ai vu la veille embrasé?

Hélas ! c'était un de ces couchants qui précèdent le mauvais temps et brillent d'un éclat particulier, comme une femme qui veut remporter avant l'âge un dernier triomphe. Le lendemain, le ciel était sombre et bas et l'on eût dit qu'il allait tomber. Stockholm ne ressemblait plus à Venise, mais plutôt à Genève l'hiver. Oui, Genève l'hiver, quand les brumes du lac Léman l'environnent, tout à fait Genève dans son port, avec l'alignement des bateaux blancs et les vols indéfinis de mouettes, la mélancolique Genève assoupie et calme. Je cherchais des yeux la cathédrale Saint-Pierre et mon regard, heurtant le Château Royal, ne pouvait plus s'en détacher. Je connais peu de monuments, sauf notre Louvre incomparable, d'une telle perfection de lignes sur l'horizon.

Il a remplacé l'ancien château des Trois Couronnes, qui fut brûlé à la fin du XVIIe siècle. Le feu a détruit en Suède, en Norvège, en Danemark tant de palais ou d'églises, qu'il en est resté une crainte superstitieuse, bien que les défenses contre l'incendie soient aujourd'hui plus efficaces qu'autrefois : dans tous les hôtels, le voyageur est invité, par une petite affiche, à s'assurer au plus tôt des moyens de sortie en cas de sinistre. Mais la pierre est aujourd'hui plus résistante que le bois, et nos moyens d'extinction plus nombreux et plus sûrs. Donc, le château fut reconstruit au XVIIIe siècle sur un modèle de la Renaissance italienne. La pureté de son style est un enchantement. De la fenêtre de mon hôtel qui ouvrait en face de lui, de l'autre côté d'un bras de l'Archipel, je le découvrais chaque matin avec une joie nouvelle et ne rentrais pas le soir sans tirer les rideaux et le regarder encore, éclairé à la lumière électrique. Doit-il sa beauté à l'heureux calcul de ses arêtes droïtes et à la proportion de ses façades qui forment un quadrilatère autour d'une cour intérieure? Oui, sans doute, mais aussi à une situation unique, car il est bâti à la jonction du lac Mælar avec la mer et il domine, non seulement la Cité, mais un panorama étendu, divers et charmant, où les arbres et les eaux environnent les maisons.

Là, je fus convié à assister à une causerie du prince héritier sur le voyage autour du monde qu'il entreprit avec la princesse Louise au si gracieux sourire grave, et dont il a rapporté, avec de belles collections de faïences chinoises, de merveilleuses photographies de l'Extrême-Orient et de l'Inde. Les plus

curieuses de ces images projetées sur l'écran se rapportaient aux palais des empereurs de Chine et à leurs tombeaux. Le prince les commentait avec une bonne grâce et un humour que je pouvais juger, ignorant la langue suédoise, au plaisir des auditeurs. Mais quand il voulut bien me donner audience, je ne pus me tenir d'admirer son français.

— Oh! je le parle comme tout le monde, se récria-t-il modestement.

Comme tout le monde! Ah! que voilà une parole que je souhaiterais exacte! Car le français n'est plus parlé en Suède autant qu'autrefois, au temps de l'alliance entre les deux pays, sous Gustave-Adolphe et sous Gustave III, au temps où les étudiants suédois venaient achever leurs études à Paris. D'autres influences se sont substituées à la nôtre, et il conviendrait de renouer des liens intellectuels qui, dans le passé, furent si étroits. Car un voyage en Suède permet de retrouver tant de souvenirs de France! L'éloignement n'est pas si grand, et dans cette Cité des étudiants qui se construit à Paris, aux abords du Parc Montsouris, et qui déjà compte, outre le pavillon canadien, un pavillon belge et un pavillon argentin, il conviendra de faire place à un pavillon suédois.

Cependant, comme je visitais le Château Royal, j'y découvris, non sans surprise, un très beau portrait de Pierre le Grand, de Pierre le Grand l'ennemi et finalement le vainqueur de Charles XII. Comme je m'en étonnais auprès du maréchal du palais, il me répondit avec un sourire :

— La guerre, en ce temps-là, était chevaleresque.

Oui, mais la statue de Charles XII que j'ai vue sur une place de Stockholm n'est-elle pas un symbole? Le Roi montre de son bras tendu un point de l'horizon d'où viendra le danger : il désigne la Russie.

— Charles XII, répondis-je, fut chevaleresque à Narva, où il renvoya les prisonniers russes. Mais Pierre le Grand, après Pultawa, ne renvoya pas les prisonniers suédois.

— Comme vous savez notre histoire!

— Elle est si belle!

En effet, cette histoire de Suède, avec ses Gustave-Adolphe, ses Charles XII, ses Gustave III, est si héroïque et séduisante qu'elle ne peut s'oublier.

... Plus tard, à la fin de mon voyage, quand je quittai

Stockholm, une dernière fois j'enveloppai du regard ce magnifique Château Royal, qui est certainement l'un des plus beaux palais du monde.

LE TOMBEAU DE CHARLES XII

C'est un peu, c'est beaucoup pour cette histoire de la Suède que je suis venu à Stockholm avec tant d'élan. Gustave-Adolphe, le géant généreux et l'invincible guerrier, la bizarre et trop intelligente et équivoque reine Christine, Gustave III élevé à la française, fastueux, magnanime, ami des fêtes et des spectacles et ennemi de la Révolution, se sont rapprochés comme des êtres vivants, mais je suis demeuré fidèle à mon héros des années de collège, à Charles XII l'envoûteur. Les enfants, comme les peuples, sentent confusément la poésie du malheur. Il y a chez les vaincus, lorsqu'ils ont opposé à leur destin une résistance acharnée, des puissances de suggestion qui échappent aux heureux du monde. De là cette auréole qui nimbe les Hector, les Roland, — mais non, Roland est mort en vainqueur, puisqu'il aligna les douze pairs avant de mourir, afin que Charlemagne ne pût douter de sa victoire, — les Charles XII. Sans le bûcher, comme Jeanne d'Arc susciterait moins de ferveur passionnée, et sans la mort à Sainte-Hélène, le culte de Napoléon serait plus dur et moins humain.

J'ai donc cherché en Suède les traces et les images de mon roi chevalier. Non sans peine, après avoir successivement salué Gustave Vasa, Gustave-Adolphe et le chancelier Oxenstiern, j'ai découvert sa statue sur une place de Stockholm : il est à pied, l'épée à la main et montre du doigt la Russie. Il appelle aux armes. Il avertit du danger. Ou plutôt il court au-devant. *Il est à pied :* le sculpteur a compris l'inutilité de le hausser sur un cheval. A pied, il est bien assez grand. Rien ne le distinguait du commun au premier abord, ni la taille, ni la beauté, ni l'attitude. Il se tenait assez mal, il avait horreur de toute pose, il était même timide, l'air embarrassé. Mais il y avait en lui, sur son visage sans grâce, dans ses yeux troubles de rêveur, une force d'irradiation et de magnétisme qui tenait du prodige.

A l'université d'Upsala, je me suis arrêté longtemps devant un portrait de lui, pour y surprendre son secret. La toile est un peu assombrie. Il est représenté en pied, très grand (or il

ne l'était pas, mais sans doute l'imagination populaire le grandissait-elle), maigre, les mains enfouies dans des gantelets de fer, le visage rasé taillé à coups de serpe, les yeux relevés à la mongole. Non, son secret n'est pas là. Le peintre ne l'a pas su rendre ou ne l'a pas pénétré.

Il est enseveli dans le Saint-Denis des souverains suédois, l'église de Riddarholmen qui apparaît au bout d'un pont, dominée par sa haute tour de fonte et comme escortée d'absides latérales. Incendiée elle aussi, elle a été reconstruite plusieurs fois et accommodée à l'usage des tombeaux royaux. Avec sa décoration intérieure aux armoiries des chevaliers de l'ordre des Séraphins, ses trophées de guerre, drapeaux, armes, cymbales, tambours, elle rappellerait la chapelle des Invalides, mais sans ordre et sans la concentration de la pensée sur le sarcophage de l'Empereur au fond de la cuve. L'intérêt se dissémine sur les chapelles sépulcrales : chapelle des Gustave, Gustave-Adolphe et Gustave III; chapelle de la dynastie de Bernadotte; enfin, au nord du chœur, chapelle des Charles. Le sarcophage de Charles XII, en marbre gris sur un socle de marbre vert, est là.

Il est là, mais on ne l'y a pas laissé tranquille. Ses os ont été troublés jusque dans la tombe. Périodiquement s'ouvrait une polémique historique sur la mort du héros suédois au siège de Frederickshald en Norvège. La balle qui l'a frappé venait-elle de l'avant ou de l'arrière? A-t-il été tué par un ennemi, ou par un de ses soldats? Par un de ses soldats, comment le supposer? L'accusation sacrilège, cependant, a été portée. N'avait-il pas abusé de ses hommes et de son peuple? Dix-huit ans il avait guerroyé sans rentrer dans son royaume, contre les Danois, les Polonais, les Russes, les Prussiens, les Turcs, les Norvégiens, contre le monde entier. En vain la famine et la peste avaient-elles ravagé son royaume. Il ne voulait pas céder. La Suède était à bout : qui la délivrerait de son maître, de son chevalier, de son défenseur? Il y a une limite aux forces humaines, et d'une telle distance il l'avait dépassée! Alors n'était-il pas possible?... Pour connaître la vérité, le cercueil fut ouvert et le corps mis à jour il y a quelques années. Les spécialistes ont étudié le trajet de la balle, les témoignages ont été invoqués sur la position du Roi au moment de la mort. Débat étrange autour d'un cadavre de deux cents ans. Mais le

cadavre embaumé résistait au temps. Les traits presque intacts se pouvaient encore interroger. Et la réponse? Quelle réponse formuler, et comment savoir si Charles XII regardait en avant, du côté de l'ennemi, ou se tournait vers ses soldats pour les soutenir et les entraîner encore? Elle fut donnée pourtant. L'archevêque protestant d'Upsala, primat de Suède, Mgr Nathan Söderblom me l'a donnée à Upsala indirectement avec ce récit :

— J'étais entré dans l'église, me dit-il, pendant que le tombeau était ouvert et que le visage du Roi était à nu. J'étais en retrait et caché à demi par un pilier. La garde avait été relevée. Celui qui devait la monter devant le sarcophage était un tout jeune soldat de la dernière classe. Il erra un instant sans me voir dans la chapelle des Charles qui lui était confiée et qu'il ne connaissait pas, et je le vis s'arrêter devant le tombeau. Il regarda le Roi mort, et le Roi dut lui parler, car je pus suivre la trace de deux larmes sur ses joues.

A deux cents ans de distance, un petit soldat suédois donnait la réponse. Charles XII l'envoûteur le faisait pleurer. Celui-là, comme les autres, se fût offert pour lui à la mort. La balle ne pouvait être qu'une balle ennemie.

Voltaire a été son historien. Mais il a trouvé un poète chez lui, ce Verner de Heidenstam que j'aurais souhaité de rencontrer dans sa résidence au bord du lac Wetter où il vit en solitaire dédaigneux du monde, en compagnie de ses songes et de ses souvenirs, d'où il était parti un jour pour l'Orient, mais en Orient même, il eut la nostalgie de son triste pays : « J'aspire à revenir, soupire-t-il dans un des poèmes de *Pèlerinages et Pérégrinations*, depuis de longues années; même dans mon sommeil j'ai senti ce désir, en quelque lieu que je sois, j'aspire à revoir les champs, les pierres où, enfant, je jouais. » Il revint et, revenu, il écrivit ces *Carolins*, *Chronique de Charles XII*, qui ont été traduits du suédois par Mme Jacques de Coussange, à qui nous devons encore d'excellentes traductions d'Ellen Key, de Victor Rydberg et de Nathan Söderblom, et un beau livre sur *la Scandinavie*. Les *Carolins*, ce sont les compagnons de Charles XII. Je ne crois pas que jamais historien ou poète ait rendu plus sensible la prise de possession des soldats par le chef. Qu'y a-t-il donc en lui? On ne le sait pas, nul ne parvient à le savoir, et nul ne lui résiste. Quand il n'est pas là,

chacun jure de s'affranchir. Il paraît : tous se donnent. Et le portrait du Roi se compose petit à petit des traits que chacun fournit, comme le feu jaillit des sarments assemblés. Les sarments sont assemblés, mais qui a mis l'étincelle?

Voici, par exemple, *la Maison fortifiée*. Les Suédois ont été surpris par l'hiver dans leur campagne contre les Russes. Généraux et officiers d'état-major, entassés dans une mauvaise cabane où l'on gèle, critiquent les opérations et se gaussent du génie militaire du Roi. Le Roi entre : ils se taisent. Charles XII « n'était plus le jeune homme à demi enfant et plein d'enthousiasme que ses sujets avaient connu naguère. Seule, sa silhouette d'adolescent aux épaules étroites était la même. Ses habits étaient noirs et sales. Le pli autour de sa lèvre supérieure qui avançait légèrement était devenu plus profond et légèrement grimaçant. Il avait eu une joue et le nez gelés : ses paupières étaient rouges et gonflées par le froid. Autour du crâne déjà dégarni, ses cheveux se dressaient comme une couronne crénelée ». Est-ce là l'image de l'un de ces hommes qui ébranlent l'imagination et créent des fanatismes? Par surcroît, il est gauche et timide. Et il demande timidement et gauchement une escorte de quelques hommes pour une excursion. Le chef d'état-major lui objecte que le pays est infesté de cosaques. Bagatelle. Qui l'accompagnera? Un enseigne, nouveau venu, qui a entendu déblatérer contre le Roi et voit celui-ci pour la première fois, fera partie du peloton. Les voilà partis sur la route glacée. Les chevaux glissent, les cavaliers en profitent pour se dérober, et bientôt il n'y a plus en selle que le Roi et l'enseigne pour la périlleuse expédition. Ils délogent d'une baraque les cosaques qui s'enfuient, et ils délivrent dans la cave un major holsteinois prisonnier et utilisé comme une bête de somme pour faire monter l'eau. Comment rentrer? Ils n'ont que deux chevaux pour trois. « Conduisez les deux chevaux à l'écurie, ordonne joyeusement le Roi à l'enseigne. Trois hommes ne peuvent commodément monter deux chevaux, c'est pourquoi nous demeurerons ici jusqu'à ce que quelques-uns de ces cosaques viennent par là et que nous puissions leur prendre un autre cheval. Restez vous-même en sentinelle à la porte, monsieur. » La nuit se passe ainsi. Un ouragan se déchaîne qui ébranle la maison vermoulue. Le Roi se promène de long en large dans la pièce du haut, en proie à ses visions. L'en-

seigne monte la garde par le froid et la tempête. Le major va de l'un à l'autre, suppliant le Roi de partir. Le Roi sort un instant pour poser silencieusement son manteau sur les épaules de l'enseigne qui claque de froid. Cependant le Holsteinois ne cesse de grogner : « Le roi Carolus, dit-il à l'enseigne, rit de plaisir quand les ponts s'écroulent, que les hommes et les bêtes se noient. Pas de cœur dans la poitrine. Au diable soit-il ! Le roi Carolus est une de ces espèces de demi-génies suédois qui courent le monde, battent du tambour, paradent et font fiasco, tandis que le parterre siffle : *bis*. — Et c'est justement pour cela que les Suédois vont à la mort pour lui, répond l'enseigne, justement pour cela. » Et puis le Holsteinois subit l'envoûtement à son tour. Lui aussi veut mourir pour cet homme que ne peuvent comprendre ceux qui ne l'ont pas vu. « Il est si seul ! » murmure l'enseigne qui a compris dans le voisinage de la mort la plaie véritable du Roi. Et l'enseigne meurt de froid à son poste, enveloppé dans le manteau du Roi. Charles XII ne s'en émeut pas. De quoi pourrait-il s'émouvoir ? « Puisque nous ne sommes que deux, dit-il au major, nous pouvons nous en revenir à l'aise, chacun sur notre cheval, ainsi qu'il a été dit. » Le Holsteinois le hait à cet instant, mais il obéit. Et comme il passe devant la sentinelle, il lève son chapeau : « C'est une joie pour un héros de voir la mort d'un héros. Merci, camarade. »

Le roi de fer, après dix-huit ans de luttes épiques, a mis le siège devant Frederickshald. Le peuple de Suède souffre le martyre et les soldats sont épuisés. Qu'exige d'eux encore le terrible sorcier? Et voici un nouveau portrait : « Il s'avançait entre les pins, suivi de trabans qui, leurs épées nues, formaient une longue suite et conduisaient ses chevaux. Il marchait en avant, et ses pieds foulaient la neige du chemin. Le soleil et la gelée avaient, avec les années, donné à son visage cicatrisé et ratatiné une couleur plus sombre, et entre les sourcils il y avait un pli profond. Quand il mit son bonnet de fourrure sous son bras et répondit de tous côtés au salut des troupes, la neige tomba sur son crâne chauve. Peu à peu les généraux s'assemblèrent autour de lui; les trabans coupèrent avec leurs rapières quelques branches de sapins et les répandirent sur le sol. Pendant tout ce temps il demeura nu-tête sous la tempête de neige, et les touffes de ses cheveux qui se dressaient toutes grises sur

ses tempes semblaient être une couronne de feuilles blanchies par la gelée. Il ordonna aux soldats de mettre leurs armes en faisceaux et de faire des feux, les musiciens furent placés contre la montagne et jouèrent jusqu'au coucher du soleil. » Et Charles XII prématurément vieilli, — il n'a pas quarante ans, — se moque du danger, mais il le sent *suspendu sur sa tête comme une ombre lourde, et ce sentiment lui donne la tranquillité d'une jeunesse disparue.* Un mauvais soldat, Tolle Orasson, se laisse acheter par l'ennemi pour le tuer, mais il le voit et d'un regard il est conquis. Certes non, la balle qui tue le Roi n'est pas une balle suédoise, puisque Tolle Orasson n'a pas pu tuer. Le Roi est mort, et c'est le funèbre cortège sous la lune. « Contre qui tirait-il son épée? murmure Tolle Orasson, car le dernier geste du mort fut pour dégaîner. Moi-même, à présent, je le sais. Contre tous... N'est-ce pas ainsi qu'un héros doit mourir?... Il croyait. Il croyait à la justice de son œuvre. Le Seigneur Dieu pardonne aux téméraires comme lui. A des téméraires comme lui, même les hommes pardonnent. »

La statue de Stockholm, ce n'est pas la Russie que son doigt levé désigne, ce n'est pas l'ennemi héréditaire, c'est le monde invisible contre qui ce don Quichotte royal s'est magnifiquement battu pour la gloire, pour l'honneur, pour l'idéal. Le personnage de Voltaire paraît falot auprès du héros de Verner de Heidenstam. Et cependant celui-ci n'explique rien : il constate, il enregistre les enchantements du magnétiseur, de l'envoûteur, du sorcier. Qui d'ailleurs, d'entre les psychologues, a jamais analysé cette faculté d'aimantation qu'exercent certains hommes? Leurs dons physiques ou intérieurs ne les peuvent toujours expliquer. Mais qui d'entre les psychologues a jamais analysé la naissance du génie? Et celle de l'amour qui précipite un être vers un autre être, en dépit de tous les obstacles, sur la seule indication d'un regard et d'un désir, même s'ils mettent des années avant de s'expliquer à eux-mêmes le fatal enchaînement? La chair ou le regard s'éclaire-t-il de quelque lumière intérieure, aperçue de tous — ou de quelques-uns, ou d'un seul, — et servant de signal? Ceux qui ont ce pouvoir mystérieux ne s'en rendent pas toujours un compte immédiat. Et puis, quand ils s'en sont rendu compte, ils commencent d'en abuser. C'est l'histoire de Charles XII.

AIR DE FRANCE

Le sujet que j'avais choisi pour prendre la parole à Stockholm à la fête de l'Alliance ne devait pas manquer de plaire, à mon avis, au public suédois. J'avais, avant le départ, relevé dans nos archives les relations des souverains de Suède avec l'Académie française et découvert des détails assez pittoresques : la lettre adressée par la reine Christine aux académiciens en leur envoyant son portrait, sa visite racontée par Patru à d'Ablancourt, et le récit de la visite de Gustave III, un siècle plus tard, pour qui l'Académie organisa un véritable divertissement avec un dialogue des morts où d'Alembert faisait rencontrer aux Champs élyséens Christine et Descartes, et une comédie en deux actes de Marmontel, *l'Ami de la maison*, lue par l'auteur d'une voix agréable. Sur ce thème, j'avais pu broder quelques variations et apporter ainsi à Stockholm un air de France.

Mais je ne m'attendais pas à retrouver là-bas cet air de France. Deux siècles d'amitié franco-suédoise sont encore sensibles dans la Venise du Nord. Que Gustave-Adolphe ait été l'allié de Richelieu, et Gustave III celui de Louis XV et de Louis XVI, il y paraît encore. Ce beau palais de la noblesse, aux formes parfaites, avec une toiture de cuivre vert d'un ton si heureusement patiné — le monument le plus achevé de la capitale après ou avec le Château Royal d'une pureté classique — est l'œuvre d'un architecte français, Simon de la Vallée. Le musée, quel pays de connaissance! Voici d'exquis Lancret, des Nattier séduisants, et ces Chardin sont plus beaux que ceux du Louvre : ils représentent les occupations de la vie privée et c'est la poésie de tous les jours, ou, comme dit Francis Jammes,

Le bonheur que Dieu donne à la vie ordinaire.

Il y a aussi, de lui, une nature morte, un lièvre pendu au-dessus d'un chaudron aux tons sourds et chauds à la fois qui est une merveille, et pourtant je ne goûte qu'à demi les natures mortes. Le plus beau des Boucher est ici, et c'est la *Naissance de Vénus :* quel éclat nacré de la chair, et quel jardin de volupté, cette mer d'où jaillissent des corps blancs! Plus loin, une Marie-Antoinette se promène avec ses enfants dans le parc de Trianon.

Sommes-nous à Versailles et à la Cour de France? La Suède envoya en France pendant tout le XVIIIe siècle des ambassadeurs d'un goût éclairé et d'une générosité princière, spécialement un comte de Tessin qui fut sans contredit le premier des amateurs d'art et qui d'ailleurs se ruina. Ruine heureuse, car Gustave III acheta sa collection. La reine Christine avait emporté la sienne à Rome. Ce Gustave III, élevé à la française, apporta en Suède les modes de France. Il y fit venir des comédiens français qui jouaient dans ses châteaux de Gripsholm et de Drottningholm. Lui-même composait des pièces. Il aimait notre littérature. Par surcroît, il fut un grand souverain. Ce fut lui qui fonda l'Académie suédoise sur le modèle de la nôtre.

L'Alliance française de Stockholm que préside avec tant de courtoisie et toute l'autorité de ses quatre-vingts ans le chambellan de Heidenstam, compte deux mille adhérents. Son rôle est extrêmement bienfaisant pour notre pays, car sans elle la langue française serait en grande régression. Elle n'est point parlée dans le peuple, et il est difficile de se faire comprendre, sauf dans les grands hôtels. Nous n'allons pas assez en Suède et nous n'y offrons pas assez nos produits. Le commerce étranger, surtout l'américain, l'a envahie, et il semble pourtant que nos soieries, nos parfumeries, nos objets de toilette et bien d'autres articles, et nos automobiles surtout, pourraient aisément entrer en concurrence avec les produits américains.

A l'œuvre de l'Alliance il faut ajouter celle de l'Église réformée française de Stockholm, dont la reconnaissance officielle par le gouvernement suédois remonte à 1724, mais qui existait officieusement depuis 1642. Elle possède une très riche bibliothèque circulante de livres français destinés à répandre le goût de notre langue et de notre littérature. Le livre, le beau livre français, quels services n'a-t-il pas rendus à notre pays dans les relations internationales? Partout où j'ai voyagé, j'ai ressenti l'orgueil d'appartenir, modeste cadet, à la glorieuse lignée de nos écrivains.

Cependant, c'est encore l'École française de Stockholm qui répand le plus efficacement notre culture en Suède. Cet établissement secondaire de jeunes filles compte plus de trois cents élèves appartenant aux meilleures familles de la capitale. Sur le rapport que j'ai présenté au retour à l'Académie, afin de le proposer pour une de nos récompenses, je relève ces indica-

tions : « L'Enseignement y a pour base l'enseignement en français et l'enseignement en suédois. L'enseignement en français donné par des professeurs français qui ont la direction morale des classes comprend l'enseignement de la langue et de la littérature françaises et de l'histoire générale. L'enseignement en suédois comprend l'enseignement du suédois et des matières exigées par les programmes officiels du gouvernement suédois. De plus, tout en observant les programmes officiels pour l'enseignement des langues allemande et anglaise, l'École française a confié l'enseignement de ces langues à des professeurs de nationalité allemande et anglaise, ce qui fait d'elle un institut par excellence des langues vivantes et lui donne un caractère international qui élargit considérablement son terrain d'influence française. »

Enfin l'École française de Stockholm a pour me plaire un autre titre plus modeste, mais qui me touche au cœur. Sa fondatrice est une sœur de Saint-Joseph de Chambéry, et ses institutrices continuent à appartenir à cet ordre savoyard qui a principalement essaimé dans le nord, en Danemark, en Scandinavie, en Russie même avant le bolchévisme. La sœur Modelon avait créé un cours de français, qui était fréquenté par les enfants des familles françaises domiciliées à Stockholm. Elle n'y réunissait guère qu'une douzaine d'élèves et l'instruction qu'elle donnait ne dépassait pas celle de nos écoles primaires. Les plus grandes œuvres commencent ainsi le plus souvent : une idée qui peu à peu chemine. Une jeune Suédoise, Mlle Jenny Müller qui se convertit au catholicisme et entra dans l'ordre de Saint-Joseph à son tour, admirablement douée et clairvoyante, élabora un programme d'études qui faisait sa part à l'enseignement suédois. L'association entre les professeurs des deux nations sauvegardait les traditions essentielles du pays. Dès lors, le recrutement de l'École était assuré chez les familles suédoises. La reine douairière Joséphine favorisant la culture française, le développement fut rapide et dépassa l'attente. Aujourd'hui, Mlle Roullier, elle aussi sœur de Saint-Joseph, continue avec le même succès et la même protection du gouvernement et de la famille royale l'œuvre de Mlle Müller. Une fois de plus, comme en Égypte, comme en Palestine, comme au Levant, comme en Turquie, je constate sur place l'influence de notre éducation, maniée par nos Ordres religieux

avec le plus intelligent respect des nations où ils s'établissent et à qui ils apportent leur travail et leur dévouement, et cette finesse délicate et non pareille de la culture française dont leur exemple même et leur esprit répandent le goût.

Pour étendre son influence, l'École française convie les familles et leurs invités à des fêtes annuelles où elle représente l'un ou l'autre chef-d'œuvre de nos grands classiques. Elle m'avait appelé à l'une de ces fêtes que présidait la princesse Ingrid avec tout le charme et la fraîcheur de ses dix-huit printemps. Pour me faire honneur, n'avait-on pas mis en action le plus gentiment du monde, et avec des actrices, si je puis dire, dont l'une savait tout juste marcher et parler, le petit prologue de ma *Nouvelle Croisade des enfants*, qui fut suivi du chant des *Allobroges*? Puis les élèves de la grande classe jouèrent un acte des *Précieuses ridicules* : délicieuse interprétation, uniquement féminine, sans accent de terroir, où les yeux disputaient leur plaisir à l'oreille, car la race suédoise nous offre libéralement des images de beauté.

Je ne terminerai pas ce court chapitre sur notre influence par la littérature et par la langue, sans rappeler l'œuvre accomplie depuis tant d'années par ces professeurs français qui prennent part à la vie des Universités scandinaves, apportent avec eux non seulement leur érudition de lettrés, mais nos habitudes spirituelles et notre sensibilité et nous font connaître en retour la très riche littérature suédoise moderne et l'âme suédoise contemporaine : un André Bellessort avec son beau livre sur *la Suède* et les études où il nous révéla Selma Lagerlöf; un Lucien Maury qui a créé cette précieuse *Bibliothèque scandinave* où nous pouvons alimenter notre curiosité de l'esprit du nord; aujourd'hui encore un Nogué qui, à Upsala, dans son accueillant tourne-bride, m'a traduit de si beaux poèmes de Froeding.

Il est encore une autre maison de France à Stockholm et c'est notre légation. Mais ne serait-ce pas l'offenser que vanter son accueil?...

L'air de France, je l'ai donc respiré quand je pensais l'apporter. Et ce qu'il y a peut-être de plus français en Suède, c'est une politesse, une courtoisie, un art de l'hospitalité qui nous font retrouver la France d'autrefois, celle qui tout de même a donné jadis le ton au monde et dont la France

d'aujourd'hui devrait bien s'inspirer, car elle ne sait pas tout ce qu'elle perdrait en s'en écartant.

LA SOCIÉTÉ

Je ne sais guère de bals où les yeux soient aussi caressés qu'à une soirée à Stockholm, à Upsala ou à Linköping. La race suédoise est sans aucun doute l'une des plus rapprochées de la beauté : la blancheur de la peau, l'éclat du teint, la blondeur des cheveux, — parfois trop clairs et fades, — la taille, l'harmonie des proportions y sont assez souvent réunis. Peut-être lui manque-t-il seulement cette grâce et cette souplesse, ce moelleux dans les gestes et cette diversité sur les visages qui sont plus directement de chez nous. On m'assure qu'elle fut menacée il y a quelques années, peut-être un demi-siècle ou davantage, par les excès de l'alcoolisme et qu'elle s'est guérie par sa législation sur les boissons et aussi par la gymnastique suédoise, par la natation et les sports d'hiver. Je n'ai constaté que la belle santé des sirènes du nord qui, de la neige des longs hivers et de la lumière des interminables soleils d'été, ont composé un philtre comparable à ces entremets où la glace est recouverte d'une crème brûlante.

Le voyageur qui passe, même s'il est accueilli par la plus aimable société, ne recueille que des impressions passagères, des confidences rapides, des traits de mœurs dont il ne peut retirer des observations générales. Ces mœurs sont-elles différentes des nôtres ? Plus tard, bien après mon retour en France, le petit livre paradoxal et amusant de M. Maurice Bedel, *Jérôme*, devait susciter de violentes protestations par sa peinture de la jeune fille et de la femme norvégiennes, dont il nous montrait les trop aimables complaisances dans les fiançailles et les promptes réalisations successives dans le mariage. Mais ne pourrions-nous aussi nous fâcher contre ces innombrables relations d'étrangers qui prétendent peindre la Parisienne pour être allés au Moulin-Rouge ou aux Folies-Bergère ou qui ne se doutent pas que telle femme du monde, dont ils goûtent l'esprit et les propos le soir, était, le matin même, revêtue d'une blouse d'infirmière et soignait bénévolement des cancéreux? Il faut beaucoup de temps pour pénétrer le monde étranger. Cependant, il est hors de doute que la société du nord ne considère

pas toujours le mariage sous le même angle que nous-mêmes, ne lui accorde pas l'importance que nous lui attribuons et que diminue d'ailleurs chez nous de jour en jour la pratique du divorce, n'a pas eu partage notre culte du foyer, notre désir de nous prolonger par nos enfants. Elle est beaucoup plus individualiste et indépendante, et quelle que soit la liberté nouvelle accordée chez nous aux jeunes filles, les jeunes filles de la Scandinavie poussent beaucoup plus loin que les nôtres les limites de cette liberté.

Elles l'ont conquise depuis si longtemps! Elles l'ont même toujours eue en partage, si j'en crois un excellent petit livre de Mme Marc Hélys sur le féminisme en Suède (1). Mme Marc Hélys la fait remonter aux Valkyries. Les latins pourraient invoquer alors les déesses de la Grèce et les amazones. Mais les guerrières abondent dans les anciennes chroniques scandinaves, une Anna Bielke armant le château de Calmar contre les Danois, une Kristina Gyllenstierna défendant Stockholm, et tant d'autres. Pendant les guerres de Gustave-Adolphe et de Charles XII, les femmes durent suppléer à l'absence des hommes et cultivèrent elles-mêmes les terres. Cette charmante Ebba Brahe qui fut aimée de Gustave-Adolphe et mariée par lui au comte de la Gardie, tout en se faisant habiller à Paris pour des sommes fabuleuses, dirigeait elle-même ses fermes, ses mines, son commerce de goudron et révélait de hautes facultés d'administration. L'histoire de Suède est presque une histoire de femmes : sainte Brigitte y apporta le sens religieux et la vie monastique ; la reine Marguerite, fille du roi Valdemar, par l'union de Calmar, créa l'unité de la Suède, de la Norvège et du Danemark ; la reine Christine répandit le goût de la vie intellectuelle et des arts. Au XIXe siècle, une Frederika Bremer prépare l'émancipation de la femme célibataire ; une Sophie Kovalewski par sa science, une Ellen Key par son audace ingénue, une Selma Lagerlöf par son génie élargissent la place donnée à la femme dans le monde scandinave.

L'indépendance de la jeune fille est complète. Elle n'a pas d'ignorance ni de candeur, et sans doute a-t-elle dédaigné ce velouté de l'âme qui est comme le fin duvet d'un beau fruit et qui ne peut venir que des réserves de la pudeur devant les

(1) *A travers le féminisme suédois*, par Mme Marc Hélys (Plon, édit., 1906).

atteintes des trop brutales réalités sans les atténuations de la tendresse et de la délicatesse. Elle a appris, avec les règles de l'hygiène physique, tout ce que la théorie peut apprendre. Mais d'où lui vient son hygiène morale ? La religion protestante n'entre pas si étroitement que le catholicisme dans la vie quotidienne. Son hygiène morale est plutôt faite du sentiment de sa valeur et de sa dignité. Cette indépendance à quoi elle tient si farouchement, elle sait l'obtenir par sa volonté et par son travail. Il y a beau temps qu'elle a conquis dans tous les mondes ce droit au travail, ce plaisir du travail, cette liberté par le travail, ce respect de son travail qui font d'elle l'égale de l'homme plus encore que sa rivale. Elle ne rend compte à personne de ses allées et venues. Dans la famille, elle n'est pas l'objet de ces examens et de ces interrogatoires qui s'exercent parfois jusqu'à un âge avancé sous une forme irritante. Le plus souvent même on lui assure son budget et elle vit presque à sa guise. Son cerveau est aussi indépendant que ses jambes. Elle ne se croit pas tenue d'adopter les idées et les croyances de son milieu. Elle fait à son gré le tour des systèmes philosophiques et religieux, le tour des partis politiques et il n'est pas rare de la voir en contradiction avec ses parents.

Quant à son cœur... je n'en ai pas compté les battements. L'amour n'est pas tout à fait le même sous toutes les latitudes. A en juger par la littérature suédoise, il semble que ce soit la nature qui y tienne la place occupée dans notre poésie par l'amour. L'homme du nord n'a pas notre tempérament, n'a pas notre sensibilité. Il est ensemble plus violent et plus calme, plus exigeant et plus froid. Ou bien il se construit un idéal, une image qui le contentent de loin. Un Brand va chercher sur les névés ou les sommets le Temple sans toit où Dieu se découvre sans prière. Y a-t-il peut-être un amour imprécis et flottant, qui n'exclut d'ailleurs point les satisfactions sensuelles de la plus basse qualité, un amour transposé dans un monde idéal, analogue à celui de Fersen pour la reine Marie-Antoinette ou à cette volupté intérieure éprouvée par les explorateurs des neiges et du pôle dans le risque et la solitude ? Les expériences sont-elles, là-bas, plus intellectuelles ou plus physiques que sentimentales ? Il le faudrait demander à de mieux informés.

Mais voici que l'on commence à s'apercevoir que cette indé-

pendance de la jeune fille ne va pas sans inconvénient, et de même la possibilité de refaire indéfiniment sa vie par le divorce et le remariage. L'ordre a toujours ses revanches. L'ancienne société le savait bien, qui avait placé le foyer hors des atteintes de l'amour et le voulait durable, malgré les tempêtes et les trahisons. Le cynisme des mœurs a remplacé un respect bientôt qualifié d'hypocrisie. Ce qui atteint et risque de blesser les jeunes filles d'aujourd'hui, le dirai-je, ce n'est pas la liberté dont elles jouissent. Car je demeure persuadé, — et j'observe la vie depuis trente ou quarante années, — que leurs sœurs d'autrefois n'avaient pas en partage plus de raison ni de sagesse et que la proportion entre les vierges sages et les vierges folles reste sensiblement la même. Il en est tant, parmi elles, qui dans la société contemporaine ont remplacé l'étroite surveillance d'autrefois, devenue d'ailleurs impossible, par une franchise, une droiture, une dignité, une noblesse naturelle dont elles sont entourées comme d'une sorte de halo protecteur? Mais celles qui abusent de leur liberté leur causent un préjudice nouveau, tout simplement parce que le contrôle ne s'exerce plus, ne peut plus s'exercer, tandis qu'il jouait jadis et pouvait aisément séparer les vierges sages de leurs compagnes moins sûres. En Suède il m'a été répété plus d'une fois que l'on commençait à s'alarmer d'un excès d'indépendance.

J'ai rencontré dans la société suédoise, à Stockholm, à Upsala, à Linköping et dans les châteaux environnants, bien des femmes charmantes. Sans doute aurais-je aimé rendre visite dans sa jolie villa de Mårbacka en Vermland à Mlle Selma Lagerlöf qui incarne pour nous, depuis les traductions si lues et si goûtées de *Jérusalem en Dalécarlie* et de *Gösta Berling*, la poésie et la fantaisie suédoises. M. André Bellessort, qui l'a révélée en France, compare le personnage de Gösta Berling à notre Cyrano de Bergerac, tout au moins pour son immédiat et prodigieux succès, car il ajoute : « Mais il lui ressemble comme les aiguilles d'un pin au panache d'un mousquetaire. » Mlle Selma Lagerlöf ne vient que rarement à Stockholm. Elle habite de préférence la campagne, dans ce Vermland à qui elle adressait ces strophes de prose : « Pays enchanté... les immenses forêts t'enveloppent, elles sont ton vêtement; les ondes bleues t'enlacent de longs rubans que bordent les collines

bleues aussi. Tu es simple, tu es pauvre, au point que l'étranger ne subit pas ton charme. Calme, tu laisses les vagues du lac venir mourir à tes pieds. Ton cœur bat dans tes mines, dans tes forges ; ta tête songeuse se dresse au-dessus de tes déserts où vit le mystère profond. Recueilli dans ta sévère beauté, tu contemples, tu souffres, tu t'immoles. Cependant, que ton sourire est doux ! Je te crois le gardien des hautes, des austères idées. Mais sur toi se traînent des êtres incapables de voir la majesté pensive qui illumine ton front : seule, la grâce de ton visage, la souplesse de tes membres les charme : ils en sont épris au point d'oublier tout le reste. Malheur à nous, enfants du Vermland, nous ne demandons à la vie que la beauté. Pour nous, l'existence est un rosier fleuri et nous voulons que, poussés par la volupté, ivres et joyeux, tous cueillent des roses. Notre patrie n'inspire que le rêve ; nous n'avons pas de pensées (1). » Elle fait du Vermland un être vivant, la bouche offerte au bonheur, et le front clos. Elle le devait incarner dans ce personnage fantasque et sympathique de Gösta Berling.

Du moins ai-je eu la chance de voir chez les Serge de Chessin Mme Marika Stjernstedt, dont je connais un livre exquis, *Ulabella* (2). Mme Marika Stjernstedt n'a pas la renommée universelle de Mlle Selma Lagerlöf. Aussi bien son talent est-il moins relié à la terre même de la Suède, comme ces postes qui transmettent les ondes. Ses origines polonaises la font ressembler davantage aux romanciers slaves. *Ulabella*, c'est l'histoire d'une petite fille, orpheline de mère, dont le père est un inventeur un peu fou, mi génial, mi détraqué, — père adorable et oublieux, qui la gâte et qui la ruine. Il part pour l'Amérique où il compte refaire sa fortune, laissant l'enfant avec une vieille bonne dévouée, et c'est bientôt la misère pour les deux abandonnées. Il meurt sur le bateau qui le ramène. L'orpheline est recueillie par une parente riche qui se fait gloire de sa charité et qui la rejette à la rue pour une peccadille. Mais la Providence veille sur Ulabella, qui rencontre le bonheur chez des amis de son vieux toqué de père. Ulabella est une jolie création lumineuse, à l'Alphonse Daudet ou à la Tourgueneff. Elle fait le cercle autour d'elle, et l'on accourt de tous les

(1) Cité par Mme Marc Hélys.

(2) *Ulabella*, par Mme Marika Stjernstedt, traduit du suédois par Kate Hornell et Juliette Julia (Albin Michel, édit.).

mondes. Comme elle a traversé la pauvreté et la fortune, les personnages secondaires se multiplient. On reconnaît un véritable romancier à l'aisance dans la peinture de ces personnages secondaires. Dans *Ulabella* ils ont un relief étonnant, sympathique et comique tour à tour, humains et vrais. Comme je me suis expliqué cet art d'animateur en causant avec Mme Marika Stjernstedt, et surtout en la regardant! Car elle a de grands yeux de velours dont le regard semble caresser les choses vivantes pour en emporter ce pollen de vie qui germera dans ses créations. Elle parle d'une voix un peu basse et désenchantée, comme si l'optimisme d'*Ulabella* ne l'avait point traversée elle-même et n'était qu'une fantaisie.

M. Serge de Chessin a, dans plusieurs ouvrages et des articles sans nombre, signalé le péril bolchéviste. Ce péril, la Suède voisine s'en rend compte et, partant, n'en a pas grand souci, comme si elle connaissait bien la solidité de ses racines, ses institutions sociales, — nulle part je n'ai vu, aux abords des villes, de si florissants jardins ouvriers, — sa population restreinte et soumise, pour subsister, à un travail intense sur une terre ingrate ou dans l'utilisation de ses usines ou de ses industries. Et puis, on y aime la vie extérieure, la distraction, le plaisir après la journée occupée. On dépense volontiers ce qu'on gagne, quand ce n'est pas au delà. Le Suédois se plaît à la représentation, aux décorations, à l'apparence du luxe et du faste, quitte, le lendemain, à se contenter de peu dans la solitude. Mettre son smoking pour aller au spectacle, mettre son habit pour dîner en ville, son habit avec le plus de rubans possible, lui procure une joie qui éclate dans ses yeux. Sa politesse le prépare d'ailleurs à tous les agréments de la sociabilité. Il n'est pas jusqu'aux petites servantes qui, pour décorer d'une fleur leur chambre ou leur corsage, ne soient prêtes à gaspiller leurs économies. A Stockholm, les fleurs sont jetées à profusion sur les tables, comme si la Venise du Nord en était aussi la Nice.

L'ACADÉMIE SUÉDOISE

Cette Académie suédoise qui voulut bien me recevoir en séance extraordinaire ne nous est peut-être pas assez connue. Elle est une filleule de l'Académie française et le recon-

naît gracieusement. N'a-t-elle pas tenu à honneur d'attribuer le premier prix Nobel de littérature, immédiatement après sa fondation, à notre Sully Prudhomme, sur la proposition de son aînée, et à le préférer, dans cette distribution inaugurale, à Tolstoï lui-même ? C'était un hommage rendu à ses origines. Elle fut fondée, en effet, à la fin du XVIIIe siècle par le roi Gustave III, qui avait été reçu deux fois par notre Académie, la première officiellement en qualité de prince héritier, la seconde sous le nom de comte de Haga. Il en avait été si frappé que, revenant dans son pays, il voulut y créer à son tour un foyer intellectuel. Ainsi naquit l'Académie de Stockholm, mais il la voulut limiter à dix-huit membres, estimant ce chiffre suffisant pour une population moins nombreuse, et peut-être moins cultivée que la nôtre, bien que la reine Christine y eût déjà développé le goût des lettres et des arts.

C'est en France un petit jeu de société assez répandu de rechercher les noms des Quarante. Il est bien rare que les investigations les plus passionnées atteignent la liste complète. Toujours l'un ou l'autre nom se dérobe, et ce n'est pas, quelquefois, le moins répandu. Si je proposais de retrouver les dix-huit membres de l'Académie suédoise, je rencontrerais quelque incrédulité, et cependant ils méritent tous d'être présentés au grand public.

Il est un premier nom qui a franchi les frontières et qui est universellement connu : c'est celui de Mlle Selma Lagerlöf dont j'ai déjà parlé. Les vivantes études de M. Bellessort l'ont chez nous mise à la mode. Tout un monde paysan, brutal et mystique ensemble, nous apparaissait sur un fond de neige et de soleil mêlés, de longs hivers et d'éblouissantes nuits d'été. Peut-être Mlle Selma Lagerlöf n'est-elle pas étrangère à ces désignations des romans paysans pour le prix Nobel, celle du Polonais Ladislas Reymont, celle toute récente de Mme Grazia Deledda. Elle y retrouvait son goût de l'analyse exacte transposée à sa manière par une sorte de halo poétique ou légendaire. Dans notre littérature française, elle a plus d'une fois marqué ses préférences pour l'art de M. Édouard Estaunié.

Mais il est d'autres noms qui méritent une pareille renommée. J'ai célébré dans un précédent chapitre ce Verner de Heidenstam qui, après avoir écrit de magnifiques poèmes orientaux, a été saisi, lui aussi, par toutes les puissances natales,

est devenu le poète épique des compagnons de Charles XII et des pèlerinages de sainte Brigitte. Il a contribué à restituer à son pays le goût de l'héroïsme et de la chevalerie, à travers les envoûtements du vaincu de Pultawa et les pieux miracles de la sainte au bord des lacs perdus dans les forêts. Mme Jacques de Coussange, je l'ai dit, a traduit *les Carolins :* c'est une lecture qui vous secoue et vous fait rudement tressaillir à la manière de nos vieilles chansons de gestes, celle de Roland ou celle de Guillaume d'Orange.

Nous devons à M. Henrik Schück de très belles études sur Shakspeare, sur Mme de Staël reliée à la Suède par son mariage avec l'ambassadeur, et surtout une *Histoire de la littérature suédoise* qui est la clé de toute la vie intellectuelle scandinave; au baron Carl Bildt, qui fut ministre à Rome, de précieux travaux historiques sur la reine Christine; à MM. Claes Annerstedt, Frédéric Böök, Axel Kock, Esaias Tegnér, Hans Larsson, Knut Hammarskiöld, qui fut gouverneur de la province d'Upsala, de vastes et savants travaux d'histoire, de littérature, de philologie. Voici le clan des auteurs dramatiques, des poètes et des romanciers : Tor Hedberg, officier de la Légion d'honneur, qui est aujourd'hui conservateur de la galerie Thiel, et dont un drame, *le Fils de Rembrandt*, vient d'être joué à Stockholm; Anders Österling, le poète exquis du *Livre des Idylles,* des *Préludes*, des *Voix de la nuit;* Bo Bergman, poète lui aussi, mais encore essayiste et critique littéraire; Per Hallström, poète, romancier, auteur dramatique, passionné de l'histoire de Suède.

Puis voici les inclassables : un explorateur fameux, Sven Hedin, dont les ouvrages sur le Thibet, la Perse, le Turkestan font autorité; mais pourquoi faut-il qu'il soit célèbre aussi par sa propagande, pendant la guerre, en faveur de l'Allemagne contre la France? l'archevêque protestant d'Upsala, primat de Suède, Mgr Nathan Söderblom, auteur de grands ouvrages théologiques et historiques, éloquent dans toutes les langues et d'une érudition exceptionnelle; enfin le dernier académicien en date, Albert Engström, qui est le meilleur caricaturiste des pays scandinaves et qui illustre lui-même ses ouvrages ornés déjà du plus agréable humour.

Comptez : vous n'arrivez qu'à dix-sept. J'ai réservé pour la fin le secrétaire perpétuel, M. Erik Axel Karlfeldt, qui est un

très grand poète, l'héritier direct de Fröding, le créateur de ce personnage symbolique de Fridolin, grand seigneur et paysan, qui représente bien la lutte de ces pays du nord contre toutes les difficultés matérielles et morales opposées à l'harmonie intérieure.

Je fus amené par M. Tor Hedberg au palais où siège l'Académie suédoise et qui est derrière le Château Royal. Là je reçus un accueil émouvant. Le secrétaire perpétuel me souhaita la bienvenue au nom de ses confrères. Parmi les paroles qu'il prononça, j'ai retenu particulièrement celles-ci, qui suivaient un historique où il rappelait le modèle offert par l'Académie française : « L'Académie suédoise n'a pas oublié ses origines. Elle n'a pas oublié et n'oubliera point la dette de reconnaissance contractée envers l'esprit français, tant par la civilisation de notre patrie que par celle de nombreux autres pays... » Entendre un tel langage si loin de chez soi, et d'une bouche si autorisée, voilà ce qui donne son prix à un voyage entrepris au nom d'une Compagnie qui garde, elle aussi, pieusement, dans ses souvenirs et ses archives, la mémoire des visites de la reine Christine et du roi Gustave III.

Cependant, M. Karlfeldt avait fait allusion dans son discours à la charge nouvelle, lourde et pleine de responsabilités, imposée à l'Académie suédoise avec le prix Nobel de littérature; mais celle-ci, néanmoins, se devait réjouir de prendre contact, grâce à la mission qui lui était dévolue, plus intimement que par le passé avec la littérature mondiale. Après les discours, mes confrères m'emmenèrent dans la salle des séances, ornée d'un buste en marbre de Gustave III, puis dans la salle publique où l'Académie distribue chaque année les prix Nobel, en présence du Roi qui ne se lève que pour elle. Cette salle, tendue en bleu, avec une galerie, peut contenir cinq ou six cents places. Quels souvenirs français y retrouver?

Sully Prudhomme et Mistral, qui reçurent ce prix Nobel, ne firent pas le voyage de Suède : l'un était déjà très malade, l'autre ne consentait même pas à quitter son domaine de Maillanne pour venir à Paris et voulut demeurer un *paysan;* mais comme il donnait à ce mot un sens épique! Tandis qu'Anatole France, malgré l'âge, lorsqu'il fut à son tour couronné, se mit en route vers le nord. On le vit arriver à Stockholm fatigué, mais l'œil encore assez vif et la parole abondante. Bien

des anecdotes courent sur ce fameux voyage, et mes confrères de l'Académie suédoise sont trop courtois, discrets et distingués pour y faire la moindre allusion. Je n'en citerai qu'une seule qui me fut contée malicieusement par Mme Marika Stjernstedt. On avait organisé en son honneur un banquet de deux cent vingt-cinq couverts : toutes les notabilités suédoises y devaient assister. Or, au dernier moment, il déclara qu'il n'irait pas. Il fallut décommander les invités. On parvint, à coups de téléphone et par télégrammes, à en prévenir deux cents. Mais les vingt-cinq malheureux qu'on n'avait pu toucher s'en vinrent le soir en grande toilette, en frac, pour se casser le nez. Cependant, son sans-gêne et son pittoresque firent oublier ses incartades, et l'on préféra son air un peu ironique et familier à l'insolence hautaine de Bjoernson et à la morgue prussienne d'Hauptmann les années précédentes.

Du Palais de l'Académie, j'allai achever ma journée au Skansen qui est un grand jardin aux portes de la ville, sorte de musée de plein air avec toute une évocation de la vie suédoise, reproduction en miniature des campements de Lapons, des maisons paysannes, des cabanes de charbonniers, des moulins à bras, le tout disséminé dans ce beau parc, parmi les arbres et les accidents de terrain. Au sortir du Temple des Muses, m'accueillaient la musique et les danses populaires célébrées avec tant de puissance lyrique par le poète Bellman.

UPSALA

Upsala est la grande ville universitaire, à une ou deux heures de chemin de fer de Stockholm. Elle est dominée par deux monuments formidables, le Dôme et le Château. Le premier architecte du Dôme fut un Français, Étienne de Bonnœuil, « tailleur en pierre, dit son contrat, maistre de faire l'église d'Upsala en Suède » sur le modèle de Notre-Dame de Paris. C'est peut-être le plus beau monument ogival de la Suède, bien que les tours aient été brûlées et reconstruites au XIXe siècle. Mais le ciel ajoute considérablement à cette beauté, un ciel d'une pureté transparente et d'un bleu italien, sur quoi se détachent les moindres détails des tours. Je n'ai vu qu'en Orient cette mise en valeur des objets par la netteté de l'air.

Gustave Vasa qui habita le château (habité aussi plus tard par Christine) est enseveli dans l'église avec ses trois femmes, entre les deux premières, la dernière étant reléguée plus loin, car il n'avait pas un troisième côté à lui offrir. J'ai vu dans un cimetière de Bretagne la singulière inscription d'un mari passionné de la vie conjugale. Son nom suivait le *Ci-gît*, puis venait une accolade qui réunissait un groupe de cinq épouses légitimes auxquelles il avait survécu. L'accolade manque au tombeau de Gustave Vasa.

La vaste université est bâtie en briques dont la couleur empêche le bâtiment de paraître trop austère. Une bibliothèque de trois ou quatre cent mille volumes et de quatorze ou quinze mille manuscrits permet à l'amateur de livres de longues promenades agréables. Le sens olfactif lui-même est caressé par l'odeur des vieux parchemins et des bouquins vénérables. Et l'on fait des découvertes qui réclameraient des journées pour être approfondies. Je m'arrête de préférence devant quelques tableaux qui ornent l'une ou l'autre salle. Voici une *Reine Christine* d'Abraham Wuchters, peintre hollandais. Sa chevelure est partagée par le milieu. Elle tourne un peu la tête. Un col de fourrure borde le décolletage, recouvre à demi un maigre sein. Le visage est désenchanté, le nez busqué, la bouche trop grande et vaguement de travers, les yeux bruns assez beaux. Elle ressemble un peu au prince de Condé. En homme, elle serait supportable et même pourrait exercer une sorte de fascination. Sans grâce et sans jeunesse, intelligente et volontaire, elle a le masque d'une dégénérée. En revanche, *le Roi Gustave III*, magnifiquement paré en costume de Cour, ceint d'un grand ruban bleu, a l'air d'une femme.

Upsala appartient aux professeurs et aux étudiants, comme Oxford ou Cambridge. Là se forme la jeunesse suédoise. Et cependant la vie à Upsala est paisible et monotone, serait paisible et monotone sans les réunions parfois bruyantes des étudiants et des étudiantes dans ces clubs qu'on appelle des *nations*, chaque province ayant son local particulier, mais on s'invite de l'un à l'autre. Les étudiantes sont presque aussi nombreuses que les étudiants. Elles mènent la même existence, parfaitement indépendante. La camaraderie est née dès longtemps de la coéducation des sexes. Les discussions d'esthétique, de phi-

losophie, d'améliorations sociales, se prolongent parfois très tard, et la bière et l'alcool ne sont pas toujours étrangers à ces prolongations. Beaucoup de sports et beaucoup de vacances viennent couper les études. D'une journée à Upsala, toute baignée de lumière malgré le froid qui écartait le printemps, et d'une soirée où je pus admirer les danses de diverses provinces, la bonne humeur, la bonne grâce et l'appétit de cette jeunesse universitaire, j'ai emporté le souvenir d'un grand jardin à demi gelé où les idées, poussées comme des fleurs, étaient recouvertes d'un givre qui les glaçait et les faisait resplendir ensemble.

EN OSTROGOTHIE

L'aimable conservateur de la galerie de Thiel, — collection d'œuvres modernes assez audacieuses, mais qui mérite une visite rien que pour les oiseaux, les animaux et les végétaux du peintre suédois Lidjefors, — mon confrère, M. Tor Hedberg m'avait bien recommandé de les chercher au musée de Linköping, ces deux gouaches de Lavreince auxquelles un savant critique d'art, M. Axel Gauffin, a consacré une notice. Lavreince ne fréquentait guère Versailles et les plaisirs de la Cour. Il peignait d'habitude des scènes populaires. Mais le roi Gustave III, venu en France incognito en 1784 sous le nom de comte de Haga, lui avait commandé ces deux toiles afin d'emporter un souvenir plus précis de la Redoute chinoise à la foire Saint-Laurent, et de la fête donnée au petit Trianon en son honneur.

La *Redoute chinoise* est ainsi décrite dans un *Guide des amateurs et des étrangers :* « On a construit... un spectacle d'un genre neuf sous le nom de Pavillon chinois, où sont réunis Jeux de bagues, de l'Amour pour les messieurs et pour les dames, de Trou-Madame, de Bataille, de Thermomélis Hémarménique, et deux Escarpolettes dont une double ; plus un kiosque au-dessus de la porte d'entrée et un salon chinois pour la danse, dont le dessous forme une grotte occupée par un café ; dans cette grotte sont pratiqués des escaliers qui conduisent au salon supérieur et de là à une terrasse qui donne sur le préau de la foire ; des bâtiments dans le genre chinois servent à un restaurateur chez qui on peut aller faire des

dîners. Il en coûte 1 livre 16 sols par personne pour entrer dans ce lieu où le beau monde se rassemble comme dans un Vauxhall... » Gustave III, ou plutôt le comte de Haga, durant son séjour à Paris, aimait à fréquenter cette Redoute chinoise. La gouache de Lavreince en montre le mouvement : seigneurs et belles dames (grands chapeaux, longues robes, masques et loups), rassemblés, entassés, les uns assis, les autres debout, d'autres dansant devant la pagode, et dans un coin une escarpolette enlève une jolie personne au-dessus d'un petit groupe qui s'achève en un enfant caressant un chien.

L'art en est accompli, mais je préfère *la Fête au Petit Trianon*, devant le temple de l'Amour qui, éclairé, se détache et se mire dans la pièce d'eau. Mme Campan, dans ses *Mémoires*, la décrit ainsi : « Une fête de genre nouveau fut donnée au petit Trianon. L'art avec lequel on avait, non pas illuminé, mais éclairé le jardin anglais produisait un effet charmant : des terrines, cachées par des planches peintes en vert, éclairaient tous les massifs d'arbustes ou de fleurs, et en faisaient ressortir les diverses teintes, de la manière la plus variée et la plus agréable; quelques centaines de fagots allumés entretenaient, dans le fossé, derrière le temple de l'Amour, une grande clarté qui le rendait le point le plus brillant du jardin... » Et Gustave III écrit au comte de Creutz qui était alors à Stockholm : « Le 24 juin (1784). La fête de la Reine à Trianon est charmante. On donnait au petit théâtre *le Dormeur éveillé*, paroles de Marmontel, musique de Grétry, avec tout l'appareil de l'opéra et du ballet. On a soupé dans les pavillons du jardin et après le souper le jardin anglais était illuminé. C'était un véritable enchantement. La Reine avait autorisé d'autres dames ou cavaliers que ceux qui étaient commandés au souper, à se promener dans les jardins. Toutes les dames priées étaient en blanc. C'était véritablement un spectacle élyséen. » M. Axel Gauffin, à qui j'emprunte ces textes, a bien raison d'ajouter dans sa notice : « Et l'on peut en dire autant de la petite gouache de Lafrensen (Lavreince), image d'un temps qui a pour nous l'auréole du passé et d'une civilisation dont le raffinement ne sera sans doute jamais atteint. »

Le couchant n'est jamais plus beau qu'à la veille d'un jour d'orage. La Révolution va balayer toutes ces grâces et toutes ces gentillesses. Elle emportera, avec l'écho des dernières

fêtes, l'alliance franco-suédoise qui durait depuis cent cinquante ou deux cents années et qui avait traversé la guerre de Trente ans et la guerre de Sept ans. Mais il est agréable d'être accueilli partout, à Stockholm, à Upsala, à Linköping par des souvenirs de France. Ces deux petites gouaches de Lavreince me souhaitent en Ostrogothie la bienvenue. Il est bien rare qu'un voyage ne nous remette pas en contact avec un passé où rayonnaient ensemble notre esprit, notre art, notre puissance. Hors de nos frontières, se mesure mieux encore la stupidité de ceux qui prétendent nous faire dater de 1789.

Linköping est une petite ville de trente mille habitants, déjà connue au douzième siècle et chargée d'un lourd passé de luttes et d'exécutions. Le président de l'Alliance française, M. Vennersten, m'y avait arrêté au passage pour y parler de la Savoie. Un provincial qui aime sa province natale est écouté dans tous pays quand il donne les raisons de son amour, car ces raisons sont partout les mêmes. Dirai-je ce qui, à Linköping, m'a le plus intéressé? Ce ne fut ni l'hôtel des Francs-maçons où je fus logé à mon vif étonnement — mais c'était le meilleur et les francs-maçons, là-bas, ne sont pas aussi discrédités que chez nous, — ni la cathédrale qui offre un curieux mélange de style roman et de style ogival, mais une caserne du 2e régiment de grenadiers dont le jeune et brillant colonel Falckman nous fit les honneurs. Si quelque élève de notre École de guerre et de nos grandes écoles est appelé à accomplir un stage militaire en Suède, je l'engage à demander le 2e grenadiers : il y trouvera un accueil d'une prévenance et d'une courtoisie qui l'attacheront à tout jamais à nos anciens alliés des guerres d'autrefois.

Il neigeait ce matin-là, ce matin du mois de mai. La caserne est dans un grand parc hors la ville, précédée d'une pièce d'eau et de petits bois de sapins. Je ne crois pas qu'il en existe au monde une autre mieux aménagée, ni plus reluisante. Cuisines, salles à manger, dortoirs, salles de gymnastique, jeux au dehors, salles de repos, cercles de sous-officiers, salons réservés aux officiers, tout concourt à en faire la caserne modèle. Tout y révèle le souci d'honorer le soldat et ses chefs. On m'assure que le socialisme est plus répandu en Suède que chez nous. Alors, c'est un autre socialisme, soucieux du confort et du respect de l'armée. La vieille race militaire se retrouve. N'a-t-on pas

conservé, à l'entrée du parc, et pour servir de contraste, quelques-unes des vieilles cabanes où logeaient autrefois, du temps de Gustave-Adolphe, les soldats-paysans? Humbles baraques basses de plafond, et de peu d'espace, où le berceau de l'enfant était creusé dans le sens de la selle afin de l'habituer d'avance à la forme du cheval, où les ustensiles du ménage étaient suspendus au bord du foyer. L'écurie voisine a le toit si proche de la terre qu'on se demande comment la monture y pouvait entrer. C'était une race de petits chevaux résistants. Là vivaient les soldats en attendant le départ pour la guerre et pour la vie des camps. Le colonel habitait quelque château dans le voisinage et donnait l'ordre du rassemblement. Chaque soldat était entretenu par un groupe de six ou huit paysans qui demeuraient sur les terres à les cultiver et qui devaient remplacer le combattant en cas de mort. Ces rudes hommes ont formé durant deux siècles l'une des meilleures troupes du monde. Puisse le confort de la belle caserne ne pas diminuer la vigueur et la résistance des soldats d'aujourd'hui!

Cette caserne du 2e régiment de grenadiers dans son beau parc sous la neige, oui, vraiment, ce fut ma plus passionnante visite à Linköping.

CHATEAUX

Avec les lacs et les forêts, ils sont la poésie de la Suède : non seulement les châteaux royaux, Drottningholm, qui est le Versailles du nord et Gripsholm aux tours rondes couronnées de coupoles qui se mire avec ses buissons d'arbres dans les eaux du lac Mælar, résidences favorites de Gustave III aux environs de Stockholm, mais toutes ces demeures éparses dans les provinces et commandant les vastes territoires agricoles et les domaines de chasse où galopent les troupeaux d'élans.

Et songez que la courtoisie y est telle que j'ai trouvé ici ou là, à mon arrivée, le drapeau tricolore hissé en mon honneur. Les souvenirs historiques y abondent. Le passé des grandes époques, — celle de Gustave-Adolphe et de la reine Christine, celle de Charles XII, celle de Gustave III, — s'y évoque, soit que les murs soient demeurés intacts, soit que les portraits, les meubles, les bijoux aident à recomposer la vie disparue. Là encore, la France, aisément, se retrouve.

Au château de Sörby Ringstorp nous fûmes reçus par les de La Gardie. La Gardie, mais c'est un nom français ! Un de ces Gascons qui précédèrent Cyrano de Bergerac (lequel, d'ailleurs était de Paris), Pontus de La Gardie, après avoir guerroyé en Piémont sous le commandement du maréchal de Brissac, prit du service en Danemark. Fait prisonnier par les Suédois, il fut si bien traité qu'il resta, épousa la fille du roi Jean III, — le fils de Gustave Vasa, — et devint feld-maréchal. Son fils, Jacques, meilleur général que lui-même, forma Gustave-Adolphe au métier des armes. Avoir été le maître d'un tel élève, quelle gloire ! La race ne fait que monter encore avec Magnus, fils de Jacques, qui fut le premier favori de la reine Christine, qu'elle combla d'honneurs, de richesses et de titres et qu'elle envoya en France comme ambassadeur. Il ne fut pas étranger à la continuation de l'alliance franco-suédoise. A ce titre il peut nous être cher. Et par surcroît il fut un gentilhomme d'une élégance incomparable. Cet héritage des La Gardie est pieusement conservé. La comtesse de La Gardie dont nous fûmes les hôtes et qui est d'origine lyonnaise, a pris à cœur tout particulièrement la généalogie de la famille, conserve avec un soin jaloux les traditions et les usages, ce qui n'est pas rare chez les vieilles races trop habituées à tourner sur elles-mêmes et qui ont parfois besoin qu'on les remette en face du passé et qu'on leur rappelle ensemble leur grandeur et leurs obligations.

Le château de Sturefors, aux lignes droites et régulières, mire l'horloge de sa tourelle sur le fonton triangulaire du bâtiment central dans un petit lac transparent entouré de branches que le printemps n'a pas encore verdies, et son autre façade ouvre sur de vastes jardins qui aboutissent à un petit temple de l'Amour reflété lui aussi dans un bassin. C'est le jeu des eaux, des arbres et des fleurs sous un ciel froid, mais serein et bleu, devant une habitation de plaisance. Le site un peu sauvage ajoute son contraste à la grâce du décor. Là Charles XII joua enfant. Cette race des comtes Bielke qui se sont transmis Sturefors de génération en génération se retrouve tout le long de l'histoire de Suède où elle joue des rôles importants : ambassadeurs, ou généraux, ou confidents du roi. Leurs portraits et leurs souvenirs ne permettent pas qu'on les oublie. Tel meuble de bois noir aux sculptures Renaissance, dont un

secret relève la tablette sur des peintures intérieures, est un don de Louis XIV. Ce sénateur romain dont le visage accroché au mur a tant de mélancolie fut le héros de la plus douloureuse histoire d'amour : il venait de se marier quand, au cours d'une mission à Rome, il se convertit au catholicisme. La Suède était alors et fut longtemps dominée par la question religieuse. Le luthéranisme n'admettait pas la concurrence et la reine Christine elle-même, après sa théâtrale conversion, se vit interdire le sol de son pays. Ainsi le comte Bielke dut-il choisir entre une nouvelle abjuration ou l'exil. Il préféra l'exil et vécut à Rome où il devint sénateur. Sa jeune femme ne fut jamais autorisée à le rejoindre : en vain tendit-elle vers lui ses bras dépossédés. Elle se dessécha dans la solitude. Héro et Léandre n'étaient séparés que par un bras de mer. La dureté des hommes est un autre obstacle.

La comtesse Bielke qui me fait ce récit est elle-même catholique et longtemps dirigea des œuvres féministes et sociales. Mais son mari, magnifique chasseur d'élans et qui la domine encore malgré sa haute taille, lui sourit avec complaisance quand elle évoque ce cruel passé. Les rigueurs sont abolies et deux religions différentes habitent paisiblement le même foyer. Elle est elle-même d'une race aussi ancienne et aussi glorieuse, les Sparre : un Sparre ambassadeur à Paris sous Louis XIV passait pour le plus bel homme de son temps et amusait le Roi par ses reparties. La reine actuelle de Sturefors a dû recueillir son héritage en le changeant de sexe, car sa beauté est réputée, soit qu'elle émerveille le monde cosmopolite pendant la saison romaine, soit qu'elle reçoive dans son château d'Ostrogothie la société de Stockholm. N'a-t-elle pas donné, l'un de ces derniers hivers, en l'honneur de l'ambassadeur de France, une de ces fêtes qui, depuis Gustave III, sont restées dans le goût de la Suède? Les traîneaux qui glissaient sur la glace, tout chargés de fourrures recouvrant ces épaules de là-bas qui rivalisent avec la neige, déposaient les invités devant la pièce d'eau illuminée, et celle qui les recevait apparaissait comme une de ces blondes sirènes aux yeux clairs dont on se demande si elles sont des Walkyries apprivoisées ou des fées envolées des contes d'Andersen.

« Vous ne pouvez quitter la Suède, m'assure mon hôte de Linköping, l'aimable M. Vennersten qui est le président de

l'Alliance française, sans avoir fait un pèlerinage à Vadstena sur le lac Vetter. » Je répète, sans bien savoir : Vadstena. Mais il ajoute : « Oui, Vadstena, à cause du château de Gustave Vasa, et Alvastra à cause du cloître de sainte Brigitte. »

Nous voilà donc partis en automobile par Skeninge, vieille petite ville d'autrefois, pour gagner les rives du lac Vetter. Le temps s'est assombri, et le vent chasse les nuages qui se déchirent et se recousent sans cesse, et dont on croit entendre les claquements. Le lac vert se soulève, comme une petite mer furieuse. A Vadstena, le vieux château construit par Gustave Vasa forme une énorme masse de pierres entourée de douves, avec des tours rondes et trapues aux angles. Malgré la différence d'architecture, il me rappelle par son poids et son site Vizille en Dauphiné. Les archives de l'Ostrogothie y sont aujourd'hui déposées.

Ces bords du lac Vetter ont exercé à tous les âges une attraction sur les esprits méditatifs et solitaires : une sainte au moyen âge, puis un roi au xvᵉ siècle. Plus récemment, Ellen Key vint abriter à l'ombre du petit mont Omberg son rêve de souveraineté féminine, et Verner de Heidenstam chercha dans ce voisinage l'aliment de ses poèmes altiers et de sa prose épique. L'ancien couvent de sainte Brigitte à Alvastra n'est plus que ruines. On erre avec recueillement parmi ses arceaux descellés et ses marches rompues où l'herbe pousse, et que recouvrent à demi les branches nues des arbres. Ruines qui doivent prendre plus de poésie quand le printemps fait éclater les bourgeons et qu'elles disparaissent à demi sous un ruissellement vert. Je ne sais de cette Brigitte qu'une ébauche de biographie : une tradition, d'ailleurs assez incertaine, l'a annexée à l'illustre famille des Brahé qui est la première de la noblesse suédoise, elle épousa un grand seigneur de la province de Néricie dont elle eut huit enfants. Après la mort de son mari, elle fonda un ordre religieux, eut dans sa vieillesse la vision des Lieux saints, partit pour la Palestine et revint mourir à Rome. Elle prophétisait et l'on a d'elle des *révélations* singulières. Son ordre admettait aussi bien des moines que des moniales et l'abbesse les dirigeait tous. En somme, elle eut deux vies, celle d'une mère de famille chargée de soucis, puis celle d'un apôtre que nul obstacle n'arrête, ni l'âge, ni la distance, ni même la séparation d'habitude creusée entre le

monde visible et l'invisible. Son autorité et son influence furent prodigieuses. Elle a rang parmi les grandes abbesses. N'ai-je pas déjà souligné l'importance des femmes dans l'histoire intellectuelle de Suède?

Sur le chemin du retour, différent de l'aller, nous longeons d'autres lacs et distinguons d'autres châteaux. Déjà il se fait tard et nous n'avons plus le loisir, avant la nuit, de nous arrêter selon l'attrait des rencontres. Le château de Fersen, — du romanesque Fersen amoureux de Marie-Antoinette, — entrevu dans les arbres, a déjà fui. Mais voici Vreta-Kloster qui fut au XIIe siècle le tombeau des rois. Nous y faisons halte au crépuscule. Une vénérable petite église romane, proche le lac Roxen et ses écluses, est entourée de tombes. Un triste jour de novembre, il n'y a pas longtemps, le caveau royal fut rouvert pour y déposer quatre cercueils. Quelques fidèles de l'histoire, dont mon hôte, assistaient à la cérémonie. J'imagine ce cortège singulier, vénérant des restes quasi oubliés et identifiés avec peine. Cette chapelle des morts, dans le soir, comme je me retourne, m'adresse un adieu mélancolique, l'adieu de ces lieux de la terre qu'on ne reverra pas, où l'on a rêvé un instant, où l'on a mieux compris un pays étranger, une race, et tout ce qui du passé demeure...

UNE VILLE DANS UN PARC

Mai 1927.

Du bateau qui de Malmoe me transporte à Copenhague je regarde avec regret s'éloigner les côtes de la Suède. Déjà la Scanie, plus précoce que l'Ostrogothie, sentait venir les premiers souffles du printemps. En Danemark je vais les respirer.

Autrefois l'armée de Charles-Gustave passa sur la glace, pour aller combattre les Danois, un autre bras de mer presque aussi large que celui-ci. L'audace d'un homme, Erik Dahlberg, se servit de l'hiver pour construire un pont en quelques nuits. Un jeune ingénieur qui m'a porté secours dans l'utilisation de mon mauvais allemand me donne mille indications sur la vie danoise. Le pays est, comme la Suède, tributaire du commerce américain. L'Angleterre qui lui achète force céréales se fâche de lui voir prendre son pétrole en Amérique,

et non chez elle. Ne convient-il pas d'échanger avec son client? Quant à la France, elle n'a pas repris ses anciennes relations économiques : malgré le change favorable, elle n'exporte ni soieries, ni parfums, ni articles de luxe, comme elle le faisait avant la guerre. Cela tient à la timidité de nos industriels, de nos commerçants, et aussi à notre ignorance des langues.

Pas plus que Stockholm je ne songe à découvrir Copenhague dont l'amiral de Scheel qui parle un si pur français et connaît si bien l'histoire de son pays veut bien me faire les honneurs. Ainsi me contenterai-je d'en donner une vision rapide. Mais, tout d'abord, si l'on parle d'une ville trop neuve, tout Français doit saluer. Car l'ancienne ville fut sacrifiée à cause de la France. Surprise en 1807 par une escadre anglaise, elle fut épouvantablement bombardée parce que le Danemark avait refusé d'entrer dans la coalition qui nous faisait la guerre.

Ville trop neuve? mais non. Copenhague n'est même pas une ville. C'est un immense parc, traversé de canaux, et bordé ou coupé de maisons. Les promenades y sont charmantes : on erre sur le port, ou dans les jardins, on découvre çà et là quelque beau monument à demi perdu parmi les arbres, le Château rouge bâti dans le style de la Renaissance hollandaise, les halles de même style, les curieuses maisons des marins peintes en couleur jaune. Mais on ne pense guère à les détailler, tant on est pris par l'agrément de ce vaste jardin peuplé.

— Tout le monde y est donc riche? ai-je demandé ingénument à l'un ou l'autre interlocuteur.

— Mais pas du tout. Les impôts y sont plus lourds que partout ailleurs. Les campagnes qui sont fécondes et distribuent volontiers d'amples récoltes sont particulièrement frappées. Chacun vit au jour le jour et dépense ses revenus, de peur qu'ils ne disparaissent. Le socialisme, là comme ailleurs, exerce ses ravages. Il est en train de ruiner le pays

Les environs de Copenhague sont plus enchanteurs encore. Je n'ai point poussé jusqu'à Elseneur; mais j'ai visité Frederiksborg, le château royal de Christian IV, mélange de gothique et de renaissance, assez impressionnant dans son ensemble, et qui abrite un musée historique dont le bric-à-brac fait mieux comprendre l'ordre et l'harmonie de notre musée de Versailles, et surtout j'ai goûté le charme de Fredensborg sur le lac Esrom,

non peut-être pour ses bâtiments, mais pour l'incomparable beauté de ses arbres et de ses allées. Ces parcs sont la merveille du Nord. Le printemps courait dans celui-ci, et les branches n'étaient pas assez feuillues pour qu'on ne pût suivre sa course bondissante. Il effleurait les buissons et sous ses mains les bourgeons verts naissaient, comme les premières fleurs sous ses pieds agiles. Avait-il des ailes comme l'amour ? ou n'était-il que le champion d'un sport nouveau ? Il a dû courir ainsi jusqu'à la mer.

Le soir, au théâtre de la Scala, j'ai vu danser la petite-fille d'Ibsen. Petite-fille par alliance, il est vrai : son mari descend à la fois d'Ibsen et de Bjœrnson ; après avoir été aviateur, il est devenu acteur de cinéma. Mais dans les pays scandinaves il n'y a aucune rupture entre les professions dites bourgeoises et les autres. Un pasteur, et même un évêque, verra sans déplaisir son fils ou sa fille monter sur les planches. La musique et la danse revêtent au contraire un caractère sacré. Et, fermant les yeux, je croyais voir tourner Hedda Gabler, Norah de *Maison de Poupée*, Rebecca de *Rosmersholm* en une ronde savante, comme ces feuilles d'automne que le vent soulève et disperse. La petite-fille d'Ibsen, dans ses évolutions, est toute lumineuse. Elle a oublié d'assembler autour d'elle les nuages de l'ancêtre. Elle nous livre les mystères les plus individualistes avec une aisance et une légèreté qui ne sauraient passer pour frivoles.

Le lendemain, c'était l'adieu aux pays du Nord, le retour à travers l'Allemagne. Mais cette quinzaine suédoise est demeurée pour moi un enchantement. Pour une fois, mes songes d'enfant se sont réalisés. Mes châteaux en Suède n'étaient point bâtis sur le sable, ni sur la mer...

HENRY BORDEAUX.

LA RATOUNE

DEUXIÈME PARTIE (1)

Est-il convenable à une personne de mon âge de vivre dans cette paresse, assise sous les arbres ?

RADIGUET.

Mariiiiiie ! Mariiiiiie !... — C'est la mère de Rodolph qui appelle la Ratoune. Est-elle au jardin, dans le bois ? N'a-t-elle pas entendu la cloche ? — Mariiiiiie !

Il est une heure ; un soleil écrasant grille la plaine qui cuit et grésille ; les vignes aplaties sous leurs feuilles brûlantes achèvent lentement de mûrir.

— Où peut-elle être ?

La comtesse Magon-Chabrier douairière se tourne vers son fils Rodolph, étendu sur une chaise-longue de rotin, tout de blanc vêtu, mouche noire dans de la crème de brebis. Rodolph s'étire, les yeux bouffis de sommeil ; il bâille et puis :

— Qu'importe ! Allons déjeuner, puisqu'il est l'heure !

Mais Mme Magon-Chabrier n'aimait point que la Ratoune fût en retard : « le repas serait trop cuit, le service... »

— Allons, *Mamang !* Nous ne sommes pas à Versailles ! La petite aura poussé jusqu'à la vigne ; hier tu lui as demandé d'aller voir si Capluc avait terminé son raclage, le long de la côte.

— Comme si elle pouvait nous rendre même ce service-là ! Tu sais bien que la vigne, d'ailleurs, ne l'intéresse pas.

Copyright by Marie-Louise Pailleron, 1928.

(1) Voyez la *Revue* du 1er mai.

— Mais si, mais si, elle l'intéresse ; seulement, l'enfant est encore neuve : elle ne voit pas les choses comme toi.

— Ah ! je voudrais savoir comment elle les voit. Il y a des jeunes femmes sérieuses, des associées pour leurs maris, qui l'aident, mais elle...

— Eh bien ! Ratoune nous aide à sa manière ! N'a-t-elle pas accru la famille de deux petites Magon-Chabrier ?

— Des filles ! prononça l'autre avec mépris.

— Tiens, ce sont les filles qui font les garçons !

— Tu as réponse à tout, souffla la vieille dame en montant les marches de la Barbaste ; au fond, tu sais bien que j'ai raison : la petite est trop jeune pour toi. On n'épouse pas une enfant de dix-sept ans à ton âge.

Rodolph se mit à rire ; toute sa figure se plissa soudain comme un store à l'italienne.

— *Mamang*, tu *essagères!* la petite nous a apporté une somme rondelette, que diable ! et liquide ! Cela vaut bien quelque chose, cela ! Nous avons rafraîchi la Barbaste, tu l'oublies, acheté le clos de la Pascalerie, fait fumer vingt hectares qui étaient à l'abandon. N'est-ce rien que tout cela ?

— Oui, oui, et avec ce qui restait encore, vous avez acheté une voiture pour madame ! Je te demande un peu ce que cela veut dire ? Cette morveuse ne peut-elle aller à pied, comme moi ? Il faut à madame une charrette anglaise, un cheval, des harnais !

— Il nous faut bien tenir un rang.

— Il nous faut surtout nous tirer d'affaire ; à ta place, au lieu de tous ces embellissements, j'eusse placé la dot en terre, au lieu qu'ainsi...

— Au lieu qu'ainsi, *Mamang*, tu as une belle Barbaste toute neuve où tu reçois tes amis, et ta petite belle-fille est la coqueluche de tout le voisinage !

— Grand Fadas ! poursuivit la comtesse Magon, tu seras toujours le même ! Ton pauvre père avait raison : jouisseur, paresseux, jamais qu'un amateur ! Seuls, ton frère et moi savons nous priver.

— Eh ! pourquoi se priver ? A quoi êtes-vous arrivés avec vos privations ? A mener une vie miteuse, à te refuser une robe, à laisser inonder le salon, faute d'ardoises au toit !

— Enfin ! cria la mère exaspérée, tu sais bien que la Barbaste

ne nous suffit plus, et tu t'en occupes encore moins depuis que tu es marié !

— Que veux-tu ? Je me sens fait pour de plus vastes entreprises ; moi, ici je moisis !

— C'est ta Parisienne qui te souffle de telles idées.

Rodolph se mit à rire bruyamment :

— La Ratoune ? Dieu non ! Elle se plaît ici, cette petite, et pourvu qu'elle ait quelques distractions, — qui sont bien de son âge, tu en conviendras ? — D'ailleurs elle m'aime, achevat-il en esquissant un geste de satisfaction... — Et puis, tiens ! la voilà ta Parisienne ! D'où viens-tu, ma belle ?

La Ratoune était sur le seuil ; le soleil du dehors la poussa dans l'ombre fraîche, comme la flamme dans le puits. Impassible, souriante, elle semblait sortir de sa chambre.

— Je viens de la vigne de Blanzac ; mère m'avait demandé hier...

— Tu vois ! dit Rodolph triomphant : elle vient de la vigne, cette poulette ! Ah qu'elle est brave ! Par quarante-neuf degrés à l'ombre, elle vient de la vigne !... Et qu'as-tu vu à la vigne, mignonne ?

— J'ai vu que le binage était fait, sauf la partie qui touche à la métairie de Brugidou : j'en conclus que Capluc et ses hommes ont dû se hâter hier, craignant la visite de Rodolph, et ne travailler qu'autour de la route...

Rodolph se renversa en arrière, le col déboutonné, en agitant sa serviette. Sa pomme d'Adam pointue dansait dans la peau noire de son cou.

— Non ! mais me vois-tu sur la route au petit jour à surveiller le travail de Capluc ? Ratoune ! viens, ma blonde, que je te baise pour cette innocente parole !

Docilement la Ratoune offrit sa petite joue. Mme Magon-Chabrier flaira sa belle-fille quand elle repassa derrière sa chaise. Peste ! comme elle s'était parfumée pour aller à la vigne ! Mais la Ratoune, gentiment, se courba devant la dame en secouant sa nuque au-dessus des gros genoux recouverts de cachemire noir, et dit :

— Ma mère ! ce parfum vient de vous, ne l'aimez-vous plus ?

L'autre, désarmée, se tut. La Ratoune, fine mouche, avait appris ainsi à la dérouter dix fois par jour. A la vérité Mme Magon-Chabrier, bonne bourgeoise de campagne, sentait

instinctivement, autour de la petite, des dangers qu'elle s'imaginait mal. Elle devinait que cette mioche dans ce pays brûlé, entre ses fils et elle-même, ne devait guère se plaire, ou du moins ne se plairait pas longtemps. La première joie enfantine du mariage, — jouer à la madame, avoir un château et un mari, — ne durerait point. Elle eût souhaité à Rodolph une femme de ce pays, ou du Tarn-et-Garonne, son pays à elle. Elle connaissait des jeunes filles qui eussent mieux fait l'affaire de Rodolph que cette mauviette, fleur de pavé, mignarde et coquette, bien sûr ; des femmes plus robustes que celle-ci, nées à Caussade ou à Brives, bien élevées, vigoureuses, entendues, qui eussent maintenu Rodolph dans son sillon, et l'eussent rattaché à sa terre. Hélas ! il ne s'en détachait que trop ; son autre fils, Ollive, oui, celui-là l'aimait, et seul des deux savait la surveiller et l'embellir. Mais quoi ? Ollive n'était pas secondé.

Rodolph, toujours étendu, la cigarette au bec, rêvait de voyages au long cours et de colonisations fructueuses. Quelle pitié ! Jusqu'ici les Magon n'avaient-ils pas vécu largement sur leurs terres ? Et quoique leurs crûs, situés aux limites du Bordelais, ne fussent pas aussi goûtés que ceux des côtes, n'en avaient-ils pas largement la vente, lorsque les deux frères ensemble se montraient courageux ? Entendu, Ollive seul l'était. Rodolph était né flâneur et paresseux ; maintenant qu'il avait ramené cette petite finette, ne devenait-il pas mondain ? Il montait à cheval, parlait d'aller aux chasses d'octobre, et pourquoi tout cela, si ce n'est pour sa femme, qui désirait mener une vie joyeuse plutôt que de s'occuper de son ménage, comme elle l'avait toujours fait, elle, la comtesse Magon, au temps de défunt Magon, — « papa », comme elle l'appelait dans ses beaux jours ?

Déjà la dot de la petite était absorbée ; il avait fallu aussi renouveler le matériel vinicole trop usagé et démodé vraiment, l'achat de phosphates aussi...

Mme Magon-Chabrier regardait la Ratoune qui poussait délicatement avec son couteau sa feuille de salade sur le dos de sa fourchette, le petit doigt en l'air, — mignardises ! Elle se souvenait de sa jeunesse, à elle. Quelle différence !

Sa jeunesse dans le Quercy, canton de Montpezat, la propriété de son père adossée à ce Faillal où la terre est si sèche

pour la vigne et si grasse pour le tabac et le blé ; les vendanges de Mont-Doumer ou de Caussade, de la Madeleine, de Pech-des-Filles, le beau chasselas doré, le muscat rose, que les guêpes ivres de sucre et de convoitise suivent lourdement du cep au pressoir... Ah ! elle en avait fait des vendanges ! Le nom des cépages de son pays, elle ne les avait pas oubliés... Il y avait le Plant de fer, le gros Auxerrois, le Riparia, l'Herbement qui brunit le vin ; son enfance, sa jeunesse, Mme Magon-Chabrier les revoyait sur cette montagne brûlante, avec ses longs champs de tabac dont, l'hiver, les feuilles sèchent aux poutres, et que l'on prépare en « rosette » pour les porter au contrôle de la ville le jour désigné.

Les soirs de récolte ou de vendange, elle allait danser chez Cubayne, qui « tenait auberge » dans le voisinage ; elle était l'amie de la fille, et savait aussi bien que la paysanne hacher les orties fraîches pour la nourriture des jeunes dindons, et préparer les foies d'oies. Au printemps, les fraises arrivaient de la vallée du Lot pour les expéditions : Héricarts de Carjac, Calvignac, Saint-Cirq-Lapopie ; et les petits pois de Brives, et plus tard, les deux cent mille truffes du Périgord qui passaient dans les paniers de jonc ! La terre généreuse se laissait creuser et fendre, couper en quatre, labourer deux fois l'an, abandonnant à l'avidité des hommes sa chair, son sang, ses fruits et son vin. Enfance heureuse, libre, tout près de la terre et de ses dons ; enfance de jeune bête, qui connaît les surprises des saisons, sait flairer la grêle dans l'orage prochain, et discerner d'un coup d'œil la terre où pousse la truffe, de celle où naît l'orvet ou la vipère. A vingt ans elle était, cette demoiselle, une ménagère expérimentée, attentive, économe, tôt levée et « pour la vigne, disait fièrement son père, elle valait dix vignerons » !

Un jour, le vieux M. Magon l'avait demandée pour son fils, qui exploitait sa terre dans les environs de Bazas. C'est ainsi que le Quercy s'était allié au Bordelais, pour donner un cépage nouveau.

Toutefois, Camilla Guillandou s'était difficilement accoutumée à cette terre inconnue bien différente de la sienne, à ce pays monotone où l'on ne voit que des vignes, dont les arbres sont rares, — hors le pin, — et les horizons plats ; mais son devoir n'était-il pas de s'attacher à sa nouvelle destinée, à cet époux qu'elle ignorait hier, son maître aujourd'hui ? Camilla

s'y était appliquée... M. Magon l'y encourageait comme de juste; il appréciait les vertus de sa femme élevée pieusement.

Quelle différence avec celle-ci, si gamine, si légère, si alerte! Camilla, elle, s'était toujours efforcée d'avoir un maintien digne et modeste. Mère, nourrice, régisseur du domaine, éducatrice de ses fils, ménagère, secrétaire de son mari et son associée, sa vie n'avait été qu'un long dévouement : le devoir, toujours le devoir! Mais cette poulette-ci, à quoi songeait-elle? Au plaisir sans doute. Cette gamine, cette Parisienne dont les chemises n'étaient pas festonnées, mais garnies de rubans (à la vérité de modestes rubans, mais pour Mme Magon-Chabrier, quel luxe !) Avec une pareille allure, pouvait-on être une vraie chrétienne, une épouse parfaite? Et que signifiait ce goût récent du cheval, ces rallie-papiers? Pendant ce temps les petites, laissées aux soins de la cuisinière, étaient mal tenues, traînaient partout, négligées, geignardes. Un danger, cette vie mondaine pour la Ratoune? Sans doute. Aimait-elle son mari? Elle serait difficile! Un si bel homme, si élégant! Mais trop indifférent, trop amateur; d'ailleurs il ne tenait pas assez sa femme en main; une petite comme cela a besoin d'être tenue serrée. Ah! ce n'est pas « papa » qui eût autorisé jadis de pareilles absences, — et Mme Magon-Chabrier songea soudain à ces jeunes ménages voisins, hobereaux, riches, bien nés, qui riaient sans doute de la vertu d'une nouvelle épousée...

— Tu m'entends, *mamang*?...

Mme Magon-Chabrier sursauta : elle vit devant elle se dresser Rodolph blanc d'habit et noir de peau, qui l'interpellait impatiemment.

— Ah! çà, *Mamamouchi*... à quoi penses-tu, hé? Tu rêves en plein midi? Je te rappelle que tu as invité les Pézenac à venir goûter ce soir à cinq heures.

— Oui! eh bien! il n'est pas utile de s'alarmer pour cela; ce n'est pas la première fois que je reçois ces deux personnes.

— Quatre, prononça nettement la Ratoune.

— Quatre? Je croyais n'avoir invité que les parents...

— Mais non, mère, rappelez-vous : dimanche, à la messe, en les quittant, vous leur avez demandé de venir avec les Maurice.

— Je n'ai aucun souvenir...

Rodolph rit :

— *Mamang*, ta cervelle se brouille; puisque la Ratoune te le dit, c'est que tu les as invités, les quatre; tu auras donc ici le marquis et la marquise, le comte et la comtesse. Peste! Mme Magon-Chabrier! Cette maison est une succursale de la cour du Grand Roi!

Il exultait.

Pendant qu'elle se levait lourdement pour aller donner des ordres, Mme Magon-Chabrier, entêtée, cherchait encore à quel moment elle avait pu inviter le couple du comte et de la comtesse de Pézenac; — elle ne l'aimait guère, ce couple, trouvait la femme trop futile, le mari trop empressé auprès de la Ratoune, tous deux trop mondains et riches, s'amusant sans doute de cette petite, voulant l'entraîner... Non, elle ne les aimait point, mais quand donc les avait-elle invités? C'était avant-hier qu'elle avait vu à la grand messe leurs parents; Ratoune avait-elle retrouvé les jeunes gens depuis? Ce matin, en allant à la vigne de Brugidou peut-être? Impossible, la petite l'aurait dit; elle n'était point menteuse. La belle-mère vit surgir devant ses yeux l'image d'une petite tête brune, aux joues pâles, aux yeux trop grands, à la bouche serrée... Pas menteuse? Peut-être (et encore non par vertu, par habileté...) mais réservée, oh! cela, réservée, oui. Elle ajouta : « cachottière, même ».

V

— Comment l'appelez-vous ce mal? Quel est son nom?
— L'amour — ce mot est beau!

LA FONTAINE.

Réellement la Ratoune ne paraissait pas se déplaire à la Barbaste. Elle hennissait toujours aussi gentiment que par le passé, se montrait docile à la voix de Rodolph, et obtenait, en somme, ce qu'elle voulait, à condition de recevoir de lui dix leçons par jour. Une telle différence d'âge les expliquait, ces leçons; au fond Rodolph ne considérait-il pas la Ratoune de temps en temps comme son enfant? Une enfant en tout cas. Et c'étaient des « Petite! on ne fait pas cela! » ou : « Petite, écoute-moi bien », qui agaçaient la Ratoune. Rodolph n'entreprit-il pas aussi de lui apprendre à mettre l'orthographe? Cela n'eût rien été, s'il n'en eût parlé à dix lieues à la ronde; en public il arrivait que Rodolph la reprît souvent, ou lui donnât

quelque semonce: quelle imprudence de la part d'un mari ! Comment ne songeait-il pas que la vanité blessée créait les plus vives rancunes?

Un jour, cette innocente s'oublia au point de citer une phrase de *Louis Lambert* devant les Pézenac. Rodolph déclara : « Elle vient de lire Balzac pour la première fois : la petite veut faire la savante devant vous ! » La Ratoune vexée avait rougi jusqu'aux cheveux, et avait gratifié Rodolph d'un de ces regards qui en disent long; s'il eût été meurtrier, ce regard, personne n'eût donné un *lei* de la peau noire de Rodolph, ce soir-là !

Rodolph, comme beaucoup d'hommes vieillissants, avait en lui-même une confiance illimitée, l'expérience... Cette confiance lui permettait de résoudre à la fois la question d'Égypte et de choisir l'heure du sevrage de ses « fillettes ». Il eût volontiers dit, comme un fameux professeur à un de ses élèves : « Monsieur, quand on possède la méthode, on peut tout entreprendre ! » De fait, Rodolph n'entreprenait rien, il se contentait de reprendre les siens. C'était beaucoup trop pour la Ratoune, qui se croyait revenue alors aux plus mauvais jours de Mlle Rochet, des pensums, et du panier à provisions.

C'eût été bien autre chose entre Mme Magon-Chabrier et sa belle-fille, si la petite ne se fût repliée en bon ordre lorsqu'elle flairait la discussion toute proche... Le principal sujet de divergences : les embellissements de la Barbaste.

La Ratoune eût désiré que l'électricité y fût installée, car elle avait menti en parlant à son amie des embellissements de la maison, mais *Mamang* n'en voulut pas faire les frais, et puiselle avait peur du feu; même, la Ratoune ne pouvait conserver chez elle une boîte d'allumettes : l'autre la lui dérobait. Bien mieux : une fois que la belle-fille était couchée, Mme Magon-Chabrier ne se relevait-elle pas et ne venait-elle pas à pas de loup reprendre la lampe? Le jour où la Ratoune avait émis la prétention de faire installer à la Barbaste une salle de bains avec douches, la comtesse douairière se montra stupéfaite de ce qu'elle considérait comme une lubie d'enfant !

Il faut bien l'avouer, la Ratoune, élevée quai des Théatins dans une famille modeste, n'avait jamais pris de bain que dans la Seine, ou dans les établissements du quartier, raison de plus pour faire naître à la Barbaste les jeux d'eau froide et

chaude à volonté. Mme Magon-Chabrier trouvait absurdes ces projets. Quant à Rodolph, il se retranchait derrière l'interdiction des médecins : ceux-ci lui avaient « défendu jadis, une fois pour toutes, de prendre des bains »! Sans quoi, « gare aux rhumatismes »! Rodolph s'abstenait donc, ostensiblement (ceci au grand dépit de la Ratoune), de toute hydrothérapie : la Ratoune, en soupirant, s'était fait une raison. Pourtant elle eût aimé de voir chez elle comme à Pézenac des tourniquets brillants, une baignoire plus blanche que le petit Joas, surtout les beaux aciers des appareils à douche, colliers de métal étincelants, tuyaux annelés comme le corps des pythons, pommes qui dispensent la pluie et le beau temps, le nord et les tropiques chez soi. Ensemble somptueux réservé à la richesse et aussi impénétrable au « pecquenot » que les plus subtils instruments de chirurgie!

La Ratoune eût voulu posséder tout cela, moins par hygiène que par désir de se montrer « à la page ». Le peu de soin que Rodolphe prenait de sa personne, ses poignets de chemise douteux, ses cols toujours ramollis, ses cravates en ficelle, ne choquaient que l'amour-propre de la petite, mais non son raffinement. Elle eût supporté même les vêtements de confection achetés à Bazas, *Aux Deux passages*, les chaussettes souvent croulantes, et cet accent vulgaire qu'elle discernait aujourd'hui pendant que son mari se complaisait à des histoires de table d'hôte, si elle eût été seule à les remarquer! Encore fallait-il que Rodolph ne lui fît pas honte devant leurs amis, devant les Pézenac surtout! Car la Ratoune, — qui était femme et fine, — discernait dans l'allure du fils Pézenac une élégance discrète, une sorte de chic aisé qui manquaient totalement au noir Rodolph : elle commençait d'en souffrir au fond d'elle-même. La comparaison est une terrible chose pour les âmes jeunes. Encore n'est-elle tout à fait nuisible que lorsque l'amour est absent : l'amour-propre, qui établit en famille une si forte solidarité, l'amour-propre seul est insuffisant à préserver le prestige d'un être que l'on considère sans passion; or, la Ratoune n'éprouvait évidemment aucune passion pour son corbeau. Jadis il avait pu lui paraître un fiancé enviable, mais quoi! la faconde de Rodolph en même temps que la Barbaste pouvaient bien éblouir une Ratoune de seize ans... Aujourd'hui ses yeux s'étaient ouverts.

Néanmoins, la Ratoune ne jouerait pas la femme incomprise, c'était clair. Si certaines choses l'agaçaient dans l'agencement de sa nouvelle vie, elle les considérait comme des détails. Un fait demeurait certain et confortable : son établissement à la Barbaste, où elle ferait un jour ce qu'elle voudrait de tout le monde. Pratique, totalement indifférente à autrui, cette petite serait, sans entraînement ni passion, parfaitement armée pour mener exactement la vie qui lui plairait; d'ailleurs, tout s'accomplirait sans drames.

— Êtes-vous capable au moins de faire un jour une belle bêtise? lui dit son ami Maurice de Pézenac en la considérant avec curiosité.

— Qu'appelez-vous une belle bêtise? répondit la Ratoune : aucune bêtise n'est belle!

— Enfin, je veux dire un acte spontané accompli sans réflexion... quelque chose d'emballé, d'un peu fou.

— Ah! ah! je vous entends : à votre profit? Ne comptez pas sur moi. D'ailleurs, je suis parfaitement heureuse ainsi : pourquoi ferais-je une bêtise?

Elle riait gentiment.

Les deux fils Pézenac s'étaient mariés jeunes. « Si l'on ne fait pas ça tout petit, déclarait le vieux marquis, on réfléchit, et alors, on est fichu! » L'aîné, Maurice, avait épousé une jolie fille pauvre, mais *née*; le cadet une roturière laide, mais riche; l'équilibre était satisfait, non les épouses, car leurs maris se montraient coureurs.

La belle Mme Maurice de Pézenac passait pour une *professional beauty*. Aucun fard ne se serait risqué sur un teint blanc et rose que rien n'animait, pas même le sourire. Mais la voix de la belle Catherine s'élevait douce, insinuante, un peu sourde; elle parlait toujours en tenant ses yeux pudiquement baissés; à certains moments, on eût pu la croire endormie; il n'en était rien : c'était la plus éveillée des pestes. « Elle ferme les yeux, disaient ses amies, pour ne pas voir l'effet de son venin. »

Son mari s'ennuyait fort auprès d'elle : qu'elle fût sotte, il s'en était toujours douté; mais son ravissant visage l'avait décidé jadis à orner pour la vie sa maison de ce beau meuble.

Depuis quelque temps le snobisme de Catherine était devenu agressif et, pis que tout, littéraire. C'était terrible d'entendre

cette jolie dame sabrer les écrivains de son temps. Fort difficile comme de juste, elle trouvait des fautes de français dans les œuvres de M. Abel Hermant; parfois elle déclarait qu'elle « ne pouvait plus lire un roman »; parfois on l'entendait affirmer, en parlant d'un ouvrage du marquis de Ségur que l'on s'accordait à trouver divertissant : « Il n'est pas difficile d'en faire autant, lorsqu'on tient tant de papiers à sa disposition! Donnez-moi des archives de famille, et je vous fais le même! » Heureusement, personne ne répondait à cette prière.

Bien des hommes n'eussent pas enduré une aussi parfaite sottise. Maurice, brave garçon, avait pris le parti de ne plus écouter.

C'était un jeune homme gai que Maurice de Pézenac, qui n'entendait rien à la littérature et n'y prétendait pas. Les femmes l'aimaient; il avait pour elles de gentilles attentions; comme, en outre, il possédait de longs yeux noisette, et qu'il était beau gars, on ne lui en demandait pas davantage.

La famille de Pézenac ne vint pas au complet ce jour-là chez Mme Magon-Chabrier : il n'en vint que trois membres au lieu de quatre. Catherine de Pézenac était rentrée trop lasse d'une promenade à pied sur la grande route de Saint-Symphorien, pour aller goûter au dehors. Car cette jeune dame s'imposait chaque jour au soleil, afin d'y fondre, une heure de marche en veste de loutre; elle songeait à l'embonpoint qui, il faut l'avouer, ne songeait pas encore à elle.

— Après un déjeuner copieux, expliqua son mari, car elle mourait de faim et de soif, elle a dû faire la sieste; elle dormait encore il y a une heure quand nous sommes partis, de sorte qu'avec son repas et son sommeil, au lieu de perdre une livre, elle en gagnera deux; ce qu'elle ragera demain matin sur son « pèse-madame »!

Mais la Ratoune, gentiment, déclara que la comtesse Maurice de Pézenac possédait la plus jolie taille qu'on pût voir.

— Je ne sais pas comment vous faites, toutes, déclara la marquise douairière, qui ne voulait pas être en reste, pour garder votre sveltesse ici : la vie des champs est pourtant reposante! A Paris, une jeune femme sort tous les soirs, s'agite, danse et veille, mais ici, comment ne prenez-vous pas d'embonpoint? Que faites-vous? Vous avez l'air d'un jonc!

Rodolph s'approcha en épointant sa barbe noire; il saisit sa

femme par la taille et l'appuyant tendrement contre lui, il prononça avec fatuité :

— Ce qu'elle fait, marquise? Rien. Elle a vingt ans !

La Ratoune se dégagea; elle ne goûtait pas les familiarités de Rodolph en public : elle avait épuisé la nouveauté de jouer aux amoureux légaux.

La marquise de Pézenac, aimable dame dont la grosse fortune (parfumerie de Grasse) avait relevé les tours du château patrimonial et rempli les douves, sortait d'une famille de *grands bourgeois ;* elle considérait avec indulgence Mme Magon-Chabrier, malgré les prétentions nobiliaires de cette dame, les armes qu'elle faisait peindre sur les bandeaux des cheminées et celles qui tournaient avec les girouettes de la Barbaste. La marquise adorait le pays de son mari par amour pour lui; elle prolongeait son séjour chaque année davantage, et y fût restée tout à fait, si ses belles-filles, à l'arrière-saison, ne l'eussent trouvé monotone.

Ces jeunes dames auxquelles la marquise s'efforçait de rendre la vie agréable, n'aimaient guère la campagne. Catherine de Pézenac, plus « sport » que l'autre, s'ennuyait dès qu'elle était assise. Quant à la laideronne, elle s'était fait dans la société qu'elle fréquentait une réputation facile de femme cultivée, car la mode est aux lettres, ce qui lui permettait de mépriser la famille de son mari, et surtout sa belle-sœur qui lui paraissait le dernier mot du snobisme mondain.

L'installation de la Ratoune avait amené dans la région un élément de divertissement tout neuf. Elle était gentille cette petite, se tenait bien; elle paraissait gaie, avec cela convenable : on pouvait l'inviter. On l'invita en effet d'abord à jouer au tennis et le soir au bridge; elle jouait fort bien au bridge d'ailleurs. Elle avait, cette Ratoune, un surprenant talent pour tous les jeux, « une aptitude infernale », disait Rodolph. Elle les apprenait tous en un tour de main, et une fois qu'elle les connaissait, plumait l'assistance à la ronde; c'était la partenaire rêvée que l'on se disputait. Ces dames la trouvaient gentille et, jusqu'ici, pas dangereuse ; habillée un peu simplet, peut-être? Mais bah! à la campagne, ce n'était pas un inconvénient. On l'avait donc attirée, soit à Pézenac, soit chez les Labrède à Marmande, ou chez les Saint-Hilaire, voisins un peu éloignés, et il était bien vrai qu'elle faisait partie d'une

petite « bande joyeuse », comme disait la marquise en susurrant, qui s'agitait beaucoup aux alentours. Les jeunes Pézenac avaient fait faire un tennis, on s'y réunissait, on y flirtait quand la chaleur était tombée : bien.

Mais, un beau jour, Maurice de Pézenac, qui trouvait longs les jours d'été en Gironde, entreprit d'entraîner la Ratoune à un autre genre de divertissement : ce fut justement le jour du goûter chez Mme Magon-Chabrier. Maurice de Pézenac avait demandé à voir l'élévateur d'eau qui fournissait la Barbaste, et qui était planté à bonne hauteur derrière la maison. En revenant, il avait fait avec la Ratoune qui le conduisait, un tour dans le bois de pins. Ils y avaient trouvé la chaleur enfermée là depuis le matin : elle s'était emparée d'eux et les avait accablés. La Ratoune, un peu lasse, s'était assise sur la barrière blanche qui limitait la grande allée de la Barbaste ; elle dit, continuant la conversation :

— Moi, je suis pour le progrès... J'aurais voulu installer ici le téléphone, l'électricité... Ma belle-mère ne veut rien entendre.

— Pourquoi ?

— Elle a peur du feu.

— Dans le téléphone ?...

Tous deux se mirent à rire comme deux enfants, et la Ratoune songea une seconde que jamais elle ne riait avec Rodolph aussi librement qu'avec cet ami d'hier.

Pézenac, couché sur le dos dans l'herbe du fossé, examinait la Ratoune habillée de piqué blanc, juchée sur sa barrière. Le regard du garçon allait des jeunes dents pointues aux petites chevilles minces, et il se disait que ce gentil morceau de femme était vraiment, dans ce pays perdu, très appétissant en vérité. Elle venait si bien de Paris cette petite-là, si directement, cela ne pouvait pousser qu'autour du *Printemps* une femme comme cela, si vive, si menue, si drôle, avec sa mine réservée de fillette qui veut jouer à la madame. Quels beaux yeux elle a !...

— Vous ne vous figurez pas comme elle est vieux jeu, ma belle-mère, continuait la Ratoune, évitant le regard de Pézenac, qui devenait fixe, vous ne vous doutez pas de cela à Pézenac !

— A Pézenac, ma petite amie, nous habitons l'aile droite avec les Jean, nos parents l'aile gauche ; la tour du milieu a été incendiée en 1686, après l'édit de Nantes, au moment des Dra-

gonnades. On aurait eu le temps, sans se presser, de la rebâtir, pas vrai ? car elle faisait communiquer les deux ailes... eh bien ! le marquis, mon vénéré père, l'ayant trouvée ainsi, et voulant laisser subsister pour l'exemple, j'imagine, le souvenir du danger qui menaça alors la France orthodoxe, le marquis, dis-je, n'a pas reconstruit sa tour. Vous m'entendez bien ? Il nous faut passer par le parc pour aller dîner : ainsi ne me reparlez jamais de retardataires...

Soudain, Maurice de Pézenac, sans crier gare, s'empara brusquement du pied de la Ratoune qui se balançait dans le vide.

— Ratoune ! aimez-moi !

— Qu'est-ce qui vous prend, Maurice ? cria la petite, furieuse d'une agression aussi vive... Lâchez mon pied, et je vous défends de m'appeler Ratoune. Je me nomme Marie !

— Ce pied est vraiment très coquet, poursuivit l'autre sans s'émouvoir ; la colère vous sied bien, ma chère Marie, je la préfère à votre impassibilité souriante, qui s'adresse indifféremment au marquis de Pézenac, à Rodolph, à la blanchisseuse et à votre serviteur.

Il posa ses lèvres sur le cou-de-pied de la petite ; elle lui échappa et glissa à terre.

— Maurice, vous êtes insupportable, assez !... ou...

— Ou quoi ? dit Maurice. Allez-vous chercher le secours de Rodolph, briser le cordon de la sonnette ? me faire chasser par vos gens ? appeler à la rescousse ce bon Ollive que j'aperçois là-bas examinant une « charrue vigneronne Bajac » avec la plus grande attention ? Parlez, chère amie, que comptez-vous faire ?

— Renoncer à votre société, si vous ne me fichez pas la paix ! prononça la petite, tout en riant de cette énumération.

— Riez, ma charmante, riez, le rire vous va comme la colère, et dites-moi quand vous venez ?

— Où cela ?

— Aux sources de l'Avance ; ne faites pas celle qui a oublié mes séduisantes propositions. Vous savez bien que vous m'avez promis une journée pour faire cette « charmante excursion », comme dit maman ; nous emporterons nos bicyclettes dans le train, et au retour, si vous le voulez, nous prendrons le thé au Palace de Bazas !

La Ratoune eut son petit rire.

— Le Palace ? C'est l'hôtel du *Cheval blanc* que vous voulez dire ? Très séduisant en effet, grand merci ! Naturellement vous invitez Rodolph ?

— Ne vous moquez pas de moi !

— Ah ! vous n'invitez pas Rodolph ? Alors c'est un traquenard organisé.

— Écoutez, ma petite amie, poursuivit Pézenac, il s'agit simplement d'attraper à Bazas le train de 7 heures 16.

— Pas facile !

— Évidemment, si vous commencez comme ça ! Ce train-là, par Langon, nous met à Marmande à 9 heures 1. Nous y descendons, nous prenons nos bicyclettes, nous traversons cette vieille Garonne (la route est charmante), le canal, et toute la vallée de l'Avance. Nous déjeunons à Casteljaloux, à l'Hôtel Fages. Nous allons, si nous voulons, aux sources... et puis, tout doucettement, nous remontons...

— En pleine chaleur...

— Prendre notre train à Marmande, et même, si vous êtes fatiguée...

— Écoutez, Maurice, inutile, je n'irai pas avec vous à Casteljaloux.

— Ah ! fit l'autre vexé, pourquoi ?

— Parce que je ne veux pas tromper Rodolph...

— Il ne s'agit pas de cela !

— Et de quoi s'agit-il donc à la fin, Lovelace ? Vous n'avez pas honte..., un homme marié !

— Dites donc, ma belle, ce matin, dans les vignes...

— Eh bien !

— J'étais déjà marié : malgré cette formalité, vous m'avez demandé très gentiment de venir goûter avec vous aujourd'hui, quoique votre belle-mère ne m'ait pas invité du tout. C'était bien une petite avance, cela, hein ?....

— Fi donc ! Maurice. Que dites-vous là ? Vous voyez le mal partout. Je vous ai demandé de venir en camarade ; vous êtes très gentil ; je vous aime beaucoup, vous savez, mais seulement n'est-ce pas ? avec les parents. Moi, je m'ennuie, et j'ai pensé que cela me divertirait de vous voir : voilà tout.

— Grand merci !

Pézenac n'avait pas l'habitude de cette défense de pension-

naire ; il se demandait si la petite n'était pas bien plus roublarde qu'elle ne le paraissait.

Mais la Ratoune ne lui laissa pas le temps de méditer :

— Allons ! ne faites pas cette figure-là. Hop ! rentrons. Vous êtes charmant, et moi aussi.

C'est ainsi que la Ratoune esquivait gentiment les difficultés et se faisait, parmi les quelques voisins qui l'entouraient, une gentille réputation d'honnête petite madame. On disait de Saint-Symphorien à Casteljaloux : « La petite Magon ? Ravissante, mais rien à faire ! » Voire...

VI

Il sait convertir en or jusqu'aux roseaux, aux joncs, et à l'ortie.

LA BRUYÈRE.

Certes, la vie que menait la Ratoune en Gironde eût pu sembler à la jeune comtesse de Pézenac, étroite et monotone ; pour la Ratoune, elle était fort acceptable, surtout quand elle comparait cette vie à celle qu'elle menait jadis quai des Théatins, perpétuellement houspillée par le pernicieux Joseph et ses méchants propos.

Elle songeait souvent aussi à sa mère, non pour s'attendrir sur son sort, bien sûr, mais pour se féliciter d'avoir échappé à un sort semblable. Elle la revoyait toujours languissante et décoiffée, se traînant de la salle à manger carrelée au « voltaire » de Meg Merrilies, s'efforçant de réaliser de pauvres économies écœurantes, discutant avec ses bonnes ; elle songeait au pensionnat, à l'eau rougie dans une vieille bouteille de Marie Brizart, etc., et elle se réjouissait d'avoir échappé à cette géhenne.

Dans les rares lettres que la Ratoune écrivait à sa famille, il n'était question que de plaisirs, de réceptions et de somptueux pique-niques. Elle envoyait aussi des photographies, son portrait, quelquefois les petites qui paraissaient maigrichonnes, assises sagement sur une pelouse, ou, pendant les vendanges, juchées sur une seille pleine de raisins ; on voyait aussi la Barbaste remise à neuf.

Un été le jeune ménage se transporta à Royan pendant un mios, quoique la comtesse douairière eût blâmé cette folie ; la

récolte de l'année avait été précisément déplorable. « Les Rodolph » avaient loué nonobstant une villa dans les allées du Parc, à deux pas de l'Oasis, de compte à demi avec les Saint-Hilaire ; on avait emmené les enfants. « La mer fera du bien aux fillettes », avait déclaré Rodolph, enchanté de changer de place et d'aller s'étendre ailleurs. La Ratoune écrivait à sa belle-mère que les Saint-Hilaire étaient des « boute-en-train » fort agréables.

— C'est elle qui a arrangé tout cela, confiait Mme Magon à Ollive, et elle a choisi les Saint-Hilaire parce qu'ils sont riches. Ah ! elle est finaude, ta belle-sœur, elle sait ce qu'elle fait. Elle n'eût pas pensé à cette villégiature en commun avec des gens qui n'eussent pas possédé une bonne Lorraine-Diétrich, sois-en sûr.

Il est certain que les partenaires étaient bien choisis : riches, généreux. La Ratoune (en silence) exultait.

« On » allait faire des tournées en mer. Un jour « on » avait poussé jusqu'à l'île d'Yeu, et puis le mauvais temps étant survenu, il avait fallu coucher dans l'île, chez l'habitant. « On » n'avait pu trouver qu'une chambre pour tout le monde. « On » s'était fort diverti, mais Rodolph souffrit tant du mal de mer qu'il jura de ne pas recommencer l'aventure. Maintenant, il restait à Royan, dormant sur le sable ou s'amusant avec les « fillettes », pendant que les autres se promenaient en mer. Évidemment, quai des Théatins, on n'avait pas prévu le yachting, et le pernicieux Joseph écoutait ces relations avec un dédain plein de rage. Le jour où la Ratoune envoya son portrait et se fit voir coiffée d'une casquette de yachtswoman, on la lui montra à table : il faillit s'étrangler avec son brochet.

Ce fut cette année-là, à Royan, que les Magon-Chabrier firent la connaissance de Beaugras.

Il y venait tous les ans avec son bateau, le *Mistenflûte*, (800 tonneaux), y passait trente jours qui représentaient ses vacances de l'année. Comme il redoutait le bruit, il louait à l'hôtel toutes les chambres qui entouraient la sienne, et il ne voyait personne, ne s'occupait plus d'aucune affaire, défendait même qu'on lui envoyât son courrier.

Après ce repos de Royan, il rentrait à Bordeaux et reprenait tout.

On disait que Beaugras avait commencé groom dans une

grosse société de crédit, qu'il s'était fait, comme on dit dans les articles nécrologiques, « *remarquer de ses chefs* » qui l'avaient transformé en petit commis, puis en employé; il grimpa ainsi jusqu'au fauteuil directorial... Quoi qu'il en soit de cette histoire, Beaugras, qui fut réellement directeur de cette grande maison, n'y resta pas longtemps. Son amour des affaires, son goût de la spéculation plutôt, l'entraîna un jour trop loin; il mit le navire en péril. On le débarqua.

Dès lors, libre, riche, célèbre par sa légende, il put se conduire à sa guise. C'était le moment où l'Angleterre commençait de jeter les mines d'or sur le marché. Beaugras, très habilement, sut en tirer un parti considérable; surtout, il sut vendre à temps. La *Central mining* et la *Chartered* furent certainement à la base de sa formidable fortune. Très peu de temps après l'apogée de septembre 1895, le krach survint. Beaugras n'y perdit pas un centime; il s'était déjà engagé dans d'autres affaires. Sa réputation d'habileté y gagna. Dès lors sa fortune ne cessa de s'accroître.

Aujourd'hui Beaugras était célèbre, non seulement en France, mais dans les quatre coins de l'univers. Il faut reconnaître que ce gros homme avait le génie des affaires. Il les accaparait toutes, et singulièrement entre ses mains les médiocres devenaient solides, les bonnes excellentes : chemins de fer, chalutiers, laits bâlois, publicité, transports en commun, constructions économiques, bazars d'Orient, banques internationales, entreprises hôtelières, rizières de l'Indo-Chine, soieries de Brousse, caoutchoucs, tabacs..., que sais-je? Il les créait, les drainait, les menait, et toujours à la fortune.

Beaugras que ses amis (dans ce milieu on n'a pas toujours la plaisanterie fine ou légère) appelaient *Veau-gras*, ne s'était pas marié, malgré les efforts de plusieurs générations de jeunes filles entre dix-huit et trente-cinq ans qui avaient essayé en vain sur lui leurs philtres. « Les femmes du monde m'intimident », disait-il, « je n'aime que les autres, et puis je voyage constamment, que ferais-je d'une femme qui m'appartiendrait? » Il ajoutait : « Je n'ai aucun goût pour le cocuage. » On répétait ces propos. — « Ce Beaugras! est-il mal élevé! » Les mères, à regret, considéraient ce gros homme grisonnant qui représentait tant de banques et tant de tramways, et lui trouvaient une certaine beauté.

Certainement, il y avait une part de vérité dans les réponses de Beaugras; il y avait aussi d'autres raisons à son célibat. Quinze ans auparavant, Beaugras avait eu un enfant né de sa rencontre d'un soir avec une assez belle fille de Toulon (les uns disaient une servante d'hôtel, les autres désignaient une provenance plus basse encore). Un enfant? Du moins lui avait-on persuadé que l'enfant était de lui; et après tout, cela pouvait être..., pourquoi non?... Il avait reconnu cet enfant, et avait doté la mère, affreuse mégère, qui partageait son temps entre le poste et le débit voisin ; il s'en était débarrassé ainsi. Elle lui avait vendu ses droits sur l'enfant auquel elle ne s'intéressa que pour les avantages qu'il pouvait lui apporter.

Alors Beaugras, qui s'était attaché au petit, toujours délicat, peut-être phtisique, l'avait installé somptueusement dans une grande villa d'Arcachon, sur la route du Moulleau. L'enfant avait vécu là avec une gouvernante, des domestiques, comblé de soins, de confort, et de cadeaux.

Cet enfant d'une fille de faubourg grandit dans une opulence extraordinaire; il fut choyé, soigné, comme un ouistiti dans sa cage. Livré à lui-même avec une terrible hérédité, il révéla très tôt des instincts assez vulgaires, que l'on combattit mal. Que deviendrait-il? Le père n'avait guère le temps de s'en occuper; de temps à autre, il arrivait, chargé de cadeaux et de sucreries à remplir la maison. Beaugras le gâtait trop, croyant remplacer ainsi le temps et les soins qu'il ne pouvait lui accorder. Le petit fut vite blasé : tous dans la maison étaient à ses ordres, guettant une approbation, un élan de joie, un sourire... qu'il n'avait pas. Un jour, son père arriva au Moulleau, portant un magnifique bateau à vapeur avec ses cheminées, sa petite chaudière, sa soute à charbon, etc... Max regarda tout cela d'un air hébété. Enfin il dit : *J'en aurais mieux aimé un à voile*! Ce fut une des rares occasions où il se prononça.

A treize ans, il ne souhaitait plus rien; il vivait dans sa villa comme un vieux monsieur dans sa goutte, entouré de ses domestiques; il eut aussi ses voitures, ses chevaux, son poney, ses chiens. Sans réel désir de rien, il obtenait tout en bâillant. Lorsqu'on le voyait, morne, désemparé, on s'écriait autour de lui : « *Mon Dieu! cet enfant s'ennuie! Il fait de la neurasthénie.* » A ce régime il eût pu devenir odieux; il ne l'était pas, il n'était rien. Il ne s'intéressait à rien, il n'aimait pas à lire; jouer

l'essoufflait ; il appliquait difficilement son esprit paresseux à un travail quelconque, et il passait des heures entières à regarder à travers une fenêtre derrière laquelle il ne passait personne. Ce pauvre enfant sans grâce et sans jeunesse, planté dans les ennuyeux sables d'Arcachon, ressemblait à un pin débile qui ne donnera jamais ni ombre ni résine. Il gagna ainsi péniblement ses dix-sept ans, sans joie et sans autre peine que le souci d'une mauvaise santé.

Beaugras, qui se désolait, au fond de lui-même, de cette sécheresse, aimait son fils, et eût voulu passionnément en être aimé ; il eût voulu avoir ce que les autres parents ont : des embrassements impétueux, de tendres paroles naïves, la confiance absolue du petit qui croit en vous, se repose sur vous et vous demande... tout, pour commencer. Enfin il eût voulu se sentir nécessaire : se sentir nécessaire à la vie d'un être est la plus immense des flatteries du cœur. Que peut-on refuser à celui qui vous dit : *J'ai besoin de toi* ? Jamais le fils de Beaugras ne lui avait adressé ces paroles-là. Il voyait bien que les visites qu'il faisait au Moulleau n'étaient pas attendues, sa présence indispensable. Jamais on ne lui répondrait ce que la fille de la Ratoune, fiévreuse, avait répondu à sa mère qui offrait d'aller lui acheter des jouets pour la distraire dans son lit : « Pas la peine, j'ai mon p'pa ! »

Peu de gens connaissaient le Beaugras du Moulleau ; on ne voyait d'habitude que le noceur assez épais, ou le prestidigitateur heureux qui transformait les cannes à sucre en tapisserie des Gobelins, et bâtissait des villes avec des tickets de tramways, l'homme d'affaires qui, le soir, flanqué de petites femmes, se divertissait dans les boîtes de Montmartre, ou traversait l'Amérique sans s'arrêter au Niagara.

Rien, dans ces divers personnages, ne faisait deviner le pauvre bonhomme qui visitait la villa d'Arcachon comme Triboulet visitait la maison où il avait enfoui la vie de son cœur.

A Royan, cette année-là, les Saint-Hilaire dont il était l'ami, le découvrirent et l'appelèrent ; après une courte lutte, Beaugras accepta de déjeuner à la *Villa des Flots* que les Saint-Hilaire occupaient. Ce fut son premier contact avec la « bande ». Il parut s'y plaire, malgré ce qu'il appelait sa sauvagerie, qui n'était sans doute que la crainte de s'ennuyer dans un monde

plus correct ou moins jovial, si l'on veut, que celui qu'il fréquentait d'habitude.

A la vérité, il avait remarqué la petite Ratoune, et la petite Ratoune lui avait plu terriblement ; en outre, celle-ci l'intriguait. Qu'y avait-il derrière ce petit visage fermé ? Que signifiait le regard de ces yeux trop grands et souriants, mais parfaitement indifférents dans cette petite tête d'enfant correcte ? Que signifiaient cette réserve, ce silence ? Beaugras était ému. L'extrême jeunesse de la petite, aussi, l'attirait. Hélas ! lui n'était plus jeune. Beaugras se promettait d'étudier ces énigmes, car il se croyait assez fin pour pénétrer le cœur des femmes, ayant fait des affaires pendant trente ans.

Comme tous les spécialistes d'un certain ordre, Beaugras ne s'intéressait qu'à sa spécialité : les affaires. Qu'il y eût à Bordeaux en dehors de son cercle, qu'il y eût en France même, des gens que le bluff de la Rio Tenido ne passionnait pas, des gens qui lisaient, ou pis, qui perdaient leur temps à écrire, cela lui paraissait du dernier bouffon. Il disait : « Je n'ai guère le temps de lire mon journal ; pourtant, je prélève cinq minutes chaque matin, pour parcourir la chronique des courses... » Avec les courses il admettait encore le théâtre, c'est-à-dire le music-hall ou l'opérette, les chanteurs « rigolos », les boîtes de Montmartre. Il ne fallait pas lui parler d'autre chose. Tout le reste, il le rangeait sous le vocable vague et terrifiant de *philosophie*.

Très pris par ses affaires qui étaient lourdes, il sentait vaguement qu'il existait, en dehors des boursiers ou des hommes politiques qu'il fréquentait, une autre société plus cultivée, plus livresque (« des poseurs » ! pensait-il), mais il se gardait d'y pénétrer, redoutant de s'y sentir mal à l'aise, jugé peut-être trop trivial ; un instinct l'avertissait de s'en écarter ; d'ailleurs il s'y fût ennuyé éperdument, car lorsqu'il abandonnait son cabinet, il songeait à se divertir à l'aise et non à se courber au joug du monde proprement dit. Ses vieux copains, comme il les appelait, vivant presque tous avec d'anciennes danseuses ou des femmes du quart de monde, lui offraient exactement la société qui lui plaisait : pas d'effort à faire, pas d'habit à mettre, pas de joute d'esprit à entreprendre ; de bonnes plaisanteries salées, un laisser-aller confortable, liberté complète de tenue et autant d'histoires graveleuses que l'on en veut. « C'est le repos »,

disait Beaugras en expliquant à ses amis le genre de vie qu'il menait à Bordeaux, à Paris, ou au Caire. Car les affaires l'appelaient à Paris autant qu'à Bordeaux, et il retrouvait partout le même groupe appartenant à la société libre et riche de la finance, des affaires ou de la fête.

Pour Ratoune, qui ne connaissait rien que le quai des Théatins, sa famille, la gêne, puis un mariage provincial qui lui avait paru jadis la fortune et la grande vie, Beaugras représentait la vraie puissance, la richesse, l'abondante, l'infinie richesse. Elle admirait que cet homme eût acquis tant de Rio, de Suez et d'Égypte unifiée, et que les grosses maisons de crédit s'adressassent à lui pour leurs paiements en or à la Banque de France.

C'est la première fois qu'elle voyait de près une personnalité si forte, douée d'autant d'assurance et de prestige.

Beaugras revint souvent; il parlait en détail de ses goûts, de sa vie : il aimait à brocanter : les meubles ne traînaient pas chez lui. Il raconta un soir que les marchands d'antiquités suivaient sa piste pour lui proposer, qui un mobilier de Beauvais : « Mais, j'en ai déjà trois », qui un Chardin célèbre; tout récemment encore un service en Chine de la bonne époque payé par lui soixante-dix mille, il l'avait revendu le triple en Amérique.

— Mon vieux, confiait-il à Saint-Hilaire, je ne marche qu'à coup sûr, moi, hein! En ce moment on me propose trois cent mille de mon cartel du XVIe; j'en veux cinq cent mille ou rien; je les aurai, hein?

Saint-Hilaire dit :

— Le Louvre ne voulait-il pas l'acheter?

Mais l'autre haussa les épaules :

— Des râleux! Ils n'ont pas le sou. Non, non : Beaugras ne traitera qu'avec l'Amérique.

On comprend que la Ratoune fût éblouie de voir voltiger de tels chiffres, elle à qui l'on refusait une douche écossaise... En outre, voilà que ce nabab s'occupait d'elle, de la Ratoune; c'était la première fois qu'elle sentait autour d'elle les soins et le désir d'un homme aussi important. Sa vanité était flattée, elle-même ravie; pas plus aujourd'hui que cinq ans auparavant quand Rodolph la courtisait, elle n'était rebutée par l'âge mûr de ce gros homme replet, à côté de sa jeunesse en fleur; aujour-

d'hui comme alors, une sorte de force l'entraînait, qui lui cachait les défauts et les tares, et ne lui montrait que la séduction de la richesse triomphante.

Lorsque les fils Pézenac, l'un après l'autre, car chacun le tenta, lui avaient fait la cour, elle n'avait rien éprouvé de pareil à l'immense flatterie qu'elle ressentait aujourd'hui. Ces jeunes hommes eussent pu lui plaire, mais la Ratoune avait gentiment désarmé leurs efforts sans les blesser avec son petit hennissement, toujours le même. Elle ne songea pas alors à tromper le noir Rodolph. Inutile, bien qu'ils fussent beaux tous deux et jeunes presque autant qu'elle ; mais la Ratoune ne connaissait ni l'entraînement, ni la passion de l'amour; du moins n'éprouvait-elle aucun de ces deux phénomènes pour les jeunes Pézenac. Ici, devant cet homme ventru qui chauffait son cognac (1815) en racontant des histoires raides, elle était troublée. Songez donc! Beaugras la regardait avec insistance, lui parlait dans les coins, l'emmenait dans son auto; elle seule régnait, pas d'autres, et l'homme dont elle attirait l'attention, qui s'affichait avec elle, c'était Beaugras, prince de la finance et célèbre dans la galanterie : ça, c'est un succès!

Quant à Beaugras lui-même, il ne prenait jamais grand souci du choix de ses maîtresses : il s'était adressé jusqu'ici aux gentilles petites jeunesses qu'il avait sous la main, secrétaires, ou amies rencontrées là ou ici. Il les installait, les meublait avec d'admirables meubles, les sortait le soir, parées somptueusement, car il payait bien, les asseyait à côté de lui en auto... Ça durait ce que ça durait... Le jour où sa fantaisie passait, comme il était généreux, ses maîtresses pleurnichaient peu, et partaient consolées en emportant leur Aubusson.

C'était la première fois qu'il était attiré si vivement par une femme mariée, de la bourgeoisie, ce qu'on appelle une honnête femme enfin. Il n'y comprenait rien, mais il se rendait parfaitement compte de cette bêtise qu'il allait faire. La petite l'intriguait, et puis elle était si jolie, si fine, il eût voulu lui plaire ; toutefois, comme il n'était point sot, il sentait bien qu'il ne pourrait jamais être agréé que tel qu'il était, en jouant de sa richesse et de sa bonhomie, et non en posant au jeune galant. Parfois il déplorait cet entraînement, ce goût pour la Ratoune; il sentait que tout cela le distrairait des affaires sérieuses, et introduirait dans sa vie des complications et des ennuis qui

n'étaient plus de son âge; parfois il était heureux de se sentir plus jeune qu'il ne le croyait, capable d'un vif béguin pour une gentille petite : lui-même serait aimé... demain peut-être? Cette idée le flattait, naturellement.

VII

Dumaine. — Et à moi, mon amour,
et à moi, quelle sera ma pénitence ?
Catherine. — Une femme.
SHAKSPEARE.

La passion de Beaugras était suivie de près par toute « la bande » de la *Villa des Flots :* on marquait les points; tous l'avaient vue naître, cette passion et grandir, sauf Rodolph, si flatté de connaître un homme d'une telle opulence, qu'il ne distinguait plus autre chose.

Beaugras cependant ne s'était pas déclaré encore, il s'impatientait et pensait : « Je piétine, je piétine »; il enrageait. D'habitude il n'y mettait pas tant de façons, mais ici c'était plus gênant... et puis ce joli visage impassible... Un vrai bijou, cette petite. Comment faire avec elle?

En vérité, la Ratoune le guettait ; elle s'amusait passionnément : être aimée de Beaugras, c'était déjà intéressant, mais l'intimider, c'était prodigieux! Elle se demandait comment tout cela finirait. Elle ne pouvait se figurer Beaugras lui faisant une déclaration comme au théâtre : quel fou rire! Qu'il ne s'avisât pas non plus d'être mal élevé! La Ratoune était ravie. Les femmes le sont toujours quand elles sentent rôder une déclaration d'amour autour de leur personne. Elles ont un rôle charmant à remplir pendant ce temps-là, car c'est une comédie qui se joue pour elles, dont elles sont à la fois l'enjeu, les actrices, et les spectatrices.

Ici Beaugras espérait que la petite ne monterait pas sur ses grands chevaux, mais peut-on être sûr de quelque chose avec les femmes du monde? Quelle engeance! Celle-ci valait le risque (hein?); il n'en connaissait pas de si jolie. Il avait bien hasardé une phrase l'autre jour, en auto, alors qu'il la ramenait de promenade; il lui avait pris la main, puis le bras, puis la taille : la figure de la petite n'avait pas bronché. Qu'avait-elle pensé? « Sapristi, quelle affaire! Comment me suis-je fourré

dans ce guêpier? » Ainsi maugréait Beaugras, tour à tour furieux et ravi.

Un soir, en remontant avec sa femme dans leur appartement, Rodolph la suivit dans sa chambre, posa sa bougie sur la cheminée et s'installa dans un fauteuil. La Ratoune, impassible, frémit au fond d'elle-même. Allait-il lui faire des remontrances?

— Ma Ratoune, que penses-tu de M. Beaugras?

— Qu'est-ce que tu veux que j'en pense? Je le connais à peine, je pense qu'il est fort aimable, et voilà tout...

— Ah! ma Ratoune, dit Rodolph en la menaçant d'un doigt que le tabac avait jauni comme un tuyau de pipe, j'attendais autre chose de toi. Tu ne remarques pas l'assiduité de cet homme considérable auprès de nous?

— Non, reprit la petite en baissant les yeux.

— Eh bien! moi je suis plus fin que vous tous ; je l'ai remarquée. Nous lui plaisons à ce financier, il ne sort pas des « Flots ». (Ah! ah!) Il y vient quatre fois par jour, il cause longuement avec moi. C'est une relation à conserver, ma belle! Un homme comme lui, associé à un homme comme moi, cela pourrait faire de grandes choses.

La Ratoune le regarda, stupéfaite :

— Tu veux faire de grandes choses, toi, Rodolph?

— Eh bé! pourquoi non? Beaugras est un homme magnifique. Il a des affaires sur tous les points du globe. Qu'il s'intéresse à moi, et me nomme directeur commercial en Tunisie de ses phosphates, en Algérie de ses vignobles, régent à Salonique de sa Banque internationale, que sais-je? Il y a aussi les bazars, la publicité. C'est l'embarras du choix. Il a fondé récemment aux environs de Saïgon une petite coquine de ville pour l'exploitation des arachides (tu entends, une ville : formidable!) il paraît qu'il y aurait gros à gagner là-dedans. Eh! qu'est-ce que tu en dis, mignonne? Te voilà toute saisie!

— Eh bien! et la Barbaste?

— Ollive est là, voyons, et la *Mamang!* Pas d'erreur, ma petite, si tu veux croupir toute ta vie dans le canton de Bazas, il faut continuer comme nous l'avons fait jusqu'ici, à nous occuper de la taille en éventail, du sulfatage arsénieux, de la pucette et de l'oïdium, fléaux de la vigne en fleur! Tout cela te mènera bien, bon an, mal an, à un bénéfice net de deux pour cent; il n'y a pas de quoi s'acheter une maison aux allées de Tourny

pour nos vieux jours ou même te couvrir de diamants dans tes jeunes années? Non, non, si je peux moi, hop! je saute en selle, c'est l'instant, et *adious!*

— Tu ne songes pas à emmener tes enfants en Cochinchine, dans ce marécage!

— Et pourquoi non? Le climat est *essellent* pendant la saison sèche, m'a dit ce soir M. Beaugras.

La Ratoune s'étonna de nouveau : Rodolph avait déjà parlé de cela à ce monsieur?

— Non pas! C'est lui qui le premier...

— ... T'a proposé de nous exposer là-bas?

— Non, non, toi, tu ne me rejoindrais que par la suite. Je partirais seul tout d'abord, pour me rendre compte, voir si l'affaire me plaît. Oh! mais je ne me déciderai qu'après examen, moi : librement.

La Ratoune eut un geste charmant : « Nous séparer, Rodolph! » et Rodolph s'émut, « pauvre petite! » et puis : « Voyons, voyons », il entreprit de la persuader. « Mais pourquoi la Cochinchine? répétait la Ratoune, qui avait admirablement saisi le plan de Beaugras et riait sous cape. Ne pourrait-on aller moins loin? Tu parlais de publicité tout à l'heure, le siège de cette affaire-là n'est-il pas à Paris? » Rodolph expliqua que la publicité, hein? ce n'était pas son affaire.

— Les arachides non plus, rétorqua sa femme.

— Tss! Tss! Tss! Il ne s'agit pas de faire de moi un chimiste, mais un fondé de pouvoirs, tu entends, petite? Une sorte de gérant responsable. C'est clair... Je suis né pour gouverner, moi, que diable! Je ne suis pas fait pour biner ma vigne comme Ézéchiel, pendant l'éternité. L'arrivée de ce monsieur ici est une indication de la Providence! Une chance qu'elle m'offre : à moi de la saisir. Celle-là ne se renouvellera certainement pas. Mordious! poursuivit Rodolph en s'animant, qu'as-tu à rester là comme une statue de bois, ma belle? Je ne suis plus un jeune homme, moi! Il m'arrive au fond de ma province une pareille aubaine et je la laisserais échapper, nenni! — Et de faire briller aux yeux de la Ratoune, la vie somptueuse qu'ils mèneraient tous deux là-bas? — D'abord, gros traitement, automobile à la disposition. On habite un vaste palais neuf dans le style indo-chinois, tu vois ça? Des trucs de bois découpé, des arcades, hein? et des particuliers en turban, les

bras croisés, qui s'inclinent sur votre passage en se touchant le front comme chez Aladin, ma petite! On est des personnages enfin; c'est la vie large; nous serons reçus partout : chez le gouverneur, dans le corps diplomatique, etc., etc... et puis c'est un pays d'une richesse inconnue; on peut tirer dix mille fois, cent mille fois l'équivalent de la production actuelle; d'ailleurs la population qui était de 1 300 000 habitants en 1875 est aujourd'hui de 2 900 000 : ça dit tout, ça, ce sont des chiffres! Population laborieuse, sale d'ailleurs, colons, Annamites... La ville de Beaugras est située entre Cholon et Saïgon, à quelques kilomètres de la capitale. Il m'a donné des détails : ces régions-là sont d'une fertilité dont tu n'as pas idée !... Et la culture des arachides, l'extraction de ses succédanés, l'utilisation de l'huile; si un homme intelligent s'occupe de l'extension, ce sont des milliards, tu entends, petite! des milliards... Et le caoutchouc!...

Rodolph ne tarissait plus devant la Ratoune stupéfaite...

Pendant qu'il parlait et qu'il croyait la séduire avec sa faconde, elle songeait : « Ce Beaugras, quel malin! Certainement il a dû travailler Rodolph depuis longtemps... Voyons, depuis quand? Ah! oui, depuis le jour où il m'a dit: « Je vous donnerai des preuves de ma tendresse; ne riez pas de moi, petite amie! » Oui, c'est ça, c'est le jour où il m'a emmenée à Pontaillac; il était très rouge au retour, et dans la voiture il a voulu me prendre dans ses bras. Et Rodolph, quel niais! Comme il s'est laissé piper! Ah! ce n'était pas difficile, bien sûr; encore un qui n'y voyait pas plus loin que son nez... La vanité, toujours! En lui expliquant qu'il aurait un grand train de maison, et qu'il ferait ses recouvrements à dos d'éléphant, voilà un homme à la mer! »

Elle l'interrompit doucement :

— Et moi, qu'est-ce que je deviens dans tout cela?

— Toi, ma belle, tu restes avec la *Mamang* à la Barbaste, tu surveilles les fillettes, tu prépares doucettement ton petit voyage; dans six mois, après les pluies, je reviens, je t'enlace, je t'enlève sur ma galère, et vogue!

La Ratoune songeait toujours à Beaugras. « Ah! ça ne traîne pas avec lui : aussitôt vu, aussitôt flambé, aussitôt flambé aussitôt résolu, mais il ne me consulte pas, moi! Me compte-t-il pour rien? Ou dispose-t-il de ma personne avec une telle désin-

volture qu'il est sûr de son succès? Il ne perd pas de temps, le Bordelais. Quelle audace ! » Au fond, cette audace la flattait. Qu'allait-elle dire? Rien, elle laissait faire Rodolph puisqu'il était si joyeux, puisque cette perspective lui souriait tant! Cette perspective? Elle se mit à rire ; évidemment Rodolph et Beaugras n'avaient pas la même. D'ailleurs, lancé comme son mari l'était, pourrait-elle s'opposer?..

— Eh bien ! mignonne, tu as ri, tu es séduite, hé ?

— Donne-moi quelques jours, Rodolph ; il me semble que ce monsieur eût pu me consulter aussi.

— Allons ! Ratoune, pas de fariboles ! Faisons-nous affaire, oui ou non ? Veux-tu sortir de Saint-Symphorien, ou veux-tu enfermer ta jeunesse et ta beauté dans un trou comme un sarment de vigne? Parle, parle...

Le lendemain, Beaugras accompagna la Ratoune à la Grande Conche pour le bain. Il avait pris l'habitude, ces derniers temps, d'assister à cet exercice : voir sa petite amie entrer dans la vague lui plaisait; lui n'osait se risquer à sa suite, quelques légères atteintes de goutte l'ayant rendu prudent, mais il l'accompagnait; il se sentait rajeuni et heureux.

La Ratoune nageait mal, comme la plupart des femmes. Elle avait appris aux bains Ouarnier, dans son enfance, à faire les mouvements avec un vieux baigneur en toile cirée orné de boucles d'oreilles : « une, deux, ployez, une, deux... » Mais elle barbotait avec grâce, faisait aussi la planche, et sortait de l'eau dans un maillot ruisselant qui ne scandalisait personne.

Ce jour-là, Beaugras, large et rutilant, vêtu de flanelle, son éternelle raquette à la main (il ne jouait que rarement au tennis, craignant les battements de cœur), subit, assis près d'elle, l'attaque de la Ratoune :

— Pourquoi donc, monsieur Beaugras, voulez-vous envoyer mon mari en Cochinchine ?

— Ah! mais, je décline toute responsabilité, moi, hein? C'est votre époux lui-même qui m'a offert de devenir mon collaborateur dans une des affaires dont je m'occupe.

— Et alors, vous, tout naturellement, vous avez songé à la première ville venue ! — Saïgon, par exemple !

— Vous êtes une enfant, reprit Beaugras. Lui et moi, nous avons longuement débattu tout cela. Votre mari ne peut être,

à son âge, bon à tout, hein ? Il m'a paru très désireux de mener la vie coloniale... Mais si vous ne voulez pas vous séparer de ce Rodolph, n'en parlons plus !

La Ratoune comprit qu'elle avait été trop vite, et arrêta un peu le mouvement :

— Je n'ai pas dit cela ; j'ai dit que la Cochinchine, c'était bien loin. Voyons, ne vous fâchez pas !

— Loin, loin ? Pour qui ? Pour lui ou pour vous, hein ?

Beaugras la guettait ; elle se mit à rire, puis, tout bas :

— Pour moi.

Il se fit paterne :

— Mon enfant, il n'est pas question de vous, voyons, hein ? Vous resterez en France ; il ne faut pas songer à cela pour le moment. Comment avez-vous pu croire d'ailleurs que je pourrais me passer de vous maintenant, hein ?

— Mais Rodolph est très emballé ; il m'a dit qu'il viendrait me chercher dans six mois !

— Laissez-le dire, laissez-le partir surtout, hein ? Que diable ! Il n'est guère à plaindre ; si l'affaire lui plaît, il aura là-bas une situation unique, il vous reviendra doublé d'or. Vous devriez me remercier, ma belle, au lieu de me gronder avec cette véhémence.

Il reprit :

— Mais non, ne me remerciez pas ; c'est pour vous, c'est pour que vous...

Il se tut ; il regardait la Ratoune, il lui semblait qu'il venait de l'apercevoir pour la première fois, cette petite. Quelle jeunesse !

La finaude, qui avait vu le regard de l'autre s'attrister, lui tendit sa petite main salée :

— Faisons la paix : je consens à me séparer de Rodolph, à condition que rien ne soit définitif.

— Parbleu ! — Beaugras retourna la patte brune dans sa large paume, et en baisa l'un après l'autre les doigts. — Et moi, pendant ce temps-là, je me charge de vous, hein ? C'est dit ? Je vous promène, je vous distrais, je vous console, je suis pour vous tout ce que vous voudrez, un oncle, un frère, un cousin, un ami, hein ?

Elle remarqua qu'il n'avait pas dit un père. Cette abstention la fit sourire.

— Eh là ! monsieur Beaugras, doucement ! Je ne suis pas orpheline.

— Tant pis !... Je voudrais que vous ayez besoin de moi pour tout !

— Vous n'allez pas me compromettre au moins, en l'absence de Rodolph ?

La compromettre, elle voulait rire ? C'était charmant.

— On dit que vous êtes un homme dangereux. Est-ce vrai cela, monsieur Beaugras ?

Il prit un air avantageux : « gentille petite ! » — Et tout de suite :

— Laissons cela, parlons de vous, rien que de vous. Alors, vous voulez bien que je pense à vous, dites ? Je le voudrais tant, si vous saviez... Dites oui, Ratoune ? Dites ?

Cela avait l'air d'une demande en mariage.

La Ratoune, qui avait repris si vertement Pézenac lorsqu'il lui avait donné son surnom à la Barbaste, ne fit, cette fois, aucun reproche à son vieil amoureux.

MARIE-LOUISE PAILLERON.

(La dernière partie au prochain numéro.)

DEUX ANNÉES A BERLIN

1912-1914

III[1]

LA PREMIÈRE GUERRE BALKANIQUE

I

Me voici, le 6 octobre, de retour à l'hôtel Adlon. Je dois prendre part, dès mon arrivée, comme chef de la délégation belge, à une « conférence concernant les expositions internationales », convoquée par le gouvernement impérial. Le dessein qu'il poursuit en nous invitant à cette réunion n'est pas de favoriser, mais au contraire de limiter la fréquence des expositions de ce genre. L'Allemagne officielle ne voit pas d'un bon œil ces grandes foires commerciales; elle estime que les dépenses d'installation qu'elles lui imposent pour figurer avec honneur, avec un éclat digne de son importance et de sa réputation industrielles, ne sont pas compensées par le profit qu'elle en tire. Elle les juge aussi trop nombreuses. Elle n'en a pas besoin, d'ailleurs, pour vendre sa fonte et son acier, ses machines, ses canons et ses produits chimiques.

Sa mauvaise humeur contre les expositions universelles rejaillit sur la Belgique qui, en moins de dix ans, en a organisé trois chez elle, à Liége en 1905, à Bruxelles en 1910 et à Gand pour l'année 1913. La participation de l'Allemagne à l'exposition de Bruxelles n'avait pas laissé d'être fort belle: toutefois, dans le domaine des beaux arts et des arts industriels, elle fut éclipsée par des rivales. Le gouvernement impérial a refusé tout subside à ses nationaux qui voulaient exposer

(1) Voyez la *Revue* des 15 février et 1er mars.

leurs produits, l'an prochain, dans notre belle ville flamande. Libre à eux de s'y exhiber à leurs frais et à leurs risques et périls.

La conférence s'est réunie solennellement dans une des salles du palais du Reichstag, luxueux édifice, achevé à la fin du siècle dernier sur le Kœnigsplatz. L'art de la Renaissance a inspiré vaguement ses architectes qui ont accumulé sur les murs les emblèmes de la puissance allemande et les images de ses fondateurs. Kiderlen, président de la conférence, nous souhaite la bienvenue par un discours dont il donne lecture en français, et l'ambassadeur de France lui répond avec autant de tact que de mesure. Kiderlen se hâte de disparaître après l'accomplissement de cette formalité qu'il considère comme une corvée, mais à laquelle il ne pouvait pas se soustraire. Les débats se poursuivent en langue française entre les délégués où brillent M. Chapsal pour la France, M. Ador pour la Suisse, M. Labriola pour l'Italie. Je laisse à mon collègue, M. Francotte, le soin de défendre nos intérêts; il y montre une compétence que je ne prétends pas égaler.

Le gouvernement impérial qui a soumis à ses hôtes son programme restrictif, a déployé, pour leur dorer la pilule, une prodigue hospitalité : ce ne sont que banquets, réceptions, distractions de haut goût, comme une excursion à Potsdam. Mais au milieu de ces divertissements pacifiques éclate en coup de foudre la nouvelle d'une guerre turco-balkanique. Aucun de nous ne se doute que cet égorgement local est le prélude d'une succession d'événements qui aboutiront en fin de compte à une guerre générale des nations.

Il me paraît indispensable, pour l'intelligence de ces souvenirs, de faire d'abord un rapide résumé de l'action des grandes puissances pendant les mois précédents, en vue de conjurer la menace suspendue sur la Turquie et ses possessions européennes. De la guerre balkanique, qui est dans toutes les mémoires, je n'ai pas à entreprendre un nouveau récit. Je relaterai les impressions que la rapidité des coups de théâtre se succédant dans les Balkans a produites à Berlin, avec les commentaires qu'ils m'inspiraient, tels que je les ai exposés dans mes dépêches, et les réflexions que l'écoulement du temps a fait naître dans mon esprit. Ce sera une sorte de gazette diplomatique, rédigée presque jour par jour, ou, si vous le préférez,

un coup d'œil sur les événements à travers une lorgnette braquée de Berlin.

Trois au moins des grandes puissances, la France, l'Allemagne et l'Autriche-Hongrie, étaient au courant des accords militaires, conclus en secret par la Bulgarie, la Serbie, la Grèce et le Monténégro sous le patronage de la Russie. Des signes précurseurs qui annonçaient l'imminence du danger étaient apparus dès le début de l'été. Il suffit de les rappeler brièvement : mouvement anti-jeune turc en Turquie, circulaire du ministre de la guerre, Mahmoud Chewket Pacha, défendant aux officiers de s'occuper de politique, mutinerie de la garnison d'Andrinople, pronunciamiento à Monastir, soulèvement des Albanais qui occupent les sandjaks d'Ipek, Prizrend et Prichtina, chute de Mahmoud Chewket Pacha et dislocation du cabinet jeune turc, massacre de chrétiens à Kotchani et à Berana, et agitation violente qu'ils provoquent par contre-coup à Sofia, Belgrade, Athènes et Cettigné.

Le premier qui ait paru s'émouvoir de ces prodromes sanguinaires est le cabinet de Vienne. Le 14 août, le comte Berchtold proposait à ceux de Londres, de Saint-Pétersbourg, de Paris et de Berlin, d'intervenir à Constantinople pour l'introduction d'une décentralisation administrative progressive dans la Turquie d'Europe. Mais ses propositions, conçues en termes trop vagues, ne pouvaient avoir aucune suite sérieuse.

Le 18 septembre, M. Sazonow entreprend un voyage à Londres, d'où il reviendra par Paris et par Berlin. Jadis les ministres des Affaires étrangères des grands États ne se rencontraient guère qu'à des congrès solennels. Leurs successeurs ont senti la nécessité de conciliabules plus intimes et plus fréquents, depuis que l'Europe était divisée en deux camps rivaux. Les alliances et les ententes se fortifiaient ou se resserraient par des échanges de vues sur la situation politique et sur les intérêts en jeu. La diplomatie se faisait donc en partie, et elle a continué de se faire, depuis lors, au moyen de conversations entre ses chefs responsables, comme un sujet de pièce entre collaborateurs dramatiques. Ainsi va le progrès d'après la marche des événements. Il a réduit notablement le rôle réservé autrefois aux ambassadeurs et aux diplomates de profession. Faut-il se féliciter de ces pratiques nouvelles ? Que d'autres que moi, ancien diplomate, répondent à cette question.

Le 22 septembre, M. Poincaré, jugeant avec raison qu'il était plus que temps, avant que la maison brûlât, d'opposer à la conjuration balkanique une offensive pacifique, et désireux de profiter de la présence à Londres de M. Sazonow, lui fait proposer, ainsi qu'à sir Edward Grey, d'entamer sur-le-champ une action collective des grandes puissances pour sauvegarder la paix et le maintien du *statu quo* dans la péninsule des Balkans ; elles interviendraient de concert dans les capitales des États alliés pour leur déconseiller fortement de recourir aux armes et, en cas de refus, pour localiser le conflit ; elles préviendraient les États perturbateurs qu'ils n'auraient rien à espérer d'une victoire, aucun profit territorial ; elles ne reculeraient pas, au besoin, devant une démonstration militaire ou navale, tandis qu'elles s'efforceraient d'obtenir sans retard de la Porte les réformes administratives, réclamées en vain par les populations chrétiennes de la péninsule.

Il allait de soi qu'un programme aussi touffu ne serait pas accepté d'emblée par toutes les puissances. Berlin et Londres, pour des motifs différents, voulaient ménager la Turquie et répugnaient, d'autre part, à l'emploi des grands moyens contre les États balkaniques. Finalement, le texte de M. Poincaré, amendé suivant leurs objections, et portant que les puissances n'admettraient aucun amoindrissement territorial de l'Empire ottoman et prendraient en mains l'exécution des réformes, est adopté. L'Allemagne acquiesce à ce que l'Autriche-Hongrie et la Russie notifient la volonté des puissances aux États balkaniques. En même temps, à Constantinople, des conseils pressants seront exprimés à la Porte par l'organe des ambassadeurs. L'accord européen semble heureusement réalisé, mais il est trop tard pour que la voix impérieuse de l'Europe fasse impression sur l'enthousiasme belliqueux des Balkaniques. En effet, dès le 1er octobre, les quatre États alliés mobilisent leurs armées, ayant appris (1) que la Turquie avait, de son côté, décrété la mobilisation de toutes ses forces.

Il est juste de rendre un sincère hommage au zèle pacifique de M. Poincaré, à l'initiative qu'il n'a pas balancé de prendre dans l'intérêt supérieur de l'humanité, comme aussi à l'empressement de M. de Kiderlen à adopter la proposition française.

(1) Cf. Guéchow, *l'Alliance balkanique*.

Mais maintenir le *statu quo* dans les Balkans, après une guerre qui aurait pour but la délivrance des populations chrétiennes, opprimées par leurs maîtres musulmans, était, convenez-en, une singulière utopie. Elle se conçoit, dans l'état d'esprit où étaient les ministres des grandes puissances, s'ils avaient tous la conviction que les alliés balkaniques couraient à un désastre militaire et qu'il serait facile alors aux maîtres de l'Europe d'arrêter en chemin la Turquie victorieuse. Ceux-ci auraient-ils eu ensuite l'autorité et l'unanimité nécessaires pour dicter à cette obstinée, après sa victoire, les réformes qu'ils n'avaient pas réussi à lui imposer après ses défaites, après le Congrès de Berlin, trente-quatre ans auparavant ? C'est plus que douteux. Et ne devaient-ils pas faire, dans leur calcul, la part de l'imprévu, c'est-à-dire d'une victoire balkanique, car la fortune des armes est éminemment capricieuse ?

Le double jeu de la diplomatie russe à la veille du conflit est bien moins compréhensible. C'est elle qui avait favorisé, encouragé l'union des Balkaniques, qui leur avait mis l'épée à la main, et c'est elle ensuite qui, d'accord avec les autres puissances, leur signifiait que tout le sang qu'ils allaient répandre ne leur donnerait pas un pouce de territoire de plus M. Sazonow pensait sans doute, en concédant aux confédérés le patronage de la Russie, qu'ils n'iraient pas, sans sa permission, jusqu'à déclarer la guerre et que la menace de leur coalition suffirait pour décider la Porte à exécuter les réformes exigées, alors que l'Empire ottoman s'épuisait à lutter contre d'inextricables difficultés intérieures et qu'il n'avait pas fini de de se battre dans les déserts libyques avec l'Italie. Revenu maintenant de ses illusions, M. Sazonow était effrayé de l'œuf que sa diplomatie avait couvé. Aussi multipliait-il les injonctions et les réprimandes aux petits frères slaves qui restaient sourds à ses objurgations. Malgré la profonde pitié qu'excitent aujourd'hui les malheurs de la Russie et de la dynastie tsariste, il nous est impossible de ne pas déplorer l'imprudente complicité du cabinet de Saint-Pétersbourg dans la conclusion des accords balkaniques, à cause des suites qu'ils ont eues, en ouvrant la voie sanglante où l'Allemagne et l'Autriche-Hongrie nous ont plus tard précipités.

II

Je rencontre dans les couloirs de l'hôtel Adlon un de mes vieux amis, M. Nicolas de Giers, ambassadeur de Russie à Vienne, antérieurement ministre à Bruxelles, et autrefois conseiller d'ambassade à Paris sous la haute direction du baron de Mohrenheim, ce solennel ambassadeur du temps passé, quand j'étais, moi-même, conseiller de notre légation dans cette capitale. Il m'explique sa présence à Berlin : M. Sazonow, descendu la veille à l'hôtel Adlon, lui avait donné rendez-vous dans cet hôtel, ainsi qu'à plusieurs de ses collègues, avant de rentrer en Russie.

— Quelle agréable surprise, mon cher ambassadeur! Que de choses à nous dire! Faites-nous donc le plaisir de dîner ce soir avec nous.

— Très volontiers, à ce soir.

Mais avant la fin de la journée, un mot de M. de Giers m'apprend que M. Sazonow a reçu inopinément la nouvelle de la déclaration de guerre du Monténégro à la Turquie, et qu'il a prié les diplomates russes, accourus à son appel, de dîner avec lui pour tenir conseil sur ce grave événement.

Le billet de mon ami me laisse deviner le désarroi qu'une nouvelle aussi inattendue a semé dans l'aréopage réuni autour du ministre des Affaires étrangères du tsar. Que le roitelet de la Montagne Noire ait osé, avant ses alliés, jeter le gant à la Turquie, voilà de quoi confondre tous les esprits. On a cherché immédiatement l'explication de son acte de bravade. Les uns l'attribuaient aux intrigues du gouvernement italien qui voulait contraindre la Porte à conclure plus rapidement la paix; les autres aux excès de zèle de l'agent de la Russie à Cettigné. Ce ne serait pas la première fois qu'un ministre de ce pays aurait pratiqué une politique indépendante, contraire même aux instructions de son gouvernement. Ignatiew et Tcharikow ont donné naguère le mauvais exemple de l'insubordination diplomatique. On allait jusqu'à penser que l'argent ottoman n'était pas étranger à la brusque détermination du roi Nicolas, prince besogneux, aussi dépourvu de ressources que de scrupules. Ce qui autorisait cette supposition, c'était la mine réjouie et triomphante de l'ambassadeur de Turquie qui pro-

menait, les jours précédents, un visage sombre et préoccupé. Une guerre nationale contre les États balkaniques aiderait le gouvernement ottoman à sortir de ses embarras intérieurs (1). Les plus sceptiques répandaient une autre version : le petit souverain monténégrin avait voulu simplement faire un coup à la Bourse de Vienne, et remplir ses poches en spéculant sur l'émotion du public.

Ce même jour, 8 octobre, les gouvernements russe et austro-hongrois ont fait remettre dans les quatre capitales des États alliés la déclaration concertée entre les grandes puissances. L'audacieuse entrée en scène du Monténégro laissait peu d'espoir que la Confédération en armes s'inclinât devant leur *veto*. On ne pouvait pas nourrir plus de confiance dans l'accueil que ferait la Porte aux représentations édulcorées des ambassadeurs. Au lieu d'exiger que l'Europe garantît et prît en mains l'exécution des réformes en Macédoine, les puissances s'étaient bornées à demander à la Turquie d'étudier les réformes à introduire et leur mise en application.

Aussi les refus les plus nets pleuvent-ils, drus comme grêle, sur les puissances déconcertées. C'est d'abord une réponse déclinatoire, rédigée d'une plume habile par le ministre des Affaires étrangères du Sultan ; il se réserve de présenter lui-même au Parlement ottoman une loi pour l'introduction des réformes dans les vilayets de la Turquie d'Europe. Survient ensuite, le 12 octobre, une déclaration du gouvernement bulgare, porte-parole des Balkaniques : il annonce aux puissances que ses alliés et lui s'adresseront directement à la Turquie, en lui indiquant les réformes qu'ils réclament et les garanties nécessaires à leur exécution. Une note comminatoire est expédiée en conséquence à Constantinople par les alliés, à l'exception du Monténégro qui a déjà pris position de belligérant. Ce document est accompagné d'une notice qui énumère en neuf articles et dans des termes inacceptables les réformes à exécuter, les engagements à prendre et les garanties à souscrire par le gouvernement ottoman. La Sublime Porte n'ayant pas daigné répondre à cette sommation insolente, le ministre bulgare à Constantinople « a l'honneur d'informer le gouvernement impérial que, dès ce moment, la Bulgarie se considère en état de guerre avec la Turquie ».

(1) Dépêche à M. Davignon du 9 octobre.

Les dés étant jetés, il semblait que les puissances n'avaient plus rien à faire qu'à se croiser les bras, à céder la parole au canon et à demeurer spectatrices de la bataille. Mais M. Poincaré ne l'entend pas ainsi. Conscient des dangers que cette guerre va faire courir à l'Europe, il multiplie ses efforts pour l'arrêter, car il veut que la France reste, suivant son expression, l'infatigable ouvrière de la paix. Exactement renseigné sur la pensée de M. Sazonow qui est partisan d'une médiation des grandes puissances ayant pour base, en ce qui les concerne, une déclaration de désintéressement, et sachant par M. Cambon qu'une telle déclaration ne paraît pas inacceptable à Kiderlen, M. Poincaré se remet en campagne pour proposer, en plein accord avec sir Edward Grey, une formule dans ce sens aux cabinets de Vienne et de Berlin.

D'après ce que j'apprends de mon côté, Kiderlen affecte de se désintéresser complètement de la guerre balkanique. Est-ce parce que, suivant le désir de l'Empereur et conformément à ses sentiments personnels, il désire complaire à la Russie, en abandonnant à son collègue russe le premier rôle dans les négociations avec la Porte? N'est-ce pas plutôt qu'il juge le conflit inévitable, impossible désormais à enrayer, et qu'il se dit que, quelle qu'en soit l'issue, le terrain sera déblayé, le problème oriental, après la défaite des uns ou des autres, prendra un aspect différent et deviendra plus facile à résoudre? Toujours est-il qu'il se refuse à toute initiative et qu'il en laisse l'honneur et le fardeau à M. Poincaré.

III

On devait s'attendre à ce que les événements des Balkans effrayassent le monde des affaires dans toutes les capitales de l'Europe. La Bourse de Berlin n'a pas échappé à la panique, à laquelle sont en proie celles de Vienne et de Paris. Les dernières déclarations du comte Berchtold aux Délégations, d'une part, et l'animosité de la presse panslaviste, de l'autre, contre M. Sazonow, à qui elle reproche son entente avec l'ennemie naturelle de la race slave, l'Autriche-Hongrie, augmentent les craintes des financiers et l'extrême nervosité du public, fortement éprouvé par les pertes que subit la spéculation, comme c'est l'ordinaire à l'annonce d'une guerre européenne.

Il fallait cependant se défendre d'un pessimisme exagéré qui voyait déjà l'Europe en feu, alors que les grandes puissances paraissaient animées sans exception du loyal désir de circonscrire l'incendie dans la péninsule balkanique. Je n'ai pas constaté d'appréhensions très vives chez mes collègues et chez les hommes politiques allemands, avec qui les fêtes données en l'honneur de la conférence sur les expositions internationales me procuraient l'occasion de causer. La situation est grave, disait-on, mais il y a tout lieu d'espérer que le vieil antagonisme de la Russie et de l'Autriche en Orient, ressuscité par l'entrée en guerre des nations balkaniques, ne les poussera pas à se jeter dans la mêlée.

Le sentiment dominant à Berlin au moment où éclatent les hostilités est nettement défavorable au gouvernement ottoman. On lui en veut de son attitude intransigeante et presque arrogante envers les puissances dans la question des réformes, et de l'indolence qu'il montre à conclure une paix indispensable avec l'Italie. Même à l'ambassade d'Autriche-Hongrie, peu suspecte de malveillance à son égard, il n'excite aucune sympathie avouée. J'y ai appris que la mobilisation de l'armée ottomane s'opère lentement et dans de moins bonnes conditions que l'on ne l'aurait cru, étant donné les progrès réalisés, depuis la chute d'Abdul Hamid, dans la réorganisation militaire. Le triomphe du croissant sur la croix n'apparaît plus comme une certitude absolue. La lutte entreprise par les Balkaniques contre la Turquie sans l'aide de la Russie, soupçonnée, chaque fois qu'elle avait pris les armes, de servir ses ambitions personnelles, revêt aujourd'hui le caractère d'une croisade. Cette guerre se poursuivant sous l'emblème de la croix, il serait difficile à l'Autriche-Hongrie et plus encore à la Roumanie de sauvegarder les apparences, si elles embrassaient le parti de l'Islam contre des nations chrétiennes.

Le gouvernement allemand, malgré les intérêts politiques et économiques qui l'attachent à la Turquie, continue d'observer une grande réserve. La presse berlinoise enregistre, avec une bienveillance inusitée, les efforts de M. Poincaré pour empêcher la rupture de la paix européenne. Tout au plus goûte-t-elle quelque plaisir à constater le peu d'accord qui règne, à ce qu'elle dit, entre le cabinet de Paris et celui de Londres, soucieux de ménager les Turcs, à cause de l'efferves-

cence religieuse qui commence à se manifester chez les musulmans de l'Inde britannique (1).

Comme l'inquiétude allait grandissant parmi les gens d'affaires, Kiderlen, qui s'était tenu soigneusement à l'écart des séances de notre conférence, a saisi avec opportunité l'occasion du banquet que nous offraient les doyens des commerçants de Berlin (die Aeltesten der Kaufmannschaft), pour prononcer un discours rassurant sur la politique extérieure. Le banquet a eu lieu dans les salles de la Bourse; l'assistance comprenait des représentants de la banque, de l'industrie et du commerce, de hauts fonctionnaires, des journalistes et les membres de la conférence au complet, dont trois chefs de mission. Le milieu était bien choisi pour prêcher la confiance et le calme à des cerveaux impressionnables et surexcités.

Kiderlen n'est pas un orateur de parlement ou de réunion publique, de même que beaucoup de diplomates, habitués à se servir de la parole dans des entretiens particuliers, mais qui sont désemparés à la vue d'un nombreux auditoire; c'est une mer qu'ils ne savent comment affronter, à l'instar d'une poule devant une mare où elle voit nager librement d'intrépides canards. A son premier début à la tribune du Reichstag, il avait fait un fiasco complet : son accent souabe, son verbe tranchant et un malencontreux gilet rouge dont il avait eu le tort de s'affubler excitèrent les rires des députés. Depuis lors, il fuyait les occasions de parler en public. Cette fois-ci, il ne s'est décidé que le matin même à accepter l'invitation des commerçants de Berlin. Son discours, débité d'un ton simple et persuasif, a été fort applaudi par des gens qui ne demandaient qu'à être rassurés, et il était de nature à causer une heureuse impression au dehors.

Le secrétaire d'État a exprimé fortement la conviction que toutes les puissances représentées à la conférence étaient résolues à empêcher l'incendie de s'étendre à la maison du voisin et à travailler de concert à rétablir en paix un nouvel ordre de choses sur les ruines qu'il aura amoncelées. En confirmation de ces bonnes paroles, il a annoncé la signature de la paix entre la Turquie et l'Italie, dont la nouvelle lui était parvenue au moment de se mettre à table. Le banquet achevé, il a répété,

(1) Dépêche à M. Davignon du 14 octobre.

en fumant son cigare, l'assurance de l'entente complète de l'Allemagne avec les autres grandes puissances, notamment avec la France, ce qui a allumé une satisfaction générale sur les visages de ses interlocuteurs, que des vins généreux, versés en abondance, avaient prédisposés à l'optimisme.

C'était d'autant plus nécessaire que les relations franco-allemandes n'étaient pas devenues meilleures, en apparence, pendant l'été précédent. La campagne malveillante, entreprise par la presse germanique à propos de la concentration de la flotte française dans la Méditerranée et, d'autre part, certains incidents, tels qu'un discours du général d'Amade et le traitement infligé par les habitants de Nancy à l'automobile de la princesse Colloredo, d'où le drapeau allemand avait été arraché et foulé aux pieds, avaient contribué à entretenir et même à augmenter l'aigreur latente, subsistant entre les deux peuples voisins. Kiderlen me disait qu'il n'y attachait aucune importance, mais le vigilant Cambon, chargé d'aplanir les difficultés, à mesure qu'elles renaissaient, pestait contre leur répétition fréquente et se préoccupait de la tension qui semblait en résulter.

Le premier effet de la crise balkanique a donc été d'opérer un rapprochement entre le gouvernement impérial et celui de la République. Également désireux de voir le conflit localisé dans la péninsule et d'éviter une guerre européenne, ils se sont entendus pour agir dans le même sens sur leurs alliés respectifs, la Russie et l'Autriche, et ils ont pris part en même temps aux démarches tentées un peu tardivement à Constantinople et dans les capitales des Balkans. L'initiative de M. Poincaré, en vue du rétablissement de la paix, a reçu l'approbation et même les éloges de la presse allemande, quoiqu'elle ait estimé qu'il était trop tôt pour parler de la réunion d'une conférence. Enfin *le Matin* de Paris a chanté les louanges de Kiderlen, si l'on peut qualifier ainsi l'article qu'il lui a consacré (1).

On m'a raconté, comme une preuve du constant désir de paix de l'Allemagne, qu'il n'avait pas tenu au gouvernement impérial que la crise, causée par l'annexion à l'Autriche de la Bosnie-Herzégovine en 1908, n'eût reçu une meilleure solution. Il avait fait offrir au cabinet de Paris d'agir simultanément à Saint-Pétersbourg, afin de persuader la Russie de modifier

(1) Dépêche à M. Davignon, du 18 octobre.

son attitude intransigeante. Une collaboration aussi intime ayant été déclinée par M. Pichon, le cabinet de Berlin se décida à effectuer la démarche que l'on sait.

« L'Italie a beaucoup de chance! » Ces mots sont sur toutes les lèvres, en parlant du traité de Lausanne. La presse berlinoise en a reproduit les clauses sans les commenter, afin de ne blesser ni la Turquie ni l'Italie, mais ce que cette dernière a gagné en territoire, son armée l'a perdu dans l'estime des militaires allemands par son impuissance à venir à bout des Arabes de la Tripolitaine et de la Libye. Jugement facile, d'ailleurs, à qui n'a pas fait la guerre du désert contre d'insaisissables tribus bédouines.

IV

Depuis l'ouverture des hostilités, on vit à Berlin dans l'attente des nouvelles du théâtre de la lutte. L'offensive bulgare a causé une surprise générale, comme un acte de folle témérité, mais elle n'a pas diminué la confiance du monde officiel et du monde des affaires dans la victoire des armées ottomanes, sur la préparation et la valeur desquelles les instructeurs allemands au service du Sultan ont rempli les journaux de renseignements aussi copieux qu'affirmatifs. La presse juive et protestante, douée d'idées très larges en matière de croyances religieuses, la presse catholique elle-même, ne s'émeuvent pas pour la cause des chrétiens. Est jugée malséante l'allusion faite par le tsar des Bulgares, dans sa proclamation à ses troupes, à l'intervention éventuelle de la Russie, comme si les sentiments panslavistes du peuple russe avaient besoin d'être excités! Comment les contenir, si le sort des armes est défavorable ou trop favorable aux alliés? Dans cette seconde hypothèse, quelque invraisemblable qu'elle paraisse, on se demande de quelle façon les grandes puissances s'y prendraient pour arracher aux vainqueurs leurs conquêtes. C'est alors que leur accord menacerait de se rompre, comme un faisceau mal noué, et que l'alliance franco-russe serait soumise à la plus rude épreuve, car on ne doute pas ici que la France, ayant prêté plusieurs milliards à la Turquie, ne soit forcée de se joindre à l'Allemagne, en raison de la communauté de leurs intérêts financiers, et de soutenir avec elle la

puissance ottomane, si celle-ci venait à être sérieusement ébranlée. L'attitude que prendra la Russie est l'énigme et la préoccupation du moment. On lui adresse à tout hasard les plus sages conseils. Les événements actuels l'ayant surprise en pleine réorganisation de ses forces militaires, un simple échec en Europe, — qu'elle y prenne garde! — lui serait plus fatal que ses défaites en Extrême-Orient. Il servirait de signal à la révolution sociale qui se prépare dans l'ombre à renverser le trône des tsars.

C'est ainsi qu'on politiquait à Berlin, à la veille du choc des belligérants dans les plaines de la Macédoine et de la Thrace. Il eût été intéressant de savoir ce que pensait l'Empereur du danger de conflagration générale auquel l'Europe pouvait être exposée. Il vient précisément de prononcer un discours à Wilhelmshaven, en présidant à l'inauguration d'un monument élevé à Coligny, mais je n'y ai relevé aucune allusion à la guerre balkanique et à la situation européenne. Si la politique est absente pour cette fois des paroles impériales, il n'en est pas de même des sentiments que Sa Majesté a à cœur d'inculquer à ses marins comme à ses soldats : dévouement au roi de la terre, — le souverain du pays, — et dévotion au roi du ciel. Guillaume II a représenté à son auditoire Coligny comme le parfait modèle de cette double fidélité. Il a cité sa fière réponse : « Regem habemus », à Philibert de Savoie qui le sommait de lui livrer Saint-Quentin, et il l'a dépeint sous les traits d'un martyr tombé pour sa foi dans la nuit infâme de la Saint-Barthélemy. C'est chose curieuse qu'un empereur d'Allemagne se plaise à ranger Coligny au nombre de ses ancêtres et à glorifier en lui le héros idéal du protestantisme, malgré le sang français qui coulait dans ses veines. Il est encore plus étonnant que le capitaine huguenot qui, en dépit de son titre d'amiral, n'avait ni peu ni prou navigué, soit proposé à des marins allemands comme le type austère du loyalisme dynastique, alors qu'il a mis la royauté nationale à deux doigts de sa perte dans des guerres civiles où il n'avait pas hésité à appeler l'étranger à son secours. Mais Guillaume II ne se gêne pas pour prendre des libertés avec l'histoire, s'il voit là un beau thème à développer dans une harangue. Cette largeur d'interprétation lui est commune avec son plus glorieux prédécesseur, Frédéric II, et même avec de respectables historiens allemands.

Les premières nouvelles de la guerre ne se sont pas fait attendre. Kiderlen nous avait invités, ma femme et moi, par une lettre fort amicale, à dîner chez lui dans l'intimité, le 29 octobre. Ma femme était curieuse de pénétrer, comme à Bucarest, dans son ménage de garçon et de voir comment il tenait sa maison, en l'absence de sa ménagère habituelle qu'il n'avait pu décemment installer auprès de lui au ministère. La maison avait bon air, avec un mobilier enrichi, de bric et de broc, de souvenirs rapportés de l'étranger. Le dîner intime ne comprenait que des Allemands, parmi lesquels M. et Mme von Schwabach et des fonctionnaires de la Wilhelmstrasse.

Kiderlen, qui paraissait enchanté de nous recevoir chez lui, était d'une humeur charmante, quand on lui apporta, avec le potage, un télégramme de l'agence Wolff annonçant une grande victoire des Bulgares à Kirkilissé. « Ce n'est pas possible, s'écria-t-il, une armée de paysans battre des troupes d'une solidité éprouvée! » Mais M. von Schwabach, qu'on n'avait pas attendu pour se mettre à table, arrive, tout ému, en nous confirmant la nouvelle. Sur le front soucieux de notre amphitryon, je lis une profonde déception qui ne l'empêche pas, d'ailleurs, causant avec ma femme, de retrouver son enjouement et sa cordialité de Bucarest. La conversation vient à tomber sur notre ami Cambon. « Ah! dit Kiderlen, il est bien plus malin que moi, il me fourre toujours dedans. »

Après le dîner, il ne me cache pas sa stupéfaction de la victoire bulgare. Mais un premier succès ne décide pas de l'issue d'une campagne. Il connaît bien les Turcs; ils ne tarderont pas à se ressaisir, comme ils l'ont fait dans la guerre avec les Russes, en 1877; et il forme pour eux des vœux ardents, étant lui-même, remarque-t-il, un très mauvais chrétien.

— Qu'il soient vaincus ou vainqueurs, lui dis-je, cette guerre se terminera vraisemblablement par un congrès, comme la guerre russo-turque de 1877. S'il a lieu encore à Berlin, c'est vous qui le présiderez et qui aurez la gloire de pacifier l'Europe.

— Présider un congrès! Jamais de la vie. Ce n'est pas mon affaire. Je refuserai certainement.

— Pourtant si un congrès ou une conférence se réunissait à Berlin...

— Dans ce cas, il faudrait bien déléguer un diplomate

allemand pour diriger les débats, à défaut du Chancelier qui en est incapable. Je n'en vois aucun à qui confier ces fonctions. Peut-être le petit Jagow. C'est encore le plus malin de tous. »

V

Le *Figaro* et d'autres organes parisiens ont signalé le changement de ton de la presse allemande à l'égard de la Turquie, à mesure que la lutte prend une tournure de plus en plus fâcheuse pour ses armes. Ce revirement est exact et s'opère avec une étonnante facilité. Les journaux enregistrent sans aucune atténuation et sans aucune parole de sympathie tous les télégrammes de leurs correspondants relatifs à l'état de désorganisation de l'armée ottomane, aux paniques qu'elle a subies, à l'incapacité de ses chefs, qu'ils soient ou ne soient pas les élèves du maréchal von der Goltz. Ils reconnaissent qu'il faudra tenir compte aux Bulgares, aux Serbes et aux Grecs des qualités militaires qu'ils viennent de révéler et que le maintien du *statu quo* balkanique n'est plus qu'une chimère, même si, par impossible, la fortune devenait moins cruelle aux Ottomans.

Après la déroute de ses amis turcs à Lullé Bourgas qui a suivi leur défaite à Kirkilissé, le secrétaire d'État n'a plus donné signe de vie au corps diplomatique. Il se terre dans son habitation privée. Sans doute est-il gêné d'avouer son erreur, quand il surestimait devant nous la valeur des soldats du Sultan. De plus, cette guerre est la faillite, comme le déclare M. Cambon, de la politique allemande en Orient depuis vingt ans. Mais Kiderlen est un esprit trop réaliste pour ne pas faire le sacrifice de ses illusions, en abandonnant la Turquie à son mauvais sort. Il ne s'attachera qu'à sauver les entreprises et les capitaux que la finance et l'industrie allemandes ont aventurés dans l'Empire ottoman. Ne serait-ce que pour la défense de leurs intérêts économiques et financiers en Orient, la France et l'Allemagne devraient être amenées à agir de concert. M. Poincaré a vanté, dans son récent discours de Nantes, l'accord de la France avec ses amis et ses alliés; mais la paix de l'Europe ne peut être préservée par ce seul accord; l'entente de l'Allemagne et de la France est tout autant ou encore plus

nécessaire (1). C'est la condition essentielle d'une paix durable en Europe. Telle a été, telle est encore ma conviction. Mais je ne me dissimule pas combien une pareille entente est difficile à réaliser.

M. Zimmermann, plus accessible que son chef, m'avoue avec franchise la profonde surprise que lui a causée la défaite des Turcs.

— On avait surfait, me dit-il, leurs qualités combatives, et le soin qu'avaient pris les Italiens d'éviter de se mesurer avec eux sur un champ de bataille européen ou asiatique n'est pas étranger à la trop haute idée qu'on se faisait de leurs vertus guerrières. Or, seuls, les « Nizams » qui étaient déjà sous les drapeaux se sont bien battus; les « Rédiffs » ont lâché pied. Les officiers, tout entiers à leurs querelles politiques, ont négligé l'instruction et la subsistance de leurs hommes. Ainsi les artilleurs connaissaient mal le maniement de leurs pièces; le service de l'intendance fonctionnait d'une façon déplorable. Enfin aucune inspiration ne pouvait être plus malheureuse que celle de placer en première ligne, d'exposer au premier feu des Bulgares, des soldats juifs et chrétiens : ils ont jeté leurs armes et semé, en s'enfuyant, la panique parmi les musulmans.

M. Zimmermann se montre fort étonné aussi de la bravoure déployée par les Serbes qui avaient une mauvaise réputation militaire, fort imméritée, comme on l'a vu. Quant aux Bulgares, ils ont réalisé et dépassé ce qu'attendaient d'eux les meilleurs connaisseurs. S'ils entrent à Constantinople, ils y resteront. Pas une grande puissance ne prendra les armes pour les en chasser (2).

Dans aucune capitale européenne, on ne laissait sentir autant qu'à Berlin aux ministres des petits États balkaniques le peu de cas qu'on faisait de leurs personnes et de leurs gouvernements. On les traitait en affranchis. A peine échappés à la servitude et parvenus par d'heureuses circonstances à l'indépendance, ils n'avaient pas aux yeux des Allemands, comme d'anciens petits États, le porte-respect d'un glorieux ou honorable passé. Voilà un traitement qui va changer certainement après la guerre. En attendant, le ministre de Bulgarie déclare modestement que l'honneur de l'armée bulgare est

(1) Dépêche à M. Davignon du 29 octobre.
(2) *Id.* du 2 novembre.

sauf et qu'elle a montré à l'Europe ce dont elle est capable.

Il n'est plus question à cette heure, ainsi qu'il arrive parfois au chevet d'un moribond, que de l'héritage et des dépouilles de l'Empire ottoman. L'homme malade est enterré avant d'avoir rendu le dernier soupir, c'est-à-dire avant que la partie suprême ait été jouée autour d'Andrinople. Cependant j'observe qu'on ne conçoit pas encore autour de moi que les belligérants puissent vider jusqu'au bout leur querelle, sans que se produise quelque intervention étrangère. Les regards louchent du côté de la Roumanie, comme si l'on prévoyait de sa part une brusque entrée en scène. Cette idée est en partie motivée par l'arrivée au pouvoir du plus habile des ministres roumains, M. Take Jonesco. En prenant la direction effective, à une heure aussi critique, du cabinet présidé par M. Maïoresco, M. Take Jonesco sait tout ce qu'on attend de lui en Roumanie et à l'étranger. Il sait aussi que, s'il laisse passer, sans agir, le moment propice, le prestige de son pays, l'avenir du parti conservateur et sa réputation personnelle subiront une éclipse irréparable.

Mais, d'après des renseignements qu'on me transmet de Bucarest, mes amis roumains seraient en proie à de cruelles perplexités. Le ministre de Russie, M. Schébéko, leur souffle les conseils pacifiques, que M. Sazonow leur a déjà administrés par l'intermédiaire d'un rédacteur du *Ruskoie Slowo :* la neutralité de la Roumanie lui créerait, si elle en croit les Russes, des droits à la reconnaissance des États balkaniques, comme à celle des grandes puissances, à qui elle aurait rendu service en faisant évanouir le spectre des complications européennes, et on lui en tiendrait compte au règlement de la paix. Au contraire, M. Bratiano, chef de l'opposition libérale, est d'avis que la neutralité roumaine aurait dû prendre un caractère actif dès le début du conflit turco-balkanique, au lieu de rester purement passive, en d'autres termes, qu'elle aurait dû se faire payer d'avance, en s'emparant d'un gage pour plus de sûreté. Dans les alentours de la couronne, on assure que la Roumanie a suivi les conseils des puissances et conformé son attitude à la leur, mais qu'au règlement de comptes final elle présentera la carte à payer sous forme d'une large rectification de frontière du côté de la Dobroudja, et qu'à ce moment elle est certaine d'être soutenue par trois puissances, l'Allemagne, l'Autriche-

Hongrie et l'Angleterre. Que penser de ces espérances tardives et de ces divergences d'opinion si ce n'est que les hommes d'État roumains, sans en excepter le roi Carol malgré sa réputation de lucidité, n'avaient pas prévu la victoire des Bulgares, qu'ils se sont laissé surprendre par les événements et qu'ils auront fort à faire pour empêcher que la paix balkanique se fasse sans eux et contre eux (1) ?

VI

Maintenant que les Turcs paraissent irrémédiablement battus et hors d'état de reprendre la Macédoine et la Thrace, on voudrait que les grandes puissances arrêtassent l'effusion du sang en s'interposant entre les combattants. Mais aux ouvertures de M. Poincaré en vue d'une médiation des puissances sur la base d'une déclaration de désintéressement dans la péninsule des Balkans, le Cabinet de Berlin a répondu que la médiation ne devait pas être offerte par les puissances, mais demandée par l'une ou l'autre des parties belligérantes. Une réponse identique a été faite par les autres membres de la Triple Alliance. M. Cambon découragé me disait qu'il n'entrevoyait plus qu'un moyen de régler la situation engendrée par la guerre, la réunion d'une conférence européenne, mais qu'il était encore trop tôt pour y songer sérieusement et qu'à son avis la paix se traiterait directement entre les belligérants, comme elle s'était conclue entre l'Italie et la Turquie (2). Le refus d'accepter les propositions de M. Poincaré et la formule de désintéressement territorial qu'elles impliquaient me semble avoir jeté un léger froid dans les relations franco-allemandes. L'accord des cinq puissances pour la restauration de la paix est loin d'être aussi certain qu'on l'aurait cru dès l'abord.

Dans le corps diplomatique étranger, où dominent, à ce que j'ai pu voir, des sentiments tripliciens, on estime en général que la formule Poincaré n'était pas heureuse, parce qu'elle paraissait mettre en doute le désintéressement de l'Autriche-Hongrie, à qui seule en réalité on demandait d'en donner l'assurance. Les avocats de la monarchie dualiste, — il n'en manque pas ici, — l'approuvent de vouloir réserver sa liberté

(1) Dépêche à M. Davignon du 2 décembre.
(2) Dépêche à M. Davignon du 5 novembre.

d'action en face d'événements imprévus qui la frustreront vraisemblablement de tout espoir d'expansion vers la mer Égée, but avéré de la politique austro-hongroise depuis un demi-siècle. La presse française accuse le Cabinet de Vienne de faire maintenant la cour au Cabinet de Sofia. Si l'on songe, plaident ses défenseurs, à tout ce que l'Autriche-Hongrie risque de perdre à la suite de cette guerre, il est très naturel qu'elle cherche à se concilier la Bulgarie victorieuse, et ils font ressortir un point laissé dans l'ombre par la polémique des journaux, l'intérêt commercial, non moins puissant que l'intérêt politique. Les Bulgares, au cas où ils s'empareraient, comme ils en ont tout l'air, de la plus grosse partie de la Turquie d'Europe, y compris Constantinople, vont devenir les maîtres d'un des principaux marchés de l'industrie austro-hongroise. Pour ne citer qu'un article, le sucre autrichien alimentait, presque seul, Constantinople et ses environs. Que deviendrait ce débouché, si les Bulgares, qui ont créé chez eux une industrie sucrière, s'avisaient de proscrire des territoires conquis le sucre étranger au profit de leur sucre indigène? Tous les arguments moraux, politiques et économiques sont développés tour à tour pour justifier la résistance du Cabinet de Vienne à accepter la formule de désintéressement. Lui demander, concluent ses amis, de faire bon visage au partage intégral de la Turquie d'Europe entre les vainqueurs, c'est vouloir lui imposer un sacrifice vraiment au-dessus de ses forces et de sa bonne volonté.

Ces discussions empruntaient un intérêt particulier à l'arrivée inattendu du ministre des Affaires étrangères d'Italie, le marquis di San Giuliano, en visite officielle à Berlin. Il a été reçu par le Chancelier et le secrétaire d'État aux Affaires étrangères, et a conféré, le soir, avec plusieurs ambassadeurs, mais il s'est dérobé à toute interview. Que vient-il faire ici dans des circonstances aussi graves?

VII

Nous n'avons pas tardé à le savoir. J'écrivais à Bruxelles, le 9 novembre : « Le communiqué publié par le Wolff Bureau, d'après lequel un accord complet, résultant des conversations qu'a eues ici le ministre des Affaires étrangères d'Italie, règne

entre les puissances de la Triplice, au sujet de la situation créée par les derniers événements, n'a pas seulement pour but d'aviser l'Europe que l'Allemagne et l'Italie sont décidées, comme l'Autriche-Hongrie, à empêcher la Serbie de s'établir sur la côte de l'Adriatique et qu'elles sont favorables à la formation d'une principauté d'Albanie. Il faut voir aussi dans ce communiqué un avertissement à l'adresse de la Triple Entente, destiné à empêcher le renouvellement de la crise qui a failli compromettre, en 1909, la paix de l'Europe, quand le cabinet de Saint-Pétersbourg soutenait malencontreusement le cabinet de Belgrade. On saura désormais à Londres, à Saint-Pétersbourg et à Paris que, derrière l'Autriche-Hongrie, se tiennent l'Allemagne et l'Italie, prêtes à la seconder. Il ne sera plus besoin d'une démarche personnelle du représentant de l'Allemagne pour affirmer cette solidarité, comme le fit, en 1909, le comte de Pourtalès. D'ailleurs, les circonstances sont bien différentes. Quels que soient les doutes qu'on puisse élever sur la viabilité d'un État albanais autonome, étant données les haines qui divisent ces tribus montagnardes, la Serbie ne serait pas frustrée par cette création du fruit de ses victoires. Libre à elle de chercher une compensation et une voie d'accès à la mer du côté de la mer Égée. Ce n'est pas sans résistance que le sentiment public italien, dont la presse milanaise se fait l'écho, se résignera à voir l'Italie servir docilement la politique et les vues de l'Autriche dans la question albanaise. Mais on peut légitimement espérer que l'orage prêt à fondre sur les bords du Danube s'éloignera et ne menacera pas l'Europe, car la Triple Entente, désireuse de maintenir la paix, n'épousera sans doute pas les revendications de la Serbie et devra en fin de compte s'incliner devant l'application, faite par l'Allemagne, l'Autriche et l'Italie, du principe invoqué par les États confédérés contre la Turquie : les Balkans aux Balkaniques. »

D'après ce que j'avais appris, le communiqué de l'agence Wolff, reproduit par toute la presse européenne, émanait directement de Kiderlen. C'était un procédé, bien à lui, pour conserver la paix. Il avait voulu profiter de la présence à Berlin du marquis de San Giuliano pour signifier à la Serbie, quand il en était temps encore, et, par-dessus son épaule, à ses protectrices de la Triple Entente, le veto de toucher au littoral

de l'Adriatique, chasse réservée de l'Autriche et de l'Italie. S'il les prévenait de la sorte, c'est qu'il ne se souciait pas de voir renaître un conflit austro-serbe et d'avoir à l'étouffer une seconde fois par une démarche comminatoire à Saint-Pétersbourg. Le moyen était usé et n'aurait pas eu le même effet; en politique, *bis repetita non placent.* Quoi qu'il en soit, malgré les efforts de M. Poincaré et de Kiderlen lui-même, l'antagonisme de la Triplice et de la Triple Entente commençait à poindre dans la crise balkanique à cause de la Serbie. La bonne entente franco-allemande, qui s'était merveilleusement soutenue jusqu'alors, était menacée, d'un autre côté, par le langage imprudent des journaux. La suite de mon rapport du 9 novembre dépeignait en ces termes l'effet irritant de ces coups d'épingle qui s'échangeaient entre Paris et Berlin et qui ravivaient en France d'anciennes blessures, mal fermées :

« Il fallait s'attendre à ce que les conclusions, tirées par les journaux français des victoires bulgares en faveur de la supériorité des canons du Creusot sur les canons Krupp et de la tactique enseignée dans les écoles de guerre françaises sur les leçons données par le maréchal von der Goltz à ses élèves ottomans, excitassent la colère de la presse allemande. Les organes qui se signalent d'ordinaire, comme la *Gazette de la Croix,* par leurs sentiments gallophobes, n'ont pas laissé échapper cette occasion de dire leur fait aux journaux parisiens. Le maréchal von der Goltz ne peut être rendu responsable, d'après eux, de l'intrusion de la politique dans l'armée ottomane. Les officiers turcs, qui avaient résisté héroïquement sous Osman Pacha à toutes les forces de la Russie, ont été perdus par l'action dissolvante du comité Union et Progrès et du virus parlementaire qu'il leur avait inculqué. Aucun des généraux bulgares n'est allé apprendre son métier en France, tandis que le généralissime ottoman, Nazim Pacha, est un des meilleurs élèves de l'école de Saint-Cyr. Enfin, le haut-commandement bulgare, par ses manœuvres enveloppantes et la poursuite acharnée de l'ennemi vaincu, n'a fait que suivre les exemples laissés par le maréchal de Moltke dans les campagnes de 1866 et de 1870.

« Sans entrer dans cette polémique regrettable, faisais-je observer en terminant, on ne peut s'empêcher de penser que

le général von der Goltz, créé maréchal il y a un an, n'aurait peut-être pas reçu le bâton, si la catastrophe, où sombre la réputation de l'armée turque, s'était produite quelques années plus tôt. Le baron de Marschall, cet autre ami de la Turquie, est mort à temps pour ne pas assister à son effondrement, qu'il avait été loin de prévoir. S'il était encore ambassadeur à Londres, il risquerait de descendre du piédestal, où l'admiration et la reconnaissance de ses compatriotes l'avaient placé un peu trop tôt. »

L'interdiction, prononcée par la Triple Alliance contre l'établissement d'un port serbe sur l'Adriatique, excitait avec raison les inquiétudes des diplomates. Ceux de mes collègues qui prétendaient connaître les Serbes craignaient que, grisés de leurs succès, entêtés à poursuivre leur chimère, ils n'allassent jusqu'à braver l'Autriche-Hongrie. Les autres, moins pessimistes, se référaient aux conseils de prudence que l'ambassadeur du tsar prodiguait ici ostensiblement au chargé d'affaires de Serbie.

De victoire en victoire, les Bulgares, poussant l'armée turque en déroute, ont fini par s'arrêter devant les lignes de Tchataldja qui couvrent Constantinople et ils n'ont pas encore pris Andrinople qu'ils tiennent assiégée. La Sublime Porte s'est résignée à réclamer l'intervention des grandes puissances, avant que ses dernières défenses ne soient emportées. Kiderlen, ayant décliné la médiation proposée par M. Poincaré, pour la raison qu'elle devait être demandée par l'une ou l'autre des parties belligérantes, n'avait aucun motif d'éconduire le demandeur parlant au nom d'un des belligérants. Voici comment la scène s'est passée à la Wilhelmstrasse.

Le secrétaire d'État, ayant écouté gravement l'ambassadeur de Turquie, lui a répondu que le gouvernement impérial, après s'être mis d'accord avec les autres puissances, transmettrait sa requête aux États confédérés, mais il a prié en même temps Osman Nizamy Pacha de lui faire connaître exactement ce qu'il était chargé de demander. L'ambassadeur est revenu le lendemain avec un long télégramme de son gouvernement, où il était question de la grandeur de l'Empire ottoman, de la bravoure de son armée, des déclarations des puissances en faveur du maintien du *statu quo* et, en dernier lieu, de leur intervention, sans spécifier la forme dans laquelle elle devait

se manifester. Mis au pied du mur par Kiderlen, Osman Nizamy a reçu enfin de la Porte une demande de médiation qu'il a remise aussitôt au secrétaire d'État.

Quelques moments après, est arrivé un télégramme de l'ambassadeur d'Allemagne à Constantinople annonçant que Noradounghian Effendi, ministre des Affaires étrangères, avait convoqué les ambassadeurs pour leur déclarer que, si les puissances n'intervenaient pas tout de suite en vue d'empêcher l'entrée des Bulgares dans la capitale, la Porte leur laisserait la responsabilité des massacres de chrétiens, que l'apparition de l'ennemi ne manquerait pas de provoquer. Le ministre turc avait ajouté qu'il ne pourrait pas même répondre de la vie de Leurs Excellences et des membres de leurs colonies. En présence de cette menace nullement déguisée et vu la confusion, faite sciemment ou non par la Porte dans l'emploi de mots désignant des choses différentes, intervention, médiation, avec ou sans armistice (?), Kiderlen embarrassé a conféré avec les ambassadeurs de France et d'Angleterre qui, paraît-il, n'ont pas pu l'éclairer davantage sur les véritables désirs de la Turquie (1).

Étaient-ils si difficiles à deviner? Ce que la diplomatie orientale cherchait en réalité à obtenir, sans s'humilier à le demander, c'était que les puissances fissent une pression immédiate sur les Bulgares pour les forcer à suspendre leurs attaques, et elle traçait, comme moyen de chantage, un tableau effrayant des représailles dont seraient victimes d'inoffensifs chrétiens. La démarche de la Turquie n'en était pas moins l'aveu de sa défaite et la première lueur de paix dans l'atmosphère embrasée des Balkans.

Sitôt que nous en avons été instruits, nous voilà déjà, mes collègues et moi, qui nous amusions à discuter le lieu de la conférence où viendraient échouer tous les problèmes soulevés par ces furieuses hostilités. Le congrès de Berlin de 1878 avait laissé de trop mauvais souvenirs aux Balkaniques pour que le choix de cette capitale sourît aux vainqueurs. Kiderlen, d'ailleurs, y paraissait hostile. L'exclusion de Berlin, prétendait-on, entraînerait celle de Paris. Bruxelles et La Haye avaient des partisans. Londres était l'inconnu et Vienne trop intéressée dans les questions à résoudre pour n'être pas écartée de prime abord.

(1) Dépêche à M. Davignon du 11 novembre.

VIII

Que nous sommes loin encore de toucher au port ! L'annonce de préparatifs militaires faits par l'Autriche-Hongrie et de la réunion d'un conseil de guerre à Budapest, à la suite de la décision prise par le gouvernement serbe d'envoyer une colonne de troupes se saisir de Durazzo, a affolé de nouveau la Bourse de Berlin. Si le gouvernement impérial se montre résolu à soutenir l'opposition irréductible de son allié aux prétentions de la Serbie, il s'en faut que cette fidélité chevaleresque soit du goût de tous les Allemands. Les hommes d'affaires notamment observent avec humeur que les intérêts de l'Allemagne et de la Triple Alliance paraissent subordonnés à ceux de l'Autriche-Hongrie, que la diplomatie de cette puissance mène le jeu et qu'au surplus elle a manqué de prévoyance dans la crise actuelle, car il eût été facile de donner aux Serbes, dès leurs premiers succès, de sérieux avertissements qui auraient limité leurs ambitions à la conquête de la Vieille Serbie, voire de faire occuper au besoin par des vaisseaux de guerre les ports turcs de l'Adriatique, objet du litige austro-serbe. L'entente complète de l'Autriche-Hongrie et de l'Italie aurait grandement facilité l'exécution d'une pareille mesure de précaution (1). C'est là ce qui se répétait à Berlin, où l'on ne tenait pas compte de l'effet désastreux qu'une démonstration navale austro-hongroise aurait eu sur les nerfs irrités des panslavistes de la Russie.

On s'en prenait aussi à la presse qui, par ses nouvelles à sensation ou ses polémiques tendancieuses, faisait perdre tout sang-froid au public. Hier le *Lokal Anzeiger* attaquait sans rime ni raison le gouvernement de la République. Un autre danger, c'est l'activité des agents russes, officiels ou secrets, toujours accusés ici de faire une politique personnelle dans les Balkans et d'exciter les Serbes contre l'Autriche et l'Allemagne. En revanche, un symptôme rassurant nous vient de Londres, du langage tenu par M. Asquith au Guildhall, qui a reçu l'approbation non seulement de l'opinion britannique, mais aussi de celle qui a cours à Berlin. Le premier ministre anglais a été l'organe du bon sens et de la sagesse politique. Un autre symp-

(1) Dépêche à M. Davignon du 12 novembre.

tôme, auquel on attache un certain prix, est le désir manifesté par la Bulgarie, d'arriver à une entente avec l'Autriche. Le voyage de M. Danew à Bucarest et à Vienne est interprété dans ce sens. Le compromis, par quoi l'on espère vaincre l'opiniâtreté des Serbes, consisterait dans le consentement du gouvernement austro-hongrois à l'accès à la mer Adriatique d'un railway serbe aboutissant à un port de commerce qui ne constituerait pas une base navale et militaire.

Pendant qu'on s'ingénie à trouver un apaisement au conflit austro-serbe, un autre problème, non moins redoutable, a surgi à l'est de la péninsule : quel sera le sort de Constantinople, au sujet duquel l'ambassadeur de Russie ne parvient pas à nous cacher ses préoccupations? Les peuples des Balkans, et principalement les Bulgares, sont des races brutales, sur qui les pressions diplomatiques ont peu de prise pour leur faire lâcher la proie qu'ils tiennent entre leurs mains. Les Bulgares, s'ils brisent la dernière résistance de l'armée turque à Tchataldja, s'arrêteront-ils aux portes de Constantinople, après avoir assisté avec beaucoup de jalousie à l'entrée facile des Grecs à Salonique?

Spectacles frappants que celui de la Russie, pressée d'interdire aux petits frères slaves l'accès du Bosphore, et celui de l'Allemagne, l'amie de cœur du Sultan, résolue à ne pas se départir de sa réserve jusqu'au dénouement du drame oriental. C'est que le sort de la Turquie n'excite à Berlin aucune pitié, car on n'estime, dans ce royaume de la force, que les peuples forts et bien armés. On se gausse des illusions du gouvernement ottoman qui, en sa détresse, croyait encore aveuglément à l'intervention des grands États et à des divisions chez les confédérés balkaniques. L'apparition sur la carte de l'Europe d'une puissante ligue militaire, avec laquelle il faudra compter à l'avenir, est admise par les Allemands, dont le sens pratique s'accommode du fait accompli. Ils n'y aperçoivent aucun danger immédiat pour eux-mêmes, mais bien pour leurs alliés austro-hongrois. Un mot circule qui a été dit à la Wilhelmstrasse : c'est une fissure pour l'Autriche. On prévoit en effet l'attraction dangereuse qu'exercera sur les Slaves de la monarchie dualiste le voisinage de la confédération balkanique et le travail de désagrégation politique qui va s'opérer dans le bloc mal cimenté de l'empire des Habsbourg.

Je ne me pique pas d'être un prophète, mais en relatant à mon gouvernement les impressions que provoquent les phases successives de la lutte et les craintes qu'elles éveillent, je n'ai pas pu m'empêcher d'ajouter en conclusion : « La guerre des Balkans sèmera des germes de discordes et de conflits, capables de troubler l'Europe pendant longtemps (1). »

IX

Ma femme m'avait quitté au commencement de novembre pour rejoindre nos enfants qui, très jeunes encore, avaient besoin de ses soins. Sa présence ne m'était plus nécessaire à Berlin, parce que notre audience de présentation à l'Impératrice avait été reculée jusqu'à la fin de l'année. Après son départ, j'allais retrouver, chaque soir, à l'hôtel Bristol, plusieurs de mes collègues qui, pendant l'absence de leurs femmes, avaient renversé leurs marmites et formé entre eux, pour souper, une table diplomatique, les ambassadeurs de France et d'Espagne, le ministre des Pays-Bas, et quelques célibataires de moindre importance. On y discutait les nouvelles de la guerre et l'on s'efforçait de déchiffrer l'avenir à travers l'obscurité du présent.

Cette intimité a fini pour moi dans la seconde quinzaine de novembre. J'étais appelé à Bruxelles pour prendre part aux opérations de la commission chargée d'examiner les candidats au grade de secrétaire de légation, et dont j'étais l'un des membres. Ce n'est pas sans regret, je l'avoue, que je me suis éloigné pour quelques jours de l'observatoire, d'où je suivais, avec un intérêt palpitant, la marche des événements.

Si le public belge, comme je l'ai dit au début de ces souvenirs, était trop disposé, sous le couvert de la neutralité dont jouissait la Belgique, à oublier la leçon d'Agadir et les conséquences funestes qu'aurait pu avoir pour notre pays une guerre franco-allemande, il n'en était pas de même du roi Albert et du chef du cabinet, M. de Broqueville. Le Roi, héritier de la clairvoyance de Léopold II, craignait que la Belgique ne servît de champ clos ou de route d'invasion à des belligérants, ses voisins, et les appréhensions patriotiques du jeune souverain étaient partagées par son ministre. Mais pour remplir l'emploi

(1) Dépêche à M. Davignon du 16 novembre.

de garde-barrière, l'armée belge n'avait ni la force ni le nombre nécessaires. Une réorganisation militaire s'imposait donc à bref délai, ayant pour base le service personnel généralisé. Elle fit l'objet d'un projet de loi élevant l'effectif total à 350 000 hommes sur le pied de guerre, chiffre qui serait atteint en 1926.

Dans sa déclaration du 12 novembre, par laquelle il motivait devant la Chambre le dépôt du projet de loi, M. de Broqueville s'attacha à ne froisser aucune des puissances garantes de notre neutralité. Il invoqua, comme principal motif de l'augmentation de l'armée, le groupement des grandes puissances en des alliances qui pourraient, dans l'hypothèse d'une guerre européenne, enlever à la prestation de la garantie la valeur que la neutralité du garant peut, seule, lui assurer complètement. Si les événements nous amenaient à combiner l'action de notre armée avec celle d'un belligérant qui nous assisterait dans une attaque dirigée contre nous, nous devions être assez forts pour que notre participation aux hostilités fût limitée à la défense du pays et ne nous entraînât pas dans les hasards d'une guerre générale.

Avant le dépôt du projet, le ministre d'Allemagne était venu avertir M. Davignon que des correspondants de journaux allemands à Bruxelles s'apprêtaient à rapporter que le gouvernement belge s'était décidé à augmenter ses effectifs militaires sous la pression de l'Angleterre. Ces correspondants, dont le plus malveillant était celui de la *Gazette de Cologne*, formaient un essaim de guêpes bourdonnantes et hostiles que la Belgique nourrissait dans son sein. M. Davignon n'eut pas de peine à démontrer l'inanité de leurs insinuations, et il saisit l'occasion d'affirmer à M. de Flotow la ferme intention du gouvernement de rester neutre et de faire respecter notre neutralité.

C'est dans ces dispositions que je trouvai nos ministres en arrivant de Berlin, prêts à faire face à toutes les éventualités. L'incertitude de l'avenir de l'Europe, qui se jouait sur les champs de bataille balkaniques, ne pouvait que confirmer la nécessité pour la Belgique de mesures de défense et de protection, que les incidents de 1911 avaient clairement démontrée.

Pendant que j'étais à Bruxelles, un affreux malheur est venu frapper notre Famille royale, déjà douloureusement

éprouvée. La Reine avait perdu successivement, dans le courant de cette année néfaste, sa sœur aînée, mariée au duc d'Urach, son plus jeune frère, mort d'une maladie contractée aux manœuvres de l'armée bavaroise, sa sœur cadette, la princesse Rupprecht de Bavière, qui s'était éteinte à Sorrente, le 24 octobre précédent. Et voici que la mère du Roi, la comtesse de Flandre, succombait en quelques heures, le 26 novembre, à une congestion cérébrale.

Son Altesse Royale, de la branche catholique des Hohenzollern Sigmaringen, était une femme d'une rare élévation d'esprit, très cultivée, très artiste et aimant à protéger les arts, adorée pour sa bonté de son entourage et des personnes qu'elle admettait dans sa familiarité. Du vivant de Léopold II et de la reine Marie-Henriette, elle avait eu à soutenir avec beaucoup de tact et de bonne grâce une situation délicate, celle de mère de l'héritier du trône, à côté d'un ménage royal, à qui la perte d'un fils unique laissait d'inconsolables regrets. Elle-même avait eu la douleur de voir mourir à la fleur de l'âge son fils aîné qui promettait d'être un prince accompli. Depuis lors, tous ses soins maternels, comme tous les espoirs de la nation, s'étaient concentrés sur le prince Albert, dernier et splendide rejeton de notre dynastie, étroitement associée dès l'origine à l'indépendance et à la vie nationale de la Belgique. Quand il fut monté au trône, Mme la comtesse de Flandre s'était effacée dans une ombre discrète, ne donnant ses sages avis que s'ils lui étaient demandés. Elle n'en était sortie qu'à de brèves occasions, soit pour servir de mère à la princesse Clémentine, fille de Léopold II, et l'accompagner à Moncalieri, où fut célébré son mariage avec le prince Napoléon, soit pour recevoir dans son palais de la rue de la Régence l'empereur et l'impératrice d'Allemagne, lors de la visite qu'ils avaient rendue à notre Cour.

Après le dîner qu'elle leur avait offert, Son Altesse Royale me disait sa joie d'avoir eu à sa table le chef de la maison de Hohenzollern qui serait, comme il le lui avait assuré, le meilleur ami de son fils. Qu'aurait-elle pensé, si elle avait vu, quatre ans plus tard, cet ami du roi Albert acharné à le chasser du dernier lambeau de territoire où il défendait héroïquement la vie même de son pays?

J'aurais désiré assister à ses obsèques et rendre à sa mémoire

un pieux hommage, en reconnaissance de la bienveillance dont elle nous avait honorés, mon père et moi. Mais M. Davignon m'invita à regagner mon poste sans retard, vu la gravité des événements qui mettaient l'Orient en feu, et l'Europe peut-être à deux doigts d'un conflit.

Dès mon retour à Berlin, j'appris que l'Empereur avait désigné le Kronprinz pour le représenter à la cérémonie funèbre. L'usage est que le chef de mission du pays où se rend officiellement le souverain près de qui il est accrédité aille le saluer à son départ. Dans le cas actuel, c'était l'héritier du trône en représentation de l'Empereur. J'allai donc, le lendemain matin, accompagné du personnel de ma légation, à la gare de la Friedrichstrasse, où devait s'embarquer le Kronprinz. Du salon d'attente j'entendis fredonner un refrain d'opérette et je vis paraître un mince officier, aux traits mous et fuyants, très jeune d'aspect dans l'uniforme noir des hussards de la mort, la casquette plate sur l'oreille et une cigarette aux doigts. En m'apercevant, sa figure rieuse changea instantanément d'expression. Claquant des talons et faisant le salut militaire, il écouta avec componction les paroles de circonstance que je lui adressais, puis il s'envola dans le train qui stationnait. C'est ainsi que j'ai fait connaissance avec le Kronprinz, au moment où il partait dans de joyeuses dispositions pour assister aux obsèques de la comtesse de Flandre.

Je n'ai jamais voulu croire que ce frivole jeune homme, dont l'apparence et la tenue n'avaient pas le sérieux que comportaient son âge et son rang, ait eu l'influence qu'on lui a prêtée sur l'éclatement de la guerre. Qu'il l'ait ardemment souhaitée, comme un jeune fou qu'il était, son attitude inconvenante au Reichstag, pendant la discussion de l'accord du 4 novembre qui avait clos l'incident d'Agadir, suffirait à le prouver; mais il y fallait voir aussi le mordant désir de se tailler une popularité personnelle aux dépens de son père, et il n'a été en somme qu'une des principales épaves du naufrage de la monarchie impériale, qu'il aurait, s'il avait porté la couronne, déplorablement personnifiée.

BEYENS.

(A suivre.)

LE MARÉCHAL DE LA FORCE

VI [1]

EN GUERRE AVEC LE ROI

TONNEINS-DESSUS ET TONNEINS-DESSOUS

Le 5 juin 1621, dans l'immense plaine de la Garonne, la route de Nérac à Damazan détrempée par une pluie diluvienne. Une troupe chevauche au loin : quelque soixante cavaliers coiffés de salades, « la plupart valets ». Elle approche. On distingue à présent quatorze cuirasses et trente mousquetaires aussi mouillés que les mèches de leurs mousquets. La pluie d'orage a cessé. Les cavaliers se hâtent, en ce lourd après-midi, vers le fleuve, par delà lequel s'étagent, à droite et à gauche d'une citadelle à pic au bord de l'eau, les maisons basses des deux villes de Tonneins : Tonneins-Dessous en aval, en amont Tonneins-Dessus, dont La Force est seigneur. Le voici justement à la tête de la petite troupe, avec le duc de Rohan. Derrière lui, deux de ses fils, les marquis de La Force et de Montpouillan; plus loin, le sieur de Belsunce, qui commande les mousquetaires du marquis de La Force. Les cavaliers avancent, l'œil au guet, car ils sont en guerre, en guerre avec le Roi.

Rohan et La Force reviennent de Nérac, où le président catholique de la chambre mi-partie avait gagné à la cause royale le gouverneur du château ; ils ont chassé ce président trop zélé, ils ont placé six cents hommes dans l'ancienne capitale de

Copyright by duc de La Force, 1928.

(1) Voyez la *Revue* des 15 mai, 15 juin, 15 juillet 1924, 1er et 15 août 1927.

Marguerite de Valois. C'est un des plus signalés services que La Force ait rendus à son parti, depuis qu'il a franchi l'Adour presque au nez de Gondrin et que, réfugié à Bergerac, il gouverne la basse Guyenne au nom de l'Assemblée séditieuse de La Rochelle. Malgré la joie du succès, La Force est soucieux. Il n'ignore pas que le sieur de Vignolles bat la campagne avec une troupe nombreuse. Ce maréchal de camp est posté sans doute du côté de Damazan et va tomber sur lui à l'improviste, l'enlever au passage, ainsi que Rohan. Pourquoi Rohan n'a-t-il pas voulu quitter Nérac dès la pointe du jour, comme La Force l'en pressait? Déjà, les dernières maisons de Damazan sont dépassées; la route s'allonge sans cesse sous les pas des chevaux; déjà cinq lieues : point d'ennemis nulle part. Le village de Monheurt va être dépassé, la Garonne franchie. Deux heures encore et l'on sera en sûreté dans la citadelle de Tonneins

Soudain, à gauche de l'arrière-garde, au delà d'un des grands fossés qui de chaque côté bordent la route, voici l'ennemi dans un champ : trois escadrons, cent cinquante chevaux en embuscade depuis trois longues heures, sous les ordres de M. de Vignolles. Les marquis de La Force et de Montpouillan, avec sept ou huit coureurs, aussitôt lui font tête. Mais un des escadrons de Vignolles trouve un passage, contourne le fossé, essaye de les prendre à revers. La Force vient au secours de ses fils; à trente pas des royaux, il appelle Rohan demeuré à l'avant-garde : « Faites tourner bride et me soutenez! » puis, d'une voix éclatante : « Ça, ça, crie-t-il en poussant son cheval, ils nous aboient, ils sont à nous, chargeons! » L'escadron ennemi ne l'attend pas et se rejette dans le champ où sont restés les deux autres. Vignolles maintenant lance toute sa cavalerie sur les protestants. Descendus de leurs chevaux, embusqués dans les fossés, les mousquetaires de La Force vont tirer. Les escadrons s'arrêtent à la première décharge, pauvre mousquetade qui ne renverse que sept ou huit cavaliers, tandis que La Force, qui sait que les mèches sont mouillées et qui tremble que l'ennemi ne s'en aperçoive, crie très haut, « pour faire bonne mine » : « Ne tirez pas, ne tirez pas que je ne vous le die! »

Ainsi tenu en respect, Vignolles se borne à côtoyer la petite troupe, qui s'est remise en marche : une lieue durant, il chevauche au petit pas, sans oser l'approcher, et d'autant

moins que, du côté de Tonneins, apparaissent trois cents arquebusiers protestants. C'est le baron d'Eymet, cinquième fils de La Force et gouverneur de Tonneins, qui a passé la Garonne et qui amène du renfort, car son père lui a dépêché une estafette dès le début de l'action. « Une action aussi remarquable qu'il ne s'en voit guère », songeait le soir La Force dans sa bonne ville de Tonneins-Dessus. En même temps, le marquis de La Force griffonnait pour sa femme, qui attendait les nouvelles à Bergerac, un substantiel récit de la journée, mais bientôt la plume lui tombait des mains : « Je m'endors, écrivait-il, je prie Dieu qu'il vous donne le bonsoir et vous tienne en sa sainte et digne garde. » Cette garde allait être plus nécessaire que jamais.

Ce n'était point en effet des lieutenants du Roi qui allaient se présenter devant les murailles des villes de Guyenne, mais le Roi lui-même : « Depuis quelques jours, mandaient au Sénat de Venise les ambassadeurs de la Sérénissime République, le Roi a donné ses faucons et s'est privé de ses chiens et il a déclaré qu'il ne voulait plus s'attacher à la chasse des animaux, mais à celle des hommes et des forteresses. »

Prends ton foudre, Louis...

pourrait déjà chanter Malherbe. Le 2 avril 1621, dans la grande salle des Rois au Louvre, il créait le duc de Luynes connétable ; il a rassemblé une armée de vingt mille hommes; par Saumur, Thouars, Fontenay-le-Comte, il s'approche de la Guyenne. Il est résolu d'écraser la rébellion dans l'ouest et dans le midi. Une ville close arrête la marche du Roi. M. de Soubise, frère du duc de Rohan, s'est enfermé dans les murs de Saint-Jean-d'Angély, et, comme au moyen âge. — vainement d'ailleurs, — un héraut fait, devant l'une des portes, la sommation, que M. de Soubise écoute le chapeau sur la tête : « A toi, Benjamin de Rohan. Le Roi, ton souverain seigneur et le nôtre, te commande de lui ouvrir les portes de la ville de Saint-Jean-d'Angély, pour y entrer avec son armée, à faute de quoi, je te déclare criminel de lèse-majesté au premier chef, roturier, toi et ta postérité, tous tes biens acquis et confisqués, tes maisons rasées de toi ou de tous ceux qui t'assisteront. »

MAYENNE A LA RESCOUSSE

Cependant La Force cherchait à conserver Nérac, sa fragile conquête. Le duc de Mayenne, pour la lui arracher, convoque à Marmande les maréchaux de Roquelaure et d'Aubeterre. Selon l'expression savoureuse du vieil historien Dupleix, la noblesse de Gascogne « y avole de tous côtés ». Lavardac, à deux lieues de Nérac, est pris, malgré ses murailles, par M. de Vignolles; les tours de Barbaste, que baigne la Gélise, par MM. de Xaintrailles et de Flamarens, descendus, l'un de son château de Xaintrailles, qui commande le riant couloir de la Baïse, l'autre de sa citadelle de Buzet, où l'œil de ses guetteurs surveille à perte de vue toute la plaine de la Garonne. En vain le marquis de Montpouillan et « quelque jeunesse » se sont jetés dans Nérac : La Force, qui a su introduire dans la ville cinq cents nouveaux défenseurs et des munitions, n'a pas de troupes suffisantes pour obliger le duc de Mayenne à lever le siège. Mais, entre Tonneins et Marmande, il y a Caumont, formidablement assis sur la rive gauche de la Garonne. S'il s'en empare, tenant la ville et le château, dont les canons peuvent battre le fleuve, il coulera les navires qui viennent de Bordeaux apporter au duc de Mayenne les hommes, les vivres et les munitions. Le temps presse, car il ne faut pas laisser au Roi le temps de prendre Saint-Jean-d'Angély et d'entrer à son tour en Guyenne.

C'est pourquoi, le 21 juin 1621, dès la pointe du jour, La Force, le marquis de La Force et le baron d'Eymet sortirent de Tonneins à la tête de deux cents hommes, dont cent cinquante arquebusiers. Ils gagnent en bateau la rive gauche de la Garonne. Caumont est à quatre lieues en aval de Tonneins, et La Force, qui, deux jours plus tôt, caché dans un bois, observait la ville de très près, a constaté que les habitants ne se gardent que la nuit. La petite troupe se dirige sur Caumont. Elle « marche fort serré ». Rien ne lui manque pour son audacieuse entreprise, ni la vingtaine d'échelles que La Force a jugée nécessaire, ni les deux ou trois pétards qu'il a prescrit d'attacher à l'arçon de la selle, ni la certitude que six cents hommes de pied, sortis de Tonneins une heure après elle, arrivent pour la soutenir.

Les cavaliers sont en vue de Caumont. Sur son « haut tertre escarpé », la ville, longue de deux cent vingt toises, large de quarante, ceinturée à mi-croupe par un double boulevard, semble imprenable derrière ses fossés, dans sa troisième enceinte de bastions et de tours. D'ailleurs la nature elle-même a pris soin de la fortifier. Au midi, un vallon étroit creuse une tranchée difficile à franchir; au nord, le « haut de la montagne » forme un promontoire dont la Garonne baigne la base. Un château de briques, à l'épreuve du canon, le couronne et veille sur la ville. Une des plus puissantes forteresses de Guyenne, ce château, rebâti en 1463, avec la permission de Louis XI, après avoir été détruit sur l'ordre de Charles VII. La longue courtine relie les quatre tours d'angle; au centre, dans ses appartements, tient garnison le gouverneur. Il y a, d'une tour à l'autre, trente-cinq toises du côté de la rivière, trente-cinq du côté du vallon; vingt-deux sur les façades de l'orient et de l'occident. Les tours les plus grosses regardent la Garonne. On descend jusqu'au fond de l'une d'elles par un escalier de cent vingt marches. Des fossés, profonds de six toises, larges de douze, enserrent le château. Plus bas, deux boulevards lui servent d'ouvrages avancés ; plus bas encore, deux demi-lunes menacent de leurs canons les navires qui montent et descendent la rivière. On entre au château par une porte ouvrant vers la Garonne. Les portes de la ville ouvrent, l'une au sud-est, vers le Mas d'Agenais, l'autre au nord-ouest, vers Marmande, la troisième vers l'étroit vallon du midi. Aujourd'hui, elles sont toutes closes.

La petite troupe s'est divisée en trois corps; l'un est commandé par La Force, les deux autres par ses deux fils. La Force est d'autant plus ardent que ce château féodal, qui fut le berceau de sa famille et dont il devrait être le seigneur, appartient à la fille unique de feu Geoffroy de Caumont, sa cousine germaine Anne, mariée à François d'Orléans Longueville, comte de Saint-Paul. Ses fils connaissent chacun le lieu qui leur est assigné pour l'escalade, et le capitaine Barraud, un brave de Mussidan, sait à quelle porte il doit poser le pétard. Il va être midi, l'heure du dîner et de la sieste, l'heure où certain bourgeois de la ville a perfidement convié au baptême d'un de ses enfants, M. d'Estourville, gouverneur du château.

* * *

M. d'Estourville venait de franchir le pont-levis qui conduisait de la ville au château. Heureux d'avoir pu s'échapper de l'ennuyeuse cérémonie par un « départ à l'anglaise », de s'être « dérobé », ainsi que l'on parlait en ce temps-là, il s'était jeté sur son lit pour faire la sieste, et, comme dit Voltaire dans la *Henriade*,

Ses yeux d'un doux sommeil goûtaient encor les charmes,

lorsqu'un épouvantable tumulte le réveilla en sursaut. Debout en un clin d'œil, il paraît sur le pont-levis, écoute, hésite, mais des fuyards se précipitent sur les planches (véritables planches de salut) et l'entraînent dans la forteresse, dont il fait lever le pont et barricader les portes. Soudain, une brève détonation : c'est la fausse porte d'une tour de la ville qui vient de sauter. Les échelles sont aux murailles, et, dans la déroute des défenseurs, il ne reste que le consul Boc, un traître, qui, monté au-dessus de la porte, agite son chapeau en signe d'intelligence et crie aux huguenots : « A moi, compagnons ! A moi, compagnons ! »

Le marquis de La Force est déjà dans la ville. Tout à l'heure, devant la porte du vallon, il ne retrouvait plus le pétard apporté de Tonneins, il a demandé des haches pour ses hommes. « Le père, qui était derrière eux, faisant incessamment sonner la charge par deux ou trois trompettes, a envoyé promptement chercher des haches à un village et les leur a fait tenir. » Il est entré par la porte que son fils lui a ouverte. Le corps de garde a fui. La Force n'a qu'un ou deux morts et trois ou quatre blessés ; il est maître de la ville, et, sans s'y attarder plus de deux heures, il retourne à Tonneins avec le marquis de La Force, afin d'envoyer à Caumont des renforts et des vivres.

Pour comprendre ce que fut cette surprise, il faut imaginer les coups de feu, la clameur confuse de l'attaque et de la défense, la fuite éperdue des bourgeois dans les rues étroites et tortueuses, les portes refermées d'un geste de fou, mais bientôt brisées, enfoncées, la ruée des huguenots dans l'église, où commence une scène de pillage sacrilège. L'historien Malingre en a raconté les détails hideux : les ornements, les croix, les ciboires volés, l'autel souillé, les hosties profanées. Sept fois

de suite, un soldat essaye d'écraser le Saint-Sacrement sous le talon de sa botte en criant : « Voilà le Dieu des papaux ! » Sept fois de suite, il n'y réussit pas, ce qui fut considéré comme un miracle. La sainte hostie alors est pendue, insultée et le soir l'église sert d'écurie aux chevaux des arquebusiers.

Peut-être ces blasphémateurs croyaient-ils faire œuvre pie en commettant de tels crimes. Du moins les chefs, qui n'y trempèrent pas, rendirent grâce à Dieu de leur avoir accordé la victoire : le marquis de La Force mandait de Tonneins à sa femme : « Je vous fais ce mot à la hâte, pour vous dire comme nous avons fait un coup plus miraculeux que celui de dernièrement, Dieu nous ayant tellement bénis en notre entreprise sur Caumont que nous avons pris la ville de plein jour. Nous pourvoyons à bien munir ceux que nous avons laissés dedans, et espère, Dieu nous continuant son assistance, que nous aurons bientôt le château. »

Dans ce château, une heure après la prise de la ville, le gouverneur mettait de temps à autre la tête à la fenêtre, peut-être pour voir, comme sœur Anne, s'il ne surviendrait pas quelque secours, lorsque, devant la porte, du côté de la rivière, il aperçut trois gendarmes de la compagnie de son maître, le comte de Saint-Paul. Ces trois gendarmes arrivaient du siège de Nérac. Levant les yeux vers les hautes murailles, ils aperçurent un mouchoir qui s'agitait au bout d'une épée et, dans l'embrasure de la fenêtre, M. d'Estourville qui les appelait. Le gouverneur leur apprit les tristes événements de l'après-midi et les pria d'aller demander du secours à Marmande et à Nérac : il était décidé de « tenir bon jusqu'à la dernière goutte de son sang ».

***

Sa situation était critique. Il avait de l'artillerie et des munitions, mais la garnison se composait de dix hommes avec des vivres pour deux jours. Une poignée d'hommes menacés de mourir de faim, pour garder ce vaste château ! Les assiégeants se sont répandus maintenant dans les fossés et le gouverneur ignore que l'un d'eux sape la muraille et va bientôt ouvrir un passage. Heureusement les assiégeants l'ignorent aussi : un soldat du baron d'Eymet aperçoit le sapeur, le prend pour un ennemi et le blesse d'une mortelle arquebusade, qui donne l'alarme aux assiégés.

La nuit est venue et, avec la nuit, quatorze cents hommes, envoyés de Tonneins par La Force, arrivent en bateau et pénètrent dans la ville. Le canon du château se met alors à tonner. Les boulets battent les maisons, qui s'écroulent sur les huguenots, les contraignant de se réfugier dans les boulevards, où ils se retranchent. Lorsque le jour parut, le gouverneur put constater les ruines accumulées par son artillerie. Le jour passe. Voici que tombe la seconde nuit, d'autant plus obscure pour les défenseurs du château, qu'ils n'ont ni lampe, ni chandelle. Dehors, l'orage gronde. La lueur blafarde des éclairs dessine sinistrement sur le ciel noir la fière silhouette de la forteresse. Une seconde, les yeux des assiégés mesurent l'immense horizon, la profondeur des fossés, fouillent l'obscurité soudain illuminée des salles. On entend les trombes d'eau inonder les murailles du château, dévaler le long de la motte sur laquelle il se dresse, tomber en bruyantes cascades au pied de la grosse tour, au fond d'un « précipice plein d'épines et de ronces », s'engouffrer sous la voûte du canal, qui les déverse à la rivière. Le capitaine protestant, chargé de garder ce précipice, doit se croire en grand danger d'être noyé : en tout cas, il quitte son poste, emmène ses hommes. A la lueur d'un éclair, les assiégés remarquent avec étonnement que le précipice n'est plus gardé; ils remarquent aussi bientôt qu'une nouvelle troupe remplace la première. Mais c'est une troupe amie... Parfaitement, M. de Cheverry et trente mousquetaires. Vite, qu'on ouvre la fausse porte dissimulée au fond du précipice. Par cette porte inconnue des assiégeants, M. de Cheverry et ses mousquetaires sont entrés dans le château. Ils apportent de la chandelle, quelques vivres et l'espérance d'un prochain secours : M. de Mayenne a reçu le message de M. d'Estourville et il couche cette nuit à Damazan.

On pense si, le lendemain 23 juin, M. d'Estourville fut plus que jamais à sa fenêtre. Il ne vit point M. de Mayenne, mais un capitaine ennemi, M. de Navarreins, qui « allait et venait dans un lieu découvert, avec trop d'indépendance et de franchise ». Exaspéré, il saisit une arquebuse, ajuste son Navarreins, fait feu, le tue, et, « courant à un cor de chasse, en donne plusieurs coups, comme pour s'esjouir de la prise de la bête ».

Le 24 juin, c'est de la venue de M. de Mayenne que put « s'esjouir » ce bon M. d'Estourville. Le duc se montra aux

assiégés avec quelques troupes et de si près qu'il essuya quelques mousquetades des assiégeants. A minuit, il eut la bonne fortune de jeter dans le château M. de Dondias et cinquante mousquetaires.

Le 25 juin enfin, les protestants établirent une puissante barricade, inextricable fouillis de tonneaux, de barriques, d'arbres entiers et de chariots qui, sur le penchant de la montagne, fermaient l'entrée du précipice ; ils garnirent la barricade de quatre cents défenseurs ; ils étaient toujours retranchés dans les boulevards. Mais le duc de Mayenne amena devant Caumont trois mille hommes et deux coulevrines ; il requit dans « toutes les villes royales » tous les bateaux de la Garonne : il avait l'avantage du nombre, de l'artillerie et de la flotte.

Les coulevrines, mises en batterie sur le plateau dès midi, commencèrent à tirer vers trois heures du soir sur les protestants nichés dans le vallon qui servait de fossé à la ville ; le château ouvrit le feu sur la barricade installée du côté de la rivière, qui se hâta de riposter, tandis qu'un navire chargé de deux cents mousquetaires et de deux gros canons de fer ne cessait de tirer sur elle.

Le duc de Mayenne a commandé l'attaque. Plusieurs assauts se succèdent. Aux cris de *Vive le Roi !* les défenseurs de la barricade répondent par le cri de *Vivent les Églises !* Épouvanté d'être pris entre deux feux, leur capitaine évacue son retranchement sous les yeux de La Force, qui, faute de bateaux, assiste impuissant avec quatre cents chevaux, sur l'autre rive de la Garonne, à la défaite des siens ; l'entrée du château est libre ; tout un régiment du duc de Mayenne y pénètre et le ravitaille, et le duc de Mayenne, fier de son succès, veut « coucher sur la dure », dans la barricade enlevée par ses troupes.

Il y dormait depuis assez peu de temps, lorsqu'une détonation formidable le tira de son sommeil. Il se lève. Quoi ! les protestants ont-ils miné le château ? Non, c'est l'église de Caumont qui vient de sauter. Les protestants en avaient fait une écurie et un magasin à poudre, un mercenaire espagnol a traîtreusement mis le feu à la poudre, et l'église s'est écroulée, ensevelissant sous ses décombres ses profanateurs. Dans la ville, le baron d'Eymet consterné assemble ses capitaines : les soldats sont épuisés, les munitions aussi ; il faut évacuer la ville. A la faveur du feu qu'ils mettent à leurs logements et

de la fumée épaisse qui enveloppe murailles et boulevards, ils se retirent sans être inquiétés, gagnent Casteljaloux distant de deux lieues, et, le lendemain, après avoir averti La Force, qui vient à leur rencontre, ils réussissent à passer entre le duc de Mayenne et l'armée qui assiège Nérac. Une fois de plus, Tonneins est leur refuge.

Le grand projet de La Force était ruiné. Quelques jours plus tôt, devant Saint-Jean-d'Angély, le conseil du Roi, apprenant la prise de Caumont, avait été si atterré que l'on avait failli renoncer à la campagne de Guyenne. C'était désormais aux protestants à l'être : le 24 juin, Saint-Jean-d'Angély avait capitulé. Le Roi venait à la tête de son armée victorieuse.

LA JOYEUSE ENTRÉE DE LOUIS XIII DANS BERGERAC

Bergerac appelle La Force à son secours. Il y vole, mais tout lui manque. Impossible de lever des troupes. Il comptait sur six mille hommes, il n'en a que huit cents. Un oncle de sa belle-fille, la marquise de Castelnau, Pierre d'Escodéca, baron de Boisse, seigneur de Pardaillan, le jalouse et « pratique », en aval de Bergerac, les autres places de la Dordogne. Sainte-Foy, La Mothe veulent se donner au Roi. Déjà Louis XIII est à Coutras, à quinze lieues de Bergerac. Grande est l'inquiétude des habitants, plus grandes encore les intrigues de M. de Panissault, un traître, qui épouvante la ville et veut décourager La Force. Le 8 juillet, à la nuit tombante, voici, au logis de La Force, le maire et les consuls. Ils sont venus une première fois vers midi. Ils ont parlé de la ruine qui menaçait leurs personnes, leurs familles et leurs biens, s'ils ne se soumettaient « à la clémence et miséricorde » du Roi : La Force les a raffermis... pour quelques heures. Ce soir, ils reviennent à la charge. Un dialogue émouvant s'engage entre eux et celui qui a tout abandonné pour les défendre :

— Monsieur, lui disent-ils, vous voyez le Roi avec son armée près de nous; nos fortifications ne sont pas achevées; nous n'avons pas la quatrième partie d'hommes qu'il faudrait; nous craignons que votre courage et votre affection à nous défendre vous fassent perdre et à tous les vôtres et à nous aussi. Nous vous supplions d'y penser et de ne vous point porter aux extrémités.

— Messieurs, leur répond La Force, n'ayez point d'égard à moi, je vous ai protesté plusieurs fois que je mourrais et tous mes enfants avec moi; parlez-moi clairement et me faites connaître vos volontés, car je ne vous manquerai point.

Les volontés de MM. les Consuls étaient avant tout de ne pas mourir.

— Nous vous supplions, reprirent-ils, de vous retirer, car nous avons résolu dès demain d'envoyer vers le Roi, lui protester de notre obéissance et lui présenter les clefs de notre ville.

— Messieurs, répliqua La Force, vous me le dites bien tard; je me remets à la conduite et Providence de Dieu, qui nous assistera.

Le lendemain, il quittait la ville avec sa femme, son fils aîné, tous ses petits-enfants et son septième fils, le marquis de Tonneins, alors âgé de douze à quatorze ans. « Il fallut, racontent ses *Mémoires*, que tout cela délogeât au point du jour, avec le désordre que l'on peut penser. Tout le peuple de la ville, hommes et femmes, les voyant partir comme cela, ils en étaient aux cris et aux pleurs. »

Aux pleurs et aux cris en ce douloureux 9 juillet 1621, mais, dès le 13, aux rires, aux acclamations et aux fêtes.

*
* *

Comment ne se fussent-ils pas réjouis? Le Roi n'arrivait-il pas en triomphateur pacifique? N'allait-il pas faire dans Bergerac une « entrée vraiment magnifique et royale »? Quelle joie de contempler, sous la lumière dorée de leur beau pays, toute la jeunesse de la ville, tous les enfants de cinq à douze ans, vêtus de blanc, en marche vers Louis XIII! Accompagnés de « quatre déesses représentant les vertus », de musiciens habillés en Orphées et dont la musique « a des douceurs divines », garçons et filles sortent de la ville quatre par quatre. Ils rencontrent le Roi au bout d'une lieue et aussitôt enfants, déesses, orphées, tout s'agenouille aux cris de *Vive le Roi! Pardon, Sire, pardon!* et, tandis que Sa Majesté assure qu'elle pardonne, toute la troupe se lève, se retourne et l'escorte jusqu'à une demi-lieue de Bergerac. Le clergé le reçoit croix et bannières en tête, au seuil d'un pavillon « artistement élaboré, fait de branches de laurier, romarin, lavande et

autres arbrisseaux croissant au pays ». Derrière le clergé, on dirait que tout l'Olympe est venu saluer le Roi Très-Chrétien. La déesse Victoire est figurée au frontispice du pavillon; Mars, Bellone, Hercule, César aux quatre coins; et, pour couronner l'édifice, Jupiter « assis sur un aigle et un foudre en sa main ». A quelques pas, cet arc triomphal de lierre, de pampre et d'orbel est décoré d'une Néréide que flanquent la Fortune et Junon; plus loin, un second arc s'embellit des images de la Justice, de Flore et de Cérès. Une haie de gardes contient à droite et à gauche les peuples accourus au spectacle et dont l'enthousiasme déborde. Songez donc, après les arcs triomphaux, « y a un rocher fait de mousse, où il sourd plusieurs fontaines artificielles, les unes jetant par petits tuyaux de l'eau, les autres vin blanc et autres vin rouge! Y a au-dessous un ermitage semblant fort vieil, auprès un petit bocage, d'où on entend le gazouillis des petits oiseaux »! Que le chemin est exquisement parsemé d'herbes et de fleurs! Et comme Sa Majesté semble intéressée par ce fort « dressé à plaisir », où de vrais assiégés feignent de se défendre contre de vrais assiégeants, délicate allusion à ce qu'aurait pu être l'accueil réservé au Roi, si les consuls n'avaient pas eu horriblement peur d'être pendus! Là, devant la porte de la ville, « les canons font la saluade avec tel tintamarre que merveille ». Un jeune seigneur se montre sur le pont-levis, sort, au fracas des « boîtes, pétards, bombardes et feux d'artifice », amenant au Roi huit cents hommes et lui offrant leurs services. Voici que le ciel s'est ouvert, — un ciel de théâtre : une grenade en descend avec lenteur, se fend et laisse échapper une belle jeune fille revêtue d'une robe de toile d'argent. La jeune fille fraîche éclose lit une harangue, obtient du Roi les faveurs qu'elle demande pour la ville, et remonte dans sa grenade, qui la reconduit au ciel.

Le cortège royal se remet en marche, s'engouffre sous la porte, s'enfonce dans la profondeur de la rue, dont les maisons sont tendues de haut en bas des plus brillantes tapisseries, se déroule entre des échafauds garnis de musiciens, traverse des arcs de triomphe. Des visages se pressent à toutes les fenêtres, se penchent sur l'éclatant défilé : d'abord les chevaux légers, quelques princes et grands seigneurs, puis les cent gentilshommes ordinaires, puis les pages de la grande écurie

et de la chambre du Roi, puis cinquante Suisses, « tambours battant et fifres jouant », puis « vingt-quatre trompettes sonnant haut et clair »; enfin, sous un dais, le Roi. Condé est à sa droite, Luynes à sa gauche. Des pages et des Suisses marchent derrière lui, puis des officiers principaux de la Couronne et de l'armée, puis, tout resplendissants des pierreries jetées sur leurs armures, trois mille seigneurs et gentilshommes « montés à l'avantage et à la guerrière ».

Lorsque Louis XIII se fut agenouillé à l'église, « où l'attendaient plusieurs cardinaux, archevêques et vénérables prélats »; lorsqu'il eut assisté au chant du *Te Deum*, devant l'autel illuminé; lorsqu'il eut visité les fortifications, mesuré de son fin regard de connaisseur l'abîme des fossés, l'épaisseur des hautes murailles, la largeur de la Dordogne, qui d'un côté en baignait les assises; lorsqu'il eut admiré « les fortes tours, éperons, parapets et autres défenses, et, après lesdites murailles, en dedans encore d'autres fossés assez profonds tout à l'entour, et les maisons sises sur les fossés, découvertes et remplies de terre depuis le bas jusqu'en haut » pour mieux résister au canon, il prononça ces simples paroles : « Je souhaite qu'il n'y ait point de places fortifiées qu'aux frontières de mon Royaume, afin que le cœur et la fidélité de mes sujets servent de citadelle et de garde à ma personne. »

Paroles efficaces! Un peu plus tard, commençaient, aux dépens des habitants de Bergerac, la démolition des murailles et la construction d'une forteresse, qui devait tenir sous ses canons la ville démantelée.

Cependant le duc de Montbazon, beau-père du connétable de Luynes, recevait de son gendre une lettre pleine des plus belles espérances : « Monsieur mon père, écrivait le favori de Louis XIII, quelle est la chose que Dieu ne peut pas, quand il veut donner son assistance à un grand prince? Vous le voyez par tout ce qui s'est passé. Il ne nous manque que les jambes pour aller plus vite, car elles ne peuvent point suffire au chemin qu'il nous faut faire. Vous saurez que M. de La Force a été chassé de Bergerac par le moyen de ceux que j'avais gagnés dans la place, et que la ville, se rendant à l'obéissance du Roi, lui a envoyé les clefs de ses portes sans conditions. Il ne reste plus à La Force que Clairac, où il s'est retiré. Je crois que c'est là qu'il voudra capituler et faire son accord. Je ne sais point

encore de quelle farine sera le pain. » Malheureux Luynes, s'il l'avait su !

LA FORCE S'ENFERME DANS MONTAUBAN

Ce pain, La Force s'apprêtait à le rendre aussi amer que possible. Celui qu'il mangeait lui-même, depuis quelques jours, était un vrai pain de tribulation. Au sortir de Bergerac, à peine à deux lieues des remparts, il s'était arrêté avec les siens et « il avait fallu qu'un chacun prît parti ». La Force avait encore devant les yeux « l'extrême désolation de toute sa famille en cette douloureuse séparation, des pères, des maris, des femmes, des enfants, des frères irrésolus de ce qu'ils avaient à devenir et, par la rigueur du temps et des menaces qui leur étaient faites, sans espérance de se revoir possible jamais ».

La Force avait alors emmené quatre de ses fils, les marquis de La Force, de Castelnau, de Tonneins et de Castelmoron, et un fils de Castelnau, le baron de Boisse. Laissant sa femme et ses belles-filles se réfugier au château de Cugnac, qui était assez peu éloigné et appartenait à Castelnau, il avait poussé douze lieues plus au sud jusqu'à Monflanquin, place de guerre qui, juchée sur une haute butte, ceinte de murailles et couronnée par une église fortifiée, dominait la plaine de toutes parts. La ville entière était descendue à sa rencontre, gouverneur en tête, mais bientôt ce gouverneur, qui montrait un si bel empressement, lui avait avoué qu'il s'était cru obligé, comme on disait alors, « d'envoyer au Roi ». Même réponse à Clairac sur le Lot, quand le marquis de La Force, que les habitants avaient demandé pour gouverneur, s'y était présenté; même réponse sur les bords de la Garonne à Tonneins-Dessous, quand, chassé courtoisement de Clairac, il était venu y chercher asile. Tonneins-Dessus, dont son frère, le baron d'Eymet, était gouverneur, lui avait déclaré qu'il ne pouvait tenir sans Tonneins-Dessous. Rien n'avait pu convaincre les habitants des deux Tonneins. Les deux frères, rejoints par Montpouillan, « qui venait de Nérac, rendu par capitulation », s'étaient acheminés vers le formidable Castelnau (près de Sarlat), « l'une de leurs maisons ». De Castelnau, le marquis de La Force et Montpouillan avaient essayé de gagner La Rochelle ; il « leur fallut faire

de bien longues cavalcades de nuit et de jour et prendre un long circuit, comme s'ils eussent voulu aller à Orléans. Dieu les conduisit heureusement ».

Cependant leur père, qui nous donne ces détails, ne pouvait rester à Monflanquin. Il n'ignore pas que sa retraite est connue. Lorsqu'il est arrivé à Monflanquin, le maréchal de Saint-Géran, averti par Panissault, était sur ses traces et n'a abandonné la poursuite qu'à une demi-lieue de la ville. La Force commence par ordonner à Castelmoron, son dernier-né, trop faible pour les fatigues d'une campagne, de retourner auprès de sa mère, puis il se met en route lui-même. « Il sait en ces occasions, nous a-t-il raconté, combien la diligence est requise. » Il part avant le jour, avec Castelnau, Tonneins, Boisse, « dix-huit ou vingt chevaux ; prend deux hommes à cheval, bons guides et s'en va d'une traite à Tonneins » (en Agenais, distant de huit lieues). Il ne s'arrête que pour dîner chez M. de Vivans, gouverneur de la ville, qui lui fournit un guide à cheval. Quelle rude chevauchée ! La journée s'achève, mais le voyage ne s'achève pas. La Force avance lentement dans l'obscurité, — car la nuit est venue, — « dans un très mauvais pays et dangereux » : des arbres coupés barrent les grands chemins, des cors appellent de proche en proche les arquebusiers sous les armes et l'on entend de minute en minute des coups d'arquebuse. Le guide le conduit habilement à travers tant de périls. Le soleil brillait à l'horizon, lorsque La Force parvint à Caussade, à six lieues au nord-est de Montauban. Il descendit de cheval « bien harassé », accablé par le poids de son armure, « incommodé d'un érysipèle qui lui était venu à une jambe ». Il se mit au lit et il y demeura trois jours.

Caussade était une seigneurie bien fortifiée du duc de Sully, père de son gendre, le comte d'Orval. La Force brûlait de s'enfermer à Montauban et d'y défendre la cause protestante contre l'armée royale. Malheureusement, le comte de Bourg-franc, un Béarnais assez inquiétant, depuis peu gouverneur de Saint-Antonin, bicoque du voisinage, rêvait de jouer un rôle à Montauban et craignait que La Force ne l'empêchât d'entretenir des intelligences avec l'ennemi. Il se hâta de le précéder dans la cité protestante et essaya de persuader aux Montalbanais que La Force venait perdre leur ville, après avoir perdu le Béarn et la Guyenne.

Leurs consuls vinrent rendre visite dans Caussade au chef alité. La Force, qui n'avait jamais parlé de son dessein à personne, ne leur en parla pas non plus; mais le lendemain, après avoir dépêché aux gardes de la porte et aux consuls un valet de chambre du comte d'Orval, qui ne les avertit de sa venue qu'au dernier moment, il parut à l'improviste.

***

Lorsqu'on arrivait à Montauban par la route d'Auch ou celle de Toulouse, on trouvait le faubourg de Ville-Bourbon, ainsi nommé par Henri IV, qui l'avait fortifié de trois bastions. On montait ensuite jusqu'à un pont de briques bâti au quatorzième siècle, sur le Tarn large et rapide, — un maître pont, qui existe encore. A l'extrémité du pont, la porte; au delà, sur un plateau dominant de dix toises les eaux du Tarn, la ville rouge : murailles rouges, château rouge, maisons rouges, église rouge, — Saint-Jacques, qui dresse toujours, au-dessus des toits de tuiles, son clocher octogone et toulousain. D'autres portes encore s'ouvraient dans l'enceinte de la ville : le Griffoul au nord, Montmurat vers l'occident, les Cordeliers à l'orient, le Moustier au midi; entre le pont et le Moustier, les Carmes. Des rues droites et larges (pour l'époque) découpaient la ville en damier. Le centre était occupé par une belle place. On y pénétrait, aux quatre angles, par quatre porches. De hautes façades la bordaient, écrasant les larges arcades qui les soutenaient, comme à Paris celles de la Place Royale. Sous les arcades, des boutiques, des boutiquiers, des acheteurs.

Nous ne savons si l'hôtellerie où La Force était descendu étalait son enseigne sur cette place, connue sous le nom des *Couvertes*. Ce qui paraît certain, c'est que, venant de Caussade, il n'entra pas dans Montauban par la porte de Ville-Bourbon; ce qui est plus certain encore, c'est qu'à peine arrivé, il fut assailli par une foule de visiteurs qui n'étaient pas tous des plus sympathiques. Voici, dans sa chambre, la troupe glaciale des consuls en robes rouges, puis le comte de Bourgfranc, vaniteux et vantard, qui lui demande pourquoi il est venu et qui veut absolument savoir « en quel état il a laissé les affaires de basse Guyenne », puis des gens, encore des gens, les yeux et la bouche « pleins de menaces ». Dans la rue, le peuple s'amasse devant l'hôtellerie, « ne parle que de poignarder, de jeter dans

la rivière et par-dessus les murailles et qu'il ne faut pas se fier à M. de La Force, qu'il a trahi le Béarn et la Guyenne et qu'on le doit châtier ». Les consuls lui assignent « un logis bourgeois », mais ils ne se chargent nullement de sa sécurité.

La Force, ne sachant comment triompher de cette hostilité générale, s'en va trouver le pasteur Chamier, compromis au temps de Henri IV, et qu'il a jadis fait remettre en liberté par le feu Roi. Aujourd'hui Chamier inflige à La Force un véritable interrogatoire. Chamier n'a jamais vu La Force. Il est vite conquis par la justesse de ses raisons, la loyauté de son visage, un je ne sais quoi « de majestueux et de vénérable », qui émane de toute sa personne. La conquête de Chamier entraîne celle des consuls. La Force est assuré de leur bienveillance, du désir qu'ils ont de mettre à profit son expérience et ses conseils. Il est logé chez M. d'Alliez, là même où, dans des temps meilleurs, on logeait le Roi. Sauvé, La Force maintenant sauve les autres. Il ne peut arracher, il est vrai, aux fureurs de la populace un malheureux étranger qui, reconnu pour un catholique, est frappé à coups d'épée, traîné sur le pont, précipité dans le Tarn, assommé à coups d'aviron par les bateliers, qui le poursuivent, — car il s'enfuit à la nage, — et le noient.

La Force apprend ce crime trop tard; il se contente de se plaindre aux magistrats, mais il essaye d'empêcher le meurtre d'un honnête bourgeois de Montauban soupçonné lui aussi. L'infortuné est en prison, la populace le réclame pour le tuer. Une rumeur lointaine parvient au logis de La Force. Les consuls arrivent, lui apprennent la colère du peuple, avouent qu'ils n'oseront jamais aller l'apaiser. Il ira, lui. « Je sais, dit-il, comme il faut ménager un peuple. » Précédé de Castelnau, il se fraye un passage à travers la foule de plus en plus dense jusqu'à la porte de la prison. Cinq ou six forcenés sont occupés à l'enfoncer avec une énorme pièce de bois. « Hé! Messieurs, qu'est ceci? » demande-t-il. On le repousse; mais il « ne s'épouvantait pas pour peu de chose ». Cordial et fin, il propose à la foule des émeutiers de livrer le prisonnier à vingt d'entre eux qui répondront de sa vie jusqu'à ce que l'on ait découvert ses complices. *Si forte virum quem conspexere, silent.* Les beaux vers de Virgile sont toujours vrais. Tant de hardiesse en impose, les forcenés s'arrêtent court. Ils s'éloignent

en silence, la foule se disperse calmée et chacun finit par rentrer chez soi, même le prisonnier qui, trouvé innocent, sort de prison le lendemain.

La fermeté, l'habileté, la discrétion de La Force le font inviter à tous les conseils. C'est lui qui réconcilie le comte d'Orval, gouverneur de Montauban, avec le comte de Bourgfranc, maréchal de camp; c'est lui qui décide que le gouverneur gouvernera la ville et que le maréchal de camp commandera les troupes en campagne; c'est lui qui ordonne le parachèvement des fortifications, la démolition des faubourgs, dont les habitants abattent les maisons, la construction de nouvelles défenses. Il n'y a plus une minute à perdre. Clairac, distant de vingt-cinq lieues, s'est rendu à discrétion après un siège de quinze jours. Son gouverneur, M. de Saint-Orse, « qui s'était si bien laissé gagner au bon vin de ce pays-là, qu'il ne désenivrait jamais », n'a pas su le défendre contre l'armée royale; plusieurs habitants ont été pendus, deux cents soldats passés au fil de l'épée. Cruautés sur lesquelles a pleuré le poète Théophile de Viau, originaire de Clairac, le bon Théophile, l'auteur de *Pyrame et Thisbé*, l'homme au poignard qui rougit.

L'exemple de Clairac, loin d'épouvanter Montauban, stimule ses défenseurs. « Le côté par où vient l'armée, qui est la porte de Montmurat, leur explique La Force, est l'endroit le plus faible de votre ville et lequel sera le plus tôt attaqué; je désire défendre celui-là, afin que vous voyiez que je ne me veux épargner; je veux mettre là mon fils de Castelnau avec ses frères et ce qui est de ma maison. »

La Force a désormais trois fils dans Montauban, car le baron d'Eymet est venu rejoindre Castelnau et Tonneins. Il est entré au dernier moment, après un périlleux voyage, maint combat, mainte retraite précipitée, mainte rivière passée à la nage. On le nomme colonel de l'infanterie. Luynes cependant ne désespère pas d'amener les consuls et même La Force à l'accommodement qu'il désire. Le maréchal de Lesdiguières et le vieux Sully, dont un fils s'apprête à attaquer la ville et l'autre à la défendre, prodiguent assurances et promesses; mais rien ne fut plus éloquent que ce billet chiffré, mystérieusement porté aux consuls : « Vous serez bientôt assiégés. Ne capitulez point, car rien ne sera gardé de ce qu'on vous promettra.

En la bonne défense, vous trouverez votre conservation et la paix générale. » Comme le remarque le ministre Joly, « petite rhétorique suffisait à persuader cet avis à ceux que les exemples rendaient assez défiants ».

On était maintenant vers le milieu du mois d'août. Il y avait déjà quelque temps que Mayenne, venant de Nérac, avait poussé jusqu'aux environs de Montauban, brûlé Albiac et Saint-Antonin, escarmouché avec la cavalerie de Castelnau, puis, du côté de Moissac, repassé le Tarn. Mais un soir, au coucher du soleil, le guetteur découvrit au loin une troupe de « gens de cheval ». C'étaient les coureurs du duc d'Angoulême. Campé avec une partie du régiment des gardes à Loubejac, à deux lieues de Montauban, le prince avait envoyé quelques cavaliers en reconnaître les abords.

Ce soir-là, le tocsin se mit à sonner dans la ville.

L'ARMÉE ROYALE ASSIÈGE LA CITÉ PROTESTANTE

Tandis que le tocsin égrenait dans la nuit ses notes lugubres sur la ville close, Louis XIII était à Moissac. Son souper était terminé. Devant lui, quelques chefs parlaient du lendemain, de la prochaine concentration des troupes, au pied d'un certain château de Piquecos, choisi pour être le quartier-général du Roi. Où était exactement ce Piquecos dont tout le monde entendait parler depuis quelques jours, mais que nul ne pouvait situer? Soudain, Louis XIII demanda du papier, une plume et de l'encre. Son historiographe Bernard et les seigneurs témoins de cette scène le virent alors avec admiration dessiner en quelques traits de plume la carte du pays. De La Française (à quatre lieues au nord-ouest de Montauban), jusqu'à Nègrepelisse (à quatre lieues au nord-est), chaque détail figurait à sa place, marqué avec la science et l'exactitude d'un géographe consommé. En historien avisé, Bernard recueillit aussitôt l'autographe royal. L'habileté du Roi ne le surprenait pas outre mesure. Louis XIII, en effet, avait étudié passionnément la topographie, la fortification, l'art des sièges, et il désirait non moins passionnément de prendre Montauban. A Agen, quelques jours plus tôt, son conseil était fort divisé : les uns opinaient à l'attaque de la ville rebelle, les autres objectaient mille difficultés insurmontables : l'automne « père des mala-

dies », les pluies de septembre, le débordement du Tarn, la puissance des murailles, la résolution de leurs défenseurs, le duc de Rohan prêt dans Millau à fondre sur les assiégeants; mais lui, le Roi, il avait vaincu toutes les hésitations. Chacun ce soir-là s'en souvenait à Moissac.

Le lendemain matin, Louis XIII se levait à six heures, déjeunait tout botté (deux prunes, du pain trempé dans du bouillon, du vin clairet et de l'eau), assistait à la messe, puis montait à cheval et passait en revue les troupes qui allaient traverser l'Aveyron et le Tarn. Suivi de la Cour, il s'éloignait bientôt dans la direction de Montauban. Onze heures allaient sonner lorsqu'il parvint au sommet de la rude pente (elle a reçu le nom de *Buffocrabo*, Souffle-chèvre) qui conduit au château de Piquecos. Derrière lui, s'étendait la riche plaine où coulent l'Aveyron, le Tarn et la Garonne tout près de se réunir, et que semble au loin fermer la barrière vaporeuse des Pyrénées. Devant lui, un château féodal avec ses ouvrages avancés, ses fossés, son pont-levis, sa grande cour, cinq grosses tours de briques roses fièrement campées tout au bout de cette dernière terrasse des coteaux de l'Aveyron. Installé dans ce château, dont le seigneur était Henri des Prez, marquis de Montpezat, frère utérin du duc de Mayenne, il pourrait suivre toutes les péripéties du siège qui commençait : le nid d'aigle n'était qu'à deux lieues de Montauban. La course matinale avait fouetté l'appétit du jeune Roi, car il se mit à table à midi un quart et fit honneur au dîner. Pourpier en salade au sucre et au vinaigre, deux aiguillettes et la moitié d'un pilon de chapon bouilli, jarret de veau bouilli à la moelle garni de « taillerons », « deux couvercles de pâtés d'assiette », quatre côtelettes de mouton en carbonade, deux pilons de gelinotte à la sauce jaune, l'estomac de deux perdreaux au verjus, une tranche de tourterelle, l'estomac d'un ramier, le dedans d'une petite tarte au verjus, huit petites tranches d'écorce de citron dans une petite tarte, une prune de Damas violette, une poire d'orange, des cerises confites et un peu de pain; le tout arrosé d'un « vin clairet fort trempé »; pour la bonne bouche, dragée de fenouil — « la petite cuillerée ». Vraiment le premier médecin Héroard, qui a noté les moindres bouchées de son maître, était beaucoup moins sévère que celui de Sancho dans l'île de Barataria. Il faut avouer que l'on ne mangeait pas moins

bien à Montauban et que, sur la table de MM. de La Force et de Bourgfranc, figuraient des pâtés de pigeon et de poulet, des pâtés de venaison à douze sous et de grands pâtés de veau à quinze. Heureux midi! aussi gourmet jadis qu'aujourd'hui... mais où sont donc les prix d'antan? A quatre heures, Louis XIII se rendit au conseil.

Tandis qu'il demeurait à Piquecos, dans le grand appartement du rez-de-chaussée, sous les plafonds peints par de récents artistes, où figurait toute une mythologie à la mode, Pâris et les trois déesses et Diane et Amphitrite et la Fortune, et, comme on disait alors, les plus honnêtes gens du Paradis des Anciens, vingt-cinq mille hommes allaient camper sous les remparts de Montauban. Debout à la croisée de sa chambre, le Roi pouvait distinguer à l'œil nu, par delà l'Aveyron tout proche, par delà l'immense et fertile plaine, par delà le Tarn, la ville rebelle solidement assise sur son plateau, des bastions, des murailles, un moutonnement rougeâtre de maisons autour du clocher de Saint-Jacques. S'il prenait sa « lunette de longue vue », le détail apparaissait net et précis : entre Piquecos et Montauban, sur la rive droite du Tarn, près du chemin de Piquecos, les « cornes » de Saint-Orse; près de la route de Bordeaux et dominant la rivière, les « cornes » de Montmurat; un peu en amont, sur la rive gauche, la demi-lune de Ville-Bourbon défendant le pont fortifié qui faisait communiquer le faubourg du même nom avec la ville; en face de Ville-Bourbon, sur la rive droite, le faubourg du Moustier, séparé des murailles par un mince affluent du Tarn, le Tescou, qui leur servait de fossé.

Les troupes du connétable (régiments de Piémont, de Normandie, de Chappés et la plupart des Suisses de Bassompierre) commandées par les maréchaux de Praslin et de Chaulnes, marchent sur Montmurat; celles du duc de Mayenne (régiments de Francoux, de Barrau, de Suze, d'Ornano, de Lauzun et de Toulouse), commandées par le maréchal de Thémines, sur Ville-Bourbon; celles du prince de Joinville et du duc de Chevreuse (régiments de Navarre, de Champagne, de Picardie, de Pompadour, d'Arpajon et le reste des Suisses), commandées par les maréchaux de Saint-Géran et de Lesdiguières, sur le Moustier. Devant elles, un vaste incendie, ordonné par le conseil de Montauban, s'allumait au loin : des métairies qui subsistaient dans

la campagne, des maisons encore debout dans les faubourgs, sortaient des colonnes de fumée et des gerbes de flammes.

POLITESSES ET MOUSQUETADES

Le 1er septembre 1621, lorque le soleil commença de monter dans le ciel, dix batteries se mirent à foudroyer Montauban. Le grand maître de l'artillerie avait préparé pour le siège les « six calibres royaux » : canons, coulevrines, bâtardes, moyennes, faucons, fauconneaux. On tirait sur Montmurat du quartier du connétable, qu'un pont de bateaux, établi à deux mille pas en aval du pont fortifié, reliait à la rive gauche ; on tirait du quartier du duc de Mayenne, en face du pont fortifié ; on tirait du quartier du maréchal de Lesdiguières, qu'un autre pont de bateaux, établi en amont du pont fortifié, également à deux mille pas, reliait au quartier du duc de Mayenne. Les boulets pleuvaient sur la ville. Pauvres boulets qui semblent inoffensifs, lorsqu'on les compare aux marmites de la dernière guerre, mais que les habitants de Montauban trouvaient fort désagréables. Le clocher Saint-Jacques en garde les écornures après trois siècles. Du calibre de six pouces deux lignes, lancés par vingt livres de poudre, les boulets des canons portaient à cinq cents pas et pouvaient percer douze pieds de terre solide ou dix-huit de terre remuée ou vingt-cinq de sable.

Voici un boulet qui traverse la porte de Montmurat, bouscule, au milieu de la rue, deux enfants en train de jouer sur une charrette, arrache la tête de l'un, les cuisses de l'autre, ricoche sur une fenêtre, puis sur le toit qui lui fait face et dont il pulvérise les tuiles. Un second boulet, « bruyant le long de la rue du vieux Temple », emporte le chapeau d'un bourgeois de la ville, qui se promène appuyé sur sa canne, tue un âne, épouvante trois demoiselles, s'engouffre dans une croisée et s'arrête enfin dans le lit d'une vieille femme, qui pense mourir de saisissement. Les boulets semblent chercher la maison de M. d'Alliez, plus haute que ses voisines et résidence de La Force. L'un d'entre eux rompt l'appui d'une fenêtre; un barreau projeté brise une colonne du lit où Mlle d'Alliez soigne sa sœur, qui est souffrante. Mlle d'Alliez n'a qu'une égratignure et sa sœur n'est pas même effleurée. Mais d'autres boulets pénètrent dans la chambre de La Force, fracassent le chevet

du lit, bouleversent les matelas... Heureusement La Force n'y est pas. Détail ignoré des pointeurs royaux : il s'est installé, depuis plusieurs jours, dans la salle du jeu de paume de M. d'Alliez, pour être plus près de la porte de Montmurat, dont Castelnau défend l'ouvrage avancé.

Ah! cet ouvrage avancé, ces « cornes de Montmurat », quelle peine elles avaient donnée à Castelnau! Dès les premières escarmouches de la fin d'août, les trouvant à peine ébauchées et incapables de résister à une attaque un peu vive, il avait fait élever par des hommes de bonne volonté et même par des femmes, plus ardentes encore que les hommes, un rempart de sept cents barriques remplies de terre. Toujours à son poste, il avait passé quinze jours sans toit, presque sans sommeil, jusqu'au moment où la pluie l'avait obligé à coucher dans une cuve, « sac de couchage » peu portatif, mais fort apprécié. Et quelle difficulté de commander des gens qui n'avaient ni l'expérience de la guerre ni l'habitude d'obéir! A la moindre alerte, si lointaine fût-elle, saisis de terreur, ils tiraient tous à la fois « tout ce qu'il y avait d'armes à feu » sur des ennemis imaginaires. La canonnade du 1er septembre, à peine commencée, renverse les barriques, et l'armée royale s'emparerait des cornes de Montmurat, si le feu ne prenait à ses poudres, tuant le marquis de Montpezat, dont le Roi est l'hôte là-bas sur les terrasses de Piquecos. Bientôt, les assiégeants recommencent en un autre point l'attaque de l'ouvrage à cornes. Quatre canons sont mis en batterie à trente pas d'une courtine de terre qui réunit deux demi-bastions; ils la transpercent, la démolissent, mais, sous les ordres de Castelnau, une armée d'hommes et de femmes la reconstruit, en amoncelant des sacs de terre, des sarments, des fagots, l'exhausse, la renforce et les boulets se perdent en ce rempart élastique.

Le 3 septembre, Ville-Bourbon et le Moustier essuient une attaque rude, — et vaine, — qui coûte la vie au comte de Bourgfranc du côté des rebelles, au maréchal de Thémines du côté des royaux. Tous les soirs, les tranchées catholiques causent avec les tranchées protestantes. Il y a dans les deux camps des Béarnais; ces Béarnais se connaissent et les Béarnais assiégeants, qui jalousent les troupes royales campées devant le faubourg du Moustier, s'empressent de révéler leurs desseins aux Béarnais assiégés.

Ce ne sont pas les seules politesses qu'échangent la cité protestante et l'armée du Roi. Le marquis de Bassompierre, colonel général des Suisses, a reçu l'ordre de détruire à coups de canon le pont de briques reliant Ville-Bourbon à la ville proprement dite. Il ouvre le feu le 14 septembre et fait remarquer à ses chefs que cinq cents volées de canon ne suffiront pas à détruire le pont du Tarn ; que, pour l'ennemi, la réparation est aisée, pour le Roi, la dépense grande et l'utilité petite. Raisonnement qui persuade bien vite le maréchal de Chaulnes, mais qu'ignorent deux cents femmes occupées à laver leur linge et leurs ustensiles sous les arches du pont et aux alentours. La réputation de Bassompierre a pénétré jusque dans les provinces les plus lointaines. Les laveuses de Montauban savent qu'il « a toujours fait bonne guerre aux femmes » : elles « lui envoient un tambour, pour le prier de ne point incommoder leur blanchissage ». Bassompierre accepte, et d'autant plus volontiers que sa galanterie est d'accord avec son devoir : le maréchal lui a commandé de cesser le feu. Enthousiasmées, les laveuses lui demandent une trêve : elles veulent voir un si galant seigneur, le plus beau cavalier de la Cour. Les plus grandes dames de Montauban se joignent à ses blanchisseuses ; le 15 septembre, elles paraissent sur le haut de leurs retranchements, « et moi, dit Bassompierre, ce seul jour de tout le siège, je me mis en bon ordre et me parai pour les recevoir ».

Tant de courtoisie n'empêche pas des jeux plus sanglants. Lorsqu'ils en ont la commodité, les plus habiles tireurs de Montauban exercent leur adresse aux dépens des chefs ennemis. C'est un « sport » très en honneur, mais de telles arquebuses dédaignent le menu gibier. De si belles pièces s'exposent à leurs coups par fanfaronnade et veulent absolument y exposer leurs amis. L'autre jour, le jeune duc de Mayenne n'a-t-il pas prié le vieux maréchal de Lesdiguières de venir lui donner conseil pour l'emplacement d'une batterie. Le maréchal est venu. Le lieu était criblé de balles. Avec le plus grand sang-froid, — il y a soixante ans que les mousquetades et lui se connaissent, — Lesdiguières prend la main du prince : « Monseigneur, dit-il, nous voyons très mal d'ici ; allons plus avant, je vais vous montrer le chemin. » Et ce mot historique mit fin à la périlleuse plaisanterie. « Il se mouchait toujours, racontent les *Mémoires* de Castelnau, quelque manteau rouge ou porteur de

plumes. Castelnau, dont la balle ne manquait jamais son but, aurait été bien aise de moucher M. de Luynes, mais rien n'était plus difficile : « Sachez, mandait alors à sa femme le chirurgien du favori, que je ne cours aucun hasard, Monseigneur le Connétable me faisant l'honneur de m'affectionner et de me tenir toujours auprès de sa personne. »

LA JOURNÉE DU ROI

Gardons-nous de sourire. Luynes et son chirurgien, de « simples civils », n'étaient point tenus à la téméraire bravoure des gens de guerre. Il est vrai que Richelieu s'est montré sévère pour Luynes : « Au fort de ses lâchetés, le connétable, disent les *Mémoires* du cardinal, ne laissait pas de parler, comme s'il était percé de plaies, tout couvert du sang des ennemis. » Richelieu s'est trompé en affirmant que Luynes « n'approcha jamais la ville de la portée du canon ». Les *Mémoires* de Bassompierre ont fait justice de cette affirmation. Il était rare cependant que le duc de Luynes se rendît devant la porte de Montmurat, au quartier que l'on désignait sous le nom de quartier de Monsieur le Connétable. Il demeurait dans sa chambre, au château de Piquecos, auprès du Roi.

Là-haut, les journées de Louis XIII s'écoulaient assez monotones : il se levait entre sept et neuf heures du matin, faisait visite au connétable, allait à la messe, au dernier étage de l'une des tours, dans la chapelle voûtée, où des fresques du quinzième siècle, représentant les douze Sibylles, mettaient leurs chaudes couleurs; où célébrait chaque jour le Père Joseph, la future Éminence grise du futur cardinal de Richelieu. Après la messe, Louis XIII allait parfois au cabinet des oiseaux, puis se rendait au conseil. Son dîner avait lieu à dix heures et demie, onze heures ou onze heures trois quarts. Généralement l'après-midi était ainsi réglé : vers deux heures, conseil, puis, de trois à six ou sept, chasse du perdreau à cheval et le faucon sur le poing, souper, une dernière visite au connétable, et, vers neuf heures du soir, coucher.

Il arrivait à Louis XIII de monter à cheval au début de l'après-midi et de pousser jusqu'à Moissac, où la Reine s'était arrêtée avec la connétable, qui était incommodée par une grossesse. Le Roi soupait avec Anne d'Autriche, passait la nuit

à Moissac et se levait de grand matin pour rentrer à Piquecos. D'autres fois, Anne d'Autriche lui rendait sa politesse. Elle débarquait à midi, après le dîner du Roi, avec une carrossée de princesses et de dames, dînait chez Luynes et s'en retournait à quatre heures. Comme on se sent loin du Louvre à Piquecos ! Quelle odeur de poudre et de combat on y respire ! Mais quel est donc cet homme qui cause avec le Roi ? « Jésus ! qu'il est laid ! dit Anne d'Autriche. — C'est un seigneur du pays, le comte de Curton, explique Louis XIII. — Voilà un étrange homme et bien sale, il fait bien de se tenir dans le pays », chuchotent la princesse de Conti, Mlle de Verneuil et la connétable de Montmorency. Luynes sourit et regarde le Roi. Alors l'étrange vilain homme éclate de rire : « Et à mon ris et à mes dents, elles me reconnurent », raconte le beau, l'élégant, le raffiné Bassompierre rendu méconnaissable par une blessure à la tête et le séjour des tranchées.

Le 17 septembre, au moment où, le conseil fini, le Roi partait pour la chasse, le duc de Mayenne fut tué d'une balle dans l'œil aux tranchées de Ville-Bourbon. La Cour fut instruite de la catastrophe. Le porteur de la nouvelle apportait aussi la balle. Louis XIII l'examina en expert et dit « incontinent que c'était Castelnau qui devait avoir fait le coup, et qu'il connaissait le calibre de son arquebuse. Et ce, ajoutent les *Mémoires* de Castelnau, parce que, quelque temps auparavant, il avait eu l'honneur d'en donner une à Sa Majesté de semblable calibre et que le Roi savait qu'il n'y en avait guère de mieux ajusté à tirer que lui ».

Louis XIII ne se trompait pas. Castelnau avait « rempli son mousquet de fort grosses postes et s'était mis comme au guet », derrière ses retranchements. Il avait entendu, dans la tranchée ennemie assez spacieuse et très proche, un grand bruit de voix. Par une « canonnière » dont l'ouverture était large, il avait aperçu dans cette tranchée MM. de Mayenne et de Schomberg avec une suite qui grossissait de minute en minute, et soudain il avait tiré... Il s'en était fallu de peu qu'il ne fît coup double : la mousquetade avait traversé le chapeau de Schomberg et la tête de Mayenne.

Le pauvre Mayenne fut peu regretté de Luynes, « qu'il ne pouvait souffrir en la charge de connétable, de laquelle il croyait avoir seul le mérite et l'autre en porter le nom à son

préjudice ». « Luynes, racontent les *Mémoires* du cardinal de Richelieu, reçut autant de contentement de sa mort que tous les serviteurs du Roi en reçurent de déplaisir ». La mort d'un aussi grand capitaine était une vraie catastrophe pour l'armée royale. Ce siège de Montauban commençait à traîner en longueur. Le connétable qui, ménager du sang français, comptait plus sur les émissaires que sur les soldats pour prendre la ville et qui voulait d'autant moins l'endommager qu'il comptait la faire ériger pour lui-même en duché-pairie, avait eu la déception de voir une seconde tentative de Sully demeurée infructueuse. Infructueuses aussi les « pratiques » d'un autre protestant, le capitaine Sauvage. Acheté par Luynes, Sauvage se vantait de procurer la reddition de Montauban, comme il avait procuré celle de Clairac; il avait été découvert, jugé, condamné, pendu. Tout cela était peu encourageant.

Mais Louis XIII ne se décourageait pas. Croyons-en le véridique Héroard. Rien de plus éloquent que sa sèche notation le lendemain de la mort de Mayenne : « Éveillé à huit heures après minuit; pouls plein, égal, pausé, chaleur douce : levé, bon visage, gai. » Gai comme tous les matins depuis le 17 août qu'avait commencé le siège de Montauban.

A Paris au contraire, la mousquetade de Castelnau eut un retentissement effroyable. Le peuple se souleva et, pour venger Mayenne, courut incendier le temple de Charenton. Les « apaches », comme toujours, — il y en avait alors, — se mirent de la partie. Des fenêtres de son hôtel de la place Royale, l'ambassadeur de Venise terrifié apercevait des flammes qui montaient dans le ciel, et, sur la place même, il voyait le pavé ensanglanté devant les arcades, des corps mutilés, les têtes coupées, les visages tailladés. « Il n'y a plus de sécurité, écrivait-il, Paris est une forêt. »

UNE MINE EXPLOSE

Le Roi faillit rentrer au Louvre, pour en imposer à l'émeute, mais le duc de Montbazon, gouverneur de Paris, la réprima d'une main ferme et le voyage fut jugé inutile. Louis XIII se contenta de pousser jusqu'au quartier de M. le Connétable, afin de voir jouer une mine dont le duc de Chaulnes se promettait des merveilles : deux mille huit cents livres de poudre devaient

ouvrir devant les soldats du Roi une énorme brèche. Au moment où Louis XIII arrivait au camp, le soleil descendait à l'horizon. La Force, dans les « cornes de Montmurat », inspectait avec ses fils, Castelnau et d'Eymet, son gendre d'Orval et le consul Dupuy, les mousquetaires et les piquiers chargés de défendre la brèche qui ne pouvait manquer de s'ouvrir. Voyant le soleil près de se coucher et pensant que la mine ne jouera pas ce soir, La Force est sur le point de se retirer. La mine, — il ne la sait pas si bien placée, — a été poussée à une grande profondeur, jusqu'à l'endroit où il cause en ce moment avec les siens. Et, dans les tranchées ennemies, tout est prêt : le duc de Chaulnes vient de dépêcher Bassompierre pour examiner un dernier détail dans une petite galerie. « Fuyez, monsieur, lui crie M. de Ramsay, capitaine des mines, qu'il rencontre à l'entrée de la petite galerie, car j'ai mis le feu à la fusée de la mine, qui fera, à mon avis, un terrible effet. » Bassompierre « ne se le fait pas dire deux fois ». Tandis qu'il court de toute la vitesse de ses jambes, la mine éclate, emportant de prodigieux quartiers de terre. Bassompierre est à quarante pas du lieu de l'explosion : il n'a eu que le temps de s'abriter sous un gros tonneau. La masse projetée retombe en grande partie sur les tranchées des assiégeants. Mille livres de terre pèsent sur le tonneau, qui craque et crève. Bassompierre, les reins, les cuisses et les pieds froissés, « se dépêtre comme il peut », se traîne sur les cadavres des soldats qui devaient donner et parmi lesquels il reconnaît l'infortuné Ramsay. Quant aux survivants, ils regardent d'un air effaré les mèches de leurs mousquets, que le vent de l'explosion a éteintes, les laissant désarmés devant la brèche.

Du côté des assiégeants, quatre-vingts hommes, qui étaient de garde dans le demi-bastion, sont ensevelis sous les décombres. La Force et les siens, « par un coup du ciel », venaient justement de se retirer. Castelnau s'était même fait apporter son souper à quelque distance. Castelnau est à peine assis que la mine saute : la fumée, la pluie de poussière est si épaisse « qu'il est impossible d'y voir à dix pas ». Dans cette obscurité qui enveloppe les retranchements et s'étend jusqu'à la ville, Castelnau veut courir à la brèche. Six ou sept hommes se rallient autour de lui. Le seul être humain qu'ils aperçoivent à travers la fumée dans les cornes de Montmurat, est un

cadavre « noir, brisé et brûlé, et que l'effet de la mine avait transporté là de cinq ou six cents pas ». Tous les corps de garde se sont enfuis : la plupart ont sauté dans le fossé, seul port de salut qui s'ouvrît à leur épouvante. Castelnau arrive au lieu de l'explosion : personne, ni amis, ni ennemis. La poussière est tombée et la nuit tombe, et l'obscurité ne diminue pas. Un quart d'heure s'écoule. Des protestants paraissent enfin, douze soldats armés de mousquets, puis des piquiers se hâtent vers la brèche. Les royaux ont installé en face un canon qui, d'un seul coup, tue le baron de La Guépie et huit soldats. Voici La Force à la tête d'une troupe. Il commande à ses hommes de sortir par une autre issue que la brèche, et de prendre la batterie à revers. La batterie est tournée, le canon est pris, encloué, les tranchées ennemies incendiées. Des femmes apportent des charretées de cordes pour l'emmener; des bourgeois de Montauban s'épuisent en vain à le traîner sur le terrain défoncé. A la lueur des tranchées en feu, il en est un qui voit Castelnau debout, immobile sur la brèche. « Pourquoi est-ce que vous ne donnez pas, lui crie-t-il sans le reconnaître? Si vous ne voulez pas donner comme les autres, allez vous coucher. » Mais Castelnau demeure à son poste de commandement, il se méfie de la contre-attaque. Elle se produit dans les deux heures et refoule les protestants. Tout le reste de la nuit, les royaux réparent leurs tranchées, Castelnau sa brèche, le duc de Chaulnes rêve à sa mine manquée, et le duc de Luynes à de nouvelles négociations.

CONFÉRENCES PUBLIQUES ET NÉGOCIATIONS SECRÈTES

A vrai dire, il n'avait jamais cessé d'y songer. Les opérations du siège avaient beau se poursuivre ; le duc de Rohan pouvait envoyer aux assiégés un secours de mille hommes, dont trois cents parvenaient à s'introduire dans la ville, tandis que des renforts dix fois plus importants grossissaient l'armée royale : rien n'était capable de distraire Luynes de son idée fixe. Déjà, le mois dernier, Boisse-Pardaillan était sorti des tranchées pour intimider les défenseurs de Montauban et les presser de se soumettre au Roi, et Castelnau, ne pouvant souffrir un pareil discours dans la bouche de l'oncle de sa femme, avait crié : « A bas, à bas ! qu'on se retire, autrement je fais

tirer. » Aujourd'hui, entremetteurs et solliciteurs se glissaient jusqu'aux retranchements, demandaient à Castelnau la permission de « monter sur le terrain », sous prétexte de s'entretenir fraternellement avec lui. Castelnau la leur accordait, « croyant n'avoir rien à craindre ». Alors, se tournant vers lui ou vers les seigneurs qui l'accompagnaient, ces Messieurs commençaient « à parler à l'oreille, faisaient des propositions tant pour la paix que pour obliger ceux de Montauban à recevoir le Roi, avec toutes les promesses et conditions avantageuses qu'ils eussent pu désirer, le Roi ne demandant qu'obéissance et de pouvoir seulement entrer dans la ville sans y rien innover, et, pour M. de La Force et les siens, promettant de les remettre en leurs charges, pensions et gouvernements ». Castelnau refusait, ils lui offraient la « carte blanche » (une manière de blanc-seing). Castelnau refusait encore et, comme en s'en allant les entremetteurs obstinés laissaient le compromettant papier sur le terrain, il était bien obligé de le ramasser, de peur qu'il ne finît par s'égarer entre les mains des habitants de Montauban, toujours fort sujets à la méfiance.

Les émissaires du connétable proposèrent une entrevue entre La Force et M. de Cadenet, créé maréchal de France en 1619, duc de Chaulnes en 1621. La Force accepte. Il n'ira pas au quartier du Roi, comme on le lui demande ; il paraîtra seulement sur la contrescarpe avec ses gentilshommes et les consuls. La conférence a lieu sur le bord du fossé, le 7 octobre 1621. Bassompierre y remplace le duc de Chaulnes, « qui n'a pu se résoudre à venir jusque-là » ; il est accompagné de M. de Brantes, duc de Luxembourg depuis quelques mois, et de plusieurs seigneurs. Castelnau est bien aise de causer avec des gentilshommes qu'il connaît : il leur démontre que le Roi ne pourra « venir à bout de ce siège », les avertit qu' « il y a encore une mine à jouer », et les prie de « ne pas s'y présenter, car assurément il n'y ferait pas bon pour eux ». Les discours de La Force n'ont point cette allure cavalière et provocante. Il se contente de renvoyer ses interlocuteurs à MM. de La Rochelle et à M. de Rohan. Il ne se laisse ébranler ni par les promesses, ni par les menaces. Quand on lui dit « qu'il sera élevé au delà de tout ce qu'il peut imaginer », peine perdue ; quand on lui annonce que ses biens seront confisqués, ses châteaux rasés, et d'abord le plus magnifique de

tous, cette belle maison de La Force que Henri IV l'a aidé à bâtir, il répond avec un fin sourire : « Quoi ! cela n'a-t-il pas encore été fait ? Hé ! ce ne sont que des pierres et des murailles ; cette considération n'empêchera jamais que je ne fasse ce que je dois. » Le seul point dont on demeura d'accord, fut l'envoi d'une députation des assiégés qui s'en irait à Castres demander l'avis du duc de Rohan.

Tandis que cette conférence se tenait sur la contrescarpe de Montauban, des paroles singulièrement plus importantes s'échangeaient au château de Reynies, à quelques lieues de la ville, et dans le plus profond secret, entre le duc de Rohan accouru de Castres et le duc de Luynes descendu de Piquecos. Tous deux veulent la paix. Rohan demande que le traité s'applique à tous les réformés de France, s'étende même au Languedoc, et le connétable ne peut accepter, sans en avoir référé à son maître. Le conseil est assemblé à Piquecos. Avec Louis XIII, s'asseyent le cardinal de Retz, le connétable, le duc de Chaulnes et M. de Schomberg. M. de Puyzieulx, qui n'est là qu'en qualité de secrétaire d'État, reste debout, mais ne laisse pas de « dire souvent son avis ». Debout ou assis, les opinants sont unanimes ; tous, ils jugent fort raisonnables les conditions de M. de Rohan. M. de Schomberg, qui les approuve comme les autres, ajoute qu'il faut cependant les rejeter, « remettre le traité à quinzaine », attendu qu'au bout de ce délai le Roi sera « maître absolu de Montauban ». Le duc de Chaulnes demande si on est assuré que les conditions seront aussi bonnes au cas où l'on ne prendrait pas la ville, mais Schomberg réplique avec autorité que « la prise en est infaillible, qu'il en répond au Roi sur son honneur et sur sa vie, et qu'en cas que ce ne soit, il veut que le Roi lui fasse trancher la tête ».

Le conseil se rendit à cet argument capital et permit à M. de Schomberg de prendre Montauban.

La Force.

(*A suivre.*)

LE COMMUNISME A L'USINE

CHOSES VUES

Après avoir perdu, trois ans durant, le contact avec la population ouvrière de la région parisienne, je me suis installé dans une chambre d'hôtel meublé, à Billancourt, et j'ai travaillé dans une usine d'Issy-les-Moulineaux, une usine de Billancourt et une usine du quartier de la Chapelle, à Paris. Je me borne à dire ici ce qu'au jour le jour j'ai vu et entendu.

Du village de Boulogne, sis à la lisière du Bois, jusqu'à la boucle de la Seine, ce n'étaient autrefois que prairies et jardins maraîchers. Depuis quelques décades d'années, surtout depuis un quart de siècle, la plaine verdoyante de Billancourt s'est hérissée de maisons, d'hôtels meublés et d'usines. Le long du Bois de Boulogne s'étale un quartier de riches demeures entourées de jardins : c'est comme l'ébauche d'un autre Neuilly qui aurait dû s'étendre dans toute la plaine embrassée par la grande courbe du fleuve et ceinturée par les coteaux boisés de Saint-Cloud, Sèvres et Meudon; ainsi, se serait formé un ensemble décoratif, harmonieux, sorte de nouveau faubourg Saint-Germain qu'un État, soucieux du bien public et de la beauté du patrimoine dont ses fonctions lui imposent la sauvegarde et l'embellissement, n'aurait pas manqué de créer pour donner aux perspectives d'Auteuil, du Bois et de Saint-Cloud, toute leur ampleur. Ou bien l'État aurait pu songer à aménager la plaine en une immense cité ouvrière modèle qui eût fait participer à une vie plus aimable la classe laborieuse. Rien n'a été prévu : un faubourg industriel a poussé là, au hasard.

De la porte de Paris appelée « Porte de Saint-Cloud », partent trois avenues qui, se disposant en éventail, traversent la vaste plaine pour établir les communications nécessaires entre la capitale et le pont de Saint-Cloud, le pont de Sèvres, le pont des Moulineaux. Les exigences des relations suburbaines ont imposé ce beau et large dispositif qui se prêtait à l'exécution d'un plan grandiose d'embellissement. Une ruelle, la « Sente de la Belle Feuille », une « Rue de la Ferme », une « Rue des Longs Prés » évoquent le souvenir d'un passé rural récent. Quelques maisonnettes maraîchères, parfois encore plantées au fond d'un potager, en portent également témoignage, comme aussi les terrains vagues, les demeures entourées d'arbres, les maisons à un ou deux étages et, d'une façon générale, l'aspect aimable de la grande ville de Boulogne-Billancourt que traversent de larges avenues, que sillonnent des rues claires, plaisantes, baignées d'air et de lumière. L'ample contour du fleuve lui dessine une ceinture d'eaux et d'arbres, doublée par un rempart de vertes collines. Les immeubles à six étages font exception. S'il reste encore, dans le vieux Boulogne, quelques petites rues étroites et grises, ce n'est, partout ailleurs, qu'espace et lumière. Entre le boulevard Édouard Vaillant et le boulevard de la Reine, beaucoup de petites maisons avec jardin abritent des familles ouvrières. Dans Billancourt surtout, se pressent hôtels, restaurants et pensions pour travailleurs; parfois, la pension ouvrière occupe un pavillon que des arbres ombragent; des « meublés » sont installés dans des maisons entourées de jardins et inondées de soleil. Le plus souvent, ce sont des immeubles neufs, beaux, confortables, que bien des petits bourgeois de Paris envieraient. Des hôtels meublés, de construction toute récente, offrent aux salariés des usines le « confort moderne » : chauffage central, éclairage électrique, lavabos à eau courante.

Plaisante et salubre, ville ouvrière de luxe, comptant près de 70 000 habitants, Boulogne-Billancourt est une ville rouge, qu'une municipalité communiste gouverne.

Comment expliquer ce contraste ?

Il est superflu d'interroger sur ce point les ouvriers habitant la commune : pour la plupart, ils n'y sont pas plus enracinés que dans leur métier; ils n'ont pas coutume de s'analyser, non plus que de scruter les raisons des faits dont ils sont les auteurs ou les témoins; ils sont agis plus qu'ils n'agissent

et habitués à obéir aux impulsions du moment et de la sensibilité.

Un bref commentaire suffit cependant pour expliquer que les conditions matérielles d'habitat, incomparablement supérieures à celles des faubourgs, n'inclinent point ses heureux bénéficiaires à les apprécier à leur juste valeur.

Le problème ouvrier ne consiste pas uniquement en un problème de logement : il comprend aussi la grosse question des salaires. — Mais, dira-t-on, actuellement le taux des salaires est élevé et les sursalaires familiaux l'accroissent encore. — Sans doute. Toutefois, au point de vue matériel, le problème ouvrier consiste essentiellement dans la recherche de la meilleure formule d'organisation de la sécurité pour la vie des salariés.

Mais la solution matérielle du problème ouvrier ne répond qu'à un aspect de la solution totale. Le problème ouvrier est également d'ordre intellectuel, d'ordre politique, d'ordre moral et religieux. Si nous nous en tenons au point de vue intellectuel, nous dirons que la crise est engendrée par une idéologie fausse : méconnaissance du droit de propriété, ignorance des conditions de vie de l'entreprise, des lois économiques, des fonctions de l'État, des principes fondamentaux de son organisation. Si les ouvriers restent mécontents en dépit des avantages matériels qui leur sont accordés, c'est qu'ils visent à autre chose qu'à ces simples avantages : à la pleine et exclusive propriété des instruments de production, — capitaux et usines, — et à leur gestion directe. C'est la thèse collectiviste dont on les a imprégnés en troublant leur intelligence et en faussant leur jugement.

Le chômage partiel qui sévit depuis un an et l'influence des ouvriers étrangers accentuent le péril. Dans la région parisienne, surtout pour la métallurgie, on embauche peu, on débauche couramment. A la plupart des portes des usines de Billancourt, une pancarte décourage les solliciteurs en annonçant qu'« on n'embauche pas ». Aussi un certain nombre d'ouvriers étrangers retournent-ils chez eux : ce sont les honnêtes travailleurs qui, dans leur pays d'origine, ont famille, foyer, ressources ; les autres, si l'on excepte les malheureux émigrés russes, sont des éléments douteux ou franchement mauvais qui ne peuvent rentrer dans leur patrie et, implantés chez nous,

attendent la reprise des affaires, ou le désordre révolutionnaire, ou même le préparent. Ces étrangers appartiennent aux nationalités les plus diverses.

Nombreuses sont les enseignes qui désignent des pensions russes. Il y a aussi une « coopérative de l'association des ouvriers russes », des blanchisseries, coiffeurs et tailleurs russes, plusieurs restaurants magyars, deux hôtels chinois, des pensions d'indigènes algériens. Dans une rue qui file sur le flanc de la chapelle paroissiale de Billancourt et qui s'allonge entre quelques petites maisons et des jardins maraîchers, d'un débit qui abrite une humble baraque s'échappe souvent, aux approches du soir, l'aigre et enivrant accent de la musette arabe, scandé par le brutal tambourin et, dès qu'on approche, par le choc cadencé des paumes : un peu d'Afrique mélancolique et sauvage sous un ciel pâle de banlieue de Paris. Devant la principale porte de l'usine Renault, un éventaire aligne des journaux arméniens, roumains, tchèques, hongrois, de Vienne et de Berlin, d'Italie et d'Espagne. Le long d'une des façades de l'usine, toute la rue de Saint-Cloud se transforme, à l'heure de l'entrée ou de la sortie des ateliers, en un petit marché où, mêlés à quelques Français, des Algériens, des Levantins et des Juifs vendent, sur leurs petites voitures à bras, vêtements, linge, chaussures, menus objets de toilette, de quincaillerie, de papeterie, de cirage, des légumes et des fruits, de la pâtisserie et des glaces. Des camelots débitent leur boniment. Les chanteurs populaires écoulent leurs romances dont ils redisent, de leurs voix usées, les refrains.

A une heure de l'après-midi, aux approches de la rentrée des ateliers Renault, la place et les rues voisines fourmillent d'ouvriers. Dans cette foule se glissent de nombreux Chinois. Des « camarades » communistes affichent la première page de *l'Humanité* du jour ; des camelots crient *le Libertaire ;* la propagande du désordre s'exerce avec une intensité redoublée.

Pendant vingt minutes, sans arrêt, les ouvriers rentrent dans les ateliers. Il faut, à la sortie, un quart d'heure pour que l'usine se vide : alors, c'est une foule qui se déverse à pleines rues, dans toutes les directions. Par plusieurs portes, sur plusieurs rues, l'usine dégorge ses trente mille hommes. Des camelots distribuent des placards communistes ; sur les troncs des arbres et sur les murs, des affiches et des papillons commu-

nistes s'étalent. Certains jours, irrégulièrement, à l'improviste, apparaissent des vendeurs du *Bolchevik de chez Renault*, « journal d'usine », alimenté par les cellules de l'établissement. Ou bien des orateurs révolutionnaires, de la fenêtre d'un entresol de café, ou montés sur un banc, ou du haut de l'automobile qui les a amenés, haranguent la foule. Un après-midi, une demi-douzaine d'agents de garde sur la place tentent en vain d'empêcher l'orateur de parler : ils sont, en un clin d'œil, séparés de l'automobile par la foule, repoussés et bloqués en un coin, contre un mur, par la masse dense, impénétrable, des auditeurs. Aussi, le lendemain, la police revient-elle en force : un commissaire et deux brigadiers commandent à deux groupes d'agents disposés aux deux extrémités de la place.

L'orateur, en présence de ce déploiement de force publique, se rend, suivi d'un grand nombre d'hommes, sur le boulevard Édouard Vaillant, au coin d'une rue qu'occupe un vaste débit-restaurant ouvert sur les deux voies par trois larges baies : l'orateur s'installe près du comptoir et la foule emplit l'établissement, se presse sur le seuil, s'attroupe sur le trottoir. « Camarades ! leur crie le propagandiste ; manifestez tous en faveur de Sacco et Vanzetti pour les arracher à la mort !... C'est la classe ouvrière qui paie les impôts, car les impôts de consommation sont les plus nombreux et les plus lourds et pèsent sur les familles nombreuses qui sont les familles ouvrières !... Défendez-vous contre les patrons en vous groupant dans le syndicat unique du parti unitaire ! »

Pas un instant, les ouvriers n'échappent aux excitations des meneurs révolutionnaires. En ville, par une exception unique, quelques proclamations dirigées contre le communisme et contre l'exploitation de l'affaire Sacco-Vanzetti par les révolutionnaires, ont été apposées sur les murs, la plupart d'entre elles à bonne hauteur, prudemment. Le lendemain, elles étaient toutes lacérées. Il ne faut pas que la vérité parvienne à ce peuple trompé.

Après le dîner, comme le jour s'achève, je fais un tour de promenade jusqu'au pont de Sèvres où s'ouvre le parc de Saint-Cloud et s'amorce la route de Versailles. Sur les berges du fleuve ou le parapet du pont, des pêcheurs à la ligne s'immobilisent dans l'attente du don que leur feront les eaux ; des badauds les regardent curieusement, sans se lasser ; parfois, à quelque dis-

tance, un baigneur fend d'un bras vigoureux le courant, ou bien, de la pointe de l'île, se détache, fine, prompte et silencieuse, une périssoire. Sur le talus des rives, assis ou couchés dans l'herbe poussiéreuse, des hommes, leur journée de labeur finie, se reposent en songeant ou sommeillent. Quelques passants se hâtent. Nul ne regarde au ciel les jeux de lumière du jour qui s'achève ; le soleil descendu derrière les bois, la crête du coteau de Saint-Cloud se dessine snr un grand reflet rose traversé de lueurs d'or liquide et, un autre soir, sur un ciel d'un bleu de pastel, hérissé d'une multitude de petits nuages lumineux. Le jour s'éteint : l'eau de la Seine est devenue comme un miroir d'ombre où s'avance, dans un sillage de lueurs roses, mourantes, un bateau-mouche, léger, silencieux; la forêt allonge son écran sombre sous l'espace infini où les reflets de soufre, d'or liquide et de soie mauve, semblent se perdre dans un océan de vapeurs gris perle...

Il est temps de rentrer, de dormir : je dois me lever de bonne heure pour me rendre à mon travail, demain. Sans peine, j'avais trouvé une chambre libre dans un hôtel meublé qui comptait deux douzaines de locataires. C'est une chambre petite, s'ouvrant sur la cour, mais claire et ensoleillée, simplement, mais convenablement meublée ; elle est munie de l'éclairage électrique et du chauffage central ; elle est propre d'aspect, mais infestée de parasites. Je la loue à la semaine pour trente-cinq francs, que je paie d'avance; mais, à deux reprises, le logeur en réclame le prix un jour plus tôt qu'il n'en a le droit, en affirmant que je suis en retard pour l'acquitter; si je ne protestais vivement, je devrais à ce procédé indélicat de payer un loyer supérieur au prix convenu.

La plupart des chambres sont occupées par des ménages sans enfant; les autres, par une famille avec un enfant, une famille avec deux enfants, une famille avec trois enfants, puis par des célibataires. Chacun s'enferme, autant qu'il le peut, chez soi, défendant de son mieux l'intimité de sa modeste vie. Le dimanche, jusqu'à huit heures du matin, le silence règne dans la maison. Tous dorment encore, s'attardant au lit par revanche de s'être levés bon matin tous les autres jours. Un peu plus tard, ils commencent leur toilette et la font longuement, flânent, bavardent et voisinent. Les femmes s'emploient aux soins du petit ménage, nettoient la chambre, rangent linge et menus

objets. Parfois, la vie paisible de l'hôtel est troublée par une querelle. Mes voisins, un tout jeune ménage, se disputent fréquemment : mari jaloux, femme hargneuse; ils s'injurient, se battent, se séparent, se réconcilient, recommencent à mener grand tapage jusqu'à ce qu'enfin, congé reçu, ils disparaissent vers quelque gîte inconnu.

Au cours de la belle saison, beaucoup d'ouvriers s'adonnent, chaque soir et le dimanche, au plaisir de la pêche, de la bicyclette, de la motocyclette ou de divers jeux sportifs. Les « dancings » attirent la jeunesse. Mais la distraction la plus populaire reste le théâtre, le café-concert et surtout le cinéma : le samedi soir et le dimanche, les salles de spectacle regorgent de familles ouvrières et, par bandes, de jeunes gens, de jeunes filles et d'enfants.

Au « casino de Billancourt », les étrangers affluent en très grand nombre, — Italiens, Orientaux, Chinois, ces derniers accompagnés de leurs femmes françaises et de leurs jeunes enfants, — offrant ainsi une image saisissante de l'invasion du pays par les races les plus variées. La propagande révolutionnaire ne manque pas de s'introduire dans ces lieux de plaisir . un théâtre de Boulogne joue une pièce antimilitariste et internationaliste : *1914. Maudite soit la guerre!* où nos officiers, médecins militaires, prêtres mobilisés, sont dépeints comme des lâches, les patrons comme des embusqués, les ouvriers comme les seuls Français qui se soient battus, aient subi souffrances, blessures, mort. Les spectateurs applaudissent furieusement et crient : « A bas la guerre! »

* * *

Si je m'en étais tenu à la première impression reçue au contact de mes camarades de travail en vivant au milieu d'eux, au restaurant et à l'usine, j'aurais pu croire qu'exclusivement préoccupés de leur tâche et des soucis de la vie matérielle, ils demeuraient étrangers aux idées révolutionnaires. Le ralentissement de l'activité industrielle, fouettant leur désir de satisfaire les chefs pour ne pas perdre leur emploi, — crainte du chômage, commencement de la sagesse, — mettait en évidence leur assiduité au travail, leur activité laborieuse : il n'y avait à relever aucune trace de mauvais esprit, à noter aucun propos subversif. Parlaient-ils d'une prise de voile au couvent? Ils n'en

éprouvaient guère que de la curiosité. De l'impôt sur le revenu qui frappait leurs salaires? Ce n'était pas pour s'en plaindre, mais pour reconnaître qu'ils ne tromperaient pas le contrôleur par une déclaration inexacte. De la crise de chômage? « Elle ne peut durer, me répondait tranquillement un voisin d'atelier. Les patrons y perdent leurs capitaux, les ouvriers en souffrent, les commerçants aussi, tout le monde même, car tout se tient et, si les uns pâtissent, tous les autres en éprouvent les fâcheux effets. Il faudra donc trouver le moyen de mettre un terme à cette crise. »

Il m'arrive même de surprendre une conversation tout entière tournée contre les socialistes : « Ils accusent les patrons de causer la vie chère. Ils prétendent qu'il n'y a pas d'autre remède que la révolution. Ils me font penser aux manants du moyen âge qui, manquant de pain par l'effet d'une mauvaise récolte, accusaient leur seigneur de les affamer et mettaient le feu à son château. Le seigneur avait peut-être sa part de responsabilité dans la misère des paysans, mais il est certain que l'incendie de son château ne leur donnait pas de pain... » Un autre ouvrier ne m'expliquait-il pas très correctement la crise industrielle? « Les affaires, me disait-il, se ralentissent parce que le franc a remonté et aussi parce qu'il y a trop d'usines : il ne suffit pas de produire, il faut consommer. » Enfin, je constatais que *l'Humanité* était très peu lue; *le Journal*, *le Petit Parisien*, *Excelsior*, tels étaient les journaux les plus répandus.

Impression superficielle ! Optimisme trompeur ! La crainte d'être mis à pied retenait bien des langues. L'organisation des communistes dissimulait son existence et son activité. Mais un incident allait me révéler brusquement le véritable état d'esprit des salariés d'usines.

Le 22 août 1927, les journaux annoncent l'électrocution de Zacco et de Vanzetti. « Fuller (le juge qui les condamna) fera bien de griller ses fenêtres ! » s'écrie un ouvrier. « On n'attend pas sept ans pour en venir là ! » ajoute un autre. « Gare les bombes ! » conclut un troisième. Nombreux, ceux qui achètent le numéro spécial de *l'Humanité*. Dans les restaurants, toutes les conversations roulent sur cet événement et les plus indifférents prennent parti pour les électrocutés. Le soir du 23 août, l'émeute éclate à Montmartre et boulevard de Sébastopol. Le len-

demain et pendant toute une semaine, dans les ateliers, cabarets et restaurants, ce n'est qu'un cri de joie. Tout le monde déploie *l'Humanité*. Toutes les langues se délient. On parle de ces faits avec un accent de triomphe, avec orgueil. Dans un frémissement d'espérance, tous s'affirment solidaires. Quelque journal qu'ils lisent, ils sont comme soulevés par la même certitude du jour proche où naîtra la société nouvelle : l'ère de leur libération va s'ouvrir! C'est comme une lourde et irrésistible vague de fond que met en mouvement l'exécution lointaine, outre-Océan, d'une sentence judiciaire. « Ah! s'écrie, en rentrant à l'usine, de l'accent du vainqueur, un ouvrier : au boulevard de Sébastopol, hein? Hein! Ils en ont fait!... Les vitriers auront du travail!... » Et encore un autre : « Plus tard, ça recommencera!... Et mieux encore!... » La satisfaction est générale. Dans les restaurants, bars et cafés, éclate l'indignation contre la mise à mort des deux anarchistes italiens. Non seulement les événements révolutionnaires du 23 août emportent l'approbation de tous, mais des invectives contre les forces d'ordre et des menaces pour l'avenir sont énergiquement proférées : « L'armée, c'est le tombeau des intelligences!... — L'exécution de Sacco et Vanzetti est un crime infâme!... — Attendez encore un peu et ce sera une nouvelle Commune!... — Ça n'est pas fini, cette affaire-là! » grondent-ils, farouches. Les dégâts et pillages de cette soirée, je les entends encore, six jours plus tard, évoquer avec orgueil.

Ainsi toute la classe ouvrière vibrait dans un même sentiment : une minorité fanatisée agissait; la multitude suivait, ou approuvait, ou, à tout le moins, laissait faire. L'initiative des uns, la complicité active ou implicite des autres faisaient de tous un bloc. Sous l'influence d'une campagne de presse énergiquement menée pendant un an, les salariés, dans leur ensemble, avaient plus ou moins consciemment adopté la thèse communiste de la justice de classe et, tenant l'exécution de la sentence américaine pour une mesure de rigueur dirigée contre la classe ouvrière, vibraient à l'unisson contre les gouvernements « bourgeois » et « capitalistes » ; la dévastation de deux quartiers de Paris leur apparaissait comme le prélude de la Grande Révolution qui amènerait, pour leur affranchissement et leur revanche, la Dictature du prolétariat.

Taine, s'il avait décrit ces manifestations de violence et de

pillage, aurait parlé peut-être d'« anarchie spontanée ». Quelle erreur ! Cette brève et soudaine émeute fut l'œuvre réfléchie, savamment mise au point et habilement déclenchée, d'un état-major révolutionnaire dirigeant ses troupes et leurs cadres, éveillant par une campagne de presse et de discours la sympathie des éléments encore épars et passifs de la masse ouvrière. Cette petite crise de violence n'a été qu'un essai de mobilisation partielle des forces communistes, une simple répétition, sur un coin étroitement délimité de la capitale, de la révolution. Dans la coulisse, le gouvernement des Soviets se tient prêt à renverser le gouvernement légal et à s'installer au pouvoir.

L'aspect tranquille, l'activité laborieuse, la bonne tenue du personnel d'une usine ne doivent pas faire illusion. Le mal est profond et caché. D'être soustrait aux regards, il n'en est que plus grave : nous en sommes davantage trompés. Depuis 1924, la propagande communiste se fait de plus en plus souterraine. Le secret dont elle s'enveloppe accroit le péril qu'elle crée. Dans l'usine où j'ai travaillé, à Issy, un ouvrier très appliqué et ponctuel avait cependant éveillé les soupçons du directeur du personnel par sa fréquentation connue des réunions communistes locales; mais son travail correct ne fournissait pas matière au moindre reproche. Un jour cependant, sans avoir prévenu ses chefs, il s'absente : cas de renvoi prévu par le règlement. Le directeur du personnel le fait appeler et lui donne son congé définitif. L'homme parcourt aussitôt les ateliers en criant : « Camarades ! on me chasse parce que je suis votre délégué ! » L'administration de l'usine n'en savait rien ! Le directeur a beau se rendre dans les ateliers et donner la vraie raison du renvoi, c'est aussitôt, en manière de protestation, une grève générale des bras croisés qui dure cinq minutes! Ce menu fait met en évidence la puissance de la solidarité ouvrière et la diffusion de l'idée socialiste révolutionnaire.

Autre fait. Le directeur de l'usine a, de ses deniers, aidé plusieurs de ses ouvriers à acheter un terrain et à y construire une maison. Un jour, il fait des reproches, à propos de son travail, à un tourneur. L'homme, furieux, saisit une lourde clef anglaise, lève le bras pour en frapper son chef, mais, brusquement, se ressaisit et s'arrête. Le directeur, sans prononcer une parole, s'éloigne. Un quart d'heure ne s'est pas

écoulé que l'homme, pris de remords et se faisant justice, va le trouver dans son cabinet : « Je quitte la maison, déclare-t-il. Après ce que j'ai failli faire, je ne dois pas y rester. » Le directeur a beau lui donner l'assurance qu'il ne tient aucun compte de son geste coupable, qu'il l'a déjà oublié, et le presser de rester à son poste : l'homme ne veut rien entendre; il a honte de lui-même; il se tient pour indigne; il part. Au bout d'une quinzaine de jours, le directeur, le sachant sans ouvrage, le fait redemander, obtient enfin son consentement et le réintègre dans ses fonctions. Dans cet incident, nous surprenons et mesurons la poussée de violence que provoque la prédication socialiste chez un homme droit, honnête, capable de se condamner soi-même et de s'infliger inflexiblement une sanction. Si des ouvriers aussi excellemment doués étaient instruits, moralisés, disciplinés, ils feraient merveille.

* * *

Mais, nous devons le reconnaître, ce sont les chefs révolutionnaires qui les forment, les éduquent et les manœuvrent à leur gré. Les salariés obéissent aux consignes que leur donne l'état-major de la Révolution. Des cadres solides, des organisations actives ramifiées dans la profondeur de la masse ouvrière l'animent et la meuvent. Une campagne savante d'excitations méthodiquement dosées et de manifestations bien réglées se montre capable d'y jeter le trouble, d'y allumer les passions, d'en déchaîner les colères. En une année, *l'Humanité* a réussi à soulever une partie de la classe ouvrière en faveur de deux anarchistes italiens condamnés à mort, aux États-Unis, pour crime de droit commun, et à conquérir à leur cause les sympathies de tout le surplus de cette même classe. Au cours de l'été de 1927, il ne s'est pas passé de semaine qu'un mot d'ordre des chefs communistes n'ait réussi à grouper, en un point quelconque de Paris ou de la banlieue, de sept mille à soixante-dix mille manifestants.

Ainsi, le dernier dimanche de juillet, la « Fête communiste » organisée dans les bois de Garches y a réuni quelque quarante mille personnes. A deux heures, dans la vaste clairière chauffée par un soleil ardent, le rouge des tentures et des drapeaux contraste violemment avec la verdure des arbres, des arbustes, des taillis et des prés. Des groupes d'hommes, de

femmes, de jeunes gens et de jeunes filles, d'adolescents et de familles, sont étendus à l'ombre près des reliefs du repas; d'autres jouent ou dansent sur la prairie ou à l'ombre des futaies. Des parties de foot-ball s'organisent, des farandoles joyeuses se déploient; par instants, un orchestre se fait entendre; dans un coin, au centre d'un cercle épais de curieux, des Algériens se livrent au lubrique exercice de la danse du ventre.

Des brochures révolutionnaires sont étalées sur la table d'une librairie en plein air; sur une draperie rouge, sont exposées des caricatures de capitalistes, de prêtres et de soldats; bourgeois, curés, généraux, gendarmes fournissent les sujets d'un jeu de massacre où une foule d'amateurs viennent se faire la main; des registres recueillent des signatures antimilitaristes. De temps à autre, les accents de l'Internationale s'élèvent et la multitude, en chœur, en entonne le refrain. Un poste de secours avec ambulance est installé à l'extrémité de l'immense campement où le service d'ordre, surtout aux issues, est assuré par les gardes rouges en uniforme kaki, tunique militaire, culotte et molletières, haut ceinturon de cuir fauve, béret bleu orné, au-dessus du front, de l'écusson à l'étoile rouge des Soviets et, sur le côté, d'un écusson portant le numéro de la centurie; enfin, une solide trique en main. Pour la première fois, nous voyons une petite fraction de l'armée rouge s'employer officiellement et publiquement à l'exercice de sa souveraineté usurpée. Les armes sont restées dans leurs dépôts secrets. Mais, déjà, la horde campe aux portes de Paris.

Garches a donné le spectacle d'une fête de famille, si l'on peut encore parler de famille chez les communistes. Le Cirque d'Hiver et la maison syndicale de la rue de la Grange-aux-Belles donnent celui de réunions passionnées où s'allume la fureur dont ensuite témoignent les cortèges de manifestants à Saint-Denis, au Pré Saint-Gervais, à Clichy.

Un soir du mois d'août, un grand meeting se tient au Cirque d'Hiver. Des masses importantes de police sont disposées aux abords immédiats de l'édifice. A l'intérieur, l'immense salle est comble. La chaleur est suffocante : la plupart des hommes quittent veste et gilet. De nombreux gardes rouges sont groupés aux portes, dans les couloirs et autour de la tribune. L'assistance se montre véritablement fanatisée par les discours en

l'honneur de Sacco et Vanzetti, par les invectives lancées aux socialistes réformistes : « Non ! la classe ouvrière doit agir sans retard pour établir sa dictature !... » A plusieurs reprises, au cours des manifestations oratoires, le public se lève, se découvre et entonne le refrain de l'*Internationale*. C'est une foule ordonnée, disciplinée et passionnée, sous pression, prête à marcher.

A la Grange-aux-Belles, je pouvais encore, quatre ans plus tôt, sans exciter la méfiance, sans même retenir l'attention de mes voisins, griffonner quelques notes. Ce soir, je m'en garde bien ! Par prudence, je me tiens sur la plus extrême réserve : tous les entrants sont dévisagés et scrutés par des « camarades » assis sur les côtés de la salle ; chacun se sent épié par son voisin ; la méthode de Moscou a marqué son empreinte sur le caractère français, souple, malléable, assimilateur ; nos ouvriers ont perdu leur allure franche et bruyante, adopté une attitude silencieuse et soupçonneuse. La salle n'est pas seulement noyautée par une police rouge secrète ; elle est également garnie, aux points stratégiques, près des portes, sur les flancs, autour de la tribune, de groupes de gardes rouges : ils ont gardé leurs vêtements des jours de travail, mais coiffé le béret bleu étoilé de rouge et ils tiennent leur matraque au poing. La séance s'ouvre par le chant de l'*Internationale* : toute l'assistance se lève et se découvre ; les soldats rouges s'immobilisent au garde à vous et saluent militairement à la mode soviétique, c'est-à-dire le poing fermé à la hauteur et à une petite distance de l'œil droit. Les orateurs observent une mimique à la mode dans le parti et qui est de serrer et de tendre les poings vers l'auditoire. Un jeune homme, représentant des Jeunesses communistes, proclame que « la justice, c'est, ou bien un mot vide de sens, ou bien la lutte de classe elle-même pour la victoire et la dictature ouvrières dans le régime socialiste intégralement réalisé... » Et il conclut : « Pas de pitié pour nos adversaires et que la Révolution, même sanglante, s'accomplisse !... » Un tonnerre d'applaudissements salue cette péroraison. Mais l'enthousiasme redouble lorsqu'un délégué allemand apparaît à la tribune : d'un même mouvement spontané, toute la salle se lève, se découvre et entonne l'*Internationale*. Ces internationalistes ont vraiment une patrie, qui est allemande.

Au cours d'un autre meeting, j'ai entendu un orateur

déclarer, avec un accent de farouche énergie : « Le temps n'est plus où nous disions aux jeunes soldats de déserter ! Non ! Nous leur disons maintenant : entrez dans l'armée, mais pour vous y livrer à la propagande et ainsi la conquérir au communisme ! On ne fait pas la révolution contre l'armée : c'est avec l'armée qu'on réussit la révolution ! Le temps du romantisme révolutionnaire est passé. Nous vaincrons par la violence le capitalisme national ou le capitalisme international !... » Des orateurs étrangers sont accueillis par des ovations frénétiques et l'enthousiasme est à son comble lorsqu'ils prennent la parole dans leur langue. Ces communistes pourraient dire : tout ce qui est étranger est nôtre ; tout ce qui est français nous est étranger. Ils ne sont pas internationalistes : ils sont anti-français.

Dans les grandes démonstrations populaires, figurent désormais les détachements de l'armée rouge. Au Pré Saint-Gervais, à la fin du mois d'août, malgré une pluie fine, abondante, persistante, continue, qui noie Paris et la banlieue, quinze mille manifestants vont entendre des discours à la Butte Rouge, sur le glacis des fortifications. Ils s'y rendent en colonne, précédés des pupilles communistes. Les gardes rouges et les jeunes gardes les ont précédés, au pas cadencé, pour occuper les positions qu'on leur a désignées : ils s'échelonnent tout le long du parcours prévu pour le cortège ; tous les cinquante pas, un garde rouge se place sur le trottoir, de planton, face à la chaussée ; un groupe s'installe sur le terrain du meeting ; un autre, à la porte même de Paris, monte la faction sur le trottoir, face à celui que les policiers officiels, en civil et en uniforme, occupent. Tout près de là, stationnent les voitures d'ambulance et le service médical. Toute la manifestation est organisée avec une méthode minutieuse.

En septembre, c'est à travers Saint-Denis que se déroule une imposante manifestation pour la clôture de la treizième semaine internationale des Jeunesses communistes.

La pluie, qui tombe encore, n'a pas calmé le zèle des manifestants : ils vont défiler par milliers entre deux haies de curieux sympathiques. Devant l'antique abbaye royale, l'hôtel de ville s'orne de quatre hauts mâts où flottent des bannières rouges. Le conseil municipal, tête nue, prend place sur une estrade que domine le portrait de Lénine, — tête de

sombre brute, de bourreau sanguinaire, de dément homicide. Pendant vingt minutes, les hordes communistes défilent : les sections de jeunes gardes saluent, de leur poing dressé à hauteur des yeux, le portrait de Lénine et passent au pas cadencé, la trique pointée vers le sol. Les pionniers rouges, — scouts communistes, — leur succèdent, puis des groupes sportifs, une troupe de jeunes filles portant en bandeau sur le front un mouchoir rouge, une interminable colonne d'hommes et de femmes dans le désordre et le débraillé des jours sinistres où l'émeute, maîtresse du pavé, fait loi. Leurs chants en crient l'espérance :

Nous sommes la Jeune Garde

. . . . . .

Nous saurons vaincre ou mourir !

. . . . . .

Tant pis si notre sang arrose
Les pavés sur notre chemin !
Enfants de la misère,
De forc' nous somm's les révoltés !

. . . . . .

Demain, nous prendrons les usines.
Nous somm's des homm's et non des chiens.

. . . . . .

Prenez garde ! Prenez garde !
Vous, les sabreurs, les bourgeois, les gavés.
V'là la Jeune Garde
Qui descend sur le pavé.
C'est la lutte finale qui commence.
C'est la revanche de tous les meurt de faim,
C'est la Révolution qui s'avance.
C'est la bataille contre les coquins !

. . . . . .

La manifestation communiste de Clichy contre la Légion américaine a réuni un cortège de quinze mille personnes qui ont défilé au milieu d'une foule amie, quatre fois plus nombreuse. « Ah ! voilà des hommes ! » s'écriaient, à côté de moi, des ouvriers. « Ce n'est plus comme les manifestations d'autrefois, qui n'étaient qu'une simple promenade ! Il s'agit de

savoir, cette fois, si on sautera l'obstacle ! Pas un de ceux qui sont ici ne reculera ! Ils sont prêts... »

Prenez garde ! Prenez garde !
V'là la Jeune Garde
Qui descend sur le pavé !
. . . . . .

La foule, derrière ses drapeaux rouges, coule à pleine rue, au son des musiques, au chant des jeunes gardes, aux refrains de l'*Internationale* et de la *Carmagnole*.

Ils passent, les uns joyeux, avec entrain, les yeux brillants, les autres graves, droits, raidis et emportés dans leur rêve intérieur. C'est une fresque mouvante qui se déroule, un film de marche à l'abîme. C'est un flot de jeunes gens, d'ouvriers en tenue de travail ou bien endimanchés, d'hommes ou de femmes de tout âge, en casquette, en chapeau, en cheveux, une tribu en marche vers le pillage, le meurtre et l'incendie, qui croient, les malheureux ! aider à établir sur terre le paradis éblouissant que leur ont promis les agitateurs de réunions publiques.

De tous ces faits, il ressort nettement que, dans la classe ouvrière, une forte minorité que la foule des autres suivrait, si l'heure de la grande ruée venait à sonner, est puissamment organisée, encadrée, commandée et armée. Elle est enthousiaste et disciplinée. Cette masse fermentescible est à la merci d'une campagne de presse, meetings et manifestations, conduite avec méthode et avec ténacité. L'argent ni les hommes ne manquent. Une propagande intense s'exerce publiquement et secrètement, par des associations qui s'étalent au grand jour et par des groupements qui se dissimulent avec soin. L'action souterraine, insaisissable, s'ajoute à l'action ouverte. On ne saurait nier la gravité du péril.

JACQUES VALDOUR.

CORRESPONDANCE INÉDITE DE
L'IMPÉRATRICE MARIE-LOUISE
ET DE LA REINE CATHERINE

L'IMPÉRATRICE MARIE-LOUISE

L'Archiduchesse Marie-Louise venait d'avoir dix-huit ans quand Napoléon Ier demanda sa main (1). Plaisante par sa fraîcheur et son éclat, elle manquait de grâce, de charme. Sans coquetterie, sans goût dans sa toilette, très allemande d'extérieur, elle était, au moral, très allemande aussi. Timide, inexpérimentée et naïve, entièrement sous la coupe de sa famille, on la sentait langoureuse, rêveuse, avec des aspirations de tendresse et l'amour des sites romantiques. Elle pourra accepter son mari, l'aimer même, momentanément, physiquement : sa fidélité ne supportera pas l'absence et, dans un veuvage anticipé, la mollesse, le besoin d'attachement commun aux femmes de son pays, la jetteront facilement aux bras d'un autre. Son intelligence très ordinaire, jointe à l'orgueil de sa naissance, ne lui permettra pas de s'élever à la hauteur de sa situation. Elle sera soumise à son époux, comme elle l'a été à son père : elle ne comprendra pas le rôle qui lui était dévolu.

Son instruction, dirigée par Mme de Colloredo, avait été des plus soignées : allemand, français, anglais, italien, tchèque,

1) *Marie-Louise*-Léopoldine-Caroline-Lucie naquit le 12 décembre 1791. Son père devint empereur d'Allemagne, en 1792, sous le nom de François II, puis, plus tard, empereur d'Autriche, sous celui de François Ier. Sa mère, Marie-Thérèse de Bourbon-Sicile, était la seconde femme de François, qui devait se marier quatre fois; elle mourut le 13 avril 1807.

espagnol, elle parlait couramment ces langues, savait quelques mots de turc et avait appris le latin. Géographie, histoire, législation même, on lui avait enseigné surtout ce qui était relatif à son pays, en lui bourrant la tête de faits, de noms, de dates, de mots plus que d'idées. Elle aimait la musique et le dessin. Bref, c'était une bonne petite fille, bien sage, pieuse, élevée très sérieusement, avec les distractions modestes et les plaisirs simples qu'on pouvait lui offrir dans les châteaux des environs de Vienne où elle avait vécu plutôt que dans la capitale. L'équitation lui était interdite, comme aux filles de sa maison avant leur mariage : elle remplaçait les chevauchées par quelques rares promenades à pied. Plus tard seulement, l'Empereur la mettra en selle et elle l'accompagnera alors, même à la chasse à courre.

Si elle avait pour son père un véritable culte, fait de tendresse pour l'homme, de respect pour le monarque, elle ne connut pas d'intimité avec sa mère, sans cesse absorbée qu'était celle-ci par de nombreuses maternités : elle n'eut pas moins de treize enfants vivants.

Après la mort de sa mère et après le troisième mariage de son père, elle commença, en 1808, à se mêler à la vie de la cour, dont on la tenait éloignée jusque-là. Sa belle-mère (1), plus âgée qu'elle de quatre ans seulement, se montra d'abord très maternelle, l'entoura de son affection, se fit son guide. Aussi la jeune princesse l'appelait-elle du nom de « maman » qu'elle n'avait jamais osé donner à sa véritable mère. Ce sentiment devait, par la suite, se changer, chez l'impératrice d'Autriche, en une jalousie affreuse contre sa belle-fille devenue impératrice des Français.

Tout naturellement, Marie-Louise fut élevée dans la haine de la France, dans l'horreur de la Révolution. Comment aurait-il pu en être autrement? Ce peuple abominable n'avait-il pas tué sa tante, la reine Marie-Antoinette, assassiné les prêtres, fermé les églises, répandu le sang à flots, bouleversé l'Europe entière? Il avait dépouillé sa famille, détruit les trônes, chassé ses parents d'Italie. Et celui en qui s'incarnait le génie malfaisant de cette nation, ennemie séculaire de la sienne, était, comme on lui avait appris à dire, « ce Corsicain », qu'il s'appe-

(1) Maria-Ludovica-Béatrix, fille de l'archiduc Ferdinand (enfant de l'impératrice Marie Thérèse) et de Maria-Béatrix-Riccarda d'Este-Modène (1787-1816).

lât Bonaparte ou Napoléon, sous la botte duquel, après quatre campagnes malheureuses, l'Autriche avait dû s'incliner. Devant lui, il avait fallu fuir, abandonner la capitale, livrer les palais impériaux. Ces malheurs de sa famille, qui se confondaient avec ceux de sa patrie, avaient exalté son amour pour son père, accablé par le sort, et sa haine contre l'homme infernal dont l'enfant avait entendu citer mille traits de violence, de dureté, que sa jeune imagination grossissait démesurément.

Dans les premiers jours de janvier 1810, Marie-Louise se trouve à Bude. Autour d'elle, on ne s'entretient que du divorce de Napoléon, prononcé quelques jours auparavant. On sait qu'il veut contracter un autre mariage, qu'il cherche une princesse à mettre sur le trône de France.

Tout à coup, la jeune archiduchesse apprend que, le 29 janvier, l'ambassadeur d'Autriche a signé à Paris le contrat provisoire de son mariage avec lui ! C'est Metternich qui lui annonce cette nouvelle. Sans doute, elle avait été pressentie ; elle avait supplié son père d'écarter d'elle ce calice, elle espérait encore ! Maintenant tout est fini, il faut obéir.

Son atavisme, son éducation, ses goûts, ses préjugés, tout contribue à provoquer en elle des révoltes devant lesquelles l'inclinera cependant sa soumission native. Archiduchesse et Allemande, elle souffrira de ce qu'elle verra dans cette France qu'elle hait, qu'elle ignore, qu'elle ne comprendra jamais. La situation sera d'autant plus pénible pour elle qu'elle n'a aucune souplesse, qu'elle est naïve, sans expérience, et que les impressions de son enfance subsistent profondément gravées dans son petit cerveau. Si elle était ambitieuse, si elle aspirait à jouer un rôle important, elle aurait, certes, lieu de se réjouir. Mais elle est née avec les sentiments d'une modeste bourgeoise. Les grandeurs l'effrayent au lieu de la tenter.

Dès le premier abord, Napoléon lui a paru différent de ce qu'elle pensait. Avec ses quarante et un ans, — un âge avancé pour une fillette de dix-huit ! — elle ne lui croyait pas un aspect si jeune. Surtout elle ne soupçonnait pas le charme qui se dégageait de toute sa personne quand il voulait plaire. Et si jamais l'Empereur s'efforça de plaire à quelqu'un, ce fut bien à sa jeune épouse, devant laquelle il conserva toujours une sorte de timidité que ne lui connut aucune des autres femmes dont il s'approcha. Sans doute, en la circonstance, il fut d'abord

amoureux de la race plus que de la personne. L'orgueil eut, au début, plus de part dans ses sentiments que l'amour véritable. Mais, dans ses tendres empressements, l'inexpérience de Marie-Louise ne saura pas distinguer la différence. Trop orgueilleuse de sa maison, elle ne sentira pas en lui l'homme de génie : elle ne verra que le mari ; elle le subira d'abord, s'attachera ensuite à lui, l'aimera dans la mesure où elle est capable d'aimer, c'est-à-dire tant qu'il sera près d'elle, et même elle se montrera jalouse, sans jamais arriver à le connaître complètement.

LA REINE CATHERINE

Moins d'un mois après le mariage, Napoléon voulut montrer la nouvelle impératrice aux provinces conquises sur la maison d'Autriche. On partit, à la fin d'avril, pour la Belgique et l'on revint le 1er juin.

Jérôme, le dernier frère de l'Empereur, roi de Westphalie, et sa femme, la reine Catherine, furent de la partie. Tout naturellement, l'intimité du voyage rapprocha Marie-Louise de sa belle-sœur. Du premier coup, elles se comprirent et s'aimèrent : elles se sentaient de même race.

Catherine-Sophie-Dorothée-Frédérique était fille de Frédéric, successivement prince, duc, puis roi de Wurtemberg, et d'Augusta de Brunswick. Le ménage de ses parents avait été loin d'être heureux. Quelques mois après la naissance de la petite princesse, à Saint-Pétersbourg, où il était au service, le prince Frédéric, de dix ans plus âgé que sa femme, terriblement jaloux, avait abandonné celle-ci, qui ne devait pas tarder à périr misérablement, et avait ramené ses enfants en Wurtemberg d'abord. Catherine, âgée de quatre ans, — elle était née le 21 février 1783, — fut bientôt confiée à ses grands-parents, le duc et la duchesse de Wurtemberg, alors établis à Montbéliard.

Quand éclata la Révolution, il fallut se réfugier à Stuttgart, où la vie de cour commença pour la jeune princesse qui connut désormais les tortures du panier, du grand corset, des talons hauts et d'une coiffure monumentale qui lui arrachait des larmes. En 1795, elle perdit son grand père et, deux ans après, sa grand mère.

Ce fut un gros chagrin pour la pauvre enfant. Agée de quinze ans, elle retourna chez son père, dont elle avait vécu

éloignée jusque-là. Il s'était remarié et avait épousé Charlotte-Mathilde, fille aînée du roi d'Angleterre. Cette princesse avait les qualités les plus sérieuses, d'indiscutables vertus, des principes très austères : avec cela, elle se montrait tracassière, cancanière, guindée, sans grâce aucune, et qui pis est pour une enfant, ennuyeuse au possible. Sa cour était bien la plus maussade de toutes les petites cours d'Allemagne. Pendant les dix ans que Catherine y passa auprès d'elle, de 1797 à 1807, la jeune fille mena l'existence la plus monotone, sous une étiquette rigide, entre un père qu'elle craignait et une belle-mère qui l'ennuyait à périr, sans avoir une amie dans le cœur de laquelle elle pût verser ses confidences.

Un moment, il fut question pour elle d'épouser le prince de Hesse-Darmstadt. Ce mariage lui déplaisait vivement. Elle se montra d'une telle maussaderie que le prince s'enfuit sans idée de retour.

En 1806, son père lui parla des propositions qu'il recevait pour donner sa main à Jérôme, dernier frère de Napoléon Ier. Élevée, elle aussi, dans l'horreur de la Révolution et la crainte des Français, elle résista longtemps. Au bout d'un an cependant, elle se sacrifia à ce qu'on lui représentait comme le bonheur de son pays. Elle consentit au mariage.

La cérémonie eut lieu à Paris, le 23 août 1807. La princesse était âgée alors de vingt-quatre ans. Jérôme, d'une figure charmante, d'une tournure distinguée, avait un an de moins qu'elle. Depuis six semaines, depuis le traité de Tilsitt, il était désigné pour monter sur le trône du royaume, en formation, de Westphalie.

Très rapidement, le jeune ménage connut un bonheur intime, bien rare dans les unions princières et auquel la mort seule devait mettre un terme. Pour Jérôme et Catherine, la lune de miel dura toute leur vie : leur correspondance particulière, parfois d'une tendresse ardente, est là pour nous apporter le témoignage de cet amour conjugal que n'atténuait pas le souvenir d'un premier mariage contracté par Jérôme adolescent, en Amérique, et rompu par son frère tout-puissant.

La jeune reine Catherine, d'une beauté remarquable, joignait au physique le plus agréable, aux manières les plus nobles et les plus affables, un esprit très cultivé, sans aucune prétention, et une élévation d'âme qui la soutint dans les circonstances

les plus critiques de son existence. Épouse la plus fidèle, mère la plus tendre, princesse toujours à la hauteur de sa situation, irréprochable dans le bonheur, admirable dans l'adversité, sa vie peut être donnée en exemple à tous.

L'Empereur s'était vite rendu compte des qualités de sa belle-sœur. Aussi voyait-il avec plaisir l'amitié naissante entre elle et l'Impératrice. Bien des points rapprochaient les deux jeunes femmes : race, atavisme, éducation, mentalité, préjugés, tout facilitait le contact entre elles. Seule la religion aurait pu les diviser, l'une étant catholique, l'autre protestante ; mais elles ne virent là aucun motif d'éloignement et bientôt le lien formé par la parenté, à l'occasion de leurs mariages, les réunit vraiment comme deux sœurs.

Pendant les années qui suivirent, quand elles furent séparées, l'une habitant la France, l'autre la Westphalie, elles prirent l'habitude de s'écrire de temps en temps. C'est une partie de cette correspondance que nous publions aujourd'hui.

Les lettres de Marie-Louise, que nous avons sous les yeux, datées de 1810 à 1814, sont écrites sur des feuillets ornés parfois de dessins dans la mode du jour, mais le plus souvent sur du papier très ordinaire. La petite écriture de l'Impératrice, régulière, bien formée, sans fioriture, un peu tassée, sans éclat, sans envolée, calme comme sa personne, est celle d'une pensionnaire bien élevée.

On n'a pas toutes les lettres de la reine Catherine et encore ne possède-t-on pas les originaux : la reine, très méthodique, avait l'habitude de conserver sur des cahiers la copie d'une grande partie des lettres qu'elle écrivait : ce sont ces copies que nous reproduisons. Son fils, le prince Napoléon, les a pieusement conservées et classées, avec les lettres de Marie-Louise, dans ses archives de Prangins.

C'est la correspondance très simple de deux amies : toute considération de haute politique en est absente. Cependant, elles apportent à l'histoire une contribution qui n'est pas à dédaigner. Elles donnent, en effet, sur la vie de la Cour, sur l'Empereur, sur le roi Jérôme, principalement sur l'enfance du roi de Rome, de précieuses indications.

ERNEST D'HAUTERIVE.

LETTRES. — 1810-1814

Au retour du voyage en Belgique pendant le mois de juin 1810, des fêtes splendides furent données à Paris en l'honneur de la nouvelle impératrice, dont la timidité s'accommodait d'autant plus mal de ce rôle de représentation que son état de santé l'incitait à prendre des ménagements.

Les deux belles-sœurs s'étaient séparées dans les premiers jours de juillet, non sans se promettre de s'écrire souvent. En fait, leur intimité s'était formée pendant les trois mois qu'elles venaient de passer presque ensemble, se voyant continuellement, soit pendant le voyage de Belgique, soit à Paris, où le roi et la reine de Westphalie étaient restés pour assister aux fêtes, avant de retourner, en juillet, au château de Napoleonshöhe, près de Cassel.

Peu après son arrivée, la Reine reçut cette première lettre :

L'impératrice Marie-Louise à la reine Catherine

Saint-Cloud, ce 19 juillet 1810.

Ma très chère sœur,

Mille remerciements pour votre aimable lettre qui me fit un bien grand plaisir. Vous pouvez être persuadée que je n'éprouvai pas moins de regrets que vous à notre séparation, et depuis ce moment je pense bien souvent à vous. Je serais bien contente si vous voulez me conserver toujours les sentiments d'amitié que vous me témoignâtes pendant votre séjour dans Paris; le tendre attachement que je vous ai voué sera inaltérable. Je ne puis dire qu'il augmentera, étant déjà si grand qu'aucune augmentation n'est possible. J'attends avec une bien vive impatience le portrait que vous me promettez; j'ai déjà commandé le mien et je vous l'enverrai dès qu'il sera fini. Puisse-t-il vous rappeler quelquefois une sœur qui vous chérit tendrement! J'espère que vous jouirez d'une bonne santé; cependant je forme des vœux pour que vous souffriez bientôt les incommodités qui me tourmentent, bien persuadée que par la cause d'où elles viennent elles vous seraient fort agréables. J'espère, chère sœur, que vous me donnerez souvent de vos nouvelles et avec moins de cérémonie; je les lirai alors avec un double plaisir.

Je vous prie de recevoir les sentiments de tendre amitié avec lesquels je suis, très chère sœur,

Votre très affectionnée sœur,

MARIE-LOUISE.

Marie-Louise avait reproché son silence à sa belle-sœur par une autre lettre, du 31 juillet, qui se croisa avec les deux auxquelles il va être fait allusion. Elle s'en excusa.

Le voyage assez rapide du roi Jérôme, dont il est question, eut lieu dans le Hanovre. On négociait, en effet, la cession de ce pays à la Westphalie.

Saint-Cloud, ce 16 août 1810.

Très chère sœur,

Je suis toute honteuse de n'avoir pas répondu depuis si longtemps à vos deux bonnes et aimables lettres des 27 juillet et 7 août. J'ai une telle confiance dans votre indulgence que je suis sûre que vous me le pardonnerez, puisque ce n'est pas la négligence qui en est cause.

Vous avez une bien mauvaise opinion des maris dans ce que vous me dites au sujet du voyage du Roi. Je ne veux pas être de votre avis et crois que c'est pour vous épargner une trop grande fatigue, qu'il a consenti de se séparer de vous de quelques jours. Soyez pourtant persuadée que je suis parfaitement d'accord avec vous sur le point, où vous dites qu'on ne les en aime pas moins à cause de cela. Je suis charmée d'entendre que votre santé soit bonne; j'en jouis aussi d'une excellente, malgré ma grossesse. Je suis un peu fatiguée des fêtes qui ont eu lieu à l'occasion de la fête de l'Empereur. C'est ce qui m'empêche de pouvoir continuer à m'entretenir plus longtemps avec vous.

Pour la Saint-Louis, toute la cour vint féliciter l'Impératrice, alors à Saint-Cloud. Le lendemain, dîner de famille, illumination du parc, grandes eaux, représentation. Le 25 septembre, l'Empereur et l'Impératrice partirent pour Fontainebleau, où ils restèrent jusqu'au 15 novembre. La vie y était mouvementée. Presque chaque jour, une chasse à tire ou une chasse à courre, pendant laquelle l'Empereur, qui recherchait le mouvement plutôt qu'il n'aimait la vénerie, galopait éperdument, changeant jusqu'à six fois de cheval dans la même journée. Puis, des promenades en voiture, qui permettaient à Marie-

Louise de manger de pleins paniers de raisins, apportés sur la route par les paysans, du canotage sur les pièces d'eau où l'on avait installé un yacht manœuvré par vingt marins de la garde. Le soir, des spectacles donnés par les artistes de la Comédie-Française ou de l'Opéra-Comique, des réunions chez les princesses, des séances de prestidigitation, de lanterne magique ou d'animaux savants. Dans la matinée, souvent une séance de pose accordée à Canova pour modeler une statue de l'Impératrice. Puis encore quelques grandes fêtes, des bals, des soupers. Pour une femme dans une position intéressante, c'était une épreuve.

Fontainebleau, ce 26 octobre 1810.

Ma très chère sœur,

... Nous sommes depuis un mois à Fontainebleau. Il m'est inutile de vous faire la description de la manière de vivre : vous la connaissez mieux que moi. J'avoue que, malgré que je me plaise beaucoup ici, je préfère beaucoup plus Saint-Cloud et les occupations que j'y avais, à la vie bruyante et aux fêtes et soirées réitérées qui se suivent ici. Le temps est affreux et froid comme au mois de décembre, ce qui, à ce que je crois, nous chassera bientôt d'ici ; on m'a dit que vous étiez déjà partie de la campagne.

Je demande toujours avec bien de l'intérêt, les jours que je vois le ministre du Roi, de vos nouvelles, mais je souhaiterais bientôt apprendre par votre propre main, que vous m'aimez autant que je vous aime.

Le 16 novembre, la cour rentre à Paris et la vie ordinaire reprend :

Paris, ce 22 novembre 1810.

Ma très chère sœur,

La santé de l'Empereur et la mienne sont excellentes, malgré le mauvais temps qui n'a pas cessé de nous tourmenter depuis notre retour de Fontainebleau. Vous savez que la vie qu'on mène aux Tuileries est bien monotone, aussi je vous en épargne la description. Nous allons deux fois la semaine au spectacle et j'avoue que le grand Opéra m'ennuie beaucoup. Il y aura le dimanche une grande fête pour célébrer l'anniversaire du couronnement et les prix décennaux y seront distribués.

L'exposition du Salon est assez belle cette année. J'y ai vu

bien de vos portraits, qui ne sont pas ressemblants. Malgré cela, ils m'ont fait envier leurs possesseurs, d'autant plus que je crains que vous n'ayez oublié votre promesse de me le donner. Excusez, chère sœur, si je vous la rappelle si souvent, elle est dictée par le vif attachement que je vous porte et avec lequel je suis pour la vie, très chère sœur,

Votre très attachée sœur.

Paris, ce 22 décembre 1810.

Ma très chère sœur,

Votre aimable lettre du 12 décembre m'a causé bien de la joie... L'Empereur me charge de vous dire mille choses en son nom. Il se porte à merveille. Fasse le ciel que nous le conservions un grand nombre d'années pour le bonheur de tous ceux qui le connaissent!

Vous me demandez, chère sœur, le genre de vie que je mène: il est fort uniforme. Je fais souvent le soir de la musique avec Pär; j'ai repris le chant qu'un rhume terrible m'avait obligée de quitter, mais j'ai abandonné pour cet hiver le dessin, les jours étant trop courts pour pouvoir peindre à l'huile, et c'est le seul genre dans lequel mes yeux me permettent de travailler. Je brode aussi tous les matins en chenilles relevées, jusqu'à l'heure du déjeuner. Le soir, il y a trois fois la semaine spectacle. L'Empereur reçoit les entrées et l'on veille assez tard, ce qui, comme vous savez, ne me convient pas trop. J'espère cependant que je pourrai m'y habituer avec le temps.

Paris, ce 17 février 1811.

Ma très chère sœur,

J'attends pour vous envoyer mon portrait le moment où je pourrai vous ajouter celui de mon enfant, sachant tout le tendre intérêt que vous prenez à ma félicité; je suis sûre qu'il vous sera agréable de faire sa connaissance par son portrait. Vous me manquerez bien dans ce moment si heureux où je vous aurais fait si volontiers partager toute ma joie et où votre aimable compagnie m'aurait fait oublier l'ennui des ménagements que l'on exigera de moi dans cette occasion. L'Empereur vous fait ses compliments, il est plus impatient que moi de me voir accouchée, car à présent que je m'approche toujours plus de mon temps, je voudrais pouvoir reculer ce moment pour

bien du temps. Ma santé est excellente et je ne suis pas encore devenue plus sage sur le chapitre des précautions. Oserais-je vous avouer que j'ai été encore il y a trois jours à la chasse avec l'Empereur? Je vois d'avance que vous me gronderez et j'attends avec toute la soumission possible votre réprimande que je mérite à si juste titre.

Le carnaval est très animé, nous avons déjà eu plusieurs bals, chez le duc de Rovigo, M. de Marescalchi. Je n'ai été qu'à ces deux premiers, qui m'ont trop fatiguée pour me donner envie de retourner encore aux autres. Je me suis aussi privée d'un bal masqué chez l'Archichancelier parce que la foule était trop grande...

***

Le 20 mars 1811, naissait le roi de Rome.

Encore mal remise de ses couches très pénibles, l'Impératrice tint à accompagner l'Empereur dans le voyage que, du 22 mai au 4 juin, il fit à Caen et à Cherbourg.

Elle aurait aimé à avoir, comme dans le voyage de Belgique, sa belle-sœur auprès d'elle. A son grand regret, la reine Catherine n'avait pu songer à accompagner son mari à Paris. Les années précédentes, elle avait fait des saisons à Spa et à Pirmont, dans l'espoir de favoriser la réalisation de ses rêves de maternité. Cette année, les médecins lui prescrivaient les eaux d'Ems, auxquelles elle se rendit à partir du 20 mai, bien convaincue d'avance de n'en retirer aucun profit.

[Caen] ce 24 mai 1811.

Très chère sœur,

Il m'a été bien pénible d'avoir dû différer jusqu'à ce moment le plaisir de vous exprimer mes remerciements pour deux aimables lettres, et pour tout l'intérêt que vous voulez bien prendre à la naissance de mon fils. Il est bien robuste et bien portant. On l'a vacciné ces jours et il ne s'en est même pas ressenti. C'est un enfant bien doux et qui promet, à ce que l'on me dit, un bon caractère. Je répète : « à ce que l'on me dit », parce que je craindrais de m'aveugler sur ce sujet. Craignant aussi de l'embellir, je vous envoie son portrait, qui est très ressemblant, pour que vous puissiez en juger vous-même. Je n'ai pu y ajouter selon ma promesse le mien, il n'est pas

achevé, mais j'espère que sous peu de jours, je pourrai vous l'envoyer.

Compiègne, ce 3 septembre 1811.

Ma très chère sœur,

Je vous suis bien reconnaissante des vœux que vous avez formés pour moi à l'occasion de ma fête. Je voudrais pouvoir être à portée de vous exprimer de vive voix tous mes remerciements et la tendre amitié que je vous ai vouée à jamais. Soyez bien persuadée, ma chère sœur, que je vous suis partout avec mes pensées et que je parle bien souvent de vous avec l'Empereur. Ce dernier vous fait ses compliments. Sa santé continue toujours à être excellente. J'espère que vous pardonnerez à Isabey (1) en apprenant que mon portrait est sur le point de vous être envoyé. Je désire que vous en soyez contente et qu'il vous fasse songer quelquefois à une sœur qui vous chérit bien tendrement. Mon fils se porte à merveille, il commence à souffrir de ses dents, ce qui fait qu'il est de très mauvaise humeur. J'ai depuis deux jours la fièvre. J'espère qu'elle ne deviendra pas intermittente, cela me contrarierait beaucoup, surtout si nous allons en Hollande. J'ai lu avec bien du plaisir dans toutes les gazettes la description de votre voyage dans les montagnes de la Westphalie. J'ai admiré votre courage de l'avoir entrepris à cheval. Je deviens cependant aussi très brave et j'ai couru hier la chasse à cheval. Nous sommes depuis trois jours à Compiègne, où je ne me plais pas beaucoup. L'Empereur m'a donné une fête charmante, le 25 août, à Trianon. Tous les bosquets étaient illuminés et l'on joua une petite pièce nommée *la France en miniature*, qui est très jolie. Je vous prie, ma chère sœur, de me donner bientôt de vos nouvelles.

Le 19 septembre, l'Empereur partit pour la Hollande : c'était la première fois que Marie-Louise ne l'accompagnait pas dans un voyage. Toutefois, elle ne devait pas tarder à le rejoindre. Le 22 septembre, elle se mettait en route, à deux heures du matin, et, vingt-quatre heures après, exactement, elle arrivait au château de Laeken, près de Bruxelles.

Dans une lettre qu'elle écrivait de là, le 26 septembre, à sa belle-sœur, nous relevons ce passage :

(1) Isabey avait fait de Marie-Louise un premier portrait si peu ressemblant qu'on le pria de le recommencer.

Je suis depuis cinq jours à Bruxelles. Je ne vous donnerai pas de description de ce séjour, puisque vous le connaissez ; je suis obligée de rester toujours chez moi, le temps étant détestable et je ne m'amuse guère, car je suis séparée de l'Empereur

Vous voyez, ma chère sœur, que vous avez bien raison de me dire que les maris d'un mois et d'un an sont différents. Je le sens dans ce moment, et il faut que je me console en pensant que je rejoindrai le mien sous peu de jours à Anvers. Je crois au contraire que les femmes d'un mois et d'un an restent toujours les mêmes, et c'est à cause de cela que je les préfère beaucoup aux hommes. Je vous envoie, ma chère sœur, une lettre pour Madame Mère, que je vous prie de lui donner en mon nom. Je partage vivement votre bonheur de la revoir, car on ne peut la connaître sans l'aimer...

Le 30 septembre, Marie-Louise rejoignit à Anvers l'Empereur, qu'elle accompagna dans son voyage en Hollande, voyage qui dura un mois. Aussi bien l'Empereur que l'Impératrice et la suite entière, tout le monde avait hâte de quitter ce pays, où la mauvaise saison provoquait chez beaucoup des accès de fièvre et où l'enthousiasme des populations n'atteignait pas le degré espéré. Le 30 octobre, on partit de Nimègue. Le soir, on fut obligé de s'arrêter à Ottenberg, près de Rheinsberg, dans le château de M. de Rhory. Cette couchée n'était pas dans le programme. Le 31 au soir, on atteignait Dusseldorf, où l'on devait séjourner quelques jours.

Dusseldorf, ce 1er novembre 1811.

Ma très chère sœur,

... Vous êtes bien bonne de vous intéresser autant à mon fils. Il se porte à merveille et a enfin deux dents et deux autres prêtes à percer. J'espère qu'il ne souffrira pas plus de celles-ci que de ses premières. Je suis contente que nous ayons passé aussi heureusement ce moment, qui est toujours si dangereux pour les enfants. On me mande qu'il dit papa et maman, mais il est trop jeune pour que je puisse ajouter foi à cette nouvelle.

Vous avez deviné tout juste, ma chère sœur, en pensant que je questionnerai Maman (1) sur vous et sur votre genre de vie. Il me sera bien doux de parler de vous avec une personne

(1) Madame Mère.

qui vous a vue si longtemps et qui vous aime autant que je vous aime, mais je serais encore plus contente de lui parler, si je pouvais soupçonner qu'elle puisse me dire que vous aviez l'espérance d'avoir un fils aussi beau que le mien. Pardonnez à mon orgueil, mais il est naturel à toutes les mères et, quand vous aurez éprouvé une fois ce sentiment, vous le direz comme moi. Ma santé est très bonne, quoique je commence à me fatiguer du voyage; je suis impatiente de retourner à Paris pour voir mon fils, car il y a plus d'un mois que je suis absente.

Je suis très contente que l'Empereur soit parti d'Amsterdam Je craignais pour lui et un peu pour moi l'influence du mauvais air, qui donne beaucoup de fièvres dans cette saison. Heureusement qu'il se porte très bien. Il est parti avant-hier pour une tournée qu'il veut faire à Wesel. J'espère le revoir aujourd'hui. Il n'y aurait pas eu moyen que je le suive, tant les chemins sont abominables...

Le 5 novembre, Napoléon et Marie-Louise quittèrent Dusseldorf et rentrèrent à Saint-Cloud.

Dans le courant de décembre, la reine Catherine eut l'agréable surprise de recevoir trois caisses que lui envoyait Marie-Louise, contenant de charmants ajustements. Ne pouvant écrire elle-même, l'Impératrice avait chargé sa dame d'atour, Mme de Luçay, d'annoncer cet envoi.

A un mois d'intervalle, la reine Catherine venait d'éprouver deux grosses émotions.

Dans la nuit du 23 au 24 novembre, vers minuit et demi, le roi la réveilla en sursaut en lui annonçant que le feu était au palais. Il avait failli être asphyxié lui-même. Ils purent sortir sans encombre, mais si la moitié des bâtiments fut la proie des flammes, la populace pilla l'autre partie du château.

Le 24 décembre, alors qu'elle était dans son cabinet, en train d'écrire, la reine entendit un grand brouhaha, au milieu duquel elle distingua les cris : « A l'assassin ! » Elle crut à un attentat contre le roi : c'était un maréchal ferrant des écuries de la cour qui venait, par vengeance, de tuer le grand-écuyer.

Paris, ce 6 janvier 1812.

Ma chère sœur,

... Je vous prie de recevoir comme gage de mon souvenir un

portrait de Madame fait aux Gobelins (1). J'ai pensé qu'il pourrait vous être agréable par les traits qu'il représente. Mille remerciements, ma chère sœur, pour votre aimable lettre du 21 décembre et pour les vœux que vous avez faits pour moi. Ils sont déjà exaucés en partie par les preuves d'amitié que je reçois journellement de vous et qui me sont bien chères. J'ai bien partagé, en lisant votre lettre, l'effroi que vous a dû causer l'assasinat du grand-écuyer devant vos fenêtres; je désire bien que votre santé n'en ait pas souffert plus que le jour de l'incendie, qui me fait encore peur quand j'y pense; car, croyez, ma chère sœur, que vos peines deviennent aussi les miennes. Je suis charmée que vous ayez trouvé jolies les robes que je vous ai envoyées. La lettre de Mme de Luçay a dû être retardée par accident, car n'ayant pu écrire ce jour et pensant que vous seriez peut-être contente de recevoir tout de suite cet envoi, je l'avais priée de faire cette commission en mon nom. L'Empereur vous fait ses compliments; il se porte toujours bien et j'espère que Dieu le conservera encore de cette manière de longues années, pour le bonheur de tous ceux qui le connaissent et l'entourent. Mon fils me rend aussi bien heureuse. Il devient tous les jours plus gai et intelligent. Il a six dents et ne s'est jamais mieux porté qu'à présent. Il commence même à marcher quand on le soutient des deux côtés. Ma santé est très bonne, malgré le mauvais temps qui m'empêche de faire de l'exercice. Vous voyez, ma chère sœur, que j'abuse de votre indulgence en vous donnant tant de détails sur ma famille, mais vous l'avez voulu, et si cela vous a ennuyé, vous ne le devez prendre qu'à vous...

La reine Catherine à l'impératrice Marie-Louise (2)

Cassel, le 26 mars 1812.

J'ai reçu, ma chère sœur, avant-hier seulement, le beau portrait de Madame que je dois à vos bontés et à votre souvenir; il m'est, sous tous les rapports, infiniment précieux et je ne puis vous exprimer que bien faiblement combien je suis sensible à cette aimable attention de votre part. Vous sentez bien, ma chère sœur, qu'il m'en a infiniment coûté de n'avoir pu

(1) Cette superbe tapisserie arriva, fort heureusement, à Cassel après l'incendie, en sorte qu'elle échappa au désastre. Elle se trouve actuellement à Prangins.

(2) Cette lettre figure dans les *Mémoires du roi Jérôme*.

accompagner le Roi et de n'avoir pas eu le plaisir de vous revoir. Je désire depuis longtemps avoir cette douce satisfaction et je ne puis me consoler de l'avoir manquée cette fois-ci que par l'espoir de m'en dédommager un jour et dans une autre occasion. Tout ce que le Roi m'a dit du Roi de Rome, de sa beauté, de sa force, de sa santé, m'a charmée ; donnez-lui, je vous prie, un baiser de la part d'une tante qui déjà le chérit sans le connaître et veuillez parler de moi à l'Empereur et me servir d'interprète pour le remercier du souvenir et des bontés qu'il me conserve et dont le Roi m'a fait part.

Cependant, on était en pleine préparation de la guerre contre la Russie.

Le 8 mars, le roi Jérôme fut convoqué par son frère à Paris, avec ordre de tenir son voyage secret et de diriger ses bagages et sa maison militaire sur Halle, point de concentration des troupes westphaliennes. A peine arrivé à Paris, il expédia quelques cadeaux à la Reine, qui note ainsi cet envoi dans son journal : « Le Roi, toujours le meilleur, le plus aimable des époux, m'a envoyé de charmantes bagatelles, surtout un bracelet et une montre qui font mes délices. Est-il rien de plus doux au monde que d'être aimée d'un être qu'on adore? C'est le bonheur suprême. Ceux qui ne sont pas susceptibles d'un pareil bonheur ne méritent pas de vivre. »

Jérôme revint subitement le 23 mars. « Jamais surprise n'a été égale à la mienne, écrit la reine Catherine, en voyant arriver tout à coup le Roi. Le plaisir, la joie, le bonheur que j'en ai ressentis m'ont rendue très malade, car j'ai eu des vomissements affreux, preuve que toute émotion trop vive de peine ou de plaisir influe sur notre frêle existence. » Toutefois, le 5 avril, le Roi partait de nouveau et cette fois pour plus longtemps. Il allait, à la tête de ses troupes, prendre rang dans la Grande Armée. La reine Catherine restait à Cassel et recevait, bien à contre-cœur, la régence du royaume. Dès qu'elle apprit l'arrivée prochaine de l'Empereur à Dresde, où il devait se rencontrer avec ses alliés, le roi de Prusse et l'empereur d'Autriche, elle demanda l'autorisation d'aller l'y retrouver. Marie-Louise fut chargée de lui répondre et de la convoquer.

L'impératrice Marie-Louise à la reine Catherine

Saint-Cloud, ce 8 mai 1812.

Il y a plus d'un mois que je n'ai reçu de vos nouvelles et ce silence commencerait à m'inquiéter si je n'étais pas aussi sûre de votre amitié... Mon fils devient charmant et tous les jours plus intelligent. Il marche à présent quand on le soutient par un bras, et s'est étonnamment fortifié depuis qu'il a percé la douzième dent. Il se trouve très bien de l'air de Meudon, et je crois qu'il y restera encore quelques mois. Ma santé est étonnamment bonne pour l'agitation dans laquelle je suis depuis quelque temps. Vous savez, ma chère sœur, comme j'aime l'Empereur, et vous pouvez vous figurer le chagrin que je dois éprouver en pensant à une séparation qui pourrait être assez longue. Je vous plains bien si vous avez à Cassel une aussi forte chaleur que celle que nous avons à Paris et qui est tout aussi forte que celle du mois d'août...

L'Empereur et l'Impératrice partirent de Saint-Cloud le 9 mai et arrivèrent à Dresde le 16, à onze heures du soir. La reine Catherine les rejoignit le lendemain, à la même heure.

L'Empereur quitta Dresde le 29, pour rejoindre ses troupes, en vue de la campagne de Russie qui allait bientôt commencer. Marie-Louise, après y être restée cinq jours encore, devait aller passer un mois à Prague, avec l'empereur et l'impératrice d'Autriche. La reine Catherine lui tint compagnie jusqu'à son départ et arriva à Napoléonshöhe le 7 juin. Marie-Louise ne devait rentrer à Saint-Cloud que le 18 juillet.

A partir du moment où les deux belles-sœurs se séparèrent, la similitude de leurs situations amena un rapprochement épistolaire. Pendant quelques mois, une correspondance régulière s'établit entre elles. L'une et l'autre étaient séparées de leurs maris. Si l'amour de Catherine pour Jérôme était singulièrement plus ardent que l'affection de Marie-Louise pour Napoléon Ier, il est incontestable cependant qu'à cette époque les sentiments de la jeune impératrice différaient beaucoup de ceux du début. A vivre avec lui sans le quitter depuis deux ans, elle avait subi son charme et, maintenant, elle lui était très sincèrement attachée, malgré les efforts que, tout récemment, l'impératrice d'Autriche avait faits pour l'en éloigner.

La reine Catherine à l'impératrice Marie-Louise

Napoléonshöhe, le 9 juin 1812.

Ma très chère sœur,

Je ne pourrais vous exprimer à quel point j'ai eu du regret de vous quitter, dans un moment surtout où la similitude de nos peines pouvait me faire espérer d'adoucir les vôtres en les partageant aussi sincèrement. Si, dès le premier instant, j'ai ressenti pour vous l'amitié d'une sœur, je puis vous assurer qu'elle s'est encore augmentée d'après celle que vous avez bien voulu me témoigner à Dresde.

Si ma demande ne vous paraît pas trop indiscrète, je vous prie, ma chère sœur, de me donner bien souvent de vos nouvelles, de me parler avec détail de l'Empereur. Dans ma solitude, j'ai besoin d'être consolée par là, et d'apprendre que les personnes que j'aime et que je révère jouissent de tous les succès que je leur désire. Je vous prie aussi de me parler du Roi de Rome.

CATHERINE.

L'impératrice Marie-Louise à la reine Catherine

Prague, ce 16 juin 1812.

Ma chère sœur,

... Je reçois très régulièrement des lettres de l'Empereur. Il doit être dans ce moment à Kœnigsberg. Sa santé est bonne. Vous savez qu'il ne se porte jamais mieux que quand il se fatigue beaucoup. Je suis toujours bien triste, ma chère sœur. Je sens que je ne puis être gaie et contente qu'en me trouvant avec lui; si je n'avais pas cette raison, je devrais être bien heureuse ici, au milieu de ma famille, que je vois toute la journée. J'ai trouvé mes trois sœurs bien grandies et embellies; je suis bien fâchée que vous n'ayez pas pu faire leur connaissance, car je suis sûre que vous en auriez été contente. L'Empereur et le Grand-Duc me chargent de leurs compliments.

Saint-Cloud, ce 23 juillet 1812.

Ma chère sœur,

... Je me trouve dans le même cas que vous par rapport aux nouvelles. Je suis restée une fois six jours sans en recevoir

Vous pouvez vous figurer comme le temps m'a paru long et triste, mais depuis que je suis à Paris, j'en reçois exactement presque tous les jours, très souvent de l'Empereur et, les jours où il ne peut pas m'écrire, de son secrétaire. L'Empereur se porte bien, la fatigue lui réussit à merveille et la chaleur ne l'incommode pas. Il était encore le 12 à Wilna, mais je crois que dans ce moment il en sera déjà parti pour se porter sur la Dwina. Je n'ai pas de nouvelles du Roi. Le dernier bulletin m'apprend qu'il était le 9 à Nowogrodek, qui ne doit pas être un endroit très considérable, car je l'ai cherché en vain sur la carte.

Je ne puis encore me faire à l'idée qu'il y a une distance de 500 lieues qui me sépare de l'Empereur et je vous assure qu'il faut beaucoup de courage pour la supporter. J'espère que votre santé ne souffre pas de votre chagrin ; ménagez-la bien, car je suis sûre que le Roi éprouverait beaucoup d'inquiétude s'il vous savait malade. Je ne puis que me louer de la mienne; le voyage m'a fait grand bien et j'engraisse même. Je suis venue bien vite de Wurtzbourg à Paris, mais l'idée de voir mon fils me donnait des forces. Je l'ai trouvé singulièrement embelli et fortifié. Je ne puis me vanter de l'accueil qu'il m'a fait, car je l'ai trouvé pleurant et il s'est beaucoup débattu lorsque j'ai voulu le prendre dans mes bras. Il marche tout seul, mais ne dit pas d'autre mot que « papa », parce qu'il est trop intelligent pour se donner la peine de parler; enfin, plus je le vois, plus je sens la douce jouissance qu'on éprouve d'être mère et je regrette infiniment que vous ne l'ayez éprouvée jusqu'à ce moment.

Je suis sûre, ma chère sœur, que vous vous figurez que c'est par oubli que je ne vous ai pas encore envoyé le bracelet, mais je suis bien contente de pouvoir vous donner tort dans cette occasion-ci ; on me l'a envoyé déjà à Prague, mais sans portrait ; cela m'a mis de si mauvaise humeur que je n'ai pas osé vous l'envoyer, et le temps qu'il fallait pour écrire à Paris et en commander un autre fait que vous ne l'avez pas encore reçu. Le malheur a voulu qu'Isabey est à Vienne, mais je ne me suis pas découragée et je l'ai fait faire par Jacques. Je ne sais pas s'il sera aussi bien ; je presse autant que je puis pour l'avoir, afin de pouvoir m'acquitter envers vous de cette dette. J'ai trouvé la reine d'Espagne encore bien malade, mais sans danger. Elle a encore le visage tout enflé et est d'une maigreur

et d'une faiblesse extrêmes ; elle a un peu d'appétit. Corvisart croit que sa convalescence sera longue... Nous avons eu un temps affreux pour le voyage, une chaleur et une poussière terribles, qui nous a suffoqués, et à présent que je suis arrivée, la saison nous joue le tour de devenir plus froide et nous sommes gelés comme au mois de novembre.

La reine Catherine à l'impératrice Marie-Louise

Napoléonshöhe, le 28 juillet 1812.

Ma très chère sœur,

Je suis bien sensible à la promesse que vous me faites de me donner souvent de vos nouvelles et de me communiquer celles que vous recevrez de l'Empereur. En vérité, ma chère sœur, il y aurait dans cette attention de votre part plus que de l'amitié; il y entrerait de l'humanité, car je suis bien loin d'être aussi heureuse que vous et de recevoir aussi souvent des nouvelles du Roi que vous en recevez de l'Empereur. Il ne peut comme l'Empereur m'expédier chaque jour des courriers, car je suis quelquefois plus de quinze jours sans en recevoir. Vous pouvez, ma chère sœur, juger de mes inquiétudes d'après celles que vous avez éprouvées pour un bien moindre laps de temps, aussi accepté-je votre offre avec une vive reconnaissance.

Je suis bien surprise que vous ne trouviez pas Nowogrodek sur votre carte, tandis qu'il est sur la mienne ; il est vrai qu'elle est excellente. Si vous le désirez, je vais tâcher d'en trouver une pareille pour vous l'envoyer. Les dernières nouvelles que j'ai reçues du Roi étaient de Nieswitz, du 14 ; les fatigues et les chaleurs ne nuisaient point à sa santé, car il me mande qu'il se porte bien. Il sera très reconnaissant de votre aimable souvenir dont je m'empresserai de lui faire part.

J'attends avec bien de l'impatience votre portrait et j'espère le recevoir bientôt d'après les soins que vous avez bien voulu y mettre.

Je ne suis pas surprise de la mauvaise réception du Roi de Rome. A son âge, un souvenir de quelques mois serait un miracle, mais j'espère que vous aurez bientôt renouvelé connaissance avec lui Je suis bien peinée de la situation de la reine d'Espagne; on ne saurait espérer que le beau temps con-

tribuera à la remettre bientôt, car il paraît que la pluie et le froid se font généralement sentir...

L'impératrice Marie-Louise à la reine Catherine

Saint-Cloud, ce 1er août 1812.

Ma chère sœur,

... Les dernières nouvelles que j'ai reçues de l'Empereur sont très satisfaisantes. Il se porte à merveille et mieux encore, s'il est possible, qu'à Dresde; il est très content de la marche de ses affaires, et se trouve dans un couvent à 60 lieues au delà de Wilna. Il n'y a pas eu d'affaire depuis le septième bulletin. Ma santé est très bonne, malgré toutes les inquiétudes que j'éprouve; j'engraisse même. Si c'était au prix d'une vie aussi agitée que je dusse recouvrer tout mon ancien embonpoint et ma bonne santé, j'aimerais mieux être maigre et souffrante.

Mon fils est ma seule consolation depuis le départ de l'Empereur. Il est charmant et devient tous les jours plus joli et plus intelligent; on dit que c'est un des plus beaux enfants qui existent. Je croyais que c'était flatterie, mais Gérard, qui le peint dans ce moment, m'en dit autant, et il faut croire le jugement d'un talent aussi renommé...

Saint-Cloud, ce 14 août 1812.

Ma très chère sœur,

... Je reçois toujours d'excellentes nouvelles de l'Empereur, qui est d'une exactitude parfaite. Il était, le 1er août, à Witebsk, où il restait quelques jours. J'ai reçu le dixième bulletin, qui contient quelques affaires d'avant-postes très brillantes. On n'y parle pas du tout de l'endroit dans lequel se trouve dans ce moment le Roi.

Je m'empresse de vous envoyer, ma chère sœur, le bracelet que vous m'avez demandé et qui est enfin fini. Je ne sais pas si vous serez contente de la ressemblance. J'espère que quand vous le regarderez, il servira à vous rappeler une sœur qui vous chérit bien tendrement. Vous êtes bien bonne d'avoir bien pensé de vouloir m'envoyer une carte. Je serais fâchée que vous vous donniez cette peine, car depuis que je vous ai écrit,

j'en ai reçu une excellente que le ministre de la Guerre a fait graver depuis la guerre.

Les progrès de mon fils deviennent tous les jours plus sensibles. Il n'est retardé que sur un seul point, celui de la parole, car il ne veut pas dire un mot. Il a eu hier un accès de fièvre très violent qui m'a inquiétée, mais aujourd'hui il est parfaitement bien et Corvisart m'assure même que je n'ai pas à redouter un second, car j'ai été bien tourmentée de voir souffrir ce pauvre enfant, et j'avais besoin de quelqu'un qui me rassurât, car dans ce moment je suis encore bien plus portée à m'affliger et à m'inquiéter...

Je m'en vais aller coucher ce soir à Paris pour célébrer demain la fête de l'Empereur. Vous pouvez juger, ma chère sœur, comme je dois y être gaie, car c'est la première fois que je la passe loin de l'Empereur.

Au début de la campagne de Russie, le roi Jérôme commandait, à l'aile droite, le contingent westphalien. En juillet, le maréchal Davout prit le commandement de cette aile droite, dans des conditions blessantes pour l'amour-propre du Roi, qui, pendant trois ans, avait déjà eu grandement à se plaindre de lui au sujet de l'exécution de diverses mesures contre la Westphalie. Comme monarque de ce pays, se trouvant en désaccord avec l'Empereur, il estima ne pouvoir rester dans cette situation et revint à Cassel.

Saint-Cloud, ce 10 septembre 1812.

Ma chère sœur,

... Les dernières nouvelles que j'ai reçues de l'Empereur étaient du 27. Elles étaient de Slawkovo, bien en avant de Smolensk, du côté de Moscou. Il se portait à merveille et était très content de la marche de ses affaires, mais il s'éloignait encore. Vous êtes à même de juger, ma chère sœur, comme c'est pénible pour les personnes qui sont comme moi si affligées d'une pareille séparation : cela mettra plus d'intervalle dans ses lettres et elles me parviendront plus tard.

Mon fils me charge d'un baiser pour vous, car quand on lui demande ce qu'il faut dire à sa tante, il porte sa main sur sa bouche et envoie un baiser. Il me désole parce qu'il ne veut pas parler, mais je crois qu'il est trop intelligent et qu'on obéit trop

vite à ses petites volontés, pour qu'il se donne de sitôt la peine de prononcer des mots, mais, en revanche, il court comme un éclair et il est déjà tombé aujourd'hui sans pleurer, ce qui est un grand trait de courage à cet âge.

La reine Catherine à l'impératrice Marie-Louise.

Napoléonshöhe, le 25 septembre 1812.

Ma chère sœur,

Je n'ai besoin d'aucun motif que mon amitié pour m'engager à vous écrire souvent, mais s'il m'en fallait d'autres, les succès de l'Empereur fourniraient à la correspondance la plus fréquente Je vous félicite de toute mon âme sur les derniers qu'il vient d'obtenir (1); de toute manière je m'en réjouis avec vous et d'autant plus que notre armée westphalienne a eu le bonheur d'y contribuer ; l'Empereur lui-même lui rend cette justice et a fait écrire au Roi deux fois à ce sujet. Il est bien cruel qu'à de tels sujets de satisfaction, se joigne le regret de la perte de tant de braves. Nous avons perdu quelques officiers de marque. La France en a aussi à regretter et je regrette avec elle le pauvre comte de Caulaincourt, moins pour lui, que je ne connaissais presque pas, que pour sa famille, car j'ai eu une de ses sœurs au nombre de mes dames du palais. Puisse cette guerre se terminer bientôt ! L'Empereur ne peut plus rien pour sa gloire et par son retour il peut tout pour notre bonheur.

Je renvoie au Roi de Rome mille baisers pour un, quoiqu'il ne soit pas encore en état d'apprécier la valeur d'un pareil marché, mais je vous engage cependant à le faire servir avec moins d'empressement, afin qu'il puisse au retour de son père mêler ses caresses, ses petites phrases à la réception qui lui est destinée.

Napoléonshöhe, le 28 septembre 1812.

Il me paraît, ma chère sœur, que notre correspondance deviendra on ne peut pas plus fréquente, si je suis l'impulsion de mon cœur et que je doive vous féliciter à chaque nouveau succès de l'Empereur. C'est avec une vraie satisfaction que je

(1) Victoire de la Moskova, 7 septembre

vous fais mon compliment sur son entrée à Moscou, qui a fait qu'elle ne l'a pas exposé à une seconde bataille après celle du 7. N'espérez-vous pas qu'un si glorieux événement nous amène la paix, ce qui comblerait mes vœux en vous réunissant à l'Empereur?

L'impératrice Marie-Louise à la reine Catherine

Saint-Cloud, ce 28 septembre 1812.

Ma chère sœur,...

Vous aurez reçu peut-être avant nous la nouvelle de la grande victoire que l'Empereur a remportée le 7 sur les Russes. Elle est aussi glorieuse qu'importante, et j'en suis d'autant plus contente que l'Empereur m'a assuré qu'il n'a pas été exposé une minute de sa personne. Je savais bien qu'il nous l'avait promis avant son départ pour Dresde, mais on a toujours peur qu'il n'oublie dans un moment pareil une promesse qui nous est à tous si précieuse. J'attends avec impatience l'arrivée du bulletin qui va nous donner de nouveaux détails sur cette bataille. Puisse-t-elle nous ramener l'Empereur et avec lui la paix, car vous savez, ma chère sœur, que jusqu'à ce moment, je n'aurai pas un instant de bonheur.

Je ne puis pas vous offrir des descriptions d'une course aussi intéressante que celle que vous venez de faire le long des bords du Weser, car les environs de la capitale ne sont pas si pittoresques, mais j'ai commencé à exécuter une partie de mes projets et j'ai été passer une journée chez la reine Hortense, à Saint-Leu.

Il est inutile que je vous fasse la description de la vallée de Montmorency, car je suis sûre que vous la connaissez mieux que moi, mais, quant à moi, je l'ai vue pour la première fois. J'ai été singulièrement frappée de la beauté du site et des différents points de vue que l'on découvre à tout instant. Je n'ai vu cependant qu'une bien petite partie de la vallée et je suis revenue très tard à Saint-Cloud, mais je me suis promis d'y retourner plusieurs fois et d'en dessiner les paysages qui me plairont le plus. Je crains de ne pouvoir exécuter cette année la course que j'ai voulu faire à Morfontaine (1), parce que la

(1) Morfontaine ou Mortefontaine, propriété de Joseph, roi d'Espagne,

Reine ne doit pas encore revenir de sitôt. Les nouvelles que nous recevons d'elle ne sont pas très bonnes. Elle est toujours souffrante et elle se tourmente beaucoup.

Mon fils devient tous les jours plus aimable et intelligent et il m'est une bien grande consolation pendant l'absence de l'Empereur. Je lui ai envoyé son portrait, peint par Gérard, et il l'a trouvé si ressemblant qu'il l'a fait mettre devant sa tente et a permis à tous les officiers de son armée de venir le regarder. Il me mande qu'ils l'ont trouvé superbe et une approbation aussi générale fait bien du plaisir au cœur d'une mère...

Le 23 octobre 1812, éclatait la conspiration du général Malet.

Cette affaire est trop connue pour que nous ayons à la rappeler ici. Contentons-nous de dire que l'événement troubla fort peu Marie-Louise, qui apprit son échec en même temps que son commencement. Elle se trouvait alors à Saint-Cloud. Dans la matinée, un billet très succinct de l'archichancelier l'informa que, pendant la nuit, s'était produite « une émeute de brigands », aussitôt réprimée. Quelques heures après, Cambacérès vint en personne lui annoncer que tout était calme, que le ministre de la police et le préfet de police avaient repris leurs fonctions ; elle ignorait leur arrestation momentanée.

Certainement, à la première nouvelle, la reine Catherine s'en montra plus troublée.

La reine Catherine à l'impératrice Marie-Louise

Cassel, le 27 octobre 1812.

Ma chère sœur, je viens d'apprendre à l'instant même l'événement du 23, c'est-à-dire les troubles qui ont eu lieu momentanément à Paris. Quoique je vous sache à Saint-Cloud et que j'espère par là que, dans les premiers moments, vous n'en aurez rien su, je ne serai entièrement tranquille et rassurée que lorsque j'aurai directement de vos nouvelles. Je vous conjure, ma chère sœur, par l'attachement que vous avez sans doute pour la famille de l'Empereur que vous aimez si tendrement, de ne pas nous laisser, le Roi et moi, dans une pénible incertitude sur votre compte. C'est en son nom et au mien que je vous prie de nous instruire au plus tôt de tout ce qui a pu vous occasionner des alarmes. L'assurance que vous êtes tranquille mettra le comble à notre satisfaction.

Le 18 décembre, à onze heures et demie du soir, aux Tuileries, la femme de service entend du bruit dans le salon qui précède la chambre dans laquelle Marie-Louise vient de se coucher. Elle ouvre la porte et aperçoit deux hommes enveloppés dans de grands manteaux. Elle va pousser un cri. Un de ces hommes écarte sa houppelande : c'est l'Empereur. Il a quitté l'armée depuis quatorze jours et il a voyagé tellement vite que l'Impératrice n'est pas encore prévenue de son arrivée prochaine. Cependant, malgré ses précautions pour rester incognito, son passage à travers l'Allemagne a été connu, si bien que le jour même où il arrive à Paris, la reine Catherine peut écrire à l'Impératrice pour la féliciter de son retour.

Cassel, le 18 décembre 1812.

Ma très chère sœur,

S'il vous est possible de vous occuper un instant d'autre chose que de votre satisfaction, j'ose espérer que vous songerez combien je la partage. Le bonheur de savoir l'Empereur de retour et bien portant est une félicité générale, mais sentie plus vivement encore par sa famille. Je ne mets pas la dernière en doute par la joie que j'en ai ressentie. Après les étrennes que vous venez de recevoir de l'Empereur par son retour, il ne me reste rien à vous souhaiter pour cette époque.

L'impératrice Marie-Louise à la reine Catherine

Paris, ce 11 janvier 1813.

Ma chère sœur,

J'ai bien des remerciements à vous faire de votre dernière lettre, ainsi que de vos félicitations sur le retour de l'Empereur. Vous êtes bien bonne de partager ainsi tout le plaisir que cette surprise a dû me causer, et si mon amitié pour vous était encore susceptible d'être augmentée, elle le serait par ce témoignage de la vôtre. Je suis bien heureuse, ma chère sœur, et si heureuse qu'il m'arrive encore même quelquefois de croire que c'est un songe.

L'Empereur se porte à merveille ; la campagne et les fatigues qu'il a éprouvées n'ont fait qu'augmenter sa bonne santé. Il a trouvé son fils embelli et développé, par rapport à son intelligence. Il a percé heureusement sa vingtième dent, il y a peu

de jours; ce travail l'a un peu maigri, mais je me félicite malgré cela qu'il l'a fini si vite et si heureusement.

L'Empereur prétend que nous le gâtons toutes et s'imagine qu'il est plus sévère, mais cela ne diminue pas au moins l'affection de mon fils pour lui, car il l'aime mieux que nous toutes.

Cependant les événements devenaient inquiétants en Allemagne. Sous l'égide de la Russie, une nouvelle coalition se formait contre la France, et, pas à pas, nos troupes se retiraient vers l'ouest. Au début de mars 1813, le roi Jérôme, bien décidé à rester fidèle à son frère et à défendre la Westphalie jusqu'à la dernière extrémité, estima que la présence de la Reine dans un pays gravement menacé lui causerait un réel embarras pour son action militaire. Aussi, le 10 mars, l'envoya-t-il en France, avec une suite peu nombreuse.

Bien que l'Empereur eût prévu le départ de sa belle-sœur de Cassel et l'eût même fixé au moment où les Russes entreraient à Berlin, il jugea qu'elle était partie trop tôt et se montra tout d'abord mécontent de son arrivée en France, en raison des alarmes que pouvait occasionner cette retraite prématurée. Pour en atténuer le retentissement, il envoya à sa rencontre un messager, qui la rejoignit à Péronne et l'invita à se rendre à Compiègne au lieu de Paris. Elle y arriva le 16 mars. Son premier soin fut d'écrire à l'Impératrice qui, depuis le 7 mars, se trouvait à Trianon, qu'elle affectionnait d'une façon toute particulière parce qu'elle y échappait aux réceptions. En même temps, dans une longue lettre, elle exprima à l'Empereur ses regrets de ne pas le voir et lui exposa les motifs de son départ de Cassel. L'Empereur lui répondit aussitôt de laisser sa maison à Compiègne, de venir, avec une partie de son service d'honneur, à Trianon. Le 18 mars, elle y arrivait. Deux jours après, au lieu de retourner à Compiègne, trop éloigné de Paris, elle recevait l'autorisation de s'établir au château de Meudon (1).

La reine Catherine à l'impératrice Marie-Louise

Compiègne, le 17 mars 1813.

Ma chère sœur,

Le comte de Busch, mon chevalier d'honneur, vous remettra cette lettre et aura l'honneur de vous informer que je suis

(1) Sous le second Empire, le roi Jérôme, puis son fils, le prince Napoléon, devaient, à leur tour, habiter ce château.

arrivée à Compiègne, où Sa Majesté l'Empereur a décidé que je me rendisse. Je le charge de vous témoigner tous mes regrets de ne pouvoir sur-le-champ vous exprimer tous mes sentiments et de ne pouvoir trouver auprès de vous les consolations dont j'ai tant besoin, dans un moment où j'ai été obligée de quitter le Roi pour sa propre sûreté et pour obéir aux intentions de Sa Majesté l'Empereur.

L'impératrice Marie-Louise à la reine Catherine

Trianon, ce 17 mars 1813.

Ma chère sœur,

Je reviens dans ce moment de la chasse et je m'empresse de répondre à l'aimable lettre que le comte de Busch m'a remise, il y a deux heures. Croyez, ma chère sœur, à tout le plaisir que j'ai eu d'apprendre votre arrivée, et comme je suis impatientée de ne pouvoir pas vous exprimer mon tendre attachement de vive voix. Je fais des vœux pour que cela soit le plus tôt possible. Je tâcherai de mon mieux de vous consoler et d'adoucir le chagrin que doit vous causer votre séparation du Roi. Je vous plains plus que jamais depuis que ma propre expérience m'a appris combien cette peine est cruelle.

Le 15 avril 1813, à quatre heures du matin, l'Empereur quittait Saint-Cloud pour aller prendre le commandement de l'armée que, par un prodige d'activité, il était parvenu à reconstituer et à réunir en Allemagne : il ne devait y revenir que le 9 novembre.

Dès son retour, il reçut la reine Catherine, à qui il parla en termes amers du parti pris par son père, le roi de Wurtemberg, de passer à la coalition, ce dont la malheureuse était bien innocente. Il lui exprima en même temps sa volonté de voir le roi Jérôme rester jusqu'à nouvel ordre à Aix-la-Chapelle. Dans une seconde entrevue, elle obtint de son impérial beau-frère l'autorisation pour son mari de la rejoindre : Napoléon lui fixa Compiègne comme résidence. Le Roi et la Reine s'y trouvèrent réunis le 15 novembre, après une séparation de huit mois. Quelques semaines plus tard, Catherine constatait avec joie qu'un de ses vœux les plus ardents était enfin exaucé : elle était enceinte.

Le Roi et la Reine restèrent à Compiègne jusqu'au 10 janvier 1814. Mais cette résidence était trop dispendieuse et peu confortable

pendant l'hiver. Après avoir passé quelques jours dans leur propriété de Stains, près de Paris, ils vinrent s'établir à Paris même, dans l'hôtel du cardinal Fesch.

Saint-Cloud, ce 12 novembre 1813.

Ma chère sœur,

J'ai été bien fâchée de ne pouvoir plus vous voir hier après l'entrevue que vous avez eue avec l'Empereur. Je désire bien que vous en ayez été contente et qu'il vous ait accordé tout ce que vous désiriez. C'est à moi aujourd'hui de vous demander quelque chose ; c'est de me prêter un moment votre ceinture de cheveux avec des pierres de couleur ; je voudrais bien m'en faire faire une dans ce genre. Je voulais aussi vous dire que l'Empereur dit que vous pouviez venir quand vous voulez le voir et il a dit au grand chambellan de vous l'écrire, mais comme ce dernier met souvent de la lenteur dans ces sortes de choses, j'ai pensé que vous seriez contente de le savoir tout de suite.

Nous n'avons pas à retracer ici l'agonie et la chute de l'Empire. Marie-Louise, on le sait, se réfugia avec son fils en Autriche. Au début, au début seulement, elle reçut de l'île d'Elbe des lettres de l'Empereur et lui écrivit. Puis, ce fut le silence forcé. L'Autriche ne laissa plus rien passer. Sur les conseils de son médecin, la jeune femme partit, le 6 juillet, pour les eaux d'Aix, nécessaires à sa santé. On garda son fils à Vienne, afin de lui éviter un embarras, lui dit-on : bien plutôt pour conserver un otage. En échange, on mit près d'elle un mentor, chargé de lui servir officiellement de protecteur, en réalité d'espion... et même, espérait-on, d'autre chose encore : ce fut le général comte de Neipperg, qui remplit admirablement ces différentes fonctions, la dernière surtout.

De son côté, la reine Catherine partit de Paris avec Jérôme et suivit Marie-Louise jusqu'à ce que celle-ci revînt de Blois, se mettre entre les mains des Autrichiens. Le 9 avril 1814, après l'abdication de l'Empereur, elle écrivit à son père, le roi de Wurtemberg, pour lui demander asile dans son royaume : le Roi ne consentit à recevoir sa fille que si elle abandonnait son mari. En deux lettres magnifiques d'indignation, Catherine repoussa les propositions paternelles, ce qui, plus tard, à Sainte-Hélène, fera dire à Napoléon Ier : « Cette princesse s'est inscrite de ses propres mains dans l'Histoire. »

Repoussée par sa famille, elle fut bien accueillie par l'empereur Alexandre, dont la femme était sa cousine. Grâce à lui, elle reçut les passeports nécessaires pour gagner la Suisse, où elle devait retrouver le roi Jérôme. En cours de route, le 21 avril, à une demi-lieue de Montereau, au hameau de Fossard, elle fut dévalisée par un parti de cavalerie, commandé par le comte de Maubreuil. Ce personnage, ancien écuyer et capitaine des chasses en Westphalie, la dépouilla entièrement de son argent et de ses bijoux, en prétendant agir au nom du gouvernement du roi Louis XVIII.

Après un mois de séjour en Suisse, le roi Jérôme et sa femme obtinrent de l'empereur d'Autriche l'autorisation de résider en Styrie. Le 16 juin, ils s'installèrent dans le château d'Ekensberg, où ils reçurent la visite du comte de Pölting, aide de camp de l'empereur Alexandre.

La reine Catherine à l'impératrice Marie-Louise (1)

Ekensberg près Gratz, 17 juin 1814.

Ma chère sœur,

Je ne veux pas laisser partir le comte de Pölting sans le charger d'une lettre pour vous. J'ose me flatter que vous voudrez bien me conserver votre amitié. C'est dans le malheur qu'on a le plus besoin de son secours et qu'il faut se nourrir de souvenirs. Les témoignages non équivoques que vous avez bien voulu m'en donner me font espérer que vous voudrez bien me la continuer. Croyez, ma chère sœur, que cette pensée est bien faite pour adoucir l'amertume de notre pénible situation.

Vous n'ignorez pas sans doute les chagrins que j'ai éprouvés; ils ont été plus affreux, plus accablants pour moi, venant de ma famille. J'avais cru trouver chez elle un refuge dans ces tristes événements, mais, le croira-t-on ? c'est elle la première qui m'a repoussée dans ces moments malheureux, et elle semble me faire un crime du bonheur dont je jouis auprès de mon époux. Vous jugerez facilement d'après tout ceci ce que je dois souffrir. Je connais trop vos sentiments, ma chère sœur, pour ne pas être persuadée que vous approuverez ma

(1) Cette lettre est citée dans les *Mémoires du roi Jérôme*.

conduite. Nous n'en apprécions que mieux, le Roi et moi, la manière aimable dont S. M. l'empereur d'Autriche nous a donné un asile. Oserai-je vous prier, ma chère sœur, si vous en trouvez l'occasion, de vouloir bien lui en témoigner toute notre reconnaissance? Il est impossible d'avoir mis plus de grâce et plus de délicatesse dans son procédé ; aussi, si le Roi n'avait craint de l'importuner, il lui aurait écrit lui-même pour l'en remercier.

Vous aurez su dans le temps, ma chère sœur, le vol affreux commis envers ma personne de tous mes diamants et de ceux du Roi mon époux. Jusqu'à présent, malgré les bons offices de leurs majestés les empereurs d'Autriche et de Russie, nous n'avons encore pu rien recouvrer ; cependant une perte de trois millions est d'une grande conséquence dans la position où nous nous trouvons, mais l'on nous fait espérer que peut-être nous ne les perdrons pas tous.

Vous voyez, ma chère sœur, combien je compte encore sur votre amitié pour entrer dans de tels détails ; on perd difficilement l'habitude de s'épancher dans le sein de ceux qui vous sont chers.

Parlez-moi de votre santé, ma chère sœur, et de tout ce qui peut vous intéresser ; embrassez pour moi votre charmant petit prince, dont sur toute la route j'ai entendu faire des éloges, qui m'ont fait grand plaisir, car je lui porte, ainsi qu'à son aimable mère, un sentiment bien tendre et bien réel.

C'est depuis hier que nous sommes arrivés ici. On nous a loué, pour six mois, le château de Ekensberg, situé à une demi-lieue de Gratz. Il est bien beau, mais si vaste que nous nous y perdons avec notre très petite suite. Aussi le Roi va-t-il s'occuper de chercher une habitation plus commode et surtout moins grande.

Je craindrais d'abuser plus longtemps, ma chère sœur, des moments précieux que vous devez consacrer à votre illustre famille, qui doit être bien heureuse de vous posséder et de vous alléger, dans ces moments affreux, le poids de vos maux. Agréez donc, ma chère sœur, l'assurance de mes sentiments affectueux.

L'impératrice Marie-Louise à la reine Catherine

Schönbrunn, le 27 juin 1814.

Ma chère sœur,

J'ai reçu presque en même temps vos deux lettres, l'une par M. de Pölting et l'autre par l'aide de camp du Roi, et j'ai appris avec bien du plaisir que vous étiez arrivée à Gratz. J'espère que vous y serez au moins tranquille après toutes les secousses dont vous me parlez. Croyez, ma chère sœur, qu'il n'y a personne au monde qui vous ait plainte et admiré votre conduite comme moi, mais ce qui doit vous consoler, c'est l'idée d'avoir rempli aussi bien vos devoirs, car tout le monde (je vous dis là la vérité) vous plaint et blâme ouvertement votre famille dont on trouve la conduite indigne. Que n'aurais-je pas donné dans ces moments de crise pour être auprès de vous et pour vous consoler ! Il est vrai que je ne vous aurais pas servi de modèle de courage, car le mien a son terme depuis longtemps, mais je vous aurais offert les consolations d'une amitié aussi tendre que vraie et à laquelle nulle circonstance ne pourra apporter du changement.

Je pars après-demain pour les eaux d'Aix en Savoie où j'espère trouver, si ce n'est pas ma santé, au moins la tranquillité que j'ai perdue depuis si longtemps, car pour heureuse, comment puis-je l'être loin de l'Empereur? Il est vrai que mon père est parfait pour moi, mais, malgré cela, il n'y a pas de jour où je ne trouve moyen de me fâcher contre quelques personnes ici. On en trouve de si peu délicates! Je vous dis cela sous le secret, ma chère sœur, car je serais fâchée que cela vienne aux oreilles de mon père.

Mes dernières nouvelles de l'Empereur sont du 27 mai. Il ne reçoit pas mes lettres et je ne reçois pas les siennes. On met toutes les entraves possibles à notre correspondance. Cela me désole, mais si on croit que le temps et les moyens me feront changer de sentiment pour lui, on se trompe bien ; je lui serai toujours bien tendrement attachée. Je vous envoie, ma chère sœur, des lettres que je vous prierai de faire parvenir à main sûre. Si vous écrivez à Madame, je vous prierai de me rappeler à son souvenir et de lui donner de nos nouvelles. Je n'ai pas de moyen pour lui faire passer des lettres.

Mon fils vous embrasse; il se porte à merveille et devient vraiment tous les jours plus intelligent.

Après sa saison d'Aix, où elle mena une existence nullement troublée par le chagrin, Marie-Louise, qui aurait voulu aller à Parme et qui conservait peut-être encore quelques vagues velléités de rejoindre, au moins momentanément, l'Empereur à l'île d'Elbe, reçut de sa famille l'ordre de revenir en Autriche. Pour le retour, elle prit le chemin des écoliers, toujours escortée de Neipperg, aimable, empressé, resserrant ses travaux d'approche et qui ne la quittera plus. Après quelques excursions en Suisse, elle rentra à Vienne.

Jérôme et Catherine auraient voulu s'établir à Bologne ou à Rome. Le gouvernement autrichien leur refusa les passeports nécessaires et les autorisa seulement à s'installer à Trieste. Malgré l'état avancé de sa grossesse, la reine Catherine accomplit le voyage de Gratz à Trieste, du 18 au 20 août. Il était temps d'arriver : le 24 août, après des couches pénibles, elle mit au monde son premier fils, Jérôme-Napoléon, qui devait mourir à l'âge de 33 ans, le 12 mai 1847.

La situation du Roi et de la Reine restait fort précaire. Les promesses de l'empereur Alexandre à la Reine, lors du passage de celle-ci à Paris, n'avaient pas encore reçu leur exécution. Malgré le traité de Fontainebleau, du 11 avril, qui garantissait la propriété particulière des souverains déchus, on ne leur avait rendu ni leur argenterie, ni leurs biens mis sous séquestre, ni surtout les bijoux et l'argent volés par Maubreuil. Pas plus que le présent, l'avenir n'était assuré. On parlait de leur accorder une indemnité, pour compenser la perte de leur royaume, mais le congrès de Vienne durait toujours et rien ne serait décidé avant plusieurs mois.

Vainement la Reine s'adressait de nouveau à l'empereur Alexandre. Elle écrivait aussi à son père, le roi de Wurtemberg, qui, une fois de plus, insistait pour qu'elle abandonnât son mari. C'était bien mal connaître cette princesse au cœur si haut placé. Elle repoussa ces insinuations avec toute l'énergie que lui inspiraient son amour pour le Roi et la juste compréhension de ses devoirs. La mort seule devait la séparer de cet époux adoré.

La reine Catherine à l'impératrice Marie-Louise.

Trieste, le 4 octobre 1814.

Ma chère sœur,

Un silence de quelques mois de votre part nous fait craindre au Roi et à moi, ma chère sœur, que nous ne soyons effacés de votre mémoire, et cette idée trop pénible pour nous

me fait hasarder de prendre la plume et de vous prier de nous donner de vos nouvelles. Vous ne pouvez pas douter, ma chère sœur, de notre attachement pour vous : il est inviolable et ni les circonstances ni l'éloignement ne peuvent affaiblir les sentiments que nous vous portons. Veuillez donc nous rassurer promptement en nous écrivant un petit mot et en nous disant que vous avez toujours pour nous le même attachement. Le Roi s'est empressé de vous informer de mes couches. Il espère que sa lettre vous sera parvenue ; il vous l'avait adressée à Aix où vous étiez encore. J'espère, ma chère sœur, que vous avez bien voulu prendre quelque part à un événement si heureux pour nous et qui adoucit un peu l'amertume de notre triste et malheureuse position. Je réclame pour notre fils, ma chère sœur, vos bontés, dont j'espère qu'il se rendra digne un jour ; du moins nous lui apprendrons de bonne heure à chérir une tante que nous estimons et respectons également.

Nous avons appris par les gazettes votre retour à Vienne ; elles disent aussi que les bains d'Aix paraissent vous avoir fait quelque bien ; je désire vivement en recevoir la confirmation de vous-même et rien ne pourra nous faire plus de plaisir que de savoir que vous jouissez enfin de quelque tranquillité à laquelle l'amélioration de votre santé doit contribuer.

Le Roi avait aussi écrit à Mme de Montesquiou pour lui faire part de mon accouchement et pour lui demander des nouvelles de notre cher neveu, mais n'ayant reçu aucune réponse (quoiqu'il ait envoyé sa lettre sous le couvert du prince de Metternich) il suppose qu'elle ne lui est pas parvenue.

C'est ce qui me fait désirer, ma chère sœur, que vous vouliez bien vous servir de la même voie pour me répondre.

Je suis si accoutumée, ma chère sœur, à vous faire part de tout ce qui me concerne, que je ne puis pas vous laisser ignorer que j'ai fait une dernière tentative en m'adressant, dans le moment où le Congrès est commencé, à mon père et à l'empereur de Russie pour les intéresser tous deux à notre sort, en leur demandant une indemnité quelconque, mais j'ai lieu de craindre que cette démarche ne soit aussi infructueuse que les premières. Mon père paraît ne plus vouloir se souvenir qu'il a une fille, car il ne répond plus à aucune de mes lettres et même à celle que le Roi lui a écrite à l'occasion de mes couches. Vous sentez, ma chère sœur, tout ce que ces procédés

doivent avoir d'affligeant pour nous, surtout le Roi ni moi n'ayant aucun reproche à nous faire. J'ai cependant lieu d'espérer que l'empereur de Russie voudra bien se souvenir de ce qu'il m'a formellement promis à plusieurs reprises, lors de mon voyage à Paris. Voici ses propres expressions : « Déléguez-moi vos pleins pouvoirs, ma chère cousine, et je soignerai vos intérêts comme les miens propres, et si quelqu'un a une indemnité, vous y avez sans contredit les premiers droits et je saurai les faire valoir. » J'ignore, ma chère sœur, si vous le verrez, car depuis six mois nous sommes étrangers à tout ce qui se passe dans ce monde, mais dans le cas où vous le verriez, vous nous rendriez un grand service en lui rappelant sa promesse et peut-être par là contribuerez-vous à assurer notre existence politique. Vous êtes mère, ma chère sœur, et vous sentez comme moi les devoirs que ce titre impose. Mais il est possible, ma chère sœur, que mon père, au lieu d'employer ses bons offices, ne mette quelques entraves. Il est malheureux pour une fille comme moi de s'avouer de pareilles choses !

Si d'ici à la fin du mois notre sort n'est pas décidé, nous irons nous établir à Bologne ou à Rome, mais il paraît que, vu l'exaspération des esprits dans cette dernière ville, il est plus prudent de choisir la première, où d'ailleurs la princesse Élisa se trouve déjà, de manière que nos deux maisons réunies nous feront une société agréable, car Trieste, étant une ville de commerce, n'est pas supportable. Lorsque le Roi fera demander des passeports à Vienne, vous seriez bien aimable, ma chère sœur, de contribuer à nous les faire obtenir le plus promptement possible, en assurant que le Roi mon époux ne s'occupe que de ses affaires et ne se mêle en rien de nos affaires politiques.

Il faut, ma chère sœur, compter autant que nous le faisons sur votre amitié pour vous entretenir ainsi de nos propres intérêts ; malheureusement, ceux qui devraient les prendre le plus à cœur paraissent y être le plus contraires...

L'impératrice Marie-Louise à la reine Catherine

Ce 4 novembre 1814.

Ma chère sœur,

J'ai tardé jusqu'à ce moment à répondre à votre aimable lettre du 4 octobre, que j'ai reçue il y a quinze jours, parce que

je n'avais pas d'occasions sûres et que je craignais que ma lettre n'eût le sort de toutes les précédentes, qu'il me paraît que vous n'avez pas reçues. Avouez, ma chère sœur, qu'il est triste à penser, pour une personne qui a tant d'amitié pour vous, que nous ne pouvons presque pas avoir de nouvelles l'une de l'autre, et cependant j'ai la conviction que nous nous intéressons également l'une au sort de l'autre. Croyez, ma chère sœur, qu'il n'y a pas de cœur qui partage aussi sincèrement les peines que vous éprouvez que le mien ; je voudrais pouvoir être auprès de vous, pour vous offrir mes consolations qui, je crois, consisteraient à pleurer avec vous, car je suis aussi triste et aussi affligée que vous. Au moins avez-vous un mari qui vous aime tendrement et qui cherche à vous faire oublier toutes les peines que vous éprouvez, au moins avez-vous de la tranquillité, mais Dieu sait quand et où j'en aurai ! Je crains que le Roi n'ait pas reçu la lettre que je lui ai écrite pour lui répondre à celle dans laquelle il m'annonçait vos couches; j'avais cependant remis la lettre au roi Joseph. Je vous prie de lui faire mes compliments et d'être mon interprète pour lui renouveler l'assurance d'une amitié qu'aucune circonstance ne pourra altérer.

On m'a dit que le roi de Wurtemberg paraissait beaucoup mieux disposé en votre faveur depuis quelques jours, qu'il avait promis de faire des réclamations en votre faveur et qu'il tâcherait de vous faire ravoir votre argenterie et vos diamants. Je vous avoue que ce trait du gouvernement français m'a indignée. Comment ne pas vous rendre votre propriété que personne ne peut vous disputer? C'est vraiment affreux. Le prince royal, votre frère, pense comme moi ; il me l'a dit le jour où je l'ai vu, il m'a parlé avec beaucoup d'intérêt de vous. Je suis bien malheureuse de ne pas pouvoir vous être utile auprès de l'empereur de Russie, je ne l'ai vu qu'une seule fois, et cela avant la réception de votre lettre. Depuis ce temps, il n'est pas venu me voir, mais comme je me fais une idée de son caractère, je suis sûre qu'il ferait quelque chose pour vos intérêts. Mon père, à qui j'ai dit que j'avais de vos nouvelles, m'a dit qu'il n'y avait aucune difficulté pour les passeports, que vous pourriez demander pour aller vous établir à Bologne. Il a paru même étonné que vous ayez quitté Gratz, disant qu'il avait désiré que vous y ayez pu vous trouver sinon bien, au moins tranquillement. Je sens plus que jamais à présent ce que c'est que d'avoir

un père. Le mien est vraiment excellent, il me comble d'amitiés et de prévenances, il tâche de me consoler de me trouver pour le moment dans une position si précaire et si incertaine. Du reste, je vis comme une solitaire à Schönbrunn, je n'assiste à aucune fête et je n'en entends pas même les descriptions. Mes anciennes connaissances ne viennent pas me voir. Il n'y a que deux de mes anciens amis qui ont le courage de venir presque journellement, et la société de Vienne leur en fait des reproches. Je vous assure que c'est là l'occasion où l'on apprend à connaître ses véritables ennemis.

Mon fils vous embrasse. Je m'en occupe toute la journée; je lui apprends à lire, il se promène avec nous, enfin il forme ma société; il m'est une grande consolation, d'autant plus qu'il est extrêmement développé et intelligent pour son âge. Le climat de Vienne n'a heureusement pas influé sur sa santé, je croirais presque que le changement d'air l'a fortifié. Ma santé a beaucoup gagné par les eaux et surtout par la tranquillité d'esprit dont j'y jouissais. La politique et mes goûts ne m'y avaient fait voir personne que la bonne Mme Brignole, qui m'est restée attachée, la duchesse de Montebello et un général autrichien (1) que j'ai constamment vu pour ainsi dire depuis le moment où je suis née; on évitait de me parler de tout ce qui pouvait m'affliger; on tâchait de me distraire par la lecture, la promenade, la musique, par des excursions en Suisse aussi longues que ma faible santé pouvait me le permettre alors, et on avait réussi à me donner sinon de la gaieté, au moins à me donner cette espèce de tranquillité qui fait regarder le passé comme un songe douloureux. A présent que je suis destinée à nouveau à entendre des choses tourmentantes, je maigris et la fièvre me reprend. Je vous demande pardon, ma chère sœur, de vous entretenir de tous ces détails, mais j'avais besoin de vous ouvrir mon cœur. Donnez-moi une voie par laquelle je puisse vous donner de mes nouvelles et donnez-moi en détail les vôtres; la moindre petite chose qui vous intéresse m'est chère. Embrassez mon petit neveu en mon nom, il doit vous donner bien de la consolation. Je vous embrasse et vous aime tendrement.

(1) Neipperg.

La reine Catherine à l'impératrice Marie-Louise

Trieste, le 18 novembre 1814.

Ma chère sœur,

Le comte de Malsbourg m'a remis votre charmante lettre du 4 de ce mois. Vous ne sauriez croire la joie que le Roi et moi avons éprouvée en revoyant enfin ces caractères chéris. L'expression simple et touchante de vos sentiments pour nous, que des événements cruels n'ont pu affaiblir, nous rend heureux. Je puis vous assurer, ma chère sœur, que nous en sommes dignes par ceux que nous vous portons.

Qu'il me serait doux, ma chère sœur, de vous donner quelque consolation et d'apporter quelque adoucissement aux peines cuisantes que vous éprouvez dans votre position! Je la comprends, je la sens et je m'en afflige avec vous; mais, ma chère sœur, ne vous abandonnez pas à la douleur, conservez cette énergie, cette force d'âme que vous avez montrée jusqu'ici et qui a excité l'admiration du monde honnête et bien pensant; ne vous laissez point abattre; que de fausses insinuations ne trouvent aucun accès près de vous; une saine politique ne peut vouloir des sacrifices qui sont en opposition avec des devoirs sacrés. Ce moment d'effervescence, qui bouleverse toute l'Europe, aura un terme, et tôt ou tard on reviendra à des idées plus justes, plus modérées. Ce n'est donc qu'un temps d'épreuves qu'il faut savoir supporter et dont il faut se tirer victorieusement, en opposant une fermeté, un calme, une résignation qui est le partage des grandes âmes. Pardonnez, ma chère sœur, ces réflexions; j'espère qu'elles ne vous déplairont pas, car elles partent d'un cœur qui vous est tendrement attaché et qui n'envisage que votre gloire.

Il est vrai, ma chère sœur, que, depuis quelque temps, mon père paraît avoir des intentions plus conciliantes à mon égard, mais point encore à l'égard du Roi. Il s'obstine toujours à vouloir séparer ses intérêts des miens et à ne vouloir point répondre à ses lettres. Cette conduite m'afflige singulièrement. Je l'attribue aux opinions du jour, ce qui fait que je laisse au temps, ce grand moteur de toute chose, apporter plus de justesse dans ses idées. L'empereur de Russie n'a pas jugé à propos de répondre à mes différentes lettres. Je sais cependant qu'il les

a reçues. Ainsi, de ce côté-là, toutes nos espérances sont déçues, malgré toutes ses promesses... Il est cruel de voir que l'on ne peut compter sur personne. Le prince Metternich nous a positivement refusé des passeports pour Bologne ou Rome jusqu'à l'issue du Congrès. Nous attendons cette époque avec impatience. Je ne vous dissimulerai pas, ma chère sœur, que notre situation ici n'est pas des plus agréables. Mille contrariétés se réunissent pour nous rendre ce séjour très pénible, mais l'inconvénient le plus grave pour nous est de ne pouvoir faire d'établissement stable, qui cependant est une chose urgente dans toute espèce de situation et plus encore dans la nôtre. Vous voyez, ma chère sœur, que j'use de la permission que vous m'avez donnée de vous parler en détail de tous nos intérêts.

J'ai reçu une lettre de Madame mère, datée de l'île d'Elbe, du 24. L'Empereur se portait bien et l'on y attendait la princesse Pauline qui compte s'y établir, ainsi que Madame mère. Nous avons rarement de leurs nouvelles, vu qu'on ne laisse passer aucune lettre. Vous sentez, ma chère sœur, combien tout ceci doit nous être douloureux. Enfin, l'on nous fait un crime des choses les plus justes, les plus naturelles : jugez du reste !

Dites-nous, ma chère sœur, si vous espérez que le Congrès se termine bientôt. Croyez-vous alors pouvoir vous rendre auprès de l'Empereur, ou au moins dans votre duché? Et dans ce dernier cas, verriez-vous, ainsi que l'Autriche, avec plaisir que nous nous établissions dans votre capitale ? Nous espérons de votre amitié, ma chère sœur, de nous dire franchement ce que vous en pensez, certains de vous assurer d'avance que si l'on nous refuse, vous n'en serez pas cause. J'ose vous prier, ma chère sœur, de vouloir bien faire remettre vos lettres au comte de Fürstenstein; vous savez qu'elles sont pour nous une grande consolation. La personne qui porte celle-ci est sûre et attendra votre réponse. Le Roi me charge de le rappeler à votre souvenir; il a reçu votre lettre par l'entremise du roi Joseph ; il se propose de vous écrire dans quelques jours, et vous prie d'embrasser notre charmant neveu, que nous aimons tous deux bien tendrement. Notre fils se porte bien, nous l'avons fait vacciner il y a quinze jours. Espérons que nos deux petits trésors seront un jour plus heureux que leurs parents dont le sort est véritablement affreux.

L'impératrice Marie-Louise à la reine Catherine

Ce 27 novembre 1814.

Dans ce moment où je voulais vous écrire une bien longue lettre, l'impératrice de Russie se fait annoncer. Jamais visite ne m'aura tant contrariée, puisqu'elle me prive du plaisir de vous écrire bien au long, ma bonne sœur, mais procurez encore une occasion et vous pouvez être sûre que je vous ennuierai bien par mon écriture. J'ai fait bien des vœux pour vous, il y a deux jours, à l'occasion de votre fête. J'espère que l'année prochaine vous en passerez une beaucoup plus heureuse. Au moins, si cela dépendait de moi, vous seriez aussi heureuse que vous méritez de l'être, car le monde pense comme moi sur la conduite que vous avez tenue; il n'y a que quelques âmes de boue qui trouvent à y redire, mais c'est parce qu'elles ne se sentent pas capables d'un dévouement pareil au vôtre.

Je ne sais encore rien sur mon sort futur, pas même si je garderai Parme, de sorte que je ne puis pas, à mon grand regret, vous répondre à la demande que vous me faites de venir vous y établir. Dès que cela sera décidé, j'en demanderai la permission à mon père (car je dépends entièrement de lui). J'espère que sa réponse sera affirmative, mais ne m'en veuillez pas, car je suis dans une crise où je ne puis faire ma volonté. J'ai été bien fâchée de ne pas pouvoir voir M. de Fürstenstein. Comme il m'aurait été doux de parler avec lui de vous ! Mais on pourrait m'en vouloir même pour une démarche aussi innocente que celle-là. Quel triste siècle que celui où nous vivons, ma chère sœur ! Ma santé est un peu moins bonne depuis quelques jours. Je crois que le climat de Vienne ne me réussit pas bien, j'attends avec impatience le moment où je pourrai aller en Italie. Je vous prie d'embrasser votre enfant en mon nom. Le mien se porte à ravir et vous embrasse. Mille choses au Roi. Je vous prierai de m'écrire bien souvent. J'ai si besoin de savoir de vos nouvelles en détail ! Indiquez-moi aussi le moyen de faire passer une autre lettre. Croyez à tout mon tendre attachement, ma chère sœur.

Ce 7 décembre 1814.

Ma chère sœur,

Une migraine affreuse m'empêche de vous écrire plus que deux lignes pour vous remercier des nouvelles que vous m'avez envoyées de l'Empereur.

C'étaient les premières que j'avais reçues depuis longtemps; aussi m'ont-elles fait bien du plaisir. Mon fils se porte aussi très bien. Il a eu la fièvre, mais il est tout à fait rétabli à présent. Pardon si je vous écris aussi maussadement, mais le mal de tête l'emporte sur la bonne volonté que j'aurais de vous écrire des volumes. Mille choses au Roi. Donnez-moi bientôt de vos nouvelles et croyez à toute la tendre et inviolable amitié de votre très affectionnée sœur

LOUISE.

La reine Catherine à l'impératrice Marie-Louise

Trieste, le 21 décembre 1814.

Ma chère sœur,

Agréez, je vous prie, mes tendres félicitations à l'occasion de la nouvelle année. Vous connaissez les sentiments que je vous ai voués, ma chère sœur, vous ne pouvez donc douter de leur sincérité, et quoique cette époque ne saurait en rien ajouter aux vœux que je forme constamment pour votre bonheur et votre félicité, ils formeront toujours l'occupation chérie et constante de ma vie; ils m'accompagneront au tombeau, ainsi que le vœu pour moi-même que la prière de n'être jamais privée du bonheur de vous intéresser.

Recevez l'assurance de mon bien respectueux attachement.

CATHERINE.

La correspondance que nous possédons des deux belles-sœurs s'arrête à cette date.

E. D'H.

UNIVERSITÉS
ET MUSÉES D'AMÉRIQUE

TENDANCES NOUVELLES

Les Américains se moquent volontiers des étrangers qui, après avoir passé trois semaines à New-York, se croient obligés d'écrire un livre sur les États-Unis. Je viens de passer en Amérique beaucoup plus de trois semaines, et j'ai été ailleurs qu'à New-York, ayant traversé le continent de l'Atlantique au Pacifique : pourtant je craindrais, en parlant de beaucoup de choses que je n'ai fait qu'entrevoir, de faire sourire un peu mes amis américains.

On ne trouvera donc ici nulle information sur la question des dettes, sujet délicat et qu'on évite plutôt d'aborder avec des Français, malgré les manifestations sympathiques qui nous sont venues des Universités de Columbia et de Princeton, malgré des sentiments qui, dans l'Est tout au moins des États-Unis, semblent en général nous être plutôt favorables, malgré la haute admiration qu'on témoigne pour l'œuvre accomplie par notre président du Conseil. On ne trouvera rien ici sur l'effet prodigieux, — et si singulièrement heureux pour les relations franco-américaines, — que produisit le vol héroïque de Lindbergh et l'accueil qu'il trouva chez nous : effet si prestigieux que, pendant quinze jours au moins, les journaux oublièrent les événements les plus graves, la catastrophe qui désolait la vallée du Mississipi, l'inquiétude que donnait l'occupation de Shanghaï et de Nankin par les nationalistes, pour

remplir leurs colonnes des moindres faits et gestes de l'audacieux et charmant aviateur. Je ne parlerai point, si émouvant que cela soit pour nous, — car cela est bien connu, — de tant de glorieux souvenirs de la France d'autrefois qu'évoquent, aux États-Unis comme au Canada, les noms géographiques, Detroit ou Des Moines, Joliet ou Marquette, Saint-Louis ou la Nouvelle-Orléans, et tant d'autres, comme, entre Ottawa et Montréal, ces villages qui s'appellent Saint-Eugène, Rigaud, Choisy, Vaudreuil, baie d'Urfé, Beaurepaire, Pointe-Claire ou Valois. Et je ne parlerai pas davantage de cette ligne de chemin de fer qui, entre Albany et Chicago, vous promène, par une géographie fantaisiste et déconcertante, par Troie, Amsterdam, Utique, Rome, Syracuse, Palmyre, Corfou, Lyon et Batavia. Je me garderai de pronostics sur la prochaine élection présidentielle; je ne parlerai ni du président Coolidge ni du sénateur Borah, ni de la prohibition, ni de la politique navale des États-Unis, ni de la conférence de Genève. Je ne parlerai pas même de la figure extérieure des villes américaines, encore qu'elle se soit fort transformée depuis quelques années et que des formes d'architecture nouvelles, à New-York, à Chicago, à Cleveland, ailleurs encore, aient donné aux *sky-scrapers* formidables une élégance inattendue.

Mais j'ai, pendant six mois de séjour en Amérique, vu beaucoup d'universités, visité beaucoup de musées. C'est de ces choses que je voudrais parler ici, parce que j'espère le faire sans trop d'incompétence, et aussi parce qu'on y peut observer des tendances ou des faits assez nouveaux, qui ne sembleront pas peut-être dépourvus de tout intérêt pour la vie intellectuelle et artistique de l'Amérique d'aujourd'hui.

L'ILLUSTRE DOYENNE

Harvard, — *fair Harvard, old Harvard*, comme l'appellent affectueusement ses étudiants dans leurs chants, — est la plus ancienne des universités d'Amérique et en demeure sans doute la plus illustre. Par le prestige que lui donne l'ancienneté de sa fondation aussi bien que la valeur de son enseignement, par le nombre de ses étudiants, qui y viennent de toutes les parties des États-Unis, par le choix de ses professeurs, qui se recrutent eux aussi dans les régions diverses de l'immense

république, elle fait un peu figure d'Université nationale; et par là elle est plus que toute autre représentative de l'esprit et des tendances intellectuelles qui se manifestent dans l'Amérique d'aujourd'hui. Ce qui s'y fait offre à l'observateur un intérêt particulier, et tout de suite il faut dire qu'il s'y fait des choses assez nouvelles. J'ai, il y a quinze ans, été pendant plusieurs mois, l'hôte de Harvard; je viens, au cours de l'année 1927, d'y passer un semestre. En tout pays, quinze années écoulées produisent des transformations profondes; cela est vrai en Amérique plus qu'ailleurs, et surtout lorsque, durant ces années, il y a eu la crise formidable de la guerre.

Par son site, par sa figure extérieure, Harvard n'a point sans doute la grâce élégante et le charme de telles autres universités d'Amérique. Princeton, avec ses édifices et ses cloîtres gothiques, rappelle les beaux collèges de Cambridge et d'Oxford, et la campagne verdoyante, aux grandes allées de parc, qui l'environne, a une splendeur incomparable. Cornell assis sur sa montagne, entre deux ravins profonds où de claires cascades mettent un bruit incessant d'eaux jaillissantes, Madison tout entouré de grands lacs limpides et bleus, Stanford avec son église romane et ses cloîtres florentins, offrent des paysages pittoresques et charmants; mais Madison, Cornell, Princeton, Stanford, installés dans des villes d'importance secondaire, sont presque, si, j'ose dire, des universités de campagne. Harvard est dans une ville, — Cambridge, — qui a plus de cent mille habitants, il est à quelques minutes de la très grande cité qu'est Boston : et ceci déjà lui donne une physionomie assez différente. Les bâtiments d'autre part qui forment le noyau ancien de l'Université et dont beaucoup datent de la fin du XVIIIe ou de la première moitié du XIXe siècle, sont en général d'architecture assez médiocre, un peu écrasés aussi par la masse pompeuse et magnifique de la nouvelle bibliothèque, avec son grand escalier et son portique monumental aux hautes colonnes trop imposantes. Assurément il y a de la grâce dans les cours verdoyantes qu'encadrent des édifices de briques rouges, dans ces cours plantées de grands arbres, où parfois des écureuils gambadent, et sous lesquels, devant University Hall, la statue de bronze de John Harvard semble rêver. Pareillement, toute la partie de la ville qui s'étend à l'ouest de l'Université, et où beaucoup de professeurs habitent, n'est point sans élégance. Le long des rues

ombreuses, de jolies maisons, d'une diversité d'aspect pittoresque, s'élèvent parmi les arbres, entre des parterres de verdure et de fleurs; beaucoup d'entre elles sont construites dans ce style de la fin du XVIIIe siècle qu'on appelle le style colonial; plusieurs, celle du poète Longfellow, celle du poète J. Russell Lowell, sont authentiquement de ce temps, et leur grâce ancienne de maisons historiques met dans ce paysage comme une note de passé. Par ailleurs, tout un quartier nouveau est né le long de la rivière qui avoisine Harvard vers le sud. Jadis le Charles river coulait entre des terrains vagues, et l'attention ne se portait guère vers les jolis horizons clairs qu'il offre aux yeux. Depuis 1914, l'Université a bâti sur la rive gauche du fleuve de grands *dormitories* pour ses étudiants; et cette année même a vu s'achever, sur la rive droite, la construction des vastes bâtiments de la *School of Business administration*. Un joli pont, récemment inauguré, unit les deux rives. Et lorsque un soir, en longeant la rivière, on voit les fenêtres innombrables de la *Business School* tout étincelantes de lumières, on sent qu'une nouvelle cité universitaire vient de naître ici, qui accroît encore l'influence et le prestige d'Harvard. Et tout cela au total n'est point sans beauté : il y a de l'air, de l'espace, de la verdure, de la lumière, tout ce qui manque un peu trop parfois dans les universités de chez nous. Il fait bon vivre dans cette grande cité studieuse qui offre tout ensemble la tranquillité et les larges ressources nécessaires au travail scientifique; mais ce qui fait surtout l'intérêt de Harvard, c'est qu'il est un des principaux centres intellectuels des États-Unis.

Quiconque visite une Université américaine est frappé de l'activité incessante qui se dépense en constructions nouvelles A Chicago, cette année, on bâtissait une École de médecine, un vaste édifice pour le département des langues romanes, sans compter une grande église gothique aux proportions monumentales. A Princeton, on doublait l'étendue de la *Graduate School*, on édifiait une vaste chapelle. Et partout il en va de même. Harvard pareillement s'est prodigieusement agrandi en ces dernières années. La nouvelle bibliothèque de l'Université, achevée en 1915, est, par la richesse de ses collections et la commodité de ses aménagements, une des plus belles que je connaisse. Elle ne le cède actuellement par le nombre de ses livres qu'à deux autres bibliothèques au monde, et je crois

bien qu'elle a l'ambition de les dépasser prochainement. En tout cas, elle offre des instruments de travail incomparables, des facilités de travail admirables. Chaque professeur y a son cabinet, simple et confortable, généralement placé à portée des livres qu'il a davantage besoin de consulter; certains étudiants, qui poursuivent des recherches spéciales, sont autorisés à travailler dans l'intérieur de la bibliothèque, et 300 tables sont disposées pour eux à côté des rayons contenant les ouvrages qui leur sont le plus nécessaires. Le catalogue librement accessible, le prêt largement consenti, la simplicité des services, l'absence de complication et de formalisme, tout atteste un sens pratique qui serait utilement imité ailleurs.

Les deux dernières années ont vu s'élever d'autres constructions. En juin 1927 ont été solennellement inaugurés les vastes bâtiments nouveaux de la *Graduate School of Business administration*. Depuis 1908 existait à Harvard cette sorte d'École des hautes études commerciales; elle avait pour objet d'apprendre aux étudiants qui, après leurs quatre ans d'Université, se destinent aux affaires, non point la technique spéciale et pratique de telle ou telle industrie, mais les grands faits économiques, les principes généraux, les problèmes essentiels qui se posent en matière de finance, de commerce ou d'industrie, bref de leur donner la culture générale nécessaire à un bon homme d'affaires. C'était là évidemment une grande nouveauté dans le vieil édifice universitaire. Mais la *Business School* semble avoir trouvé bon accueil. Elle est aujourd'hui magnifiquement installée pour recevoir un millier d'étudiants.

En ce même mois de juin on a inauguré le nouveau musée Fogg, destiné à remplacer le vieux bâtiment devenu trop étroit, aussi bien pour ses collections que pour l'École des beaux-arts qui y est jointe. Dans quelques semaines commencera la construction des vastes laboratoires de chimie que réclame la Faculté des sciences. Et bien d'autres projets sont à l'étude.

REVENUS ET LIBÉRALITÉS

Assurément tout cela coûte cher. Il n'est donc point sans intérêt de feuilleter le plus récent budget de l'Université, pour se rendre compte de ses dépenses et de la façon dont elle y peut suffire. Harvard, on le sait, n'est point une université

d'État, et comme Princeton, comme Yale, comme Columbia, il est assez jaloux de son indépendance. Sa fortune lui assure cette liberté. Compte non tenu du terrain et des bâtiments qui constituent l'Université, Harvard en 1926 possédait 86 540 356 dollars. Ses dépenses annuelles s'élevaient à un peu plus de huit millions de dollars; et il n'est point sans intérêt de noter que, dans ce chiffre, les traitements des professeurs, pour le *Collège* et la *Graduate School*, c'est-à-dire pour ce qui correspond aux deux Facultés des lettres et des sciences, se montaient au total assez impressionnant de 1 146 627 dollars, et je ne compte ni la Faculté de droit, ni celle de médecine, ni celle de théologie, ni l'école d'architecture, ni l'école dentaire, ni l'école d'ingénieurs, ni l'école de commerce, d'autres encore qui composent le corps énorme de l'Université et dont les traitements représentent une somme à peu près égale.

Mais un fait peut-être est plus remarquable encore : c'est la magnifique libéralité qui chaque année apporte à l'Université des donations et des legs nouveaux. Pour l'année 1925-1926, ce chapitre du budget enregistre tout près de 7 millions de dollars : et ce chiffre ne comprend point les sommes recueillies à la suite de l'appel spécial adressé « pour développer les services nationaux de l'Université ». Il s'agissait des trois constructions dont je parlais tout à l'heure, *Business School*, Musée Fogg, laboratoires de chimie, et la somme demandée s'élevait au chiffre respectable de 10 millions de dollars. On les a trouvés sans peine. Pour la construction de la *Business School*, un banquier de New-York, George F. Baker, a donné à lui seul cinq millions de dollars, de quoi suffire à toute la dépense. Et l'on conte sur la façon dont il fit cette donation magnifique une anecdote assez plaisante, d'un humour très américain. On demandait à M. Baker de s'intéresser à la *ten-million-dollar campaign* et on lui suggérait qu'on serait heureux de recevoir de lui 500 000 dollars... « Je regrette, répondit-il, je ne veux pas vous donner 500 000 dollars... Mais, ajoutait-il avec un sourire, si vous étiez disposés à accepter cinq millions, je vous les offrirais volontiers. » Et au jour solennel de l'inauguration, après avoir remis au président de l'Université la clé d'or de l'édifice nouveau, M. Baker ajoutait un million de dollars à sa libéralité antérieure, cependant qu'un autre donateur gratifiait d'une somme égale la nouvelle institution.

Et ce ne sont point là choses exceptionnelles dans les Universités américaines. Sans doute ces générosités prennent parfois une forme un peu inattendue, — inattendue surtout de ceux qui en sont l'objet. On demandait un jour à Carnegie de s'intéresser au développement de Princeton. « Avec plaisir, fit-il. Mais voilà : vous n'avez point de lac. Je vais vous donner un lac. » Il lui en coûta 600 000 dollars, que l'Université eût préféré peut-être voir attribués à d'autres usages. Mais depuis lors Princeton a son lac, artificiel, mais long de plusieurs milles, et qui fait assez belle figure. Les donateurs pourtant n'ont point d'ordinaire des fantaisies aussi paradoxales. Et quand on parcourt ces longues listes de bienfaiteurs, parmi lesquelles les anciennes promotions de l'Université, les *classes* de telle ou telle année, tiennent une place souvent importante, on ne peut s'empêcher, en songeant à ce qui se fait, — ou plutôt ne se fait guère, — ailleurs, de mêler à une admiration sincère quelque chose qui ressemble au péché d'envie.

NOUVELLE ORIENTATION

Pour l'année 1926-1927, Harvard compte un chiffre total de près de 8000 étudiants ; et on constate, si on examine les statistiques des années précédentes, que leur nombre va croissant sans cesse. Beaucoup de bons esprits ne laissent pas d'être préoccupés de cet afflux excessif d'étudiants, que des raisons diverses, surtout depuis la guerre, attirent vers les Universités. Dans un remarquable rapport, présenté en décembre 1926, l'homme éminent qui dirige les destinées de Harvard, le président A.-L. Lowell, signalant ce rapide accroissement des candidats aux établissements d'enseignement supérieur, notait justement les inconvénients de cette confiance excessive que l'Américain met dans les vertus de l'éducation universitaire : « On semble oublier, écrivait-il, que l'université n'est pas le seul moyen d'éducation, qu'un jeune homme peut trouver plus de profit intellectuel et moral dans un travail pratique qu'il aime que dans des cours qui l'ennuient. On ne se rend pas assez compte que la vraie éducation, c'est la *self education* et que forcer un jeune homme, au delà d'un certain point, à rester à l'école attaché à des besognes auxquelles il ne prend nul intérêt, c'est risquer de lui abêtir l'esprit et de lui déformer le caractère. »

Aussi les plus grandes universités se préoccupent-elles de limiter le nombre des étudiants qu'elles reçoivent. Princeton, par exemple, n'en admet pas plus de 2 000, théoriquement tout au moins, car le chiffre est légèrement dépassé. Et l'Université y trouve ce double avantage, d'abord de n'être point encombrée de non-valeurs et d'autre part d'avoir ses étudiants mieux en main ; car le nombre des demandes d'admission étant fort supérieur au chiffre des admis, il est toujours possible d'écarter ceux dont le travail est insuffisant. Harvard accueille un plus grand nombre de candidats : un millier d'étudiants au moins y sont admis chaque année. Mais un examen assez difficile, — en théorie du moins, — précède l'admission, et tous les candidats ne sont point nécessairement reçus. Et peut-être y a-t-il là une mesure qui ne serait point inutile dans nos Universités françaises, où les étudiants arrivent trop souvent si mal préparés à suivre utilement des cours d'enseignement supérieur. Je n'ignore pas, ai-je besoin de le dire, par quoi une Université d'Amérique diffère de nos Universités et que, dans la plupart des Universités des États-Unis, les deux premières années ressemblent fort à notre enseignement secondaire. Mais le principe de la sélection appliqué aux candidats aux Universités n'en semble pas moins capable de donner de bons résultats.

Ceci crée évidemment à Harvard un régime assez différent de celui qui règne dans la plupart de ces Universités d'État, si nombreuses dans l'ouest, où le système de la *co-education* amène par milliers les étudiants, garçons et filles. Il n'en diffère pas moins en ce qui regarde l'enseignement. Ici aussi de grands changements se sont produits, et cette année même a vu se réaliser des réformes d'importance essentielle. Il n'y a pas bien longtemps, les étudiants d'Harvard, — et ce régime est encore celui de beaucoup d'Universités, — étaient accablés de cours, qui leur laissaient bien peu de temps pour la réflexion ou la recherche personnelle et limitaient leur effort à enregistrer et à répéter un peu mécaniquement ce qui leur était enseigné. Aujourd'hui des tendances nouvelles se manifestent.

Dans le rapport que j'ai cité déjà, le président Lowell écrivait : « La connaissance technique n'est en aucune manière l'unique chose, ni la plus essentielle pour la préparation à la vie, et même pour la préparation à une profession scientifique. Cultiver, libérer l'esprit est d'importance vitale pour la com-

munauté aussi bien que pour l'individu. » Et plus loin : « Apprendre à penser, et sur quels objets doit penser un homme cultivé et un citoyen, tel est l'objet d'une université qui n'est pas une école professionnelle. » On s'est, conformément à ces idées, appliqué à développer chez les étudiants le goût du travail personnel ; on les a encouragés à lire beaucoup, à poursuivre des recherches par eux-mêmes; on a cherché, dans les examens, à constater, non pas seulement les connaissances, mais surtout l'intelligence des choses, « l'aptitude critique et constructive à les manier ». Il faut, dit un rapport que j'ai sous les yeux, « donner à l'étudiant plus de liberté, un sentiment plus large de sa responsabilité individuelle ».

A cet effet, on a autorisé les étudiants à remplacer la présence à certains cours par la préparation d'un travail personnel, d'un mémoire présenté comme *thesis for distinction ;* pour aider ces recherches et les diriger, on a créé, à côté des professeurs, des sortes de répétiteurs, — ce sont les *tutors*, — en contact plus direct avec les étudiants, et dont le rôle est de les conseiller, de les guider, de leur apprendre à travailler. « En Amérique, écrit le président Lowell, nous avons trop longtemps enseigné au Collège (entendez les quatre années d'Université) ce qui aurait dû être enseigné à l'école secondaire, et par des méthodes qui auraient dû ne servir qu'à celle-ci ; et nous avons, dans la *Graduate School* (entendez nos Facultés) employé les méthodes qui ne devraient pas être appliquées au delà du collège. C'est en partie pour cette raison que la jeunesse des collèges américains, dans son ensemble, a des habitudes, des façons de penser peu mûries, une attitude en face des grands problèmes, une absence du sentiment de la responsabilité dans sa propre éducation, qui sont le fait de simples écoliers. »

En somme, transporter dans l'enseignement de l'Université les méthodes de l'enseignement supérieur, et par ailleurs, par un examen général complétant les examens portant sur des cours spéciaux, s'assurer que l'étudiant emporte de ses études une culture générale, telle est l'orientation nouvelle de Harvard. Et il faut reconnaître que, dès maintenant, elle a donné d'excellents résultats.

Une autre réforme non moins importante, et qui s'inspire du même esprit, a été votée cette année même par l'Université. Si les étudiants sont surchargés de cours, les professeurs ne

sont pas moins accablés. Il n'est pas rare qu'un même maître ait dix ou douze leçons à faire par semaine, et pour beaucoup le chiffre est plus considérable encore. Ajoutez le poids des examens : dans le seul département d'histoire par exemple, les professeurs ont eu l'an dernier soixante-quinze examens de doctorat à faire passer, dont chacun dure au moins deux heures et réclame un jury de quatre ou cinq personnes, vingt thèses de doctorat à lire, et plus de cent mémoires d'étudiants à examiner, sans compter les examens qui terminent chaque semestre. Dans de telles conditions, le travail personnel, les recherches scientifiques deviennent singulièrement difficiles, sinon impossibles. Et l'on était avec raison assez mal satisfait à Harvard d'un régime qui mettait l'Université, du point de vue scientifique, sensiblement au-dessous des universités d'Europe. On a décidé de réduire à six mois la période de l'enseignement proprement dit : à la fin de chaque semestre, avant les examens de février et de juin, les cours seront suspendus pendant deux semaines et demie et pendant trois semaines et demie, pour laisser aux étudiants le loisir de lectures personnelles, pour assurer aux professeurs des périodes assez longues, — près de deux mois, — qu'ils pourront consacrer à leurs propres travaux.

« Dans les établissements d'enseignement supérieur, dit le rapport présenté à ce sujet, une longue période d'enseignement continu diminue, pour les étudiants, les chances de tirer de leurs études le meilleur profit, pour les maîtres, le moyen d'écrire et de travailler scientifiquement. » La réforme a été en général bien accueillie. Elle est assurément un des changements les plus radicaux que Harvard ait introduits dans l'organisation de l'enseignement depuis le jour lointain de sa fondation, un changement presque sans précédent dans le régime actuel des universités américaines. On y sent l'évidente inspiration des universités d'Europe, Oxford et Cambridge, peut-être un peu aussi des universités françaises. En tout cas, il y a là une conception nouvelle de ce que doit être vraiment l'enseignement supérieur, et il est probable, — et souhaitable aussi, — que l'exemple donné par Harvard aura dans les universités d'Amérique un long retentissement.

LA QUESTION DES SPORTS

Tout le monde sait quelle place les sports et les exercices physiques tiennent dans la vie des universités américaines, et quel enthousiasme excite la partie fameuse de *football* qui, chaque année, dans le stade, met aux prises les équipes rivales de Harvard et de Yale. Sans méconnaître l'utilité de la culture physique, de bons esprits, — et ceci encore est une nouveauté digne d'attention, — déplorent la forme que ces exercices ont prise. Le président Lowell, dans son rapport, regrette que ces luttes sportives entre universités rappellent un peu trop « les jeux du Colisée à Rome, ou les courses de l'hippodrome à Constantinople », et il ajoute, non sans sévérité : « Avoir chaque samedi, pendant l'automne, dans un stade rempli de milliers de spectateurs, de grands jeux où s'affrontent les universités, ne vaut rien ni pour les membres de l'équipe ni pour le corps des étudiants. Cela tend à troubler sérieusement l'œuvre éducatrice et plus encore à déformer dans l'esprit du public et des anciens élèves le réel objet du collège. De tels jeux doivent être pratiqués dans la mesure où ils aident au but pour lequel le collège existe, et non point pour entretenir une forme de sport. » Il faut, dans la pensée du président, que les exercices physiques soient « un moyen servant à une fin et non une fin en eux-mêmes ». Je ne sais dans quelle mesure ces sages conseils sont suivis d'effet. Mais, en tout cas, c'est un fait intéressant que, à Harvard, l'Université ait pris en main la direction des exercices physiques pour en régler l'organisation et en limiter le développement excessif. « C'est, dit le président, la première tentative pour aborder un problème, qui apparaît généralement comme très sérieux à tous ceux qui sont responsables de la prospérité des Universités américaines. »

C'est là en effet un grave problème. Les exercices physiques ne sont qu'une des formes de ce qui est le grand souci de l'éducation universitaire américaine et le grand avantage qu'elle procure, je veux dire son côté social. Dans les universités d'Amérique, l'étudiant n'est jamais, comme ailleurs, un isolé, n'ayant qu'aux heures de cours un contact superficiel avec ses camarades. A Princeton, par exemple, une discipline très sévère impose aux étudiants des deux premières années

l'obligation de prendre en commun tous leurs repas dans des réfectoires communs. Si Harvard laisse une liberté plus grande, pourtant un effort semblable apparaît pour rapprocher les étudiants en une étroite solidarité. Les clubs par ailleurs sont innombrables. C'est un des traits particuliers de l'organisation de Princeton que les étudiants plus avancés y forment de petits groupements de 15 à 20 membres qui se recrutent par le choix et dont chacun a sa maison plaisante et confortable. Une fondation du même genre, due à la libéralité d'un ancien élève, a été ouverte tout récemment à Cornell. Le *Willard Straight hall* est un bel édifice, club, restaurant et hôtel tout ensemble, avec de vastes et magnifiques salons, un théâtre, une belle terrasse, d'où la vue est admirable sur le lac étendu au pied de la montagne ; les parents des étudiants, les visiteurs de passage y peuvent trouver des chambres; mais surtout, pour les professeurs comme pour les élèves de l'Université, c'est un lieu de réunion incomparable, bien fourni de livres, de journaux, de salles de billard et de bridge aussi, et d'une élégance tout à fait séduisante.

A Chicago, le club des étudiantes est installé de manière aussi pratique qu'élégante, avec son restaurant, ses cuisines réservées où les jeunes filles moins aisées peuvent accommoder elles-mêmes leurs repas, ses vastes et beaux salons, sa jolie salle de conférences, dont les murs s'égaient d'une longue frise de peintures charmantes. Harvard pareillement a ses clubs, clubs littéraires, clubs musicaux, clubs sociaux, clubs politiques, clubs nautiques, bien d'autres, et l'on a remarqué justement que les relations sociales ont pour la formation des caractères presque autant d'importance que l'enseignement donné par l'Université. Il en résulte, pour chaque promotion, pour chaque *classe* comme on dit, une étroite solidarité ; il en résulte aussi un vif attachement à l'Université dont on est sorti. Les anciennes *classes* figurent à chaque page sur la liste des bienfaiteurs des Universités ; les anciens élèves, les *alumni*, gardent un étroit contact avec l'école où ils se sont formés. Ils ont leur place dans les fêtes officielles de l'Université, dans les cérémonies du *Commencement day* qui marque la fin de l'année scolaire, et ils suivent avec complaisance les joyeux divertissements du *Class-day*, où la promotion sortante fête gaiement son départ de l'Université.

JOURNÉES DE FÊTE

Le *Class-day* est assurément un des spectacles les plus pittoresques, les plus riches en signification aussi, qu'offre la vie universitaire américaine. Il se célèbre le mardi de la dernière semaine de l'année scolaire. La matinée est consacrée aux choses sérieuses. Après un service religieux à la chapelle, les étudiants de la classe sortante, les *seniors*, comme on dit, tous portant la robe et la toque universitaires, se forment en un long cortège qui, à travers les cours, défile devant la statue de John Harvard, et se rend au *Memorial hall*. Là, l'orateur de la classe fait un discours, les poètes de la classe récitent une pièce de vers et une ode ; des chants complètent la cérémonie.

L'après-midi a une figure moins solennelle. Dans le stade, dont les gradins sont couverts de milliers de spectateurs, une longue procession entre, musique en tête. Les anciens étudiants de Harvard saisissent avec empressement cette occasion de revenir vers la vieille Université, de retrouver les camarades d'autrefois, de retrouver aussi, au contact des jeunes, le souvenir de leur jeunesse disparue ; et il n'est pas rare que certains y viennent des extrémités des États-Unis. Dans les jours qui précèdent le *class-day*, ce ne sont que réunions cordiales, que banquets joyeux où se rassemblent les membres des classes d'autrefois. Au stade, ce sont eux qui ouvrent la marche, et on voyait cette année, en tête du cortège, deux survivants de la classe de 1865, sortis depuis quelque soixante-deux ans de la vieille Université. Venaient ensuite des classes plus récentes et plus nombreuses, dont certaines, costumées de couleurs voyantes, attestaient le plaisir que ces hommes de trente à quarante ans trouvaient à s'amuser comme des enfants. Et assis par centaines sur l'herbe verte du stade, ils y mettaient un chatoiement de notes éclatantes, sur lesquelles tranchaient les robes noires des *seniors*. De cette foule montaient les rires, les plaisanteries, les applaudissements, saluant tour à tour les chants d'étudiants ou le discours humoristique prononcé par l'orateur de la classe sortante, ou acclamant dans un tumulte formidable les étudiants, les dames ou le président de l'Université. Et enfin, dans la chaude lumière, montaient les strophes de *Fair Harvard*, qui est en quelque manière le chant national de l'Université, un chant

qui, en ces jours de fête, termine toutes les cérémonies, que tout le monde écoute, debout, respectueusement, et qu'on entend ici plus souvent que l'air national des États-Unis. Alors, dans le stade en fête, commence la bataille des confetti ; les serpentins multicolores volent et s'accrochent au-dessus des gradins ; les rondelles de papier de toutes couleurs saupoudrent les vêtements et les cheveux ; et les gens les plus graves, le président lui-même, participent à la bataille avec un acharnement joyeux. Le soir, dans les cours de l'Université, dont les grands arbres s'illuminent de longs cordons de lanternes japonaises, un des chœurs universitaires, groupé sur les marches de l'escalier de la bibliothèque, chante les plus fameuses des chansons d'étudiants, et naturellement *Fair Harvard* pour finir. On danse au *Memorial hall ;* on soupe dans les appartements d'étudiants ; et on dit qu'à minuit, quand les grilles du *yard* sont closes, ce sont, dans les grands bassins d'où jaillissent de claires fontaines, des immersions pittoresques et joyeuses.

Ainsi les étudiants fêtent gaiement la fin de leurs études. Deux jours après, la cérémonie du *Commencement day* en marque officiellement le terme. Ce jour-là, le matin, le président et les professeurs de l'Université en costume de cérémonie, les invités, parmi lesquels figurent les plus hautes autorités de l'État de Massachusetts, la foule des anciens élèves, traversent en longue procession, entre deux haies d'étudiants en robe noire, les cours de Harvard et vont prendre place sur une haute estrade. Dans les tribunes, une foule de spectateurs se presse ; devant l'estrade, en files innombrables, les étudiants sont assis. Et c'est la proclamation solennelle, pour les différentes Facultés et écoles qui composent l'Université, des grades, — bachelier, maître ès arts, docteur, — décernés aux étudiants, la proclamation des titres de docteur *honoris causa* accordés, — avec une parcimonie qui en rehausse la valeur, — à quelques personnes notables, américaines ou étrangères, bref, tout ce qui consacre les années passées à l'Université. L'après-midi, c'est la fête des anciens élèves, des *alumni*, où alternent encore les chants et les discours, et que marque toujours la remise, par la classe qui fête le vingt-cinquième anniversaire de sa sortie de Harvard, d'un don magnifique fait à l'Université : en 1927, la classe de 1902 apportait ainsi une somme de plus de 400 000 dollars.

Pendant ces journées, Cambridge est plein d'une foule ;

partout, ce ne sont que réceptions, déjeuners, dîners, chez les étudiants ou sous les tentes dressées dans les cours de l'Université. Et tout cela atteste à la fois l'importance qu'une grande Université comme Harvard a dans la vie sociale de l'Amérique, et l'étroite et affectueuse solidarité qui groupe autour de la vieille Université toutes les générations qui y ont passé.

L'ART FRANÇAIS EN AMÉRIQUE

L'Amérique est justement fière de ses musées et de ses collections privées. Chaque année en accroît la richesse aux dépens de l'Europe, et les acquisitions sensationnelles, faites à des prix qui ne le sont pas moins, ne se comptent plus. On a beaucoup parlé au printemps dernier, du portrait de Titien, représentant le duc Alphonse de Ferrare, acheté par le Metropolitan Museum de New-York et payé, disait-on, un million de dollars. Au vrai, il n'a coûté que 125 000 dollars, somme fort honorable, surtout pour un tableau qui n'est point hors de pair et qui semble avoir été tout au moins assez fâcheusement nettoyé. Il n'y a pas bien longtemps, un chef-d'œuvre de Gainsborough, le *Blue Boy*, a passé de même de la collection du duc de Westminster dans une collection californienne, celle de H. Huntington à San Marino près de Pasadena, où a pris place également la *Pinkie* de Lawrence, acquise pour la somme considérable, — un des plus hauts prix de ces dernières années, — de 377 000 dollars. Par ailleurs, les grandes villes industrielles du Middle West, assez indifférentes, il y a douze ou quinze ans encore, aux préoccupations artistiques, mettent aujourd'hui leur coquetterie et leur gloire à avoir des musées ; et comme l'argent ne leur manque point, ces musées sont aussi remarquables par leur heureux aménagement que par la qualité des œuvres d'art qui y sont réunies. Cleveland a ainsi depuis 1916 un musée, élégant édifice d'architecture classique, qui abrite des collections aussi bien choisies que bien présentées. A Detroit, un architecte français, M. Paul Crès, a bâti un gigantesque et magnifique palais, achevé en 1926, et où ont pris place les collections trop à l'étroit dans l'ancien et modeste musée. On pourrait multiplier ces exemples ; ils suffisent à montrer quelle place chaque jour grandissante les musées d'Amérique doivent prendre

dans les préoccupations et les études de tout historien d'art.

Il est certain qu'à l'heure actuelle l'histoire de la peinture française au XIXe siècle est impossible à écrire de façon complète pour qui ignore les collections des États-Unis. Tout le monde a entendu parler de l'admirable décoration que Puvis de Chavannes a peinte pour le grand escalier de la Bibliothèque de Boston ; œuvre grandiose qui ne le cède point aux peintures de la Sorbonne, de Lyon, d'Amiens ou du Panthéon. Le musée de Boston est, comme on l'a remarqué, « le plus riche du monde en œuvres de Millet » ; il a, d'autre part, de Claude Monet une suite de tableaux remarquables, et l'an passé, au lendemain de la mort du maître, l'apport des collections particulières avait permis l'ouverture d'une fort belle exposition qui ne comptait pas moins de quatre-vingts numéros. Au Metropolitan Museum de New-York, Corot, Courbet, Manet, Puvis de Chavannes sont représentés par des œuvres éminentes, à côté de tableaux célèbres de Rosa Bonheur, de Meissonier, de H. Regnault ou de Bastien-Lepage ; et si un goût un peu timide semble en avoir écarté toute la peinture française impressionniste, — je ne me souviens guère que d'un beau portrait de Renoir, — plusieurs collections particulières comblent assez largement cette lacune quelque peu surprenante. Surtout le magnifique musée de Chicago est, à cet égard, d'une richesse prodigieuse. Corot, Millet, Troyon, Rousseau, Daubigny, Diaz y figurent en bonne place, et aussi Puvis de Chavannes, et Manet, et Fantin-Latour. Mais, dans les toiles que M. Ryerson ou Mrs Palmer ont détachées de leurs collections pour les prêter au musée, la peinture française moderne apparaît dans toute sa gloire avec Monet, Pissarro, Sisley, avec Renoir et Degas, avec Cazin, Carrière ou Forain, avec Besnard, Lucien Simon ou Jacques Blanche ; et, dans la salle consacrée au souvenir d'Hélène Birck-Bartlett, Cézanne, Picasso, Gauguin, Seurat, Hodler, Van Gogh, Matisse représentent, parfois audacieusement, la peinture française récente. On s'étonne un peu toutefois de ne rencontrer dans aucun de ces musées d'Amérique ni Bonnard, ni Vuillard, ni Flandrin, ni Marval, ni Marie Laurencin, ni Marquet, ni Utrillo, et que la curiosité artistique des collectionneurs américains ne soit pas, si l'on peut dire, tout à fait « à la page ». Mais la masse d'œuvres d'art françaises transportées en Amérique, telle que M. Réau, dans un livre récent et fort intéres-

sant, en a dressé l'inventaire détaillé (1), est véritablement prodigieuse. Et je n'ai point parlé de tant de chefs-d'œuvre du XVIIe, du XVIIIe siècle ou du commencement du XIXe, des Fragonard de Grasse qui sont à New-York, des Nattier, des Drouais, des David et des Ingres que possède le Metropolitan Museum, des quatre beaux panneaux décoratifs de Hubert Robert que conserve le musée de Chicago et de tant d'autres merveilles qui, — quelque regret qu'on puisse éprouver de les voir parties outre-mer, — contribuent du moins à faire connaître et admirer l'art français.

Ce n'est point là le seul intérêt qu'offre la visite des musées d'Amérique. Une chose y frappe tout d'abord : c'est tout ce que ces musées, de même que les Universités, doivent à la générosité des particuliers. Les admirables collections de Pierpont Morgan ont été pour la plus grande partie léguées au Metropolitan Museum de New-York, dont elles occupent toute une aile. Mais, bien avant cette magnifique donation, le fonds ancien du musée s'était, pour une bonne part, constitué par de semblables libéralités. D'autres bienfaiteurs, au lieu d'objets d'art, ont laissé les sommes nécessaires pour en acheter. Ainsi le musée s'enrichit prodigieusement : il suffit, pour s'en rendre compte, de noter qu'en quinze ans la surface qu'il occupe a plus que doublé. Le musée de Chicago est formé de même, au moins pour ce qui touche la peinture, de collections particulières léguées ou temporairement prêtées, mais de façon si libérale qu'elles finissent presque toujours par se transformer en donations définitives. Assurément, pour le bon classement des musées, cette obligation d'exposer à part, en leur laissant leur autonomie, des collections souvent assez semblables par leur composition, ne laisse pas d'avoir quelques inconvénients. Mais c'est l'inévitable rançon de tant de magnifiques donations, et on n'y voit guère de remède.

D'autres collections ont été léguées par leurs propriétaires avec l'habitation qui les contenait. C'est le cas de la belle collection de Mme Gardner à Boston, ouverte au public en 1925, et de la collection, prodigieusement riche en chefs-d'œuvre, de l'école anglaise, qu'avait formée Henry Huntington et qui vient, après sa mort, de devenir, avec le joli palais de San Marino qui la renferme, propriété de la nation. De ces dons d'origine si diverse résulte, dans la composition des musées d'Amérique,

(1) L. Réau, *l'Art français aux États-Unis*, Paris, 1926.

une extraordinaire variété. Peintures de toutes les écoles, italienne et espagnole, flamande, hollandaise, anglaise et française, œuvres remarquables de l'art grec classique et chefs-d'œuvre de l'art égyptien, sculptures du moyen âge et de la Renaissance, du XVIIe et du XVIIIe siècle s'y rencontrent avec les ouvrages de l'époque contemporaine, tableaux des maîtres français ou des artistes américains de notre temps. L'art décoratif y est représenté par d'admirables suites de pièces, dont chacune évoque une époque ou un style : le Metropolitan Museum montre ainsi, dans les collections léguées par Pierpont Morgan, trois chambres, aux boiseries charmantes du XVIIIe, provenant de l'ancien hôtel Gaulin à Dijon, ailleurs une délicieuse chambre à coucher vénitienne, provenant du palais Sagredo. Le musée de Chicago présente, dans une succession de pièces très caractéristiques, des exemplaires du style anglais des XVIIe et XVIIIe siècle, du style français du XVIIIe. Ailleurs, dans l'aile américaine récemment ouverte au musée de New-York, revit l'aspect pittoresque des maisons anciennes des États-Unis au XVIIIe siècle. Enfin l'art de la Chine et du Japon, avec ses statues, ses peintures, ses porcelaines, ses ivoires, ses jades, tient dans tous ces musées une place considérable. On sent que l'Amérique regarde vers l'Extrême-Orient, au moins autant que vers l'Europe. Boston en particulier, où tant de fortunes ont leur origine dans le commerce largement pratiqué jadis avec la Chine, est à cet égard prodigieusement riche. Sa collection d'objets d'Extrême-Orient, autour du joli jardin japonais qui en fait le centre, est, par ses admirables figures de bois peint ou doré, par ses bronzes, par ses précieuses peintures, une des plus riches et des plus belles qui existent au monde.

DES MUSÉES QUI VIENNENT DE S'OUVRIR

Ce n'est point le lieu ici de dresser l'inutile inventaire de tant de merveilles. Quelques notes sur des musées tout récemment ouverts offriront peut-être plus de nouveauté et d'intérêt.

Le musée Gardner à Boston est depuis longtemps célèbre. Tous ceux qui ont visité la grande cité de la Nouvelle Angleterre connaissent cette admirable maison de Fenway Court et se souviennent de la surprise charmante et rare qu'elle offre, d'abriter derrière une façade quelconque et banale le plus

inattendu et le plus exquis des palais vénitiens. Autour d'une cour carrée toute pleine de fleurs éclatantes, des portiques aux colonnes anciennes soutiennent de hauts murs roses, où s'ouvrent des fenêtres trilobées aux arcades gothiques, où s'accrochent de place en place des balcons élégants; et tout naturellement on pense au palais des doges, aux somptueuses maisons du Grand Canal. Sur l'un des côtés de la cour, un escalier à double révolution monte aux appartements. Sous la boiserie sombre des plafonds ou sous le clair décor des peintures italiennes, les pièces se succèdent, grandes salles tendues de tapisseries du XVIe siècle, longues galeries ou salons magnifiques parés de tableaux précieux, pièces plus intimes meublées dans le style du XVIIIe siècle. Le *Portrait d'Inghirami*, de Raphaël, y voisine avec une *Madone* de Vermejo, la *Madone Chigi* de Botticelli avec l' *Enlèvement d'Europe* de Titien, le *Concert* de Vermeer avec de beaux *Portraits* de Rubens, de Holbein ou de Rembrandt. Et tout cela est disposé avec un goût exquis, non point à la manière un peu froide d'un musée, mais d'une façon personnelle et vivante, où l'on sent encore la main de la femme intelligente et raffinée qui a formé cette collection.

Je me souviens que jadis, devant les tableaux qu'elle aimait davantage, Mme Gardner volontiers plaçait quelques fleurs : en léguant son musée à la ville de Boston, elle a voulu, comme dans notre musée Jacquemart-André, qu'on respectât le plus possible l'arrangement qu'elle avait mis dans sa demeure. Et cela donne à ce musée un attrait particulier. Il y a assurément en Amérique bien des collections admirables. J'en sais peu où l'on sente davantage l'empreinte de celle qui l'a formée, lentement, patiemment, choisissant avec un soin attentif, et parce qu'elle les aimait, les œuvres d'art qu'elle voulait acquérir, s'appliquant à les disposer de la manière la plus harmonieuse, vivant au milieu d'elles dans le palais somptueux et charmant qu'elle avait fait bâtir pour les abriter. Mme Gardner est morte en 1923 : le musée a été ouvert au public en 1925; c'est, par la qualité de quelques-unes des œuvres qu'il renferme, et davantage encore par l'atmosphère qu'on a su y créer, un des plus intéressants des États-Unis.

Le musée Fogg, qui appartient à l'Université Harvard, a pris possession en juin 1927 de la nouvelle demeure qu'on vient de lui bâtir, vaste édifice dont les deux étages se groupent autour

d'une cour centrale, inspirée de la villa que bâtit, à Montepulciano, Antonio di San Gallo. L'inauguration en fut charmante et simple : une prière, un peu de musique, un joli poème de circonstance, et un bref discours du président Lowell pour remettre les clés du musée à ses directeurs, les professeurs Paul Sachs et Forbes, qui ont avec un zèle infatigable travaillé à organiser et à enrichir les collections et qui, après avoir été à la peine, se trouvaient légitimement à l'honneur. Ce n'est point assurément un très grand musée que le musée Fogg; son objet est plutôt de présenter aux étudiants un choix raisonné d'œuvres intéressantes ou caractéristiques. Il n'en possède pas moins une collection assez remarquable de primitifs italiens, Spinello Aretino, Pietro Lorenzetti ou Nicolas de Foligno, sans parler d'un curieux *Enlèvement de Déjanire* dû au pinceau d'Antonio Pallaiuolo, et d'autres œuvres de prix, comme le *Hallebardier* de Pontormo ou la *Diane* de Tintoret. A l'occasion de l'ouverture du musée, beaucoup de collectionneurs avaient prêté, pour une exposition temporaire, quelques-unes de leurs richesses, comme ce fragment de fresque de Ghirlandajo, représentant la *Vierge de l'Annonciation*, ou ce joli portrait de Van der Meer, ou ces effigies si vivantes où Copley, un peintre américain du XVIIIe siècle, a représenté *le Peintre Boylston et sa femme*. De la bibliothèque Morgan sont venus d'admirables manuscrits enluminés, dont l'un, un manuscrit français du XIIIe siècle, a passé en Amérique après avoir appartenu jadis à Shah Abbas le Grand, roi de Perse, dont un autre, enluminé à Florence en 1480, fit partie de la bibliothèque du roi de Hongrie, Mathias Corvin. Ailleurs, dans le grand hall que couvre un beau plafond de bois sculpté du XVIe siècle, provenant de Dijon, de belles tapisseries du XVe s'accrochent aux murailles. Naturellement, l'antiquité classique est représentée dans les collections, et pareillement l'art du moyen âge, et davantage encore l'art de l'Extrême-Orient qui montre quelques admirables statues chinoises du VIIe et du VIIIe siècle. Et de beaux dessins enfin de Watteau et de Fragonard, de Clouet, de Holbein ou de Dürer, de Van Dyck et de Jordaens, d'Ingres, de Prudhon et de Degas forment une collection merveilleuse que le professeur Paul Sachs, après l'avoir patiemment rassemblée, a libéralement offerte au musée.

J'imagine que M. l'ambassadeur Herrick ne me démentira

pas si je dis que Cleveland, sa ville natale, est une ville charmante. Elle a, depuis 1916, un musée tout à fait remarquable. Les abords en sont magnifiques, au milieu du beau parc qui l'environne : l'édifice, d'une architecture classique, est fort élégant ; la disposition intérieure en est tout à fait heureuse. A droite et à gauche de la grande rotonde qui fait suite à l'entrée, s'ouvrent un beau salon tendu de tapissseries flamandes du XVIIe représentant, d'après des cartons de Romanelli, l'histoire de Didon et d'Énée, et d'autre part une cour pleine de verdure et de fleurs, où sont placées des sculptures antiques. Il y a un peu de tout dans ce musée, de formation récente, de l'Égypte et de l'Extrême-Orient, du moyen âge et de la Renaissance, des ivoires byzantins et des meubles français du XVIIIe siècle, des dentelles et des tapisseries, des peintures anciennes, italiennes ou espagnoles, et des tableaux français du XIXe siècle, des ouvrages des peintres américains, anciens ou récents, et jusqu'à des bijoux marocains de l'époque contemporaine. Mais tout cela a été choisi avec un souci d'art très attentif : on sent, comme me le disait un des conservateurs, qu'on s'est plus préoccupé de la qualité que de la quantité. C'est de la collection Stroganof que proviennent plusieurs des ivoires exposés dans la belle salle consacrée au moyen âge et à la Renaissance ; c'est de l'ancienne collection Van Horne à Montréal que vient cette admirable *Sainte Famille* du Greco, récemment acquise, et qui est une des perles du musée ; c'est au palais Barberini qu'on voyait jadis l'*Histoire d'Énée et de Didon*.

Il ne s'agit point ici de dresser un catalogue. Mais comment ne point citer ces deux charmantes têtes de marbre, de l'école de Michel Colombé, ou cette admirable tapisserie, où un artiste de la fin du XVe siècle a naïvement traduit dans les costumes et le style de son temps l'histoire de Persée et d'Andromède? Comment ne pas mentionner surtout tant d'œuvres éminentes des peintres français, Puvis de Chavannes, Fantin-Latour, Cazin et Pissarro et Monet, et ce beau portrait d'Odilon Redon, et ce tableau si expressif de Toulouse-Lautrec? Le musée de Cleveland, on le voit, a des goûts singulièrement éclectiques.

A San Marino, près de Pasadena, en Californie, un beau palais de marbre abrite les merveilles qu'a rassemblées et léguées à la nation un collectionneur mort tout récemment, Henry Huntington. Il y a là, outre le *Blue Boy* de Gainsborough et la

Pinkie de Lawrence, d'admirables portraits de Reynolds et de Rommey, qui font revivre à nos yeux Mrs Siddons en muse tragique, ou la grâce séduisante de lady Hamilton. On y voit de beaux Turner, bien d'autres choses encore. Mais, en ce moment, la galerie est en complète réorganisation, avant d'être ouverte au public.

A San Marino, l'école anglaise est représentée par des chefs-d'œuvre; ailleurs, l'Espagne, ancienne et moderne, apparaît dans sa splendeur. A Chicago, ces mois derniers, une exposition temporaire montrait, à côté de quelques beaux panneaux de l'école d'Aragon du xve siècle, des Greco et des Goya tout à fait remarquables. A New-York, le Musée hispanique est plus intéressant encore. Il est assez loin du centre de la ville, quelque part vers la 156e Rue, bâti sur une large terrasse d'où la vue s'ouvre sur l'Hudson, et où une suite de bâtiments élégants abritent la Société de géographie, la Société de numismatique, le Musée indien; et c'est une sensation inattendue et charmante de trouver là, dans ce grand New-York aux constructions colossales, au mouvement pressé et tumultueux, ce coin paisible, aux édifices mesurés et harmonieux. Au pourtour de la cour intérieure, qui forme le centre du Musée hispanique, des portiques à la riche décoration sculptée abritent des collections intéressantes, faïences, bronzes, terres cuites colorées, verreries, sculptures anciennes, où revit toute l'Espagne d'autrefois; des tableaux de valeur inégale s'illustrent des grands noms de Greco ou de Moralès, de Zurbaran et de Goya. Mais la merveille sans doute du Musée hispanique est la grande salle que décore un chef-d'œuvre de Sorolla. Une douzaine de grands panneaux y représentent dans leurs traits les plus caractéristiques les diverses provinces de la péninsule, Séville avec ses danseuses, ses confréries de pénitents, ses quadrillas colorées défilant dans le cirque, et l'Andalousie avec ses fiers cavaliers rassemblant les taureaux, et la Castille, panneau immense où les costumes chatoient sur un fond de paysage qui évoque Madrid, Tolède et Avila; mais surtout le mur de droite est d'une savante et singulière harmonie, qui de Barcelone, au centre, assise au bord de la mer bleue, va, d'une part, aux clairs paysages de Valence et d'Elche, et de l'autre, en un vigoureux contraste, aux sombres habillements et aux danses graves de la Navarre et de l'Aragon. Dans d'autres salles encore

du musée. Sorolla triomphe en de beaux portraits, et près de lui Zuloaga, et bien d'autres.

Il y a ainsi, dans la grande cité, bien des oasis d'art et de silence : cette bibliothèque Morgan par exemple, où manuscrits précieux, joyaux d'art incomparables, peintures d'inestimable valeur se rencontrent en des salles d'une discrète et harmonieuse élégance, où le beau portrait que Ghirlandajo a fait de *Jeanne Tornabuoni* s'oppose à une *Nativité* du maître de Flémalle et à *l'Homme à l'œillet* de Memling. Mais sans doute la plus grande nouveauté des musées des États-Unis est-elle la place qu'on commence à y faire à l'art américain.

Au Metropolitan Museum de New-York, « l'aile américaine », récemment construite, occupe trois étages. On y trouve toute une suite de pièces provenant de maisons anciennes de la Nouvelle-Angleterre, et qui, transportées ici avec leurs boiseries et leur mobilier, nous rendent heureusement l'image de ce qu'étaient la vie bourgeoise ou rustique et l'art décoratif dans les États de l'Est entre le milieu du XVIIe siècle et le commencement du XIXe. Elles sont charmantes, ces chambres, dans leur simplicité pittoresque et un peu rude, avec leurs meubles d'un style XVIIIe siècle un peu alourdi, leurs gravures anciennes, leur atmosphère grave et un peu puritaine. Ailleurs, ce sont les souvenirs de la guerre de l'Indépendance et les tableaux, — qui ne sont point sans mérite, — des peintres américains du XVIIIe siècle ou du commencement du XIXe, Copley ou Gilbert Stuart, Jarvis ou Sully. Et partout on sent l'effort, dans ce pays qui a derrière lui si peu de siècles d'histoire, pour sauver et mettre en valeur tout ce qui constitue son passé.

Cela apparaît dans ces maisons anciennes du Massachusetts, soigneusement conservées ou rétablies dans leur état ancien, dans cette jolie auberge de campagne, le Wayside Inn près de Boston, qui se fait gloire de montrer intactes les chambres où logèrent Lafayette, Emerson, Irving ou Longfellow, et qui est charmante en son décor colonial de la fin du XVIIIe siècle. Cela apparaît dans la place que tous les musées d'Amérique font à la peinture américaine et à l'art décoratif américain du XVIIIe siècle, à Boston comme à Cleveland, à Chicago comme à Detroit. C'est par un effet du même patriotisme que, dans tous ces musées, figurent en bonne place les œuvres des peintres américains de la seconde moitié du XIXe siècle ou de notre temps,

Whistler et Sargent au premier rang, et, après eux, des portraitistes comme W.-M. Chase ou John Alexander, des artistes comme Homer Martin, Winslow Homer, H.-G. Dearth, F. Duvenec, G. Bellows, Mary Cassatt, et bien d'autres. Assurément nul n'ignore tout ce que l'art américain moderne doit aux enseignements de la France.

Dans son livre sur *l'Art français aux États-Unis*, M. Réau écrit justement : « Les œuvres d'art français de toutes les époques ont pénétré de plus en plus dans les musées et les collections d'Amérique, et surtout les artistes américains sont venus en nombre toujours croissant compléter leur éducation en France. L'École des Beaux-Arts de la rue Bonaparte est devenue la pépinière des architectes transatlantiques. Les sculpteurs sont venus demander à notre glorieuse École de sculpture les enseignements que l'Angleterre était incapable de leur donner. Les peintres se sont presque tous convertis à l'impressionnisme. Bref, Paris est devenu pour les Américains modernes ce que Rome était pour les Français du XVIIIe siècle. » Cela est vrai sans doute, et cette influence n'est pas près de disparaître entièrement. Mais il n'en demeure pas moins que, dès maintenant, les architectes américains ont inventé des formules nouvelles et souvent originales, aussi bien dans les *buildings* gigantesques de New-York ou de Chicago, de Cleveland ou de San Francisco, que dans les villas fleuries et charmantes de la côte du Pacifique, à Hollywood ou à Pasadena, à Santa Barbara ou à Portland. Une évolution semblable se manifeste, quoique à un moindre degré, dans les ouvrages de la sculpture et de la peinture. Et c'est le double intérêt des musées d'Amérique qu'ils nous montrent, avec une incomparable illustration de l'histoire de la peinture française, quelque chose qui peut faire prévoir l'éclosion prochaine, — et déjà il s'en rencontre plus que des promesses, — d'un art proprement américain, digne du très grand pays que sont, incontestablement, les États-Unis pour tout observateur impartial.

CHARLES DIEHL.

LA CRISE
DE NOS CHANTIERS NAVALS

Le *Lloyd Register of Shipping* qui publie chaque année des renseignements précis sur la situation des principales nations maritimes, vient de faire paraître son résumé annuel, qui jette un jour inquiétant sur la situation, au cours de 1927, de notre industrie des constructions navales. Il est dans les usages de la *Revue* d'actionner la sonnette d'alarme quand il est encore temps d'agir. Nous avons jadis dénoncé notre « Détresse navale » (1), et montré le péril que les arsenaux faisaient courir à notre flotte de combat. Or, il s'est trouvé un homme d'État, M. Georges Leygues, pour provoquer notre renaissance maritime. De même, M. André Tardieu s'apprête à tendre la main à nos chantiers pour leur permettre de doubler le cap difficile. La France tombée au huitième rang des pays producteurs de navires — au niveau des Soviets ! — elle, qui, en 1913, occupait la quatrième place. La France, sous le rapport des moteurs à combustion interne, — ce mode de propulsion de l'avenir, — devenue la treizième puissance maritime, pour ne pas dire la dernière : voilà la vérité brutale qui ressort des statistiques du *Lloyd Register of Shipping !* N'y a-t-il pas de quoi troubler l'esprit d'un peuple pénétré de l'importance de sa position maritime, et qui se flatte d'avoir le plus grand empire colonial après l'Angleterre ? Il suffira de diagnostiquer le mal pour découvrir les remèdes destinés à le conjurer. Mais avant d'étudier la position présente, n'importe-t-il pas de revenir sur le passé ?

(1) Voyez la *Revue* du 15 août 1921.

Lorsque la guerre éclatait en 1914, le tonnage brut de la flotte française s'élevait à 2 555 000 tonneaux sur 30 millions de jauge existant dans le monde. La flotte de vapeurs seule comptait 15 millions de tonneaux environ, sur lesquels la France en possédait près de deux millions. En définitive, la part de la France, par rapport au tonnage mondial, était de 5 pour 100 pour l'ensemble, voiliers ou vapeurs, et 4,4 pour 100 pour les vapeurs seulement. Les principales puissances détentrices de navires étaient les suivantes : Grande-Bretagne, 21 445 000 tonneaux ; États-Unis, 5 027 000, non compris la flotte des Grands Lacs ; Allemagne, 5 193 000 ; Norvège, 2 626 000 ; France, 2 555 000 ; Italie, 1 767 000 ; Japon, 1 729 000.

La guerre devait apporter de profondes modifications dans le tonnage marchand du monde. C'est ainsi que les Alliés enregistraient les pertes suivantes : Grande-Bretagne, 9 055 000 tonneaux ; Norvège, 1 240 000 ; France, 1 128 000 ; Italie, 1 060 000 ; États-Unis, 542 000 ; Japon, 278 000. Cependant, grâce à l'effort de reconstitution considérable de tous les pays, non seulement le *shipping* mondial n'a point diminué, mais il a au contraire sérieusement augmenté par rapport à 1914. Il était, au 30 juin 1927, de 32 175 navires jaugeant 65 192 000 tonneaux bruts. Mais la répartition de cette fortune maritime est, en 1927, toute différente, savoir : Grande-Bretagne, 19 309 000 tonneaux ; États-Unis, 12 000 000 ; Japon, 4 033 000 ; Italie, 3 483 000 ; France, 3 469 000 ; Allemagne, 3 363 000 ; Norvège, 2 824 000. La comparaison entre le tonnage au 1er juillet 1914 et au 1er juillet 1921 donne les différences approximatives suivantes. En plus : États-Unis (Océan), 7 000 000 ; France, 1 000 000 ; Japon, 2 300 000 ; Italie, 1 700 000. En moins : Angleterre, 2 000 000 ; Allemagne, 1 800 000. Quant à l'Autriche-Hongrie, qui possédait 1 052 000 tonnes, son pavillon a disparu. Il ressort de cette statistique que les États-Unis ont presque triplé leur flotte de haute mer, que le Japon et l'Italie ont plus que doublé la leur ; le tonnage de la Grande-Bretagne a légèrement diminué ; quant à celui de l'Allemagne, il est notablement inférieur à celui de 1914. Mais ce peuple développe actuellement sa marine marchande dans des conditions si remarquables qu'elle marche à grands pas vers une reconstitution de son tonnage d'avant-guerre. D'ores et déjà, l'Allemagne nous a dépassés.

Pour ne parler que de la flotte française, on avait jadis

dénoncé son insuffisance. En 1913, le tonnage des navires français dans nos ports, entrée et sortie, représentait 26 pour 100 de l'ensemble de la navigation maritime, à destination ou en provenance de notre pays. Comme le mouvement général de la navigation s'élevait à 60 millions de tonneaux, c'était un trafic important qui échappait à notre pavillon. Depuis la guerre, le mouvement général de navigation s'est ralenti. Il n'était plus que de 32 millions en 1919, 45 millions en 1920 et 38 millions en 1925, mais la part proportionnelle du pavillon français s'est élevée à 29,9 pour 100 en 1919, 27,9 pour 100 en 1920 et 33 pour 100 en 1925, ce qui représente un gain appréciable. Afin d'augmenter la part du pavillon français dans les échanges internationaux, l'armement français n'a rien négligé pour développer l'outillage maritime flottant; on peut s'en rendre compte par les étapes suivantes. Prenons le tonnage-vapeur seul : au 1er août 1914, 2 millions de tonneaux; 31 décembre 1918, 1 558 000; 31 décembre 1920, 2 159 000; 31 mars 1922, 3 089 000; 30 juin 1927, 3 469 000.

On voit donc que la situation au 30 juin 1926 était satisfaisante; notre marine marchande représentait un élément important du patrimoine national. Malheureusement, l'année 1926 a marqué un temps d'arrêt dans la courbe ascensionnelle de notre armement. Le chiffre que nous avons perdu par rapport à l'année précédente est insignifiant, mais il acquiert une signification, si l'on considère que les autres Puissances ont augmenté leur *shipping*, ce qui a eu pour résultat de nous faire rétrograder au cinquième rang des nations maritimes, ainsi que nous venons de l'exposer. En effet, pendant qu'en 1926, l'Allemagne s'enrichissait de 252 000 tonneaux, l'Italie de 242 753, les Pays-Bas de 89 000, le Japon de 65 000 et que presque toutes les marines étaient en voie d'accroissement, la nôtre perdait 20 000 tonneaux environ. D'où vient cet arrêt dans l'essor de notre pavillon ? C'est ici le moment d'exposer la crise que traversent nos chantiers de constructions navales.

***

Si nous prenons le résumé annuel des constructions mondiales de navires pour l'année 1927, nous constatons cependant un réveil très net de la production du tonnage, par rapport à 1926. Il a été lancé en effet, pour 2 285 679 tonneaux, soit un

accroissement de 610 702 tonneaux par rapport à l'année passée. La plupart des pays enregistrent une augmentation. En Grande-Bretagne, 586 305 tonneaux. En Allemagne, 109 074 tonneaux. Aux États-Unis, 28 605 tonneaux. En Hollande, 26 119 tonneaux. Avec quel regret ne relevons-nous pas une diminution de 77 027 tonneaux dans le chiffre des lancements de notre pays ! La France, avons-nous dit, arrive la huitième sur la liste des nations productrices de navires dont voici l'énumération : Grande-Bretagne, 1 225 000 tonneaux; Allemagne, 289 000 tonneaux; États-Unis, 179 218 tonneaux; Hollande, 119 700 tonneaux; Italie, 101 000 tonneaux; Danemark, 72 000 tonneaux; Suède, 67 000 tonneaux; France, 44 335 tonneaux; Russie, 43 917 tonneaux. Ainsi, la France est tombée au dernier échelon des pays européens constructeurs de navires.

Rapprochons cette statistique de la période d'avant-guerre. En 1913, la France se plaçait alors la quatrième avec 176 095 tonneaux. Dans les trois dernières années qui avaient précédé la guerre, nous n'avions pas lancé moins de 412 000 tonneaux. Nos constructions de 1913 représentaient 5,28 pour 100 de la construction mondiale. Aujourd'hui, cette proportion est tombée à moins de 2 pour 100. Le fait est d'autant plus à remarquer que l'année 1927 n'a pas été précédée par une période de très grande activité dans les constructions navales françaises. Dans les cinq dernières années qui ont précédé l'année 1927, la France n'a lancé que 568 000 tonneaux, contre 2 233 000 tonneaux en Allemagne et 777 000 en Italie. Nous ne sommes pas en voie de rattraper le temps perdu, puisqu'au 1er janvier 1928, nous figurions encore au cinquième rang des nations sur la liste des navires marchands en construction dans le monde, soit avec 115 000 tonneaux (472 000 en Allemagne, et 183 000 en Italie). Laissons de côté la Grande-Bretagne, qui a toujours été une nation particulièrement féconde en matière d'enfantement de navires; vis-à-vis des puissances maritimes auxquelles nous pouvons être comparés, Allemagne, Italie, Hollande, Suède, nous sommes sur le point de perdre beaucoup de terrain.

De l'analyse des statistiques, il ressort que notre retard est dû surtout au fait que nous ne construisons pas de navires à moteur. En effet, ce mode de propulsion tend à remplacer petit à petit tous les autres, non seulement les machines alternatives, mais les turbines à vapeur. Le tonnage des navires

neufs, lancés en 1927, qui recevront des machines à combustion interne, se monte à 863 694 tonneaux et représente 62,8 pour 100 de la production mondiale. A l'heure actuelle, le chiffre des navires à moteur en construction excède de 115 356 tonneaux celui des navires à vapeur sur cale. Pour se rendre compte de la faveur dont jouit ce mode de propulsion, il suffit de rappeler qu'en 1922, on ne construisait pas plus de 461 000 tonneaux de navires « Diesel »; aujourd'hui, ce chiffre s'élève à 1 609 000; il est donc quatre fois plus élevé. Les navires à vapeur ont perdu ce que les moteurs ont gagné; quant aux voiliers, ils disparaissent de la surface des mers et le fait est regrettable au seul point de vue du pittoresque. En même temps que le tonnage des navires à moteurs augmentait, la force indiquée de ces engins suivait une courbe encore plus frappante. Au 31 décembre 1927, la puissance des navires à moteurs en construction s'élève à 1 233 956 chevaux-vapeur; celle des machines alternatives n'est que de 556 874 chevaux, c'est-à-dire une puissance inférieure à la moitié de la puissance des moteurs.

Ce procédé de propulsion marine tend à s'implanter sur tous les navires de force moyenne. Sauf les paquebots à vitesse accélérée où l'on n'ose pas encore les placer, et les steamers destinés au cabotage, la plupart des navires mis en service récemment ont adopté le moteur à combustion interne. Il est en effet assez caractéristique de remarquer sur les dernières statistiques du *Lloyd Register*, que la moyenne du tonnage des navires doués des trois modes de propulsion connus, s'établit de la façon suivante : pour les turbines, tonnage moyen 10 000; pour les machines à combustion interne, 3 500; pour les machines alternatives, 1 600. C'est la démonstration que, sauf pour les petits ou les grands navires, le moteur est uniformément adopté dans toutes les marines du monde.

Faveur d'ailleurs justifiée en raison des avantages multiples que présente ce nouveau mode de propulsion. Il supprime d'abord les chaufferies et, par conséquent, les chauffeurs, d'où une réduction très sensible du personnel. Une seule chambre des machines permet de maintenir la cohésion du « quart » et facilite la surveillance. Par suite de la diminution du volume des soutes, de la suppression des logements des chauffeurs, de l'absence des conduits de fumée, etc., la capacité de port en

lourd des navires à moteurs est beaucoup plus grande et leur construction est facilitée. Les « Diesel » se mettent en marche en quelques secondes comme un moteur d'automobile et stoppent instantanément. Ils suppriment ainsi la longue attente de la mise en pression des chaudières avant le départ, ainsi que la mise bas des feux à l'arrivée. Il n'y a donc aucune perte de temps ni de combustible. Dans un autre ordre d'idées, le moteur a une régularité de marche inconnue de la machine à vapeur. Pousser la vitesse d'un moteur n'exige, de la part du personnel, aucun effort supplémentaire. Il est, en outre, démontré que, par gros temps, un *motorship* conserve beaucoup mieux sa vitesse qu'un bâtiment à vapeur, le régulateur de vitesse agissant avec bien plus d'instantanéité. Ajoutons divers avantages particuliers : suppression des fumées, d'où amélioration du confort des passagers et de la propreté du bâtiment (1).

Mais c'est par l'économie de combustible que s'affirme surtout la supériorité du Diesel, dont la consommation est environ le tiers de la dépense en poids dans le cas d'une chauffe au mazout, et un peu plus du quart quand il s'agit d'une chauffe au charbon. Si l'on compare deux navires analogues, l'un muni de machines alternatives, l'autre d'un moteur, on s'aperçoit que, pour un port total en lourd de 10 000 tonnes environ, le navire à vapeur doit embarquer 3 350 tonnes d'approvisionnement pour sa traversée, alors que le moteur n'exige que 910 tonnes. Il s'ensuit que la capacité totale, qui n'est que de 7 477 tonnes dans le navire à vapeur, est de 9 390 tonnes dans le bâtiment muni du moteur. La capacité de port d'un tel bâtiment est donc 25 pour 100 plus grande que celle du navire à vapeur. Cette augmentation peut atteindre 50 p. 100 dans certains cas. Quant à la consommation de combustible par vingt-quatre heures, pour un service normal en mer, elle représente 78 tonnes de charbon contre 15 tonnes et demie d'huile combustible sur le navire à moteur. Il en résulte que ce dernier a un rayon d'action de 24 300 milles marins et le vapeur 8 000 milles marins. Celui-ci est donc obligé de subir l'exigence du prix du combustible dans de nombreuses escales : le moteur choisit les siennes. Enfin, la réduction du personnel affecté aux machines est impressionnante : de

(1) Voir à cet égard l'opinion autorisée de M. le sénateur Rio, ancien sous-secrétaire d'État de la Marine marchande.

42 hommes sur le vapeur, elle tombe à 14 hommes sur le navire à combustion interne.

Il suffit de voir ce qu'on a obtenu grâce au moteur, sur terre avec l'automobile, dans les airs avec l'avion, pour ne pas douter un seul instant que ce soit le mode de propulsion de l'avenir à bord des vaisseaux. Nous sommes dans le siècle du moteur. Celui-ci a réalisé de telles révolutions dans nos procédés de transport qu'il faut encore attendre de lui des performances remarquables dans tous les domaines. La machine à vapeur est un héritage du siècle dernier. Elle nous a rendu des services dont il y a lieu de lui être reconnaissant. Ce n'est pas une raison pour s'attacher à un mode de propulsion qui vient d'être déclassé par le progrès, ce terrible destructeur des choses passées.

Or, quelle est la situation de la France sous le rapport des navires à moteur? Elle est attristante. Sur 243 navires à combustion interne jaugeant 861 236 tonneaux lancés en 1927, nous figurons pour 5 unités de 17 079 tonneaux. Les Soviets ont lancé, eux, dix bâtiments de 25 414 tonneaux! Nous ne semblons guère nous préparer à combler cette lacune, puisque nos chantiers n'ont que douze navires à moteur en construction de 84 550 tonneaux sur 285 qui jaugent 1 609 518 tonneaux. Il serait temps cependant que notre pavillon se montrât à la poupe de ces *motorships* qui apparaissent aujourd'hui sur toutes les routes maritimes. Peut-être les autres Puissances ont-elles exagéré la confiance qu'il y a lieu d'avoir dans ce mode nouveau de propulsion? Peut-être ont-elles placé des « Diesel » sur de trop gros bâtiments? Toutefois il y a des limites dans la prudence, et nous ne pouvons nous soustraire plus longtemps à la fatalité de la substitution du moteur aux autres procédés de navigation. D'ailleurs, nous venons de voir que nous ne construisons pas davantage de steamers. D'où vient cette carence de nos chantiers?

***

Est-ce à dire qu'ils ne soient pas en mesure de mieux faire? Aussi bien sous le rapport de la *quantité* que de la qualité, ils sont au contraire outillés pour un remarquable rendement. Voyons d'abord pour la quantité. M. Berlhe de Berlhe, ingénieur en chef du Bureau Veritas, rapporteur de la Commission extra-

parlementaire de la marine marchande, estime que, grâce aux cales dont ils disposent, nos chantiers seraient en mesure de livrer huit cent mille tonneaux de jauge brute par an. Si l'on retranche cent mille tonnes pour les besoins de la marine militaire, la capacité de production de nos chantiers, compte tenu de ce que l'appréciation de M. Berlhe de Berlhe peut avoir de trop optimiste, serait certes de 400 000 ou 500 000 tonnes, chiffre très supérieur aux besoins de reconstitution de notre flotte de commerce, qui peut s'élever à environ 225 000 tonnes par an. Avant la guerre, la production a atteint 176 000 tonneaux pour une marine qui, à ce moment-là, comptait un tonnage total inférieur de 1 million de tonneaux à ce qu'il est aujourd'hui. Il existe donc un écart considérable entre la production actuelle qui est de 44 000 tonneaux et la capacité de production de nos chantiers qui est dix fois plus forte! Notre industrie des constructions navales, qui, en période normale d'activité, devrait occuper 50 000 ouvriers, dont 36 000 pour les travaux de coque, n'employait en 1922 que 16 000 hommes, et 22 382 au 1er janvier 1927. Le nombre des ouvriers présents dans les chantiers est aujourd'hui inférieur et l'on doit s'attendre à des chômages massifs, si des commandes ne sont pas passées par voie d'urgence à nos usines.

Celles-ci, du moins, peuvent-elles se flatter de donner toute satisfaction sous le rapport de la *qualité* des navires qu'elles livrent? Comment en douter, si l'on considère que, de tout temps, nos ateliers ont été réputés pour la solidité, l'élégance et le « fini » qu'ils apportaient spécialement à la construction des paquebots, l'œuvre la plus difficile. Le dernier triomphe des nôtres a été marqué par l'achèvement de l'*Ile de France*, cette unité de la Compagnie générale transatlantique, dont l'arrivée dans le port de New-York a été saluée par toutes les sirènes des navires présents qui voulaient ainsi témoigner leur admiration pour cette superbe manifestation du génie français. *Ile de France* ne résume pas seulement les derniers progrès accomplis dans la science nautique, c'est encore la plus pure expression de notre pensée artistique. Justement à cause du bon goût que nous apportons dans l'aménagement de ces palaces flottants, les étrangers leur ont toujours donné la préférence. Cela est si vrai que, lorsque la baisse du change a permis temporairement à nos chantiers de faire des prix inférieurs

ou équivalents au cours mondial de construction, les ordres leur sont venus de tous les pays : de la Hollande, de la Norvège, de la Suède, etc. Encore aujourd'hui, nous construisons pour différentes Puissances des sous-marins qui constituent le dernier mot de la science.

A quoi tient donc cette crise de natalité qui sévit sur nos chantiers navals? Tout simplement au fait que, par suite de la concurrence qui nous est faite, ils ne peuvent lutter contre la rivalité de l'étranger.

***

Avant d'entrer dans l'examen de cette question, il est bon de faire remarquer qu'un navire est un instrument d'exploitation qui subit la loi de l'offre et de la demande sur le marché international. Le fret est en effet un service dont les cours sont cotés uniformément, quel que soit le pavillon sous lequel transite la marchandise. Il en résulte que, pour affronter la lutte, nos armateurs doivent se procurer le tonnage au même prix que les armateurs de toutes les autres nationalités, faute de quoi ils se trouveraient handicapés dans l'exploitation de leur flotte et dans l'incapacité complète de la renouveler. Nous voici, de ce fait, enfermés dans un dilemme. Ou les chantiers navals français produiront les navires au même prix que les chantiers de la Tyne ou de la Clyde, ou il faudra permettre à nos armateurs de commander leurs unités aux chantiers anglais sans leur faire payer de taxes d'aucune sorte. Tout le problème de la construction navale française réside dans cette double contingence.

Force est donc à nos chantiers de s'adapter aux cours mondiaux. Malheureusement, l'expérience prouve que, sauf pendant les périodes exceptionnelles de change dont nous venons de parler, le prix de revient de la construction dans nos chantiers est notablement supérieur aux prix de revient britanniques. Dans quelle proportion? Cela est difficile à déterminer. On a cherché des formules mathématiques définissant le coefficient de cherté de la construction navale française. Nous ne fatiguerons pas nos lecteurs à exposer ces calculs un peu abstraits. Qu'il nous suffise de remarquer qu'avant la guerre, il avait été reconnu nécessaire de donner des primes à nos chantiers. Cette législation a permis le magnifique essor que nous

avons constaté dans les dernières années qui ont précédé les hostilités : circonstance qui n'a pas été étrangère à la victoire de nos armes, en permettant le ravitaillement du pays et le transport rapide de nos contingents coloniaux.

Mais, depuis l'expiration de la loi des primes datant de 1905, aucune mesure n'est venue protéger la construction navale en France, alors que, par un singulier paradoxe, tous les autres pays, y compris ceux qui n'accordaient rien à leurs chantiers avant la guerre, ont jugé bon successivement d'adopter une législation protectrice en leur faveur. Citerons-nous l'exemple de la Grande-Bretagne, ce pays traditionnel de la liberté commerciale, qui, par l'octroi des *Trade Facilities Act*, a donné plus de 1 milliard et demi de francs de crédit à ses chantiers, à un taux d'intérêt presque inexistant variant de 1/4 à 3 pour 100. Parlerons-nous du Brésil, qui avança aux compagnies privées de l'argent dans des conditions analogues? Des primes données au Canada, en Hollande et au Japon, pour faciliter la reconstitution du tonnage? En Espagne, un décret du 21 août 1925 accorde des primes à la construction, atteignant 407 pesetas par tonne brute, plus 10 pour 100 de supplément par nœud de vitesse au-dessus de 16 nœuds minimum. En Italie, un décret du 1er juillet 1926 prévoit des primes atteignant 32 lires or par tonneau de jauge brute, sans préjudice de nombreux avantages particuliers et de primes spéciales pour la construction des machines. Le budget de la Péninsule prévoit actuellement 60 millions de lires or, par an, pour faire jouer le décret. Et c'est ainsi que la marine italienne a pu se développer au cours de ces dernières années d'une façon surprenante. Les Américains ont favorisé leur marine marchande par une série de décisions, notamment par le *Merchant Act*, en avançant à l'armement privé des sommes très importantes, à des taux d'intérêt dérisoires. Quant à l'Allemagne, elle a pu reconstituer sa flotte en mettant à la disposition de son armement un crédit de 50 millions de marks or. Dans cette période difficile de l'après-guerre, toutes les marines marchandes qui nous environnent ont pu de cette manière resserrer l'étreinte de leur pavillon.

Le nôtre attend encore, au pied des cales de construction, le geste qui doit le sauver. Car il ne faut pas se dissimuler qu'il existe une solidarité traditionnelle entre les industries de

l'armement et celles des constructions navales. Un peuple qui ne forge pas lui-même ses armes est bien près d'en être démuni !

***

Mais pourquoi, nous dira-t-on, imposer à la collectivité des sacrifices financiers en faveur d'une industrie quelconque ? Ne doit-on pas redouter que les autres branches de l'activité nationale ne demandent un traitement analogue ? Écoutons la réponse des intéressés. « Nous ne désirons, disent-ils, ni aumône, ni privilège. Nous voulons simplement jouir des avantages inhérents à la condition économique de la France, puisque, d'autre part, nous en supportons toutes les charges. » L'équilibre de la production repose chez nous sur un système protectionniste parallèle et intégral. Depuis le « combustible humain » défendu par les droits qui frappent l'entrée du froment exotique, faussant le prix des salaires et augmentant tous les prix de revient, jusqu'au moindre objet confectionné, tout le travail français est géographiquement protégé par une barrière douanière savamment consolidée selon le degré de résistance dont elle doit faire preuve en présence des assauts des importations étrangères. Le charbon coûte 30 francs de plus sur le carreau de la mine en France qu'en Angleterre. Le coke revient chez nous à 170 francs contre 100 à 120 francs en Allemagne. Or, avec le blé, ces deux produits conditionnent toute la vie commerciale. Les industries se soutiennent et s'épaulent mutuellement, ainsi que des châteaux de cartes. La chute d'une d'entre elles entraînerait l'effondrement de toutes les autres. Nul ne songe à s'émouvoir de cet état de choses qui a pour lui la sanction de l'expérience et qui a fait la richesse de la France. Est-il un Français qui, pour payer son auto notablement moins cher, demanderait l'abolition des droits de douane sur les automobiles et souscrirait de ce fait à la faillite irrémédiable d'une industrie qui est protégée par des droits d'entrée de 45 pour 100 *ad valorem* ?

Celle des constructions navales est la seule qui échappe à cette législation tutélaire. Elle porte en elle un vice constitutionnel, un germe de mort. Elle puise en effet sa substance sur le territoire national, à l'ombre de cette muraille de Chine qui affecte la main-d'œuvre et les matières premières d'une

servitude très lourde. Elle paye sans contre-partie l'écrasant fardeau d'une législation fiscale excessive (1) et elle doit vendre ses productions au prix du marché international, sans aucune compensation. Comment pourrait-elle sortir d'une telle impasse?

« Nous sommes, continuent les constructeurs, les parias d'un régime, les victimes expiatoires du protectionnisme, ce nouveau Moloch de la grande industrie moderne qui dévore tous ceux qui ne sacrifient pas à sa divinité. Nous sommes donc en droit de demander sous forme de « ristourne » l'équivalent de ce que nous fait perdre le réseau douanier français. Serons-nous les seuls à étouffer dans ses mailles? Nous ne réclamons pas de faveur, mais le droit commun. Il est impropre de parler de *primes* pour qualifier la nature de la réglementation que nous sollicitons; la prime est un encouragement à la production, tandis que nous voulons simplement être indemnisés des conséquences implacables des lois nationales. Le viatique que nous exigeons pour ne pas mourir, ce sont des *compensations douanières*, répondant aux avantages de même ordre dont profitent les autres industries. Ne sommes-nous pas indispensables à la défense nationale? La France peut-elle se passer de commander ses unités militaires ou marchandes sur son territoire? En cas de guerre, nos chantiers ne seraient-ils pas nécessaires pour entretenir l'immense flotte que la nation devra maintenir pour assurer les communications de la métropole avec son empire colonial?

« Dans un autre ordre d'idées, l'octroi des « compensations » que nous demandons ne constituerait pas un sacrifice réel pour le Trésor public. La fermeture des chantiers de constructions navales entraînerait le renvoi et le chômage non seulement des ouvriers des ports, mais encore de ceux qui, dans l'intérieur du pays, travaillent pour le compte des établissements du littoral. S'imagine-t-on le nombre de personnes, artistes ou artisans, qui sont occupés à l'achèvement d'une ville flottante comme l'*Ile-de-France*, laquelle fait appel à tous les corps de métier? Sur le terrain purement financier, il est facile de démontrer que les Sociétés navales acquittent des impositions supérieures au montant des compensations douanières qui sont

(1) Dans le seul mois de janvier, il a été acquitté 4 milliards 349 millions d'impôts sur les bénéfices industriels et commerciaux et 742 millions sur le chiffre d'affaires!

nécessaires pour permettre aux chantiers de subsister. Ceux-ci, en effet, peuvent procurer à la France un chiffre d'affaires supérieur à 400 millions. Étant donné le pourcentage fiscal actuel, l'État prélève, sous forme d'impôts de toute nature, au moins 50 millions, par voie directe ou incidente, sur le mouvement des capitaux mis en œuvre. C'est moins qu'il n'est demandé par les possesseurs de ces usines, pour éviter une liquidation qui tarirait, par le fait même, la source de tout impôt. »

Telle est, sommairement exposée, la thèse des constructeurs, qui a été brillamment soutenue à la Commission extra-parlementaire de la marine marchande par des hommes tels que MM. André Dupont, René Fould, de Beaumarchais, etc... Leurs arguments ne pouvaient manquer de frapper la Haute-Commission (1), qui a voté le principe de l'octroi de compensations pécuniaires prélevées sur le produit de l'administration des Douanes. Elle a pris en considération d'autre part le danger que fait courir à nos chantiers ce mouvement universel de *nationalisation* des industries dont ont bénéficié les chantiers étrangers à l'exception des nôtres. Mais ce vœu de la Commission, si justifié qu'il soit, a semblé prématuré au gouvernement. C'est à une formule d'encouragement que nous avons préconisée (2), celle du *crédit maritime*, que le ministre a eu recours. M. André Tardieu a déposé un projet de loi qui accorde à l'industrie maritime, par l'intermédiaire du Crédit foncier de France, des prêts destinés à la reconstitution de la flotte française. Le Trésor public prend à sa charge la moitié des intérêts qui devraient être consignés à l'établissement qui a prêté. Le projet prévoit une marge à partir de laquelle les armateurs ne seront plus tenus de s'adresser aux chantiers français, et pourront passer leurs commandes à l'étranger. La loi a donc pour but, en premier lieu, de fournir des crédits à l'armement; et, en second lieu, de garantir les chantiers de constructions navales contre la différence existant entre leur prix de revient et les chantiers anglais, cette différence ayant été fixée à 15 pour 100 au maximum. Le projet de M. André Tardieu, — comment pourrait-il en être autrement, quand il s'agit de concilier les besoins parfois contradictoires

(1) C'est ici le moment de rendre hommage à son dévoué président, M. le sénateur Louis Brindeau, et à son rapporteur général, M. Ch. Leboucq.

(2) Voyez la *Revue* du 15 juillet 1924.

de deux branches d'industrie ?— n'a peut-être pas comblé tous les vœux des intéressés. La Commission de la marine a fait écho à leurs doléances. Tout en donnant son adhésion au projet qui lui était soumis, elle a jugé avec juste raison, en présence de l'abaissement progressif du taux de l'intérêt, insuffisante la réduction minimum à 4 pour 100 des prêts consentis. La commission estime en outre que les prélèvements des emprunteurs sur le reliquat de la caisse de garantie doivent être plus élevés et que l'importation des navires doit être affranchie de toute taxe. D'autre part, les chantiers considèrent que la marge de 15 pour 100 entre les prix anglais et français est au-dessous de la réalité et ils s'élèvent contre l'illogisme d'allocations d'intérêt consenties en faveur de navires achetés sur le plan Dawes.

Quoi qu'il en soit, l'inscription au budget de la moitié des intérêts des prêts ouverts à concurrence de 200 millions par an (sous les réserves ci-dessus) n'en constitue pas moins un essai sérieux et loyal du crédit maritime, dont il y a lieu d'être reconnaissant à MM. Poincaré et Tardieu. Nous nous trouvons, pour la première fois depuis la guerre, en présence d'un texte concret édicté en faveur de notre industrie maritime. Nous faisons donc des vœux pour que ce projet de loi soit amendé et voté le plus tôt possible. C'est un pas vers un régime de soutien de la marine marchande qui pourra être complété par un additif de compensations douanières. Le projet de M. Tardieu a pour but de combler, dès maintenant, une lacune, et d'admettre la construction navale dans le cadre du protectionnisme qui constitue le régime commun de notre monde industriel. Il faut toute l'autorité de l'éminent homme d'État auquel sont confiées les destinées de la Marine marchande pour conjurer la crise dont elle souffre.

En résumé, nous pensons avoir montré l'effort accompli par notre armement qui, en moins de cinq années, a élevé notre tonnage de 1 million à 3 millions et demi de tonnes, et retient sous son pavillon une part toujours croissante de notre trafic. Il importe de renouveler ce patrimoine flottant dans les chantiers français. Cette nécessité résulte de la solidarité des intérêts qui existe entre toutes les industries maritimes depuis le berceau du navire jusqu'à son amortissement. Or, par suite du système douanier d'une part, et de l'obligation, d'autre

part, de donner à nos armateurs un instrument de travail au même prix que leurs concurrents, nos chantiers ne peuvent recevoir de commandes si le Gouvernement n'intervient pas pour compenser, d'une façon ou d'une autre, l'infériorité de leur situation géographique. Tel est le problème délicat qui est soumis au Parlement. Celui-ci ne peut manquer de le résoudre dans un sens favorable aux intérêts généraux du pays. On a dit que celui-ci était la terre de l'harmonie : harmonie artistique ; harmonie financière due à l'esprit d'épargne individuelle ; harmonie industrielle, résultant de la variété de nos productions; ce qui permet au travail d'y conserver ce caractère d'équilibre que le monde nous envie. Pour éviter qu'une branche importante de la vie française soit rejetée hors de nos frontières, et contrainte à une fâcheuse émigration industrielle, il faut faire entrer la construction navale dans le cadre de nos institutions économiques. De toutes les œuvres humaines, le navire est la plus vivante, la plus personnelle. On salue son lancement. Il a son berceau. On le baptise comme un nouveau-né. Il porte un nom et possède des papiers d'état civil. Il transporte sa cargaison de chimères et meurt dans les bras des sirènes. Expression mobile de la race, il est, au cours de son aventureuse carrière, le messager de la patrie. La stérilité des chantiers de construction marque le déclin politique d'un peuple. Évitons, par tous les moyens, cette nouvelle crise de natalité française.

René La Bruyère.

FRANÇOIS DE CUREL

C'est à l'Académie, au moment de prendre séance, que nous parvint la triste nouvelle. Nous n'y voulions pas croire et il fallut qu'elle nous fût confirmée, tant notre confrère, d'une constitution si robuste entretenue par les exercices violents, nous semblait avoir conservé de jeunesse et de vigueur. N'était-il pas, il y a quelques semaines, sorti à son honneur d'un de ces accidents qui sont devenus l'habitude de nos rues? Renversé par une automobile, il s'était relevé et secoué gaiement, jurant qu'il en avait vu bien d'autres, à chasser le sanglier. Oui, mais le lendemain il s'alitait et, depuis lors, il ne s'était jamais complètement rétabli. Un de ses amis, pour qui il souhaitait l'habit vert, l'étant venu voir, eut la stupeur de l'entendre dire : « Il y aura bientôt un fauteuil vacant : le mien. Je suis perdu. » Il s'en est allé, en plein éclat de son superbe talent : c'est hier qu'il faisait représenter cette *Terre inhumaine*, une de ses plus belles œuvres, écrite de verve, dans une sorte d'emportement. Avec lui nous perdons un des écrivains qui ont le plus certainement ajouté à la gloire de notre théâtre.

Sa soudaine, sa brusque apparition sur la scène française a été pour les hommes de ma génération une des grandes émotions de la vie littéraire. Le souvenir leur en apparaît, à travers les années, comme d'un éblouissement. Un hasard m'avait valu la bonne fortune de voir se lever son étoile. Critique dramatique au *Moniteur universel*, j'y avais un charmant camarade, d'esprit très cultivé, de goût très sûr, Charles Waternau. Il me parla avec enthousiasme d'un de ses amis, gentilhomme campagnard, grand chasseur devant l'Éternel, coupable de deux médiocres romans, et qui gardait dans ses tiroirs tout un lot de pièces de théâtre de la plus belle venue; mais sans doute ne verraient-elles jamais les feux de la rampe, le vicomte

François de Curel n'ayant aucunes relations dans le monde des théâtres et, au surplus, n'étant pas d'humeur à faire antichambre dans les cabinets directoriaux. Il me fit lire en manuscrit quelques-unes de ces pièces. Je ne pus que joindre mon applaudissement au sien. Sans accès moi-même auprès des directeurs parisiens, je ne partageais que trop les craintes de Waternau : leur nouveauté même désignait les pièces de son ami pour le répertoire du « théâtre impossible ».

Or c'était le temps où le Théâtre libre venait de s'imposer à l'attention de la critique. Son fondateur était à l'affût de toutes les nouveautés et ne s'effrayait d'aucune hardiesse. Il osa ce qu'aucun autre directeur de théâtre n'aurait osé. C'est son honneur d'avoir mis à la scène les premières pièces de François de Curel, et de les avoir présentées au public avec une ardeur de conviction et une foi qui ont puissamment contribué à leur succès. Nous devons à M. Antoine la carrière dramatique de François de Curel : on ne saurait trop l'en remercier.

Ce furent des soirées inoubliables. Il faut avoir respiré l'atmosphère de ces représentations triomphales, entendu cette chose si rare : les propos enthousiastes qui s'échangeaient dans les couloirs, où passait, un rire narquois dans sa barbe courte, un spectateur de mine rustique en qui nul ne soupçonnait l'auteur de l'œuvre qu'on acclamait.

Pour comprendre notre émotion d'alors, il faut se représenter l'état de la scène française, aux environs de 1890. Un genre, auquel on avait dû une floraison de chefs-d'œuvre, semblait épuisé. Par dégoût de ce que le théâtre Augier-Dumas contenait d'artificiel, à la manière de Scribe, on s'était rejeté vers l'exhibition sans art de la réalité toute crue. La jeune école nous régalait de spectacles insipides autant que brutaux. Aussi les lettrés se tournaient vers le théâtre étranger, dans l'espoir d'y trouver les satisfactions d'esprit que le nôtre ne leur apportait plus. Ibsen faisait figure de Messie et, le snobisme aidant, on s'appliquait à le moins comprendre pour l'admirer davantage.

Et voici qu'un écrivain de pure inspiration française, aussi éloigné d'Ibsen que de Dumas fils, apportait des pièces pleines de pensée, du tour le plus original, d'une hardiesse qui n'avait rien à envier aux audaces faciles des partisans de la « tranche de vie », et qui portaient la marque incontestable d'un beau tempérament dramatique. Nous le reconnaissions : c'était celui que nous attendions !

La grande originalité de François de Curel a été de substituer à la pièce à thèse la pièce à idées. Ame inquiète, tourmentée par les grands problèmes dont tout homme qui pense est hanté, il accueille toutes les idées qui surgissent en troupe, qui jaillissent en tumulte, dans l'angoisse de sa méditation. Qu'y a-t-il au fond des cœurs et qui dément toutes les apparences? (*l'Envers d'une Sainte*); quels crimes peut faire commettre le noble orgueil de la race? (*les Fossiles*); jusqu'où s'étendent les droits de la science? (*la Nouvelle Idole*); que vaut l'œuvre de la civilisation ? (*la Fille sauvage*); quels liens nous rattachent à l'ensemble de la nature, comment se dissout et se disperse l'unité de notre personne ? (*l'Ame en folie*, *Orage mystique*); — c'est toute l'inquiétude humaine qui fait la matière de ce théâtre si peu dogmatique.

Pour mettre en tout leur relief les idées qui l'occupaient, François de Curel avait coutume de choisir des cas exceptionnels, parfois étranges, le plus souvent atroces. L'action une fois engagée, il la menait jusqu'au bout sans déviation, sans défaillance. Et c'était très bien ainsi. On s'en est aperçu quand il s'est avisé de remanier ses pièces, et toujours pour les gâter. Quant au dialogue, on pouvait entrer à l'improviste dans la salle et saisir au vol quelques répliques : à ce ton sarcastique on avait reconnu Curel, on croyait l'entendre. Mais parfois l'idée s'épanouissait en morceaux d'une large envolée, d'un puissant lyrisme, qui, à côté de l'observateur satirique, révélaient le poète.

Et ce théâtre qui ne ressemblait à aucun autre, était à la vivante ressemblance de son auteur. Celui-ci n'a rien de l'auteur dramatique dont l'horizon se limite entre cour et jardin. Aristocrate, il se refuse à se plier aux exigences de la scène comme à condescendre aux goûts du public. Nature sauvage, d'indépendance presque farouche, une force est en lui dont à peine est-il le maître. Dans son œuvre comme dans sa vie, il est un isolé. S'il est vrai que son théâtre ne relève de personne, il l'est également qu'il n'a pas fait école. On n'a pas imité, on n'imite pas Curel. Dans l'histoire de notre littérature dramatique, son théâtre, hautain et rude, battu par la terreur plutôt qu'ouvert à la pitié, fait songer à ces chênes au tronc noueux, à la sombre ramure, qu'entourait dans la forêt antique une horreur sacrée.

René Doumic.

CHRONIQUE DE LA QUINZAINE

La France, avec son merveilleux instinct de conservation, avec ce sentiment historique de la mesure et de l'équilibre qui est la marque originale de son génie, s'est prononcée. Les électeurs, comprenant que l'avenir du pays était en jeu, ont voté en grand nombre. Malgré les efforts de certains candidats pour obscurcir la plus limpide des situations et pour fausser les problèmes essentiels de l'heure actuelle en y injectant de vieilles passions politiques ou de jeunes convoitises sociales, les citoyens, en présence des questions clairement posées par le président du Conseil, ont répondu clairement : ils ont assuré à une politique nettement définie et délimitée, largement suffisante pour quatre années bien remplies, une majorité solide. Deux ans durant, le ministère d'union nationale a vécu avec le concours d'une majorité étonnée de se trouver réunie; demain, il s'appuiera encore sur une majorité d'union et d'entente nationale, mais elle sera plus cohérente, plus solide, mieux assureé de l'approbation du pays. Le second tour de scrutin a confirmé l'appréciation que nous émettions ici après le premier : élections au centre, élections pondérées, élections derrière le chef qui a sauvé la France de la catastrophe financière. Un pays qui, malgré tant de sollicitations téméraires, tant d'excitations passionnées, sait garder une pareille tenue et une telle mesure, se fait honneur à lui-même.

Le scrutin d'arrondissement, qui a remplacé, pour ces élections, l'hybride mal venu et bancal que les amendements radicaux avaient greffé sur le système proportionnaliste, avait trouvé des partisans dans tous les groupes, mais il était surtout l'enfant des radicaux-socialistes ; les socialistes avaient renié, pour le voter avec leurs alliés du cartel, les principes naguère défendus par Jaurès. Ni les uns ni les autres n'en ont bénéficié. M. Blum, peu de jours encore

avant le scrutin, annonçait que les socialistes reviendraient plus nombreux de la consultation électorale ; lui-même est resté sur le carreau et ses amis ont essuyé des échecs retentissants. M. Lebas, à Roubaix, est battu par un modéré ; M. Paul Faure, au Creusot, n'est élu de justesse qu'avec le concours des communistes.

La loi du 21 juillet 1927 a découpé les circonscriptions au mépris de toute justice et de toute honnêteté ; le cartel, pour la circonstance, se reconstitua, notamment le 11 juillet, pour imposer ce système arbitraire qui favorise les contrées qui se dépeuplent aux dépens des pays laborieux et prolifiques. La règle, on le sait, est un député par 100 000 habitants ou fraction quelconque de 100 000. La moyenne des habitants par circonscription, dans le Midi, va de 52 500 pour l'Ariège à 72 000 pour la Haute-Garonne ; un député du Midi représente, — le calcul a été fait par M. Pagès dans *l'Ouest-Éclair*, — 60 450 habitants, un député de l'Ouest 69 250. Il faut 10 000 Bretons de plus que de Gascons pour faire un élu. Autres exemples : les Hautes-Alpes ont un député par 29 500 habitants, les Basses-Alpes un par 28 500 ; la première circonscription de Saint-Nazaire en a un pour 100 000. Il y a pire. Dans l'effectif de la population qui sert de base à la formation des circonscriptions, les étrangers entrent en ligne de compte. Pour huit départements de l'Ouest breton, on compte 36 000 étrangers ; on en compte 104 000 pour huit départements du Midi pyrénéen. Les Alpes-Maritimes bénéficient de 140 000 étrangers, le Var de 80 000. L'accroissement du nombre des députés, porté par la loi nouvelle de 584 à 612, a donc profité surtout aux régions qui comptent le plus d'étrangers. Si les circonscriptions étaient égales, il y aurait environ cinquante députés de plus dans le Nord et l'Ouest et autant de moins dans le Midi et le Sud-est. Ces iniquités qui, lors du vote de la loi, n'avaient été adoptées que par la majorité cartelliste reconstituée, malgré le ministre de l'Intérieur, étaient destinées à accroître les effectifs des partis de gauche ; elles ont joué en effet en ce sens. Il n'en est que plus remarquable que, malgré tout, les partis de l'ancien cartel aient perdu des sièges ou n'en aient pas gagné.

Le trait caractéristique de la semaine fiévreuse qui sépare les deux tours de scrutin, ce sont des essais désespérés et souvent couronnés de succès pour reformer le cartel des gauches. Dès le lendemain du 22 avril, *le Quotidien* jetait le cri d'alarme : « Hommes de gauche, réunissez-vous au second tour ! » Par « hommes de gauche », on entend les communistes, les socialistes et les radicaux-socialistes ;

aux yeux d'un cartelliste, un « républicain de gauche » est, en effet, un homme de droite. Les autorités cartellistes se mirent en campagne. On vit, par exemple, dans l'Isère, le ministre d'union nationale des Colonies, le sénateur Léon Perrier, user de son ascendant pour obtenir des désistements en faveur des socialistes et assurer l'échec des candidats ministériels ; M. Herriot en fit autant dans le Rhône. Il est équitable d'ajouter à leur décharge que l'union nationale n'a pas empêché des candidats plus modérés de faire campagne contre les radicaux membres du cabinet ou de la majorité de M. Poincaré. Il ne convient donc pas de se montrer trop exigeant en pareil cas; deux ans d'union nationale ne pouvaient abolir deux ans de cartel, et il faut tenir compte des circonstances locales, des habitudes d'esprit enracinées. Il faudra de longs efforts pour arracher la mauvaise herbe de la vieille politique.

Les communistes ne faisaient pas partie de l'ancien cartel. Mais, sans avoir aucun élu, ils avaient réuni, au premier tour, un chiffre de voix assez important pour devenir les arbitres du ballottage. En beaucoup d'endroits, notamment à Paris et dans la banlieue, si leurs voix s'étaient ajoutées aux bulletins socialistes et radicaux-socialistes, elles auraient assuré le succès du candidat cartelliste. Des socialistes, à l'exemple de M. Paul Faure, avaient déclaré qu'ils se désisteraient en faveur du communiste s'il était le plus favorisé. Les communistes leur rendraient-ils la politesse? M. Le Trocquer, conseiller municipal socialiste de Paris, a raconté comment deux députés communistes, M. Renaud Jean, du Lot-et-Garonne, et M. Doriot, partirent en ambassade afin d'obtenir de l'Internationale communiste la permission de retirer ceux de leurs candidats auxquels on n'attribuait aucune chance de succès ; à Berlin, le visa de l'ambassade bolchéviste leur fut refusé par Litvinof et ils n'obtinrent du porte-parole officiel de Moscou, Manouilski, que la sèche injonction d'obéir aux ordres reçus. Ils invoquaient les besoins du parti révolutionnaire en France; on leur répondit par l'intérêt du gouvernement soviétique et de l'Internationale.

Tout mauvais cas est niable. M. Renaud Jean et *l'Humanité* apportent au récit de M. Le Trocquer un démenti que celui-ci avait annoncé. Mais M. Léon Blum y ajoute évidemment foi, puisqu'il s'indigne que les élections françaises puissent dépendre de Moscou et que les communistes, qui refusent d'aider les socialistes en détresse, s'allient avec « les autonomistes cléricaux » d'Alsace. Il explique que Staline et les dirigeants actuels ont trouvé là une occasion de prouver, contre

Trotzky et ses amis, la pureté de leur orthodoxie révolutionnaire. Il est vrai que M. Léon Blum lui-même a maintenu sa candidature en face du communiste Duclos plus favorisé au premier tour et qui l'emporte au second. Quoi qu'il en soit de la réalité du voyage, l'existence du mot d'ordre est certaine. Si, presque partout, les candidats communistes ont été maintenus, dans la plupart des circonscriptions, surtout en province, une partie au moins des électeurs s'est ralliée au candidat socialiste ou radical. Il est certain que si, notamment dans la Seine, les communistes avaient retiré leurs candidats et reporté leurs voix sur le cartelliste le plus favorisé, les résultats seraient tout autres. On comprend que les socialistes ne soient pas contents ! C'est ce que les hommes d'ordre, qui ont le droit de se réjouir des élections de 1928, ne doivent pas oublier. La coalition des forces révolutionnaires n'est pas vraisemblable, mais, si elle venait à se réaliser, elle créerait un péril grave, en face duquel le scrutin d'avril donne aux partis de gouvernement quatre années pour s'organiser et lutter. Il s'agit de ne pas les employer à dormir.

Un peu de statistique électorale. Les partis sont si multiples, les nuances si estompées et les étiquettes parfois si trompeuses que les journaux des divers groupes s'attribuent la victoire; ils entonnent du moins des airs de bravoure, afin de rallier à leur drapeau quelques élus hésitants. Mais les faits et les chiffres ont tout de même leur éloquence. D'abord, tout le monde s'accorde à reconnaître le succès personnel de M. Poincaré, de sa politique financière et de la formule de l'union nationale. Le pays avait à choisir, pour la restauration de son économie, entre le système de M. Poincaré qui a fait ses preuves, et le programme socialiste. Il a nettement désigné M. Poincaré pour poursuivre et achever l'œuvre commencée. Les partis qui se réclamaient de sa politique ont tous gagné des voix et des sièges; quelques radicaux amphibies, qui n'en avaient guère le droit, se sont même recommandés de lui auprès des électeurs. Le danger serait plutôt qu'il eût aujourd'hui trop d'amis, car il se pourrait que la fidélité de quelques-uns ne fût à toute épreuve. En tout cas, l'aventure cartelliste de 1924 est liquidée et elle ne sera pas recommencée.

Le parti qui prend ses ordres à Moscou, qui a pour programme la révolution violente et l'établissement du communisme par la dictature du prolétariat, perd presque la moitié de ses effectifs; il avait 26 députés, il n'en a plus que 14, ou plutôt 13, car la commission

de recensement n'a pas proclamé élu M. Clamamus, ni d'ailleurs son adversaire qui se tiennent à une voix ; un autre élu communiste serait inéligible. A Issoudun, un communiste n'a passé que par la mésintelligence de deux républicains modérés. Les candidats communistes ont recueilli 1 033 000 suffrages et les socialistes 1 640 000. Ni les uns ni les autres n'ont gagné un chiffre important de voix. Il semble que le parti de Moscou ait perdu du terrain dans les villes et dans leur banlieue et en ait gagné dans les campagnes, où il bénéficie de certains mécomptes agricoles que la simplicité rurale fait retomber sur le gouvernement. Plusieurs des chefs notoires, M. Renaud Jean qui accommodait le communisme au goût des paysans du Midi, l'ex-mécanicien de la Marine Marty, M. Vaillant-Couturier, ne rentrent pas à la Chambre. Mais, encore une fois, ce n'est pas au Parlement qu'est le péril communiste.

Les socialistes s'étaient promis de gagner des sièges : ils en perdent ; ils reviennent 100 au lieu de 104, malgré l'accroissement du nombre des députés. Plusieurs de leurs chefs les plus en vue, M. Blum à Paris, M. Lebas dans le Nord, M. Fontanier dans le Cantal, M. Barabant à Dijon, restent sur le carreau. La Haute-Vienne, le Nord, la Seine, la Loire abandonnent le socialisme qui conquiert au contraire des sièges dans l'Isère, la Drôme, le Loir-et-Cher, le Tarn, l'Aisne. Dans le Rhône, l'allié de M. Herriot, M. Moutet, est battu par M. Augagneur, l'adversaire déclaré du maire de Lyon. — Sous l'étiquette de républicains-socialistes ont été élus une cinquantaine de députés, les uns contre des communistes ou des socialistes S. F. I. O., les autres contre de plus modérés. Une quinzaine seulement seraient, dit-on, agréés par les dirigeants de ce groupe dont l'unité de doctrine est encore à créer et dont les votes, à la Chambre, se divisaient pour ou contre M. Poincaré. M. Briand est l'un d'eux. — Les radicaux-socialistes sont environ 123, mais parmi eux, les uns, une centaine, ont été élus avec l'appoint de voix socialistes, voire communistes, et l'adhésion d'un certain nombre d'entre eux à la politique financière de M. Poincaré ne suffit pas à les transformer en soutiens assurés d'une politique d'union nationale ; les autres, une trentaine, ont réuni sur leur nom les voix anticommunistes ou antisocialistes et se trouvent par là rapprochés de la formule unioniste. A Paris et dans la banlieue, le parti radical-socialiste a perdu toute influence ; il reste au contraire solidement enraciné dans les campagnes. Il perd ses positions en Algérie. Mais, dans l'Inde française, le légendaire paquet de 40 000 voix continue automatique-

ment de tomber sur la tête d'un radical-socialiste qui, à chaque législature, change de nom. Quand mettra-t-on fin à ce scandale?

Au centre, 55 radicaux, parmi lesquels M. Franklin-Bouillon, représentent assez exactement l'effectif plus spécialement unioniste; ils peuvent servir de noyau à un grand parti républicain de gouvernement autour duquel pourrait s'opérer une concentration des éléments d'ordre. — Les deux grands groupes modérés, l'Alliance démocratique et la Fédération républicaine, qui ont soutenu avec tant de constance et d'abnégation la politique de M. Poincaré, gagnent des sièges et comptent à eux deux, sous le nom de républicains de gauche et d'Union républicaine démocratique, environ 240 députés. A l'exception de M. Joseph-Barthélemy, en qui l'on regrette l'un des esprits les plus fermes et les plus compétents du Parlement, de M. Desjardins, les plus notoires de leurs chefs sont réélus et de nouveaux venus les renforcent. — A ces deux gros bataillons, il faut ajouter une vingtaine de républicains démocrates et 15 conservateurs. Le premier de ces groupes a presque doublé son effectif. Quant à la vieille formule conservatrice, elle est de plus en plus abandonnée; seuls survivent quelques individualités particulièrement remarquables et sympathiques comme M. de La Ferronays, M. Le Cour Grandmaison.

Partout, les anciennes formes politiques évoluent et se transforment. Parmi les radicaux mêmes, quelques « jeunes » cherchent à rénover le médiocre arsenal de formules désuètes et de procédés électoraux sur lesquels vit depuis longtemps le parti. Au total, 320 élus, sur 612, représentent les fidèles tenants de la politique d'union nationale; il y faut ajouter une partie des radicaux-socialistes et des républicains-socialistes. L'opposition irréductible ne comprendra guère que les cent socialistes, la petite phalange des communistes et un noyau plus ou moins nombreux de radicaux et de républicains-socialistes. Sur 612 députés, la moitié, 306, sont des « nouveaux »; d'eux peuvent venir quelques surprises, mais nous serions étonné qu'elles ne fussent pas favorables, car les « nouveaux » paraissent enclins à s'affranchir des vieilles querelles pour organiser la vie économique et la prospérité du pays. Construire leur paraît plus intéressant que disputer.

Trois députés, dans le Bas-Rhin et le Haut-Rhin, sont élus comme autonomistes ou régionalistes; l'opinion française, dans toutes ses nuances, en a été péniblement affectée, car les sacrifices si douloureux de la grande guerre lui paraissent moins lourds quand elle met

en balance l'unité nationale refaite et le territoire reporté au Rhin. Tout ce qui pourrait remettre en question ou rendre moins intime cette union retrouvée alarme nos sensibilités patriotiques, car au moment où la violence arracha à la France les deux provinces si étroitement associées à toute son histoire, il n'était pas un être sur la terre d'Alsace et de Lorraine qui eût demandé ou qui désirât la séparation. Ce sont les conséquences ultimes, psychologiques et politiques, de cette vivisection, en présence desquelles se trouve aujourd'hui le gouvernement de la République. Les « autonomistes » se défendent d'ailleurs d'être des séparatistes ; ce qu'ils déclarent revendiquer, c'est, dans le cadre français, des libertés et des garanties locales ; nous voulons croire à leur sincérité, mais, pour comprendre leur aberration, il suffit de regarder quelles alliances ils sollicitent, celle des ennemis de toutes les patries et de toutes les religions, à qui Moscou, par grâce spéciale, a permis de voter pour eux et que, au procès de Colmar, — dont nous nous abstiendrons de parler, car il est encore pendant, — ils choisissent comme avocats. Deux candidats ont bénéficié des sympathies que la sensibilité française accorde volontiers à des détenus lorsque la cause de leur détention peut être interprétée comme politique.

L'autonomisme nous apparaît comme une conséquence, logique jusqu'à l'absurde, du droit sur lequel s'est fondée, pendant de si longues années, la protestation des provinces enlevées à la France ; il est le dernier écho des angoisses qui ont torturé l'âme alsacienne et qui l'ont rendue ombrageuse et rétive. L'autonomisme a été, au temps des Allemands, une forme atténuée de la protestation alsacienne contre le prussianisme. Le catholicisme, sous la forme « cléricale », au vrai sens du mot, qu'il revêt chez une partie des Alsaciens, rattachait l'Alsace au Centre allemand, c'est-à-dire au parti qui a vaincu Bismarck et l'a conduit à Canossa. L'autonomisme est devenu, chez certains Alsaciens, une habitude de l'esprit, une forme des luttes locales auxquelles les partis se sont toujours complu et qui n'engageaient pas la grande patrie. Il conviendrait de laisser ces conflits se consumer dans le cadre de la petite patrie, si des éléments étrangers ou suspects ne venaient, peut-être à l'insu des principaux Alsaciens, s'y mêler : le procès de Colmar nous dira dans quelle mesure.

Il faut reconnaître loyalement que des maladresses ont été commises qui ont pu faire naître, dans l'esprit d'une partie des prêtres alsaciens, certaines inquiétudes pour les libertés religieuses et surtout pour l'influence politique et sociale du clergé. Comment oublier

les imprudentes menaces de M. Herriot, au moment où, il y a quatre ans, le cartel victorieux dansait la danse du scalp autour du cadavre bien vivant de M. Poincaré ? De ce moment date le renouveau d'activité de l'autonomisme et, s'il nous attriste aujourd'hui, il ne porte pas toutes les responsabilités premières. Il faut attendre du temps et de l'expérience le retour de quelques égarés à des sentiments plus raisonnables et à des méthodes d'action plus heureuses. Nous croyons volontiers aux bonnes intentions de M. l'abbé Hægy, mais comment ne voit-il pas que son action, plus politique que religieuse, compromet la cause même qu'il se propose de défendre ? Mais, d'autre part, le gouvernement et le Parlement français ont le devoir moral le plus strict de ne jamais prendre une mesure ou voter une loi sans se demander comment la comprendront les provinces recouvrées et qu'elle en sera, chez elles, le contre-coup. Il faudra cinquante ans de gouvernement sage, libéral et patriotique pour guérir les blessures qu'ont laissé ouvertes, dans l'âme française d'Alsace, quarante-huit ans de domination étrangère.

En Lorraine, l'élection de deux communistes a soulevé quelque étonnement; ici, l'objet des inquiétudes et des mécontentements, d'ailleurs superficiels, est d'un autre ordre. Le retard apporté par le Parlement au transfert à Metz d'une Chambre de la Cour de Colmar est l'un des griefs des Lorrains qui ne veulent en rien dépendre de Strasbourg ou de Colmar. A M. Poincaré qui, le 6 mai, s'est rendu à Metz pour présider un banquet de 720 maires lorrains, le premier magistrat de la cité messine a exposé les désirs de ses administrés : « Metz aspire avant tout à reprendre effectivement sa place de chef-lieu du département et à retrouver tout ce qui fut l'apanage de son glorieux passé... Nous repoussons catégoriquement toute tutelle autre que celle exercée directement par le gouvernement de la République... Nous réclamons l'achèvement de notre libération, et c'est à vous, monsieur le Président de la Victoire, que recourt Metz délivrée, mais encore épuisée et dépouillée, parce que c'est en vous qu'elle place sans réserve toute sa confiance. »

M. Poincaré, dans sa réponse, après avoir retracé la dramatique histoire de la vieille cité, a promis la canalisation de la Moselle en aval de Metz, toujours refusée par l'Allemagne, et la fin du rattachement à la Cour d'appel de Colmar dont une section sera installée à Metz dès que la Chambre aura sanctionné le projet du gouvernement. Ainsi renaîtra, sous une forme encore bien modeste, le Parlement messin où siégea le conseiller-clerc Jacques-Bénigne Bossuet. Abordant

sous un angle plus général le problème des départements recouvrés, le président du Conseil rappelle que le gouvernement de la République a promis « de s'inspirer de leurs vœux, de respecter leurs traditions et leurs coutumes, de conserver aussi longtemps qu'ils le désireraient leur statut scolaire et religieux, c'est-à-dire l'instruction confessionnelle et bilingue et le régime concordataire ». Mais il a le droit de demander que « le maintien d'une législation particulière, justifié par tant d'années de séparation, s'accorde avec un irréprochable loyalisme français et avec l'enseignement obligatoire de la langue nationale... Comme jamais la France ne consentira à la création d'un État neutre ou autonome, dont la vie fragile et précaire préparerait fatalement de nouveaux conflits, c'est naturellement dans une intimité de plus en plus étroite avec le reste de la France que les populations des trois départements recouvrés pourront désormais trouver les conditions les plus sûres du progrès économique et social. »

La journée du 1er mai a été particulièrement calme, malgré les ordres de Moscou qui prescrivaient des manifestations révolutionnaires, grâce aux mesures d'ordre prises par le gouvernement. Le lendemain a été tenu, sous la présidence de M. Doumergue, un important conseil des ministres. Le gouvernement a examiné les résultats des élections et, fort des sept millions de suffrages qui ont approuvé sa politique, il a décidé de se présenter le 1er juin, dans sa composition actuelle, devant les Chambres. Seul M. André Fallières, ministre du Travail, battu aux élections à Nérac, sera remplacé. Il n'y a pas lieu non plus de modifier une orientation politique qui a reçu l'approbation du pays et qui a déjà fait ses preuves. Ce qui importe, hier comme aujourd'hui, c'est l'achèvement du redressement financier. Le gouvernement a déjà montré, par un acte, que, dans le même esprit et pour les mêmes fins, il continuait l'œuvre commencée : un emprunt de consolidation est en cours d'émission ; il a pour objet d'absorber une partie des bons du Trésor à court terme encore en circulation, en les transformant en rente 5 pour 100 amortissable émise à 91 et de rembourser à la Banque une partie de ses avances à l'État. C'est un nouveau pas vers la stabilisation. Ainsi les élections ont eu pour effet de donner au gouvernement une confiance renouvelée en lui-même et de l'inciter à poursuivre sa route dans la direction où il s'est engagé depuis deux ans avec tant de bonheur.

Les élections n'auront pour conséquence ni un changement de ministère, ni une modification de la politique. C'est le cabinet dans

son ensemble, avec son programme, qui a été approuvé par le pays. N'est-ce pas là de quoi décevoir ceux qui conçoivent la politique comme une bataille? Depuis le scrutin, ils épiloguent sur les résultats et discutent sur des formules : impossible de les sortir des vieux cadres qui pourtant craquent de toutes parts. Les doctrinaires du radicalisme admettent bien que M. Poincaré gouverne, pourvu que ce soit avec eux et selon leurs doctrines vieillottes qu'ils se représentent comme le dernier mot du progrès. C'est M. Archimbaud qui, dans *la Parole*, établit qu'il y a deux majorités, une de droite et une de gauche, et qui met M. Poincaré en demeure de choisir. Il connaît bien mal le président du Conseil qui évidemment dira qu'il demande seulement à continuer son œuvre avec ceux qui consentiront à l'y aider. C'est encore *la Volonté* qui distingue deux hypothèses : concentration républicaine ou union nationale, et qui n'accepte que la première; pour ce journal, concentration signifie abdication de toutes les autres fractions au profit du radicalisme-socialiste; pour la logique et le bon sens, concentration veut dire rassemblement au centre, non pas sur les ailes, et apparaît en pratique comme équivalent à union nationale. Concentration au centre est un pléonasme qui définit assez bien la situation issue des élections. « Ni modérée à tendance réactionnaire, dit *le Temps*, ni radicale-socialiste à tendance socialiste. » Ce que les cartellistes n'ont pas su faire au temps où ils détenaient le pouvoir, il n'y a pas de raison pour que M. Poincaré le réalise à leur profit, maintenant que l'axe de la majorité s'est déplacé.

La tâche qu'il lui reste à accomplir, M. Poincaré, à Bordeaux et à Carcassonne, n'en a pas dissimulé les difficultés; il y a insisté à nouveau, le 7 mai, en ouvrant la session du Conseil général de la Meuse; il n'en viendra pas à bout en un jour ; il y faudra le concours et l'abnégation de toutes les bonnes volontés patriotes. M. de Kerillis, dont l'organisation électorale et la propagande méritent la gratitude des hommes d'ordre, dépeint, dans *l'Écho de Paris*, les nouveaux venus comme dégoûtés de politique pure, impatients de faire œuvre pratique et constructive, exempts de tendances « réactionnaires » dans l'ordre social. Tant mieux! Car le moyen de combattre les destructeurs, dont les élections ont révélé la force, n'est-il pas de construire et de produire?

Voici, pour terminer, sur les élections l'appréciation d'un étranger éclairé, M. W. Martin, dans *le Journal de Genève* du 1er mai : « Victoire de juste milieu dont se réjouiront, dans le monde, tous les amis de la

paix et de l'ordre social. Longtemps la République est restée prisonnière de ses origines révolutionnaires et anticléricales. Aujourd'hui, débarrassée de tout ennemi sérieux sur sa droite, elle peut s'appuyer sur une majorité compréhensive et constructive. La France s'est libérée aussi, dans une large mesure, des suites morales de la guerre. Elle a compris que la stabilisation européenne est la condition de la stabilisation intérieure. C'est pourquoi tous les gens, en Europe, qui sont à la fois pour l'ordre et pour la paix, pouront se féliciter sans arrière-pensée de la victoire de M. Poincaré. »

Avec le printemps, la guerre civile se rallume en Chine avec une nouvelle intensité. Les forces nationalistes ont pris l'offensive contre le Nord, où Chang-tso-lin règne en maître à Pékin, tirant ses ressources et ses soldats de la Mandchourie, et d'où il se flattait de marcher lui-même vers le Yang-tse. De ce fleuve, deux lignes de chemin de fer se dirigent au Nord vers le Tche-li, province où est situé Pékin. Celle de l'Est, de Nankin à Tien-tsin, par la capitale du Chantoung, Tsi-nan-fou ; c'est celle que suivent les armées nationalistes de Chang-kai-chek. Celle de l'Ouest, de Hankeou à Pékin ; c'est dans ces parages qu'opère l'armée de Feng-yu-siang, le fameux « général chrétien ». Celui-là reste vraisemblablement en relations amicales avec la Russie soviétique, car il en tire, par la Mongolie, des armes et des munitions ; mais, dans la phase actuelle de la guerre, le bolchévisme ne joue plus qu'un rôle de comparse ; il est primé par le nationalisme. Il s'agit de savoir si l'unité de la Chine pourra être refaite et surtout au bénéfice de quel « panache » elle serait réalisée.

Les premières rencontres furent favorables aux troupes nationalistes de Chang-kai-chek qui, s'avançant le long de la ligne Nankin-Tien-tsin, sont entrées depuis quelques jours à Tsi-nan-fou. Mais voici où les choses se compliquent. Le Chantoung est cette riche province que baigne, au sud, le golfe du Pet-chi-li ; les Allemands s'y étaient établis, à Kiao-tcheou, en 1897 ; les Japonais ont profité de la grande guerre pour les en chasser en leur enlevant la place forte de Tsin-tao. Mais eux-mêmes y sont restés ; tout au moins ils y ont gardé des intérêts considérables et leurs nationaux y résident nombreux et actifs. Nous avons dit ici que la guerre civile prendrait une autre tournure et pourrait entraîner des complications le jour où un parti chinois quel qu'il soit menacerait les régions où domine l'influence japonaise, à savoir la Mandchourie et le Chantoung. Ce

moment est arrivé. Le gouvernement du baron Tanaka est partisan de la manière forte; il a pris en mains énergiquement la protection des intérêts nippons. Peut-être n'est-il pas fâché, au lendemain des élections, — les premières où ait fonctionné le suffrage universel, — qui ne lui ont pas été aussi favorables qu'il l'espérait, de trouver l'occasion d'agir au dehors. Il a donc avisé le gouvernement sudiste qu'il allait envoyer quelques troupes dans le Chantoung, non pas dans l'intention de s'immiscer dans les luttes des partis, mais par simple mesure de précaution. Le ministre des Affaires étrangères de Nankin protesta : les généraux nationalistes répondaient de l'ordre et de la sécurité; il était inadmissible que les étrangers cherchassent à se protéger eux-mêmes. Le débarquement n'en eut pas moins lieu; ce ne furent pas quelques compagnies, mais une brigade, aux ordres du général Fukuda, qui occupa Tsi-nan-fou.

Il est vraisemblable qu'au moment où les troupes nationalistes entrèrent dans la ville, les généraux furent impuissants à empêcher le pillage; leurs soldats les abandonneraient, si l'attrait du butin n'entretenait leur ardeur. Des sujets japonais furent massacrés, leurs maisons pillées; les soldats du général Fukuda intervinrent et bientôt un très vif combat se trouva engagé dans la ville même (3 mai); 4 000 Japonais, grâce à leur discipline et à leur esprit militaire, tinrent tête à 35 000 Chinois et, au prix de pertes élevées, leur infligèrent un échec sévère. Tandis que des négociations se poursuivent entre les chefs pour arrêter l'effusion du sang, le nationalisme chinois s'exaspère et, du Japon, des renforts arrivent en hâte. Assistons-nous au début d'une guerre, ou bien cette échauffourée ne sera-t-elle qu'un déplorable épisode? Il est impossible de le dire. Le gouvernement de Tokio cherchera sans doute à limiter les hostilités à la protection de ses sujets et de ses intérêts, mais il n'est pas certain que le nationalisme chinois ne réagira pas violemment par le massacre des Japonais et le boycottage de leurs marchandises. Alors, les plus graves complications pourraient survenir.

René Pinon.

Le Directeur-Gérant : René Doumic.

LE LIVRE DES BÊTES
QU'ON APPELLE SAUVAGES

I
OUARÂ, LA LIONNE

L'HEURE était lourde et chaude. Heure de la sieste. Sous la véranda circulaire, Ouarà la lionne et son maître dormaient. Lui, sur une chaise-longue du côté du jardin, qui l'après-midi était le plus frais et le mieux séparé de la population; elle, de l'autre côté, couchée près de l'escalier et barrant la moitié de la véranda. Son maître l'attachait à cet endroit afin de reposer en paix : les importuns et les quémandeurs n'insistaient pas quand ils voyaient en travers de la porte grillagée le corps fauve d'une lionne de dix mois, aussi volumineuse et plus longue qu'un Saint-Bernard, avec des babines très moustachues qui cachaient des dents blanches déjà grosses comme l'index, et quatre pattes à l'air bonasse, mais larges comme les deux mains et capables d'assommer un jeune veau.

L'homme, un homme de France, était un philosophe égaré entre deux époques : il travaillait de son cerveau et de ses mains. A vingt ans, il avait cherché le sens de la vie hors les frontières de notre civilisation et avait cru le trouver dans

Copyright by André Demaison, 1928.

un pays de la boucle du Niger, à huit cents mètres d'altitude, aux confins du pays des Mossis, chez les Bobos, hommes fiers qui ne s'habillaient encore que d'un arc et de deux carquois, dont un pour les flèches.

Ses serviteurs noirs, venus avec lui de la Côte et du Niger, tenaient les Bobos pour de parfaits sauvages. Quant aux Bobos, ils étaient, selon leur opinion personnelle, les premiers sages de l'univers, fumant sans trêve et les yeux mi-clos le tabac de leurs petites plantations, pendant que les femmes cultivaient le mil de leur nourriture. Quand un désir de viande leur mouillait la bouche, ils entouraient, à quatre villages, un coin de forêt et abattaient à coups de matraque tout ce qui pouvait y vivre, antilopes, sangliers et panthères, volatiles et serpents, et jusqu'aux rats qui n'avaient pas le temps de rentrer dans leur cachette. Le soir, grande ripaille où il ne restait aucune trace du gibier grillé dans sa peau.

C'est au milieu de ces êtres simples, aux pensées aussi droites que le trajet de leurs flèches et qui honoraient un génie habitant leur petite rivière, que l'homme avait bâti sa demeure : une maison en briques sèches, à étage, entourée d'une véranda ouverte aux vents des plateaux, à l'ombre de laquelle il passait les heures de tranquillité.

Cette maison, coiffée d'un chaume épais, occupait le centre d'une plaine cernée par la brousse et la forêt, à peu près comme la piste d'un cirque par les gradins.

L'homme, en dehors de ses occupations, surveillait son jardin et ses choux, soignait son cheval et ses salades, essayait de penser, et parfois s'ennuyait.

Un jour, des chasseurs tuèrent une mère lionne et prirent ses deux lionceaux : un mâle et une femelle. Le petit mâle se conduisit mal, griffa un chef de village qui l'assomma d'un coup de trique et le mangea le soir même. La femelle, encore ocellée de ronds jaunes sur les flancs, fut apportée à l'homme blanc qui l'acheta pour se distraire.

La bête était à son quatrième mois, feulait un peu sans savoir pourquoi, rabattant les oreilles. Elle avait réellement trois mois de trop pour être d'emblée une enfant de la maison. Pendant ces trois mois de fréquentation de la brousse, du père lion et de la mère lionne, Ouarà, — c'est ainsi qu'elle fut appelée, du nom bambara abrégé de sa famille, — avait pris son

caractère propre. Elle n'avait donc rien de la candeur, de la soumission enfantine des lionceaux capturés à leurs premiers jours et qui tètent le biberon ou une chèvre.

Cette nature sauvage fut pour beaucoup dans l'attachement que lui porta l'homme isolé : du moins, ce n'était pas un chien qu'il avait acheté, un de ces chiens à griffes que sont les lionceaux qui ouvrent les yeux pour la première fois dans la maison des hommes. Ouarâ avait flairé la viande crue, avait même essayé de la lécher à petits coups de sa jeune langue râpeuse et à l'imitation de sa mère accroupie devant le corps d'une antilope ou d'un buffle : ces manières familiales lui avaient déjà insufflé cette âme rageuse, faite de crainte et du désir d'intimider, qui est au fond des bêtes libres.

L'éducation de Ouarâ fut donc délicate. Tout en elle marquait de la méfiance : ses oreilles se couchaient ou se dressaient avec une vivacité aiguë, ses jeunes griffes sortaient du poil à la moindre avance, l'odeur de l'homme faisait frémir les plis de sa face, et il fallut longtemps pour qu'elle s'habituât à se laisser caresser le dos pendant qu'elle buvait le lait dans une écuelle.

Ce fut bien pis quand Ouarâ commença de goûter la viande cuite avec du riz. Alors, ses pattes, dont l'empreinte aurait couvert une assiette à gâteaux, ses pattes de lourdaud, avaient des détentes aussi rapides qu'une lame d'acier...

Les jeux seuls l'apprivoisèrent à demi : roulades, pirouettes, poursuites et luttes, auxquelles son maître participait. La cravache, maniée légèrement, acheva presque ce que les jeux et la nourriture à heures fixes avaient commencé. Vers six mois, Ouarâ devint une jeune lionne assez pataude, avec une peau trop flasque, des dents branlantes qui attendaient les dents de remplacement, une queue maigre et un poil ébouriffé, mais pas trop mal élevée. Elle courait bien encore après les chats, mais, repue, ne songeait pas à inquiéter les antilopes et les biches apprivoisées, les chèvres et le chien.

Une seule terreur : celle des bœufs et des Bobos dégingandés et nus.

Tout cela, c'était son caractère de jour, humble et quêteur le matin, turbulent ou assoupi après les repas. Pas assez familière toutefois pour venir à table mendier les os de côtelettes. Mais, le soir, quand le vent passait sur la forêt et lui apportait les senteurs des corolles neuves, l'haleine des fourrés et la

sueur des bêtes, Ouarâ prenait de l'inquiétude. Elle ne ronronnait plus, faisait des « *châhâh !* » à droite, à gauche, comme si elle eût suivi sa mère le long des pistes, sur le sentier d'eau ou à l'affût de la bête à sabots pointus. Et elle grattait les portes de la véranda pour descendre dans la cour de la concession, curieuse de voir de près ce que ses sens lui faisaient deviner.

Comme il eût été ridicule de l'enfermer, — ridicule et surtout contraire aux lois de la brousse, la cage étant invention de barbares, — son maître l'avait habituée au collier. D'abord un ornement : une simple ficelle. Une lanière remplaça la ficelle et fut à son tour échangée pour un vrai collier avec une boucle de fer. Au collier on fixa un grelot, pour avertir des mouvements de Ouarâ, et ensuite une corde libre. Le reste fut un jeu. Un jeu impétueux, coupé de rages, de bonds, de volte-face brutales. Mais quand même un jeu.

Le collier s'ouvrit peu à peu, d'un cran tous les mois, mais ne quitta plus Ouarâ. Et pendant le sommeil de son maître, auquel seul elle obéissait, Ouarâ se vit attacher à la balustrade de la véranda, que ce fût pendant la sieste ou pendant la nuit. D'un coup de dent, elle aurait pu couper la corde, mais elle avait pour les liens un respect égal à celui des nègres qui démolissent une clôture plutôt que de briser le cadenas de dix sous qui condamne la porte.

Cette habitude causa l'événement.

Donc, Ouarâ dormait dans l'entière paix que donnent une belle dentition toute neuve sortie depuis deux mois, un pelage net, sans insectes, et le corps satisfait. Elle dormait, confiante dans la présence de son maître, même couché à l'autre bout de la véranda, et aussi avec le sentiment ancestral d'être inattaquable et inattaquée... A ce moment, passa le chat de la maison avec qui Ouarâ s'amusait parfois à la suite d'une bonne digestion. Le chat ne s'attendait-il pas à voir la lionne? n'était-il pas en humeur de jouer, uniquement soucieux de ses personnelles recherches dans l'étage ou le grenier? Le fait est simplement celui-ci : au cours d'une brève lutte, le chat se rebiffa, donna un coup sur le museau de Ouarâ et avant qu'une des énormes pattes l'eût aplati et maintenu sur le plancher, il avait, d'un tour de reins, sauté à travers la balustrade.

Il tomba dans la cour. Pas sur le dos, naturellement. Mais

à sa suite, la lionne fit le même chemin pour le rattraper, oubliant le collier, la corde, la balustrade, ne pensant qu'au jeu.

La corde et le collier étaient solides : la lionne n'atteignit pas le sol, mais se trouva plaquée brutalement contre le mur et pendue. Ce fut alors un beau tapage : sauts affolés, détentes énormes suivies de retombées le long de la maison dont l'enduit s'écaillait, rauquements aigus. Les poils volaient en tous sens.

La torpeur qui régnait dans cette cour fut démolie. Des Noirs, colporteurs de marchandises et vendeurs de caoutchouc, messagers, voyageurs, trafiquants et quémandeurs de toute sorte, dormaient au pied des arbres et des murs, à l'ombre. Quand éclata le cri de brousse, ils se levèrent d'un bond et, mal éveillés, s'enfuirent en tous sens hors de la concession. Il n'échappait à aucun d'eux que, si la corde cassait, la lionne s'en prendrait au premier qui passerait à sa portée.

Le chat, parvenu en haut d'un manguier, avait mis en révolution une tribu de roussettes, ces renards volants qui se nourrissent de fruits, abandonnant les insectes aux simples chauves-souris, et qui sont à celles-ci ce que l'éléphant est au bœuf. Et, par centaines, les roussettes s'égaillèrent, aveugles et maladroites, dans l'air trop lumineux, comme les escarbilles enlevées par un soufflet de forge. Quant au chien roux qui partageait quelquefois les jeux de Ouarâ, il s'était réfugié dans la cuisine où le marmiton avait sur lui refermé la porte.

Une terreur bruyante était dans la cour. Ouarâ sautait toujours, usait ses griffes, impuissante à remonter la pente. Sa voix, rauque d'abord, était devenue aiguë, puis étouffée. Par moments, la bête se taisait, comme si elle avait recherché son souffle. Mais son souffle, à vrai dire, l'abandonnait. Les muscles du cou, tendus à craquer, maintenaient encore la cohésion des vertèbres, mais d'un moment à l'autre pouvaient se relâcher.

Réveillé par tout ce vacarme, son maître apparut à ce moment sur la véranda, mouillé de sueur sous son pyjama léger. Il s'apprêtait à insulter les ancêtres les plus reculés des hommes ignominieusement enfantés qui tourmentaient Ouarâ, quand, penché sur la balustrade en bois, il vit la singulière position de la lionne. Ouarâ le vit aussi et, dans un sursaut de tout son corps, essaya de bondir vers lui. Mais elle retomba le long des pierres, y laissant encore une touffe des poils de sa cuisse.

Alors, roulée en boule, suspendue comme un sac, elle leva les yeux vers son maître qui, sans perdre de temps, peinait à tirer la corde. Ouarâ était trop lourde. Il dut la remettre dans sa périlleuse position.

A ce moment, sortit du gosier resserré de la lionne une longue et mince plainte, comme d'une poche qui se dégonfle : le maître avait disparu.

Quand il revint, un couteau à la main, la lionne était immobile, les yeux fixés sur lui, des yeux immenses, résignés, exorbités. La gueule écumait. D'un coup, il trancha la corde et Ouarâ tomba comme un paquet.

Pas pour longtemps. D'un bond, elle se dégageait et contournait la maison.

A peine son maître venait-il de reposer le couteau sur la table et d'appeler le *boy* pour lui servir un rafraîchissement, qu'il sentit sur ses épaules deux énormes pattes qui l'étreignaient. Avant qu'il eût pu, de la voix et du geste, retenir l'agresseur, il était renversé, roulé sur le plancher, énergiquement maintenu. Et tout contre sa face, une face déjà grosse de lionne qui lui soufflait une haleine un peu âcre.

L'homme voulut se défendre, écarter la gueule, retenir les pattes. Mais la lionne était couchée sur lui et l'écrasait avec ses cent cinquante livres de muscles durs comme de l'acajou mâle. L'angoisse l'anéantit et le raidit, le fit léger et pesant tour à tour. Mais elle fut de courte durée. De la gueule de Ouâra, ne sortaient pas des cris secs et durs comme ceux des lions qui menacent, mais des ronronnements sourds, profonds, qui se terminaient par une petite plainte en torsade. Les babines ne se découvraient pas sur les crocs, mais laissaient passer une langue râpeuse qui léchait, léchait les mains en garde contre l'attaque, les coudes en parade, le front, les cheveux du maître, et tout le corps à travers le pyjama. Les griffes rentrées, les pattes de Ouarâ embrassaient solidement la proie de sa bienveillance, de son amour, de sa reconnaissance.

A dater de ce jour, l'amitié de Ouarâ fut de tous les instants. Ouarâ ne voulait plus jouer sans son maître. S'il l'appelait, elle accourait aussitôt, quittant ses jeux ou sa nourriture. S'il lui marchait sur la queue par inadvertance, elle faisait un bond, mais loin de lui pour ne pas lui faire mal. Ouarâ veillait la

nuit à la porte de sa chambre et attendait le matin que le *boy* apportât le café pour le rejoindre au pied du lit. Ouarâ suivait son maître aux abords de la brousse, qu'il allât à cheval ou à pied. Aux heures de repos, elle essayait de se coucher sur ses genoux, et ne cessait de le lécher à la dérobée quand elle ne dormait pas.

Ouarâ, devenue grande amie de son maître, étendit un peu cette affection à tous les hommes blancs, les jugeant tous porteurs d'engins capables de libérer une lionne qui s'étrangle. Ce qui n'empêcha pas les jaloux, les hypocondriaques, de dire à son maître qui l'amenait au Cercle, au tennis, et en promenade dans la plaine :

— Vous verrez quand elle sera en âge d'être mère !... Vous verrez comme vous comptez peu !... Vous pourrez alors vous méfier, si vous tenez à ne pas vous faire égratigner le vernis !...

Cette époque arriva. L'hivernage, avec ses pluies consistantes, ses frénésies et ses ouragans têtus, ses tornades rageuses, succéda à la saison sèche. A son tour, la nouvelle saison sèche éloigna l'hivernage, et Ouarâ eut vingt mois, ce qui, pour une lionne, est l'âge d'une belle fille de dix-huit ans.

Il n'y avait apparemment rien de changé. Elle tenait seulement plus de place, de mois en mois davantage.

Cependant, aux époques où certains arbres se recouvrent de feuilles nouvelles, — et cela n'a pas lieu d'un seul coup comme à notre printemps, — une sorte d'angoisse s'emparait de Ouarâ. Elle n'avait plus, la nuit, de ces sommeils paisibles, confiants dans sa souveraineté et dans la protection du maître. Et si celui-ci, moins harassé par la chaleur et le travail quotidien, se fût moins brusquement enfoncé chaque soir dans le sommeil, il eût pu se rendre compte que sa lionne, tête dressée et croupe en pente, tirait souvent sur sa laisse et flairait les quatre coins des vents : ces vents qui, dans toutes les directions, lui apportaient les bruits et l'odeur de la brousse.

Un homme distrait aurait pu croire que les oreilles de Ouarâ, fauves, raides et arrondies, étaient agacées par les chants et les danses nocturnes des Bobos ; un sorcier aurait pu prétendre que le génie de la rivière, incapable de supporter la vue d'une marmite de terre ou de fer et beaucoup d'autres présences, la tourmentait par jalousie. Mais, ce qui inquiétait Ouarâ, c'étaient

plutôt des rumeurs que l'oreille des hommes, noirs ou blancs, ne pouvait entendre; rumeurs à peine égales au frottement de deux feuilles, au bruit léger que font les plantes grasses dont la croissance fait craquer la peau ou les graminées en aiguisant entre elles leurs minces tiges.

De nuit en nuit, à mesure que la lune croissait, ces vagues rumeurs s'amplifiaient : le vent, sans doute, qui fraîchissait et secouait plus fort les branches de la forêt.

Cela n'empêchait pas le maître de Ouarâ de dormir, ni les Bobos de danser tout nus, vraiment nus, c'est-à-dire sans carquois ni arc démesuré.

Cependant, un de ces soirs où la rumeur de la brousse prenait du volume et une certaine fixité, un berger bobo, vieux comme les pierres, dit aux jeunes gens : « Il faut allumer des feux près du troupeau. » Et il les fit armer de flèches plus longues, plus lourdes, et de grands javelots qui, d'ordinaire, ne servent que pour les danses funèbres. Tremblotants, les petits brasiers éclairèrent, la nuit, les robes tachetées des veaux, des génisses et des vaches hautement cornues, les cuirs fauves du taureau et des bœufs destinés aux sacrifices, et leurs yeux tout blancs lorsqu'ils tiraient sur leur corde.

Le jour, Ouarâ, ne changeant guère d'habitude, mangeait, lappait son écuelle d'eau, dormait et jouait. Les Noirs qui passaient par la concession s'effrayaient à sa vue; mais seulement pour amuser le maître, car ils savaient que la lionne était devenue esclave.

Pourtant, un matin, le boy qui apportait le café chaud et le lait frais, vit la bête couchée loin de sa laisse. La corde était sectionnée d'un coup de dent, comme par un couteau. Averti, le maître de Ouarâ finit de déjeuner, remit une nouvelle corde toute raide à son collier, et la corrigea avec la corde coupée. Tapage et soumission. Le maître grommela que la lionne, sans doute, avait voulu essayer ses dents et ne pensa presque pas qu'elle avait voulu, dans son inconscient, faire comme les serviteurs qui chaque jour cachent un peu plus l'objet qu'ils veulent dérober, jusqu'à ce que l'homme blanc ne s'en aperçoive plus.

L'affaire fut classée et Ouarâ ne coupa plus sa corde.

Vint une nouvelle lune qui empiétait chaque soir plus fort sur l'obscurité, sur les étoiles, et se mettait à éclairer la petite

plaine, autour de la maison grise et du village bobo, d'un tel éclat qu'on eût pu faire mouche dans l'épaule d'une antilope dressée sur la limite de la brousse.

Mais les antilopes ne se montraient pas plus que les biches et les lièvres, à la lisière toute noire des fourrés et des bois. La rumeur les en avait chassés : cette rumeur qui avait grandi à mesure que les mois ajoutaient quelques pouces à la taille de Ouarâ et quelques livres à son poids. Plus fréquente et plus régulière devenait la rumeur, quand Ouarâ dégageait de ces effluves secrets qui font que les papillons mâles accourent de plusieurs lieues pour rencontrer une femelle prisonnière, qui font qu'à la floraison le pollen des fleurs mâles va retrouver mystérieusement le pistil des fleurs femelles parées pour la grande fête.

Ce soir-là, le vent qui passait sur la maison et s'insinuait sous la véranda, caressait l'échine de Ouarâ. Il lui apportait la senteur des sous-bois et des cimes, faits d'humus et de feuilles tendres, de sèves écoulées par des fissures d'écorces, de la sudation des lianes et des fruits trop mûrs, de cette poudre jaune qui tombe des palmiers secouée par les ailes des chauves-souris et des grands oiseaux de nuit, et que les courants d'air dispersent amoureusement.

Le maître de Ouarâ, lui, dormait déjà, insensible au trouble de la lionne.

Après avoir exhalé sa petite chanson nostalgique des grands fleuves et repris l'air en sifflotant, le fidèle gardien de la concession s'était endormi, la conscience tranquille, assuré que son favorable destin le protégerait une fois de plus des voleurs qui auraient l'audace de s'introduire dans les magasins de son maître. La chasse aux moustiques terminée, les roussettes avaient poussé leurs derniers tintements de clochette et s'étaient suspendues la tête en bas aux branches de leurs manguiers habituels. Seuls, le chat et le boa familiers, moins bruyants que le silence, tenaient en respect les rats et les mulots au fond de leurs trous.

Alors, sous le vent, la rumeur qui se préparait, qui s'était annoncée, qui s'était tue quelque temps, se déchaîna. Brusque, elle jaillit de la barrière noire qui limitait la plaine, — la plaine toute blanchâtre sous la lune. Cela commença par un gosier. Puis un autre gosier suivit. Et d'autres encore. C'était comme une série de tuyaux d'orgue obstrués par des brosses en

chiendent à travers quoi passait un vent soufflé par le diable en personne.

Au premier cri, la lionne fut sur pattes, la tête haute. Sa queue lui cinglait les flancs, s'abattait sur le plancher de la véranda, heurtait la balustrade. Et Ouarâ commençait à tirer sur sa corde, à hocher la tête, tandis que là-bas les mâles de sa tribu lui criaient sans arrêt les mots que depuis des siècles innombrables les lions rugissent aux lionnes...

Terrifiés, les bœufs du village devenaient stupides. Les chèvres heurtaient les portes des cases. Les chiens, après avoir essayé de répondre, se cachaient sous les greniers à mil. Dans les cases et près du parc à bestiaux, les hommes attisaient les feux qui éloignent les génies, le froid des matins et les bêtes audacieuses et puissantes.

Ouarâ piétinait, soufflait, feulait, à mesure que les rugissements, lointains d'abord, se rapprochaient pour ravir sans doute à l'homme ce que l'homme avait pris.

Les mâles fauves et chevelus, suivant leur seul instinct, trop loin pour s'en apercevoir, ne se doutaient pas que Ouarâ sentait l'homme, que son pelage portait cette odeur d'homme plus mordante que celle de la brousse qui, elle, ne mange pas de sel. Ils ignoraient qu'elle avait été brossée, lavée, étrillée, grattée par les hommes. Et ils venaient vers elle, lentement comme s'ils avaient dû éviter des pièges.

Ouarâ, oubliant son maître qui dormait, fut saisie par la puissance de l'Appel. Son gosier se mit à monter et à descendre tout le long du cou. Il en sortit un son, étranglé d'abord, que suivit un grondement allongé et dur qui perfora l'air de la concession.

Cela réveilla le gardien. Cela réveilla le maître qui accourut sur la véranda.

Là, il vit une Ouarâ inconnue jusqu'alors. Elle avait grandi en une heure. Par soubresauts, elle s'affaissait pour se redresser plus haut encore. Oh! ces coups de pattes de derrière, comme si elle prenait un point d'appui pour bondir! Ces piétinements des lourdes pattes de devant, relevées brusquement, abaissées avec précaution, comme si elles touchaient des épines! Ouarâ ne faisait plus attention à son maître, à la véranda, à la corde méprisable qu'elle pouvait trancher d'un coup de mâchoires : elle avait les yeux fixés sur la plaine, sur la lisière noire qui bordait les champs des Bobos.

Ce que les lions criaient, en attendant le moment de se battre pour elle, en se mesurant déjà du regard, tantôt assis, tantôt agités, depuis le seuil de la forêt, c'était l'Appel, qui enjoignait à Ouarâ d'obéir au devoir millénaire des lionnes et de ne point forfaire plus longtemps à la loi, à la loi qu'elle transgressait pour plaire aux hommes. Et ils le lui criaient à pleine voix, à faire trembler la brousse entière.

— Eh bien! Ouarâ, qu'est-ce qui te prend?

Comme si elle sortait d'un rêve, la lionne tourna brusquement la tête. Ses yeux firent deux lueurs dans l'ombre de la véranda. Elle vit son maître. Et son profil énorme, sinueux, détaché de la surface éclairée de la cour, s'abaissa peu à peu... Elle se coucha, la queue droite, les pattes en avant, accouplées.

— Gardien!

— Me voilà! répondit le Noir, sorti de la petite cuisine, à droite de la concession.

— Qu'y a-t-il? Quelqu'un est entré?

— Personne, notre maître! Ce sont seulement les lions qui appellent Ouarâ. Que j'en perde la vie! Elle ressemblait à quelqu'un qui écoutait ces mauvais garçons...

Le maître de Ouarâ sauta dans sa chambre, prit sa carabine, — par habitude de chasseur toute prête, — et visa dans la direction des cris.

La nuit fut sillonnée par la balle : le bruit claqua contre les murs, alla cogner la forêt et revint tout seul.

Les grondements se turent. Un instant seulement. La lionne avait sursauté et tirait maintenant sur sa corde pour atteindre son maître.

Celui-ci se pencha, lui gratta le tour des yeux, le menton, la naissance de la queue.

— Allons, couche-toi, Ouarâ, dit-il enfin.

La lionne lui léchait les pieds nus, ne s'interrompant que pour se mettre sur le dos et se faire caresser le ventre, les quatre pattes repliées.

... Cependant qu'au loin, sur la plaine blanchie par la lune, des taches sombres s'éloignaient, et que ces taches mouvantes éructaient dans la nuit, à l'adresse de la maison des hommes, des injures saccadées suivies de points d'orgue majestueux et rauques.

Deux ans plus tard. Une cage : trois mètres sur trois mètres de plancher incliné, un plafond à bout de bras, des murs jaune sale, des barreaux de fer qui suffiraient à clore un parc à éléphants sauvages. Pour être sans doute plus lentement dévorés par la rouille et justifier le qualificatif de « féroces » appliqué aux bêtes qui vivent derrière ces barreaux. Voilà où est venue Ouarâ.

La lionne et son maître ont suivi les routes obscures de leur destinée. Chacun de son côté. Tous deux vers le Nord, cependant. L'homme est rentré le premier en France. Avant son départ, il a donné la bête à un ami. De maison en maison, elle est entrée jusque dans la demeure d'un gouverneur qui l'a expédiée à Paris. Enfermée dans une caisse à claire-voie, secouée par la mer, elle a frôlé les splendeurs brutales du Maroc, écouté au passage les *fados* nostalgiques des montagnards portugais, chantés par ces hommes de la fin des terres d'Occident qui, aux âges précédents, ont épuisé la coupe du monde et s'en sont enivrés au point de s'endormir au moment où l'Europe s'éveillait.

Et maintenant, Ouarâ est voisine d'une hyène offerte par un petit chef kabyle et d'un ours brun au pelage dévasté. Elle les ignore, n'étant pas de leur race. Elle sait que, plus loin, vivent d'autres lions qu'elle a écoutés et flairés sans jamais les voir. Elle habite ainsi, sur le bord de la Seine, la quatrième cellule d'un monument qui fut la gloire d'un architecte, à l'époque médiocre des meubles noirs et des allume-feux en papier roulé rangés dans un vase de faïence rouge. Vingt fausses colonnes doriques séparent vingt et une cellules : platitude et nullité répétées vingt et une fois. Sur le derrière, correspondent vingt et une cages semblables qui bordent un grand couloir à fenêtres. O symétrie ! Prison américaine. Sur quelques colonnes, des écriteaux :

Défense d'exciter les animaux.

Au-dessus d'une cage :

LIONNE
Felis Leo
Don de M. Prud'homme

Fin d'hiver. Soleil et giboulées. Une jeune lionne aux crocs courts et coniques, qui n'a pas encore, comme Ouarà, pris de l'âge auprès des hommes, se démène sans arrêt entre la grille et la porte, sautant contre le mur, espérant un jour trouver une issue vers les caresses ou la liberté. La foule des oisifs défile devant les cages. *Felis tigris* (Tigre royal, don de l'empereur d'Annam), *Felis pardus*, *Felis leo*. Les ours à bon marché attendent les cacahuètes que les enfants ont le droit de leur jeter, et cela procure de l'amusement à des vieillards munis de cannes et de parapluies, à des mégères édentées, à des bonnes d'enfants, à des mamans et des bébés.

Sur d'autres colonnes :

« En raison des accidents survenus aux animaux,
Il est formellement interdit,
sous peine de poursuites judiciaires
de jeter quoi que ce soit aux carnassiers. »

Et, pour expliquer ce dernier mot :

« *Lions, panthères, pumas.* »

Un écriteau, deux écriteaux, trois écriteaux, des grilles, une rampe et un gardien qui somnole : voilà de quoi assurer le repos d'un fonctionnaire chargé des responsabilités du gouvernement.

O cages contemporaines de la lampe à huile et de la chandelle, devant quoi défilent, comme à un enterrement, des groupes d'êtres humains affublés de défroques couleur de maladie ou de nécrose! Monotone glissement de visages aux regards neutres, de visages inertes qui veulent cependant en avoir pour leurs deux francs; paquets d'humanité désespérément sombres, comme si l'obscurité était devenue le symbole de notre époque, et le noir la couleur du voile qui nous recouvre!

Sur cette atonie la jeune lionne jette parfois un regard curieux. Elle pousse de petits grognements : elle appelle pour qu'on joue avec elle, comme on le lui apprit non loin de sa brousse natale. La foule, qui ne comprend pas, rit à l'abri des barreaux et se moque. Sotte bravade devant le prisonnier en cage. La foule est lâche, et admire son gouvernement qui l'amuse en la mettant à l'abri du danger : elle se croit devant

la photographie d'un de ces assassins condamnés qui orne la première page des journaux.

Ouarâ n'a pas commis de crime. Mais elle supporte mal le froid. Elle est à l'intérieur. Depuis longtemps, elle a mis fin aux exercices d'acrobatie dont la jeune lionne n'est pas encore blasée, aux bienfaisantes détentes des muscles. Elle ne bondit même plus sur une proie imaginaire, jamais poursuivie. Elle a épuisé les distractions de sa captivité : la vue des acacias étriqués en hiver et qui pleurent sous la pluie, le passage quotidien de ces hommes qu'elle ne peut approcher ni flairer, avec qui elle ne peut jouer.

D'abord, Ouarâ n'a pas compris, elle a cru que ce n'était qu'une situation transitoire, — comme sur le bateau, — qu'on allait la libérer, lui remettre un collier et une corde, la ramener dans la maison de son maître, une maison ouverte, libre, avec de larges vérandas baignées de lumineuse chaleur. Puis la monotonie l'a gagnée : repas sans fantaisie, passage de la cage de jour à la cage de nuit, murs jaune sale, barreaux noirâtres, immobile horizon.

Alors, de son âme profonde, le désir de revoir son maître est remonté, s'est emparé de ses gestes, de sa vie. Elle a attendu, elle a espéré découvrir, un jour, parmi ces hommes, non pas un de ceux qui l'ont adoptée de passage, mais celui qui l'a élevée, qui l'a vue grandir, celui qui a dissipé pour elle le très vieux malentendu qui éloigne des hommes les lions et tous les animaux qui habitent la brousse. Les pattes glissées entre la grille et le parquet de sa cage, — pour agrandir un peu le champ que les hommes lui ont donné, — longtemps Ouarâ, les yeux mi-clos, a écouté les visiteurs, toute au désir d'entendre la voix familière à travers le parler vulgaire et les exclamations saugrenues.

Maintenant, lasse de surveiller la foule, Ouarâ dort. Elle dort entre les repas que lui apporte son gardien, un jeune cévenol, un déraciné lui aussi, qui abandonna sa terre parce que son père lui refusait un salaire qu'il trouvait juste de donner à deux remplaçants étrangers. *Défense d'exciter les animaux*!... Ouarâ n'est plus excitable. Elle dort. Alourdie par la fatalité, elle a perdu la notion des matins frais qui précédaient la lumière riche et vivante, ces matins où les touracos et les coqs de pagode gloussaient tandis que les tourterelles

roucoulaient avec les pigeons verts. Les jappements du chien de son maître, le meuglement des bœufs, les appels stupides des oiseaux-trompettes, le bêlement des brebis, le rythme des tams-tams et des pilons à mil, tout cela est remplacé par le vacarme des camions, le crépitement des moteurs, le crissement des tramways et les trompes d'autos.

Au fond de sa caverne carrée, Ouarâ n'a plus pour se distraire que le pépiement des moineaux et la voix de son gardien. C'est peu pour une bête qui a gardé le souvenir d'une maison claire, entourée d'une large véranda au milieu d'espaces sereins et chauds dont elle pouvait disposer à son gré et qu'elle dédaignait, où les jeux et le bonheur de vivre aisément avaient remplacé les terreurs de la brousse, feux ou serpents, terreurs soudaines et désespérées plus féroces que la faim.

Lasse de la lutte entre son passé soumis à l'homme à la peau claire, aux yeux ardents, et les regrets d'une autre vie qui lui viennent de ses ancêtres, obstinément accroupie, la tête à plat sur les pattes, ou couchée sur le flanc et l'oreille contre le parquet, Ouarâ s'est résignée à dormir. Seul, aux heures fixées par le règlement, le désir de nourriture lui redonne le goût du mouvement.

... Au jour que Ouarâ s'y attendait le moins, l'homme vint : celui qui lui avait enseigné à jouer avec les hommes, celui qui avait inventé pour elle des nourritures tièdes et savoureuses dont elle jouissait sans fatigue, l'homme qui ne la laissait jamais manquer d'eau et qui coupait la corde de son collier au moment qu'elle devenait mortelle. Le maître de Ouarâ était de passage en France. Il attendit que le flot des tristes visiteurs fût écoulé, et demeura quelque temps devant la cage. Heure du repas : Ouarâ allait, venait, se dressait contre la trappe de communication, revenait vers les barreaux, le pas encore souple, les muscles assez forts pour ne déceler ni raideur, ni détente. A un moment, elle s'arrêta, considéra ce visiteur tardif, isolé : ses yeux ne le reconnurent point. L'homme avait quitté ses pyjamas et ses habits blancs, son casque et ses chaussures de toile, pour revêtir les habits ternes et sournois qui sont de rigueur dans les pays où les maisons touchent le ciel et où les arbres sont rabougris.

— Ouarâ, ma fille! murmura-t-il au moment où la bête reprenait son pas perdu. Tu ne me reconnais donc plus?

La lionne s'arrêta net, fit un bond de côté, le regard tendu, la peau du crâne froncée, pendant que la queue fouettait l'air par saccades. Ah ! ces yeux troubles tout à l'heure, devenus subitement étonnés, incrédules et fervents ! Les palpitations insensées de ce cœur couché dans la formidable poitrine ! Et ces regards que rien au monde ne pouvait plus détacher de l'homme qui continuait à lui parler à voix grave, émue, à lui dire les mots qu'il lui confiait autrefois, là-bas, au cours des jeux sur la véranda; ces mots légers et enfantins qui avaient fait oublier à la bête la brousse ouverte et la forêt libre : la forêt où les génies accrochés dans les branches font un chuchotement pareil au bruit du vent et des feuilles froissées; la brousse où s'égarent la nuit les âmes qui vagabondent loin des tombes ancestrales, où la tribu des lions passe, au cours de ses marches nocturnes, en grognant pour éveiller le gibier qu'elle ne voit pas.

Hô-ô ! Hô-ô ! A mesure que l'homme parlait, les reins de la lionne s'abaissaient. De sa gorge rugueuse sortait un long, un très long, un très doux rauquement. Le maître de Ouarâ s'étant approché, la lionne se coucha sur le dos, les quatre pattes repliées et les griffes rentrées, pour recevoir la caresse qu'elle recherchait déjà, tout le long des côtes, quand elle n'était encore qu'une toute petite lionne, pataude et ocellée.

Mais déjà, Ouarâ se relevait, flairait la main qui la caressait, la lèchait de sa langue râpeuse, passait et repassait sous cette main tendue à travers la grille, le dos rond, la tête et le cou arqués. Alors, son maître aperçut les bosses de son corps au poil usé, les saillants de son crâne et de ses os qui avaient indéfiniment frotté contre les barreaux, sa queue desséchée. Et de toute la bête, que depuis sa captivité nul n'osait plus baigner, s'exhalait une odeur forte et âcre qui rendait son cuir plus misérable encore.

De temps à autre, la lionne s'arrêtait, mordillant la main qui disparaissait dans sa gueule énorme, posait sur son maître des regards de reproche, interrogeant avec la même naïveté qu'à l'époque où, pour la quatrième fois de sa vie, elle avait vu grandir la lune.

Les ronronnements emplissaient la cage, débordaient dans le couloir de prison, pénétraient dans les cages voisines. Des

mâles se méprirent. En réponse, leurs rugissements ébranlèrent la demeure aux colonnes doriques, couvrirent le nasillement des trompes d'autos, l'appel des tramways, les cris des camelots à la bouche tordue qui couraient dehors, sous la pluie, pour vendre leurs papiers noircis. L'homme, un peu effrayé, retira sa main. Alors Ouarâ passa ses deux pattes, l'attira doucement et le lécha. Indifférente aux appels de ces fous qui l'avoisinaient, elle n'écoutait plus, elle n'entendait plus que son nom, ce nom que nul, depuis longtemps, ne prononçait plus : « Ouarâ! Ouarâ! »

— On ferme!

Quatre heures, c'est le gardien.

— Vous connaissez cette lionne? demande le fonctionnaire.

— C'est moi qui l'ai élevée. Il y a près de deux ans que je ne l'avais vue. Mais un lion n'oublie jamais. Voyez Androclès...

— Qu'est-ce que c'est qu'Androclès?...

Le maître de Ouarâ avait des idées sur l'Administration. Elles étaient fausses. Il sollicita l'élargissement de la bête, offrit de la racheter. On lui répondit par les articles du règlement, on le renvoya à l'écriteau placé en haut de la cage. Le don venait d'une autre personne. Fût-il même de lui, que le retour au donateur était impossible.

Il s'en fut porter ses doléances aux journaux, demanda des améliorations.

— Ce n'est pas d'actualité, lui dit-on.

On ne s'occupait alors que de Caroline Butcher...

Comme l'affection d'une lionne ne nourrit pas un homme, son maître reprit sa course à travers les terres d'un autre continent.

Dans sa cage cubique, Ouarâ est couchée, ou plutôt une bête jaune sale, de la couleur des murs, que les gens d'ici appellent sauvage, qui a perdu son nom, qui n'est plus la lionne de personne, qui n'est plus qu'une lionne du gouvernement. Les feuilles mortes ont remplacé la poussière de l'été. L'hiver est revenu, avec ses nuages bas et grossiers, son horizon bouché de brumes aveugles, ses arbres honteux et son froid collant qui a fini par pénétrer les os et les muscles de Ouarâ.

En vain, d'une saison à l'autre, la lionne a attendu une

nouvelle visite de l'homme qui, en lui grattant le tour des yeux, en lui froissant les oreilles, l'appelait Ouarâ. Son gardien, le Cévenol, essaie parfois, lui aussi, une caresse maladroite : mais il esquive le risque (ça n'est pas dans le service, n'est-ce pas?...) Et puis, il a trop à faire pour nourrir et soigner les cinq ours, les quatre oursons, le tigre royal, — deux cages pour lui tout seul, — les panthères venues de Dieu sait où, les hyènes immondes et l'américain puma, qui habitent les mêmes cages cubiques, mais n'ont sans doute pas grandi libres dans la maison des hommes.

A cette heure, Ouarâ, le dos tordu, les pattes abandonnées par les muscles, est couchée sur le flanc. Tout près, un jarret de cheval qu'elle a négligé de dépouiller de sa viande. Le vétérinaire est venu. Le sous-directeur est venu. Ouarâ ne mange plus, Ouarâ ne veut plus manger, Ouarâ ne veut plus changer de cage.

Ce soir, elle est restée allongée, la queue droite comme un manche de bêche, le poil hérissé, brouillé, sale. Les réverbères du boulevard éclairent seuls le couloir de prison, à l'heure où les humains se sont dispersés vers leurs plaisirs. C'est une de ces dernières nuits où l'hiver veut arracher des heures au printemps qui monte. Rencontre des vents du sud et des vents du nord. Tourbillons. Lutte sournoise qui préfère l'obscurité à la lumière et qui a pour champ les quais déserts, les jardins amaigris, les rues inhospitalières. Le vent, déchiré par les maisons, les monuments et les arbres noirs, parle déjà fort. Le vent gémit et secoue les vieilles fenêtres du couloir. Des ardoises, arrachées du toit fatigué, sifflent et s'écrasent sur les pavés.

La gueule tout contre le parquet, Ouarâ se plaint. De sa gorge fuse un long rauquement désolé. Ce n'est pas ici, dans cette prison étroite, sordide, à angles droits, qu'elle avait donné rendez-vous à la Mort... Telle n'est pas la coutume du clan, d'attendre la froide immobilité derrière des barreaux que traversent les exclamations des imbéciles et les boulettes lancées par les sarbacanes des enfants... Une ondulation passe sur les côtes et les flancs de Ouarâ. Et toujours cette plainte ! La lionne, épuisée d'ennui, appesantie par le Destin, lance un appel désespéré. Sans colère, — elle n'en a plus le courage, — mais avec obstination, elle réclame la forêt où les arbres de toute

taille et de toute espèce meurent de maladie, membre par membre, ou d'accident, cassés par la tornade, mais tous parmi leurs voisins qui ne s'écartent pas, sous le regard des êtres bruyants ou mystérieux qui fréquentent les branches vivantes, trapues et audacieuses ; la forêt, où les dieux se nourrissent de fruits et de sang.

Dans la nuit, faiblement éclairée par les rayons extrêmes des becs de gaz, les autres lions, bêtes sombres et rudes prises adultes dans quelque piège abyssin, ont entendu Ouarâ. Tout ce que le vétérinaire, le sous-directeur et le gardien n'ont pas compris, les secoue derrière les barreaux. Leurs babines se retroussent, leurs gosiers frémissent. De lourdes rumeurs grondent éperdument, emplissent le couloir de leur prison.

Égarée dans le néant qui commence à l'accabler, Ouarâ reconnaît les cris qui ébranlent la vieille et ridicule demeure, ces appels qu'elle entendit un soir sur la véranda de la maison des hommes dressée au milieu de la plaine blanchie par la lune. Dans un sursaut, la lionne se débat, essaye de se soulever, use encore ses pommettes contre le parquet. En elle, la lutte s'engage entre la vie qui animait ses muscles et la mort qui gagne à chaque instant des points, entre l'appel qui veut la dresser et le sentiment qui gît encore en son âme déformée et qui fit d'elle une esclave des hommes.

Le crâne et la mâchoire de Ouarâ ne sont plus d'accord. Tour à tour, au gré des instincts et des souvenirs, Ouarâ lèche le parquet ou cherche à le labourer de ses crocs. Mais le parquet est uni, indifférent à ses souffrances et à ses désirs.

Pareille au destin, la nuit s'avance : la nuit propice aux randonnées des lions qui ont dormi tout le jour à l'ombre d'un roc ou d'une broussaille. Dans les cages voisines, les bêtes obscures tournent lourdement, rasant les barreaux et les murs, la tête inclinée, le cou tendu, au pas de chasse. Les yeux sont pleins de phosphorescence. Dans le même temps, sous la peau trop flasque, les membres de Ouarâ essayent de se mouvoir, comme sous un lourd manteau : plus lentement, à mesure que le froid qui remonte des pattes vers le cœur les glace et les raidit. Les griffes s'ouvrent et ne se referment plus. Les oreilles s'aplatissent comme à l'annonce d'une colère. Agitées, les mâchoires se referment avec bruit, imitant maladroitement celles des autres lions restés dans la brousse et qui

se rassemblent en liberté pour festoyer autour d'une antilope égorgée.

Dehors, le vent poursuit les heures dans la nuit. Pendant que s'apaisent les crissements des tramways, les trompes d'autos, « Dernières nouvelles » glapit un malheureux.

Ouarâ se reprend à gémir. Ses flancs se soulèvent et s'affaissent avec peine, comme un vieux soufflet de forgeron. Tout le long de sa plainte, les lions, qui ne dorment pas, l'écoutent. Elle regrette une dernière fois l'amour qu'elle dédaigna pour la curiosité qui la retenait près de l'homme à la peau claire, pour la gratitude qu'elle avait gardée, suivant la tradition de sa race, à celui qui l'avait nourrie et sauvée de la mort. Ouarâ, dans son râle tremblant, — orage qui s'éloigne, — avoue à ses voisins qu'elle a transgressé la loi de la brousse en ne fuyant pas, alors qu'elle était libre, en préférant les hommes et leur maison aux fourrés ombreux, aux lits d'herbes et de brindilles, aux poursuites des lions formidables et naïfs.

Tout à coup, les muscles de son cou (aussi forts, il y a un an, que ceux de son père qui avait, une nuit, emporté à bouts de crocs un veau du troupeau de Samba-Si) se détendent. Dernier lien entre la tête et le cœur. Alors, dans tout le couloir sinistre et désolé, frémissent des vibrations infinies, — langueurs féroces, colères dolentes des puissances du clan, appels immenses à la liberté.

Le gardien, à sa première visite, trouva la lionne raide, la langue pendante et à moitié coupée par les dents que découvraient les babines retroussées.

L'aube, qui achève les mourants, avait achevé Ouarâ. Impassibles, défeuillés, les acacias baignés d'une pluie indécise continuaient à cracher leur tristesse et leur ennui sur les rares passants qui se hâtaient, obstinés et difformes, le dos courbé, la bouche gonflée de menaces.

André Demaison.

(*A suivre.*)

QUELQUES MAITRES DU DESTIN

III [1]

LE GÉNÉRAL PRIMO DE RIVERA

C'est à Madrid, dans son cabinet du ministère de la Guerre, que j'ai vu pour la première fois le général Primo de Rivera.

D'autres maîtres de l'Espagne ont habité ce palais. Offert à Godoy, prince de la Paix, par une reine sensible, il fut occupé ensuite par Espartero, un autre dictateur. Construit sur une éminence, à l'intersection d'Alcala et du Paseo de Recoletos, il domine la place de Cibeles d'où, par des rampes assez dures, on accède, sous l'œil de sentinelles somnolentes, au perron d'honneur, petite Puerta del Sol encombrée d'estafettes, de solliciteurs, de journalistes et d'oisifs. Dans le hall d'entrée, bruyant comme celui d'une gare, un huissier, galonné d'or et absorbé dans la confection d'une cigarette, veut bien, après s'être laissé dire le motif de ma visite, me recommander à son collègue du premier étage, qui, lui, me livre à un officier d'ordonnance. Là ce n'est plus la cohue, mais, dans chaque salon traversé, je croise de nombreux clients, causant entre eux et fumant, ou confessant à des secrétaires du général le désir qui les amène.

Le grand salon où j'attends est une salle de bal, richement décorée. Plafond peint où quelque artiste italien dont le nom reste inconnu, a représenté des guerriers, l'arme au poing, près de déesses vidant des cornes d'abondance. Superbes lustres de

(1) Voyez la *Revue* des 1er et 15 mars, et 1er mai.

cristal se mirant dans d'immenses glaces. Lourd mobilier de bois doré. Hautes fenêtres d'où, à travers les arbres, on aperçoit la vie trépidante de la rue d'Alcala avec, en face de soi, l'imposant bâtiment de la Banque d'Espagne et, sur sa gauche, au delà du gracieux bassin dominé par Cybèle et son char, le prétentieux temple gothique consacré à la poste et que la malice espagnole a dénommé Notre-Dame des Communications.

LA JOURNÉE DU DICTATEUR

Enfin le général me reçoit. Sanglé dans un uniforme kaki, grand, un peu fort, mais sans paraître alourdi par ses cinquante-huit ans, il s'avance la main ouverte et me conduit dans son cabinet, autre salon très doré, avec au centre une grande table couverte de dossiers, de cartes du Maroc, etc... Son accueil est cordial. Immédiatement, il met ses visiteurs à l'aise. Une cigarette offerte y contribue et *l'abrazo* national, accompagné des gestes rituels, commande vite une certaine familiarité. Il est toujours militaire et, pour lui, tout visiteur, s'il n'est pas un ennemi, est un ami. Donc, nulle contrainte.

Le général parle avec volubilité. En français, quelques mots lui manquent; il y supplée par des gestes. En tout cas, il comprend bien notre langue et sa vivacité à répondre montre qu'aucune de ses finesses ne lui échappe.

Il déclare aimer la France et rappelle qu'il est un des rares généraux espagnols qui aient demandé à visiter les tranchées françaises plutôt que les tranchées allemandes. C'est à la suite de l'un de ses voyages au front qu'il fut nommé commandeur de la Légion d'honneur.

Les cheveux gris taillés courts, le front grand, un peu dénudé, des yeux brillants d'intelligence, pleins de lumière et de gaieté, la moustache coupée à l'américaine, une grande mobilité de traits, le sourire engageant, le rire toujours prêt à éclater à ses propres plaisanteries et même à celles des autres, le geste amical et bonhomme; l'ensemble dès le premier abord inspire la sympathie. Sa voix même, quoique éraillée, avec parfois des notes hautes de commandement, n'est pas sans charme. Il est l'image du bel officier, débordant de santé et de belle humeur. Et quand il dit qu'avec l'âge le diable s'est fait ermite, c'est modestie feinte, car il est resté jeune et galant comme un page.

Infatigable, il n'est jamais malade. Toujours debout à neuf heures, il ne se couche jamais avant trois heures du matin, lorsqu'il ne reste pas à travailler ou... à danser jusqu'à l'aube. Et cela depuis le 13 septembre 1923, jour où il a pris le pouvoir.

Ainsi, depuis deux ans, il a été seul à gouverner l'Espagne, d'abord avec un Directoire de huit membres, puis avec quelques autres collaborateurs moins insuffisants que les premiers, mais sans qu'il leur confiât cependant des départements ministériels distincts. Lui seul est donc responsable, devant le Roi et le pays, de toutes les décisions prises. Ensuite, le Directoire s'est quelque peu transformé et les collaborateurs du général Primo de Rivera sont devenus des ministres. Cependant les pouvoirs de chacun d'eux restent limités et toutes les affaires importantes lui sont soumises. Il les suit de si près, — notamment les affaires marocaines et la question de Tanger, — que son ministre d'État, M. de Yanguas, a dû lui rendre son portefeuille. Et aujourd'hui, le général Primo de Rivera est ministre d'État en même temps que président du Conseil. Pendant la période la plus active des opérations dans le Riff, il a même été Haut-Commissaire au Maroc et commandant supérieur des troupes.

A cette besogne s'ajoutent la préparation des nombreux discours qu'il prononce à toute occasion, des réponses qu'il doit faire à l'Assemblée nationale, des articles qu'il écrit dans *la Nacion* et dans la feuille officielle du lundi (seul journal paraissant ce jour-là pour assurer le repos dominical), enfin les obligations de sa vie officielle et mondaine qui est des plus actives.

De plus, il est facilement accessible. Or, en Espagne plus qu'ailleurs, les conversations d'affaires comportent de longs préambules au cours desquels l'éloquence naturelle se donne d'autant plus libre cours que le général, causeur brillant, aime à parler.

Son activité, d'apparence un peu brouillonne, est cependant ordonnée. Ses secrétaires lui reprochent d'arriver à son cabinet à neuf heures, heure anormale pour Madrid, puisque son courrier ne lui est remis qu'entre dix et onze. Il y reste jusqu'à deux heures. Parfois, quand il ne préside pas un banquet, il déjeune en ville. De retour à son cabinet vers cinq heures, il reçoit et travaille jusqu'à dix heures du soir. Entre

temps, il voit ses ministres, les réunit souvent en Conseil de cabinet et va rendre compte au Roi qui préside lui-même le Conseil des ministres une ou deux fois par semaine. Le général dîne rarement seul et accepte volontiers les invitations. Un bon dîner le repose. Il est excellent convive ; toujours en train, il mange bien, boit sec et sait fumer. Les plus gros havanes ne l'intimident pas. Dans les salons, il est aimable, empressé auprès des femmes que sa séduction ne laisse pas insensibles. Il semble, en tout cas, oublier toutes ses préoccupations de la journée. Celle-ci cependant n'est pas finie pour lui et il travaille encore jusqu'à une heure avancée de la nuit, après qu'il est rentré au ministère de la Guerre.

C'est là qu'il habite. Veuf, il s'y est fait installer une chambre dont ne se contenteraient pas tous les lieutenants. Il y fait ménage commun avec son ami et compagnon d'armes, le duc de Tétouan, ministre de la Guerre. Chacun d'eux a conservé son ordonnance d'autrefois. L'un des soldats sert de valet de chambre aux deux généraux et l'autre fait leur cuisine quand ils prennent au ministère leur repas auquel ils convient souvent des amis. Aux règlements de compte mensuels, ils se reprochent mutuellement, dit-on, d'avoir l'invitation trop facile.

Malgré cette vie à laquelle nul ne résisterait, le général Primo de Rivera ne semble pas vieillir au pouvoir. Faut-il compter comme repos ses nombreux voyages au Maroc pendant lesquels il partage son temps entre le bateau, le cheval ou l'automobile, ses rapides tournées en province où, entre deux trains, il parle aux banquets des Unions patriotiques, inaugure des monuments, visite des usines, harangue les autorités?

Même quand il va à Jérez, sa ville natale, il ne sait pas se dérober aux sollicitations de ses amis, qui le fêtent et lui font boire les xérès les plus capiteux sous le plus traître des soleils.

Une faculté merveilleuse lui permet de résister à ce perpétuel surmenage : il se repose à volonté. Dès qu'il en a ainsi décidé, il oublie tous ses soucis et dort. Il dort immédiatement, du sommeil du juste, ne fût-ce que pour de courts instants, jusqu'à l'heure fixée pour son réveil. Après cet intermède réparateur, le général est de nouveau frais et dispos.

UN SOLDAT HEUREUX

Une telle concentration de pouvoirs entre les mains d'un seul homme, une si forte réaction contre le système antérieur qui valait tant de profits à tant de gens, n'ont pas été sans léser bien des intérêts, soulever bien des haines. Ceux qui exploitaient le régime parlementaire, ceux pour qui il reste un article de foi, ont essayé de combattre la dictature. Même ceux-là, s'ils sont les ennemis du gouvernement du général Primo de Rivera, marquis d'Estella, sont le plus souvent les amis de Miguel. Presque tous ceux qui l'ont approché ont subi sa séduction, admiré sa bonne volonté, reconnu le succès de ses méthodes.

Il est certes un dictateur, mais un dictateur paternel auquel le sang fait horreur. Il s'est emparé du pouvoir sans en répandre une goutte. En la circonstance, il n'a peut-être pas eu grand mérite, puisqu'il n'a rencontré aucune résistance. Il joua le pronunciamiento en tirant à cinq. Ceux qui tenaient la banque n'attendirent pas de voir sa carte pour abandonner la partie. Le gouvernement du marquis d'Alhucemas en effet n'a pas été renversé. Il est tombé comme un fruit pourri attaqué par tous les maux dont souffrait traditionnellement l'Espagne, intrigues militaires, catalanisme, terrorisme, difficultés marocaines, corruption parlementaire... Primo de Rivera, appelé par le Roi qui venait d'accepter la démission de ce gouvernement, quitta Barcelone le 14 septembre 1923 au soir, béni par l'évêque, embrassé par l'alcade et salué par de délirantes ovations. Il n'a pas même eu à marcher sur la capitale. Pour en prendre possession, il lui a suffi de lancer une proclamation et de monter dans le train.

Que venait-il faire à Madrid ? Issu d'un mouvement militaire, allait-il, comme certains de ses prédécesseurs, s'installer au pouvoir et l'exploiter ? Non. Immédiatement il déclare qu'il arrive comme Hercule pour nettoyer les écuries d'Augias.

Il définit son programme : 1° Mettre plus d'ordre en bas, plus d'autorité en haut; 2° Combattre la corruption qui s'est généralisée sous l'action dissolvante d'un personnel politique concussionnaire, incapable et discrédité. Il restera au pouvoir le temps qu'il lui faudra pour mener à bien cette tâche. Aux journalistes, il spécifie que sa mission est toute temporaire : il lui assigne une durée de trois jours, de trois semaines, au plus

de trois mois ; un crédit de quatre-vingt-dix jours lui permettra, dit-il, de faire honneur à la lettre de change tirée sur la confiance du Roi. Il compare chacun des membres du Directoire à des chirurgiens : ils vont ouvrir l'abcès, débrider la plaie et tailler dans le vif. Bientôt ils pourront remettre l'Espagne malade, mais heureusement opérée, entre les mains d'un honnête médecin qui veillera sur sa convalescence. Alors, son devoir accompli, il rentrera sous sa tente.

Immédiatement il se met à l'œuvre. Il ignore tout de l'administration. Il s'est battu aux Philippines, à Cuba, au Maroc. Il a été dans de nombreuses garnisons et ses conceptions politiques sont celles d'un officier qui, au Casino militaire, a plus parlé qu'écouté, pendant les heures de loisir que lui laissait la dame de pique ou la dame de cœur.

Un jour qu'il pérorait dans un salon, le Roi, s'approchant du groupe, l'interpella :

— Dis donc, Miguel, où as-tu appris à gouverner?

— Au casino de Jerez, Sire.

Comme capitaine général de Madrid, il a bien fréquenté le Sénat dont il est membre et où il a prononcé quelques discours retentissants, mais il y a plus appris le dédain du monde parlementaire que la science du gouvernement.

A diverses reprises, et notamment dans un discours adressé en juin 1924 au *Somaten* de Saragosse, le général Primo de Rivera reconnaît son manque de préparation : « Je m'incline devant l'autel de la Patrie avec le remords de n'avoir pas mieux profité de ma jeunesse pour arriver à la charge que Dieu m'avait réservée avec la préparation technique qui aurait garanti ma réussite. »

Ses collaborateurs sont encore moins compétents que lui.

N'importe, il va de l'avant.

Il dissout les Cortes et la partie élue du Sénat, suspend les garanties constitutionnelles, supprime le jury dont les attributions passent à des magistrats de carrière, établit une censure rigoureuse, remplace les municipalités par les *Juntas de asociados;* il exige enfin l'assiduité des fonctionnaires.

Cette dernière mesure trouble la vie de Madrid et fait passer un frisson sur toutes les épaules. Du coup, un directeur de journal perd tous ses rédacteurs : tous étaient fonctionnaires. Un chef du personnel découvre un collaborateur qu'il

ignorait : celui-ci avoue que chaque mois il venait toucher à titre de traitement la somme effectée à la nourriture de deux mules, mortes depuis longtemps et qui avaient fait partie des écuries d'un ministère... Des coupes sombres sont opérées. En quinze jours, six cents fonctionnaires sont rayés des cadres et les fournisseurs se plaignent de voir beaucoup de notes de gens honorables demeurer impayées.

Cependant, investi du pouvoir par le Roi, le général ne se livra pas à des représailles et, s'il y songea, sa bonne étoile voulut que M. Santiago Alba, celui des anciens ministres qui était le plus visé par la réaction, mît la frontière entre lui et ses juges. Depuis, il ne s'est pas montré tyran plus féroce. S'il y a eu quelques perquisitions faites, quelques courts emprisonnements ordonnés, quelques bannissements prononcés, ceux qui avaient trahi trop de hâte à lui succéder n'ont pas été frappés durement : le général Cavalcanti est gouverneur des Baléares dont le climat est charmant; le marquis de Magas est ambassadeur du Roi auprès du Vatican; seul le général Aguilera, instigateur de la tentative du soulèvement du 24 juin 1926, a passé quelques mois dans une forteresse. Quelques-uns de ses complices ont été également condamnés à des peines assez légères, bientôt suivies de mesures de clémence.

La tranquillité de l'Espagne a été ainsi assurée depuis plus de quatre ans et toutes ces mesures, légales, dans la limite où l'on accepte comme légaux les actes d'une dictature, qui de sa propre autorité a suspendu la Constitution, s'inspirent du désir d'éviter les sanctions punitives et les brutalités inutiles.

S'il s'est montré indulgent pour les hommes, le général Primo de Rivera s'est montré bon pour les animaux.

Dès octobre 1923, c'est-à-dire encore en pleine fièvre d'organisation de la dictature, le général donne les instructions suivantes aux « délégués des gouverneurs civils de provinces » ; veiller à l'honnêteté des corps municipaux justement suspects, susciter la formation de corps de boys-scouts qu'il dénomme « explorateurs enfantins », enseigner à tous le respect de la loi et du Roi, faire apprendre aux enfants, en même temps que l'obligation de « voter en conscience et sans se vendre », « l'amour des arbres, des petits oiseaux et des fleurs » !

Ce soldat devenu législateur a une âme sensible. N'a-t-il pas tenté de rendre les courses de taureaux moins cruelles en

munissant d'une cuirasse le poitrail des malheureux chevaux? Qui a vu ces pauvres bêtes, les flancs ouverts, galoper autour de l'arène en traînant leurs entrailles sanglantes, comprendra cette pensée généreuse. L'expérience a été lamentable : les cornes du taureau et l'indignation des *aficionados* eurent raison de la cuirasse et des velléités dictatoriales qui furent jugées tyranniques. On accusait déjà le général de défendre le cheval pour brimer le taureau, et cela par pure jalousie, parce que dans la Plazza de Tolède, lors d'une course de « Fête-Dieu », il avait été sifflé, tandis que le taureau était l'objet d'une juste ovation !

Le général a dû battre en retraite malgré sa bravoure. Car il est brave : toute sa carrière le prouve.

En voici un exemple récent : porté au pouvoir par la troupe de Barcelone, il devait se faire reconnaître par l'armée du Maroc. En Espagne, il y a plusieurs armées dont les intérêts divergent : celle du Maroc se bat et entend avancer au choix; celle de la Péninsule, qui ne se bat pas, exige l'avancement à l'ancienneté; quant à celle de Madrid, près du soleil, elle demande un avancement de faveur. Le fait seul d'avoir été l'élu de l'armée de Barcelone rendait le général suspect à l'armée du Maroc.

De plus, celle-ci était divisée. Certains officiers étaient las d'une campagne faite de revers. D'autres brûlaient au contraire du désir de venger le désastre d'Anoual. Ces derniers étaient les plus violents. Quel accueil allaient-ils faire au général qui venait leur demander d'accepter son plan d'évacuation des premières lignes et leur offrir la tâche ingrate de le réaliser? Les troupes, depuis Anoual, étaient en effet restées sur des positions difficilement défendables, stratégiquement inutilisables et qui ne pouvaient être ravitaillées qu'au prix de rudes combats. Dans ces conditions, le général estimait qu'un repli s'imposait. Sans hésiter il vint au Maroc et, certain soir, à Tetouan, autour de la table du mess, où il disait ses plans à ses camarades, plusieurs d'entre eux l'écoutaient, le revolver à la main, prêts à lui brûler la cervelle. Lui, sans trembler, poursuivait son exposé. A la fin du repas, non seulement il n'était pas mort, mais il sentait qu'il serait obéi.

Cependant, il avait eu chaud, et, de retour en Espagne, il se rendit à Saint-Jacques de Compostelle, pour tenir la promesse

qu'il avait faite à son départ pour le Maroc, d'offrir sa vie au patron de l'Espagne.

Le journal *A. B. C.* rapporte comme suit le discours qu'il prononça devant l'autel de la grande basilique :

Saint apôtre, patron de l'Espagne, je me prosterne devant votre sépulcre, au nom de mon Roi, du peuple et de l'armée, pour faire, une fois de plus, profession de foi et d'espérance en votre pouvoir, glorieux patron de l'Espagne. La foi qui sauve est le levier de la grandeur de la patrie ; c'est elle qui soutient son Église, et ses armées de terre et de mer qui luttent sans trêve en Afrique pour ouvrir de nouveaux chemins aux progrès de la civilisation. Je vous demande de donner la lumière aux aveugles qui considèrent nos glorieuses traditions comme incompatibles avec le progrès. Ouvrez aussi les yeux de ceux qui ne comprennent pas que le premier de tous les progrès est l'amélioration morale de l'être humain, sans laquelle les sciences et les arts seraient de diaboliques moyens mis au service du mal.

En me prosternant aujourd'hui devant vous, saint apôtre, j'ai la ferme conviction que vous m'aiderez à terminer l'œuvre dont j'ai pris la charge, mais qui sera encore plus importante et plus solide, si, sur cette terre qui garde votre glorieuse dépouille, et dans l'Espagne entière qui la vénère, tous se prêtent à lutter pour la grandeur de la nation.

Accueillez la fervente prière que je vous adresse en bénissant le peuple espagnol, la famille royale, l'armée et la marine. Accordez-moi aussi le pardon de mes péchés. »

Le secours du saint patron de l'Espagne n'était pas inutile. Maintenant que le repli stratégique était décidé, accepté par l'armée, il fallait l'exécuter. C'est Primo lui-même qui assuma cette tâche pleine de périls. Tout en restant chef du gouvernement et président du Directoire, il se fit nommer Haut-Commissaire au Maroc (octobre 1924) et se mit à la tête de l'armée d'Afrique. Son autorité, l'unité d'action qu'il sut imprimer aux troupes, son prestige, peut-être aussi ses conceptions stratégiques permirent de réaliser sans trop de pertes l'évacuation des postes avancés. Les journaux de Madrid comparèrent cette opération à la retraite des Dix mille. Elle était évidemment scabreuse et valut au général Primo de Rivera des heures angoissantes. C'est en tout cas le fait d'armes dont il est le plus fier.

Il a d'incontestables qualités de chef. Non seulement il est d'un inaltérable optimisme, mais il sait prendre des décisions et s'y tenir. Immédiatement après l'entente marocaine avec la France, c'est lui qui, contre l'avis des techniciens, a voulu opérer un débarquement à Alhucemas. Vainement ses conseils, des officiers étrangers, lui ont exposé les dangers d'une pareille opération en rappelant les déboires alliés aux Dardanelles. La baie d'Alhucemas est en effet d'un accès dangereux; aucun bateau ne peut y tenir par vent d'est; elle ne présente qu'une plage très étroite partout dominée par de hautes falaises dont chaque rocher peut abriter un fusil, chaque faille une mitrailleuse et même un canon. Le général a tenu bon, et au jour fixé pour le débarquement... la flotte espagnole n'est pas entrée dans la baie. Simple retard, hésitations, ordres mal interprétés? On ne le saura jamais. Quoi qu'il en soit, l'amiral demanda de nouvelles instructions et le général réitéra ses ordres avec fermeté. Cette fois encore un malentendu se produisit, et l'amiral, au lieu d'opérer son débarquement à l'endroit prévu et où l'attendaient les fusils riffains, jeta ses troupes à terre, quelques centaines de mètres plus loin, sur l'étroite plage de Cebadilla dont la défense n'avait pas été préparée par les soldats d'Abd-el-Krim!

Une fois de plus la chance favorisait Primo toujours confiant dans son étoile, dont le constant éclat guide plus sûrement ses troupes que celles dont s'orne son uniforme.

Jusqu'ici cette heureuse fortune ne s'est pas démentie.

Au dire des officiers qui l'accompagnaient, certaines des opérations tentées par lui contre les Riffains étaient des plus hardies. Ce sont celles-là qui ont le mieux réussi.

Tous les complots tramés contre lui ou contre son gouvernement se sont découverts d'eux-mêmes. L'un d'eux auquel il ne voulait pas croire, tellement on en parlait, lui fut révélé comme sérieux par la femme d'un général qui s'y trouvait impliqué. Cette dame parlait à la fin d'un souper arrosé de vins généreux. *In vino veritas*. Le général Primo de Rivera ne douta plus et agit. Bien lui en prit.

Une des tentatives insurrectionnelles qui a été poussée le plus loin est celle du général Aguilera. Pendant la nuit de la Saint-Jean (24 juin 1926), les troupes devaient être alertées et le général Primo de Rivera arrêté à sa sortie d'une fête de nuit qu'offrait la marquise de Heredia Spinola dans les environs de

Madrid. Le dictateur assista au bal en même temps que le Roi et la famille royale. Cette fois encore, le ciel le favorisa, car une pluie diluvienne avait noyé l'ardeur des conspirateurs, et son retour à Madrid se fit sans encombre. En province, le mouvement fit long feu et, après quelques jours, le général Aguilera était arrêté à Valence. L'alerte avait cependant été si vive que l'imagination espagnole ne voulait pas croire à l'échec du complot. « Rien n'est fini, disait en confidence le lendemain un gentilhomme qui touche de près au Roi. Un colonel a quitté ce matin Ciudad Real sur un avion rapide. L'appareil s'est élevé si haut avant de prendre sa direction que Dieu seul sait où il est allé porter la révolution ! »

Cet avion s'était élevé si haut, qu'à ma connaissance du moins, il n'a jamais atterri.

HOMBRE SIMPATICO

Le général Primo de Rivera n'est pas seulement heureux. Il est habile et sa grande force est de rester toujours en communion avec l'âme populaire. Il connaît le peuple et sait ce qu'il en peut obtenir.

« Le moment venu, a-t-il lui-même déclaré, en s'adressant à son cœur, en exaltant son patriotisme, on peut obtenir de lui ce qu'on veut. Il n'y en a pas sur la terre de plus malléable ni de plus facile à gouverner que le peuple espagnol ! »

Lui-même incarne l'Espagnol.

Ce n'est pas à dire qu'il ait toutes ses qualités ni tous ses défauts.

L'Espagne bruyante et colorée reste le pays « du sang, de la volupté et de la mort ». Elle est tragique et passionnée. Sa religion est plus terrible que consolante : l'Espagnol est volontiers hanté par l'idée de la mort et de l'enfer. Nombreux sont ceux qui partagent encore le souci d'un Charles-Quint se retirant du monde ou celui d'un Philippe II construisant l'Escorial et ses tombeaux, d'où l'on ne peut apercevoir le bleu du ciel, remarque Théophile Gautier. Les vrais peintres de l'âme espagnole sont les Zurbaran, les Ribera, les Greco et Juan Valdes Leal qui, dans son tableau du *Triomphe de la mort* de l'hôpital de la Caridad à Séville, représente un cadavre dans un tel état de putréfaction qu'en le voyant Murillo se serait écrié : « Il faut se boucher le nez ! » Si l'Espagnol est triste, le dictateur

est gai. Toute sa vie, il l'a été et aujourd'hui encore il aime se mêler à la foule, prendre avec entrain sa part des réjouissances populaires.

Il est en effet de caractère jeune. Pour composer son ministère, il a fait appel à des jeunes. MM. de Yanguas, Calvo Sotello, Aunos, le comte de Guadalhorce, n'ont guère qu'une trentaine d'années. Un de ses ministres n'avait que vingt-huit ans lorsqu'il l'a choisi. Il exige d'ailleurs beaucoup d'eux et les traite parfois avec quelque désinvolture. Ainsi, son ministre d'État l'ayant boudé parce qu'il ne lui permettait pas de diriger les pourparlers poursuivis à Paris relativement au statut de Tanger, il lui a signifié son congé. Il ne s'est d'ailleurs privé que peu de temps des services de cet homme distingué, puisqu'il en a fait depuis lors le président de l'Assemblée nationale.

Comme ses compatriotes, le général Primo de Rivera est à la fois *chulo* et mousquetaire. Il a la bonhomie du peuple, sa malice, sa liberté de propos, son goût pour la fête; il est amoureux, joueur, désintéressé, généreux, grandiloquent, toujours prêt à rompre une lance pour une noble cause. Tout bon Espagnol se reconnaît en lui et lui en sait gré. Il a l'intelligence vive et brillante. On raconte qu'ayant révoqué certains instituteurs, il les remplaça incontinent par de loyaux sous-officiers, choisis à l'ancienneté. Plus tard seulement, on s'aperçut que les braves militaires ne savaient ni lire ni écrire. « Ils apprendront », aurait déclaré le général sans se troubler. Il s'est beaucoup mêlé au peuple : il en partage les passions, et il en comprend les instincts.

Il n'a pas fait autre chose qu'interpréter le sentiment populaire, le jour où il a demandé au Sénat, dans un retentissant discours, l'abandon du Maroc. C'était quelques mois après le désastre de juillet 1921. Le massacre d'Anoual était encore présent à tous les esprits et nombreuses étaient les familles qui pleuraient un mort ou qui tremblaient pour le sort guère plus enviable d'un des leurs, prisonnier des Riffains. L'armée, comme toujours en Espagne, était divisée : une partie était lasse de la lutte et une autre voulait venger l'affront qui lui avait été infligé. Mais le peuple n'hésitait pas : il voulait être enfin délivré du cauchemar marocain. C'est ce que dit le général Primo de Rivera au Sénat. Reprenant le thème déjà développé dans un discours précédemment prononcé par lui, à Cadix, alors qu'il

était capitaine général d'Andalousie, il déclara que l'Espagne devait se contenter de son territoire métropolitain, mais qu'il le lui fallait tout entier, Gibraltar y compris. Le discours ne plut pas à Londres et scandalisa Madrid. Primo de Rivera, alors capitaine général de Madrid, fut destitué, pour être, il est vrai, placé quelques mois plus tard à la tête de la quatrième région à Barcelone. Le souvenir de son intervention a contribué à le faire bien accueillir du pays quand il prit le pouvoir et même plus tard à faire considérer par le peuple espagnol comme vraiment indispensables les sacrifices nouveaux qu'il lui demandait pour la campagne du Maroc. C'est ainsi que le général, en parlant chaque jour des soldats qu'il ramenait d'Afrique, a pu en expédier de nouveaux sans qu'il y eût ni trouble ni mutinerie, et, grâce à la collaboration franco-espagnole si heureusement acquise, triompher d'Abd-el-Krim et occuper presque en son entier la zone espagnole du Maroc.

Il évite d'ailleurs tout ce qui peut froisser le peuple. Non seulement il sait lui parler; mais il prévoit, avec beaucoup de finesse, quelle impression produiront sur lui ses discours et ses gestes. Après la prise de la capitale d'Abd-el-Krim, une grande démonstration militaire eut lieu à Madrid. On s'attendait naturellement à voir le général Primo de Rivera cavalcader à la tête des troupes victorieuses. On l'en critiquait déjà. Il sut résister à cette tentation. Il ne parut pas au défilé et, pour s'être dérobé aux ovations de la rue, c'est toute la ville qui le lendemain acclama le général pacificateur.

A cette rue il donne tous ses soins. Jusque-là, si elle avait souvent manqué de pain, elle ne s'était jamais vue privée du scandale quotidien que lui apportaient les journaux à sensation, ni de l'excitation morbide que lui communiquaient les discussions et les intrigues du Parlement. L'établissement de la censure, la suppression des Cortes, lui enlevaient un de ses passe-temps favoris. Les badauds ne pouvaient longtemps se complaire au spectacle nouveau d'un agent faisant circuler les voitures. Quand ils virent pour la première fois un beau sergent de ville, tout équipé de neuf, correctement ganté, brandir théâtralement un bâton blanc au coin d'Alcala et de Sévilla, ils applaudirent, séduits, et s'attroupèrent si nombreux que la circulation en fut interrompue. Ils eurent la fierté de leur Madrid devenant la plus encombrée des villes et la légende veut que

bien des midinettes aient rêvé du puissant garde qui, d'un geste, arrêtait les autos comme Josué le soleil.

Mais ce n'était là que jeu d'un instant et la foule fut vite blasée. Comment distraire l'oisiveté de la Puerta del Sol en fournissant à son besoin de bavardage des sujets de conversation ne risquant pas de tourner à la confusion du nouveau gouvernement? Le général Primo de Rivera n'était pas un historien et ne pouvait pas non plus chaque jour offrir une révolution à son bon peuple pour l'amuser. Il eut alors l'idée de le convier au spectacle des révolutions administratives auxquelles il procédait. A intervalles fréquents et aussi régulièrement espacés que possible il lui annonçait, en la commentant, une nouvelle réforme : l'Espagnol, toujours si sensible aux manifestations extérieures, suivait, encore qu'un peu sceptique, l'œuvre de régénération entreprise. Quand le général n'avait rien de nouveau à publier, il faisait aux journalistes des confidences sur des projets sensationnels en gestation.

Toujours le général s'est préoccupé de tenir ainsi l'opinion en haleine en l'instruisant et en la moralisant. Il l'a fait par des articles de journaux et par des discours. Les uns et les autres sont innombrables et pleins de saveur. Presque chaque fois qu'il a eu l'occasion de parler, il a dit au pays les turpitudes d'avant le Directoire, les réformes faites par le nouveau régime, celles qu'il médite et qui permettront de construire dans toute sa perfection la cité future. A parler de vertu, on finit par y croire. On y croit d'autant plus volontiers que Primo ne la dépeint pas inaccessible, bien au contraire. Chacun peut y prétendre avec de la bonne volonté. Lui-même n'a-t-il pas été un grand pécheur?

Il a d'ailleurs le *confiteor* joyeux : il ne se repent pas de son passé qui lui a appris à connaître la vie. Il l'a même sympathique. Combien de femmes espagnoles se sont dit en pensant à sa conversion : *Que hombre simpatico!* Traduisez : « Comme il a été mauvais sujet et comme il est resté bel homme ! »

Il a foi en sa mission. Pour la définir, il parle d'enthousiasme et avec conviction. Dans ces élans de mysticisme, la modestie lui est étrangère et il cherche loin et haut ses comparaisons. Voici l'épilogue d'un discours qu'il a prononcé à Barcelone le 1er février 1926 :

Hier, dans ce même théâtre, nous avons vu *Quo vadis*. Le film montre l'œuvre des chrétiens. Arrivés à Rome à l'époque du paganisme, alors que la conscience humaine ne contrôlait pas encore la bête humaine, ils placèrent d'autant plus haut la figure de Jésus, cet Homme auquel ont été élevés les plus somptueux édifices du monde, cet Homme dont les paroles inspirent toutes les religions et ont déterminé le cours de l'histoire.

Cet Homme, entouré de ses apôtres et de ses disciples à la foi exaltée, a entrepris un travail plein de risques : cet Homme de son souffle tout-puissant a fait les sociétés chrétiennes, et grâce à lui les chrétiens ont un Chef suprême plus grand que tous les autres chefs et possèdent un code qui constitue notre propre conscience.

Je vous le dis : je ne veux pas comparer la grandeur de cet Homme à celle de notre idéal : nous poursuivons une œuvre plus localisée, mais nous l'aimons autant qu'il a aimé la sienne...

La morale et la politique se touchent. En Espagne, elles se pénètrent pour se confondre souvent. Ainsi, les leçons de morale politique et civique, généreusement dispensées par le général, finissent ordinairement en profession de foi catholique. Quelles que soient ses croyances intimes, son culte est ostentatoire comme celui de ses compatriotes.

Jamais il n'oublie publiquement ce qu'il doit à l'Église. Quand il a joué son va tout et qu'il est parti pour Madrid entreprendre sa croisade d'assainissement, l'évêque de Barcelone l'a béni. Dès son installation au pouvoir, presque dans tous les diocèses, des mandements l'ont recommandé aux prières des fidèles. Le *Debate*, journal des Jésuites, est la seule feuille libre qui ait constamment soutenu sa politique. Aussi rend-il à l'Église ce qu'elle lui donne. J'ai dit son pèlerinage à Santiago de Compostelle et sa prière publique devant le tombeau de saint Jacques. Sur la demande des évêques, il a interdit le blasphème dans la rue. Dieu sait la richesse de la langue espagnole en jurons. Le nombre en a-t-il diminué ? En tout cas, le général Primo, au cours de ses séjours au Maroc, a solennellement télégraphié à l'archevêque de Tolède, primat d'Espagne, pour lui faire savoir que, pendant tout le temps passé au milieu des troupes victorieuses, il n'avait pas entendu un seul blasphème !

Cependant toutes ses amabilités ne vont pas au clergé, il en conserve la meilleure part pour les femmes espagnoles. Elles

passent pour ne pas lui avoir été cruelles jadis, et aujourd'hui, c'est certainement parmi elles qu'il compte le plus de partisans. Leur influence n'est pas à dédaigner, encore que, dans le peuple surtout, on ne comprenne guère leur activité hors de la maison. Tout récemment un Anglais me racontait, encore ému et indigné, qu'obligé de s'arrêter un dimanche dans un village sur la route de Séville, la présence de sa femme au guidon lui avait valu d'être couvert de quolibets par la foule qui s'écriait : *Que manso!* On ne se bornait pas à le traiter de roi fainéant. On le cinglait de l'injure dont on accable le taureau lâche qui fuit le combat à la manière de son frère diminué.

Même maintenant, il est beaucoup de femmes espagnoles dont la condition ressemble à celle de la femme arabe. Il m'est revenu que l'épouse d'un diplomate, en retard à un rendez-vous pour visiter un appartement qu'elle voulait louer, a trouvé porte close. Comme elle insistait pour entrer, la *criada* d'une servante, à travers un judas à peine entrouvert, lui a expliqué : « Le maître n'a pu vous attendre davantage ; en s'en allant, il nous a enfermées comme d'habitude, madame et moi! » La scène s'est passée au XXe siècle et à Madrid.

Néanmoins, la femme espagnole est maîtresse presque absolue de son foyer et de ses enfants, auxquels elle consacre tout son temps. Son opinion compte donc. Le général Primo le sait et rares sont ses discours où il ne consacre pas quelques phrases lyriques à la femme Espagnole, à sa beauté, à sa vertu. « Lorsque, s'écrie-t-il dans un discours prononcé devant l'Union patriotique le 24 janvier 1925, dans les champs, sur les chemins, dans les villages, j'ai vu les yeux lumineux des femmes, j'ai compris que la femme était le point de départ de la glorieuse révolution espagnole! »

Il a la coquetterie de ses amabilités à leur égard. On m'a donné comme vraie l'anecdote suivante. Lors des négociations commerciales de l'été 1926, le chargé d'affaires en France s'était rendu chez le général Primo de Rivera pour lui demander des réductions de droits sur certains de nos articles d'importation, notamment sur les soieries. Toutes les raisons qu'il faisait valoir se heurtant à une fin de non-recevoir absolue, notre diplomate aurait déclaré au général : « Vous dites avoir un culte pour la femme espagnole et vous prétendez lui refuser les moyens de mettre sa beauté en valeur en fermant la fron-

tière aux soieries qu'elle aime! On le saura. — Non, aurait répliqué le général, on saura que pour elle je vais vous donner satisfaction. » Nous n'avons pas eu satisfaction, mais nous avons cependant obtenu un léger abaissement de droits.

Pour achever de conquérir les femmes, le général a décidé qu'elles seraient admises à de nombreuses fonctions publiques. Le Conseil municipal de Madrid comprend deux femmes. Plusieurs siègent à l'Assemblée nationale. Connaissant leur penchant pour lui, le général Primo de Rivera n'a pas manqué de leur donner le droit de vote à l'occasion du plébiscite.

Avec la société, le général a eu moins de succès. Au début il a été accueilli par elle comme un sauveur. Mais, une fois l'ordre rétabli, beaucoup de Grands d'Espagne ont pensé qu'eux aussi seraient aptes à exercer le pouvoir. Et puis, M. Calvo Sotello, ministre des Finances, a fait connaître son intention d'établir un impôt général sur le revenu, de reviser le Cadastre, etc. Les Grands d'Espagne, généralement grands propriétaires fonciers, ont trouvé ce projet révolutionnaire, puisqu'il les menace de leur faire subir la loi commune. Leur inquiétude a été portée au comble, quand le général Primo de Rivera a laissé entendre que quelques terrains de chasse restés sans culture devraient être divisés entre les paysans.

Ce mécontentement n'est pas fait pour troubler le dictateur.

Dans son jeu subsiste une inconnue plus grave : le Roi. Alphonse XIII a fait et défait tant de ministères, il a toujours pris une part si active à la direction des affaires, qu'il ne peut voir, dans le règne du général Primo de Rivera, qu'un moment du sien.

L'ŒUVRE D'ASSAINISSEMENT

En tout cas, le général a fait tout ce qui dépendait de lui pour trouver le point d'appui stable qui lui était nécessaire, tant pour faciliter l'œuvre d'épuration entreprise que pour consolider les résultats acquis.

L'opinion publique ne pouvait pas le lui fournir. Lorsqu'elle n'est pas complètement indifférente, elle est veule et inorganisée. La phrase d'Ayala reste vraie et trouverait son application aujourd'hui : « Tandis qu'en 1808, l'escadre se soulevait à Cadix au nom de la liberté, le peuple, lui, prenait tranquillement le chemin de la plazza de Toros. » Il continue...

Le *Somaten* n'est qu'une garde nationale sans cohésion et tout au plus capable de maintenir l'ordre local. Son nom est tout un programme : *Som-atent*, abréviation de *Estamos atentos*, c'est-à-dire : nous sommes attentifs. Jusqu'à présent cette formation n'a joué aucun rôle.

Quant à l'armée, elle est toujours à la merci d'un ambitieux et ce n'est pas l'odyssée du général Primo de Rivera qui guérira les généraux du goût de la politique.

Il fallait donc chercher ailleurs et le dictateur trouva l'Union patriotique. Sous ce nom, il a créé en 1924 un organisme destiné à fixer et à consolider l'œuvre commencée, organisme prêt à travailler, drapeau déployé, à la rénovation de la vie publique du pays... etc. « D'après sa définition même, cette Union ne constitue pas un parti politique ; elle doit être essentiellement le groupement de tous les hommes de bonne volonté, quelles que fussent leurs attaches politiques antérieures, décidés à faire passer l'intérêt de leur pays avant le leur et à continuer le travail d'assainissement du Directoire en s'affranchissant de la routine parlementaire et des stériles querelles politiques. » Leur mission sera « d'empêcher le retour des hontes de l'ancien régime, de préparer le rétablissement d'un état constitutionnel normal et enfin, le moment venu, d'assumer les charges du pouvoir qui sera confié aux plus dignes ».

Mais, qu'il s'agisse du bloc national en France, de l'Union patriotique en Espagne, un idéal commun ne suffit pas à assurer la cohésion d'un groupement dont les membres obéissent à des aspirations politiques contraires et à des intérêts divergents. C'est surtout vrai de l'Union patriotique, union d'un moment sans racines dans le pays. En Espagne plus qu'ailleurs, la politique est un métier : elle doit nourrir ses fidèles. Les caciques et leurs amis sont donc allés à l'Union patriotique aussi naturellement qu'ils s'en détacheront, le jour où une orientation différente les inclinera à chercher leur profit ailleurs.

Si l'Union patriotique semble actuellement hors d'état de créer un état d'opinion en Espagne, elle est du moins un instrument très souple entre les mains du Directoire.

Quand celui-ci a cru le moment venu d'impressionner le pays en se faisant donner par lui un satisfecit, c'est l'Union patriotique qui a pris l'initiative de provoquer un referendum populaire pour célébrer le troisième anniversaire du coup

d'État. Pendant trois jours, des feuilles répandues à profusion ont sollicité les signatures de tous ceux, hommes et femmes, qui approuvaient la politique du général Primo. Ses adversaires n'avaient aucun moyen d'exprimer leur opinion et, comme il fallait s'y attendre, les adhésions données ont été très nombreuses : 6 697 164. Étaient-elles toutes sincères ? Il y a quelques doutes à cet égard.

Cette espèce de consultation, quelle qu'en fût la valeur, préparait l'Assemblée nationale qui n'a été organisée qu'un an plus tard pour tenir sa séance inaugurale le 10 octobre 1927. Elle comprend les hauts fonctionnaires de l'État, des délégués des municipalités, les présidents de section de l'Union patriotique, et une centaine de membres nommés par le gouvernement et parmi eux, quelques représentants de la classe ouvrière ; en tout environ trois cent soixante membres. Ses attributions sont purement consultatives. Tout le travail se fait dans les commissions dont l'une est chargée d'examiner le problème constitutionnel. Jusqu'ici l'Assemblée n'a tenu qu'une ou deux séances solennelles et publiques par mois et les débats ont eu un caractère purement académique. Chaque orateur dispose de vingt minutes pour exposer sagement les questions qui l'intéressent et dont le Gouvernement a accepté la discussion. Les discours ministériels ne doivent pas non plus dépasser les vingt minutes réglementaires.

La censure ne permet pas de savoir si la convocation de cette assemblée a eu quelque retentissement dans le pays. Ses travaux, qui ne rappellent en rien les débats éloquents, passionnés et souvent scandaleux des anciennes Cortes, ne semblent pas émouvoir l'opinion pour le moment.

Il est difficile de dire si l'Assemblée nationale saura affirmer sa vitalité. Sa composition, son recrutement, ses attributions légales, la discipline qui lui est imposée, peuvent cependant lui permettre de faire œuvre utile et de préparer la constitution que le Roi ne peut que souhaiter, et qu'un jour ou l'autre le dictateur devra donner à l'Espagne, qu'il veuille conserver le pouvoir ou le quitter après s'être fait donner un billet d'indemnité par une Chambre qui ait autorité pour le faire.

Telle apparaît jusqu'à ce jour l'œuvre du général Primo de Rivera.

Il a incontestablement assaini les administrations publiques

où l'on travaille plus qu'autrefois et où l'on vole moins. Il a mis un certain ordre dans les finances. Il a consolidé la plus grande partie de la dette flottante et chaque année les budgets se soldent par un déficit moindre.

L'armée n'est pas encore la Grande Muette et l'obéissance passive n'est toujours pas sa vertu maîtresse. Cependant l'activité des Juntes est en sommeil et les artilleurs qui prétendaient à un régime spécial ont dû se soumettre à la loi commune pour l'avancement.

Les hommes politiques de l'ancien régime sont discrédités. Ils ne peuvent parler qu'à mi-voix et leur parole reste sans écho.

La paix règne dans la zone espagnole du Maroc et cette paix peut être consolidée, si le gouvernement espagnol, — ce qui n'est pas le fait encore aujourd'hui, — réussit à diriger vers ce pays les activités et les économies nationales.

Le fédéralisme et le catalanisme mettent une sourdine à leurs exigences. Si Saint-Sébastien est mécontent de la suppression du jeu qui est effective, Barcelone se plaint de voir chaque jour les libertés catalanes réduites. Cependant industriels et commerçants prennent leur mal en patience et savent gré au Directoire d'avoir assuré la paix sociale. Moyennant l'élévation des droits de douane, la Catalogne a pu momentanément renoncer à telles autres de ses prétentions, et, sur ce point, c'est la France qui a fait les frais de l'entente intervenue.

Depuis le Directoire, le terrorisme a cessé. Il sévissait surtout en Catalogne et en Biscaye, où chaque jour les chefs d'entreprise étaient les victimes d'attentats communistes. Le général Martinez Anido a mis le fer rouge dans la plaie. Ses contre-terroristes, plus expéditifs que les tribunaux, moins timorés que les jurys, répondant aux attentats par l'application d'une terrible loi de lynch, ont à leur tour fait régner la terreur dans le camp adverse, décapité au propre et au figuré les chefs des organisations moscoutaires, et l'ordre n'a plus été troublé.

Même les grèves ont presque complètement cessé depuis le Directoire. Quand il s'est constitué, l'agitation était à son comble dans le monde des travailleurs : grèves à Barcelone, à Bilbao, à Madrid, grève des employés de banque, grèves dans la métallurgie..., etc. Vis-à-vis des ouvriers, le dictateur a pris une attitude aussi ferme qu'habile et bienveillante. Dès son arrivée à Madrid, il prend une série de mesures pour combattre la vie

chère et faire cesser les scandaleux profits des intermédiaires et des accapareurs. Il pense aux moindres détails. Dans l'une de ses circulaires, il note : « Pour ce qui est de l'élevage du lapin, on doit en produire un nombre suffisant pour compléter l'alimentation en viande des classes populaires... etc. »

Il adresse en même temps une proclamation aux ouvriers les invitant à reprendre leur travail, leur promettant qu'il sera justement rémunéré, que leurs droits seront respectés. Il a de nombreuses entrevues avec leurs chefs et obtient qu'ils rompent tout rapport avec les groupements communistes dont les principaux membres sont incarcérés. Depuis lors, il a continué à manifester la même sollicitude pour la classe ouvrière, intervenant d'une façon active dans les discussions entre patrons et travailleurs, accordant des subsides aux industries dont l'arrêt eût entraîné le chômage et la misère.

L'agriculture n'a pas été négligée par le Directoire ; il n'apparaît pas cependant qu'elle ait été l'objet de sa particulière sollicitude. Ses réclamations sont moins bruyantes que celles de l'industrie et les questions de salaires ouvriers sont moins angoissantes dans les campagnes que dans les villes. Néanmoins, le Directoire a créé le Crédit agricole, soutenu les syndicats d'action sociale catholique qui défendent les intérêts paysans, subventionné certains travaux hydrauliques et d'irrigation, etc... D'importants reboisements sont en cours d'exécution. La culture du coton est encouragée.

Le dictateur a même promis une réforme agraire pour 1928. Il a toutefois expliqué « qu'elle devra seulement porter sur des terres possédées par des propriétaires négligents ou exploitées par des fermiers méfiants et hésitants en raison de l'instabilité et de l'absence de garantie dans les contrats ». Sous ce rapport-là, il y a beaucoup à faire en Espagne. D'immenses terres sont laissées incultes pour la chasse, et de nombreux couvents, dont le personnel religieux se recrute avec peine, ne peuvent plus mettre tous leurs champs en valeur, tandis que les paysans d'alentour n'ont pas assez de terre pour se nourrir et doivent émigrer. Cet état de choses a entraîné de véritables jacqueries, surtout en Andalousie où les *latifundia* sont nombreux.

Quant à l'industrie, comme dans le reste du monde, elle traverse une crise de réajustement. Pendant la guerre, les Espagnols avaient pu vendre n'importe quoi, à n'importe quel

prix. Si l'or des galions n'a fait qu'appauvrir l'Espagne, celui de la guerre mondiale ne l'a pas enrichie dans la mesure que l'on pourrait croire. Une partie a disparu en spéculations sur les marks avilis; une autre a été gaspillée en pianos mécaniques, en autos, en voyages, en somptueuses demeures... Cependant les salaires avaient beaucoup haussé pendant la guerre, alors qu'il fallait produire à tout prix, et l'outillage n'avait pas été modernisé. La guerre finie, avec le resserrement de la consommation qui suivit, les achats de l'étranger qui cessèrent, les industriels, habitués aux gains faciles, se trouvèrent désemparés et hors d'état de lutter. Brutalement, ils voulurent réduire les salaires; de nombreuses et violentes grèves éclatèrent et un malaise social très grave vint s'ajouter à la crise économique.

Le mécontentement général, qui en fut la conséquence, facilita la venue du général Primo de Rivera, qui sut rétablir immédiatement l'ordre. Depuis, le travail a repris, et, dans le calme, les industriels et les commerçants ont pu ordonner leur activité qui, chaque jour, se développe à l'abri d'une protection intelligente, encore que, dans de nombreux cas, elle défende certains producteurs plutôt que certaines productions.

Les progrès accomplis dans l'ordre matériel sont donc considérables.

* * *

Malgré ce développement de la richesse nationale, beaucoup d'Espagnols, même parmi ceux qui rendent hommage aux services rendus par le Directoire, trouvent qu'il tarde trop à disparaître. « Dans une situation exceptionnelle, disent-ils, il faut recourir à un régime exceptionnel. Dans une situation normale, nous réclamons un régime normal. L'Espagne, par sa sagesse et son travail, a racheté les erreurs passées. On doit lui faire confiance et la laisser maîtresse de ses destinées. » Ils disent encore : « Établissez un poste de douaniers pour arrêter la contrebande. Lorsque la contrebande est arrêtée, supprimez les douaniers, sans quoi eux-mêmes se feront contrebandiers. »

Ce ne sont pas seulement les politiciens d'autrefois, à la recherche d'une position sociale, ni les radicaux teintés de républicanisme ou de fédéralisme de Valence, de Barcelone ou de Bilbao, qui tiennent semblables propos, mais de bons royalistes pour lesquels le mot de constitution a gardé un sens

prestigieux. Tel est par exemple le cas des bourgeois de Léon, fiers de leur capitale qui compte de nombreuses écoles et aucune plazza de Toros. Le dictateur est allé plusieurs fois à Léon. A mesure que l'ordre est plus complètement rétabli dans la péninsule, sa présence au pouvoir apparaît moins nécessaire, et, partant, l'accueil qui lui est fait moins chaleureux.

Cet état d'esprit n'est pas assez généralisé pour créer un mouvement d'opinion : il est évident qu'une ville, qui se vante de ses écoles et refuse de construire une plazza, ne peut prétendre représenter la pensée moyenne de l'Espagne. Le pays se transforme cependant et peu à peu la vie pénètre dans les provinces où quelques-uns des sentiers, qui semblaient si poétiques à Théophile Gautier, sont devenus des routes sillonnées d'automobiles. Mais les idées progressent moins vite que les moyens de transport. Juché sur sa mule, drapé dans ses haillons, le paysan, noble et fier, continue à saluer le passant d'un *Dios guarda!* qui n'a rien de servile. Le licencié, presque aussi pouilleux, qui caracole sur son cheval étique, semble tout aussi étranger aux idées du jour. Il ne paraît pas non plus s'en inspirer, le futur torero qui, d'un geste provocant, lance sa *capa* sur l'auto, qui approche, et évite son aile meurtrière d'un élégant tour de reins.

Rien ne prépare ces esprits honnêtes, mais arriérés, à comprendre nos principes modernes. Le peuple, fort de sa foi et de la tradition, vit dans une quiétude et une torpeur que le manque d'instruction et la censure entretiennent. Quelque jour, le mouton peut devenir enragé. Pour le moment, il se laisse tondre et l'opinion qui n'est ni éclairée, ni organisée, manifeste peu d'intérêt pour la chose publique dont elle n'a même pas le sentiment très net.

En Espagne, en effet, les révolutions se réduisent à des révoltes. La volonté populaire y joue toujours un très petit rôle : ce sont les gouvernements qui font les élections et non les élections qui font les gouvernements. Souvent, d'ailleurs, au cours des siècles derniers, les changements de gouvernement n'ont été que le triomphe de tel ou tel général.

L'histoire continue et le sort de la Dictature ne dépend guère que de la volonté du Roi et de l'armée.

Cependant sa situation est différente de celle des gouvernements qui l'ont précédée. En conservant l'unité de ses Conseils, le

général Primo de Rivera s'est réservé toute l'autorité. Il sait vouloir et commander. Maintes fois, il a dit qu'il ne tenait pas au pouvoir et qu'il se sentait plus à l'aise auprès d'une jolie femme ou les cartes à la main. « L'amour de Dieu, de la Patrie et des femmes » est son thème favori. Mais il a aussi déclaré qu'il ne quitterait le pouvoir qu'à son heure... ou qu'il y aurait lutte.

Pour réussir dans cette lutte, il faudrait un plan d'action : en Espagne, les secrets sont difficiles à garder. Il faudrait des troupes sûres. Déjà travaillées par les syndicalistes, que feraient-elles si la victoire se faisait attendre? Et dans ce cas, la population ouvrière ne serait-elle pas tentée de chercher dans le pillage un remède à sa misère?

Ces considérations tempèrent l'ardeur des généraux, car les plus ambitieux ne rêvent pas d'un bouleversement général, mais d'un pouvoir acquis aux moindres frais.

Son autorité morale protège aussi le général Primo de Rivera. Il a pris une Espagne amoindrie, mal gouvernée, sans cohésion, sans autorité et sans ordre. Il a exaucé la prière de cet ouvrier qui, rompant un cortège officiel, était venu lui serrer la main en s'écriant: « Puisse Dieu vous donner la santé pour en finir avec les Abd-el-Krim de notre pays! »

Aujourd'hui, après trois siècles de décadence et la perte de ses colonies, une ère nouvelle, une ère pleine de promesses et d'espoirs, s'ouvre devant l'Espagne.

Le général Primo de Rivera s'est appliqué à restaurer son prestige à l'extérieur : collaboration avec la France, victoire marocaine, accord sur Tanger, rentrée de l'Espagne à la Société des nations, développement de la politique hispano-américaine qui prête à de si belles envolées oratoires, relations confiantes avec le Portugal.

Il l'a rendue prospère et riche par plus de quatre ans de paix sociale.

L'Espagnol, jadis paralysé par son pessimisme, retrouve la confiance et a de nouveau foi dans l'avenir de son pays.

Le général Primo de Rivera, n'eût-il rendu que ce seul service à ses compatriotes, a bien mérité de l'Espagne.

VERAX.

LA RATOUNE

DERNIÈRE PARTIE (1)

VIII

La vie des femmes... c'est un jeu capricieux, aux zigzags surprenants, comme ceux d'un graphique de paludisme.

PAUL MORAND.

Le temps passait.

A Paris, que la Ratoune avait abandonné jadis flanquée de son Gascon, Mie-Rose s'était mariée à son tour. Mais elle n'avait pas quitté le quai des Théatins, ni la grande maison solennelle où elle était née. Chaque printemps une ombre verte et légère naissait sous les pluies tièdes d'avril, et en mai l'odeur des seringas et des marronniers roses montait toujours du jardin désert, poussait au premier étage les fenêtres entr'ouvertes, et flottait dans le grand salon blanc, comme autrefois. « Autrefois », c'est-à-dire hier, au temps où Mie-Rose était une petite enfant, où la Ratoune, sous les boiseries de la duchesse de Bouillon, annonçait, pleine d'appétit, ses prospérités futures. L'ombre des pavillons s'allongeait toujours au crépuscule sur la petite pelouse verte, le gravier criait encore sous les pas du vieux jardinier, rien n'avait changé à l'extérieur de la maison, mais Mie-Rose était orpheline. C'est pour elle seule maintenant que les géraniums fleurissaient au jardin de la duchesse, pour elle que le petit jet d'eau en retombant poussait les poissons rouges près du rebord de pierre, barbu comme le menton du bougnat.

Copyright by Marie-Louise Pailleron, 1928.

(1) Voyez la *Revue* des 1er et 15 mai.

Par les fenêtres ouvertes elle voyait toujours le saut de loup qui séparait la pelouse des dalles de la cour du Mûrier, et l'hiver, quand les arbres sont nus, elle apercevait encore, comme au temps de la Ratoune, le petit archer de pierre qui accueillait avec grâce les recalés de l'École des Beaux-Arts... — « C'est des artistes, des jeunes gens très bien », disait jadis son amie.

Ainsi, bien que Mie-Rose ne fût plus l'enfant de personne, rien n'avait changé à l'extérieur, dans l'ordonnance du paysage de pierre, d'herbe et d'ombre où s'était écoulée sa jeunesse. D'autres visages avaient remplacé dans la maison solennelle les visages d'autrefois, d'autres visages plus jeunes, mais non pas plus aimés. Mie-Rose eut d'autres habitudes, une autre vie, elle ne passa plus d'examens, elle n'alla plus chaque matin de sept à onze à l'atelier de dessin, elle ne suivit plus à la Sorbonne les cours où M. Pôvre, le professeur, montrait, à l'assistance saisie, l'effet du rachitisme sur un tibia d'adolescent, en courbant devant cinquante paires d'yeux un os en caoutchouc...

Meg Merrilies était morte, toute la famille désemparée s'était demandé avec angoisse de quelle maladie. Tous s'étaient reproché de n'avoir pas écarté d'elle l'attaque finale qui l'avait tordue à jamais sur son velours d'Utrecht, personne n'avait songé qu'à quatre-vingt-treize ans, la mort importune a bien des droits sur le squelette d'une vieille dame paralysée. Mme Delorme avait repris le fauteuil voltaire pour son compte ; elle y avait retrouvé quelques joies, car, ses filles aînées ayant marié leurs filles, celles-ci abandonnaient souvent leurs fruits aux soins de cette vieille Pomone expérimentée. Ils retrouvaient chez elle les derniers nés de la génération précédente. Aussi était-elle constamment occupée maintenant à moucher quelque marmot braillard, à apprendre à lire à un second, faire goûter un troisième, raisonner cet autre, qui, le soir venu, prétendait coucher avec son édredon, qu'il appelait « son ami », sur la causeuse de Mme Récamier.

On comprend qu'avec une descendance aussi nombreuse Mme Delorme fût plus souvent occupée de ceux de ses enfants qui vivaient dans son orbe que des absents : à Julien qui en Algérie plâtrait son vin, à ses derniers fils, l'un à Grignon l'autre au Borda, à la Ratoune, elle pensait moins qu'à Élodie dans sa périphérie, à Julienne, à Ida surtout, dont les enfants si nombreux avaient fait éclater les frontières du Sud-Ouest...

Restait la mer : on y essaimerait les derniers venus qui, dans les Salines et les Pêcheries de l'Océan, trouveraient une voie extensible à leur jeune activité.

Ida, veuve, était revenue à Paris. De temps en temps on communiquait à Mie-Rose des nouvelles de la Ratoune. Le pernicieux Joseph n'était plus; sans quoi, il eût étranglé de colère à l'annonce du départ de Rodolph pour le pays de l'indigo, de l'ébène et du caoutchouc. Mme Delorme fut consternée de ce départ : elle se figura que sa fille subissait les affres de l'abandon, et qu'elle était perdue dans ses sables, comme le Petit Poucet dans la forêt.

Un jour de mai pourtant, elle dut changer d'idée. Ce fut environ un an après le départ de Rodolph. La bonne dame secouait par la fenêtre du quai, au mépris de l'heure et des ordonnances, un manteau d'enfant, dit *passe-couloir*, qu'elle retirait d'une naphtaline fatiguée pour le replonger dans le camphre neuf, lorsqu'elle aperçut, arrêtée devant la grande porte du quai, une longue auto couleur de sang frais, dont le radiateur réchauffait dans son flanc le serpent de Panhart. Adèle regardait ce bel objet de luxe ruisselant de vernis, posé sur les quatre roues de la Fortune, quand soudain elle en vit sauter sa fille, la Ratoune, puis un chauffeur, tout habillé de gris comme Biribi, prendre dans la torpédo une valise, un manteau de fourrure, un voile, pendant que la petite dame donnait sa main à baiser à un monsieur tassé derrière le volant. La voiture ensuite trépida, ronfla, et s'éloigna, au dire de la bonne dame de la fenêtre, « comme une flèche ».

Qu'est-ce que cela signifiait? Rodolph avait-il fait cette folie d'acheter une auto? Serait-il possible que déjà l'huile d'arachide fût la source fabuleuse d'une semblable richesse? Mais ce gros monsieur? Mme Delorme demeurait saisie, son passe-couloir à la main, quand la porte de la chambre s'ouvrit vivement, et la Ratoune parut.

Était-ce la Ratoune, cette jolie femme mince, animée, bavarde?... Bavarde, la Ratoune? Impossible. Eh bien! c'était elle.

— Ta sœur ressemblait, quand elle est entrée, dit Mme Delorme plus tard à Ida, à une jolie gravure de *la Mode Pratique*; elle était habillée d'une robe si fraîche! pas un pli, on ne voit cela que dans les catalogues. Je lui ai demandé d'où elle venait : elle s'est moquée de moi, m'a appelée provinciale, m'a étouffée de

baisers (ce qu'elle ne faisait jamais, tu t'en souviens?) et m'a affirmé qu'elle arrivait directement de Bordeaux; sans doute a-t-elle couché en route? La voiture était si brillante, le monsieur qui conduisait est, paraît-il, un vieil ami de Rodolph; il me semble qu'elle m'a dit qu'il l'avait vue naître; du haut de mon observatoire il ne m'a pas paru si vieux que cela, mais j'ai mauvaise vue. En tout cas, ce monsieur est celui qui a nommé Rodolph en Indochine; ils doivent le ménager, car il est très bon pour eux.

Mme Delorme revenait toujours au manteau de la Ratoune, d'une élégance, d'un chic! Et son voile! Et le sac en peau de porc!

— Ah! tu trouveras ta sœur bien changée. Quand je pense à ses pauvres manches que nous rallongions, bonne-maman et moi, et à ses bas de laine reprisés au genou! Il faut que Rodolph fasse de bien belles affaires. Je suis bien aise de tout cela, ma chère Ida.

Mme Delorme, apathique d'habitude, fut presque réveillée par l'arrivée de sa fille, de sa fille si élégante, si désinvolte; on convoqua le ban et l'arrière-ban de la famille: il fallut se réunir quai des Théatins pour voir la Ratoune de passage à Paris. Quand les sœurs arrivèrent, ce fut un concert de rires, d'embrassades, d'exclamations : « Oh! qu'elle a changé! Sapristi! Quelle élégance, ma chère! » à n'en plus finir.

Mais aucune de ces pauvres filles si modestes, ne jalousa le luxe de la petite, à qui l'Indochine semblait apporter la fortune.

Élodie, plus exaltée que jamais, avait trouvé le moyen de maigrir encore. Quand elle entra dans le salon avec sa mine squelettique, entourée de tous les petits morveux de la famille, elle ressemblait à ces parfaites esquisses de Callot pour la « Cour des Miracles ». Élodie eût fort bien figuré *la Misère au Moyen âge*, par exemple. La Ratoune, considérant les robes étriquées de ses sœurs et leurs visages sans jeunesse, se réjouissait dans son cœur du cours différent qu'avait pris sa propre vie.

Toutes l'entourèrent, l'embrassèrent à la fois. Elle répondait avec complaisance, vaguement, au milieu de ce brouhaha.

— Cette Ratoune! Combien de temps vas-tu rester à Paris?

— Tu es venue en auto?

— Tes robes, tu les fais faire à Paris, n'est-ce pas?

— Mazette! tu te mets bien, ma petite! Dis donc! (c'était le dernier Delorme qui parlait : long, efflanqué et déjà mala-

droit), ces trucs que tu as là, enfin, ces perles, c'est du vrai ?

La Ratoune rougit :

— Penses-tu !

On ne sut pas si cette exclamation signifiait : « Penses-tu que je puisse me payer un collier de vraies perles ? » ou : « Penses-tu que je porterais du toc ? »

Pour les autres, la Ratoune représentait la femme riche de la famille : elle faisait rejaillir sur tous les Delorme, vivants et morts, l'élégance, une gloire surprenante qu'aucun d'eux n'avait connue, dont tous prenaient leur part aujourd'hui. Néanmoins, personne n'osait l'interroger. Non pas que le moindre doute sur l'honnêteté de son luxe effleurât ces âmes pures : on savait que Rodolph gagnait largement sa vie chez les Indochinois ; la belle robe, la valise en peau de porc, tout parut naturel, logique même. D'ailleurs, à cette époque-là, les gens aussi modestes que les Delorme ignoraient le prix exact des objets qu'ils n'eussent pas achetés. Aujourd'hui, tout étant accessible à tous, chacun est informé du prix qu'il paiera peut-être une Rolls-Royce, ou un voyage au Japon. Élodie ne se disait pas : « Oh ! oh ! la robe de la Ratoune vaut treize cents francs comme un sou, son collier trente mille ! » Non, non, ils n'avaient pas l'œil exercé d'une Mie-Rose, Parisienne de race et d'habitude ; quoique nés à Paris, ceux-ci habiteraient éternellement la banlieue. Ils considéraient donc la richesse et le luxe nouveau de leur sœur en bloc, avec admiration et respect, l'esprit critique leur faisant complètement défaut. Ainsi la Ratoune, satisfaite, put-elle jouir en paix de son triomphe ; elle en jouit mieux là que partout ailleurs, dans cette vieille maison crevassée où flottait toujours l'odeur de friture des Quatre-Temps. Elle se souvint avec délices des années où elle enfermait ses petites épaules dans d'affreux châles de tricot noir, et songea aussi aux bijoux qu'elle fabriquait de ses mains avec les perles de couleur dérobées aux abat-jours familiaux. Ce souvenir-là lui parut spécialement voluptueux ; elle sourit en caressant inconsciemment les fruits de nacre qu'elle portait au cou...

Mie-Rose fut avisée de l'arrivée de son amie par un remue-ménage inusité chez les Delorme. Toutefois il fallut prendre rendez-vous pour se rencontrer, discuter les heures... car on ne pouvait voir *la Girondine* (comme l'appelait avec mépris la vieille Héloïse) qu'au début de la journée.

— Elle a tant à faire, gémissait Mme Delorme, je vous assure qu'elle m'étourdit, je suis fatiguée pour elle de tant d'agitation. Toutes ces courses, ces besognes mondaines!

La pauvre dame, qui avait passé sa jeunesse à enfanter, puis a allaiter et à enfanter encore, plaignait naïvement sa fille de goûter des plaisirs si fatigants.

La Ratoune ne put, au milieu de tout cela, voir son amie que deux fois... Et Mme Delorme de se lamenter :

— Une si bonne amie! Que va-t-elle penser de toi?

— Ce qu'elle voudra. Qu'est-ce que tu veux que ça me fasse?

Mais Mme Delorme :

— Ratoune! ne sois pas ingrate, une affection pareille, si dévouée!

La Ratoune se retourna, surprise :

— Dévouée? Mais je ne lui dois rien, voyons.

— Oh!

— Pourquoi fais-tu « oh! » maman? Elle ne m'a jamais prêté d'argent, que je sache? Alors...

On pense bien que l'astucieuse Ratoune fuyait volontairement les rencontres avec son amie. Elle redoutait infiniment le coup d'œil investigateur de Mie-Rose; une intimité déjà ancienne autorise les questions et Ratoune ne les aimait plus.

— Bast! Elle m'ennuie, je n'ai rien à lui dire!

Mais le hasard est là... Le hasard se plaît à recréer la vie et à la rendre pittoresque, terrible, le plus souvent comique, à son gré; il aime le théâtre, les situations et les scènes inattendues, il pousse l'un vers l'autre et obscurément les gens qui devraient se fuir. L'un cache tout, l'autre ignore tout, et soudain, clac! une rencontre, une parole, un geste, un regard même : le décor a changé, l'image frappe la plaque : la Vérité est sortie de son égout.

Les deux femmes se rencontrèrent inopinément à quelques jours de là, dans un « thé » place Vendôme. Mie-Rose y était déjà installée, lorsque la Ratoune y entra avec Beaugras. Les nouveaux arrivants, occupés d'autre part, ne virent pas qu'ils étaient épiés par deux jeunes femmes retranchées derrière une citadelle de pâtisserie. Le visage de Beaugras, universellement connu, leur était familier; elles décidèrent qu'il se « défendait bien »; même elles le trouvèrent mieux, moins gras qu'autrefois; en revanche son visage leur parut plus ridé.

— Ma chère, déclara Mie-Rose, cet homme-là possède une autorité qui plaît aux femmes ; partout où il va, il se fait écouter des maîtres d'hôtel et du corps diplomatique ; il est servi le premier partout, c'est un as ; les femmes qui sont si paresseuses adorent cela, il leur facilite tout : c'est bien agréable.

— Oui, tout, même la chute, dit l'autre pincée. Eh bien ! je n'en voudrais pas, moi, de ce Beaugras : c'est la vulgarité en personne, et... entre eux, hein ?

Elle désignait le couple.

— Que pourrait-il y avoir entre eux ? dit Mie-Rose ; il serait son grand père. Il la chaperonne, voilà tout ; Rodolph est au loin...

— Ah ! fit l'amie dépitée, car elle comptait sur de solides renseignements.

Toutefois, l'affirmation de Mie-Rose n'ébranla pas sa religion.

La Ratoune avait vu juste en redoutant les yeux de Mie-Rose ; il ne fallut pas dix minutes à celle-ci pour noter le lourd empressement de Beaugras, sa mine satisfaite, et cette sorte de familiarité du regard qui révèle tant de choses. Cela veut dire : « *Contente?... Ça va, on est bien?... Pas fatiguée? On s'amuse? On est sage?* ou : *On aime toujours son Beaugras?* »

Mie-Rose remarqua, par-dessus les têtes, le dialogue familier, haché, dont les phrases interrompues sont jetées hâtivement à l'autre qui les devine et les complète. Elle vit bien d'autres choses qui l'amusèrent. Ah ! la Ratoune se chapeautait chez Reboux, maintenant? Elle évalua le beau collier, mieux que n'avait pu le faire le grand frère maladroit (c'est du vrai, c'truc-là, ces perles ?).

Oui, des perles parfaites, choisies, d'un orient rare, presque toutes de même grosseur : il y en avait bien soixante. (Ah ! Ratoune, où sont les diamants de la rue de Buci, et cet anneau de fiançailles que vous deviez retirer à votre sœur avant sa mise en bière ?) Voici une émeraude « sans crapaud » à votre doigt plus avantageuse.

Les femmes seraient de parfaites détectives si on savait les utiliser dans ce rôle, mais on ne les emploie que pour l'espionnage ; c'est trop,... elles savent voir vite, et les détails matériels leur échappent moins qu'aux hommes, ce qui est naturel ; elles remarquent, sans l'avoir appris, la plus petite

garniture transformée, le chiffre sur le porte-carte leur crève les yeux à travers le restaurant ou le wagon-couloir; elles notent d'un coup d'œil que le monsieur qui entre vient de se faire couper les cheveux, ou que la caissière est enceinte de six semaines. Donc Mie-Rose considérait la robe de la Ratoune, et vit que non seulement cette robe, — fort simple, — était faite à Paris, mais qu'elle ne pouvait l'être qu'entre Rivoli et la Paix; elle pensa : Redfern, Cheruit, Paquin. Pas besoin de connaître les goûts de ce vieux boulevardier qui lui versait de la crème, pour voir, clair comme la lumière du matin, que ceux de la Ratoune lui étaient suggérés par lui. Mie-Rose reconnut aussi le parfum; il venait de la maison voisine. Cette Mie-Rose s'amusait. Une femme se divertit à ce genre d'examen : sans quitter sa chaise elle va d'une découverte à d'autres plus profondes, flaire l'intrigue et les « combines »; son goût du romanesque, sa curiosité, sa malveillance, si elle en a, — et elle en a toujours pour une autre femme, — sont flattés à l'excès par le minutieux travail de reconstitution. Elle se félicite de sa perspicacité; cent détails se lèvent dans sa mémoire comme les nonnes de Robert le Diable : elle est heureuse, *si Beaugras ne lui est rien*, et elle s'enrichit si elle sait se taire, en gardant pour elle seule les armes qu'elle vient d'acquérir sur la victime de ses observations.

Ce fut après la rencontre de la place Vendôme (la Ratoune l'ignora toujours) que Mie-Rose reçut la seconde visite de son amie. Elle étourdit d'abord cette amie sous un flux de paroles si inusité que l'autre sentit immédiatement quel en était le but. Mie-Rose avait appris à se taire à propos. Mais au bout de quelque temps elle s'écria :

— Oh! les belles perles! C'est Rodolph qui te les as données? Il est vraiment généreux avec toi, ma Ratoune!

Mais celle-ci, portant la main à son cou, prononça un *chut!* mystérieux. Ensuite ce fut la révélation :

— Ne le dis pas! c'est un collier de chez Tecla!

Elle rougit fort à temps, et ajouta très vite :

Je trouve que cela fait bien sur une robe claire, tu ne trouves pas? c'est si bien imité!...

— Qu'on s'y trompe! tu as raison, répondit Mie-Rose qui commençait de s'amuser encore un coup; moi, je m'y suis trompée, tu vois?

Elles parlèrent de Rodolph et de l'Indochine. La Ratoune assura qu'elle désirait rejoindre son mari.

— Rodolph remet sans cesse mon voyage : la saison des pluies, l'aménagement de l'habitation qu'il faut terminer, les difficultés récentes avec les ouvriers annamites, que sais-je ? cent prétextes ! Je voudrais tant y aller, dit la Ratoune en ouvrant ses grands yeux liquides : la vie des coloniaux me tente, si tu savais !

— Tu ne préfères pas celle que tu mènes en Europe ?

— Mais non, je suis toute prête à partir, je n'attends que la dépêche de Rodolph pour m'embarquer à Bordeaux...

Elle entendit sonner sept heures et se leva, affolée comme Cendrillon au coup de minuit.

— Comment ! sept heures ? Je suis affreusement en retard.

En se levant brusquement, la grosse agrafe d'argent du manteau de la Ratoune accrocha le fameux collier, le fil cassa, toc ! et voilà soixante perles par terre.

Tandis que Mie-Rose gentiment s'employait à les ramasser, la Ratoune flegmatique prononça :

— Ne te donne pas tant de mal, va ! tu sais bien qu'elles sont faûsses.

— N'importe, un si joli collier ! reprit Mie-Rose à genoux. Voyons, nous disons ? Combien y a-t-il de perles au juste ?

— Est-ce que tu crois que j'ai compté ? répondit l'autre, toujours glaciale.

Mie-Rose (perfidement) garda une perle. Ne lui avait-on pas assuré que les vraies ne se cassent jamais ? On verrait bien. Demeurée seule, elle entreprit de faire claquer sous sa dent la perle dérobée au destin, comme elle eût fait d'une noisette. Elle y mit incisives et puis canines, sans résultat : le petit œuf de perle demeura tiède et doux, mais inattaquable ! Décidément... bravo, la Ratoune !

Mie-Rose plaça l'objet de son expérience dans une enveloppe et le renvoya à son amie avec ce mot :

« Ma chère, voilà encore une de tes jolies perles retrouvées ce matin sous la bibliothèque, je te la renvoie tout de suite pour que tu ne t'inquiètes plus. Tu dois avoir le compte maintenant ? et je suis sûre qu'elles ont du prix à tes yeux... quoique fausses ! »

C'est ainsi que les femmes sont expertes à mélanger le vinaigre à la crème.

IX

« J'ai aimé », dit Arsène Guillot.
PROSPER MÉRIMÉE.

Quand la Ratoune arrivait à Paris, son grand plaisir était d'y errer seule; elle n'était pas encore blasée sur la liberté dans la rue, et elle ne la goûtait pleinement qu'à Paris, où les gens se dépassent, se suivent, se croisent sans se reconnaître.

A la Barbaste, elle ne sortait guère que lorsque Beaugras s'en mêlait, mais elle n'aurait jamais eu l'idée d'aller par exemple à Marmande ou à Bazas, qui représentaient pour elle l'ennui et la désolation.

Aux yeux d'une Parisienne d'ailleurs, il n'y a qu'une ville et la Ratoune était Parigote jusqu'au sang. Elle avait poussé entre les pavés, joué avec les enfants de la rue, travaillé avec ceux des commerçants, et, sans que sa mère s'en doutât, « calé » des billes avec le garçon du concierge. Sa beauté elle-même était demeurée longtemps incertaine comme le ciel douteux des matinées de la cité, qu'un coup de vent soudain balaie pour découvrir le pur éclat du jour. La Ratoune se retrouvait donc sur son asphalte comme le mousse sur sa misaine, mais son goût ne l'entraînait pas le long du fleuve où... « les livres se mêlent au paysage »... comme l'a dit notre vieux maître et où elle avait vécu; elle ne s'arrêtait jamais pour voir saluer de sa cheminée le remorqueur l'*Abeille* sous les ponts trop bas, non, elle s'en allait plutôt par les petites rues de son enfance, suivant la trace des pensionnaires de Mlle Rochette... le luthier de la rue de Seine, la rue de Buci, Quillet (à la renommée du Vol-au-Vent), les bains Taranne; elle aimait à revoir les quartiers, miroirs de sa disgrâce et de sa pauvreté; elle y promenait avec orgueil son tailleur en homespun et son petit Reboux né d'hier; il lui semblait que la vie l'avait lésée d'abord et qu'aujourd'hui elle avait pris sa revanche sur la vie.

Au détour de la rue des Ciseaux, elle se souvint d'une petite fille maigre, sautillante, avec une robe pleine de reprises, et des grandes jambes de laine noire, abordée par Octave le fils du tripier; n'avait-elle pas consenti à faire là, en pleine rue, une partie de volant avec lui? C'était un camarade du petit catéchisme. M. Delorme avait surgi on ne sait comment,

et indigné de voir sa fille faisant commerce d'amitié avec ce lardon, il l'avait gillée là, près du raccommodeur de tapisseries : *Au Bon vieux temps.*

Une rage avait saisi cet homme si timide, devant l'inconduite de sa fille. Que dirait-il aujourd'hui?... Bast! La Ratoune n'avait pleuré que jusqu'à la rue de Seine (il ne faut pas pleurer longtemps, Ratoune!).

Mme Delorme, qui connaissait ses devoirs, pria la Ratoune d'inviter M. Beaugras à dîner, mais la Ratoune rit, et s'y refusa gentiment.

— C'est un monsieur fort occupé, ses journées se passent en rendez-vous. Je sais qu'il doit aller chez le ministre du Chili pour une affaire de concession; j'ai entendu parler aussi d'un déjeuner chez le Président du Conseil : il doit partir pour Malmoë dès que nous serons de retour. Tu ne peux pas te figurer quelle vie il mène, comme il est sollicité, attendu, interviewé quand il n'est pas dans un paquebot ou en sleeping, et même là...

Mme Delorme consciencieusement insista :

— Tout cela ne l'empêche pas de dîner?

— Mais si, il dîne en ville tous les soirs, comprends donc...

La bonne dame fit taire ses scrupules, — puisque c'était impossible, n'est-ce pas? Au fond, elle était soulagée. Beaugras lui apparaissait comme Zeus caché dans sa nuée d'or; elle n'avait aperçu qu'une fois, à son arrivée et du haut de sa fenêtre, le fond de la casquette de cet homme puissant; elle songeait qu'elle n'avait jamais contemplé coiffure plus imposante.

— Tu diras à ce monsieur que nous avons songé, ta tante et moi...

La vision de sa tante Héloïse discutant avec Beaugras secoua de rire la Ratoune.

— Mais oui, mais oui, ne t'inquiète pas, maman.

Mme Delorme, toute gnangnan qu'elle était, possédait une belle âme pure et que les scrupules assaillaient sans cesse. (On ne se débarrasse de toutes ces vertus-là qu'à la deuxième, et quelquefois la troisième génération.) Un des reproches qu'elle se faisait encore depuis que sa dernière fille avait sauté à quai, était de la laisser seule tout le jour dans Paris.

— Je t'accompagnerais bien dans tes courses, lui disait-elle

de sa voix traînarde, mais tu sais, depuis que j'ai souffert de mes phlébites, je ne puis marcher que lentement.

Elle s'en désolait.

— Ta sœur est toujours aussi discrète sur la question de son bonheur. — Adèle se confiait volontiers à ses filles aînées plus limpides que la Ratoune. — Elle est heureuse, Dieu merci, mais elle ne me donne aucun détail, et mes petites-filles !... Quand je pense que je ne les ai vues qu'une fois, et que je mourrai peut-être sans les avoir embrassées de nouveau ! La Ratoune prétend que l'aînée me ressemble? Quant à Rodolph, il a réalisé son rêve, il est aux Colonies, il est le maître, il gagne beaucoup d'argent; du moins, je le crois; et, à voir le luxe de sa femme, il faut bien que cela soit ainsi. Ce qui m'étonne, c'est qu'elle reste éloignée de son mari si longtemps : jamais ton pauvre père n'eût toléré jadis entre nous une aussi longue séparation. Je ne comprends plus rien à mon temps : tous ces ménages, séparés par la Mer Rouge ou les collines du Nivernais, ne me reviennent guère.

La méchante tante Héloïse, qui avait survécu à toutes les sépultures de la famille et qui était toujours présente à tous les entretiens, observa fielleusement au-dessus d'un bas hérissé d'aiguilles :

— Elle a toujours été raisonnable; c'est une enfant, tu le sais bien, Adèle, qui voit son intérêt avant tout : elle n'a jamais aimé en Rodolph qu'un mari qui pouvait la sortir d'ici, et la faire vivre avec plus de luxe et de plaisir.

— Que dites-vous, ma chère belle-sœur? reprenait Adèle saisie, la Ratourne intéressée, calculatrice?... vous devez vous tromper.

L'autre haussa les épaules :

— Ma pauvre Adèle, tâche donc d'oublier ton cœur quand il s'agit d'y voir clair ! Tu me rappelles ce professeur ami de mon pauvre Joseph, à qui un jeune érudit avait apporté une thèse affirmant que le maréchal de Saxe n'avait pas gagné en personne la bataille de Fontenoy. Cet homme-là fut si épouvanté à l'idée de changer d'avis, qu'il refusa toujours de lire le travail de l'autre : « J'ai mon idée faite sur cet événement, ne me troublez plus, je pourrais en changer », répondit-il à toutes les sollicitations.

Mme Delorme continuait à faire l'éloge de sa fille : « Je n'ai

jamais vu qu'elle pensât à l'intérêt, elle est si jeune, etc... » mais l'autre, dans ses dents, murmurait un « Va-t-en voir! » plein d'ironie.

Toutefois, l'honnête Adèle, quelque ardeur qu'elle mît à défendre la Ratoune, sentait avec tristesse que la vieille peste pourrait bien avoir raison. La Ratoune, qui venait constamment à Paris depuis le départ de Rodolph, ne lui avait amené les petites qu'une fois. La Ratoune n'avait jamais invité sa mère à les venir voir à la Barbaste; la Ratoune ne s'était pas dérangée lorsque son père avait été si malade. Elle n'avait porté qu'un an son deuil. La Ratoune n'était même pas venue pour sceller Meg Merrilies dans son armoire de pierre, au cimetière du Montparnasse : « Le télégramme, disait-elle, l'avait rejointe, trop tard. » Justement, ce soir-là, elle était partie pour Bordeaux passer deux jours avec ses amis Saint-Hilaire... Mme Delorme hochait sa tête de mouton gris : tout cela était suspect. « Est-ce que vraiment sa fille ?... »

Les gens qui n'ont pas de cœur voudraient bien faire croire aux autres que ce viscère n'existe chez personne ; lorsque très doucement Adèle faisait quelques observations dans ce sens à sa fille, celle-ci rétorquait :

— Comme tu dramatises, ma pauvre maman, tu es d'un romanesque! Qu'est-ce que cela peut faire que je n'aie pas assisté à l'enterrement de grand mère, je te le demande? C'est de la superstition ça, voyons! je ne pouvais plus lui être utile en rien, n'est-ce pas? Alors, à quoi bon?

— Mais oui, sifflait Héloïse derrière ses aiguilles à tricoter, tu ne comprends rien, ma pauvre Adèle, tu attaches encore de l'importance au culte des morts! Tu ne vois donc pas que la jeunesse considère tout cela comme des fariboles? Ah! s'il n'y a que celle-ci pour nous faire enterrer dignement, tu pourras te résigner à la fosse commune!

La Ratoune ouvrait encore plus grands ses beaux yeux bruns :

— Mais puisque l'on est mort, qu'est-ce que cela peut faire?

Elle disait aussi : « Moi, je me suis affranchie de toutes vos superstitions, on ne vit qu'une fois, je veux *vivre ma vie*. » Ces maximes inquiétaient Adèle, qui les trouvait coupables. Parfois elle sermonnait sa fille avec douceur. La vieille Héloïse, passionnément curieuse, prêtait sa bonne oreille aux admonestations, elle entendait passer des bribes : « devoir religieux,

tes Pâques, principes que nous t'avons donnés, exemples... tes enfants... »

L'autre hennissait gentiment, approuvait tout. Héloïse murmurait : « Un cautère sur une jambe de bois ! » Ce soir-là, quand la Ratoune fut partie à la hâte, car elle dînait en ville, les deux vieilles femmes se retrouvèrent face à face. Adèle semblait absorbée et triste. Sa belle-sœur la regardait avec son mauvais sourire de coin, en fourrageant dans ses bandeaux gris avec son aiguille à tricoter, puis :

— Il faut t'y résigner, ma fille. Tu t'es échinée pendant toute ta jeunesse pour les mettre au monde, déformée pour les nourrir, privée pour les gâter, tu as veillé pour eux, travaillé pour eux, souffert pour eux, tu t'es dépouillée pour eux, mais eux ? Où sont-ils ? On est toujours seul dans la vie : tu ne veux pas te rendre compte ! Trop reconnaissant si un beau jour, après tous ces sacrifices, on ne s'aperçoit pas qu'on a couvé un ennemi, qui n'a rien de vous, qui vous renie, vous combat à votre propre foyer. Va ! autrefois tu triomphais avec ta brassée de marmots, tu m'écrasais de ta supériorité, parce que moi, n'est-ce pas ? j'étais, dans cette maison d'Abraham, la vigne stérile, la paria, l'arbre desséché. Eh bien ! maintenant, hein ? nous sommes vieilles toutes les deux, nous sommes seules, toi comme moi, nous sommes égales ; enfin nous sommes aussi pauvres l'une que l'autre, ma fille.

— Pauvres ! Adèle se redressa ; une flamme de fureur traversa, pour la première fois peut-être, les yeux somnolents de ce mouton.

— Taisez-vous, Héloïse ! Vous ne savez pas ce que vous dites. De nous deux, vous entendez, la pauvresse, c'est vous, vous, oui, vous qui n'avez jamais rien aimé !

Héloïse haussa les épaules. Après cette sortie, unique violence sans doute de sa vie, Adèle s'affaissa dans son fauteuil voltaire, accablée de nouveau par son apathie habituelle.

X

Et toi, divine Mort, où tout rentre et s'efface.
Comtesse de Noailles.

De la vie que la Ratoune menait à la Barbaste, personne ne savait rien. La jeune Mme de Pézenac, qui avait sans doute

deviné la cour que son mari avait faite jadis à sa petite voisine, racontait bien quelques vagues histoires. La Ratoune venait souvent à Paris sans prévenir les siens; on l'avait vue à Crillon, on l'avait vue chez Colombin un matin, un soir chez Maxim, elle-même avait aperçu la Ratoune une nuit en sleeping avec le Préfet dans le rapide de Saint-Sébastien. Mais tout cela était sans doute des ragots? Il faut bien noter toutefois, que pour ce Préfet, « coqueluche des dames », joli homme, sportif enragé et fort à la mode, un voyage en Espagne avec la Ratoune, c'était tout un programme; il était trop occupé de mille choses ce Préfet (sans parler de sa Préfecture), pour perdre son temps à aller admirer le Généralife sans plus? Mais au bout du compte, que sait-on?

Mme de Pézenac racontait ces perfidies avec son impassibilité radieuse; elle ajoutait, le regard ailleurs : « Beaugras est en Tunisie actuellement... » C'est tout : le grain est semé.

En dehors de ces on-dit que seuls les initiés goûtaient, mais qui n'échappèrent point à Mie-Rose, on savait peu de chose sur la petite Magon-Chabrier. Elle paraissait s'entendre à merveille avec sa belle-mère, beaucoup mieux même qu'au début, et cela semblait invraisemblable à tous ceux qui ignoraient l'alliance mystérieuse de la Ratoune avec Ollive son beau-frère; elle se l'était concilié; concilié, n'est pas assez dire : Ollive et elle étaient au mieux, et avaient certainement conclu une alliance offensive et défensive, qui témoignait d'excellents sentiments de famille... De ce côté la Ratoune était donc tranquille : avec le cœur d'Ollive, elle dominait la situation jusqu'à l'Océan.

Elle en profita pour mettre ses filles en pension à Bordeaux. Elles avaient alors neuf et dix ans, la Ratoune pas encore trente. La comtesse douairière, on ne sait comment, ne combattit pas cette idée; il est vrai qu'Ollive s'en était fait le champion. Mais ce fut pour Héloïse, quai des Théatins, l'occasion d'une belle fureur :

— Ces femmes! moins elles ont d'enfants, moins elles s'en occupent... Ah! Adèle, si je n'étais sûre de ta vertu, je dirais tout de rang que la Ratoune n'est pas d'Alfred. Quelle singulière petite rosse! comme elle sait mener sa vie : n'en prendre que l'agrément : le reste, aux autres! Et où est-elle en ce moment? A Saint-Moritz? En Corse? Dans les Fjords? Pourquoi ne

rejoint-elle pas cet imbécile de Rodolph ? Ne te parlait-il pas dans sa dernière lettre de son luxe là-bas, et de ses serviteurs, pieds nus courbés en deux sur son passage ? Ma parole, ces gens-là sont tous fous : ils appellent ça fonder un foyer et ils sont tous aux quatre vents. Tu verras qu'on finira par en jaser.

Mme Delorme baissait la tête, elle n'avait retenu qu'une chose : puisque la Ratoune ne gardait pas les petites, pourquoi ne pas les lui avoir confiées à Paris ? L'appartement aujourd'hui était assez grand, hélas ! trop... Elle s'en serait occupée : elles n'eussent pas été des prisonnières. Est-ce ainsi qu'elle, qui était pauvre, avait élevé ses filles ? Elle se souvint tout de go que la Ratoune avait voulu autrefois mettre ses petites en nourrice chez leur fermier de Cognac... Elle eut à ce souvenir une bouffée d'indignation qui lui rougit les joues. Mais elle répondit à Héloïse que la Ratoune était inattaquable : n'habitait-elle pas en l'absence de son mari avec Mme Magon mère et Ollive ? et puis elle dit :

— J'ai bien élevé mes filles, Héloïse !

— Oh ! certes, tes filles sont bien élevées, mais la Ratoune, tu sais, ne ressemble pas aux autres.

— J'eusse tant aimé les avoir auprès de moi, continuait Adèle : je ne les ai vues qu'une fois. Vous vous en souvenez, Héloïse ? Pour la première communion du dernier d'Élodie...

Oui, oui, Héloïse se souvenait, elle ne manquait pas d'ajouter :

— Elles ne sont pas belles : tout le portrait de Rodolph !

— Mais si douces, si sages, reprenait la grand mère, si peu bruyantes : elles ne parlent pas beaucoup.

— Elles n'en pensent pas moins, va !

Un jour la Ratoune débarqua chez sa mère. Elle arriva quai des Théatins, souriante, fraîche, indifférente et parée. Elle paraissait agréable de grâce et de jeunesse : le charme de l'enfance était toujours présent dans ses gestes et dans son beau regard limpide. Elle raconta pêle-mêle cent choses à sa mère avec une si grande volubilité que la bonne dame eut peine à suivre cette avalanche de paroles... au milieu desquelles Mme Delorme finit par discerner que la Ratoune venait pour une affaire concernant Rodolph, et qu'elle n'avait que très peu de temps à consacrer à sa famille. Le lendemain, elle détala. Or, à six heures du soir, ce même jour, on sonna chez Mie-Rose et

on lui annonça Beaugras. Intriguée, elle le reçut tout de suite. Elle trouva au salon un Beaugras fatigué, gris comme un mauvais jour de décembre; elle remarqua son visage tiraillé de tics nerveux (oh ! oh ! Beaugras était passé « vieux monsieur »). De l'air le plus naturel du monde, il dit :

— Je viens chercher la Ratoune.

— Comment ? répartit Mie-Rose.

— Oui, n'a-t-elle pas passé la journée avec vous à Versailles pour une exposition, visité de nouvelles salles au château, que sais-je ?

Mie-Rose, suffoquée d'abord, se reprenait (mais que faire ?). Par bonheur Beaugras continuait :

— Elle devait me retrouver au bureau à six heures, mais j'ai reçu des billets pour le gala de ce soir à l'Opéra, et j'ai pensé qu'en la prévenant plus tôt... etc.

Mie-Rose expliqua que la Ratoune était repartie :

— Peut-être est-elle chez vous ?

Beaugras eut un pauvre sourire désabusé.

— Devancer l'heure ? Une surprise alors ? Non, non, pas son genre. Eh bien ! je repars. Justement je suis claqué en ce moment, j'arrive de Venise en auto.

— Ah ! vous êtes allé voir...

— Rien du tout, je suis allé pour affaires. Figurez-vous que je ne connais pas Venise. Hein ? Qu'est-ce que vous dites de cela ? Original, pas ? Moi je ne peux pas flâner, hein ? Comprenez-vous ? revenu en auto pour prendre l'air, esquinté, pas secondé d'ailleurs, mes secrétaires sont des...

Il disparut, emportant le gros mot.

Mie-Rose, enchantée de voir terminé son supplice, respirait déjà, quand l'autre se retourna soudain et, la dévisageant :

— Car elle a bien été à Versailles avec vous, n'est-ce pas ? Je ne me suis pas trompé ? Bien aujourd'hui les nouvelles salles, et enfin tout le machin des tableaux ?

— Oui, oui...

Beaugras poussa un soupir de soulagement qui le déchargea d'une montagne de soucis... Mie-Rose le regarda descendre l'escalier, le dos rond : « il a cent ans » pensa cette jeune personne.

Seule, elle fut agitée d'une sainte fureur. Cette Ratoune ! quelle poison ! lui faire jouer un pareil rôle, tout de même ! et

combiné encore ! Si elle avait voulu, Mie-Rose eût bien pu la trahir, jeter par terre cette fausse histoire de musée — (assez bien construite d'ailleurs, cette histoire). Mais voilà, encore le hasard : le gala, les billets, la visite, et v'lan ! la catastrophe. Oui, sans Mie-Rose, la catastrophe. Ne pouvait-elle la prévenir ? Quand on demande d'office de tels services aux gens, une complicité en somme, on doit leur dire ce qu'on attend d'eux, c'est bien le moins qu'elle pût faire ! Mais disposer ainsi d'une amie sans crier gare ! Ah ! la rosse, la rosse ! elle le lui paierait ! Ainsi maugréait Mie-Rose penchée sur la cage de l'escalier, attendant le retour de la petite, mais la petite ne revint pas, du moins Mie-Rose ne put la joindre ce soir-là.

Le lendemain, à l'heure du déjeuner, Mie-Rose vit sortir tranquillement la Ratoune qui rejoignit Beaugras quai des Théatins dans un taxi. La petite souriait, Beaugras souriait : tout était donc au mieux.

Au milieu de ses innombrables affaires, conseils d'administration, rendez-vous malgaches, péruviens ou slovènes, voyages de San Francisco à Juan les Pins ou de Tahiti à Fourvières, Beaugras avait trouvé le temps d'acheter, rue de Grenelle, un vieil hôtel entre cour et jardin : il s'amusait à le meubler somptueusement. Il est clair que cet homme-là ne savait que faire de son argent. Une fois que Beaugras eut enfoui là les tapisseries et les Perronneau, les boiseries et les meubles rares (sans parler d'un certain échiquier de laque rouge qu'il fit venir de Vienne et qui provenait de la succession du prince de Pückler-Muskau), Beaugras s'avisa que le jardin était sombre, que les voisins y plongeaient, et il acheta, derechef, les deux maisons mitoyennes pour les exproprier et s'agrandir. En attendant il peigna ce jardin, transporta les arbres en voiture d'un endroit à l'autre, et déguisa le tout en roseraie à la française, au centre de laquelle il établit un charmant miroir d'eau.

— Après moi, annonça-t-il à la Ratoune, tout cela sera pour Denise !

— Du favoritisme, répondit la petite dame en riant : je refuse.

— Mais vous savez bien que Faustine (la seconde des fillettes) aura Belle-Rive ; alors justice sera faite.

Belle-Rive, propriété sur les bords de la Seine avec son petit château du XVIIe siècle construit sur le modèle de Bussy, ses eaux

et ses pelouses, était un délicieux endroit que Beaugras avait acheté « pour s'amuser », c'est-à-dire pour le démolir, ou le transformer. Il avait commencé par répandre des daims dans le parc, y planter des buis en forme d'escalier et trois marches de marbre rose « pour faire Versailles ». Quant à l'intérieur, il s'était contenté de le jeter par terre pour y installer tout le confort moderne : rude entreprise.

Cela fait, il s'en désintéressa, s'y trouva trop seul, en face d'un paysage trop harmonieux et trop doux. Il cherchait actuellement une bicoque du côté de Saint-Moritz. « Je voudrais construire une vacherie modèle »; c'était sa toquade.

— Quand irez-vous? lui demandait la Ratoune.

— Quand je serai vieux ! répondait Beaugras en bouffonnant.

Une sorte de respectabilité consacrait maintenant leur union : c'était presque le mariage avec son train-train, ses corvées, ses querelles qu'un seul supporte, son amour qu'un seul éprouve, son faix perpétuel et monotone. Pourtant, la Ratoune, au milieu de tout, savait s'évader.

Même étant petite enfant, elle avait toujours su faire rendre à chacun son plein d'utilité ou de plaisir : à son service, rien ne se perdait. Autre force : l'indifférence parfaite ; c'est à ce prix (qui ne lui coûtait rien) que la Ratoune s'était construit l'existence de son choix, et en somme, les moyens lui étant aujourd'hui assurés, il ne lui restait plus que l'ordonnance de sa vie à établir; là, elle était libre. Avec un instinct parfait, elle sut se couler aux meilleurs rangs ; et qui donc n'eût désiré la connaître et l'avoir chez soi ? N'était-elle pas patronnée par Beaugras ? le célèbre Beaugras dont on disait : « Sa fortune se chiffre par centaines de millions ? » Quelle recommandation ! On se la disputait. La beauté de la Ratoune lui tint lieu de tout. Dans le monde, que demande-t-on à une très jolie femme ? Purement rien : pourvu qu'elle ne mange pas avec ses doigts, elle n'a même pas besoin de parler. L'ignorance parfaite de la Ratoune ne pouvait non plus la gêner dans un salon ; là, elle ne gêne personne, et la Ratoune, fine mouche, savait se taire quand par erreur la conversation s'égarait jusqu'à Talleyrand ou à la bataille de Poitiers ; d'ailleurs, cela arrivait si rarement!... Songez que la Ratoune était loin de la sottise, très curieuse, bientôt renseignée sur les ragots de Paris : son bagout plut, mais ce qui plut surtout, ce fut son allure de jeu-

nesse, son corps fin et ses yeux bruns de biche au bois. Sa réserve fit qu'on la connut peu; elle plut d'autant mieux, puisqu'en somme c'était une petite à aimer de la fenêtre.

Pour faire bref, elle dut tout à Beaugras.

Rodolph, lui, avait trouvé sa voie, « le succès complet », disait partout son patron. Là-bas il était heureux, ce moricaud, fier de réussir en donnant le minimum d'effort; l'affaire, munie à son arrivée de tous ses rouages, eût sans doute parfaitement prospéré sans lui... Pourtant il était convaincu que cette affaire devait beaucoup à son intelligente finesse; il ne l'en aimait que davantage. En six ans, il revint trois fois en France, la Ratoune fit une fois le voyage de Saïgon, accompagnée de Beaugras : « un voyage enchanteur » dit-elle. Après cela, il ne fut plus question d'emmener les enfants au loin. La fièvre jaune se mit du parti de la Ratoune, et on décida d'attendre que « les fillettes » fussent plus grandes. Ainsi, tout servait la jeune dame dans ses entreprises.

Pourtant, au milieu de la vie facile qu'elle avait rêvée, la Ratoune ne réservait guère à Beaugras aujourd'hui qu'une parfaite indifférence; plus de gentillesses, plus de ces gamineries qui le rajeunissaient, de ces remerciements qu'elle savait, au début, si bien distribuer.

Beaugras s'assombrissait, son assurance de « bon type » l'avait quitté; les grosses plaisanteries, les histoires salées, recontées le soir entre le cigare et la fine, se faisaient plus rares; il était souvent absorbé, silencieux; il redoutait une rupture, il y songeait sans cesse et se disait, mi-honteux de tenir si fort à une femme, mi-fier d'être encore capable d'une telle passion : « La mâtine! comme elle me tient! elle m'aura jusqu'à l'os! »

Pourtant, jamais la Ratoune n'eut une heure l'idée de rompre : le fil était si léger! Autrefois, elle n'eût pas trompé Rodolph pour l'aventure de Pézenac; maintenant, que gagnerait-elle à abandonner Beaugras? Il pouvait encore beaucoup pour elle; c'était trop tôt, d'ailleurs; tant que Rodolph déjeunerait entre Malacca et les Philippines, Beaugras ne serait pas gênant, et elle, finaude, saurait se tirer de tout. Parfaitement sûre d'elle maintenant, elle ne prenait même plus, pour s'évader, les précautions élémentaires qui eussent suffi à cacher ses trahisons. Ah! cette Ratoune, élevée à l'ombre de l'Abbaye dans le giron de la pure Adèle, châtiée si souvent par le per-

nicieux Joseph, oncle redoutable qui ne tolérait rien de cette enfant, la voilà aux plus beaux jours, chef-d'œuvre accompli de mensonge et de cupidité! Faut-il croire à l'atavisme après cela? Préférez-vous croire à l'influence? à l'exemple? à l'éducation? Non, non, rien n'y fait. La Nature seule...

Donc, depuis dix-huit mois, Beaugras changeait. Il s'était bien maintenu jusque-là, mais soudain il s'écroula. Tant qu'il avait mené sa vie active, fatigante même, qu'il mélangeait sans malice à quelques faciles plaisirs, tout alla bien. Mon Beaugras s'accommodait des nuits en Pullmann aussi bien que de celles qu'il passait à la foire de Neuilly. Mais la Ratoune lui en fit voir d'autres, et lui fit connaître des inquiétudes plus amères que celles d'autrefois : des inquiétudes qui naquirent de ce terrible amour mal assorti. Hélas! il l'avait accueilli en badinant, et voilà qu'il était devenu la grande affaire de sa vie. Toutes ces choses l'usaient, et puis... il avait encore contre lui son âge.

La Ratoune avait pris goût aux sorties du soir, aux restaurants, aux petites boîtes drôles; enfin le monde, les soupers lui plaisaient aussi. Beaugras s'en évadait fort tard, et le lendemain, comme d'habitude, ses rendez-vous. Tout cela le menait tambour battant. Les maladies de son âge arrivaient, le guettaient; la tension artérielle, le foie, les palpitations du cœur fatigué, enfin tout ce qui résulte du cognac, des truffes, du manque de sommeil, des dames et des escaliers sans ascenseur.

La vie de travail d'un Beaugras est une chose accablante à laquelle il est difficile de ne pas succomber. Cet homme en était là : un accident l'acheva. La Ratoune agit comme le Destin ; ou plutôt le Destin lui dit un jour : « Donne-moi ton visage et tes mains, donne-moi le son de ta voix, ton regard et ton rire : je vais te tortiller ce bonhomme-là dans la quinzaine. »

Ainsi fut fait, et le plus simplement du monde. Beaugras en juin revenait de Liverpool assez las. Il avait été mettre debout une société d'électro-chimie mal venue. En arrivant du Havre, il téléphona à la petite au Crillon avant le dîner, et lui demanda de la voir. — Mais la Ratoune avait déjà arrangé son plaisir quotidien : elle devait aller souper dans certaine taverne de voleurs, où sautaient alors de jeunes moujiks entre minuit et deux heures du matin. — Beaugras, incapable de résister à la Ratoune, y vint tout frissonnant : le len-

demain il était au lit, deux jours après la congestion le happa, et derrière la congestion, *la Mort*.

Il fut malade quinze jours. — Cela se passa à Paris dans l'hôtel de la rue de Grenelle. — Son fils prévenu arriva avec la gouvernante qui l'avait élevé, dont il comptait bientôt faire sa femme. (Il avait dix-neuf ans et elle quarante-sept.) On vit errer parmi les salons et se mêler aux *Aventures de don Quichotte* ce garçon long, rose tendre, bredouillant, ne sachant quelle contenance tenir, et ne se séparant jamais ni de ses manteaux, ni de sa bonne. Il songea, on ne sait pourquoi, à faire prévenir sa mère qu'il n'avait jamais vue. Elle arriva peu après avec son mari, car elle avait épousé, grâce à la munificence de Beaugras, un restaurateur de Bandol. La domesticité méprisante s'occupait le moins possible de ces intrus, et continuait de demander des ordres à l'homme de confiance et aux secrétaires. On vit là des scènes épiques, pitoyables et burlesques, où Balzac eût retrouvé ses meilleures créations.

Du petit salon Régence, l'épouse du traiteur fit sa demeure. Vêtue de noir déjà, la grosse femme, fraîche encore, forte mâchoire avide, bandeaux luisants d'huile, représentait assez bien la belle Toulonaise, hôtelière de cinquième ordre, ou « Manon », pour quartier-maître de l'escadre. Ignorant innocemment la loi, elle pensait hériter, et attira un jour dans son repaire un jeune clerc de notaire qui passait dans le vestibule portant un acte. Les 40° de fièvre de Beaugras, les accidents cardiaques de la nuit, autorisaient ce matin-là tous ses espoirs. Elle essaya de tirer quelques renseignements du jeune clerc, mais, rigide comme sa patronne la Justice, celui-ci débita l'article du code : rien à espérer pour elle. La grosse femme s'enflamma :

— Sans blague, vous voulez me faire marcher? Alors moi, la mère, je n'aurai rien?

— A moins de dispositions particulières, madame...

— Qu'est-ce que c'est?

— A moins que le défunt n'ait testé spécialement...

— Pensez-vous!

— Alors, madame, rien.

— Boudiou ! On n'a jamais vu ça ! — Comme l'autre faisait mine de prendre la porte : — Restez donc, voyons, je vous cause : Je suis pourtant la mère du petit, moi, y a pas d'erreur : l'enfant, il l'a reconnu.

— Madame, votre fils est héritier, c'est acquis, et comme tel « saisi de plein droit des biens, droits et actions du défunt, sous l'obligation d'acquitter toutes les charges de la succession ».

— Et moi ? Alors on n'en parle pas ?

— Mais, madame, êtes-vous la conjointe ?

— Qui c'est-y ?

— Avez-vous épousé M. Beaugras... à un moment quelconque ?

— Farceur !

— Alors je regrette... et même ainsi...

— Ah ! je ne cherche pas à comprendre, moi, soupira la grosse femme ; mais, si je ne dois rien ramasser ici, vivement à Bandol !

— Madame, vous serez peut-être tutrice de l'héritier s'il est mineur.

— Ah ! — Elle se redressa soudain, intéressée : — Tutrice ? Qu'est-ce que j'aurai à faire au juste ?

— Veiller à la fortune de votre fils, à charge de lui rendre des comptes à sa majorité.

— Ah ! ah ! mais sa majorité, c'est dans douze mois, eh ? Allez, allez, vous charriez !

Dans un autre salon, le jeune Max s'installa en compagnie de sa servante-maîtresse et de ses foulards. Au bout de quelques jours, cette femme habituée à plus d'activité s'ennuya si fort, qu'elle abandonna son poulain et s'en fut au magasin du Louvre. Elle y fit fiévreusement chaque jour des achats somptueux et inutiles dont s'encombraient les grands salons silencieux : linge, coupons, dentelles, mercerie, eau de Cologne pour frictions, raquettes de tennis, conserves, bonnets de douche... Quand elle rentrait, elle interpellait Max du seuil de la porte, s'attendant à une nouvelle ; on l'entendait de l'antichambre crier de sa voix pointue : « Eh ben ? Comment qu'ça va ? » Elle guettait l'événement qui ne se produisait pas, et supputait que si Beaugras n'avait rien gâché, Max pourrait bien avoir quelques gentils millions de rente, rien qu'en France, car à l'étranger comment savoir ?

La famille, dispersée de la sorte dans l'hôtel, se faisait servir des repas partout et à toute heure ; le traiteur de Bandol surtout se montrait fort exigeant pour les sauces, qu'il ne trouvait jamais suffisamment liées. « C'est plein de farine, disait-il à sa femme. Ah ! il ne faudrait pas que je serve des roûts comme cela aux clients. Qu'est-ce que je prendrais ? »

Les valets de pied traversaient l'antichambre avec des plateaux, bousculant sur leur passage quantité d'amis, de journalistes, de coulissiers, de commis qui venaient prendre des nouvelles ou recevoir des ordres. Beaugras donna des ordres tant qu'il put, mais, au bout de douze jours, la fièvre ne cédant point, les jambes du malade enflant, les médecins ne « conservèrent que peu d'espoir » ; l'infirmière dit à la Ratoune venue en coup de vent prendre les nouvelles : « Le cœur flanche », et le coup de vent remporta la Ratoune, qui avait justement ce jour-là mille choses à faire.

Pourtant, ces médecins, ils s'étaient tous donné rendez-vous autour de lui. Ah ! il y en avait des médecins, les plus célèbres, les plus diserts, les plus vénérés... et ils l'avaient palpé, écouté, percuté, radiographié ; ils l'avaient empoisonné de gouttes et de spécialités, brûlé de ventouses, sali de collargol, épuisé de soins, puis enfin, inhabiles à arrêter le mal, s'étaient séparés comme ceux de Molière, en haussant les épaules, laissant derrière eux une loque. Le pauvre Beaugras fiévreux, la pensée vacillante, gisait dans ses tapisseries au petit point ; sa tête lui semblait vide. Une gare. Dans cette gare des trains passaient : ratapapan, ratapapan, ratapapan... battements dans les oreilles, douleurs sur sa nuque, flammes dans ses artères : v'lan, v'lan, v'lan... Parfois, il se sentait couler sur l'eau, balancé mais au chaud quand même, sans douleur, sans heurt : il était bien, tout était simple ! comme c'est simple ! Cloches.

Le surlendemain de ce jour, celui de la consultation, Beaugras fut fort agité, parla à l'infirmière qui ne le comprit pas. Cette femme fit demander la Ratoune : elle s'inquiétait.

— La congestion se porte au cerveau je crois, dit-elle à la petite Magon-Chabrier en chuchotant. Il est trop agité, parle à tort et à travers : je ne sais pas ce qu'il veut.

La Ratoune s'informa : — Qu'a-t-il dit ? avez-vous entendu ?

— Non, je ne puis le comprendre.

La figure de la Ratoune, impassible, n'enregistra rien.

— Veut-il voir un parent, un ami ? dit encore l'infirmière, quelqu'un, je ne sais pas moi, à qui il voudrait parler ?

— Son fils ? il est là.

— Non ! non ! pas son fils, cela l'agite trop, il n'a pas l'air de l'aimer son fils, et puis cette femme qui est toujours-là,... non, non, il n'a donc personne qu'il aime enfin ?

— Pas que je sache.

— Voyons, madame, approchez-vous, il ne vous a pas vue depuis deux jours, peut-être est-ce vous qu'il souhaite ?

La Ratoune, en effet, la veille, avait été retenue par diverses courses... et puis, à vrai dire, le spectacle de cet homme qu'elle voyait là si différent lui répugnait un peu. Elle s'approcha néanmoins, fraîche, bien coiffée, avec son petit sourire de coin.

Beaugras leva les paupières, la reconnut : une onde de joie passa sur sa pauvre figure abattue, il tendit vers la main fraîche de la petite une pauvre main faible qui tremblait, il eut une sorte de sourire qui grimaçait et dit péniblement :

— Ah ! la Ratoune, petite poison !

L'infirmière s'éloigna.

— Vous allez mieux, mon ami, ces ventouses vous ont dégagé ; n'est-ce pas ?

L'autre ne comprenait pas, entendait mal, on ne lui avait pas mis de ventouses ! Ce jour-là, d'ailleurs, allait-il mieux ? — il ne percevait que des bourdonnements, — le chaos.

Qu'elle semblait lointaine ici, avec ses gants, presque une étrangère, cette Ratoune !... Elle avait bien l'intention, du reste, de ne pas s'attarder : de pareils spectacles, ce n'était pas gai ; elle les redoutait, — comment avait-elle réussi à les éviter jusque là ? Mais, n'est-ce pas, on ne peut pas toujours se dérober. Elle voulut soudain faire un grand sacrifice et s'assit un instant.

Beaugras, qu'une idée préoccupait depuis quelques minutes, tendit la main vers un bouquet de roses rouges toutes fraîches, éclatantes, veloutées. Il prononça difficilement :

— Emportez, Ratoune, les fleurs ; demain... plus là... claqué. Il mâchonna encore quelques mots, soupira, dit : « On m'emportera », devint très rouge, et soudain s'affaissa.

La Ratoune effrayée, craignant que la *chose n'ait lieu* maintenant, inquiète consulta l'infirmière des yeux, mais celle-ci la rassura : « Pas encore, non, non. »

Et Beaugras commença de râler doucement...

La Ratoune sentait bien qu'il avait dit vrai, que c'était la mort. Ses yeux rapidement évaluaient cet homme abattu, échoué sur le côté comme une vieille coque de navire dans la cale. Il mourait trop tôt.

Elle n'eut même pas à se maîtriser devant l'infirmière, aucune larme ne monta à ses yeux, aucune reconnaissance

pour les belles années écoulées, pas un muscle du visage de la petite ne bougea. Elle ne l'avait jamais aimé. Quand même, il mourait trop tôt. Elle songea à ses derniers dons : cette part des Sucreries d'Égypte qu'il avait réservée à Rodolph, deux autres participations... les mines d'Aniche... l'hôtel pour Denise et aussi Bellerive à la petite (elle se souvint qu'il disait « les petites », et son mari « les fillettes »); ce dernier collier de chien en diamants qu'il lui avait donné...

Depuis qu'il aimait la Ratoune, il s'était détaché de son fils; « les petites » lui plaisaient davantage, elles l'amusaient, et puis Beaugras ne pardonnait pas à Max sa bonne, le projet de mariage... Ratoune songea qu'il ne verrait pas cela, le pauvre ami, « et tant mieux! » Certainement le fils serait fabuleusement riche... Heureusement que le pauvre Beaugras avait pu réaliser pour elle-même ses projets, — pas tous, — et elle pensa encore qu'il mourait trop vite : « Quel bon ami! » Elle fut tout près de s'attendrir cette fois, non pas sur lui naturellement, mais sur elle-même.

Elle se dit qu'elle n'aurait plus dans la vie cette affection, ce dévouement de chien, cette générosité, un ami aux aguets prévenant la moindre convoitise de sa part : « Ceux qui restent sont bien plus à plaindre. » Comme sa vie allait changer, mon Dieu!

Elle se leva silencieusement et sortit sans rien regarder; elle ne voulut pas conserver le souvenir de ce mourant écroulé dans son oreiller, qui râlait.

En sortant, elle croisa un infirmier : il apportait des ballons d'oxygène, la dernière cartouche. Elle se rangea pour le laisser passer, et entendit la belle Toulonaise qui discutait âprement dans le salon voisin; elle disait :

— Je veux bien émanciper Max, mais alors qu'il me compte trois cent mille, pas un sou de *moinss*. Ah! et puis je voudrais aussi la mise-bas du défunt pour Lagoujine (son mari) : les deux, ils sont de la même taille, et le petit, lui, il n'en fera rien!

La Ratoune passa la porte.

Marie-Louise Pailleron.

LETTRES
A FRANCISQUE MICHEL

MÉRIMÉE ET FRANCISQUE MICHEL

Une suite d'heureuses rencontres a mis à ma disposition la très curieuse correspondance qu'on va lire. Comme j'allais sortir du collège, — il y a longtemps de cela, — ma bonne étoile conduisit dans ma ville natale et jusque dans l'intimité de ma famille, un lettré de marque, Gustave Mouravit (1840-1920), bien connu des vrais bibliophiles. Originaire de Bordeaux, où il avait été façonné à l'intelligence, à l'amour du Livre par G. Brunet, *junior*, et aux disciplines de l'histoire par le destinataire même des lettres que nous publions, Francisque Michel, il était venu tout jeune en Provence, à la recherche de je ne sais plus quels inédits, et il s'y était fixé. Esprit délicieux et d'une science étonnante, il appartenait à cette école de lettrés, qui entendaient réconcilier l'érudition et le goût, et qui protestaient doucement contre la critique oratoire, assez à la mode sous Louis-Philippe et sous l'Empire, préparant, à leur façon un peu nonchalante, les innovations de Brunetière, et même la révolution lansonienne; — révolution dangereuse, bienfaisante aussi, et, d'ailleurs, nécessaire, comme elles le sont presque toutes.

Par Asselineau, qu'il estimait particulièrement, par Édouard Fournier et quelques autres *minores*, moins loin de Sainte-Beuve que de Nisard, Gustave Mouravit rejoignait l'exquise tradition de Nodier. Un rien de fantaisie, voire de frivolité, — oh! d'une frivolité mériméenne, — distingue ces critiques, ces amateurs de M. Lanson et de ses élèves. En somme tout

se ramène à l'intronisation d'une dixième Muse, la Bibliographie; mais ils la voulaient couronnée de myrte, moins impassible et impersonnelle qu'on ne nous l'impose aujourd'hui et plus souple à reconnaître les droits sacrés de ses nobles sœurs. Mouravit avait pris en amitié l'avidité éblouie de mes seize ans, et il essayait, pour ainsi dire, ma vocation littéraire, en s'abandonnant devant moi aux curiosités sans nombre qui l'occupaient. Je lui dois d'avoir appris, bien avant l'âge où on la fait d'ordinaire, — si on la fait jamais, — cette découverte, qu'il n'y a rien de plus curieux que les livres qu'on ne lit plus. C'est en le voyant manier, — avec quel respect pénétré et quel air de gourmandise! — les petits moralistes du XVIIe siècle, ou une collection d'archaïques « manuels du confesseur », que j'ai commencé à soupçonner la portée véritable et le prodigieux intérêt de notre littérature religieuse.

Comme il arrive aux délicats, Gustave Mouravit n'a presque rien publié, mais il laisse après lui un chef-d'œuvre authentique, sa bibliothèque, destinée, si je suis bien informé, à enrichir quelque jour nos collections de l'Institut, à Chantilly. Or c'est justement parmi ce trésor que se trouvent, pieusement rassemblées, amoureusement collées sur de vastes feuilles de japon, les lettres inédites de Mérimée à Francisque Michel : deux volumes, habillés de soie pourpre et fleurie et qu'illustrent d'autres reliques, notamment une photographie rarissime de l'Inconnue, sans compter, cela va de soi, deux autographes de Francisque (1). La fille de mon vieux maître, Mlle Mouravit, aimable gardienne de tant de merveilles, a bien voulu me permettre d'offrir à la *Revue* la primeur de cette correspondance, et j'ai demandé à l'auteur d'une thèse récente et fort remarquée sur *la Jeunesse de Mérimée*, M. P. Trahard, de m'aider soit à déchiffrer ces textes, parfois difficiles, soit à les classer chronologiquement, dans la mesure où cela serait possible, soit à les annoter, quand besoin serait. Le recueil, incomplet d'ailleurs, semble-t-il, se compose d'une centaine de lettres. Nous avons retenu seulement celles qui n'exigent pas de trop doctes commentaires, quelques-uns de nos lecteurs

(1) Cédés par le fils de Francisque Michel, en 1888, je crois, à M. de Barenton, ces autographes ont été acquis par Mouravit à la vente Barenton en 1907. Quelques fragments, en petit nombre, ont été publiés par P. Bonnaud (*Liberté* des 24 et 25 février 1874), et par G Montorgueil (*Éclair* du 5 avril 1907).

ignorant peut-être le russe, le chinois et la langue des Romanichels. Au demeurant, M. Trahard publiera intégralement toute cette correspondance, et d'une manière plus critique, dans l'édition des Œuvres complètes de Mérimée (1). Il va sans dire que de celles de ces lettres que nous donnons aujourd'hui, nous avons élagué sans remords tous les passages que le latin lui-même souffrirait à peine. Le goût de Mérimée pour la gaillardise n'est que trop connu. C'est chez lui comme une manie, la rançon de cette familiarité savoureuse, qui rend délectable le moindre de ses billets.

Professeur à la Faculté de Bordeaux, et l'un des précurseurs les plus méritants de nos grands médiévistes contemporains, les G. Paris, les Bédier, les Ch.-V. Langlois, Francisque Michel a dû se lier avec Mérimée dans le courant de 1847. Sa thèse sur l'*Histoire des races maudites de la France et de l'Espagne*, aura servi de trait d'union, j'imagine. Depuis, ils n'ont pas cessé de s'écrire et sur le ton le plus cordial. Correspondance de savants, familière, enjouée toujours, mais pleine de technicités. D'ordinaire, c'est Francisque Michel qui met à contribution la science inépuisable de Mérimée. Il ne le trouve jamais à court, ni d'érudition, ni, ce qui est encore plus remarquable, de bonne grâce. En vérité, les illustres de ce temps-là étaient d'une obligeance merveilleuse. Sainte-Beuve se faisait volontiers le commissionnaire de ses amis de province, d'Ulric Guttinguer, par exemple, et de Collombet. Si Guttinguer n'a pas reçu à Honfleur son numéro de la *Revue*, il envoie aussitôt Sainte-Beuve en ambassade auprès de Buloz. Le même Guttinguer, un peu dur, quoique riche, à la dépense, trouve-t-il l'abonnement trop coûteux : c'est encore à Sainte-Beuve qu'il demande de lui signaler les numéros qu'on ne peut pas ne pas acheter. De Mérimée à Francisque, et inversement, les commissions qu'on se passe tour à tour sont d'un ordre moins terre à terre, — sauf lorsque le Parisien a besoin de renouveler sa cave.

Nous avons pensé que cette sorte d'examen perpétuel et *de omni re scibili* que Francisque Michel fait passer à Mérimée, que ce pacifique duel entre le spécialiste et le grand amateur, — duel où c'est toujours le second qui a l'avantage sur le pre-

(1) Chez Champion.

mier, — captiverait le lecteur au moins autant que tels passages de ces lettres, ou plus amusants ou d'un intérêt plus général. C'est peut-être surtout dans ces notes érudites que Mérimée nous révèle le mieux, — oh ! très à son insu ! — le secret de son élégance souveraine, la raison dernière de la séduction qu'il exerce encore.

Lorsque son premier cinquantenaire (1920) nous donna l'occasion d'instruire à nouveau le procès de sa gloire, la critique lui fut sévère. Tout n'était plus de diamant dans son léger bagage; et, dans ce style dont on nous vantait jadis l'atticisme, nous pensions découvrir quelques traces d'une désinvolture, que, chez d'autres, nous eussions appelée vulgarité. Qu'il fût assuré contre l'oubli, nous le sentions bien, mais la tentation nous prenait de croire que nos pères l'avaient admiré plus que de raison. Rigueur, non pas tout à fait injuste, mais courte et myope. Les négligences qui nous choquaient, ce je ne sais quoi d'un peu mince dans l'invention, de lâche ou de banal dans l'expression, nous cachaient trop l'excellence plus haute et plus sûre d'un écrivain qui fut avant tout un honnête homme, un *gentleman* accompli, l'ennemi né des pédantismes de l'érudition et du style, comme des pédantismes plus fâcheux de l'âme profonde, le désintéressement même, l'oubli de soi moins facile que le mépris. Élégance donc, c'est bien, je crois, le mot juste, mais une élégance plus encore morale, si l'on peut dire, que mondaine, littéraire ou scientifique. Je sais tout ce qu'un moraliste chrétien regrette de ne pas trouver chez lui, mais les vertus naturelles de Mérimée, plus il s'applique à nous les dérober, plus notre amitié doit se plaire à les reconnaître. « Il ne sait rien imparfaitement », disait de lui Victor Cousin. Sans doute, mais c'est là faire l'éloge plus encore de sa conscience que de sa curiosité, d'ailleurs, magnifique. « L'histoire est à mes yeux une chose sacrée », disait-il lui-même, — et le mot sacré n'abonde pas sous sa plume. Après avoir lu ses lettres à un savant de province, qui n'aurait voulu être l'ami de Mérimée, son correspondant? Quelle absence totale de morgue, quelle gentillesse, non pas à rapprocher, mais à ignorer les distances, quelle bonté vraie, quel dévouement simple, solide, effectif, *painstaking*, comme il aurait dit.

Il y a de Renan un curieux mot, plein de choses et qui

fait coup double, l'endroit et le revers d'une définition. « Mérimée eût été un homme de premier ordre s'il n'eût pas eu d'amis. Ses amis se l'approprièrent. Comment peut-on écrire des lettres, quand on a la facilité de parler à tous? » Eh! quoi, « parler à tous », — autant dire à personne, — est-ce là le souverain bien? Pour moi, je crois, au contraire, que Mérimée nous paraîtrait moins grand, s'il n'avait pas eu d'amis, s'il n'avait pas été l'ami que nous devinons. A ce faux sec toutes les formes de l'hypocrisie faisaient peur, mais il ne manquait pas de tendresse. « Je suis tout malade, écrit-il de Cannes en 1868, et cette mort de Cousin m'a fait grand mal. » On n'a jamais tant parlé d'humanisme. Peut-être n'est-il pas inutile que Mérimée nous rappelle qu'il n'y a pas de véritable humanisme sans humanité.

HENRI BREMOND.

LETTRES. — 1849-1870

Paris, 20 janvier 1849 (1).

Monsieur,

Je vous envoie le dernier rapport de la commission du prix Volney qui vous indiquera les conditions et les délais du programme. Vous verrez que vous avez jusqu'au 1er août pour *rouscailler bigorne*. Rien n'est encore arrivé au secrétariat de l'Académie. Il est vrai que MM. les orientalistes sont un peu dominateurs, mais le principal d'entre eux est un homme d'esprit qui comprend et apprécie toutes les études sérieuses, quelle que soit l'étiquette qu'elles portent. Voici les noms des membres de la commission, commission perpétuelle et souveraine en dépit de la sacro-sainte République. Pour l'Académie des Inscriptions, MM. Burnouf, Hase et Reynaud; pour l'Académie des Sciences, M. Flourens; pour l'Académie française, M. Jay et votre serviteur. Vous voyez, monsieur, que vous pouvez compter au moins sur un lecteur très bien disposé et qui brûle de s'instruire.....

(1) Cette lettre et les lettres suivantes sont adressées à M. F. Michel, professeur à la Faculté des Lettres, 17, rue Ducau (Chartrons), Bordeaux (Gironde).

Que vous dirai-je de notre politique? Nous sommes à Paris presque aussi réactionnaires que vous autres Bordelais. La République ne plaît guère aux badauds, mais croyez qu'ils ne feront rien pour la jeter par terre. Si elle tombe d'elle-même, si on la pousse, ils ne la relèveront pas, mais ils trouveront fort doux de se laisser mener par un gouvernement dont ils se moquent. J'ai vu l'autre soir, chez M. de Falloux, notre Président (1). Il m'a paru petit avec une tête faite pour un corps beaucoup plus grand, l'air très gentleman, un accent presque étranger sans qu'on puisse lui assigner une origine. Il parle fort peu et ce qu'il dit est convenable, mais il ne fait pas de frais. Il a les manières d'un légitime *cold, distant* et *self-conscious* (2). La réunion était curieuse. Le fonds ordinaire du salon ministériel, c'est-à-dire des professeurs et des grands vicaires, faisait ressortir quantité de notabilités orléanistes et carlistes, entre autres tout l'équipage du Carlo Alberto. Je me suis cru en 1828. Tout ce monde était souriant, un peu ironique, fort gai et ne paraissant pas croire que dans quelques jours peut-être on pourrait revêtir la tunique et prendre le fusil de munition pour échanger des balles avec quelques barbes sinistres qui se promenaient dans les salons comme le vieillard stupide d'*Hernani*. Voilà qu'on recommence à danser et à dîner. On revoit des voitures et des livrées. Si nous avions du courage, de l'esprit, de la conscience et une demi-douzaine de qualités qui nous manquent, je trouverais que nous ressemblons à la société du XVIe siècle qui dansait aussi et se gaudissait entre un massacre et une émeute. Mais nous ne valons pas nos ancêtres du XVIe siècle, et nous sommes des fous qui faisons du tapage en attendant que les Cosaques viennent nous dire *holà!* Pour moi j'espère être prêt quand ils viendront et savoir mes trois conjugaisons russes (3). Voilà ce qui m'occupe uniquement. C'est vous dire que je m'abrutis fort. Adieu, monsieur, veuillez agréer l'expression de tous mes sentiments d'estime et d'amitié.

P. MÉRIMÉE.

(1) Louis-Napoléon.

(2) Froid, distant et gêné.

(3) Depuis 1835, Mérimée s'intéresse au russe; en 1840 il se lie à Athènes avec Théodore de Lagrené dont la femme (née Varinka de Doubenski) va l'initier à sa langue maternelle.

7 mai [1849] (1).

Mon cher monsieur,

Pour répondre catégoriquement à votre aimable lettre, il faudrait avoir pu consulter le comité de l'Instruction publique, ou la commission du ministère de l'Intérieur; or les membres de ces deux illustres compagnies sont très paresseux et ne se réunissent que lorsqu'ils ne peuvent faire autrement. Ce ne sera que dans huit ou dix jours que je pourrai vous dire si l'on accepte la proposition de M. Durand. Ce n'est pas la bonne volonté qui manquera, mais l'argent est si rare qu'on n'en trouve que lorsqu'il est question de faire des illuminations et des feux d'artifice.

Je vous remercie beaucoup de la docte citation que vous m'envoyez et dont notre dictionnaire s'enrichira. Il aurait bon besoin de vous pour ne pas demeurer un témoignage de notre ignorance aux générations futures. Heureusement de trois choses l'une, ou il n'y aura pas de dictionnaire, ou il n'y aura pas de génération future, ou enfin la génération qui viendra sera si bête qu'elle ne pourra pas rire de nous.

Si vous voulez aller en Portugal, attendez-vous à passer dix jours en quarantaine pour vous désinfecter du choléra. M. Dantas a imaginé d'envoyer une montre sous le couvert diplomatique à Lisbonne (2). Le cachet a été respecté, mais on a trouvé la lettre et la montre. J'espère que ce dernier accident ne vous arrivera pas.

Veuillez me dire la date du manuscrit ou plutôt de l'auteur dont vous avez tiré le mot *artiste*. C'est un point capital que vous avez oublié. Je pourrais bien avec votre lettre aller à la bibliothèque royale, mais j'aime bien mieux que vous m'écriviez encore, et croyez que le plus grand papier que vous prendrez sera toujours le mieux reçu.

Adieu, mon cher monsieur, j'espère que vous n'oubliez pas votre travail pour le prix Volney. Je l'attends avec impatience.

P. Mérimée.

(1) Cette lettre n'est pas datée, mais elle est vraisemblablement de 1849.

(2) Miguel d'Antas, né à Lisbonne en 1823 et ami de Mérimée, était conseiller de la Légation du Portugal en France et membre correspondant de l'Académie d'histoire de Madrid. En 1865, il publia *les Faux Don Sébastien, étude sur l'histoire du Portugal* (in-8, Durand).

17 juillet [1849] (1).

Mon cher monsieur,

Je reviens d'un petit voyage, et je n'ai lu votre lettre qu'à mon arrivée, c'est-à-dire hier soir. Voici le programme que vous désirez. Vous voyez que le terme du 1er août est de rigueur. Cependant il y a quelques années le prix a été donné à un M. Pott, professeur allemand, pour un travail sur les *Zigeüner*, dont le premier volume avait paru (2). Je crois que si vous écriviez à la commission que vous demandez un délai de quinze jours pour achever votre copie, ce délai serait accordé sans difficulté, car nous sommes bonnes gens.

Nous sommes menacés en outre de n'avoir pas grand chose à lire, car il n'y a que quatre mémoires envoyés. C'est peu de chose, à ce qu'a dit un des commis du secrétariat. J'ai le plus grand respect pour les opinions de ces messieurs.

Vous verrez par le programme ci-joint qu'il n'y a pas lieu à billet cacheté ni à devise.

Je me suis fort disputé l'autre jour avec M. Cousin à l'Académie à cette occasion. Je disais qu'il y avait des mots français qui avaient deux origines, ou pour parler plus exactement qu'il y avait des mots différents de sens, latins ou germaniques, qui étaient passés en français avec un son et une orthographe semblables. Je lui ai cité *tourbe*, canaille, venant de *turba*, et *tourbe* à brûler venant de *turve* allemand, *sûr* de *securus* et *sur* de *sauer*. Donnez-moi donc quelques mots, si vous en avez dans votre sac.

24 août au soir [1849].

Mon cher monsieur,

Vous m'annoncez votre voyage à Bagnères-de-Luchon. J'espère que c'est par mesure de précaution, non par nécessité, que vous allez faire un pèlerinage au temple du dieu Ilixo.

Nous avons tenu aujourd'hui nos premières assises. Elles ont un peu déblayé le terrain. Je ne vois surnager que deux mémoires, l'un et l'autre encore inconnus à votre serviteur. L'un sur les origines de la langue française, l'autre sur les langues ariennes et sur les renseignements que fournit leur

(1) Lettre non datée.

(2) *Les Bohémiens en Europe et en Asie*. Halle, 1844.

étude pour l'histoire de la civilisation. D'après ce qu'on en dit, ce dernier serait extrêmement remarquable. J'ai déposé votre volume avec un rapport dont je ne vous dirai rien pour le moment, mais j'ai vu avec plaisir qu'on ne s'est pas signé à la lecture du titre ; c'est là ce que je craignais le plus (1).

Je regrette que vous n'ayez pas eu le temps de nous donner une comparaison de tous les systèmes d'argot usités en Europe. Je m'explique : ce que j'appellerais la loi de formation de l'argot français, c'est la métaphore, toujours burlesque. Est-ce la loi générale des langues de voleurs, ou bien le burlesque de notre argot tient-il à notre caractère national? Cette disposition toute gauloise à rire des choses les plus sérieuses et les plus tristes est extrêmement remarquable dans votre volume. Je voudrais savoir si les Allemands, par exemple, se servent de métaphores du même genre, ou si dans leur argot on trouve quelques traits de leur caractère. Autant que j'en puis juger par le peu de *Germania* que je sais, l'argot espagnol n'a pas la gaieté du nôtre. J'aurais voulu que vous nous dissiez votre opinion là-dessus.

Viendrez-vous à Paris avant le milieu d'octobre ? C'est à cette époque que le prix sera donné, je crois. Le diable, c'est que je vais partir, et je regrette de ne pouvoir défendre vos intérêts pendant le mois de septembre, c'est-à-dire pendant trois ou quatre réunions de la commission qui seront peut-être décisives. Je vous ai recommandé aux juges, mais je crains de ne pas assister au jugement ; cependant je ferai mes efforts pour être de retour à Paris dans les premiers jours d'octobre. Je compte partir au commencement du mois prochain pour la Saintonge. Probablement je passerai par Bordeaux avant de retourner à Paris, et je ne manquerai pas de m'informer rue Ducau si les eaux de Bagnères vous ont fait du bien. En attendant, si vous avez quelqu'un pour suivre votre affaire à Paris, ne négligez pas de faire parler à vos juges. L'important est qu'on vous lise, et dans le nombre il y a des gens qui ont tant de respect pour leur majesté académique, qu'ils pourraient, malgré toutes nos recommandations, se faire une opinion sur l'étiquette du sac.

(1) F. Michel avait adressé à l'Académie, pour le concours du prix Volney, ses *Etudes de philosophie comparée sur l'argot et sur les idiomes analogues en Europe et en Asie.*

Adieu, mon cher monsieur, prenez-nous des inscriptions si vous en trouvez et des notes; tout ce qui vient de vous est toujours excellent. Veuillez surtout me dire un mot de vos projets pour le mois de septembre. Je serai très heureux de vous rencontrer dans ma tournée, et je n'ai pas besoin de vous dire que je ferais plus d'un myriamètre à cet effet.

27 septembre [1849].

Mon cher monsieur,

Je pars après-demain (1). J'espère qu'aucune décision ne sera prise avant mon retour; je vous ai recommandé d'ailleurs de mon mieux dans notre dernière séance. Voici les noms des juges : M. Hase, président, Burnouf, secrétaire, Reynaud, ces trois pour l'Académie des Inscriptions. La française est représentée par MM. Dupin, Jay et votre serviteur. Les deux premiers absents. Enfin l'Académie des Sciences a pour commissaire M. Flourens.

Notre manière de procéder est de nous distribuer les mémoires et les ouvrages imprimés. A chaque réunion on fait un rapport. Quelques ouvrages sont écartés sur le premier rapport, mais en général l'exclusion n'a lieu que lorsqu'elle est proposée par deux commissaires qui les ont lues successivement. Les ouvrages réservés passent de main en main jusqu'à ce que chacun les ait lus. Vous avez eu deux rapports favorables, le mien et celui de M. Hase. C'est Burnouf qui vous tient en ce moment. Tous les ouvrages présentés, sauf un mémoire anglais, sont *distancés*. Un travail très curieux sur l'écriture ancienne des Mexicains aurait peut-être pu concourir au prix, mais comme il n'est pas terminé, on a cru qu'il valait mieux, dans l'intérêt même de l'auteur, l'écarter pour cette fois, afin qu'il pût se représenter au concours prochain.

Je crois vous avoir dit que le mémoire anglais était un travail sérieux et dangereux. Je l'ai lu et il m'a paru remarquable, surtout par la logique et la méthode, ingrédient rare comme vous savez parmi les auteurs britanniques (2).

(1) Mérimée part en tournée d'inspection pour Tours, Saumur et Poitiers; à la fin du mois, il publiera une *Note sur Sainte Radegonde de Poitiers* (Cf. *Bulletin des Comités historiques*, 1849, p. 265-8).

(2) Quatre jours après cette lettre, le 6 octobre, la commission du prix Volney décernait : 1° une médaille d'or de 1 500 francs à Max Müller pour un manuscrit

Je n'espère pas trop vous voir, car si je passe à Bordeaux, ce sera pendant votre absence, mais nous nous reverrons à Paris le mois prochain.

N. B. — Tous ces détails sur le concours *inter nos* bien entendu.

22 janvier [1850].

Mon cher monsieur,

Pardonnez-moi de n'avoir pas encore fait ce dessin que vous m'aviez demandé. La faute en est au soleil qui s'obstine à se faire celer, et sans lequel, avec mes mauvais yeux, il m'est difficile de distinguer le bleu du rouge. Ensuite, vous m'aviez promis de me donner un sujet, et vous me laissez une latitude désespérante. Enfin, vous m'effrayez horriblement en me faisant la description de votre cabinet. La compagnie que vous m'annoncez est trop bonne pour moi. Je suis honteux de mon naturel et je vous demanderais comme une faveur de m'épargner les honneurs du cadre. Je suis aussi timide que cet homme qui avait répugnance en place publique à cause du monde.

Je ne sais pas bonnement ce qu'on dira de faire servir les types nationaux à l'impression des mots *arguche*, *greluchon*, *proie*, etc..., mais il faut l'essayer. Le rapport de la commission Volney peut servir de parachute. Je crois que Mignet est du conseil où cela se décide ; je le haranguerai. Si vous connaissez les autres membres de cet aréopage, et si je les connais, veuillez m'employer *con toda franqueza* (1).

J'ai trouvé à la vente de M. Viollet-Le-Duc votre *Roland* que je me suis procuré et qui m'a procuré un grand plaisir (2). Vous m'avez promis je ne me rappelle plus quoi, mais quelque chose de vous. Tout ce qui vient de vous me charme. Quand j'aurai fait mon aquarelle, je deviendrai exigeant.

Adieu, mon cher monsieur, je vous demande un rayon de soleil et je vous ferai une tartine.

intitulé *Comparative philology of the indo-european languages* (c'est le mémoire anglais dont parle Mérimée) ; 2° une médaille de 1 200 francs à F. Michel pour ses *Études de philologie comparée sur l'argot.*

(1) Il s'agit de l'impression des *Études de philologie comparée sur l'argot* qui viennent d'être couronnées par l'Académie (second prix Volney).

(2) Il s'agit de *la Chanson de Roland ou de Roncevaux, du XIIe siècle*, publiée pour la première fois d'après les manuscrits de la Bibliothèque Bodléienne à Oxford. Paris, Silvestre, in-8°, 1837. 176 pages.

22 juin [1850]. (1)

Mon cher monsieur,

Si je réponds si tard à votre aimable lettre du 1er juin, c'est que je ne l'ai lue que ce matin à mon arrivée de voyage. Je viens de passer un mois en Angleterre à respirer le brouillard et le gaz acide carbonique de Londres et des chemins de fer y aboutissant. Je reviens fort content du rosbif et très peu émerveillé des grands travaux d'architecture que j'ai vus. Je vous remercie beaucoup des renseignements et des citations excellentes que vous me donnez. Elles concluent suivant moi qu'au moyen âge on se servait du damas ou du moins d'acier fabriqué selon les procédés occidentaux. Mais n'auriez-vous pas quelques vers où il serait question d'armes noires brunies, etc... venant d'Orient.

Vous me demandez à moi, ignare, des traités *ex professo* sur les manufactures d'étoffes précieuses aux XIIe et XIIIe siècles? Hélas! si vous ne les connaissez, qui donc saura les dénicher? Tout ce que je puis vous indiquer, c'est l'enveloppe d'un Livre d'heures ayant appartenu à saint Louis et qui se trouve dans la Bibliothèque de l'Arsenal. Un fragment d'étoffe de soie byzantine représente une course de char, du Ve au VIe siècle peut-être, au Louvre, où il y a encore d'autres fragments provenant de reliques d'Aix-la-Chapelle. Vous pouvez encore consulter les dessins de l'abbé Martin sur les reliques de Cologne, Aix, etc... Il y a à Metz une chasuble donnée par Charlemagne, avec des aigles d'or sur soie bleue, — à Sens, la défroque de Thomas Becket. — Enfin partout où il y a des reliques vous trouvez des fragments d'étoffes de soie et d'or qui peuvent donner une idée des modes du moyen âge et des procédés de fabrication. Y a-t-il rien sur le commerce des Vénitiens dans Daru? Venise était célèbre en matière de brocarts (2).

(1) Cette lettre est intercalée, dans une liasse manuscrite, entre la lettre du 13 juin 1851 et la lettre du 23 juin 1851. Or le contexte indique que cette place n'est pas la sienne, car il y aurait une contradiction à propos du voyage en Angleterre. Sous toutes réserves, je la date de 1850, ce qui prouverait que Mérimée a fait deux voyages en Angleterre (un en 1850 et un en 1851).

(2) F. Michel prépare son ouvrage intitulé *Recherches sur le commerce, la fabrication et l'usage des étoffes de soie, d'or et d'argent... pendant le moyen âge*, qui paraîtra en 1852-54 (2 vol. in-4°).

Je n'ai pas trouvé *Le dit de la Gageure* (1) ni l'autre que vous m'annoncez. Veuillez accabler votre ami des injures que vous lui promettez *in petto*. J'y joindrai les miennes pour avoir retardé le plaisir que j'ai toujours à lire votre prose.

N. B. Je ne connais pas encore vos vers.

Je n'ai aucune nouvelle de Dantas. Ce que vous me dites de lui m'effraye; je le croyais de retour à Paris. Je vais m'en enquérir à la légation de Portugal. Ce que vous me dites du vin de Bordeaux est bien tentant, surtout pour qui vient de se ratisser le gosier, pendant un mois, avec du *sherry*; mais je ne sais encore où mon gouvernement m'enverra cette année. Si je passe à vingt lieues de votre cave, tenez-vous pour certain que j'irai lui faire visite.

3 février 1851.

Mon cher monsieur,

Excusez-moi de vous répondre si tard. Je deviens tous les jours plus paresseux. Je vous félicite du nouvel ouvrage dont vous m'annoncez l'édition. Je ne doute pas que, bien que vous l'ayez fait avec facilité, il ne soit parfait de tout point et que la postérité n'y gagne fort, mais je regrette que vous l'appeliez du vilain nom de Prosper. On dira cent mille fois à votre fils : « Monsieur Prosper, vous prospérerez », et s'il n'a pas un aussi bon caractère que celui de son *tocayo* (2), il y a de quoi le rendre hargneux. Mais peut-être êtes-vous de ceux qui croient comme les Romains et comme M. Shandy à l'influence des noms sur la destinée. J'ai failli m'appeler Zéphyrin, et si ce nom eût été inscrit sur le registre de l'état-civil qui me concerne, il est probable que je n'aurais pas atteint l'année 1851. Au reste la difficulté de choisir un nom pour un enfant est si grande qu'elle a contribué en partie à me faire garder le célibat, et j'ajouterai qu'après avoir élevé environ cent cinquante chats, je n'en ai jamais nommé un seul. J'ai eu le grand chat noir, la chatte, le petit noir, etc..., mais de noms propres, point...

J'aimerais bien lire les livraisons argotiques dont vous me parlez. Elles me font venir l'eau à la bouche. Elles seront

(1) Il s'agit de l'édition du ***Dit de la Gageure***, publiée par F. Michel (Paris, Plassan, in-8, 1835.)

(2) Homonyme.

d'autant plus les bienvenues que je suis dans un découragement stupide. Je viens d'écrire 150 pages d'histoire, je suis saisi du démon des romans, et j'ai envie d'envoyer l'histoire à tous les diables, j'entends celle de Démétrius (1). Je suis comme Mme Grassini qui était toujours malheureuse parce qu'elle n'aimait pas plus tôt un homme qu'elle en préférait un autre. Saint Nicolas vous garde de l'inconstance, mon cher ami, et vous *doint* sa bénédiction. Mille félicitations à votre paternité.

23 février [1851].

Mon cher ami,

Vous m'en demandez long et je ne sais trop si je pourrai vous répondre d'une manière satisfaisante.

A Brest, de mon temps, on appelait les crabes *tourlourous*. Je me suis demandé si les soldats n'auraient pas reçu le même nom du pas oblique qu'on leur enseigne, et que les crabes exécutent sans qu'on le leur enseigne.

Pendant la Terreur, un oncle à moi, réquisitionnaire, avait été soldat dans un bataillon d'infanterie de marine. Les soldats des bataillons terrestres les appelaient *bigorniaux* de marine ou *bigreniaux*, ce qui occasionnait un grand débit de coups de sabre et de fleurets démouchetés. J'ai le regret de ne m'être jamais enquis de l'étymologie de ces sobriquets-là (2). A Cherbourg et dans d'autres ports, on appelle *bigorneaux* des limaçons de mer, noirâtres, qui s'attachent aux rochers découverts à marée basse. On les mange, les limaçons et non les rochers, avec une épingle. Cela ne vaut pas le diable...

Adieu, mon cher ami, j'éternue tellement que je n'ai plus la force d'écrire. Que ne suis-je assis à l'ombre des forêts, dans un pays chaud où les rhumes sont inconnus !

J'ai reçu vos premières livraisons que j'ai lues avec grand plaisir. J'aurais désiré que vous citassiez les textes, mais vous avez craint sans doute d'effaroucher les gens du monde. Je suis

(1) Mérimée prépare son *Épisode de l'histoire de Russie : les Faux Démétrius*, qui paraîtra en décembre 1852.

(2) Mérimée aurait pu lire dans La Corne de Sainte-Palaye : « Les soldats d'infanterie de marine se nomment *bigornaux*, du chapeau à deux cornes qu'ils portaient sous le Premier Empire. » (*Dictionnaire historique*, t. II, p. 480, note.)

en peine de savoir comment vous vous tirerez du graveleux de votre sujet (1).

19 juin 1852.

Mon cher ami, si je vous disais que j'ai été insensible au procédé de messieurs, vous ne me croiriez pas. Le fait est que je ne me suis rappelé que trop tard l'aphorisme de Montrond : il faut se garder des premiers mouvements, parce qu'ils sont presque toujours honnêtes (2). Au reste, mes amis et les indifférents ont fait queue chez moi avec des figures de condoléance si piteuses, que j'ai vite pris la chose en gaieté (3). Si je n'étais « *enormentado* », je pourrais amuser le monde de mon procès, et de toutes les bouffonneries que j'ai vues et ouïes chez les chats fourrés. Croyez qu'on y estropie le latin de bonne sorte, et que M. Lalanne a beau siffler les substituts, ils en disent *delle grosse* dans leurs réquisitoires. On m'a expliqué la chose en me disant que les gens qui n'ont pas le moyen de gagner leur vie comme avocats, se font procureurs de la République. La morale à tirer de cela, c'est que, quand il vous prendra fantaisie d'outrager le Président, on vous avertira; mais si vous vous avisez de prétendre qu'un juge estropie le latin, on vous condamnera à 1 000 francs d'amende et quinze jours de prison. J'entre en *capella* (4) au commencement du mois prochain en assez bonne humeur. J'ai payé mon amende et je n'y pense plus. En somme, tout est pour le mieux dans le meilleur des mondes possibles.

23 juillet [1852].

... Quand vous aurez trop chaud, reprochez à MM. les juges d'instruction de n'en avoir pas assez, et on vous mettra en un certain lieu d'où je suis sorti avant-hier et où il règne une

(1) Allusion à l'*Histoire des hôtelleries, cabarets, hôtels garnis, restaurants et cafés, et des anciennes communautés et confréries d'hôteliers, de marchands de vins, de restaurateurs, de limonadiers...*, que F. Michel prépare en collaboration avec Édouard Fournier ; le livre paraîtra l'année même.

(2) La même phrase se retrouve presque textuellement dans une lettre adressée le 27 mai 1852 à la comtesse de Montijo. Cf. Filon, *Mérimée et ses amis*, p. 226.

(3) Mérimée vient d'être condamné à 1 000 francs d'amende et à quinze jours de prison pour ses deux articles sur Libri.

(4) A la Conciergerie.

douce fraîcheur (1). J'avais une chambre voûtée dont les murs avaient 2 m. 34 d'épaisseur, ornée d'un lit de fer sans punaises, de quatre chaises, trois tables, un pot à l'eau, et un autre pot qu'en chambre on demande, ce dernier un peu égueulé. Draps très blancs, changés tous les lundis. Le loyer de cet appartement me coûtait quinze centimes par jour. Si l'on ne m'y eût pas accablé de visites, je m'y serais cru en paradis. Mais c'était le seul endroit frais de Paris, et puis, comme disait un co-criminel qui me servait de groom, le monde est curieux de voir la *Conciergerie ;* voilà pourquoi il vous vient tant de visites. Le fait est que je ne m'y suis pas ennuyé un moment. J'y ai un peu travaillé, un peu lu, et m'y suis reposé. J'en sors frais...

J'ai mis dans la *Revue des Deux Mondes* du 15 une page sur vos étoffes. Elle aurait dû être insérée le 1er juillet, mais le tirage de Buloz en eût été dérangé, et il s'est excusé en prétendant qu'il lui en eût coûté je ne sais combien de francs, s'il eût fait une page *ad hoc*.

Il me revient que j'ai encouru la disgrâce de Mme Yéméniz. Savez-vous par quelle de mes mauvaises qualités j'ai mérité ce malheur et quand vous en trouverez l'occasion, tâchez de lui faire comprendre que je l'adore (2).

Je ne sais pourquoi vous en voulez à M. Naudet. On lui doit d'avoir découvert que Plaute avait essayé de peindre les mœurs de son temps, et qu'on écrivait quelquefois *dominom* pour *dominum* (3). Il est homme de suffisance et d'érudition comme le docteur Pancrace, fort digne de représenter la docte compagnie. D'ailleurs elle a pris soin de lui marquer dans l'élection qu'elle ne le prenait que faute de mieux. Je ne connais pas de corps où l'on soit plus grossier. Parlez-moi de l'Académie française ! Si vous aviez assisté à notre séance d'hier, vous auriez eu la meilleure scène du monde, une farce à deux personnages, Salvandy et Cousin, s'eng... avec toutes les fleurs de rhétorique possibles, et si poliment dans la forme qu'il n'y avait pas moyen pour l'un ou pour l'autre de se jeter les encriers à la tête.

(1) Il s'agit de son emprisonnement à la Conciergerie.

(2) Le mari de Mme Yéméniz était un fabricant lyonnais, ami des lettres, membre de la Société des Bibliophiles français, qui avait édité à ses frais l'ouvrage de F. Michel : *Recherches sur le commerce, la fabrication et l'usage des étoffes de soie.* Le 1er volume lui est dédié.

(3) La traduction du théâtre de Plaute date de 1836.

Mon jeune ami, si vous ne prenez des sentiments plus orthodoxes, je serai obligé de rompre tout commerce avec vous. Vous parlez avec une haute imprudence des ministres les plus vertueux et vous m'avez scandalisé.

16 novembre [1852].

Mon cher ami,

Je vois avec peine que vous n'êtes pas guéri de la maladie du calembour. Dantas, que vous m'avez corrompu, prétend que vous êtes allé en Alger afin de pouvoir dire : « J'ai de l'Afrique assez. » Cela me rend très malheureux...

J'ai failli encore crever en Provence, il y a deux mois, d'un coup de soleil attrapé dans l'exercice de ma profession. Je fus pendant deux jours aux bords du sombre empire, me demandant lequel était préférable, rendre sa fourchette *incognito* dans une sous-préfecture peu fréquentée, ou bien dans son lit ordinaire, entouré de ses parents et amis. Comme je pesais le pour et le contre très philosophiquement, et n'éprouvant qu'un sentiment d'emb..... général, le mistral vint à souffler, et dix minutes après je mangeais une perdrix et des viédazes. Maintenant il ne s'agit guère de manger, car il me semble qu'on ne me sert que des épingles et des aiguilles à toutes les sauces...

21 novembre [1852].

Mon cher ami,

Quand vous viendrez à [Paris], vous me dicterez un petit impromptu pour votre dame d'Alger, et je vous donnerai à choisir parmi les autographes de grands hommes que je possède. Malheureusement il y a un mois que j'ai vidé mon sac en faveur de Lady Mahon qui m'a emporté jusqu'à un billet de Montalembert.

Vous me rendez perplexe avec tous vos châteaux. La question que je vous pose est celle-ci : le Larose a-t-il beaucoup de parfum ? Vous appelez cela bouquet, je crois, quelque chose qui se renifle. Si oui, et qu'avec le voyage et l'entrée cela ne revienne pas à plus de 125 fr., envoyez moi z'en 25 bouteilles et faites tirer sur moi par le facteur qui aura soin de venir le matin, ou bien vous me préviendrez pour que les fonds soient

prêts. Je n'aime que le Larose et j'ai le courage de mon opinion.

On dit que M. de Rougé sera nommé. Vous avez lu sans doute son roman égyptien contemporain de Moïse et qui a paru dans la revue du Caire l'année de l'Exode (1). Il met du linge blanc et a une jolie femme. Hier matin, comme j'étais dans mon lit, on m'annonce Mme de Rougé. Je passe mes culottes et j'accours, persuadé qu'elle me prenait pour un académicien pour de bon. J'ai trouvé un chameau qui avait eu des malheurs et qui donnait des leçons de musique et portait une pancarte de porte en porte, extirpant des écus aux niais dont je fus un. La véritable a 30 000 fr. de rentes et on la dit très jolie. Dieu vous garde des mendiants à domicile.

Je n'ai pas encore retiré ma grammaire de Palsgrave. Je lis le soir les *Essais* [de Macaulay] (2). Je trouve cela admirable. Seulement l'auteur me semble avoir tant de talent que je ne crois plus un mot de ce qu'il dit. Avez-vous lu son *Histoire de Jacques II*? C'est la perfection.

Je viens de corriger la dernière épreuve des *Faux Démétrius* (3). Je syllogise à part moi, ne sachant trop s'il faut ou non en envoyer un exemplaire au *primo genitus* de l'empereur Nicolas. D'un côté je voudrais me ménager une protection pour obtenir dans un temps donné une chaire à Irkoutsk; de l'autre je crains de faire une jean-f...rie. Quel est votre avis dedans cet accessoire?

13 décembre 1852.

Mon cher ami, vous êtes toujours possédé du démon du calembour. N'y aurait-il pas moyen de vous exorciser? S'il était possible de vous délivrer avec un cierge à quelque saint, je ferais volontiers un sacrifice en votre faveur.

J'ai reçu le vin il y a trois jours et je l'ai goûté avec un *spécial jury*, qui a été unanime pour le trouver excellent. Il est excellent en effet, mais il m'a semblé que la dégénération

(1) *Notice sur un manuscrit égyptien*, publiée dans la *Revue d'Archéologie* (1852, t. IX, p. 385).

(2) Mérimée, qui écrit M. Aulay, fait allusion à l'*Histoire d'Angleterre depuis l'avènement de Jacques II*, dont la traduction par J. de Peyronnet était en cours de publication (1852-53; 2 vol in-8), et aux *Essais historiques et biographiques* dont G. Guizot publiera la traduction à partir de 1860 (3 vol. in-8; 1860-65).

(3) Le livre paraîtra en décembre 1852.

du siècle s'y manifestait en deux points. Le premier par la taille des bouteilles qui tendent à devenir des flacons d'eau de Cologne, le second par la diminution du parfum. En résumé, veuillez faire mes compliments à M. de Lalande, et lui dire que j'attends avec impatience qu'il veuille bien faire tirer sur moi 125 francs, — le matin s'il se peut, car il est rare que je sois au logis après une heure.

Très incessamment je vous enverrai une liste de tableaux du Musée avec le peu de remarques que mon ignorance me permettra de faire. En attendant vous saurez que la plupart des peintres de l'École de Bruges, Van Eyck et Cie ont fait grand usage d'étoffes brochées d'or à ramages. Mais comment distinguer ces étoffes? Si vous étiez à Paris, je vous expliquerais peut-être quelques-unes des ficelles de la peinture et vous m'expliqueriez bien d'autres choses. Je crains de ne pouvoir vous envoyer qu'un catalogue assez volumineux, mais très peu intelligible. Au reste, si vous n'en êtes pas content, prenez le chemin de fer et venez *voir par les yeux de la tête*, comme disait le grand Napoléon... Je ne suis pas de ceux qui crachent sur des boëtes (*sic*) de platine enrichies de diamants, surtout s'il se trouve des négociants bordelais qui les changent contre quelque grand cru, mais j'ai peur de ressembler à la canaille de lettres et j'ai des scrupules. J'hésite encore et ne sais ce que je ferai quand mon enfant sera venu au monde. Je ne sais pas ce qui le retient. On a fait il y a quelque temps une admirable loi qui oblige les éditeurs anglais à demander, voire à acheter la permission de vous traduire. J'ai reçu l'autre jour un billet, qui a l'air en bonne forme, d'un éditeur anglais, lequel me promet de bonnes guinées pour ma prose. Cela m'a fait grand plaisir, mais donne piètre opinion de cet insulaire.

[1er juillet 1853.] (1)

Mon cher ami,

Vous savez que je ne suis pas un Jean-f..., eh donc! comme on dit au bord du fleuve qui vous désaltère.

Croyez que vous n'avez pas été plus surpris que votre serviteur. Vous saviez les précédents et *lo que vale un corazon castellano* (2). Et voilà.

(1) Il vient d'être nommé sénateur

(2) Ce que vaut un cœur castillan.

Assurément, si j'avais à me faire un lit, j'en prendrais un autre. Vous comprenez que je suis en ce moment aussi content qu'un chat sur la glace, les pattes dans des coquilles de noix. J'avais à choisir entre un refus ridicule dans mon obscurité et les charmes de l'avenir. Sa mère est la meilleure amie que j'aie depuis tantôt vingt-trois ans. Son dernier mot fut : Soyez notre ennemi ou laissez-vous faire.

Le bon côté de la médaille est que j'ai plus de liberté et d'autorité pour parler aux gens des arts et des églises qui dégringolent; et si je prends aujourd'hui la défense d'un pauvre diable qu'on assomme, on ne me mettra plus en prison sans que mes 149 collègues soient consultés. A propos, n'est-ce pas drôle? Cela m'est venu à l'anniversaire de ma condamnation de l'année passée. Je vous avoue que je ne sais si je n'ai pas été plus sensible aux marques d'intérêt que mes amis m'ont données dans cette occasion.

Aujourd'hui j'ai le bonheur d'avoir retrouvé au bout de la France des cousins dont je n'avais jamais entendu parler, et des condisciples qui ont fait de mauvaises affaires dans l'épicerie, mais qui m'ont toujours voué une si sincère affection qu'ils n'hésitent pas, etc...

Je compte aller en Espagne au commencement de septembre. Je ne sais pas trop encore par où je passerai, mais si je puis respirer à Bordeaux, croyez que je serai bien heureux de vous serrer la main en passant.

Je suis tout à vos ordres pour le deuxième volume des *Étoffes* et la *Revue des Deux Mondes*, et je vous trouve hardi et téméraire d'en douter. Quant aux avis que vous me demanderez, vous savez mes principes : ne pas se faire d'ennemis quand on n'a pas une bonne action pour motif. Je crois que les *Mémoires* de l'Académie des Inscriptions peuvent vous offrir de nombreux exemples à éviter. Quand un académicien eng... un académicien, on se moque de tous les deux : quand on attaque un académicien et qu'on est en dehors de l'Académie, le monde admet bien que l'académicien est un cornichon, mais il croit que son adversaire est un socialiste et un ennemi public, qui, de plus, n'a plus de chances à l'Académie. *That's the ground I stand upon.*

Dimanche matin, 6 août 1853.

Mon cher ami,

Franchement j'avais oublié cette offre, d'assister au baptême de votre moutard. Je vous en remercie fort, mais j'ai toutes les répugnances du monde à cette cérémonie; je crois vous avoir dit jusqu'à quel point.

Soyez assez bon pour me rendre un petit service. Il s'agit de me retenir une place dans la malle-poste de Bordeaux à Bayonne, de façon que je puisse être à Bayonne le 4 septembre dans la journée. Veuillez ne pas tarder à retenir ladite place; on m'assure qu'il y a tant de voyageurs qu'on n'est jamais sûr à moins de s'y prendre longtemps d'avance. Si, par fortune, la malle était prise pour ce jour, j'aime à croire qu'elle serait libre de façon à me permettre d'être à Bayonne le 3 septembre (1). Il faut absolument que j'y sois au plus tard le 4 dans la journée. Je vous rembourserai et vous serrerai la main en passant. Veuillez, si vous êtes à Bordeaux, me répondre un mot le plus tôt possible. Si je n'ai pas de réponse de vous *mardi 8*, tenez ma lettre pour non avenue quand elle vous parviendra : je chargerai quelque banquier de mon affaire. Plus je considère l'affaire de la préface, et plus je suis de mon avis. Il vaut mieux que ce soit votre *reviewer* qui dise que vous êtes moins bien traité par votre ministre que M. Tel qui ne sait pas l'orthographe [cette phrase laisse à désirer pour la clarté], *je veux dire qu'il ne faut jamais qu'un auteur parle de lui-même*. A l'instant le lecteur se cabre et est prêt à discuter.

Quelle diable d'histoire me contez-vous de ce M. Sasporte, et de la femme de mon collègue et confrère qui aurait reçu des coups de canne et de poignard! Donnez-moi donc des détails. Il faut vous dire que tout ce qui touche à la justice m'enchante, pouvu qu'il s'agisse de coups de pieds, nazardes, croquignoles, etc. et cocuages....

P. M.

Paris, 6 janvier 1854.

Mon cher ami, je vous remercie beaucoup des vers que vous m'envoyez sur les coffres. Je vous serai bien obligé de

(1) Mérimée va faire une tournée d'inspection dans le Sud-Ouest, puis un voyage en Espagne.

noter, quand il vous en passera sous les yeux, ceux où il serait question des divers usages qu'on a donnés à cette espèce de meuble au moyen âge, sans oublier ce qui se rapporterait à la forme et à la matière. Voilà ce que je veux vous dire depuis quinze jours, mais j'ai rapporté de Madrid une paresse si horrible qu'il m'est impossible de prendre une plume. Je passe mon temps à regretter les oignons d'Andalousie, les yeux noirs de Grenade et à trouver que je fus un grand sot de ne pas rapporter à Paris Mlle Maruja comme échantillon. Il fait ici un temps de chien. Le monde me semble un peu plus ennuyeux qu'avant mon séjour en Espagne; j'ai perdu l'habitude d'y être et je ne trouve rien à dire aux gens. Savez-vous ce que je fais? Des projets pour aller passer l'hiver prochain en Andalousie. Nous nous préparons ici à la guerre. Les Russes et les Russiennes surtout qui sont à Paris font leur paquet la larme à l'œil. Je crains entre nous que la séparation ne soit un peu longue et que le commerce des vins de Bordeaux n'en souffre. A ce propos, je vous remercie et veuillez remercier M. de Lalande qui m'a envoyé son correspondant, lequel j'ai payé. Le vin me paraît toujours très bon. Vous avez vu que votre ami, M. F..., est devenu mon collègue. Il le demandait depuis longtemps, pas trop noblement, dit-on. On a cru d'abord que c'était une porte dorée qu'on lui ouvrait pour entrer dehors, — mais il a l'air de se cramponner toujours à son fauteuil. Je ne sais ce qu'il veut faire des chaises qu'il laisse sans titulaires. Vous aviez une idée à ce sujet que j'ai trouvée un peu drôle d'abord, mais qui peut-être bien est inspirée par votre profonde sagacité devant laquelle je m'incline...

Dantas est remis de son malheur. Il engraisse et est redevenu la fleur des pois de nos belles. Adieu, mon cher ami, je vous souhaite une bonne année. Donnez-moi de vos nouvelles et parlez-moi de vos travaux. Où en êtes-vous de votre dictionnaire d'argot? Je m'y intéresse fort; j'achèverai de me perdre dans l'esprit des gens bien nés en faisant un article sur ce sujet dans un journal grave et religieux.

Paris, 13 février 1854.

Mon cher ami, je ne suis ni mort ni malade, mais je vais au bal et je passe mes matinées dans des commissions, divertissements qui m'abrutissent, en sorte que je n'ai rien à dire.

Voilà pourquoi je ne vous écris pas. La vie que je mène m'excède au dernier point, mais vous savez qu'à Paris on ne fait que ce que veulent les autres. Je médite pour cet été de grands voyages qui se prolongeront, si Dieu plaît, jusqu'au printemps. Je n'ai pas écrit une panse d'A sur les coffres ni sur aucune autre chose. Si vous me demandiez à quoi je passe mon temps, je serais bien embarrassé pour vous le dire, car je ne le sais pas moi-même. Il me semble d'ailleurs que vous ne faites pas grand chose non plus. Vous m'avez annoncé force livres de votre composition, et je n'en ai pas reçu un seul, ni les étoffes, ni les gueux, ni etc. (1). J'ai reçu cependant les volumes publiés par Jannet qui ont une certaine tournure assez agréable à la vue. La *Vie de don Juan de Vargas* est un pastiche pas trop fort qui voudrait être obscène et impie, et qui ne montre que des intentions, dont je lui sais gré. Il y a encore une jolie édition des *Maximes* de La Rochefoucauld, avec une préface de Sainte-Beuve horriblement méchante contre M. le professeur Cousin. Pourquoi *tantae animis cœlestibus irae*? La *Source des vérités* a quelques bons contes gaulois, mais tout cela montre la bêtise des bibliophiles et combien il faut peu de choses pour les faire courir (2).

Je voudrais avoir quelque chose à vous mander, mais je ne vois rien du tout ni du Danube ni d'autre part. Il y a huit jours, pendant que j'étais dans mon lit, un homme que je ne connais point, mais qui se recommandait d'un de mes bons amis mort il y a deux ou trois ans, laissa sur ma table un manuscrit avec un mot pour me prier de le lire et de lui en donner mon avis. C'était une comédie. A la première page, je trouve ces lignes : « J'accouchai à la Martinique, et l'idée me vint de mettre mon enfant en nourrice en Bretagne. » Je m'arrêterai là-dessus. Aujourd'hui le propriétaire du manuscrit est venu. Je n'ai pas voulu le voir et lui ai fait dire seule-

(1) F. Michel prépare ses *Études de philologie comparée sur l'argot et sur les idiomes analogues parlés en Europe et en Asie*, dont il va être question dans les lettres suivantes et qui paraîtront deux ans plus tard.

(2) Voici les titres exacts de ces trois livres : *Les Aventures de Don Juan de Vargas*, racontées par lui-même, traduites de l'espagnol... par Charles Navarin (C. H. Ternaux-Compans), 1853. *Réflexions, sentences et maximes morales de La Rochefoucauld*. Nouvelle édition... par G. Duplessis, avec une préface par C. A. Sainte-Beuve, 1853. *La Nouvelle fabrique des excellents traits de vérité*, par Philippe d'Alcrippe (P. Le Picard). Nouvelle édition par Grack-Duplessis, augmentée des nouvelles de la terre de Preste-Jehan, 1853.

ment que je ne m'y connaissais pas. A propos, j'ai dîné aujourd'hui avec Dantas et lui ai fait compliment de son nouveau chevalier du Christ, de votre part. Adieu, mon cher ami, je suis fort triste et j'ai le spleen...

4 mars 1854.

Mon cher ami, je suis la victime des commissions qui me prennent tout mon temps et qui m'embêtent avec une intensité très considérable. Voilà pourquoi je ne vous écris guère. Je n'ai rien d'ailleurs qui soit digne de vous être mandé. Hier, j'ai été admis à prouver que j'étais majeur à la commission du Sénat qui était chargée de me vérifier. Puis on m'a fait tenir dans l'hémicycle de la salle des séances dans la position du soldat sans armes, et on m'a lu ma sentence. M. Troplong m'a dit que puisque j'avais prêté serment à la séance *royale*, etc... Là-dessus hilarité sur tous les bancs, et je suis allé m'asseoir. J'ai trouvé là une grande quantité de cardinaux qui rendent prodigieusement en raison de leur couleur, et qui m'ont fait fête, entre autres le cardinal Donnet. Ils se sont enquis si c'était encore à moi qu'on tirait des carottes monumentales et ont paru contents d'apprendre que je continuais mon commerce. En même temps les vieux pères conscrits ont été fort surpris que j'eusse des connaissances si honorables, ce qui les a confirmés dans l'opinion que je dois être un fameux intrigant. Apprenez qu'une personne que j'aimais fort à Madrid a fait un trou à la lune, ce qui m'afflige d'autant plus qu'elle s'est enfuie avec un galopin qui nous la gâtera. En revanche, tout ce qu'il y avait de gens d'esprit à Madrid est envoyé hors du royaume. Si vous rencontrez à Bordeaux le général Concha, présentez-lui mes compliments et dites-lui tout le plaisir que j'aurais à le voir à Paris. Je ne pense pas qu'il y vienne cependant, car, lié comme il l'est avec la famille de l'Impératrice, il s'y trouverait dans une position diplomatiquement embarrassante. Mon cher ami, je n'ai le cœur à rien, et j'admire que vous puissiez travailler. Je me bats les flancs pour faire quelque prose de commande, mais je n'en puis accoucher. Je me suis remis au russe et je voudrais faire une histoire du dernier grand coquin qui fut l'Ataman indépendant des Cosaques (1)...

(1) Il publiera dans *le Moniteur* des 21, 22 et 23 juin de la même année une étude intitulée *les Cosaques de l'Ukraine et leurs derniers Atamans.*

10 mai [1854 ?] (1).

Mon cher ami,

Je viens de Laon, où je suis monté sur une tour par un vent odieux. J'en suis descendu avec une névralgie qui me rend encore plus misanthrope que de coutume. Je suis pardessus le marché embarqué dans un travail qui ne va pas et qui m'ennuie. Pour en finir, je me suis imposé la loi de ne rien lire avant de l'avoir terminé. Voilà pourquoi je ne vous parlerai pas encore de vos *Cabarets* (2). Seulement, en feuilletant le volume, ou plutôt en le maniant, j'ai vu qu'il n'y avait pas de dictionnaire d'argot, ce qui m'a affligé. Quand donc ferez-vous paraître ce travail de linguistique que j'attends avec impatience (3) ?...

Je vous félicite d'aller à Constantinople. Mais à part le plaisir d'y avoir des bulletins de première main, ne vous attendez pas à y trouver rien de bien beau. Si vous êtes admirateur de la nature, allez vous promener en Asie-Mineure dans un rayon de 20 ou 30 lieues autour de Smyrne et vous verrez ce qui ne se voit pas ailleurs, je crois (4). Je suis si découragé et si ennuyé de tout et de moi-même surtout que je ne fais pas de projet pour cet été. Adieu, mon cher ami, que le Seigneur vous conserve en joie et santé.

31 mai 1854.

Mon cher ami,

L'Académie des Inscriptions a été beaucoup trop émue la semaine dernière pour s'occuper des prix et vous savez pourquoi. Je regrette que vous n'ayez pu assister à la dernière séance pour jouir des expressions variées des augustes membres à mesure que l'on appelait les noms sortant de l'urne fatale. Je prévoyais la défaite du ministre et j'avais fait quelques démarches pour la lui éviter, mais ses faiseurs lui avaient persuadé que son élection était certaine. Jusqu'à présent on n'a pu deviner le billet blanc. Quant à la voix de M. Duméril, vous avez reconnu l'excellent esprit de M. E. Quatremère qui de sa vie n'a voté pour un candidat ayant des chances. Ce qu'il y a de drôle c'est qu'il s'est répandu en éloges de M. Fortoul avant

(1) Cette lettre n'est pas datée, mais elle est vraisemblablement de 1854.
(2) *Livre d'or des Métiers. Histoire des hôtelleries, cabarets...* (1851).
(3) *Les Études de philologie comparée sur l'argot...* paraîtront en 1856.
(4) Mérimée avait visité une partie de la Grèce et de l'Asie-Mineure en 1841.

la séance, en sorte que tout le monde croyait qu'il lui donnerait son vote. Peut-être espérait-il ainsi cacher sa malice, mais il n'a pu attraper personne (1).

J'ai lu le premier volume de vos *Cabarets*. Puisque je vous ai habitué déjà à mes critiques brutales, je vous dirai que je trouve que c'est un peu trop savant pour le sujet, ou, si vous voulez, que c'est de la science un peu leste. J'aurais mieux aimé moins de science et plus de farces...

Paris, 4 août 1854.

Mon cher ami, M. Charma, secrétaire des *Antiquaires de la Normandie*, m'a remis à Caen l'autre jour une lettre de vous qui m'a appris le jugement de l'Académie (2). Je regrette de n'avoir pas été à Paris pour vous donner une voix, inutile à la vérité, mais très dévouée. Quant aux plaintes que vous faites et au calcul de vos profits, vous vous rappellerez peut-être ce que je vous ai dit, il y a quelques mois, sur les concours académiques et l'usage que font la plupart des académiciens des livres qu'on leur donne. Je suis fâché que ma prédiction se soit vérifiée.

Je suis allé voir le *Palais de Crystal* et quelques amis à Londres. J'y ai passé une quinzaine de jours très agréablement, mais j'en ai rapporté un rhumatisme entre les épaules et au côté qui me fait souffrir mort et passion. Il m'a fallu ce néanmoins aller à Caen et faire un speech aux antiquaires, manger des homards et faire pendant deux jours très consciencieusement et avec beaucoup de fatigue mon métier de directeur de l'illustre compagnie. Dieu vous préserve de tomber sous sa patte !

Je vais aller en Allemagne pour quelques semaines, car le choléra et les quarantaines surtout rendent l'Italie à peu près inabordable cette année. D'un autre côté l'Espagne est maintenant assez peu tentante. Je suppose que vers la fin de septembre ou au commencement d'octobre, je serai de retour à Paris, à moins que quelque accident comme choléra, mort ou mariage ne s'y oppose (3). Adieu, mille amitiés et compliments.

(1) Fortoul ne fut élu membre de l'Académie des Inscriptions et Belles-Lettres que le 16 février 1855.

(2) Le Prix Gobert avait été réparti ainsi : 1er prix : M. Charles Weiss. 2e prix : M. Francisque Michel pour son ouvrage sur les étoffes de soie.

(3) Du mois d'août à octobre 1844, Mérimée fit en effet un voyage en Autriche et en Hongrie.

21 novembre au soir [1855?] (1).

L'autre jour, M. F. (2) m'a fait prier de le venir voir et m'a demandé si je voulais être professeur à la Sorbonne ou au Collège de France, je ne me rappelle plus lequel, de littérature comparée. J'ai gardé mon sérieux et lui ai fait mes très humbles remerciements motivés : 1° sur mon insuffisance; 2° sur l'excès de besogne; 3° sur mes occupations; 4° sur ce que j'aimerais mieux être pendu. Cela m'a amené naturellement à lui parler de vous, et sur l'objection que vous n'êtes pas assez éloquent; j'ai dit qu'on ne l'était que trop dans ce temps-ci et qu'il fallait faire des cours sérieux; que le moyen de les avoir tels était de nommer des professeurs non éloquents, mais sachant leur affaire. Il a répliqué qu'il voulait vous donner une bibliothèque, c'est-à-dire le moyen de résider à Paris honorablement et d'y travailler. Je l'ai fort encouragé à persévérer dans ce dessein. Veuillez garder tout cela, je vous prie, entre vous et moi.

Je ne puis vous donner de conseil quant à l'Académie, si ce n'est de consulter mon ancien, M. V. Leclerc. Il vous dira mieux que personne ce que fera, en cette occasion, le noyau de professeurs qui tyrannise cet établissement...

23 septembre 1856.

Mon cher ami,

J'arrive aujourd'hui à Paris et je repars demain pour trois ou quatre jours. Je trouve votre lettre qui me fait grand plaisir. Bien que sans inquiétude pour le fond de votre affaire, je craignais que vous n'eussiez quelques semaines à en attendre le dénouement... Je serais resté à Paris et j'aurais tâché de voir le ministre si je pensais que cette démarche pût vous être utile. Mais, d'une part, je ne l'ai jamais vu, même en peinture. De l'autre, ma moralité n'est pas assez connue pour que mon témoignage ait grand effet sur lui. Dans ma jeunesse, je me suis fait casser un bras par un mari qui trouvait

(1) Cette lettre n'est pas datée; et il est difficile de lui assigner une date exacte. Elle a été écrite entre 1852 et 1856; provisoirement je l'intercale ici, mais sous toutes réserves.

(2) Fortoul.

à redire que je le fisse c... (1). Depuis, je n'ai jamais vécu en hypocrite, et la conséquence a été qu'encore aujourd'hui je passe auprès de bien des gens pour un homme immoral. A mon âge, j'en suis assez flatté, mais vous comprendrez que moi, habitant de Paris, inconnu ou mal connu du ministre (n'est-ce pas lui qui me fit mettre en prison, il y a quelques années comme procureur général?) (2), je suis mal propre à vous recommander dans votre cas. Vous deviez charger M. Victor Leclerc de la chose. Voulez-vous que je lui en parle? Au reste, il me paraît peu probable qu'il résulte de cela pour vous le moindre désagrément en France. Je trouve cependant que vous avez eu deux torts. Le premier, c'est, aussitôt après le verdict, de n'être pas revenu à Paris parler au ministre au lieu de lui écrire. Le second de vous loger dans un hôtel où vont tous les mauvais garnements français et italiens. Quittez-le bien vite, ou faites mieux, venez à Paris. Quelques mots avec le ministre dissiperont toutes vos inquiétudes, si vous en avez réellement. M. Fould doit un de ces jours me faire dîner avec ce ministre. Je lui avais demandé cela pour l'entretenir d'une autre affaire. Il me sera possible alors de faire d'une pierre deux coups... Méditez mes deux conseils, un peu tardifs malheureusement; je les crois bons.

29 mars [1857].

Mon cher ami, décidément nous ne nous entendrons jamais en matière de poésie. Vos ballades ne sont pas aussi plates que les premières, mais elles sont trop modernes. Elles n'ont pas trop d'originalité d'invention, et pas du tout de couleur locale. Elles conviennent à toutes les langues et à tous les pays. J'aime assez celle qui est intitulée, comme un mélodrame, *Adam le Contrebandier*; malheureusement, il ne faut pas dire *brave comme une épée* : il n'en avait pas parce que c'est du XVIIIe siècle, et encore moins *faire parler la poudre*, parce que c'est du pur arabe traduit en style de journaux (3).

Je suis horriblement enrhumé. J'écris à votre ami d'Oxford *après* avoir lu son livre.

(1) Allusion probable au duel qui fut provoqué par sa liaison avec Mme Lacoste.
(2) Allusion à l'affaire Libri.
(3) Ces ballades ne figurent pas au répertoire des œuvres de F. Michel.

Paris, 14 mars [1858].

Mon cher ami, je n'ai pas lu votre livre pour la raison que votre éditeur n'en avait pas d'exemplaires brochés (1). Il a pris le bon que vous m'aviez envoyé, promettant, il y a de cela huit jours, de m'envoyer le premier exemplaire qui serait prêt. Mais va voir s'ils viennent, Jean.

Je vous remercie des vers que vous m'envoyez et qui me semblent très beaux, si beaux que je vous en crois l'auteur, car il n'y a pas d'apparence qu'on fasse des vers à Bordeaux.

Vous feriez acte de bon courtisan en publiant quelque chose sur les machines de guerre. C'est un sujet que l'Empereur affectionne et qu'il connaît bien. Je vous engage à lire son livre sur l'artillerie (2) qui me paraît excellent, quoiqu'il se soit permis de se moquer d'un passage où votre serviteur avait dit des bêtises sur l'art de la guerre au moyen âge (3). Croyez que, si vous avez quelque chose de nouveau à dire vous attirerez son attention, mais notez qu'il ne s'agit pas pour lui d'érudition. Ce qu'il demande c'est qu'on lui apprenne quelque fait qu'il ne sache pas. Ainsi il m'a fort remercié de lui avoir cité un passage des *Albigeois* (4) où il est question du bélier. Il croyait que le bélier avait été oublié au moyen âge.

Quant à votre histoire de chevaux, elle prouve que vous travaillez comme cet utile animal, mais si vous pouviez en envoyer sept ou huit mille aux Dardanelles, on vous en saurait plus de gré que des plus savantes élucubrations.

On était hier soir très mécontent de la Prusse et moins rassuré sur l'Autriche. L'amiral Napier a, dit-on, parié 6 000 livres sterling, somme que je regrette de n'avoir pas à ma disposition, que d'ici un mois il dînerait à Cronstadt. Je n'aime pas ces blagues. Le pire, c'est que nos régiments sont en si mauvais état qu'on a toutes les peines du monde à former les bataillons de guerre. On dit que dans six mois nous aurons la plus belle armée du monde, mais il est fâcheux qu'elle ne soit pas prête dès à présent. Par compensation, les Russes ont en Valachie des dysenteries abominables. Si je faisais des

(1) *Le Pays Basque.*

(2) *Études sur le passé et l'avenir de l'artillerie*; Paris, Dumaine, 2 vol. in-4, 1846-51.

(3) Allusion aux études de Mérimée sur *l'Architecture au moyen âge* (1843).

(4) Chanson de geste.

calembours comme vous, je trouverais quelque chose de joli à dire à cette occasion. J'ai parlé de vous à votre cardinal qui est le président de mon bureau. Il me semble bonhomme, mais pas aussi fort que Mazarin.

Cannes, 18 janvier [1867].

... Je viens d'assister à l'agonie de M. Cousin. Triste spectacle que celui de la vie se débattant dans un corps douze ou quinze heures après le départ de l'intelligence.

Samedi, 19 mai [1867].

Mon cher ami,

Supposez-moi très souffrant, et vous serez près de la vérité. Je respire fort mal et le temps froid et aigre que nous avons me fait beaucoup de mal.

Vous avez vu qu'on a donné à O. Feuillet la Bibliothèque de Fontainebleau, ce qui m'a surpris, car je croyais la place trop médiocre pour lui.

Mille amitiés.

P. M.

Cannes, 25 janvier [1867].

Mon cher ami,

Voici un mot pour le maréchal Niel ; je ne le connais pas, mais il m'a vu plusieurs fois à Biarritz chez d'augustes personnages et doit me prendre pour quelque chose, étant, lui, crâne neuf dans mon métier. Je désire fort que cela vous soit bon à quelque chose. Je suis tout malade et cette mort de Cousin m'a fait grand mal.

Cannes, 8 janvier 1870.

Mon cher ami,

Je suis en effet bien souffrant, et je ne prévois pas quand je pourrai quitter ce pays. Tenez-le pour beaucoup plus chaud que Paris. Je me réjouis de la nomination de Dantas à un meilleur poste et lui en ai fais mon compliment.

Merci de vos souhaits, agréez les miens. Recommandez-moi à nos amis.

P. Mérimée.

DEUX ANNÉES A BERLIN

1912-1914

IV [1]

LA CONFÉRENCE DE LONDRES

I

J'apprends, à ma rentrée de Berlin, que les Bulgares, après des essais meurtriers, ont renoncé à forcer les lignes de Tchataldja ; que l'Autriche poursuit ses préparatifs menaçants en Galicie et sur la frontière serbe, tandis que la Russie va retenir sous les drapeaux une classe libérable à la fin de l'année ; qu'enfin l'archiduc héritier est venu en Allemagne sous prétexte d'un déplacement de chasse et sur une invitation du Kaiser. François-Ferdinand a dit à son hôte que la monarchie austro-hongroise était arrivée à l'extrême limite de la patience à l'égard de sa petite voisine. L'Empereur et ses ministres ne lui en ont pas moins rebattu les oreilles de conseils de modération et de sagesse. Je tiens d'un ambassadeur, que Guillaume II, en reconduisant l'archiduc à la gare, a résumé amicalement ses avis, avec la familiarité de langage dont il est coutumier, dans cet adieu expressif : « Surtout, pas de bêtises ! »

J'écrivais à Bruxelles, le 30 novembre :

« Peu de jours après le départ de François-Ferdinand, a paru dans la *Norddeutsche Allgemeine Zeitung* un communiqué officieux, rédigé à la Wilhelmstrasse et destiné à ras-

(1) Voyez la *Revue* des 15 février, 1er mars et 15 mai.

surer les esprits, que la nouvelle des préparatifs militaires de l'Autriche avait affolés. Il n'y a pas de doute que l'Empereur, le Chancelier et le secrétaire d'État aux Affaires étrangères ne soient passionnément pacifiques. »

En transmettant ces assurances à mon gouvernement, je ne faisais que reproduire des affirmations que Kiderlen m'avait maintes fois répétées. L'adverbe « passionnément » peut paraître excessif. Pourtant M. Poincaré s'est servi du même mot pour dépeindre l'état d'esprit à la même époque de sir Edward Grey et du cabinet français. A propos des déclarations faites par ce secrétaire d'État sur la prochaine réunion à Londres, de la conférence des ambassadeurs, M. Poincaré a écrit dans *les Balkans en feu*, page 380 : « Pacifiques, il était difficile en effet de l'être plus passionnément que nous et l'Angleterre. » A ce même moment, j'ai eu l'impression qu'on ne l'était pas moins, pour des motifs différents sans doute, à Berlin.

La suite de mon rapport, que je reproduis ici, se passe de commentaires :

« L'article de la *Norddeutsche* a causé un certain mécontentement à la cour de Vienne. L'archiduc héritier ne s'attendait pas, au lendemain de son voyage, à une déclaration aussi nette de la part de l'Allemagne, et il s'en est plaint ici. Quels que soient les projets que M. de Kiderlen porte dans sa tête, pour concilier à son pays les sympathies des jeunes puissances balkaniques, un fait absolument certain, c'est qu'il veut fermement éviter une conflagration européenne. La politique allemande se rapproche sur ce point de celle de l'Angleterre et de la France, toutes deux résolument pacifiques, et, si les sujets de polémique continuent d'être journaliers entre la presse de Paris et celle de Berlin, celle-ci a adopté un ton beaucoup plus conciliant à l'égard de la Grande Bretagne et de sir Edward Grey en particulier. Les relations des gouvernements allemand et britannique sont meilleures qu'elles ne l'avaient été depuis longtemps, et même, à ce que m'assure l'ambassadeur de France, une détente très favorable au maintien de la paix se produit aussi entre les cabinets de Berlin et de Paris.

« Amener l'Autriche à se montrer plus traitable, comme on croit ici que le gouvernement impérial y a réussi, cela ne suffirait pas pour apaiser le conflit. Il faut encore faire fléchir la résistance opiniâtre de la Serbie à une diminution de ses pré-

tentions. A la fin de la semaine dernière, le bruit courait dans les chancelleries européennes que M. Sazonow renonçait à lutter contre le parti qui veut entraîner la Russie dans une guerre, quoique le sol de l'empire soit miné par la Révolution et sa préparation militaire encore insuffisante. Mais depuis deux jours, depuis surtout que le Tsar a reçu en audience particulière l'ambassadeur d'Autriche-Hongrie, une impression de confiance a succédé à l'énervement de la semaine passée. M. Sazonow s'est, paraît-il, ressaisi, et il joue activement auprès de la cour de Belgrade le même rôle que la diplomatie allemande auprès de la cour de Vienne. Sous l'influence des conseils russes, l'intransigeance serbe va-t-elle se plier à un compromis dans la question du port de l'Adriatique ? Mes collègues, à qui j'ai fait cette demande, m'ont répondu affirmativement. Or, c'est le nœud de la question.

« On est donc optimiste dans le monde diplomatique de Berlin. Je viens de le constater dès mon retour. Mais on s'attend encore à recevoir de temps en temps des nouvelles très alarmantes, auxquelles on devra d'autant moins ajouter foi qu'elles seront probablement l'œuvre de diplomates turcs, Hilmi Pacha (ambassadeur à Vienne), et Osman Nizamy Pacha (ambassadeur à Berlin), qui s'entendent, en vrais Levantins, à lâcher ces oiseaux de mauvais augure. Osman Nizamy disait hautement que la défaite de la Turquie mettrait l'Europe en feu. Il s'applique de son mieux à faire en sorte que sa prédiction se réalise. »

La fin de mon rapport était consacrée à la Conférence des ambassadeurs, suggérée par sir Edward Grey :

« Le projet d'une conférence d'ambassadeurs qui aurait pour but de déblayer le terrain en amorçant une entente préalable entre les grandes Puissances pour la solution de questions importantes, telles que celle des îles de la mer Égée et celle de l'Albanie, à laquelle est fatalement liée la question du port serbe sur l'Adriatique, a trouvé un accueil favorable à Berlin. L'idée de sir Edward Grey répond à une préoccupation de M. de Kiderlen, qui s'est plaint à plusieurs reprises de perdre un temps précieux et de n'aboutir à aucun résultat par des échanges de vues de cabinet à cabinet. En les concentrant dans une seule capitale et en les confiant à des diplomates expérimentés, on arriverait sans doute à un accord qui rendrait plus

facile la tâche du congrès, appelé plus tard à régler les questions soulevées par la guerre actuelle. Il semble tout naturel, la proposition émanant du gouvernement britannique, que la conférence des ambassadeurs ait lieu à Londres; on parle cependant de la faire tenir plutôt à Paris. Dans cette dernière capitale résident comme ambassadeurs des hommes qui ont joué un rôle militant dans la politique étrangère de leur pays, MM. Tittoni et Iswolsky, et qui sont par là suspects d'avoir une politique personnelle... A cause d'eux, le choix de Paris ne semblerait pas aussi heureux pour cette réunion diplomatique. »

II

On ne parlait plus de la Roumanie ni des compensations territoriales qui lui seraient consenties par la Bulgarie sous la forme d'un élargissement de la frontière au sud de la Dobroudja. Les marques d'amitié que m'avait prodiguées la société de Bucarest et le souvenir des heureuses années que j'avais passées dans ce poste au lendemain de mon mariage me faisaient souhaiter que les revendications roumaines reçussent une légitime satisfaction. Je saisis l'occasion d'interroger sur ce point mon collègue de Roumanie, en allant le remercier de la visite de condoléances qu'il m'avait faite après le décès de la comtesse de Flandre.

M. Beldiman, esprit très pondéré, ennemi de toute exaltation patriotique, s'exprima avec une grande franchise, sachant qu'il s'adressait à un ami sincère de son pays :

— Je ne crois pas, me dit-il, que le gouvernement bulgare consente à autre chose qu'à une cession de territoire insignifiante. Rien n'a été stipulé à ce sujet entre les cabinets de Sofia et de Bucarest avant la guerre. Il faut que la Roumanie s'incline devant le fait accompli et s'habitue de bonne grâce à l'idée que l'équilibre des États balkaniques et danubiens sera rompu au profit de la Bulgarie. La meilleure et la plus sage politique qu'elle puisse suivre vis-à-vis de sa voisine agrandie et victorieuse est une politique amicale. Elle ne gagnerait rien à prendre une attitude de bouderie, à susciter des difficultés ou des tracasseries, qui rendraient les relations des riverains du Danube pénibles ou dangereuses.

Il y avait dans le ton de M. Beldiman quelque chose de

triste et de résigné et comme la résonnance d'illusions perdues. Son langage m'a fait comprendre que les hommes politiques roumains, et lui peut-être en particulier, s'attendaient à un tout autre résultat des hostilités, mais qu'à son sentiment, la Roumanie devait supporter galamment les conséquences d'un manque fatal de précautions et de perspicacité.

Mon collègue s'est hâté d'ajouter que l'amitié entre les nations roumaine et bulgare leur serait rendue plus aisée par l'orientation qu'allaient prendre les aspirations de la première puissance des Balkans. A cheval désormais sur deux mers, la Bulgarie dirigerait sans doute ses vues et ses efforts du côté de la mer Égée ; elle travaillerait à s'y créer un port et une marine de guerre indépendants du Bosphore et des Dardanelles. Elle développerait ses voies de communication dans cette direction et se désintéresserait de la vallée du Danube où la Roumanie restait confinée. Dans cette hypothèse, un choc ou un conflit d'intérêts entre les deux voisines paraissait peu à craindre dans l'avenir.

Telles étaient les prévisions, par lesquelles mon collègue cherchait à se consoler de ses déceptions. Il me surprit davantage, en me confessant l'admiration qu'il ressentait dans une certaine mesure pour le tsar Ferdinand. Il lui reconnaissait un véritable génie politique qui lui venait sans doute par héritage de Louis-Philippe, tant le succès ennoblit et transfigure des ambitieux, réputés seulement jusque-là pour leur duplicité et leur astuce. Il me brossa en quelques phrases tout l'historique de son règne, depuis le jour où, petit prince de Cobourg, il débarquait en Bulgarie, malgré l'opposition de la Russie et sous la protection de l'Autriche-Hongrie dont il était le candidat inavoué. A peine assis sur le trône branlant qu'il avait osé convoiter, le Prince régnant joua avec une prestigieuse habileté de la rivalité de ces deux Puissances, se rapprochant alternativement de l'une et de l'autre, sans se brouiller jamais avec elles. Ses relations avec la cour de Bucarest furent empreintes en apparence de beaucoup de cordialité, mais il y manqua toujours l'expansion et la confiance. Il demandait des conseils au roi Carol, en se jurant sous cape de ne pas les suivre.

M. Beldiman croyait à une transformation de la politique traditionnelle suivie par la Russie et l'Autriche-Hongrie, en Orient. Elles chercheraient de nouveaux moyens d'in-

fluence, de nouveaux procédés d'intrigue, et se disputeraient l'amitié de la Bulgarie, au grand profit de cette dernière. « Nous allons assister, conclut-il, à un changement complet du spectacle sur le théâtre des Balkans. » Il ne savait pas lui-même si bien dire.

III

Le 2 décembre, le Chancelier a prononcé au Reichstag un grand discours sur la situation politique. Je devrais plutôt dire qu'il l'a récité, sans avoir besoin de jeter les yeux sur les feuillets qu'il tenait en mains; son excellente mémoire lui soufflait exactement le texte élaboré de concert avec le secrétaire d'État et les bureaux de la Wilhelmstrasse. Les députés l'ont écouté dans un silence coupé par de nombreux applaudissements. Le passage qui a provoqué le plus de discussions à l'étranger est le suivant : « Si nos alliés, au moment où ils feraient valoir leurs droits, étaient, contre toute attente, attaqués d'un troisième côté et se trouvaient ainsi menacés dans leur existence, nous devrions, fidèles à notre devoir, nous placer avec une ferme résolution à leurs côtés. Nous aurions alors à combattre pour protéger notre propre situation en Europe et pour défendre notre avenir et notre sécurité. Je suis absolument convaincu qu'en cette occurrence nous aurions derrière nous toute la nation. »

A quatorze ans de distance, M. Poincaré s'est fait l'interprète des critiques que ces paroles avaient soulevées à Paris. Il s'écrie dans *les Balkans en feu* : « Pourquoi ces menaces? Pourquoi cette poudre sèche? Pourquoi cette escrime au sabre et ces moulinets? » Ayant eu lui-même à faire, quelques jours après, une déclaration sur la politique étrangère devant la commission des affaires extérieures de la Chambre, le premier ministre français s'était abstenu de répondre sur le même diapason au premier ministre allemand. La forme très châtiée et très modérée de son exposé excita quelque étonnement à Berlin, où l'on s'attendait à une riposte plus vive d'un orateur de son tempérament.

Un journaliste parisien, dont la plume est nourrie d'une connaissance approfondie des affaires de la péninsule balkanique, a apprécié différemment le discours retentissant du

Chancelier de l'empire. « M. de Bethmann-Hollweg, écrivait M. Gauvain, porte-parole du *Journal des Débats*, a énoncé une vérité qu'aucun homme, doué de quelque sens politique, n'a pu méconnaître un instant. Dès les premiers jours de la crise, comme lors de la crise orientale de 1908-1909, nous avons dit : « L'Allemagne est derrière l'Autriche-Hongrie. Il eût fallu une extraordinaire naïveté pour en douter... Mais l'appui militaire de l'Allemagne n'est pas promis sans conditions à ses alliés, et il est bon de signaler aussi les passages du discours d'hier où ces conditions sont formulées plus ou moins nettement. Dans la phrase même où il a mis en relief les devoirs de l'alliance, le Chancelier a dit que celle-ci jouerait au cas où les alliés seraient attaqués par un tiers et menacés directement dans leur existence. On ne peut voir dans ces mots aucun encouragement au gouvernement austro-hongrois de prendre une initiative contre la Serbie. »

Dans mon appréciation de cet événement oratoire, je me suis rapproché de la pensée de M. Gauvain : « Le discours du Chancelier, mandais-je à Bruxelles, ne nous a rien appris de nouveau. Le gouvernement impérial a saisi cependant l'occasion d'affirmer qu'il remplira sans hésitation ses obligations envers son alliée, l'Autriche-Hongrie, et qu'il la soutiendra par les armes, si elle est attaquée par une tierce Puissance. C'est un avertissement direct à l'adresse de la Russie, bien qu'elle n'ait pas été nommée, pas plus du reste que la Serbie. Le Chancelier s'est appliqué ensuite, un peu laborieusement, à ménager à la fois les États balkaniques et la Turquie, au maintien de laquelle l'Allemagne est puissamment intéressée. Ce sera sans doute la tâche réservée à la diplomatie germanique de conquérir des sympathies à Sofia, sans rien perdre de l'influence qu'elle possédait à Constantinople.

« Le discours du Chancelier a rencontré ici une approbation unanime, à l'exception, bien entendu, de celle du parti socialiste qui n'a pas manqué de rééditer à la tribune du Reichstag ses imputations contre la politique étrangère de l'Allemagne et ses agents diplomatiques. Les accusations portées par le député Ledebourg contre l'autocrate russe ont été vertement relevées par le secrétaire d'État aux Affaires étrangères. M. de Kiderlen a insisté, d'autre part, sur les bonnes relations existant actuellement entre l'Allemagne et l'Angleterre.

« L'ambassadeur d'Autriche-Hongrie est allé hier remercier le Chancelier de son discours de la veille et de l'appui éventuel que le gouvernement impérial s'est engagé solennellement à prêter à son allié. J'ai vu le comte Szögyeny, comme il revenait de cette visite, et je l'ai trouvé nerveux et préoccupé. Il m'a dit que la situation paraissait s'améliorer, mais que ce n'était encore qu'une apparence, car son gouvernement n'avait reçu aucune réponse satisfaisante de la Serbie; que, d'ailleurs, le danger ne résidait pas dans l'obstination de cette infime petite Puissance à maintenir ses revendications, mais dans le parti que pourrait prendre la Russie de la soutenir. Là-dessus l'incertitude la plus complète régnait hier encore. »

J'ai essayé dans un rapport suivant, daté du 7 décembre, d'expliquer, sans l'excuser, le mode guerrier adopté par le Chancelier dans son discours, de quoi, selon moi, on s'était ému outre mesure à l'étranger. La sévérité et l'aigreur, avec lesquelles la plupart des journaux parisiens avaient jugé le langage de M. de Bethmann-Hollweg, ne devaient pas les empêcher de constater sous une enveloppe quelque peu rude des visées pacifiques. C'était là le ton habituel à Berlin, quand les membres du gouvernement prenaient la parole sur des sujets de politique extérieure. L'Empereur ne pouvait pas parler de la situation européenne, sans porter, d'un geste théâtral, la main à la garde de son épée, et ses ministres se croyaient obligés de l'imiter. Évoquer la puissance militaire de l'Allemagne était une sorte de *leitmotiv* qui revenait sans cesse à la tribune du Reichstag, mais les Français ne paraissaient pas s'y habituer.

A propos de ces discours, je tiens à dire aujourd'hui tout mon sentiment sur la phraséologie qui inquiétait l'Europe dans la bouche de Guillaume II et de ses ministres. Ils l'avaient empruntée de Bismarck, qu'ils prenaient maladroitement pour modèle. Le Chancelier de fer s'amusait à souffler tour à tour le froid et le chaud dans le cœur de ses auditeurs étrangers, à les arroser alternativement de douches écossaises par des jets d'une brusquerie très calculée. Guillaume II a copié son ton arrogant, en y ajoutant l'attirail d'une ferblanterie romantique et démodée, le cliquetis d'un sabre impatient de jaillir du fourreau, la menace d'une poudre sèche prête à s'enflammer. Remarquez cependant que, s'il abusait verbalement, Dieu sait

à quel point! de son sabre et de sa poudre, il n'en a jamais fait usage, à la suite des plus fâcheuses manifestations de sa verve oratoire. Elles n'étaient destinées qu'à intimider. Lorsqu'au contraire il s'est décidé à donner le signal d'une guerre, devant laquelle il avait reculé jusque-là, il s'est bien gardé de mettre ses adversaires en éveil par des éclats de voix et des coups de trompette. Dans les mois qui ont précédé immédiatement le déchaînement des hostilités, le Kaiser et ses conseillers n'ont pas ouvert la bouche. Leur silence était en réalité plus impressionnant que leurs discours passés. Mieux eût valu alors une Allemagne grondante comme un volcan qu'une Allemagne taciturne.

L'Allemagne d'aujourd'hui semble aimer autant les discours que l'Allemagne impériale; et ce qu'elle dit mérite assurément beaucoup d'attention. Ses orateurs nationalistes nous annoncent une guerre de revanche; ses orateurs officiels se contentent de rejeter le fardeau accablant des responsabilités de 1914 et des crimes commis par les soldats du Kaiser. Nous aurions bien tort de leur répondre sur le même ton et d'éterniser, comme ils le souhaitent, des discussions vaines et irritantes. Nous ferions aussi leur jeu, si nous espérions les amener à se taire par des concessions prématurées qui les inciteraient bien au contraire, comme des actes de faiblesse, à recommencer. Enfin, nous ne pourrions pas commettre de faute plus grossière, à mon avis, que de paraître avoir peur de l'Allemagne et de l'avenir qu'elle nous prépare. Impériale ou républicaine, elle voudra toujours inspirer de la crainte; cette idée l'a poussée dans le passé et la pousserait encore dans l'avenir à tout oser. Il faut la regarder en face, sans provocation comme sans timidité, et lui montrer que, si nous désirons vivre en paix avec elle, nous demeurons sur nos gardes, que la main pacifique que nous sommes disposés à lui tendre n'est pas une main craintive et désarmée. Certes, la réduction des armements au minimum compatible avec la sécurité générale, est le vœu de toutes les nations qui ont subi les atrocités de la guerre, mais la solution de ce problème mondial dépend avant tout des gages que donnera l'Allemagne de sa conversion à l'idéal de la paix. Or, jusqu'à présent, la plupart des discours, dont l'écho nous est parvenu de l'autre côté du Rhin, n'ont servi qu'à nourrir notre défiance et notre incrédulité.

IV

Les agences publient les conditions mises par le gouvernement bulgare à la conclusion de l'armistice qui a été signé à Tchataldja, le 3 décembre : les armées belligérantes conserveront leurs positions ; les forteresses assiégées ne seront pas ravitaillées ; le ravitaillement des troupes bulgares se fera par la mer Noire et par la ligne d'Andrinople dix jours après la signature de l'armistice ; les négociations pour la paix s'ouvriront à Londres, le 13 décembre.

On se perd en conjectures sur les motifs qui ont déterminé le gouvernement du tsar Ferdinand à se montrer aussi accommodant. Que la Russie ait pesé énergiquement sur lui pour qu'il interrompe les hostilités sans menacer davantage Constantinople, cela n'est pas douteux ; mais qu'il ait renoncé aussi facilement à la reddition préalable d'Andrinople, voilà qui ne se comprend plus. On soupçonne quelque accord secret entre la Bulgarie et la Turquie, que révéleront les prochaines négociations. S'il ne se produit alors aucun coup de théâtre, il faudra bien admettre que l'épuisement de l'armée bulgare, du fait de ses victoires et de ses tentatives infructueuses pour forcer les lignes de Tchataldja, a imposé à son état-major la modération de ses prétentions.

A côté de la réunion, au palais de Saint-James, des plénipotentiaires turcs et balkaniques, Londres abritera, à Downing Street, la Conférence des ambassadeurs des six grandes Puissances qui seront chargés de trouver de commun accord une solution aux questions connexes, soulevées par la guerre des Balkans. C'est une ancienne procédure dans l'histoire de la diplomatie qui va être expérimentée (1). Comme on le prévoyait, la présence de M. Iswolsky à Paris a fait préférer, tant à Berlin qu'à Vienne, la capitale britannique, où l'action des diplomates sera à l'abri de ses intrigues. La presse allemande ne met pas en doute l'acquiescement du gouvernement impérial à la Conférence. Cependant l'ambassadeur d'Angleterre n'a pas reçu encore l'acceptation officielle de M. de Kiderlen. L'Alle-

(1) Elle rappelait les conférences de Londres de 1831 et de 1867, qui ont neutralisé : l'une, le nouveau royaume de Belgique, l'autre, le Grand Duché de Luxembourg.

magne désire se concerter avec ses alliées sur les termes de leur réponse à la proposition anglaise, et l'Autriche n'entend pas que la Conférence se réunisse avant que la Serbie ait capitulé. Cette dernière a tout intérêt au contraire à prolonger sa résistance et son silence, pour laisser aux ambassadeurs le soin de chercher quelque compromis qui lui soit moins pénible à subir que le *veto* autrichien.

Cette tactique dilatoire a porté à son comble l'impatience du cabinet de Vienne et l'exaspération de l'opinion publique dans l'empire dualiste. Les journaux de Berlin reproduisent avec complaisance des articles d'une violence inouïe, publiés par leurs confrères viennois contre l'astucieuse Serbie qui est accusée, entre autres griefs, d'être la cause des sacrifices pécuniaires intolérables que s'impose la double monarchie : voilà déjà cent millions de couronnes dépensés pour la mobilisation d'une partie de son armée (1)!

Dans l'émotion que suscite ce duel entre l'intransigeance d'une grande puissance et l'opiniâtreté d'une petite nation, un événement considérable, survenu sur ces entrefaites, n'a pas provoqué beaucoup de commentaires, sans toutefois passer inaperçu. Le renouvellement de la Triple Alliance qui devait avoir lieu l'an prochain ne faisait de doute pour personne, mais quelques esprits s'imaginaient que les liens attachant l'Italie aux empires du centre s'étaient relâchés de telle sorte, après sa campagne contre la Turquie, qu'au moment où la Triplice serait prolongée, la participation italienne à une guerre franco-allemande deviendrait bien difficile à fixer sur le papier. Or, l'Italie, aujourd'hui plus que jamais, a besoin de ses alliées, et en particulier de l'Autriche-Hongrie, tant pour maintenir l'équilibre des forces navales dans la Méditerranée que pour avoir les mains libres dans l'achèvement et l'organisation de sa nouvelle conquête africaine.

En publiant brusquement, sans aucune allusion préparatoire, le renouvellement de la Triplice, le cabinet de Berlin a obéi à une préoccupation politique que j'ai déjà signalée, notamment dans le discours du chancelier. Il a voulu donner un nouvel avertissement à la Russie et en même temps aux autres puissances de l'Entente, leur rappeler que l'Allemagne

(1) Dépêche à M. Davignon du 7 décembre.

et l'Italie se tiendraient de chaque côté de l'Autriche-Hongrie pour appuyer contre la Serbie ses exigences au sujet de l'Adriatique et de l'Albanie. Cette petite bombe diplomatique, venant, pour ainsi dire, à éclater avant la réunion des ambassadeurs à Londres et l'ouverture des pourparlers de paix, est bien dans la manière de Kiderlen. Après l'expérience du coup d'Agadir, on ne devrait pas s'émouvoir à Paris de ces surprises qui enchantent les Allemands, parce qu'ils y voient une attestation de leur force et de leur maîtrise ; on le devrait d'autant moins que la France poursuit, comme l'Allemagne, une politique pacifique. Je crois savoir pourtant que l'impression produite sur le représentant de la République à Berlin a été désagréable, et qu'il en a été de même à Paris. Le secret fut si bien gardé, malgré les relations intimes de M. Cambon avec son collègue italien, M. Pansa, que celui-ci ne lui avait rien dit des entretiens qui ont été engagés et menés à bonne fin à ce sujet, lors de la visite du marquis de San Giuliano, le mois dernier (1).

V

Pendant la semaine, du 9 au 16 décembre, qui a précédé la double négociation sur le point de s'ouvrir à Londres, l'agitation et l'inquiétude n'ont pas eu de cesse dans le monde financier et politique de Berlin. Comment en eût-il été autrement? La paix, dont il s'agissait d'arrêter les conditions, allait se débattre entre des vainqueurs qui n'avaient pu achever leur victoire et un vaincu qui ne voulait pas avouer sa défaite, parce qu'il n'avait pas été délogé de sa dernière ligne de défense. Mais les difficultés de la paix balkanique, si l'on ne parvenait pas à les surmonter, ne constituaient qu'un péril éloigné en présence du conflit imminent auquel le cabinet de Vienne semblait résolu pour mater la résistance de la Serbie. Je puise dans les dépêches que j'ai adressées à mon gouvernement en ces jours d'attente fiévreuse les motifs de crainte ou d'espérance qui apparaissaient et disparaissaient subitement, comme une succession de nuées et d'éclaircies dans un ciel tragique.

Le remplacement inopiné du ministre de la Guerre et du chef de l'état-major général de la monarchie austro-hongroise

(1) Dépêche à M. Davignon du 9 décembre.

par le général de Krobatin et le général Conrad von Hoetzendorf cause une pénible surprise. Les télégrammes de Vienne ont beau affirmer que ces mutations ne se rattachent pas à la politique, ils ne persuadent personne. On aperçoit distinctement dans la réintégration du général de Hoetzendorf à la tête de l'état-major la main de l'archiduc héritier qui veut avoir à la direction de l'armée, au moment où l'Autriche procède à une mobilisation ruineuse pour ses finances, un homme à lui, en qui il a toute confiance. C'est à se demander si nous ne nous réveillerons pas demain avec la nouvelle d'un ultimatum signifié à la Serbie et appuyé d'une démonstration militaire (1).

On nous dit bien, pour nous rassurer, que le gouvernement allemand s'efforce de prévenir un acte irréparable de la part de son allié et que celui-ci, s'il n'attend pas patiemment l'ouverture des négociations de Londres et la tournure qu'elles prendront, n'aura pas « l'assentiment moral » de l'Allemagne. La belle avance ! C'est un autre frein qu'il faudrait appliquer à des forcenés. Les conseils de Berlin auront-ils prise sur l'état de fureur que suscitent à Vienne les atermoiements de la Serbie? Et ce n'est pas seulement l'accès de l'Adriatique que l'Autriche interdit à son ambitieuse petite voisine, mais tout empiètement sur les territoires qu'elle réserve à la future principauté d'Albanie. Le cabinet de Vienne, après la surprise désagréable de la victoire des confédérés, avait une autre politique à suivre envers la Serbie que celle de la menace et de la contrainte, une autre partie à jouer sur le tapis vert des Balkans. Il aurait pu adopter une attitude de désintéressement et de bon voisinage, répondre par là aux aspirations des populations slaves de l'Autriche et de la Hongrie et enlever ainsi les Serbes à la clientèle de la Russie. Mais un tel coup de maître n'est pas à la portée du cabinet de Vienne ; un coup de tête, c'est autre chose (2).

Autre sujet de préoccupation, en ce qui regarde la paix balkanique, pour ceux qui connaissent personnellement les plénipotentiaires ottomans envoyés à Londres. L'ambassadeur de Turquie dans cette capitale s'est récusé, prétextant l'état de sa santé. Tewfik Pacha est considéré comme un diplomate sage

(1) Dépêche à M. Davignon du 9 décembre.
(2) *Id.*, du 16 décembre.

et avisé ; sa retraite va faire d'Osman Nizamy Pacha, à côté de Réchid Pacha, le membre le plus actif et le plus influent de la délégation ottomane. Notre brave ami, l'ambassadeur à Berlin, est un Jeune Turc intraitable, tout l'opposé d'un négociateur chargé de conclure un traité de paix. Il est à craindre qu'il ne s'emploie à faire échouer plutôt qu'à faire aboutir les pourparlers, dont la pierre d'achoppement sera la possession d'Andrinople. Mon collègue, M. Guéchow, déclare déjà que la Bulgarie n'y renoncera à aucun prix. « Nous consentirons, répète-t-il, que Constantinople reste aux Turcs, mais à la condition qu'elle soit la capitale d'une Turquie d'Asie. Sinon, c'est une nouvelle guerre en perspective dans peu d'années. »

Osman Nizamy, pendant les quelques heures qu'il a passées à Berlin en se rendant à Londres, a tenu à justifier les craintes conçues à son sujet. J'ai appris de l'ambassadeur d'Autriche-Hongrie que Kiderlen est très mécontent de l'entretien qu'il a eu avec lui. Osman Nizamy, en sa qualité de général, s'est déclaré hardiment partisan d'une reprise des hostilités. Il a vanté la réorganisation de l'armée turque qui a soif d'une revanche et s'est dit persuadé de la victoire. Kiderlen s'est appliqué à verser l'eau froide de la raison sur ce bouillant optimisme. L'Allemagne, — il ne l'a pas caché, — désire fortement la conservation de la paix européenne, et la première condition de son maintien est le rétablissement de la paix balkanique. La Turquie n'aurait rien à gagner à une reprise de la lutte. Si elle s'est suffisamment fortifiée pour soutenir une guerre défensive, elle n'est pas en état de reprendre l'offensive contre des adversaires qui occupent, de leur côté, de solides positions. De nouvelles batailles ne causeraient que des sacrifices inutiles et coûteraient des torrents de sang dépensés en pure perte. Voilà, d'après l'ambassadeur d'Autriche, le thème que le secrétaire d'État a développé à son interlocuteur avec une force d'arguments et une netteté de langage, propres à le faire pénétrer dans une tête de Turc moins dure que celle d'Osman Nizamy Pacha (1).

A la légation de Bulgarie, on admet que les négociations seront longues et difficiles, mais on a bon espoir dans leur résultat. Il m'a semblé que cet espoir est fait surtout du désir

(1) Dépêche à M. Davignon du 16 décembre.

que les pourparlers ne soient pas rompus. L'armée bulgare a été décidément fort éprouvée par ses victoires. Elle serait obligée, si les hostilités venaient à recommencer, de mettre en ligne des conscrits de 18 à 19 ans, n'ayant que quelques semaines de préparation militaire, comme le fils même de mon collègue.

Le grand danger, le danger immédiat, n'en reste pas moins le vertige belliqueux qui a saisi le cabinet de Vienne. L'ambassadeur d'Autriche-Hongrie m'a confié que son gouvernement est disposé à faire de larges concessions à la Serbie dans le règlement de leurs rapports économiques, mais qu'il se montrera inflexible dans la question du port de l'Adriatique et dans celle de l'intégrité du territoire réservé à la principauté d'Albanie. J'ai le sentiment, d'après le ton de l'ambassadeur, que son gouvernement résistera difficilement à la tentation de donner une leçon aux Serbes, dont les fanfaronnades, — il faut bien le reconnaître, — claironnées par leurs hommes politiques en de dangereuses interviews, ont mis son peu de patience à bout. Ne s'est-il pas, au reste, trop avancé, en mobilisant une partie de son armée sur le pied de guerre, pour pouvoir reculer, sans devenir la risée de ceux mêmes qu'il prétend soumettre à sa volonté?

L'espoir d'un apaisement prochain des esprits, surexcités de chaque côté du Danube, provient uniquement de la confiance qu'inspire la conférence à Londres des ambassadeurs des grandes Puissances. Cet instrument de paix, forgé par sir Edward Grey, accueilli avec une certaine réserve par les États de la Triple Alliance, surtout par l'Autriche-Hongrie qui repousse toute ingérence étrangère dans sa querelle avec la Serbie, discuté avec scepticisme par quelques organes de la presse à Berlin et à Paris, est devenu aujourd'hui la clef de la porte de salut pour sortir d'une situation qui, hier encore, paraissait à beaucoup de bons juges n'avoir d'autre issue que la guerre (1).

On se plaît en effet à espérer que du contact amical de ces diplomates, de l'esprit éminent des uns, du caractère conciliant des autres, jailliront des solutions acceptables pour les cabinets de Vienne et de Saint-Pétersbourg touchant l'Adriatique et l'Albanie. Si les représentants des grandes Puissances réus-

(1) Dépêche à M. Davignon du 17 décembre.

sissent à tomber d'accord sur des formules satisfaisantes, il n'est pas vraisemblable que la Serbie ose résister à la pression qui sera exercée sur elle pour les lui faire adopter.

Je n'avais pas l'honneur de connaître sir Edward Grey, président désigné de la Conférence, mais j'avais eu parfois la bonne fortune de causer avec l'ambassadeur de France, M. Paul Cambon, frère aîné de l'ambassadeur à Berlin. Un diplomate d'une vaste culture historique, familiarisé avec toutes les questions européennes, un parfait homme du monde, courtois et réservé, qui avait pris quelque chose par son séjour à Londres du flegme britannique, possédant une sûreté de vues admirable et un ascendant incontesté. Les deux frères étaient liés par une étroite affection et un échange continuel d'informations, où ils puisaient, l'un et l'autre, une aide mutuelle pour servir concurremment, avec la même vigilance, les intérêts de leur pays. J'avais eu, il y a quelque quarante ans, comme collègues à Paris, le comte de Mensdorff-Pouilly, ambassadeur d'Autriche-Hongrie près la Cour de Saint-James, et le marquis Imperiali, ambassadeur d'Italie. L'excellente éducation diplomatique qu'ils avaient reçue tous deux, l'intelligence des grandes affaires et la pondération intellectuelle dont ils avaient fait preuve au cours d'une heureuse carrière, étaient garants que, dans leurs discussions avec leurs collègues de la Triple Entente, ils se révéleraient d'utiles auxiliaires de la paix.

VI

Le vieux prince Luitpold, régent de Bavière, étant décédé le 12 décembre à Munich, je reçois l'ordre d'aller représenter le gouvernement du Roi à ses funérailles.

Le prince Luitpold gouvernait la Bavière depuis vingt-six ans, au nom de son neveu dément, le roi Othon, qui avait succédé, en 1886, à son frère, Louis II, l'ami et le protecteur de Wagner, atteint lui-même d'une misanthropie confinant à la folie. Régence paisible, pendant laquelle les revenus de la couronne avaient été employés à éteindre les dettes du défunt roi, prodigue et mélomane, bâtisseur de châteaux trop magnifiques, où il promenait son incurable mélancolie qui avait fini par le pousser au suicide dans le drame mystérieux du lac de Starnberg. Le prince Luitpold conquit le cœur des Bavarois,

très attachés du reste à leur dynastie vénérable, par sa bonhomie, sa simplicité et sa façon de vivre patriarcale, formant contraste avec les excentricités, par quoi la branche aînée des Wittelsbach s'était rendue célèbre à l'étranger. Très campagnard et grand chasseur devant l'Eternel, il laissait ses ministres conduire les affaires du pays, en se contentant de remplir scrupuleusement les obligations de la charge royale dont il n'était que le gérant.

A ce demi-souverain, à ce doyen nonagénaire des dynastes allemands, la Bavière s'apprêtait à faire des funérailles de roi. Guillaume II devait y figurer avec tous les princes régnants de l'empire. On m'avait averti de Bruxelles que le roi Albert irait, lui-même, rendre un suprême hommage au parent de notre Reine. L'empereur François-Joseph, le patriarche habsbourgeois, comptait se faire représenter par l'archiduc héritier au service funèbre de son vieil ami, le patriarche bavarois.

Je suis arrivé à Munich la veille de la cérémonie, et j'ai employé une journée à m'inscrire chez les nombreux princes de la famille royale, à faire visite au président du conseil, le baron de Hertling, en compagnie de notre consul général, M. Steub, qui me documentait inlassablement sur les particularités morales et physiques des princes bavarois. En allant recevoir à la gare le roi des Belges, j'y ai rencontré le prince Louis, fils aîné du défunt et héritier de la régence, en attendant d'être substitué au roi dément comme souverain effectif, ce qui se disait couramment à Munich. Le prince Louis avait combattu bravement les Prussiens dans la campagne de 1866. Seize ans plus tard, pendant les fêtes du couronnement du tsar Alexandre II à Moscou, ses sentiments anti-prussiens s'étaient manifestés encore, au banquet de la Chambre de commerce allemande, dans une protestation virulente contre les paroles du président, parce qu'il n'avait pas appelé les princes de l'empire les « confédérés » du roi de Prusse. Mais l'âge et le culte de la patrie commune avaient eu raison de son ancienne hostilité et des résistances de son particularisme bavarois.

Le lendemain matin, tous les acteurs et les simples figurants de la cérémonie se trouvèrent réunis dans les salons de la résidence royale, édifice de styles mélangés, agrandi à différentes époques et qui tient à la fois d'un palais, d'un casino et d'un couvent. En débouchant sur la Ludwigstrasse, il n'y a que

quelques pas à faire pour atteindre l'église des Théatins, où s'ouvre le caveau royal, où devait être célébré un court service religieux. Mais le gouvernement bavarois voulait donner aux obsèques l'ampleur d'une manifestation imposante, ayant un éclat tout germanique. Le cortège parcourut donc les principales rues et places de la vieille ville avant de revenir à son point de départ. Cette promenade funèbre se prolongea pendant près d'une heure, par une claire gelée d'hiver, devant une foule plus avide de voir que soucieuse de montrer son recueillement, entre deux haies de soldats que leur capote bleu clair différenciait des soldats prussiens. Il y avait des curieux à toutes les fenêtres et jusque sur les toits.

A la suite du char et de la famille du défunt, Guillaume II s'avançait seul, son bâton de maréchal à la main, coiffé du casque d'acier à plumes blanches et couvert du manteau gris d'ordonnance, que barrait, sur la poitrine, le grand cordon de l'aigle noir. Derrière lui, à une distance respectueuse, marchait dans le même attirail, sous l'étincellement des casques et l'ondoiement des panaches, un superbe état-major, formé de tous les princes allemands, à l'exception du roi de Wurtemberg, qu'une indisposition empêchait de participer à la cérémonie.

C'était, ma foi, un spectacle très impressionnant que celui de cette troupe princière, groupée sur les pas de son chef unique, comme une résurrection de l'Allemagne féodale, bardée de fer, faisant cortège à son empereur. Il imprimait dans l'esprit des témoins étrangers l'idée, le respect et la crainte d'une puissance formidable par sa force et son unité, d'une machine de guerre prête à entrer en action au commandement d'un seul homme. Malheur à qui aurait osé la braver! Un tel spectacle était bien fait aussi pour exalter le patriotisme et l'orgueil de cette foule qui croyait voir réapparaître devant elle tout le Saint-Empire germanique. De deuil et de tristesse publique, pas la moindre apparence. Les honneurs rendus au bon vieux prince Luitpold servaient de prétexte à ce magnifique déploiement militaire. Rien, j'imagine, ne pouvait flatter davantage la vanité et l'amour du théâtral, si puissants chez Guillaume II, qu'un pareil défilé, dont il était le héros, où il attirait tous les regards sur sa personne.

Ces réflexions et ces remarques s'échangeaient dans la file du corps diplomatique, relégué à l'arrière-garde du cortège.

Mes collègues et moi, nous marchions à la débandade, engagés dans des conversations particulières, lorgnant le public et les monuments, comme des traînards, incapables de suivre l'allure disciplinée d'un régiment, si bien que, de temps en temps, un fonctionnaire de la cour venait nous supplier d'accélérer notre marche et de serrer nos rangs.

Un banquet clôtura de façon plantureuse, à quatre heures de l'après-midi, dans la salle des fêtes du palais, l'hospitalité offerte par la cour bavaroise à ses hôtes venus de l'étranger et de tous les États de l'Allemagne. Une table d'honneur, présidée par l'Empereur, réunissait les souverains et les princes les plus importants, auxquels s'étaient jointes les princesses de la famille royale, dont les robes noires étaient la seule note de deuil parmi les uniformes chamarrés de décorations. De longues tables, dressées perpendiculairement à la première, étaient réservées aux autres convives. A la fin du repas, j'entendis un énorme éclat de rire retentir au milieu du bruit discret des conversations. « Ce n'est rien, me dit mon voisin, le docteur Kaempf, président du Reichstag, c'est le roi de Saxe un peu échauffé qui secoue la tristesse de cette réunion. »

Le banquet terminé, nous passâmes dans la salle voisine, où l'on nous rangea méthodiquement, pour permettre à Guillaume II, au prince Louis et à son fils, le prince Rupprecht, de s'entretenir tour à tour avec les invités. Dans un coin, quatre fils de l'Empereur causaient entre eux, sans vouloir se mêler aux autres princes. Dans un angle opposé se tenait, solitaire, l'archiduc héritier, François-Ferdinand, avec ses officiers. Lui aussi, renfrogné et hautain, dédaignait de frayer avec le commun des mortels. Leurs attitudes m'ouvrirent les yeux sur les véritables sentiments qui animaient, les unes envers les autres, ces Altesses germaniques, en dépit de l'unité indissoluble de l'empire et de son alliance étroite avec l'Autriche : dédain des jeunes Hohenzollern pour le fretin de princes qui les entourait; orgueil du descendant des Habsbourg, le plus vieux sang impérial, aux yeux de qui ses alliés allemands n'étaient que des parvenus.

L'Empereur donna le signal du départ, pour se rendre directement au train spécial qui le ramènerait à Berlin, et ses quatre fils lui emboîtèrent le pas, aussi rogues et aussi fiers qu'ils étaient venus. Quand le prince Louis prit congé du roi

Albert à la gare, j'eus l'occasion de causer quelques instants avec lui. Le nouveau régent était un homme de soixante-sept ans, portant, comme son père, la barbe grise et hirsute d'un vieux paysan du Danube, mais d'un esprit cultivé et d'un abord simple et avenant, un des plus intelligents, en somme, des princes allemands que j'aie rencontrés. C'est le souvenir qu'il m'a laissé, quand je l'ai revu, un an plus tard, à Munich.

En revenant le même soir à Berlin, j'emportais la vision troublante d'une Allemagne que je ne connaissais pas, l'Allemagne des princes, bien différente de l'Allemagne des bourgeois et des ouvriers, l'Allemagne guerrière qui avait ressuscité en notre siècle révolutionnaire un empire médiéval, anachronisme flagrant, avec lequel nos démocraties pacifiques auraient tôt ou tard à compter.

VII

Les nouvelles que je recueille à mon retour sont plus favorables à la paix, en ce qui concerne du moins la tension austro-serbe. L'Empereur est allé dîner chez le chancelier avec les secrétaires d'État des Affaires étrangères et des Colonies, quelques hauts fonctionnaires ministériels et des membres du *Bundesrat*. J'apprends de l'un des convives que Sa Majesté, en tenant le dé de la conversation après le dîner, a abordé les sujets politiques à l'ordre du jour et s'est déclarée extrêmement satisfaite de la réunion à Londres des ambassadeurs. Au sentiment de Guillaume II et de ses conseillers, le nuage le plus sombre à l'horizon, le conflit de l'Autriche-Hongrie et de la Serbie, paraît aujourd'hui dissipé par l'entente du cabinet de Vienne avec ceux des autres États sur la question du port de l'Adriatique et de la création d'une Albanie indépendante. C'est le cadeau de Noël que fait à l'Europe la diplomatie des grandes Puissances. Elle prend ainsi sa revanche des échecs successifs qu'elle avait subis au début des hostilités (1).

L'Autriche continue quand même ses armements, et le maintien sous les armes d'une partie de ses effectifs de guerre entretient une inquiétude et un malaise dont le commerce austro-hongrois est le premier à souffrir. La persistance de

(1) Dépêche à M. Davignon du 31 décembre.

cette menace n'affaiblit pas la tendance optimiste que je constate à Berlin. Le cabinet de Vienne, me disent ses partisans, ayant jugé une mobilisation nécessaire pour impressionner à la fois les Russes et les Serbes, ne peut vraiment pas renvoyer ses hommes dans leurs foyers, avant la conclusion de la paix balkanique et le règlement de la question serbo-albanaise. Mais la démonstration de la puissance militaire de l'Autriche n'implique de sa part aucune intention agressive et, si elle profite de l'occasion pour ordonner des manœuvres en plein hiver et acheter des fourrures de quoi vêtir ses soldats, c'est apparemment afin de les conserver en bonne santé et de compléter le matériel de ses magasins d'habillement qui laissait à désirer. Ne voyez là qu'une sollicitude et une mesure de précaution très naturelles! Je n'accepte bien entendu ces explications que pour ce qu'elles valent.

Il n'en va pas de même des pourparlers engagés à Londres pour la paix balkanique. Les négociateurs se sont heurtés à l'obstacle prévu dès la première heure, le sort d'Andrinople. On croit néanmoins, dans l'entourage de Guillaume II et dans les salons des ambassades, que les Turcs finiront par céder sur ce point capital. L'intervention des grandes Puissances empêcherait au besoin une reprise des hostilités, dont il n'y a pas d'exemple dans l'histoire contemporaine après un armistice et des négociations de paix sérieusement menées. En arriverait-on à une rupture des pourparlers, qu'il ne faudrait ni s'en étonner ni s'en alarmer outre mesure. Elle ne signifierait pas un nouveau recours aux armes, affirment les diplomates qui ont quelque expérience des procédés orientaux. Les délégués ottomans se sépareront peut-être brusquement de leurs collègues balkaniques, en faisant claquer les portes du palais de Saint James, mais ils ne boucleront pas leurs malles et ne quitteront pas Londres. Ils attendront de nouvelles instructions de Constantinople et continueront sous main les négociations. Une offensive vigoureuse des Turcs, s'ils osaient courir encore une fois la fortune des batailles, n'est pas à prévoir. La politique sévit entre eux plus que jamais; l'anarchie règne à l'état permanent dans le haut-commandement et dans le corps des officiers.

— Le temps travaille pour les Balkaniques, me déclare, de son côté, le ministre de Roumanie, qui n'est pas enclin à un

excès de tendresse à leur égard. La résistance d'Andrinople, étroitement bloquée, tire à sa fin. Il n'est pas possible que les Puissances se mettent en branle, après leur longue inaction, pour priver les Bulgares du fruit de leurs victoires.

Peut-être M. Beldiman espère-t-il qu'une fois en possession de la plus importante de leurs conquêtes et de tout le versant méridional des Balkans, les valeureux voisins de la Roumanie se montreront plus conciliants sur le chapitre de ses revendications.

L'intervention des Puissances semble en revanche très probable pour le partage des îles de la mer Égée et le règlement de la dette ottomane. La France, qui ne veut pas l'affaiblissement de la puissance turque en Asie-Mineure, ne serait pas disposée à permettre aux Grecs de s'installer dans les îles voisines du littoral asiatique. Les intérêts du public français, détenteur des deux tiers environ des titres des emprunts ottomans, font un devoir au gouvernement de la République de surveiller de près la répartition de cette dette entre les vainqueurs de la Turquie, quelles que soient les sympathies affichées par la presse parisienne pour ces derniers (1).

En attendant, le marchandage de la paix se poursuit sans relâche à Londres, le *bazarlik*, comme on dit à Constantinople, qu'il s'agisse d'affaires à traiter avec les fonctionnaires de la Sublime Porte ou de tapis à acheter aux subtils vendeurs du bazar. Les Turcs cherchent par tous les moyens possibles à gagner du temps, dans leur tenace espoir d'une intervention des Puissances ou d'une désunion des Alliés.

Pour moi, je n'ai pu partager l'optimisme des Berlinois et de quelques-uns de mes collègues, étant donné l'intérêt vital que la possession d'Andrinople présente pour la Turquie, si elle prétend encore faire figure d'État européen et conserver une bonne ligne de défense pour la protection du Bosphore. C'est pourquoi je me suis hasardé, en écrivant à Bruxelles (2), à émettre le pronostic suivant, que l'événement a malheureusement réalisé : « Les Jeunes Turcs qui personnifient la résistance à outrance tenteront sans doute un suprême effort pour forcer le gouvernement du Sultan à reprendre la lutte, avant que la famine ait contraint Andrinople à capituler... »

(1) Dépêche à M. Davignon du 23 décembre. — (2) *Id.*

VIII

L'année 1912 s'achevait péniblement, après la violente secousse de la guerre balkanique, et nos regards, fixés sur l'année qui s'avançait, ne distinguaient encore dans son obscurité que la tremblante lueur d'une paix incertaine, au moment où la nouvelle la plus inattendue est venue nous frapper de stupeur. Le 30 décembre, le journal de *Berlin à midi* imprimait en gros caractères que, ce matin même, M. de Kiderlen-Wæchter, qui s'était rendu à Stuttgart, sa ville natale, pour s'y reposer pendant les fêtes de Noël, était mort subitement d'une paralysie du cœur. J'ai appris plus tard qu'il était atteint d'artério-sclérose, la maladie des gens trop sédentaires, et qu'il n'observait pas le régime sévère que lui avait prescrit la Faculté.

La fin soudaine d'un homme d'État, terrassé en pleine force, en pleine activité, sans avoir pu donner toute sa mesure ni tenir les promesses de sa maturité, m'a toujours inspiré des regrets sincères, quand je la lisais dans l'histoire ou que j'en étais témoin dans la réalité. A la vive émotion, que j'ai partagée avec le monde politique de la capitale allemande, s'ajoutait un sentiment de tristesse personnelle. J'avais été, pendant de longues années, le collègue et l'ami de Kiderlen à l'étranger. A mon arrivée à Berlin, il m'avait accueilli avec la même cordialité qu'il me témoignait à Bucarest, et cette sympathie constante qui m'avait fort touché et qui tranchait sur son inégalité d'humeur dont se plaignaient la plupart de mes collègues, j'espérais bien en faire bénéficier mon pays, si des circonstances imprévues venaient à altérer les relations de la Belgique avec l'Empire allemand.

La dépêche, que j'ai adressée le lendemain à mon gouvernement sur cette émouvante disparition, n'avait rien d'une oraison funèbre ni d'un panégyrique. Mais elle s'efforçait de faire une part équitable aux qualités et aux défauts du défunt, en mettant en relief, à côté des procédés qu'on lui a justement reprochés, les services qu'il venait de rendre à la cause de la paix. Après la brutalité inutile du coup d'Agadir, son sang-froid en face de la crise balkanique avait contribué à prévenir l'extension de l'incendie, même lorsqu'il restait fidèle aux stipulations de la Triplice et soutenait loyalement l'Autriche-

Hongrie. La mort d'un tel homme dans un moment aussi grave, alors que toute crainte d'une guerre généralisée n'était pas écartée, pouvait être considérée comme un véritable malheur, et l'on comprenait les regrets exprimés par la presse allemande, les uns entourés de quelques restrictions, les autres aussi complets qu'ils étaient émus. Kiderlen, formé à l'école de Bismarck et corrigé par l'expérience, était un élève en train de passer maître à son tour.

Je faisais remarquer par ailleurs, dans ma dépêche, qu'il n'était pas l'unique directeur de la politique allemande. Il devait laisser au Chancelier, seul ministre responsable, le soin de tracer à grands traits cette politique à la tribune du Reichstag, comme M. de Bethmann-Hollweg s'en était acquitté récemment. Il lui restait à en préciser les détails devant le Parlement, en réponse aux interpellations adressées au gouvernement impérial. D'autre part, c'était à lui qu'incombaient tout le travail de la préparation, toute la mise en œuvre des moyens, pour lesquels il lui fallait obtenir l'approbation préalable de l'Empereur. C'était avec lui également que les représentants des États étrangers avaient à traiter, et, dans ce domaine, il se montrait très jaloux de ses prérogatives, vis-à-vis même de son chef hiérarchique, le Chancelier.

Quel rôle Kiderlen aurait-il joué, en 1914, dans l'explosion de la grande guerre mondiale, s'il avait été encore à la Wilhelmstrasse à ce fatal moment? C'est une question que je me suis posée plus tard, en le comparant à son successeur.

Malgré l'hostilité que lui avait vouée la camarilla militaire et aristocratique qui a réussi à circonvenir Guillaume II, il est permis de supposer que le Kaiser l'aurait conservé à la direction des Affaires étrangères, l'Empire manquant d'un homme de premier plan pour occuper cette fonction, de même que pour l'emploi de Chancelier.

Dans sa carrière à l'étranger, Kiderlen, lié avec les chefs de la grande industrie et de la haute banque, s'était appliqué avec succès à étendre au dehors la puissance financière et commerciale de l'Allemagne. Il aurait, je pense, continué de faire la politique pacifique qui était le plus dans ses goûts et qui convenait le mieux au développement et à l'enrichissement de son pays, quoiqu'on ait soutenu, à tort selon moi, que la guerre a eu en premier lieu des causes économiques. Mais il

était, — on l'a bien vu dans l'affaire marocaine, — un partisan décidé de l'extension coloniale de l'empire, de connivence avec son ami, le docteur Solf, secrétaire d'État aux Colonies; et sous le soleil brûlant de l'Afrique, où les Allemands voyaient miroiter des perspectives sans fin d'expansion et de colonisation, des causes de conflit avec les premiers occupants n'auraient pas manqué de surgir. Là était le vrai danger de cette politique, car Kiderlen n'aurait pas été homme à chercher toujours à réduire un différend avec les seules armes de la diplomatie. Le sentiment public en Allemagne le lui aurait, du reste, interdit après le demi-échec d'Agadir.

La partie suprême entre la Triple Alliance et la Triple Entente s'étant jouée sur l'échiquier européen, c'est alors surtout qu'il faut se demander ce qu'il aurait fait. A l'école de Bismarck et par sa propre expérience, parce qu'il avait été, plusieurs années durant, secrétaire d'ambassade à Saint-Pétersbourg, il avait appris de quel intérêt capital était pour l'Allemagne le bon voisinage de la Russie. On peut en déduire qu'il aurait tâché de ménager cette voisine, dans la dernière querelle austro-serbe, au lieu de la forcer à entrer en guerre sous la menace de la mobilisation allemande. J'ai entendu Kiderlen critiquer en termes si mordants la politique aventureuse du comte d'Aerenthal, que je suis enclin à penser qu'il n'aurait pas souffert que l'Allemagne se mît, comme elle a paru le faire en 1914, à la remorque de son alliée. L'Allemagne devait être, d'après lui, la protectrice et non la suivante de l'Autriche; dans la Triple-Alliance, la première place et le premier rôle lui appartenaient de droit, du droit du plus fort. Si donc le Souabe volontaire qu'il était eût été impuissant à contenir le courant belliqueux qui entraînait l'Allemagne impériale à la guerre, il n'aurait du moins pas voulu, j'aime à le croire, qu'un aussi épouvantable fléau se déchaînât pour un motif misérable, tel que l'écrasement de la Serbie au seul profit de la monarchie des Habsbourg, et il n'aurait pas laissé partir pour Belgrade le stupide ultimatum qui a été le signal de la catastrophe.

BEYENS.

LE MARÉCHAL DE LA FORCE

VII[1]

CATHOLIQUES ET PROTESTANTS

L'ASSAUT

Comme Louis XIII au château de Piquecos, Mme de La Force attendait, au château de Castelnau, la fin du siège. Elle était à l'affût des nouvelles. Apprenant qu'une opération de grande envergure se préparait dans le camp royal contre la ville assiégée, elle voulut avertir son mari et lui dépêcha un périgourdin protestant qui avait été quelque temps auparavant à la solde du Roi. D'après plusieurs relations contemporaines, il fut pris, dépouillé de ses lettres, reconnu, condamné à être pendu comme espion. Le malheureux demande à se convertir, et dit au Récollet qui le confesse, qu'il se voue à Notre-Dame de Montserrat et qu'il ne doute point qu'elle ne lui sauve la vie. Et de fait, la corde casse. Il est rependu « avec triple corde », qui se rompt derechef, si bien que le confesseur court demander sa grâce et l'obtient.

L'opération annoncée par Mme de La Force était certainement l'assaut général fixé au dimanche 17 octobre 1621. Ce jour-là, Louis XIII, levé à trois heures après minuit, s'était rendu sous les murs de Montauban après la messe, et son armure fleurdelysée d'or avait été portée au quartier de M. de Montmorency.

(1) Voyez la *Revue* du 15 mai.

Il est maintenant neuf heures du matin. Ces trois gentilshommes qui viennent de s'attabler là-bas et qui dînent, ce sont l'abbé Ruccellaï, le connétable et le Roi. La visite royale au camp n'est pas une simple promenade militaire comme celle du 13 octobre, où la ville, royaliste quoique rebelle, défendit de tirer, pour ne point incommoder le Roi. Lorsqu'il monte à cheval vers les onze heures, décidé à voir les attaques, Louis XIII sait bien que le spectacle n'est inoffensif ni pour lui ni pour le paisible laquais qui le suit à dix pas... Qu'est ceci ? On a tiré des remparts... le boulet vient d'emporter la tête du laquais. Pas un muscle de la figure du Roi n'a bougé. Louis XIII est d'une bravoure plus froide que l'impétueux Henri IV, mieux fait pour galoper au-devant des balles que pour les attendre. Vingt ans plus tôt, dans les tranchées de Montmélian, le Béarnais faisait instinctivement, en semblable occurrence, un rapide signe de croix et le protestant Sully, qui marchait à côté du Roi converti depuis peu, lui disait non sans malice : « C'est à ce coup que je vous reconnais pour bon catholique. »

Tandis qu'un boulet de la ville épargne Louis XIII, La Force, au Moustier, regarde par une canonnière les travaux des assiégeants, qui préparent, conjointement avec l'artillerie, l'attaque prochaine. Soudain, il se dresse au-dessus de l'embrasure, pour mieux voir, et demeure quelques instants à découvert. Un arquebusier ennemi l'aperçoit, le vise, fait feu et le manque. La Force a déjà disparu derrière le retranchement et donne ses ordres. C'est au Moustier que, vers trois heures, la brèche est le plus large, c'est là que bientôt s'acharnent les assaillants. Avec des sacs pleins de terre, les assiégés cherchent à boucher l'ouverture, mais, avec des crochets, leurs adversaires arrachent les sacs à peine placés ; de nouveaux sacs remplacent les premiers et sont enlevés à leur tour. Ce jeu de Sisyphe dure depuis fort longtemps, lorsqu'un officier cévenol entre bien avant dans l'ouverture, en dépit des mousquetades, y pousse une barrique. Une avalanche de sacs de terre cale aussitôt la barrique, le trou est obstrué. Le maréchal de Saint-Géran envoie son lieutenant La Reyneville reconnaître une dernière fois la brèche. La Reyneville constate avec surprise qu'on le laisse approcher, avec plus de surprise encore qu'il n'y a plus de brèche. Il s'en retourne, rapporte ce qu'il a

vu, et le connétable averti se résigne à ne lancer sur le Moustier qu'un simulacre d'attaque.

Ailleurs, on n'est pas plus heureux : une mine des assiégeants a éclaté à Ville-Bourbon, elle est retombée sur ceux qui l'avaient allumée. Cet accident n'a pas empêché l'assaut, un assaut long, inutile et sanglant. L'armée royale a perdu huit cents hommes, les réformés ne comptent que dix ou onze morts et, parmi eux, le pasteur Chamier, renversé par un boulet sur les remparts, tandis qu'il encourageait les défenseurs de la ville. La nuit tombe. Louis XIII, déçu, s'éloigne à cheval, remonte la pente abrupte de Piquecos. Dire qu'on l'avait placé avec le cardinal de Retz, le connétable, le Père Arnoux, M. de Puyzieulx, toute une cour, en un lieu d'où il pourrait assister à l' « hallali » de Montauban ! Dire que Raperan, secrétaire de M. de Schomberg, avait invité les commis de M. de Puyzieulx à regarder, des fenêtres de sa maison du faubourg, le passionnant spectacle d'une ville prise d'assaut ! Dire que maintenant la ville se riait de son Roi, acclamait La Force ! Il n'était Montalbanais qui ne priât pour le vieux seigneur auquel la cité protestante devait son salut, et les femmes avaient « toujours ces mots à la bouche dans leur patois : « *Eh! Diu nous consevé l'angeol!* »

Le lendemain, lundi 18 octobre, aucun des maréchaux ne se souciait d'aller à Piquecos « voir la contenance du monde ». Mais un ordre du connétable arriva : Luynes voulait que « quelqu'un du quartier le vînt trouver au château, et Bassompierre eut commandement de s'y rendre ».

LE DÉPLAISIR DU ROI

A Piquecos, on l'introduisit dans le cabinet du connétable. Louis XIII s'y trouvait avec Luynes, le cardinal de Retz, Ruccellaï et le baron de Modène. Il dit au nouvel arrivant : « Vous aviez bien toujours été d'avis qu'il ne se ferait rien qui vaille du côté de Picardie. » Le Roi désignait ainsi le Moustier, devant lequel était campé le régiment de Picardie. Bassompierre répondit : « Votre Majesté me pardonnera, mais je n'ai pas cru que tout ce que l'on proposait, réussît : néanmoins, il ne faut pas juger des choses par les événements. — Que croyez-vous, reprit Louis XIII, de cette batterie que les maréchaux

veulent faire sur ce tertre où ils font l'esplanade? — Je dis, Sire, que s'ils la peuvent faire, la ville est à nous: mais, comme nous songeons à les prendre, ils songent aussi à s'empêcher d'être pris : ce sera merveille s'ils les laissent faire cette batterie, et ils ont prou de moyens de les troubler, et si l'on leur empêche cette batterie, vous pouvez bien remettre la prise de Montauban à l'année qui vient. — Et moi, répliqua Louis XIII, je ne me voudrais plus arrêter à ce que les maréchaux veulent faire, car ce sont des trompeurs : je ne me fierai jamais à ce qu'ils me diront. »

Le connétable intervint alors pour défendre les maréchaux : « Tout beau, Sire, ils ont cru bien faire et en sont plus marris que vous : ce ne sont pas les premiers qui se sont trompés à leurs calculs. Ils répondent encore à cent pour cent que, dans cinq jours, ils pourront mettre leur canon sur le tertre, et, s'ils le peuvent faire, voilà M. de Bassompierre qui nous dit que vous êtes maître de Montauban : donnons-leur encore ce temps. » Puis, se tournant vers Bassompierre, Luynes demanda : « Mon frère de Chaulnes m'a dit plusieurs fois que M. de La Force vous avait prié de moyenner une entrevue entre eux deux. Aurait-il, à votre avis, dessein de renouer la pratique de M. de Rohan, et ne vous a-t-il point dit qu'il en eût quelque pouvoir? » Bassompierre ne croyait pas qu'après le succès de la veille, La Force acceptât de causer avec le duc de Chaulnes et d'envoyer une députation au duc de Rohan. Mais Luynes ne voulait pas renoncer à ses espérances, il dit à Bassompierre de « rajuster » l'affaire s'il le pouvait, et le laissa partir pour le camp avec sa mission.

Tandis que l'incertitude régnait au conseil, MM. du clergé étaient reçus par le Roi. Cospéan, évêque de Nantes, prenait la parole en leur nom. C'était, nous dit Héroard, un « docte et éloquent personnage ». Jamais, il n'avait paru plus éloquent : il offrait un million pour continuer la guerre contre les réformés. Ce beau million d'or ne pouvait par malheur prendre le précieux tertre où les maréchaux prétendaient installer la batterie infaillible. Les assiégés, quelques jours plus tard, faisaient jouer une mine, qui emportait le tertre et les dernières espérances des assiégeants. Bassompierre conseillait au connétable de lever le siège et ménageait une entrevue entre le duc de Chaulnes et La Force.

« Mes actions et les services que, sans intervalle depuis quarante-cinq ans, j'ai rendus au feu Roi et à Sa Majesté d'à présent jusques à cette heure, justifieront toujours de ma fidélité devant tous juges que la haine n'aura préoccupés, et me feront connaître innocent des maux qui me sont à tort imputés. » A ce discours, on a reconnu La Force. Il parle, en cette fin d'après-midi du 30 octobre 1621, à deux cents pas de la ville, non loin du bastion de la Garrigue et des « cornes » de Montmurat. Et c'est au duc de Chaulnes qu'il s'adresse, au duc de Chaulnes qui vient d'assurer que le Roi pardonnera volontiers aux habitants de Montauban et qu'il maintiendra la liberté de leur religion et leurs privilèges, mais qui reproche à La Force d'avoir été la cause de cette guerre. Entouré du comte d'Orval et des « principaux de Montauban », devant Bassompierre et les gentilshommes du duc de Chaulnes, La Force ne peut supporter pareil reproche dans la bouche du frère du favori. « Bien que ma conscience ne m'accuse d'avoir décliné des bornes du respect et obéissance envers Sadite Majesté, continue-t-il, ce néanmoins, s'il n'y avait qu'à se jeter à ses pieds pour apaiser son indignation, je serais prêt à le faire, mais mes ennemis cherchent pis que cela. Ils m'ont forcé de me jeter ici pour échapper aux traits de leur malice, où vous me voyez constant en la dévotion d'employer ma vie et celle de mes enfants aux occasions auxquelles le service de Sadite Majesté m'appellera. » Protestations éloquentes et qui ressemblent aux plaintes d'un autre disgracié, arrière-petit-fils de La Force, Lauzun, écrivant à Louis XIV un demi-siècle plus tard, une nuit d'hiver de l'année 1676. Mais alors Lauzun était enfermé dans le donjon de Pignerol et Louis XIV régnait à Versailles, tandis qu'en 1621, La Force tient Louis XIII en échec sous les murs de Montauban et il a derrière lui tout un peuple. La nuit tombe, descend sur la ville toute proche, enveloppe les bastions et les retranchements. On se sépare sans avoir rien décidé de plus important que l'envoi de cette députation qui tient tant au cœur du duc de Luynes.

La députation partit le 4 novembre 1621. Castelnau représentait La Force ; Dupuy, capitaine des gardes du comte d'Orval, représentait son maître. Cinq autres députés les accompagnaient, dont un autre Dupuy, premier consul de Montauban, et le pasteur Béraud. Les députés étaient fiers. Ils déclarèrent

qu'ils ne monteraient pas à Piquecos chercher le passeport qui leur avait été préparé : il fallut qu'on le leur apportât, et Castelnau refusa d'enlever son écharpe blanche en traversant le camp royal.

A Castres, où se trouvait le duc de Rohan, les articles de la paix générale furent dressés. Ils devaient être soumis à l'assemblée de La Rochelle et aux « principaux seigneurs de la Religion ». Les conditions offertes aux Montalbanais étaient douces, mais il devait leur paraître dur d'aller demander pardon au Roi, de recevoir dans leur ville, au nom de Sa Majesté, telle personne qu'il lui plairait en criant : *Vive le Roi!* plus dur encore d'y laisser établir un siège présidial avec un prévôt et des archers et de raser avant trois mois la demi-lune et la contrescarpe de Ville-Bourbon.

Lorsque les députés revinrent à Montauban, le 10 novembre, on rendit compte de tout au peuple réuni dans le temple. Il est rare qu'une assemblée populaire discerne ses véritables intérêts; les habitants ne virent que les articles qui les humiliaient et ne cachèrent pas leur indignation. Le traité fut envoyé au Roi et revint avec un article supplémentaire : Louis XIII demandait que l'on démolît les bastions ainsi que la demi-lune du Paillas et des Carmes. Il ne reçut jamais de réponse. Les Montalbanais sacrifièrent leur avantage particulier et le repos de tous les religionnaires de France aux répugnances de leur amour-propre.

LA LEVÉE DU SIÈGE

Disons à leur décharge qu'ils « se voyaient déjà à demi délivrés du siège ». Depuis le 5 novembre, les canons en batterie du côté du Moustier étaient emmenés au bord du Tarn, embarqués dans les bateaux qui avaient servi à supporter le pont de l'armée royale, et lentement ils descendaient vers Moissac. Le duc de Chaulnes avait eu beau demander et obtenir une nouvelle conférence aux cornes de Montmurat avec La Force et les consuls, assurer que le Roi n'avait nulle intention de lever le siège, il avait perdu sa peine. La nuit, les assiégés entendaient les voix des charretiers et les claquements de fouet qui hâtaient le déménagement de l'artillerie. Deux canons cependant, comme pour donner raison au duc de Chaulnes, étaient demeurés sur le grand cavalier de Montmurat et deux coulevrines sur les masures du Moustier. Leurs boulets tombaient

sur les maisons de la ville : « Tout le dommage qui en redonda, raconte le pasteur Joly, fut le fracas de quelques toits et cheminées plus éminentes que les autres. » Le sixième jour, les canons se turent ; la place avait reçu quatorze mille coups depuis le début du siège. Le soir, les incendies allumés par les royaux dans les huttes du Moustier, qu'ils abandonnaient, projetèrent des lueurs sanglantes sur les retranchements, les bastions et les remparts de la ville, et, comme si cette illumination eût été la parure d'une fête donnée en l'honneur de la délivrance, un huguenot des troupes du Roi jouait sur sa musette l'air du psaume 68 (67 du psautier romain) :

Que Dieu se montre seulement
Et l'on verra soudainement
Abandonner la place.

Les assiégeants du Moustier abandonnaient la place sans être inquiétés ; aussi M. de Marsillac, gentilhomme ordinaire de la chambre du Roi et l'un des entremetteurs qui étaient venus si souvent aux cornes de Montmurat, y revint-il pour demander la raison de cette discrétion.

— Vous pouvez bien vous imaginer pourquoi on l'a fait, répondit Castelnau.

— Nous avons bien jugé, reprit Marsillac, que c'était M. de La Force qui, par respect, l'avait empêché.

— Oui, dit Castelnau, mais je ne vous promets pas la même chose si, avant de vous en aller, vous ne nous venez dire adieu.

— Eh bien ! je vous le promets, repartit Marsillac.

Il tint parole ; lorsque l'artillerie eut été retirée, les tranchées évacuées, un soldat ennemi arriva sur le terrain en face de Castelnau, mit le chapeau à la main et cria par deux fois : *Adieu, Messieurs.* « Déjà, au delà des tranchées, raconte Castelnau, on voyait l'infanterie se ranger par bataillons et ils demeurèrent en cet état jusque sur le soir. » Alors ce fut, vers les tranchées abandonnées par les royaux, une ruée d'hommes et de femmes sans armes, toute la ville courant au pillage. Castelnau crie, « tempête », le flot des pillards est plus fort que lui. Il en est réduit à s'asseoir sur le terrain et à les « regarder faire », contemplant avec angoisse l'imprudence folle de cette population déchaînée. Par bonheur, les troupes royales étaient fort lasses. Plus d'un homme pensait comme ce soldat qui,

après en avoir demandé permission, était monté sur le talus du rempart et avait dit aux assiégés : « Camarades, notre camp trousse bagage. Je suis très aise d'en pouvoir retourner chez moi le moule de mon pourpoint, pour me faire habiller. Voyez-vous comme j'en ai besoin. Adieu, et dites-nous grand merci que nous n'avons pu ordonner de la marmite chez vous. »

C'est le 15 novembre 1621 que les derniers soldats de l'armée royale s'éloignèrent des remparts de Montauban. La ville salua de quelques derniers boulets l'armée qui n'avait pas su la prendre. Montauban devait sa délivrance à la bravoure de son peuple, à l'énergie de ses consuls, aux talents militaires de La Force : « La longue expérience de ce seigneur en la guerre, écrivait dès 1622 le pasteur Joly, témoin oculaire, son courage dans les difficultés, sa prudence et sa modération aux grandes affaires ont été, durant le siège, ce qu'est la suffisance et la conduite d'un pilote au navire contre les flots et les vents. » Mais les plus grands capitaines de tous les temps, Annibal luttant contre Varron, Napoléon se mesurant avec des généraux autrichiens qui ne savaient que se faire battre dans les règles, ont été servis par l'impéritie de leurs adversaires et par les circonstances, qui sont à la guerre ce que l'on peut appeler la part de Dieu. Les lenteurs des assiégeants à commencer les opérations avaient permis aux assiégés de travailler pendant des jours avec les douze cents ouvriers occupés à creuser les fossés, à élever les bastions. Les Montalbanais avaient même eu le temps de faire la récolte dans les campagnes voisines et d'assurer ainsi leur subsistance. La ville d'ailleurs n'avait jamais été complètement investie. Le duc d'Angoulême, négligeant de se poster avec sa cavalerie entre Castres et Montauban, n'avait pas coupé les Montalbanais de tout secours. Que dire des bravades héroïques du duc de Mayenne ! Toujours entouré de gens de mérite, il s'était montré téméraire pour lui et pour les autres, faisant périr quantité de seigneurs, qu'il avait suivis lui-même dans la tombe. Enfin, l'automne et les fruits aidant, les tranchées avaient été dévastées, écrivait le duc de Luynes au duc de Montbazon, par « une grande et incomparable maladie ». La contagion n'atteignit les assiégés que plus tard, lorsque le siège était levé et le Roi parti.

Louis XIII avait quitté Piquecos le 6 novembre et s'était installé pour une semaine à Montbeton, à une lieue à l'ouest de

Montauban. En quittant, le 14 novembre, le château de Montbeton, qui appartenait à deux cousins de La Force, Jean et Hercule de Caumont, frères consanguins dont l'aîné était protestant et le cadet catholique, Louis XIII y laissa mettre le feu. Le marquis de Castelnau observe, dans ses *Mémoires*, que, « selon la bienséance », le château « devait être épargné, puisque le Roi y avait logé ». Excusons ce manque de « bienséance » et comprenons l'exaspération de Louis XIII. Elles sont bien mélancoliques, sous leur calme apparent, ces lignes qu'il adressait à la Reine, le 20 novembre 1621, alors qu'il était déjà à Toulouse : « Madame, les violentes et continuelles maladies n'ayant point cessé d'affliger ma Cour et mon armée depuis trois mois, j'ai été obligé, pour sauver ce qui m'en restait, de divertir mes troupes et de changer d'air. »

Ce changement d'air n'était qu'un faible remède. Suisses et mousquetaires sortaient, avec un soupir de soulagement, des tranchées devenues infectes, l'infection ne les abandonnait pas; les cavaliers sautaient gaiement en selle, les maladies montaient en croupe et galopaient avec eux. Vraiment le « pain » que mangeaient le Roi et le connétable, était d'une étrange « farine ».

LA MORT DU FAVORI

Ce mardi 7 décembre 1621, Louis XIII ne savait comment « tromper son déplaisir ». Il y avait près d'une semaine qu'il avait établi son quartier général au château de Longuetille sur la rive gauche de la Garonne, à dix lieues en aval d'Agen, à une lieue en amont de la petite ville de Monheurt, dont le gouverneur, le marquis de Mirambeau, fils du royaliste Pardaillan, avait eu l'audace de fermer les portes au Roi : il avait fallu entreprendre un siège en règle. Louis XIII ne pouvait dissimuler son agitation. Tantôt il allait voir les bateaux assemblés sur la Garonne, tantôt il visitait les tranchées, puis il se rendait à sa volerie et subitement disait : « Je m'en vais chez M. de Schomberg. » Ce déplaisir, cette agitation avait une cause : depuis le 3 décembre, le connétable était malade. La fièvre pourpre n'avait pas tardé à se déclarer. Le 8, il se confessait au Père Recteur des Jésuites d'Agen, accouru tout exprès, communiait fort pieusement et pardonnait à tous ses

ennemis. Le 15, il était mort. Heureuse mort, si l'on en croit Richelieu, « en ce qu'elle prit le connétable au milieu de sa prospérité, contre laquelle se formaient de grands orages, qui n'eussent pas été sans péril pour lui à l'avenir: mais elle lui sembla d'autant plus rude qu'outre qu'elle est amère, comme dit le sage, à ceux qui sont dans la bonne fortune, il prenait plaisir à savourer les douceurs de la vie et jouissait avec volupté de ses contentements. Il en était encore en la fleur et au temps que la jouissance en est plus agréable, et, quant à sa fortune, elle ne faisait encore que de le saluer ».

Le cadavre du tout-puissant connétable fut embarqué sur la Garonne, débarqué à Bordeaux, embaumé, expédié par le fleuve à Blaye, d'où il devait être transporté jusqu'à Tours. Le comte de Souvigny, qui remontait la Garonne de Bordeaux à Saint-Macaire, avait croisé, non loin de La Réole, le bateau dans lequel on l'avait rangé « parmi des valets et du bagage ». Plus loin, du côté de Tours, le marquis de Fontenay-Mareuil aperçut le cercueil dans un chariot arrêté au bord du chemin : les mêmes « valets jouaient au piquet sur ce cercueil, tandis qu'ils faisaient repaître leurs chevaux ». Le cadavre, traité avec une si odieuse inconvenance, fut honoré de solennelles obsèques dans la cathédrale de Tours, puis inhumé à Luynes, dans la collégiale Notre-Dame du Saint-Sépulcre.

Tout le monde voyait que Louis XIII n'était pas accablé outre mesure par la catastrophe : « J'éprouve en vérité, avait-il dit, une grande douleur. Je l'ai aimé malgré ses défauts, parce qu'il m'aimait. » A présent que le favori était mort, les défauts que Louis XIII avait supportés, paraissaient insupportables. Le Roi pouvait se rappeler l'habileté avec laquelle le défunt l'avait circonvenu. « Il n'y avait finesse, nous explique Richelieu, dont il ne s'avisât pour décevoir l'esprit du Roi en sa faveur et au désavantage de tous les autres, soit en l'environnant de toutes ses créatures, ne permettant qu'aucun autre en approchât, se faisant rendre un compte exact de toutes ses actions, de ses gestes et de ses paroles, de tous ceux qu'il avait vus et de ce qu'ils lui avaient dit, soit en lui faisant de faux rapports et supposant des calomnies contre ceux qu'il voulait éloigner de ses bonnes grâces, ne manquant pas d'avoir de faux témoins apostés pour cela, et généralement le tenant en défiance de tous ceux qui n'étaient pas tout à fait à lui, sans permettre que per-

sonne prît part si avant en sa bienveillance, qu'il n'eût déjà préparé dans l'esprit du Roi des semences de défaveur pour s'en servir quand il voudrait. » Louis XIII se sentait délivré. La Force aussi. L'ennemi de sa maison était abattu. « Le connétable, constatent les *Mémoires* du futur maréchal, avait causé assez de mal à cette famille, on le tenait l'auteur de tous leurs désavantages. »

UN TERRIBLE VOYAGE

Le 15 novembre 1621, La Force avait été décapité à Bordeaux, avec son fils aîné, le marquis de La Force, et son sixième fils, le marquis de Montpouillan... Il est vrai que ce n'était qu'en effigie. Mais l'arrêt qui les condamnait à mort, ordonnait que leurs biens fussent confisqués, leurs maisons rasées. L'exécution des maisons, surtout des maisons de plaisance, était beaucoup plus facile que celle des personnes, qu'il eût fallu saisir au milieu de leurs gens d'armes. Celle du château de La Force fut confiée par Louis XIII au mari d'une bâtarde de Henri IV et de la belle Gabrielle, Charles de Lorraine, deuxième duc d'Elbeuf, dont Saint-Simon dit assez drôlement qu'il était « un diminutif des Guises, mais sans avoir aucun mérite qui fît souvenir d'eux ». La Force était encore à Montauban, où le retenaient les fatigues du siège et la maladie. Les marquis de La Force et de Montpouillan se trouvaient à Sainte-Foy, près de Bergerac. Ils y étaient accourus de La Rochelle, après avoir soutenu, devant les murs de la cité protestante, maints glorieux combats contre le duc d'Épernon, qui en ravageait les alentours; ils avaient été appelés en Guyenne par le marquis de Théobon, gouverneur de Sainte-Foy, et suppliés de commander la garnison de la petite place. Théobon avait reçu de son beau-père, M. de Pardaillan, royaliste et disposé à se convertir au catholicisme, le gouvernement de Sainte-Foy, mais il était protestant et disposé à se révolter. Il avait été convoqué, avec d'autres seigneurs, au village d'Abren, voisin du château de La Force, par la marquise de Castelnau. « Inspirée de l'esprit de Dieu et poussée d'une générosité extraordinaire et d'une résolution qui n'est pas commune à son sexe », nous dit son époux, elle avait quitté le château de Castelnau (près de Sarlat) et formé le projet de surprendre Bergerac, d'y entrer à la tête

d'une petite troupe et d'égorger, avec la complicité des habitants, la garnison, qui était peu nombreuse. Les hardis compagnons s'étaient mis en marche ; ils étaient déjà fort près des murs, lorsqu'un coup de pistolet, tiré du milieu de la troupe par un faux frère, avait donné l'alarme à la garnison. Parvenus à petite distance du fossé, ils avaient trouvé le pont gardé et levé. Il avait fallu se réfugier à Sainte-Foy.

De Sainte-Foy, les marquis de La Force et de Montpouillan avaient fait, le 26 novembre, une entreprise sur Gontaut (à une lieue de Monheurt), rompu les portes, escaladé les murailles, taillé en pièces la compagnie du connétable, et le marquis de La Force avait reçu dans le ventre une mousquetade que son armure avait rendue presque aussi inoffensive que la hache de Bordeaux.

La Force était appelé en Basse-Guyenne et par les dangers que courait sa maison et par ses fils. Le pays semblait de nouveau prêt à la rébellion, et les protestants avaient su déjouer les pratiques de M. de Pardaillan, à qui le Roi avait promis le bâton de maréchal, s'il maintenait les seigneurs dans le devoir. Avant même que fût levé le siège de Montauban, Pardaillan s'était rendu à Monheurt, pour morigéner son fils, mais il n'avait pas osé pousser jusqu'à Sainte-Foy, pour morigéner son gendre, et il s'était installé à Gensac, à vingt lieues de Monheurt, à quatre de Sainte-Foy, dans la maison de l'avocat Nauze. Entouré d'ordinaire de quatre ou cinq personnes qui lui servaient de secrétaires, il dictait des lettres sédatives pour tous les seigneurs de la province. Son zèle épouvantait M. de Savignac d'Eynesse, l'un de ceux « qui avaient paru le plus échauffés et désireux d'engager tout le monde à prendre les armes ». Ce Savignac était un huguenot fort pieux, il s'était retiré dans un bois pour prier. Là, il avait supplié le ciel de l'inspirer, puis il avait pris sa résolution, emmené vingt mousquetaires avec lui, pénétré dans Gensac, marché droit à la maison de Pardaillan. Celui-ci, qui dictait des lettres, entendant un grand bruit dans l'escalier, avait aussitôt « quitté l'écriture » ; il avait ouvert la porte, le pistolet dans une main, et s'était trouvé en face de Savignac et de sa troupe, qui débouchaient dans la galerie. Trois coups de mousquet l'avaient étendu roide mort. Le secrétaire avait eu le temps de sauter par la fenêtre, le valet de chambre avait été tué d'une mousquetade dans les

reins, au moment où il allait imiter le secrétaire, et un prêtre, M. d'Allemans, avait subi le sort du valet de chambre. On raconte que Théobon était venu conférer avec Savignac d'Eynesse, qu'il avait vu le corps de son beau-père étendu sur des fagots sous la halle, et ne s'en était pas « formalisé autrement ».

La Force, pour rejoindre son gouvernement de Basse-Guyenne, ne pouvait prendre la route directe, qui était interceptée par la cavalerie du duc d'Angoulême. A peine remis de son indisposition, il monte à cheval. Castelnau va partir avec lui. Une troupe nombreuse l'accompagne. Tous les cavaliers sont déjà en selle, les habitants de Montauban l'acclament, et le pasteur Béraud prie Dieu de le conduire. La Force va rejoindre à Saint-Antonin son fils d'Eymet et son gendre d'Orval, fils de Sully. Il laisse d'Eymet, gouverneur de la ville, et emmène d'Orval. On se dirige sur Figeac, gros bourg dont Sully est le maître, puis, une lieue plus loin, sur Capdenac, l'imprenable citadelle où l'ancien ministre de Henri IV « avait établi sa demeure pour la sûreté de sa personne et de son argent ». La Force a grand besoin de fonds. D'Orval fait espérer à son beau-père que son père se montrera généreux. Mais Sully voit, sans aucun plaisir, La Force installer à Figeac et à Capdenac des gens de pied et de cheval ; il n'aime pas beaucoup cette manière de mettre garnison chez lui, il aime peu la rébellion, il aime encore moins à entr'ouvrir ses coffres ; il se plaint de son fils, il le menace. L'argent de Sully reste dans les coffres, et la garnison de La Force dans la ville, tandis que d'Orval tout effrayé se retire à Figeac, « avec résolution de ne plus hanter son père pour éviter les inconvénients qui en pourraient arriver ».

La Force et Castelnau se remettent en route. A Saint-Céré, dans la vicomté de Turenne, ils sont accueillis par des mousquetades ; ils trouvent porte close à Beaulieu et doivent « se contenter du faubourg ». Quel voyage ! Les cavaliers chevauchent vingt-quatre heures de suite « sans repaître », par la grêle et la neige. Des châteaux, il pleut des balles ; les haies cachent des arquebuses ; parfois, on arrive de nuit devant une rivière qui n'a ni pont, ni bac ; un coureur traverse à la nage l'eau glacée, pour ramener quelque bateau, et, le bateau ramené à grand peine, quand une partie des chevaux a passé, voici, dans la prairie qui borde la rive, « quantité de bluettes de

mèches » trouant les ténèbres, se hâtant vers le passage : ce sont des mousquetaires ennemis qui s'avancent, mousquets chargés, mèches allumées, et Castelnau ne les arrête qu'en feignant de disposer d'une infanterie nombreuse, qu'en jetant à des tirailleurs imaginaires ce commandement qui retentit dans la nuit : « Mousquetaires, repassez de delà. »

Mais tous les châteaux ne sont pas hostiles. La Force entre enfin en Périgord. Non loin de Carlux et de sa colline, M. de Bourzolles, seigneur du lieu, qu'il a fait avertir, se présente à la tête d'une compagnie de gens de cheval. Il reçoit les voyageurs dans sa maison, et, le lendemain, les accompagne jusqu'à Castelnau. Le soleil était déjà couché, et l'ombre du soir descendait sur l'ample et verte vallée de la Dordogne, qui s'étale entre de hautes falaises couronnées de places de guerre et de tours féodales, lorsque La Force gravit, — avec quelle joie, on le devine, — la rude pente qui conduisait au nid d'aigle où sa femme l'attendait depuis six mois. Pauvre femme! Elle n'avait eu de nouvelles, nous dit-il, « que par le bruit du commun, et, d'affection, avait toujours été malade de grosses fièvres ». Le voilà malade à son tour. Mais il n'a loisir de l'être qu'un peu plus d'une semaine. Déjà le marquis de La Force l'appelle à Sainte-Foy, lui mande que le duc d'Elbeuf assiège Gensac. La Force quitte le château de Castelnau en litière, « rallie de tous côtés ceux du parti ». Castelnau, qui est allé voir sa femme au château de Cugnac, près de Bergerac, arrive à Sainte-Foy le même jour que son père. Au-devant du vieux guerrier, le marquis de La Force est venu lui aussi avec « une belle troupe » dont les gens de pied, douze à quinze cents hommes, sont commandés par le marquis de Montpouillan. Le père et ses trois fils marchent dès le lendemain sur Gensac. Le duc d'Elbeuf ne les attend pas et se retire à Bergerac. La Force ravitaille Gensac, met la petite ville de Montravel en état de défense; Castelnau se jette dans Monflanquin, répare les brèches, construit des demi-lunes. Ces places, qui avoisinent plus ou moins Bergerac, le duc d'Elbeuf se garde bien de les attaquer. Il sait trop qu'elles pourront se défendre, mais il se laisse aisément persuader d'aller ruiner un château tout proche et dont la ruine sera facile, cette belle maison de La Force dont on aperçoit de deux lieues les hauts pavillons, « qui n'a été bâtie que pour le plaisir, où quelques pauvres gens se sont retirés

pour être hors du bruit de la guerre ». En vain, une négociation se lie entre Bergerac et Sainte-Foy ; en vain, La Force objecte que « sa maison ne fait point la guerre » ; en vain, des seigneurs catholiques, MM. de Bourdeille, de Lauzun, de Gurson, de Ribérac, de Chambret, mandés par le duc d'Elbeuf, apportent les mêmes objections que La Force, intercèdent en faveur de sa maison, « offrent d'en répondre », Elbeuf ne veut rien entendre. La Force se contenta d'observer que le précédent était grave, « que chacun avait des maisons à perdre et que, si on attaquait la sienne, il mourrait ou la secourrait ».

AU CHATEAU DE LA FORCE

La Force n'avait pas tort : son château était une maison de plaisance. Il l'avait bâtie pour Mme de La Force, avec amour. « Si vous êtes brave femme, lui avait-il écrit un jour, le 11 juillet 1614, vous nous viendrez voir à La Force et dire un peu votre avis sur le bâtiment. Je plaindrais fort ma peine et mon argent, si vous ne voulez participer au contentement. » En 1622, les écuries magnifiques, — souvent comparées à celles de Chantilly, — qui fermèrent plus tard l'avant-cour du côté du plateau, n'existaient pas encore et la maison était précédée d'un jardin de cyprès et de lauriers, que Castelnau trouvait « assez beau ». Mais elle tenait aussi de la forteresse par les fossés profonds qui l'entouraient, par ses assises puissantes, par la position qu'elle occupait à l'extrémité du coteau, sur un éperon, avançant, tel un vaisseau de haut bord, vers la vaste plaine de la Dordogne. Lorsque, de chambre en chambre, on faisait le tour de l'immense hexagone, on voyait, par les nombreuses fenêtres, le jardin, puis la plantureuse vallée; au loin à l'occident, on découvrait Sainte-Foy, au midi la Dordogne et les collines de la rive gauche, enfin Bergerac à l'orient. D'une chambre de la façade qui formait la proue du navire, on voyait en même temps et Bergerac et Sainte-Foy, villes protestantes qui obéissaient l'une à un maître catholique, le duc d'Elbeuf, l'autre au protestant La Force.

Mais, ce 30 janvier 1622, ni M. de La Force, ni M. d'Elbeuf n'étaient dans leurs villes respectives. La Force venait de sortir de Sainte-Foy, il avait passé la rivière avec ses troupes, il

marchait rapidement sur le bourg d'Abren, situé à quatre mille pas à l'ouest du château, à trois mille de l'Eyraud, affluent qui court du nord au sud, vers la Dordogne. Quant à d'Elbeuf, il y avait déjà trois jours qu'il se trouvait sur le plateau avec trois mille hommes et quatre pièces d'artillerie. Ces coups de canon qui ébranlent tout le château, c'est lui qui les fait tirer. Plus de trois cents boulets ont percé à jour l'un des pavillons. Les écuries, où l'on entre par le fossé, le feu les a détruites. Coupés les lauriers, brûlée l'admirable allée de cyprès, brûlée la basse-cour, brûlées soixante maisons de la ville et des alentours. On peut craindre que la superbe demeure que Henri IV aidait à élever quinze ans plus tôt, ne s'écroule sous les boulets de Louis XIII, entraînant dans sa ruine le buste du bon Roi dont le visage de bronze sourit sur la cheminée de la grande salle. Bien que défendus par vingt huguenots intrépides, que La Force avait jetés au dernier moment dans le château, les gens qui s'y étaient réfugiés et qui n'étaient pas « gens de grande défense », montrent des figures de plus en plus inquiètes. Le soleil a disparu du côté d'Abren : encore un jour qui passe, sans que M. de La Force soit venu au secours de sa maison que le canon démolit. Et pourtant, ce matin même, un gentilhomme béarnais, dépêché par lui, disait son arrivée prochaine. Nulle troupe amie sur le plateau, nulle troupe amie dans la plaine. Mais si... Ces fanfares qui soudain éclatent, les assiégés les ont reconnues, les assiégeants aussi. Ce sont les trompettes de M. de La Force. Il est au pied du château, dans les champs et les prairies qui s'étendent jusqu'à la Dordogne, avec sa troupe rangée en bataille, cinquante chevaux et deux cents hommes. Il a laissé au pont qui franchit l'Eyraud et assure ses communications avec Sainte-Foy, le gros de sa petite armée, treize cents arquebusiers que commande Montpouillan et trente cavaliers qui ont pour chef le marquis de La Force. Il sonne, pour avertir la garnison du château, pour inquiéter les ennemis, dont il veut attirer une partie dans la plaine, car il compte tourner son adversaire et le battre sur le plateau. Aussi revient-il promptement au bourg d'Abren, il y attend ses éclaireurs. Il apprend bientôt que l'ennemi déloge, qu'il descend à grand bruit dans la plaine, qu'il se retire sur Bergerac : fuite ou feinte? Avec quelle joie, La Force « fait sonner à cheval » ! Ses enfants sont plus impatients que lui. Il modère leur ardeur; il

ne tarde pas à voir que l'on ne peut plus attaquer M. d'Elbeuf sur le plateau. M. d'Elbeuf y a laissé le régiment de Bourdeille et la compagnie de Seignan, prêts à se saisir du pont si les protestants l'abandonnent : il est déjà en bas dans la prairie, avec ses quatre canons, adossé à l'éperon sur lequel s'élève le château. La nuit est venue depuis longtemps, et la lune, en son plein, brille au ciel, baignant de sa pâle clarté la brume où s'agitent les troupes. Sûrement, des fenêtres du château, on pourra suivre les phases du combat. L'artillerie commence à tonner. Un boulet renverse à côté de La Force le cheval du baron de Beynac. Le marquis de la Force crie qu'il faut charger, mais son père sait bien que sa cavalerie est peu nombreuse et que les canons coucheront sur le sol jusqu'au dernier cavalier : « Laissons-les tirer leur artillerie, dit-il : il fera meilleur donner après, car, s'ils attendent que nous soyons prêts à choquer, cela nous ruinerait fort. »

L'ennemi, comprenant son calcul, a cessé le tir. Trois longues heures d'observation coupées de simples escarmouches. La Force craint le jour, qui montrera au duc d'Elbeuf l'armée protestante bien inférieure en nombre à l'armée catholique. Il déplace donc ses troupes, et, pour tromper les regards de l'ennemi, laisse, comme un rideau, le premier rang de chaque bataillon et de chaque escadron. Déployant ses arquebusiers à quinze cents pas en arrière, il les embusque à droite et à gauche, dans des fossés, derrière des haies, et les cavaliers viennent se poster au milieu, un peu en avant des tirailleurs. C'est au cours de cette habile manœuvre que La Force rencontre le régiment de Bourdeille, qui descend du château et qu'il prend pour une troupe amie... Rude déception, mais rude et brillante mêlée, où le régiment de Bourdeille perd trois cents hommes, l'enseigne colonelle et deux drapeaux. M. d'Elbeuf s'avance alors... Soudain, il voit les arquebusiers à droite et à gauche, il s'arrête avec ses cavaliers et demeure en la même « posture près d'une heure et demie ». L'aube approche. La Force, redoutant pour ses hommes les ravages de l'artillerie royale, s'il ne leur a pas donné « une meilleure assiette », quand le jour permettra aux pointeurs ennemis de tirer presque à coup sûr, déplace encore ses arquebusiers et les dispose dans une sorte de ruisseau qui traverse toute la plaine. L'ennemi découvre cette nouvelle manœuvre... Trop tard! la

ravine est profonde et les arquebusiers, bien à l'abri, arrêtent âprement les troupes catholiques.

Sous la lumière grise de l'aube d'hiver, la garnison du château de La Force put distinguer les troupes de M. d'Elbeuf qui remontaient sur le plateau. Quoi! le duc allait-il recommencer le siège et les canons leur œuvre de démolition? C'est la question que se posait La Force. Il reste une demi-heure dans la plaine, puis se retire au bourg d'Abren, décidé, la nuit venue, à tourner l'ennemi sur le plateau, quand on lui annonce, vers une heure de l'après-midi, que « tout déloge » : M. d'Elbeuf s'éloigne dans la direction de Bergerac. Retraite définitive cette fois. Cédant aux instances de M. de Bourdeille, M. d'Elbeuf a consenti à proclamer la neutralité du château. Il n'est pas vaincu, puisque La Force, dont les pertes sont d'ailleurs aussi grandes que les siennes, ne pourrait le joindre à temps avec son infanterie et n'ose le poursuivre avec une cavalerie peu nombreuse. C'est ce que La Force lui-même dit à ses gentilshommes qu'emporte une ardeur irréfléchie : « Nous avons fait ce que nous voulions faire, qui est de faire lever le siège ; contentons-nous ; aussi bien les hommes et les chevaux, tout est harassé, prenons notre retraite! » Il la prit sur l'heure, non sans avoir « rafraîchi » les défenseurs du château. Sa maison demeurait, nous dit-il, « incommodée d'un pavillon entièrement ouvert d'environ quatre cents coups de canon et de quelques coups perdus dans les croisées, dans les toits et dans les cheminées ».

PRISES DE VILLES

« Jacques-Nompar de Caumont, marquis de La Force, baron de Castelnau, etc., capitaine de cent hommes d'armes, gouverneur et lieutenant général pour le Roi en ses royaume de Navarre et souveraineté de Béarn, chef et général de la Basse-Guyenne. Aux consuls, syndics, cotisateurs, collecteurs, manants et habitants de la juridiction de Castelnau et Saint-Pompont, salut.

« Vue par nous, la commission à nous envoyée par l'Assemblée générale des Églises réformées de France et souveraineté de Béarn, tenant à La Rochelle, par laquelle nous est mandé qu'ayant été contrainte avec un indicible regret de recourir aux moyens naturels et légitimes, pour les opposer à la violence

et oppression des ennemis de l'État et conserver, en tant qu'en elle est, l'autorité du Roi et de ses édits, la liberté de leurs consciences et sûreté des villes à eux accordées, etc., etc. »

Un si bel exorde ne pouvait précéder qu'une demande d'argent. La Force levait en Périgord une imposition de trois cent mille livres, et les intéressés apprenaient sans plaisir qu'ils seraient traités en ennemis, s'ils ne venaient à Sainte-Foy apporter leur beaux deniers à maître Zacharie Larquest, le digne religionnaire qui était chargé de les recevoir. La guerre coûtait en effet plus cher que jamais. Lorsqu'il se présentait, comme l'année précédente à Tonneins, quelque marchand offrant de fournir trois cents mousquets, il ne fallait pas, faute d'argent, « laisser passer cette commodité ». A moins d'un demi-écu, il était difficile de se procurer une bonne pique. Les sièges perpétuels, les places éternellement prises et reprises en consommaient des brassées. Montravel sur la Dordogne, à deux lieues en amont de Castillon, à quatre en aval de Sainte-Foy, n'est pas plus tôt fortifié, muni d'armes et pourvu de vivres, que M. d'Elbeuf vient de Bergerac pour en « dénicher la garnison ». Voyant toutes les troupes royales de Guyenne occupées devant Montravel et « l'entre-deux des rivières de Garonne et Dordogne assez libre », La Force se hâte d'aller, avec le marquis de Lusignan, surprendre, à vingt lieues au sud-est, Clairac sur le Lot.

Une jeune fille de la ville, Mlle de Gaillac, a demandé à M. de Bachelier, dont le régiment garde Clairac, la permission de se rendre à sa maison située sur le rempart, afin d'y « mettre ordre à ses meubles ». La maison, où d'ailleurs est établi un corps de garde, se confond avec la muraille. La demoiselle a amené son valet de chambre, qui est huguenot, et le maçon Pierre Pradier, à qui le ministre Ferran et elle-même ont promis cent écus. Le maçon, aidé du valet de chambre, a pratiqué dans la paroi de la maison un trou, qu'il a masqué au moyen d'un tonneau. Son travail a été d'autant plus facile que Mlle de Gaillac a gagné à ses desseins le sergent qui, en l'absence du capitaine et du lieutenant, commande à toute une compagnie. Trente protestants, la nuit venue, s'approchent de ce trou, y pénètrent malgré l'alarme donnée par la sentinelle, débouchent, aux cris de *Tue! Tue!* dans la ville endormie, massacrent une partie de ses quatre

cents défenseurs, qui s'imaginaient avoir affaire à toute une armée.

Clairac enlevé, La Force court, une lieue plus loin, assiéger Tonneins sur la Garonne : il veut se saisir d'un passage sur le fleuve, il veut que les villes de la rive gauche puissent lui envoyer des secours. Tonneins-Dessous n'a plus de remparts, Tonneins-Dessus n'en a pas davantage, mais le gouverneur royal, M. de La Vauguyon, s'est réfugié dans la citadelle, qui se dresse entre les deux villes. Surpris à son tour, il capitule, il ouvre les portes du château en criant : « Miséricorde ! »

Cependant le duc d'Elbeuf s'est emparé de Montravel. La Force, qui revenait débloquer Montravel, apprend, en passant à Eymet, que les assiégés ont capitulé. Il sait que d'Elbeuf va traverser la Dordogne vers Castillon, pour se rendre à Montségur ; il ne doute pas que toute la noblesse qui accompagnait le prince, lasse des fatigues du siège, ne soit rentrée dans ses châteaux et que le prince lui-même ne le croie encore à Tonneins-Dessus. La Force, à la tête d'une cavalerie nombreuse, chevauche jour et nuit pour lui couper la retraite, mais il le manque, regagne Tonneins, et malgré une puissante armée de secours (deux cents chevaux et quinze cents hommes de pied) va s'emparer de Granges, repaire de « tous les mauvais garçons » et « magasin de tous les vivres du pays ».

L'acquisition était précieuse. Granges est située sur le Lot, à deux lieues au nord-est de Clairac. La Force prévoyait que, par le Lot et la Garonne, on pourrait sans difficulté ravitailler Tonneins. Le 12 mars 1622, M. d'Elbeuf et le maréchal de Thémines, qui avait remplacé le duc d'Angoulême à l'armée du Languedoc, firent leur jonction à Marmande et décidèrent de marcher sur Tonneins le lendemain. La Force se hâta d'y rentrer. Il assista, de la ville haute, qu'on fortifiait, à l'occupation de la ville basse, qu'il était impossible de défendre. Cette ville haute n'était pas entièrement investie, et du côté de Clairac, les troupes protestantes occupaient dans la campagne des maisons dont « l'assiette était excellente », les fossés creusés suivant toutes les règles de l'art, les avenues munies de solides barricades.

SUR LA ROUTE DE CLAIRAC

La Force, Castelnau et Montpouillan se trouvaient au temple : ils « oyaient le prêche » ce dimanche matin 20 mars, jour des Rameaux, et « se disposaient à faire la cène », lorsqu'on vint les avertir que la cavalerie et l'infanterie royales se mettaient en bataille, et qu'« on voyait même marcher après eux des pièces d'artillerie ». Montpouillan, que son père avait nommé gouverneur de Tonneins, sort aussitôt du temple. L'office terminé, La Force sort à son tour. Le voici qui « observe la contenance de l'ennemi » ; le voici qui « mange un morceau », car la journée sera rude ; le voici avec Castelnau, visitant les fortifications, pauvres fortifications, pauvres bastions protégés par de simples barriques, dont il suffirait à l'assaillant de renverser une seule, « pour s'en rendre l'entrée facile ». La Force arrive enfin au bastion sur lequel est bâtie la maison où il loge. C'est de là que l'on peut le mieux suivre les mouvements de l'armée royale. Le coude appuyé sur l'épaule d'un ancien laquais, aujourd'hui au service de M. de Montpouillan, il regarde, mais tout à coup, il sent l'épaule qui se dérobe, il chancelle : le laquais vient de tomber mort d'une mousquetade en plein front. La Force monte à cheval pour inspecter les corps de garde établis en dehors de la ville. Castelnau le suit comme il peut sur une rosse. Il vient de commander à ses gens de courir jusqu'à Clairac lui amener son cheval et lui apporter son armure. Aucun de ses soldats n'est près de lui. Volontaires « à qui l'on ne peut ordonner que ce qui leur plaît », ils ont profité de cette matinée des Rameaux pour aller ouïr le prêche à Clairac ou ailleurs.

Cependant La Force a visité les défenseurs des corps de garde : il les a exhortés à faire leur devoir ; il leur a montré leurs positions presque inexpugnables, et, dans le cas d'un revers, leur retraite assurée vers Tonneins. Il cause maintenant à l'écart avec MM. de Théobon et de Saint-Léger, qui le supplient de ne pas se laisser enfermer dans la ville assiégée. S'il se tient en observation dans Clairac, il sera toujours à même de tomber sur les assiégeants. La Force s'éloigne dans la direction de Clairac. Mais l'ennemi s'est approché petit à petit avec les canons. Les boulets battent déjà les terrasses

d'une maison en ruines qui sert de poste avancé. Soudain, à quelque distance, le feu prend à une autre maison. Les défenseurs du poste avancé l'abandonnent, ceux de la maison qui brûle, suivent leur exemple, bientôt suivi par tous les postes. Pas un corps de garde qui ne flambe, incendié par ses propres soldats, tandis que les royaux accourent en poussant des cris. Mille hommes d'élite, que commande M. de Bourg l'Espinasse et que soutient le duc d'Elbeuf avec deux cents chevaux et six cents fantassins, attaquent une grande maison de pierres de taille, située à cinquante pas de la contrescarpe, où La Force venait souvent coucher. Après maint combat, la maison tombe entre leurs mains, livrant la cornette de La Force, son lit, sa vaisselle d'argent, et, ce qui est plus précieux encore, une position d'où l'on pourra incommoder Tonneins.

Castelnau est impuissant à rallier les fuyards. Au moment où il cherche à savoir ce qu'est devenu son père, il rencontre un de ses gens qui lui amène son cheval et lui apporte son armure. Il apprend de cet homme que son père se retire à Clairac et que Théobon commande l'arrière-garde. Il se place entre La Force et Théobon et cherche vainement à retenir le flot épouvanté des fuyards, qui entendent au loin derrière eux la clameur de l'infanterie ennemie montant à l'assaut de Tonneins, et plus près, toujours plus près, le bruit de la poursuite, les deux cents mousquetaires, les deux cents piquiers, les deux cents chevaux que le maréchal de Thémines a lancés à leurs trousses. Voici deux routes d'inégale largeur : la petite conduit à Clairac, la grande à Unet. Les fuyards prennent la grande.

Sur la route de Clairac, trois cavaliers ennemis cherchent à joindre La Force. Il les tue tous les trois. La poignée d'hommes qui l'a suivi, en expédie un quatrième qui essaie de sauter le fossé de la route; quant à Castelnau, il vient de prendre son contrepied et d'attaquer l'un des poursuivants, M. de Miremont, qui avait juré de tuer La Force ou de se faire tuer. Castelnau lui a « gagné la croupe, il a rencontré par hasard le défaut de la cuirasse, et lui a mis son épée dans le corps, laquelle, racontent ses *Mémoires* avec une précision digne du bon Homère, s'engagea en tel lieu, que, pour la retirer, il fut contraint d'y mettre les deux mains, encore fut-elle toute faussée, et, en la tirant, il porte par terre Miremont, qui ne

dit autre chose sinon : Ah! je suis mort! » Intimidés, les soixante cavaliers que commandait M. de Miremont, ne tentent pas de venger la mort de leur chef et de charger, — charge qui eût assurément amené la capture de La Force et des siens. La poursuite se ralentit, cessa aux portes de Clairac et d'autant plus que le maréchal de Thémines avait pris la route d'Unet, croyant que La Force s'était retiré par le même chemin que le gros des fuyards. La plupart de ces malheureux réussirent à se sauver, à l'exception de ceux qui se réfugièrent dans les maisons et qui furent massacrés sans distinction d'âge ni de sexe.

Au moment où La Force et Castelnau rentraient ainsi dans Clairac, Tonneins venait de repousser l'assaut des bataillons demeurés devant ses remparts relevés à la hâte. Ses défenseurs avaient montré tant de bravoure que l'ennemi avait échoué avec de lourdes pertes, tant d'opiniâtreté qu'il ne restait plus de poudre dans la ville.

COMMENT LA PLACE SE RAVITAILLE

Heureusement, Castelnau en conservait toujours avec lui un demi-quintal. Il leur fit parvenir le soir même la poudre qui leur manquait, par un messager qui sut se glisser à travers les postes royaux. Le lendemain, les défenseurs de Tonneins virent sur les coteaux qui dominent la rive droite de la Garonne et murent l'immense vallée et le coude de la rivière, une silhouette bien connue : La Force passait à cheval avec sa suite sur les crêtes.

« Vigilant capitaine, les yeux toujours ouverts pour la conservation de cette ville et des amis qu'il y avait engagés », il se montrait, afin de relever les courages. Ce furent d'abord de rudes visites aux assiégeants, puis un ingénieux ravitaillement des assiégés. Une nuit, un petit bateau descendit le Lot, pénétra dans la Garonne, apporta aux défenseurs de Tonneins vivres et munitions. Alors le duc d'Elbeuf fit venir de Bordeaux des galiotes armées de canons et, par un solide barrage, ferma l'entrée de la Garonne aux navigateurs du Lot. Mais La Force a réuni un conseil de mariniers : on frète une vaste et pesante gabare; on la remplit de grands pains, de médicaments, de poudre, de mèches et de balles; on élève

autour du pont un retranchement de madriers, que renforcent des barriques pleines de viande et de sacs de farine. Entre les barriques, il y a des meurtrières pour tirer et, derrière elles, quatre-vingts soldats armés de mousquets et de grenades. Poussée par le courant, soulevée par l'effort d'une légion de rameurs, la gabare, affirment les mariniers, emportera le barrage; si les galiotes l'accrochent, elle les emmènera; si elles osent affronter le choc de son étrave, elles seront brisées. Aussitôt dit aussitôt fait. La Force embarque lui-même tous les passagers, les met en route « à l'entrée de la nuit et les recommande à Dieu ».

Tout cède devant la ruée de l'énorme masse : les débris du barrage s'en vont au fil de l'eau. Malgré deux ou trois coups de canon tirés par les galiotes, malgré leur mousqueterie, à laquelle d'ailleurs elle répond par le feu de ses mousquetaires, la gabare descend la Garonne de toute la vitesse du flot, qu'a triplée la crue. Elle approche de Tonneins; si la nuit n'était pas complètement tombée, la gabare apparaîtrait formidable et rapide au tournant du fleuve. Les habitants de Tonneins pourraient compter de leurs terrasses les barriques dont elle est bordée, les quatre-vingts mousquetaires, les rameurs penchés sur leurs avirons. Elle arrive, elle est arrivée et soudain des câbles, jetés par les gens du rempart aux mariniers du navire, d'autres câbles, lancés par les mariniers du navire aux gens du rempart, l'arrêtent net, l'immobilisent, tandis que la légère galiote qui la poursuivait, incapable de résister au courant, est entraînée le long de la muraille et fuit dans les ténèbres, sous les balles.

Deux semaines plus tard, il fallait renouveler les provisions, mais il était impossible de renouveler l'expérience de la gabare. On en était réduit à utiliser un petit bateau qui ne s'éloignait guère de Tonneins. La Force escortait souvent lui-même des convois de mulets et de chevaux, chargés de sacs de farine, jusqu'au lieu convenu pour l'embarquement. De là jusqu'à Tonneins, il n'y avait que huit cents pas et le petit bateau faisait trois voyages par nuit. La ville n'en commençait pas moins à manquer de tout. « Et cependant, songeait La Force, il y a tant de gens de bien en cette place qu'il faut tout perdre plutôt que de les perdre. » La Force demande partout du secours : ses émissaires vont trouver le duc de Rohan à Castres,

le comte d'Orval à Capdenac, le baron d'Eymet à Saint-Antonin, à dix lieues au delà de Montauban. Son gendre d'Orval « le repaît d'espérance »; le duc de Rohan ne lui donne pas une nourriture plus solide; et La Force désespère et les assiégés meurent de faim. Le baron d'Eymet et le comte de Bourzolles, qui devaient assister d'Orval, sont contraints de venir sans lui au rendez-vous, à Monflanquin, où le marquis de La Force arrive de Sainte-Foy avec sa compagnie d'arquebusiers à cheval. La Force est allé à leur rencontre et retourne à Clairac pour tout organiser.

Dans cette place, commandait le marquis de Lusignan. Un certain Duduc, prisonnier de guerre depuis que les protestants avaient pris Clairac, s'était insinué dans ses bonnes grâces. Ce Duduc, conseiller au Parlement de Bordeaux, avait su persuader à Lusignan de faire, à la première occasion, son accommodement avec le Roi et lui avait promis ses bons offices. Il apprit que Lusignan allait marcher avec La Force au secours de Tonneins; il lui dit qu'il ne pouvait participer à l'expédition, sans contrevenir à ses engagements. Lusignan répondit qu'il ne pouvait pas ne pas y paraître, sans contrevenir à l'honneur, et Duduc se rassura. Il avait pénétré Lusignan : le gentilhomme si chatouilleux sur l'honneur « agirait de telle façon qu'on aurait plutôt sujet de se louer de lui que de s'en plaindre ».

C'est encore son honneur que Lusignan invoque au moment où l'on règle l'ordre de l'attaque : il ne veut pas du poste de réserve, qui est cependant un poste de choix. Mais ce n'est pas assez pour lui. Il marchera donc à l'aile droite, pour soutenir le marquis de La Force; Bourzolles, à l'aile gauche, sera soutenu par plusieurs petites troupes. La Force commandera entre les deux ailes un corps de cavalerie séparé; Castelnau et d'Eymet les troupes de réserve. A l'aile droite, il y aura cent hommes de pied entre chaque corps de cavalerie, autant à l'aile gauche. A l'avant-garde, des chemises blanches sur leurs cuirasses pour se reconnaître dans les ténèbres, soixante hommes de pied de M. de Bourzolles, quarante cavaliers de M. de Pécharnaud, la plupart gens du pays, ont commandement de pousser « droit au logis de MM. d'Elbeuf et de Thémines » et de ne se laisser détourner de leur but sous quelque prétexte que ce soit. Pour mieux surprendre l'ennemi, les protestants feront un long circuit par Grateloup; ils tomberont sur les royaux, non pas

du côté de Clairac, mais du côté de l'ouest, comme s'ils venaient de Marmande ou de Gontaut. Un bon nageur s'est mis à l'eau « l'habit sur la tête » et s'est chargé d'aller par la Garonne avertir Montpouillan dans Tonneins. L'attaque est fixée à deux heures avant le jour, trois heures après minuit à cette époque de l'année (30 avril 1622).

FURIEUSE DÉFAITE

La nuit entière était passée et Montpouillan avait cessé d'attendre. Il croyait la partie remise; elle ne l'était pas. L'obscurité, les chemins affreux, les haltes perpétuelles et inexplicables de Lusignan avaient occasionné un dangereux retard; il avait fallu toute la nuit pour franchir deux lieues. La Force et l'aîné de ses fils étaient maintes fois revenus sur leurs pas, pour « diligenter » Lusignan, et c'est seulement vers six heures du matin qu'on se trouva en vue de l'ennemi.

La Force prend la tête des coureurs, reconnaît la position des royaux, « l'avenue par où il faudra donner »; il revient, fait la prière et dit : « Messieurs, nous n'avons point de retraite qu'en passant sur le ventre de nos ennemis; ainsi il faut se résoudre de vaincre ou de mourir. » Les coureurs malheureusement ne résistent guère à la tentation du pillage. L'on marche d'abord en bon ordre, mais ils aperçoivent sur leur droite une grange pleine de chevaux à l'attache. La tentation est trop forte. Ils courent s'emparer des chevaux. Le gros des troupes cependant pénètre dans la « place d'armes » des royaux, y jette l'effroi et la confusion. Une troupe de cavalerie ennemie s'avance. La Force voit alors le marquis de Lusignan qui s'esquive au lieu de donner, tandis que le marquis de La Force donne à sa place, rompt les cavaliers ennemis et « les pousse jusque sur les fossés de la ville basse ». « J'ai eu, écrivit le soir même à sa femme le marquis de La Force, mon cheval blessé d'un coup de pistolet; j'en ai eu un autre sur les doigts, qui n'a pu percer mon gantelet et ne m'a fait de mal que comme qui m'eût donné une taloche. » Inutiles prouesses! Son père a raconté dans ses *Mémoires*, de la manière la plus claire et la plus savoureuse, la débandade de l'armée protestante : « Le malheur des Français, explique-t-il, est qu'ils ne peuvent tenir d'ordre; plusieurs s'amusent à prendre des chevaux et

à désarmer ceux qui sont portés par terre ; si le sieur de Lusignan eût soutenu, on empêchait de rallier le reste (des royaux). Le sieur de La Force vit un gros de gens de pied qui venaient gagner le passage par où il fallait passer, il le veut empêcher et se jette à la main gauche où était son infanterie, à trente pas, leur commande de donner là. Le sieur de Lusignan, ou d'effroi ou par dessein, tourne avec toute sa troupe criant : « Retirons-nous, retirons-nous ! ce qui est une mauvaise parole à ces occasions ; tous plient, le voyant fuir à toute bride. »

A ce Lusignan perfide, on a envie de crier, comme celui de *Zaïre* :

> Songe au moins, songe au sang qui coule dans tes veines,
> C'est le sang de vingt rois...

Mais il appartient à la maison de Lusignan en Agenais et non à celle des Lusignan de Poitou, rois de Jérusalem, de Chypre et d'Arménie. Il songe aux promesses de Duduc, aux cinquante mille livres que le Roi lui donnera bientôt en échange de Clairac. Il est déjà loin avec la nuée de cavaliers qu'il entraîne derrière lui. De toute la cavalerie, il ne reste que La Force et son écuyer. Obligés de se retirer, ils rencontrent, au bout de deux mille pas, Castelnau et d'Eymet qui les attendent et, par des charges incessantes, couvrent leur retraite. Parmi les gens de pied, plus d'un capitaine est pris ou tué, mais un bois dérobe la plupart des soldats à la rage du vainqueur.

Bien que les assiégés eussent exécuté une sortie victorieuse, occupé plus d'une heure les tranchées des assiégeants, emmené trois gros canons, tout espoir d'échapper aux conséquences du blocus leur était enlevé par la défaite de La Force, sa « furieuse défaite », pour parler comme une brochure contemporaine qui paraissait à Bordeaux. La Force le sait bien. Une lettre de Montpouillan lui dépeint le triste état de la petite place, encombrée de malades que l'on ne peut ni nourrir (on n'a plus que des fèves), ni soigner, ni même défendre, car les munitions vont manquer autant que les médicaments et les vivres. Il apprend, d'autre part, « que le Roi, qui veut en finir avec la rébellion, s'est emparé de Royan, que Monsieur le Prince est déjà en Guyenne avec l'avant-garde », et il n'ignore pas la grave blessure de Montpouillan, un coup de mousquet à la

tête qui a failli rendre nécessaire l'opération du trépan, qui l'a laissé en proie à la fièvre double tierce.

La garnison sortit de Tonneins le jeudi 5 mai 1622 avec armes et bagages, mèche allumée comme il convenait à d'aussi héroïques soldats. Porté dans sa chaise, Montpouillan regardait ses troupes défiler devant lui. Il était pâle, défait, mourant de dysenterie et la fièvre le dévorait, attisée encore par la grande incision en forme de croix que l'on avait pratiquée sur sa blessure, Dieu sait avec quels instruments! Il reçut de M. d'Elbeuf « un monde d'amitiés et d'offres », puis il se mit en route avec ses hommes. Il gagna péniblement Clairac. M. de Lusignan prétendait en fermer les portes à la garnison de Tonneins. Montpouillan refusa d'y entrer lui-même, si M. de Lusignan ne revenait sur son inhumaine décision. Il fut enfin porté dans la ville jusqu'au logis de La Force. Sa fièvre redoublait. Il demandait à être conduit à Sainte-Foy, disant qu'il se croirait bientôt guéri, s'il était auprès de la marquise de La Force, sa belle-sœur. Mais son père commanda une litière pour le conduire au château de Castelnau. La litière fut inutile. « Dieu, qui en avait ordonné, raconte La Force, le retira à soi. Il n'est pas croyable quel fut le regret général de cette perte parmi ceux qui l'avaient hanté ; il s'était rendu si aimable et si estimable qu'on le croyait déjà très capable au métier de la guerre. »

La défaite des protestants vouait Tonneins à la destruction. La ville demeura vidée de ses habitants. Trois semaines plus tard, un exempt des gardes du corps, M. de La Sablonnière, vit tout auprès une sorte de tranchée où plus de cent gros chiens s'étaient nourris des cadavres qui y pourrissaient, et, rendus féroces par le goût de la chair humaine, « attaquaient les passants avec furie et en avaient mangé plusieurs ». Trois mois plus tard, M. d'Elbeuf mettait le feu à Tonneins et ruinait les ruines elles-mêmes.

La capitulation avait promis la vie sauve à tous les habitants. Ceux qui suivirent la route ne furent que détroussés; les malades, qui montèrent dans les trois bateaux qu'on avait promis de conduire à Clairac, furent rapidement poignardés et précipités dans la Garonne. Peut-être les soldats, qui manquaient si gravement à la parole donnée, se souvenaient-ils que le 21 février 1622, lors de la prise de Clairac, les protestants avaient

profané l'église de l'abbaye et massacré de sang-froid, dans la nef, un jésuite, le père Malvais, vénéré depuis comme un martyr.

Avant même que Montpouillan eût expiré, La Force avait dû s'éloigner. Il ne pouvait rester à Clairac, peu sûr aux mains de Lusignan. Tonneins n'était plus qu'un cadavre de ville. L'intérêt de la Religion lui commandait d'aller à Sainte-Foy. « Et il n'y a point de doute, rapporte Castelnau, que le devoir de sa charge et l'amitié qu'il avait pour son fils, qui la méritait, ne fissent un grand combat en lui, et si grand, que sa douleur et son affliction était connue de tous. »

Il sait le mauvais état des fortifications de Sainte-Foy; il a hâte de les relever, de devancer M. d'Elbeuf, qui sans doute va se jeter sur son chemin. Il monte à cheval. Au moment de partir, il voit arriver le neveu protestant d'un conseiller au Parlement de Bordeaux. Ce messager imprévu apporte une lettre de son oncle, et une autre dont La Force reconnaît tout de suite l'écriture rapide et peu lisible de M. de la Ville-aux-Clercs, fils de M. de Loménie, et, depuis 1615, secrétaire d'État avec son père. M. de la Ville-aux-Clercs fait savoir à la Force « qu'il s'est acheminé avec Monsieur le Prince, par commandement du Roi »; il a « charge de le voir et le prie de lui en donner le moyen ».

La Force part quand même. Il commande au porteur de le suivre : c'est de Sainte-Foy qu'il répondra. Il n'a pas cinquante chevaux en arrivant sous les murs de la petite ville que baigne la Dordogne. Les gens de pied, qui ont capitulé dans Tonneins et juré de ne pas reprendre les armes avant six mois, l'abandonnent, pour ne pas violer leurs serments. La plupart des gens de cheval s'éloignent aussi, « pour se rafraîchir », pour le rejoindre bientôt avec des hommes d'armes et des arquebusiers.

LE BATON DE MARÉCHAL

Quelques jours plus tard, au château de la Beause, à deux lieues environ de Sainte-Foy, M. de La Ville-aux-Clercs causait avec La Force. L'un était venu de Montlieu (près de Jonzac) où se trouvait Louis XIII, l'autre de Sainte-Foy, dont il avait amené les consuls. Autour de lui, « les principaux de la

noblesse ». La Ville-aux-Clercs veut aborder l'importante question des intérêts particuliers de La Force et de sa maison. La Force l'arrête : « Les intérêts du public lui sont plus chers que les siens. — Je vous ai apporté, reprend le secrétaire d'État, le traité du sieur de Lusignan, afin que vous le voyiez, et comme, moyennant cinquante mille livres, il rend Clairac entre les mains du Roi ; il ne vous reste plus que Sainte-Foy ; que désirez-vous donc ? — Qu'il plaise au Roi d'avoir pitié de son pauvre peuple et donner la paix à ses sujets de la Religion, qui ne respirent que l'obéissance très humble qu'ils lui doivent. » Mais, pour l'avantage assez mince de prendre Sainte-Foy sans coup férir, La Ville-aux-Clercs ne veut pas accorder la liberté de conscience aux protestants. Et, tentateur, il revient à la charge, ouvre, devant l'imagination de son partenaire, de brillantes perspectives : « en s'accommodant, La Force assurerait sa fortune et celle de sa famille ». La Force reste inébranlable : il n'abandonnera pas la province qui lui a été confiée, ces protestants de Basse-Guyenne qui ont invoqué sa protection. Le secrétaire d'État se fait plus pressant : « Le Roi, explique-t-il, vous accordera ce que vous voudrez pour Sainte-Foy ; mais d'y comprendre la province, malaisément le fera Sa Majesté, car tous ils se sont rendus criminels et déchus du bénéfice de ses édits ; elle est résolue de les poursuivre comme tels et de faire raser les maisons de la noblesse et à leur ôter leurs biens.

— Si ainsi est, réplique La Force, je me puis bien retirer, car je ne les lairrai point, étant résolu de mourir avec eux.

Tant de fermeté adoucit le secrétaire d'État : « J'ose bien croire, dit-il, qu'à votre considération, le Roi fera beaucoup ; que voudriez-vous ? — Qu'ils puissent, suivant les édits de paix, vivre en sûreté, jouir de leurs biens et avoir l'exercice libre de leur religion. »

Cette fois, La Ville-aux-Clercs ne répondit point par un refus, il se contenta de dire : « Il faut se voir davantage. »

La Force est retourné à Sainte-Foy, dont le prince de Condé fait les approches. La Force défend sa ville contre Monsieur le Prince. Il n'est plus aux négociations, il est tout à la guerre, il tombe sur les royaux avec ses troupes, il tue à l'ennemi plus de deux cents hommes. Et La Ville-aux-Clercs lui écrit lettre sur lettre. La Force répond avec la fierté d'un vainqueur. Il sait bien cependant qu'il est investi, que les secours sur les-

quels il comptait, n'arriveront plus, que déjà les arquebusiers de Monsieur le Prince traversent la Dordogne, vont se saisir du faubourg et du port. Il donne l'ordre d'incendier le faubourg. A la vue des flammes, La Ville-aux-Clercs, le croyant décidé à une longue résistance et sachant le Roi pressé d'en finir, lui demande une entrevue dans la place même. Il y pénètre en ami de La Force, — en ami qui brûle d'enlever au prince de Condé l'honneur d'une si belle prise. Il va, il vient, entre Sainte-Foy et le château de Saint-Aulaye, où Louis XIII attend, une lieue plus bas au bord de la Dordogne. Ce sont mille voyages de jour et de nuit ; il se hâte, craignant les « promptitudes de Monsieur le Prince ». Le mardi 24 mai, il est de nouveau à Sainte-Foy. Il rapporte le traité.

Le Roi accorde presque tout : la conservation des vieux remparts, l'exercice de la religion réformée, un pardon général à tous ceux qui ont suivi La Force, et la permission de pratiquer leur religion dans tous les lieux où ils la pratiquaient avant la guerre civile. Les signatures sont apposées sur le traité. La Ville-aux-Clercs dit à La Force que « le Roi veut faire quelque chose pour lui », mais La Force répond qu'il ne demandera rien. Le traité portait déjà que lui et ses enfants recouvreraient leurs charges, dignités et pensions, à moins qu'une « récompense », c'est-à-dire une compensation, ne leur fût donnée. Ce n'était que justice, les dignités et les charges étant de véritables propriétés, qui produisaient des revenus. Le Roi ne pouvait en disposer, s'il ne remboursait le prix aux titulaires. La Force n'ignore plus, — c'est écrit en marge du traité, — que Louis XIII lui accorde le bâton de maréchal de France, que les pensions seront continuées, une somme importante consacrée au remboursement des charges. Il demanda cependant justice un peu plus tard d'un voisin de campagne qui s'était mis en devoir de déménager le château de La Force à son profit, et il laissait entendre que, si le Roi ne la lui faisait pas, il pourrait bien se la faire lui-même. Ce voisin de campagne était Frédéric de Foix, comte de Gurson, marié à Charlotte de Caumont Lauzun. On l'imagine errant de chambre en chambre dans le château à demi démoli, et disant, comme don César :

Ce *fauteuil* me paraît plus décent que le mien.

Le mercredi 25 mai 1622, à cinq heures du soir, Louis XIII entra dans Sainte-Foy le visage riant. La Force vint « lui faire la révérence » dans sa chambre, mit un genou en terre et « demanda pardon fort habilement ». M. de La Ville-aux-Clercs vint ensuite lui promettre, de la part du Roi, deux cent mille écus (deux millions quatre cent mille francs de notre monnaie de 1913), pour le dédommager du gouvernement de Béarn et de la charge de capitaine des gardes que lui et son fils avaient exercée près de trente ans. M. de Schomberg, qui joignait à ses charges de colonel général des Suisses et de grand maître de l'artillerie celle de surintendant des finances, lui remit une promesse écrite : « Monsieur, je me fie en votre parole », répondit La Force et il rendit la feuille de papier, tandis que l'autre se confondait en politesses : « Je vous assure que vous n'en serez pas plus mal payé pour cela, je m'en rendrai encore plus soigneux. »

Monsieur le Prince tremblait de voir se dresser de nouveau contre l'armée royale engagée en Languedoc le rude adversaire qui avait tenu Louis XIII en échec pendant deux ans et n'avait cédé que devant toute la puissance militaire du Roi. Il désirait, au plus tôt, enchaîner, par le serment d'usage, le grand huguenot rebelle. La Force témoignait peu d'empressement. Condé, le rencontrant dans une rue de Sainte-Foy, le 27 mai, le prit par la main en disant : « C'est la volonté du Roi », et le conduisit jusqu'à Louis XIII.

Le Roi de vingt ans reçut le serment du guerrier de soixante-trois. Il y en avait juste douze que Henri IV avait voulu donner à son compagnon d'armes le bâton de maréchal de France. Ce que le père n'avait pu accomplir, arrêté par le couteau de Ravaillac, le fils, qui avait expérimenté à ses dépens, l'année précédente, les talents militaires de La Force, l'accomplissait aujourd'hui. Condé trouvait l'acte politique, Bassompierre le trouvait juste et Schomberg, bien qu'un peu jaloux du beau bâton fleurdelysé, ne pouvait s'empêcher de dire : « Sire, votre noblesse est toute couverte de clinquant, mais M. de La Force est couvert d'honneur. »

La Force.

POÉSIES

LE TESTAMENT D'UN LATIN

Je ne quitterai pas ce monde, où j'ai laissé
S'enchanter mon esprit aux songes du passé,
Sans avoir rendu grâce à la Cause première
Par qui j'ai pu goûter les sons et la lumière
Et sans me réjouir qu'il m'ait été donné
De servir droitement le sang dont je suis né.
Puisqu'une voix vivante en moi parle et proclame
Comment dans nos aïeux se prépara notre âme,
Je veux la faire entendre aux miens, puis à tous ceux
Qui, grandis comme nous et sous les mêmes cieux,
Cherchent pareillement le secret que charrie
Dans leurs veines le flux incessant de la vie.

PRÉLUDE

Fils d'un peuple des monts, où dans l'ombre des bois
Le mystère divin prête aux chênes ses voix,
Chez qui les longs hivers, les vastes solitudes
Font en des corps durcis vivre des âmes rudes,
Fières, prêtes toujours aux ordres de la mort,
Pourquoi, né d'un tel sol, nourri d'un sang si fort,
Dans ce cœur hérité formes-tu d'autres rêves?
Vers quel pays lointain fuis-tu, vers quelles grèves ?

Comment un seul désir, identique et joyeux,
Met-il toujours sa claire image dans tes yeux?
Que voient-ils? C'est la mer sous les feux d'une aurore.
Qui sur tout l'horizon la caresse et la dore;
Une montagne agreste et verte d'arbrisseaux
Double sa forme harmonieuse au fond des eaux.
Tout est frais, tout sourit; l'offrande du rivage,
Unissant mille odeurs en un encens d'hommage,
Monte vers le soleil, seigneur du ciel ardent.
Sous les pins arrondis qu'a modelés le vent,
Des temples étagés sur la colline haute
Présentent leurs fronts purs aux golfes de la côte.
Mais une voile approche, et déjà sur les flots
S'envole chez les dieux l'hymne des matelots.

Ta mémoire, à la fois lumineuse et sonore,
T'apporte, si tu veux, d'autres tableaux encore...
Vois descendre des monts où dansent les sylvains
La Nuit, qui sur les eaux pose ses pieds divins.
Elle s'élance au ciel, entraînant dans ses voiles
Le peuple illimité des tremblantes étoiles;
A l'occident s'éteint la ligne de clarté;
Nul chant ne s'entend plus sur le flot déserté,
Et l'homme, abandonné par les voix de la vie,
Se sent enveloppé de la grande harmonie
Où vibre, comme un luth immense dans l'éther,
Le silence accordé du ciel et de la mer.

MARE NOSTRUM

Mer où mon jeune esprit trouva sa destinée,
Je reconnais ta grâce, ô Méditerranée!
Toi par qui tant de fois mon rêve fut comblé,
Avec tes grandes nuits de silence étoilé,
Tes matins embaumés pleins de chansons heureuses,
Et l'ardente gaîté des fêtes amoureuses,
Et la mélancolie assise au bord des eaux...

La naïade de la montagne, en ses roseaux,
Apercevant au loin cette mer qui l'attire,
Se prend à désirer l'innombrable sourire ;
Elle se hâte et fuit, et parcourt les vallons,
Se repose un moment parmi les bois profonds,
Enfin, touchant la rive où se perdra son onde,
Termine avec honneur sa course moribonde
Pour avoir enrichi de ce tribut pieux
L'étincelant berceau d'où s'élançaient les dieux.

C'est l'éternelle mer, dont les flots sans mémoire
Ont porté tour à tour vingt peuples vers la gloire
Et qui sous les cheveux d'Aphrodite a glissé
Tout le désir humain dans le mythe amassé.
Des héros ont conquis ses rivages ; c'est elle
Dont les hasards ont fait l'Odyssée immortelle ;
Ayant permis qu'un premier homme au cœur d'airain
Risquât son frêle esquif dans le péril marin,
Elle a subi l'empire et conduit les voyages
De ces mystérieux bâtisseurs, les Pélasges ;
Puis, l'heure étant venue où l'histoire a parlé,
Elle a groupé le monde antique et l'a mêlé,
Des golfes de l'Égée aux syrtes de Cyrène,
Par les mille chemins où chante la sirène.

LA PREMIÈRE SAGESSE

Voyez comme la nef brille au soleil levant !
Les devins et la foule ont invoqué le vent ;
Déjà le mât se dresse, et l'enfant qui l'acclame
Rit de voir se gonfler la pourpre sur la rame.
Elle fuit, entraînant un sillage de fleurs,
Et le chant qui s'éloigne est longtemps dans les cœurs :

« Nous chantons en quittant la demeure choisie
Et les bras de l'épouse, et cette douce Asie ;
Et nous savons pourtant que le vaisseau léger
Nous entraîne aux pays de mort et de danger.

Qu'importe! Un sang plus vif fait battre nos artères
Devant cet inconnu que cernent les mystères.
On dit que le Soleil dévoré par la Nuit
N'y renaît pas toujours dans le jour qui la suit;
Chaque soir, les humains en des frayeurs nouvelles
Redoutent de Thulé les ombres éternelles.
Rions de ces terreurs, nous qui sommes certains
Que l'Astre ressuscite aux roses du matin
Et monte dans son char, jusqu'à l'heure où s'apprête
Pour l'archer défaillant la couche violette.
L'aboyante Scylla n'a pu nous engloutir;
Et bientôt, échappés aux pirates de Tyr,
Au Cyclope raillé pour ses vaines colères,
Nous connaîtrons l'odeur des cités étrangères
Et nous irons chercher l'ambre, l'or et le fer,
Et l'immense aventure éparse sur la mer. »

Ainsi la race hellène errait parmi les îles,
Affrontant la nature avec des cœurs tranquilles.
A ses fils le rivage était cruel et dur ;
Partout les menaçaient les cris d'un culte impur.
Mais eux, ivres d'air libre et de force féconde,
Se servaient de l'esprit pour conquérir le monde,
Et les peuples charmés apprenaient par leurs yeux
Les fables de la terre et du ciel, et les dieux.

Ils les ont découverts, poètes des vieux âges,
Sur les flots, dans les champs, les sources, les feuillages,
Dans le grand livre ouvert à ces enfants surpris.
Nous les nommons encor comme ils nous ont appris.
Mais les grands dieux d'Hellas ont une autre origine :
Les sages ont tiré la Personne divine
Des mythes lumineux du matin et du soir,
Et quelques-uns sous les symboles l'ont su voir.
L'Olympe n'est qu'un Dieu dans sa toute-puissance;
Pour les initiés Pallas est sa Science,
Apollon est sa Force et Zeus sa Volonté ;
Seule au groupe sublime a manqué la Bonté.

LA NOUVELLE SAGESSE

Bonté de Dieu, qui vint se révéler à l'homme
Quand l'esprit grec régnait sur l'univers de Rome,
Tendresse d'un appel aux mots inentendus
Qu'une longue espérance avait tant attendus,
Liberté dont l'esclave eût allégé sa chaîne,
Lumière que Platon entrevoyait à peine,
Pur Amour, dont nul rêve humain n'aurait osé
Proposer le mystère au monde hellénisé !

Lorsque jaillit à flots pour la terre incertaine
Aux jours prophétisés la nouvelle fontaine,
Bien qu'elle eût déjà bu dans la source du vrai,
Son cœur de plus en plus en restait altéré.
Les peuples égarés par l'orgueil de la vie
Aux désordres charnels la tenaient asservie;
Les meilleurs, attentifs à la seule beauté,
Dissimulaient sous le décor de la cité
Une geôle où peinait la tourbe en servitude;
Partout, violenté, rompu de lassitude,
L'esclave, qui mêlait ses larmes à son sang,
Ébranlait d'un long cri la maison du puissant.

Comment les peuples-rois, élus de la lumière,
Ont énervé leur force et leur vertu première,
Comment dans leur ciel pur le châtiment tonna,
Pourquoi sont écroulés tes autels, Athéna,
Nous le savons : l'histoire est un vaste décombre.
Quand une nation, par des vices sans nombre,
A prodigué l'outrage aux dieux qu'elle adora,
Le cheval du Barbare entre dans l'agora.

Mais tu reprends alors, ô Méditerranée,
La tâche qui t'illustre et te reste assignée :
Tu rapproches encor les hommes; c'est pour eux
Que de nouvelles nefs fendent tes flots heureux.

Ceux qui viennent avec l'hostie et le calice
Ont connu la montagne où fut le grand supplice,
Et la marque à leur front par le feu visité
Est le signe du Juste et du Ressuscité.
Ils apportent son nom sous leur manteau de laine,
Et l'amour infini dont sa parole est pleine
Ordonne qu'à leur voix les peuples soient unis.
Apôtres, confesseurs, martyrs, soyez bénis!
Par vous, par votre fière et fidèle espérance,
La terre en son péché verra sa délivrance
Et, s'ils ont dans le cœur Celui dont vous parlez,
Les doux seront heureux, les pauvres consolés.
Courez, saints ignorés, de rivage en rivage!
Allez, sans vous lasser, porter votre message
A la mer hellénique et dans les ports latins;
Annoncez-leur le Christ et les nouveaux destins,
Le Christ vengeur en qui toute justice espère,
Le Christ libérateur, le Sauveur et le Père!

LA GAULE ROMAINE

Tu dis vrai, Jullian : la Gaule eut ses raisons.
Par l'extrême faveur du sol et des saisons,
Par les dons incessants que lui fait la nature,
La force grandissait en sa fine structure.
Et son peuple vaillant, comme tu l'as chanté!
Comme tu peins, montrant dans leur jeune beauté
Le fleuve qu'est la race ou la plante qu'est l'homme,
La Gaule indemne encor de l'atteinte de Rome!
Comme tu fais comprendre en ses desseins divers
L'âme de ces aïeux dont tu nous rends plus fiers!
Leurs défauts, leurs erreurs n'ôtent rien à leur gloire.
Mais je songe parfois, en lisant ton histoire,
Qu'ayant tenté des pas parmi tant de chemins,
Nous sommes avant tout et malgré tout Romains.

Jamais, Celtes d'Auvergne et des hautes Cévennes,
Le sang du conquérant n'a coloré vos veines!
Jamais, druides d'Armor, vous n'avez incliné
Aux pieds du proconsul votre front obstiné!

Et le jeune Héros, que je vois en silence
Jeter devant César l'épée avec la lance,
N'a pas livré le cœur de son peuple vaincu.
Pourtant, Rome triomphe et la Gaule a vécu.

Lorsque, serrée aux nœuds de cette étreinte habile,
La vieille nation belliqueuse et subtile,
Aimant à bien frapper comme à bien discourir,
Voit approcher le sort et l'heure de périr,
Son effort, qui se tend pour une lutte encore,
De cette nuit qui vient saura faire une aurore.
Elle comprend pourquoi ses dieux ont succombé
Et, dédaignant le jour où son glaive est tombé,
Ouvre aux nouveaux venus sa maison toute prête
Dans les champs de l'esprit s'achève la conquête :
Rome, nous apportant son génie et ses lois,
Se rajeunit, renaît dans le pays gaulois;
Le pacte de l'Empire et l'équité des règles
Sont acceptés de tous et règnent sous les aigles;
Sur la route dallée, au pas des légions,
S'acheminent les arts et les religions
Et, connaissant enfin la discipline humaine,
La cité qui grandit goûte la paix romaine.

LE PARCHEMIN

Si l'on ouvre jamais le cercueil de granit
Qui gît près de l'autel dans le terrain bénit,
Parmi quelque ossement et quelque bijou fruste
On trouvera, sans doute, un long rouleau vétuste,
Où la belle onciale inscrite au parchemin
Garde le testament d'un vieux Gallo-romain.
Ce fut un bon lettré nourri dans les écoles,
Qui sut le poids du mot et le prix des paroles,
Et son texte rapporte en latin médité
Ce qu'il voulut transmettre à la postérité.
Or, cette voix de Gaule est déjà voix française :

« Moi, citoyen romain, né dans dans la Narbonnaise
Et que l'évêque Apollinaire a fait chrétien,
D'avoir pendant ma vie accompli peu de bien
Je m'accuse à Celui dont le nom vivifie;
Je connais sa miséricorde et je m'y fie.
Ayant toujours servi César, ayant été
Plusieurs fois magistrat élu dans ma cité,
Comptant des fils nombreux présentés au baptême,
Je veux leur confirmer en ce récit suprême,
Sur le point de fermer les yeux dans le Seigneur,
Les deux grands souvenirs qui restent dans mon cœur.

« Étant jeune et servant comme légionnaire
Dans la Gaule Belgique, aux camps sur la frontière
De l'Empire, où j'étais de garde sur le Rhin,
Une nuit qu'il faisait un temps doux et serein
(Car là-bas les brouillards m'en ont gâté plus d'une),
Je regardais courir le fleuve sous la lune.
Soudain, d'immenses feux brillaient sur l'autre bord;
Aux cris stridents mêlés à des clameurs de mort,
A l'étrange fureur de leurs rauques fanfares,
Je reconnus l'effroi du monde, les Barbares!
J'écoutai la menace et cet horrible bruit,
Seul et terrifié, durant toute la nuit.
Au matin, on creusa des défenses nouvelles
Et le centurion doubla les sentinelles...
On croit que ces Germains, craignant Rome à leur tour,
Sont retournés dans leurs forêts; mais, de ce jour,
J'ai su qu'en ce danger dont nul ne sera pire
C'est la Gaule qui veille au salut de l'Empire.

« Et puis, j'ai voulu voir la Ville, et j'ai passé
Les monts par le chemin qu'Hannibal a tracé;
J'ai traversé la neige et les Alpes sauvages,
J'ai connu la mer bleue avec ses clairs rivages,
Et toi, Rome, miracle unique sous les cieux!
J'ai possédé l'accueil de ton seuil merveilleux,
Le spectacle sans fin de beauté que tu donnes,
Et les temples, et les palais, et les colonnes,

Et le tombeau scellé de l'Apôtre martyr.
L'univers sous tes lois se prépare à s'unir
Et, comme tu reçus les dons et la promesse,
Il reconnaît en toi la suprême maîtresse,
Car tu fais le bonheur de tes peuples soumis
Et, pour la paix de tous, le glaive t'est remis.
Ainsi que la Maison du Seigneur, je t'honore;
Et, puisqu'en des combats dont je suis fier encore
J'ai porté les faisceaux pour le Christ et pour toi,
En ton double destin je mets ma double foi,
Et, près de terminer mes jours, je renouvelle
Mon serment de jeunesse à la Rome éternelle! »

ROMA ÆTERNA

Rome, compte sur nous! Après dix-neuf cents ans,
Nous n'avons pas cessé d'user de tes présents;
Car, dans ces temps nouveaux, tu poursuis ta fortune;
Tu donnes aux Latins leur grande âme commune.
Quiconque vient à toi, même l'humble passant,
Devrait franchir ta porte en fils reconnaissant.
Les enfants de ton âme auxquels le sort te lie,
Ne les cherche pas tous dans l'heureuse Italie,
Et, si le juste orgueil de ton sang rénové
T'invite à ressaisir un rôle inachevé,
Si la race a pris foi dans ta force fidèle,
Fais appel à tous ceux qui se réclament d'elle!
Comme ils ont combattu dans les mêmes périls,
Ils veulent pour ta gloire unir des cœurs virils.
Déjà, dans mon pays, les volontés sont prêtes
Dont la voix a parlé par celle des poètes :
« Nos peuples, héritiers des domaines romains,
Sauront garder la paix du monde entre leurs mains »,
Disaient-ils en des jours de tourmente lointaine.
Malgré tant d'ennemis, l'heure est moins incertaine;
Notre double espérance est la même toujours,
Et du ciel, qu'emplira le chant de ses amours,

L'alouette gauloise émerveille et domine
Les champs ensemencés pour la moisson latine.

Ton empire idéal, Rome, règne au delà
De cette étroite Europe où l'autre s'écroula :
Au loin des océans, un peuple ne s'élève
Qu'autant que ton esprit l'étreint et le soulève.
Même les plus épais et les plus orgueilleux
Se sentiraient déchoir, si tu t'éloignais d'eux.
Les puissances de l'or et du fer, et du nombre,
Ne dominent qu'un temps et passent comme l'ombre;
La force ne construit jamais; les nations
Se brisent dans le choc de leurs ambitions.
Mais tu restes debout, avec ta face auguste!
Ta main, dans les conflits, se lève, ferme et juste;
Le violent se tait, lorsque tu dis le Droit;
Le faible a ton recours, il le sait, il y croit,
Car toute liberté s'éteindrait sur la terre,
Si, s'élevant pour lui, ta voix devait se taire.
Tu rappelles à l'homme harassé de plaisirs
Qu'il est d'autres espoirs et de plus fiers désirs;
Il apprend les vertus qui t'ont faite si grande.
Parle donc, appuyée au glaive, et qu'on t'entende!
Oppose les progrès des beaux âges chrétiens
Aux nôtres qui ne sont que matière, et maintiens
Au-dessus des bourbiers de ce monde superbe
La primauté de l'âme et la splendeur du verbe!

LE TEMPLE UNIVERSEL

Je crois que Dieu se sert de la Latinité
Pour préparer la terre à sa grande unité.
L'autre jour, sur l'immense place aux bras de pierre,
Pour la centième fois je montais à Saint-Pierre;
L'air léger bourdonnait des cloches du printemps;
Passé le seuil, parmi les marbres éclatants,
Le soleil inondait de ses nappes dorées
Ces lignes de grandeur que l'âme a consacrées,
Et je reconnaissais que l'idéal romain
S'exprime pleinement dans cet art souverain.

Si l'or fut prodigué pour la Sainte Sophie,
De même ici le marbre enseigne et signifie :
L'offrande magnifique à la Divinité
N'est pas d'un peuple seul, mais de l'humanité.
Quand sur ces arcs géants se dressa la Coupole,
Au front même de Rome elle en mit le symbole ;
A tout le rêve humain elle montre un abri;
Car ce temple d'orgueil n'exalte que l'esprit.
C'est la beauté, c'est la science et la sagesse,
Le trésor de ces temps où rayonna la Grèce.
Et, pour purifier les dons qu'elle apporta,
Le verbe de l'Amour venu du Golgotha.
C'est la raison unie à ce qui la dépasse,
La loi de la Nature et celle de la Grâce,
Et, par tous les soleils que Dieu nous a donnés,
Toute lumière offerte à nos cœurs fortunés.

Pour l'œuvre sans égale où ta bonté s'applique,
Je te salue, ô sainte Église catholique!
Je te vénère, humaine et divine maison,
Où la mystique vit au cœur de la raison ;
Je t'admire, apprêtant tes moissons dans le monde
Par l'esprit qui mûrit et le sang qui féconde ;
Et je t'aime d'unir pour tes vastes desseins
Les maîtres de beauté, les savants et les saints !

LE POTIER DE L'ACROPOLE

Christ, qui restes mon bien et ma seule espérance!
Sachant pourquoi je vis et pourquoi la souffrance
Prépare à ta pitié les pauvres cœurs humains,
Je remets humblement mon âme entre tes mains.
J'ai comblé de travaux les longs jours que j'achève
Sans avoir mesuré leur vanité trop brève,
Et, franchissant déjà le seuil abandonné,
Je te demande tout sans t'avoir rien donné.
Je n'ai pas accompli, dans l'ombre de l'église,
Les modestes labeurs que Marthe divinise,
Et je n'ai pas non plus, comme Marie, aimé,
Ni brisé devant toi le vase parfumé ;

Mais, parmi des fiertés que le vulgaire ignore
Et dont mes derniers ans se nourrissent encore,
Je compte d'avoir dit et compris en chrétien
La grandeur de ton culte et l'honneur d'être tien.
Si je n'ai pas servi de parole et d'exemple,
J'ai voulu cependant porter ma pierre au temple
Qui verra dans ta paix les hommes s'assembler.
Toi seul sais les conduire et seul les consoler.
Entre les nations ton œuvre continue
Tantôt éblouissante et tantôt inconnue,
Et les bons ouvriers pour l'ouvrage marqué,
Baptisés de ton sang, ne t'ont jamais manqué.

Je sais, sous l'Acropole, un vieux potier d'argile
Qui finit sa journée en lisant l'Évangile.
Le soir tombe ; ses doigts ont longtemps travaillé ;
Il a songé beaucoup et quelquefois prié ;
Mais, s'asseyant au seuil de son humble boutique,
Il reçoit dans ses yeux tout l'azur de l'Attique,
Et l'invincible appel lui fait toujours chercher
Les beaux marbres divins épars sur le Rocher.
Sois-lui clément, Seigneur ! permets au vieil artiste
Ce bonheur qui souvent lui fit l'âme moins triste ;
Accorde-lui le droit d'un suprême regret.
Si son cœur fut à toi, son esprit en secret
Gardait aux dieux éteints l'hommage de sa race.
Fais qu'il admire, alors que le soir les efface,
Les formes de la terre et les lueurs du ciel,
Et, puisque l'heure approche où l'ombre est plus profonde,
Qu'il dise ses adieux aux beautés de ce monde
Avant de pénétrer dans le monde éternel !

Pierre de Nolhac.

AUX FÊTES DE KAPURTHALA

J'ADORE mon train. L'on pourrait dire du wagon hindou ce que Mérimée, je crois, disait de l'amour : « L'amour est comme une auberge espagnole, on n'y trouve que ce que l'on y apporte. » Mais une fois les matelas installés, la « planche du prisonnier », large comme un lit, est confortable. Il y a des puces et je sais qu'il y en aura toujours, mais je suis décidé à me dire qu'il n'y en a pas : ce que l'on nie n'existe plus.

Je ne croyais pas que l'on pût à la fois dormir aussi mal et se reposer aussi bien. Vingt stations, dans la nuit, me réveillent, mais vingt fois je me rendors. A chaque station, des voix dolentes, traînantes et jeunes, chantent, sur un ton de mélopée barbare : « *Tchaa-Garam !* » ce qui veut dire thé bouillant ou eau sucrée, je ne sais plus au juste. Mais c'est tellement plus joli qu'« oreillers ! couvertures » !

Une ouverture, dans la cloison de mon wagon, communique avec une cage à lapins. C'est là que mon boy mange, dort, fume et chique du bétel. Je crois qu'il est jeune, mais il est tellement maigre que cela ne se voit plus, maigre de cette maigreur que réussissent seuls les hommes ou les animaux hindous. Il porte un turban, mais un veston européen. Son caleçon bouffant s'arrête sur un os brun : son mollet. Il a un teint faisandé, des yeux d'antilope et une bosse sur le front qui n'est pas accidentelle. Je n'ose pas lui demander ce que c'est. J'essaie de ne pas la voir !

Il s'appelle Barindirisaru. Il parle, d'une voix rauque, un anglais essoufflé. Il a été chrétien pendant deux ans, au service d'un clergyman. Il tire volontiers de son caleçon d'innom-

mables chiffons de papier qui sont ses certificats. Ses doigts et ses ongles sont teints au henné. Son approche me soulève le cœur, mais jamais mes souliers n'ont été mieux faits, ni mes vêtements mieux tenus.

La beauté des environs de Bombay dure un jour. Le lendemain, c'est fini. Ce sont des déserts, la jungle rase, la jungle courte, rêche. Le train roule dans une brosse à cheveux.

Parfois, des troupeaux de gazelles. On les voit toujours arrêtées, le cou renversé et vous regardant par-dessus leur épaule : les mêmes depuis la préhistoire. Elles font très « âge des cavernes ». Des bandes d'oiseaux, que le train déplace sans les effrayer, se soulèvent et retombent, lourdes et opaques comme des vagues. De temps en temps, un bison goîtreux aux cornes peintes indique qu'un coin de brousse est labouré.

Une grande monotonie. Un ennui lent, un ennui sourd pénètre dans le wagon avec la poussière. Le visage, les mains, le corps sont tout blancs de cette poudre, et l'âme est toute grise d'ennui. Mais cet ennui me berce. Il a une douceur toxique. Il produit sur moi le même effet que *Tchau-Garam!* Cet ennui-là fait partie de la distraction du voyage.

Une journée encore, une longue journée morne, apaisée, douce, et dont, le soir, la torpeur se change insensiblement en sommeil. Pas d'autre distraction que les quais colorés des petites gares où grouillent, au ras du sol, des familles accroupies.

Quand, avec sa marmaille, une famille hindoue entreprend un voyage, elle se rend tout d'abord à la gare, y campe, déballe sa cuisine, étire pour la nuit ses maigres couvertures, puis s'informe du jour où passe la « voiture à feu ».

Mon train stoppe à l'heure d'un repas. Tout le dîner tient dans une vieille boîte à conserves anglaises. La mère, assise dans ses voiles, pose par terre des feuilles de salade qui servent d'assiettes. Les femmes font la cuisine, les hommes mangent. Personne ne sourit. Une petite casserole bout sur un feu de racines. Quand les mâles sont repus, ils relèvent le col élimé de leur veston, se masquent les yeux du bout de leur turban, s'allongent et dorment. Alors, la mère et les filles dînent à leur tour.

Elles rangent ensuite les feuilles de salade dans la boîte à conserves, chassent les chiens efflanqués qui lèchent sur la

poussière une odeur de mangeaille, puis enferment la bouillotte et la boîte à conserves dans un bidon à essence : le garde-manger. Avec un bout d'écorce, elles se frottent les dents sous leur voile, se rincent la bouche et crachent sur le sol où elles dormiront; enfin, harassées, avec une lassitude de bêtes de somme, elles se renversent, s'allongent et oublient.

Sur le quai des gares, je ne me lasse pas de regarder les tout petits. Ils sont nus, avec des crânes tondus, de pauvres visages émaciés que des yeux immenses éclairent d'un feu sombre. Ils ne sourient pas, ils ne savent pas encore, ils ne sauront jamais. A quoi rêvent ces regards puérils qui expriment déjà toute la détresse d'être au monde ?

L'ARRIVÉE

Dans dix minutes, nous arrivons à la gare de Jullundur qui, à Kapurthala, dessert le palais. Mon boy, qui m'en fait l'annonce, pousse le volet de la cloison en criant qu'il est quatre heures du matin et qu'il faut me lever. J'obéis, révolté.

L'un après l'un, je fais jouer à la portière les trois écrans qui me défendent : la vitre, le treillage, puis le volet. Aussitôt, la nuit glacée me saute au visage, avec ses myriades d'étoiles. Un arrêt brusque : Jullundur !

Sur le quai de la gare, une mince silhouette qu'encadrent deux ombres martiales. C'est un aide de camp du Maharajah, un jeune capitaine. Il porte le turban hermétique de Kapurthala qui, contrairement à la mode rajpute, ne laisse pas flotter sa frange. Des soldats s'emparent de mes bagages. Un serviteur me tend un plateau où fume une tasse de thé. A quelques mètres, des moteurs se mettent en marche.

L'auto, une auto française, file dans la nuit. Renversé dans les coussins de la plus moderne des limousines, j'ai peine à m'imaginer que nous sommes au centre de l'Inde, à deux nuits par le train de Bénarès, et à quarante-huit heures de la frontière d'Afghanistan. Malgré moi, à travers la vitre, je cherche un paysage quotidien. Mais les phares violents font surgir de l'ombre des bœufs bossus qu'un sombre conducteur anime de son aiguillon, un chameau matinal qui balance un cavalier et, parfois, une hyène ou un chacal épouvanté.

Un ordre bref. Le bruit claquant de sentinelles au garde-à-vous. Puis un crissement de gravier.

— Nous entrons dans le parc, me dit en excellent français le capitaine.

Je baisse la vitre, mais je ne vois que la nuit tenace avec son peuple d'étoiles. L'auto, au bout d'une dizaine de minutes, vire et stoppe devant un pavillon qu'à peine quelques mètres, paraît-il, séparent du palais. Aussitôt, un perron s'éclaire qu'envahissent des serviteurs en robes blanches.

Dans le *living-room*, devant un feu de bois, un *breakfast* servi à l'anglaise.

Comme je me lève pour gagner ma chambre, la large fenêtre du salon blanchit.

— Le jour, me dit le capitaine.

Je me précipite au dehors. Au-dessus de ma tête, c'est toujours le dôme noir chargé d'astres, mais à l'horizon le jour « prend ». Dans le parc où les arbres, les buissons, les pelouses gardent leur mystère, les fleurs plus claires ont apparu.

Déjà l'annonce du soleil dans le ciel prévenu éclaire d'un feu rose de vastes terrasses, de nobles marches de pierre, de hautes fenêtres au pur dessin, et soudain, sous la lumière triomphante, émergent les avenues, les buis taillés et les fontaines de jardins à la française.

Pourtant, il y a vingt ans, l'on ne voyait là que des ronces, des marécages et des cailloux. Seul l'amour fait de tels miracles. Précoce et mystérieux amour qui toucha à cinq ans, dans un vieux palais de l'Inde, un enfant royal et gardé, et que le cœur du Maharajah, à travers tant d'obstacles, de distance et d'années, a voué au beau visage de la France.

LE PROCONSUL IMPÉRIAL

Sur le quai de la petite gare tendue de pourpre et gonflée de drapeaux, le Maharajah et ses cinq fils attendent, hiératiques. Derrière eux, les personnages de la cour guettent le train du vice-roi des Indes. Tous, dans leurs robes lamées d'or et sous leurs turbans éclatants, brillent comme de gigantesques scarabées.

Soudain, le train blanc apparaît, luisant et verni comme une Rolls.

Un casque beige à la main, un grand homme jeune en redingote grise est descendu trois marches de velours pourpre. Rouges et or, deux blonds aides de camp qui ont deux mètres l'encadrent. Soudain, les Hindous sont tout petits.

La musique joue l'air national britannique, tandis que, précédé de ses officiers, accompagné du Maharajah et des princes, et suivi d'une garde rutilante, le second souverain du monde passe en revue la garde indigène dont les yeux noirs croisent leurs flèches sombres avec le clair regard d'acier.

Au sortir de la gare, le vice-roi monte dans une voiture à la Daumont. A cheval, la garde bleue et blanche, sabre au clair, miroite et prend le trot.

Une auto, par un raccourci, me mène au palais en quelques minutes. Sur son passage, des indigènes saluent en balançant deux ou trois fois leurs mains jointes comme pour un geste de prière. Tout est religieux aux Indes, même la politesse.

Voici le palais. Mais qui donc, entre les lauriers-roses des perrons, et là-haut, sur les terrasses, a lâché ces ballons de couleur? Nous approchons : ce ne sont pas des ballons, mais bien, couronnant leurs têtes sombres, tous les turbans enflammés des hauts dignitaires de la Cour.

Une sonnerie de clairon. Des coups de canon : le vice-roi arrive. Devant le palais, la cour d'honneur offre ce vide impatient des terrains d'atterrissage.

LE VIEUX SERVITEUR

Sous des milliers de lampes de couleur, le palais, ce soir, flambe comme Broadway. Chaque arbre du parc prend feu et devient un arbre de Noël. Sous les feux de bengale, les buis taillés ont l'air de murailles d'émeraude. Dans les gazons noirs, les touffes d'hortensias oublient des bouquets de mariés. Mais là-bas, fermant une allée à la française, un grand éléphant immobile. Son harpon d'argent sur les genoux, le jeune cornac sommeille devant le palanquin d'or massif.

C'est le plus vieil éléphant du palais : on dit qu'il a passé un siècle. Il y a cinquante ans, traversant la ville pavoisée, il a porté, plus haut que les toits en terrasses, un jeune orphelin royal que l'on venait de couronner. C'est encore lui qui, dans quelques jours, transportera, solennel, de son large pas onctueux,

le Maharajah vers le Durbar. Il quittera le palais moderne que ses petits yeux ont vu bâtir pour le vieux palais rose, alourdi de vautours, où son maître qu'il aime est né.

Pour l'instant, debout entre deux arbres qu'il dépasse, il regarde, balançant sa trompe, les jardins qu'il vit grandir. On l'a peint comme il y a cinquante ans, de vermillon, d'ocre et d'amarante. De lourdes chaînes d'or coulent de ses épaules. A ses mouvantes oreilles d'ardoise, qui ont inventé la *pankha*, scintillent les pierres sacrées. Surmonté de sa pagode d'or, peint comme une idole et constellé d'ornements, il surgit, dans ce jardin à la française, comme un grand temple bouddhique.

J'erre dans le parc lumineux où les fusées du feu d'artifice lancent des étoiles nouvelles dans le ciel déjà encombré.

Les lumières du palais luttent avec les feux de bengale. Ses fenêtres resplendissent comme des strophes d'Hugo. J'aperçois la haute silhouette du vice-roi devant qui des ombres éblouissantes s'inclinent.

Mais en vain j'ai déserté les salons : ici encore, mon habit noir insulte à la splendeur des choses.

ENTR'ACTE

Les banquets solennels et les divertissements protocolaires des fêtes anglaises ont pris fin. Son Excellence et sa suite ont regagné le brillant train blanc qui, chaque année, sabre en tous sens l'Inde torride et l'Inde glacée.

Les garden-parties, les courses sur la rivière, les gymkhanas, les carrousels, tout cela a fermé comme la foire. Les derniers Européens sont partis. La salle du trône, désencombrée, respire. Mais le palais de Kapurthala n'est que pour un jour silencieux.

Déjà, sur les tentes jumelées qui s'étendent à perte de vue et que, hier encore, pavoisait le drapeau britannique, flottent maintenant les étendards des souverains attendus. Déjà, des soldats aux couleurs de Kashmir, d'Alwar, de Bikaner, de Patiala, débarquent, escortant des coffres de bijoux qu'ils surveillent, armés jusqu'aux dents.

Pendant huit jours, d'heure en heure, des salves de coups de canon annonceront au peuple, massé sur ses maisons en

terrasses, que dans sa petite capitale les plus grands princes de l'Inde ont débarqué. Et bientôt j'errerai, dans le palais qui peu à peu se transforme, avec mon veston, ma jaquette ou mon habit, comme un triste vestige occidental.

Le sport consiste à prendre une des autos du palais et à se précipiter à la gare avant le premier coup de canon.

Aussi à huit heures du matin, l'ami et le conseiller financier du prince, qui, d'origine égyptienne, est l'un des plus spirituels Parisiens de Paris, a-t-il frappé à ma porte. Il a sa tête des grands événements. En dépit de l'heure matinale, il s'est mis en redingote pour l'arrivée du Maharajah de Kashmir et dissimule derrière son dos un objet mystérieux. Soudain, avec un rond de bras, il me le montre : c'est un chapeau de soie. Il a fait tout le voyage depuis Marseille.

Nous sortons. Le huit-reflets sous le ciel embrasé éclate comme un diamant noir. Éblouis, tous les Hindous se prosternent. Sur les terrasses, les femmes écartent leurs voiles pour mieux voir. Je ne suis qu'en veston et n'ai pour coiffure qu'un casque. Aucune femme ne me regarde. Si j'avais su...

C'est le même rite que pour l'arrivée du vice-roi, mais combien le spectacle diffère!

Un peu en avant des princes, le Maharajah, infatigable, attend. Un serviteur, l'abritant, soutient des deux mains le haut et fulgurant parasol qui s'ouvre comme un soleil au bout d'une fusée d'or.

Un étendard hissé annonce le train. Canons. Cuivres. Tambours. Et derrière la gare, là-bas, sur toutes les terrasses, un afflux frémissant de voiles et de robes comme si, brusquement, tous les oiseaux du Punjab s'étaient abattus sur la ville.

Le train laqué est un immense coffret. Chaque portière s'ouvre comme un écrin. Des bijoux en sortent. Voici le prince : sur son turban brille l'aigrette royale. Ses joyaux accrochent le soleil. Il rutile un instant dans l'encadrement du coffret ; derrière lui, de jeunes officiers flamboient. Ce n'est plus un quai de gare, c'est une scène : le prince descend comme d'un praticable.

Pourquoi les trains existent-ils au pays des rajahs? Ceux-ci devraient, comme dans les contes de fées, descendre du ciel

assis sur leur tapis magique. Il n'y a donc plus de dragon pour transporter à travers les airs les rois accroupis dans leurs robes persanes, sous l'aigrette multicolore ?

Maintenant, de toutes les portières, surgit un corps de ballet. Les figurants sont jonquille, safran, orange, incarnat, coralin, pourpre, indigo. Et tous, à la suite de leur prince polychrome, montant dans des autos qui prennent des airs de corbeilles, traversent la petite ville rose de monde comme un cortège de papillons.

MUSIQUE

Les vautours de l'antique palais rose se sont envolés, chassés par des milliers de flammes courtes qui dansent dans des veilleuses de couleur. Leurs petites âmes émues errent le long des tours, suivent les terrasses, bougent sur les portiques et font vaciller, dans la nuit lunaire, un tremblant palais de lucioles.

Mais à l'intérieur, l'électricité brille de sa lumière immobile. Le salon miroitant fait presque mal aux yeux. Comme il est charmant, pourtant, tout entier en vieux cristal, avec ses reflets de perle et de nacre ! Sous le feu des lampes, murs et plafond jouent comme un prisme.

La longue salle ferme sur une niche de cristal rose. Là, dans sa robe d'argent vert, assis sur ses jambes repliées, un jeune chanteur de treize ans, gras comme une prima donna, chante d'une voix aiguë. Cinq rangées de médailles battent sur sa poitrine gonflée. Il est célèbre dans toute l'Inde. Figés, les princes l'écoutent, statues de gemmes.

Énervante et décevante musique. J'essaie de comprendre ce chant inconnu, mais c'est un fil que l'on suit et qui se casse. Une mélopée et soudain des cris. L'exaspération de la note trop tendue. Des cris aigres, stridents, presque intolérables, comme la lumière trop vive de ces murailles à facettes. Puis le chant retombe, triste, accablé, morne. C'est une litanie qui souffre et qui se traîne, blessée ; une longue plainte, un désespoir si funèbre que la mélodie ne chante plus, elle pleure. Parfois, la musique soupire, halète, hurle comme une bête, puis s'apaise. Une fois encore, elle éclate : l'on dirait une mélopée trop monotone qui a piqué une crise de nerfs. Soudain un rappel de notre musique classique : on s'y raccroche, mais cela se dissout.

Le rythme s'accélère, hystérique, et retombe. Est-ce sensuel? mystique? Comment comprendre?

Il faudrait avoir ces longs yeux lourds, ces teints d'ombre, ces bouches violettes et, derrière soi, des siècles d'émotions différentes et un ciel peuplé d'autres dieux.

EAST IST EAST AND WEST IS WEST

Le rythme du palais a changé. L'hôte raffiné qu'est le Maharajah s'est conformé aux usages de ses invités nouveaux, avec sa plastique politesse orientale.

Sans doute, dans le palais, sur d'étroits guéridons, des pendules, plates comme des montres, continuent à mesurer la journée, mais c'est leur affaire. Dans un pays où tout n'est qu'apparence, où, lorsqu'un temple se désagrège, on le laisse pieusement s'écrouler, où l'on ne lutte jamais contre le temps, quelle importance une montre a-t-elle? Ce n'est jamais qu'un bijou de plus.

Durant la semaine anglaise, le château et les pavillons s'endormaient à heure fixe. De minuit à minuit et demie, toutes les fenêtres passaient de l'or au noir. Maintenant, des fenêtres blondes de lune alternent avec des fenêtres électriques.

Naguère, chaque matin, j'apprenais qu'il était huit heures lorsque, de mon lit, mêlés à des bruits d'éperons, j'entendais les « *Hello! old boy!* » « *Morning, General!* » ou « *Gorgious Day!* » Je savais qu'au moment précis où flotterait jusqu'à ma fenêtre ouverte une réconfortante odeur de *bacon*, il serait huit heures et demie, et que le parfum de *Virginian* s'exhalant après le *breakfast* marquerait exactement neuf heures.

Depuis deux jours, je ne sens plus rien et je n'entends plus rien. Quand, la veille, j'oublie de remonter ma montre, je ne sais plus jamais l'heure qu'il est. Mais vers dix heures, dix heures et demie ou onze heures, des pas souples et comme feutrés, des bruissements de robes qui, chaque fois, donnent l'espérance de jupes de femmes et, en place du cordial « *Hello!* » des voix endormeuses et chantantes.

La semaine dernière, un aide de camp en turban, mais vêtu à l'européenne, entrait chaque matin chez moi pour m'avertir, d'une voix un peu fébrile, que le déjeuner serait à une heure précise. Aujourd'hui, en robe d'azur, je le vois

réapparaître, m'annonçant avec une sérénité retrouvée que l'on m'attend au palais dans les environs d'une heure.

Le Temps, ce personnage occidental, est monté avec sa faux dans le dernier train européen.

L'atmosphère aussi a changé. Un certain abandon règne, mais ce n'est pas de la fantaisie, c'est du détachement.

Aucune morgue. Tout est pompeux, mais plus rien n'est officiel. L'étiquette a remplacé le protocole. Et à la table où, il y a quelques jours, présidait en tunique rouge la dignité britannique, trône à présent, en robe de soie, la belle sérénité orientale.

RÉMINISCENCE

Une des larges terrasses du palais s'est transformée en parvis de prières. Un velum de soie rose et or l'abrite.

Les princes, les mains aux genoux, assis dans leurs robes chatoyantes, inclinent leurs turbans diaprés. Devant eux, des robes blanches que surmontent des crânes rasés et des masques ascétiques : les prêtres.

Mais un patriarche se lève. Son front peint s'orne de jasmin, un collier de fleurs de frangipane lui tombe jusque sur les pieds. Il psalmodie d'une voix aiguë dans sa longue barbe blanche et se dirige, suivi du Maharajah, vers une gigantesque balance d'argent dont l'un des plateaux, lourd d'offrandes, touche le sol. Soutenu par les prêtres, le Maharajah se pose un instant, hiératique, sur l'autre plateau.

L'impression d'avoir déjà vu cela, exactement vu cela, mais où? Soudain, je comprends : Ceylan, la Jungle, les ruines millénaires de Pollanarua, une stèle gravée qui date de quarante-deux siècles, et mon guide m'expliquant ce que je viens de voir : « Le sage roi Kirti-Nissanga se faisait peser dans une balance d'argent, afin de donner cinq fois le poids de son corps, en pièces d'or et de bronze, aux pauvres de la cité. »

LE PREMIER MAI

Demain, c'est le Jubilee-Durbar, mais ce soir, c'est le grand banquet des princes, le banquet de l'État.

Les immenses tables sont dressées dans le Durbar-Hall du

palais, un vaste quadrilatère dont les murs de stuc sont ornés de portraits d'ancêtres. Une galerie, qu'interrompent des moucharabiehs, court autour de la salle, qui est la salle du trône. Les longues tables semblent des parterres de fleurs.

Je repère ma place pour ne pas me tromper tout à l'heure. Bouddha veuille que je sois à côté de quelqu'un qui parle anglais! Mais c'est mieux encore, je pourrai parler français : je suis entre deux des fils du Maharajah.

Je regagne mon pavillon. Je croise des serviteurs affairés transportant des étoffes, des pages transportant des turbans. J'ai l'impression qu'il s'agit d'un bal costumé : « On est prié de venir en Hindou ». Je surprends des bribes de conversation. On dit : « Le Maharajah de Kashmir met ses perles », ou « Le Maharajah de Patiala met ses diamants », exactement comme, chez nous, l'on dirait : « Mme X... sera en Petit Chaperon rouge », ou « Mme Y... en Pierrette ».

Plus qu'une heure pour m'habiller. Pourvu que le tailleur du palais m'ait livré ma robe!

Oui, la voilà sur mon lit. Elle fait une large tache d'or, à côté de mon turban, qui ressemble à une pivoine. Je regarde tout cela avec méfiance : ma robe ne m'allait pas très bien et le turban ne me va pas du tout. Il manque de chic, il n'a pas l'air improvisé. J'aurais dû demander au tailleur de me le draper sur la tête. Il a cet aspect consterné qu'ont les cravates toutes faites. Pourtant, ce matin, à déjeuner, le Maharajah, avec une bienveillance malicieuse, a gentiment insisté pour que j'arbore le vêtement national. J'hésite au bord de mon costume comme, au bord d'une piscine, la première fois que l'on va plonger.

La porte s'ouvre. Derrière son monocle, c'est mon ami l'Égyptien de Paris. Sur son crâne un turban rigide a l'air de fermer à clé. Il porte sur un pantalon de soie blanche, une robe qui semble d'or massif. Sa présence fait du tort au lustre.

— Dépêchez-vous, s'écrie-t-il. Vous n'avez plus que vingt minutes. C'est beaucoup plus long à mettre qu'on ne croit, ces machines-là.

Il ressort allègre, dans un bruit triomphant.

Soudain fébrile, j'enfile le pantalon, je passe la robe dont le parfilage d'or, sur la peau, me fait frissonner. J'enfonce le turban. Je me cambe, une main sur la hanche. Je me regarde

dans la glace : j'ai l'air d'un marchand de nougat; c'est une catastrophe! Je ne peux pourtant pas me faire un fond de teint! Je m'assieds, épuisé.

Je me retourne : un serviteur est devant moi, — on ne les entend jamais entrer. Il me tend un billet : le second fils du Maharajah de Bikaner m'attend dans ses appartements pour me poser un turban rajpute. Sauvé!

Je me précipite au palais. Je me perds dans les couloirs. Je me trompe de porte. Enfin, je trouve. Juvénile, le prince m'attend, devant un feu de bois qui fait briller son teint de cuivre.

En m'apercevant, il esquisse un sourire qui se fige :

— Votre turban, me dit-il, est épouvantable.

— Je le sais bien, fais-je, résigné. J'ai peur que ce ne soit pas tout à fait la faute du turban.

— Nous allons arranger cela, me répond-il.

Il enlève d'une table une cravache, un fusil, une paire d'éperons, un *whisky and soda* et un médaillon d'enfant :

— Mon fils, me confie-t-il.

Je contemple avec stupeur ses dix-huit ans.

Il frappe dans ses mains. Deux serviteurs entrent, portant quelques mètres d'écharpe qu'ils tendent à travers la pièce. Ils ont l'air de la mesurer. Anxieux, je demande :

— Vous allez me poser tout cela?

— Renversez la tête, commande-t-il, et ne bougez pas.

J'obéis, atterré.

Il m'appuie sur le front une étoffe qui crisse et qui me gratte; puis, avec une vélocité incroyable, de ses mains longues et ambrées me fait un vertigineux pansement qui escamote l'étoffe. Une brusque migraine. Il se recule et me contemple avec un sourd désespoir. Il revient vers moi, renverse son échafaudage et recommence ses passes. Quelque chose pend derrière ma nuque qui me gêne. J'étends la main.

— N'y touchez pas, s'écrie-t-il. Il ne faut toucher à rien. Voilà, c'est bien. Regardez-vous.

Je n'ose pas lui dire que je n'ose pas. Il me tend un miroir.

— Eh bien, me demande-t-il, avec l'orgueil du créateur, qu'en dites-vous?

— Au visage près, lui dis-je, c'est ravissant.

— C'est mieux que tout à l'heure, corrige-t-il.

Et il ajoute avec un sourire :

— Je vous demande de conserver le turban comme un petit souvenir, pour le cas où vous auriez envie de vous en servir à Paris.

Je le remercie avec effusion, mais je ne le remettrai plus jamais. Je suis guéri!

PREMIERS PAS

La nuit est lumineuse et tout le parc éclairé. Des courtisans, des officiers, des serviteurs vont et viennent. Quelques mètres à peine me séparent du palais. Je n'ai qu'une distance intime à franchir, mais j'ai l'impression d'être encore à la guerre, que le coin est repéré. L'envie de procéder par bonds successifs. Je me dis :

— Si quelqu'un éclate de rire, je rentre et me couche.

Je sors dans la nuit électrique. Un froid brusque : l'impression de ne pas être vêtu. J'éternue. Et cette chose, derrière moi, qui me suit... Personne ne rit. Je le regrette : j'aurais préféré cela à cette stupeur. Mais, à la porte du palais, les soldats, devant l'hôte inconnu que je suis devenu, portent les armes: cela me redonne confiance. Je n'ose pas toucher à ce qui flotte derrière moi et me gratte la nuque.

Un petit salon, voisin des salles de réception, a été, comme chaque soir, transformé en bar. Mais cette fois le bar est désert, et les flacons s'alignent, incompris, devant les verres vides.

— Faible ou fort? me demande un maître d'hôtel.

— Très fort, dis-je.

Je me sens mieux.

Je voudrais bien trouver mon mouchoir. Je sais qu'il est dans ma robe, avec mon porte-cigarettes. Je sens tout cela à travers le drap froid, mais je n'arrive pas à repérer mes poches. Je me souviens d'un geste que faisait Victor Boucher au troisième acte des *Nouveaux messieurs*, et qui nous amusait tant, Robert de Flers et moi : ouvrier devenu ministre, et pour la première fois de sa vie en vêtements officiels, il cherchait constamment les poches de son veston sur sa redingote hermétique.

Je pénètre dans les salons. Les invités sont déjà là. Tous les visages se tournent vers moi avec une curiosité que je n'ose

pas interpréter. Des gens ne me reconnaissent pas, cela me flatte. Mais on doit trouver que j'ai bien mauvaise mine.

Une des grandes glaces du salon s'acharne à me faire des tours : chaque fois que j'esquisse un geste, un Hindou livide s'amuse à le répéter. Je regarde de plus près. J'aperçois un monsieur maigre en robe d'or et coiffé d'une poule faisane : c'est moi.

Il n'y a plus qu'à en prendre son parti !

LES MILLE ET UNE NUITS

Débarrassé de moi-même, j'examine la foule bigarrée. Quelque chose, autour de moi, flotte, improbable : le contraste, peut-être, de ces salons français et de cette assistance orientale. C'est comme une féerie des Mille et une Nuits qu'on ne jouerait pas dans le décor. Tous ces personnages chatoyants, les yeux fixés sur la large porte par où entreront les princes, me font l'effet de figurants qui, dans une revue à grand spectacle, attendent les vedettes.

Soudain, une rumeur, un brouhaha suivi de silence. Les figurants se rangent et font cercle. La porte s'ouvre à deux battants. Suivi de son fils aîné, le prince héritier, et de son gendre, le jeune Rajah de Mandi, voici notre hôte. En dépit de leur apparition somptueuse, j'ai le sentiment qu'ils se sont volontairement assourdis, pris entre le désir de faire honneur à leurs invités et la crainte de les éclipser.

Les princes maintenant vont se suivre à quelques minutes d'intervalle. J'ai beau savoir que ces arrivées échelonnées ne sont dues qu'à l'opinion personnelle que chaque Altesse a sur l'heure, j'ai l'impression que ce sont des « entrées de théâtre ». C'est une obsession. Tout y contribue : la prestance des Maharajahs, leur démarche, le fabuleux déploiement de leur luxe. Cela fait tableau final, apothéose. Il me semble que j'assiste aux « Couturiers » d'une féerie. L'on a envie de faire recommencer certaines entrées, pas tout à fait au point. Mais le plus souvent l'on souhaiterait applaudir.

Je m'amuse à les baptiser.

Voici *l'Aurore sur la neige*. C'est l'entrée du Maharajah de Kashmir. Il s'est habillé dans une conque : il est rose, nacré, irisé. Il brille comme l'aube sur les glaces de l'Himalaya. Pas

une pierre, rien que des perles, mais si rondes, si pures, si parfaites que, partout ailleurs, elles seraient fausses. Il n'est pas une bijouterie du monde dont l'étalage pourrait lutter avec sa poitrine. L'écharpe aérienne de son turban flotte derrière lui comme une voie lactée.

Ses aides de camp sont rose-thé, lavande, gris argent, lilas. Chacun d'eux a l'air d'un nuage. Tous arborent, sur l'épaule ou sur le turban, le médaillon de leur prince, comme les dames de la reine d'Angleterre portent le portrait de leur souveraine.

Le Nawab de Palanpur passe trop vite. Je n'ai vu qu'un beau visage grave et une batterie d'émeraudes.

Au Pays des Magiciens. C'est le Maharajah Jam Nagar. Il a l'air d'un sorcier impérial. Une couronne lunaire surmonte son visage rond taillé dans un grape-fruit. Il s'appuie sur une canne de rubis, et sa robe ardente coule de lui comme une lave.

Les Éruptions célèbres : la porte s'est embrasée. On ne fait pas : « Oh ! » mais c'est tout juste. C'est le Maharajah de Patiala. Il ressemble au roi de pique et à François Ier. A son cou brille le collier de diamants de l'impératrice Eugénie, mais il se perd parmi toutes les rivières qui ruissellent sur ses larges épaules.

Un élastique retenant sa sombre barbe en éventail indique qu'il a fait le pèlerinage sacré. Il a un teint d'ombre, des yeux impérieux d'idole, une bouche saignante et porte, barrant son turban qui part comme un feu d'artifice, quelque chose comme la couronne de Charlemagne. Des gouttes de diamant retombent jusque sur ses yeux. Tous les lustres convergent vers lui. Il accapare la lumière et la diffuse. Il est immense. Il tient la scène. Il résume l'Inde des rajahs. Derrière lui, je cherche ses officiers. Je ne les vois pas. Je ne vois plus rien : j'ai le regard aveuglé.

Un entr'acte... Un entr'acte long. Décidément nous sommes au théâtre.

Voici une allégorie : *les Dieux de l'automne.* C'est le Maharajah de Bikaner et ses deux fils. Différentes, leurs robes, aux nuances étouffées, s'harmonisent. Je ne me lasse pas d'admirer leur sobriété élégante, ces soies havane où courent des frissons d'or, l'éclairage fauve de leurs turbans jaspés, ces

ors brunis, rouillés, ces ors aux lueurs d'étain. Ils sont vêtus comme des coqs de bruyère. Toute cette symphonie, ardente et retenue, transporte l'imagination loin des Indes, évoque des splendeurs de chez nous, des embrasements de forêts en octobre.

Pourtant, qu'ils sont bien de leur race, de cette race royale de Jodhpur dont leur profil porte l'empreinte! Il entre avec eux quelque chose d'intrépide, et leur teint brûle encore du vent de leurs courses et de leurs chasses au désert.

Un chuchotement. Des invités s'avancent, quelques-uns reculent. Très jeunes, deux hérauts apparaissent qui s'immobilisent de chaque côté de la porte. Leurs turbans les grandissent encore. Sveltes, dans leurs robes fluides, ils montent comme des jets d'eau. Ce sont des aides de camp du Maharajah d'Alwar. Leur regard sauvage, où je crois lire un peu d'angoisse, épie l'arrivée de leur maître. Le voilà.

Je n'aperçois tout d'abord que deux prunelles magnétiques, deux yeux striés de jaune, deux yeux de tigre. J'ai un peu froid dans le dos. Gengis-Kan devait avoir ce visage-là, un cruel visage d'empereur mongol, dont le Maharajah a du sang. De petits lustres de diamants brillent à ses oreilles. Un sourire ironique et féroce éclaire son pur visage de barbare.

Pas de turban, mais une toque bleue, cloutée d'étoiles, et une robe nocturne, semée d'astres. Des pierres rouges et vertes bossellent ses doigts gantés. Il émane de lui comme une sombre lumière. Il ressemble au Prince de la Nuit.

Après lui, quelques rois passent, sacrifiés.

Dans l'immense salle du trône où le banquet a commencé, personne ne parle, tout le monde regarde. Les princes, à la table d'honneur, scintillent comme des arbres de Noël. Chaque Maharajah a derrière lui ses pages qui lui versent à boire.

Comme dans les contes de Perrault, des files de serviteurs passent, soutenant à hauteur de leur front des plateaux lourds de venaisons qui ressuscitent Gustave Doré. Le mot festin reprend un sens.

Là-bas, sur toute la longueur de la salle, vingt rangées de chaises où le public « admis » couve des yeux le public invité.

J'ai atterri en plein moyen-âge. Les points de comparaison manquent. Je pense aux Mille et une Nuits, au banquet de Charlemagne, au Casino de Paris, à tout ce que le prestige

de l'histoire et les miracles de la scène mettent pauvrement à ma disposition.

Là-haut, des princesses trop invisibles contemplent, jugent et chuchotent derrière les moucharabiehs.

Tout cela, si hors du siècle, me donne une impression d'irréel et sans doute mon voisin en or, me réveillant en sursaut, va tirer brusquement la frange de mon turban pour me sortir de mon rêve.

LE DURBAR

La principale rue de Kapurthala traverse la petite ville qu'elle découpe comme un gâteau rose. C'est par cette voie étroite que va passer, se rendant au Durbar, le cortège.

Le peuple entier est sur les toits.

Les éléphants sur lesquels prendront place le Maharajah, le prince héritier et les princes sont transformés en salons. L'escalier qui monte au boudoir est appuyé sur un tapis d'or. Un parasol d'or sert de plafond.

Je voudrais voir les princes gravir les éléphants, mais j'ai peur de rater l'atterrissage devant la cour d'honneur du palais rose. Les dallages du vaste quadrilatère disparaissent sous un tapis bleu de roi galonné d'or. Les colonnes du dais sont en or. Les notables des villes et villages dont le Maharajah est suzerain remplissent la petite place, assis sur leurs jambes repliées. Ils ont mis leurs habits de fête. Leurs habits de fête sont en or. Face au trône, une terrasse du vieux palais est affectée aux invités. Un velum bleu et or l'ombrage.

Tout cela flamboie. Il y a trop d'or, j'aurais dû emporter mes lunettes.

Je sors du palais pour voir l'arrivée du cortège.

Sur toute la longueur de la rue, des soldats bleu et blanc contiennent le peuple rose. Les fenêtres et les toits sont roses de voiles, de robes et de turbans. Tout paraît rose, d'un rose diapré : l'impression qu'il a neigé des roses toute la nuit et que la ville s'est réveillée sous des pétales. Et pourtant, ces turbans, ces voiles ne sont pas tous roses, mais ils se fondent dans cette universelle symphonie.

Le canon. Tout là-bas, le couloir de la rue s'est obstrué, bouché par un monstre d'or : c'est le premier éléphant. Ils

sont cinq qui se suivent à vingt mètres. Ce sont des temples qui se déplacent.

Au premier coup de canon, les personnages surdorés se sont dressés dans la cour du Durbar. Maintenant, le Maharajah paraît : tous les vassaux venus des collines ou de la plaine remettre entre les mains de leur prince leur hommage, inclinent leurs turbans jusqu'au sol. Il semble qu'un vent rigoureux ait courbé un champ de pivoines.

Penché sur la balustrade de la terrasse, où ma jaquette met une tache d'encre, j'écoute le discours du prince. Les mots étrangers m'arrivent, chantants, un peu gutturaux, incompréhensibles comme leur musique. Mais je comprends les visages.

En sortant du Durbar, le Maharajah de Kapurthala emportera mieux que des serments imposés et des présents rituels. Il emportera une offrande plus libre, plus belle, plus chaude : l'amour d'un petit peuple heureux.

Quelqu'un me touche l'épaule : c'est le capitaine qui m'a accueilli la nuit de mon arrivée. Il me rappelle que je pars pour Lahore avant dîner, et qu'il est temps que je m'apprête.

Je traverse à nouveau la petite ville, plus rose encore sous l'adieu du soleil. Maintenant, les soldats bleu et blanc occupent seuls la longue rue étroite : tous les badauds ont réussi à se poster sur les toits. Les oiseaux ne savent plus où se mettre. Assiégées, les terrasses, contre le ciel, sont ton sur ton.

Dans peu d'instants, le rose de l'horizon et le rose de la ville, déjà si tendrement fiancés, s'embraseront dans une brève étreinte. Puis, ce sera la nuit presque blanche, et soudain toute bleue et or, sans que l'on sache à quel moment.

FRANCIS DE CROISSET.

LA COULEUR

AUX *SALONS* DE 1928

Il n'y a pas de couleur aux Salons de 1928, je veux dire de ces puissantes harmonies dans les notes hautes, de ces déploiements de richesses orchestrales qui, en d'autres temps, ont fait la gloire de l'Art français. C'est ce qui peut arriver à toute époque et chez les meilleurs maîtres, mais ce qui est singulier et significatif, c'est que, cette année, ceux-ci, — sauf un seul, sauf M. Marcel Baschet, — ne l'ont même pas cherché. Les plus riches coloristes semblent avoir fait vœu de pauvreté. Ou bien ils ont choisi des sujets qui ne comportaient pas de couleur, ou bien ils ont traité ces sujets dans une gamme sourde et grave, ou bien ils se sont abstenus d'exposer. Les autres ont très sagement continué de peindre en valeurs plutôt qu'en teintes éclatantes, grâce à quoi ils peuvent peindre toute leur vie sans qu'on s'aperçoive de leur défaut de vision colorée. D'autres ont bien abordé les teintes chaudes et somptueuses de l'automne au soleil ou des fruits mûrs, mais à part deux ou trois comme M. Narbonne ou M. Dupuy, ce sont précisément ceux qui devraient tout traiter en noir et blanc, c'est-à-dire en monochrome. Enfin, la principale rétrospective des *Salons*, celle de Déchenaud, est un magistral concert de notes graves. En sorte que, de propos délibéré, ou par l'effet du hasard, par abstention ou par impuissance, la belle couleur est ce qui manque le plus au Salon de 1928.

I

D'abord, dans le Portrait. Ce qui lui donne un aspect très particulier, c'est la quantité qu'il assemble de portraits de vieilles dames en noir. Voilà sinon une nouveauté dans l'Art, du moins une reviviscence inattendue. Jadis, il y avait une saison où la femme faisait faire son portrait, passé quoi elle s'y refusait obstinément. Il fallait au peintre à la mode des trésors de diplomatie pour lui persuader de tenter à nouveau et dans des conjonctures moins favorables, l'aventure. Si elle y consentait, c'était pour accompagner ses filles dans un groupe de famille. Et puis, un certain âge venu, elle n'y consentait plus du tout. Les choses ont bien changé. Les femmes ne rechignent plus à se faire peindre jusqu'aux extrémités de leur vie. C'est la tradition des illustres Flamandes ou Hollandaises. Nous devons à cette audace ou à cette résignation quelques-uns des plus beaux témoignages apportés par les « maîtres d'autrefois ». La tradition était perdue on ne sait pourquoi, elle se renoue, on ne le sait pas davantage. Les théories féministes veulent que la femme, au xxe siècle, ne soit jamais vieille, parce qu'elle ne veut pas vieillir, parce qu'elle sait ne pas vieillir. Cela sous-entend qu'elle ne veut pas montrer son âge. Tout le Salon de 1928 dément ces théories. Le grand âge des modèles apparaît en nombre de portraits de femmes vêtues de noir, sans aucun artifice de toilette ni de décor pour l'atténuer.

Ainsi nul besoin d'être coloriste. Sans doute, un somptueux coloriste transparaît bien dans les bruns, les gris ou les noirs, mais le médiocre s'y dissimule mieux. Pourvu que les tons soient justes et qu'il y ait assez de modulations dans le monochrome, plus on se rapproche des teintes sombres et qu'on va vers le gris lavande, plus la valeur tient lieu de la couleur. Une figure parfaitement modelée en noir et blanc donne l'impression d'être puissamment colorée, pour peu qu'elle soit recouverte d'un ton local assez juste. Dans leur état actuel, les figures du Vinci ne nous offrent guère autre chose. Or, c'est précisément ce qui caractérise les visages de vieillards : la couleur y est très peu variée et révélatrice des impressions fugitives du modèle. Le coloriste n'y est donc pas requis comme dans le portrait de jeunes figures.

En revanche, il y a beaucoup à faire pour le physionomiste. A mesure que l'âge avance, le visage est plus révélateur par son dessin et moins par sa couleur. Les teintes s'unifient, les lignes se compliquent, les plans s'accusent. Ils sont plus faciles à saisir, parce qu'ils sont plus marqués, plus difficiles à résumer, parce qu'ils sont trop abondants. En tout cas, ils exigent un dessin serré, critique, spirituel. C'est proprement l'affaire du Français, qui est né portraitiste, parce qu'il est né critique et qui dessine bien parce qu'il aime à définir. Aussi, est-il rare que ces portraits de vieillards ne contiennent pas de sérieuses qualités, sinon de savoureux coloriste, du moins de physionomiste pénétrant et sûr.

Les autres aussi, d'ailleurs. Le trait le plus marquant du portrait de notre époque est le sérieux, la gravité de sa présentation et l'insistance à scruter une physionomie humaine. De là, deux conséquences : la simplicité, l'austérité même dans le décor et la précision dans la facture. Les jeunes peintres se sont avisés, après la longue période où l'Impressionisme a triomphé, qu'un portrait est une âme appelée à la fenêtre de sa demeure et non une éclaboussure de confettis parisiens sur une cible humaine. Que cette demeure soit vieille ou neuve, pimpante ou en ruine, que ce soit un palais, que ce soit une chaumière, ou que ce soit cette chaumière faite des débris du palais de nos chimères qu'on appelle une physionomie pensive et l'expérience de la vie, peu importe, voilà l'objet du portrait et il y a, là, toujours matière à une belle analyse. Tandis qu'un feu d'artifice en forme de figure, ou le passage d'une robe enflammée le long d'une rampe de théâtre, ou le déploiement d'un tapis persan révélant parmi une mosaïque de couleurs quelque apparence d'une ressemblance humaine, s'ils peuvent bien être des régals pour nos appétits coloristes, voire des chefs-d'œuvre, ne sont pas des « portraits ».

Aujourd'hui, par une réaction singulière, même les simples têtes d'étude sont fouillées comme des biographies. Tels, par exemple, *le Vieux bibliophile*, avec sa loupe et son incunable, de M. Barian, ou bien *le Fumeur*, avec sa pipe, de M. Sarrut, ou encore ce duo de paysans sur la fin de leurs jours, intitulé : *Vieux souvenirs*, par M. Broca, ces *Types de Wallons dans les Terrils*, par M. Martin, ou cette figure de femme travaillant

A la veillée, par M. Becker. Et sous l'influence d'une réaction plus vive encore contre les procédés de l'Impressionnisme, les portraits, même quand ils sont groupés en plein air, manquent à ce point d'atmosphère ambiante qu'on les croirait sous une cloche pneumatique. Ce n'en est pas moins une remarquable contribution à l'histoire de la physionomie et de la race françaises, que l'ensemble familial peint par M. Hervé, sous le titre significatif *Province*. Trois générations, semble-t-il, sont groupées autour de ce qui groupe, le plus naturellement et le plus gaiement une famille, et même des voisins, des étrangers : un enfant. Et, à l'arrière-plan, s'étage une petite ville surmontée de ce qui rassemble aussi le mieux les demeures : une église, qui a tout l'air d'une cathédrale. Par la diversité de ces physionomies et leurs analogies, par les traces du passé qui les soulignent et par les expressions que leur suggère la vue de l'avenir, M. Hervé est parvenu à faire de ce sujet, traité tant de fois, une œuvre personnelle et attachante.

Avec ses trois portraits de femmes groupées *En famille*, M. Devambez se révèle un physionomiste supérieur, après avoir montré, dans d'autres domaines, de solides et splendides dons de peintre. Ces figures en noir, si particulières et si définies qu'elles semblent des biographies complètes, peuvent être mises à côté de certaines œuvres de vieux maîtres dans les musées. Elles y arrêteraient l'attention du passant, comme celles-là, par l'énigme de leurs destinées.

Le portrait exposé par M. Grosso sous le titre *Portrait de ma mère* et celui que Mlle Réal del Sarte a ainsi nommé et *le Portrait de dame âgée*, de M. Louis Roger, témoignent aussi tous les trois de l'aptitude de ces artistes à analyser des visages que les années ont déjà modelés avec leurs lumières et leurs ombres. *Le Portrait de Mme H.*, par M. Pineau, offre également une expression juste, et celui de *Miss Mac Connel*, par M. Stoenesco, est un des plus saisissants par son relief et la maestria de sa facture qu'il nous ait été donné de voir depuis longtemps. A des degrés divers, d'autres effigies comme celle du peintre Charles Wattelet, par Mme de Littry, admirablement posé, dessiné et peint et le portrait du *Docteur Vaslet de Fontaubert*, par M. Alexis Vollon, dans un geste professionnel qui rappelle un peu le célèbre *Pasteur* d'Edefelt, sont des études physionomistes très poussées.

Beaucoup plus poussées encore et burinées jusqu'à sembler un [illegible], sont les têtes d'Alsaciens de M. Stoskopf, *la Lecture* et *Paysan alsacien*; où des notes noires et rouges viennent heureusement égayer le labeur du dessin et aussi le curieux *Portrait du comte Urbain Ch...* par M. Louis Rivier, qu'on dirait tiré d'un musée de Toscane ou d'Ombrie. Ce buste découpé à l'emporte-pièce sur un paysage sec et mince, doux et paisible de primitif italien, est celui d'un diplomate fin, secret, avisé, très observateur. On s'étonne de ne lui point voir manier quelque médaille, ou feuilleter un manuscrit précieux. Si ce portrait est ressemblant, — et il l'est sans doute, tant il offre de traits particuliers, — son modèle aurait dû vivre au temps du *Cortegiano* et les chercheurs d'identification, si l'on perd jamais sa trace, lui prêteront, sans doute, celui d'*Amico di Bibbiena* ou *di Castiglione*. En toute hypothèse, M. Louis Rivier a su, à force d'anachronisme et par son adresse à scruter un visage, retenir notre attention.

Mais le triomphe de l'esprit d'observation, cette année, est l'ensemble des portraits du regretté Déchenaud, réunis en sa *Rétrospective*. Celui de M. Straus notamment, si fortement caractérisé, qu'au repos, sans que rien ne le décèle, on devine l'orateur. De même, le portrait du jeune peintre devant sa toile, le portrait du graveur Dézarrois, celui du sculpteur Sicard, celui de M. Dujardin-Beaumetz, successeur lointain et satisfait du vicomte Sosthène de La Rochefoucauld, valent de longues biographies et mieux qu'un réquisitoire. Les noirs, les gris en sont très fins et les modulations très heureuses. On est rarement parvenu à donner tant de caractère, avec si peu de moyens, à des figures contemporaines.

Il semble que la femme aussi tienne moins à montrer sa toilette que son individualité. Où sont les bistournages de Boldini et de la Gandara? Où, les pompes de Carolus Duran, de Benjamin Constant ou de François Flameng? On ne voit plus de silhouettes en fête, en goélettes pavoisées et triomphantes sortant du port. Tout s'est rétréci, replié, clos. La femme « moderne », dont l'activité déborde dans tous les domaines et affiche toutes les audaces, se renferme ici, dans une attitude modeste et sage, un geste court et mesuré. On a mis une robe puce pour déchiffrer un *Vieux parchemin*, chez M. Grün; on s'est accoudé au coin de la cheminée pour rêver

à la *Poésie du soir*, avec M. Renard; on déroule avec une précaution un *Ruban rose*, avec Mlle Hurel; on s'est assis et commodément rencogné pour lire attentivement, comme la *Liseuse* de M. Louis Roger, qui est bien un portrait autant que la *Dentellière* de Vermeer, ou bien pour flairer un bibelot, pour coudre, pour ravauder, pour songer à ce que l'on vient de lire, et cela s'appelle *Méditation*, par Mlle Sassier, ou la *Lecture* par Mlle Ichanson. On s'est arrêté de parcourir un cahier de mélodies pour suivre par la pensée ce qu'elles évoquent et cela s'appelle *Visions d'hier* par M. Lenoir. On feuillette des gravures et cela s'appelle *le Coin intime* par M. Mondineu.

Surtout l'on s'est mis au piano, car on joue beaucoup du piano, ici. On joue le *Printemps* de Grieg, paraît-il, dans le tableau de Mlle de Bourgade, une *Cantilène* dans celui de M. Lepetit. *Mme Jeanne Blancard*, par M. Cottenet, la *Jeune fille* par Mlle Jalabert, celle qui a mis une *Robe de velours* par Mlle de Coppet, *le Musicien* de M. Miniot sont également au piano, et la jeune pianiste, que M. Georges Barwolf figure dans *les Études du matin*, est arrivée au bout d'un arpège. Ces gestes professionnels rendus avec beaucoup de justesse, surtout le dernier, ne contribuent pas peu à donner au *Salon* de 1928 cet accent d'intimité, de continuité traditionnelle qui tranche si nettement avec la vie sursautante et désorbitée qu'on retrouve au sortir du Grand Palais. A moins que ces témoignages, venus de toutes les régions de la France comme de tous les quartiers de Paris et portant sur bien des classes sociales différentes, n'impliquent la survivance de goûts qu'on croyait affaiblis et d'un idéal qu'on croyait désuet.

Les peintres qui observent leurs contemporains sont plus nombreux que les écrivains qui en parlent et il faut beaucoup plus de temps pour amener un portrait à un certain degré de « crédibilité » que pour jeter sur le papier une opinion hâtive et péremptoire. Or la pose avantageuse et aventurée de la femme émancipée ne se voit guère plus que dans les journaux de modes où elle aide à la « présentation » d'une toilette, au lieu d'être révélatrice d'un caractère. Le portraitiste, lui, s'attache à une vérité de fait ou de sentiment. Il peint la femme telle qu'elle est, ou au moins telle qu'elle veut être. C'est pourquoi le retour très perceptible depuis quelques années à ce maintien grave et modeste que recommande Léonard de Vinci dans son

chapitre *Comment on doit peindre les femmes*, doit être noté en opposition avec beaucoup de signes de ce temps.

Un autre conseil de Léonard : « fuir le plus qu'il se peut les modes de son temps », semble aussi avoir été entendu et distingue nettement le *Salon* des publications illustrées sur la femme contemporaine. On suit très peu la mode dans les beaux portraits cette année. Dans nombre de figures radieuses de jeunesse, on croit voir

les défuntes années
Sur les balcons du ciel en robes surannées,

comme dans les *Confidences* de M. Calbet, la *Dame au vieux parchemin* de M. Grün, *Colette* de M. Marchal, le *Ruban Rose*, de Mlle Hurel, *Mlle Irène* par M. Pillitz, *Réminiscences* de Mlle Pauvert, où l'archaïsme est délibérément souligné. Dans une foule d'autres, l'artiste, sans reproduire la mode d'une époque passée, a librement adapté celle d'aujourd'hui, gardant ce qui lui convient, les bras nus par exemple, étoffant le reste, donnant plus d'envol à ce qui est étriqué, se moquant des ukases des grands couturiers. Ce faisant, il rejoint, d'instinct, les grands maîtres italiens du xve et du xvie siècle. Ceux-ci n'ont jamais figuré les toilettes des élégantes de leur temps, telles qu'elles étaient réellement portées. Ils les ont simplifiées, élaguées, assouplies, parfois recoupées et recousues jusqu'à les rendre quasi méconnaissables, et nous ne les connaîtrions même pas sans les recueils de gravures, comme le *Vecellio*, ou les œuvres tout à fait médiocres des porte-pinceaux dénués de talent. Dans les musées d'Italie, il faut aller droit aux salles où sont reléguées les mauvaises peintures pour trouver des documents sûrs. Alors comme aujourd'hui, c'est chez les plus médiocres portraits qu'il faut chercher les plus fidèles gravures de modes.

Je ne dis pas cela pour le *Portrait de Mme A. S.* par M. Braitou-Sala, ni pour celui de *Mme I. R.* par M. Cayron, ni pour celui de *Mme Alexandre Valette* par M. Etcheverry, ni pour *Simplicité* de M. Huc, lesquels ont tiré un très heureux parti des élégances actuelles, mais ils sont fort rares. Les grands traits signalétiques des meilleurs portraits de femmes dans ce *Salon* sont donc bien, avec l'intimité de la donnée, l'austérité de la mise et le dénuement de la couleur.

L'artiste moderne s'enfonce encore plus avant dans cette voie et nombre de portraits de jeunes femmes sont aujourd'hui des duos de mères et d'enfants blottis dans leurs bras, à la Vigée-Lebrun. C'est *Tendresse* de Mlle Delaye, le *Refuge* de M. Roussin où l'on croit voir en action une fable de Florian, *Lullaby* de M. Hutchison, l'*Heureuse Maman* de M. Dervaux, le *Portrait de Mme L. des L.*, par M. Gagey, *Petite-fille*, par M. Girodon, *Portrait de famille*, par M. Mériel-Bussy, *Ma femme et sa petite Thérèse* de M. Henry Caro-Delvaille, — cette dernière dans une note gracieusement archaïque faite, semble-t-il, pour illustrer les *Contes à ma fille* de Bouilly.

II

Ainsi, les plus beaux portraits du *Salon*, ceux qui lui donnent, cette année, son caractère, sont tous, hors un seul, — hors le portrait du *Maharajah* par M. Baschet, — d'une austérité janséniste. Jamais de mémoire d'homme, nous n'avions été soumis à un jeûne si sévère de la couleur. Tels, le président de la Chambre, *M. Fernand Bouisson* par M. Guillonnet, qui n'est d'ailleurs qu'un fusain à peine rehaussé, par places, d'un ton monochrome, la *Miss Mac Connel* de M. Stoenesco, magnifique harmonie en noir, le portrait de *Mme Alexandre Valette* par M. Etcheverry, également tout en noir, le *Portrait d'un ami*, de M. Sabatté, brun et gris où l'effet est obtenu avec des couleurs terreuses, l'admirable groupe de femmes en deuil, par M. Devambez, où quelques accents verts et rouges, çà et là, ne font que souligner la gravité de l'ensemble, le *Portrait de la Baronne de H. d'A.* par M. Pierre Laurens, noir et blanc, *l'Amateur*, par M. Troncet, où il est difficile de ne pas évoquer le souvenir du *Carlyle* de Whistler, en y admirant toutefois une sûreté de dessin que n'eut jamais l'ancien élève de West-Point. Tel aussi le grand portrait de jeune femme en noir et gris sur fond clair de M. Braitou-Sala. Telle, enfin, la *Rétrospective* entière de Déchenaud. C'est un concours de grisailles.

Non assurément que nombre d'artistes n'aient déployé tout l'arc-en-ciel de leur palette en l'honneur de modèles pourvus d'un éclatant costume par leurs fonctions et par l'usage! Les évêques et les juges fourmillent au *Salon*. Il y eut, cette année, remplacé les militaires. Une promotion rouge ou vio-

lette a succédé à la promotion kaki ou bleu horizon. Mais c'est là, précisément qu'est le désastre. Tel peintre qui eût peut-être passé toute sa vie pour un coloriste s'il n'avait jamais fréquenté que de vieux savants, ou des parlementaires dénués de prestige vestimentaire, révèle à tous les yeux l'indigence de sa palette, dès lors qu'il rencontre un cardinal, un évêque ou un magistrat. Où est Hyacinthe Rigaud? Où est Rubens? Où est M. Albert Besnard? Où est tout simplement Bonnat et combien le cardinal Lavigerie eut, en le rencontrant, plus de chance que ses successeurs! A peine si le portrait de *Mgr Gibier* par M. Barthalot, d'ailleurs bien posé, bien dessiné, bien observé, tranquillement peint, nous retrace quelque ombre des temps heureux où les prélats trouvaient un artiste capable de rendre leur costume. Il en est encore, sans doute, mais ils font des « natures mortes » et M. Maurice Bompard fait flamboyer toute la défroque d'un *Patrizio Veneziano* sans daigner y mettre une figure dedans!

Les quelques peintres qui ont cherché des harmonies dans les gammes hautes de la couleur ont renoncé à tenir la gageure de Gainsborough. Il n'y a plus de dominante bleue. Il y a beaucoup de *Robes vertes*, parmi lesquelles il faut louer celle qu'a peinte M. Cyprien-Boulet, dans son portrait de *Mlle Dolorès de C...* debout, le dos à une console et une glace réfléchissante, nu-tête et bras nus, laissant pendre au bout de ses doigts allongés un chapeau de jardin, et aussi celle que rapetasse une gracieuse couseuse dans un geste très juste et fin, par M. Steelandt. Il y a une *Robe jaune*, un vrai déjeuner de soleil dans une porte ouverte sur un jardin d'été, avec des ombres lumineuses, par Mlle Meunier. M. Maxence a bien intitulé son portrait de châtelaine médiévale en prières, mains jointes, *le Vitrail bleu*, mais le peu de bleu qui filtre à travers les rinceaux de la lourde grille de chapelle n'est qu'un accent, non une tonique, et cet accent très heureux est nécessaire à la délicate harmonie de l'ensemble. Quelques artistes ont bien choisi des dominantes roses, dans les robes, mais ce n'a guère été heureux. C'est plutôt dans les petits cadres, par exemple dans les œuvres de Mlle Béatrice Howe : *Roses*, *Bébé au ruban bleu*, *Soucis*, *Bébé à la pomme*, qu'il faut chercher d'heureuses rencontres de couleurs claires. Elles sont intitulées « dessins », mais c'est justement par la couleur qu'elles valent, couleurs de pastel en couches très

fines, couleurs d'aquarelles peut-être en couches plus fines encore et comme volatilisées, coups de pinceaux volant comme des passes magnétiques au-dessus du papier, lequel joue par-dessous et tient bien sa note, tel est le métier fantaisiste et délicat de cette artiste très douée.

N'y aurait-il plus de coloristes divertissants qu'en Angleterre? En tout cas, cette fois encore, les Anglo-Saxons se décèlent de loin par des accents qui leur sont bien particuliers. Devant le portrait du *Général Smith Dorrien* et le *Portrait d'une vieille femme*, à la Nationale, il n'est nullement nécessaire de lire la signature de M. John Crealock pour reconnaître un disciple de Raeburn, ni de déchiffrer celle de M. John Aiken, sous le portrait de M. Harry Townend, directeur de l'*Aberdeen art gallery*, pour identifier un compatriote du vieux maître écossais, bien que sa couleur rappelle plutôt celle de Whistler. De même, le *Portrait de Mrs Harter* par M. Inglis, celui qui est intitulé *Elsie* par M. Somerville, la *Lullaby* ou *Berceuse* de M. Hutchison et l'extraordinaire *Paganini* de M. Hart, quoique très différents les uns des autres, à la fois comme dessin, gamme colorée et facture, accusent nettement leur origine britannique.

Quelle que soit la gamme adoptée, les figures de M. Crealock, de M. Aiken, de M. Somerville, de M. Hutchison montrent des dons de véritables coloristes et leurs gestes des qualités d'observateur. Le geste anglais n'est jamais ni banal, ni cherché. Il est simple, aisé, désinvolte, mais toujours vrai d'une sorte de vérité qu'on aime à voir reproduire parce qu'il fait jouer librement, sans heurt, les ressorts de la machine humaine. C'est l'art d'une race simple qui aime le fait, le fait vrai, le fait quel qu'il soit, et tient la nature même belle pour véritable et bonne à peindre, sans jamais exiger la laideur comme passeport de la vérité. Le portraitiste français pose trop souvent son modèle et ne se met à l'observer que lorsqu'il l'a posé : le portraitiste anglais l'observe d'abord, le pose ensuite. Aussi, bien qu'il dessine beaucoup moins fortement que son confrère, sa figure, depuis les beaux jours de Reynolds, a un air de naturel que la nôtre n'a pas.

Cette vertu des portraits anglais s'observe pourtant, si l'on y prend garde, dans celui que M. Henri de Nolhac intitulé *la Robe verte*. Il ne semble pas qu'on ait pris souvent, pour se faire

peindre, cette attitude et pourtant cette attitude est la plus simple du monde. Il ne semble pas, non plus, qu'on ait coutume de voir, à l'arrière-plan d'un portrait, une autre figure, réduite par la perspective à des proportions de miniature, en train de lire, sans aucun rapport avec le sujet principal. C'est ce qui arrive dans celui-ci, c'est ce qui arrive bien naturellement dans la réalité : c'est, aussi, ce qui contribue à donner à ce portrait un air d'intimité, de vie coutumière et continue qu'on n'a pas arrêtée et découpée dans un cadre pour la fixer.

III

Chez les paysagistes, même abstention de couleur. Ce sont de fort belles pages que celles M. Goulinat, de M. Grosjean, de M. Dauchez, de M. Albert Moullé, de M. Buffet, de M. Raoul Ulmann, de M. Communal, mais ce sont des recherches de tonalités éteintes et fines sous des soleils voilés, sur des sols terreux ou bien à des heures secrètes. Le cas de M. Communal est le plus curieux. Il tenait jusqu'ici boutique de joaillerie alpestre, où se réverbéraient tous les feux des glaciers, les émeraudes des lacs, les infinies variétés de rubis et d'améthystes que recèlent les sous-bois de sapins et les ombres lumineuses au creux des vallées. Tout d'un coup, il s'est mis à faire un sort à des roches pauvres, des cuvettes d'eau sale, des montagnes en morceaux concassés, des neiges sans éclat, la joaillerie des lapidaires modernes qui abandonnent les pierres précieuses de couleur pour construire leurs monuments en miniature avec le platine, le diamant ou quelque chose de noir. *Aux refuges des Lacs, Environs de Pralognan, le Doménon, Dans le massif de Belledonne* en Dauphiné, *le Nivolet, Aux environs de Chambéry* nous offrent ce spectacle. Il y a une science et une force singulières dans cette austérité, toute volontaire, car il n'est guère de plus riche coloriste que leur auteur et l'on peut y noter un curieux signe des temps.

C'est la vigueur aussi, la justesse et le style qui donnent aux paysages de M. Goulinat leur caractère, mais ce grand coloriste cherche des accords tenus et sourds. Dans sa *Provence*, effet de soleil blanc, maintes et maintes fois aperçu dans la nature par ceux qui ont parcouru ce pays, la lumière éteint la couleur. Pareillement, mais par un effet tout contraire, chez

M. Albert Moullé, aux heures qu'il choisit pour peindre, la couleur s'éteint dans l'ombre. Ce qu'il en reste, clair encore d'un peu de crépuscule, montre que l'artiste ne serait pas embarrassé d'en déployer les prestiges. Son *Orvanne à Moret*, *Derniers rayons* et son *Temps gris*, retiennent longuement le passant par la poésie de leur intimité.

Longuement aussi, s'arrêtent les contemplatifs devant *la Bresse des hauteurs de Beaufort*, la grande page de méditation esthétique où M. Grosjean semble dérouler sous nos yeux le pays de France comme on déroule un drapeau : les terres nourricières et les nues fécondantes, ce qu'il y a de plus immuable et ce qui passe le plus vite au monde. Avec ce vide immense, où tout l'essentiel de la nature est contenu, l'artiste nous attache par une sorte de sorcellerie, mieux que d'autres avec l'entassement de ses trésors. Et pourtant, l'on ne saurait imaginer plus grande austérité de couleur.

Sans en être à ce point dépourvu, *le Vieux pin* de M. Dauchez est bien plutôt une arabesque de valeurs puissantes, composée par des gestes de branches et des mouvements de nuages qu'une symphonie coloriste. Son excellente *Route de Guilvinec*, éclairée par un soleil pâle, un soleil de deuil, est aussi une étude de lumière blanche et non de couleur. De coloristes ayant abordé avec bonheur les tonalités très sonores et très hautes, on ne voit guère que M. Narbonne avec ses *Joies de la nature*, groupe de nus qui rappelle le Giorgione ; M. Fouqueray avec son groupe d'Orientaux autour d'*Un prophète sans doute... Port de Yambo el Bahr* (mer Rouge) ; M. Guirand de Scévola, dans son *Souvenir d'Orient* qui révèle, chez lui, des dons bien évidents depuis de longues années, mais jusqu'ici mal aperçus de la foule ; M. Maurice Bompard, dans son immense nature morte *Patrizio Veneziano* ; M. Thévenot dans son *Paradis* ; M. Dupuy dans son *Fructidor*, à la Jordaens, enfin quelques paysagistes.

Ceux-ci n'ont pas tous adopté la gamme de M. Grosjean ou celle de M. Goulinat, ou celle de M. Communal, ou celle de M. Albert Moullé. Beaucoup ont même prétendu faire de la couleur éclatante et chatoyante, mais peu y ont réussi. Parmi les apparitions chaudes et lumineuses, on est heureux de trouver le *Pont Saint-Bénezet*, à Avignon, de M. Montagné. Ce grand virtuose de l'aquarelle montre qu'il sait fort bien aussi employer, pour s'exprimer, un autre médium. Il a su

renouveler un thème bien usagé. Le pont d'Avignon est comme la falaise d'Étretat, les ruines de Taormine, la villa d'Este et la rivière de Pont-Aven, un des lieux communs du paysagiste. Mais M. Montagné a « su s'asseoir », comme disait Corot, d'abord très au-dessous du pont, ensuite très au-dessus, et, de ces deux postes d'observation, découvrir de nouveaux aspects. La première arche ainsi aperçue élève sa courbe triomphale au-dessus d'un miroir d'eau qui en double paisiblement l'apparence. Par l'anneau ainsi formé, pour une moitié de la réalité la plus solide, et pour l'autre du mirage le plus illusoire, glisse le fleuve terne où, d'ordinaire, on voit plus d'ombres que de reflets et apparaissent les rives sèches et nues de la Provence. L'autre Pont Saint-Benézet, plus petit, étendu sous l'horizon et sur le fleuve comme une jetée, offre aussi l'image la plus juste de cette région où tous les rayons du soleil se réverbèrent.

De la Provence encore, M. Son a rapporté une bonne *Route au soleil du matin*, M. Ponchin des rochers dans une mer violette, *l'Anse des hirondelles*, et M. Gaussen, une *Falaise. Côte d'Azur*, où le mouvement des vagues et des nues, la densité des roches, les liquides émeraudes de la Méditerranée roulant sur le sable blanc, et ses saphirs roulant au large sont vivement rendus. M. Bernaut a découvert Collioure et donne de bonnes interprétations de son *Église et château des Templiers* et de son *Miradoux*. Mais, passé la Méditerranée, voici de nouveau un effet en blanc et noir par M. Dabadie, une *Matinée grise sur la baie de Tunis*, vue d'eaux claires sous les arabesques sombres d'un olivier tordu en bras de poulpe, rendue avec une singulière vigueur. Des tentatives coloristes reprennent avec *Marais* par M. Howland, effet de nuage écran sur un soleil jaune, entre des complémentaires violettes et des ondulations lumineuses, ou encore avec la *Matinée à Uzerche* de M. Roubichou, avec la radieuse porte ouverte par M. Wintz sur *le Port de Doëlan* (*Finistère*), plein de vie lumineuse et gaie, avec *la Neige* de M. André Roz et surtout *les Neiges* de M. Marret, riches de couleurs vives, savoureuses et contrastées, puis les ragoûts merveilleux de M. Luigini, composés avec des apparences prises à *Saint-Étienne-du-Mont* ou *En Pays flamand*. Il y a aussi de petites trouvailles de couleurs dans *la Prairie* de Mlle Camus, dans *la Porte de ferme* de M. Georges Griveau,

dans le *Dournanenez* de M. Cahours. Il y a de la belle lumière, chaude et fine dans le *Port-Saïd* de M. Du Gardier. Enfin, les amateurs de sensations subtiles, capables de goûter toutes les variations de l'atmosphère colorée aux heures secrètes du crépuscule, s'arrêtent longuement devant les plages et les phares, les brumes et les marées de M. Raoul Ulmann. Les rayons en voyage, les pluies en suspension, les nuées parfilées, éparses et vagabondes, tout ce qui anime les zones frontières de l'Océan, trouve en lui l'interprète qui sait voir et qui sait rendre. Et aussi cette poésie du Phare, qui, vu de près, n'est qu'une grosse lampe que nul ne regarde et, de loin, est une pierre précieuse et un guide sauveur, dans ces deux petits tableaux qu'il s'appelle *le Phare* et *la Plage du Pouliguen*, M. Raoul Ulmann, par la simple magie de sa couleur, a su l'exprimer.

Les grandes toiles sont rares et plus rares encore, celles qu'on ne regrette pas de voir occuper tant de place. De ce nombre sont *le Marché de Bayeux* de M. Pierre, *le Marché à Assise*, de M. Martin-Ferrières, puis *la Famille* de M. Julien pour la salle des mariages de la mairie de Saint-Ouen, enfin *les Tendresses de la vie* de M. Léon Félix, long panneau composé pour la salle des mariages de la mairie de Saint-Maur et qu'il faut lire de gauche à droite. C'est un de ces thèmes allégoriques, symboliques et moraux où l'artiste a les plus grandes chances d'échouer. Par miracle, M. Léon Félix a réussi. Par une belle journée lumineuse, on voit des promeneurs sur les bords d'une rivière, dans une île, semble-t-il, comme il y en tant aux environs de Paris, qui s'arrêtent pour se saluer, qui déjeunent en plein air, qui poussent une voiture d'enfant, qui cheminent appesantis par l'âge.

Ce sont des Français moyens, des Parisiens surtout, la clientèle d'un square modeste où l'on n'entend pas les enfants parler de leurs châteaux ou jouer à la chasse à courre, mais où l'on n'est point incommodé non plus par les poivrots. On pense que tout ce petit monde est venu profiter d'un beau jour, d'une belle heure, d'un instant de loisir, pour s'imprégner de cette atmosphère de l'Ile-de-France, que rien ne remplace et que nulle part on ne retrouve, entre les bras de ce fleuve si lent et si calme qu'on ne peut deviner dans quel sens il se meut, et c'est tout. C'est seulement à l'examen des promeneurs et après avoir

lu le livret, qu'on s'avise de ceci : ces adolescents qui se saluent ou se sourient ébauchent un roman ; ce jeune homme qui se lève, le repas en plein air terminé, pour embrasser sa voisine, c'est un « promis » ; le jeune ménage qui, plus loin, fait jouer ses enfants représente les autres étapes de la vie, et ce couple de vieux qui s'en vont appuyés l'un sur l'autre, Philémon et Baucis de la banlieue parisienne, c'est le soir d'un beau jour. Le thème est rempli sans qu'on y ait pris garde et les figures ont passé insensiblement de l'adolescence à la vieillesse comme le paysage du printemps à l'automne, sans que ni l'œil, ni le sens critique aient été distraits d'un spectacle fort naturel saisi avec un esprit d'observation très juste et rendu dans des tonalités assez fines. C'est du Coppée en peinture, — c'est-à-dire que c'est la vérité et non ce convenu de naturalisme qui déforme systématiquement les scènes et les visages du peuple de Paris. Trop de gens se croient tenus de lui faire parler argot, c'est-à-dire une langue artificielle inventée ou adaptée par des littérateurs, pour donner à leurs dialogues un ragoût de plus, mais au mépris du véritable langage que le peuple sait et veut parler. Toute affectation est à la longue insupportable. Il faut donc louer M. Léon Félix d'avoir osé peindre les bonnes gens telles qu'elles sont et non telles que les dogmes naturalistes les imposent depuis trop longtemps aux peintres assez naïfs pour aller chercher leurs types dans les livres au lieu de regarder droit devant eux. Les *Tendresses de la vie* sont de ces œuvres qui s'insinuent dans le souvenir par leur bon métier et leur bonne foi.

Après avoir admiré les belles harmonies de M. Martin-Ferrières dans son *Marché à Assise* et aimé la tranquille vision donnée par M. Léon Félix des *Tendresses de la vie*, si l'on s'arrête devant le *Louis XIV* de M. Hoffbauer, on aura rendu suffisamment justice aux « grandes machines ». C'est un surprenant et divertissant anachronisme, dans nos *Salons*, que ce long et mince cavalier jailli d'énormes bottes entonnoirs, et comme enfermé dans un étui de fer, et ce cheval immense lourdement cabré et qui semble ne jamais pouvoir retomber à terre, selon les plus purs préceptes de Solleysel, dans le temps où le chef-d'œuvre était de mettre une demi-heure pour traverser en caracolant, de caprioles en ballotades, une cour d'honneur. Vraiment, c'est bien, là, le grand Roi que sa pesanteur attache au sol, tandis qu'une bataille gagnée sans effort se déroule au loin,

comme un ballet bien réglé. Le dos d'un cavalier orange vu au second plan fait heureusement chanter les belles harmonies sourdes, grises et groseilles, du personnage principal et rien ne manque à cet ensemble majestueux et serein pour figurer à la place désignée à l'Hôtel des Invalides.

IV

Les statuaires semblent sollicités, cette année, par deux pôles d'attraction tout à fait opposés : les grands monuments commémoratifs de la guerre, c'est-à-dire des thèmes précis, impératifs et où il leur faut satisfaire à des sentiments puissants tout autres que le pur sentiment ou la sensualité esthétiques, d'une part, et d'autre part, les petits sujets décoratifs choisis pour animer les jardins, c'est-à-dire ceux où l'art est le plus libre du monde, le plus fantaisiste, mais où il faut tout créer sans être aidé par rien, où l'intention n'est comptée pour rien, où rien ne vaut que le charme de la plastique et la spontanéité de l'invention. Au premier groupe, se rattachent *l'Alpin* de M. Vermare (fragment du monument aux *Diables bleus*), bien campé, bien équilibré, bien modelé, d'une silhouette assez ramassée pour être statuaire, malgré les impedimenta de l'équipement, — épique à sa manière, c'est-à-dire à la manière de Raffet.

La statue équestre du *Maréchal Foch* par M. Malissard, à la fois portrait et symbole, est aussi une heureuse réalisation d'un thème difficile d'exécution artistique à force d'être banal et incommode à force d'être étroit. Il était possible à Henri Regnault d'agiter comme il l'a fait le maréchal Prim, lequel d'ailleurs en a été fort malcontent, ou à M. Bourdelle d'imaginer son général Alvear, où, d'ailleurs, il n'a pas entièrement satisfait le goût argentin pour l'exactitude, ou enfin à Rude, aidé par les gestes qu'on faisait encore sous l'Empire, de réaliser son chef-d'œuvre de mimique guerrière : *le maréchal Ney*. Nous exigeons, aujourd'hui, autre chose : une parfaite simplicité, une tenue impassible, impeccable, et pourtant que la figure ait grand air. Le trait signalétique du grand chef moderne est la tranquillité. « Calme sur un cheval fougueux », dictait Bonaparte. Nous ne voulons même plus que le cheval soit fougueux. Une apparence aisée, simple, réservée et pourtant de grande allure, voilà ce qui convient et ce que M. Malissard a

su réaliser. La grande allure, c'est aussi, avec les plus hautes qualités de praticien, ce qui caractérise la maquette du *Monuments aux morts*, d'Alger, *le Pavois* par M. Landowski, et l'œuvre de M. Moreau-Vauthier en l'honneur des *Héros du Maroc*.

La plupart des monuments aux morts de la guerre ont bien répondu à l'attente et au désir des foules, dans leur piété simple et grave, s'ils n'ont guère enrichi notre patrimoine artistique. Mais il faut bien le dire : devant de tels monuments, qui sont des signes et des emblèmes plutôt que des organismes esthétiques vivants par eux-mêmes et pour eux-mêmes, nul ne va chercher la même source d'émotions que devant l'*Hégeso* ou devant le *Moïse* de Michel-Ange. Les fidèles qui, pendant quarante-trois ans, ont défilé devant telle statue de la place de la Concorde avec recueillement, ne songeaient guère à ses beautés plastiques, et Courbet, tout artiste qu'il fût, ne pensait pas davantage aux fautes de perspective, — malgré qu'il en ait dit, — d'une certaine colonne, quand il entreprit de la déboulonner. On pense à tout autre chose en face de ces témoins sans éloquence, et la remontée des grands souvenirs submerge et efface, heureusement parfois, les autres impressions.

Au contraire, devant les Bacchus, les Bacchantes, les Faunes, les Nymphes jouant avec des Satyres, tous ces jeux rustiques et divins et surtout païens qui peuplent cette année le parc aux statues, mêlés à des bêtes apprivoisées et batifolantes, nous ne sommes sensibles qu'à la grâce, à la justesse, à la sensualité des figures. Elles sont très heureuses pour la plupart, notamment le délicieux groupe en marbre de M. Peyre, fillette embrassant un agneau qu'il intitule *le Préféré*, et les scènes d'enfants imaginées par M. Clerc ; *Hercule enfant* traînant la dépouille d'un python ; ou par M. Peyronnet : *Dionysos enfant*, avec son raisin ; ou par M. Descamps : *Enfance de Bacchus*, le petit dieu tire les oreilles du vieux satyre ; ou par Mme de Lyée de Belleau : *l'Enfant au poisson*, le petit être s'efforce à porter plus grand que lui ; enfin, par M. Delabasse : *Enfants attaqués par des oies* qui leur veulent ravir les fruits récoltés par leur gourmandise. Il est toujours plaisant de voir les premiers efforts d'un petit être plein de vie et de maladresse pour dompter la matière plus lourde, embrasser un objet plus vaste, ou lutter

contre un adversaire inoffensif, mais formidable à ses yeux. Ce jeu des muscles, qui n'est pas encore de l'élégance, mais qui est déjà de la grâce, et qui promet de la vigueur, donne au statuaire l'occasion de déployer tous ses dons de modeleur. Si, avec cela, il trouve un jeu nouveau à quoi faire jouer son modèle, il réalise une œuvre digne des plus beaux jardins.

De même, Mlle Fessard, avec sa *Femme au perroquet;* M. Maillard, avec son faune essayant quelque air de syrinx à l'oreille d'une jeune nymphe, qu'il intitule *Prélude;* Mlle Deschamps, avec sa jeune fille assise dévorant des grappes de raisins, qu'elle intitule *Maraude*, animeront très heureusement les fontaines et les clairières auxquelles ces groupes sont sans doute destinés. Enfin, les animaliers ont imaginé, cette année, des scènes fort imprévues, comme les deux groupes de M. Holder Wederkinck : *Martre et lièvre* et *Jeune ours blanc et cygne sauvage*, qui forment des blocs vraiment sculpturaux et décoratifs. Ce sont surtout les bêtes familières compagnes de notre vie qui les tentent aujourd'hui et non plus les farouches modèles de Barye ou de Cain.

Entre les grands sujets officiels comme la statue équestre du maréchal Foch, le monument aux héros du Maroc et l'énorme *Pavoi* de M. Landowski d'une part, et d'autre part la libre fantaisie des petits jeux rustiques, on voit, çà et là, quelques figures isolées et purement plastiques témoigner autant que les groupes, et parfois mieux encore en faveur de la statuaire. Cette année, ce sont surtout des corps jeunes en des attitudes repliées, accroupies, le geste en flexion : *Héro pleurant Léandre*, par M. Denys Puech, qui reste toujours le maître de *la Muse d'André Chénier*, *la Rêveuse* de M. Kovatz, et *la Femme à la fleur*, de M. Réal del Sarte, celle-ci d'une souplesse et d'une grâce infinies. La grâce aussi, mais surtout le style, arrêtent le passant devant le groupe *Maternité* par M. Muller, et le style, tout court, devant les *Bretonnes* de M. Guillivic et les *Bretons* de M. Renaud.

Enfin, c'est une heureuse conception de l'hommage dû à un artiste que celle de M. Schweitzer dans son monument au peintre Lhermitte. La ressemblance de l'homme, qui n'était guère beau, est limitée à son buste placé au sommet; tandis que le souvenir de l'œuvre, qui est admirable, s'incarne dans une de ses figures les plus célèbres : le faucheur, assis, de la *Paye*

des Moissonneurs. On la gourmanda, jadis, d'être un peu solennelle et stylisée pour un tableau de genre : on l'en félicite aujourd'hui qu'elle sert de thème à la statuaire. De fait, elle a toujours été très juste. Elle conservera le type du paysan robuste, lent et inlassable d'autrefois, qui peu à peu se transforme, en même temps que son outil générateur de beaux gestes disparaît et deviendra peut-être un jour aussi mystérieux et inintelligible aux générations futures que la rame ou l'aviron portés par le navigateur antique à l'intérieur des continents.

Les prestiges de la couleur qu'on n'a pas rencontrés aux Champs Élysées, les trouvera-t-on à la Porte Maillot, au *Salon* dit *des Tuileries*? Hélas! non et moins encore. Car c'est le *Salon* des jeunes et pour être « jeune » aujourd'hui, la consigne est de revenir aux tons terreux et fades que les romantiques d'abord et les impressionnistes surtout avaient cru effacer de la palette française. Même quand ils se mettent devant les horizons les plus éclatants de la Provence, les « fauves » voient tout à travers une sorte de grillage noir et peignent avec la palette des plus mornes élèves de David. De même que nul n'a jamais pu soupçonner en quoi les fondateurs de la *Société Nationale* comme Meissonier ou M. Jean Béraud étaient plus modernes ou « avancés » que leurs confrères des *Artistes français*, il est tout à fait au-dessus des facultés humaines de pénétrer le mystère des affinités que peut avoir l'art de M. René Ménard, de M. Jacques Blanche, de M. Lucien Simon ou de M. Aman Jean, par exemple, avec les Cubistes et les Fauves. Pourquoi ceux-là ont-ils suivi ceux-ci et se sont-ils enfermés avec eux dans la cage du Palais de Bois? Est-ce à titre de dompteurs? Mais il ne semble pas qu'ils aient le moins du monde assagi leurs jeunes confrères, ni que ceux-ci leur témoignent une vénération singulière... Le dompteur ne risquerait-il même pas d'être mangé? Mais cela non plus n'apparaît guère clairement, les maîtres continuant à faire leur coutumière besogne à peu près telle qu'ils la faisaient avant leur exode futuriste et en dépit des objurgations de la critique d'avoir à « se renouveler ». Tout cela montre combien factices sont les groupements d'artistes, et au hasard de quelles rencontres sont dues d'abord dans la jeunesse, les amitiés qui les lient malgré des tendances toutes contraires, et plus tard les schismes qui les

séparent, malgré la communauté des idéals, et comme les historiens d'art sont dupes de toutes ces contingences, lorsqu'ils prennent pour des causes profondes ce qui n'est que prétextes et alibiforains. A la scission de quelques excellents artistes d'avec la *Société nationale*, le prétexte a été que celle-ci n'était pas assez hospitalière aux jeunes. Les maîtres qui ont émigré au Palais de Bois ont donc paru plus accueillants envers leurs confrères. Mais ils ne le sont point du tout. Il y a deux façons d'être inhospitalier : fermer sa porte aux visiteurs, ou s'en aller quand ils arrivent. La porte du Palais de Bois est bien ouverte aux jeunes, mais les Maîtres en profitent pour s'en aller et n'être point là en même temps que leurs turbulents invités. Et non seulement ils ne sont point là, mais ils sont ailleurs, dans des galeries somptueuses et fort bien éclairées, où ils reçoivent leurs admirateurs sans le moins du monde y introduire avec eux les Fauves qu'ils reprochent à la *Nationale* de ne point accueillir. Ainsi, tout doucement, se reconstituent, à la barbe de la critique moderniste, mais routinière, les *Salons* fermés d'autrefois, où n'ont droit d'exposer que des sociétés qui se recrutent elles-mêmes, comme jadis les *Salons* de l'Institut. La presse dite « avancée », mais en retard d'un bon quart de siècle sur l'évolution des mœurs artistiques, continue gravement à louer les patrons du *Salon des Tuileries* de leur libéralisme, et à réserver toutes ses sévérités à ceux des anciens salons, qui eux, du moins, exposent côte à côte avec leurs jeunes confrères. A la vérité, ces discords ou ces accords n'importent guère à l'Art. Mais on s'étonne d'être invité chaque année à faire le pèlerinage de la Porte Maillot pour y rencontrer des Maîtres justement admirés et de ne les y rencontrer point, ou de ne trouver à leur place qu'une carte de visite déjà déposée ailleurs.

ROBERT DE LA SIZERANNE.

REVUE LITTÉRAIRE

UNE CRITIQUE DE LA JEUNE LITTERATURE (1)

Nous devons aux Amis des *Cahiers Verts*, la publication d'un petit ouvrage très curieux qui a pour titre *Vacances*. L'auteur, M. Julien Lanoë, est un jeune poète, ami de la campagne, de la solitude et de la méditation. M. Gabriel Marcel, qui le présente au public, nous apprend que cet écrivain est rêveur et gai, étranger à tout romantisme, et naturellement enclin à s'intéresser à ses semblables. Il ne se plaît pas dans l'inquiétude; il est capable de la comprendre et même de l'éprouver, mais il la croit sans vertu. Il n'a pas le préjugé du clair-obscur ni de l'instantané. Il a du goût pour la réalité présente, qu'il ne considère pas comme une limite insaisissable et indifférente entre le présent et l'avenir. Enfin, c'est un auteur qui paraît attacher plus d'importance à la vie qu'à la littérature. Voilà bien des originalités.

Son petit livre n'est guère qu'une série d'essais et de réflexions, qui s'ouvre par un réquisitoire ardent et simple contre le roman. Ayant lu *la Princesse de Clèves*, M. Julien Lanoë a été frappé, non pas des qualités de cet ouvrage célèbre, mais de la déformation dont y souffre la vérité humaine. Pour la première fois, écrit-il, en 1678,

(1) *Vacances*, par Julien Lanoë (Les Amis des Cahiers Verts); — Introduction à *la Vieille Fille* de H. de Balzac, par Léon Pierre-Quint (éditions Lemarget); — *Vérités du moment*, par Maurice Martin du Gard (éditions de la Nouvelle Revue critique); — *Le Testament romantique*, par Georges Duvau (éditions Kra); — *Pages de tendresse*, par H. de Montherlant (Grasset); — *La Naissance du jour*, par Colette (Flammarion); — *Armel*, par Jean Bodin (Rieder); — *Les Heures profondes*, par E. Buenzod (Rieder); — *La Caravane sans chameaux*, par Roland Dorgelès (Albin Michel); — *Reine d'Arbieux*, par Jean Balde (Plon); — *Le Train fou*, par Henry Poulaille (Grasset).

l'âme fut décomposée par un prisme cruel. Et cette mésaventure a duré trois siècles : elle paraît même à l'auteur plus grave que jamais. M. Julien Lanoë a beau être en état de réaction contre la littérature : il a beaucoup lu, et il le prouve. Chaque fois qu'on ouvre un auteur nouveau, dit il, il semble qu'on voie à travers des verres de couleurs différentes : il y a un instant de soulagement, et bientôt on est fatigué de voir le monde pénétré d'une même teinte : « C'est pourquoi on passe de Lautréamont violet pourpre, à Oscar Wilde, mauve Parme, pour revenir à Flaubert vert de gris ou à Stendhal bleu d'acier. Le trait bistre de Balzac retient plus longtemps... Mais on se lasse de tout, parce que tout n'est que littérature, ou que musique, ce qui est encore pis. »

Retenons en passant ce témoignage en faveur de Balzac, et essayons de comprendre la critique de M. Julien Lanoë. L'analyse à outrance, la notation, l'impressionnisme lui paraissent être des dissolvants. Il n'a aucune indulgence pour la mode de recherches sur l'inconscient. Il se refuse à croire que l'inconscient fasse chez lui la pluie et le beau temps, et il ne sait aucun gré aux psychologues qui ramènent sur son trône cette image nouvelle de la fatalité. Il remarque que si la littérature n'a pas beaucoup d'influence, elle a cependant le défaut de compromettre ce qu'elle étudie. Elle a fait perdre son prestige à la vertu, et elle est fort heureusement en train de découronner le vice, à force de s'occuper de lui. Les livres naturalistes ont détourné de la vie les jeunes gens qui se réfugient dans le rêve, « dans cet irréel, ajoute-t-il, qu'ils prétendent surréel ». Et que dire des destinées de l'amour? Depuis trois cents ans que la littérature a fait son jeu de l'amour, s'écrie M. Julien Lanoë, que n'est-il devenu? qui le reconnaîtrait parmi tout ce qui porte son nom? La pire injure qu'on lui ait faite n'est pas encore de l'avoir confondu avec le plaisir de la chair, mais bien plutôt avec l'imagination. Un cœur capable d'intarissables illusions est un cœur qui aime! L'amour est le mensonge brillant, c'est la faculté inépuisable de l'erreur!

La littérature de voyages ne trouve pas grâce davantage devant M. Julien Lanoë. Le goût de l'exotisme, si discret autrefois, si tapageur dès l'Empire, lui paraît le signe d'une conception morale nouvelle. La notion de l'homme universel est désormais perdue. Les pays dits civilisés ne s'intéressent plus qu'aux particularités des autres peuples, à tout ce qui différencie des hommes nés sous des climats divers, c'est-à-dire « à tout le superficiel, au lieu de ne porter attention qu'à l'essentiel ». Voilà une indication très significative des

idées de l'auteur. Il n'ignore rien sans doute de ce que la littérature de voyages nous a valu de beaux livres; il n'ignore ni Chateaubriand, ni Loti, ni cette magnifique *Enquête au pays du Levant* de Barrès, ni la somptueuse et poétique *Altaïr* de M. Henri de Régnier; il n'ignore pas davantage, et même il y fait allusion, les récits rapides et colorés de M. Paul Morand. Mais nous allons saisir ici quelque chose d'essentiel à sa thèse : il pense que nous devons cultiver notre jardin et revenir au soin de notre âme.

Il voudrait montrer l'infirmité particulière attachée au plaisir du voyage. Pour lui, le prestige du changement tient à ce qu'il rompt une règle de vie, il favorise un penchant à la dissipation, il est un signe illusoire de liberté, une fausse promesse d'aventure. « Nous supportons mal tout ce qui est coutumier, permanent, rationnel, évident. Nous aimons l'exceptionnel, le précaire, tout ce qui brille et surprend. » Dans une page bien curieuse, l'auteur analyse l'état du voyageur qui va très loin pour voir un coucher de soleil, des roches colorées et des champs de fleurs. Il note tout ce qui le dispose à se laisser prendre à ce piège splendide. « Mais à quoi lui sert, conclut-il, d'être échauffé par une sensation aussi vague qu'intense? » Il ne faudrait pas beaucoup presser l'auteur pour lui faire dire que le genre d'émotion qu'on peut ressentir en pareilles circonstances est pareil à celui qu'on éprouve au cinéma. Il s'agit toujours d'un décor, c'est-à-dire d'une apparence, et, dit-il, plus un mensonge est éclatant de vraisemblance, plus il est douloureux. La véritable poésie n'a pas un sourire si prompt et des manières aussi engageantes. « Et j'appelle « véritable poésie » celle qui ne se corrompt pas : c'est pourquoi elle est austère et cachée : elle évite de se compromettre à la surface des choses et sur les reflets du premier lac venu ».

Le lecteur est désormais préparé à comprendre la suite des développements que M. Julien Lanoë donne à ses idées. En quelques pages très fermes, M. Julien Lanoë condamne la passion de la tristesse, l'abus de l'intellectualisme, les excès des recherches prétendues philosophiques et sociales, la manie du mouvement, le préjugé de cette agitation qu'on prend pour de l'activité. Ce qu'il nous conseille, c'est l'amour de la vie et l'art d'apprécier le présent. « Nous ne savons pas manger les fruits que Dieu nous donne, écrit-il; la préoccupation, les regrets illégitimes, les craintes vaines avec lesquelles nous les goûtons nous les rendent amers. Une journée commence toute neuve; mais nous la regardons d'un œil méfiant; nous n'avons pas le courage de nous mesurer seul avec elle; aus-

sitôt nous promenons sur elle l'ombre de quelque souvenir; nous rêvons à la journée suivante comme pour hâter la fuite de la première. Respecter la nouveauté de chaque jour, de chaque seconde, les garder pures du contact du passé et de l'avenir, tel est le moyen de posséder ce présent, qui ne s'est réputé qu'une convention dénuée de réalité, telle est la manière de la vivre dans son intégrité et dans sa primeur. »

*
* *

Il est à peine besoin de remarquer ce qu'il y a d'excessif dans les propos, par ailleurs pleins de charme, de M. Julien Lanoë. Mais ils sont intéressants précisément par la manière dont ils contrastent avec une partie de la jeune littérature. Au cours de ces chroniques, il nous est arrivé de noter les traits qui caractérisent les tendances de la nouvelle école : crise de la personnalité, recherche de l'instantané, rapidité et variété des images, goût de l'éphémère, curiosité de l'inconscient, culte de la sensation. Or, c'est là exactement tout ce que blâme M. Julien Lanoë. Son petit livre semble fait pour inviter ses jeunes contemporains à se ressaisir et à retrouver les lois permanentes de l'esprit. C'est en quoi il est autant un ouvrage de moraliste qu'un ouvrage de critique.

Tout le monde sait qu'il y a de nos jours une grande floraison d'examens de conscience et de confessions publiques. C'est une épidémie que M. Julien Lanoë n'a pas manqué d'étudier. Elle lui inspire certainement une grande pitié, mais aussi une sévérité insurmontable. Les plus nouveaux écrivains, constate-t-il, veulent à tout prix des idées claires, respectueux d'une inquiétude incurable. Peu de regards limpides, point de front distrait. Ne soyons pas soucieux, dit l'Évangile. Cette maxime paraît bien oubliée, peut-être parce que bien d'autres maximes du même livre sont méconnues. Quel ennui! dit M. Julien Lanoë. « La jeunesse moderne me donne l'impression d'une classe orageuse devant un grand tableau noir : de temps en temps, quelqu'un fait une longue démonstration, puis s'écrie : Et voilà ce qui fait que je suis malheureux. » La scène, ajoute l'auteur, se termine dans l'antichambre d'un éditeur, et toutes ces angoisses deviennent des livres. Cultivons donc notre insouciance.

A la vérité, il ne serait pas difficile, si l'on prenait ses idées à l'extrême, de soutenir qu'au fond l'auteur condamne tout art d'écrire comme artificiel. Mais il serait exagéré de dire, comme Voltaire à propos de Jean-Jacques, qu'après l'avoir médité, on a envie

de marcher à quatre pattes. M. Julien Lanoë a pris soin lui-même de nous indiquer ce qui le sépare de Rousseau. Il s'est bien aperçu malgré tout qu'il risquait de faire penser à l'auteur de l'*Émile*, et il y a des moments où sa pensée est bien intransigeante. « Les récriminations de Bossuet, de Rousseau, de Tolstoï contre l'art me touchent peu, écrit-il... Plus que jamais, me frappe aujourd'hui la stérilité de l'art. Tout Shakspeare, tout Dickens, tout Balzac, tout Hugo, tous les romans de Dostoïewski et tous les chefs-d'œuvre du genre humain sont impuissants à faire naître un seul petit mouvement de charité. Saint Paul dirait de tant de génies qu'ils ne sont qu'airain sonnant et cymbales retentissantes. »

C'est entendu. Et cependant... Et cependant M. Julien Lanoë, malgré son scepticisme à l'égard des livres, écrit à son tour pour communiquer sa pensée. Il y a même des moments où il écrit fort bien, et où il a manifestement envie de convaincre. Une seule chose, proclame-t-il, sépare radicalement notre jeunesse de ceux qui l'ont précédée : notre volonté de ne nous attacher qu'à l'essentiel. Il suffit de le lire pour s'apercevoir qu'il n'hésite pas à nous conseiller la perfection intérieure. Ce qui le sauve d'un puritanisme étroit, et d'une ardeur iconoclaste, c'est sa noblesse et sa véhémence, son courage à vivre difficilement, sa recherche d'une sagesse humaine. Il écrit, dit-il, pour les avides, non pour les modestes. Les modestes, ce sont ceux qui acceptent, ceux que déterminent l'hérédité, la chair, le heurt des instincts et des influences. Les avides, ce sont les cœurs violents, ceux qui ont reçu la brûlure de la vérité, et qu'une soif continuelle irrite. Pour sa part, il sévit contre la mémoire et contre le désir, contre l'excès de science et de mouvement, mais ce n'est pas pour s'abandonner au régime des animaux hibernants. Non, il n'est pas pour la béatitude morne : il est pour l'effort, pour la patience, les travaux quotidiens. « Je suis, conclut-il, rendu au sol avec un devoir à chercher, et la réalité rugueuse à étreindre ! Paysan. » On ne saurait se prononcer avec plus de raffinement contre les excès de la culture, ni mettre plus de grâce fière à être un peu sauvage.

* * *

La littérature d'aujourd'hui justifie-t-elle toutes ces critiques ? Il y a certes abondance de livres qui ne sont pas significatifs. Il y a une manie d'écrire. Il y a une incurie assez générale de l'importance des sujets. Il y a une fréquente absence de composition. De nos jours, on se raconte beaucoup. Tout cela donne raison à M. Julien Lanoë. Mais

il y a dans cet abus même une recherche ardente de certitude, une effervescence qui est la marque de l'époque. Même cette régression vers les arts instructifs, même le bouleversement des notions sentimentales et grammaticales, sont peut-être, si l'on veut être optimiste, la confusion préalable au rétablissement d'un certain ordre.

Un jeune auteur part de cette phrase de Barrès : « Le secret de son impuissance était qu'il tenait à tout examiner au point de vue de l'éternité. » Et il compose *le Testament romantique*, confession qui n'est pas sans talent, ni sans ingéniosité. Il dit lui-même : « J'ai écrit un livre : je ne veux ni m'en excuser ni m'en glorifier. » Et c'est précisément ce que M. Julien Lanoë lui reprocherait. Le roman est une suite d'observations dont ces lignes donneront une idée : « Je suspends le cours assoupi de la journée : je m'installe dans un rythme plus ample, et toutes mes sensations jouent comme les postes de T. S. F. au passage des ondes herziennes. Contact du moi et de la vie, sans toutefois l'enfantillage de marquer les points. Buée slave : au fond de la cour, une servante russe répète sans arrêt les premières mesures de Lison-Lisette sur un ton de badinage attendri, etc. » Et voilà qui est représentatif de toute une série de livres contemporains, qui ont ceci de touchant : ils sont le bilan hâtif d'une génération avide de se connaître et de se trouver. Ce genre d'autobiographies est à la base de la littérature nouvelle.

L'histoire contée par M. Georges Duvau dans *le Testament romantique* dénote d'ailleurs une sensibilité et une faculté d'émotion qui étaient rares il y a encore deux ou trois ans. On a la même impression en lisant le roman d'amour écrit par M. Jean Bodin sous ce titre *Armel*. L'action est réduite à rien, c'est l'analyse sentimentale qui remplit à elle seule le livre : elle est valable par la sincérité très simple, par la fraîcheur, par une sorte de pureté, par le goût du rêve et du romanesque. De même encore *les Heures profondes* de M. E. Buenzod forment un livre curieux par le raccourci volontaire qu'a tenté l'auteur. Il a voulu enfermer toute une vie d'homme dans une vingtaine ou un peu plus de chapitres dont chacun expose une journée intense. M. Buenzod a cherché à donner une vision de la condition humaine, et il a souvent réussi à faire surgir des images brusques et fugitives qui sont les figures du destin. Chez M. Jean Bodin et chez M. E. Buenzod, M. Julien Lanoë retrouverait la mélancolie et la rapidité des jeunes auteurs, mais il ne leur refuserait pas, même s'il ne l'approuvait pas, un don pathétique. Dans *le Train fou* de M. Henry Poulaille, le sujet est précisément la vitesse. L'auteur

qui a de l'imagination et un style pressé et direct, a lui-même donné à son ouvrage ce sous-titre : Roman-film. C'est un livre emballé, où est décrite la course folle d'un train rapide, un livre fiévreux, plein de la poésie moderne de la machine, un livre trépidant, où M. Lanoë trouverait la justification des remarques qu'il fait dans ses champs pacifiques.

Dans une autre catégorie, on pourrait ranger les jeunes qui font, non point leur examen de conscience, mais le recensement des idées que leur lèguent leurs aînés. Ici toutes les écoles, tous les systèmes se mêlent, et un livre comme celui de M. Martin du Gard, *Vérités du moment*, donne une impression singulièrement touffue. On y voit passer non seulement des écrivains déjà illustres, mais tous ceux dont la notoriété a cru depuis la guerre, de M. Albert Thibaudet à M. Pierre Benoît, de M. Alexandre Arnoux à M. Léon-Paul Fargue. Et de ce rapprochement des noms et des œuvres surgit non pas une notion simple de notre temps, mais une image infiniment variée. Par de tout autres chemins que M. Julien Lanoë, M. Maurice Martin du Gard entend aussi nous ramener à la vie. Mais ces mots n'ont pas du tout le même sens pour les deux auteurs. Tandis que l'un nous conseille de nous intéresser à notre prochain, à nos travaux, à notre propre existence, l'autre est préoccupé d'une théorie littéraire et nous assure que la génération nouvelle est déterminée à revenir dans l'écrit à la spontanéité de la parole. Cette entreprise, annoncée en termes doux et conciliants, est beaucoup plus hardie qu'on ne pourrait croire. Il s'agit, nous dit-on, pour ne pas nous inquiéter, de briser les chaînes d'or de l'Hellade. Comprenons cette formule. L'antiquité est accusée d'avoir instauré un certain nombre d'expériences dont nous vivons, et que nous considérions comme raisonnables, c'est-à-dire conformes aux lois de l'esprit. Aujourd'hui, la jeune école nous dit que ces expériences ne sont pas l'humanité tout entière qui, elle, a élaboré d'autres genres littéraires que ceux qu'Athènes inventa. « Ne conviendrait-il pas de nous rendre compte de la richesse acquise par des millions de penseurs et d'artistes, qui suivant leur propre spontanéité ont créé de vrais chefs-d'œuvre? » Et l'on nous cite un peu au hasard les récitatifs parallèles des Hébreux et des Arabes, les concis et précis *haïkaï* japonais, les énigmes sémitiques prisées par la reine de Saba : exemple de « possibilités expressives » traçant la voie qui pourrait être poussée à l'infini, « grâce à la méthode appuyée enfin sur une psychologie vraiment humaine ». Ces jeux pleins d'ingéniosité, si curieux, mais, ajoutons-le, si éloignés de nos traditions littéraires,

sont-ils de ceux qui bénéficieraient de l'indulgence de M. Lanoë ? Je crois qu'il préférerait continuer son éloge de l'insouciance.

Mais voici qu'un autre jeune critique, M. Léon Pierre-Quint, nous ramène pour sa part à Balzac. Il vient d'écrire une préface pour *la Vieille fille* et à ce sujet il nous confie discrètement ses idées sur la littérature. M. Léon Pierre-Quint, qui a beaucoup étudié Marcel Proust et qui est informé des dernières libertés du roman, donne d'abord à Balzac un témoignage. Il reconnaît que des livres comme *Splendeurs et misères des courtisanes* ou *la Vieille fille* vont fort loin dans la psychologie et même dans la physiologie. Bien que les mots restent voilés dans l'auteur de *la Comédie humaine*, et l'on sait assez qu'ils ne le sont plus dans la littérature contemporaine, M. Pierre-Quint reconnaît que Balzac dès 1836 avait pressenti les découvertes contemporaines de la psychanalyse, les refoulements et tout ce qui nous paraît si prodigieusement nouveau. Et cela dit, tout pénétré qu'il est des mérites propres aux jeunes écoles, M. Léon Pierre-Quint a une grande admiration pour Balzac. Il n'est nullement ému par les critiques adressées à la composition et au style de Balzac. Il ne lui reproche pas les longs préambules, les digressions, les descriptions minutieuses, le réalisme littéraire, qui paraît à certains si fastidieux et qui est si critiqué. Il proclame courageusemont que tous ces accessoires sont nécessaires à l'ensemble de l'œuvre, que les descriptions font partie des personnages, que l'ameublement joue un rôle et devient le symbole d'une existence. Bien mieux, il accorde que *la Comédie humaine* dépasse la peinture d'une époque et se rattache aux œuvres qui touchent au problème de notre destinée. Il la loue de faire ressortir que dans la lutte des hommes avec des forces qui les dépassent, les obstacles sont souvent de petites choses, des circonstances insignifiantes. Ainsi les coups de théâtre se produisent au moment décisif de l'existence du personnage, et Balzac fait entrer dans ses romans un souffle d'aventure. « Sans sortir de l'étude de la société et de l'observation du cœur, il fait craquer les cadres du naturalisme et de la psychologie et naître le merveilleux ! Ce comptable des faits précis et ce moraliste aboutissent à une sorte de lyrisme. »

Il y a plaisir à remarquer ces commentaires, qui rejoignent ceux que faisait récemment dans son beau livre *Quelques témoignages*, notre maître Paul Bourget. Le drame balzacien met les Espèces sociales en action à travers l'individu. Il n'est qu'un moyen de jeter une lumière plus vive sur les énergies que le peintre des mœurs s'est proposé de définir et de caractériser. Il en est la crise, au sens

où la pathologie emploie cette formule. Or le roman est avant tout la préparation et le dénouement d'une crise. M. Léon Pierre-Quint, par son appréciation de l'œuvre de Balzac, relie donc la jeune génération avec celle qui la précède. Et en outre, il nous réconcilie avec la vérité artistique du roman. L'impressionnisme exaspéré détournait M. Julien Lanoë de toute littérature. Le réalisme balzacien ramène M. Léon Pierre-Quint à la tradition.

* * *

Ce qui a pu éloigner M. Julien Lanoë de la littérature, c'est l'abus des bavardages et des constructions arbitraires, et ce qui conduit M. Pierre-Quint à admirer le roman balzacien, c'est le goût de vérité. La jeune littérature fournit des arguments à l'un et à l'autre. Notre époque a vu la plus grande confusion. Il n'y a plus d'écoles, ce qui n'est peut-être pas un mal, mais il n'y a plus de règles, ce qui n'est certainement pas un bien. Chacun fait ce qu'il veut, cultive le genre qu'il aime. De cette anarchie finit par sortir la découverte de quelques maximes nécessaires, et par l'excès de la liberté se sont manifestées les conditions indispensables d'un genre littéraire. C'est ce qu'on appelle revenir à l'ordre par le désordre. Il ne suffit pas de se déclarer affranchi pour que tout soit possible. Chaque chose vivante a ses conditions. Ce ne sont pas des conventions, ce sont des usages, c'est-à-dire des vérités d'expérience. Pour ce qui est du roman, la moindre affaire est d'être romanesque. Il y a cent manières d'en écrire; mais il reste un principe absolu : les romans valent selon la réalité qu'ils enferment, et leur beauté est d'être une peinture exacte de la nature et de la vie.

Après beaucoup de tapage et de grands enthousiasmes pour des nouveautés voyantes, les jeunes écoles se décident peu à peu à suivre la route tracée par leurs aînés. Il y a eu une mode d'insensibilité, il y a eu un déchaînement d'égotisme. Et voici que parmi les écrivains de la dernière génération, M. Henry de Montherlant publie un livre plein d'émotion généreuse qui a pour titre *Pages de tendresse*. Il y a eu une esthétique selon laquelle le raccourci des expressions, la tension ou même l'obscurité étaient de rigueur, l'ordonnance habituelle du discours était rompue, l'image remplaçait le raisonnement, la vision fuyante des choses et des êtres était instantanée. Et voici que M. Pierre Benoit publie *Axel*, roman construit selon toutes les ressources coutumières des conteurs, attestant que l'auteur connaît toutes les cordes de la lyre et au besoin quelques ficelles. Voici que

M. Roland Dorgelès publie un récit de voyage, plein de richesses, plein d'images, de souvenirs, de personnages pittoresques et romanesques, *la Caravane sans chameaux*, composé lui aussi d'après toutes les traditions. On en peut dire autant de l'*Adrienne Mesurat* de M. Julien Green, d'*A travers l'Empire de Ménélik* de M. Jean d'Esme, de *Deux petits hommes et leur mère* de Mme Henriette Charasson et de cette *Reine d'Arbieux*, dont Mme Jean Balde nous dit l'histoire dramatique, tantôt avec humour, tantôt avec passion, et toujours avec un sens exact de ces paysages ensoleillés et ondoyants du Bazadais.

Les admirations que professe la jeune école sont d'ailleurs très significatives. Elle se réfère à Marcel Proust. Ce serait une vue bien superficielle que de prendre l'auteur du *Temps retrouvé* pour un impressionniste qui ne compose pas. Son œuvre est seulement conçue sur un plan spécial. Elle n'est entièrement intelligible que par l'ensemble; et le dessein entier se développe en de nombreux volumes. C'est une vaste architecture, dont les proportions et les intentions ne sont tout à fait sensibles que si on la considère tout entière. Ce qui n'empêche pas chaque livre d'avoir son plan particulier, comme chaque pièce d'une demeure a son harmonie propre et son caractère. Quant à la méthode, elle est tout intellectuelle et analytique, par là beaucoup plus voisine des disciplines qu'il n'a paru au premier moment. Plus la jeune école littéraire l'étudie, plus elle y trouve que l'intelligence y a autant de part que la sensibilité. Un personnage qui essaie de consoler un malade dit : « Je vous plains beaucoup. Et pourtant je ne vous plains pas, parce que je vois que vous disposez des jouissances de l'intelligence et parce que celles-ci, pour vous comme pour tous ceux qui les connaissent, sont vraisemblablement les seules qui comptent. » Ici, nous sommes aussi loin que possible des négations de M. Julien Lanoë. L'art est considéré comme connaissance et l'émotion esthétique tient à ce que dans toute beauté littéraire se trouvent cachées une vérité et une réalité. « Toute beauté, dit Walter Pater, n'est en fin de compte que raffinement de vérité. »

La jeune école révère aussi en Madame Colette un écrivain de beau langage et un des auteurs les plus exacts, les plus classiques, de notre temps. Son dernier livre, *la Naissance du jour*, est un peu troublant par le mélange apparent de biographie et de fiction. Mais elle nous avertit elle-même de ne pas attacher trop d'importance à de prétendues confidences, qui ne sont qu'un moyen de sauver de la publicité des secrets confus et considérables. Trois personnages participent à l'histoire : un jeune homme, une jeune fille, une femme de

cinquante ans. Le jeune homme est fiancé à la jeune fille, et finit par faire une déclaration à la femme de cinquante ans, qui renonce à l'amour. Ce renoncement c'est une partie du livre : il est exposé en méditations, où il y a de la mélancolie, de l'indulgence, de la résignation, de la fierté. L'auteur relit les lettres de sa mère, qui sont délicieuses. Et puis elle aime la nature, les plantes, les bêtes, les créatures; elle en parle magnifiquement avec une poésie familière et profonde, avec une amitié fraternelle, qui donne à son ouvrage toute sa valeur, son apaisement, sa philosophie instinctive et émouvante. On songe en fermant le livre à cette remarque de M. Pierre-Quint : « Un roman ne surpasse en valeur l'incroyable quantité de romans accumulée par la production contemporaine que par la poésie qui s'en dégage. »

Les romans qui ont le plus de chance de vivre sont en effet ceux-là qui renferment des éléments poétiques, grâce auxquels l'humanité se retrouve toujours en eux. C'est le péché de M. Julien Lanoë d'avoir écrit contre la littérature et sans paraître tenir compte de ce que lui doivent nos cœurs imparfaits. Depuis qu'il y a des hommes, ils aiment les contes, qui rassemblent la sagesse du passé, entretiennent les rêves et versent l'oubli, et c'est à la magie des poètes que nous devons les plus beaux. Et peut-être, après ceux-là, n'y a-t-il plus place que pour les œuvres dues à l'intelligence constructive, quand elle est suffisamment puissante pour pénétrer les rapports nécessaires des choses. Dans de belles pages qu'il a consacrées à Stendhal, Paul Bourget a dit un jour qu'un des chapitres les plus curieux de l'histoire littéraire serait celui qu'on pourrait écrire sur la vitalité des romans. Il en est qui n'existent plus que comme des curiosités de bibliothèques; ils ont été souvent les plus ardemment aimés par les contemporains, mais ils sont morts. Il en est d'autres qui gardent un intérêt documentaire, et nous renseignent sur les façons de faire et de sentir d'une époque, et sans doute notre période tourmentée est-elle riche de livres de cette catégorie. Il y a enfin ceux qui gardent toute leur actualité à travers les générations, et une actualité agissante. Que dans son zèle méritoire à nous préserver de la littérature inutile, M. Julien Lanoë nous laisse les livres qui font partie du patrimoine humain, et qui sont les compagnons enchantés de la vie.

André Chaumeix.

REVUE MUSICALE

L'Opera de Vienne à Paris. — Théâtre de l'Opéra-Comique : *Sarati le Terrible*, drame lyrique en quatre actes; poème de M. Jean Vignaud, musique de M. Francis Bousquet.

Le pays de Gluck, de Haydn, de Mozart, de Beethoven, de Schubert, vient de nous envoyer une ambassade musicale qu'on peut bien qualifier d'extraordinaire. Pour la capitale autrichienne, encore aujourd'hui, il est admirable que la musique demeure non seulement la seule magnificence, mais une raison de vivre, et non la moindre, un mode même, nécessaire, essentiel, de la vie. Elle fut cela toujours. Vienne est un des hauts lieux de l'histoire et de la géographie musicales. Des cinq grands maîtres qu'on peut appeler siens, Schubert seul y est né, mais les autres y ont vécu. Tous lui doivent quelque chose et pour elle ils ont fait beaucoup.

La carrière de Gluck fut diverse comme son génie. On sait que ses œuvres, et ses chefs-d'œuvre, se partagent, inégalement d'ailleurs, entre l'Autriche, l'Italie et la France. Quant à sa personne, voici comment un des nôtres, et non des moindres, Méhul, l'entrevit un jour à Paris : non pas vieux, mais déjà mûr, d'une maturité vigoureuse; en pantoufles et en caleçon, coiffé d'un bonnet de velours noir, vêtu d'une camisole d'indienne, tapant de toutes ses forces sur son clavecin et comme furieux d'une fureur sacrée. Un de ses biographes (1) nous le montre tout autre, et plus tard, revenu dans sa patrie. C'est en 1783, aux portes de Vienne, le châtelain de Berchtoldsdorf, un « grand vieillard vêtu d'un habit gris somptueusement brodé d'argent, et se promenant, un jonc à pomme d'or à la main. Sur la pelouse, l'été, quand le soleil, brillant comme celui de la Grèce,

(1) M. Jean d'Udine.

illuminait la campagne, il faisait porter son clavecin et, la tête enflammée de champagne, le cœur tout rempli de ses personnages, il évoquait les prairies élyséennes, les jardins enchantés d'Armide ou le temple d'Apollon, resplendissant de lumière. »

Aucun maître autrichien ne fut plus fidèle à son pays que le grand et bon Haydn. Il ne le quitta que deux fois, appelé par l'Angleterre. Il passa dix années de son enfance attaché à la maîtrise de Saint-Étienne comme petit chantre. Adolescent, il aimait à courir le soir les rues de Vienne avec des amis de son âge, comme lui grands donneurs de sérénades. Déjà toute la ville résonnait de ses chants. Plus tard il entra au service, — oui vraiment au service, car il portait la livrée, — d'un grand seigneur, le comte de Morzin, puis d'un autre, le prince Esterhazy. Il demeura trente ans chez ce dernier, créant en paix des chefs-d'œuvre pour un maître qui n'en était pas indigne. Sa patrie glorifia sa vieillesse. Un jour l'aristocratie viennoise donna en son honneur, au palais Lobkowitz, une audition de la *Création* qui fut son apothéose. Malade et infirme, Haydn y assista. Tout le monde se leva lorsqu'il parut et, pendant le concert, comme il semblait avoir froid, les écharpes, les châles, raconte Stendhal, quittèrent aussitôt les belles épaules qu'ils couvraient et vinrent réchauffer les genoux du vieillard chéri. Puis il se retira, porté dans son fauteuil, et passant à travers la foule qui l'acclamait, de sa main tremblante il la bénit.

Avec l'argent gagné dans les brouillards de Londres, il avait acheté une petite maison sur la route de Schœnbrunn, au soleil. C'est là qu'il vécut ses dernières années; là qu'en 1809, au bruit de nos canons, presque sous nos bombes, il mourut, priant pour son empereur et rassurant ses domestiques effrayés par ces mots d'une fierté cornélienne : « Sachez que là où est Haydn, il ne peut arriver malheur. »

En 1790, lorsqu'il était parti de Vienne pour Londres, Mozart, qui l'aimait, se jeta dans ses bras en sanglotant : « O mon cher papa, s'écria-t-il, ce baiser sera le dernier. Nous ne nous reverrons plus. » L'année suivante, à trente-cinq ans, Mozart était mort. Envers celui-là, Vienne, sa ville adoptive, se montra souvent ingrate. Peu sensible d'abord à la beauté des *Noces de Figaro*, Vienne mérita que *Don Juan* ne fût pas écrit pour elle. C'est à ses amis de Prague et à lui-même que Mozart en fit don. *La Flûte enchantée* vint enfin réparer une longue injustice. Mais elle venait trop tard. Quelques mois après sa venue, un matin de décembre, Mozart expirait. Ses

funérailles furent d'un pauvre, presque d'un inconnu. Sa femme, malade, ne put le suivre et comme la neige et le vent faisaient rage, les rares amis qui l'avaient accompagné d'abord l'abandonnèrent à mi-chemin. Il entra seul au cimetière et son corps fut déposé dans la fosse commune. Quelques jours après, sa femme vint et questionna le fossoyeur. Il répondit qu'il ne connaissait pas ce mort et depuis, pour prier sur la tombe de Mozart, nul n'a su jamais où ployer les genoux.

Mais Vienne devait se repentir. Le regret, le remords même, entra peut-être dans le culte, vraiment expiatoire, qu'elle allait vouer désormais à Mozart, devenu son fils bien-aimé, l'objet de toutes ses complaisances. L'Opéra de Vienne s'appelle la Maison de Mozart, comme le Théâtre-Français de Paris se nomme la Maison de Molière. C'est à Mozart que le premier poète dramatique de l'Autriche a rendu les plus magnifiques honneurs. En mémoire de lui Grillparzer adressait à sa patrie ces mélancoliques paroles : « Un trésor s'est perdu : le bonheur innocent, et ce trésor, ô mon Autriche, c'était le tien. » Aux yeux de Grillparzer, Mozart est plus que le représentant par excellence du génie de son pays : il est pour ainsi dire en personne ce pays lui-même, « l'adolescent aux joues roses, qui s'étend entre l'Italie, cet enfant, et cet homme, l'Allemagne ». Le poète apprit à chérir le musicien dès l'âge le plus tendre, et sur les genoux mêmes de sa bonne. Elle avait « créé » un singe dans *la Flûte enchantée* et gardait en son cœur ce glorieux souvenir. Jamais un poète n'a mieux compris le plus purement musical de tous les musiciens. En 1842, devant le monument élevé au maître de Salzbourg, Grillparzer disait : « Vous le nommez grand. Il l'est en effet parce qu'il s'est limité. Ce qu'il a fait et ce qu'il s'est interdit pèsent d'un poids égal dans la balance de sa renommée... Il a préféré paraître plus petit qu'il n'était, plutôt que de s'enfler jusqu'au monstrueux. Le royaume de l'art est un second monde, mais existant et réel comme le premier, et tout ce qui est réel est soumis à la mesure (1). »

Après Haydn et Mozart, Beethoven. Après Beethoven, Schubert. A leur vie et à leur œuvre, à leur gloire, à leurs joies comme à leurs douleurs, à leur mort enfin, leur pays adoptif ou natal est associé. Dans le génie de ses fils ou de ses hôtes quelque chose a passé de son génie : non seulement du génie de la race, mais du génie du peuple, des choses et des lieux. Serviteur des grands, un Haydn le fut

(1) Sur Grillparzer et la musique, voir : *Franz Grillparzer. Le théâtre en Autriche*, par M. Auguste Ehrhard ; Paris, 1900.

également des humbles et des petits. Aucune musique ne dédaigna moins que la sienne la pensée et le style populaire. Ami des paysans, il réunissait chaque année ceux de son voisinage. Il leur donnait un bon repas et quelques pièces d'argent. C'était là son « jour de magnificence ». Mais de tous les dons qu'il leur octroya, le plus précieux fut les *Saisons*, ces Géorgiques musicales offertes à ses amis des champs : à tous ceux qui vivent de la terre et près d'elle, à tous ceux qui labourent et qui sèment, qui moissonnent et qui vendangent, et que le chef-d'œuvre de Haydn a célébrés.

Parmi les opéras de Mozart, *la Flûte enchantée* passe à juste titre pour le plus allemand. Au souvenir de certains passages, de certaines chansons ingénues, je l'en appellerais peut-être mieux le plus autrichien, le plus viennois. Quelques heures avant de rendre le dernier soupir, Mozart murmura : « Pourtant je voudrais bien entendre encore *la Flûte enchantée*. » Et sur ses lèvres jusqu'à la fin mélodieuses et souriantes revint errer une dernière fois le refrain populaire de l'oiseleur Papageno :

« Dans les murs, hors des murs, tout parle de *leur* gloire. »

Et tout y est uni pour toujours. Par le génie d'un Beethoven, la nature, hors et près de Vienne, a été consacrée. Heiligenstadt, Baden, Mödling, humbles vallons à jamais fameux ! Là, pour inspirer une Symphonie *Pastorale*, a souri la campagne et jasé le ruisseau, puis éclaté l'orage, les paysans ont mené leurs danses et la caille et le rossignol ont chanté.

L'Autriche enfin n'a jamais eu de plus grand paysagiste que Schubert. Musicien et voyageur errant, de compagnie et vraiment « de concert » avec son admirable interprète et ami le ténor Vogl, il allait par monts et par vaux. La ville et le village, la plaine et la colline, le ciel et les astres, l'arbre, la fleur et le ruisseau, le pêcheur de truites et la belle meunière, autour de lui, pour lui, tout devenait musique. Ses *lieder* naissaient en foule, sublimes ou familiers, au détour du sentier, à la croisée des chemins, tous créés à l'image des êtres et des choses, à la ressemblance de l'âme et du visage même de sa patrie.

Voilà de quel passé, de quelle gloire Vienne est l'héritière et la gardienne. Ses musiciens nous ont apporté le témoignage éclatant de sa fidélité. Nous leur devons, nous aussi, des jours ou des soirs « de magnificence ». Ils forment une compagnie d'élite, une harmonieuse hiérarchie, où tous concourent et se concertent, se tiennent et se soutiennent. Nul n'y prétend rien au delà de son rang et de sa part.

L'ordre et la discipline règnent sur eux. En eux, c'est la conscience, le respect, l'amour unanime de l'art qu'ils servent ensemble, et non pas, en chacun d'eux, l'amour de soi. Que si l'on demande ce qu'ils font, après tout, de si extraordinaire, il suffira de répondre, en langage familier, qu'ils font « simplement ce qu'il y a ». Mais dans la musique, « ce qu'il y a » c'est bien des choses, et qui ne sont pas simples : c'est la mesure, le rythme et le mouvement, c'est un *crescendo* ou un *diminuendo*, c'est un accent, une note, avec sa juste valeur comme durée et comme qualité sonore, enfin c'est quelquefois le silence même. De tout cela les artistes viennois, à l'orchestre et sur le théâtre, possèdent l'intelligence, le sentiment, la pratique exacte sans rigueur et libre sous la loi. Ajoutez l'horreur de l'enflure et de l'emphase, le mépris de « l'effet », le goût du naturel, du divin naturel, et de la simplicité. Puissant ou délicat, soit qu'il « donne » tout entier, soit qu'il se divise, l'orchestre paraît, sous les mains fermes ou légères de son chef, un seul instrument joué par un artiste unique également, et qui jouerait à merveille. Un soir, du fond de la salle, c'est de près, de tout près qu'il nous semblait l'entendre.

« On ne chante plus, on parle ou on crie », écrivait déjà Musset. Chanteurs et chanteuses de Vienne chantent sans que jamais une parole, un cri, brise le pur dessin de leur chant. Et puis, musiciens avant tout, musiciens dans l'âme, ils possèdent la faculté, que Musset encore admirait, « de puiser l'inspiration tragique », — ou comique, — « dans l'inspiration musicale » et là seulement. La musique les enveloppe, ils sont, ils se meuvent, ils vivent en elle.

Les représentations viennoises n'atteignirent pas toutes à la même beauté. *Don Juan* eut quelques faiblesses. Mais *les Noces de Figaro*, quel délice, et quel délice nouveau ! Chanteurs, orchestre, tous ont pris, ont mené d'un bout à l'autre le souriant chef-d'œuvre avec une souplesse, une grâce ailée, enfin et surtout avec une familiarité charmante, qui, sans irrévérence aucune et sans rapetisser jamais le génie de Mozart, le faisait plus aimable encore et plus proche de nous. A l'autre extrémité et comme au pôle contraire de la musique, Wagner après Mozart, *Tristan* après les *Noces*, après l'amour-goût l'amour-passion avec toutes ses fureurs, trouva d'incomparables interprètes. *Fidelio* enfin, par où s'ouvrit une « saison » trop brève, *Fidelio* mérita les honneurs du triomphe et les obtint. Splendide entre toutes fut cette première soirée. Par Beethoven et par ceux qu'on peut bien nommer les siens, nous touchâmes le fond de la douleur et le sommet de la joie, l'une et l'autre héroïque et sublime.

Au sortir du théâtre, je me rappelais la noble fin que Gounod assignait un jour à sa musique : « *incrementum vitæ in meipso et in fratribus meis.* » Après de telles heures, il n'était personne qui ne sentît la vie, la vie supérieure, idéale, accrue en soi.

Sarati le Terrible est une variante algérienne, mélodramatique et réaliste, de *l'École des Femmes* et du *Barbier de Séville*. Le personnage qui donne son nom à la pièce n'est pas, comme on pouvait le prévoir, un conquérant barbare, mais le patron grossier et brutal d'une auberge et d'un cabaret ou « casse-croûte » d'Alger. Ce héros de bas étage et d'âge mûr, Arnolphe ou Bartolo colonial, est furieusement amoureux de sa nièce. Il se la voit enlever par un beau jeune homme, ce dont il enrage d'abord et se désespère. Mais bientôt, — et le revirement est brusque, — sa *terribilità* se change en grandeur d'âme. Il renonce, il pardonne, mais, ne pouvant oublier, il se tue.

« Algérienne », avons-nous dit. La musique l'est à l'excès et sans relâche par des procédés trop connus; mélodies ou mélismes chromatiques, rythmes sautillants, sonorités nasillardes, coulées de flûte, pacotille de bazar, articles d'Orient à bon marché.

Sans plus parler de ces détails, l'œuvre semble manquer d'ampleur et de suite, d'idées maîtresses, de plan général et de lignes arrêtées. Elle est faite, à la manière d'une mosaïque, de petits cailloux, mais assemblés au hasard, peu colorés, moins polis encore, plutôt inégaux et pointus. Ils blessent parfois, les fausses notes jouant çà et là comme de juste (excusez l'antinomie de ces deux termes), leur rôle accoutumé.

Une scène du moins n'est pas indifférente : celle du pardon. Ici la musique se met, se meut à l'aise, et se développe un instant. Elle se fait mélodique et touchante, sans pour cela tomber dans la romance et la sensiblerie. Ce n'est pas un air, mais c'est un chant, que se partagent l'orchestre et le chanteur. Et celui-ci, M. Lafont, ne l'a pas seulement chanté, mais dit à merveille, d'une voix tour à tour puissante et douce, et, par extraordinaire, intelligible toujours.

CAMILLE BELLAIGUE.

REVUE DRAMATIQUE

Comédie des Champs Élysées : *Siegfried*, pièce en quatre actes de M. Jean Giraudoux. — Comédie-Française : *la Poudre d'or*, conte en trois actes de MM. René Trintzius et Amedée Valentin.

C'est le cœur serré, dans un profond sentiment de tristesse et d'humiliation, que j'ai assisté à la pièce de M. Giraudoux, *Siegfried*. Une pièce allemande par un auteur français, une pièce à l'honneur de l'Allemagne, imprégnée, saturée du sentiment de la grandeur allemande. Sur une scène française, l'uniforme allemand : la casquette et le manteau de campagne du général, le casque à pointe du soldat allemand. Dans une salle où, parmi beaucoup d'étrangers, il y a quand même un certain nombre de Français, un hymne, un hymne national : l'hymne allemand!

Quoi ! Dix ans après ! Il a suffi de dix ans...

La toile se lève : nous voici en Allemagne. Un bureau dont les fenêtres s'ouvrent sur la ville de Gotha. Campé au beau milieu, raide dans sa livrée galonnée, un huissier majestueux. Nous sommes chez une Excellence. Très romanesque la destinée de l'Excellence herr Siegfried. Pendant la guerre, ramassé sur le champ de bataille, et transporté dans un hôpital allemand, il y est arrivé dans un état de complète amnésie. De son passé, naissance, nationalité, identité, il a tout oublié. Sur cette table rase une infirmière a eu l'audace d'écrire une belle page en allemand. A celui qui avait oublié sa patrie elle en a donné une autre : l'Allemagne. Ç'a été un chef-d'œuvre de rééducation. Sous son nouveau nom de Siegfried, l'amnésique est devenu, corps et âme, un parfait Allemand, un grand Allemand, l'un des chefs de l'Allemagne d'aujourd'hui. Auprès de lui, Éva, la patriote allemande, l'incarnation de la patrie allemande, monte la garde.

Elle sait que son œuvre, pour être édifiée sur un mensonge, est fragile, — et menacée. Le comte de Zelten, qui représente l'ancienne Allemagne, fédérative et féodale, a jadis vécu à Paris où il a connu un écrivain du nom de Jacques Forestier, disparu dès les premiers mois de la guerre, et dont on n'a plus eu nulles nouvelles. Zelten soupçonne que le Jacques Forestier d'hier pourrait bien ne faire qu'un avec le Siegfried d'aujourd'hui.

Pour s'en assurer, il fait venir de Paris la fiancée de Jacques Forestier, Geneviève, qui n'a cessé de le pleurer. Geneviève fait le voyage, accompagnée d'un nommé Robineau, qui sera l'homme d'esprit de la pièce. Elle se présente, sous les espèces d'une institutrice canadienne venue pour donner des leçons de français à Siegfried. A peine a-t-elle aperçu celui-ci, remuée au fond de son cœur, avertie par cet instinct qui ne trompe ni ne se trompe, elle reconnaît, si complètement germanisé qu'il soit, celui qu'elle est venue chercher. Lui, naturellement, ne la reconnaît pas.

Au deuxième acte, dans la bibliothèque de Siegfried, quelques plaisanteries de Robineau, puis la leçon de français, leçon très particulière où il est parlé de tout autre chose que de la leçon. Séduit par la grâce de Geneviève, Siegfried la presse de questions et obtient d'elle la confidence qu'à la veille de la guerre elle aimait un certain Jacques Forestier. Celui-ci n'était pas de ces Français qui tiennent l'Allemagne pour l'ennemie héréditaire et l'excluent en bloc de leurs sympathies. Non. Plein de tendresse pour l'Allemagne d'autrefois, l'Allemagne idéaliste et légendaire, rêveuse et sentimentale, l'Allemagne des musiciens et des philosophes, l'Allemagne de Gœthe chère à Mme de Staël, il n'en voulait qu'à l'Allemagne militariste. Et lui aussi, Siegfried condamne l'Allemagne qui a voulu la guerre ; il la condamne, mais comment, mais en quels termes qui excusent, qui expliquent, qui justifient ! Il faut entendre avec quel lyrisme il évoque « cette démence amoureuse, ces noces de l'Allemagne avec le globe, cet amour presque physique de l'univers, qui poussait les Allemands à aimer sa faune et sa flore plus que tout autre peuple, à avoir les plus belles ménageries, les plus hardis explorateurs... » Ah ! comme il se sent fier d'appartenir à la nation élue !

Geneviève, la leçon finie, n'a pas à craindre de rester seule : en face d'elle surgit un général allemand qui porte un nom français, Fontgeloy, personnage épisodique et dont on aurait pu se passer ; mais il fallait rappeler la révocation de l'édit de Nantes et les protes-

fants réduits à s'expatrier : ainsi la France a semé contre elle, dans le monde et à travers les siècles, les germes de haines inexpiables. L'armée allemande, paraît-il, ne comptait pas moins de quatorze généraux, trente-deux colonels et trois cents officiers d'origine française ; chiffres savoureux dont se gargarise le haineux hussard de la mort. Car Fontgeloy porte l'uniforme des hussards de la mort ; il eût manqué à la collection : rien ne devait nous être épargné de ce qui pouvait rendre à nos yeux le spectacle plus cruel.

A l'acte suivant, nous apprenons que la révolution préparée par Zelten a éclaté, et qu'elle a échoué. Zelten est prisonnier. On pourrait le fusiller ; ce serait l'avis des généraux : ils ont l'habitude. Siegfried l'envoie seulement en exil : on le dirigera *nach Paris*. Avant de partir, il s'épanche en furieuses invectives, et, en guise de flèche du Parthe, lance à la face de Siegfried la révélation de sa véritable identité. Voilà Siegfried averti. Il est Jacques Forestier, il est Français : que va-t-il faire ? Entre sa patrie d'origine et sa patrie d'adoption, laquelle va-t-il choisir ? L'une et l'autre le réclament, et tour à tour Éva et Geneviève le sollicitent avec une éloquence d'ailleurs inégale. Le plaidoyer d'Éva, l'Allemande, est d'une chaleur et d'une puissance singulières. Elle fait valoir aux yeux de Siegfried tout ce que l'Allemagne lui a donné, l'Allemagne qui sait reconnaître les supériorités et mettre chacun à la place qu'il mérite, tout ce que la France ne lui donnera pas. Il a soixante millions d'hommes derrière lui ; il est le chef : abandonnera-t-il son poste ? Pour un homme de sa taille, où est son œuvre, là est sa patrie. En réponse à ce plaidoyer enflammé, il faut bien dire que Geneviève n'apporte que les arguments d'une sentimentalité aussi conventionnelle que larmoyante. Dans cette pièce, s'il arrive que le point de vue français soit exposé, c'est, chaque fois, avec une faiblesse dont les personnages eux-mêmes font la remarque qu'elle confine au ridicule.

Au dernier acte, Siegfried a choisi de rentrer en France. Geneviève l'attend dans la petite gare frontière où il doit prendre le train. Vous dites : « Bien sûr, il ne pouvait pas faire autrement, mais ne soyons pas trop exigeants : sachons lui gré de son choix. Tout est bien qui finit bien. Il n'y a certes pas mis d'empressement, mais enfin il nous revient : il redevient Français. »

Hélas ! il y a la manière.

Au hussard de la mort venu à sa rencontre, pour tenter auprès de lui une suprême démarche, Siegfried répond que sans doute il est redevenu Jacques Forestier, mais qu'il ne cessera pas pour cela

d'être Siegfried. Il sera tout à la fois Français et Allemand. Il sera cet être amphibie : un franco-allemand. C'est à cette belle conclusion que tend toute la pièce, éminemment tendancieuse. Le dialogue, compliqué et précieux, y offre bien des obscurités. Mais l'idée est claire, et le but poursuivi ne peut laisser aucun doute. Un Français au cœur allemand, tel est le monstrueux assemblage auquel on nous convie de donner notre bénédiction.

« Siegfried, je t'aime. » C'est sous son nom allemand que Geneviève fait serment d'aimer Jacques Forestier. C'est la déclaration d'amour de la France à l'Allemagne.

Dix ans après !... Alors tout est oublié ! L'Allemagne, subitement lavée de son crime, redevient une nation pareille à une autre, plus puissante que d'autres, partant digne d'une particulière considération, et dont on peut parler entre Français en toute liberté d'esprit et tranquillité de cœur, comme de l'Angleterre ou des États-Unis. Oubliée l'invasion dont les hommes de mon âge ont vu à deux reprises déferler le flot sur notre sol ; oubliées la guerre à nos monuments, la guerre à notre art et à notre histoire, et l'infernale guerre des gaz, à laquelle encore aujourd'hui succombent, autour de nous, après dix ans de lente agonie, de jeunes hommes en qui sourdement travaillait le poison qui, lui, n'oublie pas. Maintenant, nous pouvons, sans malaise, passer la soirée en compagnie de cette Allemagne qui a marché comme un seul homme avec son Kaiser ; on peut nous faire entendre cet hymne, qui, hier, accueillait dans leur Allemagne intacte, des fleurs au canon des armes que nous leur avions laissées, ces troupes retour de mettre la France à la raison. Mais qui parle encore des « atrocités allemandes », et quel Français, tant soit peu distingué, commettrait encore pareille faute de goût? Oubliés les deuils, les larmes, les foyers dévastés, l'agonie de tant de pauvres petits... Nous avons pris congé de nos morts.

Le voilà le tragique cas d'amnésie.

Et ce qui donne beaucoup à réfléchir, c'est que l'auteur de cette pièce est un fonctionnaire français, attaché au ministère des Affaires étrangères, où le service de la propagande lui est confié.

A la Comédie-Française, une plaisanterie qui a mal tourné. Cela s'appelle *la Poudre d'or* et se passe dans une pharmacie. Le pharmacien, Le Moal, est un homme précis et tout à son affaire. De cela souffre sa femme, Simone Le Moal, femme incomprise, jalouse des

ordonnances et des potions qui lui prennent son mari. Un rebouteux, Baujard, met à sa disposition une poudre d'or dont l'effet est sûr. Il suffit d'en répandre quelques pincées : tous les gens de la maison sont « guéris de la vie ». Simone en répand tant et plus, et en effet tout change : ce bonheur, auquel elle aspirait, elle le connaît enfin : le pharmacien néglige sa pharmacie et devient tout sentiment. Seulement, il est en train de mourir d'une maladie de cœur... Rassurez-vous, il ne mourra pas : c'est un sort que le rebouteux lui a jeté et qu'il retire : c'est une illusion qu'un mot va dissiper... Oui, mais, au même instant, fini le bonheur de l'amoureuse Simone. Depuis qu'il n'a plus peur de mourir, Le Moal a désappris l'humaine tendresse : il ne sait plus que sa pharmacie et n'a plus d'yeux que pour ses bocaux.

Inutile d'insister sur cette mésaventure, dont le public a pris le parti de s'égayer. Il se peut, malgré tout, qu'elle n'ait pas été sans quelque enseignement. Les auteurs de *la Poudre d'or* semblent très pénétrés des théories à la mode sur l'inconscient, le subconscient et autres merveilles de la psychanalyse. Ils parlent à l'occasion de ce « carrefour de volontés » qu'est l'être humain. Leurs personnages ont cette lenteur de gestes, ces airs mystérieux, et ces silences pleins de sous-entendus, qui nous ont rappelé notre jeunesse, quand nous errions, aux premiers drames de Mæterlinck, à travers des forêts de symboles. Pour une fois, le bon sens français a refusé d'être dupe et pensé que le mieux était d'en rire.

M. Granval s'est composé une pittoresque silhouette de paysan normand. Les autres rôles existent peu ou prou.

Mais il serait temps que la Comédie-Française nous conviât enfin à un spectacle de quelque intérêt.

René Doumic.

CHRONIQUE DE LA QUINZAINE

Le 20 mai, les Allemands des deux sexes ont élu au suffrage universel leur Reichstag; la Prusse, la Bavière, le Wurtemberg, Anhalt, Oldenburg, ont élu leurs diètes. Le système du scrutin de liste avec représentation proportionnelle intégrale exclut en pratique les brusques changements de majorité; chaque liste a droit à autant de représentants qu'elle obtient de fois le quotient électoral qui est fixé à 60 000 voix. Le Reich est divisé en 35 circonscriptions; 673 listes, présentées par 31 groupes, sollicitaient les suffrages; à l'émiettement des partis par la multiplicité des nuances s'ajoute l'existence de partis locaux, en Allemagne du Sud, en Saxe, en Hanovre. Plusieurs n'ont obtenu le quotient dans aucune circonscription; de ce fait, environ 800 000 voix ont été perdues. Le nombre des députés s'en trouve réduit d'autant, car le chiffre des élus est proportionnel au nombre des votants, pourvu que les voix ne s'égarent pas sur des listes qui n'arrivent pas au quotient. Le 7 décembre 1924, pour les précédentes élections, 78,8 pour 100 des inscrits avaient voté: le nombre des députés était de 493; il sera cette fois de 492 pour 30 592 442 votants. L'empressement des électeurs a donc été moindre, car le nombre des inscrits nouveaux est d'environ 3 millions : la vraie vie de l'Allemagne ne s'exprime pas par le suffrage.

Le trait caractéristique des élections est le recul du parti nationaliste-conservateur et des partis de droite. Le groupe *deutsch-national* qui sortait vainqueur en 1924 avec 108 sièges, est réduit à 73 et à 4 359 586 voix. La bataille de la Ruhr avait, durant la législature précédente, servi de prétexte à une propagande intense contre la France et pour l'ancien régime. Cette fois, la campagne nationaliste contre la politique de Locarno et de Genève a trouvé d'autant

moins d'écho que, dans le cabinet Marx-Stresemann actuellement au pouvoir, quatre ministres allemands-nationaux ont pris leur part des responsabilités gouvernementales ; c'est seulement pour les besoins de la période électorale que le comte Westarp et ses amis se sont mis en frais de critiques contre une politique qui, dans le ministère, n'était pas désavouée par leurs collègues. L'autre grand parti conservateur, les *populistes* (*Volkspartei*), qui représentent plus particulièrement l'opinion des milieux industriels et bancaires, est aussi en recul, 44 sièges, au lieu de 51 avec 2 669 549 suffrages : c'est la fraction dont M. Stresemann est le chef ; battu en Bavière, où il avait audacieusement posé sa candidature, le ministre des Affaires étrangères est élu le premier sur la liste d'Empire.

Le recul des deux grands partis de droite, celui des hobereaux et celui de la féodalité industrielle, a une signification très nette ; il indique que la République démocratique se consolide en Allemagne. L'impopularité croissante de l'ex-Empereur et de sa famille, le mariage scandaleux de sa sœur, enlèvent, pour le moment, aux Hohenzollern toute chance de remonter sur le trône. Le loyalisme constitutionnel du maréchal Hindenburg, son impartialité, sa correction comme chef de l'État, ont contribué à acclimater l'idée républicaine. Ainsi apparaît une singulière analogie entre l'évolution politique de la France après 1870 et de l'Allemagne après 1918 ; les élections du 20 mai rappellent celles qui, en France, suivirent le 16 mai et consacrèrent la défaite des partis monarchistes.

Les vainqueurs du 20 mai sont les partis d'extrême-gauche. Les *social-démocrates* qui étaient 131 reviennent 152 avec 9 111 438 voix ; ils sont encore loin d'atteindre les chiffres qu'ils avaient emportés aux élections d'après guerre (187 en 1917, 194 en 1920), mais ils deviennent de beaucoup le parti dominant au Reichstag. Ils bénéficient de la discipline et de l'esprit politique dont ils ont fait preuve au pouvoir comme dans l'opposition ; plus soucieux de réalisations pratiques que de doctrines, foncièrement opportunistes, on les a vus, avec Noske, devenir, en 1919, les réorganisateurs de la force militaire qui a maté la révolution rouge en Prusse et en Bavière ; sans violences, avec honnêteté et application, leurs chefs, M. Otto Braun, M. Severing, gouvernent la Prusse depuis plusieurs années et, sans nuire à l'esprit militaire, combattent efficacement le vieil esprit militariste incarné dans la caste des hobereaux. Dernièrement, dans un article du *Vorwaerts*, ils ont indiqué le chemin d'une solution de la question des réparations et de l'occupation. La social-démocratie

est, au premier chef, un parti de gouvernement, plus comparable à nos radicaux, avec leur « anticléricalisme » en moins, qu'à nos socialistes qui mettent leur amour-propre à rester un parti de révolution et refusent toute participation au pouvoir.

Ils sont nettement séparés des *communistes* qui, de leur côté, remportent plus de succès qu'on ne s'y attendait, 54 sièges au lieu de 49 avec 3 232 875 suffrages. La politique d'entente avec Moscou, à laquelle, en haine de la France et de la Pologne, les partis nationalistes sont fort attachés, se révèle ainsi comme dangereuse pour l'avenir du Reich et pour sa prospérité économique. Tandis que, chez nous, la majorité du parti socialiste vote la motion Blum-Zyromski qui affirme, malgré tant de déboires électoraux, la solidarité révolutionnaire avec les communistes, en Allemagne la scission est nette entre la social-démocratie et le parti qui reçoit les ordres et les subsides de Moscou. C'est du côté des démocrates et des catholiques que la social-démocratie cherche ses alliances.

Les *démocrates*, parti d'intellectuels, de bourgeoisie urbaine, où les juifs sont nombreux, n'a jamais eu un grand nombre de députés, mais ses journaux sont influents et il a des chefs de valeur comme le publiciste Georg Bernhardt. Il a 1 492 899 voix et 25 élus, en recul de 7 sièges. Le *Centre* (catholique) doit à son caractère confessionnel une remarquable stabilité. Il n'en est que plus significatif de constater, cette fois, un déchet important de ses voix et de ses sièges : 61 au lieu de 68, avec 3 705 040 voix; dans la région rhénane, sa citadelle, il perd 300 000 voix. La raison n'en est pas mystérieuse. Les ouvriers et employés des syndicats catholiques sont mécontents des concessions faites par le chancelier Marx, chef du parti centriste, aux tendances conservatrices et antidémocratiques dans le cabinet de coalition à droite dont il est le chef. Les discours de M. Imbusch, député de la Ruhr, de M. Stegerwald, très écouté des ouvriers catholiques, avaient nettement manifesté cette irritation des masses catholiques attachées au programme démocratique et social qui a fait le succès et la gloire du vieux Centre. L'ancien chancelier Wirth, qui incarne avec éloquence et énergie ces tendances, n'a pas trouvé place sur les listes de son parti en Bade; il n'est élu que sur la liste du Reich ; aussi, en Bade, les catholiques sont-ils en recul. Aux voix du Centre, il convient d'ajouter celles des *populistes bavarois*, fraction détachée du Centre et qui reste, en général, solidaire de ses directions, avec une nuance plus nationaliste : 936 404 voix avec 17 sièges au lieu de 19.

Plusieurs partis moins importants totalisent un petit nombre de sièges dont l'appoint peut devenir décisif pour la constitution d'une majorité. Le *parti économique* gagne 6 sièges, 23 au lieu de 17, et obtient 1 391 133 suffrages : c'est une formule nouvelle qui fait prédominer l'économique sur la politique; les tendances générales du groupe sont conservatrices plutôt que nationalistes. La *Ligue agraire*, qui a 3 sièges au lieu de 0, est aussi à base économique (199 491 voix). La *Ligue des paysans bavarois* enlève du premier coup 8 sièges avec 480 613 suffrages. Le *parti des paysans chrétiens*, organisation agricole luthérienne, lui aussi nouveau venu, emporte 13 sièges avec 770 000 voix, la plupart prélevées aux dépens des conservateurs; la *Ligue agraire de Saxe* a 2 sièges et 127 633 voix. Un *parti des droits du peuple* a 8 sièges et 480 613 suffrages. Les *racistes* (*völkische*), transformés en nationalistes-socialistes, gardent 12 sièges au lieu de 14 avec 806 746 voix. Enfin le tenace *parti guelfe*, qui demande l'autonomie hanovrienne, a encore 3 sièges au lieu de 4 avec 194 936 suffrages. Nombreuses sont, en outre, les petites fractions qui, n'atteignant pas 60 000 voix dans une même circonscription, n'ont pas de représentation.

A qui s'étonnerait de la précision de ces chiffres, tandis que chez nous les partis ont tant de peine à se discriminer et à se délimiter, il faudrait rappeler que l'électeur allemand ne vote pas pour un ou des individus; son bulletin ne porte aucun nom, mais seulement la mention du parti qui a ses préférences. C'est ce qui explique que jamais un chef de parti n'est privé de siège, à moins que sa fraction n'en ait plus un seul, car son nom est inscrit en tête de la liste dressée par le parti. Si, comme M. Wirth, il est rejeté dans sa circonscription par ses propres amis, il est élu, pourvu qu'il y soit inscrit en bonne place, sur la liste du Reich qui bénéficie de tous les restes. Prenons par exemple un cas schématique et supposons un parti qui aurait, dans chacune des 35 circonscriptions du Reich, 70 000 voix; il aurait un élu (60 000 voix) dans chaque circonscription et il resterait 350 000 voix qui lui donneraient 5 élus sur la liste du Reich. L'Allemagne, pour des raisons historiques, a un grand nombre de partis, mais ces partis sont fortement organisés et disciplinés.

Plus significatives peut-être encore ont été les élections à la diète de Prusse. Le parti des hobereaux poursuivait de sa haine le gouvernement socialiste, démocrate et catholique de M. Braun et espérait d'autant plus vaincre cette coalition qu'elle n'avait guère qu'une voix de majorité. C'est le contraire qui se produit. Les socialistes

montent de 114 à 136 sièges ; les communistes de 44 à 56, le parti économique de 11 à 21 ; les nationalistes descendent de 109 à 82 ; le Centre de 81 à 69, les populistes de 45 à 40, les démocrates de 27 à 21. A la diète bavaroise les populistes (catholiques) tiennent la tête avec 30 sièges, mais les socialistes en ont 20, les paysans allemands 11. En Wurtemberg, les socialistes passent de 13 à 22 sièges, les nationalistes de 8 à 4, les paysans de 17 à 16, le Centre gardant ses 17 sièges : la coalition gouvernementale actuelle composée des nationalistes, des paysans et du Centre devra maintenant compter avec la social-démocratie. En Anhalt, les socialistes ont à eux seuls autant de sièges, 15, que tous les autres partis réunis. En Oldenburg, ils passent de 9 à 14, et les partis de droite de 15 à 9, le Centre gardant 9 sièges au lieu de 10.

Le succès des partis démocratiques et républicains apparaît donc incontestable et considérable. Même en Bavière, le monarchisme est en recul. Les exigences du prince Ruprecht, se faisant attribuer, sous prétexte de revalorisation, 30 millions de marks, ont laissé la plus fâcheuse impression. En Prusse, la coalition qui a commencé avec tant d'énergie la démocratisation des administrations est assurée de garder le pouvoir. On nomme même son chef, M. Otto Braun, parmi les personnages qui seraient qualifiés pour recueillir la succession de M. Marx à la chancellerie. Le président Hindenburg sera obligé, demain comme hier, de constituer un gouvernement de coalition, mais, dans la nouvelle combinaison, n'auront plus place les Allemands nationaux qui, dans toute l'étendue du Reich, sont les vaincus du 20 mai. La coalition dite de Weimar, constituée par les social-démocrates, le Centre et les démocrates, n'aurait pas tout à fait la majorité (239 voix sur 492) ; elle devrait donc s'adjoindre, soit les populistes bavarois, soit les populistes. M. Stresemann, dont la politique extérieure a été en quelque sorte plébiscitée, paraît, si la maladie dont il souffre se guérit assez vite, l'homme indispensable au ministère des Affaires étrangères ; il attirerait avec lui son parti populiste dans la majorité gouvernementale. Ainsi se constituerait une solide majorité de « grande coalition » avec, à la chancellerie, l'un des chefs de la social-démocratie, M. Otto Brann ou M. Hermann Muller ; elle ne laisserait en dehors d'elle que les communistes et les nationalistes, avec quelques groupes secondaires tels que les racistes. Le Reich et la Prusse seraient régis par deux ministères distincts, mais constitués avec des éléments analogues et orientés vers les mêmes fins. Un tel gouvernement pourrait être

durable, stable ; il serait assez fort pour aborder à l'intérieur les grandes réformes que l'opinion attend et pour résoudre à l'extérieur les difficultés en suspens.

Les élections du 20 mai marquent un progrès vers la pratique d'un régime démocratique et républicain ; elles constituent une approbation de la politique de Locarno ; nous sommes donc en droit de nous en montrer satisfaits. Nous avons lieu cependant d'appréhender que le gouvernement allemand de demain ne cherche à utiliser cette évolution comme un titre à des compensations incompatibles avec nos intérêts et notre sécurité et, d'autre part, que, chez nous, les partis d'extrême gauche ne se représentent une Allemagne idyllique, entièrement désintoxiquée de ses ambitions impériales, à qui il serait équitable d'accorder sans contre-partie toutes les concessions qu'elle souhaite. C'est uniquement sur le terrain des intérêts que doivent se régler les difficultés que fait naître l'exécution des traités et le paiement des réparations.

Après des élections qui font de la social-démocratie la fraction dirigeante du Reichstag, l'article que le *Vorwaerts* a publié le 4 mai prend une signification et une importance nouvelles. Les chefs du parti social-démocrate ont compris, après le succès électoral de M. Poincaré, que, pour l'Allemagne, opposer la politique de M. Briand à celle du président du Conseil est un jeu dangereux et d'ailleurs sans fondement ; ils se sont rendu compte qu'en matière de réparations et de sécurité la France n'acceptera que ce qu'acceptera M. Poincaré. Il s'est produit d'ailleurs, dans l'opinion allemande, à l'égard du grand homme d'État, un revirement significatif ; les gens avisés reconnaissent qu'il n'est pas l'ogre que les légendes inventées au temps de la « résistance passive » dans la Ruhr se plaisaient à représenter et que son patriotisme n'exclut pas un désir sincère d'arriver avec l'Allemagne à une solution amiable des difficultés pendantes et d'aboutir à une détente durable. Il est dans la logique des situations que M. Poincaré, après les élections qui consolident son pouvoir et après le rétablissement financier, se propose, d'accord avec M. Briand, d'aborder le règlement définitif des questions connexes des dettes et des réparations. Le grand organe socialiste de Berlin a donc envoyé à Paris le chef de son service politique, M. Schiff, qui, après un entretien avec le président du Conseil, a rédigé pour son journal un article d'une belle tenue et d'une haute portée qui a fait jeter des cris de colère à la presse nationaliste allemande.

« M. Poincaré souhaite-t-il vraiment le progrès de la détente

franco-allemande? Désire-t-il même le rapprochement franco-allemand? » A une telle question. M. Schiff répond, « avec la pleine conscience de sa responsabilité : oui ». Sans doute, M. Poincaré n'abandonne rien de ce qu'il regarde comme le droit et l'intérêt de la France inscrits dans les traités. La méthode à employer avec lui, c'est « la continuité et la rectitude de la politique allemande... Notre politique ne doit pas prêter au moindre soupçon sur la nature réelle de nos relations avec les Soviets ». L'attitude que le comte Bernstorff a eue à Genève « à la remorque de Litvinoff », a produit le plus fâcheux effet en France. Voici la conclusion. L'entente est possible entre un gouvernement allemand de gauche et un gouvernement Poincaré : « J'ajouterai même : avant tout sous un gouvernement Poincaré. En effet, M. Poincaré, grâce à son passé et à son autorité indiscutée, peut prendre certaines initiatives et signer certains accords pour lesquels l'autorité manquerait à M. Herriot ou à M. Briand, car ceux-ci auraient contre eux une très forte opposition nationaliste. Par conséquent, si M. Poincaré veut la politique d'entente, — et je crois qu'il la veut, — celle-ci pourra atteindre son but avec plus de sécurité avec lui qu'avec un autre. » Il y a, dans un tel article, plus qu'une réclame électorale, un engagement pour l'avenir. Comment ne pas admirer l'esprit politique dont la social-démocratie allemande a donné tant de preuves depuis 1918 et ne pas souhaiter à nos socialistes de profiter de la leçon pour devenir, eux aussi, des hommes de gouvernement?

La débandade des dynasties et même la constitution de Weimar ont laissé, dans ses grandes lignes, l'Allemagne telle qu'elle était sous l'Empire. Les élections ne donnent pas, sur le grand problème qui domine l'avenir du Reich, d'indications précises : unité et centralisation, ou fédéralisme? Prédominance de l'esprit prussien ou renaissance de l'esprit allemand? Le comte Westarp, au congrès de Kœnigsberg, en septembre dernier, déclarait que l'esprit prussien est le fondement du parti nationaliste. Pourtant on n'a pas le droit de dire que l'échec du parti *deutsch-national* signifie un recul de l'esprit prussien de centralisation et de militarisme. N'avons-nous pas, en effet, le 5 mai, entendu M. Stresemann, à Heidelberg, faire de Bismarck et de son œuvre un éloge assez intempestif? Or, Bismarck était l'incarnation même du prussianisme dominateur et de la suprématie, en Allemagne, de la conception luthérienne et hégélienne de l'État. Et, d'autre part, le socialisme allemand est, lui aussi, centralisateur, unificateur, prussien et protestant. Le succès

des socialistes peut modifier la forme de l'hégemonie prussienne, il ne la détruira pas. La Prusse d'aujourd'hui, avec ses 38 millions d'âmes, reste aussi inquiétante pour les libertés allemandes que la Prusse de Bismarck, car un régime socialiste serait, lui aussi, centralisateur, policier, au besoin militariste.

Ainsi la réorganisation constitutionnelle reste à l'ordre du jour et beaucoup d'Allemands, surtout parmi les catholiques, les Rhénans, les gens du Sud, opposent à l'idéal unificateur la tradition fédéraliste (1); ils ne veulent plus qu'un seul État, dans le Reich, soit, par son étendue et le nombre de ses habitants, dirigeant. Le Saint-Empire d'autrefois était une institution singulièrement plus souple et plus ample que l'Empire bismarckien; il laissait se développer ces « libertés germaniques » dont la France, par les traités de Westphalie, était garante et qu'elle a, quoi qu'en aient dit les historiens allemands de l'ère bismarckienne, effectivement sauvegardées. Pour remettre la Prusse et l'esprit prussien à leur vraie place, qu'il n'y a plus de raison qui soit une place dirigeante, et pour rendre à l'Allemagne sa vitalité, plusieurs projets de « remembrement » ont été mis en avant; ils auraient le double avantage de faire disparaître les trop petits États, les nombreuses enclaves dont l'enchevêtrement complique encore la carte administrative de l'Allemagne, et en même temps de rendre vie et activité aux vieilles régions historiques. L'indéfectible protestation hanovrienne, par exemple, recevrait par là satisfaction. Cinq petits États ont déjà donné l'exemple en se fusionnant pour ressusciter la Thuringe, mais ils n'ont pas pu obtenir la cession de quelques villages prussiens enclavés dans leur territoire.

Une Ligue des catholiques allemands pour le Reich et la petite patrie (*Reichs und Heimatbund deutscher Catholiken*) a été fondée à la suite du congrès catholique de Hanovre en septembre 1924; elle est présidée par le professeur Schmittmann, de l'Université de Cologne, et patronnée par une forte partie du clergé rhénan; elle s'étendrait davantage dans les régions encore occupées par les troupes alliées si elle ne tenait à éviter jusqu'à l'apparence d'une bienveillance étrangère. Ses tendances sont nettement fédéralistes et le professeur

(1) Voyez sur toutes ces questions deux articles, l'un dans le *Correspondant* du 10 mai, *le Fédéralisme rhénan*, par M. Jacques Maupas; l'autre dans les *Études* du 5 avril : *les Catholiques allemands et le remembrement territorial de l'Empire*, par M. Pierre Delattre. Voyez aussi : *l'Allemagne d'après-guerre*, par M. René Lote (Alcan, in-16) et *la Guerre ou la paix*, par le général Denvignes (J. Tallandier, in-16).

Schmittmann a étudié un projet de « remembrement », dans l'esprit de l'article 18 de la Constitution, qui divise l'Allemagne en treize grandes régions portant de vieux noms historiques; la Prusse n'est plus que l'une de ces régions, la plus éloignée, séparée du reste du Reich par la Poméranie polonaise, réduite à la part d'influence que mériterait sa population (2 200 000 âmes) et l'activité de ses citoyens dans tous les domaines. Dans l'Allemagne de l'Ouest et du Sud ces tendances rencontrent de nombreuses sympathies : la conception catholique de l'État et de la patrie s'oppose à la conception luthérienne et prussienne. Mais l'idée fédéraliste n'est pas spécifiquement catholique; elle fait du chemin, avec des nuances un peu différentes, dans les régions protestantes. Le député Alpers cherche à créer un parti évangélique sur le modèle du Centre catholique en opposition avec les partis nationalistes prussiens. L'invasion des fonctionnaires prussiens dans les provinces de l'Ouest vient constamment raviver le sentiment antiprussien.

L'idée du « remembrement », le principe fédéraliste, font du chemin dans tous les milieux. Le fédéralisme, en Allemagne, est nettement pacifique; mais il ne faut pas perdre de vue qu'il tend, avec ses méthodes propres, à des réalisations pangermanistes. Le système bismarckien était « petit-allemand » en ce sens qu'il excluait l'Autriche de l'Empire allemand : mais les fédéralistes sont « grands-allemands »; ils réservent, dans le Reich élargi et déprussianisé, une place à l'Autriche. La Ligue autrichienne, que préside le général Dankl, a même déclaré ne souhaiter l'*Anschluss* de l'Autriche à la grande Allemagne qu'à la condition que celle-ci ne soit plus dominée par la Prusse. Le mouvement fédéraliste allemand a l'approbation active de Mgr Seipel. L'Europe centrale reviendrait ainsi à la vieille Confédération germanique que détruisit Bismarck : « La politique de trahison et de rapt de 1866, lit-on dans une revue fédéraliste, n'était pas, comme le prétendent les partisans de la petite-Allemagne, la solution du problème allemand, mais la confusion malheureuse de ce dernier; c'était le suicide politique de l'Allemagne et de sa mission pacifique. » Il n'échappera à personne qu'il existe, entre les tendances fédéralistes des catholiques rhénans et l'agitation autonomiste de la Haute-Alsace, telle que l'a révélée le procès de Colmar, une évidente parenté : là aussi il existe un *Heimatbund*. Par ce côté le fédéralisme allemand comporte, pour la France, certains inconvénients, qu'il serait exagéré d'appeler des dangers; mais, d'autre part, comment ne pas espérer que la destruction de l'œuvre prussienne de

Bismarck, qui a coûté à l'Europe tant de sang et de ruines et qui ne lui a apporté aucun bienfait, serait pour le continent un gage de paix et de sécurité? Ces questions d'avenir, les élections du 20 mai ne pouvaient pas les résoudre, mais elles permettront au gouvernement de demain de les poser: elles importent à la tranquillité de l'Europe. C'est toujours le vieux problème historique qui se formule ainsi : articuler une Allemagne pacifique à une Europe pacifiée.

Ce n'est pas l'Allemagne, mais les régions danubiennes et balkaniques qui, en ce moment, donnent des signes d'agitation et d'instabilité. La politique italienne, encouragée, en Angleterre, par la presse de lord Rothermere, en soutenant et stimulant l'irrédentisme hongrois, remet en question les traités et les frontières de 1919. Il n'est pas besoin de rappeler les déclarations de M. Mussolini et le voyage triomphal de cinquante députés italiens en Hongrie. C'est maintenant M. Edward Harmsworth, fils de lord Rothermere, accompagné de six directeurs de journaux anglais, qui recueille les ovations des Magyars. Il faut reconnaître que la dernière session du Conseil de la Société des nations, comme le dit *l'Indépendance roumaine*, dans une note poussée au noir, a offert « une prime à la préparation de la guerre et du chaos européen ». Il était temps qu'une parole autorisée vînt remettre les choses au point, et il était bon que cette parole partît de Tchécoslovaquie. C'est M. Osusky, le très distingué ministre à Paris, qui, se trouvant en congé dans son pays, a, en quelques paroles catégoriques, affirmé l'intangibilité des frontières : « La conférence de la Paix ayant reconnu que le Danube doit rester la base de la vie indépendante de l'État tchéco-slovaque, toute campagne visant à modifier ses frontières doit être considérée comme dirigée contre l'existence de ce pays. » Il n'y a, en effet, de paix possible que dans la sécurité des frontières ; hors de là, tout est incertitude, trouble, intrigues et guerres. A tous bons entendeurs, dans son propre pays et dans les autres, M. Osusky a rappelé cette vérité de bon sens.

M. Voldemaras entendra-t-il? On en peut douter, car il a fait échouer les négociations dont le Conseil de Genève avait obtenu l'ouverture entre la Lithuanie et la Pologne, et il porte aujourd'hui ses perpétuelles doléances au sujet de Wilno en Angleterre où il ne trouve que de bons avis. Puisse-t-il enfin prêter l'oreille aux conseils amicaux de l'Europe plutôt qu'aux inspirations suspectes de l'ancien officier prussien qui dirige effectivement le département

des Affaires étrangères de Kovno ! Au contraire, M. Zaleski vient d'affirmer une fois de plus, à la commission des Affaires extérieures de la Diète polonaise, que la politique de son pays a pour objet la paix dans la sécurité par la fidélité à ses alliances et à ses amitiés. A ses voisins, le ministre des Affaires étrangères signifie que « le gouvernement polonais ne permettra aucune tentative visant l'état territorial fixé définitivement par la Conférence des ambassadeurs sur la demande de la Lithuanie elle-même ». Il serait temps que l'Europe, dans l'intérêt général, imposât, par tous les moyens nécessaires, sa volonté de paix même aux plus récalcitrants.

Vue d'Amérique, la question lithuanienne apparaît sans doute infime et indigne de retenir l'attention des grandes puissances mondiales : qui en procurerait la solution rendrait cependant à la cause de la paix un service plus réel que M. Kellogg avec le pacte auquel il souhaite d'attacher son nom. Sir Austen Chamberlain vient de faire, à la proposition du secrétaire d'État de Washington, une réponse qui fait honneur à sa sagesse et à son habileté. Se souvenant que l'idée première du pacte est venue du quai d'Orsay et que c'est l'Angleterre qui, par le canal de l'ambassadeur du Canada, en a suggéré l'extension, le *Foreign office* a trouvé, à mi-chemin entre les réserves françaises et les enthousiasmes américains, d'heureuses formules qui permettront sans doute de donner au président Coolidge la satisfaction d'aboutir à un résultat sans mettre en question ni la Société des nations ni les engagements particuliers de chaque puissance. Puisque l'opinion américaine attache du prix à cette manifestation, le gouvernement français doit éviter de paraître y mettre obstacle, car il ne manquerait pas de journaux pour dénaturer son attitude et imputer au « militarisme » ce qui n'est que scrupules honorables et sincérité. L'amitié des États-Unis nous est plus précieuse qu'une formule.

René Pinon.

Le Directeur-Gérant : René Doumic.

CLORINDE

PREMIÈRE PARTIE

L'AGONIE DU CHATEAU

Six frrrancs... six frrrancs cinquante... sept frrrancs... sept frrrancs... sept frrrancs cinquante...

Roulant les *r* comme un torrent roule des cailloux, le crieur glapissait les enchères. Elles montaient lentement.

— Personne n'en veut plus?... C'est bien vu, bien entendu?... A sept frrrancs cinquante?... C'est pour rien!... Une fois, deux fois, trois fois?... Adjugé!

Le commissaire-priseur frappait un petit coup de son fatidique marteau d'ivoire, et l'objet vendu disparaissait pour faire place à un autre.

On liquidait les broutilles dont les gros marchands n'avaient pas voulu.

Une quarantaine de paysans, deux ou trois revendeurs de la ville voisine, se pressaient devant le perron bas et formant terrasse, d'où le commissaire-priseur dirigeait la vente. Le crieur s'était juché sur une chaise pour mieux dominer l'assemblée. Des hommes de peine passaient les objets à bout de bras, de l'intérieur du château, par une grande porte-fenêtre vitrée à petits carreaux, ouverte à double battant. On discernait vaguement le grand salon dénudé, et sali. Le ciel était bas, brumeux. Bien qu'il ne fît pas un souffle d'air, une feuille morte, de

Copyright by Henri Malo, 1928.

temps à autre, se détachait de l'un des arbres voisins, et tombait en tournoyant, sans bruit. La grande allée n'était plus entretenue ; le gravier, qui crissait jadis sous les dents du râteau, s'était enlizé peu à peu dans la terre humide. Là où le groupe des paysans la piétinait, elle se transformait en une boue grasse qui collait aux semelles. Les acheteurs cherchaient un endroit sec, une pierre, un rebord de fenêtre, où déposer momentanément leur achat. D'aucuns le mettaient sous leur bras, et s'en allaient, l'air tantôt satisfait, tantôt inquiet, suivant leur plus ou moins de certitude d'avoir réussi un bon coup.

Une mélancolie intense m'étreignait le cœur. L'âme du château s'émiettait, une âme exquise dont le parfum m'avait grisé dès mon enfance. Ma mère connaissait Mme Renaudin, la vieille châtelaine, et bien souvent m'avait mené là. Elle sentait vivement la poésie que dégagent les choses, les paysages, les pierres où le passé demeure enclos. J'ai hérité d'elle cette sensibilité du souvenir, qu'elle cultiva en moi.

Je me préparais à l'émotion, qui, je le savais par expérience, allait m'envahir tout à l'heure, dès que nous commencerions à longer la haie soigneusement taillée bordant le parc. J'apercevais de grosses bornes de pierre, rondes, grisâtres et tachées de lichens : à cet endroit, la haie décrivait un demi-cercle concave par rapport à la route, et, perpendiculairement, s'ouvrait la grande allée voûtée d'arbres, au bout de laquelle on apercevait la bâtisse. Nous franchissions une grille toujours ouverte, élégant travail de ferronnerie du XVIIIe siècle. Le fer ouvragé du fronton qui la dominait supportait deux cartouches ovales, sommés de couronnes, où saillait en un relief colorié le blason des anciens propriétaires.

— Les armes des barons de Bléringhen, me disait ma mère.

Nous suivions lentement l'allée; j'éprouvais l'impression que l'on nous voyait venir : je ressentais cette gêne obscure qui paralyse, quand on se sait regardé et qu'on ne voit pas les yeux qui vous fixent. L'allée aboutissait à un espace découvert où s'inscrivaient quelques parterres réguliers cernés de buis, et qui dégageait le château. A gauche, une charmille bornait la vue; cette charmille faisait l'orgueil de la châtelaine : il n'en existait pas d'autre dans les gentilhommières du voisinage, même celles dont Le Nôtre avait dessiné les jardins. On l'entretenait avec soin dans son dessin primitif. A droite, un rideau d'arbres,

hauts et touffus, et, sous leur ombre, une pièce d'eau triste et profonde, où voguait un cygne éclatant de blancheur.

Le château datait de la Régence. Il ne s'imposait pas par la majesté de sa masse, mais il séduisait, charmant comme la plupart des demeures seigneuriales bâties aux champs à cette époque : un corps de bâtiment flanqué de deux pavillons qui avançaient de manière à déborder de peu, mais à encadrer la façade. De hautes portes-fenêtres alternant avec des fenêtres s'ouvraient sur une sorte de large perron surélevé de trois marches qui occupait la largeur de la façade. Dans le pavillon de gauche, une porte menait à la chapelle. Dans le pavillon de droite, une porte donnait accès aux deux pièces où se tenait le plus volontiers la maîtresse de céans.

Elle nous accueillait avec une affabilité tempérée d'une certaine retenue. C'était une vieille dame à la peau ratatinée, coiffée à l'ancienne mode, un petit bonnet de dentelle noire sur la tête. Elle portait toujours la même robe de soie noire. Une longue chaîne d'or, mince et garnie de deux curseurs, tombait de son cou et pendait à sa taille, supportant une petite montre de dame très plate, qui s'insérait dans le ruban de la ceinture.

Nous la trouvions toujours à son tricot ou à des travaux d'aiguille; elle se servait d'une paire de petits ciseaux anciens, dont l'étui, en fer délicatement travaillé, portait cette galante devise : « Amour pour amour, je meurs pour les miens. » On n'imaginait pas qu'elle eût jamais pu être l'héroïne de l'ombre d'une aventure d'amour, qu'elle eût jamais été tentée de mourir d'amour pour qui que ce fût, ni que qui que ce fût eût jamais éprouvé la moindre velléité d'en faire autant en son honneur. J'avais admiré ostensiblement ces ciseaux, et leur étui, pour tâcher de savoir d'où elle les tenait :

— Bah ! me dit-elle un jour, ils sont vieux; je les ai trouvés dans un tiroir; mais enfin, ils coupent toujours bien...

Elle parlait d'une voix rugueuse et forte, volontaire, tranchante. Une dent de devant lui manquait; cette lacune la faisait bléser : prononciation puérile dans ce vieux visage, d'où résultait un contraste comique fort gênant pour le respect que je vouais à la dame.

Après quelques paroles échangées, elle ne manquait pas de dire :

— Passons dans la salle des Aïeux.

Cela aussi, c'était comique. Mme Renaudin désignait sous ce vocable emphatique la salle de billard, un vieux billard à blouses, au drap bleu passé de couleur. Il est vrai que sur les verdures de Flandre qui tapissaient les murs, on avait cloué des portraits : ceux de la famille de Bléringhen. Non pas de ces grands et solennels portraits en pied qui toisent le visiteur dans les châteaux historiques, mais des cadres modestes comme il convenait à cette gentilhommière ; les personnages y figuraient simplement en buste, à mi-corps tout au plus. En général, la peinture n'en valait pas grand chose, les plus anciens à l'huile, ceux du XVIIIe siècle au pastel.

L'ancêtre portait les cheveux courts, la barbe en pointe, et une cuirasse ; il datait de la fin du XVIe siècle. Il s'appelait La Fresnoye. Sa physionomie énergique et tourmentée conservait le reflet des passions qui enflammèrent son époque. Bourgeois enrichi, capable de manier vigoureusement l'épée, mayeur d'une petite cité assise sur une position forte et dont la possession importait, il rendit de signalés services à la cause royale lors des guerres de la Ligue. Le roi l'anoblit, et releva pour lui le titre de baron de Bléringhen. Les aïeux contemporains du grand Roi montraient des figures calmes et bien équilibrées sous l'ample perruque. Mais on constatait aisément que la maison de Bléringhen connut son plein épanouissement et sa plus grande prospérité durant le règne de Louis XV : les portraits de cette époque étaient les plus nombreux. Ils souriaient. La poudre adoucissait leurs traits. Du rouge aux lèvres et aux joues, des mouches habilement disposées avivaient la beauté des femmes. Tous portaient des vêtements de couleurs tendres, abondamment brodés ; la poudre tombée de la perruque ennuageait de blanc le col et les épaules. Parfois, le rouge vif d'un ruban où pendait une croix de Saint-Louis fulgurait sur une poitrine bleu de ciel ou zinzolin ; l'aspect du militaire dont cette distinction consacrait les services n'offrait rien de farouche, comme il convient à un tenant de la guerre en dentelles.

— Regarde celle-ci, combien elle est charmante! C'est Clorinde-Louise-Adélaïde La Fresnoye de Bléringhen.

Je demeurais rêveur en regardant Clorinde. Oui, c'était la plus belle! Le nez fin et droit, la bouche en arc, deux grands yeux noirs admirables, un tantinet à fleur de tête, disposition qui évoque un profil de chèvre, lorsqu'elle est accentuée comme

chez Mme Du Barry, mais qui ne faisait ici que pimenter d'une légère étrangeté la beauté pure de Clorinde. Une longue papillote, que l'on appelait un repentir, ondulait derrière son oreille et se posait mollement en avant, sur l'épaule, à la naissance du cou. La gorge, largement décolletée, pouvait avoir été flattée par l'artiste, mais on se persuadait aisément que son image exprimait la vérité, et reproduisait fidèlement l'original.

A examiner attentivement ce visage, on s'apercevait qu'il en émanait un mystère douloureux et tendre. Celui-là ne souriait pas comme les autres; parmi tant de têtes légères, de cervelles folles, insouciantes et futiles, Clorinde recélait un monde de sentiments; la profondeur de son regard avait un sens que l'on cherchait à pénétrer.

— Sûrement, Clorinde a une histoire, disait ma mère.

Les jours où Mme Renaudin paraissait de bonne humeur, je demandais à visiter le salon : très vaste, quatre fenêtres de la façade l'éclairaient; deux lustres aux cristaux scintillants pendaient du plafond peint et doré; des bibelots l'encombraient, des meubles anciens où, comme dans la composition de la bibliothèque, on discernait l'apport de chaque génération de propriétaires. Il m'apparaissait comme le comble du luxe et de l'élégance. Feu M. Renaudin avait patiemment recherché dans le pays, et réussi à retrouver, des meubles, des pièces de faïence aux armes des barons de Bléringhen. Deux grands portraits en pied de M. et de Mme Renaudin occupaient les deux principaux panneaux du salon : lui, en simarre rouge, elle, en robe de bal et en crinoline, au temps de sa jeunesse. La peinture en était d'une lamentable indigence.

Je passais un seuil, et j'entrais dans la pièce suivante, objet de mon désir lorsque j'avais demandé à visiter le salon. Je savais que là, dans ce lit à baldaquin, le roi Louis XV coucha, l'année où il se rendit en Flandre pour se mettre à la tête de ses armées. Depuis lors, rien n'avait été dérangé dans l'ordonnance de la pièce; on y respirait encore le parfum insinuant du plus aimé et du plus amoureux de nos rois. Mme Renaudin, fort pieuse, profita de ce qu'un évêque en tournée pastorale coucha dans cette chambre pour la débaptiser; on cessa de l'appeler la chambre de Louis XV, pour dire : la chambre de Monseigneur. Cependant, le parfum du plus aimé et du plus amoureux de nos rois persista, tandis que les senteurs d'encens

et de benjoin s'évaporaient. Le portrait du monarque, donné par lui au baron de Bléringhen qui faillit périr à Fontenoy, ornait toujours le même trumeau. Le roi s'était assis dans ces deux bergères frileusement tapies de chaque côté de la cheminée. Je croyais voir son image atténuée se refléter encore dans la glace en deux morceaux qui, encadrée d'or pâle, montait du marbre de la cheminée jusqu'au plafond. La soie des tentures n'avait guère pâli. Le brocard du baldaquin et des rideaux étoffait somptueusement la pièce. Un tapis de la Savonnerie étouffait le bruit des pas.

Nous ne disions rien. Lorsqu'il fallait partir, je m'arrachais avec peine à ma rêverie. Nous traversions deux cabinets plafonnés à mi-étage, puis nous enfilions un couloir étroit; il menait à un vestibule où s'amorçait un escalier de pierre accédant à la chapelle, et dont je caressais de la main la rampe de fer forgé, polie par ceux qui firent le même geste depuis deux cents ans. La chapelle était exiguë, mais suffisante pour Mme Renaudin et ses gens; le curé du village voisin y venait dire la messe, après laquelle Madame le gardait à déjeuner.

Souvent, elle nous conduisait faire un tour dans le parc. Nous sortions par une porte du côté opposé à la façade; d'une large terrasse à balustres, la vue s'étendait sur une vallée verdoyante aux lignes onduleuses et molles. Face au château, les coteaux se couvraient de bois dont le soleil couchant dorait les ramures. Nous admirions les fleurs des parterres, les légumes du potager, les murs disposés en gradins sur le sol déclive et garnis d'arbres à fruits en espalier. La promenade s'achevait régulièrement à la charmille, dont Mme Renaudin prononçait l'éloge en termes identiques chaque fois, et chaque fois avec la même conviction. Rentrés au château, nous prenions le thé dans la Salle des Aïeux. Je m'efforçais de ramener la conversation sur les barons de Bléringhen; tout en écoutant, je contemplais le portrait de Clorinde, dont j'aurais bien voulu connaître l'histoire.

J'appris comment le château échut à Mme Renaudin. A la Révolution, lorsque le mouvement d'émigration commença, le baron de Bléringhen, très aimé dans le pays et que personne ne songeait à inquiéter, jugea bon de se conformer à la mode : pour les aristocrates, elle consistait à rallier les princes à Coblentz. Il partit avec son fils unique, âgé de dix-huit ans.

Tous deux se mirent en route comme pour une partie de plaisir, et, pensaient-ils, pour peu de temps. Ils gagnèrent la frontière belge sans difficulté. Une fois dehors, les choses ne se passèrent pas du tout comme ils le prévoyaient. La fête changea de caractère et se prolongea. Le baron mourut en exil. Son fils s'y maria. Il eut la chance, à son retour en France, de récupérer son château et presque toutes ses terres. Il s'y confina. Désolé de n'avoir pas d'enfant et de voir sa race s'éteindre en sa personne, il chercha des consolations dans son amour pour les belles-lettres. Il publia deux recueils de poésies, odes, élégies et panégyriques; un roman; des essais suivant le goût du jour, et un journal de son émigration, trop bref à notre gré. Toute cette littérature était sentimentale à souhait. Elle s'inscrivait en des volumes imprimés sur papier de fil, ornés de vignettes : des harpes, des lyres, des ruines, le tout broché sous couverture rose ou bleue, de ce rose et de ce bleu particuliers aux éditions romantiques. Le baron les publiait à ses frais, et on en retrouvait des exemplaires à l'état de neuf dans la plupart des armoires du château.

La baronne se livrait comme lui au démon de la littérature. Elle borna ses publications à la traduction d'un roman anglais, et à la relation d'un voyage en Suisse. Les châtelains de Blériughen y allèrent à plusieurs reprises. Ils y firent la connaissance d'une orpheline qui les intéressa, qui leur plut, et qu'en fin de compte ils adoptèrent. Sitôt en âge, ils la marièrent à M. Jérôme Renaudin, jeune substitut qui donnait les plus belles espérances et les réalisa, puisqu'il parvint aux plus hauts sommets de la magistrature.

Ainsi, à la mort du baron et de la baronne, le ménage Renaudin hérita du château, de ses appartenances et dépendances, et de quelques bonnes mille livres de rente.

En ce temps de ma jeunesse où ma mère me conduisait au château de Blériughen, monsieur le conseiller Renaudin avait de longue date rendu au Ciel, sans aucun doute, sa belle âme de magistrat. Sa veuve, toute ridée qu'elle fût, se cramponnait à l'existence. J'avais quitté le nid maternel depuis pas mal d'années lorsqu'elle passa de vie à trépas; elle atteignait son quatre-vingt-septième printemps.

Des années encore s'écoulèrent. La grande guerre survint, bouleversant dans ses remous les situations et les fortunes.

Les descendants de Mme Renaudin, écrasés de charges, se virent contraints de réaliser leurs biens-fonds, qui ne leur rapportaient guère que des soucis. La vente fut laborieuse. Une agence s'en mêla, morcela le domaine. Les fermiers rachetèrent aussitôt, et payèrent un bon prix les terres qu'ils louaient précédemment, et dont ils juraient leurs grands dieux qu'ils ne pouvaient acquitter le loyer. De nombreux touristes vinrent en pique-nique visiter le château; aucun ne s'en rendit acquéreur. Avec eux, la profanation commença. Les automobiles stationnèrent en file dans la grande allée où jadis roulait solennellement le carrosse doré des barons de Bléringhen, cocher devant, laquais derrière. D'écœurantes odeurs d'essence stagnèrent sous la feuillée; des traînées huileuses et noires maculèrent honteusement l'herbe verte. Les bandes d'intrus couraient le parc, traversaient en trombe les pièces du château, bruyants et saugrenus; la sottise et la vulgarité de leurs propos mirent en fuite les ombres gracieuses qui voltigeaient dans les allées, ou se recueillaient dans la mélancolie des salons demeurés tels qu'elles les connurent, alors qu'elles n'étaient pas des ombres. Ces nouveaux venus rompirent le charme. Ils dénaturaient l'atmosphère. Ils chassaient bien loin la poésie du passé, qui pour eux demeurait lettre morte.

Le château ne se vendait pas. Un marchand offrit trente mille francs des deux bergères où Louis XV s'était assis. Il les emporta. Les propriétaires, alléchés, décidèrent de vendre le mobilier, en attendant que la bâtisse trouvât preneur. Lorsqu'il ne resta plus que des objets que rebutèrent les marchands, ils organisèrent une vente aux enchères.

Je l'appris en temps opportun. Je voulus connaître la destinée du portrait de Clorinde, et l'acquérir, s'il était encore là. Il y était. Le crieur liquidait par paires les portraits des aïeux ; la mauvaise qualité de la peinture avait écarté les amateurs. Ainsi j'achetai pour un prix modique Clorinde et un chevalier de Saint-Louis. Près de moi, un paysan les considéra, et dit :

— Moi aussi, j'ai acheté une paire d'aïeux... en souvenir de cette bonne Mme Renaudin !

Et il hochait la tête avec un sourire énigmatique. Personne ne voulut du Christ de la chapelle.

— Vendre le bon Dieu ! si c'est permis !

Le groupe des assistants s'éclaircissait. Il ne restait presque

personne, lorsque le commissaire-priseur mit en vente un lot de vieux livres, et quatre fardes de paperasses. Qui cela eût-il intéressé? Je ne voulus pas qu'on s'en servît pour allumer le feu. Une modeste surenchère de vingt-cinq centimes sur une mise à prix maintes fois baissée, m'en rendit maître.

Je priai le vieux jardinier, qui depuis plus de quarante ans travaillait au château, d'aller chercher sa brouette pour transporter mes achats jusqu'à la route, où une voiture m'attendait. Pendant son absence, le commissaire-priseur, le crieur et le caissier plièrent bagage et partirent. Je restai seul, angoissé. La boue piétinée avait monté les marches du perron, et s'était introduite par plaques épaisses jusque sur le parquet du salon. Des bouts de cigares, de cigarettes, traînaient. Sur l'appui d'une fenêtre, une bouteille au goulot cassé, abandonnée par les hommes de peine, et deux verres épais traçaient des ronds violacés sur la pierre. Je marchai sur les éclats de deux vitres brisées à la porte-fenêtre. Dans le salon vide, deux grands portraits décrochés posaient à même le parquet ; nul ne s'en soucia, pas plus les habitants du village que les propriétaires du château : ils étaient vraiment trop encombrants, et leur peinture par trop pauvre. Ils restaient là, en détresse, lui, vêtu de sa simarre rouge qu'un accroc à la toile déchirait, elle, dans sa toilette de bal et sa crinoline !

*
* *

Le soir tombait sur ce délabrement. Une brume embuait l'atmosphère. Un courant d'air claqua brutalement une porte ouverte, et le coup résonna longuement dans le grand salon vide. Une tristesse affreuse me serra le cœur. J'entendis le vieux jardinier qui revenait avec sa brouette. La roue grinçait. Il s'arrêta, et lâcha les brancards ; les pieds se fichèrent dans la boue. Il vint à moi. Il me fixa droit dans les yeux de ses claires prunelles d'acier, puis jeta un long regard sur cette désolation. Il me sembla qu'un peu de rouge ensanglantait ses paupières. Les bras ballants, l'attitude résignée, il haussa les épaules. Et ce vieil homme inculte, qui lisait un journal le dimanche, mais dont l'âme fraîche percevait clairement la beauté des choses, sans doute parce qu'il adorait celle de ses fleurs, ce vieil homme articula lentement :

— Ça, monsieur... c'est du vandalisme !

Cette parole, je l'ai entendue. Un paysan de France l'a dite. Même chez les plus rudimentaires, la longue hérédité de civilisation qui les imprègne produit de ces surprises. N'a-t-on pas vu, sous le Consulat, au temps où des bandes noires de financiers, de gens d'affaires, de marchands de biens, ravageaient nos châteaux et nos paysages, les paysans d'Anet poursuivre le démolisseur de *leur* château, un mercanti rapace qui n'eut que le temps de s'échapper en chemise par les prairies pour n'être pas écharpé?

Ce n'est pas une des moindres contradictions de notre humanité que cet acharnement des uns à créer de la beauté, et cette fureur des autres à la détruire.

L'histoire du château de Bléringhen est une histoire commune de nos jours. Ainsi, des époques créatrices s'opposent à des époques destructrices. Les conditions sociales, économiques et politiques, déterminent ces courants contraires. L'amour désintéressé du Beau est créateur, la cupidité est essentiellement destructive. D'un côté, une tendance idéaliste; de l'autre, une tendance matérialiste. Mais la cupidité est sotte; lorsqu'elle abat un château pour en revendre les matériaux, elle ne reconnaît de valeur qu'aux moellons : elle ignore ce qui en constitue la vraie valeur, ce qui en fait une richesse, et, le détruisant, elle appauvrit stupidement le capital de l'humanité et de la civilisation.

La cause primordiale de ces tendances d'une époque réside donc dans le plus ou moins d'idéalisme, dans le plus ou moins de matérialisme des générations qui la vivent. Si bien que les plus férues d'idéalisme apparaissent comme les plus civilisées, alors que les autres, en qui triomphe la *real politik*, portent le stigmate d'un retour très net à la barbarie.

* * *

J'y songeais au ronronnement du rapide qui me ramenait à Paris. A côté de moi, sur la banquette, je maintenais Clorinde et le chevalier de Saint-Louis soigneusement emballés, crainte d'un choc qui eût fait évanouir la fleur du pastel. Les papiers, moins fragiles, suivaient avec les bagages. Le tout parvint chez moi sans encombre.

Je ne me souciais guère du chevalier de Saint-Louis. Seule,

la perfection artistique eût pu conférer un réel intérêt à la figuration de ce brave homme. Sans peine, je découvris un coin quelque peu sombre où l'accrocher : les insuffisances de facture s'estompèrent, et ce portrait ne laissa plus à qui le voyait en passant qu'une impression indécise, et point désagréable.

Quant à Clorinde, ce fut une autre affaire. Je tenais à la présenter à son avantage. En attendant de déterminer pour elle l'emplacement rêvé, je l'installai face à mon bureau, sur un fauteuil, de manière à l'avoir constamment sous les yeux. Après quoi, je commençai le dépouillement des papiers.

Dans le premier paquet que je déficelai, je fis une trouvaille : un petit cahier de format in-12, habillé de parchemin, couvert de pattes de mouche, une écriture du XVIe siècle, peu commode à déchiffrer : le livre de raison du mayeur La Fresnoye, tige de la seconde maison des barons de Bléringhen.

Je passai à la deuxième, puis à la troisième farde : des quittances, des comptes, des copies d'actes extraites de registres de catholicité, mais pas la moindre trace d'une correspondance quelconque. A vrai dire, c'est cela que je cherchais.

Je cherchais ce qui aurait pu me mettre sur la trace de cette histoire dont ma mère supposait l'existence dans la vie de Clorinde, et dont l'énigme avait hanté mes rêveries d'enfant. Je me levai de mon bureau, je fis les cent pas comme un ours en cage, jetant au passage des regards interrogateurs, ou inquiets, sur Clorinde. Elle me considérait de ses grands yeux noirs admirables, un tantinet à fleur de tête. Elle me souriait de son sourire très doux et désabusé. Et le même mystère douloureux et tendre émanait toujours de sa physionomie expressive. Et je n'étais pas plus avancé.

J'attaquai la quatrième farde : elle contenait la série complète, à l'état de neuf, des œuvres du dernier baron de Bléringhen et de sa femme, petits volumes touchants de naïveté, et de romantisme. Je les manipulai avec une sympathie amusée. Mais ce n'était toujours pas là l'objet de mes recherches.

Je me décidai à examiner alors les livres qui complétaient le lot des vieux papiers. Ils dormaient en pile, dans un coin, à même le plancher. Je m'accroupis pour lire les titres : les *Mémoires d'une femme de qualité*, les *Mémoires sur la reine Hortense*, quelque peu graisseux et portant la marque d'un

cabinet de lecture contemporain du roi Louis-Philippe; les *Mémoires de Caussidière* avec un dos orné assez amusant; d'autres encore. J'allai à trois gros in-4° reliés en veau et à tranches rouges, empilés sur un épais in-folio, le célèbre ouvrage de Sully, *Mémoires des sages et royales œconomies d'Estat d'Henry le Grand*, édité par l'illustre ministre de Henri IV en personne, avec l'aide de ses secrétaires. Les trois in-4° étaient un Montaigne. J'en pris un.

— Ma foi, pensai-je, il n'est jamais désagréable d'avoir en double une bonne édition de Montaigne. Le papier de celle-ci est excellent, les caractères de bonne taille et fort lisibles, l'encre noire comme du jais. N'est-ce pas toujours une joie que de l'ouvrir au hasard, notre vieux moraliste, de déguster une de ces pages fortes et de style net, toutes pleines de substantifique moelle, dont il a le secret?...

Comme je replaçais ce volume pour prendre le suivant, quelque chose en tomba : une feuille de fougère dentelée, délicate, complètement sèche et aplatie. Le gros Plutarque du bonhomme Chrysale servait à mettre ses rabats : ce Montaigne de même calibre avait servi d'herbier. Ainsi, les livres connaissent parfois des destinées imprévues, et servent à des usages qui n'entraient pas le moins du monde dans les intentions de leur auteur.

En ouvrant le volume pour réintégrer la feuille de fougère entre deux feuillets, je tombai sur une branche de jasmin qui avait subi la même préparation. Poussant plus loin mes investigations, je m'aperçus que les fleurs et les plantes alternaient avec des feuilles de papier... des lettres! Je posai le livre sur mon bureau pour le feuilleter à mon aise : en quelques minutes, j'en eus extrait une vingtaine de lettres, d'une écriture haute et ferme, sans bavures. Quelques-unes écrites sur du papier à vignettes comme on en fit au milieu du XVIIIe siècle, où une dame richement vêtue tenait lieu du mot *Madame*, et où un beau Monsieur faisant une profonde révérence remplaçait le mot *serviteur*. J'interrogeai les deux autres tomes des *Essais* : le deuxième répondit par un chiffre de lettres sensiblement égal, le troisième en livra un peu moins, et toujours des fleurs séchées. Les lettres étaient datées « à bord de l'*Émeraude* », ou « du port de Brest » ou de quelque autre : Boulogne, Dunkerque, Reval, Bergen, etc..., et comprises entre les années 1745 et 1747. J'y

jetai un coup d'œil rapide : elles étaient adressées à Clorinde !

Enfin ! Il existait bien une histoire ! Je tenais la clef de l'énigme que posait le pastel ! Avant d'aller plus loin, je dépouillai les autres volumes rapportés du château de Bléringhen : rien. Le signataire des lettres portait un nom surprenant : La Merveille ! Nul doute que ce ne fût un marin. J'en voulus savoir plus long. J'avais feuilleté le lourd in-folio des *Œconomies royales*, sans succès, quand, entre la dernière page de garde et la couverture, je mis la main sur un cahier de papier mince, couvert d'une écriture fine et serrée, et sur une gravure, un portrait. Le manuscrit provenait de Clorinde ; le portrait représentait La Merveille.

Ce dernier était figuré dans un médaillon, à mi-corps, et cuirassé ; la tête, vue de trois quarts, expressive et jeune, la figure d'un ovale allongé, la bouche intelligente, les sourcils accentués, les yeux beaux. Les cheveux, relevés sur le front, bouclaient sur les côtés ; un large nœud de ruban noir les rattachait sur la nuque ; au dessous, ils finissaient en une natte tressée en queue de rat. Sous le médaillon, et le supportant, un motif d'architecture et un cartouche avec ces mots : « Monsieur La Merveille, capitaine de haut-bord ». Au bas de la planche, en caractères menus : « Gravé par Petit. Se vend à Paris chez la veuve de F. Chereau, rue Saint-Jacques, aux deux Piliers d'or ». Et en sous-titre, en caractères plus grands : « Né à Nevers en 1712, mort glorieusement à bord de l'*Emeraude* en 1746 ».

Au dos, je lus, tracée au crayon par une main inconnue, cette curieuse indication : « La veuve Chereau fit graver ce portrait peu après la mort de La Merveille. L'événement ne fit pas grand bruit dans le public, et elle n'en vendit guère. Elle s'avisa que ce jeune capitaine offrait une curieuse ressemblance avec le prince Charles-Édouard, fils du Prétendant. Elle prescrivit au graveur de remplacer la mention inscrite dans le cartouche par celle-ci : « Son Altesse Royale Charles-Édouard Stuart, prince de Galles. » Cette fois, la vente obtint un plein succès. Mais, du coup, l'état original de la gravure devint rarissime. » J'en avais un exemplaire devant moi.

Passionnément, je lus les lettres, puis le journal. J'y passai la nuit. Sur le fauteuil où je l'avais placé, le pastel de la jeune femme semblait s'animer. L'expression du visage se faisait plus

tendre, plus douloureuse. Mes yeux allaient de ses grands yeux à ceux du jeune marin dont l'image reprenait vie sous le rayonnement de ma lampe. Leur passé, vieux de près de deux siècles, ressurgissait, évoqué intensément par ces portraits, ces feuillets jaunis, ces fleurs desséchées, reliques que le Destin arracha aux lieux où sans doute elles devaient reposer à jamais : le pastel au mur de la Salle des Aïeux tapissée de verdures de Flandre, les lettres entremêlées aux fleurs parmi les feuillets du Montaigne, le fragment de journal et la rarissime gravure entre la feuille de garde des *Œconomies royales* et le plat de la reliure.

Il avait fallu la Grande Guerre de 1914 et les bouleversements sociaux consécutifs, pour provoquer l'agonie du château de Bléringhen, si élégant dans sa simplicité, si évocateur au bout de la grande allée voûtée d'arbres, avec sa pièce d'eau luisant dans la pénombre et son cygne éclatant de blancheur, avec sa terrasse donnant sur la vallée et les bois que dorait le soleil couchant, avec sa charmille unique dans la région, avec sa Salle des Aïeux, sa petite chapelle, son grand salon, et la chambre où coucha le Bien-Aimé.

Cette atmosphère de poésie et d'histoire évaporée, ces objets que hantait l'âme exquise de ceux qui les frôlèrent, emportés par des marchands cupides vers de lointaines Amériques ou dispersés au feu des enchères, il ne restait plus, de cet ensemble si séduisant, si harmonieux, si français, si admirablement conservé jusque-là, que les quatre murs nus, des pièces vides et sonores où, par les carreaux brisés, le vent s'engouffrait et faisait claquer les portes, la détresse de deux grandes toiles solennelles et ridicules, et la désolation de l'abandon.

Au moins, ce que j'ai sauvé du naufrage recevra-t-il un culte pieux tant que je vivrai ; mais après moi ?

Pour en conserver la signification, je résolus d'écrire l'histoire de Clorinde et du capitaine La Merveille. Aux éléments que je possédais, il suffirait d'ajouter quelques précisions tirées des Archives de la Marine, quelques renseignements puisés dans les Mémoires et les Correspondances du temps : ainsi serait préservé pour l'avenir un peu de cette atmosphère que j'avais connue et respirée, un peu de cette émotion que j'avais délicieusement éprouvée, un peu des sentiments, de la vérité et de la vie d'un passé charmant, et à jamais évanoui.

HISTOIRE DE CLORINDE

L'AUDIENCE DU MINISTRE

L'une est presque en oubli, l'autre presque en poussière ;
La troisième est en pied ; la quatrième attend
Pour faire place à la dernière.
Choisir une famille entière,
Est-ce infidèle, ou constant ?

Jean-Frédéric Phélypeaux, comte de Maurepas, relisait ces vers, et souriait de satisfaction en se caressant le nez avec les barbes de la plume qui venait de les écrire, ce qui faisait tomber sur son papier quelques grains de tabac.

— La pointe n'est pas bien méchante, dit-il à mi-voix...

Cependant, elle ne visait rien moins que les filles du marquis de Nesles, dont trois avaient successivement, et parfois en même temps, occupé le cœur du Maître : Mme de Mailly, Mme de Vintimille, et la duchesse de Châteauroux. Le coup de griffe de la fin égratignait le Roi lui-même. C'est que le comte de Maurepas se posait en ennemi des maîtresses. La récente maladie de Louis XV à Strasbourg avait donné aux ennemis de Mme de Châteauroux l'occasion de la faire chasser, et lui-même y avait poussé ; aujourd'hui le Roi, revenu à la santé, était sur le point de faire sa rentrée dans Paris. La duchesse avait appris que le Bien-Aimé ne songeait qu'à la revoir. Elle prenait ses mesures en conséquence, et Maurepas, enragé de ne pouvoir l'en empêcher, se vengeait en la chansonnant.

Il appartenait à cette dynastie des Phélypeaux qui fournit à l'ancien régime plusieurs générations de ministres. A quarante-trois ans, il cumulait les départements de la Maison du Roi, du clergé, des haras du Royaume, des pensions de la Marine, des fortifications de mer, des galères, du commerce maritime, des colonies, des dons et brevets autres que des officiers de guerre ou des étrangers. C'était un très gros personnage. Comme à cette époque la paperasserie administrative n'avait pas pris le développement monstrueux qu'on lui connaît sous notre troisième République, tout cela tenait dans son hôtel de la rue de Grenelle Saint-Germain ; car en ce temps-là

on installait les ministères au domicile des ministres. A la vérité, l'hôtel de Maurepas était vaste. Il subsiste, au numéro 75 de la rue de Grenelle : deux corps de bâtiment en potence, l'un au fond de la cour plantée d'arbres et où l'on accède par la porte cochère, l'autre, massif, ouvrant ses fenêtres sur la cour et sur la rue. Le premier, d'aspect noble avec ses hautes portes-fenêtres, son vestibule imposant, son escalier de pierre, servait d'habitation au ministre. Un Suisse, vêtu d'une livrée rouge et or, montait la garde devant la porte cochère; des valets de pied se tenaient dans le vestibule, et un huissier dans l'antichambre du cabinet de travail du ministre.

Le fardeau des affaires ne l'écrasait pas. Pénétrant et irrésolu, superficiel et incapable d'application, quoique animé des meilleures intentions, il se préoccupait d'abord d'aiguiser ses bons mots et d'affiler la pointe de ses quatrains. A la Cour, on s'en vengeait en le surnommant Faquinet; Mme de Mailly disait : le Chat qui file, et de sa femme on avait fait la Dame de Pique. On s'amusait à lui attribuer de mauvais vers dont il n'était pas l'auteur, ce qui l'enrageait et lui en inspirait de méchants : il avivait la haine que certains lui portaient.

L'œil vif, le nez fûté, la bouche bien dessinée, le front haut, sa figure, encadrée par la perruque longue, pétillait d'esprit. Comme il continuait, rêveur, à se caresser le nez des barbes de sa plume, un commis entra, tout de noir vêtu.

— Qu'y a-t-il, monsieur Solennel?... Pierre Solennel!

Il insistait sur ce nom qui l'amusait prodigieusement.

— Monseigneur a-t-il pris connaissance du rapport de l'intendant du Havre, et l'a-t-il annoté?

— Non, monsieur Solennel, pas encore, j'ai eu d'autres soucis... Je verrai cela bientôt.

— J'attendrai donc les ordres de monseigneur pour expédier la réponse... Monseigneur sait-il que le capitaine La Merveille, auquel il a fixé audience, attend dans l'antichambre?

— Parbleu, monsieur Solennel, vous faites bien de me le rappeler!... Un peu plus, je l'allais oublier!... Donnez-moi donc les lettres de MM. Bart et de Givry qui le concernent.

M. Solennel sortit, et presque aussitôt rentra avec les lettres demandées. L'une émanait du chef d'escadre François Bart, fils de l'illustre Jean Bart et commandant de la Marine à Dunkerque, l'autre du commissaire ordonnateur de Givry; car

depuis que les Anglais nous avaient contraints à démolir les fortifications de ce port et à le combler, sous la surveillance d'un commissaire de leur nation établi là à demeure, on avait supprimé l'intendant pour le remplacer par un personnage de moindre envergure.

— Je vous remercie, monsieur Solennel... Pierre Solennel !

Et le ministre, satisfait, puisa une prise de tabac dans une tabatière en or sertie de brillants et d'une miniature représentant la comtesse, sa femme. M. Solennel s'inclina respectueusement, et se retira.

— Solennel !... La Merveille !... Hi, Hi !...

Le ministre, mis en bonne humeur, secoua d'une chiquenaude son jabot de dentelle, agita ses mains en l'air pour faire retomber la dentelle de ses manchettes, et parcourut les documents qui devaient le renseigner sur la carrière du capitaine La Merveille.

Elle était courte et brillante. La Merveille était venu à Dunkerque en janvier de la présente année comme chirurgien de la marine; on y concentrait à ce moment dix mille hommes qui, sous maurice de Saxe, devaient monter trente-sept navires et porter en Écosse le fils du Prétendant. Les navires mouillés sur rade et prêts à embarquer leur monde, une effroyable tempête sévit pendant dix jours, jeta à la côte un bon tiers de la flotte, désempara le reste, et rendit le départ impossible. De Gravelines, le prince Charles-Édouard, incognito, assista au désastre qui ruinait ses espérances.

La Merveille résolut alors de tenter la fortune sur un corsaire. Il s'enrôla sur une petite frégate, le *Hareng-Couronné*, commandée par Joseph Billeveldt. Au cours d'une action sanglante contre une frégate anglaise de force, le capitaine Billeveldt et son second furent tués. La Merveille prit le commandement du *Hareng-Couronné*, réussit à démâter l'adversaire, et s'échappa à force de rames. Il se raccommoda comme il put par ses propres moyens; en regagnant le port, il captura et ramena une galiote dont le chargement valait une cinquantaine de mille livres. A la suite de cette aventure, il obtint sans peine des armateurs le commandement d'une frégate de cent cinquante tonneaux, le *Hardi-Mendiant*, avec laquelle il tenta un coup d'audace extraordinaire : il réussit à traverser la ligne des vaisseaux de guerre qui barraient l'entrée de la Tamise, captura

aisément trois bâtiments marchands qui ne se méfiaient de rien, les garnit d'équipages de prise, mit à la voile, et retraversait la ligne des vaisseaux de guerre, lorsque l'alarme fut donnée. En hâte, les Anglais lancèrent deux frégates à sa poursuite ; le temps qu'elles fissent servir, il gagna du champ. L'une le prit en chasse, l'autre courut sur ses prises. Sûr de la vitesse de son corsaire, il manœuvra de manière à attirer la première assez loin pour qu'elle ne pût se retourner sur les prises ; le moment venu, et alors qu'un premier boulet faisait jaillir l'eau à deux encâblures de sa poupe, il força de voiles, et s'échappa. Quant aux prises, elles firent trois routes différentes ; la frégate anglaise dut choisir : deux s'échappèrent, la troisième fut reprise. Le bénéfice de la course, cette fois, monta à cent soixante mille livres.

Pareil coup d'audace établit d'emblée la réputation de La Merveille dans les milieux maritimes. Le maréchal de Noailles, en tournée d'inspection dans les ports, le vit au débarquer, et en écrivit à Versailles. Le Roi le gratifia d'une épée d'honneur. Ses armateurs organisèrent aussitôt un nouvel armement. Ils lui confièrent cette fois la *Royale*, une frégate de deux cent vingt tonneaux, vingt-quatre canons de huit livres de balle, deux de quatre et huit de six, avec deux cent quatre-vingt-dix hommes d'équipage. Il appareilla à la fin d'août. Guetté par plusieurs frégates ennemies à la sortie du port, il essuya leur chasse et se réfugia à Barfleur, relâcha ensuite à la Hougue, et pendant quinze jours écuma les parages des îles anglo-normandes. Au milieu de septembre, il pénétra dans la mer d'Irlande, découvrit quatorze navires marchands à l'ancre dans une petite baie, et commença à les rançonner. La population s'attroupa sur le rivage : il la dispersa à coups de canon et de fusil, se fit verser les rançons en argent comptant, envoya quelques boulets à terre en guise d'adieu, et continua sa croisière. Il rencontra un brigantin qu'il rançonna également et contraignit à le suivre, crainte que le maître n'allât signaler sa présence à des navires de guerre qu'il savait mouillés dans la baie de Belfast. Il remonta vers le Nord, fit de l'eau dans une anse peu fréquentée, apprit la présence à Diura, l'une des Hébrides, d'une lettre de marque anglaise bondée de marchandises, et d'une riche prise espagnole faite par un corsaire de Liverpool. Il y courut, trouva cinq navires au lieu de deux, les

enleva à l'arme blanche, et se hâta d'aller mettre ses prises en sûreté dans un port de Norvège. Il essuya sans dommage une rude tempête avant de regagner son port d'attache. Sa croisière rapportait cinq cent mille livres, net. La prise espagnole seule en valait deux cent soixante mille.

Cette fois, le Roi lui octroya un brevet de lieutenant de frégate en pied, et lui ordonna de se rendre à Versailles.

Le comte de Maurepas s'attendait à voir entrer un de ces loups de mer goudronnés, sentant la pipe et la marée, dont la visite laissait dans son cabinet des relents qui l'obligeaient à faire ouvrir les fenêtres après leur départ. Louis XV avait commis la faute de céder aux exigences de l'orgueil nobiliaire, et de créer dans sa marine deux catégories d'officiers : les rouges, d'origine aristocratique, les bleus, d'origine roturière. L'officier bleu qui parut devant le ministre était musqué comme un petit maître. Un joli frémissement de breloques annonçait son arrivée, bien qu'il n'eût pas été jusqu'à leur adjoindre une petite clochette, suivant la mode des freluquets. Mince, la taille bien prise dans l'habit d'uniforme, la jambe bien tournée et moulée dans un bas de soie, des dentelles de prix aux poignets et au jabot, la perruque savamment poudrée, une main gantée à crispin frangé d'argent, l'autre tenant le gant et le chapeau et brillant d'un diamant de prix, La Merveille déployait une élégance de bon aloi et une aisance de manières qui surprirent le comte de Maurepas. Le ministre se garda d'en rien laisser paraître. Il interrogea le jeune marin avec bienveillance, le pria de lui détailler quelques épisodes de ses courses, et, tout en l'écoutant, se disait :

« Voilà qui est curieux!... Je connais cette physionomie-là!... Eh! parbleu... J'y suis... »

Il poursuivit à haute voix, sans souci d'interrompre son interlocuteur :

— Vous ressemblez étrangement au prince de Galles.

Car à la Cour de France on continuait à donner leurs titres aux Stuarts déchus.

— En effet, monseigneur, on m'a dit que j'avais cet honneur. Je m'en suis aperçu lors des préparatifs de l'expédition que la tempête fit avorter au printemps dernier. Le prince n'avait pas bougé de Gravelines, et tout le monde prétendait l'avoir vu sur les quais de Dunkerque...

— C'est singulier!... Continuez...

La Merveille s'exprimait avec décision, netteté et modestie. Le ministre prenait plaisir à l'écouter, et lui demandait de temps à autre un éclaircissement d'ordre technique. L'audience se prolongea. On entendit sur le pavé de la cour le sabot d'un cheval, et peu après, des claquements de fouet à la porte même du ministre : ainsi s'annonçait un officier qui venait en courrier apporter une nouvelle d'importance. Maurepas sonna. M. Solennel parut.

— Est-ce la nouvelle de l'arrivée du Roi?

— Je vais voir, monseigneur.

La Merveille esquissa un salut comme pour prendre congé.

— Veuillez, monsieur, patienter quelques instants, dit Maurepas.

M. Solennel rentra :

— C'est cela même, monseigneur. Le Roi sera à Versailles demain pour dîner.

— Dites au courrier que je veux lui parler.

Et se tournant vers La Merveille :

— Je vous félicite, monsieur, de votre courage, de votre habileté et de votre bonheur. Le Roi vous a déjà accordé des grâces qui doivent vous encourager à en mériter de nouvelles. Je ne manquerai pas de m'employer avec zèle en votre faveur sitôt que vous m'en fournirez les occasions. Sous peu de jours, vous vous trouverez à Versailles sur le passage de Sa Majesté qui, j'en suis sûr, daignera vous adresser la parole. Je vous ferai aviser du moment par M. Solennel, à qui vous voudrez bien indiquer l'hôtellerie où vous êtes descendu. En attendant, profitez de votre présence ici pour voir comment les Parisiens recevront le bon Maître que Dieu nous a heureusement conservé, après que nous avons craint le grand malheur de le perdre. Je sais qu'il se prépare de magnifiques réjouissances.

— Je suis, monseigneur, pénétré de vos bontés pour moi, et j'espère que vous ne doutez pas de ma reconnaissance, ni de l'application avec laquelle je m'efforcerai de les justifier.

Il salua avec grâce, et sortit à reculons, suivi de M. Solennel qui l'emmena dans son bureau.

LA GALERIE DES GLACES

La Merveille, après son dîner, qu'il prenait à onze heures, faisait la sieste dans sa chambre, à l'hôtellerie du Nègre Blanc, rue Saint-Honoré. Le matelot qui lui servait de valet de chambre le réveilla.

— C'est toi, Jean Velu?

— C'est moi, commandant.

— As-tu porté la balle de café à M. Solennel?

— Oui, commandant.

— Qu'est-ce qu'il a dit?

— Il a commencé par me demander : « Quoi c'est ça? » J'ai répondu : « Monsieur, c'est une balle de café que mon maître, le capitaine La Merveille, vous prie d'accepter. » — C'est bon, qu'il dit; laisse ça là, et va dire à ton maître que je ne prends jamais mon café sans sucre. »

La Merveille sourit.

— Soit... Mais comme je n'ai pas apporté de balle de sucre avec moi, il va donc falloir que j'en achète une pour en gratifier cet aimable commis.

Il se méfiait d'instinct de cette figure énigmatique, sans expression, sans vie, aux lèvres minces et pincées, au teint blême comme un reflet de ses paperasses, au regard terne, insaisissable, même quand il se fixait sur son interlocuteur; la voix toujours égale, blanche et sans timbre, ne trahissait aucun des mouvements de l'âme. Cet homme semblait indéchiffrable. Maurepas ne se souciait guère de l'analyser : il ne voyait en lui qu'un serviteur ponctuel, soumis, qui ne le contredisait jamais, et lui épargnait la peine de réfléchir en lui présentant des solutions toutes cuites. Derrière cette apparence impassible, La Merveille sentait une décision froide, une cupidité sans bornes. Il ne concevait pas l'aveuglement évident du ministre qui confiait les secrets de son département à un personnage aussi inquiétant.

Il s'habilla, et sortit. En dépit du jour blafard, la ville souriait avec un air de fête. La boue habituelle semblait un peu moins épaisse dans les rues de la rive droite, qui étaient pavées; rien à espérer de pareil dans les rues de la rive gauche, qui ne l'étaient pas; mais, rive droite ou rive gauche, cette

boue, toujours aussi noire, dégageait la même odeur nauséabonde et piquante, qui écœurait tous autres que les Parisiens. Tandis qu'une solitude se faisait dans la plupart des quartiers, les rues et les places principales regorgeaient de monde. La foule bavardait, riait, goguenardait, baguenaudait. On mangeait des talmouses; on achetait à boire aux marchands ambulants qui vendaient du café. On stationnait aux carrefours où des symphonistes déguenillés accompagnaient des chanteurs, inlassables à débiter d'interminables couplets.

Les Parisiens fêtaient le retour du Roi. Six semaines plus tôt, ils avaient célébré son rétablissement avec un enthousiasme délirant. Le courrier qui apporta la bonne nouvelle manqua périr étouffé. On vit jusqu'à des garçons charbonniers s'habiller de blanc, faire chanter un *Te Deum* avec une grand messe, et marcher en corps derrière les hautbois et les trompettes de la Ville. Aujourd'hui, 15 novembre 1744, au son des cloches carillonnant à toute volée, aux acclamations de son peuple poussant des : Vive le Roi! à pleins poumons, Louis le Bien-Aimé avait suivi dans toute sa longueur le faubourg Saint-Antoine, entrée de cérémonie de la capitale. Le monarque pouvait mesurer l'amour de ses fidèles sujets, et savourer la joie d'un triomphe tel qu'aucun empereur romain n'en connut de pareil.

> Monarque des Français, tes vertus et ta gloire
> Brilleront pour jamais au Temple de Mémoire,

disaient les inscriptions sur lesquelles il jetait les yeux au passage.

La Merveille avançait dans la foule, heurté de ci, cogné de là, mais sachant se faire place, à la fois par l'air d'autorité de son regard impérieux, et par le jeu des muscles d'acier que son apparence de jeune élégant ne laissait pas soupçonner. Il se dirigea du côté de l'Hôtel de Ville. Sur la place de Grève, les badauds admiraient un arc de triomphe, au haut duquel la victoire couronnait le Roi debout sur un char antique emporté par trois coursiers fougueux. Une colonnade d'ordre dorique, agrémentée de trophées d'armes et de victoires, faisait le tour de la place. M. Beausire, conseiller architecte du Roi, maître général contrôleur inspecteur des bâtiments de la Ville, avait ordonné cet ensemble décoratif, et recevait les compliments des connaisseurs. La Merveille pénétra jusque dans la cour de

l'Hôtel de Ville, garnie de portiques, ornée de guirlandes; au centre, une grande statue du Roi vêtu à la romaine. Sortant de là, il revint sur la place, et, par la courte et étroite rue du Mouton, comptait gagner la rue de la Tisseranderie, quand, entre l'Hôtel de Ville et la rue du Mouton, il s'arrêta pour contempler un spectacle surprenant.

Devant une rangée de mâts de bois reliés par des guirlandes et chargés de motifs décoratifs, une fontaine rustique et de figure octogone laissait couler du vin. A côté de la source de cette précieuse liqueur, une balustrade assez haute séparait du peuple un amas de victuailles et formait un couloir où circulaient les hommes chargés de les distribuer « au son d'une agréable symphonie », disait le programme de la fête. A vrai dire, la symphonie grinçait; quelques musiciens dépenaillés, émus par des libations fréquentes et prolongées, l'émaillaient de couacs et de fausses notes. Pour atteindre à ce degré d'émotion, il leur avait fallu absorber une quantité considérable du liquide qui, sous prétexte de vin, sortait parcimonieusement de deux tuyaux étroits. Un groupe de forts de la Halle avait attaché un broc au bout d'une perche, et s'efforçait de le maintenir sous le tuyau d'où le vin coulait; il ne s'emplissait guère, et le liquide s'épanchait aussi bien sur le pavé que dans le broc; de là des cris, des jurements, et des coups de poing. D'autre part, les hommes chargés de distribuer les victuailles s'amusaient à lancer de toutes leurs forces langues fourrées, cervelas et petits pains à la tête de la canaille affamée qui ne s'en formalisait pas, et dévorait gloutonnement ce qu'elle parvenait à attraper.

Soudain, venant de la place de Grève, une bousculade plus violente que les autres déferla comme une immense vague de fond : le duc de Gesvres, gouverneur de Paris, traversait la place à cheval, et jetait à la poignée des pièces de vingt-quatre sols. La foule se précipitait en hurlant, des hommes se battaient, roulaient à terre, furieux, enragés, et se relevaient les vêtements déchirés, le visage hideux, sanglant, maculé de boue.

— Ma foi! pensait La Merveille, mes corsaires ont plus fière allure à l'abordage... et même à ce qui s'ensuit!

Une irrésistible poussée le rejeta dans le renfoncement qui précédait la rue du Mouton, et, quoi qu'il en eût, le plaqua contre la façade d'une maison. Il s'arcbouta le dos au mur,

résista, et distribua de si robustes bourrades et de si solides coups de poing autour de lui, qu'instantanément il se trouva dégagé.

— Tudieu ! Le gaillard !..

L'exclamation partait d'une fenêtre du premier étage. La Merveille leva la tête : une femme se penchait pour le mieux voir.

— Madame, pour vous servir, dit-il en saluant galamment.

Il admira une figure fraîche et jeune, d'un ovale parfait, une jolie bouche à peine sensuelle, des yeux rieurs, des sourcils bien tracés, un front bien modelé, un délicieux sourire découvrant des dents impeccables ; non point une beauté régulière, imposante et froide, mais au contraire une physionomie fine et spirituelle, très française de coupe et d'expression, toute de grâce et de charme et en même temps prête à se moquer, où se reflétait une âme d'artiste sensible, séduisante et mobile.

Elle se rejeta en arrière. Le duc de Gesvres avait fini de lancer de l'argent au peuple : la foule reprit une allure plus calme ; ceux qui avaient reçu des coups se frottaient, ceux qui avaient attrapé quelque monnaie s'empressaient de la dépenser. L'endroit où fut coincé La Merveille se dégagea tout naturellement. Il recula de quelques pas sur la chaussée pour apercevoir encore la beauté à laquelle il avait arraché une exclamation évidemment flatteuse, mais la fenêtre se referma, et il ne vit rien. Il attendit quelques instants, planté sur ses jambes, se sentit ridicule, et se décida à s'éloigner.

Il erra de nouveau parmi la foule, amusé du spectacle qu'elle lui procurait. Le soir tombe vite à cette époque de l'année : les illuminations commencèrent à briller. Des pots à feu couraient le long des décors plantés pour la circonstance, dessinaient les grandes lignes de leur architecture. Les statues, les colonnes, les guirlandes prenaient des aspects inattendus lorsqu'une brise faisait danser les flammes. Celles des torchères disposées de place en place montaient haut. Les musiciens, installés auprès de la fontaine d'où le vin ne coulait plus et du buffet dont les cervelas étaient épuisés, semblèrent se ranimer ; d'autres les renforcèrent, et ils se mirent à jouer des airs de danse avec un entrain endiablé. Les danseurs ne connaissaient ni les menuets précieux, ni les pavanes subtiles ; ils se prirent bonnement par la main, et organisèrent une

ronde immense qui tournoya autour de la fontaine, se déploya sur la place de Grève, ondoyante et serpentine, parmi les chants, les rires et les cris.

Vite saturé de ce divertissement, La Merveille songea à regagner son hôtel du Nègre Blanc. Sur le parcours, des particuliers avaient illuminé leurs fenêtres; des transparents donnaient à lire des devises à la gloire du Roi. L'un d'eux avait arrêté les passants; ils riaient au récit que leur débitait un bon gros homme sur le pas de la porte. Le transparent portait : « J'ai quatre millions au service du Roi. » Par hasard, M. Orry, contrôleur général des Finances, qui demeurait non loin de là, rue Saint-Antoine, vint à passer, rentrant chez lui. Il lut cette simple phrase bien faite pour aguicher un homme dans sa situation, entra dans la maison, et assura le propriétaire des bontés du Roi, au cas où il réaliserait son offre.

— Mais elle est toute réalisée, repartit le bonhomme. Je m'appelle Millions, et j'ai quatre fils au service du Roi !

Il se gaussait encore de la mine décontenancée du contrôleur général, et contait l'histoire à tout venant pour que l'on en rît avec lui.

A son hôtel, un billet de M. Solennel attendait La Merveille; il lui fixait rendez-vous pour le placer le surlendemain dans la grande galerie, à Versailles, sur le passage du Roi se rendant à la messe.

Le jour venu, à la première heure, élégant dans son habit d'uniforme, l'épée d'honneur du Roi à son côté, la perruque poudrée à frimas et les breloques tintant à son gousset, il alla rue Saint-Nicaise, au bureau du messager d'où partaient les carrosses pour Versailles, Marly, Meudon, et autres endroits de la Cour. Il monta dans le carrosse dit pot-de-chambre; fiacres, voitures, véhicules de toute sorte, encombraient la route; le sien le descendit sur la place d'Armes, devant le château. Il vit encore debout l'arc de triomphe dressé là pour le retour du Roi.

Aux grilles du château, des gardes suisses montaient la faction, rigides dans leur habit rouge à parements bleus, garnis d'agréments blancs, la veste, la culotte et les bas bleus, les cheveux en bourse sous le chapeau brodé d'argent et à cocarde noire. La Merveille traversa l'avant-cour, puis la cour royale, commença de sentir ces relents ammoniacaux qui signalaient

le proche voisinage du palais, et gagna le vestibule de l'escalier de marbre. Des bourgeois de Paris, venus comme lui par le carrosse commun, d'autres par des voitures particulières, les plus économes par le coche d'eau jusqu'à Sèvres et de là à pied, des provinciaux curieux de voir le Roi et de visiter le palais, et qui avaient couché dans quelque auberge de Versailles, tout ce monde sur son trente-et-un, poudré et parfumé, gravissait avec une solennité intimidée les marches de l'escalier somptueux. Les gardes de la porte avaient ordre de laisser entrer quiconque se présentait convenablement vêtu, n'importe quel bourgeois, pourvu qu'il fût en habit noir, avec le claque sous le bras et l'épée au côté. Au contraire des Suisses, les gardes de la porte endossaient l'habit bleu, la veste, la culotte et les bas rouges; des carreaux d'or et d'argent bordaient leur chapeau; ils avaient l'épée au côté et s'appuyaient sur un mousqueton.

La Merveille suivit le courant qui, au haut de l'escalier, tournait à gauche, traversait la salle des gardes du Roi, puis l'antichambre du Roi où certains jours le souverain dînait en grand couvert, et pénétrait dans le salon de l'Œil-de-Bœuf. Là, la presse était grande, le salon rempli de courtisans que l'on reconnaissait à la richesse de leurs vêtements, à leur assurance parfaite, et à cette façon particulière qu'ils avaient de marcher des épaules, en glissant sur le parquet avec une légèreté incomparable. Ils se tenaient le plus près possible de la chambre du Roi. Au seuil de la porte qui menait à la grande galerie, La Merveille aperçut M. Solennel, fidèle au rendez-vous.

L'aspect de la grande galerie, que l'on appelle aussi la galerie des Glaces, saisit d'admiration le jeune marin. Il n'imaginait pas une vision aussi magnifique. Aux hautes fenêtres, de grands rideaux de damas blanc broché d'or au chiffre du Roi; sur le parquet, deux immenses tapis de la Savonnerie; partout des guéridons, des tables, des torchères, des chandeliers, des girandoles, des miroirs, des bassins. A intervalles réguliers, des caisses d'orangers au feuillage soigneusement taillé en boule apportaient une note de verdure un peu sombre. Au plafond, une profusion d'ors et de marbres, et le déroulement des fastes du grand règne peints par l'illustre Le Brun, dont le pinceau guindé convenait le mieux à leur imposante splendeur. Cette féerie chatoyante se reflétait dans les glaces des dix-sept arcades faisant face aux dix-sept fenêtres par où la vue

donnait sur la majestueuse ordonnance des parterres et des pièces d'eau du parc. Qu'on se figure, dans ce cadre unique au monde, l'animation d'une foule poudrée, pailletée, galonnée, enrubannée ; le drap sombre des habits bourgeois formait un fond de tableau où se détachaient les couleurs vives des uniformes militaires, les étoffes de velours et de soie, les broderies d'or, d'argent et de soies multicolores des vêtements portés avec aisance par les seigneurs et les dames ; des talons rouges signalaient ceux et celles qui avaient eu l'honneur d'une présentation à la Cour.

La garniture se forma pour le passage du Roi, c'est-à-dire que les Suisses de service se formèrent en ligne et firent ranger le public du côté des fenêtres, ne souffrant personne du côté de l'appartement du Roi. Seuls, quelques seigneurs ayant leur entrée chez le Roi avaient le privilège de franchir la garniture, ainsi que les ambassadeurs, et les dames de la Cour en grand habit. M. Solennel se plaça bien en vue avec le capitaine La Merveille. A leur côté, deux petits-maîtres causaient sans souci d'être entendus.

— Ça y est... la petite d'Étioles ! Je l'aurais parié !...

— Où donc ?

— Regarde, mon cher : à deux fenêtres de nous...

La Merveille jeta machinalement les yeux de ce côté. Surpris, il reconnut la jolie figure qui, l'avant-veille, s'était penchée pour le mieux considérer, alors qu'il se faisait place dans la bousculade :

— Le moment semble mal choisi... On m'a dit que pas plus tard qu'hier, le Roi, avec un singulier à-propos dans le choix du messager, chargea le comte de Maurepas d'aller témoigner à Mme de Châteauroux ses regrets du passé, et l'engager à revenir faire son bonheur et l'ornement de la Cour.

— Ha, ha ! Le tour est bon ! J'aurais fort souhaité voir la grimace du Faquinet !

— Il l'aura faite hors de la présence du Roi, sois-en sûr, mon cher. En tout cas, la duchesse qui, à voir papillonner la nouvelle venue autour du maître, s'est déjà inquiétée d'une rivalité possible, revient plus en faveur que jamais, et prendra ses mesures pour que la petite d'Étioles ne surgisse plus sous le nez du Roi à chaque pas qu'il fait...

— Je suis curieux de voir ce qui va se passer...

Le bourdonnement de voix qui emplissait l'immense vaisseau s'apaisa comme par enchantement. On entendit une voix forte annoncer :

— Messieurs, le Roi !

Des huissiers de la Chambre, des officiers des gardes marchaient lentement en tête du cortège, puis le marquis de Dreux, grand maître des cérémonies. A quelque distance, le roi Louis XV. Il avançait, l'air un peu las, nonchalant, appuyé à l'épaule du duc d'Ayen, fils du maréchal duc de Noailles, et l'un de ses favoris. La Merveille fut frappé de la beauté et de la noblesse empreintes sur les traits du monarque, du charme de ses grands yeux si fiers et si doux en même temps, de l'air de dignité qui rayonnait de toute sa personne et du moindre de ses gestes. Véritablement, le plus beau et le premier gentilhomme de son royaume. Ses regards erraient, indifférents, de l'un à l'autre. Arrivé devant La Merveille, il s'arrêta, le considéra fixement comme il avait coutume lorsqu'il allait parler à quelqu'un, et d'une voix nette, harmonieuse, bien timbrée, il prononça :

— Capitaine La Merveille, vous portez un beau nom, mais vous accomplissez aussi de belles actions.

Le jeune marin s'inclina profondément, le jarret droit tendu en avant, le jarret gauche plié, tandis que le Roi passait, et disait à mi-voix au duc d'Ayen :

— C'est ma foi vrai... Il lui ressemble étonnamment...

Le monarque hésita une seconde devant Mme d'Étioles, et abaissa sa paupière pour voiler la flamme de désir qui, le temps d'un éclair, passa dans son regard. L'intéressée, radieuse, s'en était bien aperçue.

Les favoris du Roi le suivaient, mêlés aux hauts dignitaires attachés à sa personne. M. Solennel nommait ceux qu'il connaissait. Il désigna Mesdames Adélaïde et Victoire, en habit de Cour. Puis vinrent la reine Marie Leczinska et sa suite; la Reine sortait non pas du salon de l'Œil-de-Bœuf, mais du salon de la Paix avec lequel son appartement communiquait directement; pauvre reine bien négligée par son mari, elle l'ennuyait terriblement à lui montrer ses ridicules essais de peinture, à lui jouer en médiocre musicienne des airs de clavecin, de vielle ou de guitare; et, il y paraissait bien, hélas, elle était affligée de sept années de plus que lui !

Le cortège passé, le public rompit la haie des Suisses. La Merveille fut un moment submergé sous les assurances d'amitié de gens qu'il ne connaissait pas le moins du monde. Fut-ce un hasard? Soudain, il aperçut devant lui Mme d'Étioles.

— Le Roi s'y connaît, monsieur, lui dit-elle; et je pourrais, le cas échéant, témoigner de la vigueur avec laquelle vous êtes capable de combattre ses ennemis, rien qu'à voir celle que vous déployâtes pour vous débarrasser de quelques-uns de ses fidèles sujets qui gênaient vos mouvements. Tout en vous le prouve à l'évidence : vous vous annoncez pour devoir aller au grand.

— Madame, j'ai eu l'honneur, une fois déjà, de vous répondre : pour vous servir. Permettez-moi de vous renouveler humblement cette assurance.

Le compliment flatta d'autant plus Mme d'Étioles que le vide se faisait autour d'elle : les gens prudents prévoyaient l'imminente rentrée à la Cour de la duchesse de Châteauroux, et craignaient de se compromettre aux yeux de la toute-puissante favorite.

LE BAL MASQUÉ

Le maréchal de Noailles, fier d'avoir découvert un héros consacré par une bonne parole du Roi, produisit La Merveille dans son salon. Sous le règne du feu Roi, le comte de Forbin, accompagnant à la Cour son camarade de combat, Jean Bart, disait : « Je mène l'ours », tendant à ridiculiser un rival de gloire qui, d'ailleurs, effaça la sienne. On se rappelait encore le mot, et d'autres, que Forbin, Marseillais, inventa de toutes pièces. Et, de même que tout d'abord le comte de Maurepas, chacun s'attendait à quelque loup de mer que l'on admirerait, certes, mais dont on aurait aussi l'occasion de se gausser.

La Merveille déjoua ces prévisions. La maréchale de Noailles le prit en sympathie, et les dames s'entichèrent de lui. En peu de temps il devint à la mode. Il se piquait d'élégance ; il inventa une forme de perruque qui obtint un succès prodigieux auprès des jeunes gens et qu'il baptisa : la perruque en lacets d'amour. Il n'aimait guère jouer : quand on l'en priait, il se rendait par bienséance ; il gagnait avec modestie et perdait avec bonne grâce; la fortune lui étant le plus souvent favorable, on le pressa moins de tenir les cartes. Il se montrait

au théâtre. Il eut l'honneur d'attirer les regards de Mlle Sallé, la danseuse, et de Mlle Clairon, la tragédienne : c'étaient l'Opéra et la Comédie-Française qui se le disputaient. Toutes deux le souhaitaient pour greluchon. Sachant qu'un homme se fait une ennemie mortelle, et particulièrement dangereuse, de la femme qu'il refuse, il contenta la curiosité de l'une et de l'autre, mais s'en tint là. On goûta fort cette discrétion.

Entre temps, il préparait sa campagne pour le printemps prochain. Il avait plusieurs entrevues avec son ministre ; le maréchal de Noailles l'appuyait dans ses démarches ; connaissant les arguments propitiatoires, il gagna M. Solennel à ses projets. Il cherchait des intéressés, nous dirions des actionnaires, pour l'armement qu'il méditait, bien plus considérable que les précédents. Il fit plusieurs fois le voyage de Dunkerque au cours de l'hiver, afin de maintenir le contact direct avec ses armateurs. Et il s'occupait aussi de suivre au Conseil des Prises le procès auquel donnait lieu, suivant une règle immuable, la plus richement chargée de sa dernière croisière.

Il n'avait pas revu Mme d'Étioles. Il apprit la mort subite de la duchesse de Châteauroux, survenue le 8 décembre dans l'hôtel de la rue du Bac qu'habitait sa sœur, la duchesse de Lauraguais. Il sut de la maréchale de Noailles que le Roi, à cette nouvelle, se retira dans son château de la Muette, où il pleura comme un enfant. Mais il se rappela le coup d'œil qu'il avait surpris, dardé par Louis XV sur la petite d'Étioles, et conclut que, débarrassée du principal obstacle dressé entre elle et le royal amant qu'elle voulait, elle avait désormais toutes chances d'atteindre son but. Il pressentit qu'il n'aurait sans doute qu'à s'en féliciter.

La Cour se préparait aux fêtes qui devaient accompagner le mariage du dauphin avec l'infante Marie-Thérèse. Elles promettaient d'être brillantes. Hommes et femmes se préoccupaient de leurs toilettes. Une fièvre les gagna. Des courtisans dépensaient quinze mille livres pour un habit, et il en fallait un différent pour chaque jour de fête. Le marquis de Mirepoix déclara qu'il se contenterait de louer les siens six cents livres à son tailleur. Mais le marquis de Stainville s'en fit confectionner un de drap d'argent brodé d'or et doublé de martre, dont la doublure seule montait à vingt-cinq mille livres.

A Paris, on construisait des salles de bal sur les principales

places et dans la cour de l'Hôtel de ville, avec des buffets garnis de viandes et bien approvisionnés en vins. On disait merveilles du feu d'artifice qui serait tiré sur le Pont-Neuf. A Versailles, le duc de Richelieu, pair de France en exercice et premier gentilhomme de la Chambre du Roi, ordonnait les réjouissances, dont M. de Bonneval, intendant et contrôleur général de l'argenterie, menus plaisirs et affaires de la Chambre de Sa Majesté, assurait la conduite et l'exécution : bal masqué donné par le Roi dans la grande galerie du château, représentation d'une comédie-ballet de Voltaire, *la Princesse de Navarre*, mise en musique par Rameau, pour laquelle on improvisait une salle de théâtre dans le manège de la Grande Écurie ; puis, dans la même salle transformée de fond en comble en six heures de temps, grand bal paré.

La noblesse de province accourait en foule, malgré la dépense, heureuse d'apporter à ses princes un témoignage de son affection et de sa fidélité. La Merveille tenait à passer à Versailles même les trois jours de fêtes; il eut toutes les peines du monde à y dénicher une petite chambre ; encore dut-il la payer quatre-vingt-dix livres ; d'autres déboursèrent jusqu'à cent cinquante livres, qui feraient plus de quinze cents francs de notre monnaie.

On frappa pour la circonstance des médailles, et un médaillon-épithalame. Charles-Nicolas Cochin grava les billets d'invitation et des estampes qui nous donnent une idée, affaiblie, des splendeurs déployées par la Cour.

Le soir du bal costumé, point n'était besoin de montrer de carte pour entrer : de chaque bande, une personne se démasquait et donnait son nom en présence d'un des premiers gentilshommes de la Chambre, pour cautionner le reste. En peu de temps, la foule, qui ne dégénérait pas en cohue, emplit non seulement la galerie des Glaces, mais encore les salons de la Guerre, d'Apollon, de Mercure, de Mars, de Diane et de Vénus où s'ouvraient les portes donnant sur l'escalier des Ambassadeurs, et le salon de l'Abondance. Des rideaux de damas cramoisi protégeaient les tableaux du salon d'Hercule, y compris la fameuse Joconde. On ne pénétrait pas dans la petite Galerie, véritable musée où le feu roi avait accumulé les tableaux de maîtres, les médailles, les camées, les antiques, les manuscrits précieux.

Il fallait se reporter aux plus brillantes années du précédent règne pour retrouver un pareil éclat. Aux lustres du plafond, aux candélabres dressés à profusion le long des trumeaux, des milliers de bougies éparpillaient leur lumière douce et chaude à la fois; les scintillements de ces innombrables petites flammes se reflétaient à l'infini dans les glaces, aux facettes des cristaux des lustres, à la surface polie des marbres, aux reliefs des ors qui s'allumaient jusque dans les moindres recoins des caissons du plafond. Elles vivifiaient le chatoiement des étoffes de soie, des broderies, des pierreries. Le luxe des costumes le disputait à leur fantaisie : Mascarilles, Chinois avec le chapeau à pagodes, personnages de la Comédie italienne, capitans, muftis grotesques aux têtes énormes et disproportionnées, bergères, pèlerines avec le bourdon et la coquille, allaient, venaient, viraient dans un brouhaha de voix, de piétinements, aux sons d'un orchestre de cordes harmonieux et discret. Trois personnages avaient eu l'idée de se déguiser en ifs; l'originalité du costume et des poses amusait les spectateurs. Dans l'embrasure des fenêtres, des gradins permettaient à ceux qui voulaient jouir du coup d'œil de dominer l'assemblée. Quelques-uns gardaient le masque; à la longue, beaucoup découvraient leur visage. Les femmes, même travesties, avaient conservé leurs amples paniers; elles évoluaient dans le bal avec une surprenante habileté, en dépit de cet impedimentum imposant.

— Capitaine La Merveille!...

Un domino masqué lui prit le bras. Dès l'abord, il reconnut la voix :

— Madame...

— Allons jusqu'au buffet...

On en avait monté quatre. Ils s'arrêtèrent à celui du salon de l'Abondance. La Merveille y vit des gens attablés; ils savouraient d'exquis pâtés de truites ou de saumons, des poissons au bleu et des filets de sole, car il fallait faire maigre en cette nuit de vendredi. Ils mangeaient copieusement et buvaient à l'avenant.

— Courez bravement à l'abordage! dit en riant Mme d'Étioles.

Il eut quelque peine à attraper un paquet de sucreries, une brioche, et deux verres de vin sucré.

— Si seulement j'avais eu mon coutelas... ou une poignée de grenades!...

Elle rit encore ; puis, prenant une sorte d'air de gravité, elle l'interrogea, lui parla de l'avenir. Ils revinrent dans la grande galerie.

— Je ne sais pas le sort que la fortune me réserve, lui dit-elle. Je vous vois brave, loyal et dévoué. Vous n'avez pas craint de venir à moi en un temps où il y avait inconvénient, sinon danger à le faire. Si je puis un jour vous prouver que j'y fus sensible, soyez sûr que je n'y manquerai pas.

Elle lui tendit sa main à baiser, et le quitta. Il la vit se diriger vers les trois ifs dont les courtisans avertis commençaient à deviner l'identité : le Roi, le duc d'Ayen et le duc de Richelieu. Le Roi cessa d' « agacer » une jeune fille que Bernis observait et connaissait. La conversation engagée avec la nouvelle venue se prolongea. Quelques jours après, la « petite d'Étioles » assurait définitivement sa victoire, et commençait un règne de vingt ans.

Une entrée de ballet captiva l'attention : au milieu de la galerie, un groupe de bergers et de bergères, souriants et gracieux, s'avançait à pas cadencés, en des costumes de soie blanche, simples et suprêmement élégants; des guirlandes de fleurs festonnaient les robes des bergères ; d'un geste gracieux elles balançaient de la main droite de mignons paniers de roses et appuyaient la gauche au bras des bergers. Un murmure approbateur accueillit cette vision charmante.

C'est alors que La Merveille vit Clorinde pour la première fois.

Elle portait le délicieux vêtement de la Finette immortalisé par le pinceau de Watteau. Elle tournait vivement la tête à droite et à gauche avec un air d'inquiétude et de contrariété. D'emblée, La Merveille fut conquis par ses admirables yeux noirs. Il lui demanda :

— Puis-je, madame, vous aider à retrouver ce que vous semblez chercher ?

— Je cherche mon frère, le baron de Bléringhen, dont tout ce monde m'a séparée.

Elle n'avait guère plus de vingt ans. Elle était toute fraîcheur et toute naïveté. La Merveille se sentait invinciblement attiré vers elle. Le son de cette voix jeune, pure et cristalline agissait sur lui comme un sortilège. Il lui venait un étonnement de ce qu'il éprouvait et qu'il n'analysait pas. Un bien-être l'en-

vahissait, et un impérieux besoin de dépenser de l'intelligence et de la force, car il se sentait soudain plus intelligent et plus fort. Elle continuait :

— Vous me trouvez bien provinciale... C'est que je suis étrangère à la Cour...

— C'est la première fois que vous venez ici?

— La première fois!... Nous vivons dans notre château de Bléringhen, mon frère et moi. Il commande une compagnie du régiment boulonnais... Nous avons voulu voir le Roi, la Reine, le Dauphin, les princes et les princesses... C'était le cas ou jamais, n'est-il pas vrai? Versailles m'enchante... mais tant de beautés, tant de richesses, tant de splendeurs, et tant de monde, tout cela m'effraie un peu!

Démentant ces paroles, son regard se posait avec confiance sur son interlocuteur. Puis, se reprenant :

— Mais... vous, monsieur... Servez-vous dans l'armée?

— Pas dans l'armée... dans la marine. Je suis le capitaine La Merveille.

Elle ouvrit de grands yeux :

— Le commandant de la *Royale?*

— Lui-même... Comment savez-vous?...

— Notre cousin, le lieutenant-général comte d'Aunay, qui commande à Dunkerque, nous a conté vos exploits. Et puis, tout le monde en parlait dans les châteaux voisins du littoral... Avec cela, mon frère n'aime pas les Anglais... alors, vous comprenez!

Elle non plus n'en revenait pas que ce hardi corsaire se présentât sous une apparence aussi musquée.

— Vous fais-je peur à mon tour? demanda-t-il en souriant.

— Il me semble que non... quoique vous soyez un homme redoutable...

Une expression mutine passa sur son visage, mais la moue qu'ébaucha sa lèvre s'épanouit bien vite en un sourire.

— Alors... prenez mon bras, dit-il. Nous allons tâcher de retrouver le baron de Bléringhen.

Elle n'eut pas une hésitation. Ils errèrent dans la galerie, ballottés par les masques, gagnèrent le salon de la Guerre, bavardant, riant sans trop savoir pourquoi, et arrivèrent au salon de l'Abondance. La Merveille constata que les mêmes convives qu'il avait vus mangeant et buvant tout à l'heure,

mangeaient et buvaient toujours ; ils se livrèrent toute la nuit à cette double occupation ; aussi, lorsque le Dauphin se remaria deux ans plus tard, on ne garnit plus les buffets de nourritures solides, mais simplement de brioches, de pâtisseries et d'oranges.

La Merveille conquit de haute lutte une assiette de pâté de saumon, une autre de carpe au bleu, et du pain. Sa compagne et lui s'installèrent sur un coin du buffet. Elle s'amusa comme une enfant de cette dînette, et semblait avoir complètement oublié ce frère que tous deux étaient censés rechercher. Ils arrosèrent le poisson de vin de Graves et, pour le dessert, trempèrent une brioche dans un verre de Syracuse. Il cueillit une dernière orange au fond d'une corbeille que passait un serveur, et l'offrit à Clorinde. Elle exigea qu'il en prît la moitié. La nacre de ses ongles roses s'enfonça dans l'or du fruit ; délicatement, elle enleva les peaux, et lorsque la pulpe fut bien nette, elle lui offrit gentiment la part qu'elle lui attribuait. Le buste penché en avant, face à face, ils riaient en se regardant et en évitant que le jus de l'orange ne giclât sur leurs vêtements. Elle essuya ses doigts fins à un minuscule mouchoir de dentelle, et soudain redevint grave : elle se rappelait qu'il lui fallait absolument retrouver son frère. Glissant vivement sur le parquet ciré à glace, ils revinrent dans la grande galerie. Elle eut l'idée de regarder dans les embrasures des fenêtres, et, vers le milieu de la salle, aperçut le baron de Bléringhen qui tout naturellement était monté sur les gradins pour la découvrir plus aisément dans la foule.

— Voici mon frère ! s'écria-t-elle.

La Merveille la considéra une seconde, le regard chargé de regrets, et dit avec un doux et triste sourire :

— Déjà !

La gorge de Clorinde montait et s'abaissait précipitamment dans son corsage ; ses paupières voilèrent les beaux yeux noirs qu'il aimait tant. Elle lui tendit la main.

— N'allez-vous pas demain à la représentation et au bal de la Grande Écurie ?

— Comment n'irais-je pas, si je suis sûr de vous y revoir ?

Elle releva les yeux sur lui, et, l'air heureux :

— Alors, monsieur... à demain ?

Elle s'échappa.

La Merveille jeta un coup d'œil sur ce frère, dont la mort de ses parents avait fait le chef de la maison. Il vit un grand et fort garçon d'environ trente-cinq ans, les traits assez gros, les sourcils épais, qui morguait les gens, et semblait un type accompli de hobereau de province. Dès qu'il aperçut Clorinde, le baron de Blériughen descendit du gradin sur lequel il était juché. Visiblement, il lui adressa des reproches. Tous deux disparurent par le salon de l'Œil-de-Bœuf.

Les rangs du public s'éclaircissaient. La cire des bougies tirait à sa fin. Des lambeaux d'étoffes, des fragments de broderie, des fleurs piétinées, un masque déchiré, un éventail brisé, traînaient sur le parquet. Les musiciens, fatigués, allongeaient les pauses entre les danses.

La Merveille sortit. Au lieu de regagner sa chambre, il voulut respirer un peu d'air pur. Enveloppé dans son manteau, il erra quelque temps dans le parc. Le temps était froid, et sec. Il dut accélérer l'allure. Du bois mort craquait sous son pied. Une petite bise aigre et coupante se faufilait parmi les branches dénudées, galopait dans les allées droites, et courait en frissons à la surface des eaux lisses. Le croissant de la lune, prêt à disparaître à l'Occident, épandait une clarté pâle et glaciale sur le peuple figé des statues de marbre.

La Merveille marchait sans but. Il s'imaginait poursuivre la silhouette de Clorinde, dont la robe disparaissait devant lui à chaque tournant d'allée. Il se sentait léger et souple. Il se perdit dans le labyrinthe des charmilles, et se retrouva devant le Char d'Apollon. A ce moment, une lueur indécise cerna la silhouette du château; la façade sur le parc demeurait dans l'ombre, trouée par les taches rouges des fenêtres, aux salles où les bougies brûlaient encore. Il avait contemplé maints levers de soleil sur la mer, et, certes, ce spectacle ne manque pas de grandeur; mais combien en découvrait-il à cette ascension du dieu dont les rayons semblaient recréer, en les tirant lentement de l'ombre, les beautés du palais du roi de France, le plus beau palais du monde!

Lorsque la lumière jaillit à flots sur les choses et que la féerie mystérieuse eut disparu, il remonta vivement la grande allée que nous appelons le Tapis Vert, contourna le bassin de Latone, escalada les marches qui mènent au parterre d'Eau, traversa le passage voûté communiquant avec la cour de la

chapelle, et sortit par la grande grille de l'avant-cour, où les derniers carrosses s'ébranlaient pour reconduire leur monde.

En deux sauts, il fut à sa petite chambre. Jean Velu, son matelot, ronflant sur une chaise, l'attendait auprès d'un bon feu devant lequel mijotait un vin chaud à la cannelle savamment préparé, avec des tranches de citron et beaucoup de sucre. Il en but un grand bol, et se déshabilla.

Mais en se jetant sur son lit pour y prendre quelques heures de repos, le capitaine La Merveille ne put se dissimuler qu'il y avait en lui quelque chose de changé : à des signes indubitables, il lui fallut bien reconnaître et s'avouer qu'il était tombé amoureux de Clorinde.

LE LANCEMENT DE L'*ÉMERAUDE*

La population se pressait aux chantiers de construction. Pour la première fois depuis la démolition du port par les Anglais, on allait lancer à Dunkerque une frégate d'un aussi fort tonnage. Spectacle coutumier jadis, au temps du grand Roi, et que nul depuis trente ans n'avait revu. Aussi étaient-ils accourus, autant que leurs vieilles jambes pouvaient les porter, autant que leurs anciennes blessures le leur permettaient, les vieux capitaines, les combattants des guerres anciennes, les compagnons de ces grands hommes de mer que furent le chevalier de Saint-Pol, un admirable et pur héros tué à la fleur de l'âge, et le comte de Forbin, un Marseillais vaniteux, vantard et médisant, mais rempli d'audace et d'une habileté consommée dans son métier de marin, et ce corsaire étonnant, Cornil Saus, égrotant et dévot, qui faisait des saisons d'eaux entre les croisières où il infligeait des désastres à la marine anglaise, ne négligeait aucune des plus strictes observances de ses devoirs de chrétien, et finit sa carrière dans le poste inattendu de directeur de l'Hôpital général.

Quelques-uns même, les plus vieux, avaient servi sous l'illustre Jean Bart. Ceux-là, on les considérait avec plus de respect encore que les autres. François Bart, le fils du héros, tout chef d'escadre et commandant de la Marine qu'il fût devenu, ne manquait jamais de leur serrer la main lorsqu'il les rencontrait sur les quais du port où ils aimaient à se rappeler leurs campagnes.

Pour la circonstance, ceux qui avaient obtenu des grades dans la marine royale arboraient leurs uniformes et les armes d'honneur dont le Roi récompensa leur valeur. Des perruques à l'ancienne mode coiffaient leurs crânes chenus. Ils fumaient de courtes pipes en terre, et se détournaient pour lancer de côté des jets de salive qui partaient comme des flèches. Ils considéraient attentivement la coque, déjà dégagée de toutes ses accores, maintenue droite sur son ber par des étais comme par autant de béquilles. Ils hochaient la tête en signe d'approbation, et entrecoupaient leur méditation de réflexions brèves et synthétiques.

— Elle est fine, disait l'un.

— Et l'arrière bien assis, disait un autre.

— Elle portera bien la toile, avec ça.

— Il faudra de bonnes jambes pour courir après.

La figure de proue représentait une sirène aux yeux de verre taillés à facettes. Les sculptures de la poupe n'offraient plus cette complexité du temps où le château d'arrière surélevé s'additionnait d'énormes bouteilles et de hautes lanternes; les lignes demeuraient sobres et élégantes. A l'avant et à l'arrière flottait le pavillon des corsaires de Dunkerque, blanc chargé d'une croix bleue. Des marins, armés de longs pinceaux, finissaient de graisser avec du suif, qui bouillait dans des chaudières à brai, la coulisse sur laquelle le navire allait glisser.

Sur la partie haute du chantier, une estrade se dressait. Des fauteuils attendaient le lieutenant-général comte d'Aunay, gouverneur pour le Roi, et le chef d'escadre François Bart. On avait disposé d'autres sièges pour le commissaire ordonnateur de la Marine, le commissaire aux classes, les officiers d'Amirauté, le lieutenant de Roi, le bourgmestre, les échevins, les armateurs, la capitaine La Merveille qui devait commander la frégate, diverses autres personnalités, et aussi pour les dames.

Le baron de Bléringhen ayant rejoint l'armée, Clorinde était venue passer le temps de la campagne auprès de ses cousins le comte et la comtesse d'Aunay. Les armateurs avaient prié la comtesse d'être la marraine de la nouvelle frégate : elle insista pour que cet honneur échût à la jeune fille. On voulut un parrain du sang de Bart, et l'on choisit un jeune luron de six

ans, Benjamin Bart, dont le père, neveu du héros, avait fait ses preuves l'année précédente à bord des corsaires la *Société* et le *Matou*. Le père et le fils devaient connaître une même tragique destinée, et succomber l'un après l'autre en commandant la *Danaé*, au cours de l'un des combats les plus meurtriers de la guerre de Sept ans. Aujourd'hui, le bambin, très fier de son rôle, raide dans ses plus beaux habits, arrivait, tenant en mains un superbe bouquet qu'avec un compliment dûment appris il allait offrir à sa commère.

Un roulement de carrosses s'arrêta à l'entrée des chantiers. Clorinde en descendit avec le comte et la comtesse d'Aunay, puis François Bart, et un groupe d'officiers de terre et de mer. Une musique de violons et de hautbois se mit à jouer un air d'opéra. Chacun gagna sa place, et la cérémonie commença. Benjamin Bart offrit son bouquet et débita son compliment ; sa commère l'embrassa sur les deux joues. Le vénérable curé de l'église Saint-Éloi, en surplis et en étole, monta sur le navire avec eux. Il dit les prières d'usage et demanda quel nom le parrain et la marraine choisissaient :

— L'*Émeraude*, répondirent-ils.

Il aspergea le pont avec de l'eau bénite, et tous trois redescendirent. Des marins attachèrent des couronnes de fleurs aux mâts de pavillon où flottaient les couleurs des corsaires dunkerquois. Clorinde s'approcha de la coque, et, de toute sa force, lança une bouteille de champagne qui vola en éclats, tandis que le vin mousseux se répandait en écumant.

Les abords de la frégate bien dégagés, le comte d'Aunay fit un signal. La musique cessa de jouer. La foule observait un silence religieux. D'une voix forte, le constructeur s'écria :

— Largue la clef !... Largue !

Un charpentier attaqua à coups de hache le dernier morceau de bois qui retenait le bâtiment. La coque s'ébranla d'un mouvement lent et indécis, accéléré d'autant plus qu'elle avançait sur la rainure suiffée. Droite et rapide, elle plongea enfin dans la mer, en un immense jaillissement d'écume, et aux acclamations frénétiques de la foule. Elle tangua violemment pendant un moment, frémissante à la lame, puis se calma, et on commença à la haler vers le quai du port où sa mâture l'attendait.

La Merveille s'approcha de Clorinde, un peu émue, et qui souriait.

— Vous me porterez bonheur, j'en suis sûr, lui dit-il.

— L'émeraude a la couleur du large et la couleur de l'espérance.

— J'avais gardé celle de vous revoir. C'est chose étrange combien nos pressentiments sont souvent justes. Nous autres, marins, nous y croyons volontiers.

— Et maintenant? Croyez-vous que vous me reverrez?

— Maintenant, je vous verrai toujours, car vous serez toujours présente sur ce navire qui est vôtre spirituellement, et j'évoquerai votre image tutélaire à l'heure du danger, comme aux heures de rêverie que parfois l'occasion nous dispense.

Elle rougit un peu, et baissa les yeux. Sans les relever, elle dit :

— Puisque ce navire est mien, j'en souhaiterais savoir la destinée au fur et à mesure qu'elle s'accomplira. Serais-je fort indiscrète en vous priant de me la faire connaître?

— Ce sera pour moi un devoir... et surtout une joie!

Il mit dans l'accent de sa voix une ferveur qui ne pouvait échapper à Clorinde, dont la malice féminine avait découvert un motif ingénieux de correspondre avec lui sans attenter aux convenances.

— Adieu, monsieur! N'oubliez pas votre promesse.

Ses grands yeux riaient; une gaîté d'enfant tintait dans sa voix claire. La Merveille, étreint par un sentiment trop fort, par l'angoisse instinctive et mystérieuse de l'amour, ne pouvait se maintenir à l'unisson de cette gaîté. Quelque chose d'indéfinissable et de douloureux passa dans la profondeur de son regard, et tordit une seconde le coin de sa lèvre.

Il ne savait que trop tout ce qu'un pareil amour représentait pour lui d'impossibilités, et la distance qui le séparait, lui, roturier, d'une femme noble. Sous Louis XIV, il aurait pu la franchir à force de courage et de belles actions : l'exemple de Jean Bart et de Duguay-Trouin le démontrait suffisamment.

Aujourd'hui, il n'en allait plus ainsi. Symptôme frappant : nul désormais ne pénétrait le symbolisme de l'étiquette. On perdait le sens des règles fondamentales du gouvernement monarchique tel que Louis XIV les avait fixées, pour n'en laisser subsister que les apparences. Et ces règles constituaient si bien les assises du régime, qu'il suffit de les négliger pendant trois quarts de siècle pour le jeter bas, lui qui durait

depuis des siècles. L'orgueil des nobles croissait d'autant plus qu'ils rendaient moins de services à la nation, et que rien ne justifiait plus les privilèges qui les élevaient au-dessus du commun. Ils dressaient des barrières pour interdire à quiconque l'accès de leur caste. Déjà l'on établissait une distinction fondamentale entre les officiers suivant leur origine ; bientôt, les nobles seuls pourront détenir un brevet d'officier. Et par une inconséquence que les contradictions inhérentes à la nature humaine expliquent seules, tandis que l'on fermait ainsi l'avenir au mérite, on l'ouvrait à l'argent : le Roi vendit ces parchemins qu'il ne conférait plus à la valeur, au point que Beaumarchais put s'écrier un jour :

— Nul ne peut contester ma noblesse, car j'en ai la quittance !

Il suffisait de voir une fois le baron de Bléringhen pour le sentir profondément imbu de ces préjugés de race. La Merveille prévoyait de sa part une opposition irréductible. Quelle serait alors l'attitude de Clorinde ? Et, au fait, quels sentiments éprouvait-elle en ce moment même ? Passaient-ils la bienveillance, ou ce simple intérêt de curiosité que peut provoquer chez toute femme un tant soit peu imaginative la vue d'un homme qui a couru des aventures, et dont la renommée a répété le nom ? Il avait cru lire autre chose, pourtant, au fond de ses grands yeux, une tendresse qui se dissimulait derrière un éclair de malice. Mais de là à un amour résolu à renverser tous les obstacles, quelle distance ! D'ailleurs, Clorinde consentant à un enlèvement, il faudrait encore réfléchir deux fois avant de s'y décider. On ne manquerait pas de le présenter au Roi comme un rapt, et une lettre de cachet enverrait vivement son auteur à la Bastille, tandis que la belle connaîtrait les charmes de la vie de couvent.

Arrivé à ce point de ses réflexions, La Merveille s'aperçut que la folle du logis l'entraînait un peu vite et un peu loin. Il se reprit, mais pour mesurer les progrès de sa passion. Et elle l'entraîna de nouveau à se figurer les exploits extraordinaires qu'il mourait d'envie d'accomplir, les services immenses qu'il ne manquerait pas de rendre au Roi, pour en recevoir le prix qu'il ambitionnait.

Ce soir-là, à l'hôtel du Chapeau Rouge, les armateurs donnèrent un grand dîner en l'honneur des personnalités qui avaient assisté au lancement de la frégate. On porta de multiples santés ; le comte d'Aunay en personne, à qui sa haute situation avait

valu la présidence de ces agapes, fit allusion aux dangers que courrait le capitaine, mais qu'à force de courage et d'habileté il surmonterait heureusement, il n'en fallait pas douter. Clorinde, à ce moment, regarda La Merveille avec une expression de tendresse et d'inquiétude telles que, sans forfanterie, il put s'en croire aimé.

Dès lors, il n'eut plus qu'une hâte : mettre en mer, et commencer une campagne qu'il voulait glorieuse. Il activa l'armement de l'*Émeraude*. Tous les jours il passait de longues heures au quai, surveillant les travaux et donnant ses ordres. Il apportait un soin particulier au choix des matériaux. La qualité primordiale qu'il exigeait de son navire étant la vitesse, il n'exagéra pas le nombre des canons, quitte à obtenir moins de parts en cas de prise en commun avec d'autres corsaires, car le nombre des canons entrait en ligne de compte pour déterminer le chiffre de ces parts. Dans ses hunes, il fit placer des orgues de fonte, — les premières mitrailleuses, — au lieu de pierriers qu'il réserva pour certains emplacements de son choix, sur le pont.

N'était-il pas naturel que la marraine de la frégate eût la curiosité de suivre les progrès de sa filleule? Le quai devint la promenade favorite de Clorinde, qui entraînait avec elle sa cousine d'Aunay. Elles se faisaient conduire en chaise à porteurs jusqu'au Parc de la Marine. De là, elles longeaient le quai jusqu'à la tour du Leughenaer, la vieille tour du Menteur où jadis, au temps des Espagnols, le bourreau pendait à des crocs de fer les corps des pirates hollandais assez maladroits pour se laisser capturer. Forcément, en passant à l'endroit où l'*Émeraude* était accostée, elles s'arrêtaient. Le capitaine ne manquait pas de les apercevoir, de les saluer, d'engager la conversation, et peu à peu ce leur devint une habitude.

Le jour où un bouquet fiché au haut du grand mât signala que le gréement était terminé, La Merveille offrit à ses visiteuses une collation de pâtisseries et de vin de Malaga sur le pont du navire. Une exploration dans l'entrepont où elles ne craignirent pas de se risquer, servit de prétexte à une visite de la chambre du capitaine.

— Ainsi, quand vous serez en mer, dit Clorinde à mi-voix, je n'aurai qu'à fermer les yeux pour revoir le décor familier de votre vie.

Elle se faisait expliquer la boussole et le sextant, s'amusait à parler et à faire parler sa cousine dans le porte-voix, à regarder dans la longue-vue ; elle demandait les noms des mâts et des voiles qu'elle était fière de retenir et de répéter. Mais plus le temps passait, et plus un observateur attentif eût remarqué de nervosité dans son rire, et de mélancolie dans les regards de La Merveille qui ne la quittaient pas.

Le moment venu d'enrôler l'équipage, il décida ses armateurs à promettre de fortes avances aux hommes, de manière à attirer les meilleurs. Il escomptait déjà le jour où la frégate passerait du port à la rade et guetterait le vent favorable, l'instant propice où se glisser entre les croisières anglaises qui surveillaient le port, quand, le 14 mai, vers la fin de la journée, une salve d'artillerie tonna, et la volée des cloches sonna joyeusement dans tous les clochers : un courrier venait d'apporter la nouvelle de la victoire de Fontenoy, gagnée le 11 par Maurice de Saxe en présence du Roi. Le lendemain, le gouverneur fit chanter un Te Deum dans l'église paroissiale de Saint-Éloi.

Ce fut comme un coup de fouet qui excita l'émulation des corsaires. Quoi qu'il dût lui en coûter de ne plus voir Clorinde, La Merveille savait le sacrifice inévitable, et pestait contre l'Amirauté, qui tardait à lui délivrer sa commission en guerre. Un matin, comme il remontait sur le pont de sa frégate après avoir surveillé l'arrimage des canons dans la batterie, il vit sur le quai se dresser la silhouette de Clorinde, seule. Il enjamba la passerelle pour la rejoindre, et lui trouva les traits bouleversés.

— Mon frère, dit-elle, a été ramassé, grièvement blessé, sur le champ de bataille de Fontenoy. On le ramène à petites journées au château de Bléringhen. Je pars le rejoindre aujourd'hui même, sitôt après dîner. J'ai tenu à vous dire adieu avant mon départ, et à vous souhaiter bonne chance. N'oubliez pas votre promesse de me donner des nouvelles... de l'*Émeraude*.

Sa voix tremblait. La Merveille lui prit la main qu'il baisa avec une touchante sensibilité.

— Je vous l'ai promis. Vous pouvez y compter. Mais dois-je espérer encore que la marraine de l'*Émeraude* la favorisera de ce portrait qui serait pour la frégate un palladium ?

Clorinde faisait effort pour ne pas s'attendrir. Elle dit brusquement :

— Capitaine La Merveille, donnez-moi un denier.

— Un denier ?

— Pour que notre amitié n'éprouve aucun dommage.

— J'obéis... mais je ne comprends pas !

Elle prit le denier qu'il tira de sa bourse, alla vers sa chaise à porteurs qui l'attendait à peu de distance, en sortit une épée, et revint à La Merveille.

— Je n'ai pas qualité pour vous armer chevalier.., mais en vous donnant cette épée, je suis certaine que vous vous en servirez toujours en chevalier.

Elle la sortit du fourreau, en baisa la lame, et la lui remit.

— Et maintenant, ajouta-t-elle d'un ton mutin, cherchez !

Ému, intrigué, il retournait l'épée entre ses doigts.

— Chercher quoi? fit-il... La lame est forte, et de bonne trempe... C'est une arme !

— Vous n'auriez que faire d'une épée de parade... Considérez bien la poignée...

— Elle est d'argent ciselé... fort joliment, ma foi !

— Et la garde?

Il la manipula, et soudain l'un des côtés, qui était à charnière, se releva, découvrant une miniature.

— Comment trouvez-vous le portrait de la marraine?

— Ah! madame! Voilà qui passe mes espérances... Il est parfait, autant que peut l'être la reproduction d'un original tel que celui que je contemple. Comment n'aurais-je pas de bonheur, muni d'un pareil talisman, et quelle entreprise me semblerait impossible, avec la force décuplée que j'en reçois !

Une flamme ardente brilla dans son regard. Clorinde lui tendit la main. Mais elle éprouvait des picotements aux paupières, et une bizarre sensation à sa gorge qui se contractait. Elle n'eût pu prononcer une syllabe. Elle se détourna, et gagna vivement sa chaise. Tandis que les porteurs la soulevaient, La Merveille aperçut une dernière fois la silhouette aimée, et le petit mouchoir de dentelle qu'elle agitait en signe d'adieu.

HENRI MALO.

(La deuxième partie au prochain numéro.)

REGARDS SUR
L'ÉGYPTE ET LA PALESTINE

(Mars-avril 1928)

Je me refusais à voyager encore. Et, voici que je pars!

Ce n'est pas tout à fait par un acte de ma volonté : la chose s'est faite, pour ainsi dire, sans moi, en dehors de moi. Mille liens me retiennent, attachent au piquet les courtes années dont je puis disposer, peut-être. L'ardeur tombe, la voix s'éteint. Pourquoi retarder l'heure du repos, envier d'autres charges, chercher, au-dessus du sillon qui s'achève, des travaux futurs et de nouveaux horizons?...

Que je l'avoue, pourtant, au fond de moi couvait un regret : mourir sans avoir vu l'Égypte, la Terre Sainte, les lieux d'où sont venues les grandes inspirations! Et puis, ma carrière a commencé en Orient. Reprendre contact avec ce monde de l'Islam qui a toujours hanté ma préoccupation pacifique, ma grande soif de conciliation humaine; reviser mes valeurs; repasser par les routes de mon activité et de ma pensée comme l'animal traqué, las de l'effort et découragé de la fuite, revient sur ses brisées!...

Une rencontre a décidé :

— M. Hanotaux! Venez dans mon Égypte, me dit, avec une grande bienveillance, le roi Fuad. Il nous faut une *Histoire de la Nation égyptienne*, écrite par des Français et qui soit comme la suite, après un siècle, de cette relation de l'expédition d'Égypte qu'inspira votre Bonaparte. C'est l'heure. Venez! Vous verrez et vous vous déciderez.

En vain les objections se pressent sur mes lèvres : l'âge, le

manque de préparation, la difficulté et la longueur de l'entreprise... Tout est écarté.

— Ce que je vous demande, ce n'est pas d'écrire cette histoire, c'est de diriger, d'organiser la publication. Et c'est pour cela, qu'ayant bien réfléchi, je fais appel à vous, — à votre pays. Ne désirez-vous pas que mon peuple lise son histoire, complète pour la première fois, dans votre belle langue française?

Comment résister à un tel appel, j'allais dire à une telle mise en demeure?... Le grand sujet lui-même se développe soudain devant mon imagination éveillée. Elle survole, d'un coup d'aile, ce poème qui, né au plus lointain des âges, se poursuit jusqu'à nos jours, à travers l'histoire méditerranéenne... La tentation est trop forte... J'irai!

Le temps de consulter l'équipe qui m'aidera, — admirable préparation permanente de la science française! — et mi-résistant, mi-consentant, je m'engage sur la route qu'un appel royal a ouverte.

Le 5 mars, à dix heures et demie, nous quittons *Villula* et prenons le train pour Marseille, en gare de Roquebrune-Cap-Martin.

Adieu au charmant séjour, plein de soleil, où le travail de l'hiver fut si doucement assidu devant les perspectives de la mer et de la montagne, dans l'odeur des giroflées qui embaument le petit jardin « cubique ». Monaco, Nice, Cannes. Le voyage se poursuit, le long des montagnes des Maures.... Les Maures! Rien qu'à ce nom, l'Orient est évoqué. Unité méditerranéenne; les deux rivages se rapprochent, se confondent comme, aux temps préhistoriques, quand l'homme de Menton, le négroïde qui dort sous les Roches rouges, voisinait, rien qu'en enjambant l'étroite vallée, mer future, avec son frère d'Afrique, habitant des cours d'eau sahariens où pullulaient l'hippopotame et le crocodile.

La plaine que nous parcourons, dans le fracas et le tremblement du grand rapide bleu, ne s'émeut guère de notre passage : elle en a tant vu! Dans la lumière du soir que de grandes ombres pénètrent, l'homme des champs poursuit son labeur rituel. Il pousse ses bœufs, accouplés sous le joug, selon le type que son ancêtre millénaire a gravé à la pointe sur les rochers des Meraviglie.

La maison aux cyprès fume, antique sous son toit de tuiles creuses : un Romain la reconnaîtrait. Tant de peuples qui se sont succédé ont laissé, ici, leurs empreintes! Elles se fondent dans l'unité de la lumière et de la vie. Phéniciens de Syrie, Phocéens d'Asie-Mineure, Grecs, Romains, cette côte leur est commune. Cependant, l'Égypte, qui enrôla les mercenaires des Iles, Crète, Corfou, Sicile, et peut-être Sardaigne, n'est pas venue jusque sur ces bords; elle reste isolée et voilée en son lointain asiatique et africain, attachée à cette articulation du monde où son Nil lui suffit. Il faut donc aller jusqu'à ses rivages où parurent tous les conquérants et d'où surgirent tous les saints mystères, si l'on veut savoir comment elle impose à la nature, par les milliers d'années de sa préexistence, les origines de la Civilisation et les premiers dits de la Loi.

MARSEILLE

Marseille est le lieu des rencontres. Nous n'avions pas fait deux pas hors de la gare que nos mains sont dans les mains d'un ami qui tombe du train de Paris : « Que seront les élections?... » Deux pas, encore. Autre ami, celui-ci de Marseille : « Que seront les élections? » Au restaurant, le couvert à peine devant nous, un ami survient, grand homme d'affaires; il interroge le Parisien : « Que seront les élections? » Mais son regard se porte aussitôt vers d'autres horizons : il voit la France en fonction de sa situation dans l'univers. Nous revisons ensemble les intérêts publics où, jadis, nos devoirs mutuels nous rapprochèrent : Bizerte, les ports de l'Amérique du Sud, les minerais de l'Ouenza, les aventures de la mer, l'or de la mer, tout ce qui aboutit ici. Un diplomate en partance se mêle à notre entretien. Quelqu'un entre ; on met un nom sur un visage énergique, lavé et poncé au glabre de la génération nouvelle : ancien mécanicien de la marine, c'est, aujourd'hui, un conducteur d'hommes; car tels sont nos *jeunes*. Ils « se réalisent » vite. En dépit des pronostics, je ne vois pas ces belles prestances d'animal supérieur se laissant domestiquer par la machine. Leur race n'est pas de celles que l'on parque en troupeau.

Ma « revision » de Marseille, du Marseille d'après guerre me remplit de joie et de confiance. La vieille somnolence est

secouée. Déjà transformée, la ville est ruisselante de vie et de lumières, le soir; les vieux cadres sont brisés; les quartiers pouilleux sont à bas; larges percées ; tranchées profondes, prêtes à ce que l'avenir édifiera. Marseille reçoit des deux mains, d'une part ce qui vient du canal de Suez et d'autre part ce qu'apporte l'immense Atlantique; elle a prouvé, l'année de l'Exposition, qu'elle tenait la maîtrise de notre Empire colonial; et pour ce rôle, on la taille à la mesure de ce qu'elle doit être.

Le soir, la promenade en auto le long de la Corniche, dans une brume légère qui laisse filtrer des lumières tremblantes sur les eaux, nous happe vers l'inconnu. Partout, autour du Prado et au delà, des hôtels cossus, des quartiers neufs ont surgi. Voici le monument des morts de Salonique, arc de triomphe, porte ouverte sur l'immensité.

Le lendemain, la promenade matinale vers l'Estaque, vers la jetée neuve et l'entrée du tunnel, donne l'idée du gigantesque dans le mesuré. Rien d'emphatique, un ton naturellement noble par sa sobriété même : tout le nécessaire, mais rien que l'utile. Sur terre et sur mer, l'obstacle s'est aplani et comme lissé sous la forte main de l'homme moderne. Ni barrière, ni remparts; le passage largement ouvert se confie à tous. C'est, sans nul doute, une psychologie nouvelle de l'humanité, brisant les portes et laissant partout la voie libre.

Au retour, mon regard hésitant cherche, non sans mélancolie, les souvenirs de mes anciennes visites, la survivance d'un passé qui s'efface : le vieux port qui a vu débarquer les Phocéens, l'hôtel de ville qu'illustra Puget, le quai raboteux où les charrois se pressent et où les saltimbanques, tel un La Belle, font leurs tours devant une troupe d'enfants et de loqueteux. Joie de retrouver cette charmante église de la Samaritaine dont la façade, d'une touche si délicate, si française, est écrite d'un trait menu et fin comme un frontispice de Moreau ou d'Eisen ! Délicieux *jadis!*... Mais, quoi! la vieillesse gronde toujours; elle s'appesantit à ses regrets; elle a peur de l'avenir qu'elle ne verra pas : « Que seront les élections? » Ainsi va le monde, toujours inquiet, toujours tremblant depuis les Phocéens.

A BORD DU « MARIETTE PACHA »

Nous embarquons sur le *Mariette-Pacha* des Messageries maritimes, le 6 mars, à midi. Bateau puissant, long courrier, s'il en fut, portant haut ses cinq étages superposés. Décor intérieur à « l'égyptienne »; bois des îles; goût parfait; en tout, tenue excellente; ville flottante avec son millier d'habitants, où tout paraît si simple; extrême effort de prévision et de précision dans la complexité.

Temps admirable; vent frais, délicat, sans lourdeur, excitant; une mer, non d'huile ni de velours, mais de soie luisante et plissée.

Dans le rayon du port, quelques rencontres encore, mais de plus en plus rares: noirs charbonniers, voiles blanches, fumées sur le ciel; un vol de mouettes nous suit obstinément. La terre elle-même nous accompagne d'abord : îles rocheuses et dures, hostiles, infertiles, refoulant, de leur pied de calcaire rose, la mer, d'où elles surgissent à pic. La mer, en revanche, se rebiffe, les fouette de son écume, les ceinture de son blocus irrité, et, finalement, les laisse, les absorbe dans sa vastitude... Plus rien que les eaux. Et c'est un long spectacle moiré gris, à peine nuancé de vert. Loin du rocher redoutable, tout devient confiance. Comment songer au danger? La mer est si douce, si amène, si séduisante, avec le baiser frôleur de ses vagues, épousant, dans une blancheur nuptiale, le puissant navire; heureuse d'être violée, si elle se débat, elle étreint : elle s'amuse, elle rit, enchanteresse : c'est la mer des sirènes.

La terre n'est plus qu'un ruban lointain, incertain, désespéré. Est-ce une réalité, est-ce une rive, est-ce un rêve, cette ombre ténue qui se confond avec le nuage et qui n'est, peut-être, elle-même, qu'un nuage mordoré? La fumée du grand bateau, traînant à l'arrière comme un panache transparent, la voile, — voilée, d'ailleurs, trois fois, par le lointain, le soir qui tombe et le dédain de la vitesse qui la fuit.

Une profondeur immense nous enserre. La fleur des vagues qui scintille encore au couchant, s'est amortie et étouffée à l'orient. De ce côté, elle n'est plus bleue; elle est ardoise, et la voilà qui devient encre. Tout noircit, jusqu'à la poussière fugitive du sillage.

J'évoque, dans la nuit qui nous presse, tant de traversées nocturnes qui ont laissé leurs traces en moi et où a glissé ma vie : d'abord, les passages d'une rive à l'autre, sur cette Méditerranée ; puis, le voyage illustre du *Pothuau* quand, avec le président Félix Faure, dans la nuit lucide des îles d'Aland, nous attendions la flotte russe ; puis, les voyages de l'Atlantique et la première traversée de la *France*, où nous longeâmes le désastre du *Titanic* ; enfin le passage du détroit de Gibraltar quand, à bord du mauvais rafiot espagnol, la mer nous fut si rude qu'il fallut, comme Ulysse, nous attacher ; mais, même en cette nuit terrible, la mer nous secourut et je me soulève encore de joie en me remémorant le bras du capitaine espagnol tendu vers le sud, quand il prononça la parole tant retardée : Africa !

MÉDITERRANÉE

Lever dans la brume. Nous laissons en arrière une pluie bleuâtre, *cæruleus imber*. Le soleil est à l'affût derrière la nuée. La mer blanchit, immense jatte de lait, et nous entrons dans la lumière.

Il est dix heures. Nulle terre. Nous naviguons dans le nacré. Les ponts sont à peu près déserts. Quelques jeunes Anglaises font les cent pas et tapent du talon ; des hommes appliqués écrivent, un pli au front. Sur le pont avant, de pauvres gens sont couchés, une mère avec un enfant au sein, des soldats un peu gênés et qui n'ont pas le pied marin. L'intérieur du bateau fait sa toilette.

Le pont se meuble. Notre société flottante prend figure. Américains, Anglais, Orientaux au teint jaune, grand homme d'affaires occupant la cabine de luxe, petit fonctionnaire gagnant son poste, son pain et son avenir, la pipe à la bouche : rencontres éphémères de destinées qui se touchent aujourd'hui et vont rouler demain par l'univers.

De l'eau profonde des rochers surgissent et nous pressent à nous étouffer. C'est le passage quasi nocturne entre la Corse et la Sardaigne. On annonce, qu'au plein de la nuit, on longera le Stromboli : « Bien ! Qu'on nous réveille. » Le volcan n'est pas en grande éruption. Je l'ai vu plus animé. Cependant il lance quelques jets contenus et même de belles coulées de

lave fumante sur le flanc de la montagne. Énée l'a vu. Tous les navigateurs l'ont vu, et la merveille flambe éternellement au-dessus des eaux, ahan douloureux de la terre se créant elle-même en une éructation lumineuse.

Le matin, — mal réveillés, — on nous fait faire l'exercice du sauvetage, suite du désastre de la *Princesse Mafalda*; la ceinture de liège sous les épaules, un peu empotés et gauches, mauvais flotteurs, nous suivons ponctuellement les flèches et les numéros qui nous conduisent au pont et au canot où nous devons nous jeter en cas de péril de mer; nous nous trouvons, — sans joie, — à la place prescrite. Combien serons-nous et avec qui serons-nous dans le canot n° 7? *Five o' clock* où l'on ne choisit pas les invités.

Groupés, nous nous comptons, nous nous dévisageons, nous nous pesons du regard. Tel gros monsieur ferait un excellent naufragé de la *Méduse*. Mais, voici que des yeux nous sourient, et nous reconnaissons de gracieuses Américaines de Paris : « Alors! Nous nous sauverons ensemble? Comme c'est bien! » Le poste de sauvetage devient le dernier salon où l'on cause. Présentations. Souvenirs. Relations. Deux de ces dames, bravement, s'en vont en Irak, en Perse, la seule partie du monde qu'elles ne connaissent pas. L'une d'elles me dit : « Moi, en cas de naufrage, je ne quitte pas le bateau : il n'y a a pas plus de danger; j'aime mieux mourir ici. Ce petit canot ne me dit rien du tout. » Comment ne pas s'intéresser à ces belles décisions? Que ces associées de sauvetage seront donc d'agréables compagnes de voyage!...

Le ciel se conforme à la donnée un peu funèbre de l'exercice. Il a la mine vilaine de qui médite un mauvais coup; terne, louche, roux. Le vent se lève, la vague monte, et c'est la forte mer. Le pont se vide. Les mouettes qui nous suivent élargissent leurs ailes et s'abaissent vers la mer qu'elles rasent au plus près.

Le vent qui souffle de l'Adriatique nous vaut ce désagrément. Triste cul-de-sac d'où descendent les tempêtes! L'île d'Ulysse se cache quelque part dans les anfractuosités de cette côte où la Méditerranée abrite ses fourbes.

Ponts vides, salle à manger déserte; l'orchestre réduit gémit la *Marche* du Tannhauser qu'une rangée de fauteuils vides accepte. Le commandant dit que quand nous aurons fait

quelque chemin encore et gagné l'abri de la Crète, nous serons tranquilles. Vive, donc, la terre de Minos et de Pasiphaé ! Que les vents, au lever de l'Arcture, nous soient favorables !

VERS L'AFRIQUE

On ne nous avait pas trompés. A peine entrés dans le couloir qui sépare la Crète de l'Afrique, les vents et les eaux se sont apaisés. J'avais, durant la nuit, prolongé les cent pas sur le pont, tout au spectacle de la lune d'Afrique, étincelante et divine, telle que je l'ai vue jadis à Timgad, à Figuig. C'est Phœbé, c'est Tanit. Ah ! comme on comprend que le croissant ait été choisi comme emblème par ces hommes que le soleil accable de ses traits redoutables ! La nuit claire, c'est la douceur d'être. Vagabonde et tutélaire, la déesse ne s'est laissée glisser du ciel, pour rejoindre son Adonis, que quand, le jour approchant, la route propice nous fut assurée.

Réveil du bateau, tout ranimé, réchauffé, quoiqu'un vent frais plisse encore la mer. Les mouettes nous ont décidément abandonnés. Sans doute, elles ont gagné la Crète. J'ai vu les deux dernières, d'un vol déterminé, monter dans le ciel, prendre leur direction et filer droit vers la ligne qui, au nord, barre l'horizon. Que deviennent-elles ? Attendent-elles un autre bateau pour regagner de conserve Marseille et la côte héréditaire ? Ont-elles un double nid comme ce conducteur de la diligence de Paris-Strasbourg, dont parle Stendhal, avait un double ménage ? Sont-elles en excursion avec un billet aller et retour ? Suivent-elles le train des grands paquebots qui vont et viennent en limitant leur champ d'exercice à ce rayon familier ? Font-elles du *footing* là-haut ?...

La Crète est sur nous toute la journée. Ligne grise d'abord, puis claire, puis rose, puis aérienne ; dentelure de montagnes, la bien nommée : une *crête*. Parfois, nous nous rapprochons jusqu'à discerner les maisons, et puis nous ne percevons plus que les sommets blancs de neige, fondus dans le ciel... Comme on comprend la curiosité, la tentation du navigateur égyptien debout sur l'autre rivage ! Cette bande grise était là, si proche ; et, par là, commencerait à se dévider le chapelet des îles qui conduirait vers le continent septentrional ! Minos n'est, sans doute, qu'un tout petit Pharaon colonial : cet art crétois, si

précieux au point de vue de nos propres origines, n'est que de la camelote d'exportation ou d'*instar*, si on le compare aux grandes œuvres de la puissante Égypte. Ces insulaires hargneux, obsédants, sont finalement foulés aux pieds par les Sésostris, les Ramsès, et leur île devient un pont pour le passage de la civilisation africaine en Europe, de même qu'en 1830 notre expédition d'Algérie colporta, sur l'autre rive, la civilisation européenne. Solidarité séculaire des deux rivages. Athènes ne prit vie et gloire que quand eut péri le Minotaure.

Après une belle journée claire, le soleil s'est couché dans un effet extraordinaire. Il étincela, soudain, comme une pièce d'or entre deux nuages noirs. Ses rayons fusèrent comme des flèches; l'éblouissement devint insoutenable. Agonie désespérée. Le héros splendide luttait encore que les monstres accroupis l'avaient dévoré. La nuit tomba; le mal triompha.

Qu'augurer de cette vision unique? Est-ce le franc de M. Poincaré étranglé entre deux spéculations ténébreuses? Est-ce la lumière d'Occident coincée entre les deux ambitions rivales qui la menacent? N'est-ce pas, seulement, un de ces magnifiques décors, un de ces spectacles sans drame, « ballets russes » que la nature se donne à elle-même dans une fantaisie de dilettante désoccupé depuis la création ?... Ciel et choses d'Afrique, obscurités et splendeurs!

Temps délicieux. Un peu de brise, juste ce qu'il faut à la mer pour sortir ses parures, ses turquoises, ses diamants. Mais cette brise suffit pour retenir les cœurs sensibles sur la couchette. A peu près seul sur le pont, je reprends mes réflexions sur le rôle de l'Égypte et sur ce qu'elle porte, en toute son histoire, de prédestination : Moïse et le monothéisme fuyant ce peuple inventeur de Dieux, mais emportant le souvenir jamais effacé du monde extérieur, gras et riche et si bon à fréquenter... Que la Vierge et l'enfant Jésus soient venus en Égypte, c'est un fait tellement singulier, tellement extraordinaire qu'il est au plus haut degré providentiel... Sans l'Égypte, rien ne se serait accompli. La sagesse alexandrine trouva les formules qu'il fallait pour ouvrir à la « nouvelle parole » le siècle. Tout ce Levant, Syrie, Palestine, Phénicie, Égypte, annonce ce qui sera.

ALEXANDRIE. — LE CAIRE

En vue d'Alexandrie... Je cherche des yeux le « môle alexandrin ». Mais ma recherche, — d'ailleurs oiseuse, car rien n'en subsiste, — est interrompue par la bousculade du départ. Ultime champagne à bord, félicitations, congratulations, mains pressées cordialement de gens qui ne se reverront plus... Vite ! La vedette du gouverneur est là qui vient au-devant de nous ; elle aborde et nous emmène. Pagaye des colis dans les escaliers et à la coupée. Traversée de la ville en coup de vent pour que nous puissions prendre le train de 3 heures et voir le Delta de jour. La gare; le train; la campagne; grandes étendues d'eau. Premier village avec des maisons en pisé. Un palmier ! Un chameau ! Le ciel peint par les orientalistes ! C'est l'Égypte !

Le parcours nous plonge, d'emblée, dans la puissance du Nil. Richesse agricole et maraîchère, verdure de la campagne qui ondule sous le vent à perte de vue ; damiers verts, jaunes, gris-bleu, encadrés des canaux d'irrigation, ceux-ci escortés, à leur tour, d'un chemin boueux. La vie rustique est si extraordinairement animée, la campagne si peuplée d'hommes, de bêtes, d'oiseaux, tout cela vivant dans une si paisible familiarité, que rien n'est comparable dans mon souvenir : paysan de bleu vêtu poussant sa charrue et ses bœufs, aidé de sa femme aux jupes noires ; autre sarclant les basses plantes, aidé de ses enfants ; autre couronné d'un diadème de linge blanc, majestueux, gardant vaches, veaux, chèvres, moutons, un oiseau sur l'épaule ; foule pressée autour de la fontaine ; Rébecca, le vase antique sur le front, le bras faisant amphore.

Voici la demeure rustique telle qu'elle est esquissée sur les bas-reliefs, pauvre case grise, coiffée de roseaux, combien peu de chose ! Richesse et vétusté ; étendue monotone et prodigieuse fertilité. Rembrandt aurait dessiné avec amour la longue plaine plate où nul trait ne s'inscrit, toute en parallèles fuyantes, gagnant, en plans perdus et par reprises indiscernables, le sable des dunes qui barrent l'horizon. Un palmier, parfois, affirme le repère, ou bien quelqu'un de ces arbres mal peignés, mal lavés, sans relief et sans ombre, dont le feuillage pouilleux pend au soleil comme un vieux linge. Tableau. Une femme, d'une démarche altière, telle une reine de Saba, vêtue d'une robe

feu, éclate sur le fond sombre du paysage et, du geste arc-bouté de tout son corps roidi, porte sur sa tête haute, un énorme fagot de branchages envolés.

A Damanhour, je dessine, du wagon, une charmante petite coupole, penchée, s'affaissant sur elle-même, vieille et émouvante sous le poids de l'âge, comme si elle tombait de jeûne et de prières, en cette fin du ramadan. Je n'en reviens pas de l'activité de la campagne. Pas une de nos Beauce ni de nos Flandre ne présente un tel spectacle. Toute la population est aux champs. La femme sur le baudet, un enfant dans les bras, l'homme trottinant derrière, — la « fuite en Égypte »; les bœufs à bosse, noirs et gris comme si on les eût traînés dans la poussière; les tentes pointues, les villages poudreux, les minarets blancs et roses, les oiseaux qui s'abattent par troupes ou qui font, très haut dans le bleu, le Saint Esprit. Le soleil plaque le tout, sur la terre unie, d'un mince filet d'ombre.

Et les villages se suivent, toujours gris sous leurs toits loqueteux, avec, parfois, une jolie touffe de palmiers ou un coin d'ombre autour de la fontaine; parfois aussi, une ferme plus cossue, bâtie à l'européenne, non sans ressemblance avec un blokhaus du sud algérien, se dresse, prête à la défense; quelque chose de fort, mais d'inquiet, comme d'une sentinelle méfiante sur une terre facilement soumise, mais toujours agitée.

Tantah, où, hier, les étudiants, les écoliers en rumeur brisaient les vitres des magasins. Les tableaux se suivent comme sur une cimaise. Groupes de trois femmes en noir, toutes voilées de deuil dont l'une porte, sur la tête, un chaudron de cuivre luisant comme un soleil. Canéphores, cortèges de ces femmes long voilées comme si elles pleuraient toujours la mort d'Osiris. Les hommes sont tout à fait *Mille et une nuits* avec leurs houppelandes rouges, bleu-sombre, vert-bronze, sommées, avec tant de grâce, de la couronne rouge du tarbouch. De même que, chez nous, le clocher de l'église idéalise le village, de même, ici, le minaret « montre du doigt le ciel ». Ainsi se dresse, partout, l'aspiration vers l'au-delà; ainsi la vie rude de la terre s'achève en un rêve sublime. A son défaut, l'homme et ses œuvres ne seraient que poussière, *pulvis es*.

L'approche de la nuit donne, soudain, une autre allure au spectacle. Il était apaisé et le voilà tout en mouvement pré-

cipité. Dès que le soleil s'incline sur l'horizon, cette foule, dispersée dans les champs, se regroupe sur les chemins et se met à courir par paquets compacts, regagnant le logis. C'est le jeûne du ramadan. Ventres vides, jambes promptes vers la pâture. Le soleil tombe. La plaine devient rose, lilas.

Déjà l'activité diminue. Les retardataires prolongent des groupes bavards et qui pérorent. Sans doute, ils parlent politique. Chameaux, baudets, bœufs noirs, dodelinant de la tête, s'en vont à la queue leu leu. Le calme revient avec la sérénité du soir. Maintenant rien ne presse. Tout est en suspens : les ombres d'Orient sont si douces! Égypte immortelle qui, le long des siècles, n'a fait que se laisser porter des jours aux jours et des nuits aux nuits,... perdre et gagner du temps.

Arrivée au Caire à 6 h. 30. Enlevés avec de telles prévenances et dans des voitures si promptes, que la grande capitale, traversée de part en part aux lumières, nous apparaît comme un mythe... Et nous nous trouvons sur le Nil, nappe claire que de sombres quais encadrent. Un pont. L'hôtel. Sommes-nous à Ostende, à Trouville, à Vichy, à Monte-Carlo? Tenue pareille de tous les palaces internationaux. Même confort, même personnel suisse, mêmes smoking. Chambre suspendue sur le Nil. Bonsoir!

AU CAIRE

13 Mars. — Réveil, le matin, dans une brume légère, délicate, transparente qui enveloppe, éclaire, tamise et fait valoir tout. Sur le balcon. Stupeur !... Les Pyramides. Elles sont là,— un peu là, — sur l'autre rive du Nil, suspendues dans cette brume radieuse; les trois triangles dessinent géométriquement leur repos immuable. Se sont-elles donc rangées ici, depuis je ne sais combien de siècles, pour servir de sujets de « cartes postales » aux hôtels fastueux et aux touristes futiles? Le Nil leur arrange un premier plan de lumière, sur lequel les longues voiles des *dahabiehs*, comme de puissants oiseaux aquatiques, traînent leur ombre flottante.

Nous tombons en pleine crise politique. Maudite politique, que nous ne pouvons pas, tout de même, entièrement ignorer. J'ai réfléchi, la nuit, à ce que m'ont appris, sur la situation, les livres « blanc » et « vert », qui mettent en présence la thèse

anglaise et la thèse égyptienne. Nous, Français, nous tenant loyalement aux accords de 1904, nous n'avons à chercher, dans la crise, que ce qui intéresse les conditions les meilleures de la stabilité internationale et de la paix. Autant que je puis me rendre compte, et abstraction faite des nuances et des sous-entendus à peu près insaisissables pour un lecteur occasionnel, il semble que, des deux côtés, côté Angleterre et côté Égypte, on accepte le principe de l'*alliance*, ce qui suppose des égards et des concessions réciproques. Cela dit, on trouve, dans le texte anglais, certaines offres de garanties concernant l'occupation, le canal de Suez, les barrages, le Soudan, le droit de regard sur le Haut-Nil; on admet même des termes d'étapes pour le repli des troupes d'occupation, délais susceptibles, il est vrai, de certaines prorogations. D'autre part, le gouvernement égyptien, en affirmant l'indépendance de l'Égypte et sa liberté d'action, et en faisant porter son principal effort actuel sur l'abolition des Capitulations et sur l'admission de l'Égypte dans la Société des nations, tient compte du fait de l'occupation, et propose certaines modalités de concentration et de cantonnement des troupes à proximité du canal de Suez, sauf à préciser les délais indiqués. Il semble bien qu'il y ait, dans tout cela, à travers une ample phraséologie, des éléments d'accord possible, mais on y trouve aussi des points de friction qui peuvent s'envenimer. L'Angleterre sacrifierait les Capitulations qui intéressent surtout les étrangers; quant à la Société des nations, il faut considérer la déclaration d'un membre du gouvernement *qui porte sur toute la politique anglaise*, à savoir que l'Angleterre n'admettra pas que « qui que ce soit ait un regard quelconque sur ses intérêts essentiels ». J'ai vu, dans les journaux, que l'autorité britannique ne s'émouvait pas des troubles universitaires qui ont eu lieu à Tantah, mais qu'elle rechercherait avec soin les immixtions étrangères qui ont pu les préparer. Il s'agit, évidemment, des bolchévistes qui sont, d'ailleurs, traqués ici, sévèrement. La leçon de la Chine n'est pas perdue.

Le ministère a donné sa démission. Mon impression est que les choses s'arrangeront avec le grand remède des choses d'Égypte : le temps.

*

Messe à Saint-Joseph. Grande et belle église toute blanche, où la foule des fidèles se presse. Visite à la légation de France.

Je m'inscris au palais. Le roi me recevra quand la crise ministérielle aura pris fin.

Premières visites. Partout, nous sommes accueillis avec une bienveillance parfaite. Un interlocuteur me parle de la force de cette terre d'Égypte qui absorbe tout, ramène tout au type indigène, plantes, animaux, hommes eux-mêmes (1). Aucune transplantation, aucun croisement ne résiste; l'emprise est telle qu'elle passe inévitablement, sur tout, le niveau de l'unité : ainsi l'Égypte a résorbé tous ses conquérants, Grecs, Romains, Arabes, Turcs, et leur a imposé ses caractères permanents. Un personnage musulman me fait remarquer à quel point les antagonismes religieux sont apaisés ici, et plus, peut-être, que nulle part ailleurs. Pendant la guerre, les coptes, mahométans et catholiques, priaient dans la même église, les patriarches échangeant leurs bonnets; dans les écoles françaises, tenues soit par des religieux ou religieuses, soit par des laïcs, toutes les races et tous les cultes se rencontrent et se rangent, sans aucune difficulté, aux règles d'un mutuel respect. Jésus-Christ est considéré, par le plus dévot des musulmans, comme un très grand prophète, et la Vierge Marie est particulièrement vénérée. Peut-être cette large tolérance, non apprise ni forcée, mais naturelle, innée, est-elle encore une des manifestations de cette tendance à l'unification, qui est celle de ce pays placé à l'articulation des diverses parties de notre vieux continent. Ce qui se fait ici retentit au loin, notamment dans tout l'univers musulman, et c'est une considération sur laquelle insiste avec force mon interlocuteur. Si la fusion doit s'accomplir, par un acte spontané et volontaire, entre les deux civilisations, ce sera en Égypte et sur les données qu'elle saura dégager. Une telle union et conciliation serait l'aboutissement définitif des croisades. La mort de saint Louis n'aurait pas été vaine : l'histoire aurait un sens.

Le dimanche après-midi, je prends contact avec les représentants de la colonie française : d'abord notre ministre, M. Gaillard, dont on connaît la noble conduite à Fez.

(1) Je lis dans Renan, *Histoire d'Israël*, t. I, p. 154 : « La civilisation égyptienne dont l'histoire a tant d'analogies avec celle de la Chine, a eu cela de particulier que, plusieurs fois envahie par l'étranger, elle a toujours absorbé l'envahisseur et a fini, dans un temps donné, par reprendre le premier niveau que l'invasion avait dérangé. »

Mme Gaillard veut bien nous recevoir, et dans cette belle maison arabe de la légation de France, où se trouvent réunis les trésors les plus précieux du vieil art musulman, introuvables aujourd'hui, on nous donne les avis amicaux qui nous dirigeront sur ce terrain nouveau pour nous. Je dirai plus tard l'impression produite sur moi, dans l'ensemble, par notre colonie du Caire et de l'Égypte ; mais que nous trouvions, dès l'entrée, le bon sens, la fermeté, l'esprit de sagesse et de conciliation du ministre, secondés par la grâce et le cœur dévoué aux œuvres de Mme Gaillard, c'est une impression extrêmement réconfortante. A la légation de France, nous nous trouvons à l'aise et *chez nous*.

L'après-midi, visite au représentant de la science française, au successeur des Champollion, des Mariette Pacha et des Maspero, M. Lacau. Ici encore, c'est l'homme qu'il faut à la place où il le faut. La direction des musées et recherches est en bonnes mains. Mission difficile au milieu des compétitions de toute nature qui se pressent et parfois se heurtent sur cette terre aux trésors multiples et aux excitants mystères. C'est à qui découvrira un Tout-ank-amon ! La dispersion de par le monde des richesses exhumées, qui eut peut-être des avantages jadis, n'irait pas, maintenant, sans de graves inconvénients. La ligne à suivre demande du tact, de l'expérience et une haute conscience. Le voyage que nous allons commencer à travers les monuments et les ruines nous mettra souvent en présence de ces délicats problèmes. M. Lacau nous ouvre tout, nous facilite tout, et sa bienveillante leçon commence par une visite au musée égyptien où, tout de suite, c'est l'émerveillement.

Mme Lacau, fille de mon collaborateur et ami, M. Augustin Bernard, nous accueille, de ce sourire alerte et de cette grâce décidée qui la caractérisent. Les musées ne sont pas tout. Il faut aussi entre-apercevoir le monde, la vie. Nos guides nous prennent par la main.

Le cercle de nos relations s'étend. Au Crédit Lyonnais, le directeur nous renseigne et nous conseille pour ces embarrassantes questions de change qui sont la plaie du voyage français en ce moment. Tout est simplifié par l'usage général de notre langue, dans le monde, dans les banques, dans les maisons de commerce et dans la partie cultivée de la population. La masse du peuple, il est vrai, les petits employés, les gens

de la rue ne parlent guère que l'arabe ; mais, précisément, ces conseils pratiques nous aideront à nous débrouiller, en raison de la loyauté et la bonhomie générale d'un peuple très accueillant.

Nous ne sommes pas en Orient pour rien : en route pour le bazar ! Rien qu'à ce nom, mes souvenirs de Constantinople se remuent en moi ; et, en effet, c'est, ici, la même physionomie générale des choses où la vieille Asie a laissé sa marque. Même entremêlement de quartiers, de rues étroites, d'étalages, de flaques, de loques éculées, de richesses écroulées qui rendent l'ensemble si savoureux. Lumières diffuses, pas incertains, regards inquisiteurs, bras tendus, bibelots poussés jusque dans les mains, brandis jusque dans les yeux, odeur d'antiquaille, de victuaille, de marmaille, fruits, légumes, viandes, tabacs, chaudrons, tapis, lanternes.

> Car c'est le bazar sombre et ses couloirs étroits.
> Et la boutique où s'offre, à mon pied qui la foule,
> L'éclatante couleur d'un tapis qu'on déroule
> Tandis que le marchand calcule sur ses doigts.

Ce qui se mange, ce qui se boit, ce qui se cuit, ce qui se brûle, et ce qui se sent, hélas! tout est empilé dans ces corridors d'ombre sagettés de lumières qui sont, depuis combien de siècles? le rendez-vous du monde achetant et vendant, marchand et marchandant ; labyrinthe aux mille détours où s'accumulent tant de richesses fastueuses et de défroques crasseuses, où s'étalent tant de splendeurs et où se cachent tant de calculs aux doigts crochus; marché des choses vétustes qui vont redevenir à la mode demain, capharnaüm des « occasions » perdues et retrouvées, bric-à-brac de l'histoire, laboratoire où la mort redevient vie, l'ordure ressuscitant rareté !

En ce lieu du commerce oriental, l'étranger, client prédestiné, est jaugé d'une psychologie profonde et envoûté de toutes les fourbes : chapelets bénis vendus par des juifs qui se disent musulmans, chats de bronze apocryphes, veufs de leur boucle d'oreille d'or, tapis persans fabriqués en Suisse et plus authentiques que ceux qui viennent d'Ispahan, pièce sans prix cachée au fond d'un couffin de deux piastres, et qui s'ouvre, par faveur exceptionnelle, pour l'heureux nigaud. Que de ruses hérédi-

taires ! Ce grand trafic, si savoureusement local, a des correspondants à Pékin, à New-York, à Londres, à Paris, et la brocante qui vous offre le verre d'eau et la tasse de café, empile des millions derrière ses comptoirs. C'est le bazar, quoi ! bondé de tentations irrésistibles qui se transforment, trop souvent, le chèque signé, en de risibles déceptions !

L'après-midi, c'est notre grande entrée dans l'Égypte des Pharaons. La prévenance inlassable de Fakry Pacha nous conduit, pour le déjeuner, à l'Hôtel Mena, au pied de la grande Pyramide ; et celle-ci sera le gâteau monté pour le dessert.

Chemin faisant, nous doublons un régiment d'infanterie anglaise qui, sous la chaleur torride, avance sportivement sans qu'un anneau fléchisse de ce corps superbement articulé.

A l'Hôtel Mena, fraîcheur, détente, longue causerie qui vaut une sieste. Nous trouvons là un autre charmant ménage français, les Cammerer qui seront aussi de si gentils compagnons durant notre séjour. Comme on nous gâte !... Nous attendions-nous à trouver Paris à l'ombre des plus vieux monuments de la terre ?... Le café bu, nous sortons. A peine sur le seuil, le sable du désert, la pierre, la ruine, les éboulis nous font un chemin rocailleux et, bientôt, un escalier brutal vers la puissante chose morne qui s'inscrit dans le ciel.

Les trois grandes Pyramides, sans parler des petites, font comme un troupeau, affirmant le parti pris de la civilisation mystérieuse. Mais nous ne voyons que « Chéops ». Sa masse ne permet ni de regarder ni de respirer ailleurs. L'impression, c'est la mort, la mort démesurée. Telle est bien la volonté indéniable de ces anciens bâtisseurs. Terre morte, visage mort, passé mort, mort en terre, mort dans le ciel, mort à fond ; et, le tout, à force d'être mort, immortel. Et sans tarder, d'instinct, par un élan extraordinaire de la pensée on se reporte au plus extrême éloignement des souvenirs humains pour avoir quelque idée de ce qui s'était passé *auparavant* et qui avait permis aux rois de la IIIe dynastie, héritiers ultimes, d'élever, dès lors, 5 000 ans avant J.-C., un monument aussi parfait, d'une science aussi impeccable et, surtout, d'une conception philosophique aussi surprenante.

S'il n'y a pas une erreur de calcul d'un dix-millième dans l'égalité des mesures de chacun des côtés d'un carré de 233 mètres ;

s'il en est de même pour le calcul du nivellement, bien qu'un accident de terrain, sur l'emplacement même de la construction, ait rendu *impossible* la mesure directe d'un point à un autre ; si l'orientation de cette aiguille, qui marque le pas du soleil sur le sable, est impeccable ; s'il n'y a rien à relever dans l'équation et l'épure de l'immense bloc mathématique ; si l'on ne trouve pas une fissure où glisser un cheveu dans le jointement de ces lits de pierres qui pèsent en moyenne, chacune, deux tonnes et demie, à tel point que le colossal édifice a pu être assimilé à un « chef-d'œuvre d'orfèvrerie » ; s'il en est ainsi et que la science comme l'art soient sans défaut, il faut bien admettre qu'une préparation de milliers et de milliers d'années a, seule, permis à ces manieurs de pierres et de peuples de réaliser un si absolu prodige. Et il n'est pas isolé ! L'Égypte entière est pavée de chefs-d'œuvre.

Le savant M. Breasted observe que, « déjà, en l'an 4241 avant Jésus-Christ, les prêtres-astronomes égyptiens avaient composé un calendrier annuel divisant l'année en 365 jours et commençant à la date de l'ascension solaire de Sirius, calculée d'après la latitude du Delta méridional » ; et il observe encore « qu'ils avaient compris que l'année calendaire se déplace lentement tout le long de l'année astronomique *dont elle accomplit le tour en quatre cent soixante années* pour se retrouver, à ce moment, avec elle, à la même origine de révolution ».

Il faut donc supposer que ces observateurs avaient, au moyen de calculs *poursuivis pendant une série d'années astronomiques de 460 ans*, vérifié ces rencontres astrales avec une sûreté et une précision telles qu'il leur était permis de les traduire en *lois* réglant, avec une approximation incroyable, le décompte des ans, des mois, des jours et des heures à la surface de la terre depuis le début jusqu'à la fin des siècles.

A quelle antiquité le fait de ce comput nous reporte-t-il ? Et quelle tenace persévérance et intelligence a-t-il fallu à l'homme primitif pour pousser à la perfection le moindre détail indispensable soit à l'établissement du calendrier, soit à la construction de la pyramide, et pour lui permettre de tracer l'épure de cette invraisemblable figure de géométrie dans l'espace (1) ?

(1) On trouvera des indications sur les données mathématiques et astronomiques résultant de l'étude des pyramides dans Th. Moreux, *la Science mysté-*

Et plus encore que la science, plus que l'art et que la technique, la science du moral, la loi de justice, l'affirmation du libre-arbitre se dégageant de la fatalité, constituent, à mes yeux, la véritable révélation. Nous assistons à l'effort que fait l'âme pour prendre connaissance d'elle-même, au surgissement de la conscience.

D'abord, une pensée domine ici, celle de la vie traversant la mort pour atteindre l'éternité. Ne pas mourir tout entier ! « Ils ne s'en vont pas comme des gens qui sont morts, dit le livre sacré, mais comme des gens qui sont vivants. » La vie prolongée dans la post-vie, l'immortalité par la mort : mais l'homme n'a rien trouvé de plus décisif pour l'explication de sa destinée ! Misérable ver de terre si son trou n'aboutit pas à la lumière.

Ce Pharaon ensevelira donc, dans son tas de sable durci en pierres, tout ce qui fut lui, tout, ses amours, ses travaux, ses joies, ses soucis, ses bienfaits, ses remords; et puis, son entourage, sa famille, ses serviteurs, ses « répondants », acceptant de se soumettre à un jugement, celui de sa propre conscience et créant, par cette simple soumission, ce qui distingue l'homme du reste de la création : *le juste*.

La nature ne connaît pas le juste, la science ne connaît pas le juste. Ni l'une ni l'autre n'ont une lueur de notre « charité ». Mais voici que cet homme puissant, cet homme-roi, qui n'a de compte à rendre à personne, le jour où il meurt, exhale dans sa dernière parole et inscrit à jamais sur le monument, pour que la pierre dure en témoigne, la parole qui le dénonce homme : « J'ai été un juste. » Il lui faut cette sanction : et, s'il ne l'obtient pas, sa momie ne sera pas apaisée : « Je n'ai point commis d'iniquité contre les hommes. Je n'ai point opprimé les petites gens; je n'ai jamais imposé de travail à un homme libre en plus de celui qu'il faisait pour lui-même; je n'ai point transgressé, je n'ai point failli, je n'ai point défailli, je n'ai point accompli ce qui est abominable aux Dieux. Je n'ai pas fait maltraiter un esclave par son maître, je n'ai affamé personne, je n'ai point fait pleurer, je n'ai pas assassiné, je n'ai point fait assassiner traîtreusement, et je n'ai commis de trahisons envers personne... Je suis pur ! Je suis pur ! Je suis

rieuse des Pharaons, 1926. — Voir aussi Dr Marcel Baudouin, *la Préhistoire par les étoiles*, 1925.

pur! Je suis pur! Il n'y a aucun crime contre moi en cette terre de la double vérité... Salut à vous, Dieux de la double vérité... Donnez au défunt de venir à vous; il a donné du pain à l'affamé, de l'eau à l'altéré, des vêtements au nu; il a donné une barque au naufragé, il a offert des sacrifices au Dieu. Délivrez-le de lui-même, ne parlez point contre lui par devant le Seigneur des morts; car sa bouche est pure, et ses deux mains sont pures (1). »

Voilà donc l'inquiétude de l'homme qui l'oriente, à l'orée des temps, vers la justice et la charité.

Mais, comme récompense, qu'est-ce que réclame ce puissant, devenu l'humble avocat de sa propre misère? Que prétend ce juge de soi-même après cette confession confiée au monument qui ne périra pas? Soudainement, s'étant élevé si haut, il se renfonce en cette matière terrestre au-dessus de laquelle il voulait s'élever. Se déclarant juste et bon, il ne demande à ses Dieux que de prolonger, dans l'au-delà, sa propre vie pareille à ce qu'elle avait été ici-bas; cela lui suffit; rien d'autre : la survie tant désirée ne sera qu'une image ténébreuse de la vie : en se *doublant*, il se limite.

Telle est l'emprise sur l'éternité dont se satisfait ce chercheur de lumière divine qui ne l'a pas trouvée.

Il était sur la voie, mais il n'a pu atteindre le but. Son élan l'a précipité de nouveau dans le néant.

Émouvante et sombre croyance qui assujettit des peuples innombrables à la construction du tombeau impénétrable où le puissant goûtera les délices du repos animé. Croyance alourdie d'un effroyable matériel. Misérable effort; mais prélude à d'autres croyances qui seront, elles, dépouillées de ce poids et de cet encombrement vain. Avertissement à l'avenir d'avoir à chercher une solution meilleure, plus empreinte de divin, et plus hautement inspirée du cœur. Isis continuera à parcourir le monde à la recherche du *fils*.

L'Égypte ancienne nous apporte, à la fois, ce tourment et

(1) Maspero. — A propos de cette évolution, beaucoup plus caractérisée plus tard, à l'époque du Moyen Empire ou Age féodal, M. J.-H. Breasted écrit : « Une telle conception est d'une morale très élevée. Elle est, en outre, la première manifestation de cette idée que notre sort futur dépend uniquement de nos actes pendant la vie terrestre. C'est, dans toute son ampleur, la théorie de la responsabilité et de la conscience *dont nous avons trouvé les premières notions dans l'histoire de l'Ancien Empire.* »

cette espérance. Oui, la pyramide, héritière de la science et témoin des croyances, est une préfiguration.

Le Nil, qui traîne à l'horizon sa courroie verte serpentant parmi les roseaux, comme il est peu de chose si on le compare à cette étendue jaune du désert dont l'histoire, découverte un jour, révélera peut-être le secret des âges anciens. Comme il est mince et pâle ! Et pourtant, c'est son eau qui a injecté la vie à ce sable et animé cette mort. Le Nil est le père incontestable de l'Égypte et de cette civilisation qui se cherche. Mais son apport vivifiant est discontinu. Il accourt et il s'arrête ; il inonde et il se retire. Ainsi s'explique, peut-être, à la fois la grandeur de l'effort et son brusque arrêt. L'œuvre n'est jamais poussée à fond. Elle halète, entrecoupée, comme la respiration d'un organisme vivant. Vie et mort successives et doubles que reproduit, dans son mystère intérieur, le colossal cénotaphe. Les jours, qui coulent vers ce repos et se raniment en lui, la mort les reprend. La grande mamelle se sèche ; son cours nourrissant tarit de nouveau. Naîtra-t-elle dans la tombe, la source qui ne s'épuise pas ?

Tel est le problème auquel aboutit cet entassement de choses d'une si haute perfection géométrique et mécanique. Dans leur rigidité, ils affirment l'espoir, mais seulement l'espoir de l'éternité. C'est un premier pas, non le triomphe.

Un jour viendra où une science et une foi plus radieuses, plus allégées du poids de la terre, pénétrées de plus d'éther et de plus d'espace, soulevées par l'esprit de Dieu, dispenseront aux hommes une solution plus haute, des temples plus souples et des monuments moins abstraits. En Égypte même, l'extraordinaire aventure intellectuelle d'Akhenaton nous apprendra bientôt jusqu'où une telle recherche a pu être poussée : elle a entrevu le *logos ;* déjà elle substituait le verbe à la chair, de même que les vieux scribes pliés sur leurs genoux avaient trouvé, jadis, l'hiéroglyphe suggérant l'idée par l'image. Mais le peuple créateur s'arrêtera là, épuisé ; et c'est seulement après d'autres siècles que, dans Alexandrie d'Égypte, fille des deux civilisations, d'autres Orientaux accepteront et libelleront, pour le « siècle » et pour les siècles, la solution sacrée.

Quelques pas et nous sommes face à face avec le sphinx.

Je l'ai dessiné et j'ai essayé de rendre l'expression hautaine et ardente de son visage vu de très près. De loin, la figure est morne et comme lassée, mais la dévisageant face à face, je la sentais animée de violence léonine. A qui en avait la bête irritée? Est-ce à l'Empire qui lui échappe? à la science qui arrache son mystère? à une civilisation plus claire et plus douce bravant sa colère? au sable qui obstrue sa force et sa beauté? On vient de le déblayer. Et quoi? D'affreux moignons ont été rajustés à ce que furent ses nobles pattes. On le *rajeunit*. On a gratté cette noble épiderme ciselée et patinée par le sable et le vent! On l'a revêtu d'une armature de ciment! On a taillé court sa chevelure à la mode d'une jeune miss capricieuse! Les guides vantent cette « restauration ». C'est la première fois, disent-ils, que le monument apparaît, dégagé, depuis les Romains : car le sable le recouvre tous les trente ans. Bien! Mais, alors, dans trente ans, on l'époussettera de nouveau? Il s'usera sous le balai? Est-ce pour subir cette injure qu'il a été taillé à même le roc, il y a quinze mille ans? Car, tels sont les soins de la civilisation moderne.

La bête joue, comme le chat avec la souris, d'un petit temple qu'elle tient entre ses pattes. Et elle fixe, de ses yeux déchirés, le point du rivage où débarquaient les processions rituelles et les pèlerinages démesurés. Longtemps vénéré comme un symbole, le gardien de la voie sacrée est maintenant insulté par les kodaks!

De retour au Caire, nous rencontrons dans la soirée quelques hautes personnalités égyptiennes, familières de Paris et de la Côte d'Azur, parmi lesquelles un poète, un vrai poète de langue française, Fazyl Pacha :

Égypte, ô mon pays, terre de sainteté
Dont le sang des martyrs fait la fécondité,
Je t'aime, je t'adore.
Laisse-moi le redire et soulager mon cœur,
Il meurt de ton angoisse et vit de ton bonheur,
Toi que le soleil dore!

J'apprends ainsi, dans ma propre langue, si savamment rythmée, comment ils aiment leur Égypte, les Égyptiens!

VISITE AU ROI

Le Roi me reçoit au Palais-Royal, bâti par Ismaïl, son père. Belle demeure de style second Empire, nobles entrées, larges couloirs, longue enfilade de salons, luxe juste comme il convient. Le grand chambellan m'introduit. Accueil parfait, la main tendue. Je remercie le roi de m'avoir appelé. Il me prévient et me fait asseoir. Je m'excuse de lui prendre ses instants, alors si occupés. Mais la crise ministérielle lui laisse toute sa liberté d'esprit.

— Je suis un militaire, me dit-il, une sentinelle sur la frontière; je suis préposé à l'avenir et à la grandeur de mon pays... C'est dans ce sens que j'ai eu l'idée de faire écrire l'Histoire de l'Égypte. Elle résulte d'un plan d'ensemble vers lequel je m'achemine avec persévérance. Je désire, pour le développement intellectuel, mettre mon pays à son rang. C'est une véritable renaissance que je rêve pour lui. A ce point de vue, j'ai pris des initiatives combinées et déjà fécondes, l'impulsion nouvelle donnée à la Société de géographie fondée par mon père, la fondation de la Société d'Économie politique, etc. Je songe à faire, bientôt, une Académie du désert, qui intéressera, je l'espère, le tourisme. Là tout est à faire.

« C'est dans ce plan général que j'ai envisagé le projet de l'Histoire. Des travaux importants sont engagés ou publiés déjà d'après les archives européennes, égyptiennes, turques. Le capitaine Douin, M. Wiet, M. Denys, M. Meunier, M. de La Roncière, travaillent à des œuvres d'érudition d'une grande portée pour la connaissance du passé. Cependant, un tableau d'ensemble, une histoire suivie qui puisse servir de cadre manque jusqu'ici, et c'est pourquoi je me suis tourné vers vous. Votre grande *Histoire de la Nation française* m'a paru un type auquel une *Histoire de la Nation égyptienne* pourrait se conformer. Je veux que mon peuple sache son histoire et que les autres peuples sachent l'histoire du mien. Mais qui pourrait mieux l'écrire qu'un Français en s'inspirant des admirables travaux de cette expédition de Bonaparte qui a ouvert l'Égypte à la civilisation moderne? Et, en quelle langue un pareil

exposé, savant et vivant à la fois, peut-il être réalisé avec plus de chances de succès que dans la langue française, langue de la culture universelle?

Je présente au Roi le tableau des *possibilités* résultant de l'examen préliminaire auquel je me suis livré à Paris d'après ses premières indications. Je lui donne la liste des collaborateurs dont j'ai obtenu le concours, et je lui indique le plan et les conditions à la fois de la rédaction, de la publication et de la diffusion.

Il me dit qu'il a chargé Fakhry Pacha, son ministre à Paris, de s'entendre avec moi sur ces divers points. Il est convenu, qu'en ce qui concerne la direction du travail, le choix des collaborateurs, la rédaction, l'illustration, je suis entièrement libre.

Le Roi me dit avec une grande hauteur de vue :

— Tout ce qui est fait accompli appartient à l'histoire. Elle peut toujours s'écrire, c'est affaire de conscience et de tact.

Au sujet de l'illustration, Sa Majesté ajoute :

— Le type que vous avez choisi est excellent. Il m'a séduit. Il faut des images dans un pays qui est tout image.

La conversation se tourne naturellement vers l'importance de l'Égypte dans l'histoire du monde, sur sa géographie, étroitement rattachée au phénomène unique qu'est le Nil. C'est ce caractère original qui a assuré, de tout temps, à l'Égypte son économie propre et, par sa richesse continuellement renouvelée, une participation éminente aux grandes affaires du monde. Cette observation amène le Roi à considérer, en particulier, l'histoire moderne, l'action décisive de Mohammed-Ali et de sa dynastie, la grandeur des vues d'Ismaïl, si mal compris et si mal jugé, la clairvoyance de ses successeurs qui sont entrés à fond dans la vie universelle, qui ont compris Lesseps, et qui l'ont soutenu jusqu'à l'épuisement de leurs forces, alors que de graves erreurs scientifiques et des oppositions politiques plus graves encore lui barraient la route.

— Ce qui a montré la voie à nos princes et ce qui fait qu'ils ont persévéré, c'est la foi dans la grandeur de leur pays, dans les dons que la divinité lui a prodigués; et c'est la compréhension héréditaire de cette situation exceptionnelle, que j'ai reçue d'eux. Notre pouvoir résulte de notre devoir. On n'a qu'à me faire confiance. Je représente l'âme de mon peuple qui, par cer-

tains côtés, a conservé la candeur et la dignité de l'adolescence. J'ai accepté, en pleine maturité, de monter sur le trône, et toute la suite de ma vie se rattache aux réflexions de cette heure décisive. Je suis pour la civilisation, pour la paix, pour l'effort commun, respectueux de l'honneur réciproque. Encore une fois, je suis un militaire. Je n'ai qu'une parole. Ce que je dis, je le fais. Ma consigne vient de ma conscience. L'Égypte a été, jusqu'ici, l'associée, en Afrique, de la civilisation européenne. La France y a beaucoup contribué. Notre histoire, écrite sous votre direction, peut nous aider beaucoup à remplir ce rôle providentiel.

— En somme, lui dis-je, il appartient à l'histoire de relever ce fait unique de la perpétuité de l'Égypte parmi les évolutions infiniment complexes de la vie méditerranéenne. L'Égypte est la plus vieille création politique du monde. Elle a survécu à tout. Mais, comme les Pyramides, elle y a mis *le temps*.

Le Roi sourit, se lève, me tend la main :

— Venez quand vous voudrez, ajoute-t-il, et arrangez-vous avec Fakhry Pacha.

L'entretien a duré une heure.

G. Hanotaux.

(*A suivre.*)

NOS TRÉSORS D'ART

III [1]

LA MONNAIE

DES ESPÈCES AUX MÉDAILLES

Alors que les musées et les bibliothèques ont uniquement charge de conserver et d'acquérir, la Monnaie, de même que Sèvres, les Gobelins et Beauvais, assume en outre la lourde responsabilité de produire. Dans le principal domaine de son activité, les monnaies ou *espèces*, elle doit satisfaire à des exigences multiples et contradictoires, d'ordre économique et financier, et aussi artistique; mais ce dernier point de vue prévaut dans le second domaine, celui de la *médaille*. D'ailleurs, entre monnaies et médailles existe, comme nous allons voir, une étroite parenté d'origine.

Les anciens n'ont point connu ce que nous appelons aujourd'hui la médaille; chez eux, toute frappe ou fonte de métal avait une destination précise, produisait un bijou à pendre au col, un insigne à fixer sur un étendard, un jeton donnant accès au théâtre ou au cirque, une pièce de monnaie. Tous les sujets que les graveurs modernes ont portés sur des médailles, — images de divinités, d'hommes célèbres, de monuments, sym-

(1) Voyez la *Revue* des 15 octobre 1926 et 15 février 1927.

boles parlants comme la « faucille » de Messine, — tout cela prenait place sur les espèces. Même la commémoration d'événements historiques, chose longtemps inconnue aux Grecs, constituait un motif monétaire : le premier exemple en est peut-être le trophée composé d'armes puniques qui figure sur les pièces d'Agathocle. Plus tard, Locres perpétue sur des monnaies sa soumission à Rome, Atella son alliance avec Carthage, qu'illustre l'éléphant d'Annibal, Aquilonia les rites sanglants parmi lesquels se forma la légion des « dévoués » samnites. La tradition subsiste encore aux États-Unis, où sont annuellement frappées un certain nombre de pièces de monnaie commémorant des anniversaires ou des événements contemporains.

Peu à peu une différence de fait s'introduit parmi les monnaies. Tout en conservant le type et le poids monétaires, certaines pièces prennent un caractère particulier; elles sont destinées à récompenser des services, à consentir des largesses; souvent, elles sont frappées avec plus de soin, ou bien elles possèdent une valeur plus élevée que les espèces de type courant. On aperçoit cette transformation dès l'époque hellénistique; la magnifique pièce d'or de vingt statères, à l'effigie d'Eucratide, roi de Bactriane, ne devait pas être destinée à la circulation banale; mais c'est surtout à l'époque romaine qu'elle s'accentue.

Il était impossible qu'un même véhicule demeurât adapté à des fins aussi différentes que l'expression des prix et la commémoration des hommes ou des événements. La monnaie exigeait des indications précises de valeur, indications que les Grecs avaient toujours répugné à porter; la médaille devait être purement décorative. La monnaie demandait des reliefs modérés, facilitant la frappe et rendant l'usure plus lente; la médaille tendait vers des reliefs marqués, donnant plus de latitude à l'artiste pour exprimer sa pensée. La monnaie était limitée dans son poids; la médaille ne connaissait pas cette sujétion. La monnaie se devait de rester fidèle aux types connus et appréciés par le commerce; la médaille recherchait la variété. La monnaie n'admettait que des effigies divines ou souveraines; la médaille, plus accueillante, était prête à représenter les particuliers. C'est probablement cette dernière facilité qui, au XVe et au XVIe siècle, a décidé de sa vogue : avant la

gravure, le physionotrace, la photographie, la médaille a été un procédé commode et relativement économique de répandre une image.

Ajoutons qu'à cette époque se développait, ou plutôt renaissait le goût, déjà connu chez les anciens, pour les collections numismatiques. Et il apparaissait ainsi que ces petits disques de bronze (car s'ils étaient d'or ou d'argent, le creuset les menaçait) représentaient la forme d'art la plus durable, le mode de commémoration le plus sûr. Nous parlions tout à l'heure des rois de Bactriane, souverains d'un État où, à l'un des moments les plus importants de l'évolution historique, se sont organisés les premiers contacts entre l'Orient et l'Occident De leur royaume, il ne reste plus ni monuments, ni annales, ni œuvres d'art : rien que quelques monnaies par lesquelles, seules, nous en connaissons les dynastes. Le résultat que les monnayeurs anciens avaient atteint sans y songer, les médailleurs de la Renaissance l'ont délibérément recherché.

En France, le caractère de médaille apparaît déjà dans la grande monnaie d'or frappée en 1451 pour célébrer l'expulsion des Anglais, et dont on trouvera la reproduction dans le bel ouvrage de M. Jean Babelon : *La Médaille et les Médailleurs.* La légende en est la suivante :

> Quand je fus faict, sans diférance
> Au prudent roy amy de Dieu
> On obéissait partout en France,
> Fors à Calais qui est fort lieu.

Au cours des règnes suivants, les influences italiennes font prévaloir le parti de la médaille fondue; mais sous Henri II une invention nouvelle importée d'Allemagne, celle du balancier, révolutionne les deux branches de l'art métallique. En ce qui concerne les espèces, la résistance obstinée de la Cour des Monnaies perpétue, jusqu'au règne de Louis XIII, la frappe archaïque au marteau; affranchis d'un tel contrôle, les médailleurs au contraire utilisent librement, à la Monnaie du Moulin, située au bout du jardin du Palais, les procédés nouveaux; ainsi se trouve consommée la séparation des deux Monnaies, qui devait durer jusqu'en 1832.

Sculpteur et fondeur avant tout, Guillaume Dupré fournit à la médaille frappée d'admirables modèles, mais n'exerce pas

d'influence sur sa technique. Au contraire, Jean Warin, que Reims et Liége se disputent, comprit toutes les ressources qu'offrait le balancier à un graveur, à un souverain désireux d'assurer aux effigies commémoratives un large rayonnement artistique. C'est en 1660 que Louis XIV reçut en legs, de son oncle Gaston d'Orléans, la précieuse collection qui a formé le noyau du Cabinet du Roi, aujourd'hui Cabinet des Médailles, et conçut l'idée de l'augmenter, non seulement par des acquisitions, mais par des frappes méthodiques organisées selon un vaste plan. Mais c'est seulement en 1684, sous l'influence de Louvois, qui avait parfaitement compris la valeur de ce que nous appelons aujourd'hui la propagande artistique, et grâce à l'activité de Nicolas de Launay, que fut entreprise « l'histoire métallique », cette belle série de médailles dont l'exposition à la Bibliothèque Nationale a été une révélation pour les Parisiens; la plupart de ceux-ci ignoraient, en effet, qu'il leur était facile d'aller voir les mêmes pièces exposées, en permanence, au musée de la Monnaie.

C'est à ce moment que se sont codifiées, — et avec une force et une précision telles qu'il semble malaisé d'y apporter de grands changements, — les conventions de la médaille classique. Conformément à la tradition monétaire, la face représente une effigie, généralement celle du souverain; le plus grand honneur que pouvait recevoir un sujet était d'être frappé en médaille, comme le fut le duc de Guise après le siège de Metz. L'avers ne posait donc qu'un problème artistique courant; la difficulté étant de composer des revers à la fois décoratifs et expressifs. Sous Louis XIV, c'est une commission, — d'où est issue l'Académie des Inscriptions et Belles-Lettres, — qui assume non seulement la rédaction de la légende mais l'ordonnance générale des sujets. Le soleil y joue naturellement un grand rôle, soit qu'en parcourant le zodiaque il constate, d'une année à l'autre, l'assiduité du Roi à ses Conseils, soit que, de son lever à son coucher, il assiste à la prise de douze places fortes, soit qu'il illumine le monde d'un éclat radieux, la fière devise *Nec pluribus impar* figurant en exergue; les fleuves et les rivières, vieillards à longue barbe ou nymphes à longs cheveux, voient passer avec effroi les armées victorieuses du Roi; les villes prises réparent le désordre de leurs vêtements et tendent humblement les mains aux fers du triom-

phateur, à moins que celui-ci, joignant la clémence à la force, ne les sauve du pillage, ainsi que le commémorent, pour Valenciennes, une médaille de la Monnaie, et un beau bas-relief du Louvre.

De ces motifs, nous nous lassons assez vite; la représentation réaliste, plus rare, satisfait au contraire notre esprit amoureux de documents. La galère sur laquelle se plante la fleur qui signifie la prise de Rosas en Catalogne est plus symbolique que réaliste; celles que le bronze nous montre mouillant à Marseille ou au Havre se conforment aux types véritables : tout comme les navires dont la médaille de la bataille de Beveziers célèbre la destruction. Les vues de monuments sont nombreuses et généralement fidèles; parfois, elles sont exécutées d'après des dessins qui n'ont pas été suivis. Une mention particulière doit être accordée aux revers qui reproduisent, — généralement en en tirant un excellent parti décoratif, — des plans de ville. Le plus curieux peut-être est celui qui dispose, comme les heures d'une horloge autour du soleil qui passe de l'une à l'autre, les citadelles de Grave, Bomel, Orsoy, Rhinberg, Wesel, Emerich, Schenck, Arnheim, Doesbourg, Zutphen, Deventer et Nimègue; les plans des fortifications de Strasbourg, de Dunkerque illustrent cette tradition, reprise récemment par le graveur Turin dans sa médaille de *la Cité*.

Après Louis XIV, l'histoire de la médaille offre encore d'admirables œuvres d'art; mais on ne retrouve plus, excepté sous Napoléon Ier, qui, lui aussi, avait le sens de la « propagande », une organisation méthodique des frappes. La Restauration ne s'intéresse guère à la médaille, et, au début du règne de Louis-Philippe, la suppression de la maison du Roi, réalisée par l'ordonnance du 24 mars 1832, marque le commencement d'une longue décadence.

Cette réforme a eu, en effet, pour résultat de couper en deux la fabrication des médailles; tout ce qui était exécution a traversé la Seine, est allé rejoindre, quai de Conti, la Monnaie des Espèces; la conception, au contraire, est demeurée rattachée à l'Administration des Beaux-Arts. Les philosophes discuteront longtemps sur la primauté respective d'*homo sapiens* ou d'*homo faber*; en fait, toutes les fois que, dans une activité humaine, la pensée et l'exécution se trouvent séparées, ne demeurent point en état de réagir continuellement l'une sur

l'autre, la décadence est inévitable. Cette décadence n'a point tardé pour la Monnaie des Médailles, malgré l'incontestable valeur technique de graveurs comme Oudiné, Barre et Ponscarme : le regain de prestige caractérisé par les noms de Roty et de Chaplain n'a pas amené une rénovation durable, car ces grands artistes, bien qu'ils connussent le métier de graveur, n'ont pas cherché à rendre à l'art de la médaille sa vie propre, à renouer ses traditions; ils ont trop souvent tenté de faire passer dans le bronze des effets propres à la peinture, ils ont vulgarisé cette forme ambiguë et amorphe que constitue la plaquette. Après eux, la Monnaie continue à vivre sur ses habitudes, ne recevant point d'autre part l'impulsion qu'on ne l'avait pas habilitée à donner; satisfaite peut-être de son beau musée, de ses riches collections, qui semblaient interdire tout espoir de faire mieux. Il a fallu le coup de fouet de la guerre pour lui rendre la notion de sa raison d'être, pour restituer un sens à son activité, pour la remettre dans sa voie, mais une voie tout embroussaillée, où elle doit frayer son passage, en reconstituant ce que possédaient les graveurs du temps de Louis XIV : un langage artistique propre et un public.

UNE VISITE A L'HÔTEL DE LA MONNAIE

Avant de rechercher les solutions possibles de ce problème, il est bon de connaître les moyens d'action dont dispose la Monnaie.

Les Parisiens qui flânent le long des quais, en explorant, — pour le plaisir de l'exploration plus que dans l'espoir de surprenantes trouvailles, — les boîtes des bouquinistes, ont souvent senti peser sur eux l'ombre de ce vaste et haut bâtiment qui déploie sa façade de vingt-sept fenêtres entre l'impasse de Conti et la rue Guénégaud. Quelques-uns, s'approchant de la porte, ont pris connaissance d'écriteaux administratifs indiquant que, pour visiter le Musée et les ateliers, il suffit de demander par écrit l'autorisation du directeur. Ceux qui, nantis de cette autorisation, ont franchi le seuil, ont admiré tout d'abord d'amples et larges bâtiments où se combinent dans une proportion harmonieuse la grandeur décorative propre à l'ancienne royauté et un sentiment déjà moderne de l'adaptation à leur fin particulière. Ils ont ensuite visité le Musée monétaire,

moins riche que le Cabinet des médailles, mais offrant au public des séries complètes, alors que la Bibliothèque Nationale ne peut mettre en vitrine que quelques pièces de choix, et permettant ainsi de suivre la commémoration métallique de faits qui vont de la prise de Milan sous Louis XII, de la défense de Metz sous Henri II, de la Saint-Barthélémi, au traité de Versailles et au raid de Lindbergh. De là, ils sont passés aux ateliers, où ils ont vu fondre, laminer, découper le métal, compter, peser et frapper les flans. La visite s'est terminée par l'atelier des médailles, où les frappes sont opérées par des balanciers de dimensions échelonnées selon le module. Quelques privilégiés ont visité ce « musée des coins » qui suscitait déjà l'admiration de Voltaire et où plus de trente mille instruments d'acier, appartenant à la Monnaie, à des Administrations publiques, à des particuliers, ont fait défiler sous leurs yeux une histoire singulièrement vivante des frappes métalliques, depuis les poinçons partiels datant du XVIe siècle, jusqu'aux coins, fraîchement sortis du tour, des dernières médailles éditées : *la Cité*, *la T. S. F.*, *le Cinéma*, etc.

Cet aperçu ne donne qu'une idée incomplète des techniques variées qui sont mises en œuvre quai de Conti. La Monnaie est d'abord, et naturellement, une administration, dépendant du ministère des Finances, bien qu'elle possède un budget particulier. Elle contient un laboratoire dont la direction est confiée à un savant proposé par l'Académie des sciences; un musée, en relation avec le Cabinet des médailles et les musées étrangers; un magasin où l'on s'efforce, malgré les entraves que créent les règles administratives, de développer la vente des médailles; enfin, des ateliers, dont les particularités techniques intéressent plus que tout les visiteurs. Comme dans les autres branches de l'industrie, le caractère en a bien changé dans ces dernières années. Autrefois, le principal personnage d'un atelier était le vieux praticien, nanti de secrets de fabrication qui se transmettaient par la tradition, riche d'une expérience toute spéciale. Aujourd'hui, c'est l'ingénieur, l'électricien, le chimiste; le problème délicat que le chef d'atelier de jadis examinait concrètement se résoud maintenant par l'analyse, qui permet de le ramener à une certaine combinaison de problèmes courants dont chacun comporte une solution connue. Il y a là une évolution dont il est indispensable de tenir compte pour l'avenir.

LE TRAVAIL DE LA FRAPPE

Les modifications d'ordre industriel n'ont pas changé essentiellement la technique de la frappe, dont nous allons essayer de donner une idée. Le point de départ de toute médaille est naturellement une esquisse, laquelle peut fort bien présenter le caractère le plus sommaire. C'est une des raisons, en passant, pour lesquelles il est absurde de choisir un graveur par le moyen d'un concours sur croquis : autant juger une symphonie sur plan! Une telle procédure avantage nettement l'artiste qui a le talent d'achever un dessin plaisant à l'œil et bien modelé; or, il n'est nullement certain que celui-là saura le mieux le réaliser en relief; d'excellents graveurs ne vont pas, sur le papier, au delà d'ébauches informes; c'est au contact de la cire, du plâtre ou de l'acier que le travail d'élaboration se fait, que la pensée se manifeste.

Le travail à la cire constitue le second degré; il aboutit souvent à un modèle achevé, qu'il ne reste qu'à mouler en plâtre, ou à graver sur l'acier; laissons de côté ce dernier parti, un peu trop négligé de nos jours. Souvent c'est sur le plâtre que commence le véritable travail. Naturellement, ce travail consiste à creuser; s'appliquant à un modèle en relief, il ne peut aboutir qu'à *démaigrir* les saillies. Mais ce modèle en relief peut servir à mouler un modèle en creux, sur lequel l'outil *épaissira* au contraire les motifs. Passant du relief au creux, enlevant ou ajoutant, poussant toujours plus loin ses détails, l'artiste arrive ainsi à l'œuvre définitive qui revêt l'aspect d'un médaillon d'une vingtaine de centimètres de côté, dont on tire une reproduction galvanoplastique.

Cette reproduction est placée ensuite sur un appareil fort ingénieux, application du principe bien connu du pantographe, et qui s'appelle : le tour à réduire. Qu'on imagine deux axes tournant avec un rigoureux synchronisme : sur l'un est fixé le modèle, sur l'autre, un cylindre d'acier destiné à devenir le *poinçon* de la médaille. Un levier supporte à son extrémité une pointe mousse qui appuie légèrement sur le modèle; en son milieu, et à une distance que l'on peut régler selon la réduction qu'on veut obtenir, une *fraise* d'acier trempé tournant très rapidement mord sur le cylindre d'acier. Suivant que la

pointe passe sur les reliefs ou les creux du modèle, se soulève ou s'abaisse, la fraise entame plus ou moins profondément l'acier ; finalement, creux et reliefs se trouvent fidèlement reproduits ; non pas assez fidèlement pour que le graveur ne doive revoir le poinçon, l'achever au burin ; le bon graveur ne considère le tour à réduire que comme un utile serviteur qui le débarrasse d'un fastidieux travail ; mais il ne compte pas sur lui pour donner à la médaille l'accent personnel, la touche que, seule, peut lui conférer l'attaque directe par la main de l'artiste.

D'aucuns n'hésitent pas à rendre le tour à réduire responsable de la décadence de la médaille au XIXe siècle. Si nous restons dans l'ordre purement technique, il est impossible de ne point noter une différence entre le mode d'attaque des sujets. Comparons, par exemple, deux médailles dont la donnée est assez voisine, *le Pont-Royal*, de Molart (1685) *la Cité*, de Turin (1927) : la première a été visiblement traitée en creux, le graveur a commencé par le coin, sur lequel il a évidé les motifs destinés à venir en relief sur la médaille ; la seconde, en relief, l'artiste essayant ses effets sur de la cire. Mais la règle est loin d'être absolue. Beaucoup de coins des XVIIe et XVIIIe siècles ont été « enfoncés » à l'aide de poinçons partiels qui, eux, étaient traités directement en relief ; le musée des coins de la Monnaie possède une remarquable collection de figures et de sujets destinés à cette fin. D'autre part, nombre de graveurs modernes cherchent leurs effets, non en modelant la cire, mais en creusant le plâtre, comme il a été indiqué plus haut : et les médailles qu'un même graveur traite en attaquant directement l'acier ou en travaillant le plâtre ne diffèrent guère d'aspect.

L'on reproche au tour à réduire d'habituer les graveurs à traiter les sujets selon une échelle qui n'est pas celle du modèle, d'où déception lorsque le modèle est réalisé à sa taille d'exécution : plus d'un artiste médiocre s'est, en effet, laissé prendre à ce piège. Mais, là encore, il ne faut pas généraliser. Le graveur de l'ancien régime était bien obligé de travailler à la loupe ; une médaille comme celle qui commémore la *Prise de douze villes de Hollande*, et dont nous avons déjà parlé, ne pouvait être gravée à l'œil nu. Le graveur moderne dispose, lui, d'un verre concave qui lui sert à ramener son modèle à la dimension d'exécution : le résultat final revient au

même. Lorsqu'il y a échec, ce n'est point la faute des procédés techniques, qui donnent la possibilité de faire tout ce qu'on veut, c'est parce que l'artiste ne sait pas son métier.

DES POINÇONS ET DES COINS

Le poinçon en relief obtenu par la réduction ou la gravure directe est trempé, puis on s'en sert pour frapper, à l'aide d'un puissant balancier, un cylindre d'acier doux, — plus exactement un cône, — qui, après cinq ou six passes, fournit une reproduction exacte, mais inversée, un *coin* en creux du poinçon initial. Cette opération, qui se réalise grâce à un véritable *écoulement* du métal, s'appelle l'enfonçage : on comprend, sans insister, qu'elle présente de particulières difficultés, et qu'elle ne peut être entreprise que par des ouvriers experts.

Le *poinçon* et le *coin* s'appellent, en termes techniques, les *instruments*. Grâce à leur concours, et étant donné qu'il est toujours possible d'enfoncer un nouveau coin, quand le coin en service est usé, le type se trouve conservé indéfiniment ; la Monnaie de Paris frappe encore et met dans le commerce des médailles frappées d'après des poinçons et des coins du XVIIe siècle.

Pour les époques antérieures, il n'existe guère que des poinçons partiels ; s'il est aisé de graver en relief des figures et des sujets, il est difficile d'obtenir par le même procédé des lettres destinées à venir en relief sur la médaille. Le graveur se contentait donc d'établir en relief le centre de sa composition ; il l'enfonçait en creux sur le coin, et gravait ensuite les lettres en creux. Les coins usés par les frappes ont, pour la plupart, disparu ; il en résulte que les types antérieurs au XVIIe siècle ne peuvent généralement servir qu'après une reconstitution qui en diminue la valeur authentique.

En matière de monnaie, — puisque monnaie et médaille marchent ensemble, — la conservation du type présente une importance primordiale, de sorte qu'on est amené à établir jusqu'à cinq paires hiérarchisées d'instruments. Les coins du cinquième ordre, usés rapidement par les frappes continuelles d'espèces, sont renouvelés d'après les poinçons du cinquième ordre ; les poinçons du cinquième ordre d'après les coins du quatrième ordre, et ainsi de suite. Le poinçon initial forme

l'étalon suprême, la réserve à laquelle, pratiquement, l'on n'a jamais besoin de toucher.

On voit comme sont longues et minutieuses les opérations qui précèdent la frappe d'une médaille ; auprès d'elles, cette frappe même paraît chose courte et rapide, et pourtant, elle comporte aussi ses difficultés. Une médaille de faible relief et de faible module peut venir en un seul coup de balancier, en une seule *passe* ; mais c'est tout à fait l'exception ; les médailles courantes exigent trois ou quatre passes, les pièces à fort relief comme la célèbre *Devise de Louis XIV*, six ; certaines médailles, de très grand module, comme celle qui a célébré le vote de la loi sur les chemins de fer, en 1845, en demanderaient aujourd'hui huit ou dix ; avec les instruments moins puissants dont disposaient les ateliers à cette époque, il en a fallu vraisemblablement quinze ou vingt. A noter qu'entre deux passes il est indispensable que le métal, *écroui* par la pression et devenu cassant, soit recuit pour retrouver sa malléabilité première. La frappe des médailles donne d'ailleurs lieu à de fréquents incidents ; certains modèles, où le profane ne voit aucune difficulté spéciale, se révèlent impossibles à reproduire ; l'écoulement du bronze est chose capricieuse ; parfois le métal le plus mou se révolte contre le plus dur, et la réaction du flan brise l'acier trempé du coin.

Le bronze dont on se sert aujourd'hui pour les frappes monétaires est, en réalité, du laiton, c'est-à-dire un alliage de cuivre et de zinc. Au XVIIIe siècle et au début du XIXe on frappait même des médailles de cuivre pur. Le plomb, cher aux médailleurs de la Renaissance, s'altère et se détériore facilement ; le nickel est déplaisant à l'œil et dur à la frappe. La Monnaie a récemment, pour des tirages limités, essayé un bronze spécial au manganèse, qui prend, à la patine, de belles teintes argentées et violacées.

MÉDAILLES FRAPPÉES ET MÉDAILLES FONDUES

Nous avons étudié sommairement la *technique* de la médaille ; reste à parler de son *esthétique*.

Ce qui donne à la médaille son caractère propre, ce qui la distingue du bas-relief, ce sont des exigences de composition tirées de l'échelle et des conditions techniques d'établissement.

Or, ces conditions sont les mêmes qui se présentent, avec un maximum de rigueur, quand il s'agit de frapper une monnaie; la parenté des deux formes est incontestable; elle est prouvée par des cas comme celui d'un Jean Warin, rénovant à la fois médailles et monnaies.

Notons d'ailleurs, qu'en art, d'une manière générale, les formes pures sont extrêmement rares; presque toujours une analyse approfondie y laisse voir une combinaison, un équilibre entre deux activités voisines; danse, musique, poésie, discours, se suivent par exemple en se chevauchant comme les couleurs du spectre. Il en est de même si l'on passe de la monnaie au bas-relief. De la monnaie à la médaille frappée, le changement se fait par la disparition de quelques sujétions, l'accroissement des dimensions, l'augmentation des saillies. Entre médaille frappée et médaille fondue, il y a d'abord une différence de dimension, puis une différence de relief, la médaille fondue admettant des dénivellations plus marquées. Comme composition, l'une et l'autre se réclament des mêmes principes; la possibilité de répartir les représentations entre un avers et un revers leur fournit le moyen de faire face aux exigences contradictoires de la donnée traitée. En général, les sujets à grande échelle, à fort relief, les motifs simples parlant immédiatement à l'esprit, prennent place sur l'avers; les sujets à petite échelle, tracés plus minutieusement, comportant des allégories complexes ou des détails sur lesquels on aime à s'attarder, sont traités au revers. Ou bien encore l'élément allégorique s'empare d'une face, l'élément réaliste de l'autre. Un médailleur qui n'a pas constamment présente à l'esprit la nécessité de ce contraste, les facilités qu'il donne à l'artiste, ne connaît pas son métier. Dès que disparaît cette dualité expressive, on entre dans la technique du bas-relief.

La médaille fondue jouit en ce moment d'une grande vogue; elle est infiniment plus facile à réaliser que la médaille frappée, puisqu'elle n'est enserrée que par les conventions relativement lâches du bas-relief, plus lucrative aussi, car elle se prête à ce malthusianisme artistique par quoi certains arts, — celui du livre notamment, — ont reçu des valeurs vénales de pure convention. Cet engouement a malheureusement été encouragé par des amateurs d'art, qui n'ont pas compris qu'il était plus intéressant d'entretenir une tradition que de susciter des

œuvres isolées. Il semble qu'il soit sur le point de prendre fin, surtout en raison des difficultés pratiques que rencontre l'exécution des fontes.

L'AVENIR DE LA MÉDAILLE

Nous abordons pour conclure un problème délicat : celui des commandes de médailles. D'après le rédacteur de l'ordonnance de 1832, c'était aux Administrations publiques, et spécialement à la Direction des Beaux-Arts, qu'il appartenait de marquer les événements à commémorer, de choisir et de conseiller les graveurs. En fait, la restriction progressive de tout ce qui, dans les dépenses d'État, présente un caractère de luxe, a depuis longtemps tari cette source de commandes. « Il en résulte, dit M. G. Chastenet, qui commente amèrement cet abandon dans son dernier rapport sur le budget de la Monnaie, que notre époque, si riche en découvertes scientifiques et en progrès matériels, n'en aura inscrit, dans le bronze, à peu près aucune trace. Quand auront disparu nos livres, nos tableaux, nos monuments, que, seules, quelques médailles éparses subsisteront pour renseigner nos successeurs sur notre existence, aucune de nos habitudes ou de nos préoccupations ne leur sera décelée. La médaille ignore le cinéma, la T. S. F., connait à peine l'aéroplane et l'hydravion. Les vaisseaux que montaient les amiraux du XVIIe et du XVIIIe siècle ont été frappés en bronze; ceux de notre époque, avec leurs lignes nettes et puissantes que rendrait si bien la médaille, n'ont point eu cet honneur (1). »

Que le Parlement se préoccupe ainsi de l'état d'abandon où se trouve une activité artistique si nettement et si glorieusement française, c'est un indice favorable; il en est d'autres, et par exemple la constitution, réalisée par M. Raymond Poincaré, du Conseil consultatif de la Médaille, qui groupe autour du directeur de la Monnaie des hommes qualifiés pour donner leurs avis et leurs conseils sur l'art métallique, savants comme M. Théodore Reinach, artistes comme MM. Dampt et Patey, critiques d'art et amateurs comme MM. Chastenet, Pol Neveux, Charles Saunier, Masson, Clouzot, Babelon. Par ailleurs, un

(1) Disons tout de suite que la Monnaie, accueillant les suggestions de l'honorable sénateur, a comblé plusieurs des lacunes qu'il signale.

mouvement se manifeste pour arrêter la prolifération des monuments, développer au contraire cet hommage plus modeste et plus répandu que constitue la médaille, — hommage dont il est aisé de donner la joie au destinataire sans attendre qu'il soit mort. Le snobisme mondain vient à s'en mêler; telle Américaine, de passage à Paris, ne veut point revenir aux États-Unis sans emporter son effigie frappée en bronze. Tout cela facilitera la vie matérielle de la médaille; mais cette vie est déjà assurée : parmi les types de la Monnaie, il en existe beaucoup dont la vente est courante et rémunératrice; l'Administration dispose donc d'une marge suffisante pour pouvoir tenter des expériences, proposer au public des modèles nouveaux, ou même frapper, à ses risques et périls, — et parfois comme dans le cas de la médaille de Lindbergh, avec un bénéfice important, — des médailles commémoratives dont les autres services publics hésitent à supporter les frais.

Ce n'est donc pas de subsides matériels que la Monnaie a besoin, c'est plutôt, si l'on peut dire, de subsides moraux et esthétiques. Toute activité artistique se ramène à la formation d'un esprit collectif entre un créateur et un public. Le public apte à comprendre l'art de la médaille qui s'était constitué au début du XVIIe siècle n'existe plus maintenant que d'une manière sporadique, fragmentaire. La question importante pour la médaille, c'est de savoir dans quelles conditions, dans quel sens se rétablira le contact, quelles seront les directions spirituelles, de quel côté viendra l'inspiration du nouvel art.

Observons à cet égard qu'il y a complète opposition entre les exigences esthétiques de la médaille et les tendances impressionnistes qui, jusqu'à ces derniers temps, ont dominé l'art. La médaille ne peut, ne doit pas être une impression d'un moment; elle doit être une construction, elle ne peut se contenter d'une reproduction, d'une évocation réaliste : elle doit user du symbole. Or, dans tous les domaines artistiques, — parfois d'ailleurs avec des résultats surprenants, — le désir de construction s'affirme; et quant au symbole, il couvre nos murs sous les formes les plus variées; car enfin, la grande majorité des affiches, et les plus réussies, ne visent pas à autre chose qu'à créer un symbole, dont l'image voyante s'attache au nom d'un produit et en assure la notoriété.

Tendance vers la construction, tendance vers le symbolisme;

que faut-il de plus à la médaille? Une autre chose, certes, mais qu'il n'est point certain que la société moderne puisse lui fournir. Art durable entre tous, puisque l'effigie de bronze survit au monument, à la statue, au tableau, la gravure en médailles peut prétendre à parler aux innombrables générations à venir; mais comme l'extension est inverse de la compréhension, il lui est imposé par là de ne parler qu'à une élite de chaque génération. Au contraire, les formules modernes d'art, — entre toutes le cinéma et l'affiche, — tendent à réaliser des œuvres susceptibles de plaire, au moment de leur apparition, au plus grand nombre possible d'hommes de toute culture, sans aucun souci de ce qu'en pensera la postérité.

Il est possible que cet état de choses soit destiné à s'affirmer de plus en plus, que l'éternité matérielle du bronze devienne chose illusoire, le message qu'il est chargé d'incorporer perdant sa signification d'une époque à l'autre. Il est possible aussi, et c'est même vraisemblable, parce que l'action suivie de la réaction est la forme courante des évolutions humaines, que les considérations de qualité, de valeur intrinsèque retrouvent un jour leur prestige, que de grands artistes se sentent l'ambition d'adresser aux générations les plus lointaines des œuvres de dimensions restreintes, mais parfaites. Dans ce cas, c'est au bronze qu'ils devront confier leur message, c'est lui qui le transmettra le plus sûrement et le plus fidèlement et fera revivre un jour notre époque comme il fait revivre pour nous Chalcis, Bactres et Syracuse.

André Dally.

LE LIVRE DES BÊTES QU'ON APPELLE SAUVAGES

II [1]

POUPAH, L'ÉLÉPHANT

Poupah était ivre et crevait de faim, sur la terre que ses ancêtres dominaient quand l'homme n'était encore qu'une divine possibilité.

Du Tchad à la Côte Atlantique, son père, grand maître de la brousse, arpentait à pas lourds les plaines et la forêt. Quand, arrivé entre les embouchures de la Sanaga et du Niong, il flairait la mer, il retournait vivement au soleil levant, écimant les jeunes arbres, écorçant avec ses défenses les troncs de sa taille, broutant à plaisir les hautes tiges de sissongho, cette herbe à éléphants dont les épines meurtrissent rudement la peau des hommes.

Enfant, Poupah avait suivi sa mère parmi le troupeau, lui encombrant les pattes au risque de se faire culbuter et relever à coups de trompe. Un jour, la horde sombre vêtue de peau épaisse avait barri plus hautement que de coutume. Poupah avait vu sa mère trébucher tout à coup et tomber la tête en terre. Un bruit sec avait précédé l'accident, un tout petit éclat sans rien de comparable avec ceux du tonnerre en temps d'hivernage. Poupah avait voulu téter sa mère couchée, mais les pattes

Copyright by André Demaison, 1928.

(1) Voyez la *Revue* du 1er juin 1928.

de derrière qui s'agitaient comme dans un galop l'avaient écarté. S'étant approché de la tête pour interroger les yeux, il avait entrevu que cette tête était percée entre l'œil et l'oreille, plus près de l'oreille, dans l'entonnoir que forme l'os à cet endroit.

A ce moment, des hommes noirs et forcenés s'étaient précipités sur lui en poussant de grands cris, l'avaient saisi aux pattes pour l'entraver. Poupah, guidé par une voix intérieure, avait jeté sa trompe à droite, à gauche, de haut en bas, donnant des claques retentissantes sur le dos de ses agresseurs. Les Noirs affolés avaient lâché prise. Mais deux hommes à la peau claire, plus malins, l'avaient entouré avec une corde et immobilisé.

Poupah, la trompe amarrée comme un saucisson, avait encore fait quelques efforts et poussé de petits barrissements pour appeler son père et sa famille. Seuls, des rires lui avaient répondu. A dater de ce jour, Poupah ne devait plus entendre le cri des éléphants, mais, hors le langage ordinaire des villages, l'allemand, par la bouche d'un des hommes clairs, qui l'avait ligoté et qui serrait un Mauser dans sa main.

La tête et les sens tout égarés, Poupah avait ainsi été entraîné, par les pistes en forêt, les gués et les sentiers de plaine, jusque dans une grande ville assise au bord d'un large estuaire. Avec effarement, il avait découvert des maisons élevées qu'il avait prises pour des animaux énormes et qu'il s'attendait à voir remuer, des allées trop droites, des marchés bruyants et une population d'hommes innombrables. Mais il était alors trop jeune pour se rendre compte d'autre chose que du besoin intolérable de lait qui lui tenaillait la gorge et le ventre. Et quand il avait eu vidé une caisse de quarante-huit demi-litres de « lait condensé suisse », il s'était endormi profondément, plongé dans le repos comme dans une de ces mares tièdes où, tandis qu'il jouait sur le bord, sa mère se vautrait, afin de s'enduire de boue et se protéger ainsi de la morsure des insectes.

Poupah avait aujourd'hui près de douze ans. Il était haut de cinq coudées, et son crâne déjà volumineux contenait une cervelle égale en qualité à celle d'un enfant de quatre ans.

Pour en arriver là, il avait asséché des caisses de lait dont le compte ne figurait que sur les livres du Gouvernement, au chapitre « Dépenses diverses », — les économies d'un admi-

nistrateur ou d'un employé de commerce n'y pouvant suffire.

Des changements notables avaient marqué l'enfance de Poupah durant ces années, si courtes pour un éléphant que sa taille n'augmentait guère plus rapidement que le pourtour d'un ébénier au cœur dur et paresseux. Tout d'abord, son premier maître l'avait sevré, ce qui n'avait pas été une petite affaire. On avait eu beau le mettre dans un parc à chèvres pour l'initier, par l'exemple, à la saveur de l'herbe fraîche et de la paille de haricots : il avait fallu vivement l'en retirer. Il essayait de traire avec sa trompe les chèvres affolées et de casser les reins des chevreaux plus favorisés qui le gênaient. Toute cette comédie s'était achevée dans un enclos, près de la Résidence, où on l'avait enfermé avec des tas d'herbe et un baquet d'eau, le laissant rêver sans cesse des boîtes rondes en fer-blanc qui lui avaient fait perdre le souvenir du pis maternel.

Un matin, Poupah attendit en vain la venue de son père adoptif. Celui-ci était parti dans l'intérieur des terres, du côté de Yaoundé. C'était dans le temps que le corps des coloniaux franco-anglais débarquait à Douala. Quand il se replie devant l'ennemi, un homme emporte son argent, ses livres de comptes, ses vêtements indispensables, ses souvenirs de famille et quelques lettres, mais il n'emmène pas son éléphant. Poupah échut en partage à l'administrateur français qui remplaça le résident allemand. Les indigènes, prisonniers de guerre et de droit commun, lui apportèrent à tour de rôle des charges d'herbe fraîche; et il continua de se laisser vivre dans le parc qui lui était réservé, loin des surprises, des rages et des affolements de la brousse dont il avait même oublié l'odeur.

Son second maître le quitta à son tour, rappelé en France pour cause de santé. Poupah le regretta parce qu'il lui parlait doucement, qu'il le caressait sous la gorge et lui donnait du sucre, du pain et des bananes. Poupah avait même, du moins en apparence, oublié son premier maître et ses boîtes de lait.

La guerre des hommes prit fin, et ce fut alors que l'infortune descendit sur Poupah. Plus de prisonniers, plus d'herbe. L'homme qui fut désigné pour commander la ville avait des enfants : il éloigna Poupah, l'offrit à qui voudrait le prendre. Mais Poupah ne trouva pas de maître : il coûtait trop cher à nourrir. On lui ouvrit les portes : il ne prit pas le chemin de la brousse, mais celui de la ville qu'il se mit à explorer à sa guise.

A voir ce gros garçon tour à tour mutin ou placide, curieux des gens et des choses, dédaigneux de sa liberté, on eût pu croire qu'il n'avait plus un cerveau d'éléphant. Sauf quand il dressait sa trompe pour prendre le vent, quand il écartait ses larges oreilles en éventail, qu'il se balançait en mimant sur place un amble imaginaire et qu'il se frottait aux arbres, aux palissades, pour détacher les chiques et les taons acharnés sur son cuir à peine gaufré; tout comme font les milliers de tribus d'éléphants qui, depuis des milliers d'années, pour mourir un jour au sein d'un marécage, mesurent de leur marche oscillante les quatre coins de l'Afrique, dressant la trompe pour prendre le vent, écartant les larges oreilles en éventail et se grattant aux arbres. Poupah n'avait pas de défenses et n'était pas prêt à en voir sortir de chaque côté de sa trompe, mais déjà, dans son âme profonde que les hommes appellent « instinct », il portait l'empreinte de ses ancêtres.

Abandonné, Poupah chercha un autre maître, mais n'en trouva point. Jouer avec Poupah et nourrir Poupah, cela faisait deux choses très différentes. Chacun s'amusait de Poupah, mais personne ne voulait en faire un membre de la famille, pas même un hôte. Les Noirs lui gardaient rancune de leurs champs dévastés, de leurs cases bousculées par ses parents en un jour de fantaisie ou de fureur; quand ils lui portaient quelque intérêt, c'était plutôt pour évaluer le poids de sa viande encore tendre, sans toutefois oser attenter aux jours d'un pupille du Gouvernement. Quant aux Blancs, ils hésitaient à inscrire une charge supplémentaire dans la colonne de leurs dépenses, jugeant aussi dans le secret de leur pensée qu'une bête de brousse était bien assez « débrouillarde » pour se nourrir toute seule.

L'enclos de l'Administration était libre, toujours ouvert à Poupah qui pouvait en sortir et y rentrer à sa fantaisie. Il était même ouvert du côté de la forêt qui se profilait au loin, immense et sombre, sous le ciel gris-bleu, très loin par delà les champs de mil et d'ignames, par delà les petits faubourgs de la ville et leurs cases aux toits de chaume.

Un jour, regardant la forêt avec plus d'insistance, Poupah sentit une démangeaison à la tête. Il se gratta le front contre un mur qui faillit s'écrouler, se tourna vers cet horizon qui l'attirait, prit le vent, cligna des yeux, de ses petits yeux noirs qui s'ouvrent de chaque côté de la trompe dressée en chan-

delier, écarta les oreilles comme faisait sa mère à l'approche d'un danger, esquissa un mouvement en direction de la brousse, et... se dandinant, les oreilles collées aux épaules, la trompe basse, l'œil à demi voilé, il s'en fut vers le cœur de la ville.

Une envie plus forte, un prurit irrésistible, venaient de saisir Poupah à la gueule et aux entrailles. Pris entre deux partis, il avait choisi son destin. D'un côté, des voix intérieures le rappelaient dans le clan, dans la tribu reconstituée, là-bas, vers ces terres éclairées du soleil levant, où des milliers de piliers noirs frappaient, bourraient, pétrissaient le sol, écrasaient les herbes et les arbrisseaux : tout cela confus, indéfini pour une trop jeune cervelle d'éléphanteau, inconsistant et sans autre preuve apparente que le remous d'une conscience sourde qui provoquait des gestes plus inconscients encore. De l'autre côté, tout près, un homme blanc qui parlait doucement à Poupah ou lui criait ces mots qui, en pleine forêt, eussent mis en fuite sa mère et le troupeau tout entier, et que lui, Poupah, écoutait comme une musique; un homme blanc qui lui avait donné des aliments au goût salé, et surtout des quartiers d'une pierre blanche dont la saveur lui chavirait la tête. Ah ! ce sucre, en morceaux d'abord, en petits pains ensuite ! Ce sucre qu'il avait, la première fois, laissé fondre timidement dans sa gueule amollie, qu'il écrasait maintenant d'un coup de mâchoires et qui lui recouvrait la langue d'une suavité visqueuse et forte ! Ce sucre qui laissait loin en arrière les jeunes pousses de bambous et même les bananes odorantes et grasses !

La sensation immédiate du Désir fit donc pencher le destin de Poupah vers la ville. Sans déception : il ne rencontra pas de maître, mais il trouva toutes les boutiques ouvertes. En peu de temps, ces gens qui ne voulaient pas le nourrir, le gavèrent de sucre. Cela les amusait de le voir étaler sa trompe sous les vérandas, l'incurver sur les balustrades et les comptoirs, prendre avec les petites lèvres, — comme avec deux doigts d'une main, — et cacher la prise au fond de sa gueule par un mouvement régulier, onduleux et discret.

A Douala, personne n'avait particulièrement besoin d'éléphant, mais tout le monde cherchait des distractions. De là vint le malheur de Poupah.

Un jour de 14 juillet, alors qu'il faisait sa tournée habituelle en ville, s'écartant du marché indigène où il n'y avait que de

la viande et du poisson, et aussi des bananes gardées par une grosse trique de bois dur, Poupah trouva les boutiques fermées. Au-dessus des portes, de grands pans d'étoffes coloriées s'agitaient, se déroulaient au vent; mais pas une main ne lui tendait le moindre pain de sucre, le moindre biscuit salé.

Pour retourner dans son enclos, à la recherche de quelque fade touffe d'herbes oubliée pendant les jours d'abondance, il lui fallait passer devant le Cercle. Groupés par petites tables, le personnel de l'administration, les agents et employés de commerce, les officiers et sous-officiers du corps d'occupation, y célébraient l'avènement de la République par une deuxième libation, celle de la onzième heure. Les jeux indigènes, baquet, course au sac, avaient un moment retenu leur attention, mais la torpeur de l'hivernage s'était vite abattue sur les réjouissances. Autour des verres, les esprits s'alourdissaient par le mélange des boissons variées, les histoires de chasse, de commerce ou d'administration n'intéressaient plus personne, quand arriva Poupah qui, de loin, avait aperçu des portes ouvertes et des hommes blancs tout pareils à ses premiers maîtres.

— Poupah! Poupah!

On l'appelait! Et de cette voix qu'il connaissait si bien. D'un bloc, il changea son angle de route et vint se dandiner devant le Cercle. Biscuits, sucre, toute la réserve y passa, malgré le *boy* qui grognait, disant que c'était « un honteux malheur » de faire cadeau de choses d'homme au fils de ces « montagnes » qui roulent sur les champs et mettent la peur dans les villages.

— Qu'on donne une coupe de champagne à Poupah et qu'il boive à la santé de la République! cria, d'une voix mince comme une épée, un jeune lieutenant de la Coloniale qui avait le « cafard », parce qu'au dernier courrier il n'avait rien reçu de Mlle Francine, laissée quelque part en Seine-et-Oise pendant qu'il s'emparait de Yaoundé et de Garoua.

Une coupe fut offerte à Poupah, mais trop petite pour sa trompe. D'ailleurs, il avait, comme les chiens, peur du verre. Quelqu'un prit alors le seau à glace, le vida et y versa une bouteille de Roederer. Poupah renifla, goûta, éternua. Un voisin dit : « C'est pas assez sucré! »... et y ajouta du sirop. Un autre de l'anis. Un autre du curaçao. Le mélange brassé, Poupah cligna des yeux, ouvrit les oreilles, goûta de nouveau

et recolla ses oreilles contre ses épaules... Le seau était vide. La rapidité du travail provoqua un grand bruit d'exclamations. Les Noirs, attroupés, admiraient sans retenue. L'un d'eux, griot d'un Lamido puissant de l'intérieur des terres, s'écria :

— Jamais nous n'avons vu de tels hommes à la peau claire! Ils changent la marche de l'univers! Ce sont les plus forts qui soient descendus sur notre terre !

Quand les rires furent apaisés, les hommes blancs, qui ne voulaient pas retarder leur déjeuner, se levèrent. Poupah, indifférent aux quolibets des Noirs, voulut suivre les possesseurs de cette eau sucrée qui chatouillait agréablement la trompe et le gosier; mais, incapable de traîner plus loin ses pattes alourdies, il s'affala contre une palissade au risque d'aplatir un indigène qui suivait la ligne d'ombre.

Comme l'heure de midi sonnait dans les estomacs, personne n'eut plus longtemps souci de ce tas de viande noire écrasé en pleine lumière.

Le feu du soleil contourna le corps de Poupah et le rêve qui se développait dans son crâne.

Voici que l'existence de Poupah venait de changer d'un coup, ainsi que sa personnalité. Poupah était devenu le plus énorme des éléphants et, en même temps, le plus léger. Son esprit, détaché de ses habituels désirs, le menait dans un pays fantastique où les prairies étaient couvertes d'herbes merveilleuses et d'un goût sucré, où des milliers et des milliers d'éléphants aux gigantesques défenses le contemplaient pendant qu'il paissait, pendant qu'il se baignait, pendant qu'il buvait sans retenue l'eau d'une rivière prodigieuse, une eau piquante et mielleuse à la fois. Poupah, dans son rêve, était roi et se transportait ainsi d'une province à l'autre, mais sans cette fatigue qui le persécutait quand il accompagnait sa mère.

Poupah était agile, heureux et puissant.

Quand il se réveilla, la nuit venue, il était seul et son agilité de rêve avait disparu. Il retrouva son corps engourdi, très lourd à soulever. Il parvint cependant à se remettre sur ses pattes et, sans prendre le vent, trotta vers son enclos, la panse flasque, la trompe et la queue pareilles à deux cordages mouillés, les oreilles pendantes.

Les jours qui suivirent furent pour lui une suite de réjouis-

sances et de malheurs : de toute manière, des jours de déshonneur pour ce fils du roi des forêts. Issu des masses libres qui piétinent victorieusement la brousse, Poupah devint mendiant, et le plus honteux des mendiants. Encore sous l'influence de cette torpeur inconnue jusque-là, il retourna vers les lieux où il l'avait découverte. Mais durant le jour, le Cercle était vide et, le soir, Poupah n'osait se promener aux lumières. Il contourna donc le marché, ne rencontra que les vendeuses de légumes qui abritaient leur éventaire en criant comme des possédées et les bouchers qui détaillaient des bœufs de l'intérieur. Ceux-ci se moquaient de lui et, l'appelant « viande coriace », aiguisaient ostensiblement leurs coutelas sur son passage. Dans les magasins, il retrouva les hommes au visage blanc qui l'avaient élevé, qui lui avaient dispensé le bonheur : il leur tendit la trompe, vraiment comme un malheureux tend la main pour le « merci de Dieu ».

Les jours de fantaisie étant passés, Poupah ne reçut rien pour rien. « Fais le beau ! » par ci, « fais le beau ! » par là, Poupah dut lever la trompe et agiter les oreilles, les grandes oreilles que lui avait données la nature d'Afrique, libre et formidable, pour quémander cette eau qui lui grattait la langue, qui versait dans sa cervelle et dans son corps des jouissances imprévues. Poupah fit donc le beau, à l'imitation du bras qui se levait brandissant une bouteille de *gin* ; il dansa aussi légèrement que peut le faire un jeune monument drapé de peau noire, lourde et plissée ; il chanta, pleura : tout ça pour obtenir de cette eau brûlante qui le portait à des milliers d'années en avant de ses ancêtres.

Obstiné, sans vergogne, il passait ainsi en revue les magasins européens où s'entassent les objets les plus disparates que puisse réunir l'imagination des commerçants, les boutiques des mulâtres à fantaisie restreinte et nonchalante, les échoppes des Syriens et des Noirs. Comme il ignorait les prix et les qualités, partout il tentait sa chance, une porte après l'autre, sans distinction.

Quand Poupah s'avançait, les boutiquiers abandonnaient leurs étalages au préjudice des pièces de tissus et des denrées, les comptables laissaient leurs additions à mi-colonne ; les patrons eux-mêmes, en grondant leurs employés, coulaient vers lui un regard chargé de sensibilité.

Et aucun d'eux ne pensait à autre chose qu'à jouer avec Poupah.

Cependant, le « gin », le vermouth, les anis, pas plus que le rhum et le cognac, ne pouvaient nourrir le jeune éléphant. Son ventre qui eût contenu sans peine une charge de bourricot en herbe ou en paille, demeurait flasque. Et quand il se couchait, ses côtes gaufraient la peau de ses flancs, au point qu'entre la dernière et le bassin une dépression se creusait où l'on eût pu caser une portée de jeunes chiens et leur mère.

Poupah avait faim, et l'on ne songeait dans la ville qu'à endormir sa faim en s'amusant. Pis encore, nul ne se rendait compte de la faim de Poupah. Excepté lui. Et cela à l'heure même où, tiraillé par son désir de jouissances immédiates, du fond de ses entrailles et tout le long de ses reins montait l'attirance de la forêt dont il apercevait au loin la ligne sinueuse dans le ciel : la forêt où se repaissent les éléphants de l'Afrique entière depuis des millénaires.

Le soir, surtout, quand les boutiques étaient fermées et que les hommes blancs quittaient le Cercle pour aller dîner, la forêt appelait Poupah. Le vent de l'intérieur lui parlait et lui caressait les oreilles, ces grandes oreilles qui sont le propre des éléphants libres de la Terre noire. Ce n'était plus par le nom de Poupah qu'on l'appelait dans le langage porté par le vent d'Est. Ce qu'il entendait, ce n'étaient pas ces noms grossiers inventés par les hommes qui lui versaient l'eau brûlante, tels que : « ponchon à huile » ou « tonneau d'arrosage » et d'autres aussi disgracieux, mais des noms à peine murmurés et indéfinis qu'il ne comprenait pas, un véritable appel qui lui donnait de l'émoi et faisait qu'on pouvait le surprendre au début de la nuit tournant en vitesse dans son enclos, comme un cheval à la longe, la trompe haute.

D'autres fois, une lourde mélancolie succédait à l'ivresse et le tenait immobile. On eût pu croire alors qu'il attendait la révélation de son existence, que des voix intérieures le guideraient : mais Poupah, égaré, se trompait sur ces avertissements. Le jour ramenait le vent de la mer, la foule bariolée des hommes, leur agitation. Le Désir apparaissait à nouveau, chassait l'Appel, et poussait la bête vers les maisons couvertes de tuiles ou de tôles ondulées. Indolent, Poupah traversait alors les jardins, cueillant une fleur qu'il rejetait, rasait les palis-

sades, arrachant une tige qu'il jugeait aussitôt amère. Il ne regardait plus le pied des murs : il y avait beau temps qu'il en avait arraché l'herbe comestible, celle qu'un éléphant peut avaler sans être incommodé. Poupah, à travers les rues et les marchés, arrivait ainsi sur le bord de l'estuaire.

L'Appel lui disait de se baigner ; mais il avait grand peur de certains monstres qui flottaient, tout noirs avec trois trompes dressées dans le ciel, et qui mugissaient, et qui crachotaient, et qui fumaient, et sur quoi montaient des hommes pareils à ceux qui avaient tué sa mère. L'eau même, qu'il voulait boire, avec laquelle il jouait, était saumâtre, lui donnait des nausées. Assuré d'être l'esclave des hommes, maîtres des puits d'eau douce, il ne trouvait rien autre à faire que de remonter sur la berge parmi les cargaisons amoncelées.

Là, il tâtait les caisses, remuait les sacs, s'arrêtant au parfum de l'alcool qui, sous le soleil torride, passait à travers les bouchons, et à l'odeur mielleuse du sucre brut. Mais les gardiens noirs, depuis qu'il avait renversé une pile de caisses de « gin » et aspiré à même la terre l'alcool des flacons brisés, chassaient Poupah à coups de trique. Résigné, la faim aux entrailles, il se dirigeait vers la gare, de l'allure de quelqu'un qui ne veut faire aucun mal, qui n'a même pas d'intention douteuse, s'égarait un instant aux abords du quartier indigène et portait sa mélancolie dans la grande avenue des cocotiers, orgueil de la ville.

Quand il se frottait aux arbres, tout timidement, les noix de coco s'abattaient sur son dos, avec un bruit de tam-tam.

Le soir ramenait les angoisses indéfinies de l'Appel, et Poupah se surprenait une fois encore à se balancer de son balancement atavique, à piétiner, à tourner en rond dans son enclos, au trot redouté par la forêt basse tout entière, à cet amble démesuré qui fait que le langage entendu le matin par un éléphant n'est plus le même que celui de l'insulte recueillie au coucher du jour. Et le vent de la forêt, qu'il humait à pleine poitrine, lui faisait alors oublier la voix des maîtres à la peau blanche, — qui était pour lui une musique.

Une nuit, au moment où les coqs ferment un œil de chaque côté de la tête, le gardien noir de la Résidence dit :

— Poupah est parti !

La chose inattendue était vraie : Poupah était bien parti par la porte qu'on ne prenait plus la peine de fermer.

L'Appel avait été plus fort que le Désir.

La lune, dans une embellie, éclairait le chemin. Poupah allait vers la forêt, laissant derrière lui la ville. Il n'entendait plus le bruit des hommes, mais ses propres pas, rapides et sourds. Surprise ! Il n'avait jamais fait attention à sa marche et se trouvait comme un petit des hommes qui découvre ses mains. Au surplus, étaient-ce ses propres pas, ou ceux du troupeau qui avait été sa famille? Il l'ignorait, ne le concevait point. Mais il marchait à l'amble. Il marchait et courait tout ensemble.

Et il allait.

Les dernières cases du faubourg dépassées, avec leurs aboiements de chiens roux et hargneux, leurs tam-tams étouffés, la plaine s'était offerte à Poupah. Une plaine blafarde, piquetée d'arbres indifférents et de tiges de mil pourries. Les Noirs attardés qui virent Poupah au clair de lune rentrèrent précipitamment sous leurs paillotes, murmurant dans leur anxiété « qu'un fantôme de grosse bête tuée l'an dernier sur la Bongola, dans le Sud, poursuivait les hommes et revenait se venger ». D'autres pensèrent qu'il s'agissait d'un simulacre inventé par les sorciers pour se rendre redoutables.

Des bœufs, groupés dans un parc entouré d'épines, voyant passer Poupah, arrachèrent subitement leurs piquets et s'enfuirent. Pas si vite que Poupah qui n'avait jamais vu de bœufs au clair de lune.

Ces mouvements, aperçus dans la nuit, donnèrent à Poupah une première inquiétude. Il se mit à agiter plus fréquemment que d'ordinaire ses oreilles, élevant sans cesse la trompe, guettant un bruit, flairant une odeur. Toutefois, il allait, de son pas d'éléphant, mou et vite, de ce pas oscillant qui mesure en un jour des provinces. Jusqu'au moment où il vit devant lui, haute et sombre, mamelonnée comme un troupeau de dos noirs, la forêt qui lui ouvrait ses portes.

Par ces portes innombrables, arrivaient sur Poupah, sur sa trompe dressée, sur ses oreilles ouvertes et ses yeux clignotants, sur sa peau rugueuse, des effluves puissants et inattendus, des murmures qu'il avait oubliés, des sons qu'il n'avait jamais perçus, des parfums tellement plus opulents que ceux de la ville : parfums rudes et faits de feuilles en état de trans-

formation, insinuants et venus de la sécrétion des résines précieuses, des pollens de palmiers, des fleurs de lianes et des corolles sans nombre qui jaillissent de l'humus fermenté.

... Voilà que toute la vie de la forêt se déverse sur Poupah.

Interdit, Poupah s'arrête, la peau des flancs tirée d'arrière en avant par des frissons, la queue agitée. Inquiet jusqu'ici comme un lion qui traîne sa proie sur le sable, Poupah est comblé d'émois par la forêt, qui a tout l'air d'avoir relevé le bord de son manteau pour l'abriter, la forêt qui peut satisfaire, — il en est certain, — le plus formidable appétit d'un éléphant.

Alors, Poupah se souvient qu'il a faim, que le besoin de remplir son énorme panse ne lui laisse plus un instant de répit, hors les moments où il boit l'eau ardente des hommes blancs. Poupah commence à cueillir l'herbe, à détacher les jeunes pousses d'arbrisseaux. La lune éclaire le festin.

Mais en se déplaçant, Poupah écrase une branche morte. Sec, le bruit éclate sur la lisière. Des singes, perchés sur le faîte des arbres, s'éveillent, se penchent à bout de bras. Ce qu'ils voient les remplit de stupéfaction. Un palmier crie à l'autre :

— Hî! Hî! une termitière se déplace! Ça ne s'est jamais vu!

Un autre palmier répond :

— Hî! Hî! Le malheur est dans le pays!

Puis, tout se tait. Des centaines de paires d'yeux marrons et qui logent en l'air, sont fixés au sol, sur la masse noire. Et toutes les gorges sont serrées.

Poupah, agacé par ces bruits insolites, a relevé la tête, interrompu sa mastication : on ne peut piétiner ni marteler à coups de trompe ces gêneurs qui habitent si haut!

Cependant, les branches, chargées de pousses vertes, s'inclinent vers lui, les arbustes l'appellent et la faim éveille en lui un besoin plus intense que le désir de l'eau ardente... D'un seul coup, Poupah enlève une touffe de tendre apparence. Mais dans un sursaut de tout son gros corps, il abandonne la verdure et se rejette à droite, puis à gauche. Une bestiole a tout à coup surgi de son trou : un rat caché sous l'arbuste et dérangé dans son sommeil! Alors, c'est l'affolement. Poupah n'est pas habitué. Ce n'est pas de jeu. Il ne sait pas que la brousse contient autre chose que les hautes masses noires qui s'y promènent à leur guise. Poupah a peur. Ses flancs se contractent. Il replie sa trompe et plaque ses oreilles.

Poupah fuit plus loin, se présente aux autres portes de la forêt qui recèle des ténèbres plus épaisses que la nuit.

Sur son passage, il renverse des termitières, démolit ainsi des empires souterrains. Poupah écrase, Poupah culbute toute sorte de choses qui s'amassent à la lisière des futaies.

Les singes, réveillés de leur étonnement, se démènent, gouaillent, hurlent de frayeur. (On parla beaucoup de cet incident, le lendemain, au pied des arbres!) Certains lancent à Poupah des branches mortes. Poupah est fou de terreur. Et plus il s'affole, plus il réveille les habitants de la frontière entre la plaine et la forêt : ceux qui guettent et ceux qui sont épiés. Il met en fuite des chacals, dérange une hyène et les chats-pards qui attendent les perdreaux, les lièvres et les pintades. Une panthère, à l'affût d'une antilope qui doit aller de grand matin au pâturage, grogne en s'éloignant : elle sait bien qu'on ne s'attaque pas à plus haut que soi, quand ce « plus haut que soi » a des pattes en forme de pied de palmier...

Comme si Poupah avait déclenché un signal, voici que toute la forêt, tout le cordon douanier qui la sépare de la plaine, s'animent. Les grands-ducs et les chouettes s'inquiètent : leurs proies seront en bouillie et les terriers bouchés! Les marabouts, très haut perchés, supputent la viande d'un si volumineux gibier. Des cris indistincts s'ajoutent aux murmures indéfinis. La brousse renifle, éternue. Ajoutées à cela, des odeurs impossibles pénètrent la trompe de Poupah : halètements de bêtes, exhalaisons de plantes arrachées, piétinées. Ce conflit de mille senteurs et de mille bruits fait frissonner la peau flasque de Poupah. Il n'ose plus toucher à cette brousse qui se révèle hostile. Il est venu pour fraterniser avec elle, et elle se révolte à son approche.

... Ce qu'il ne sait pas, c'est que la forêt entière le renie, lui crie qu'il sent l'homme. Oui, c'est ça, la forêt a maintenant défini la situation : *la masse noire, Poupah, fils des montagnes qui marchent, sent l'homme!*

Poupah veut répondre, chasser les êtres invisibles qui respirent et soupirent autour de lui. Il essaye un cri : de sa gueule mollasse ne sortent qu'un grincement ridicule et une haleine empestée qui lui attirent des quolibets. Ceux qui ne le voient pas, le sentent. Tous se moquent ou insultent. Poupah, fils du maître des forêts, est devenu la risée de la brousse!

Alors, il se met en quête de chemins nouveaux, excitant au passage un grabuge indescriptible. Il a faim et ne songe pas à manger. Il a soif et ne songe pas à boire. Il ne veut que fuir ce lieu plein d'ennemis. Longeant la lisière des bois, il cherche une clairière. Partout, le même front de la forêt, haut, noir et têtu.

Poupah perd sa grosse tête. Poupah est un enfant égaré. Il va lui arriver des choses terrifiantes. Son destin va s'accomplir en face de cette brousse où il est né...

Le Désir alors profite du désarroi, revient, le rappelle. Et Poupah se retourne du côté du Désir. Tout au fond, à la base du ciel, il aperçoit une lumière, une de ces étoiles basses que les hommes blancs allument et éteignent à volonté, comme lui, Poupah, découvre et ferme ses petits yeux. Le froid qui l'avait pénétré tiédit. Il sent le Désir grandir en lui. Ça le réchauffe. Une hyène qui ricane plus fort le décide. Et, d'un bloc, Poupah reprend le chemin de la ville, trompe basse, sous le regard placide et narquois de la lune, de cette lune qu'il n'avait jamais tant remarquée qu'aujourd'hui, poursuivi par les sarcasmes de la forêt tout entière, son petit œil fixé sur la lumière qui clignote à l'horizon et qu'il reconnaît parmi les étoiles...

En proie aux terreurs ou délivrée de ses angoisses, toute la brousse crie sur son passage. Si bien que c'est au grand trot que Poupah va rejoindre l'enclos où nul ne le menace. Il n'a pas même pris le temps de manger, il ne sent pas sa faim. Et sa panse est si flasque qu'elle se balance comme un sac vide agité par le vent.

Le gardien de la Résidence, rendant compte de son service de nuit, dit simplement :

— Poupah était sorti, il est rentré...

Personne ne fit attention aux fantaisies du jeune animal. Et Poupah, errant comme d'habitude, reprit le chemin du marché et des boutiques.

Résigné davantage, il connut les déceptions habituelles. Même l'alcool devenait rare : hausse du change et droits de douane. Personne plus ne se souciait de gaspiller les bouteilles de gin, même pour voir Poupah « faire le beau » ou se livrer à des pitreries plus dégradantes encore, s'affaler et dormir sur la route ou se frotter aux cocotiers en faisant dégringoler sur

son dos les noix de coco avec le bruit sourd du tam-tam de guerre.

Chaque jour amène ses joies et ses peines. Il advint, ce jour-là, qu'un ancien sergent d'infanterie coloniale rentrait en France, après avoir pendant deux années chassé l'éléphant. Il rapportait un assez joli tonnage de pointes respectables, et tenait ses assises au Cercle en attendant le passage du paquebot des Chargeurs Réunis.

Comme le temps lui paraissait long, il occupait à lui seul le garçon, signant deux fois par heure des bons de champagne, d'apéritifs ou de liqueurs, payant des tournées et racontant à qui avait le loisir de l'écouter ses chasses et ses aventures.

Il était maigre et musclé, tanné par le soleil, la pluie et le vent de l'intérieur, le visage osseux et des moustaches de Gaulois. Comme l'après-midi lui avait épaissi la cervelle et qu'il se trouvait seul, abrité par la véranda, il vit soudain, à l'angle d'une rue, apparaître Poupah. Il se crut, sur-le-coup, l'objet d'une hallucination, chercha d'instinct autour de lui et, ne voyant pas d'arme, se mit à hurler des appels incohérents, disant entre autres choses « qu'on avait voulu se moquer de lui, que la bête était une bête de cirque faite avec deux hommes, et qu'il aurait bien pu en cuire à ces farceurs, s'il avait eu son fusil sous la main... »

Le garçon calma tout cet émoi en lui mettant de la glace dans son verre et en lui décrivant les habitudes de Poupah.

— Alors, viens ici, ballon dirigeable ! s'écria-t-il. Viens trinquer avec un vieux camarade !

L'homme qui tentait le désir de Poupah avait une voix dure et inconnue, mais il n'en fallut pas plus pour faire approcher l'éléphant, trompe ballante, tête basse, la peau trop lâche allant de droite et de gauche, les petits yeux encore brillants.

Ce qui se passa fut très simple. L'homme à la tête de Gaulois versa dans une cuvette émaillée du champagne, des sirops, des liqueurs et des apéritifs variés et fit le plein avec de la limonade.

Poupah but. L'homme admirait, s'esclafait, jurant « qu'il ne risquerait plus un coup de fusil sur un éléphant, comme il avait l'habitude de le faire jusque-là, mais qu'avec l'argent de son ivoire il allait acheter des tonneaux d'alcool pour saouler toute une tribu d'éléphants, y compris les vieux solitaires ».

Poupah vida la cuvette, fit le beau et s'en fut, poursuivi par les sarcasmes des jeunes nègres qui s'étaient attroupés...

La nuit recouvrit la terre d'Afrique, les bêtes et les hommes, la forêt et les villes, et Poupah qui avait perdu le chemin de son enclos. Errant, titubant dans la gare des marchandises, il avait culbuté sur une caisse et s'était affalé en travers d'un embranchement.

Le trafic, arrêté depuis la fin du jour, ne reprenait que le lendemain avec le train de l'intérieur. Personne ne vint donc chasser Poupah, ni troubler son repos.

Au surplus, la pluie, une de ces vastes pluies équatoriales accompagnées d'orage, avait fait rentrer les employés de la ligne dans leurs cases. Poupah resta donc parmi les voies de garage, écroulé sur le côté, la trompe allongée, un œil contre terre et l'autre dirigé vers le ciel où il surveillait le passage des lourdes volutes noires chargées de feu, de bruit et d'eau.

Et cette eau, ruisselant sur son corps amaigri, faisait une flaque dans le trou noir qui se creusait entre ses côtes et la cuisse, à la place de la panse vide.

... Maintenant, Poupah, semblable à une outre gigantesque abandonnée sur les cailloux, fait un rêve puissant. Il rêve qu'il a avalé un si important repas de sissongho, que sa panse est devenue énorme comme la tête d'un benténier géant : si énorme qu'il ne peut plus se soulever. A quoi bon d'ailleurs se dresser, courir encore à travers la forêt, la plaine, les broussailles ? Il a tellement absorbé d'herbes et de pousses fraîches que de longtemps il n'aura plus besoin de manger. Il est nourri pour toute sa vie, cette vie qui est un chaînon de la haute lignée d'éléphants qui peuple et gouverne la brousse.

Poupah n'a plus, au sein de cette mare tiède où il est vautré, qu'à se laisser aller au sommeil, à la paix. Sa mère l'asperge avec sa trompe, pour le laver, comme au temps de son enfance quand ils rencontraient un point d'eau. Elle n'est pas seule. Voici que, un à un, tous les éléphants de sa tribu arrivent, l'entourent, le félicitent. La tribu grossit, devient un peuple, une muraille noire et mouvante qui l'encercle. Des milliers et des milliers de trompes puisent l'eau dans la mare, l'arrosent, puis se dressent comme une forêt de palmiers sans

tête. Des milliers de pattes, grosses comme des troncs d'arbres de vingt ans, piétinent autour de lui, dansent la danse du « grand marécage », la danse du « profond sacrifice », au cours de laquelle l'âme des éléphants va rejoindre celles des ancêtres dont l'ivoire meurt dans le sol parmi des ossements gigantesques.

D'énormes grondements roulent au-dessus de Poupah : sans doute le barrissement cent fois répété par d'innombrables gueules roses abritées sous des têtes noires, éventées par les oreilles démesurées. Poupah voudrait se dresser, piétiner, danser lui aussi, lever la trompe, barrir lui aussi, agiter les oreilles, se réjouir au rythme ancestral. Mais Poupah a trop mangé. Poupah est trop lourd, si lourd qu'il se sent enfoncer. La vase monte le long de ses flancs. Poupah va s'y engloutir. Pourquoi descend-il de la sorte?

Cependant le troupeau veille. La tribu s'agite, veut l'arracher à son enlizement. Des trompes le tirent par les pattes, par la queue, par la trompe, par les oreilles. Il est tiraillé en tous sens. Un gros mâle affairé trébuche, tombe sur lui, l'écrase. Poupah respire difficilement. Il est collé à la boue chaude qui l'aspire vers les profondeurs. Ses yeux s'enténèbrent. L'angoisse gagne Poupah. Il voudrait se dégager du poids de ce gros père qui lui plante sans le vouloir, — ou peut-être pour le punir de ses complaisances envers le Désir, — ses défenses au creux de l'épaule. Poupah veut crier. Il ouvre sa gueule aux relents d'alcool. Il crie.

Malheur! Tout le troupeau s'égaille, les milliers de pattes se dispersent, la tribu se désagrège, le peuple de masses sombres s'enfuit, trompes dressées, en hurlant :

— Poupah pue l'homme!... Poupah a oublié l'Appel et suivi le Désir!... Poupah pue l'esclave!... De la gueule de Poupah sort l'odeur de mort!...

Tout ça naturellement dans le langage des éléphants, qui, pour s'exprimer, n'a pas besoin de tant d'articulations que le grossier langage des hommes, et qui est celui dont se sert, depuis l'origine des temps, le peuple qui règne sur le sol comme les termites règnent sous la terre.

Et au moment où Poupah découvre le vrai chemin de sa vie, voici que le marécage le recouvre. Il s'y enfonce comme dans un lit très doux d'herbes sèches, à l'ombre des arbres géants dont les feuilles s'égouttent sur lui.

... Tout est fini ! Abandonné sous le regard de la lune que le vent a dévoilée de ses nuages, Poupah est devenu inerte et léger, pareil à ces fumées bleues qui se répandent en nappes sur les vallées, autour des villages, et qui remplacent les génies nocturnes à l'heure du matin calme.

Le lendemain, vers huit heures, le train de voyageurs qui partait pour le haut pays fut bloqué à la quatrième aiguille. Des nouveaux débarqués sautèrent sur leurs fusils. L'un d'eux, — de la graine de ceux qui, le cœur secoué d'émotions, tuent raide la biche apprivoisée de M. l'administrateur en chef, — dit à ses voisins : « Quel pays tout de même ! Eh bien ! si les éléphants viennent jusque dans les gares... ! »

En plein ciel bleu, une immense compagnie d'oiseaux sombres formait progressivement un entonnoir dont le centre pointait vers la tête du convoi. Les vautours et les marabouts, grands amateurs de bêtes mortes, criaient : « La belle viande ! la grosse viande ! » Par intervalles, l'un d'eux se détachait et, dans un vol piqué, venait surveiller le travail des manœuvres qui, avec des leviers et des cordes, tiraient hors de la voie le cadavre de Poupah, — sur cette terre que ses ancêtres dominaient à l'époque inénarrable où l'homme n'était toujours qu'une intention divine.

André Demaison.

(A suivre.)

MISSION DU PRINCE NAPOLÉON A VARSOVIE (1858)

Les préliminaires de la campagne de 1859 en Italie ont été exposés dans une étude, parue ici même (1). De nouveaux documents, entièrement inédits, nous permettent d'apporter aujourd'hui des précisions sur la mission importante confiée par Napoléon III à son cousin, le prince Napoléon, auprès de l'empereur de Russie, en 1858.

Lors de la fameuse entrevue de Napoléon III et de Cavour à Plombières, le 21 juillet 1858, le principe, les modalités mêmes ainsi que les conséquences de l'intervention de la France en faveur du Piémont, pour libérer l'Italie septentrionale de la domination autrichienne, avaient été secrètement discutés. Depuis longtemps, depuis toujours, l'Empereur, imbu de la théorie des nationalités, rêvait la destruction des traités de 1815 et la formation d'un royaume d'Italie, qui, pour le moment, s'arrêterait aux États du pape et n'empiéterait pas sur le royaume de Naples. La réunion des provinces du Nord, sous le sceptre de Victor-Emmanuel, constituerait un État assez puissant pour mettre en échec la puissance de l'Autriche, encore considérée, suivant la vieille formule de la politique française, comme l'ennemie fondamentale de la France, comme le seul danger sérieux pour l'équilibre européen. Maintenant les temps semblaient être révolus. De la théorie, il convenait de passer à la pratique. Et c'est pourquoi Napoléon III avait livré au premier ministre de Piémont le secret de ses pensées, en lui recom-

(1) « L'Italie libérée » par M. Maurice Paléologue, dans la *Revue* des 1er janvier — 15 mars 1923.

mandant de préparer le terrain, sans mettre encore personne dans la confidence. Ce genre de négociation convenait au tempérament quelque peu conspirateur du souverain, qui, en cette affaire, se méfiait de l'approbation de ses propres ministres au point d'agir complètement à leur insu.

Certain d'avoir été bien compris de son interlocuteur, il résolut, avant de pousser les affaires plus loin, de s'assurer des dispositions de l'Europe. La Prusse était encore une nation de trop peu d'importance pour que l'on eût à en tenir compte. Seules, deux puissances pouvaient favoriser ou entraver les projets secrets d'émancipation : l'Angleterre et la Russie.

Notre ministre des Affaires étrangères, Walewski, était hostile au Piémont et à Cavour. Napoléon III le savait. Aussi résolut-il de jeter lui-même un coup de sonde en Angleterre.

Ce pays, fidèle à sa politique plusieurs fois séculaire, prétendait rester l'arbitre entre les peuples d'Europe. Il ne permettait par conséquent pas à l'un d'eux de s'élever au-dessus des autres. Il craignait, notamment, qu'une intervention de notre part en Italie n'eût pour résultat un accroissement de notre puissance. Aussi, ne cachait-il pas qu'il s'opposerait à toute modification territoriale dans ces contrées. Pour calmer les soupçons et désarmer la malveillance, l'Empereur voulut proclamer hautement le bon accord existant avec nos voisins d'outre-Manche. Il invita la reine Victoria à assister aux fêtes organisées pour célébrer l'achèvement des grands travaux du port de Cherbourg. Après quelques hésitations, elle accepta l'invitation, vint en France, fut admirablement reçue par Napoléon III qui, dans un discours, célébra l'alliance anglaise, mais elle repartit avant les fêtes et donna comme instruction à ses ministres d'augmenter les défenses maritimes de l'Angleterre, tandis que, de sa personne, elle se rendait auprès du roi de Prusse, près de Potsdam. De ce côté, par conséquent, aucun encouragement. Sans que l'Empereur eût dévoilé ses projets, il avait senti l'Angleterre peu favorable à un changement quelconque.

Cette attitude plutôt malveillante rendait d'autant plus nécessaire auprès de la Russie une démarche à laquelle on était tenu par des engagements antérieurs.

L'année précédente, Napoléon III avait eu, le 25 septembre 1857, une entrevue à Stuttgart, avec l'empereur

Alexandre. Pendant trois jours, souverains et ministres avaient échangé les conversations les plus cordiales. On avait parlé beaucoup, traité de nombreux sujets, envisagé des hypothèses variées ; on ne s'était, en réalité, arrêté sur aucun point. Les discussions avaient conservé un caractère en quelque sorte académique. Malgré certaines affirmations contraires, il n'avait été aucunement question de la campagne d'Italie. La seule entente réelle entre les deux empereurs fut leur promesse mutuelle de ne s'engager dans aucune grande affaire avant de s'être concertés.

Au point où en étaient maintenant les choses, il convenait donc d'aviser le tsar et de connaître ses dispositions, que différents propos, recueillis de divers côtés, permettaient de supposer favorables. Napoléon III résolut d'envoyer auprès de lui un émissaire très sûr, très adroit, parfaitement au courant de ses propres intentions, d'un dévouement et d'une discrétion absolus. Nul ne lui sembla plus apte à remplir cette très délicate mission que son cousin, le prince Napoléon, ami et confident de sa jeunesse. Le choix était d'autant meilleur que l'on pouvait donner au voyage du prince le prétexte d'une démarche de politesse à remplir auprès du tsar.

Dix ans plus tard, en 1868, le prince écrivit lui-même le récit très détaillé de son ambassade. C'est ce récit que nous présentons aujourd'hui au public. Le prince le rédigea d'après ses souvenirs, les notes très sommaires qu'il prenait sur un carnet et le journal que, sur son ordre, un de ses aides de camp tenait lors de ses déplacements. Nous le reproduisons tel qu'il est, en rétablissant seulement les dates exactes, à l'aide du journal écrit par le commandant Ragon, auquel, d'ailleurs, le prince lui-même dit de se reporter. Par suite d'une erreur, en effet, facile à concevoir après un espace de dix années, le prince a fixé la date du voyage du 5 au 13 ou 14 septembre, alors qu'il eut lieu en réalité du 26 septembre au 3 octobre.

A la suite de cette narration, pour la compléter, nous citons différentes pièces relatives au même objet et restées également inédites (1).

(1) Le récit du prince Napoléon et les pièces qui suivent sont extraits des archives de Prangins, en Suisse.

RÉCIT DU PRINCE NAPOLÉON

28 septembre 1868

NOTE SUR LA POLITIQUE QUI A AMENÉ LA GUERRE D'ITALIE EN 1859

Vers le 24 septembre 1858, j'étais à Paris, chargé du ministère de l'Algérie et des colonies; l'Empereur était aux bains de mer de Biarritz. J'avais des discussions assez graves avec le ministre des Finances, M. Magne, au sujet du système douanier de l'Algérie; je voulais des abaissements de tarifs, la suppression complète de la douane fictive vers l'intérieur de l'Afrique; M. Magne voulait son maintien et était protectionniste. Cette discussion assez vive motivait une correspondance entre l'Empereur et moi. Vers cette époque, il m'écrivit par le télégraphe, me priant de me rendre à Biarritz. Je partis, croyant aller discuter les douanes algériennes. L'Empereur, après un voyage de son médecin, M. Conneau, à Turin, avait vu, il y a trois semaines, M. de Cavour aux bains de Plombières, mais je ne savais rien de ce qui s'était passé entre eux.

Arrivé le soir à Biarritz, je loge au petit château; dans la soirée, nous causons de l'Algérie, mais je vois bien que je ne puis fixer son attention, qu'il est préoccupé et me répond à peine. Le lendemain, vers sept heures du matin, en me levant pour aller prendre un bain de mer, l'Empereur entre chez moi de très bonne humeur et me dit :

— Tu n'es pas encore levé, paresseux !

— Je me levais, Sire, pour aller nager.

— Eh bien ! dépêche-toi, lève-toi devant moi, peu importe que ton valet de chambre y soit.

Pendant que je m'habille, l'Empereur flâne dans ma petite chambre; il est gai, mais inquiet. Au bout de quelques minutes, nous descendons ensemble vers la plage, il me prend par le bras. A mes raisonnements il ne répond pas. Enfin il s'arrête, joue sur le sable avec sa canne et me dit :

— *Il s'agit bien de l'Algérie ! Je t'ai fait venir pour parler de l'Italie. Je pense que le moment est venu de faire quelque chose pour le pays.* (Je me souviens, à ce moment, comme d'une révélation, d'une conversation que j'ai eue avec lui après

l'attentat d'Orsini.) *Le nouvel Empire et l'Empereur personnellement ont besoin de gloire ; celle de Crimée ne suffit pas et je n'y étais pas. Il faut que mon gouvernement redonne une dot à la France. C'est du côté de l'Italie qu'il faut la trouver. Il faut détruire matériellement les traités de 1815. J'aime l'Italie, je la connais. J'y ai passé ma jeunesse. C'est une grande cause, le moment est favorable. M. de Cavour est un homme remarquable, fort, avec lequel on peut faire quelque chose. J'ai envoyé Conneau à Turin avec une lettre pour le prier de venir à Plombières. Je l'ai vu, nous avons causé, repris les conversations de la paix de Paris, en 1856, après la Crimée, et nous sommes convenus d'un plan ensemble ; il s'agit de faire la guerre à l'Autriche pour affranchir l'Italie, d'y entraîner l'Angleterre ou de nous passer d'elle, de maintenir la Russie neutre et bienveillante en exploitant ses rancunes contre la conduite de l'Autriche pendant la guerre d'Orient, de soulever l'Italie au nom de sa nationalité et de son indépendance. Le prétexte légal sera le respect de la non intervention quand l'Autriche voudra soutenir par les armes les petits gouvernements italiens, la Toscane, Parme, Modène, que nous révolutionnerons.*

« *J'ai pensé que tu serais de cœur avec moi, je connais tes opinions sur la liberté et les nationalités, sur l'Italie en particulier, sur les traités de 1815 ; tu détestes les Autrichiens, tu es libéral. Veux-tu me servir dans ce grand projet ? J'ai besoin de toi, je te donne toute ma confiance, promets-moi secret et ardeur. Surtout pas un mot à personne ici. Défie-toi en particulier de l'Impératrice, qui ne se doute de rien. M. Walewsky est ici (ministre des Affaires étrangères), il ne doit rien savoir, M. Fould (ministre d'État) doit arriver dans quelques jours.* C'est le pire de tous, *il ne doit rien savoir. Quant aux autres, ils ne valent pas la peine qu'on s'en occupe. Nous avons parlé avec Cavour de ton mariage avec la fille aînée du Roi, qui expliquera notre intimité et servira de paravent aux négociations nécessaires qui pourraient éveiller l'attention de l'Europe et de la France. Ce mariage se fera si tu le veux. Donne-moi ta parole et nous verrons aujourd'hui même ce qu'il faut faire.*

Ce sont à peu près les paroles de l'Empereur. J'ai voulu les rapporter sans toutes mes réponses, interruptions ; c'est un résumé succinct ; je ne crois pas qu'elles aient été prononcées d'une façon aussi claire et nette par l'Empereur, parce qu'il

ne sait pas parler, qu'il a toujours l'esprit un peu vague et nuageux, indécis. Il indiquait ses idées, ses résolutions, ses raisons et moi je les résumais. Cette ouverture me transportait. C'était la réalisation d'une partie de toutes mes idées; ma seule objection, c'est que ce plan, un des plus grands que l'on pût concevoir, était, dans l'esprit de l'Empereur, un peu conduit comme une conspiration. Je ne pensais pas que les engagements avec M. de Cavour, qui avait déjà des notes et des lettres de l'Empereur, fussent aussi avancés. J'observais que les voies souterraines, qui étaient nécessaires quand nous étions les plus faibles ensemble, à Londres avant 1848, n'étaient pas les meilleures aujourd'hui que nous étions forts, que tout serait facile avec quelques ministres favorables, qu'il était indispensable, pour ne pas échouer dans les détails de l'exécution, d'avoir dans notre confidence les ministres de la Guerre, de la Marine, des Affaires étrangères et des Finances, nécessaires, les uns pour tout préparer, les autres pour exécuter. Quant au projet de mon mariage, il me souriait. Déjà souvent il en avait été question. J'en parlerais à mon père, auquel je demandais la permission de parler de tout, ayant grande confiance dans sa sagesse, son expérience des grandes affaires et ses bons conseils. L'Empereur me le permit.

J'étais enchanté. C'est ainsi que je comprenais le rôle du souverain du nouvel Empire. Liberté et nationalité, voilà ce que nous devions donner à la France et à l'Europe, nous mettre à la tête des idées de progrès et d'émancipation, avoir la force du droit, du juste, du bon que donnent les idées populaires et les conduire avec intelligence et force, ce qui manque aux révolutionnaires. Sur mes raisonnements pour les changements de personnes, je trouvais l'Empereur froid, objectif, indécis. Il approuvait tout en théorie et quand il fallait prendre les mesures d'action, il hésitait. Son peu de caractère se dévoilait; hardi, emporté même en théorie, dans l'action je le trouvais peu capable, craintif, préparant tout assez mal. Il me disait que, pour changer les hommes, il fallait attendre; que d'autres ministres ne seraient pas meilleurs que ceux qu'il avait; que cela appellerait trop tôt l'attention publique sur ses projets; qu'il ne savait qui prendre; que tous les hommes se valaient; que le vrai en politique était de commencer en les entraînant; que, pour forcer les hommes à nager, il fallait les jeter à l'eau. Je répliquais

que je n'avais pas comme lui le même mépris des hommes et que je ne croyais pas le choix des hommes aussi indifférent, qu'avec de bons instruments on ferait de la meilleure besogne, que les obstacles des affaires ne m'effrayaient pas, mais qu'il fallait de bons instruments, que sans eux les moindres choses seraient difficiles. Impossible de le décider.

— Eh bien! dis-je, commençons toujours. Vous avez mon concours entier, absolu à ce grand projet; j'espère que quand vous verrez qu'un changement d'hommes est indispensable, vous prendrez des hommes de progrès et de dévouement à vos idées. Vous ne savez pas l'exécution, Sire. Plus que tout autre vous avez besoin d'être bien servi. Dans votre gouvernement personne même ne vous comprend.

La conversation étant venue sur le petit équipement de nos soldats, je lui pris un exemple, en lui disant :

— Comment voulez-vous que des soldats marchent sans bons souliers? De bonnes chaussures sont indispensables, surtout pour les soldats qui n'ont pas de bas.

L'Empereur :

— Comment! pas de bas?

Moi : — Non, jamais.

L'Empereur :

— Ah! c'est un peu fort! Des soldats sans bas! Allons donc.

Moi : — Il est bien facile de s'en assurer, Sire. Allons demander à la sentinelle qui est devant le palais.

L'Empereur le fit et fut tout confus de son erreur sur ce petit détail...

Il était dix heures du matin, nous nous promenions depuis sept heures et demie. Il fut convenu que je me rendrais auprès de l'empereur Alexandre de Russie, qui était à Varsovie jusqu'au 29 septembre. C'était le 24; rien n'était préparé pour cette mission. Il fallait prévenir l'Empereur et avoir son agrément pour mon arrivée. Je répugnais à aller le trouver à Varsovie, en Pologne, où nos souvenirs étaient si vifs! Nous nous mîmes à calculer les dates en écrivant.

Il fit venir M. Walewski dans son cabinet. Il lui dit que devant rendre une politesse à l'empereur Alexandre après leur entrevue de l'année passée à Stuttgart, il m'envoyait auprès de lui à Varsovie, que j'allais partir le soir même, qu'il fallait télégraphier de suite à Berlin, par où je passerais,

et à Varsovie pour m'annoncer. M. de Moustier était notre ministre en Prusse, et à Varsovie nous n'avions qu'un consul général, M. de Ségur. Les dépêches furent expédiées en chiffres par Walewski, qui prit facilement le change et expliquait la grande hâte de mon départ par la date du départ de l'empereur de Varsovie, le 29 septembre, qu'il ne fallait pas déranger.

A onze heures et demie nous déjeunâmes. En quatre heures les destinées du monde moderne étaient décidées !

Je fis prévenir au chemin de fer pour me préparer un train express, me ramenant à Paris. On ne put me le promettre que jusqu'à Bordeaux. Après déjeuner, l'Empereur écrivit à l'empereur de Russie la lettre dont j'étais chargé. Je la lus ; c'était une simple lettre pour m'accréditer. Elle commençait par rappeler qu'à l'entrevue des deux empereurs à Stuttgart, en 1857, il avait été convenu que dans les affaires graves on s'entendrait préalablement, qu'aujourd'hui, les affaires d'Italie semblant fort graves, le moment lui paraissait venu de s'entendre sur elles et qu'à cet effet, l'Empereur envoyait son cousin, qui avait toute sa confiance, pour lui développer ses projets, qu'il le priait d'accorder pleine et entière croyance à tout ce que je lui dirais. Avec sa légèreté, son désordre habituel et selon sa déplorable habitude et la mauvaise organisation de son cabinet, mon cousin ne garda pas minute de sa lettre et ne me laissa pas le temps d'en prendre copie !

Le jour même, vers trois heures de l'après-midi, les réponses aux télégrammes de M. Walewski arrivèrent. De Varsovie : l'empereur Alexandre faisait répondre à M. Walewski par le prince Gortschakoff qu'il serait charmé de recevoir le prince Napoléon, que Sa Majesté devait partir le 29, mais que, si cela était nécessaire, elle retarderait jusqu'au 30. Je partis à cinq heures de l'après-midi, avec le chef d'escadron Ferri Pisani, mon aide de camp. A Bordeaux, impossible de faire continuer mon train spécial, la voie n'était pas libre et on n'avait pas eu le temps de la déblayer. Pendant mon dîner à l'Hôtel de France, je causai avec M. Duchêne de Belmont, revenant du Japon. La nuit, en chemin de fer, je réfléchis beaucoup. Ce qui me donnait confiance, c'était l'effusion, l'entrain, la confiance de Louis vis-à-vis de moi. Il m'avait embrassé plusieurs fois, il avait l'air content, satisfait, me traitant comme un frère : cela me rappelait notre intimité

d'Arenenberg et de Londres. Je ne l'avais jamais vu ainsi depuis qu'il était au pouvoir, il aurait voulu brûler le temps. J'ai souvent eu des mécomptes dans les affaires d'Italie, non terminées encore aujourd'hui (1868) que j'écris ces souvenirs, pour bien retracer le commencement de ces affaires.

Ma mission consistait à obtenir la neutralité bienveillante de la Russie, dans le cas où nous aurions la guerre avec l'Autriche, à obtenir que la Russie maintiendrait la Prusse et une partie de l'Allemagne pour les empêcher de se mêler de notre querelle avec l'Autriche. Il fallait obtenir de la Russie un traité secret.

Le 25 septembre 1858 au matin, j'arrivais à Paris. Le 26, il y eut un conseil de ministres aux Tuileries. Mon père le présidait, comme c'était l'habitude au commencement de l'Empire, quand l'Empereur était absent. Dès mon arrivée à Paris, je l'avais mis au courant de ce qui s'était passé à Biarritz, de ma mission, etc. Les ministres étaient fort intrigués de mon prochain départ pour Varsovie, qu'ils apprirent naturellement. M. Delangle, ministre de l'Intérieur, M. Fould, ministre d'État, et M. Baroche, garde des sceaux, voulurent causer. Je ne leur répondis que des banalités, que mon cousin désirait que j'allasse voir l'empereur de Russie à Varsovie par simple politesse, etc. Fould était le plus fin et ne semblait pas croire à l'innocence de ce voyage. Nous en avons souvent parlé depuis, et il m'a dit qu'il s'était de suite douté de quelque chose.

Le 26 au soir, je partis pour Cologne et Berlin, où j'arrivai le 27, dans la soirée, fort tard. Je soupai avec M. de Moustier et repartis de suite pour Breslaw et Varsovie; à la frontière russe, à Mislowitz, je rencontrai le prince royal de Prusse, qui était déjà régent depuis la maladie du roi Guillaume son frère. Je l'avais connu à Berlin, en 1857, lorsque j'y allai pour régler la cession de Neuchâtel par la Prusse à la Suisse. Ce prince, qui avait déjà été fort prévenant pour moi, fut très poli. Un train spécial m'attendait, envoyé de Varsovie. Je me souviens que l'administrateur de la compagnie qui le conduisait était un banquier juif-polonais, M. Epstein fils, qui depuis, en 1863, a été compromis dans l'insurrection polonaise. Ce jeune homme était fort prévenant, me parlait à cœur ouvert de ses aspirations polonaises; alors l'empereur Alexandre n'était pas trop persécuteur, il faisait le populaire et flattait même un peu les Polonais.

Le fils du feu maréchal prince Paskiewitz, aide de camp général de l'Empereur, vint à ma rencontre, ayant été désigné pour être auprès de moi pendant mon séjour en Pologne. Nous arrivâmes à Varsovie le 28 (je crois), à onze heures du soir. La gare était entourée de troupes pour éloigner la population, à ce que j'ai appris depuis. Un drosky de la Cour m'attendait. On me conduisit à un petit palais nommé la Maison blanche. A mon arrivée, je trouvai le vieux prince Koyakoff, qui avait commandé en chef en Crimée, et ce qui me frappa c'est qu'il me présenta la garde, une douzaine d'hommes et les sous-officiers de planton pour mon service, et qu'il défila à leur tête devant ma porte. C'était vraiment un peu militaire, puéril, mais dans les habitudes russes. J'avais une note fort curieuse sur la cour de Russie, ses usages, son personnel, que j'avais lue en voyage; c'était des portraits peu flattés, mais véridiques; sachant que l'on lirait probablement tous mes papiers, sauf ceux que je portais toujours sur moi, je serrai cette note curieuse dans mon secrétaire, afin que le gouvernement russe, qui le saurait certainement, pût s'assurer que je n'avais pas d'illusions sur son personnel.

Ceux qui m'accompagnaient dans le voyage, étaient le colonel de Franconière, mon premier aide de camp, le chef d'escadron Ferri-Pisani, le chef de bataillon Ragon. Il avait été convenu avec l'Empereur, mon cousin, que je n'écrirais en chiffres, ni lettres, ni télégrammes, qu'en cas d'absolue nécessité et qu'il valait mieux l'éviter. Je m'informai auprès du prince Paskiewitz s'il était convenable de demander à voir l'Empereur malgré l'heure avancée. Il me répondit qu'il allait consulter. Je me mis à souper, et quelques minutes après, vers minuit, l'empereur Alexandre entra tout simplement et me prit la main.

— Je suis charmé de vous voir et que l'empereur Napoléon vous ait envoyé auprès de moi. J'étais au théâtre quand on m'a appris votre arrivée et j'ai voulu vous voir de suite.

Moi. — Votre Majesté est vraiment trop bonne. J'avais demandé à son aide de camp général, le prince Paskiewitz qui est auprès de moi, quand je pourrais avoir l'honneur de voir Votre Majesté pour lui remettre une lettre de mon cousin.

L'Empereur. — Eh bien! me voilà.

Il était aimable, mais un peu ému, agité. Il lut la lettre avec anxiété.

Moi, en lui remettant la lettre : — C'est pour l'accomplissement des promesses faites à Stuttgart, de ne pas commencer de grandes affaires sans s'être entendu, que l'empereur Napoléon m'envoie auprès de vous.

L'Empereur. — Croyez-vous vraiment que les affaires en Italie soient aussi graves?

Moi. — Oui, Sire.

L'Empereur. — Vous savez que je suis bien disposé pour le roi d'Italie, votre beau-père (1) et que je n'adore pas l'Autriche. Du reste nous causerons, je vous enverrai Gortschakoff, mon ministre, que vous connaissez déjà.

Moi. — En effet, Sire, je connais le ministre des Affaires étrangères depuis mon enfance en Italie et je l'ai revu, il y a quelques années, à Stuttgart et à Francfort.

L'Empereur. — Oui, je le sais, avant la guerre de Crimée. Si vos conversations avaient abouti, on aurait pu éviter bien du mal alors. Mais j'espère qu'aujourd'hui nous pourrons nous entendre. La Russie a besoin de repos.

Après quelques phrases banales, l'Empereur s'en alla.

Il était minuit et demi. Je voulais monter en voiture pour aller chez l'Empereur, qui demeurait tout près, au palais Lazienski (le palais impérial est une grande maison blanche sans style), quand je rencontrai le prince Gortschakoff, le ministre des Affaires étrangères, homme fin, assez spirituel, mais vain, bavard et léger. Il me dit que l'Empereur ne voulait pas que j'allasse si tard le voir et qu'il l'envoyait. Nous causâmes jusqu'à trois heures du matin. J'étais très fatigué. Il fut surpris de ma mission, mais s'y montra favorable; il parla longuement pour m'expliquer ses rapports avec l'Autriche, son influence sur la Prusse, son désir de nous être agréable et combien il était favorable à l'alliance française, que tout ce qu'il désirait était de revenir sur le traité de Paris en ce qui concernait la mer Noire, que cela humiliait la Russie, qu'ils avaient une opinion publique, qu'ils ne pouvaient faire la guerre contre l'Autriche, mais une démonstration armée sur la Galicie et exercer une influence morale sur la Prusse. Je fis valoir

(1) Il y a là un lapsus. Le prince Napoléon n'avait pas encore épousé la princesse Clotilde.

tous les avantages que la Russie pouvait tirer de la défaite de l'Autriche, je fus réservé sur le traité de Paris, faisant comprendre que la récompense pour la Russie dépendrait des services qu'elle nous rendrait.

Il m'insinua une extension vers la Galicie. Je répondis que tout ce qui pouvait être favorable à la Pologne serait agréable à la France, que je n'avais pas mission de toucher cette question si délicate, mais que si le gouvernement de l'empereur Alexandre se montrait libéral, réformateur, réparateur vis-à-vis de la Pologne, ainsi qu'il semblait vouloir le faire, la Galicie aurait sans doute avantage à se réunir au royaume, que le régime autrichien était affreux (c'était vrai alors), que l'Autriche se conduirait vis-à-vis des Polonais comme vis-à-vis des Hongrois, que la réunion de la Galicie serait un commencement de réparation et de réaction contre le partage. J'appuyai assez fortement sur mon idée de mettre quelque chose par écrit et de rapporter plus que des phrases et une simple lettre, que, dans des circonstances aussi graves, il fallait être aussi clair que possible et que pour être net il fallait écrire. Le prince Gortschakoff dit que c'était grave qu'un écrit, — je vis que j'aurais de la difficulté à le décider, — qu'il prendrait les ordres de l'Empereur, avec lequel il n'avait pas encore eu le temps de causer, que tout cela était si rapide, si gros qu'il fallait réfléchir. J'ajoutai que j'étais venu pour cela, étais prêt à donner toutes les explications. Je tâchai d'être aussi poli que possible, mais je fis comprendre que je tâcherais de ne pas me laisser enguirlander, que du reste nos liens de parenté avec l'Empereur et de vieilles relations avec le prince Gortschakoff avaient surtout désigné le choix de l'empereur Napoléon.

Le 29 (je crois), j'allai chez l'Empereur, dans son cabinet, vers dix heures du matin. Je fus reçu et introduit par l'aide de camp général comte Adelberg fils ; la maison était simple, de grands murs blancs avec des gravures. L'Empereur me fit asseoir près de son bureau, se mit à fumer et m'offrit un cigare. Il était plus calme que la veille ; on voyait qu'il avait réfléchi.

— Ce que vous me proposez est fort grave, dit-il, surtout le traité dont Gortschakoff m'a parlé ; cependant je ne le refuse pas, mais je ne puis promettre de faire la guerre ; plus tard, nous verrons. Actuellement, j'ai de grosses affaires intérieures sur les bras : l'émancipation des paysans.

Il s'étendit longuement sur cette mesure, cherchant à me démontrer qu'elle n'était que l'exécution de la volonté de son père, l'empereur Nicolas, pour lequel il témoignait une grande vénération ; il me parla un peu des affaires de Pologne, disant qu'il voulait chercher à satisfaire les Polonais, puis fixant les bases du traité à intervenir entre nous, sauf à en discuter les articles et la rédaction avec le ministre des Affaires étrangères. Il se résumait ainsi : Entente morale entre les deux empires; en cas de prise d'armes de la part de la France et de l'Italie contre l'Autriche, réunion d'un corps russe de 70 000 hommes depuis Cracovie, le long de la Galicie; pression morale sur la Prusse et l'Allemagne, autant que possible; la même attitude vis-à-vis de l'Autriche que celle-ci avait tenue vis-à-vis de la Russie pendant la guerre de Crimée.

Vers midi, je quittai l'Empereur pour aller déjeuner. Il fut convenu qu'il viendrait me chercher à deux heures, pour une partie de chasse chez le comte Potocki, dans un château des environs qui s'appelle Poulawsky. Nous allâmes en effet chasser; le grand-duc de Saxe-Weimar était aussi à Varsovie ; c'était un peu gênant parce qu'on n'avait que des voitures à deux places, *droski*, et que le grand-duc régnant ayant le pas sur moi, il était très difficile de me trouver seul avec l'Empereur. L' « Empereur arrangea les choses, de façon à ce que, quand nous étions avec peu de monde, il me faisait monter avec lui pour causer ; et, devant le monde, le grand-duc passait avant moi. Du reste, il se gênait peu avec ce prince, qui était son neveu, un grand flandrin assez insignifiant et ne faisant qu'une visite de politesse. La chasse se passa sans rien de particulier chez le comte Potocki ; vers les six heures, il y eut un grand dîner, avec beaucoup de Polonais ; la comtesse Potocka, maîtresse de la maison, sœur du comte Branicki, mon ami, était une femme fort distinguée et belle ; elle avait deux sœurs, la comtesse Krasinska et la comtesse Adam Potocki, de Cracovie. Leur mère, vieille femme de quatre-vingts ans, était à côté de moi à dîner; pas loin était le général Soukasanelf, ministre de la Guerre, homme sans valeur, plus connu par ses succès aux cartes qu'à la guerre. Il y avait dans la suite de l'Empereur le vieux comte Adelberg, homme déconsidéré, ridicule, portant perruque et mettant du rouge, qui avait la réputation de vendre sa protection, ancien directeur de la police sous Nicolas, sans influence

aujourd'hui et qui ne se maintenait à la cour que par ses deux fils, l'un, aide de camp général et favori de l'Empereur, avec lequel il avait été élevé, très influent, l'autre général aussi, attaché militaire russe à Berlin. Le prince Dolgorouki, commandant la gendarmerie, homme de cinquante ans, assez comme il faut, et jouissant d'une assez bonne réputation. Le seul homme politiquement influent était le prince Gortschakoff et, agissant avec lui, son chef de cabinet, M. Jomini, fils du général de ce nom, suisse, qui nous avait trahi en 1844.

A table, on fut assez cordial et sans gêne; l'Empereur affectait de parler quelquefois polonais avec ces dames. Le château est superbe, avec quelques beaux tableaux et objets d'art, rempli de souvenirs de l'histoire de Pologne, portraits des rois, tableaux historiques, etc.

Pendant la chasse, les gardes et rabatteurs étaient naturellement tous polonais; l'un d'eux, attaché à mon service, beau jeune homme, me fit quelques insinuations en mauvais allemand contre les Russes, parlant de ses sympathies pour la France. Après dîner, à la nuit, on se promena dans le parc, qui était brillamment illuminé et donnait sur la Vistule; il y avait beaucoup d'invités et de plus une foule énorme aux abords pour voir le feu d'artifice. L'Empereur me dit, en se promenant, que le prince Gortschakoff viendrait le soir chez moi, pour donner un corps à nos négociations et qu'il m'invitait à une revue, qui devait avoir lieu le lendemain 10, à dîner chez lui et à aller au spectacle, s'étant décidé à prolonger son séjour jusqu'au 1er octobre, vu la gravité de nos affaires.

Vers dix heures du soir, je rentrai à Varsovie avec le prince Paskiewitz, homme assez insignifiant, comme il faut, d'un air assez sceptique, fort riche, s'occupant plus de ses affaires particulières que des affaires publiques auxquelles il prenait peu d'intérêt. Il me parla beaucoup de Paris, qu'il habitait souvent, fit naturellement les éloges obligés des empereurs de Russie et de France, mais je démêlais qu'il était un peu effrayé de sa responsabilité auprès de moi; qu'il craignait des manifestations de la population polonaise en ma faveur, et que tous les petits arrangements de Cour étaient pris, de façon à m'isoler autant que possible, à ne me laisser voir que les personnages officiels, à ne sortir que de grand matin ou le soir, à employer mon temps, en un mot, de façon à ne pas

me laisser une heure de liberté, disant qu'il n'y avait rien à voir à Varsovie, qu'aucun monument ne valait la peine d'une visite.

Nous arrivâmes à mon petit palais vers les onze heures du soir et, en passant dans les allées de Jérusalem, je remarquai une grande foule, mais tenue à distance par une nuée de Cosaques et d'agents de police. Gortschakoff arriva chez moi avec un gros dossier, contenant en grande partie la correspondance avec les gouvernements de Vienne et de Berlin; il me fallut avaler plusieurs heures de lecture de dépêches, bavardages sans fin, souvent oiseux et en dehors de notre sujet.

C'est tout au plus si, vers les deux heures, le ramenant à ma mission, nous prîmes chacun la plume pour rédiger d'un commun accord un projet de traité secret qui devait être soumis le matin à l'Empereur.

Ce texte, après de longues discussions sur chaque mot, fut rédigé. Je ne le rapporte pas ici puisqu'il se trouve dans le dossier spécial de mes papiers « traité avec la Russie (1) ».

Au fond, c'était beaucoup en apparence et pour la forme, et pas grand chose en réalité. Il témoigne plutôt d'une complicité morale et compromettante que d'une action réciproque réelle. Pour ma part, je n'en demandais pas davantage. Mon but était : destruction complète de l'alliance des trois cours du Nord, compromissions de la Russie vis-à-vis de nous, plutôt que d'une entente réelle et sérieuse, pour laquelle il aurait fallu donner trop d'avantages à la Russie, tandis que pour un simple appui moral, pour une simple démonstration militaire, les Russes ne pouvaient me demander grand chose. Aussi, j'évitai tout engagement sur la revision du traité de Paris de 1856. Je ne pris pas un seul engagement qui pût effrayer l'Angleterre, ni diminuer notre entente en Orient, dans le cas où tout ce qui se passait viendrait à être connu. Je ne perdis jamais de vue le peu de valeur des traités secrets au point de vue de leur non publicité, et je tâchai, par ma conduite et mes paroles, d'agir comme si tout devait être connu un jour. Je profitai de la crainte et des irrésolutions de l'Empereur, du bavardage et de la légèreté de Gortschakoff, qui épuisait toute sa verve, non à faire les affaires sérieusement, mais à me lire ses dépêches, à se perdre

(1) On trouvera plus loin ce texte, modifié par Napoléon III.

dans des digressions infinies et qui étaient pour ainsi dire épuisées quand il fallait conclure et que je serrais les arguments. Les Russes avaient deux mobiles : rester très bien avec la France et cela avec le moins d'engagements formels possibles; ils jouaient mon jeu, puisque, sans illusion sur leurs forces et ne voulant pas me compromettre dans une alliance effective, surtout dans les éventualités orientales vis-à-vis de l'Angleterre, ni dans un acquiescement sur la question polonaise, quoique demandant beaucoup, je ne voulais en réalité qu'une compromission morale vis-à-vis de nous, et pas au delà.

Quant à l'action matérielle, j'étais convaincu que la France et l'Italie contre l'Autriche suffisaient.

Pour résumer par une comparaison ma politique, la Russie était une femme que je voulais compromettre par des lettres au besoin, ne tenant dans aucun cas à l'épouser.

Je puis donc dire que mon but a été atteint, que l'Empereur et Gortschakoff se sont montrés peu habiles, car eux surtout auraient dû étendre l'horizon de nos négociations et tâcher, en nous aidant matériellement contre l'Autriche, ce qui était bien peu dangereux pour eux, d'obtenir des compensations sérieuses, soit territoriales pour la Galicie et Cracovie, soit notre assentiment à une influence prépondérante en Orient.

L'indécision et la crainte sont de mauvaises conseillères dans les grandes affaires politiques ; j'en faisais l'expérience et j'en profitais. La Russie faisait assez pour se compromettre et pas assez pour en tirer parti : il vaut mieux en politique être complice que confident ; ce second rôle a tous les inconvénients du premier sans les avantages.

Vers cinq heures du matin, au petit jour, nous nous séparâmes, le prince Gortschakoff et moi; j'étais très fatigué et je me souviens qu'en me mettant à ma fenêtre du rez-de-chaussée, je vis passer les cuisinières et les femmes de ménage de Varsovie allant au marché; il y en avait, ma foi, beaucoup de très jolies. J'oublie un des points qui nous préoccupèrent à la fin de notre entrevue : c'était le mode de rédaction matérielle du traité. Il fut convenu que le ministre des Affaires étrangères, Walewski, devait l'ignorer ; mais Gortschakoff appuyait sur la difficulté de le laisser ignorer au comte Kisseleff, ambassadeur russe à Paris. Il fut convenu que, sur la rédaction que j'allais arrêter avant mon départ, l'empereur Napoléon ferait ses obser-

vations, que j'enverrais alors un homme de confiance à Pétersbourg avec le traité signé par l'empereur Napoléon. Je me croyais autorisé à affirmer que mon cousin ne ferait pas de modification à ce que j'aurais admis. Notre envoyé repartirait de Pétersbourg avec un courrier russe portant un exemplaire signé par l'empereur Alexandre et, à l'ambassade russe à Paris, l'échange des deux traités se ferait, nous recevant celui de l'empereur Alexandre et le comte Kisseleff celui signé par l'empereur Napoléon, que l'on y ajouterait les sceaux respectifs, que les ministres des Affaires étrangères ne contresigneraient pas, à moins que, d'ici là, l'empereur Napoléon ne se fût décidé, soit à changer M. le comte Walewski, soit à le mettre au courant de la négociation ; que dans ce second cas, si notre ministre signait, le comte Kisseleff serait autorisé à signer pour la Russie.

Ces petites difficultés matérielles souvent gênantes et qui, dans l'avenir, devaient nous embarrasser beaucoup, confirmèrent mes prévisions de l'obstacle que nous créerait l'absence de ministres français au courant de notre affaire.

Le 30, à onze heures du matin, je vais déjeuner chez l'Empereur et de là, vers midi, à une revue au Champ de Mars; l'Empereur portait l'uniforme de colonel de lanciers; j'allai de mon côté sur le terrain de manœuvre, où tous les officiers étaient réunis, entre autres le consul général d'Angleterre, colonel..., que j'avais connu en Crimée. Mon arrivée à Varsovie faisait beaucoup d'effet; je m'approchai du consul général d'Angleterre, lui donnai la main, en lui rappelant notre connaissance en Crimée. Quoique poli, il fut froid et me dit avec affectation :

— Il y a déjà longtemps de cela, Monseigneur, et les temps me semblent bien changés.

— Pas tant que vous croyez, lui répondis-je ; les apparences sont souvent trompeuses, mais les événements marchent et la bonne politique est de les prévoir pour les diriger, ce que vous faites rarement en Angleterre.

La revue dura une heure. Il n'y avait qu'une quinzaine de mille hommes. Je remarquai, ce qui me fit sourire, que pour transmettre les ordres de l'Empereur aux régiments de cavalerie, entre autres à une brigade de dragons et une brigade de lanciers, l'empereur Alexandre chantait lui-même les airs qui

étaient répétés par deux ordonnances trompettes circassiennes qui étaient derrière lui.

Les soldats d'un bataillon de chasseurs, en défilant au pas de gymnastique, laissaient tomber plusieurs de leurs gros gants sans doigts contre le froid. Ce fut une affaire qui eut l'air de beaucoup contrarier l'Empereur. En rentrant, je visitai la citadelle, le château où demeurait le prince Gortschakoff, gouverneur de la Pologne, le palais de Saxe, les bords de la Vistule, le quartier juif. Pendant cette course très rapide, mêmes appréhensions du prince Paskiewitz, qui faisait sans cesse modifier l'itinéraire par le cocher, pour ne pas passer où on nous attendait.

Je me reposai un peu jusqu'à cinq heures, où j'eus une nouvelle entrevue avec le prince Gortschakoff, qui avait soumis à l'Empereur la rédaction de la nuit et me la rapportait presque sans modification.

A six heures, j'allai à un grand dîner au palais Lazienski, chez l'Empereur, après lequel nous eûmes encore une conférence d'une heure dans son cabinet, d'où je pris congé pour partir, moi pour Mislowicz et Berlin, en chemin de fer, et lui en voiture, avec Gortschakoff, pour Pétersbourg.

Il se peut, comme je rédige ces notes à dix années de distance, sur des notes très rapides, jetées sur un calepin de voyage, au moment même et souvent peu intelligibles, que la chasse, le dîner et la fête au château Potocki aient eu lieu le 30 après la revue au lieu du 29, et alors, cela indiquerait que je ne serais parti que le 1er octobre au soir, au lieu du 30 septembre, car je crois me souvenir que j'ai été au théâtre avec l'Empereur et le grand-duc de Saxe-Weimar le 29 au soir, où on nous a fait admirer une représentation du ballet de Varsovie fort renommé, dont les femmes de l'école de danse sont vraiment très belles. (Revoir avec ma rédaction journalière où j'ai surtout noté les impressions politiques, plus que ces petits détails (1).)

(1) D'après le journal de Ragon, le 29 septembre, l'Empereur et le prince Napoléon assistèrent d'abord à une manœuvre de quatre régiments de cavalerie et de deux batteries d'artillerie, se rendirent à la chasse du comte Potocki, dînèrent chez lui et allèrent, le soir, au théâtre. Le 30 septembre, remise de décorations dans la matinée, puis revue, dîner chez l'Empereur et départ de Varsovie le soir, à 9 heures un quart.

Dans la journée de mon départ, j'eus à me préoccuper des décorations et cadeaux à donner; je me montrai fort généreux, sachant combien les Russes sont sensibles aux distinctions et âpres aux cadeaux. Je voulus cependant marquer par un petit fait une nuance de mes sympathies polonaises, et j'envoyai, par mon premier aide de camp Franconière, la croix de commandeur de la Légion d'honneur à un colonel Lubienski, vieux soldat du premier Empire, qui avait été décoré de la croix d'officier par Napoléon Ier, que l'on m'indiqua comme un des hommes les plus considérés du parti polonais, qui était en retraite et vivait à l'écart de tout, à un quatrième étage, et que je n'avais pas vu pendant mon séjour. N'ayant point son adresse, il fallut bien que Franconière s'adressât au prince Paskiewitz, qui témoigna de son profond étonnement et de son ignorance en disant : « Lubienski ? Je ne connais pas ça. » Il fallut avoir recours au consul général de France, M. Ségur-Duperron. Quand il se présenta avec mon aide de camp de ma part chez le colonel Lubienski, celui-ci était à dîner et se mit à pleurer de reconnaissance. On sut ce détail, qui fit assez de bruit à la cour. J'étais enchanté, du reste, de partir, n'ayant plus rien à faire et sentant que mon séjour à Varsovie devenait difficile.

En prenant congé de moi, l'Empereur m'embrassa et me remit sa lettre à l'Empereur dont il me chargeait. Elle était très bienveillante et flatteuse pour moi, mais assez banale, remerciant l'Empereur de sa confiance, parlant de l'alliance des deux pays et s'en remettant, pour les détails de la négociation, à ce que je lui rapporterais et au texte du projet de traité qui avait été convenu.

Persévérant dans les finesses inquisitoriales et policières de la cour de Russie, le prince Paskiewitz me pria de permettre que le général Adlerberg, attaché militaire en Prusse, pût profiter du train spécial mis à ma disposition pour retourner en Allemagne. Je le fis naturellement monter dans mon compartiment, mais je profitai de la nuit et de ma fatigue qui, du reste, n'était point simulée, pour dormir le plus possible.

Le lendemain, 1er octobre, il causa avec autant d'abandon que possible pour me faire croire qu'il connaissait le motif de mon voyage et, conséquent avec le mot d'ordre donné à la cour, il affectait la plus grande satisfaction de la bonne entente existant entre nos deux pays.

Arrivé à Mislowicz, frontière allemande, après dix heures de voyage, je me levai et déjeunai, et repartis de suite pour Dresde, où je me reposai un jour chez notre ministre, profitant de ces vingt-quatre heures pour revoir les beaux tableaux de la galerie. Le roi était à Pilnitz, je n'allai pas le voir. Je revis son premier ministre, M. de Beust, qui dîna chez notre ministre; il était comme tout le monde intrigué de mon voyage et fit quelques insinuations sur le projet de mariage abandonné avec la princesse Sidonie, fille du roi de Saxe. Je me gardai naturellement de le suivre sur ce terrain. Je repartis le 2 (1) pour Paris où j'arrivai le 3 ou le 4.

L'Empereur était au camp de Châlons; une dépêche m'y appelait de suite; je n'avais envoyé que des dépêches banales tenant au courant de mon voyage, mais pas un mot d'affaires.

Je me souviens de l'émotion de l'Empereur en me recevant devant le perron de sa baraque et me disant, en me menant dans son cabinet :

— Eh bien! as-tu réussi? Que m'apportes-tu de bon ou de mauvais?

Je le mis longuement au courant de tout ce qui s'était passé; il se montra très satisfait du projet de traité, tout en désirant qu'il fût plus explicite pour l'action de la Russie. J'eus assez de mal, en m'appuyant sur les motifs développés plus haut, à lui prouver qu'une alliance plus intime aurait dû être payée plus cher, tandis que, par ce que je rapportais, nous obtenions assez d'avantages sans rien donner et que, quant à une coopération matérielle, elle eût été non seulement presque impossible à obtenir, vu l'état intérieur et militaire de la Russie, mais qu'elle nous eût été nuisible, vu les compensations par lesquelles il eût fallu l'acheter, et que, pour venir à bout de l'Autriche, la France et l'Italie n'avaient besoin de personne.

Je ne restai à Châlons que deux jours. L'Empereur revint à Paris aussi et la suite de ces négociations, qui ne fait plus partie de ma mission à Varsovie, donna lieu à de nombreux et courts incidents que je relaterai dans une autre note et qui comprendra les discussions et la conduite de M. Walewski, le choix du négociateur envoyé à Pétersbourg, le capitaine de vaisseau La Roncière... »

---

(1) Le prince arriva à Paris le 3 octobre, à neuf heures du soir.

APRÈS LE RETOUR DU PRINCE

Le prince ne rédigea pas la note dont il parle.

Pendant tout le mois d'octobre 1858, la question posée à Varsovie fut discutée entre Napoléon III et lui. Il ne pouvait, sans éveiller l'attention, retourner en Russie, et il était cependant nécessaire d'envoyer à l'empereur Alexandre un émissaire de toute confiance, pour lui apporter le projet de traité modifié. Afin de détourner les soupçons, au lieu d'un diplomate de carrière, le prince Napoléon finit par proposer à son cousin le capitaine de vaisseau La Roncière Le Noury, dont il avait apprécié les qualités pendant que cet officier commandait le navire la *Reine Hortense*, sur lequel le prince avait accompli, en 1856, une expédition scientifique dans les mers du Nord. L'Empereur approuva pleinement ce choix et, dans les premiers jours de novembre, La Roncière partit pour Saint-Pétersbourg, porteur de la lettre suivante.

Le prince Napoléon à S. E. le prince Alexandre Gortschakoff

Paris, ce 3 novembre 1858.

Prince,

J'ai rendu compte à l'empereur Napoléon, mon auguste cousin, du résultat de ma mission auprès de S. M. l'empereur Alexandre.

L'Empereur m'a donné l'ordre de préciser succinctement par écrit et de formuler, dans deux projets de traités secrets, ce qui a été convenu entre S. M. l'empereur de toutes les Russies, vous et moi. Le travail fait, l'empereur Napoléon y a apporté un seul changement, qu'il croit utile et juste : c'est celui qui stipule dans le traité secret la rupture des relations diplomatiques entre la Russie et l'Autriche quelques semaines après le commencement des hostilités. J'espère, prince, que vous retrouverez dans ces traités la substance exacte de nos engagements réciproques et que S. M. Alexandre, en les approuvant, fera faire un grand pas à cette importante question.

J'ai tâché d'être aussi bref et positif que possible, m'étant convaincu que le meilleur moyen de seconder les vues des deux Empereurs est d'être franc et sans arrière-pensée; c'est la marche qui convient à deux grands pays.

J'ai rédigé deux traités séparés, l'un qui ne stipule que la conduite à tenir au commencement de la guerre, l'autre qui restera toujours secret et qui précise les conséquences de la guerre sur laquelle les deux souverains se sont entendus.

L'empereur Napoléon envoie auprès de vous M. le capitaine de vaisseau de La Roncière Le Noury. Cet officier est chargé de vous donner verbalement tous les éclaircissements et les développements que ne comporte pas une lettre.

Veuillez donc le considérer comme un agent non officiel, chargé d'une affaire spéciale, mais dont les paroles méritent toute votre confiance et votre attention, M. de la Roncière étant porteur de la pensée intime de l'empereur Napoléon.

Recevez, prince, l'assurance de ma haute considération.

NAPOLÉON (JÉRÔME).

Les projets des deux traités secrets entre « Leurs Majestés l'empereur de toutes les Russies et l'empereur des Français », — après avoir rappelé l'entrevue de Stuttgart de 1857, au cours de laquelle les deux souverains avaient convenu de ne s'engager sur aucune grande question européenne sans s'être préalablement consultés, — envisageaient des complications en Italie, « où la situation actuelle ne saurait durer », et l'éventualité d'une guerre entre l'Autriche et le Piémont. En pareil cas, disait le préambule commun aux deux projets de traités, « les sympathies de la France, sa politique traditionnelle, ses intérêts l'obligent à soutenir le Piémont. Si l'empereur des Français tire l'épée, ce ne sera pas pour modifier à son avantage l'équilibre européen, ni pour élever des prétentions qui puissent alarmer la Russie, l'Angleterre ou l'Allemagne, mais pour créer à la France des alliances que les traités de 1815 lui rendent impossibles. L'empereur Alexandre a approuvé les intentions de l'empereur des Français et a lui-même de justes griefs contre l'Autriche à faire valoir. »

Si le conflit se produisait, le Tsar promettait à la France, non seulement sa neutralité bienveillante, mais encore le rassemblement à l'extrême frontière de Galicie d'une armée assez forte pour inquiéter l'Autriche et l'obliger à immobiliser de ce côté environ cent cinquante mille hommes. D'autre part, des vaisseaux de guerre russes devaient rester dans la Méditerranée, à Toulon et à la Spezzia.

Napoléon III s'engageait à expliquer le sens de ces dispositions à l'Angleterre et « à lui faire comprendre que tout acte agressif contre la Russie serait considéré, dans de telles circonstances, comme un acte d'hostilité contre la France ». L'empereur Alexandre était chargé de la même mission, et dans les mêmes termes, auprès des États de l'Allemagne et notamment de la Prusse.

Dans le second projet de traité, Napoléon III s'engageait, si la guerre devait éclater, à prévenir le Tsar un mois avant sa déclaration ; le Tsar, quelques semaines après l'ouverture des hostilités, romprait les relations diplomatiques avec l'Autriche.

Le Tsar reconnaissait la nécessité d'agrandir les États de la maison de Savoie en créant un royaume de la haute Italie d'environ dix millions d'habitants. Il approuvait d'avance l'annexion à la France de la Savoie et du Comté de Nice. En revanche, si l'empereur Alexandre entrait en guerre avec l'Autriche, Napoléon III promettait son appui, à la paix, pour que la Galicie fût cédée à la Russie. Il soutiendrait également une demande de modification à l'article du traité de Paris qui limitait les forces navales russes dans la mer Noire. Enfin, les deux empereurs ne s'opposeraient pas à la constitution d'un État hongrois indépendant.

La Roncière revint à Paris, le 6 décembre. Il rapportait une lettre de Gortschakoff au prince Napoléon, avec un contre-projet, rédigé à Saint-Pétersbourg par ce ministre et remis par l'empereur Alexandre lui-même à l'envoyé français.

Le prince Gortschakoff au prince Napoléon

Saint-Pétersbourg, 15-27 novembre 1858.

Monseigneur,

L'Empereur répondant directement à la lettre que l'empereur Napoléon a confiée au baron de La Roncière Le Noury, Sa Majesté m'ordonne de consigner ici ses vues sur les pièces que vous m'avez fait parvenir par la même voie.

Votre Altesse Impériale les trouvera dans le projet de traité ci-joint.

Je m'expliquerai avec une entière franchise sur les nuances et omissions par lesquelles il diffère de ceux que vous m'avez transmis.

L'Empereur désire un seul traité au lieu de deux. En prenant une détermination qui peut entraîner pour la Russie des complications très sérieuses, Sa Majesté a dû avoir en vue les intérêts de son pays, comme l'empereur Napoléon a toujours présents à l'esprit les intérêts du sien. Dès lors, la démonstration militaire de la Russie, qui sera d'un appui très efficace pour la France en Italie, et la certitude que la France, de son côté, considérera la garantie des deux articles du traité de Paris comme abolie et s'emploiera activement pour les annuler, restent indissolublement liées dans la pensée de l'Empereur. D'ailleurs, le présent traité devant rester secret, cette fusion ne peut pas avoir d'inconvénients; elle a l'avantage de prévenir toute équivoque.

L'Empereur propose de légères modifications aux articles 5 et 6 de votre projet. (Ceux par lesquels les deux souverains s'engageaient respectivement à avertir l'Angleterre et la Prusse.) Sa Majesté juge plus avantageux de préciser davantage le cas de l'immixtion hostile de l'Angleterre et de la Prusse dans un conflit qui doit rester austro-italien et que tous nos efforts doivent tendre à circonscrire sur ce terrain.

La clause relative à la rupture de nos relations diplomatiques avec l'Autriche a été omise. L'Empereur la croit positivement contraire aux intérêts que poursuit l'empereur Napoléon. En effet, si nous adoptions l'initiative d'une démonstration aussi hostile vis à vis de l'Autriche, il n'est guère à prévoir que l'Allemagne ne prenne parti pour elle. A Berlin surtout, le dernier changement ministériel augmente les chances d'un rapprochement avec l'Autriche. Nous aurions alors, la France et nous, la Confédération germanique entière sur les bras.

Il est de notre intérêt commun d'isoler autant que possible les événements d'Italie des intérêts allemands. Nous trouverons cet avantage en évitant de donner au cabinet de Vienne le prétexte de nous représenter comme les agresseurs.

La concentration d'une armée russe sur les frontières de la Galicie emprunte sa principale signification à l'incertitude même de nos intentions.

Sans doute, cette démonstration nous exposera à des explications qui ne seront pas sans embarras, mais enfin, nous sommes chez nous et nous trouverons moyen de répondre. Nous croyons que la tactique suivie par l'Autriche pendant la guerre

d'Orient est celle que nous devons adopter aujourd'hui, comme la plus favorable aux intérêts que l'empereur Napoléon poursuit en Italie. Si le cabinet de Vienne prenait l'initiative d'une rupture, les rôles changeraient et alors nous ne resterions pas en arrière.

L'Empereur ne recherche pas d'accroissement de territoire. Sa Majesté ne veut que rentrer dans ses droits, et considère l'assistance que lui accordera l'empereur des Français comme l'équivalent du sacrifice qu'elle ferait et de ceux auxquels elle s'exposerait. C'est pourquoi la cession éventuelle de la Galicie a été écartée. Si cependant il survenait des circonstances qui détacheraient cette province de l'Autriche, l'Empereur ne pourrait pas consentir à ce qu'elle s'érigeât en État indépendant. Alors, Sa Majesté s'entendrait avec l'empereur Napoléon sur le parti qu'il y aurait à prendre.

La clause relative à la Hongrie a également été omise. L'Empereur a déjà déclaré qu'il n'accordera aucun secours quelconque à l'Autriche. Si des revers en Italie amenaient le renversement de l'état actuel des choses en Hongrie, nous ne contesterions pas les faits accomplis.

Je vous supplie, Monseigneur, de vouloir bien mettre cette lettre sous les yeux de l'empereur Napoléon. Elle renferme le fond de la pensée intime de mon auguste maître, sans finesse diplomatique, sans art et sans réticence, comme il convient à deux souverains animés d'une confiance réciproque et qui, certes, de part et d'autre, ne chercheront pas dans des phrases diplomatiques, plus ou moins ambiguës, la possibilité d'éluder des obligations loyalement contractées. D'ailleurs, en comparant attentivement le texte du projet que je lui envoie avec ceux qu'elle m'a transmis, d'après la volonté de l'empereur des Français, Votre Altesse Impériale se convaincra qu'ils ne diffèrent par aucun point essentiel. Nous espérons donc que ce projet, tel qu'il est conçu, répondra aux vues et à l'attente de Sa Majesté l'empereur des Français. Le baron de La Roncière Le Noury a fait bonne impression ici. Au premier abord, nous avons été un peu surpris de voir un tiers admis à une connaissance aussi intime de questions qu'il avait été convenu de traiter de souverain à souverain. Mais comme l'empereur Napoléon ne place sa confiance qu'à bon escient, nous restons convaincus qu'elle est justifiée par la personne dont Sa Majesté a fait choix.

Daignez agréer, Monseigneur, l'hommage de mon profond respect.

GORTSCHAKOFF.

Les deux projets de traités étaient fondus en un seul qui, dans son ensemble, conservait les dispositions des premiers; le préambule, notamment, restait le même. Toutefois, les textes français et le contre-projet présentaient des différences importantes.

Ainsi, il n'était plus question de rupture des relations diplomatiques entre la Russie et l'Autriche quelques semaines après l'ouverture des hostilités. Le Tsar approuvait toujours le futur agrandissement de la maison de Savoie, mais avec cette réserve : « En respectant les droits des souverains qui n'auraient pas pris part à la guerre ». La France ne devait pas seulement soutenir une demande de modification de l'article du traité de Paris, qui limitait les forces navales russes en mer Noire; elle s'engageait à renoncer au rôle qui lui était dévolu, de veiller à l'exécution de cette clause; et elle devait encore appuyer une demande en revision d'un autre article qui stipulait la cession par la Russie à la principauté de Moldavie, d'une partie de la Bessarabie.

La clause relative à la constitution éventuelle d'un État hongrois avait disparu. Enfin la portée de l'article ayant trait aux négociations à engager par la Russie avec la Prusse, était notablement diminuée. La France continuait de garantir la Russie contre « tout acte agressif » de la part de l'Angleterre; mais l'empereur Alexandre se bornait à garantir la France « de tout acte agressif contre ses frontières ». Il y avait là une différence de rédaction très appréciable et que Napoléon III ne manqua pas de relever.

Ce dernier, au surplus, n'était pas satisfait de ce contre-projet. Pour s'en expliquer directement avec l'empereur Alexandre, il lui écrivit une lettre que La Roncière fut chargé de porter à Saint-Pétersbourg, avec une lettre du prince Napoléon à Gortschakoff et un projet de traité.

L'Empereur au prince Napoléon (1)

Paris, lundi, 23 décembre 1858.

Mon cher Napoléon,

Je t'envoie la lettre pour l'empereur Alexandre, lis-la : cachète-la et donne-la à La Roncière. Dis-lui aussi que si le traité est signé, je désire que la date n'y soit pas mise, afin que nous ne la mettions, d'un commun accord, qu'au moment des événements. Si tu avais quelques observations à me faire, viens ce soir à six heures.

Crois à ma sincère amitié.

NAPOLÉON.

L'Empereur Napoléon à S. M. l'Empereur de toutes les Russies à Saint-Pétersbourg

Paris, le 22 décembre 1858.

Monsieur mon frère,

J'espère que Sa Majesté ne s'ennuiera pas de voir encore de mon écriture, mais la question en vaut la peine et je la prie de me permettre de la lui expliquer de nouveau franchement et dans son ensemble.

Après nous être fait la guerre, nous nous sommes appréciés ce que nous valons et nous comptons l'un sur l'autre.

Le hasard nous met dans la même position. Votre Majesté voudrait changer en partie le traité de Paris, moi je voudrais de même changer en partie les traités de 1815.

Néanmoins, tous les deux nous sommes forcés de respecter les traités existants tant que la guerre n'aura pas donné lieu à un nouveau congrès.

Une circonstance heureuse va se présenter bientôt. Plus nous ferons cause commune ensemble, et plus nous serons forts à la paix pour dicter aux autres puissances nos conditions.

Entendons-nous donc dans ce but.

Puisque nous comptons l'un sur l'autre, il est clair qu'à la paix chacun s'engage à protéger et faire triompher autant que faire se pourra les intérêts de son allié.

(1) Cette lettre a déjà été citée dans la correspondance de Napoléon et du prince Napoléon.

Le traité d'alliance se trouve donc tout naturellement formulé :

1° Chacun contribue selon ses désirs et ses moyens à la lutte.

2° A la paix chacun s'engage à faire triompher les intérêts de son allié.

Hors de ces bases larges et logiques, je ne vois pour nous rien de digne ni de noble. Il ne sied ni à Votre Majesté ni à moi de discuter sur des mots ou sur des interprétations différentes. Tout doit être entre nous net et franc, comme il convient aux souverains de deux grandes nations. J'espère que Votre Majesté comprendra ce langage et que, sauf la rédaction, elle voudra bien accueillir les idées que je lui soumets.

Je dois ajouter que, d'après les nouvelles que j'ai reçues du Piémont, il paraît que la guerre éclaterait vers le mois de mai prochain.

J'ai été très heureux de revoir le grand-duc Constantin. Le roi de Piémont lui avait fait quelques confidences, mais je ne lui ai rien dit de positif et il m'en a coûté cependant de ne pas ouvrir mon cœur à un prince que j'aime et que j'estime sincèrement.

Je prie Votre Majesté de croire aux sentiments de sincère amitié et de haute estime avec lesquels je suis de Votre Majesté Impériale le bon frère.

NAPOLÉON.

Le prince Napoléon au prince Gortschakoff

Paris, le 23 décembre 1858.

Prince,

M. le baron de La Roncière a remis à Sa Majesté l'Empereur des Français la lettre de Sa Majesté l'Empereur de Russie et lui a rendu compte du développement que l'empereur Alexandre a bien voulu lui donner. M. de La Roncière m'a remis également votre lettre ainsi que votre contre-projet. J'ai soumis le tout à mon auguste cousin et j'ai pris ses ordres pour vous répondre.

L'empereur Napoléon a été touché de la lettre de l'empereur Alexandre, dont il partage entièrement les vues générales. Son but est, si la guerre éclate, de la limiter autant que possible à l'Italie et ses efforts tendront toujours à ce but.

L'Empereur des Français a trouvé, en outre, un motif de satisfaction dans l'appréciation qu'il a pu faire de l'entière franchise avec laquelle vous vous exprimez. Mais je ne dois pas vous cacher que Sa Majesté a été un peu désappointée de votre contre-projet. En effet, l'Empereur croyait que tout l'avantage du traité qu'il vous proposait était de votre côté, car la Russie trouvait l'occasion de relever son influence en Europe, d'augmenter son territoire, d'amoindrir la maison d'Autriche, de cimenter avec la France une alliance presque indestructible, et tout cela, au prix, non d'une déclaration de guerre, mais d'une simple rupture de relations diplomatiques.

La France au contraire risquait une grande guerre et ses avantages se bornaient à modifier les traités de 1815, en se créant un allié en Italie, en affaiblissant l'Autriche et enfin à avoir un faible accroissement de population de six à sept cent mille habitants.

Vous n'avez pas cru pouvoir accepter cette proposition, et vous avez répondu par un contre-projet que nous ne rejetons pas dans son ensemble, mais qui n'a plus, il faut bien l'avouer, les mêmes avantages. Permettez-moi de le discuter. Votre contre-projet éloigne toute prévision de rupture de relations entre la Russie et l'Autriche, il se borne à promettre de reconnaître ce qui aura été fait en Italie. Il stipule, par son article VII, que non seulement la France vous appuiera pour modifier le traité de Paris, mais encore, ce qui est impossible, que dès aujourd'hui, elle abandonne la garantie qui lui incombera vis-à-vis de ses alliés pour l'exécution de ce traité.

L'empereur Napoléon doit rester fidèle aux engagements qu'il a contractés, jusqu'à ce que les événements l'en affranchissent.

De plus, les articles VIII et IX devraient être évidemment d'une parfaite réciprocité. La France vous garantit d'une façon générale (art. VIII). La Russie ne nous garantit (art. IX) que d'une attaque contre nos frontières quand notre armée sera en dehors et opérera en Italie !

Certes, la neutralité bienveillante de la Russie n'est point à dédaigner pour nous; cependant nous craignons que l'armée russe réunie sur les frontières de Galicie ne remplisse pas le but que nous nous proposons, tant que la cour de Russie aura un représentant à Vienne.

L'exemple que vous citez de la conduite de l'Autriche vis-à-vis de la Russie dans la dernière guerre est justement ce que nous redoutons et voudrions éviter. L'Autriche n'a pas immobilisé un seul soldat russe en occupant la principauté. Elle vous a permis d'envoyer toute votre armée du Danube en Crimée avec plus de sûreté que vous ne l'auriez fait si les Turcs étaient restés en face de vous. Et quels ont été pour l'Autriche les résultats de cette conduite double? Elle s'est attiré à juste titre l'inimitié des deux parties. Ce n'est pas là, je crois, un exemple à suivre.

Pourquoi omettre la clause pour la Hongrie, qui se réduisait à dire dans le traité ce que vous me dites dans votre lettre dont je copie la phrase : « L'Empereur a déjà déclaré qu'il n'accordera aucun secours quelconque à l'Autriche; si des revers en Italie amenaient le renversement de l'état actuel des choses en Hongrie, nous ne contesterions pas les faits accomplis »?

En supprimant cet article, la présence de votre armée sur vos extrêmes frontières peut paralyser tout mouvement des armées de l'Autriche, si nous ne pouvons leur dire : « Ne craignez rien de l'armée russe, elle ne sera pas contre vous et l'empereur Alexandre ne s'opposera pas à ce qui se fera en Hongrie. »

Dans cette situation, qu'y a-t-il donc à faire?

Les deux souverains sont d'accord sur tous les principes, sur le but. Ils ne diffèrent que sur le rôle que la Russie doit et peut jouer. Chacun envisage les intérêts de son pays et doit y penser avant tout.

Nous vous proposons donc de stipuler les points sur lesquels nous sommes d'accord en fixant un simple traité de neutralité. Quant à la conduite de la Russie plus ou moins hostile contre l'Autriche, nous nous en remettons à l'empereur Alexandre, qui fixera ce qu'il croira bon et utile pour rester fidèle à la parole donnée.

Mais, dans ce cas, l'Empereur ne peut promettre de s'affranchir du traité de Paris. Tout ce qu'il peut promettre, c'est de saisir la première occasion favorable pour tâcher de faire revenir de plein gré les grandes puissances sur les articles de ce traité que vous considérez comme portant atteinte à la souveraineté de l'empereur de Russie dans la mer Noire.

Ces raisonnements ont décidé l'empereur Napoléon à me donner l'ordre de vous proposer un traité de neutralité pour lequel je me suis étudié à reprendre votre propre rédaction.

D'après ce que vous m'écrivez de la bonne impression que le baron de la Roncière a faite, je le renvoie porteur de ces dépêches ; c'est un homme de confiance, loyal et parfaitement au courant.

Permettez-moi, prince, d'insister personnellement auprès de vous pour que notre négociation aboutisse. Avec des intentions si modérées, si franches, si aimables des deux empereurs, il serait bien fâcheux qu'ils ne puissent pas s'entendre sur la rédaction d'un traité pour la question italienne qui est une cause permanente de désordre et de trouble pour l'Europe, qui, tôt ou tard, créera des embarras d'autant plus grands qu'on ne se sera pas entendu pour les conduire et les surmonter.

L'empereur Napoléon ne veut pas la guerre, mais il la prévoit imminente ; s'il est forcé par les événements d'entrer en campagne, il eût voulu dès à présent en assurer les conséquences pour ses alliés et en préparer le succès pour ses armées.

Je me souviens de notre conversation à Stuttgart en 1853 : qu'il n'en soit pas ainsi cette fois encore ! Nous nous parlons sans aucune arrière-pensée le langage de la vérité et des intérêts. Que cette conduite aboutisse, c'est mon plus cher désir.

Recevez, Prince, l'assurance de ma haute considération.

NAPOLÉON (JÉRÔME).

Le nouveau projet, outre le préambule qui ne changeait pas, conservait l'esprit et les dispositions essentielles des précédents : neutralité bienveillante de la Russie, concentration d'une armée sur les extrêmes gauches de Galicie, agrandissement de la maison de Savoie, sous réserve des droits des souverains qui n'auraient pas pris part à la guerre ; mais certains articles prenaient un caractère assez vague. La France promettait d'appuyer la demande en revision des articles du traité de Paris « qui portent, aux yeux de l'empereur de Russie, atteinte à ses droits de souveraineté dans la Mer Noire ». Surtout les clauses relatives aux démarches auprès de l'Angleterre et de la Prusse perdaient beaucoup de leur précision :

« Les deux Empereurs s'engagent à expliquer la situation qui naîtra de la guerre entre la France et l'Autriche à leurs alliés respectifs et à leur faire comprendre que cette lutte ne peut être préjudiciable aux intérêts des grandes puissances neutres dont l'équilibre ne sera pas modifié. »

La Roncière, retardé par les neiges, atteignit Saint-Pétersbourg le 2 janvier 1859 seulement. L'empereur Alexandre se montra très touché de la lettre de Napoléon III, mais la négociation fut entravée par Gortschakoff. Néanmoins, le 11 janvier, La Roncière télégraphiait :

« Saint-Pétersbourg, 11 janvier 1859.

« J'ai vu l'empereur Alexandre. Tout à fait déterminé. Je rapporte une lettre très nette de l'Empereur, mais un traité qui l'est moins. Tout possible avec l'Empereur, tout épineux avec Gortschakoff. Je pars demain. »

Nous n'avons ni le texte de cette lettre, ni celui du traité, qui, au dire d'Émile Ollivier dans *l'Empire libéral*, fut signé entre les deux souverains.

Ernest d'Hauterive.

LES PRINCIPES CRITIQUES DE TAINE

I

RACE, MOMENT, MILIEU

Tout se tient chez un Taine. Pour comprendre la méthode et les vues, si nouvelles en son temps, si discutées encore aujourd'hui, qui ont dirigé ses travaux de critique et d'histoire, il faut rappeler les principes premiers de sa pensée. Du *Tite-Live* jusqu'au dernier volume des *Origines*, une idée l'organise tout entière. Aussitôt que son esprit a commencé de s'ouvrir, — vers la dix-huitième année, — elle y est apparue. Elle était comme incluse dans son germe, mais elle s'est trouvée portée par le mouvement général de l'esprit européen, à ce moment de l'histoire où, par le développement inouï des sciences, par l'éclosion de toutes sortes de sciences nouvelles, s'établissait l'autorité de « la Science » ; et cet accord en a fait l'élan et la continuité.

L'idée, dans sa simplicité première, c'est d'abord que, dans l'univers, tout fait sort nécessairement d'une cause ; c'est ensuite une définition de la cause dont tout va dériver, toute conception de l'univers naissant de ce qu'on entend par cause (1). Pour Taine, la cause d'un fait est dans les faits plus simples et généraux qui s'y rencontrent, et c'est logiquement

(1) *Les Philosophes classiques du XIXe siècle en France*, préface.

qu'il en procède. Découvrir, démêler ces éléments générateurs, faire apparaître cette relation, c'est comprendre et c'est expliquer. Taine avait au plus haut degré le besoin de comprendre ; en tout sujet, son esprit, d'un mouvement naturel, aspirait à l'explication, et c'est pourquoi il eut la religion de la science. Elle part des faits, elle se vérifie par les faits, et l'on sait l'importance qu'avaient à ses yeux les faits bien observés. Mais le grand intérêt pour lui de la science, c'est qu'elle ne se borne pas à les collectionner; elle a pour fin d'en saisir les rapports, ces rapports constants et nécessaires qu'elle appelle les lois. Aussitôt que nous voyons ces rapports, nous comprenons. Car le lien entre les choses est un « intermédiaire explicatif ». Les lois sont vraiment les *raisons* des choses; leur nécessité est d'ordre logique. Pour Taine comme pour Hegel, qu'il a tant étudié, le fond de la nature est une logique, la même que celle de l'esprit, et c'est pourquoi l'esprit guidé par la méthode l'y retrouve. L'univers est intelligible, et la science peut atteindre à des certitudes.

On objecte que par cette affirmation, qui pose le réalisme, il se contredit, — une de ses thèses, tout idéaliste, étant que nos sens ne voient pas le réel en lui-même, et que nos sensations sont des hallucinations. Mais il n'a pas dit seulement : hallucinations, il a dit : hallucinations vraies. Ce qui signifie que si la représentation diffère de l'inaccessible chose en soi, elle y correspond, que l'ordre de nos représentations répète l'ordre des choses. S'il y a dans une autre planète une race d'êtres intelligents, mais autrement construits que nous, très probablement leurs perceptions diffèrent des nôtres, mais les rapports entre leurs perceptions, et par suite entre leurs idées, doivent être comme les rapports entre les choses. Pour passer, par exemple, de leur conception du système solaire à la nôtre, il suffirait d'en traduire, comme un vocabulaire étranger, tous les termes par les nôtres. Les termes sont tels ou tels; ils dépendent de la nature du sujet, mais les rapports étant ceux des choses, lui sont imposés par les choses. Or, ce sont ces rapports qui font l'objet de la science. Seuls ils importent, car ils sont l'ordre et la structure de ce monde où les sens et la conscience n'aperçoivent que les tranches arbitraires qu'ils découpent dans la trame continue de l'être. Tant que nous regardons la nature par l'observation seule, nous n'en voyons

que des *coupures* (Taine use de ce mot qu'emploiera à son tour M. Bergson). Nous n'en avons qu'une idée provisoire et illusoire. Elle est une tapisserie où nos yeux intéressés voient des images distinctes, mais dont la réalité est le fil logique et continu des lois. Ce fil, la science s'efforce de le débrouiller et de le suivre (1).

Le monde a deux aspects, l'un physique, l'autre moral, qui se correspondent comme un envers et un endroit. Probablement l'événement intérieur, moral, c'est l'événement même, dont l'extérieur ou le physique n'est que l'apparence, et l'esprit sous toutes ses formes, depuis les plus simples ou sensations élémentaires, est « le type de l'existence ». Parmi les divers ordres de faits qui composent la face morale de la nature, le plus complexe de tous est l'histoire, au sens le plus large du mot : histoire de l'homme, de ses civilisations, de ses sociétés, de ses productions spirituelles ou matérielles. Le premier facteur en est la structure générale de l'esprit, gouverné lui aussi par des lois rigoureuses. C'est pourquoi l'œuvre centrale de Taine, celle qu'il a toujours voulu faire, la seule, nous disait-il un jour, dont le sujet ne fût pas né des circonstances, est une psychologie.

De ces principes, la méthode suit, et de si près qu'elle s'y confond. Les critiques ne se trompaient guère, qui parlaient de son système, quand il ne parlait que de sa méthode. Celle-ci est la démarche naturelle de son esprit, comme ses principes sont, définies, les vues générales que son esprit prend naturellement du monde. Dès sa première année d'École normale, elle apparaissait à ses camarades comme son grand trait personnel. Aujourd'hui encore, pour le public, Taine, c'est sa méthode, plus encore peut-être que sa pensée, et tout le reste de son génie. En lui se vérifie son idée de connexions entre tous les caractères d'une œuvre et d'un talent. « Ce qu'on appelle un talent original, c'est une méthode pour penser et imaginer — méthode que l'auteur ne pourrait pas toujours expliquer, qu'il pratique involontairement. C'est un procédé inné. »

Mais chez Taine tout se liait logiquement : son idée de l'ordre des choses commandait l'ordre de ses idées.

(1) Stuart Mill, *Histoire de la Littérature anglaise*, vol. V.

* * *

La logique assemble, la méthode conduit les idées; elles ne les donnent pas. En général, un travail de pensée les a préparées, qui, souvent, n'a pas semblé aboutir; mais il s'est continué dans le dessous obscur de l'esprit, et, soudain, on dirait que les idées se donnent d'elles-mêmes. C'est au moment où l'on a cessé de les chercher qu'elles apparaissent. Chez Taine leur production était si spontanée qu'il croyait presque inutile de les chercher. Il orientait son travail, ses lectures dans un certain sens : tout d'un coup, il les voyait, quelquefois par ensembles, et dans un si brusque éclair que, sentant qu'elles pouvaient s'évanouir aussi vite qu'elles avaient surgi, il se jetait sur un crayon pour les noter tout de suite. C'est le matin, surtout, au moment où il s'habillait, nous disait-il un jour, que ces visiteuses venaient le surprendre et l'émouvoir.

On reconnaît le libre et puissant procédé de l'esprit qu'on nomme intuition. Ces rapides et profonds aperçus, il ne se fût pas permis de les présenter tels quels, à l'état discontinu, au lecteur. Comme il les mettait en forme dialectique, à la façon du mathématicien qui traduit et développe en théorème une soudaine et confuse divination, comme il ne se lassait pas de les vérifier, comme, enfin, bien qu'ayant dit, et avant tout autre, à propos de Michelet, de Carlyle, la valeur et la portée de l'intuition, il n'était pas « intuitionniste », on en conclut aujourd'hui que cette sorte de vue lui manquait. Elle est à l'origine de toutes ses idées et théories, comme en témoignent les notes où elles apparaissent sous leur forme initiale (1). Intuition de penseur, et, de plus, intuition d'artiste qui tend à reproduire en soi toute chose vivante qui l'intéresse, et à en répéter intérieurement la tendance et les rythmes. C'est ce don, manifeste en lui dès l'adolescence, qui lui a permis, en un temps où l'on ignorait tout en France de la littérature anglaise, de comprendre, d'aimer des génies aussi différents de lui-même, aussi différents entre eux qu'un Spenser et un Bunyan, qu'un Carlyle et un Tennyson. Ce pouvoir, il l'a défini, dans son essai sur Michelet, une sympathie imaginative, — imitative, dit-il aussi

(1) Voir quelques-unes de ses notes dans les appendices de la *Correspondance* (vol. III).

dans des notes de 1858 sur la psychologie de l'artiste (1).

La sympathie, a-t-il dit, est la source de l'intelligence. De cette faculté est issue la conception qui gouverne toute son œuvre de critique et d'historien. A l'inverse de ce que l'on imagine en général, loin que chez lui l'artiste soit né de la volonté du penseur s'efforçant de prêter à ses thèses les prestiges des images, c'est l'artiste, sensible aux harmonies de la vie, qui a donné au penseur sa philosophie de la critique et de l'histoire. Cette philosophie, on peut dire qu'elle est la traduction dans l'esprit du penseur d'un sentiment qu'il a connu, chaque fois qu'il étudiait un écrivain, une œuvre, et les voyait dans leur milieu, celui de relations secrètes, de subtiles correspondances entre toutes les parties de son sujet. Regardant de plus près, il avait aperçu que celles-ci se lient autour d'une « force ou d'une qualité principale », en se reliant à toute la vie environnante. Une multiplicité dont tous les éléments contiennent le même principe d'unité, avait-il défini la vie dans une de ses notes de jeunesse.

Chaque fois aussi qu'il avait étudié un âge, un ensemble historique, des liaisons de même ordre s'étaient révélées. Par exemple, entre « une charmille de Versailles, un raisonnement philosophique de Malebranche, un précepte de versification chez Boileau, une loi de Colbert, une sentence de Bossuet sur la royauté, si infranchissable que semble la distance », il avait senti des analogies et des concordances. C'est ici le sens tout intuitif et délicat des styles, l'instinct qui découvre un profond caractère commun, la marque d'un même esprit, c'est-à-dire une qualité qui tient de l'essence, en des choses où les yeux ordinaires n'aperçoivent que des différences.

(1) Cf. le chapitre sur Carlyle de l'*Histoire de la Littérature anglaise*, vol. V : « Les choses ne sont point mortes, elles sont vivantes ; il y a une force qui produit et organise le groupe, qui rattache les détails à l'ensemble, qui répète le type dans toutes ses parties. C'est cette force que l'esprit doit reproduire avec tous ses effets ; il faut qu'il la sente par contre-coup et par sympathie... qu'elle se développe en lui comme elle s'est développée hors de lui, que la série des idées intérieures imite la série des choses extérieures, que l'émotion s'ajoute à la conception, que la vision achève l'analyse, que l'esprit devienne créateur comme la nature. Alors seulement nous pourrons dire que nous connaissons. »

A propos des esprits capables de ce genre de vision :

« Après avoir fouillé violemment et confusément dans les détails du groupe, ils s'élancent d'un saut brusque dans l'idée mère. Ils le voient alors tout entier, ils sentent les puissances qui l'organisent : ils le reproduisent par divination »... (*Ibid.*).

Regardant les productions de divers siècles, de divers peuples, des écoles d'art, des littératures, des formes politiques, et retrouvant toujours ce sentiment, il avait généralisé, arrivant à cette conclusion que dans le monde moral, — qu'il s'agisse d'une âme individuelle, d'une époque ou d'une civilisation, — les faits se présentent par groupes dont chaque élément appelle harmoniquement les autres; parce qu'en tous se répète et agit une certaine « idée » ou tendance générale, dont on peut chercher les conditions. Telle était la forme analytique et déterministe qu'avait prise chez lui cette conception des développements et des ensembles qu'il a donnée comme le grand trait de la pensée européenne au XIXe siècle, et comme une dérivée de la notion allemande de la nature. « L'histoire est le dernier développement de la nature. »

Partant de ces vues, il avait commencé, dans sa dernière année d'École normale, d'élaborer une philosophie de l'histoire. En 1851 et 1852, dans sa solitude de province, il en avait développé le détail. On peut suivre les grandes lignes de ce travail de pensée, d'où sont sorties les formules qu'il devait plus tard développer dans l'introduction à *l'Histoire de la Littérature anglaise*. En deux mots, tous les grands ordres de faits d'une civilisation, — religion, culte, philosophie, science, littérature, institutions politiques, — lui paraissaient composer, à chaque moment, un système, réductible lui-même à un certain système de représentations ou de définitions (de Dieu, de la nature, de l'idéal, de l'homme, de la société, de la famille), dont chacune dépend des autres, et toutes à la fois de la plus générale de toutes, l'idée du monde et de son principe, en sorte que si la notion primordiale varie, tout le système de la civilisation varie. La Renaissance, la Réforme, après le Christianisme du moyen âge, l'empire présent de la conception scientifique et évolutionniste, après le règne classique de la raison, lui paraissaient des exemples de tels changements.

Creusant davantage, il avait observé que cette essentielle idée ne se présente jamais à l'état pur, et qu'elle n'est jamais une donnée dernière. Suivant sa méthode, considérant des cas différents, il l'avait vue naître, tantôt du développement de l'idée précédente, tantôt d'une situation politique, tantôt de nouvelles circonstances de vie, tantôt d'une intervention du dehors. Surtout, il en avait vu les aspects et les effets divers

soumis aux modes habituels, en chaque peuple, du penser et du sentir : il ajoutait : à ceux du vouloir, car il faut tenir compte de la tendance de l'idée à se réaliser en actes, tendance qui n'est pas la même chez un Hindou et chez un Japonais, chez un Anglais et chez un Russe, non plus que la coordination des actes. Car, entrant dans le système psychologique qu'est à chacune de ses époques l'esprit particulier d'un peuple, elle le modifie en même temps qu'elle en est modifiée : par exemple, la Renaissance, la Réforme, la notion classique de raison se manifestent et agissent différemment en France et en Angleterre. En dernière analyse, de ces variations de l'esprit régnant vont dépendre, à chaque époque d'une société, ses institutions, ses idées, ses mœurs, ses œuvres, en sorte que son histoire se ramène à celle de son esprit, dont l'expression la plus directe est sa littérature.

Tel est le principe qui a toujours dirigé Taine, celui qui s'explique et s'applique plus rigoureusement qu'ailleurs dans son grand ouvrage sur la littérature anglaise. L'histoire, comme la critique, est avant tout psychologie. A travers toutes les singularités des individus, à chaque moment d'une nation, certains types dominants de pensée, de sentiment, d'activité pratique, se traduisent dans tous les domaines de la vie sociale. Si dissemblables que soient les faits considérés, « chacun d'eux est une action de cet homme idéal et général autour duquel se rassemblent toutes les inventions, toutes les particularités de l'époque; chacun a pour cause quelque inclination ou idée du modèle régnant. Dans la religion, dans la philosophie, dans la littérature, dans l'art, dans la politique, c'est « le même personnage central », c'est « le même esprit, le même cœur qui a prié, pensé, senti, imaginé, agi ». D'où, en chaque siècle, les dépendances réciproques de ces formes de la civilisation, et leurs développements solidaires, qui font l'unité de l'ensemble, toute altération de l'une correspondant à une altération des autres, puisque, si l'une change, c'est que l'esprit qui agit en toutes a changé.

Ainsi, dans le monde moral, rien n'est isolé, séparé; dans une société comme dans une âme, les faits composent des groupes, et ceux-ci, comme leurs éléments, dépendent les uns des autres, parce que, en tous, la même force intérieure qui les assemble est à l'œuvre. Suivant cette idée, que Renan, de

son côté, mais de façon bien moins précise, a énoncée, vers 1848, dans le grand travail qu'il devait garder si longtemps en portefeuille, le jeune philosophe de Nevers et de Poitiers s'était demandé si les rapports qu'il sentait d'instinct, et qu'il découvrait, à l'analyse, entre les parties d'un même ensemble moral, n'obéissent pas à des principes constants. Des lois lui étaient apparues, et qui répétaient une à une, à un autre étage de la vie, celles qui régissent les corps organisés : d'abord, la plus générale de toutes, la première qu'il ait aperçue, celle des connexions entre « les diverses aptitudes ou inclinations d'un individu, d'une race, ou d'une époque »; ensuite les autres, que celle-ci contenait implicitement : loi du balancement organique, — le développement d'une faculté amenant l'appauvrissement des facultés inverses; loi de la subordination des caractères, — telle faculté d'un groupe ou d'un individu dominant les autres, fixant d'avance la direction de la vie et l'espèce des inventions; loi de l'unité de composition, — les mêmes facultés reparaissant sous des formes diverses, à des degrés divers de développement dans les civilisations différentes; principe de sélection, — « les individus, dans une société donnée, germant, s'épanouissant ou avortant selon que leurs tendances propres s'accordent ou ne s'accordent pas avec celles de la race et du siècle ».

C'étaient là des analogies profondes : elle s'expliquent, puisque, dans les deux cas, il s'agit de formes et produits de la vie. Dans les deux cas, Taine distinguait des types, des familles, des variétés. Dans les deux cas, l'objet lui apparaissait soumis « à une transformation spontanée et continue », effet combiné de la tendance héréditaire, des influences du dehors, et, à chaque instant donné, de l'instant précédent.

Ainsi l'histoire de l'esprit d'un peuple, son histoire essentielle, se ramène comme celle de toute forme vivante à celle d'un certain type et de ses variations successives, lesquelles répondent aux changements du milieu. A cette conception qui s'exprime par le détail en 1863, il était arrivé dès 1850. Dans le langage abstrait de sa jeunesse, il avait alors noté comme principaux facteurs de l'histoire « le caractère, qui se transmet avec le sang, l'idée ou état de la pensée d'un peuple, qui s'exprime par sa définition de l'être », et dont les changements distinguent ses moments successifs, et, enfin, « le milieu de la civilisation ».

Dans les pages liminaires du grand ouvrage où il entreprend de suivre le développement d'un esprit national dans une littérature, c'est-à-dire dans celui de ses produits qui en montre le mieux tous les avatars, la théorie, indiquée déjà dans le *Tite-Live*, le *La Fontaine* et *les Philosophes classiques*, déploie tout son détail, et prend sa forme définitive. On la réduit généralement à cette formule célèbre, et qui a fini par entrer dans la langue : race, milieu, moment. Arrêtons-nous pourtant à ces trois mots, plus souvent cités, peut-être, qu'ils ne sont compris.

Lorsque Taine, en 1863, parle de la race, il entend ce qu'il désignait en 1850 par « le caractère qui se transmet avec le sang » : un ensemble de « dispositions innées et héréditaires », ordinairement jointes à des caractères marqués de tempérament et de constitution physique. Rien de mystérieux en cet élément : c'est un acquis très ancien et fixé, l'effet prolongé en des temps primitifs des circonstances de lieu et de climat, bien plus inévitables et pressantes aux temps antérieurs à la civilisation. En de longues suites de générations, que ces conditions astreignaient à des modes invariables de vie et d'action, un certain système fondamental d'aptitudes et d'instincts a fini par se constituer.

Le milieu, c'est l'ensemble des circonstances auxquelles un peuple est soumis. Les unes, permanentes comme le climat, ont produit leur effet durable, les autres, qui changent, en obligeant, chaque fois, les hommes à réagir et s'adapter, ont pour effet d'ajouter au fond ancien une série de caractères variables. C'est telle situation générale, celle de Rome à sa naissance, de l'Angleterre au lendemain de la conquête normande, de la France à la veille de la Révolution; c'est tel ensemble de découvertes et d'inventions, qui modifie, comme au commencement de la Renaissance, comme à l'époque actuelle, les points de vue, les habitudes mentales et pratiques, les relations de l'homme avec la nature.

Et le moment, en prenant le mot au sens qu'il a en mécanique, c'est l'impulsion acquise, la poussée du passé sur le présent, l'action sur les âmes, et par conséquent sur les œuvres de tout l'état antérieur. C'est donc aussi, au sens ordinaire du mot, l'instant considéré, le point atteint par l'esprit d'un peuple dans son devenir; et cette vue, comme l'idée plus géné-

rale qui ramène toute l'histoire à celle des âmes, se rattache peut-être à celle de Hegel sur le mouvement de l'esprit, ultime réalité qui se développe d'elle-même en une suite de temps distincts. Mais, ici, le développement est toujours tenu pour explicable, chacun des temps déterminé par des facteurs que l'analyse peut atteindre, — et c'est là l'élément français, cartésien, de la théorie.

Voilà donc, suivant Taine, les trois grandes forces, toujours et partout présentes, dont les accords et les interférences dirigent, en chaque société, à travers les millions d'individus successifs, le courant de l'histoire. Ici encore, on reconnaît sa notion de la cause. Ces caractères de race, de moment et de milieu, toujours présents dans la religion, la philosophie, la littérature, les arts, l'état social d'une nation, ce sont bien des faits simples et généraux contenus en des faits particuliers et complexes. Ce sont bien des abstraits, des données élémentaires, avec lesquels, si l'on pouvait embrasser en leur innombrable détail, chiffrer et calculer l'ensemble de leurs conséquences, on reconstituerait par déduction toutes les parties solidaires de chaque civilisation : il l'a écrit en propres termes. L'opération n'est impossible que parce qu'elle serait infinie. On sait bien que le volume, le mouvement et le dessin d'une vague de la mer dépendent de la marée, du vent, de la configuration de la côte et des fonds : mais qui donc en calculera pour chaque instant les forces, les équilibres et les positions ?

Le même principe commande sa critique et la met au service de l'histoire. En chaque œuvre, en chaque sorte d'œuvres d'un grand individu, — artiste, poète, romancier, penseur, — un certain caractère général apparaît, effet d'une certaine disposition d'esprit fondamentale. Là aussi, et ce n'est plus une métaphore, c'est le même homme qui a senti, pensé. Dans toutes ses façons de penser et de sentir, l'analyse distingue deux sortes de traits, les uns qui n'appartiennent qu'à lui, les autres qui lui sont communs avec la plupart des écrivains et artistes de son époque. On a souvent dit que Taine négligeait les premiers, les plus intéressants du point de vue de la critique littéraire; mais on ne l'a pas moins accusé, quand on attaquait sa théorie de la faculté maîtresse, de trop les définir et les construire. On comprend d'ailleurs que l'historien-philosophe s'attache surtout aux seconds, généraux, et qui

manifestent un de ces moments de l'esprit d'un peuple ou d'une race dont il suit les développements. Si originaux, si dissemblables que soient un Boileau, un Racine, un Bossuet, on reconnaît en tous trois les caractères français, et, de plus, ceux d'un siècle où le triomphe d'une monarchie centralisante, la majesté d'une Cour qui formait les nobles à la vie de salon, l'empire général des bienséances, concordaient avec le règne de la raison oratoire et des nobles symétries classiques. Comment agissent sur un talent les grands facteurs historiques, quelles inflexions ils imposent à la tendance naturelle d'un talent, voilà ce que Taine s'est proposé de montrer en chaque écrivain et artiste qu'il étudiait, et son dessein lui a donné sa méthode.

***

Cette conception de l'histoire et de la critique a été fort discutée. Tous les reproches qu'on a pu lui adresser se trouvent réunis et produits avec conviction dans un livre bien connu de tous ceux qui, aujourd'hui, s'occupent de littérature anglaise. Le point de vue auquel Auguste Angellier s'est placé pour écrire son grand livre sur Burns est précisément l'opposé de celui de Taine. Au chansonnier si vif, dont l'œuvre essentielle tient en un volume que l'on glisserait dans sa poche, il a consacré un livre de plus de mille pages, de grand format, et d'impression serrée. Poète, lui aussi, et si sérieux, si sensible, et riche en expérience réfléchie, à cette monographie il a travaillé pendant plus de dix ans. A ses yeux, son sujet, qu'il avait élu d'amour, a pris peu à peu les proportions d'un monde, et, en effet, tout individu est un microcosme dont on n'a jamais fini de décrire les moments et les aspects, — et moins encore si, à une telle étude, l'écrivain veut ajouter, avec un commentaire moral, ses vues personnelles sur la vie. Tout est dans tout, mais l'art est dans la limite, et la critique ainsi comprise s'expose au reproche que l'auteur de ce grand travail adressait à l'entreprise de Taine, de ne pas relever de l'art et de ne pouvoir se terminer. Surtout, sa minutie réduit sa portée. Le champ d'une loupe se rétrécit dans la mesure où s'agrandit l'image. Cet inconvénient, le biographe de Burns l'a reconnu dans cette conclusion de son livre où, en dix pages, il se propose, je ne dis pas d'expliquer la genèse et le génie de son personnage, mais d'en évoquer enfin toute la figure, et de la

situer. A regarder si longtemps et de si près l'objet, on l'a grossi « et, de plus, avoue-t-il, on l'a isolé, et durant cet isolement tous rapports disparaissent » (1). Et ce ne sont pas seulement les rapports avec le dehors, avec les grands mouvements de l'époque, mais, ce qui est plus grave, les rapports de ces parties entre elles, ceux qui décident sa forme et sa structure. Par excès d'attention aux détails successifs, chaque imperceptible trait de l'homme et de l'œuvre est apparu séparément. Il est tard, quand, après une exploration si prolongée, on prend du recul pour tout embrasser à la fois.

Comment un critique aussi pénétrant n'a-t-il pas vu qu'il est plusieurs sortes de critiques? Son tête-à-tête avec le poète favori s'était trop prolongé. A la façon des amoureux, il avait trop passionnément scruté la singularité mystérieuse d'un visage dont la nature n'a jamais produit tout à fait le pareil, qu'elle ne répétera jamais tout à fait, pour concevoir qu'on peut regarder autrement une grande figure, se demander ce qu'elle signifie d'une race, d'une époque, des courants ambiants de sentiments et de pensée, en noter, à côté des traits individuels, les caractères spécifiques. Limité au terrain qu'il avait choisi d'habiter pour en mieux explorer tous les accidents, il oubliait qu'une carte à grande échelle a aussi sa raison d'être, et que si la petite échelle montre un détail qu'on ne voit pas dans la grande, celle-ci montre des rapports qui n'apparaissent pas dans la petite.

Taine, formé peut-être par Hegel à l'idée du relatif, et par là plus profondément critique, admettait les divers points de vue. Défendant le sien dans la première préface des *Essais de Critique et d'Histoire*, il a tout dit de l'importance de l'autre. L'a-t-on jamais mieux défini que dans cette page où il salue en Sainte-Beuve, que ses adversaires lui opposent toujours, le maître du genre, l'artiste que sa jeunesse de poète et de romancier a préparé à percevoir « naturellement et de primesaut les plus légères nuances et les plus fragiles attaches de sentiment; le psychologue à qui la finesse française, la délicatesse parisienne, l'érudition du XIXe siècle, l'épicurisme de la curiosité, la science de l'homme et des hommes, ont composé un tact exquis et unique »? Ce maître si doué, si bien muni, pouvait

(1) *Robert Burns*, par Auguste Angellier. Vol. II, *Conclusion*.

« entreprendre pour des lettrés et des délicats une galerie de portraits historiques ». Avec quelle sympathie compréhensive Taine nous le décrit ! « Il glisse autour de chaque personnage, variant la peinture à mesure qu'il varie, le montrant adolescent, jeune homme, homme fait, vieillard, à la Cour, à la guerre, sous ses habits, sous tous ses visages, — notant d'un mot une attitude, un geste, un air, revenant sur ses pas, nuançant ses premières couleurs de teintes plus légères, allant ainsi de retouches en retouches, sans se lasser de poursuivre le contour complexe et changeant, la frêle et fuyante lumière qui est le signe et la fleur de la vie, égalant enfin la mobilité du temps et de l'âme par le renouvellement de ses impressions et de ses esquisses (1) ». Peut-on prendre une vue plus complète d'un genre d'étude que l'on reproche à l'auteur de l'essai sur Balzac de n'avoir pas conçu ?

Seulement, à côté de l'art qui veut saisir le plus individuel et le plus mobile d'une âme et d'un talent, il croit possible une autre sorte de recherches.

« S'il est beau de faire voir un personnage, il est peut-être intéressant de le *faire comprendre*. Le raisonnement a le droit de décomposer ce que les yeux ont contemplé, ce que le cœur a senti... Les émotions et les pensées de l'homme sont liées, et cet enchaînement mérite d'être observé. Dès lors, tous vos préceptes tombent : les règles qui gouvernent la peinture n'ont pas de prise sur l'analyse ; ce qui serait une faute pour la première devient un devoir pour la seconde. Vous développiez ; elle réduit. Vous poursuiviez des détails délicats ; elle recherche les grandes causes... Vous saisissiez au vol ces traits fugitifs qui font surgir dans l'imagination toute une figure ; elle s'attache à ces forces génératrices qui produisent dans la vie toute une série d'événements. Vous négligez beaucoup de points qui lui importent ; elle néglige beaucoup de points qui vous intéressent. Pour elle, le changement d'objet a changé le reste ; si l'on « trouve son but légitime, on ne peut lui interdire la voie qui mène à son but (2) ».

(1) *Essais de Critique et d'Histoire*, Préface de la première édition.
(2) *Ibid.*

* * *

Dans la conception de Taine, il faut distinguer deux idées. L'une est que les « choses morales ont des dépendances », et composent des groupes dont chaque partie appelle l'autre, ce qui fait leur structure. L'autre est qu'elles ont des conditions qui commandent leur genèse. En critique, s'occupant d'individus, cherchant à les expliquer, il a suivi surtout la première. En histoire, où il considérait des formes d'esprit générales et successives, et s'efforçait de montrer dans l'acte les causes qui le produisent, la seconde l'a dirigé. Dans le premier cas, il étudiait des faits d'ordre statique; pour reprendre une de ses comparaisons, il faisait l'anatomie d'une âme. Dans l'autre, il montrait à l'œuvre des forces dont le jeu constitue « la physiologie de l'histoire ». On a généralement confondu ces deux idées.

Par exemple, on paraît souvent croire que par la race, le moment, le milieu, Taine prétendait tout expliquer de l'individu, non seulement les caractères qui lui sont communs avec beaucoup d'autres, mais ses qualités singulières, et, par exemple, dans un génie, l'énergie extraordinaire de telle faculté. On triomphe alors en lui demandant comment les mêmes causes, agissant sur deux contemporains, et, par exemple, sur deux frères, ont donné la médiocrité de l'un et l'admirable don de l'autre.

L'auteur de l'*Intelligence* n'était pas si naïf que d'ignorer cette question. Lui-même parlait du « mystère du germe ». Il ne croyait pas possible de l'éclaircir. Non que la qualité individuelle de la graine échappe à l'empire des lois, mais elle naît d'un inextricable entremêlement de faits imperceptibles (1).

Cette impossibilité de l'analyse, c'est, pourtant, ce qu'on lui oppose toujours. « Si, dit Auguste Angellier, on demandait à un savant de rendre compte des causes qui ont donné à un grain de blé sa forme particulière, sa grosseur, son poids, sa

(1) « L'histoire rejette ces suppositions téméraires qui expliquent d'avance et d'un ton tranchant le caractère de Maximilien, de Charles Quint et de tant d'autres en combinant les qualités des cinq ou six races qui ont fourni les ancêtres. Les historiens devraient apprendre des naturalistes que ces lois sur les espèces, vraies lorsqu'on considère de grandes multitudes, sont au plus haut point douteuses lorsqu'on considère des individus, et qu'on discrédite son jugement en attribuant à des croisements de famille toutes les actions et tous les sentiments de l'homme que ce mélange a produits. » (Essai sur Michelet, dans *Essais de Critique et d'Histoire.*)

physionomie propre entre des millions de grains de blé, ne lui imposerait-on pas un problème insoluble ?

Certes, seulement la question que se pose un naturaliste est l'inverse de celle-là. Soit justement un champ de blé : parmi les milliers d'épis, il n'en est pas deux qui, vus de près, soient identiques. En voici un plus gros que tous ceux qui l'entourent; on peut le peindre, traduire ses nuances, son éclat, la richesse de ses grains; mais on peut aussi montrer qu'il est de telle variété, noter ce qu'il doit au terrain, l'effet sur sa croissance de la saison plus ou moins chaude ou pluvieuse. Pourquoi, par quel concours d'insaisissables circonstances, par quelles séries de causes et d'actions entrecroisées, une certaine graine a-t-elle donné cet épi extraordinaire, on n'entreprend pas de le chercher (1).

En un mot, Taine voulait *expliquer;* or expliquer, c'est toujours dégager du particulier le général. Bien entendu, tout l'individu ne se ramène pas à du général, il reste toujours un élément irréductible. Taine le savait si bien, que lui-même, en mainte étude, s'est attaché à faire saillir surtout, et parfois uniquement celui-là. Les essais sur Planat (2), sur M. de Sacy (3) sont vraiment des portraits. On voit l'homme, son visage, ses yeux, son geste et son expression habituelle. Il nous est montré dans son atelier, dans son bureau, dans l'habitat qu'il s'est fait, dans la rue, dans le monde...

Mais Taine s'intéresse surtout aux caractères généraux, à ce que les individus représentent d'une espèce. On a reproché à l'auteur de n'avoir montré dans son *Graindorge* que les Parisiens et les Parisiennes des salons, c'est-à-dire des Parisiens simplifiés par la convention mondaine. C'est que dans les salons de Paris, sous le second Empire, comme à la même époque dans les rues de Londres, il cherchait ce qu'il a cherché dans tous les pays et dans tous les siècles, les types et le personnage régnant. Les costumes, les perruques, les révé-

(1) Il nous écrivait en juillet 1880 : « On ne doit pas dire que l'époque produit l'écrivain... Chacun est né avec son tour particulier d'esprit... Si l'on veut définir un écrivain, il faut, comme les botanistes, indiquer le genre prochain et la différence spécifique, marquer le groupe auquel il appartient, en noter les traits communs, puis montrer en quoi il s'est distingué, quels sont ses caractères propres et personnels (*Correspondance, IV*). Cf. Lettre à Sainte-Beuve du 30 mai 1864 : « Je n'ai jamais eu l'intention de déduire l'individu... »

(2) « Marcelin », fondateur de *la Vie parisienne*.

(3) Dans les *Derniers Essais de Critique et d'Histoire*.

rences, les compliments en usage au temps de Louis XIV lui disaient un certain moment de la civilisation française. L'habit noir, la crinoline, les conversations, les expressions de visage qu'il notait dans les salons du second Empire lui en signifiaient un autre. Il regardait ses contemporains comme Planat lui avait appris à regarder les estampes, pour y trouver des indices d'une époque, de son esprit, de son *idée*, aurait pu dire son grave et plaisant M. Graindorge, ancien étudiant d'Iéna, et qui devait connaître aussi Hegel.

* * *

Une autre objection, plus spécieuse, porte sur la notion de race, à laquelle, négligeant ce que Taine a dit des influences si puissantes de moment et de milieu, on entend ramener toute sa conception.

Il est vrai : scientifiquement, le mot race, appliqué aux humains, ne désigne que les grandes variétés de notre espèce, celles que signalent des caractères définis et constants, comme le degré moyen de l'angle facial et la couleur de la peau. Ce que l'historien de la littérature anglaise entend par la race, a pourtant un sens fort clair. Il s'agit de races historiques, nationales, de ces aspects généraux, de ces façons d'être dominantes, qui distinguent un peuple aux yeux de ses voisins, que ce peuple lui-même, lorsqu'il prend connaissance de son passé, lorsqu'il voit sa place, sa personne et son rôle au milieu des autres, tend de plus en plus à s'attribuer, — et c'est l'idée la plus active du nationalisme moderne.

Il s'agit, en somme, de son esprit, un ensemble d'inclinations reconnaissables, dès l'origine, dans ses mœurs, ses institutions, sa littérature, ses arts. On note, par exemple, dans les poèmes anglo-saxons, une certaine grandeur sérieuse de l'imagination, un certain penchant au rêve de l'au-delà, une certaine sensibilité véhémente à la nature, et en même temps une grande puissance de volonté et d'action; on voit de bonne heure, dans l'histoire du peuple anglais, s'attester un goût très fort de l'indépendance, de la vie pratique et de l'entreprise personnelle, en même temps qu'un souci marqué des choses de la conscience. On voit la littérature, quand elle commence, au XVIe siècle, à se développer, traduire, en formes extraordinairement libres, beaucoup d'énergie tragique, une aptitude

singulière à la peinture des émotions morales, un sens profond du réel et particulièrement de la vérité des âmes, alliés à des puissances d'imagination, à une faculté presque visionnaire qui crée jusque dans le fantastique. La plupart de ces tendances, on les retrouve, dans les œuvres qu'inspira la Réforme protestante, mêlant leurs effets à ceux d'un milieu différent. De là des aspects nouveaux, mais c'est elles qui décident le caractère à part que prend, en Angleterre, cette réforme, en se faisant puritaine. Le moment change, l'âge classique s'établit, et quand le clair et calme rayon de la raison vient de France baigner les hautes régions de la société, le fond proprement anglais s'obscurcit, semble presque avoir disparu.

Il subsiste, pourtant, sous les régulières ordonnances imposées par l'esprit du temps, et si l'on regarde attentivement la littérature populaire, on y distingue encore sa présence. C'est le roman, chargé, comme l'essai, d'intentions morales et d'observations réalistes. C'est sa création la plus significative, ce Robinson Crusoé, d'âme à la fois pratique et mystique, et qui, peuplant sa solitude de son moi, de ses visions religieuses, de son opiniâtre activité, soumet à ses besoins la nature sauvage, et s'applique à se réformer soi-même. C'est aussi la poésie, penchée sur la nature et souvent tournée vers la méditation du mystère et de la destinée ; c'est la précocité du romantisme, dont l'Angleterre fut la première patrie. Et, plus profondément que tout cela, dans les obscurs dessous de la nation, c'est la renaissance de l'esprit évangélique, les ardeurs de la seconde Réforme, les crises spirituelles, les émois imaginatifs et nerveux, excités en des foules par l'apostolat d'un Whitefield et d'un Wesley, témoignant de la survivance des vieux instincts nationaux, durant cette période, pourtant la moins anglaise de la littérature nationale. Avec quelle force ils reparaissent, en combinaisons et proportions diverses, au XIXe siècle, de Wordsworth et Byron à Carlyle, à Ruskin, à Dickens, à George Eliot, aux deux Browning, à Hardy, à Kipling ! On ne les reconnaît pas toujours ; les actions du milieu, du moment, de même ordre que l'influence de la race, interfèrent avec les tendances originelles. Des véhémences de passion, une énergie et une sensibilité du moi qui se déployaient, au XVIe siècle, en turbulences de gestes, et se traduiront, au XVIIIe, sous des formes disciplinées et bienséantes, se répriment, dans la seconde moitié du XIXe, sous

l'empire d'un idéal d'origine aristocratique et d'une culture nouvelle qui prend pour valeur souveraine la volonté efficiente. Ce refoulement ajoute à leur tension intérieure, et de là, pour le drame et le roman, des thèmes et des effets nouveaux. De même, le souci de la conduite, l'intérêt aux questions de la conscience, qui a donné si longtemps au protestantisme des grandes sectes anglaises son âpre couleur et semblait indissolublement lié au culte de la Bible, se retrouve associé au fort sentiment de la loi, principe de la faculté politique anglaise, en des intellectuels affranchis de toute croyance religieuse, mais dont l'éthique, pour n'être plus qu'une esthétique, et demeurer toute personnelle et muette, n'en est pas moins rigoureuse (1).

C'est ainsi que tout se transforme par les effets du moment et du milieu qui changent, mais tout procède du passé, toujours présent sous le présent. L'esprit national décrit une courbe, imprévisible, parce que deux des forces qui le composent sont des variables, mais dont la portion accomplie révèle, à la lumière de l'histoire, ses éléments. De la courbe entière, le premier, la race, reste fixe. Mais, à chaque point du trajet, son action se compose avec celle des deux autres, en sorte qu'on ne voit qu'un mouvement. C'est un « abstrait » contenu dans le concret, et qui ne se dégage qu'à l'analyse.

***

Taine pouvait donc parler de ces caractères nationaux qu'il appelle race, et dire que, dans l'histoire morale d'un peuple, ils ne comptent pas moins que le milieu et le moment. Est-ce le réfuter que de soutenir qu'il s'agit là de traits incertains? — Plus on les considère, plus ils apparaissent avec précision : par exemple, à chaque génération française, la psychologie de l'Angleterre se révèle davantage, étudiée par des observateurs attentifs et de plus en plus familiers avec le peuple d'outre-Manche. Il est frappant de voir comme s'accordent, en s'enrichissant, leurs descriptions de l'esprit anglais, comme elles concordent avec celles qu'en donnent les Anglais eux-mêmes. Est-ce mieux le réfuter que d'opposer la part immense, chez tous les hommes, du fond généralement humain, aux caractères qu'ils ne tiennent que de leur groupe; — de dire, par exemple,

(1) Voyez par exemple les Dallisons dans *Fraternity* de Galsworthy.

que l'état de colère qui aboutit à un meurtre est le même chez un Français et chez un Arabe [1]? D'abord, la colère est un état pathologique, une rupture soudaine de la synthèse de tendances qu'est une âme en équilibre, et ce sont ces tendances, leurs proportions, leurs degrés différents dans les différentes races qu'il faut considérer, non le phénomène de rupture ou d'explosion qui, en effet, est partout le même.

Mais, surtout, le point de vue de Taine, — il l'a dit assez souvent, — est celui du zoologiste; il cherche les espèces, les variétés : elles se définissent par des traits distinctifs. En histoire, ce point de vue est légitime, et Taine ne fut pas seul à s'y placer. Ce qu'il a étudié dans la littérature anglaise, Renan l'a cherché dans la grammaire des langues sémitiques, concluant de leurs singularités à un type d'esprit propre aux sémites, dont il a suivi les effets, chez ces races, dans tous les ordres de productions spirituelles. Au XVIIIe siècle, Voltaire, Montesquieu avaient eu déjà le sentiment de ces différences. Au XIXe siècle, l'idée se répand et se définit. Chez les Allemands, elle a donné tous les travaux qui relèvent de ce qu'ils appellent *Völkerpsychologie*. En France, en combien d'œuvres on la retrouve, depuis l'*Allemagne* de Mme de Staël! Dans certains romans de Stendhal, dans ses *Chroniques italiennes*, mieux encore dans ses livres de voyage, elle se détaille avec une précision qui a produit des formules, et c'est pour l'avoir conçue de façon si claire, aussi bien que pour la vérité à la fois locale et générale de ses personnages italiens et français, que Taine a tant admiré l'auteur de *la Chartreuse*. Dans le dernier tiers du siècle, l'idée produit toutes les études d'histoire, de littérature, de droit et de religions comparées. Elle est si générale qu'elle inspire jusqu'à des poètes, comme Leconte de Lisle et Heredia. Plus vague, elle pénètre dans la conscience des peuples, excitant en quelques-uns la conviction de leur essence supérieure, de leur sang plus noble, et allumant des foyers de fanatisme.

Ce que l'on peut discuter de la conception de Taine, c'est la notion, secondaire, d'ailleurs, dans sa théorie, de la transmission des caractères nationaux par le sang. Plus probablement,

(1) Angellier, *loc. cit.*

ce qui fait leur durée, c'est un ensemble d'influences de l'ordre spirituel : suggestions réciproques des individus d'un groupe, prestiges qu'exercent les pères sur les fils, action plastique de l'école, soumission à l'idéal régnant, qui varie comme le réel, n'étant jamais que le type établi conçu dans sa perfection. A ces facteurs de la vie sociale, Taine faisait leur part quand il parlait des actions du milieu et du moment. Déjà, dans une note de 1850, il signalait le rôle important de « l'imitation » dans la transmission de ce qu'il appelait alors, en langage hégélien, « l'idée ». On peut seulement se demander si ce principe, que Tarde devait si profondément étudier, si l'empire de la tradition et l'instinct qui pousse les hommes d'une même société à se copier, à se « répéter » les uns les autres, ne suffisent pas à expliquer la genèse des types nationaux. Ne voit-on pas s'ébaucher des commencements de types toutes les fois que des hommes assemblés sont soumis à des modes communs de vie et s'influencent mutuellement?

Ainsi se forment, dès le séminaire, dès Saint-Cyr, ceux du prêtre et de l'officier, et ce ne sont pas seulement les esprits, mais les physionomies mêmes, qui présentent un certain caractère. A propos de la forme qu'imprime aux âmes le métier, Balzac parlait d'espèces sociales : seulement les influences déterminantes sont alors passagères. Supposez-les prenant l'homme à l'enfance, agissant durant toute sa vie, répétées sur des générations successives, précisées et fortifiées par une littérature, par un système d'éducation, supposez les familles du groupe se mêlant, s'entrecroisant durant des siècles, une « race » apparaîtra, d'autrant mieux définie et plus stable que le groupe est plus nombreux et plus fermé.

Ce que peut être l'action de la communauté sur l'individu, ceux-là le savent qui, ayant vécu dans leur jeunesse à l'étranger, se rappellent avoir senti leur être profond, leurs façons françaises de penser et de réagir, devenir autres sous les suggestions continuelles de l'alentour, altération peu durable, parce que bientôt le milieu natal les reprenait, mais qui peut persister, s'étendre jusqu'aux gestes, et la tenue du corps, jusqu'à l'expression habituelle du visage, si l'homme est de nature sensible, plastique, et s'établit définitivement dans le pays. De la profondeur possible de la transformation, chacun a connu des exemples. Pour faire œuvre de grand écrivain anglais, pour

créer des âmes aussi essentiellement anglaises que celles de ses marins, il faut qu'un Conrad, né Polonais, venu à vingt ans en Angleterre, l'ait subie de façon décisive. Il est un cas plus significatif encore : celui de ce Chamisso, Champenois de naissance, Français par tous ses ascendants, entraîné par l'émigration en Allemagne, et devenant Allemand au point de donner à son pays d'adoption des poèmes qui font maintenant partie du trésor national, notamment cette *Vie d'une femme*, que Schumann a mise en musique, où l'on peut reconnaître, non seulement la conception allemande de l'amour, du mariage, la nuance spéciale en Allemagne de la relation de l'homme et de la femme, mais les modes propres de la sensibilité allemande, c'est-à-dire une psychologie de « race, » comme celle dont Taine cherchait les indices dans les œuvres d'un Swift ou d'un Byron.

Probablement, ce qui fait la persistance de caractères moraux dans un groupe historique, c'est que, par sa masse même, le milieu s'entretient. Une fois établis, les courants d'idées, d'habitudes, qui régissent les millions d'individus d'une nation, tendent à se perpétuer. Que rien ne soit fixé à demeure, que seules les influences du groupe maintiennent les âmes orientées, polarisées dans un certain sens, c'est ce qu'on voit mieux qu'ailleurs aux États-Unis, où le phénomène apparaît en grand. La nature véritable d'une race nationale se révèle quand on voit des émigrants, aussitôt qu'ils s'intègrent vraiment dans la population de ce pays, tendre du fond de leurs origines diverses vers un type commun, celui qu'on appelle déjà l'Américain.

Mais que le type s'explique (aujourd'hui surtout) par l'influence sociale, ou qu'on puisse parler d'hérédité véritable, peu importe. Du moment qu'il existe et tend à persister, c'est bien une des forces de l'histoire.

André Chevrillon.

(*A suivre.*)

CHEZ NOS COLONS DU MAROC

De plus en plus, les Français se fixent au Maroc, comme colons ; cependant leur effort est presque ignoré en France, ou, pour mieux dire, il y est méconnu. Quelques aspects romanesques et séduisants, mais sans aucun rapport avec la réalité se sont implantés dans les esprits de la métropole. Éperonné et casqué, le colon est une espèce d'aventurier qui, cravache en main, galope au milieu d'un peuple d'indigènes courbés vers la glèbe. Descend-il de cheval ? C'est pour s'étendre sur de moelleux coussins, boire du thé à la menthe, tandis que les flots laiteux de la lune miroitent sur le dallage de marbre des patios. L'or, naturellement, il le remue à la pelle...

La vérité est autre. Des paysans, voilà ce que sont les colons. Des paysans qui travaillent durement. Au Maroc, comme en France, le blé, pour pousser, exige un labeur incessant et il arrive que le sirocco le moissonne avant celui qui l'a semé. Beaucoup d'entre eux vivent solitaires : ni femme, ni enfants, ni amis. L'esprit continuellement tendu vers l'avenir incertain, ils ont chaud, ils ont froid. Le Moghreb ne jouit pas d'un printemps perpétuel. Quelques-uns, parmi eux, meurent à la tâche, comme des soldats, sans se plaindre.

Et, d'abord, en dépit d'une opinion très répandue, il n'est pas toujours facile d'acquérir « un bled » pour le faire fructifier. Très attaché à sa terre, le Marocain ne la vend que pressé par la nécessité. L'Européen qui veut se livrer à la colonisation libre sacrifie de longs mois en vaines recherches ou se confie à des courtiers de moralité suspecte.

Pour remédier à cet état de choses, le gouvernement du Protectorat s'est occupé de fournir aux amateurs des terres nettes de toutes contestations et dont la possession paisible leur est assurée.

COMMENT ON DEVIENT COLON

Sous l'impulsion du gouvernement du Protectorat, l'étendue des terres offertes aux colons n'a cessé de croître. De 1912 à 1914, l'œuvre s'était ébauchée. Quelques hommes à l'esprit aventureux, quelques grandes sociétés s'étaient installés et, bataillant âprement devant toutes les juridictions musulmanes, avaient fini par conserver la possession de terres plusieurs fois achetées et payées.

Leur faisant une guerre sourde, une équipe allemande admirablement organisée, fermement appuyée par ses consuls et composée, d'ailleurs, d'hommes de valeur, n'avait pas cessé de s'efforcer de s'emparer des meilleures terres, de ruiner notre crédit dans l'esprit des indigènes, de soulever les tribus contre notre autorité.

Arrive la grande guerre. On pouvait croire que la colonisation s'en trouverait enrayée. Loin de là : sous la puissante impulsion d'un Lyautey, le nombre des colons s'accroît, l'organisation économique du pays fait de remarquables progrès.

En 1918, l'administration lance, pour la première fois, ses essais de colonisation officielle. L'énergie, la ténacité des Français, aboutissent à des résultats qu'on ne saurait trop admirer, puisqu'en 1926, date à laquelle M. Steeg est nommé résident général, on dénombre 500000 hectares cultivés à l'européenne. Appliquant toute sa volonté à poursuivre l'œuvre du maréchal, le nouveau résident multiplie les lots de colonisation. A la fin de l'année 1927, le nombre d'hectares cultivés selon nos méthodes, passe à 800 000. Dans les centres de colonisation importants, le gouvernement crée une école, une maison pour le médecin, pour le vétérinaire, des ateliers pour les artisans indispensables : boulanger, forgeron, bourrelier, ces artisans bénéficiant de petits lots qui complètent leurs moyens d'existence. Le programme de l'année 1928 porte la mise en valeur de 20 000 hectares d'excellentes terres.

Souplesse admirable de l'esprit français qui s'adapte à tout !

A peine le pays pacifié, nos officiers travaillent à l'organiser, à l'administrer. Il faut le dire pour eux, puisqu'ils font leur œuvre en silence.

Préparer un lotissement de colonisation est un travail ardu. Une commission se réunit. Composée de membres compétents, elle expertise les terres que l'on a en vue. Sont-elles bien situées? Les routes à créer pour desservir chaque lot se raccorderont-elles sans trop de frais à la route principale qui permet au colon d'écouler ses produits? A quel prix les terres seront-elles cédées? Sont-elles bonnes? Présentent-elles des points d'eau? Si elles en sont dépourvues, pourra-t-on les irriguer?

Ces difficultés aplanies, la question politique intervient. A qui appartiennent les terres? Sont-elles « propriété collective » ou « propriété privée »? Écheveau embrouillé. Dans la région de Meknès, le lotissement d'Aïn-Lorma s'étend sur 4 000 hectares; 8 350 transactions ont été nécessaires pour l'acquérir et il a fallu, pour les mener à bien, deux années entières. Quand on avait traité avec le propriétaire d'un lopin, un autre propriétaire se présentait qui produisait un acte de propriété parfaitement authentique. Parfois, après ce second propriétaire, on en voyait surgir un troisième, un quatrième. Ils disaient : « La bénédiction d'Allah sur toi. C'est à moi qu'appartient cette terre. » Le curieux est qu'ils avaient tous raison.

Les titres apurés, le chef des services topographiques des domaines se met au travail. Sur un plan où a été dessinée la configuration du terrain, il trace des lots. Le directeur de l'agriculture le seconde et donne son avis :

« Ce lot-ci a beaucoup de pierres; faisons-le un peu plus grand que son voisin qui demandera moins de frais d'épierrage. Cet autre a des jujubiers et est à flanc de coteau. Prenons sur celui de gauche qui est situé dans la plaine.

Le travail terminé, reste à attribuer les lots à ceux qui ont formulé une demande. Cette attribution a lieu chaque année, en septembre. Naguère, on procédait par tirage au sort. Ce moyen pouvait plaire par sa simplicité et son apparence d'impartialité. En réalité, il frustrait des droits réels. Aujourd'hui, les candidats sont classés par le nombre de points qu'ils ont obtenu :

Années de séjour au Maroc, au delà de cinq ans : six points

par année. (Le total de ces points ne peut pas dépasser 90.) — *Anciens combattants* : 6 points. — *Marié, sans enfants* : 4 points. — *Père de famille* : 10 points par enfant mineur et à la charge du candidat. — *Capacités agricoles* : candidat sorti d'une école d'agriculture (Grignon, Rennes, Montpellier, Maison-Carrée (Algérie), Tunis, etc. : 10 points. — *Capacités pratiques* : fermiers, métayers, stagiaires, etc. ayant au moins deux ans de pratique : 3 points. — *Candidats « dits officiers et fonctionnaires »* ayant servi au Maroc pendant cinq années consécutives : 6 points par année révolue, etc., etc.

Don royal, celui que l'attributaire d'un lot reçoit de l'État. Dans la région de Fez et dans celle de Meknès, un lot de deux cents hectares représente un cadeau de 200 000 francs (1). — En échange, le colon s'engage à mettre son lot en valeur par les procédés de culture moderne, et, lorsqu'il s'agit d'un lot de moyenne colonisation, à résider lui-même sur son domaine durant quinze ans au moins. Le temps de s'y attacher. Au bout d'une année, une commission d'enquête vient se rendre compte si l'attributaire s'est conformé aux conditions imposées par son procès-verbal.

Laissant de côté les régions où les colons installés depuis plusieurs années jouissent du fruit de leur effort, allons dans les parties du bled ouvertes récemment à la colonisation officielle : autour de Marrakech, autour de Meknès et de Fez.

DANS LE BLED DE MARRAKECH

LES DIFFICULTÉS DES DÉBUTS

Le colon, au Maroc, ne doit pas se considérer comme un expatrié, venu dans le seul dessein de faire fortune. Son rôle est autre. Chaque ferme construite dans le bled constitue un foyer d'influence française ; chaque ferme est un fortin qui aide à consolider la sécurité du pays, sa stabilité. Rien que parce qu'il vit au milieu des indigènes, le colon digne de ce nom fait, à tout instant, œuvre de patriote. Par lui, ses ouvriers apprennent à connaître nos traditions familiales, nos méthodes de culture, de production. Ce rôle est beau. Il est l'apanage d'une élite. Celle-ci existe. Il y a, dans le bled, des colons dont la vie

(1) L'hectare d'un lot de colonisation se vend, en moyenne, 500 francs. Acheté directement à l'indigène, par un colon libre, il se payerait environ 1 500 francs.

est un continuel et admirable exemple. Voyons-les aux prises avec les difficultés de la première heure. Apprenons à connaître leur labeur acharné, leurs déceptions, leurs luttes contre les gens et les choses. Le succès ne vient qu'après des années d'efforts.

L'auto qui m'emmène longe la route de Mogador. A dix kilomètres de Marrakech, se trouve le lotissement de Saada. C'est un des moins favorisés. L'eau n'y est pas encore en quantité suffisante. L'auto s'arrête. D'une porte ouverte dans une enceinte de pisé surgit un tourbillon jaune clair, hérissé de poils et plein d'abois furieux : les chiens. Ils s'élancent sur moi, ne s'apaisent qu'à la voix de leur maître, M. Peloux, qui s'avance et dit :

— Pardon d'un tel accueil. Ils font leur métier de gardiens...

Les bêtes n'ayant plus que de sourds grondements de la gorge et des éclairs de feu dans leurs prunelles rousses, je reste quelques instants à considérer le bled. Au premier aspect, que cette terre semble ingrate! De grandes surfaces pierreuses. Un soleil dont l'ardeur calcine. Rien d'idyllique ici. Le chant qui monte du sol durci est poignant et âpre.

M. Peloux devine-t-il ma pensée? Pour la traduire, il a une forte expression :

— Le colon qui débarque est jeté sur la terre nue. Il n'a pas acheté, comme il eût fait en France, la ferme « clefs en main ». Tout est à faire. Pas la moindre construction, pas de matériel, pas de cheptel, aucune espèce de provisions. « Que suis-je venu chercher ici? se disent les plus courageux. Quel travail de géant! En viendrai-je jamais à bout? » L'énergie naturelle à ceux de notre race les aide à retrouver leur assiette. Voir les choses en noir ne sert à rien. Tout ce qu'on possédait, on l'a mis dans son bled. On y est venu, il s'agit d'y rester. Trois vertus sont nécessaires au colon : l'énergie, la constance et la foi dans son œuvre.

Redressant un pauvre dos que la fatigue a courbé, M. Peloux ajoute :

— Moi, je n'ai pas à me plaindre. J'ai ma femme; elle me seconde en tout; elle en fait plus que moi.

A-t-elle entendu qu'on parlait d'elle? Mme Peloux paraît. Elle a de lourds souliers pleins de boue, car elle vient de parcourir ses terres; un châle de laine grise est jeté sur ses épaules, sur son peignoir de pilou. Ses cheveux blonds grisonnent; le

soleil d'Afrique l'a brûlée, mais à un point à peine croyable, si l'on songe que, depuis neuf mois seulement, elle a quitté la ville. De ci de là, dans les plis de la peau couleur de châtaigne, apparaît une ligne mince, rosée, seule tache claire dans le visage avec les yeux d'eau pure.

Debout à côté de son mari ridé à la nuque et aux joues, elle semble, avec lui, faire un couple un peu âgé pour la tâche entreprise. Elle-même le reconnaît.

— Si j'étais seule, je ne serais pas ici ; mais il y a les enfants. Quatre dont l'aînée vient d'avoir quinze ans. Il faut les élever, songer à leur avenir. Nous avons demandé un lot de colonisation, nous l'avons obtenu. Je ne le regrette pas. Je n'ai jamais été mondaine. Ce que je fais ici est aussi intéressant que de rendre des visites ou de jouer au bridge.

Mme Peloux n'est point du peuple. Elle appartient à la petite bourgeoisie terrienne. Ses parents, dans les Hautes-Alpes, étaient des propriétaires à leur aise. Son mari est fils d'un notaire. Devenir tabellion de village, il ne s'en sentait pas le goût. L'esprit d'aventure était en lui. Quelques années après son mariage, il vient s'installer à Marrakech ; il y dirige un de ces moulins où les indigènes apportent à broyer l'orge et le blé pour les *kesseras* :

— Durant dix années, explique-t-il, nous avons habité le Maroc. C'est un stage excellent avant de devenir colon. Je ne dis pas que celui qui débarque de France ne peut pas réussir, mais il aura plus de mal, il dépensera plus d'argent. Quand on est adapté au climat, qu'on connaît les mœurs des indigènes, qu'on parle leur langue, on est mieux armé pour la lutte.

La devise du colon devrait être : « Faire rapidement et avec le minimum de dépenses ». Celles-ci montent vite. Rien que pour l'enceinte autour de la cour, les instruments aratoires et l'auto, voilà soixante mille francs envolés. Il faut penser aussi à s'abriter. La solution préférable, car elle laisse le temps d'étudier son lot, de choisir le meilleur emplacement pour la maison, c'est de vivre d'abord, à l'arabe, sous la tente. C'est dur. On quitte une habitation bien close, où l'on était habitué à mille commodités, mais on est dédommagé par la suite.

— Nous, dit M. Peloux, à cause des enfants, nous avons commencé par construire la maison. Nous l'avons mise trop près de l'oued. Une grosse crue, elle sera emportée...

Bâtie en briques faites avec la terre même du bled, la maisonnette, depuis le début de l'hiver, a une porte, des vitres et même des volets :

— L'été dernier, nous n'avions point de fermeture, remarque Mme Peloux. Rien que le toit et les quatre murs.

Deux pièces seulement. Dans quelques années, on en doublera le nombre. La plus vaste sert de salle commune, à la fois cuisine, salle à manger, dortoir. Point de papier de tenture ; point de rideaux ; le sol est en terre battue. C'est ici la nudité d'une cellule. Un buffet est menuisé avec des planches provenant d'emballages : style « Louis Caisse », disent plaisamment les coloniaux. Luxe inattendu : il y a une bibliothèque garnie de quelques livres. Celui chez qui je suis a fait ses classes ; ne l'oublions pas.

Un peu de confort, l'instruction à donner aux enfants? Plus tard. L'urgent, c'était la terre. Le lot comprend 190 hectares. C'est un lot de moyenne colonisation. Avec l'aide d'indigènes dont le nombre n'a jamais excédé 25, M. Peloux, en six mois, a défriché 75 hectares. Effort énorme. Le sol avait peu de pierrailles, mais il était encombré de jujubiers. Un ennemi terrible. Il faut se battre durement contre lui. Qui ne sait pas, ne se rend point compte. Il voit de petits buissons et dit : « Ce n'est rien que cela. Quelques journées de travail suffiront... » Ces petits buissons ont des racines de deux mètres en profondeur. On croit les avoir toutes arrachées : elles repoussent.

En échange des avantages que le gouvernement du Protectorat accorde à ses colons, il leur impose certaines obligations ayant pour but la mise en valeur des terres cédées, leur peuplement. Le propriétaire d'un lot de moyenne colonisation doit, dans un délai de cinq ans, planter mille arbres fruitiers. Dès les six premiers mois, M. et Mme Peloux se sont mis en règle. Qu'ont-ils choisi comme essences? Des oliviers uniquement.

— Il y en a pour nous dire : « C'est une erreur. Vous n'aurez point de récolte avant une douzaine d'années. » Je leur réponds : « L'olivier est l'arbre du pays; il ne nous causera pas de déceptions. » Plus tard, nous mettrons des abricotiers, des orangers, de la vigne. Nous la ferons courir en berceau, au long de nos allées, ajoute Mme Peloux qui, d'un geste, dessine dans l'air la guirlande d'un pampre.

Beaux projets! Ils sont réalisables. Pourtant à les formuler

devant ce bled encore aride, Mme Peloux devine qu'elle doit faire penser à Perrette ; aussi est-elle la première à mettre dans ce qu'elle dit une pointe de malice :

— Oui, reprend-elle, nous aurons des allées, des avenues, autant dire un parc.

Courage souriant, courage de chez nous. Gaieté qui ne s'exprime pas par des éclats, mais qu'on sent mêlée à tous les petits actes de la vie, prête à soutenir les énergies. Il en faut au colon, et continuellement.

— Celui qui veut ménager sa peine, observait tout à l'heure M. Peloux, n'a qu'à reprendre le bateau. Tous les métiers, il doit les faire ; il doit s'entendre à tout. Il lui faut conduire de front ses constructions, le recrutement du personnel, ses achats et ses labours.

— On taille en plein drap, approuve sa femme. Si on se trompe, ça coûte cher; mais quand on réussit, quelle satisfaction d'avoir agi selon ses idées, de les avoir appliquées!

Mme Peloux détaille l'emploi de ses journées :

— Mon mari et moi, nous sommes debout avec le soleil et même avant lui. Il faut faire lever les ouvriers, leur donner leur tâche, les surveiller. Les indigènes ne sont pas consciencieux.

Toute la journée, sans se détourner à droite ou à gauche, les Peloux s'attellent à la besogne. Les ouvriers sont partis que tous deux sont encore dans le bled, profitant jusqu'au bout de la dernière lueur crépusculaire. Aux environs, à quelques kilomètres, d'autres colons mènent le même labeur courageux. Volontiers, on voisinerait : le loisir manque, les chemins aussi. Le souper fini, on est assommé de fatigue.

— Parfois, dit Mme Peloux, j'appelle les enfants, je leur fais faire un problème, une dictée pour qu'ils n'oublient pas. C'est rare. Je n'aspire qu'à me coucher.

— Et vous dormez, j'imagine, comme des rois.

— Nous! Très mal, au contraire. Les chiens aboient-ils? Nous sommes sur pied. N'est-ce pas un maraudeur qui tente de pénétrer dans l'enceinte? Une fois par semaine, c'est le « tour d'eau ». Personne ne se couche. Il faut diriger l'eau dans les plantations, veiller à ce que chacune ait sa part.

Monotone, patiente, énergique, la vie du colon se déroule au cours des saisons. Les événements qui la traversent sont

souvent malheureux. L'an dernier, la sécheresse a été désastreuse, le sirocco a soufflé. Toutes les récoltes ont péri.

— C'était à en pleurer. Nos orges étaient roussies comme si le feu y avait passé...

Cette année, l'hiver a été exceptionnellement pluvieux. Les moissons s'annoncent splendides. Une de ces récoltes comme il s'en produit tous les cinq ou six ans, dans le sud, et qui, dédommageant des pertes, laissent de beaux bénéfices.

Quand je quitte Mme Peloux, ainsi que son mari, elle m'engage à revenir l'hiver prochain, « afin que vous jugiez, dit-elle, de ce que nous aurons fait pendant ce temps ».

L'hiver prochain, c'est bien court. Mais, dans quelques années, si je retourne à Saada, M. et Mme Peloux me promèneront dans un verger, ils me recevront dans une maison confortable ; j'y boirai le vin de leur treille et si je leur demande : « Que gagnez-vous maintenant? » rien d'étonnant à ce qu'ils me répondent : « Bon an, mal an, nous mettons de côté, dans les cinq à six cents francs par hectare. »

QUAND ON RÉUSSIT

Il serait curieux de voir à quels résultats peut aboutir un colon qui a réussi. Quelles perspectives s'ouvrent aux plus légitimes ambitions? C'est le spectacle que nous réserve l'exploitation de M. Dorée, type d'une installation complète et en plein rendement. Elle nous montrera ce que peuvent obtenir ceux qui, ayant créé, ont obtenu, avec la rémunération du passé, la sécurité du présent et une prospérité croissante pour l'avenir.

Sous l'ogive de Bab-Ghemat, l'auto qui m'emmène passe au ralenti. Dans la jeunesse du matin, la lumière est divinement pure. Barrant l'horizon, une chaîne formidable, étincelante, aux arêtes dures et nettes : le géant Atlas au delà duquel c'est le Soudan, le monde noir. Immensité de la plaine du Haouz. Des bouquets d'oliviers. Ancrés fortement dans le sol, leur tronc massif donne l'impression d'une force indestructible. Une chevelure aérienne les couronne que le moindre vent fait frissonner. Des espaces pierreux.

Il y a quelques siècles, cette plaine du Haouz était fertile. La canne à sucre y poussait et si abondante que les sultans avaient, à Londres, des agents commerciaux chargés, unique-

ment, de traiter les marchés de sucre avec l'Angleterre. La tradition ne veut-elle pas aussi que les colonnes de marbre, — les admirables colonnes qui ornent les tombeaux des Saadiens, — aient été payées aux Italiens l'équivalent de leur poids en sucre ? Le Haouz alors était irrigué. Dans des parties aujourd'hui désertiques, il n'est pas rare de découvrir de grands bassins desséchés ; on peut, au sud de Marrakech, suivre le long tracé des canalisations en partie comblées ou éboulées qui amenaient dans la plaine les eaux de l'Atlas. Témoignages encourageants. Ce que les anciens Marocains ont fait, nous pouvons le refaire. En irriguant le Haouz, nous lui rendrons sa fertilité.

M. Dorée, un colon de la première heure et qui veut bien m'emmener dans son bled, me le répète :

— La question vitale dans le Sud marocain est celle de l'eau. Le climat de Marrakech comporte deux saisons : une période hivernale du 15 octobre au 15 avril avec quelques pluies (1) et, au moment le plus froid, des gelées nocturnes ; une période estivale avec des chaleurs presque sahariennes et une sécheresse absolue. On ne peut appeler pluies les quelques gouttes d'eau ou grêlons qui s'abattent alors sur la montagne. Vous dites : « N'avez-vous pas les oueds qui serpentent aux flancs du grand Atlas ? » A cela je réponds : « Le terrain trop souvent est déboisé, imperméable et de grande pente. » Une crue se produit-elle ? L'oued devient un torrent dévastateur. En quelques heures, douars, ponts, prises de *seguias*, tout est emporté. Une seule crue de l'oued N'fis, en 1926, aurait rempli un barrage d'une contenance de 25 millions de mètres cubes. Que d'eau perdue et que l'on pourrait utiliser ! Bien des fois, après un orage violent, j'ai parcouru mon bled. Le sol surchauffé donnait l'impression agréable de marcher sur une plaque de fer rougie. Les terres étaient fendues. Une odeur forte et écœurante en montait. Je grattais le sol et m'apercevais avec stupeur que l'eau n'avait pénétré que de quelques centimètres.

— Que faire ?

— Capter les crues subites. Immédiatement, et c'est à quoi s'emploie le gouvernement du Protectorat, par des bar-

(1) 250 millimètres par an.

rages (1) ; ou, à échance plus lointaine, par le reboisement.

Sur les terrains boisés, les crues violentes disparaissent. La constatation en a été faite, maintes fois, dans les Alpes. J'ajouterai que le propriétaire des arbres plantés ne fait pas un mauvais placement. Sans aucune peine pour lui, son capital augmente de valeur.

L'auto roule. Un tourbillon de poussière monte et court vers nous. Sous le tourbillon, un poids lourd. Nous sommes saupoudrés, aveuglés. Poussière ! fléau de ce pays qu'Allah avait créé pour le pied lent et mou des chameaux! Cependant, qui dira jamais assez les services que l'automobile rend à la colonisation? Elle a permis d'étendre celle-ci à des distances qu'on n'aurait pu prévoir. Grâce à elle, le colon peut écouler les produits de son bled. Grâce à elle, il se ravitaille. D'une touffe d'arbres surgit la blancheur d'une maison, première ferme du lotissement officiel. Encore quelques kilomètres, la voiture stoppe.

De hauts murs en pisé de couleur rougeâtre entourent la cour rurale. La région est sûre, mais un rapt de bétail, la nuit, est toujours à craindre. Certains Berbères sont de rusés voleurs. Avec une tige de fer, ils percent la muraille ; dans l'ouverture ils engagent un bâton, autour duquel ils ont entortillé une djellaba ; ils agitent celle-ci. Point d'aboiement. Ils se glissent, choisissent les bestiaux les plus gras, les mulets les plus solides.

Sans entrer dans la cour, M. Dorée me mène à une pièce de terre toute proche. Un jeune homme s'y trouve. Coiffé d'une casquette, chaussé de gros souliers, vêtu d'un pantalon de cotonnade bleue et d'un chandail de laine, il semble un paysan de France. Autour de lui, remuant le sol à l'aide d'un hoyau, quelques indigènes avec une courte gandourah de laine qu'un lien serre à la taille... Ce ciel d'azur, cette glèbe rougeâtre, ces fellahs aux jambes et aux bras couleur de bronze, j'ai vu déjà cela quelque part. Oui, sur les bas-reliefs égyptiens...

Le jeune Dorée me salue et salue son oncle. Il vient du Dauphiné où ses parents ont une importante exploitation agricole. Il n'avait que l'intention de faire au Maroc un voyage

(1) Un barrage sur l'oued N'fis est décidé. Les fonds sont votés.

d'agrément. Le pays l'a si bien pris qu'il ne veut plus le quitter. Ravissement que lui causent la beauté du décor, l'éclat d'une lumière qui semble incorruptible; nouveauté, surtout, des méthodes de culture : « En France, on travaille comme au vieux temps; ici, tout se fait d'après les derniers procédés, avec les instruments les plus perfectionnés. » Rapidité et puissance de travail, voilà le résultat. Tourné vers son oncle, il le met au courant de ce qui s'est passé sur le bled : samedi, l'on a réglé les ouvriers. L'un d'eux, qui n'avait pas travaillé de la semaine, a profité de ce qu'il portait le même nom qu'un autre, Mohamed ben Mohamed, pour se faire verser un salaire :

— Tu comprends, quand je m'en suis aperçu, si je me suis emporté contre le « caporal » !

— Tu as eu tort : il ne faut jamais s'emporter. Jamais et surtout contre ces gens-là.

Pour mon édification, M. Dorée décrit, non sans humour, les stades par lesquels passe l'Européen dans ses rapports avec les indigènes :

— Tout nouveau débarqué est arabophile. Il s'extasie sur la grâce câline des enfants, sur la dignité, la noblesse d'attitude des parents; les longs plis d'un burnous flottant le font tomber en pamoison. En termes dithyrambiques, il rappelle les phrases fleuries, — et qui sont de politesse banale, — par lesquelles on l'a accueilli dans les demeures indigènes : « Tu es mon fils... Je t'aime comme mon père... cette maison est la tienne... Tout ce qui vient de France est bon... » Mais un serviteur, en qui l'Européen a eu le tort de mettre trop vite sa confiance, disparaît-il emportant une babiole, son maître vitupère la sale engeance des « Bicots ». Devenu aussi violent arabophobe qu'il était arabophile, il clame que tous les indigènes sont voleurs, menteurs, paresseux et d'une saleté repoussante. Cet état dure plus ou moins longtemps selon les individus ; mais presque tous, assagis par l'expérience, finissent par devenir... comment dire ? Je ne trouve point d'autre terme que celui-ci : « arabojuste ».

Des défauts, les indigènes en ont. Des qualités aussi. Ils sont dociles, très sensibles à l'injustice. Lors de notre arrivée, ils ont été étonnés de trouver en nous une équité qui contrastait avec l'arbitraire auquel, jusqu'alors, ils étaient soumis. Nous sommes devenus, pour eux, le symbole de la justice. Que,

par malheur, l'un de nous fausse ce symbole, il en est immédiatement puni. Les indigènes perdent confiance en lui, refusent de travailler sur ses terres. Intelligents, désireux d'apprendre, ils s'adaptent vite à nos méthodes. Veut-on des exemples? Quand M. Dorée a engagé le jeune Ahmed, celui-ci avait quinze ans et ne connaissait que le berbère. De lui-même, il a appris le français, l'arabe. Actuellement, avec un de ses camarades, il apprend à lire dans un manuel.

Autre fait : l'été dernier, étant dans sa ferme, M. Dorée a un accès de paludisme. Impossible de dormir. Il prend un livre. Par malchance, l'électricité a une panne. Coup de téléphone, le lendemain matin, à Marrakech. Un *maalem* (1) arrive, travaille toute la journée. A la nuit, il s'en va, avouant son impuissance. Abdallah, un des serviteurs de M. Dorée, vient le trouver :

— Veux-tu me laisser essayer?

Un quart d'heure plus tard, toute la maison était éclairée.

Content, mais intrigué, M. Dorée interroge Abdallah :

— Comment as-tu fait?

— Quand les ouvriers sont venus, il y a deux ans, installer l'électricité, je les ai regardés travailler. J'ai tout noté. Je n'ai pas eu de peine à trouver ce qui causait la panne.

Comment s'étonner, après cela, que les indigènes se tirent à merveille du maniement de nos machines modernes? Conduire un tracteur leur plaît.

Adroits, débrouillards, certains d'entre eux sont capables de dévouement. « En janvier 1911, M. Dorée, se rendait dans le *Sous*. La bride de son mulet casse dans un endroit périlleux. La bête glisse, il tombe : il a la cheville brisée et une blessure profonde à la tête. A force de volonté, il parvient à marcher encore un peu, puis il dit à mes compagnons : « Continuez sans moi, je vous retarde et nous n'avons presque plus de provisions. » On était en région dissidente. Abandonner le blessé, c'était le livrer à la mort. Il avait six serviteurs. Tous sont restés.

Voici qui est mieux. Quand la guerre a éclaté, M. Dorée se trouvait en mission dans le *Sous*. Il réunit les dix indigènes qui lui servent d'escorte : « Je vais partir sur le front; je ne

(1) Maître ouvrier.

peux plus vous payer. » Sur les dix, deux qui étaient mariés et avaient des enfants disent : « Nous allons te quitter puisque tu nous l'offres; il faut que nous nourrissions notre famille. Nous te servirons de nouveau quand la guerre sera finie, *inch' Allah.* » Le soir arrive; on les voit revenir : « Nous restons avec toi, déclarent-ils à M. Dorée. » La cause de leur revirement? Leurs camarades les avaient battus : « S'en aller parce que l'argent manque, c'est l'acte d'un traître », criaient-ils...

La vieille haine du chrétien, les indigènes l'ont ancrée dans le cœur depuis qu'ils sont nés. Prenons patience. Nous ne pouvons exiger qu'ils nous aiment du jour au lendemain. Ils ont un fonds invétéré de paresse? Cela tient à leur race, à leur religion. « Allah m'a donné ce qu'il me faut aujourd'hui pour me nourrir et me vêtir », disent-ils, et ils se reposent. Ils sont imprévoyants. Ont-ils un peu d'argent? C'est pour faire un bon repas, s'acheter un vêtement. Est-ce tout à fait leur faute? Au temps de l'ancien Maghzen, dès qu'un individu était connu pour posséder quelques économies, le caïd les lui « mangeait ». Ils sont lents et le Français nouvellement débarqué s'exaspère de cette lenteur. Nomades, essentiellement, ils ne peuvent se fixer. Le maître à qui ils semblent le plus attaché, brusquement, ils le quittent. Point de raison. Simplement, ils sont las du décor qui les entoure.

— A dire vrai, remarque M. Dorée, indigènes et colons vivent, presque toujours, en très bons termes. Auprès du colon, l'indigène trouve du travail, des soins lorsqu'il est malade, des conseils en mainte occasion. Pour moi, voilà vingt ans que je suis avec les Arabes. Ils m'ont parfois trompé; si j'étais resté en France, j'y aurais, sans doute, été trompé aussi. De temps à autre, quand ils m'exaspèrent par leurs défauts, je pense : « ils ne m'ont pas abandonné dans le danger », cela me calme.

Dans une pièce de terre où nous sommes parvenus, quelques Berbères s'occupent à tailler de jeunes pieds d'olivier, l'arbre sacré! Le nom d'Allah est écrit sur ses feuilles. Survivance du culte des arbres, les indigènes qui travaillent pour des coreligionnaires ne manquent jamais de faire sur le sol, au pied du premier olivier planté, une libation de lait consacrée aux djnouns de la terre.

— Voyez-les, remarque M. Dorée, je vous disais, tout

à l'heure, qu'ils sont adroits. La taille des arbres est pour eux chose nouvelle. On leur a montré une fois comment s'y prendre, ils s'en acquittent parfaitement.

Après une olivette, une autre olivette. Secrète et pastorale, chacune d'elles forme une retraite dans la plaine dévorée de soleil. Des hectares s'étendent plantés en orangers, citronniers, pêchers, abricotiers et amandiers. L'avenir du Sud marocain est dans ce genre de culture. La région de Marrakech, — actuellement la plus pauvre du Maroc, — a, en puissance, le plus bel avenir; elle est appelée à devenir une autre Californie.

La contrée ne se prête pas à la culture intensive des céréales; pourtant, en attendant que les vergers rapportent, chaque colon réserve, sur son bled, quelques pièces de terre pour le blé, l'orge ou l'avoine. Justement nous longeons un champ où l'orge grasse semble prometteuse des plus belles espérances.

Je m'exclame :

— Quel dommage si les sauterelles venaient jusqu'ici!

Depuis quelques semaines, elles sont signalées dans le *Sous*. A cause des gelées, elles n'ont pu, jusqu'à présent, passer la montagne. On en a ramassé deux cent mille doubles décalitres; mais, bientôt, les froids nocturnes seront moins vifs. Hier, de Chichaouen, une dépêche annonçait qu'un vol de deux kilomètres avait franchi l'Atlas.

— Peuh! dit M. Dorée, ce n'est qu'un petit vol. En France, on se fait des sauterelles une idée d'épouvante. Si elles nuisent beaucoup aux arbres, elles sont moins redoutables aux céréales. Après leur passage, la plante repousse. Un coup de sirocco est plus néfaste. Sur le dos de la sauterelle, assurent les indigènes, Allah a écrit : « Je ponds quatre-vingt-dix-neuf œufs; si j'en pondais cent, je dévorerais le monde. » Tranquillisons-nous : le centième œuf ne sera jamais pondu. Cet hiver, d'ailleurs, un fait nouveau s'est produit. Pourchassées à outrance, ayant constaté que dès qu'elles se posaient, elles étaient ramassées, les sauterelles en sont arrivées à pondre en volant. Conséquence : les œufs ont été séchés par le soleil ou détruits par le froid. Le vol de cette année, dans le *Sous*, ne se sera pas reproduit.

— Les Arabes sont contents.

— Détrompez-vous. Vous disiez, tout à l'heure : « Deux cent mille doubles décalitres ont été ramassés. C'est beau-

coup! » Les indigènes disent : « C'est peu. » Les années de sauterelles, tout est gras, dans le bled : bêtes et gens. Les sauterelles ne détruisent jamais toutes les récoltes d'un pays; elles ne s'abattent que par places. Guidées par un sens secret, elles ne paraissent que lorsque l'hiver a été pluvieux, donc quand les récoltes seront belles. D'où, ce paradoxe : années de sauterelles, années d'abondance. Manne heureuse, leur chair de couleur rosée rappelle, non par le goût, mais par l'aspect, celle de la crevette. Cuites au four, salées, mises en jarres et macérées dans l'huile, les sauterelles constituent l'alimentation de tout le douar, pendant des mois. Mieux vaut, pour l'indigène, un vol de sauterelles qu'une maigre récolte comme celles qu'on fait, ici, quand l'année a été sèche.

Dans son bled, M. Dorée a groupé tous les éléments, tous les moyens de prospérité, résultats de l'effort et de la méthode.

Non loin de la ferme, un vaste bassin rectangulaire miroite au soleil. Il contient 150 mètres cubes. L'eau y est amenée par une *rethara*. C'est le procédé local de captage. Sur un front de 30 kilomètres et, spécialement, à l'est et au sud de Marrakech, l'eau est conduite par simple gravité au niveau du sol où elle s'écoule par une *seguia*. Le système qui est simple, présente, il est vrai, des inconvénients. Construite pour de faibles débits, chaque rethara nécessite une galerie souterraine parfois d'une grande longueur, jusqu'à cinq et six kilomètres, tandis que les galeries de captage sont de petite étendue. La rethara pénètre peu dans la nappe d'eau; enfin, par suite de la difficulté qu'éprouvent les ouvriers à se diriger sous terre, il faut établir des puits rapprochés. Les eaux de ruissellement pénètrent par les orifices, provoquent des dégradations et, parfois, la ruine de la rethara. Pour établir celle qui alimente son bassin, M. Dorée est allé chercher la nappe d'eau à trois kilomètres, où on ne l'a trouvée qu'à dix-huit mètres de profondeur.

— C'était trop loin, constate-t-il; j'ai commis une erreur qui m'a coûté 90 000 francs. Mais j'espérais sauver mes orangers. J'en avais planté deux mille pieds. L'été, on doit les arroser généreusement. Le débit de ma rethara est insuffisant : un litre et demi par seconde; il m'en aurait fallu le double. J'ai dû arracher la moitié de mes arbres. Sans se lasser, il faut le répéter : « une terre arrosée contient tout en puissance, une

terre non irriguée égale zéro (1). » Avant notre arrivée, déjà les indigènes ne vendaient point la terre mais le droit à l'eau qui y était afférent.

Si loin qu'on remonte en effet dans l'histoire des Berbères, on voit chaque propriétaire avoir son « tour d'eau » et la djemaa (2) veille à ce que la répartition de celle-ci soit équitable. Lorsque des travaux de réparation sont nécessaires, la *djemaa* les fait annoncer par le crieur : « Il n'y a de Dieu que Dieu. Demain matin, si Allah le veut, entretien de la seguia. Ceux qui jeûnent et ceux qui ne jeûnent pas doivent y aller... »

Le lendemain, les indigènes se trouvent au rendez-vous; les vieillards dirigent les travaux. Ceux qui se sont abstenus sont frappés d'une amende : presque toujours, un ou deux pains de sucre qui sont distribués aux travailleurs et consommés immédiatement.

Fier de son œuvre, M. Dorée me promène parmi ses plantations. Un prodigieux verger déploie, sous nos yeux, sa masse verdoyante qui s'étoile de fleurs tendrement rosées : sept mille amandiers donneront, cet été, leur première récolte. Avec une espèce de sollicitude, M. Dorée contemple les jeunes pieds dont quelques-uns, retardés dans leur croissance par des causes mystérieuses et nourris d'une sève moins forte, montrent un tronc plus grêle, des rameaux peu nombreux :

— A moins de l'avoir ressenti, dit-il, nul ne peut savoir à quel point les arbres que l'on a plantés vous attachent à la terre. Certains de mes parents, de mes amis sont des industriels. Leur affaire, ils l'ont créée, ils l'ont vue se développer. Ils n'éprouvent point, pour elle, ce sentiment qui vibre en moi devant mes arbres. Comment l'expliquer? C'est quelque chose de doux et de profond à la fois, quelque chose où il entre de la tendresse comme pour un être.

(1) Voici quelques exemples des rendements fabuleux qu'on a obtenus dans des terres irriguées : Un hectare de luzerne a donné 1 000 quintaux de foin vert. Le maïs, le chanvre ont atteint 3 et 4 mètres de haut. La betterave sucrière rend 410 quintaux avec 6 400 kilos de saccharose à l'hectare. Avec 3 irrigations, le rendement du blé passe de 1 quintal et demi à 71 quintaux de grains. (Ferme expérimentale de la Ménara.)

(2) Conseil des anciens dans chaque village.

DANS LA RÉGION DE MEKNÈS

AVEC LA COMMISSION D'ENQUÊTE

J'ai parlé plus haut des conditions dans lesquelles sont attribués les lots, et dont l'exécution est contrôlée par une commission d'enquête. Précisément, la commission enquête ce matin. Le général Freydenberg, chef de la région de Meknès, m'a offert de le suivre dans sa tournée. Il fait un joli temps clair de février. En France, c'est l'hiver : une atmosphère grise, humide ; ici, la lumière est limpide, l'air aussi doux que du lait.

Aux environs immédiats de la ville, des terres mises en valeur depuis quelques années développent l'étendue de leurs champs d'orge et de blé. Quand le vent se lève sur eux, ils ont de grands remous comme ceux de l'Océan. Une *Beauce* a été créée par des Français dans cette région où, naguère, jusqu'au pied de la montagne, ce n'était que pierrailles, asphodèles aux longues tiges pâles et buissons épineux. Que cette terre est riche ! Les céréales y poussent si dru qu'au début de mars, il faut, avec des écimeuses, étêter les plantes avant qu'elles n'aient grainé. Faute de quoi et les pluies printanières survenant, tout serait versé sur le sol et y pourrirait.

Au ruissellement d'émeraude des orges et des blés succède le vert limpide des petits pois. Des hectares en sont couverts. On pratique ici le système de l'assolement. Le blé fatigue la terre : il lui emprunte de grandes quantités d'azote. Les petits pois la laissent reposer. A cet avantage s'en ajoute un autre. Sous l'ardent soleil africain, le fruit, dans sa gousse, gagne en sucre, achève de devenir délicieux. Les petits pois de la région de Fez et de Meknès constituent des graines sélectionnées fort recherchées en France, en Italie et en Amérique.

Par des pistes qui, dans quelques années, deviendront des routes, l'auto coupe à travers le lotissement et stoppe. Celui qui nous accueille est M. Marcaggi. Avant de devenir colon, il était receveur des postes à Meknès. A cet homme robuste et actif, la vie de bureau ne pouvait convenir. D'ailleurs, comme il le remarque gaiement : « Ce n'est pas avec mon composteur que je pouvais élever mes enfants », quatre petits dont l'aîné

qui a six ans nous passe tout à coup sous le nez, galopant à cru sur un cheval, heureux, beau comme un jeune centaure.

Dans un espace découvert qui deviendra la cour de la ferme, sur le fond d'un baril, le directeur de l'agriculture étale le plan du lotissement. A notre gauche, une maison basse, couverte en tuiles que prolonge un hangar. Devant nous, jusqu'aux montagnes bleutées, l'étendue infinie que conquièrent progressivement nos frères, les colons.

Autour du baril et du plan, les membres de la commission se sont groupés : le général Freydenberg, l'inspecteur de l'agriculture, le contrôleur des domaines et un colon dont le rôle est d'être l'avocat de son camarade que l'on inspecte, de présenter au besoin les arguments qui expliquent que la mise en valeur du bled a été retardée.

Au bruit des voix, Mme Marcaggi est sortie de la maison. Maigre, petite, elle fait penser à un fruit sauvage : un minimum de chair, des cheveux châtains nattés en une dure cordelette roulée sur la nuque : c'est du travail solide pour durer toute une journée. Comme elle trouverait trop familier d'appeler le général par son grade, elle lui dit : « Monsieur. » Elle le prie, et nous avec, d'entrer « prendre quelque chose ». Le général refuse. Mme Marcaggi va insister, mais son mari l'arrête :

— Laisse. Tout à l'heure.

— Nous venons contrôler votre valorisation. Voyons, qu'est-ce que vous avez fait de beau ? interroge amicalement le général.

Penché sur son registre, le chef de l'agriculture suit le questionnaire :

— Défrichement. Qu'avez-vous défriché ?

— Mon lot a deux cents hectares, répond M. Marcaggi. L'an dernier j'en avais défriché une centaine. Cet hiver, j'en ai défriché quarante.

— Plantations ?

Debout et les mains à plat sur sa jupe, Mme Marcaggi écoutait, attentive :

— En fait de plantations, dit-elle, nous avons surtout arraché. C'était plein de jujubiers, ici. Voyez le tas de bois que ça fait près du hangar. J'ai de quoi allumer mon feu pendant des mois.

— Matériel agricole ? Qu'est-ce que vous avez ?

— Un tracteur, cinq charrues, une herse.

— Pas de rouleau ?

— Pas de rouleau.

— Un semoir?

— Oui; marquez aussi deux charrettes, mais elles ne valent pas grand chose; un chariot à quatre roues, une camionnette Ford et puis l'outillage.

— Cheptel. Qu'est-ce que vous possédez?

— J'ai trois chevaux.

— Des mulets?

— Non. Et puis, tenez, ça m'y fait penser : où trouver un mulet?

— Au souk.

— C'est le moyen que j'ai employé. J'ai été refait. L'an dernier, j'ai acheté deux mulets. L'un était presque aveugle, l'autre a crevé.

— Alors, adressez-vous à un éleveur; vous payerez plus cher, mais vous achèterez de confiance. Nous continuons : Ensemencements. Qu'avez-vous ensemencé?

M. Marcaggi va répondre. Sa femme intervient :

— Monsieur, dit-elle, pour le cheptel, vous n'avez pas tout marqué. Nous avons un bourriquot.

Une fusée de rires éclate dans notre groupe. Au Maroc, les bourriquots sont aussi nombreux que les mouches. Mme Marcaggi le sait et la voilà qui rit avec nous.

— Ensemencements? reprend le directeur de l'agriculture.

— J'ai ensemencé cinquante hectares de blé, dit M. Marcaggi et environ quinze hectares d'avoine.

— De l'orge?

— A peu près 15 hectares et trois de maïs.

— C'est tout?

— Oui.

— Ah! proteste Mme Marcaggi, tu oublies nos petits pois. Six hectares, monsieur.

— Des pois doux?

— Non, c'est des pois que nous avions.

— Très bien ; je vois ça : des « pois Marcaggi ». Conclusions? Qu'est-ce que nous concluons, mon général?

— Que la valorisation du lot se poursuit dans d'excellentes conditions. Et, maintenant, M. Marcaggi, qu'est-ce que

vous avez à demander à l'Administration? Dites. Je ne vous assure pas qu'elle pourra satisfaire tous vos désirs; mais, enfin...

— Ah! monsieur, fait Mme Marcaggi, c'est la main-d'œuvre! Si vous pouviez nous aider pour ça. Quand ce sont les semailles, on trouve encore assez bien des indigènes; ensuite, ils vous « plaquent ». L'été dernier, pour moissonner nos vingt hectares, ce que nous avons eu de mal! Tous les matins, mon mari courait à Meknès. Il enrôlait des moissonneurs. Ils nous restaient 48 heures et puis, ils s'en allaient...

Dans son accent passe quelque chose des heures désespérées qu'elle a connues. Mais, de la bouche du général tombent des paroles de sagesse :

— D'où viennent-ils, ces indigènes que vous employez?

— Ah! monsieur, est-ce qu'on sait? Ce sont des « gens ».

— Justement, madame, voilà le point faible. Écoutez, M. Marcaggi, il ne faut pas recruter vos travailleurs, au hasard, comme vous le faites. Il faut vous adresser aux officiers du bureau des renseignements. Les ouvriers désireux de s'embaucher, ils les connaissent.

— Et s'ils ne les connaissent pas?

— Ils se renseigneront auprès du caïd.

— Et si le caïd ne les connaît pas?

— Oh! alors, M. Marcaggi, ne les embauchez pas. Des gens que personne ne connaît, dans un douar, ce ne sont pas des gens bien recommandables.

Au lotissement voisin, nous sommes chez M. Durand, un Français d'Algérie. Il avait des terres dans l'Oranie; il les a vendues pour venir s'installer au Maroc. Il faut le reconnaître : les cultivateurs venant d'Algérie sont dans de meilleures conditions que leurs camarades de France pour réussir dans la colonisation marocaine. Ils sont habitués au climat, ils connaissent le naturel des indigènes, enfin et surtout, ils ont pratiqué les mêmes méthodes de culture.

L'interrogatoire recommence. Les questions se répètent, mais les réponses sont différentes :

— Combien d'hectares sur votre lot?

— Deux cents. J'en ai défriché soixante et je continue une pièce de quarante.

— Combien de personnes vivant sur la propriété?

— Trois; moi, ma femme, mon père. Il est venu pour m'aider, me donner des conseils. Quand je serai bien en route, il retournera chez lui, en Oranie.

« Chez lui, en Oranie », M. Durand a dit cela tout naturellement. L'Oranie, où son père s'est installé il y a un demi-siècle, est devenue le pays de celui-ci. Dans son esprit, il ne le distingue plus de la mère-patrie. Ce sont des colons de cette sorte qu'il nous faut, des colons pour qui la terre concédée est « l'os de leurs os et la chair de leur chair ».

— Constructions? Qu'avez-vous bâti?

— La maison d'habitation. Deux pièces sont terminées; il en reste deux à faire.

— Dimensions?

— Quatre mètres cinquante sur cinq.

— Dites donc, ce sont des pièces énormes!

— Dans une ferme, il faut cela. Avant tout, de la place. Ce n'est pas la peine de venir dans le bled si l'on y est resserré comme en ville.

— Vous avez une écurie?

— Oui. Vingt-cinq mètres sur cinq, et couverte en tôle.

— Le tout vous a coûté?

— Dans les 45000.

— Comme puits?

— J'en ai fait un de vingt et un mètres.

— Il y a de l'eau?

— Il y en a.

— Plantations?

— J'ai planté cinq cents amandiers, mais je les ai plantés trop tard : ils étaient en sève, la moitié est morte. J'ai des oliviers, quelques poiriers aussi ; des grenadiers, des cerisiers et des pêchers : en tout une soixantaine.

— Dans quelques années, mon ami, dit M. France, — le colon qui fait partie de la commission, — vous mangerez de leurs fruits. Ici, c'est le pays des pêches et des abricots. Ils sont aussi « goûteux » que ceux de France.

— N'oubliez pas non plus de marquer, dit M. Durand, que j'ai planté de la vigne : quinze hectares.

— Qu'est-ce que vous avez mis comme plant?

— Du Moscatel.

— Ah ! s'écrie M. France, ça c'est très bien ; c'est un très bon plant ; on ne peut lui faire qu'un reproche : il a la peau fine, il redoute le sirocco.

Celui qui parle ainsi est autorisé à le faire. M. France, — le joli nom pour un colon ! — est Roussillonnais. Le phylloxéra l'a fait émigrer à Sidi-bel-Abbès, dans la région d'Oran, puis il est venu s'installer au Maroc :

— J'y resterai, dit-il, jusqu'à la fin de mes jours. Le pays est merveilleux : pas de fortes gelées, un régime d'eau suffisant, des terres excellentes : tout peut pousser ici, mais spécialement la vigne.

— Monsieur France, comme on voit que vous êtes vigneron !

— Mais non, mon général ; je dis ce qui est. La vigne, ici, pousse parfaitement. Quand je suis arrivé dans la région, je n'avais pas l'idée de faire de la vigne, mais j'ai vu les raisins des indigènes : des raisins magnifiques et qui ne sont pas cultivés. Je me suis dit : « Qu'est-ce que je n'obtiendrai pas, moi qui m'y entends? »

La vinification, M. France la fait d'après les procédés les plus modernes. Les vins qu'il obtient sont excellents. Déjà, ils titrent à douze et treize degrés. L'an dernier, il a récolté 4 000 hectolitres. Ce n'était qu'un début. Il s'occupe à doubler ses caves. Et voici qu'en creusant, on a fait récemment une découverte qui intéressera les archéologues. Le bled de M. France se trouve dans l'enceinte de Meknès, dans ce que le vulgaire appelle les « grands murs », c'est-à-dire les remparts édifiés par Moulay-Ismaïl, le plus formidable constructeur qu'ait connu le Maroc. Quelques coups de pioche ont révélé l'entrée d'un souterrain. Fait de petites briques, il s'étend sur trois kilomètres et demi.

Les indigènes, dont l'esprit est tourné vers le merveilleux, prétendent que Moulay-Ismaïl l'avait creusé pour permettre aux femmes de son harem de se rendre, sans être vues, jusqu'aux jardins et aux piscines. La vérité est autre. Ce souterrain était destiné à l'approvisionnement de Meknès au cas où elle aurait été investie. Dans la pensée du souverain, la ville, « sa ville », devait être imprenable : « Je veux, répétait-il volontiers, qu'elle puisse soutenir un siège de sept années... »

RÉGION DE FEZ

UN TRÉSORIER PAYEUR DEVENU COLON

Point de solution de continuité entre les lotissements de Meknès et ceux de Fez. Même régime pluvial : 600 millimètres d'eau par an, — plus qu'à Paris, — mêmes chaleurs estivales et très fortes, mêmes terres silico-argileuses ou argilo-siliceuses se travaillant facilement et convenant aux céréales, aux oliviers, à la vigne. Ceux qui postulent pour obtenir des lots de colonisation connaissent la valeur de cette région privilégiée : la plus heureuse, peut-être, du Maroc. L'an dernier, il y avait trente lots à distribuer. On a reçu plus de mille demandes.

On peut dire que la colonisation commence aux portes mêmes de Fez avec les lots maraîchers. Ces lots qui n'ont qu'un à deux hectares sont destinés à l'approvisionnement de la ville. Leur création était nécessaire. Le Maroc manquait de légumes. Hormis les carottes, les navets, les salades, les indigènes ne connaissaient que les cardons et les radis. De taille phénoménale et fort piquants, ces derniers sont très appréciés des Arabes pour leurs vertus digestives.

Les lotissements que nous longeons sont plantés en petits pois, fèves, artichauts, choux-fleurs, fenouils et haricots. Ces terrains où pas un pouce n'est improductif formaient, il y a trois ans, un chapelet de marais qui engendraient la fièvre. L'énergie, l'effort d'un être qui, presque toujours, a travaillé seul, a accompli ici une espèce de miracle.

Les lotissements maraîchers dépassés, l'auto roule en pleine campagne. Ciel bas et gris. Après des journées radieuses, l'hiver semble revenu. Tout d'un coup, — vision du Far-West, — un cavalier passe au petit trot dans une pièce de terre. Serré dans sa veste, coiffé d'un large feutre, c'est M. B..., un colon, qui se rend à Fez pour ses affaires.

Les lotissements se succèdent. Au milieu du domaine, une tache blanche : la maison. Par son emplacement, au point le plus élevé, elle permet au colon d'embrasser d'un coup d'œil ce qui se passe sur son domaine. Point de clôture autour de la demeure. La sécurité, dans la région, est complète.

Une allée bordée d'oliviers nouvellement plantés, laisse pénétrer sur les terres de M. Boursy. En l'absence de son mari,

Mme Boursy vient à ma rencontre. Mince avec de doux cheveux blonds et des yeux clairs, c'est une Dunkerquoise. En riant, elle patauge dans la boue, dans le fumier.

— Ne vous attendez pas, fait-elle, à visiter une exploitation comme celles de France. Il n'y a que quinze mois que nous sommes ici : nous sommes encore campés.

Depuis 1910, M. et Mme Boursy habitent le Maroc. Rien ne semblait les préparer à devenir colons : M. Boursy était payeur aux armées.

— Mais, nous dit sa femme, nous avions beaucoup lu : quelle sourde irritation pour nous d'entendre répéter que le Français est casanier, qu'il n'a pas l'esprit colonisateur!... Un jour, un ami suggère à mon mari : « Vous voilà près de votre retraite. On prépare un lotissement à une vingtaine de kilomètres de Fez : celui du Saïs; vous devriez demander un lot. Vous avez cinq enfants, vous êtes « vieux Marocain » et fonctionnaire, vous l'obtiendrez. » Mon mari fait sa demande et fournit son dossier. D'autres avaient sans doute plus de titres que de nous : nous n'obtenons rien...

Six mois passent. Les Boursy apprennent qu'un des lots du Saïs se trouve libre par suite de la carence de son titulaire. Le lot est mis aux enchères. Il a 120 hectares et monte à 72 000 francs. Pour départager les concurrents, on tire au sort. Le nom de M. Boursy est appelé. On lui dit :

— C'est à vous que revient le lot. Le voulez-vous?

M. Boursy accepte.

— Quand il rentre à Rabat, conte sa femme, je n'étais pas trop contente. Je lui dis : « Tu n'as même pas vu ce que tu as acheté!... » Mon mari me répond : « Il n'y a pas à récriminer, c'est fait. »

A cause des enfants, M. Boursy part seul pour Saïs. Pendant six mois, il vit dans une cagna. Que de fatigues! Il en maigrit de sept kilos.

— Il faut dire, explique Mme Boursy, qu'à son nouveau métier il n'entendait rien. Il n'était même pas capable de distinguer un brin d'herbe d'un brin de blé.

Mais, tout de suite, sa nouvelle existence le passionne : une exploitation agricole est tout un petit monde et puis créer quelque chose, voir sortir de ses mains une œuvre entière, quelle intense satisfaction!

Le soir venu, M. Boursy, dans sa cagna, étudiait des livres qu'il s'était procurés. Il avait, en outre, les conseils de son beau-frère, directeur de l'agriculture. Il faisait les choses avec méthode, avec soin. Les jeunes oliviers que j'ai longés en entrant dans le domaine ont une histoire. L'été dernier, pour les préserver d'insolation, M. Boursy les entoure de papier. Ses voisins en font des gorges chaudes :

— Ce percepteur ! Il est tellement attaché à ses papiers qu'il en habille ses arbres...

Mais quand ils constatent que leurs oliviers, à eux, ont péri et que ceux de M. Boursy ont résisté, ils se promettent d'imiter « le percepteur ».

Le bled des Boursy était encombré de *doums*. Il a fallu les arracher à la main :

— Pour encourager les travailleurs, nous leur donnions, en plus de leur salaire, un pain de sucre par hectare. Grâce à ce *fabor* qui nous coûtait très peu, nous n'avons jamais manqué de main-d'œuvre. Sur nos terres défrichées, nous avons mis, cette année, de l'avoine, du blé tendre et des fèves dont les fleurs sont notre orgueil : énormes, parfumées, elles sont pleines d'abeilles. Un de mes neveux arrivé de Bretagne ces jours-ci les admire. Jamais il n'en a vu d'aussi belles.

Les céréales donnent un rendement immédiat et tout colon qui débute commence par en « faire », mais l'intention de M. et Mme Boursy est de transformer leur bled en un vaste verger. Les terres de la région sont de première qualité. Des années et des années s'écouleront avant qu'on ait épuisé leurs sucs nourriciers. En creusant son puits, un colon voisin a trouvé dix-huit mètres de terre végétale qu'on peut considérer comme vierge. La charrue arabe n'a fait que l'égratigner :

— Tout peut pousser ici, remarque Mme Boursy, mais la plaine du Saïs semble la terre bénie pour les arbres fruitiers. Il y a quelques mois, nous avons eu la visite d'une commission de botanistes américains. Ils viennent de nous envoyer leur rapport. Qu'y disent-ils ? La flore naturelle du Saïs est la même que celle de la Californie...

A l'imitation des Boursy, la plupart des colons du Saïs ont mis en place des oliviers et planté des abricotiers, des pêchers. Beaucoup créent de vastes orangeraies. L'exemple de l'Algérie les y encourage. Dans la région de Blida, cette année, la récolte

d'un hectare de mandariniers s'est vendue 20 000 francs, prise sur pied.

Mme Boursy voudrait me faire les honneurs de son domaine, mais les terres sont détrempées. Elle doit se contenter de m'accompagner jusqu'au bout de l'avenue d'oliviers. Au moment où je vais la quitter, elle s'exclame :

— Quand je suis arrivée ici, j'ai été déçue, je trouvais le pays trop plat ! Pour moi, maintenant, il n'y en a pas de plus beau. Ce qu'on donne à la terre, elle le rend en bienfaits. La vie que nous menons ici est parfaite : saine au physique comme au moral.

Le soleil qui lentement a bu les vapeurs rayonne, à présent, au sommet de sa course. Tout vibre dans l'ardente lumière. Retournée par le soc, la terre présente des tons ocreux qui rougeoient. Un ruban bleu que Mme Boursy a noué autour de sa tête semble un reflet du drapeau de France.

UN BEL EXEMPLE DE TÉNACITÉ

Pour finir, un bel exemple de ténacité, de persévérance, d'acharnement dans la lutte contre le mauvais sort. C'est celui que nous offre le ménage Bertin. Leur exploitation se trouve aux environs de Fez, dans le lotissement des Douïet.

On m'a dit :

— Allez voir M. Bertin. Tout le bon sens français est en lui.

C'est Mme Bertin qui me reçoit; son mari est en voyage. Dois-je le regretter? Quand une femme sait conter, on apprend beaucoup d'elle. Elle entre dans des détails qu'un homme négligerait comme futiles et qui, pourtant, sont révélateurs.

La maison est vaste et bien aménagée. Dans le salon dallé et garni d'un mobilier plaisant, des gerbes de blé tressées en couronne par les indigènes forment une panoplie d'honneur. Mme Bertin et son mari sont des Savoyards, d'abord émigrés en Tunisie où ils ont connu toutes les misères, arrivés au Maroc en 1920. La première année pour eux est désastreuse. Le Maroc était à la mode. On s'y portait en masse. Les prix étaient gonflés. Un lot de 300 hectares était à vendre dans la région de Fez. Il était bien situé et pourvu en eau. Parce qu'il avait été « dédoumé », on en voulait 500 francs de l'hectare. C'était très cher.

— Comme il nous plaisait, nous conclûmes l'affaire. A peine est-elle faite, nous constatons que nous avons été trompés. Les Arabes n'avaient coupé le doum et le jujubier que superficiellement : les racines formaient sous terre un feutrage épais dans lequel la charrue bourrait...

Tout le travail de défrichement est à refaire. S'il n'y avait eu que ce déboire ! Mais, écoutez. Pour ensemencer, M. Bertin achète du blé. Il vaut alors 160 francs le quintal. Il achète des bœufs entre 1 000 et 1 100 francs ; des moutons 85 francs. Six mois plus tard, débâcle complète : on vend le blé 36 francs, les bœufs 400 francs, les moutons 30 francs... Les grandes étendues dont les Bertin disposent leur semblent favorables à faire pacager des porcs. Ils en achètent 500, à 3 francs le kilo... Ils en perdent 200, revendent les autres 1 fr. 40. Dans ces conditions, on a vite fait de se ruiner. L'argent gagné en Tunisie, le Maroc le dévore.

— Alors, dit Mme Bertin, avec un beau sourire, nous avons fait comme celui qui, voyant son rocher tombé au bas de la montagne, le remontait sur son épaule...

M. Bertin était président d'une association d'agriculteurs. Multipliant les démarches, il amorce auprès des autorités l'idée de prêts à consentir aux colons : « Faute de cela, dit-il, nous lâcherons pied les uns après les autres. » Le gouvernement du Protectorat promet son appui. Des sociétés de secours sont constituées peu à peu ; des associations sociales qui permettent à tout propriétaire d'unir ses forces à celles de ses camarades. Sous l'impulsion du maréchal Lyautey et du résident actuel, ces différents groupements sont aujourd'hui en plein fonctionnement. Ils prêtent des sommes considérables, — 500 000 francs et au delà, — à un taux variant de 3 à 8 pour 100 (1), avec des ristournes d'intérêt que l'État consent dans de certaines conditions. Les mutilés et anciens combattants ont en outre une caisse mutuelle. Ses avances sont moins importantes. Elles n'excèdent pas 40 000 francs, mais le taux demandé est infime : 1 pour 100.

— Voilà six ans que nous sommes au Maroc, reprend Mme Bertin. Nous y avons mené une vie pénible et quelquefois terrible. La fortune, à présent, nous sourit. Nous, les vieux,

(1) Le taux est bas, pour le Maroc, où les sociétés de crédit prêtent couramment à 12 pour 100.

nous avons mangé les mauvais morceaux; nos enfants auront la vie plus facile. Tant par nous-mêmes que par eux, notre domaine s'étend sur cinq lots de moyenne colonisation : mille hectares environ, en plein rapport.

Debout, sur le seuil de sa demeure, Mme Bertin, tandis qu'elle parle, contemple cette terre où les moissons mûrissent et qui lui appartient doublement : elle ne l'a pas seulement payée de son argent, elle et les siens l'ont enrichie de leur labeur et l'ont fait fructifier. Dans ses grands yeux noirs demeurés lumineux et beaux, il y a une lueur de fierté.

— Parfois, conclut-elle, mon mari dit : « Si l'on m'offrait trois à quatre millions de mon bled, j'hésiterais... » A quoi je réponds : « Moi, je n'hésiterais pas ; je le garderais. »

Quand, il y a vingt ans, nous pénétrions au Maroc, pour venger l'assassinat du docteur Mauchamp, puis le massacre de quelques Européens, nous trouvions un pays usé par l'anarchie, désertique sur presque toute son étendue. A la période de pacification a succédé celle de l'organisation. Nos frères les colons travaillent à la mise en valeur du sol. Par eux, le Maroc se rapproche de nous. Bientôt, il ne sera plus une terre étrangère. Après tant de tentatives infructueuses depuis les Romains pour s'implanter dans le *Moghreb-el-Aksa*, — la terre de l'ouest, — il appartenait à des Français « de le construire pour la première fois », d'y faire lever l'or des moissons.

Henriette Celarié.

QUESTIONS SCIENTIFIQUES

RÉFLEXIONS SUR LA SCIENCE ET LES THÉORIES SCIENTIFIQUES

Il faut reconnaître que l'on a pendant longtemps en France glorifié la science dans de beaux discours, mais que cette haute estime restait purement verbale; l'homme cultivé, qui ne s'était pas livré à des études spéciales, n'avait pas une idée suffisamment précise de ce qui constitue la méthode scientifique. Les conséquences en ont été très graves. Nos laboratoires restaient sans ressources sérieuses, et nos industriels, n'ayant pas dans la science une confiance que l'on rencontrait ailleurs, ne cherchaient pas les améliorations qu'elle permet de réaliser. Les circonstances ont peu à peu obligé à voir les choses sous un jour nouveau; des transformations se sont produites dans la mentalité du grand public à l'égard de la science, et la grande misère des laboratoires, déplorée par Barrès, est devenue moins aiguë. Cependant des discussions se produisent parfois encore sur l'objet et la valeur de la science. Aussi, quoique des questions de cette nature aient été bien souvent traitées, ne sera-t-il pas inutile d'y revenir rapidement, en disant les points de vue sous lesquels on peut envisager la science, et quel est le rôle des théoriques scientifiques.

De très bonne heure l'humanité dut compter des esprits plus attentifs que leurs congénères à l'observation des phénomènes courants; ce furent les premiers savants. Ils allumèrent les premiers feux, et on peut dire que nos lointains ancêtres des temps paléolithiques faisaient œuvre scientifique en cherchant à donner la meilleure forme à leurs instruments de silex.

Une notion, essentiellement scientifique, celle de nombre entier, paraît d'ailleurs avoir toujours été possédée par l'humanité, et dans les opérations sur les fractions certains peuples de la haute antiquité témoignèrent d'un remarquable esprit d'analyse. La géométrie eut primitivement un caractère expérimental; ainsi ce fut d'abord un fait d'expérience que le côté de l'hexagone régulier inscrit est égal au rayon, et les arpenteurs de l'ancienne Égypte avaient remarqué qu'un triangle dont les côtés sont proportionnels à *trois*, *quatre* et *cinq*, est rectangle, propriétés qu'ils utilisaient pour mener des perpendiculaires. Ajoutons que de très bonne heure un sentiment de curiosité se mêla à la recherche de l'utile; or, être curieux et s'étonner à propos est une grande part de l'esprit scientifique, comme le remarquait plus tard Aristote.

Si l'on veut trouver aux époques reculées une science spéculative et des vues générales sur l'univers, il faut les chercher dans les sanctuaires, où s'élaboraient des cosmogonies qui jouèrent, en leur temps, le rôle de théories scientifiques. A la place des esprits innombrables qui, pour l'homme préhistorique comme pour le sauvage moderne, peuplent le monde, un nombre relativement restreint de principes intervenait, et ce travail de simplification avait en quelque manière un caractère scientifique. On fait souvent honneur aux Grecs d'avoir créé la science, et on parle du miracle grec. C'est une expression que, pour ma part, je n'aime pas beaucoup. Les Grecs ont créé cette partie de la science qu'on pourrait appeler axiomatique, dont leur géométrie offre un admirable exemple; mais il ne faut pas méconnaître le long effort scientifique fait antérieurement par l'humanité, et dans leurs spéculations ambitieuses et naïves sur la nature des choses les physiciens d'Ionie continuaient, sous une autre forme, une ancienne tradition.

L'effort pour l'édification de la science s'est continué à travers les âges, et des études approfondies ont souvent montré, au lieu de variations brusques, des évolutions lentes et longuement préparées. Ainsi au XIVe siècle, il y eut en France les Jean Buridan, les Nicole Oresme, d'autres encore, qui précédèrent les Galilée, les Descartes, les Pascal dans l'édification de la mécanique classique, et Newton eut de nombreux précurseurs dans la doctrine de la gravitation universelle. La science, on l'a souvent rappelé, a un caractère essentiellement collectif; pour être

bien jugée, l'œuvre d'un savant ne doit pas être séparée de celle de ses prédécesseurs, ni des travaux de ceux qui ont été sur certains points ses continuateurs.

On fait parfois une distinction tranchée entre la science pure et la science appliquée. En réalité, cette séparation est factice. Montaigne, après avoir dit que la science est un grand ornement, ajoutait aussitôt qu'elle est un outil de merveilleux service. Et le célèbre naturaliste Réaumur a écrit très justement : « L'utile bien considéré a toujours quelque chose de curieux, et il est rare que le curieux bien suivi ne mène pas à l'utile. » Ces influences réciproques ont agi dans l'un et dans l'autre sens, la pratique conduisant ici à la spéculation, tandis que des vues théoriques ont été ailleurs l'origine de recherches pratiques. Que d'exemples mémorables on en pourrait citer ! Dans son immortel ouvrage sur la puissance motrice du feu, Sadi Carnot, en se proposant d'expliquer et d'étendre les services que peuvent rendre les machines à feu, a créé la thermodynamique d'où est née l'énergétique moderne. Pareillement les recherches de Sainte-Claire Deville sur le platine ont été l'origine de ses travaux sur la dissociation, d'où devait sortir la mécanique chimique. D'autre part, Newton, en écrivant le livre des *Principes mathématiques de la philosophie naturelle*, ne pensait guère aux navigateurs qui devaient plus tard utiliser quelque *Connaissance des temps* construite d'après les lois de la gravitation universelle. De même Ampère et Faraday, en étudiant les actions des courants sur les courants et les phénomènes d'induction, préparaient à leur insu la voie à la construction des puissantes machines électromagnétiques dont l'emploi a révolutionné tant d'industries.

Vers le milieu du siècle dernier, les savants étaient nombreux, qui regardaient la science comme ayant pour objet de nous donner le dernier mot des choses et de dévoiler les énigmes de l'Univers, comme on disait alors. Nous sommes maintenant plus réservés, et les points de vue auxquels est envisagée la science se sont modifiés. C'est une vérité depuis longtemps banale que, comme disait déjà Pascal, « les expériences sont les véritables maistres qu'il faut suivre dans la physique ». Quant aux théories, elles ne se proposent plus de donner une explication causale de la réalité même, mais seulement de traduire celle-ci en images ou en symboles mathéma-

tiques. On demande aux instruments de travail que sont les théories, de coordonner au moins pour un temps les phénomènes connus et d'en prévoir de nouveaux ; quand leur fécondité est épuisée, on s'efforce de leur faire subir les transformations qu'a rendues nécessaires la découverte de faits nouveaux.

L'optique offre à cet égard un exemple frappant. Il y a quatre-vingts ans, aucun physicien ne doutait de la réalité du fluide subtil qu'était l'éther d'Huyghens et de Fresnel, et dont les vibrations, pensait-on, produisent la lumière. A la vérité, des difficultés s'étaient présentées quand on avait cherché à rendre compte de sa nature en faisant des comparaisons avec les corps qui nous sont familiers ; on avait cependant fini par s'habituer à ce milieu possédant à la fois les propriétés des fluides et celles des solides élastiques.

Mais depuis lors l'éther a subi bien des avatars ; il ne fut plus avec Maxwell qu'un champ de forces électrique et magnétique régi par certaines équations que compléta plus tard Lorentz. Enfin, des expériences comme celles qui sont à la base de la théorie de la relativité ont conduit certains à lui enlever le peu d'existence qui lui restait. Ce n'est plus que l'ombre d'une ombre, et c'est seulement par métaphore que, en télégraphie sans fil, nous parlons d'ondes hertziennes, s'il est vrai qu'une vibration exige une substance qui vibre. Les physiciens s'efforcent actuellement de combiner la théorie ondulatoire de la lumière avec la doctrine longtemps abandonnée de l'émission. L'expérience ayant montré la discontinuité de certains phénomènes lumineux, il a fallu introduire des sortes d'*atomes* de lumière, et la théorie prend une forme de plus en plus abstraite et mathématique. Cette dernière circonstance est d'ailleurs fréquente dans la physique moderne, les représentations sensibles devenant impossibles, quand on doit se mouvoir, comme il arrive pour quelques questions, dans un espace à quatre ou cinq dimensions.

Des exemples analogues abondent dans les diverses sciences, en biologie comme en physique et en chimie. On peut dire qu'il arrive toujours un moment, où des faits nouveaux viennent montrer l'insuffisance d'une théorie. Claude Bernard exprimait, il y a longtemps, cette pensée sous la forme suivante : « Quand nous faisons des théories dans nos sciences, disait le grand physiologiste, la seule chose dont nous soyons certains, c'est

que toutes ces théories sont fausses, absolument parlant. Elles ne sont que des vérités partielles et provisoires. » Le propos peut paraître décourageant. Mais, pour être provisoires, la valeur des théories n'en est pas moins considérable dans bien des cas; sans ces fils conducteurs, il n'y a le plus souvent qu'empirisme grossier. C'est ce que montre assez la théorie de l'éther lumineux; quoique insuffisante aujourd'hui sur certains points, elle n'a pas encore épuisé sur d'autres sa merveilleuse fécondité.

Du fait que l'histoire des sciences est pleine de ruines de théories abandonnées, il ne doit pas résulter un sentiment de découragement. Tout au contraire, dirai-je, malgré une apparence de paradoxe; on doit en effet s'émerveiller de ce que, avec des représentations lointaines et décolorées des choses, l'homme ait pu débrouiller le chaos de tant de phénomènes et trouver des lois de plus en plus approchées. Buffon aimait à répéter : « Rassemblons des faits pour avoir des idées. » On peut ajouter : « Avec ces idées cherchons à édifier des théories qui nous permettront de prévoir des faits nouveaux et d'accroître notre puissance sur la nature. » C'est là en résumé tout le cycle de la connaissance scientifique envisagée du point de vue de la science positive. De ce point de vue d'un pragmatisme tout spécial, l'admirable édifice scientifique, laborieusement bâti à travers les siècles et qui s'accroît chaque jour, défie toute critique. Science et puissance, comme disait Bacon, se correspondent et vont au même but. Puissent-elles n'être à l'avenir jamais employées qu'a des fins bienfaisantes.

Émile Picard.

LES EXPOSITIONS

I

TROIS PORTRAITISTES

C'est la saison qui le veut : des expositions à tous les coins de rues; retardées par les élections, elles éclatent toutes à la fois. Voici tes Incas, ô Marmontel! au Pavillon de Marsan; voici, chez M. Jéan Charpentier, les peintres de la Jeunesse; voici, à la Renaissance, d'Ingres à Picasso, un siècle de femmes et d'enfants. J'en passe, et m'arrête seulement à trois noms que le hasard rassemble, deux peintres et un sculpteur, Winterhalter, Largillierre, Houdon : beau brelan de portraitistes.

Le nom de Winterhalter commence à revenir sur l'eau. Son tableau de *l'Impératrice et de ses dames d'honneur* vient d'être payé cinq cent mille francs à la vente de Farnborough. Il est très juste que ce tableau ne parte pas pour l'Amérique : c'est un souvenir de famille. On a bien fait d'y mettre le prix. Je n'aime pas beaucoup que la France vende ses meubles. C'est une question de dignité. Pour toute sorte de raisons morales, le tableau valait le sacrifice. Mais j'ai peur que beaucoup de personnes ne se laissent aujourd'hui impressionner par les enchères. Du fait qu'un Winterhalter a coûté le prix d'un tableau de maître, il ne s'ensuit pas du tout que ce soit de la peinture; nous avons payé très cher une relique, un objet de sentiment, nullement un chef-d'œuvre.

J'atteste que je ne nourris aucune espèce de préjugé. J'étais

même animé des meilleures intentions. J'aurais été ravi de faire amende honorable. Pauvre Franz ! Je ne lui en veux mie d'être Badois : il n'est pas le premier Allemand qui ait fait fortune à Paris, et il y en a eu, comme Heinsius, ou Steuben, qui sont de charmants petits-maîtres. Mais celui-ci est vraiment un artiste pitoyable. Pour tout dire, c'est un peintre qui gagne à la reproduction. Il arrive qu'une image de lui, promette quelque chose; le malheur est que le tableau ne tient jamais la promesse.

Rien de plus curieux à cet égard que le fameux petit tableau qui représente l'Impératrice en bergère Marie-Antoinette : on sait que c'était la marotte de cette souveraine de rappeler la mémoire de cette princesse infortunée. Le peintre visiblement pastiche Fragonard. Mais quelle vulgarité! Tout ce qui voltige, chatoie, ravit chez l'enchanteur ; toute la spontanéité, tout l'esprit de la touche se figent chez le copiste en emplâtres criards; les ors se changent en gros sous, la féerie du poète en barbouillage.

Winterhalter est un de ces peintres à qui la couleur ne réussit pas. Quel mauvais génie lui a mis une palette entre les mains? La disgrâce de ce peintre célèbre est telle, qu'elle devient un phénomène intéressant. Il vaudrait la peine de rechercher quel ensemble de qualités médiocres a pu faire de cet artiste exsangue le portraitiste de deux cours et le type accompli du peintre pour femmes du monde. On pourrait donner sa recette : avant tout, de la « distinction », un air engageant et rêveur, un soupçon de mélancolie, beaucoup de rubans, de fanfreluches, de gazes, de bouillons, et cependant un art de laisser paraître un beau bras, une épaule, une gorge peu discrète, des charmes sensuels qui font deviner la jolie femme; beaucoup de « fini » partout, enfin des masses de cheveux, de l'abandon, de la coquetterie, aussi peu de style que possible, personnalité nulle du peintre et du modèle, voilà les ingrédients d'un bon Winterhalter. L'artiste peint ces dames comme elles se voyaient elles-mêmes, ou comme les rendait leur miroir. C'est à peu près tout son secret : il a fait du portrait un succédané du genre *chromo*.

Le problème, c'est de savoir pourquoi, à partir d'un moment donné, les gens du monde se sont brouillés avec la bonne peinture. Il faut que le diable s'en soit mêlé, car les

grands peintres ne manquaient pas. Pendant que le Badois faisait fureur, il y avait Ricard, il y avait Manet. Encore une fois, il y a là pour moi un mystère incompréhensible, un divorce dont l'art n'a pas cessé de souffrir, — le même à peu près qui exile la bonne société loin de ses vieux logis, dans ce qu'on appelle les beaux quartiers, le long d'impitoyables boulevards, autour d'églises sans passé qui ont moins de souvenirs qu'une paroisse de village.

Mais quoi ! Il est bien évident que tout cela ne fait rien à l'affaire. Il faut peu de chose, dit Michelet, pour faire une poésie. Une romance de salon, une ritournelle de valse sur un orgue de Barbarie arracheront les larmes aussi bien que la plus belle phrase de Chopin ou de Berlioz. Il n'est guère question d'art ici, mais de remuer de vieilles cendres, de ranimer de tendres mémoires, la mémoire d'un temps où nos aïeules étaient de jeunes femmes et nos mères des jeunes filles. De méchants portraits y valent les bons, et ce serait assez d'un album de photographies pour nous faire murmurer la ballade des dames du temps jadis.

***

Largillierre (écrivons ainsi, puisque c'est ainsi qu'il signait), Largillierre est un bien autre homme que ce Winterhalter. M. Camille Gronkowsky a eu la bonne idée d'honorer au Petit Palais le peintre de la ville de Paris. L'exposition est magnifique et infiniment instructive. Ce maître célèbre est un grand nom plutôt qu'un artiste populaire; il est illustre et mal connu. M. Georges Sortais a repéré cinq cents tableaux de lui dans les musées et collections d'Europe et d'Amérique. De ce nombre, M. Gronkowsky en a réuni plus du quart. C'est un très grand service qu'il rend à l'histoire de l'art français.

Pendant plus de soixante ans, entre l'achèvement de Versailles et celui de la place Stanislas, ce maître éminent occupe la scène. Sa personne imposante remplit tout l'intervalle qui sépare Le Brun de Boucher, la Montespan de la Pompadour. Il est même significatif que pendant cet espace de temps, le grand rôle, en peinture, soit tenu par deux portraitistes. De 1680 à 1740, Largillierre et Rigaud sont les colonnes de l'École. Le portrait respectueux que Largillierre fait de Le Brun (en 1677) est un hommage à un maître dont la carrière se termine. On ne

recommencera plus l'apothéose de Louis XVI. C'est une autre époque qui commence.

On a trop dit que Largillierre n'a fait que des portraits du Tiers : tout comme un autre, il peint le beau monde, il peint la Cour aussi. Voici la duchesse du Maine et cette peste de princesse des Ursins, et surtout ce gros boudin rougeaud de grand Dauphin, les tripes à la gêne dans une cuirasse de Mardi Gras, prodigieuse peinture qui fait comprendre tout ce que Saint-Simon nous raconte sur l'ami de « la Choin » et la cour de Meudon. Mais le fait est que les pinceaux de ce Parisien du pont Notre-Dame sont plutôt roturiers. Largillierre, en peignant les femmes, a beau leur prêter des merveilles de robes et de brocarts, jusqu'à des attitudes et à des attributs de déesses : il lui manque presque toujours ce je ne sais quoi qui nous enchante devant d'autres portraits qui ne valent pas les siens, cette troublante essence que possède un Mignard, et qui fait notre émoi devant son affolante Mancini de Berlin.

Au contraire, donnez-lui des hommes de son monde, de la finance, du Parlement, mieux encore, des confrères, des peintres, des sculpteurs, c'est là qu'il est à son affaire; alors, il n'a pas son égal. Rien de plus généreux, de plus opulent, de plus cordial : pas de peinture plus nourrie, plus substantielle, plus cossue. Il y a tel morceau de verve étourdissante, tel robin drapé de noir qui ne serait pas mieux habillé par Frans Hals, telle main d'avocat qui vient, a-t-on pu dire, de ramasser un gant de Titien. Et sous les perruques, les crinières, les manteaux solennels, les vastes écroulements des robes et des manteaux, quelles bonnes figures honnêtes et fleuries, quelles physionomies spirituellement françaises! Quel art de définir le caractère sous le personnage! Quels délicieux bonshommes que ceux du bonhomme Largillierre! Tout cela se ressent de la majesté du siècle. On est toujours un peu en représentation, on a son rang dans la hiérarchie, on pavoise, on exhibe moins ses talents que sa fonction. Le cadre demeure très fort, mais l'individu ne risque pas pourtant de s'y confondre. Tout cela va marcher comme à la procession, mais les masques, si l'on y prend garde, vous diront toute la comédie.

Ces restes du passé, loin de nuire à l'art du peintre, le servent en plus d'une façon. On sait que le rôle de cet enfant de Paris, élevé à Anvers et à Londres, a été de verser dans la

peinture française la couleur et le sang de Rubens et de Van Dyck. Il détourne l'Escaut, le fait se jeter dans la Seine. On le voit bien à ses portraits d'échevins, à son grand *ex-voto* de Sainte-Geneviève : ces tableaux de corps, de magistrats, ces *Régents*, ces *Syndics*, gloires de Haarlem et d'Amsterdam, il n'a pas tenu à Largillierre que nous n'en eussions l'équivalent. La Révolution a tout détruit. Il ne nous reste que des épaves. Elles suffisent pour montrer ce que nous avons perdu. Sans médire des *Banquets* de Hals, on est obligé de convenir que ces beaux tableaux ne sont guère que des collections de portraits, et qu'ils auraient gagné à être mieux construits. Largillierre, comme virtuose, ne le cède guère à Frans Hals : et comme il est plus intelligent ! Il n'est pas mauvais même pour un portraitiste d'avoir encore à son service, outre la pratique du métier, une armature intellectuelle, une savante économie de la composition et de l'architecture. Il fait bon venir après Poussin ; il en reste toujours quelque chose.

Justement, voici des essais que Largillierre a peints dans le genre poussinesque. Ces exercices étaient perdus ; le bruit de l'exposition a permis d'en retrouver deux. Nulle part on ne voit mieux ce que Largillierre cherche à conserver de son immortel prédécesseur, ce qu'il garde de sa structure, ce qu'il y ajoute en effet et en rayonnement, ce que le tableau perd du côté de l'esprit, ce qu'il gagne en sonorité et en orchestration. Les rythmes de Poussin, ses cadences se compliquent et se dissolvent ; les comparses envahissent la scène ; au lieu de la cantate pensive, du grave oratorio, les choses tournent à l'opéra.

Qu'a-t-il manqué à Largillierre pour être un des dieux de la peinture ? Avec son magnifique talent, laisse-t-il une de ces images qui font rêver ? Pas de plus beaux portraits que les siens : *Nicolas Coustou* vaut déjà presque un Perronneau. Personne n'a mieux connu les secrets du métier, ajouté plus de ressources à un art encore abstrait et un peu cérébral. Au point de vue du praticien, un portrait comme celui de la Duclos en grand décolleté, roucoulante, redondante, fraîche, poudrée, les bras en croix, les yeux au ciel, est une merveille insurpassable ; pour le rendu des chairs, le teint de lait, la nacre de la gorge, l'éclat des velours et des satins, rien de supérieur à ce morceau. A peine se prend-on à sourire en songeant que cette commère si bien portante est en train de jouer Ariane :

Ariane, ma sœur, de quel amour blessée...

Alors, on se rappelle un petit tableau de Potsdam, un tableau qui n'est guère mieux peint que celui-là, où un Pyrrhus enrubanné comme un pigeon pattu crispe un poing tragique et noyé de dentelles, où la petite Andromaque, comme une La Vallière, sanglote dans son mouchoir. La technique, la couleur, la palette sont les mêmes ; dans les deux cas, c'est du Rubens. Mais de ces éléments que Largillierre a tant maniés, ce n'est pas Largillierre qui a extrait la poésie. Il n'a créé que la langue, c'est Watteau qui en a dégagé la musique.

* * *

Le troisième de nos portraitistes est le sculpteur, et c'est lui le plus grand des trois. Il est assez connu, par bonheur, pour me dispenser de beaucoup de paroles.

Il s'agit de Houdon qui est mort en 1828 : Versailles, où il est né, célèbre cet anniversaire. Un excellent choix de ses ouvrages a été réuni dans les salles de la Bibliothèque. Pour beaucoup de personnes, ce sera une occasion de visiter ce chef-d'œuvre trop peu connu, et qui mérite deux fois de l'être, d'abord par sa beauté et puis par les souvenirs d'histoire qui s'y rattachent : c'est là que fut signé le traité de 1783, qui est l'acte de baptême des États-Unis. Ici fut le berceau de l'indépendance américaine. L'œuvre de Houdon est éparse aux quatre coins du monde : Rome, Pétersbourg, Washington, le Louvre, Montpellier, sans parler de Londres, de Genève et de Stockholm, s'en partagent les monuments. On ne pouvait songer à être complet. Beaucoup de figures célèbres sont du moins représentées par des maquettes ou des esquisses, qu'il est instructif de comparer avec l'ouvrage définitif. Rien n'est plus passionnant à suivre que le travail d'un maître : les variantes de Houdon valent les *épreuves* de Rembrandt.

Je ne dis qu'un mot du portraitiste : Houdon est peut-être le sculpteur qui a laissé le plus de bustes, — plus de deux cents. On peut dire que ce fut là sa vocation. Fils du XVIIIe siècle, enfant de cette génération ivre de Plutarque, élève des philosophes et de l'Encyclopédie, et en qui brûlaient l'enthousiasme des grands hommes et la foi dans les grandes choses, ce plébéien était né avec le démon de la gloire : il ne rêvait que

de léguer de grands exemples à la patrie. C'est le moment où la monarchie, cessant de proposer au peuple l'image de ses rois, conçoit un programme national : un Panthéon nouveau, les statues des penseurs, des bienfaiteurs du genre humain, les héros de l'esprit, Descartes, Fénelon, Bossuet, Montesquieu, prennent place dans les niches de la chapelle des Quatre Nations, supplantent les vieux saints de la *Légende dorée*. C'était proprement une religion : à la place des dieux, l'humanité montait sur les autels.

Cette mystique (que je ne discute pas) explique la flamme inouïe que respirent les bustes de Houdon. Ce qui est plus rare encore, c'est que ce sentiment grandiose, cette conscience sacrée de la mission du statuaire, ne refroidit nullement chez lui le sentiment de la vie. David avait comme lui cette pensée héroïque, mais il lui arrive trop souvent d'y sacrifier la vérité. La volonté du grand le glace. Aurait-il osé peindre Voltaire comme le sculpteur l'a vu, sans perruque, avec son crâne pointu de vieux moineau déplumé? Houdon n'est jamais embarrassé par son idéologie. Personne n'a plus de style et n'a moins de manière. Jamais il ne se guinde, jamais grand homme ne l'intimide : il adore le génie, et conserve en sa présence toute sa fraîcheur d'impressions. Il l'égale, en quelque sorte, à force de naïveté.

Il faut voir le tableau de Boilly qui le représente à l'ouvrage, au milieu de son peuple de plâtres et de bustes, en train de modeler tandis que le grand Laplace pose. Debout, les yeux perçants, en blouse d'ouvrier, une boule de glaise à la main, le petit démiurge, agile et impérieux, reproduit cette tête, ce front de vieillard où s'énoncèrent les lois de la mécanique céleste. Rien de plus candide, de plus direct, de plus immédiat. Qu'est-ce que le sculpteur entendait à la science de l'astronome? Peu de chose sans doute : et cependant le résultat de cette opération si instinctive est un document de phrénologue. Il y avait du devin et du naturaliste, du Lavater et du sorcier dans ce diable d'homme.

Comment parler de tous ces bustes? La plupart sont célèbres : il y a là bien autre chose qu'une description de « classe », comme chez La Tour ou Largillierre : ce sont des documents de races, les matériaux d'une histoire naturelle des esprits.

Un de ces bustes fait rêver : c'est celui de Napoléon.

Houdon l'a fait deux fois. Le buste de Dijon est celui du César officiel. Le marbre de Versailles est moins connu. Je ne sais rien de plus saisissant. Ce n'est pas le général de l'armée d'Italie, le héros d'Arcole, tel qu'au portrait de Gros, le maigre consul de Marengo, tel qu'au bronze merveilleux de Corbet, condottière de la République, coiffé de ses oreilles de chien. C'est le petit Tondu, le petit Caporal, le soldat d'Austerlitz et d'Iéna, avec ses épaulettes, sa petite tenue de général. Impossible d'imaginer quelque chose de moins imposant. Quoi! Cet empereur des Français, ce génie des batailles, ce vainqueur qui fait trembler l'Europe, c'est lui, c'est ce garçon à tête de collégien! Une moue tendre et romanesque, légèrement boudeuse, un grand front, des joues rondes, un air, je ne dirai pas d'enfantillage mais d'incroyable enfance, le sérieux d'un gamin qui rumine un coup; des yeux qui fixent sans regarder, une mine à la fois ingénue et absorbée, derrière laquelle se forme une résolution rapide : sur un paysage tout uni, un nuage léger précède la foudre. On sent que dans cette tête ne peuvent naître que des idées claires, des solutions presque naïves. On oublie la littérature, toutes les admirations pour les profonds calculs, le machiavélisme, la politique du surhomme : l'impression directe, la voilà. Le génie de Napoléon, c'est justement sa simplicité. On se rappelle le brillant paradoxe du *Lys rouge :* « Les rêves d'un enfant, mais d'un enfant grand comme le monde », et on se prend à penser que ce paradoxe est d'accord avec l'observation du plus infaillible des témoins. Qu'on se figure les stratèges, les capitaines savants, les chancelleries classiques, avec leurs combinaisons, leurs manœuvres compliquées en présence de ce nouveau venu qui se moque des règles du jeu, bouscule l'échiquier, court au but et, devant tout problème, tranche avant que l'adversaire ait eu le temps de revenir de sa surprise. « Je pense plus vite », disait-il. C'est tout le secret de ses victoires : il n'en fallut pas davantage pour dérouter le monde pendant vingt ans. Voilà ce que nous apprend un portrait de Houdon : l'artiste a vu que cette aventure prodigieuse n'est pas celle d'un quinquagénaire ambitieux comme César, mais l'irrésistible miracle de la jeunesse d'Alexandre. Houdon est le grand poète de la Révolution. C'est le Shakspeare de la sculpture.

PIERRE TROYON.

LES EXPOSITIONS

II

LA JEUNESSE

C'est une idée fort jolie d'avoir groupé des tableaux, des dessins, des miniatures, etc., exécutés par des maîtres, du XVIe au XIXe siècle (inclus) et représentant tous d'enfantins ou de jeunes visages. Les musées ont prêté quelques trésors, les collectionneurs quelques beautés, et tout cela, groupé en quelques salles du bel hôtel que M. Jean Charpentier offre toujours avec tant de généreuse bonne grâce aux manifestations de l'art et de la charité, est de la plus agréable réalisation. On ne saurait trop conseiller de l'aller voir, d'autant plus que cette exposition charmante est organisée par les Amis de l'Entr'aide à domicile. C'est assez dire quel est son but, aussi bienfaisant qu'artistique. Bienfaisant, doublement... puisque les visiteurs trouvent, en ces salles, le réconfort que donne toujours la vue des apparences printanières, et qui, les ramenant aux souvenirs les plus frais et les plus insouciants, les éloigne un moment de leurs tristesses.

Certes, nous ne trouvons pas là tous les échantillons des enfants et adolescents de ces quatre siècles (et nous ne nous doutons guère que quatre siècles nous contemplent), mais, bien au contraire, ceux de la façon dont ces siècles, leurs modes, leurs peintres la comprirent et l'interprétèrent. On n'est pas enfant, on n'est pas jeune, comme cela, à son idée, tout naturellement, à la manière du radis, de l'iris, du hanneton ou du souriceau. Les pauvres petits, dès le berceau, sont les esclaves des cou-

tumes et des costumes. Il n'y a que quelques façons d'être larve, et toujours les mêmes, d'être bourgeon, d'être petite pousse et poussin; mais il y en a d'innombrables d'être nourrisson, enfant, jeune homme, jeune fille. Voyez plutôt : voilà la *Petite fille à l'oiseau mort* (école des Pays-Bas, premier quart du XVIe siècle). Cette pauvre enfant, toute embéguinée de lingeries monacales et mortuaires, tenant son oiseau raidi dans ses horribles petites mains, a l'air de la petite fille des Parques; elle fait peur. Il vous faudra maintenant attendre jusqu'à Carrière et son enfant fantôme, assise auprès d'un nuageux guéridon et de l'ombre d'une tasse (*Gourmandise !*) pour contempler aussi livide effigie.

Réchauffons-nous auprès de la bande de mioches, les *Enfants Habert de Montmor*, déroulée par Philippe de Champaigne. Ceux-là, malgré l'austérité des petits habits, ont l'air d'enfants vrais; et on sent, à la malice retenue de leurs figures, qu'une fois loin du peintre, et débarrassés de leurs atours, bruns, bleus, roses, ils vont galopiner et se chamailler tout à leur aise. En revanche, cette *Leçon de danse* de Le Nain n'a rien d'une fête. Que ces petites filles sont donc vieilles ! ce sont des aïeules, dont les progénitures doivent être minuscules... ainsi que l'indique d'ailleurs le nom du peintre. Nous retrouvons cet aspect vieillot aux cueilleurs de cerises de Morland. Que dire aussi de la tristesse magnifique et bouffie de la plupart des enfantins portraits royaux? Que ce soit le petit Louis XIV tout solennel par Mignard, Louis XIII enfant et son frère, le comte de Toulouse, en dieu marin, singeant Neptune (et il a tout à fait une tête gamine qui conviendrait à un amateur de patinette); le grand Dauphin, vêtu tel un royal perroquet de luxe, de bleus vifs et de vermillons tapageurs; que ce soit l'*Enfant de France au hochet*, par Boucher, tout empaqueté de ses soies bleues et l'air aussi dénué, pourtant, qu'un de ces petits « locatis » (dont nous parla si bien M. Lavedan) et ces pauvres agneaux serrés l'un près de l'autre, *la duchesse d'Angoulême et Louis XVII* par Vigée Lebrun, tous, ils s'ennuient dans leur enfance et leur rang, sous ces affublements magnifiques.

Combien ont l'air de petits fantoches ces deux bambins du XVIIIe siècle, les pauvres vieux ! s'amusant à construire un château de cartes ! L'un en rouge vif, toquet noir, sur une figure futée de petit singe, l'autre, petite fille dodue de deux

ans à peu près, décolletée comme une grand mère, et coiffée d'un bonnet à fleurs! Au fond, la grâce du bébé, du *bambino*, ne semble-t-il pas que seuls, les tableaux représentant les Jésus l'aient vraiment rendue? Les amours sont dodus comme cochons de lait, et les bébés nus imitent trop les amours. Il fallait le respect inspiré par l'Enfant Dieu pour que les peintres puissent comprendre et rendre la majesté ingénue du tout petit être et la sagesse mystérieuse de son innocence. Les peintres du XVIIIe siècle anglais ont compris l'enfant, mais l'enfant plus grand, plus épanoui; cependant que de charmants et souriants Lawrence! Et j'aime ce drôle de bébé, de Gilbert Stuart, peint dans les bras tendus de sa mère en des tons qui annoncent déjà Marie Laurencin. Enfin, quel étonnant masque de bébé par Manet, physionomie d'une curiosité, d'une intensité, d'une perspicacité extraordinaires; et j'aime aussi cet enfant vraiment charnel, attaché comme un fruit rouge à sa mère sanguine et tendre, peints par Mary Cassatt.

Mais, dès que ces bambins ont grandi, qu'ils ont dix ans, douze ans, quinze ans, alors toutes les grâces assouplissent les pinceaux des peintres du XVIIe et du XVIIIe siècle, charmés par leurs modèles, leur fraîcheur et la juvénile audace de leurs attitudes, de leurs cheveux, de leurs teints. Reynolds les assied sous les grands arbres et leur donne l'air de héros des contes; Lawrence accentue leur aspect de chat ou de fleur, et penche amoureusement la sœur aînée aux boucles brunes près du petit frère blond; et il comprend aussi toute la tristesse étonnée du regard émouvant du Roi de Rome, ce petit garçon qui est environné de nuages et semble prêt à y disparaître sans préciser sa destinée. Le portrait d'un petit prince, par Perronneau, en bleu d'azur, cheveux poudrés, bouclés, visage si frais, bouche purpurine, est délicieux; il a l'air d'un fruit qui mangera les hommes; et le comte de Choiseul Gouffier, par Drouais, en ses gris sobres et sa fraîcheur, est impayable, car ce petit bonhomme est déjà sérieux comme un ministre. François de la Porte, marquis de Presles, quinze ans, par Van Loo, est le plus ravissant adolescent, si blond sous sa poudre, et le visage pur si bien posé au-dessus de l'habit de velours couleur d'aigue marine! Toutes ces jeunes personnes, dans leurs cadres, font des grâces, sans doute pour lui plaire, même si elles et lui n'ont pas eu

quinze ans dans le même temps : les fillettes de Greuze banales et tendres, celle de Drouais, sucrée, maniérée, agaçant son petit chien, celle de Fragonard avec son ruban bleu dans ses cheveux défaits et serrant sur ses seins nus et à peine naissants, des « chiots » criards et, eux aussi, nouveau-nés... Cette jeune personne est délicieuse; elle est à l'instant où la fillette devient jeune fille, presque jeune femme; elle est naïve et experte. Certes François de Presles dédaignera la grosse réjouie de Drolling et trouvera trop petite cette enfantine coquette au visage de fleur, et vêtue de brun, décolletée en son cadre ovale, et trop jolies et apprêtées, telles les desserts auxquels on ne touche pas, ces jeunes personnes de Winterhalter. Mais il jettera un sournois coup d'œil sur la jeune fille endormie qu'un petit chat perché surveille, et à toutes il préférera cette image, par Vestier, de la célèbre Duthé, en baigneuse, toute nue et si bien coiffée, les boucles apprêtées rendant plus « piquant » encore son très simple appareil.

Il songera sans doute, — cependant que le blâmera le sage *Jeune homme au carton* de Lépicié, — à imiter avec elle ce groupe de Fragonard, délicieux de lumière heureuse, *les Amants heureux*, où la jeune femme aux chairs de déesse tend les bras au petit amoureux, impatiente déjà de transmettre et de perpétuer cette jeunesse qui la transfigure. La nacre de son dos, Renoir la retrouve presque, dans l'autre salle, avec sa baigneuse ; mais, avec sa petite fille en gris, il nous raconte tout l'ennui, tout le morose de certaines enfances ; seule *l'Innocence* de Raiburn s'ennuie autant. Tandis que la *Fillette à la poupée* de Berthe Morizot disparaît béatement dans un profond fauteuil, pendant que fleurissent autour d'elle toutes les couleurs de la vie.

Mais voici de jeunes visages, encore et toujours ; non loin des dessins de Clouet, *Marguerite de Navarre*, *François II...*, d'une telle vitalité réelle, *Charles et François Hugo*, par Boulanger ont l'air fraternel de deux rimes ; le jeune *comte de Gobineau*, par Chassériau, est vraiment délicieux et aussi Chassériau, à dix-neuf ans, par lui-même. Un affreux « rat » de Degas semble leur « faire de l'œil », ainsi qu'aux jeunes hommes peints par David ou Delacroix. La belle jeune fille de Mary Cassatt, se détachant sur le velours d'une loge, semble attendre le spectacle de la vie ; et une fillette et un chat de

Renoir, se précisent avec une intensité japonaise. Que d'illustres noms vous trouverez encore, — et ici pêle-mêle, — Boilly, Devéria, Alfred de Dreux, Puvis de Chavannes dont le *Doux pays* semble une de nos plages modernes, Debucourt, Rodin, Isabey, Cochin, Lamy, Bonnat, Courbet, Stevens et ce Dubufe si savoureux, le visage exquis de Pauline de Talleyrand, et Horace Vernet et Ary Scheffer et Lancret et Zurbaran...

Et puis, voici des miniatures, des biscuits de Sèvres, des jouets, des poupées, quelques mannequins, quelques costumes; parmi eux, émouvant entre tous, ce petit habit de Louis XVII, de couleur triste et brodé comme d'un printemps funèbre; il semble, ce petit habit, un symbole mélancolique de la rapidité du temps, de la férocité du destin : tout être étant dépouillé de la royauté de sa jeunesse et, s'il continue à vivre, cessant d'être ce qu'il était.

Qu'est-ce donc que la jeunesse? Le bien le plus précieux, parce que le plus périssable et le plus regretté, parce que le plus fugitif? Un état que l'on s'efforce de faire durer au delà des limites imposées par la nature? Une grâce du corps et du cœur? ou bien, seulement, cette période de transformation féerique, où l'enfant devient homme ou femme, rejette son cocon, s'éploie, se révèle, éclot dans la lumière de l'amour, afin de se perpétuer avant son déclin si prompt... Ou bien encore la jeunesse est-elle l'époque active et transitoire, où il nous est ordonné d'amasser des trésors qui durent toute notre vie?

Les siècles passés avaient peut-être une idée plus juste que la nôtre de la jeunesse. Voyez ces enfants, ces adolescents, ces jeunes filles : la coutume, révélatrice de tant de choses, les vêt, les coiffe, les affuble comme s'ils étaient mûrs, comme s'ils étaient vieux; l'enfance, l'adolescence, la jeunesse, ne comptaient que comme un état préparatoire; hâtez-vous d'être les hommes et les femmes que vous devez être : mariez-vous à douze ans, à quinze ans, soyez officier à seize, général à vingt-cinq, entrez vite et tôt dans l'âge viril ou féminin. Était-ce un bien? était-ce un mal? Je ne sais. Mais, est-ce un bien, de nos jours, de considérer la jeunesse comme un royaume où pourront demeurer ceux et celles qui seront assez malins pour ne pas s'en laisser exclure? Au rebours des siècles où les petites filles étaient costumées en aïeules, où les jeunes femmes se

paraient de cheveux blancs poudrés, les aïeules actuelles ne voudraient point pour elles-mêmes des modes d'enfants de ces siècles-là. On ne veut pas vieillir. « Pourtant, tu t'en iras un jour de moi, jeunesse », a gémi tendrement le jeune et célèbre auteur du *Cœur innombrable*. Mais oui : la jeunesse s'en va. Et c'est pourquoi il faut la laisser partir, restant soi-même, sans se soucier de rester jeune ou vieux, mûr ou frais. La jeunesse s'en va, dispersée si tôt, comme les pétales au vent du printemps. Mais l'arbre reste.

Certes, à notre époque, l'on devient moins vite vieux; et notre époque est aussi celle où l'on a compris le mieux l'enfance. Comme ils sont bien vêtus, bien soignés, bien contents, bien appétissants, les enfants du XXe siècle ! habillés selon l'hygiène, la commodité, le grâce, la propreté, la simplicité. Mais ce n'est pas une raison pour que les vieilles gens adoptent ces costumes, ces coiffures sur elles surannés. Tout cela, d'ailleurs, n'est qu'en attendant mieux. Il paraît que la médecine et la chirurgie suppriment déjà, de plus en plus, la vieillesse, les rides, les humeurs moroses, les souvenirs tristes, les regrets, les cheveux gris et les chairs lasses... Mais alors, si l'on ne vieillit plus, la jeunesse ne sera plus qu'un mot... Et aucune vieille maman ne contemplera plus avec cette allégresse émerveillée les jeunes visages de ses enfants si beaux... C'est qu'il faut être vieux pour comprendre, apprécier ce rayonnement, qui, de vous, a passé sur d'autres. On n'osera plus faire une exposition de la jeunesse... Et tout le monde sera jeune jusqu'au tombeau... Est-ce à souhaiter ? Ne serait-ce pas plutôt à craindre ? Non pour les jeunes anciens, mais pour ces dépossédés qui seront les vrais jeunes et que, pour distinguer de leurs arrière-parents, on sera forcé d'appeler les nouveaux jeunes.

Pour le moment, allez voir les jeunes d'autrefois. Ils ont tant de charme !

Celui de la Jeunesse, devenue le Passé.

GÉRARD D'HOUVILLE.

LITTÉRATURES ÉTRANGÈRES

SIR EDMUND GOSSE

Dirai-je notre chagrin? Nous perdons un ami. Où aller désormais dans Londres, puisque voici fermé le petit péristyle de l'hôtel d'Hannover Terrace? Que faire de nos soirées là-bas, si nous n'avons plus la ressource de passer une heure avec lui en regardant le crépuscule brouiller les arbres de Regent's Park? Qui nous rendra ses ravissantes causeries du dimanche, ses propos du *Sunday Times*, où il abordait tout sujet, parcourait d'un vol si léger tout le champ poétique, nous promenait dans le jardin des Muses? Sir Edmund Gosse est mort. Il n'est plus, cet esprit charmant, ce maître de l'amitié, ce génie d'abeille qui butinait pour notre compte dans cinq ou six littératures; une chaîne se rompt, un anneau manque, l'anneau d'or qui rejoignait dans son cercle tant de provinces diverses de la pensée humaine et mariait tant de rivages.

Il occupait au milieu des lettres contemporaines une situation à part : c'était une situation d'arbitre, le rôle d'un informateur discret, d'un conseiller de goût infaillible dont l'avis s'imposait, faisait autorité. Nul ne faisait moins que lui le pontife et l'oracle. Il était l' « honnête homme », comme nous disions autrefois, le parfait *gentleman* de lettres, celui qui savait tout de la littérature, mais étranger aux disputes d'écoles, sans envie, sans fiel, sans système, conservant en toute chose l'urbanité, le ton de la bonne compagnie. Dans notre société bouleversée, dans cette crise à laquelle l'An-

gleterre n'échappe pas plus que le reste du monde, c'était un instrument délié, une balance de précision à peser les valeurs. Il maintenait le sens de la culture et de la qualité. On lui savait gré de ce service et surtout de sa manière exquise de servir. Il jouissait d'un prestige réservé d'ordinaire à ceux que le public appelle ses favoris. On le vit bien, il y a trois ans, quand l'illustre écrivain célébra ses noces d'or : toute l'Angleterre s'associa à cette fête de famille, s'y mit affectueusement en tiers, applaudit à cette vie d'honneur, au titre dont le Roi la décorait. Il fallut bien que Sir Edmund se laissât faire violence, vît combien il était aimé. L'hiver suivant, il voulut bien se prêter encore à ses amis français.

C'est alors qu'il fallait lui rendre ce témoignage, mêler ma voix à ce concert. Un zèle maladroit me retint : je voulus trop faire et ne fis rien. Je savais Edmund Gosse d'origine française et lui-même croyait ses ancêtres de Bordeaux. C'étaient des protestants expulsés dans ce grand drame de la patrie, dans la tourmente de la Révocation. L'un deux, me confiait-il, était même écrivain, auteur d'un poème français sur la religion. Je me promettais de rechercher ces traces, de découvrir dans les archives, dans l'histoire du Refuge le secret du berceau de notre ami, de ses affinités françaises. J'ai consulté le *Bulletin de l'histoire protestante*, les précieux *Proceedings of the Huguenot society* de Londres, ces recueils émouvants, ces actes de la famille française déchirée : j'y rencontre plusieurs familles du nom de Gosse, mais toutes picardes ou rémoises, toutes de condition ouvrière ou marchande. Je ne vois nulle part l'émule d'Agrippa d'Aubigné dont j'avais l'ambition de citer quelques vers à l'auteur des *Profils français*.

Du reste, on sait que ce genre de greffes a chance de fournir des hybrides exquis. Il est permis de croire qu'une part du talent d'Edmund Gosse, quelques-unes de ses qualités de grâce et de souplesse sont un héritage lointain de ses aïeux français. Ce qui serait à étudier, dans ces cas d'atavisme, c'est une loi de réaction, un rythme d'intermittence. On le conçoit sans peine, hélas ! ces grands arrachements, ces transplantations d'exilés ne vont point sans douleurs, sans cruelles rancunes : on ne l'a vu que trop par l'exemple de la Prusse. Le regret du foyer, à la troisième génération, se tourne quelquefois en aigreur, en amertume inexpiables. Le père d'Edmund

Gosse nous détestait. Le fils nous rendit tout son cœur.

Plus tard, sur le soir de sa vie, l'écrivain, dans un livre fameux, nous a conté lui-même l'histoire de son enfance, le drame de deux générations. Ce récit, *Père et fils*, publié en 1907, n'est pas un document moins important pour l'histoire de la conscience anglaise que n'est pour celle de l'âme russe le *Pères et enfants* de Tourguénef. Aujourd'hui, dans la transformation rapide de toutes choses, dans le mouvement accéléré qui détache chaque jour l'Angleterre de son passé, un tel livre est sans prix : rien ne fait mieux comprendre ce que fut ce monde d'autrefois, ce monde presque évanoui qu'était le milieu puritain.

Philip Gosse, le père de Sir Edmund, était un naturaliste savant et pieux, à qui une aventure plaisante donna un moment de célébrité. Il appartenait à une secte méthodiste particulièrement rigoureuse, appelée les frères de Plymouth. Quand parurent les travaux de Darwin sur l'origine des espèces, l'Écriture lui parut menacée, et il crut devoir intervenir pour défendre l'œuvre des Six jours par un livre qui est un chef-d'œuvre d'ingéniosité et de théologie baroque. Confesseur et martyr, le pauvre homme faillit sombrer dans le ridicule. C'était pourtant une meilleure tête qu'il n'y paraît par sa manière de raisonner. L'auteur de l'*Actinologia britannica* et de l'*Histoire des coraux* n'est point un savant à mépriser, et ces recueils, qu'il illustrait lui-même de minutieuses planches à l'aquarelle, sont encore des livres estimés. L'œil vissé à son microscope, il interrogeait patiemment les secrets de la nature; son fils le regardait faire et faisait comme lui par esprit d'imitation. Il montrait en ce sens des dispositions singulières et observa même un beau matin une nouvelle espèce d'anémones de mer. Tous les critiques littéraires n'ont pas le privilège d'avoir découvert à dix ans la *phellia murocincta*.

Sir Edmund ne perdit jamais entièrement cette curiosité; j'en eus un jour une preuve remarquable. Il m'avait fait l'honneur de venir me voir à la campagne; un papillon s'approcha de la fenêtre. Gosse me demanda le nom de cette bestiole, et je dus lui avouer que je n'en savais rien. Il s'étonna que je ne fusse pas capable d'appeler par leurs noms toutes les mouches de mon jardin. « C'est vrai, ajouta-t-il, en France, vous ne connaissez la nature qu'en termes généraux. Pour vous un

papillon n'est jamais qu'un papillon. » Il avait raison : sur ce chapitre la poésie anglaise est plus exigeante que la nôtre ; mais c'est peut-être moins une affaire de race que d'éducation religieuse. Jean-Jacques a eu de bonne heure le goût d'herboriser : la musique, l'histoire naturelle sont les deux cordes de sa lyre. Ce trait se retrouve chez d'autres écrivains de tradition protestante ; il est très apparent chez l'auteur du *Voyage au Congo*.

Mais revenons aux Frères de Plymouth. C'est dans cette chapelle assez sombre, dans ce petit milieu dissident, sous les regards de Calvin, que le naturaliste rencontra celle qui devint sa femme. Tous les deux avaient dépassé depuis longtemps la jeunesse. Il avait quarante ans, elle en avait trente-huit. Leur fils est un enfant de vieux et n'eut pour ainsi dire pas d'enfance. La mère était une de ces personnes qui vous abordent avec des *tracts* et, dans les omnibus, vous demandent à brûle-pourpourpoint si vous avez « trouvé Jésus ». Elle était héroïque quand il y allait du Salut.

Rien n'est plus curieux que le tableau que fait l'écrivain du petit coin étrange, de la bizarre province morale où se passèrent ses premières années : grisaille sourde, pays d'ennui et de contrainte, animé d'une seule grande passion monotone. Qu'on se figure ce ménage où, le soir, pour unique sport, les deux époux, penchés sur la Bible, se livraient à d'infatigables calculs sur le chiffre de la Bête, et cherchaient dans le texte sacré le mot des événements contemporains! Ils s'évertuaient à découvrir dans le Lévitique et le Pentateuque l'histoire de Pie IX et de Napoléon III. Le plus fort est qu'ils trouvaient toujours. Cette chimère obstinée était leur idée fixe, leur occupation exclusive. Ils étaient malades de Dieu, n'attendaient que la fin du monde. Établi dans ces certitudes, on n'avait que mépris et colère pour qui ne partageait point la foi, pour qui avait le malheur de ne pas se rendre à l'évidence. On poursuivait d'invectives bibliques la « grande prostituée de Babylone », (c'est ainsi qu'on parlait de Rome) et on couvrait de sarcasmes la « prétendue Église d'Angleterre ». Ce langage furieux était le ton ordinaire de la conversation. Dans le village, le marchand d'oignons allait criant sa mélopée :

Here is your rope
To hang the Pope (1)

1) « Qui veut une corde pour pendre le Pape? »

et, nouveau Jonas, un ivrogne parcourait indéfiniment l'unique rue, en mugissant d'une voix dolente cette exhortation invariable :

Wa-atch and pra-hay
Night and da-hay! (1)

Dans cette île excentrique et morose des « Saints », ainsi qu'ils s'appelaient eux-mêmes, l'enfant grandit sans jeux, sans plaisirs, sans compagnons de son âge. Aucune fée ne vint lui sourire, aucune fable ne lui fut contée : un « saint » devait ignorer ces vanités et ces mensonges. La mère était pourtant une personne romanesque, et n'en était que mieux en garde contre ce péché. Un jour toutefois son fils découvrit au grenier un morceau de feuilleton qui tapissait le fond d'une malle : c'est le premier roman qui lui tombait sous les yeux, il le dévora avidement. Telle fut sa révélation de la littérature.

Cette vie prodigieusement chagrine, hors du siècle, remplie de pensées de l'autre monde, où il n'était question que de Dieu, mais d'un Dieu jaloux, menaçant, n'ayant que la vengeance à la bouche, où, s'il arrivait quelque malheur, on ne manquait pas de l'attribuer à la colère du ciel, où, si quelqu'un se cassait la jambe, on l'invitait à demander pardon de quelque faute, cette existence de cauchemar dans un désert de terreurs gothiques, aurait-on cru cela possible, chez des gens d'ailleurs cultivés, et que ce fût l'atmosphère de petits bourgeois anglais, il n'y a pas si longtemps, au temps de la gloire de Gladstone et de Disraëli ?

Sur ce fanatisme huguenot je me borne à deux anecdotes. Une fille du village, menée au Crystal Palace, s'indigna des moulages, des blanches nudités, et dans un saint transport les attaqua à coups d'ombrelle ; renvoyée chez elle, elle fut reçue en triomphe, pour avoir brisé les idoles. Voici le second trait. Quand il eut quinze ans, l'enfant que l'on destinait à la carrière de pasteur, fut conduit à un meeting qui se tenait à Londres : on célébrait cette année-là un centenaire de Shakspeare. Mais l'assemblée dont il s'agit était bien éloignée de cette frivolité. On y foudroyait le paganisme. « Pendant que nous sommes ici, tonnait un orateur, ne voyons-nous pas, mes frères, sans qu'il s'élève une protestation, des impies procéder

(1) « Veillez et priez, la nuit et le jour. »

à une fête sacrilège, à la glorification de Shakspeare, vil comédien, âme perdue, qui expie à présent ses crimes en enfer? » Je suis bien aise de rapporter ces paroles édifiantes, pour l'instruction des personnes qui accusent l'Église d'intolérance; je sais bien que Bossuet a dit la même chose de Molière, mais il n'écrivait pas en 1867.

Ce mysticisme atrabilaire, l'esprit de secte, l'insupportable orgueil de ces dévots qui se flattaient d'être en communication directe avec Dieu, rebutaient une jeune âme que le désir de l'inconnu, l'air du temps, les lectures, l'intuition qu'il y avait autre chose, achevaient d'affranchir peu à peu de sa prison. Il serait trop long de rapporter les étapes de son émancipation. Et cependant, beaucoup plus tard, sans cesser de voir les travers et même les défauts violents de ce petit monde puritain, surtout son étroitesse, le zèle maussade, la sécheresse, le manque d'amour, tout ce qui le rend haïssable, l'écrivain ne peut prendre sur lui de le condamner tout à fait. C'était une école peu aimable, mais une grande école de caractères. « Sans elle, l'Angleterre ne serait pas tout ce qu'elle est. » Elle exagérait inutilement le goût de la souffrance, les côtés tristes de ce monde. Mais sous des dehors revêches se cachaient quelquefois des trésors de bonté. Ces gens exigeaient beaucoup d'eux-mêmes et demandaient peu à la vie. Leur sérieux profond impose le respect. Dans ces existences ternes et sombres se développaient souvent des vertus magnifiques. L'auteur perdit sa mère quand il avait sept ans. Elle mourut d'un cancer, et supporta son mal avec un courage admirable. Sur son lit de mort, son mari l'exhortait à se réjouir dans le Seigneur. Elle refusa de mentir. « Je n'ai pas la joie, dit-elle, j'ai la paix. » Parole digne de la grande âme d'une Mère Angélique. Il semble qu'en faisant l'expérience de ce monde-là, le futur critique ait vécu son *Port-Royal*. Il y paraît dans ses études si nombreuses sur des gens d'Église, sur Donne, sur Newman ou Jeremy Taylor. Il garda toujours de là le goût des choses spirituelles, que ce fût chez une sainte Thérèse, un saint Jean de la Croix, un Coventry Patmore. Il dut à cette éducation de pouvoir comprendre avant tout le monde le génie de l'auteur de *Brand* et de *Rosmersholm*.

A l'époque de ses débuts, la première génération des grands

« victoriens », les Dickens et les Thackeray, était en train de disparaître; Carlyle continuait à prophétiser tout seul et à maudire l'esprit du siècle, mais une nouvelle école, infiniment originale, commençait à attirer l'attention : c'était un mouvement qui embrassait à la fois tous les arts, une véritable Renaissance. Elle avait trouvé à la fois son initiateur en tous sens dans cet extraordinaire Gabriel Rossetti, son héraut dans Ruskin, son poète dans Swinburne, et celui-là était, depuis la mort de Baudelaire, le premier poète de l'Europe.

Thomas Hardy n'avait encore rien écrit et continuait à exercer son métier d'architecte. Meredith publiait ses premiers livres, Walter Pater ses premiers essais. Parmi les jeunes gens qui allaient suivre, le novice avait la chance de rencontrer presque tout de suite Robert-Louis Stevenson. On découvrait Keats et Shelley, jumeaux ressuscités d'entre les morts, comme la jeunesse de Lamartine avait trouvé un précurseur dans un André Chénier. Quel dommage que Gosse n'ait pas écrit ses *Souvenirs* ! Qui nous aurait rendu mieux que lui le charme de ces premiers moments de l'école préraphaélite, l'enthousiasme qui accueillait *Atalante*, les *Odes et poèmes*, les *Chants avant l'aurore* ? J'entends encore le vieillard, au bout d'un demi-siècle, me parler des vers de son ami. « Quand je les relis, s'écriait-il, le sang bout dans mes vieilles veines ! »

Son premier recueil, *Sur la viole et la flûte*, respire la poésie raffinée de ce temps-là, le goût de la forme recherchée et précieuse. Ce ne sont pas des vers d'un grand poète, mais d'un ouvrier délicat, qui se plaît aux curiosités du métier. Bon exercice pour un critique que d'être rompu aux difficultés de la langue et du mètre : c'est un hommage aux Muses, qui n'est pas inutile même à tout prosateur. Gosse n'est pas une âme sans musique. On trouve dans ces vers une érudition prosodique, des rythmes adroitement empruntés à Villon, à Ronsard : le jeune homme (sans doute par Swinburne) se montre déjà familier avec la poésie française. On voit qu'il a aussi fréquenté l'Italie, l'Allemagne, Wagner; une pièce est dédiée à Ibsen, qu'il a connu à Dresde.

Cette rencontre fut décisive. Peu après, le jeune homme se rendit en Norvège, et il en rapporta le livre qui le fit connaître : ses *Études scandinaves* et ses *Promenades danoises* (complétées dans la suite par une *Vie d'Ibsen*) le mirent soudain en vue,

lui montrèrent sa voie. C'était en 1879 : pour son coup d'essai, il rapportait des nouvelles d'un monde inconnu, ajoutait une province à l'Europe. Son livre est le pendant du *Roman russe* de E.-M. de Vogüé. A une époque où le matérialisme triomphait avec Zola, il ouvrait une fenêtre sur les fjords, les glaciers, faisait passer sur les esprits ce grand courant d'air pur.

Un tel service le classait et le faisait remarquer de l'homme influent de l'époque, Leslie Stephen, le fameux directeur de la *Fortnightly Review*, qui éditait alors l'excellente collection des *English men of letters*, l'aînée de ces séries de monographies littéraires qui ont pullulé depuis lors et ont été imitées un peu partout. C'est là qu'Edmund Gosse publia ses livres sur Gray et sur Congreve, le grand comique du temps de la Restauration (la Restauration anglaise, il va sans dire), sur Jeremy Taylor, l'auteur de l'admirable *Manuel de la Bonne mort*, modèles de biographies savantes et attrayantes, auxquelles il ajoutait bientôt son ouvrage capital sur la *Littérature anglaise du XVIIIe siècle* qui demeure, au bout de quarante ans, le livre classique sur le grand siècle de Pope et de Dryden, de Swift, d'Addison, de Charles Lamb et de Johnson : âge de perfection de la pensée anglaise, à l'heure où ce génie, sans jeter son plus vif éclat, atteint sa plus grande influence et son pouvoir de rayonnement.

Mais, quels que soient le prix de ces beaux livres et le talent du biographe, ce n'est pas là encore que l'auteur, à mon sens, donne le meilleur de lui-même ; ce n'est pas là que je le trouve parfaitement au naturel. Ces ouvrages auraient toujours mérité le respect, l'estime du *scholar* d'Oxford ou de Cambridge; ils sont un peu académiques. Ils n'auraient pas rendu l'écrivain populaire. Ils lui donnaient l'autorité et la considération ; ils lui valaient une place, — on décore peu en Angleterre, — de bibliothécaire à la Chambre des Lords : le poste assurait son indépendance. Mais ces honneurs l'auraient laissé en dehors du grand public, en dehors du courant de la vie. Gosse n'aurait été qu'un grand fonctionnaire de la littérature. Le journalisme l'obligea à écrire pour tout le monde, à montrer toutes ses ressources, à donner enfin sa mesure.

On médit quelquefois du journal, on se plaint beaucoup de ses méfaits ; on l'accuse d'émietter le talent, d'interdire les patients efforts, de rendre impossibles les grands ouvrages. Il

en favorise d'autres, qui ne sont pas moins utiles. Il faut de l'esprit pour être court : il en coûte moins parfois d'écrire une thèse qu'un article. A côté des chercheurs et des spécialistes, qui ont leur rôle et qu'il n'est pas question de diminuer, il y a place pour le pur critique, pour l'homme de goût qui sait extraire en quelques phrases la fleur de tout sujet. Le journalisme n'a pas empêché Sainte-Beuve de construire son grand monument de *Port-Royal;* mais sans le journal, il n'aurait pas fait les *Causeries du lundi*.

Pour moi, le meilleur d'Edmund Gosse tient dans cette production incessante qu'il donna à la presse, dans ce qu'il appelait avec bonne humeur ses homélies, ses petits sermons dominicaux. A partir du jour où il entra comme rédacteur au *Sunday Times*, il rencontra sa vraie formule. La presse du dimanche est une spécialité anglaise qui n'a pas d'équivalent ailleurs. Nos suppléments littéraires n'en donnent aucune idée. C'est une institution qui repose sur cette espèce de sacrement qu'est le dimanche anglais : gêne qui fait un peu bouder, un peu sourire, mais n'en est pas moins respectée comme une règle d'hygiène nationale. Le reste de la semaine est consacré aux affaires, à l'argent, aux occupations temporelles. Le dimanche est à part. Même dans les maisons où l'on pratique peu le culte, c'est du moins le jour de liberté, de vacance morale, le jour de l'intimité, du recueillement, du délassement en famille. Le *gentleman* qui, après le *breakfast*, se renverse dans son fauteuil, fait sauter la bande du *Times* et s'apprête à absorber lentement le copieux journal, vaque aux choses de l'esprit, célèbre encore le jour du Seigneur.

C'est à ce public sérieux et honnête, à ce vaste auditoire attentif de tous les cottages d'Angleterre, que s'adresse le critique du dimanche. Le journal est un haut-parleur qui lui permet d'atteindre à domicile, individuellement, et cependant à la même heure, tout ce qui pense dans le pays. Qui n'a pas son *Sunday Times* ? Qui n'a pas lu le dernier « Gosse » ? Pour huit jours, il fournit la pâture à quiconque aime réfléchir. Il ne le prend pas de haut avec ses ouailles, il ne relève pas ses manches avec apprêt et majesté; il cherche en toutes choses le point de vue humain, celui du non-initié, du profane, du *layman*. Il ne parle pas non plus à l'homme de la rue, mais à un auditeur assis, séparé des intérêts vulgaires par une couche

de bien-être, de campagne, de calme domestique, par le double espace d'une nuit de repos qui l'isole déjà des soucis matériels et permet d'écouter un ami qui vous parle de ce qu'il aime.

Et de quoi parle-t-il, cet ami? Qu'a-t-il tant à cœur de vous dire? Ici, je voudrais entr'ouvrir cette aimable maison du maître, vous introduire dans ce logis où nous fûmes accueillis naguère d'une si chaude hospitalité. Il faut savoir que le premier mot de l'enfant avant d'être capable de demander du pain, avait été le mot *book*, ce qui était vraiment l'indice d'une vocation. Les livres en effet furent pour lui le pain quotidien de la vie, et quelque chose de plus nécessaire que le pain. Des livres, il y en avait partout: dans le haut cabinet, ils s'élevaient jusqu'au plafond en colonnes compactes, sur triple rang de profondeur, et l'on avançait dans la pièce comme dans une tranchée, à travers de savantes chicanes établies ingénieusement pour multiplier le rayonnage et diviser le poids qui menaçait d'effondrer le plancher. Mais ce poids, sous lequel gémissait la charpente, la tête d'Edmund Gosse le portait sans embarras. Et quels livres! Quelles éditions, quel choix, quelles dédicaces! Il y avait là toutes les littératures d'Europe, un espalier de poésies. Dès l'entrée, on était flatté par une légère ivresse, par l'odeur onctueuse, ambrée, confite, délicate et dévote du maroquin. On allait comme dans une chapelle, dans le parfum d'encens et de vieilles roses d'une sacristie. Cette ferveur du livre rare, le goût de cette chasse spéciale qui, pour une bourse modique, représente tant de ruses, de sacrifices, de désirs, de flair et de bonheur, s'étaient encore accrus dans le commerce de Swinburne. C'est ce que Gosse permettait en lui à la sensualité. Son vieil ami George Moore l'attaquait, pour le mortifier, sur cet enfantillage, et Gosse le taquinait à son tour sur ses bibelots. Cette collection incomparable était la somme d'une vie d'amour. Des livres, il y en avait jusque dans le salon. Une vitrine de Chippendale, l'unique meuble rare du logis, attirait les regards: là était le trésor, le Saint des saints. Là s'alignait un bataillon de pièces de théâtre, une armée de ces vénérables in-quartos qui font palpiter de convoitise le véritable collectionneur. A l'époque où le critique commençait à acheter, les originaux du temps de Shakspeare étaient déjà inabordables, réservés aux seuls millionnaires. Mais il y avait tout le théâtre,

alors inexploré, de la deuxième moitié du XVIIIe siècle, toutes les comédies d'Ethelredge et de Wycherley, des raretés introuvables, des monstres de poètes inconnus, valant aujourd'hui plus de guinées qu'ils n'avaient coûté de shillings. Que de fois, en attendant le maître, j'ai pris plaisir à manier ces inestimables bouquins! Je me rappelle surtout une *Princess of Clèves* d'une grossièreté invraisemblable, qu'on ne pouvait ouvrir sans tomber sur une page d'ordures, qui auraient bien surpris Mme de La Fayette. Je ne sais si quelqu'un l'a jamais étudiée.

Ces livres, c'était Gosse lui-même : il y tenait plus qu'aux siens, je veux dire à ceux qu'il avait faits. Le goût de la lecture, de la lettre moulée, « la curiosité et l'amour de tout ce qui s'écrit, » c'est-à-dire la curiosité d'autrui, voilà sa passion dominante. « Au bout du compte, a-t-il écrit, le curieux, qui ne songe qu'à satisfaire un infatigable zèle de l'esprit, s'est probablement avisé du meilleur moyen d'extraire du plaisir de la vie. » Il était heureux et ne s'en cachait pas ; et son secret était de ne pas songer à lui. Il l'a dit dans de jolis vers :« Un fil parfumé de vapeur turque, — s'enroule à mes livres de pourpre et d'or. L'esprit du sage trouve la paix, — à travers le regret de vieillir... Flottez, rubans bleutés de lumière odorante! — Que m'importe la moue de pitié de la vaine jeunesse? — Le vieillard ne vieillit pas s'il conserve l'enfance du cœur : — l'intelligence survit, et c'est elle le vrai trésor. »

Causeries dans une Bibliothèque, c'est le titre d'un de ses livres, et tel pourrait être celui de vingt autres volumes qu'il nous laisse. Tous les huit jours, à l'occasion d'une réédition ou d'un livre nouveau, d'un volume de mémoires ou de poésies, de la dernière chose qu'il vient de lire, il jette sur le papier quelques pages rapides, qui ne sont autre chose qu'une lettre à ses lecteurs. Il se laisse aller, on l'écoute penser tout haut. C'est quelque chose de très personnel, qui ne se laisse ranger dans aucun genre bien défini : c'est quelquefois un récit, quelquefois un portrait, souvent de la confidence, des anecdotes, des souvenirs. En un mot, ce n'est pas l'étude, ce n'est pas la leçon ou la chronique, c'est l'Essai : « L'Essai, cette invention que fit Montaigne, au second étage de la tour de son château, un jour du mois de mars 1571, l'Essai, cette œuvre d'art subtile et délicate qui veut de l'élégance, de l'abandon, de la fraîcheur, de la spontanéité, avec la construction raffinée

d'un sonnet. » Invention française, ajoute-t-il, mais qui a été surtout une tradition anglaise, depuis le *Spectateur* d'Addison jusqu'aux *Essais* de Macaulay et de Pater, aux *Intentions* d'Oscar Wilde, et dont Gosse lui-même restera un des maîtres.

L'écueil du genre, ou plutôt sa mort, c'est le ton didactique ou le ton prédicant : éviter comme la peste de faire le professeur ou le *clergyman*. Bannir tout pédantisme, toute scolastique, toute éloquence : « de l'honnêteté, de la modestie, l'intelligence ouverte et des manières bien élevées » ; « un style aisé, sans prétention, qui ne soit que l'effet « d'une certaine culture dans la façon de s'exprimer, et le simple miroir de la bonne conversation » : voilà en quelques traits ce qu'il loue chez Pope ou Addison; c'est son idéal de l'essayiste, et le voilà peint par lui-même.

Il est bien difficile d'en dire davantage et d'inventorier seulement les sujets qu'il effleure dans ses « zigzags d'hirondelle », ses capricieux vagabondages. L'étendue qu'il embrasse, son tour d'horizon est immense : c'est à peu près toute la matière de la littérature, tout ce qui constitue le bagage de la grande culture. Cela va d'une étude sur Ausone ou Claudien, jusqu'au dernier livre de Gorki ou de Selma Lagerloff; on passe d'Ovide à Camoëns et de Louis Couperus aux souvenirs de Mrs Asquith; cela comprend aussi bien l'antiquité que le moyen âge, tous les pays et tous les siècles, tout le domaine de l'humanisme, tout l'empire du lettré, pour qui les anciens ne cessent pas d'être des vivants, et leurs livres sont non pas « des instruments de torture entre les pattes d'un grammairien », mais des Champs-Élysées accessibles à toute âme bien née. On voit que la matière est assez comparable à celle de Sainte-Beuve ; mais l'esprit, s'il se peut, est encore moins systématique. On trouve chez l'auteur des *Lundis* un dessous de Cuvier ou de Geoffroy-Saint-Hilaire, une ambition de distinguer des espèces et des familles, d'établir ce qu'on appelait alors des « physiologies » ; Gosse a tout à fait renoncé à cette prétention. Il ne connaît que des individus, qui ne sont ni tout à fait bons ni tout à fait mauvais et qu'il s'agit de peindre à force de nuances. J'ajoute qu'il se montre fort réservé sur le chapitre de l'érotisme, sur tout ce freudisme avant la lettre qui occupe une place un peu gênante chez Sainte-Beuve ou chez Michelet.

Je me reprocherais de ne rien dire d'une chose qui nous

touche, et qui distingue Sir Edmund Gosse dans sa génération : je parle de sa tendresse pour la France, de l'amour généreux qu'il portait à notre pays. Ce n'était pas un sentiment encore très répandu il y a soixante ans, et pour le fils d'un puritain, on peut dire qu'il revenait de loin. Peut-être ce qui le séduisit, ce fut justement cette liberté, cette lumière qui offensaient les frères de Plymouth et leur paraissaient diaboliques : c'était le contraire de l'esprit borné,de la religion haineuse qui avait été celle de son enfance. Il aimait tout de notre pays, le joli ciel, les vins, les coteaux, la campagne sociable, la culture, les auberges, les livres; il l'aimait depuis la Provence jusqu'à la pointe du Raz, du Roussillon à la Bourgogne (peut-être son ami Stevenson lui avait-il passé son goût de chemineau de nos provinces); il l'aimait de Froissart à Renan, de Rabelais à Balzac, de Villon à Molière. Peut-être son penchant secret le portait-il surtout vers quelques-uns de nos prosateurs : nos moralistes, Montaigne ou Pascal, et nos épistoliers et nos mémorialistes. Dans une seule étude sur Disraéli, on le voit citer deux fois, au courant de la plume, La Rochefoucauld et Mme de Sévigné. Peu d'écrivains ont contribué davantage à dissiper les malentendus, à familiariser l'Angleterre avec notre pensée, à créer l'atmosphère qui a servi au rapprochement. Dans la mesure du possible, il a travaillé à supprimer le détroit; il a été un des bons ouvriers de l'Entente cordiale.

Que ne puis-je traduire son beau sonnet sur Périgueux, les vers sur la mort de Banville ou de Leconte de Lisle, le poème chaleureux, dédié à André Gide, et intitulé la *Terre de France!* Les lecteurs de la *Revue* n'ont pas oublié le noble article qu'il nous adressait pendant la guerre aux heures noires de Verdun.

Et depuis lors, il ne cessait de maintenir le contact. Il n'était jamais las de s'instruire de tout ce qui se faisait chez nous. Dans ses derniers articles, nos livres l'occupent presque autant que les anglais : il s'en trouvait toujours quelques-uns sur sa table. Il parle de Rimbaud, de Verlaine, de Proust, de l'*Ariel* de M. Maurois, du *Vauban* de M. Daniel Halévy. Et avec quelle finesse, quel tact de jugement ! Qu'on en juge par ces deux lignes : « Le nomadisme, voilà le trait le plus singulier de M. André Gide... On le trouve le matin dans une certaine humeur, et nous nous préparons à faire route avec lui ; mais le soir tombe, et le lendemain on s'aperçoit que l'Arabe a

replié sa tente et disparu *incognito*. » Est-il possible de mieux caractériser l'auteur de *la Porte Étroite* et de *l'Immoraliste*? Et encore ceci, sur M. Paul Claudel : « Quand cet étrange rhapsode s'abandonne à son délire de lyrisme, il lui arrive de perdre le fil de son idée et de s'égarer dans un nuage de rhétorique pompeuse, d'où jaillissent de splendides éclairs de métaphores et des détonations grandioses de pensées. »

Jusqu'au bout il resta le même, curieux, enthousiaste, expansif et joyeux; jamais cœur moins usé, jamais intelligence plus souple. Sa vaste expérience des livres ne l'avait ni refroidi ni blasé : à la vue du papier imprimé, il retrouvait son appétit, sa fringale de lecture. Dans les derniers temps, sa vue, qu'il avait toujours eue très basse, s'était encore émoussée; un verre noir, sur un œil éteint, obscurcissait son beau visage. Il s'en plaignait parfois, mais soit par un effet de son courage ou de sa merveilleuse santé, il n'avait rien perdu de son ressort, de son élasticité d'esprit et même de sa gaieté. Cette puissante vitalité, cette grâce qui rendait son commerce si amène, cette force de sympathie, je ne les ai vues qu'une seule fois en défaut : c'est dans son jugement sur l'*Ulysse* de James Joyce qu'il appelait une œuvre de charlatan. Mais qui n'a ses limites? En somme, le grand critique s'est rarement trompé : et, dans tout ce qu'il a écrit, on ne peut lui reprocher une petitesse, une misère, un mouvement d'aigreur; on était sûr de le trouver « du côté des bons anges ».

Cher esprit de lumière! Parti d'une noire église, d'un culte sauvage et jaloux, il s'évade, il s'élève toujours d'un mouvement aisé jusqu'aux saintes et sereines hauteurs, à ce Dieu dont il est dit « qu'il y a plus d'une chambre dans la maison du Père ». Dans laquelle de ces chambres aura-t-il sa demeure? Il est difficile de le dire : mais plus d'un, qui dédaigne ce critique et se croit créateur pour écrire de mauvais romans et de médiocres pièces de théâtre, peut-être sera lu moins longtemps. S'il y a dans le Westminster céleste un coin des bons lettrés, à côté du *Poet's corner*, c'est là qu'on le trouvera, dans le voisinage de ses ombres préférées, où Montaigne converse avec Addison, Swift avec Voltaire et Renan, Sainte-Beuve avec Lucien et le bonhomme Johnson. S'il n'est pas à leur taille, il est de la famille.

Louis Gillet.

A TRAVERS LES THÉATRES

Le compositeur Cabaner disait fort plaisamment : « Il me faudrait trois orchestres militaires pour donner la sensation du silence en musique. » Ceux qui se plaignent de la stagnation de notre théâtre n'ont pas eu, depuis six semaines, moins de dix-sept pièces en trois actes, dix pièces en un acte, toutes nouvelles, et de quatorze pièces reprises, pour leur donner cette sensation de silence dramatique sur la scène française. Encore sommes-nous à l'époque voisine de l'été, où les directeurs de théâtre ne se mettent point volontiers en frais. A vrai dire, et ce n'est pas là une bien grande confidence, les directeurs de théâtre, comme les administrateurs de grands magasins, font une fois l'an leur inventaire, et il s'ensuit nombre de « soldes ». Dès les premiers jours de mai apparaissent en rangs serrés, les pièces auxquelles ils ont cru de moins en moins après les avoir reçues, et destinées selon eux à faire les déjeuners de soleil des premières chaleurs. Ce n'est point la règle absolue, mais j'y connais peu d'exceptions.

L'occasion est donc excellente de prendre en faute ce flair tant diffamé des directeurs de théâtre, et de mettre leur intuition sur la sellette. Il ne peut être question de critiquer leur jugement; le manuscrit qu'ils ont reçu n'était qu'à deux dimensions, la pièce qu'ils jouent en comporte une troisième; les renversements de perspective sont fatals, et presque toujours imprévisibles. C'est pour l'expert le plus infaillible courir une grande chance que d'acheter une statue dont il n'a vu que la gravure. Le discernement seul ne suffit pas : il y faut de l'inspiration. La foi qui nous semble, après coup, la plus justifiée ne va pas sans angoisses : une heure avant *Cyrano de Bergerac*, le directeur du théâtre de la Porte-Saint-Martin, épouvanté de sa témérité, évaluait à quelque trente représentations l'avenir du chef-d'œuvre.

Eh bien! il faut le confesser, cette fois-ci au moins les directeurs de théâtre ne se sont point fourvoyés dans leurs pressentiments, et la plus grande part des spectacles qu'ils avaient réservés pour la période ingrate de la saison ne méritait guère mieux. Hormis *la Vie est belle* de M. Marcel Achard, le niveau des pièces jouées ces temps derniers est décevant au dernier point. L'avant-garde n'a occupé aucune position nouvelle et a bien mal défendu celles qu'elle s'est acquises. Et des auteurs en renom, comme MM. Charles Méré et André Birabeau, ont quelque peu battu les champs.

***

Avant *la Vie est belle*, M. Marcel Achard avait écrit nombre de pièces; elles lui ont valu une réputation entre toutes enviable : celle d'un poète charmant, au cœur spirituel, aux inventions délicates. Quelquefois, étourdi par sa verve, il faisait grand carnage de trouvailles, grande moisson de fleurs, mais quittait là son gibier et ne liait pas sa gerbe. C'est un bel exemple de profusion insouciante, de dilapidation juvénile que *Malborough s'en va-t-en guerre*, joué il y a trois ans à la Comédie des Champs-Élysées. Tant de grâce, de nonchalance heureuse, de prodigalité étaient à ne pas oser conseiller la sagesse et suggérer la marche à qui dansait si joliment. C'est un grand bonheur que M. Marcel Achard se soit avisé de lui-même, entre deux rêves, un jour de pluie, qu'il faut un cordon aux perles, un rythme à la chanson, une toile sous les couleurs et que le talent se passe plus aisément de génie que le génie ne se passe de talent. Que l'on ne se cabre pas au mot de génie si proche du nom de M. Marcel Achard : si ce n'est un génie qui l'habite, c'est au moins quelque fée.

S'étant donc avisé de sagesse et résigné à « raison garder » durant trois actes à la file, M. Marcel Achard, pour la première fois sans doute qu'il s'y essayait, a presque réussi une pièce conforme aux humbles mais nécessaires architectures du théâtre, tel que le grand public l'aime et le conçoit. Ce n'est point un reniement d'ésotérique repenti : au contraire de la plupart des auteurs dramatiques de sa génération, M. Marcel Achard n'a jamais recherché l'obscurité. C'est de la clarté qu'il est passé à la limpidité. (Et, que l'on me pardonne cette parenthèse, n'est-ce point un fait bien paradoxal que de nos jours ce soit le roman qui tende résolument vers le clair, le concret, le simple et le concis, et le théâtre vers le complexe, l'hermétique, l'abstrait et la complaisance verbale? N'y a-t-il pas là cette terrible « erreur à la base » redoutée des mathématiciens, qui expliquerait un

si grand écart entre certains talents si réels et leur manifestation si incomplète?)

Si M. Marcel Achard n'a pas entièrement réussi une construction solide jusqu'au faîte, si le troisième acte apparaît encore bien fragile et laisse sa comédie à ciel ouvert, c'est sur un ciel plein d'étoiles. C'est ainsi qu'on bâtit dans les pays cléments. Ce troisième acte, d'ailleurs, ne déçoit pas, il déconcerte. Si l'on a trouvé la fin trop brusque c'est parce qu'elle l'est en effet, et puis parce qu'on serait encore volontiers resté, et qu'à des personnages si vivants, on souhaitait pour finir un sort mieux assuré.

Car le titre de cette pièce n'est qu'une ironique antiphrase, et si les héros répètent à plaisir que « la vie est belle » ils y ont quelque mérite. Voici une jeune fille charmante, jolie, spirituelle, tendre et peu embarrassée de scrupules. Grâce à un tuteur fortuné et indulgent, elle connaît la joie des jolies robes, d'un bel appartement, de l'argent de poche sans contrôle, des bonbons, des fleurs, des bibelots. Grâce à un joli garçon qu'elle aime, elle connaît autre chose encore que tout cela. La vie est belle... Et puis voici un gueux... un gueux des ponts et des trottoirs...: oh! point très recommandable, type d'insouciance et de romantisme, mi don César de Bazan, mi lazzarone; un jour, il trouve un sac de dame dans la rue. Pour autant que l'auteur se fait comprendre, ce gueux chevaleresque eût gardé dix mille francs inclus dans le sac, s'il les eût trouvés inclus dans un portefeuille d'homme. Une dame mérite plus d'égards. Et voici notre gueux chez la dame étourdie, qui n'est autre, vous l'avez deviné, que l'heureuse jeune fille. « Charlemagne », c'est le nom du héros picaresque, est un gueux de théâtre : c'est dire qu'il parle franc et exprime les sentiments les plus délicats et les plus hardis avec l'impertinence câline de Lauzun ou la verte fraîcheur de Gavroche. En l'absence de Michelle, la maîtresse du logis, Charlemagne, décidé à l'attendre sur le vu de sa photographie, se fait connaître dans un éblouissant bavardage avec la femme de chambre. S'il reste, ce n'est pas pour gagner le cœur de Michelle ; c'est qu'une aussi jolie femme doit avoir bon cœur : elle lui donnera bien mille francs de récompense. A vrai dire, nous ne comprenons guère comment un homme de trente ans, sain, sans vices, sans bassesse d'âme, déterminé, Dieu sait comme! exerce si volontiers, sans regrets ni remords, le déplaisant métier de fainéant professionnel. Et cela n'est pas sans nous causer un assez sérieux malaise.

Mais quoi? Un tuteur dont il convient de se méfier, une jeune

fille coquette et volage, un amant perfide et en outre larron, n'est-ce pas là le docteur de Bologne, Colombine, Arlequin et Pierrot? C'est toute la comédie italienne, romantique et réaliste par occasion, mais trop classique dans ses types pour avoir à les justifier encore? Michelle revient. Charlemagne s'explique, et reçoit ses mille francs; il s'en va content d'une richesse si folle et d'une femme si jolie : la vie est belle... Hélas! à peine Charlemagne parti, le bonheur de Michelle se gâte : son tuteur manifeste soudain les plus coupables désirs et réclame de sa pupille des faveurs sans lesquelles il cessera de lui donner le luxe qui l'entoure. Michelle chasse le tentateur : elle n'a plus au monde que les neuf mille francs rapportés par Charlemagne et le cœur de son amant. Ce serait bien quelque chose : mais comme il faut qu'au théâtre les événements se hâtent, dans la même matinée, l'amant de Michelle se révèle un effroyable sire : ce garnement, comme Jason, « accommode sa flamme au bien de ses affaires ». Il a compté sur Michelle pour lui « prêter » dix mille francs. La scène ignoble qu'il lui fait en apprenant qu'elle a donné mille francs de récompense à un vagabond, écœure la jeune femme qui le chasse à son tour, mais nanti des neuf billets qu'elle lui abandonne par dégoût. Ce n'est pas ce passage de la pièce que je préfère : non que je puisse m'indigner des méfaits d'Arlequin, mais je crains que M. Marcel Achard ne lui ait changé sa batte pour une massue bien lourde et bien pesamment assénée. Michelle abandonne les ruines de son bonheur et de sa fortune; elle quitte sa maison, titubante de chagrin.

Nous la retrouvons au deuxième acte sur les quais, domaine de Charlemagne. Les mésaventures de celui-ci ont commencé avec la possession du billet de mille francs, qu'il ne peut changer sans encourir les plus graves soupçons. Même, il s'est fait arrêter et n'a été relâché que juste à temps pour empêcher l'inconsolable Michelle de se jeter à l'eau. Il y a de ces coïncidences, n'est-ce pas? Non seulement Charlemagne épargne le suicide à Michelle, mais, si j'ose dire, il la prend en charge : elle n'a plus rien, elle n'est plus rien, qu'importe? La vie est belle, même celle des clochards, des marmiteux, des vagabonds aux poches trouées par où disparaît le seul billet de mille francs qui ait jamais été en leur possession.

Pierrot et Colombine n'ont à eux deux que quinze francs? Bah! de quoi dîner et dormir dans un asile de nuit, et voir venir le grand mystère plein d'espoir du lendemain. Il va sans dire que deux cœurs aussi sensibles ne se rapprochent point sans s'échauffer un peu, ni

sans une tendre admiration l'un pour l'autre... Et qu'importe, sur le moment, la différence des classes à qui vient de quitter la sienne et à qui n'en reconnaît aucune? La vie est belle. Ce deuxième acte dont je n'ai pu conter si vite que l'élémentaire péripétie est plein de la plus divertissante fantaisie.

Au troisième acte, l'asile de nuit. Michelle y a suivi Charlemagne. Après bien des intermèdes, et une consciencieuse exploitation du pittoresque local, Pierrot-Charlemagne et Colombine-Michelle se mettent en présence des réalités. Charlemagne, pour l'amour de Michelle, envisage non sans grimace une vie de labeur. Adieu farniente ! Michelle, — que voulez-vous ? — Michelle est Colombine tout simplement, Colombine dont le pauvre Pierrot est l'amoureux toujours et l'amant jamais. Elle ne le dit pas, mais l'ombre d'Arlequin, la souvenance du docteur Bolonais déjà se croisent en sa pensée fantasque. Sur son lit de caserne et d'asile Pierrot, le maladroit, s'est endormi et rêve; comme si ce n'était pas éternellement par la porte sans défense de son sommeil qu'à chaque fois Colombine s'ensauve. Avant de partir, elle a réveillé un miséreux, compagnon de Charlemagne : « Vous lui direz que j'ai préféré ne pas le revoir, parce que si je l'avais revu, je serais restée. » Et la voilà enfuie... La vie est belle... Cela ne veut pas dire qu'elle soit bonne.

Je le répète, avec ses défauts et ses insouciances, cette comédie est la plus réussie qu'on puisse voir en ce moment.

Il est, aussi, assez reposant de voir M. Jules Berry jouer un autre personnage que le joueur décavé, le grand seigneur ruiné ou l'aboulique mondain. Non qu'il renouvelle sa manière : il sait trop bien quelle déception ce serait pour le public. Sa nonchalance, sa spontanéité, sa sensibilité tacite et narquoise, et surtout le don précieux qu'il a de donner à croire qu'il s'amuse en amusant, lui font une personnalité assez diverse pour qu'elle ne risque pas la monotonie. Mlle Suzy Prim a beaucoup de talent.

* * *

Je me suis laissé dire que M. Gaston Baty devenait pour dix ans le directeur du Théâtre de l'Avenue, et je souhaite de grand cœur que la nouvelle soit exacte. Animateur d'avant-garde, il n'est certes pas exempt des défauts de ses qualités : sa définition du beau s'apparente à celle de l'étrange; il aime les manifestes et les dogmes; au contraire de La Bruyère, il affirmerait volontiers que depuis deux mille ans qu'il y a des hommes, et qui pensent, rien n'a été dit encore;

son ambition est si nouvelle qu'il ne la peut exprimer à moins d'un néologisme : « rethéâtraliser » le théâtre. Il pèche par orgueil, mais se sauve par enthousiasme. Fort assurément le Théâtre de l'Avenue sera désormais une chapelle : tant d'autres théâtres sont des comptoirs qu'on y voit peu de mal.

Par malheur, la première pièce nouvelle présentée aux fidèles, *Cri des Cœurs*, de M. Jean-Victor Pellerin, ne se trouve pas être un de ces miracles qui déchaînent les conversions. Il ne s'agit pas, à vrai dire, d'une pièce, mais de trois pièces en un acte différentes, les deux premières soudées par des personnages communs, la troisième soudée à la deuxième par un personnage qui ne se trouve pas dans la première. En cette trilogie, une idée par acte est exprimée, avec une telle abondance de fantasmagories, d'abstractions personnifiées, de stylisations, de symboles, avec une si grandiose alchimie scénique, que l'indigence du truisme si fastueusement célébré consterne. Les trucs du Châtelet, les éclairages du cinématographe, les déguisements les plus baroques... Mais mieux vaut conter.

Le premier acte s'intitule « Monsieur pense ». Une bibliothèque en trompe-l'œil, un bureau. « Monsieur », un jeune homme, parle tout haut : « Réalisme... idéalisme... absolutisme... relativisme... dogmatisme... patriotisme... parallélisme... bolchévisme... » Ainsi défilent en long monologue une bonne partie des rimes en « isme » de la langue française. Sur quoi « Madame », la femme charmante et jeune de « Monsieur », entre en scène pour convier, fort raisonnablement vu l'heure, son cher mari à rejoindre la chambre conjugale. Monsieur refuse ; un travail le presse : ancien gagne-petit, un héritage lui est tombé du ciel, qui lui a permis de réaliser son rêve : comprendre et écrire. Et il s'est simplement fixé comme besogne préliminaire d'apprendre le dictionnaire par cœur. Se dérobant aux câlineries de Madame, revenu à sa hautaine solitude, il reprend, la tête dans ses mains : « Ascétisme... didactisme... conformisme... », quand soudain la nuit se fait, une lueur bleue jaillit et devant lui apparaissent, matérialisés, les mots qu'il évoquait : le romantisme, le capitalisme, le matérialisme, le bolchévisme, le patriotisme, l'idéalisme, etc..., autant de larves blanchâtres et sans visage, puérilement symbolisées. Chacune à son tour se proclame l'idée-force par excellence, puis toutes ensembles affirment leur solidarité dans les actions humaines. (Je n'ai pas ici la prétention de m'expliquer mieux que l'auteur lui-même.) A ce pauvre « Monsieur » qui demande à chacune le secret de la vie et son but, les idées-forces répondent en

axiomes disparates, baroques et sommaires ; elles dansent une ronde lugubre autour de lui, puis disparaissent, le laissant à son ahurissement, — et nous au nôtre.

Le rideau, au second acte, se lève sur la façade d'un immeuble Quartier riche : un quartier où il ne se passe rien, où les gens sont heureux, disent deux sergents de ville faisant leur ronde. Un musicien aveugle passe, accompagnant sur l'accordéon quelque romance bébête que chante celle qui le guide. Puis la façade de l'immeuble s'illumine, devient transparente, non tout entière, mais un appartement après l'autre. Successivement nous faisons connaissance, par un subterfuge renouvelé du *Diable boiteux*, avec un sculpteur qui, solitaire dans son atelier, besogne un grand bloc de pierre ; avec un jeune étudiant et une jeune étudiante, préparant ensemble quelque examen dans un salon-bibliothèque; avec un ménage bourgeois élucidant son passé conjugal dans un boudoir ; avec une fille de mauvaise vie, et enfin, avec « Monsieur » et « Madame » papotant chez eux, au premier étage.

Tour à tour, pendant tout l'acte, chaque cellule de la façade s'illuminera et rentrera dans l'ombre, avec ses récitants. Le procédé amuse un moment et lasse ensuite. A la fin de l'acte, nous saurons : que la jeune étudiante se cabre devant l'amour et subit en elle-même la double lutte de son instinct qui la pousse vers le désir et de sa cérébralité qui le nie ; que le ménage bourgeois, à force de confessions, d'introspections, de reproches, aboutit à l'aveu de sa faillite sentimentale ; que la femme de mauvaise vie hait et méprise les hommes, mais garde au fond de soi le culte de l'amour ; que « Monsieur » et « Madame », réconciliés de frais, font joujou avec l'avenir, se câlinent fort tendrement, mais ne sont que l'image du couple bourgeois du rez-de-chaussée à ses débuts; en quatre images terriblement poncives malgré leur ingénieuse présentation, cet acte qui s'appelle « Cage aux hommes » résume sans renouveau ce *tædium amoris*, amer levain des âmes les plus hautes et les plus basses. Le rideau tombe sur tous les habitants d'un immeuble, suppliant et soupirant aux fenêtres : « Aimer... Aimer... Comment aimer?... Qui aimer ?... »

Le troisième acte, intitulé *Plein air*, représente l'atelier du sculpteur déjà vu au deuxième acte. Si cet artiste n'a point gémi ni parlé durant ce deuxième acte, c'est qu'il est heureux. En vain une sœur acariâtre le tarabuste ; en vain les fournisseurs réclament leur dû, en vain l'acheteur refuse ses commandes, en vain un ami de lycée

l'accable de son scepticisme, en vain même le malheureux a-t-il perdu un enfant adoré : il sculpte avec sérénité, aime sa femme en paix, et ne voit de sa sœur, des fournisseurs, de l'acheteur, de l'ami de lycée que l'image propice qu'il s'en fait. C'est que ce sculpteur a la foi en Dieu, et ne vit que son rêve céleste, où son enfant continue à grandir auprès de lui et à lui parler, tandis qu'il travaille. Pour la dernière fois, le rideau tombe sur de grands plans unis baignés d'une lumière sidérale, dans une atmosphère battue d'invisibles ailes.

En tout, trois propositions bien simples : comprendre est impossible, aimer est vain, croire vaut seul. Pour renouveler de tels ponts-neufs et donner quelque saveur à ces thèmes d'écolier, il eût fallu un grand penseur ou un grand poète. A des idées sans imprévu, M. Jean-Victor Pellerin n'a su donner que les formes verbales les plus ressassées, les plus alourdies de cette redoutable pompe de collège, de cette morne munificence des Manuels de morale qui fleurent l'encre et la poussière, et dont les enfants mêmes se rebutent. Nous sommes loin des pages magiques de *l'Oiseau bleu*, bien loin! Le second acte est le meilleur, mais M. André Lang, — dans une ravissante comédie, *Fantaisie amoureuse*, montée par M. Gaston Baty au théâtre des Jeunes Auteurs il y a trois ans, — n'avait-il pas déjà traité le même sujet en maître et en poète? Ce n'est pas pour si peu qu'il fallait se permettre d'y revenir.

La mise en scène de M. Gaston Baty n'en reste pas moins délicieuse d'art, d'invention et de nouveauté. C'est, toutes proportions gardées, comme si l'on avait réuni le grand orchestre de l'Opéra et les chœurs de la Schola Cantorum pour exécuter le premier exercice de la Méthode Carpentier.

***

Combien je préfère à cette laborieuse illustration de lieux communs l'aimable et narquoise comédie de M. Jean-Jacques Bernard, *le Roy de Malousie*, que le Théâtre de l'Odéon vient de représenter. Certes, les défauts n'y manquent pas non plus et le moins grave n'est pas d'avoir choisi pour une pièce aussi cavalière une salle aussi vaste et aussi solennelle que l'Odéon. Mais je veux faire fête, et de bon cœur, à M. Jean-Jacques Bernard de l'heureuse inspiration qui lui est venue de sacrifier aux grâces et aux ris. Le talent de cet écrivain est volontiers sombre et quelquefois morose. *Martine*, *le Feu qui reprend mal*, fruits amers d'une verve contenue et désolée, faisaient à cet

homme jeune, spirituel, ouvert, une réputation mystique et glaciale qui risquait à la fin de l'intimider lui-même. Quelques ultras de l'hermétisme dramatique l'avaient déjà proclamé le chef de « l'École du silence », et l'on pouvait craindre que, tel son ancêtre par le surnom, Paul le Silentiaire, il ne demeurât dans les mémoires que par quelques pages d'un gris précieux et inimitable. *Le Roy de Malousie* n'est pas un coup de maître, et cela n'en est que plus touchant, comme le rire encore mal assuré d'un convalescent. C'est un bel essai, déjà généreux en saillies, en gaîté, en comique amertume. Le sujet en est de pure fantaisie : il rappelle *Ubu-Roi* si ce n'est quelque voyage de Gulliver ou de Panurge ; c'est moins un sujet qu'un prétexte à railler nos lois et nos prophètes, transposés dans un royaume imaginaire. Sans doute M. Jean-Jacques Bernard a-t-il quelquefois pris un effet qui amuserait à la lecture pour un effet qui amuserait à la scène ; souvent son humour est trop subtil ; mais même alors, le charme de l'intention opère et les scènes les moins bien venues ne déplaisent pas entièrement : elles n'amusent pas toutes, mais aucune n'ennuie.

La musique de scène de M. Auric n'est pas le moins spirituel de ce très agréable spectacle.

***

M. Charles Méré a couru l'aventure d'adapter pour le théâtre de la Porte-Saint-Martin une pièce américaine, *Crime*. Les meilleurs auteurs sont friands de ce passe-temps et de ces parrainages : il est cependant rare que le public leur en soit reconnaissant. En l'occurrence, il ne pouvait que s'étonner de voir jugée digne de l'importation une œuvre si sommaire et si dépourvue d'éclat. *Crime* relève du cinématographe d'aujourd'hui et du mélodrame d'il y a cinquante ans. Les plus surprenantes péripéties s'affaiblissent par le fait même de leur trop prodigieuse accumulation ; les personnages halètent de situations en situations ; tout leur arrive, sauf d'être plausibles ; ils font tout, sauf ce qu'à leur place et tels qu'ils nous sont donnés nous aurions fait. La logique n'étant plus caution, il nous importe peu et ne nous émeut pas de voir le traître se changer en héros, l'ingénue en voleuse, le carrosse en citrouille et la haine en amour.

Ayant vu jouer *Crime* à New-York, je puis cependant assurer que là encore M. Charles Méré ne s'est pas montré auteur médiocre et qu'il a comblé son sujet d'adoption de larges et salutaires aumônes.

Le théâtre des Variétés donne, avec *la Fille et le Garçon*, une comédie vaudeville de verve un peu massive, d'invention un peu falote, de comique un peu désuet, où le bon goût ne domine pas sans cesse malgré une réelle finesse de dialogue et quelques trouvailles chemin faisant. Qu'un maître d'hôtel refuse le divorce à sa femme tombée dans la galanterie, puis le lui accorde en échange d'une dernière nuit conjugale, pour lui permettre d'épouser un duc pétri de pleutrerie et de bêtise, voilà qui ne pouvait inspirer à l'extrême MM. André Birabeau et Georges Dolley. Le manque de conviction avec lequel il semble qu'ils aient travaillé est tout à leur éloge. Les acteurs mêmes paraissent partager leur malaise, et leur action sur le public souffre grandement d'une triple erreur de distribution quant à MM. Lefaur et Pauley, et à Mlle Jane Renouardt. Il est bien étrange que le directeur des Variétés ne s'en soit pas avisé à temps.

Il y a moins à dire encore des autres pièces qui se sont succédé ces dernières semaines. *Un Feu de paille*, de M. Jacques Feydeau, *le Donneur de sang*, de M. Luc Durtain, *Adam, Ève et Cie*, de M. Léon Balgi, *Un beau Rêve*, de M. Matéï Roussou, ne font figure que de velléités sans valeur décisive, ou d'œuvres correctes sans originalité susceptible d'éloge ou de critique.

Quoiqu'il ne s'agisse que d'une reprise éprouvée, j'aurais regret de ne pas dire quel plaisir infini j'ai retrouvé à entendre une fois encore, au théâtre Édouard VII, *le Mari, la Femme et l'Amant*, de M. Sacha Guitry et joué par M. Sacha Guitry!

Jacques Deval.

CHRONIQUE DE LA QUINZAINE

C'est toujours une faute de se faire battre ; mal choisir son champ de bataille, c'est se faire battre. La nouvelle législature qui a été inaugurée le 1er juin sous la présidence du doyen d'âge, M. Maurice Sibille, s'est ouverte par une fausse manœuvre des groupes républicains de gouvernement, que le suffrage universel a envoyés plus nombreux au Parlement pour édifier et réformer et qui ont trouvé le moyen de transformer l'élection prévue de M. Bouisson à la présidence de la Chambre en un succès cartelliste. Le président de la Chambre est au-dessus des partis ; si le régime parlementaire fonctionnait normalement, ainsi que le souhaitent ceux qui en espèrent la réforme, son élection ne devrait pas avoir un caractère politique. Il en est ainsi en Angleterre, où tous les *speakers*, depuis 1883, à l'exception d'un seul, ont été des libéraux.

Les groupes unionistes pouvaient avoir ou n'avoir pas de candidat au fauteuil : les arguments, dans les deux sens, ne manquaient pas. Il est évident que la présence à l'un des grands postes électifs de l'État d'un député socialiste est d'un fâcheux exemple, puisque le parti socialiste a décliné, durant la dernière législature, toute participation au pouvoir ; le récent congrès de Toulouse vient de se prononcer dans le même sens, et il a, en outre, affirmé que le parti socialiste et le parti communiste, s'ils pratiquent des méthodes différentes, ont un idéal commun. Dès lors, l'élection de M. Fernand Bouisson à la présidence de la Chambre et la désignation de M. Paul-Boncour pour la délégation française à la Société des nations, font de ces deux personnages des socialistes-amorces ; les situations éminentes qu'ils occupent, les services mêmes qu'il y rendent, aident leurs coreligionnaires politiques à faire croire aux électeurs qu'ils ne sont pas des révolutionnaires, mais des hommes de gou-

vernement, des parlementaires, des diplomates de la paix. Les congrès, alors même qu'ils affirment la fidélité du parti aux doctrines marxistes, s'arrangent pour escamoter les motions des néophytes trop zélés qui, au nom des principes, s'avisent de protester contre les licences permises à M. Bouisson et à M. Paul-Boncour. Encore ce dernier n'a-t-il jamais manqué de s'affirmer « participationiste » et de se réclamer du réformisme démocratique pratiqué par Jaurès; mais M. Bouisson, lui, ne se prononce pas, ou, s'il se prononce, c'est pour se proclamer un membre discipliné du parti socialiste et de la IIe Internationale. A la vérité, il n'est guère vraisemblable que ce Marseillais avisé et autoritaire fasse grand cas de Karl Marx et de doctrines dont l'absurdité a été cent fois démontrée par les théoriciens et prouvée par l'expérience; mais, enfin, il le dit, ou tout au moins il ne dit pas le contraire...

Seulement, il était difficile de battre M. Bouisson. Si l'on tenait à risquer la lutte, il ne fallait pas attendre la veille de l'élection. Ce n'était un mystère pour personne que M. Bouisson a été un remarquable président, un président à poigne, sans le concours duquel M. Poincaré n'aurait peut-être pas réussi à faire voter en temps utile, deux années de suite, un budget en équilibre; il a introduit, dans la procédure parlementaire, des simplifications, des abréviations dont le rendement législatif a profité. On ne pouvait douter qu'au scrutin secret M. Bouisson bénéficierait des suffrages d'amis personnels et des dispositions favorables du gouvernement et de son chef. A voir les choses de plus haut, M. Bouisson, comme président, avait été, durant la précédente législature, l'un des utiles ouvriers de cette réforme parlementaire pour le sauvetage des finances françaises qui était l'objet même de l'union nationale, son programme d'hier et de demain. Il eût été plus expédient, à tous points de vue, de ne pas susciter de concurrent à M. Bouisson.

C'est à la suite du Congrès de Toulouse, qui avait décidé que le parti socialiste suivrait une tactique d'opposition systématique au gouvernement d'union nationale et du refus de M. Bouisson de se séparer de son parti, que M. Franklin-Bouillon décida de poser sa candidature. Comment s'étonner que, dans ces conditions, malgré les sympathies personnelles qu'il recueille et le respect qu'inspirent son courage et son esprit d'initiative, il ait subi un échec d'ailleurs honorable avec 243 voix contre 327 à M. Bouisson. Les groupes de gauche avaient préparé, pour l'élection du bureau, une liste de représentation proportionnelle où ils se taillaient la part belle, mais

où ils faisaient cependant place aux représentants des autres groupes. La candidature de M. Franklin-Bouillon fit apparaître une autre liste plus « politique », plus « à gauche », qui fut élue tout entière, si bien que, par un singulier paradoxe, les groupes qui ont obtenu le plus de succès aux élections et qui constituent la masse principale de la majorité de gouvernement, ne sont pas ou à peine représentés au bureau. Il ne faudrait pas d'ailleurs exagérer l'importance de ce mauvais départ pour tout le cours de la législature. Ce n'est pas sur les 115 voix socialistes et communistes que le gouvernement peut s'appuyer. L'incident prouve seulement quel rôle capital jouera le groupe radical, qui forme l'axe central de cette chambre. La véritable majorité de gouvernement est celle qui s'est retrouvée imposante et compacte, le 7 juin, pour applaudir la déclaration du gouvernement, lue à la Chambre par M. Poincaré et au Sénat par M. Barthou, et approuver le programme ministériel du cabinet d'union nationale.

Le pays, dans sa très grande majorité, a sanctionné la politique d'union nationale pour le redressement financier pratiquée si heureusement par le ministère du 23 juillet 1926. M. Poincaré revient donc devant la Chambre avec ses anciens collaborateurs, à l'exception de M. André Fallières remplacé par M. Loucheur, auquel a été adjoint, en qualité de sous-secrétaire d'État, M. Oberkirch, afin que, dans les circonstances difficiles qu'a créées le mouvement autonomiste, l'un des plus respectés parmi les parlementaires alsaciens fît partie du gouvernement. La déclaration ministérielle aurait pu se condenser en un seul mot : achever. M. Poincaré, reprenant, avec sa précision lumineuse, les idées indiquées par lui dans les discours de Bordeaux et de Carcassonne, en a fait sortir un programme de travail qui, sobre de promesses, insiste surtout sur les difficultés et les obstacles qui restent à vaincre.

C'est d'abord la question des associations professionnelles et des fonctionnaires, que M. Poincaré place au premier plan de ses préoccupations : « Il ne serait pas admissible que des agents de l'État vinssent à tourner contre lui l'autorité qu'il leur a déléguée pour un objet déterminé. Il ne serait pas admissible qu'ils se servissent des renseignements recueillis par eux grâce à leurs fonctions pour encourager des citoyens à trahir les devoirs qu'ils ont eux-mêmes mandat d'enseigner ou dont ils sont chargés d'assurer l'exécution. » Ce problème « qui touche à la conception même de l'État moderne et à l'organisation de la démocratie » sera abordé prochainement. Les

lois qui assurent la neutralité de l'école ne doivent pas non plus être détournées de leur sens; « loin d'être dirigées contre la liberté de conscience, elles ont pour objet de protéger l'âme enfantine; loin de porter atteinte à la volonté des familles, elles sont faites pour en assurer l'observation. » Ce passage de la déclaration, qui représente l'avis « unanime » du gouvernement, paraît annoncer des mesures sérieuses contre la propagande communiste à l'école; il en est temps, en effet. Avec force, le président du Conseil affirme une fois de plus que les trois départements recouvrés auront « le droit de garder intact aussi longtemps qu'ils le désireront le régime scolaire et religieux qu'ils ont toujours eu ».

Dans la seconde partie, la plus développée, du programme gouvernemental, M. Poincaré aborde le redressement budgétaire et monétaire. Il n'annonce pas encore la stabilisation légale, c'est-à-dire la fin du cours forcé du billet de banque et le retour à la convertibilité en or, mais il la fait prévoir en montrant les obstacles déjà surmontés et les difficultés qui subsistent. Réformes fiscales, réformes économiques, réformes sociales, tout est conditionné par l'équilibre budgétaire et la balance des comptes. L'annonce d'une prochaine « stabilité officielle » qui serait donnée à la monnaie afin de lui rendre « une santé inébranlable », est encore entourée, dans la déclaration ministérielle, de beaucoup de « si » et de « mais »; M. Poincaré insiste sur la sagesse et la prudence qui seront aussi indispensables après qu'avant; pourtant, divers symptômes concordants annoncent que l'heure approche d'une décision légale. La stabilisation, habilement préparée, facilitée par le succès de l'emprunt qui a donné près de 20 milliards et permis d'achever les remboursements de l'État à la Banque de France, est rendue indispensable par l'impossibilité d'acheter indéfiniment des devises-or dont le total atteindrait, paraît-il, 42 milliards, et par le danger d'émettre ces billets dans la même proportion, afin de maintenir invariable au taux actuel le cours du franc. Tout annonce que l'événement longtemps attendu et qui peut-être passera presque inaperçu du Français moyen, va se produire, comme l'a dit M. Poincaré, « un jour ou l'autre et plus tôt que plus tard ». Ainsi s'ouvrirait, par une étape décisive de l'assainissement financier, la nouvelle législature.

Une nouvelle période de tension s'est ouverte dans les relations entre l'Italie et la Yougoslavie et, tout de suite, elle a pris un caractère violent. Les deux gouvernements, hâtons-nous de le

dire, ont fait les plus louables efforts pour apaiser les passions et semblent y avoir réussi. Le ministre des Affaires étrangères du royaume des Serbes, Croates et Slovènes, M. Marinkovitch, a pris, dans un esprit de paix et d'entente, l'initiative de proposer au Parlement de Belgrade la ratification de ces accords de Nettuno, conclus le 20 juillet 1925, qui devaient faire disparaître toute cause de différend grave avec l'Italie en réglant le statut des Italiens en Dalmatie et réciproquement des Yougoslaves en Italie, en prévoyant une solution amiable pour toutes difficultés concernant les personnes, le commerce, la navigation, les frontières, etc. La ratification avait été retardée par les traités entre l'Italie et l'Albanie qui ont provoqué tant d'irritation et d'inquiétude parmi les Yougoslaves. M. Mussolini s'était plaint à diverses reprises de ces ajournements et semblait croire que l'amélioration des relations suivrait naturellement la ratification. M. Marinkovitch, fidèle à sa politique de 1924 et 1925, avec l'appui du gouvernement tout entier, voulut faire disparaître cette source de mécontentement et aboutir à un accord. Il déchaîna une tempête. A Split (Spalato), à Sibénik (Sebenico), dans la plupart des centres importants de Dalmatie, puis à Zagreb, capitale de la Croatie, des cortèges de jeunes gens ont parcouru les rues en manifestant la plus vive hostilité contre l'Italie et contre le gouvernement qui voudrait faire ratifier les accords de Nettuno.

Comment sont nés ces incidents? Quel élément nouveau s'est ajouté à l'animosité déjà ancienne des Yougoslaves à l'égard des Italiens et à l'inquiétude que la présence de forces militaires italiennes en Albanie provoque sur la rive orientale de l'Adriatique? Faut-il croire, comme l'indique le correspondant du *Matin*, que la *Narodna Odbrana*, la célèbre association nationaliste yougoslave, à laquelle les gouvernements sont rarement assez forts pour résister, ait donné le mot d'ordre et suscité les troubles? Ou bien, ces manifestations auraient-elles été provoquées par de fausses nouvelles répandues par des agents hongrois dans l'intention d'empêcher tout rapprochement italo-yougoslave? Ou encore faut-il voir surtout, dans ces incidents, une conséquence de l'opposition que le parti croate de M. Raditch ne cesse de mener contre le gouvernement de Belgrade? Il semble bien que l'activité économique des Italiens en Dalmatie inquiète les Croates et les Slovènes qui craignent que les accords de 1925 ne facilitent la concurrence italienne. Le gouvernement, au contraire, qui négocie avec les banques britanniques et américaines

un emprunt, reçoit de la presse anglaise des conseils énergiques de modération et de prudence. Quoi qu'il en soit, le ministre de l'Intérieur, Mgr Korochetz, slovène, a maintenu l'ordre avec autorité, et le ministre des Affaires étrangères a exprimé à Rome les regrets du gouvernement et offert les satisfactions légitimes. Une fois de plus, le problème adriatique risque de mettre aux prises les deux grands États riverains.

A ces circonstances, le grand discours politique que M. Mussolini vient de prononcer, le 5 juin, au Sénat, emprunte une particulière importance. Jamais, jusqu'ici, le Duce n'avait prononcé sur un ton plus modéré un exposé politique plus ample et qui donnât davantage l'impression d'un homme d'État en pleine possession de ses moyens et mieux assuré de son pouvoir. La « révolution » fasciste, — M. Mussolini tient absolument à ce mot, — paraît entrer dans une phase de stabilisation et d'achèvement. Le Duce ne vient-il pas d'abolir le *statuto* de Charles-Albert, cette constitution parlementaire de 1848 qui a rallié autour de la dynastie de Savoie tous les libéraux d'Italie et même les républicains disciples de Mazzini et de Garibaldi? Quelques sénateurs, quarante-cinq environ, ont courageusement refusé d'approuver de leurs votes un si profond changement; mais le roi, descendant et successeur de Charles-Albert, a sanctionné la nouvelle constitution fasciste. Une réforme du Sénat qui a gardé trop d'indépendance est en préparation dans « l'esprit de la révolution fasciste ». Au faîte de son pouvoir, ayant supprimé ou réduit au silence toute opposition, M. Mussolini applique de plus en plus son activité organisatrice à l'expansion italienne au dehors et à la politique extérieure. De ce point de vue, son discours du 5 juin est particulièrement intéressant; il y passe en revue, avec une franchise hardie, les questions européennes. Nous n'en retiendrons que quelques points.

Le fondement de la politique pacifique de l'Italie est l'entente avec l'Angleterre : « L'amitié des deux peuples est profonde. Ils n'ont jamais été divisés dans le passé. Ils ont collaboré ensemble dans la grande guerre. Ils ont abouti ensemble à la paix. » M. Mussolini conteste que sir Austen Chamberlain, lors des entrevues de Rapallo en 1925 et de Livourne en 1926, ait « encouragé l'impérialisme fasciste ». Question de mots. Ce qui est historique, c'est que le ministre des Affaires étrangères britannique a été, avant tout autre, mis au courant des projets de l'Italie en Albanie, qu'il les a approuvés et que c'est par lui que le quai d'Orsay en a été informé. L'aggravation

des difficultés entre l'Italie et la Yougoslavie est venue du traité de Tirana. M. Mussolini parle de l'alliance « défensive » entre l'Italie et l'Albanie, comme s'il s'agissait de deux puissances de rang et de force comparables. Pour quiconque a lu le texte des traités italo-albanais, il apparaît que l'Italie exerce sur l'Albanie un véritable protectorat; un simple changement de ministère serait susceptible de provoquer une intervention armée de l'Italie. En Albanie, les routes, les ports, les entreprises industrielles et commerciales, l'armée, tout est entre les mains des Italiens avec la connivence du clan au pouvoir; quand M. Mussolini nous dit que l'amitié de l'Italie à l'égard de l'Albanie est « soigneuse jusqu'au scrupule de ne pas accomplir un acte, de ne pas prononcer un mot pouvant être interprétés, même par des individus de mauvaise foi, comme une intervention dans les affaires du pays », on se demande qui il prétend tromper. Que l'Italie ait intérêt à sauvegarder l'indépendance de l'Albanie vis-à-vis de la Yougoslavie, on le comprend; qu'elle souhaite maintenir ouverte cette porte pour faire pénétrer son influence et son commerce dans la péninsule balkanique, c'est naturel; mais à personne connaissant l'Albanie, le Duce ne parviendra à donner le change, pas plus qu'il ne convaincra personne que l'immixtion de l'Italie dans les affaires balkaniques ne soit pas un élément de trouble et éventuellement de conflit. D'ailleurs, M. Mussolini déclare que « dans peu d'années l'Albanie sera un État dans le sens le plus ample et le plus puissant du mot ». Elle ne l'est donc pas aujourd'hui?

A l'égard de la France, M. Mussolini s'exprime avec une modération et un désir d'entente dont il est équitable de lui savoir gré. Il n'affirme même plus catégoriquement que les déceptions de l'Italie, au moment du traité de paix, doivent être « attribuées à l'attitude politique du gouvernement français », et nous sommes bien aise de le voir revenir à une plus juste appréciation des réalités. C'est encore un fait connu que, si le traité de Sèvres et l'accord tripartite du 10 août 1920 n'ont pas été exécutés, si l'Italie n'a pas obtenu en Anatolie les compensations auxquelles elle pouvait prétendre et que ses alliés lui promettaient, c'est à la politique de l'Angleterre et à son alliance avec la Grèce qu'elle doit s'en prendre. Retenons surtout, de M. Mussolini, l'affirmation que « la situation s'est beaucoup améliorée ». M. Besnard avait travaillé à éclaircir la situation. « Depuis l'arrivée du nouvel ambassadeur, M. de Beaumarchais, les conversations officielles ont commencé. » Elles portent sur deux points (c'est le Duce qui nous renseigne) : d'abord « un pacte politique très

large d'amitié, selon l'expression de M. Briand » ; ensuite, « une série de protocoles liquidant les différends franco-italiens, savoir : la position de l'Italie à Tanger, le statut des Italiens en Tunisie et la rectification des frontières en Tripolitaine ».

« L'accord de Tanger, continue M. Mussolini, peut être considéré comme le préambule heureux de cette politique d'entente. » La conférence de Paris a, en effet, terminé depuis quelques jours ses travaux. L'Italie obtient à peu près toutes les satisfactions qu'elle réclamait, c'est-à-dire une participation à l'administration de la zone de Tanger égale à celle de l'Angleterre. « L'accueil fait à nos requêtes constitue une reconnaissance explicite que la qualité de grande puissance essentiellement méditerranéenne donne à l'Italie droit à une considération spéciale... C'est un succès diplomatique évident et l'attitude d'amitié parfaite des Espagnols et des Anglais, ainsi que la cordialité des Français, y ont contribué. » Les pourparlers continuent à propos du statut des Italiens en Tunisie et des frontières de Tripolitaine. M. Mussolini garde sur ce point la réserve qui sied quand il s'agit de négociations en cours. Sur le premier point, la France ne peut céder sur la question de principe, c'est-à-dire sur la naturalisation automatique des Italiens résidant en Tunisie ; mais la question du délai peut donner lieu à de justes transactions. Un député italien disait, il y a peu de temps, que le travail italien met en valeur la Tunisie : c'est oublier d'abord la participation du travail français, maltais et indigène, et ensuite les dépenses de l'État et l'afflux des capitaux français : les Italiens n'ont jamais apporté que leurs bras. Quant à la question des frontières de Tripolitaine, la France a promis, comme l'avait fait l'Angleterre à propos du Jubaland, au moment de l'entrée en guerre de l'Italie, une rectification de frontières. Elle a déjà donné à l'Italie des satisfactions pour Rhât et Rhadamès ; une entente ne doit pas être impossible sur ce point, pourvu qu'il s'agisse de territoires que l'Italie soit en mesure d'occuper effectivement et que la jonction du Soudan avec l'Afrique équatoriale au nord du Tchad n'en soit pas compromise. On s'achemine donc, de l'aveu même de M. Mussolini, vers un arrangement de différends qui n'ont jamais été graves par eux-mêmes, mais que le ton des journaux et des hommes politiques nationalistes de la péninsule envenimait ; cet accord doit être recherché sur le terrain économique, « en faisant abstraction de trop subtiles recherches de sang », entre deux peuples « qui ont en commun beaucoup des éléments fondamentaux de la civilisation européenne ».

Si des obstacles surgissent, ils viendront plutôt de la politique générale de l'Italie en Europe qui, comme nous l'avons expliqué ici, tend à remettre en question les traités et, par là, crée un état permanent d'insécurité et d'instabilité. Sur ce point, le discours de M. Mussolini ne dissipe pas nos inquiétudes. Dans la ferveur de son mariage d'amour avec les Hongrois, ennemis historiques des Slaves, il insiste sur le vœu, déjà exprimé par lui dans son entretien avec lord Rothermere, d'une revision des traités : « Le traité de Trianon a coupé trop dans le vif le peuple hongrois qui mérite de meilleures destinées. » Il est singulier que le Duce, dont les conceptions politiques sont souvent marquées d'un réalisme de bon aloi, ne se rende pas compte de la contradiction dans laquelle il se jette. Lorsqu'il fait allusion aux manifestations allemandes et autrichiennes en faveur des habitants du « Tyrol du Sud » qui, dans les deux hautes vallées dont la jonction à Bolsano (Botzen) forme l'Adige, sont, à peu près sans mélange, des populations allemandes qui souhaitent rester rattachées à un État allemand, Autriche ou Reich, il déclare « absurde la prétention d'intervenir dans les questions de politique intérieure de l'Italie. » Mais s'il s'agit, pour satisfaire les revendications hongroises qui, elles du moins, concernent des territoires où les populations sont mélangées, de disloquer la Tchécoslovaquie, la Roumanie, la Yougoslavie, de les priver de leurs débouchés économiques ou de leurs voies de communication, cela paraît tout naturel à M. Mussolini. En vérité, c'est la paille et la poutre !

Le Duce, — c'est la partie la moins heureuse de son discours, — se lance dans une théorie sur la caducité des traités et la nécessité de les reviser. Personne ne conteste que les institutions comme les contrats humains soient fragiles et ne soient pas, comme dit le Duce, les résultats de la justice divine ; il n'en est pas moins vrai que, lorsqu'il parle publiquement de reviser les traités, fût-ce dans l'intention de les améliorer et de prolonger leur existence, M. Mussolini ébranle l'ordre de choses et le statut territorial de l'Europe et contribue à créer un état d'insécurité, d'instabilité qui peut difficilement manquer de conduire à des conflits armés. Il n'est pas permis de jouer avec le feu, surtout dans l'Europe centrale et orientale encore mal affermie et où les populations sont si mélangées. Les traités sont stables, moins parce que ceux qui les ont rédigés ont cru et voulu faire œuvre de justice et d'humanité, que parce que ceux qui les ont dictés restent étroitement solidaires pour en imposer le maintien et éviter par là de plus grands inconvénients. Quand

M. Mussolini ébranle l'ordre établi et remet tout en question, il change de camp, passe du côté de ceux qui ont perdu la guerre, après l'avoir voulue et prépare à l'Europe de nouvelles crises. Il est inutile ensuite de déclarer que, ce faisant, la politique du gouvernement fasciste et du peuple italien est « vraiment, sainement et franchement pacifique ». Tout autre est le langage de M. Poincaré quand, dans la déclaration ministérielle, il insère cette phrase si juste : « La France n'a pas laissé passer une occasion de montrer qu'elle préfère aux solutions de force les règlements arbitraux et qu'en outre elle est prête à tous les rapprochements, pourvu que nulle arrière-pensée de revision des traités ne vienne troubler ou gêner le retour à des relations amicales. » Entre la France et l'Italie, voilà où gît, dans l'état actuel de l'Europe, le différend ; il serait vain de se dissimuler qu'il est sérieux et qu'on ne le résoudra pas avec des formules.

En Chine, nous ne touchons pas, comme on le dit, au dénouement ; c'est seulement une nouvelle péripétie, à la vérité importante. Les forces nationalistes du Sud sont entrées sans coup férir à Pékin. Nankin (la capitale du Sud) a conquis Pékin (la capitale du Nord) : revanche historique, car ce sont les armées du Nord, au service des Empereurs mandchous, qui, au temps de la guerre des Taï-Ping, ont détruit Nankin et ses tours de porcelaine. Cette histoire d'aujourd'hui est une très vieille histoire qui se répète. Tchang-tso-lin se flattait de défendre Pékin ; mais, selon la coutume, une partie de son armée a préféré passer à l'ennemi. Le dictateur du Nord s'est alors décidé à quitter Pékin pour se réfugier en Mandchourie où il passe pour inexpugnable et d'où, un beau jour, on le verra peut-être revenir victorieux, comme il l'a déjà fait il y a peu d'années, à moins qu'il ne se retire définitivement de la politique. Il a donc quitté Pékin avec le sourire ; mais, comme il approchait de Moukden, des bombes ont été jetées sur son train ; plusieurs de ses officiers ont été tués, lui-même est blessé, mortellement, disent les uns, légèrement, disent les autres ; un télégramme d'agence ajoute avec candeur qu'il « envisage la situation avec optimisme ». Le trait est tout à fait vieille-Chine : il s'agit avant tout de ne pas « perdre la face ». Les troupes du Chan-si, province à l'ouest de Pékin, sous les ordres de Huen-chi-chuen, allié de Chang-kai-chek et de Feng-ou-siang, ont occupé la capitale où, jusqu'ici, de même qu'à Tien-tsin, grâce à la présence de troupes européennes et japonaises, il n'y a pas eu de troubles.

Que vont faire maintenant les généraux nationalistes ? Probablement se battre entre eux et se débaucher leurs soldats ; certainemen s'enrichir aux dépens du peuple chinois. Il est question d'un partage de la Chine entre une dizaine de grands « panaches ». En Mandchourie, dans le Chantoung, les Japonais sont solidement appuyés sur leurs belles troupes disciplinées ; ils ne paraissent pas sur le point de s'en aller. Les nationalistes songent-ils à organiser un gouvernement à Pékin à la place du ministère fantôme que faisait et défaisait Tchang-tso-lin, ou voudront-ils essayer de transférer à Nankin la capitale fédérale ? On ne saurait le dire encore ; peut-être ne le savent-ils pas eux-mêmes ; ils ne paraissent pas animés par de hautes ambitions d'organisation et de rénovation. Le peuple chinois, honnête et laborieux, continuera de souffrir et de pâtir, tant que les Chinois instruits s'obstineront à mettre la charrue devant les bœufs, c'est-à-dire, tant qu'ils s'acharneront à éliminer tous les éléments étrangers, même amis, avant de s'être disciplinés eux-mêmes et d'avoir créé un solide noyau d'armée vraiment nationale et d'administration intègre. Il doit y avoir actuellement, à Genève, un homme assez embarrassé de son personnage : c'est l'honorable diplomate qui, au Conseil, est censé représenter la Chine. L'Assemblée de 1927, en élisant un Chinois au Conseil, s'est couverte de ridicule : pour une institution qui n'a d'autre force que l'opinion, c'est dangereux !

René Pinon.

Le Directeur-Gérant : René Doumic.

SEPTIÈME PÉRIODE. — XCVIIIe ANNÉE

TABLE DES MATIÈRES

DU

QUARANTE-CINQUIÈME VOLUME

MAI — JUIN

Livraison du 1er mai

	Pages.
La Ratoune, première partie, par Mme Marie-Louise PAILLERON	5
Quelques maitres du destin. — II. M. Édouard Bénès, par VERAX	38
Lettres de Madagascar. — II, 1902-1905, par le maréchal GALLIENI	63
Nos grandes écoles. — Chez les Sévriennes, par Mme Anna AMIEUX	87
Auprès de M. Taine. — II, par M. G. SAINT-RENÉ TAILLANDIER	106
La jeunesse de La Tour d'Auvergne, par M. Charles LE GOFFIC	124
Esquisses havanaises. — *Mars 1928*, par M. Jean-Louis VAUDOYER	153
En marge de « Raphaël ». — Elvire et sa famille, par M. Léon BABONNEIX	172
L'Exposition de France a Athènes. — *Mars-Mai 1928*, par M. Albert ROULANT	201
L'auteur de la place de la Concorde, par Pierre TROYON	211
Les académies de province au travail, par M. C.-M. SAVARIT	217
A travers les théatres, par M. Jacques DEVAL	222
Chronique de la quinzaine. — *Histoire politique*, par M. René PINON	229

Livraison du 15 mai

L'Habit vert en Suède, par M. Henry BORDEAUX, de l'Académie française	241
La Ratoune, deuxième partie, par Mme Marie-Louise PAILLERON	280
Deux années a Berlin, 1912-1914. — III. *La première guerre balkanique*, par M. le baron BEYENS	310
Le maréchal de La Force. — VI. *En guerre avec le roi*, par M. le duc de LA FORCE, de l'Académie française	339
Le Communisme a l'usine, par M. Jacques VALDOUR	370
Correspondance inédite de l'impératrice Marie-Louise et de la reine Catherine, par M. Ernest D'HAUTERIVE	386
Universités et musées d'Amérique. — *Tendances nouvelles*, par M. Charles DIEHL, de l'Institut	427

Pages.

La crise de nos chantiers navals, par M. René LA BRUYÈRE. 451
François de Curel, par M. René DOUMIC, de l'Académie française. 466
Chronique de la quinzaine. — *Histoire politique*, par M. René PINON. . . . 469

Livraison du 1er juin

Le livre des bêtes qu'on appelle sauvages. — I. *Ouara la lionne*, par M. André DEMAISON. 481
Quelques maîtres du destin. — III. Le général Primo de Rivera, par VERAX. 501
La Ratoune, dernière partie, par Mme Marie-Louise PAILLERON. 525
Mérimée et Francisque Michel, par M. Henri BREMOND, de l'Académie française 551
Lettres a Francisque Michel, par Prosper MÉRIMÉE 555
Deux années a Berlin, 1912-1914. — IV. *La conférence de Londres*, par M. le baron BEYENS 581
Le Maréchal de La Force. — VII. *Catholiques et Protestants*, par M. le duc de LA FORCE, de l'Académie française 606
Poésies, *Le testament d'un latin*, par M. Pierre DE NOLHAC, de l'Académie française 638
Aux fêtes de Kapurthala, par M. Francis de CROISSET. 650
La couleur aux *salons* de 1928, par M. R. de la SIZERANNE 668
Revue littéraire. — *Une critique de la jeune littérature*, par M. André CHAUMEIX 688
Revue musicale. — *Sarati le terrible*, par M. Camille BELLAIGUE. 699
Revue dramatique. — *Siegfried*. — *La poudre d'or*, par M. René DOUMIC, de l'Académie française 705
Chronique de la quinzaine. — *Histoire politique*, par M. René PINON . . . 710

Livraison du 15 juin

Clorinde, première partie, par M. Henri MALO 721
Regards sur l'Égypte et la Palestine. — I. *Chez le roi Fouad*, par M. Gabriel HANOTAUX, de l'Académie française 765
Nos trésors d'art. — III. La monnaie, par M. André DALLY 798
Le livre des bêtes qu'on appelle sauvages. — II. *Poupah, l'éléphant*, par M. André DEMAISON 885
Ma mission a Varsovie (1858) (*publiée par M. E. d'Hauterive*), par le prince NAPOLÉON 823
Les principes critiques de Taine. — I. *Race, moment, milieu*, par M. André CHEVRILLON, de l'Académie française. 855
Chez nos Colons du Maroc, par Mme Henriette CELARIÉ. 876
Questions scientifiques. — *Réflexions sur la science*, par M. Émile PICARD, de l'Académie française. 905
Les expositions. — I. Trois portraitistes, par Pierre TROYON 910
II. La Jeunesse, par Mme Gérard D'HOUVILLE 918
Littératures étrangères. — *Sir Edmund Gosse*, par M. Louis GILLET. . . . 924
A travers les théatres, par M. Jacques DEVAL 938
Chronique de la quinzaine. — *Histoire politique*, par M. René PINON. . . 948

Paris, 1928. — Typographie Philippe Renouard 19, rue des Saints-Pères. — 58739.

GETTY CENTER LINRARY
3 3125 00675 2667